

LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY
OF ILLINOIS

069
ING
v.24-25





Digitized by the Internet Archive
in 2014

157

BULLETIN
DE
L'INSTITUT
NATIONAL GENEVOIS

TRAVAUX DES CINQ SECTIONS

1^o DES SCIENCES PHYSIQUES ET NATURELLES; 2^o DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES, D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE; 3^o DE LITTÉRATURE; 4^o DES BEAUX-ARTS; 5^o D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE.

TOME XXIV

GENÈVE

CHEZ GEORG, ÉDITEUR, LIBRAIRE DE L'INSTITUT GENEVOIS
ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES DE LA SUISSE

1882

BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

BUREAUX

DE L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

Président de l'Institut : M. Charles VOGT, professeur à l'Université.

Vice-Président : M. Jules VUY.

Secrétaire général : M. Henri FAZY.

Bibliothécaire-adjoint : M. Charles MENN, sculpteur.

Section des Sciences naturelles et mathématiques : Président, M. le professeur Charles VOGT. — Secrétaire, M. Emile YUNG. — Secrétaire-adjoint, M. le Dr Hugues OLTRAMARE.

Section des Sciences morales et politiques, d'Archéologie et d'Histoire : Président, M. Jules VUY, notaire. — Vice-Président, M. Henri FAZY. — Secrétaire, M. FONTAINE-BORGEL. — Secrétaire-adjoint, M. D. MORIAUD. — Trésorier, M. C. MENN.

Section de Littérature : Président, M. le professeur Eug. RITTER. — Vice-Président et Trésorier, M. le professeur P. VAUCHER. — Secrétaire, M. le professeur J. DUVILLARD. — Secrétaire-adjoint, M. Louis MOREL.

Section des Beaux-Arts : Président, M. Henri SILVESTRE. — Vice-Président, M. S. DELAPEINE. — Secrétaire et conservateur des tableaux, M. C. MENN. — Trésorier, M. Albert DARIER.

Section d'Industrie et d'Agriculture : Président, M. L. ARCHINARD. — Vice-Présidents, MM. NIEDERHAUSERN et ROCHAT-MAURY. — Secrétaire, M. C. MENN. — Trésorier, M. G. TOURNIER.

COMITÉ DE GESTION

Outre le Président et le Secrétaire général de l'Institut, MM. A. FLAMMER, notaire ; OLIVET, docteur ; — P. VAUCHER, professeur ; — J. VUY, notaire ; — H. SILVESTRE.

BULLETIN
DE
L'INSTITUT
NATIONAL GENEVOIS

TRAVAUX DES CINQ SECTIONS

1^o DES SCIENCES PHYSIQUES ET NATURELLES; 2^o DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES, D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE; 3^o DE LITTÉRATURE; 4^o DES BEAUX-ARTS; 5^o D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE.

TOME XXIV

GENÈVE

CHEZ GEORG, ÉDITEUR, LIBRAIRE DE L'INSTITUT GENEVOIS
ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES DE LA SUISSE

1882

069
ING
V. 24-25



N° 43.

1880.

BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

DISCOURS

PRONONCÉ PAR

M. CHARLES VOGT, PRÉSIDENT,

à la Séance générale de l'Institut le 16 Avril 1880

MESDAMES ET MESSIEURS! CHERS COLLÈGUES!

La transformation plus ou moins lente, mais profonde, que subissent actuellement les sciences, tant exactes que spéculatives, ne saurait échapper à l'œil de l'observateur attentif. Où que l'on arrête le regard, partout on verra les traces d'un mouvement, qui se rattache à un point central commun, comme les vagues ondulatoires de la surface d'un bassin tranquille se relieut autour de l'endroit où un choc puissant a frappé l'eau. Je n'hésite pas à dire que ces mouvements ondulatoires qui se propagent jusque dans les domaines en apparence les plus éloignés des sciences d'observation, sont dus à l'impulsion qu'ont reçue les sciences naturelles par l'initiative hardie de Darwin. La révolution causée parmi les sciences naturelles par la théorie de la descendance et du transfor-

misme s'est communiquée bien au loin et les reflets des vérités nouvelles proclamées au sein des sciences exactes ont porté leurs lumières jusqu'aux confins des sciences spéculatives, jusque dans ce limbe vague, dans lequel finit la logique et commence la foi.

Le premier effet de cette impulsion puissante fut le rapprochement des différentes branches des sciences naturelles, séparées jusque-là par des barrières presque infranchissables. C'était une règle péremptoire, lorsque je commençai ma carrière, qui imposait aux savants de se renfermer dans un seul domaine et même de se restreindre à des études monographiques. « Faites des monographies; ne regardez ni à droite ni à gauche! » — telle était la loi qu'on nous imposait. Les gens qui par goût ou par nécessité cultivaient plusieurs sciences et cherchaient des solutions plus générales, n'étaient acceptés qu'avec méfiance; le voyageur même devait se borner à une seule série d'observations, se vouer entièrement à l'étude des phénomènes zoologiques ou botaniques et laisser de côté tout ce qui touchait à la géologie ou à la physique générale.

Aujourd'hui, les tendances opposées ont prévalu. On s'est aperçu que tout se tient dans la nature; que les liens les plus étroits animent les différentes branches des sciences organiques, que les phénomènes organiques ne sauraient être analysés ni compris sans le secours constant des sciences physiques et chimiques et que les lois générales ne sauraient être déduites des observations et des expériences spéciales sans avoir recours aux conceptions les plus élevées de la pensée humaine. On ne dédaigne pas pour cela les recherches les plus minutieuses de détail, guidées par une technique consommée, — mais on peut dire que dans toutes ces recherches se fait sentir un principe d'unité, visible partout comme le fil rouge qui traverse tous les cordages de la marine anglaise.

Permettez-moi, chers collègues, d'esquisser devant vous en quelques traits généraux l'état actuel d'une des branches de la science confiée à mon enseignement, à l'Université, et dont l'histoire contemporaine vous démontrera, j'espère, le bien-fondé de ce que je viens d'avancer. Je veux parler de la paléontologie, cette branche de la science, qui n'est devenue indépendante que pendant le cours de notre siècle et qui prend une importance toujours plus grande, parce qu'elle sert, plus qu'aucune autre, comme centre de ralliement à la zoologie, à la botanique, à la géologie, et à la physique générale du globe.

Quel était l'état de la paléontologie, lorsque je fis pour la première fois connaissance avec elle, il y a quarante ans ? Il y avait sans doute d'importants travaux de faits, parmi lesquels les recherches sur les ossements fossiles de Cuvier, et l'Histoire des plantes fossiles, par Adolphe Brongniart, brillaient au premier rang, mais en tant que science la paléontologie était encore une annexe, d'un côté de la géologie, de l'autre côté de la botanique et de la zoologie. On acceptait presque généralement à cette époque les théories géologiques de Léopold de Buch et d'Élie de Beaumont. La terre s'était livrée à des convulsions périodiques, pendant lesquelles elle ouvrait ses flancs, vomissant des matières ignées, soulevant des montagnes et engloutissant toute vie organique jusqu'à la dernière trace. Cette œuvre de destruction étant finie et le calme rétabli, le créateur avait la bonté de meubler à nouveau la terre, de lui donner d'autres plantes, d'autres animaux, toujours suivant un plan conçu d'avance et dont le terme final devait être l'homme.

Telle était, en quelques mots, la manière de voir géologique de ces temps à laquelle se rattachaient des paléontologistes de premier rang tels que Cuvier, Agassiz, d'Orbigny.

Les conséquences de ces vues fondamentales étaient faciles à saisir.

Chaque étage, chaque terrain, chaque groupe de couches séparées géologiquement représentait une création à part, sans liaison aucune ni avec les créations précédentes, ni avec les suivantes; les organismes, dont on trouvait les restes dans les couches de la croûte terrestre, étaient des êtres à part, caractéristiques pour l'éloge, reliés aux autres organismes seulement par des affinités idéales, mais non par des liens directs. Quant à la manière de conduire les études, deux tendances différentes se dégageaient des principes que je viens d'énoncer.

La première cherchait à rattacher les fossiles aux couches dans lesquelles on les trouvait. On se tourmentait pour saisir les moindres différences, lorsqu'il s'agissait d'échantillons trouvés dans des étages différents; on étudiait les pétrifications en détail, pour pouvoir reconnaître la symétrie et la contemporanéité des couches; on les appelait même « les médailles de la création » pour indiquer qu'elles devaient servir de jalons et de points de repère à peu près de la même manière que les médailles enfouies dans le sein de la terre servent aux antiquaires pour reconnaître l'âge d'un dépôt.

La seconde tendance était plutôt zoologique et botanique. Par des comparaisons minutieuses avec les organismes actuellement vivants on cherchait à reconstruire les organismes, dont on ne trouvait que des restes, souvent insignifiants; on s'appliquait à déterminer les rapports que pouvaient avoir ces organismes avec ceux déjà connus; on fixait leur place dans les systèmes et les classifications. C'était un travail considérable et qui demandait l'application constante des lois qui président à l'organisation des êtres vivants — mais les efforts très-méritoires faits dans cette direction ne conduisaient guère

plus loin — ce n'était que fort rarement et comme par digression, qu'on s'occupait de rechercher les conditions générales de l'existence d'une foule d'êtres, que l'on connaissait plus ou moins, mais dont on ne s'occupait plus dès qu'on les avait déterminés et classés. On reconnaissait bien, que tels organismes étaient aquatiques, tels autres terrestres; que les uns devaient avoir vécu dans les mers, les autres dans les eaux douces; que des circonstances particulières, climat, humidité, profondeurs des bassins, température de l'eau et de l'air, etc., étaient exigées pour faire vivre tel ou tel type et que par conséquent la présence de ce type dans une couche et dans une localité donnée prouvait aussi l'existence des conditions nécessaires à une certaine époque — mais on se bornait en général à ces déductions premières et immédiates et on reculait, lorsqu'il s'agissait de pénétrer le redoutable mystère de l'enchaînement des types entre eux, leur origine devant être l'acte spontané d'une puissance créatrice, absolue et irresponsable.

La paléontologie continuait longtemps dans le même esprit, cherchant d'un côté de nouvelles médailles de la création, étudiant de l'autre des rapports et des différences et aujourd'hui encore une foule de mémoires et de travaux monographiques ne s'élèvent pas au-dessus de cet horizon, travaux indispensables sans doute, mais ne renfermant cependant, dans beaucoup de cas, que les preuves d'un travail mené avec assiduité.

La géologie en attendant subissait une transformation. Les cataclysmes, les révolutions subites furent remplacés, sous la conduite de Constant Prévost et de Lyell, par une évolution lente et graduelle, interrompue par-ci et par-là seulement par des crises très-locales, peu considérables en étendue et nullement capables de bouleverser de fond en comble le globe tout entier. Il fallait reconnaître, que l'histoire du globe avait une

grande analogie avec l'histoire du genre humain, en ce sens qu'il devenait impossible de distinguer des périodes tranchées, sans lien quelconque, mais que chacune des phases passait d'une manière lente et graduelle vers l'autre, que les types et les espèces se remplaçaient les uns les autres sans secousses, en présentant de nombreuses formes intermédiaires. Il devenait évident, par exemple, que les grandes périodes de renouvellement, que montrait le règne végétal, ne coïncidaient en aucune façon avec les périodes adoptées pour le règne animal — comment comprendre alors une révolution qui éteignait toute vie animale sur la surface de la terre, tandis que la vie végétale continuait à étaler ses splendeurs sans la moindre interruption ni altération ?

La contradiction était manifeste ; les « médailles de la création » perdaient leur importance absolue pour ne garder qu'une valeur secondaire et relative. En revanche, l'étude des rapports et des différences devenait bien plus compliquée parce qu'on devait en rechercher les causes. Comment et de quelle manière et sous quelles influences les organismes se sont-ils transformés pour se rapprocher des êtres actuels ? Comment, en un mot, les milieux ambiants ont-ils agi sur l'organisme ? Quels sont les caractères qu'il a conservés par hérédité, quels sont ceux qu'il a acquis par adaptation ?

En enlevant les révolutions subites et les renouvellements périodiques des organismes par la puissance créatrice, la géologie avait largement ouvert les portes aux théories Darwiniennes et le fondateur même de cette doctrine ne se fit pas faute de puiser des preuves pour ses assertions dans les documents que la paléontologie pouvait mettre entre ses mains.

Des recherches nouvelles étaient devenues indispensables. On avait savamment disserté sur la manière dont les couches devaient se former dans les profondeurs de la mer ; mais les

connaissances positives que l'on possédait à ce sujet se réduisaient à fort peu de chose. Les efforts des peuples navigateurs et en premier lieu des Anglais et des Américains frayèrent des voies d'investigation nouvelles et fournirent des résultats inattendus. On trouvait « le plateau télégraphique », comme on appelait le vaste fond entre l'Irlande et la Terre-Neuve, jonché d'organismes vivants, enfermés dans des carapaces calcaires et formant un dépôt puissant, en tous points semblable à la craie blanche -- et ces Rhizopodes, ces Globigérines vivant actuellement sur de vastes surfaces, forment la « vase à Globigérines » parfaitement définie aujourd'hui par tous les dragueurs; ces Globigérines étaient identiquement les mêmes que celles qui avaient formé la craie ! ces modestes organismes, très inférieurs sans doute, mais très définissables et reconnaissables, avaient donc continué à vivre pendant toute l'époque tertiaire, à travers trois révolutions au moins. Quel échec pour les créations renouvelées dans leur totalité ! Une foule d'autres types suivirent cet exemple et les recherches si laborieuses, mais en même temps si coûteuses, parce qu'elles demandent un état-major considérable et des bateaux à vapeur puissants, nous ont démontré que beaucoup d'organismes, réputés éteints, se sont conservés depuis des temps géologiques plus ou moins reculés, en s'adaptant à des conditions nouvelles de température, de pression et de lumière, qu'ils devaient trouver dans des profondeurs considérables. Une foule de phénomènes, attribués autrefois à l'action immédiate de forces créatrices mystérieuses, sont devenus ainsi des conséquences nécessaires et inévitables d'oscillations de niveau, de changements de température et d'exposition.

Ces recherches, conduites avec une persévérance rare, nous ont démontré qu'au fond de cette unité apparente, que nous appelons une mer ou un océan, règne la diversité la plus con-

sidérable due aux courants sous-marins, lesquels, suivant la configuration des bassins, se croisent en différents sens, se superposent et emmènent les matériaux et les populations marines les plus diverses. Au sein de l'Océan atlantique et à courte distance des côtes européennes, se croisent ainsi deux courants opposés, dont l'un, coulant plus au large, apporte les eaux froides polaires avec leur faune arctique, tandis que l'autre rase les côtes et sert de véhicule aux animaux et aux plantes des tropiques. C'est ainsi que se font au sein des eaux des migrations continuelles — les varechs et les fucoïdes voyageant à l'état de spores, une foule d'animaux sessiles à l'âge adulte accomplissent des trajets très considérables à l'état d'œufs ou de larves et peuplent ainsi des domaines lointains. La locomotion active est beaucoup plus employée sur la terre ferme; mais, là où elle fait défaut, les vents, les tourbillons et d'autres animaux, tels que les oiseaux, favorisent la locomotion passive. Si l'on considère tous ces phénomènes dans leur étendue immense, on arrive à la conclusion que le mouvement, la locomotion, la migration est une des lois fondamentales de l'organisation entière, que tout est continuellement en mouvement et que les stations fixes des plantes et des animaux, loin d'être permanentes, sont au contraire seulement temporaires.

Je n'ai pas besoin, Messieurs, de vous rendre attentifs aux conséquences importantes qui résultent de ces observations. Nous savons maintenant à ne plus en douter que ces migrations se sont accomplies sur une large échelle pendant les époques géologiques précédentes; que c'est à ces migrations qu'on doit attribuer en grande partie les changements successifs des associations fossiles que nous rencontrons dans les différentes couches. Tel animal jouit d'une locomotion plus rapide qu'un autre; il arrivera plus vite parmi une société

étrangère. Tel germe, semence ou larve, trouve des conditions favorables où il prospère, tandis que des milliers d'autres périssent faute de milieux ambiants propres à les développer. Les preuves pullulent : chaque voyage de M. Nordenskjöld et d'autres navigateurs nous a apporté de nouveaux renseignements sur l'immigration d'une grande partie de nos végétaux actuels, qui nous sont venus des régions polaires, tandis que une foule d'autres types autochtones ont émigré vers le Sud ou ne se maintiennent qu'à grand'peine aux bords nord de la Méditerranée. — Des faits analogues se montrent pour les faunes. Une grande partie de nos animaux nous sont venus de l'Asie; d'autres avaient immigré depuis le Nord pour se retirer ensuite, au moins en partie; d'autres enfin nous ont quitté pour émigrer vers le Sud.

Un vaste horizon s'ouvre ainsi devant la paléontologie. Si les organismes vivant aujourd'hui à la surface du globe sont les descendants directs de ceux qui ont vécu auparavant, il est clair que leur répartition géographique doit être en rapport avec leur origine et que l'existence de certains types dans une contrée, dans un continent, sur une île, ou l'absence d'autres types, doit s'expliquer en grande partie par les migrations possibles dans des temps antérieurs. La paléontologie et la géographie organique se trouvent ainsi dans des relations très étroites, qu'on n'aurait jamais imaginées il y a quelques années. On expliquait autrefois les différences des faunes et des flores par les diversités des milieux ambiants et la volonté de la puissance créatrice; chaque plante, chaque animal devait être admirablement adapté au milieu où il se trouvait, et, si des organismes connus ne se trouvaient pas dans telle ou telle localité en apparence favorable à leur développement, on supposait des causes pernicieuses occultes. Les faits ont donné un démenti éclatant à ces théories. L'Aus-

tralie est l'Eldorado des chevaux et des moutons, l'Amérique du Sud le paradis des bœufs et des chevaux — pourquoi ces pays, si éminemment favorables au développement de ces bêtes, n'en ont-ils été dotés que par l'homme ? Pourquoi l'île de Madagascar n'a-t-elle pas des antilopes, des rhinocéros et des éléphants comme tous les continents qui l'avoisinent, et comment se fait-il que l'Amérique n'avait pas le blé et que la pomme de terre faisait défaut à l'ancien continent ? Mystères inexplicables, mais qui trouvent immédiatement leur solution, lorsqu'on sait que Madagascar était séparé des continents par des bras de mer infranchissables avant que les grands pachydermes n'eussent fait leur apparition ; que le passage vers l'Amérique du Sud s'est ouvert trop tard pour permettre une immigration de la race bovine, et que l'Australie était distincte des autres continents déjà à une époque où les mammifères ordinaires n'avaient pas encore surgi de leur couche marsupiale. La recherche de la descendance des types, l'examen des migrations et la démonstration des voies et moyens, offerts par la configuration ancienne et moderne des terres et des mers, se confondent donc tellement dans ce sujet, que l'on ne sait lequel des différents points de vue pourrait dominer vis-à-vis des autres.

M. Gaston de Saporta, un des savants les plus éminents de la paléontologie végétale, s'exprime ainsi dans son excellent ouvrage « Le monde des plantes avant l'apparition de l'homme » :

Ces paroles désignent d'une manière très précise la tâche dévolue à la paléontologie actuelle. Notre temps ne dédaigne en aucune façon ces admirables travaux, par lesquels Cuvier, Brongniart, Agassiz, d'Orbigny, Owen et tant d'autres fondèrent la paléontologie, dont le premier manuel complet fut publié par Pictet-de la Rive ; nous admirons ces travaux en

cherchant à les compléter ; mais nous voulons en même temps remonter plus haut ou descendre plus bas que nos prédécesseurs et éclairer la descendance et l'histoire de tous ces êtres si variés, en nous servant d'éléments ultérieurs, de méthodes de recherche plus complètes et de raisonnements basés sur des observations cueillies dans d'autres branches de la science.

On peut bien dire qu'aucune science ne réclame autant que la paléontologie comprise de la sorte, un pouvoir distingué de combinaison et même d'imagination. Mais c'est là aussi son écueil ; car on peut prédire le sort d'Icare à celui qui s'abandonnerait sans appui suffisant au vol de son imagination, en quittant le sol sûr des faits recueillis par l'observation et l'expérience.

Il est vrai que l'insuffisance des documents paléontologiques sera toujours en même temps une calamité pour l'observateur consciencieux et un danger pour celui qui laisse trotter son imagination. Malheureusement, cette insuffisance n'est que trop réelle. J'ai voulu relever, l'autre jour, le nombre des crocodiles et lézards fossiles, dont nous connaissons le squelette des pieds et surtout des pattes ; — il n'y en a pas un, sur cent espèces connues par les mâchoires et les dents. Lorsqu'il s'agit de déterminer les restes, il faut donc des travaux extrêmement minutieux, des comparaisons immédiates et une profonde connaissance des lois de l'organisation, surtout lorsqu'il ne s'agit pas seulement de relations étroites et de rapports très rapprochés, mais de parentés plus éloignées et plus obscures.

Pour juger de ces dernières, les anciennes lois de corrélation, si fécondes entre les mains de Cuvier et de Owen, ne suffisent plus. Ces lois, vraies dans un champ borné, font défaut lorsqu'on veut les appliquer à des rapports plus éloignés.

Un animal à sabots plats ne pouvait avoir, suivant cette loi déduite de la création actuellement connue, ni canines tranchantes, ni molaires carnassières ; un animal à cornes devait être un ruminant et ainsi de suite. Ces principes, appliqués aux groupes serrés des pachydermes, des proboscidiens, des ruminants, se montrèrent d'une exactitude rigoureuse ; mais, lorsqu'il s'agissait de les appliquer à des types de mammifères plus éloignés, souvent ils ne suffisaient pas et laissaient complètement en défaut, lorsqu'il s'agissait de combinaisons morphologiques plus compliquées encore. On ne serait pas embarrassé de fournir des exemples nombreux, où l'application rigoureuse des lois de corrélation établies par Cuvier et Owen, a conduit à des erreurs absolues. On trouve dans l'éocène de l'Amérique du Nord les restes de mammifères étranges appelés Tillodontes. « Si Cuvier, dit M. Marsh, avait eu devant lui les restes séparés d'une espèce de Tillodonte, il n'aurait pas manqué d'attribuer les incisives à un rongeur, les molaires à un pachyderme et les ongles crochus à un carnivore. » Ces parties, si disparates en apparence, se trouvent cependant réunies dans la même espèce !

L'explication de ces anomalies apparentes se trouve dans la théorie de la descendance. Suivant cette théorie, chaque organisme est le résultat de deux influences qui se combattent assez souvent, de l'hérédité et de l'adaptation. Les caractères hérités sont le trésor de famille, les caractères acquis par adaptation forment l'apport personnel du propriétaire, qui par héritage s'ajoutera au capital fourni par les aïeux. L'adaptation inocule ainsi souvent des caractères qui sont en opposition avec les caractères hérités et de là ces mélanges singuliers qui nous étonnent parce qu'ils sortent du cadre habituel de notre entourage. .

C'est ici que se trouve le centre de gravité des tendances

paléontologiques modernes. L'adaptation produisant des variations, nous devons nécessairement arriver à la conclusion, que l'espèce n'est pas immuable, qu'elle n'est point le résultat d'un acte créateur particulier, {mais celui d'une longue élaboration à travers des générations successives innombrables, qu'elle a une histoire héréditaire, dont nous pouvons retrouver les documents dans les couches de la terre. C'est vers la recherche de cette histoire que se tournent aujourd'hui les efforts des paléontologistes; on ne se contente plus de débrouiller tant bien que mal les relations idéales entre les espèces fossiles et vivantes; on emploie ces connaissances acquises pour savoir, si les types analysés peuvent être mis en rapports génétiques avec d'autres, s'ils peuvent être considérés comme leurs ancêtres ou leurs successeurs. Cette recherche des souches généalogiques, si importante aujourd'hui, a reçu le nom de phylogénie, généralement employé aujourd'hui.

Il résulte déjà de la nature même des choses, que la preuve directe de la descendance d'un type fossile d'un autre ne peut jamais être fournie. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de démontrer sur des types de la création actuelle, qu'ils peuvent varier dans les limites des différences, que nous observerons entre des types fossiles rapprochés. Mais, lorsque ces preuves sont fournies, lorsque les formes intermédiaires entre deux types éloignés ne présentent pas de lacunes et lorsque ces formes intermédiaires s'accordent avec la succession des temps démontrée par la superposition des couches, nous sommes en droit de dire, que l'arbre généalogique dont nous avons recueilli les fragments pour les rapprocher ensemble, exprime en effet la réalité.

Permettez-moi quelques exemples pour expliquer ma pensée.

Cuvier avait justement remarqué, que, parmi les pachydermes des gypses de Montmartre il s'en trouvait, dont les cinq doigts de pieds se groupaient autour du doigt médian plus fort et plus volumineux, et se rapprochaient par là des lapins et des rhinocéros actuels ; tandis que d'autres au contraire fendaient plutôt le pied au milieu entre l'indicateur et le médian à la manière des cochons et des hippopotames. C'était un fait, qui donna lieu plus tard à l'établissement de deux ordres séparés, les périssodactyles à membres impairs, et à doigt médian prédominant et les artiodactyles à membres pairs. Mais les recherches paléontologiques démontrèrent bientôt, que dans ces deux groupes, qui commençaient tous les deux par des animaux pentadactyles ou ayant cinq doigts, il se manifestait une tendance générale vers la réduction du nombre des doigts et la fusion correspondante des os qui y faisaient suite. De nombreuses formes intermédiaires démontrèrent que chez les périssodactyles, cette tendance toujours plus prononcée faisait d'un animal pentadactyle à la fin un animal monodactyle, le type si connu de nos solipèdes ou chevaux actuels. Ce groupe, jusque là isolé parmi les mammifères actuels, se trouvait tout d'un coup être la dernière expression d'une série de transformations, subies par des animaux tapiriformes à cinq doigts et ayant vécu pendant les premières périodes de l'époque éocène ! Des séries semblables se trouvèrent pour les artiodactyles et les cochons, en apparence si différents de nos ruminants, entrèrent en relation généalogique intime avec eux par des formes, qu'un savant américain a appelées avec raison des « cochons ruminants ».

Or, et c'est là une chose curieuse à noter, cette tendance à former des types dérivés ne se montre pas partout, parmi les ressortissants d'un même groupe. Parmi les anciens périssodactyles à doigts et à formes lourdes et trapues on rencontre

tout aussi bien des Tapirides, qui ont beaucoup de ressemblances avec les Tapirs actuels et ne subissent que fort peu de changements pendant toutes les phases des époques tertiaires, que des Hippides, dont le nombre des doigts et des dents, ainsi que la structure de ces parties varient avec chaque étage et où même des formes intermédiaires, multiples et paralléliques, se montrent en Europe comme en Amérique. Pareille observation peut être faite touchant les Artiodactyles, — le type des vrais cochons reste presque immuable, tandis que les genres intermédiaires, dont sont issus les ruminants, pullulent et montrent dans chaque étage un pas de plus vers les formes finales.

Il est rare, Messieurs, de trouver ces séries phylogénétiques complètes. Beaucoup de mammifères, par exemple, nous paraissent primesautiers, sans parents reconnaissables, soit parce que leurs racines se trouvent dans l'époque crétacée, qui ne nous a encore fourni des restes de mammifères, soit parce que les gisements tertiaires anciens, où l'on pourrait trouver ces ancêtres, n'ont pas encore été exploités. Les Carnivores, Rongeurs, Chauve-souris et autres sont dans ce cas, — nous pouvons démontrer leur transformation successive pendant les temps tertiaires, mais nous ne pouvons pas indiquer la souche dont ils sont issus. D'autres groupes se sont décidément éteints sans avoir laissé d'héritiers et d'autres enfin se montrent isolés, sans ancêtres ni descendants, comme les Halisauriens, les Ptérodactyles parmi les Reptiles.

Ces quelques exemples nous démontrent déjà, que l'on commettrait une grave erreur, si l'on voulait appliquer par analogie aux membres d'un type les résultats obtenus par l'étude d'un autre type, en prétendant, que tous doivent s'être développés de la même manière. Il y a sans doute des chênes et des roseaux ; les uns se brisent, les autres plient, s'adap-

tent, se transforment et continuent à vivre; d'autres même ont de prime abord une complexion plus souple et supportent, sans broncher, des changements considérables des milieux ambiants. Le temps pendant lequel s'accomplissent les transformations, est également différent; tandis que certains types se soutiennent longtemps pour varier tout d'un coup, d'autres accomplissent des évolutions excessivement lentes et graduelles vers un but déterminé. Les uns ne varient que par suite de migrations lointaines, tandis que d'autres se maintiennent par ce moyen dans leur organisation primitive; c'est ainsi que le Conifère géant de la Californie, le *Wellingtonia* ou *Sequoia*, et le Cyprès chauve de la Louisiane, le *Paxodium dislichum*, se sont maintenus sans changement depuis l'époque miocène en émigrant successivement depuis les régions polaires vers les climats tempérés.

C'est donc une tâche immense que celle qui est dévolue à la paléontologie moderne, car elle doit rattacher toutes ces variations, tous ces enchaînements du monde organique, les mettre en rapport avec les changements physiques de la surface du globe, que la géologie doit nous démontrer, avec les variations des milieux ambiants et finalement avec les conditions intérieures imposées par l'organisation des êtres jusque dans les moindres détails. Eh bien! vis à-vis de cette tâche gigantesque, n'y a-t-il pas lieu de se décourager lorsqu'on se représente cette insuffisance des documents paléontologiques, dont je vous ai déjà parlé?

Il est vrai, Messieurs, que les lacunes sont en partie remplies par l'étude du développement individuel, lequel, suivant la judicieuse remarque de Fritz Müller, présente un abrégé du développement phylogénique. L'ontogénie, comme on a appelé l'étude du développement individuel depuis l'œuf jusqu'à son terme final, présente en effet des phases analogues à

celles que nous montre le développement historique du type et elle est d'un secours immense pour le paléontologiste, s'il veut en faire un usage raisonné et sagement pondéré. On peut dire avec raison que le paléontologiste actuel doit être un embryogéniste consommé, non-seulement pour les connaissances théoriques, mais aussi pour les recherches pratiques et techniques, car à tout moment se présentent des questions que lui seul peut résoudre et dans l'étude desquelles il ne peut se faire remplacer par un autre.

Il y a un écueil dans cette fusion de l'ontogénie et de la phytogénie, écueil sur lequel les enthousiastes ont donné en plein. Le principe est vrai, lorsqu'il s'agit des organes pris isolément ; il est complètement faux, lorsqu'on veut l'appliquer à l'organisation tout entière.

Permettez-moi de m'expliquer par un exemple.

Les embryons de tous les vertébrés sans exception ont des arcs et des fentes branchiales au cou. Les uns gardent ces parties pendant toute la vie, les autres seulement pendant l'époque larvaire ; chez les vertébrés supérieurs enfin, ces organes n'ont qu'une existence fort passagère pendant les premières phases de la vie embryonnaire.

Tous les anciens vertébrés, sans exception, portaient des branchies à l'état adulte et étaient adaptés à la vie aquatique.

Voilà donc un parallélisme bien établi, une homologie parfaite entre le développement de l'individu et celui du type.

S'ensuit-il que nous puissions déduire ces organismes les uns des autres, construire l'organisation des poissons de l'âge silurien par nos connaissances de l'embryon branchifère ou vice-versa ?

En aucune façon. Chaque organe, pris isolément, suivra la même marche de développement, mais l'harmonie entre les organes est tout-à-fait différente. On peut bien dire que chez l'embryon branchifère aucun organe du corps n'est propre à

fonctionner, ni ces branchies elles-mêmes, ni les organes des sens, le système nerveux, les muscles ou l'intestin — toutes ces parties sont à l'état d'ébauche. Chez le poisson silurien, au contraire, tous ces organes fonctionnent pour soutenir l'existence et pour la propager ; ils sont accomplis vers un but déterminé et leur développement réciproque est fort divergent suivant les différentes espèces. L'embryon est protégé par ses enveloppes ; il n'a pas de combat pour l'existence à soutenir et peut se contenter pendant longtemps d'organes à l'état d'ébauche, incapables de fonctionner ; l'animal adulte, au contraire, a besoin de tous ses organes pour lutter victorieusement vis-à-vis de la concurrence.

Il faut donc reconnaître qu'ici aussi chaque type a des tendances spéciales suivant lesquelles il développe l'harmonie de ses organes à sa manière, tandis que les organes mêmes se développent suivant des lois générales, applicables partout. Distinguer les traits généraux des tendances spéciales de chaque type est donc encore un vaste sujet que la paléontologie vient seulement d'aborder.

Je m'arrête ici, Messieurs. Il y aurait encore bien des choses à dire sur l'importance des études paléontologiques dans les questions les plus élevées que puisse poser l'esprit de l'homme inquiet d'aller au fond des choses, sur l'origine de la vie, la naissance d'une ou de plusieurs souches des organismes qui ont peuplé, à différentes reprises, les terres et les eaux. Je ne veux pas aborder ces questions ; elles me conduiraient trop loin ; ce que j'ai dit suffira, j'espère, pour vous prouver que, de secondaire qu'elle était il y a quelques années à peine, la paléontologie est devenue une branche indépendante des sciences naturelles, vers laquelle convergent à la fois les études biologiques et géologiques. La zoologie, avec ses doctrines particulières telles que Anatomie et Embryogénie com-

parées, la botanique avec toutes ses branches, la géologie et ses études variées, y apportent autant de lumière qu'elles en reçoivent. Jusqu'à présent, les chaires et les laboratoires de paléontologie sont assez rares. Le temps viendra où l'on accordera à cette science une importance analogue à celle des autres branches de la science et, en tout cas, on doit reconnaître aujourd'hui déjà qu'elle représente bien ce principe de la science actuelle : La recherche de l'unité par l'étude des phénomènes variés.

Il me reste encore un pénible devoir à remplir. L'Institut a fait des pertes cruelles pendant l'année qui vient de s'écouler. Les rangs de ses fondateurs s'éclaircissent de plus en plus. Louis Dorcière, sculpteur, et Hugues Darier, fabricant d'aiguilles, appartenaient à ce groupe d'initiateurs qui aura bientôt disparu. Le souvenir de l'un survivra par ses ouvrages, celui de l'autre restera gravé dans les cœurs de ceux qui l'ont connu comme le modèle d'un caractère ferme et bienveillant à la fois, singulièrement élevé et ouvert à toutes les idées nobles et humanitaires.

C'est parmi nos correspondans surtout, que nous trouvons quelques figures, qui ont marqué leur place dans l'histoire contemporaine. On n'effacera pas des pages remplies par les fastes de la Confédération suisse la grande figure de Jacques Stämpfli, dont les adversaires même n'ont jamais osé mettre en doute la parfaite loyauté et les qualités éminentes qui ont fait de lui, pendant longtemps, le chef incontesté du parti radical dans le canton de Berne d'abord et dans la Confédération ensuite. — Nos voisins du canton de Vaud seront toujours fiers de leur historien Vulliemin, le continuateur de Jean

de Müller et la littérature aimable ne se consolera pas facilement de la mort du spirituel et sympathique Valaisan de Bons. On citera le nom de Viollet-Leduc aussi longtemps que les flèches de la Sainte-Chapelle à Paris et de la Cathédrale de Lausanne resteront debout. C'est le Mont-Blanc, dont il a dressé une carte magnifique, qui l'attirait chaque année dans nos parages, où il semait à pleines mains ses idées originales sur l'architecture du moyen âge qu'il possédait à fond. L'agriculture belge a perdu un hardi promoteur dans la personne de notre correspondant Bortier, propriétaire à Ghistelles en Belgique, et l'histoire naturelle de la Savoie ne trouvera que difficilement un remplaçant pour notre collaborateur François Dumont, pharmacien à Bonneville, auquel toutes les branches, zoologie, botanique et géologie doivent des observations nombreuses et intéressantes. Je ne parlerai pas du Dr Louis Odier, auquel un confrère a érigé dernièrement un monument littéraire bien mérité, ni de David Sutter, paysagiste estimé et qui appartenait à cette rare phalange d'artistes, dont le travail technique ne remplit pas entièrement les aspirations. Sutter était professeur d'esthétique à l'École des Beaux-Arts de Paris.

Notre Institut, Messieurs, se fonde sur l'activité de tous. Chacun, dans sa sphère plus ou moins restreinte, peut prendre part à ses travaux, apporter ses lumières, stimuler le zèle de ses collègues et se rendre utile ainsi à la patrie en soutenant de son mieux le mouvement intellectuel dont elle s'honore. Si des noms comme Catalan, Duvillard, Gerbeaud, Miéville, Vidonne et Ziegerer n'ont pas dépassé les limites de notre canton, il n'en est pas moins vrai qu'eux aussi ont travaillé pour le progrès et qu'ils ont bien mérité du pays, qui les a vus naître et auquel ils étaient dévoués de cœur.

J'ai dit.

ESSAI

D'UN TRAITÉ DE LA SCIENCE POLITIQUE

D'APRÈS LA THÉORIE

DE

CHARLES-LOUIS DE HALLER

PAR

John GRAND-CARTERET

I

A une époque comme la nôtre où toutes les branches du savoir humain tendent de plus en plus à acquérir une précision mathématique, l'existence de la science politique n'est plus à prouver. Et depuis que la politique est devenue une science, depuis que, par le raisonnement humain, elle a pu s'affirmer la résultante de l'histoire, elle a en quelque sorte perdu ce caractère de fourberie machiavélique que lui avaient légué les intrigues des anciens pouvoirs despotiques.

La base de la science politique, c'est la liberté. Telle est au moins la conception qui se dégage de l'examen attentif des faits passés, et quoiqu'on puisse dire, quels que soient les lieux communs débités par ceux qui, prenant modèle sur la

censure, tout en partant d'un point différent, préfèrent supprimer ce qu'ils ne comprennent pas, il est certain pour ne pas dire évident, que c'est le passé qui doit servir à faire le présent. Si la connaissance des choses, ce qu'on appelle vulgairement l'expérience, n'a pas toujours de portée sur les hommes pris individuellement, elle doit seule les guider dans la constitution de l'organisme social.

Trouver l'idée en quelque sorte, qui se dégage de l'étude du passé, s'en emparer, et par applications successives, par des transformations graduelles, s'orienter vers le but auquel doivent tendre les sociétés humaines, soit le complet épanouissement des intelligences et la plus grande somme de liberté et de bonheur pour chacun, voilà le but de la science politique. Toutes les sociétés ont passé et passent par les trois phases suivantes :

1° Oppression de la masse par une minorité qui, s'arrogeant un droit supérieur, maintient son autorité par la force et par le droit divin;

2° Oppression de la minorité par la masse émancipée qui, au nom du progrès et de la liberté, maintient son autorité par la force du nombre ;

3° Renversement de toute autorité despotique prétendant s'imposer sous un prétexte quelconque et peser sur une partie du corps social. Etablissement d'un équilibre des forces humaines par la concurrence, la liberté de chacun étant sauvegardée de par le contrat constitutif, et chacun étant également mis par ce dernier dans l'impossibilité de nuire.

Il s'en suit que tout régime qui prétend imposer sa volonté n'a point droit au titre de Républicain, quel que soit, au reste, le mobile qui le guide.

Dans tout système d'oppression, le progrès ne peut se faire que par la *Révolution*. Dans un système de liberté, basé consé-

quemment sur la science, le progrès s'effectue naturellement par *évolutions successives*. L'homme esclave se révolte. L'homme libre assure au progrès sa marche régulière.

Est-il besoin de dire, après cela, que le progrès répudie formellement tout organisme qui n'a pas d'autre idéal que celui de remplacer à l'administration des affaires une couche sociale par une autre couche sociale, et que, en dehors de la science politique, il ne peut y avoir que marche à tâtons, décisions d'expédient, solutions au jour le jour ?

Il y a de la politique dans le sens machiavélique du mot, de la rouerie d'homme qui cherche à se maintenir au *pouvoir* suivant la qualification que nous donnons encore à l'administration des affaires de la collectivité ; il y a des moyens de gouvernement employés par un parti contre un autre parti, mais rien de plus.

Avant de s'appartenir, l'homme appartient, et l'histoire qui nous montre les grandes et nobles luttes soutenues par lui pour conquérir son indépendance contre celui qui émettait la prétention de le posséder, nous montre également les sombres et terribles luttes de l'homme libre pour conquérir le pouvoir, pour gouverner son égal.

Tirer de cette étude des faits la conclusion qui, logiquement, en découle, voilà donc le rôle de la *science politique* et le but auquel tend cette étude.

II

Est-il besoin de rappeler sur quoi repose le système des philosophes de la fin du XVIII^e siècle ? Ayant à combattre le pouvoir despotique, ils ont opposé au prétendu droit de propriété des monarques sur leurs sujets, le principe de la sou-

veraineté résidant dans *l'universalité du corps social*. C'est là le point capital et parfaitement justifié de leur théorie.

Rousseau, pour établir son *Contrat social*, s'est basé sur les raisons suivantes :

1^o Que les hommes ont originairement vécu sans rapports sociaux, dans l'état d'une liberté et d'une égalité parfaites ;

2^o Que cet état de chose ne donnait aucune garantie à leurs droits ;

3^o Que pour cette raison ils se réunirent les uns aux autres et délèguèrent à un ou plusieurs d'entre eux un pouvoir suffisant pour le maintien de la sûreté générale ;

4^o Que par la formation d'une telle société civile la liberté des individus se trouve mieux assurée.

C'est d'après ces données que la plupart des Etats modernes ont été constitués. Seulement, le principe de *l'universalité des citoyens*, qui était fort juste en théorie, s'est trouvé tout à fait inapplicable quand il a passé du domaine des idées dans celui des faits ; *l'universalité*, soit *l'unanimité*, est devenue *la majorité*. Première conséquence, première traduction.

La délégation d'individus qui a formé l'Etat, à laquelle on avait remis, suivant les principes de Rousseau, ces pouvoirs suffisants pour le maintien de la sûreté générale, a cherché sans cesse à augmenter son autorité, sous prétexte que cet accroissement était nécessaire au maintien de l'ordre où à la cause du progrès ; et alors, deuxième conséquence, loin de se trouver mieux assurée, la liberté d'une partie des citoyens a été foulée aux pieds.

Contrairement aux assertions de Hobbes, de certains philosophes allemands et du conventionnel Ruault qui, en tête d'un projet de constitution pour la République française, déclarait que *Tout appartient à l'Etat, corps et biens*, la science moderne doit établir, une fois pour toutes, les bases du *pouvoir délégué*.

La conséquence de l'évolution produite par la philosophie du XVIII^e siècle a été, en effet, de remplacer la *volonté d'un seul* par la *volonté de beaucoup*. Depuis le commencement du siècle, les majorités, quelles qu'elles soient, ont tellement abusé de leur force, mettant en pratique le précepte de Rousseau : *Quiconque refusera d'obéir à la volonté générale y sera contraint par tout le corps ; on le forcera d'être libre*, qu'on a été frappé des conséquences de l'oppression de cette *volonté générale*, se prétendant infaillible, comme le pouvoir monarchique, et qu'on s'est mis à étudier l'autre côté de la question, un point qui n'avait pas été et ne pouvait pas être prévu par les grands lutteurs du siècle passé : *le respect de la liberté individuelle*. Les magistrats éminents auxquels la Suisse doit la Constitution de 1848 ont, les premiers, cherché à garantir l'indépendance du citoyen contre les empiètements du pouvoir.

Concilier la liberté individuelle avec le principe de la majorité faisant loi, n'est point, en effet, chose facile. Si le peuple choisit un individu pour le représenter, cet individu peut arriver, en torturant les textes de la loi, en profitant de tous les points faibles, à remplacer la volonté générale par la sienne propre. Si, au contraire, le peuple délègue le pouvoir suprême à une réunion de plusieurs individus, dans l'espérance de contenir les uns par les autres, il peut arriver, ou que ces individus se paralysent réciproquement ou qu'ils se mettent d'accord pour, en faisant appel aux passions, opprimer la liberté de tout ou partie de leurs concitoyens. Tels sont les deux graves obstacles que présente et présentera toujours la délégation des pouvoirs et qui peuvent se résumer en un mot : *le choc des intérêts*.

Si, d'autre part, on pensait pouvoir obvier à ce danger en laissant aux citoyens eux-mêmes, sans délégation aucune,

l'exercice du pouvoir collectif, on se tromperait étrangement. Dans n'importe quel corps social il y aura toujours, en effet, une minorité, et toujours aussi la majorité sera une puissance abusive. Et puis, bon pour quelques rares et primitives contrées, où les affaires publiques se réduisent à peu de chose, où elles sont assez simples pour être comprises de chaque membre de l'association, ce gouvernement direct serait impossible dans un grand pays, où une partie des habitants, ayant à subvenir aux besoins les plus pressants de l'existence, n'a ni le temps, ni l'éducation nécessaires pour s'occuper des affaires de législation. Si l'on en excepte les cantons à *Lands-gemeinde* de la Suisse (1), je ne crois pas qu'il se puisse rencontrer nulle part une multitude, 5 à 6,000 hommes par exemple, capable de prendre, en peu de temps, une décision réfléchie. Quiconque a assisté à une assemblée publique dans quelque grand centre, ne pourra que confirmer le bien-fondé de cette assertion.

Pour que la liberté individuelle ne soit pas un leurre, il faut que les droits de la minorité soient respectés, et c'est là le grand problème que la science politique moderne cherche à résoudre par la représentation dans les Conseils et, par suite, dans les lois qui sont leur œuvre, de cette minorité. Sans m'appesantir plus longuement sur ce sujet qu'il me suffit

(1) Les *Landsgemeinde*, pour ceux qui pourraient encore l'ignorer, sont une espèce de champ de mai, l'ensemble du peuple délibérant et votant à main levée à la face du ciel, sur les affaires du pays et sur le choix des magistrats. Ces assemblées, qui existent dans les deux Appenzell, les deux Unterwalden, à Uri et à Glaris, ont lieu le dernier dimanche ou le premier dimanche de mai. Voir sur cet intéressant sujet *La Démocratie en Suisse*, par A.-E. Cherbuliez, et la 5^e série des *Alpes suisses*, de Rambert (Genève, 1875.

d'avoir signalé, je tiens cependant à mentionner les efforts considérables faits en Suisse par l'*Association pour la représentation proportionnelle* (2).

Et si on s'occupe tant de la liberté individuelle, c'est qu'il n'est pas de pays où elle n'ait été violée. Pour s'en convaincre, il suffit d'interroger l'histoire.

J'ai établi plus haut les trois phases du développement des sociétés. Il me sera facile d'établir, de même, les deux périodes de toutes les associations humaines. Toutes, elles ont la même origine : grouper les forces soit pour résister à un ennemi extérieur, soit pour atteindre à un but poursuivi en commun. Toutes aussi, elles finissent presque de même. Une fois le but poursuivi, atteint, les intérêts privés reprennent le dessus, l'intérêt général disparaît et les individualités n'entendent plus se sacrifier à la collectivité. Quand il s'agit d'organiser la machine politique, l'État, c'est-à-dire, cet ensemble, ce corps de doctrine d'après lequel l'association doit se mouvoir, les uns accaparent plus d'autorité que les autres, et alors arrivent les luttes intestines. Les mêmes faits contre lesquels on s'était ligué apparaissent au sein de la communauté. N'est-ce pas l'histoire de toutes les Républiques du Moyen-Age !

Quoi de plus glorieux, par exemple, que le premier siècle de la liberté helvétique, l'époque où les gens des Waldstätten s'unissent pour conquérir leur indépendance et reçoivent dans leur association tous ceux qui ont un but identique. Et quoi de plus triste que de voir tant de forces, primitivement mises au service d'un si noble but, se perdre en querelles et en rivalités de toutes sortes. On avait protesté contre la tyrannie, on

(2) Voir les travaux de M. Naville sur *les progrès de la représentation proportionnelle*.

s'était révolté à l'idée d'être la chose de quelques personnages se prétendant *privilégiés*, et quand on eut acquis cette liberté, on n'eut rien de plus pressé que de se tourner contre la liberté des autres. Triste exemple des inconséquences humaines, et éternelle histoire des changements qui se manifestent chez l'homme, suivant qu'il est au pouvoir ou qu'il a le dessous :

« L'expérience nous apprend, dit De Lolme (1) qu'il faut bien des précautions pour obliger les hommes à être justes les uns envers les autres ; et c'est dans les premières mêmes que l'on peut prendre à cet égard, qu'est la source la plus féconde des maux qu'on se propose de prévenir. Ces lois qui devaient être égales pour chacun, ne parlent bientôt plus que suivant que le dicte l'intérêt de ceux qui en sont les dépositaires ; instituées pour la protection de tous, elles ne défendent bientôt plus que les usurpations de quelques-uns ».

Et dans une autre partie de ce remarquable ouvrage qu'on n'étudie pas assez (2), l'éminent publiciste, mettant le doigt sur la plaie, dit avec raison :

« C'est dans l'homme que sont les maux dont on a à se défendre : ce n'est donc que par des précautions générales qu'on peut se flatter de les prévenir. Si c'est une erreur funeste de n'attendre que justice et équité de ceux qui gouvernent, c'en est une qui ne l'est pas moins de s'imaginer que, tandis que la vertu, la modération sont le propre de ceux qui s'opposent aux abus du pouvoir, toute l'ambition, tout le désir de dominer se sont retirés dans l'autre parti ». Et après avoir posé la question de la sorte, De Lolme conclut ainsi :

(1) Voir *Constitution de l'Angleterre* (Édition d'Amsterdam 1778), Livre II, Chapitre V.

(2) *Ibid.*, Livre II, Chap. IX.

« Les objets de notre jalousie doivent être tous ceux sans distinction, qui, par quelque voie que ce soit, et avec quelque nom que ce soit, se sont donné les moyens de tourner contre chacun la force de tous et ont tellement arrangé les choses autour d'eux que quiconque veut leur résister, se trouve toujours seul contre mille ».

Donc, *pouvoir délégué* ou *pouvoir propre*, l'histoire nous apprend que tous deux peuvent abuser de leur force ; et c'est pour remédier à cet abus que d'éminents esprits en France et en Allemagne se sont prononcés pour l'abolition de tout gouvernement comme étant le seul moyen de couper court à l'ambition et à l'excitation des passions humaines. Mais pour cela, comme le dit encore fort bien De Lolme, il faudrait établir une fois pour toutes, ce que chacun doit aux autres individuellement et à la communauté, placer les droits au-dessus de toute atteinte des passions, et c'est là le difficile.

Les pays où les droits primordiaux sont garantis, c'est-à-dire placés au-dessus de ces atteintes, marchent évidemment de plus en plus vers l'idéal, *administrer et non gouverner*. Quant aux autres, et ce sont les plus nombreux, mettant en pratique la doctrine de Fichte que *le but de tout gouvernement doit être de rendre le gouvernement impossible*, ils y seront certainement conduits par la force des choses.

III.

J'ai dit plus haut que les théoriciens modernes, ceux qui pourront passer pour les pères de la science politique s'étaient à juste titre préoccupés de la garantie à accorder à la liberté individuelle, en présence des tendances de plus en plus absor-

bantes de l'État et de l'autoritarisme toujours croissant des majorités. Il convient d'arracher à l'oubli, conséquence forcée des troubles de la période où il se produisit et de la tendance à la religiosité dont il fit preuve, un homme qui saisit de suite l'inconséquence existant entre les principes philosophiques du dix-huitième siècle et leur mise en pratique par la Révolution française, j'ai nommé Ch.-Louis de Haller, descendant du grand Haller et ancien membre du Conseil Souverain et du Conseil secret de Berne.

Ch. Louis de Haller est né à Berne en 1768. Imbu d'idées doctrinaires, il émit de bonne heure dans les journaux des principes qui le forcèrent, en 1798, de quitter Berne, la vieille République aristocratique, alors au pouvoir de la Révolution.

Qu'était-ce que ces idées? Il se charge lui-même de nous le dire dans le *Discours préliminaire* qui sert d'avant-propos à la traduction française de son ouvrage: *Restauration de la science politique*. (1)

«Lorsque dans ma plus tendre jeunesse, y lit-on, et presque sur les genoux de ma mère, je lus dans un ouvrage allemand l'assertion alors communément reçue que les hommes étaient sortis de l'état de nature et qu'en déléguant leur pouvoir commun, ils avaient sacrifié une partie de leur liberté pour s'assurer d'autant mieux la conservation de l'autre, cette idée seule me serrait déjà le cœur. Combien une pareille cession n'est-elle pas insensée; et que le résultat doit en être incertain! Jusqu'où chacun a-t-il fait le sacrifice de sa puissance et de sa liberté? Qui nous garantit la possession plus sûre du reste? N'aurait-il pas

(1). Le premier volume parut à Paris en 1824, le second en 1825. Quant au troisième, il ne vit le jour qu'en 1830. La traduction du reste de l'ouvrage, entreprise par M. Charles de Haller fils, vient d'être publiée tout récemment, en 1875,

mieux valu demeurer dans l'état de nature, et ne serait-il pas possible d'y rentrer ? Certes, j'étais bien loin de penser que, dans un âge plus mûr, le sentiment qui m'avait frappé si jeune encore, se changerait en une pleine conviction, que je reconnaitrais dans cette erreur la cause de tous les désastres, de tous les crimes de notre siècle, et que j'entreprendrais d'expliquer sans contrat social ou factice, sans délégation de pouvoirs, sans renonciation à la liberté, sans abandon de l'état de nature, non-seulement la formation légitime de tous les rapports sociaux, mais encore celle même des Etats ».

Voilà donc, expliquées en quelques lignes, les raisons qui devaient engager plus tard de Haller à émettre publiquement sa théorie des rapports sociaux, ou, pour me servir de ses propres expressions, la *théorie de l'état social naturel opposé à la chimère de l'état civil factice*. C'est en 1808 que parut sous le titre de *Handbuch der allgemeinen Staatenkunde* (Abrégé de la politique universelle) le premier ouvrage de cet écrivain qui cherchait à opposer toute une théorie au système révolutionnaire. Il y a, du reste, dans son œuvre des inconséquences si singulières que, écrite en somme pour montrer la supériorité du droit divin, elle le fit passer aux yeux de beaucoup de monarchistes pour un fanatique partisan de la liberté. Et effectivement, après avoir lu, avec une attention soutenue, son long travail, on se demande s'il n'a pas démontré les droits des peuples plus clairement que les droits des princes. Tandis que, par exemple, le volume qui traite *des Seigneurs spirituels indépendants ou des Etats pontificaux* ose plaider hautement la cause du droit divin, ce droit monstrueux d'après lequel un peuple est la propriété naturelle d'un homme supérieur appelé prince, celui qui est consacré *aux Républiques ou communautés indépendantes* émet les idées les plus hardies qu'on ait encore

soutenues jusqu'à ces dernières années au moins (1), en faveur du fédéralisme et de l'indépendance de la personnalité humaine. On aurait peine à trouver dans les ouvrages les plus avancés de l'époque une affirmation aussi nette, aussi catégorique, du droit à la liberté.

Dans la quantité d'ouvrages qui ont été publiés sur le droit public, au dix-huitième siècle surtout, une dizaine seulement sont parvenus jusqu'à nous. Le *De Jure belli ac pacis* de Grotius, quoique contenant d'excellentes choses, n'est guère plus consulté. Le philosophe hollandais penche, on le sait, pour le contrat social, sans cependant le définir d'une façon positive. C'est Hobbes, l'auteur du *De Cive* et du *Leviathan*, qui est le véritable père de la théorie chère aux Jacobins de l'Etat absorbant tout. Sydney, Locke, Pufendorf, Montesquieu, dans cet *Esprit des lois* que Voltaire appelait non sans raison *l'esprit sur les lois*, admettent à des degrés divers et sous des formes différentes, le principe d'un contrat social. Cela ne les empêche pas d'avoir souvent des idées plus réactionnaires que Bœhmer par exemple, l'auteur de l'ouvrage *Introductio in jus publicum universale* qui a combattu l'hypothèse d'un contrat social. C'est ainsi que Sydney, déclarant les monarchies *seules légitimes*, ne veut reconnaître aucune République et soutient qu'il n'est, *dans aucun cas, permis de résister au Souverain*, et que Pufendorf attribue au prince une puissance absolue *et sur presque tous les objets*. Il lui reconnaît entre autres, le droit de disposer, pour le bien de l'Etat (on sait ce que cela veut dire) *de la vie et de la fortune de chacun*.

Eh bien ! toutes ces énormités, Ch. Louis de Haller est loin de les adopter. La base de son système, c'est la *perpétuité* de

(1) M. James Fazy est l'auteur d'un remarquable *Cours de Législation Constitutionnelle*. Genève 1874.

l'état de nature, et c'est par cet état qu'il explique tous les rapports sociaux, les *petits* aussi bien que les *grands*. Et loin de voir dans cet état naturel l'absence totale de toute société, une liberté et une égalité universelles, il trouve à la fois des *rapports extra-sociaux* et des *rapports sociaux divers*, chacun de ceux-ci présentant des *supérieurs* et des *inférieurs*, la *liberté* et l'*assujettissement*, la *domination* et la *dépendance*.

« Dans tout le cours de la vie humaine, dans tous les rapports sociaux, la nature, dit de Haller, fait exister le supérieur avant l'inférieur. Tout homme est *sujet dès son enfance*; *aucun ne naît libre et égal en droits*. Neuf mois avant sa naissance, l'enfant demeure déjà prisonnier dans le sein de sa mère. A peine paraît-il au monde qu'il est garotté par divers liens et soumis à deux supérieurs qu'il n'a point nommés, ainsi qu'à divers maîtres subalternes qui, tous, lui donnant des lois, les mettent à exécution eux-mêmes, terminent ses contestations et punissent ses fautes, sans jury et sans code. Dans les jeux de l'enfance et les amusements militaires de la jeunesse, il obéit à un général qui s'est élevé lui-même à cette dignité. Arrivé dans les *écoles* et dans les *pensionnats*, il se trouve sous un gouvernement théocratique, assujetti à des maîtres qu'il n'a point faits, et qui réunissent le pouvoir sacerdotal, législatif, exécutif et judiciaire. Il parvient aux années de l'adolescence, où il espère jouir de plus de liberté, point du tout : il ne fait que changer de chaînes et de supérieurs. » Et après avoir parlé de tous les assujettissements de la vie, l'auteur conclut ainsi :

« S'il se voue au service de l'Etat, à celui de l'Eglise, de la guerre (1), il ne fait que tomber de Charybde en Scylla. Par-

(1) Haller voit dans la nécessité du lien militaire la principale pierre d'achoppement des principes philosophiques proclamés par la Révolution. Le

tout il trouve des supérieurs qu'il n'a pas faits; il est obligé d'agir et de travailler d'après leurs ordres. Si quelquefois il commande, c'est conformément à la volonté d'un supérieur. L'amour le conduit au mariage ? Il est souvent forcé de céder ; mille nouveaux liens l'enchaînent ; il contribue lui-même à perpétuer une dépendance toute pareille. Faites enfin de lui ce que vous appelez un républicain libre, qu'il parvienne au gouvernement même, il y trouve encore des sénateurs qu'il n'a pas faits ; il faut qu'il se soumette à leur majorité et le voilà de rechef un sujet. En un mot, l'homme naît dans la plus grande dépendance et sa liberté ne s'accroît que par degrés : il change de liens, il parcourt tous les genres de rapports sociaux, il rencontre l'autorité patriarcale, militaire, spirituelle, mais partout les supérieurs sont avant lui, et jamais il ne devient absolument libre ou indépendant. »

Tel est le point de départ de Ch.-Louis de Haller, tels sont les arguments par lui invoqués pour affirmer, contrairement à la *déclaration des droits de l'homme*, qu'aucun ne naît libre et égal en droits. Evidemment, il a, tout le temps, confondu l'*assujettissement* avec les *rapports sociaux*, mais, à part cette confusion qui lui est propre, son point de départ a du bon, aujourd'hui qu'il s'agit d'établir les bases de la science politique en dehors des déclamations d'une certaine école philosophique qui, dans sa proclamation de l'égalité des droits, n'a pas tenu compte de l'inégalité des forces et des situations. La liberté et l'égalité complètes ne sont que des fictions pour

lien militaire, dit-il, fit naître de tout autres rapports, de tout autres pensées et les spéculations philosophiques y trouvèrent leur tombeau. C'est ainsi que les gouvernants se virent obligés d'abandonner promptement la mesure prise par eux le 26 février 1793 et consistant à faire nommer les officiers par les soldats. (*Voir tome I, chapitre X.*)

nous autres modernes. Si la Révolution de 1789 a fait disparaître du même coup le *droit divin* et les *sujets*, si elle a aussi, par ce fait, donné aux individus leur liberté comme *être humain*, elle ne les a pas débarrassés des *rapports sociaux ou extra-sociaux*. Tout homme se trouve à la fois dans l'un et dans l'autre. Et ici je cite l'auteur de la *Restauration de la science politique* :

« L'enfant qui vient de naître est, dès cet instant, dans un rapport social avec ses parents et leurs serviteurs, s'ils en ont, mais il est dans un rapport extra-social avec ses semblables et avec le reste des hommes qui lui sont étrangers. Choisissez au hasard dans la foule celui que vous voudrez, vous le trouverez engagé dans tous les rapports possibles à la fois. Il a des relations simplement extra-sociales avec un grand nombre d'hommes qui n'ont aucune obligation particulière envers lui, et envers lesquels il n'a également pas de devoirs particuliers à remplir, qu'il habite ou non le même pays qu'eux. En revanche, il a avec d'autres des rapports sociaux, tantôt comme supérieur, tantôt comme inférieur et tantôt, quoique plus rarement, comme membre d'une communauté. Il est *le maître des uns, le serviteur des autres, et l'égal des troisièmes...* Nul homme ne peut, seul et sans le secours d'autrui, fournir à tous ses besoins, mais aussi l'assistance de *tous* ne lui est pas nécessaire, et c'est pourquoi la nature l'a placé en liaison avec les uns et hors de liaison avec les autres.

« La société est un fait qui se présente dans toute la nature ; les animaux mêmes ont entre eux des rapports sociaux ; ils sont réunis en essaims, en troupeaux, en bandes, avec un grand nombre de leurs semblables. Et si l'on prenait la peine d'observer de plus près l'origine et la nature de ces réunions, on trouverait peut-être que, non-seulement elles sont produites par la même loi naturelle, pour la nourriture, la protec-

tion, l'assistance réciproques, mais encore qu'elles ressemblent pour tout le reste, bien plus qu'on ne le pense, à nos agrégations humaines.

« Même dans la force de son âge, l'homme ne peut subsister seul. Chacun a besoin de son semblable, tantôt pour la conservation, tantôt pour les commodités et les agréments de la vie. Il y a donc échange de services et de là naissent de nouvelles et nombreuses liaisons ; la nature étend les liens de la société humaine dans de plus vastes cercles. La cessation d'un rapport social en produit à l'instant même de pareils. L'enfant qui sort de la maison paternelle entre au service d'un étranger ou bien il contracte un mariage et devient père lui-même ; l'homme qui se dégage d'un lien en forme aussitôt un nouveau ; il s'attache à d'autres de ses semblables ou d'autres s'attachent à lui.

« Que ceux qui donnent la société humaine pour une institution arbitraire, nous montrent donc une partie du globe où la société n'ait pas existé !... Exista-t-il jamais une contrée sur la terre ou une époque dans l'histoire, sans mariages, sans relations domestiques, sans dépendance réciproque, sans assistance mutuelle, sans pères de famille, sans chefs d'armées ou de doctrines, ou bien sans une réunion de tout cela ? »

Personne, quelles que puissent être ses opinions, ne saurait contester le bien-fondé de ces assertions et ce qui en découle, soit la perpétuité de l'état de nature, état dont on ne tient pas assez compte, que dis-je, dont on ne veut plus tenir compte dans les sophismes chimériques des soi-disant réformes sociales. Ceux qui voulurent et qui veulent, aujourd'hui encore, renverser tous les rapports sociaux comme étant opposés à la liberté et à l'égalité complètes, par eux proclamée, émettent une monstruosité. La science politique nous apprend, en effet, que l'égalité doit être obtenue par un degré égal d'instruction

donnée à tous (c'est-à-dire un développement égal assuré à chacun suivant sa direction, ce qui ne veut point dire identique, autre énormité qu'il suffit de signaler pour en faire justice), égalité qui modifiera certainement les rapports sociaux. Quant à la liberté, constamment méconnue par ceux qui s'en disaient les défenseurs, je dirai plus loin de quelle façon elle doit être protégée.

Donc, tous les esprits sains sont parfaitement convaincus aujourd'hui de l'impossibilité de renverser les rapports sociaux, mais ce que doit chercher la science, c'est à modifier ces rapports, à délimiter d'une façon plus juste les droits et les devoirs, à poser les conditions de l'assistance mutuelle sur le pied d'une juste égalité entre les services rendus.

« Depuis le roi jusqu'au mendiant, » dit fort bien de Haller, « il n'est personne qui ne règne sur quelque chose et sur quelques hommes. Le père commande à sa femme et à ses enfants, l'homme d'un âge mûr à la jeunesse inexpérimentée, le capitaine à ses soldats, le maître à ses disciples, l'artisan à ses ouvriers, le propriétaire foncier à ses domestiques, le médecin même à ses malades, le jurisconsulte à ses clients. Il n'est encore venu dans l'esprit de personne de trouver dans ces rapports si simples quelque chose d'injuste ou de contraire à la raison... Quelle est donc la base commune de tous ces rapports ? Ce n'est, évidemment, autre chose que, d'une part, un plus haut degré de puissance, une supériorité naturelle dans quelque faculté utile ; et de l'autre, un besoin de nourriture, de protection, d'enseignement et de direction qui correspond à cette supériorité de pouvoir. »

Eh bien ! je pose en fait que, si l'on peut, dans une certaine mesure, effacer les supériorités intellectuelles par l'éducation générale et complète pour tous, et diminuer les besoins par une plus juste rétribution du travail, il est impossible d'obte-

nir leur suppression complète. On pourra, en arrivant à l'homme omniscience, ayant en médecine ou en droit, par exemple, des connaissances assez approfondies pour se guider lui-même dans la plupart des cas, parvenir à retrancher les trois quarts des médecins et des avocats, mais faire qu'il n'y ait plus ni patrons, ni ouvriers, que la *capital-travail* puisse se passer du *capital-argent*, c'est une impossibilité qui a pu germer dans des cerveaux mal équilibrés, chez les ignorants ou chez les gens qui se laissent prendre aux grandes phrases toutes faites, mais qui ne supporte même pas la moindre discussion. C'est là que la science politique rompt carrément en visière avec les rêveurs de tout acabit.

Le pouvoir au plus fort, c'est-à-dire à *celui qui est supérieur en moyens*, voilà la grande loi de la nature, dont de Haller s'attache à démontrer la perpétuité en affirmant qu'on ne saurait la confondre avec l'abus de la force, « Le savant illustre, par exemple, » dit-il, « l'homme de génie qui découvre et publie des vérités et des règles importantes, fait autorité pour une foule de croyants ; il est l'auteur de leur volonté et de leurs actions, lors même qu'il ne les recherche et ne les connaît point. L'ignorant, au contraire, l'homme d'un esprit faible, obéit à une autorité étrangère, bien que personne ne l'y force et quelle que soit sa prétention au titre d'esprit fort. Mettez en contact un riche et un pauvre, un sage et un insensé, un fort et un faible, qu'ils aient ou non besoin l'un de l'autre, qu'ils fassent telles conventions que vous voudrez, vous n'en trouverez pas moins toujours liberté et domination du côté du premier, dépendance et obéissance du côté du second. »

Cette attraction donc, de Haller en fait une loi naturelle régnant comme les autres, dans tout l'univers. On peut y résister, mais, souvent aussi, il faut lui céder, comme on cède au feu, aux orages, aux flots soulevés ; et, avec lui, j'estime

qu'il n'y a pas d'égalité factice qui puisse faire disparaître cette inégalité des forces humaines, même quand on proclamerait en tête de la Constitution que tous les hommes sont égaux.

De *l'inégalité des forces* faut-il conclure à *l'inégalité des droits*? Nullement. Et pour que sa pensée ne puisse pas être faussement interprétée, de Haller a soin de distinguer entre l'empire qui est conféré par la nature (*potentia*, comme il l'appelle), et l'abus qui est la faute des hommes et devient une force malfaisante (*vis*). Il admet donc des bornes à la puissance et reconnaît que le dépositaire de cette puissance naturelle a aussi bien, et plus qu'un autre même, des devoirs à remplir. Mais, sur ce point, ses idées religieuses l'empêchent de se rendre un compte exact des choses, et comme règle à l'emploi du pouvoir et de la liberté, il ne trouve rien autre que *la loi morale* innée, effectivement, chez chacun de nous, loi de justice et de bienveillance, constamment reconnue pour règle parmi toutes les nations, dit-il, et regardée comme la pierre de touche de la justice et de l'injustice. Or, l'expérience des choses nous prouve que, de tout temps, la loi morale a été violée, qu'elle est méconnue par ceux-là même qui en parlent, puisqu'ils acceptent, de Haller comme les autres, la guerre et ses terribles conséquences, et que si elle n'était pas codifiée, si elle n'avait pas, pour se faire respecter, le gendarme, ce serait une lutte continuelle entre les forts et les faibles.

Assurément, la nature ne nous a point laissés sans secours, elle nous a donné *le droit de résistance, de légitime défense, la possibilité d'invoquer le secours d'autrui* et, en dernier ressort : *la fuite*; mais il faut tenir compte de l'égoïsme, de l'apathie morale, de cette force d'inaction que ceux qui veulent fausser la loi morale savent répandre autour d'eux, et alors, que faire pour empêcher les abus de la force? Le seul

moyen, nous y viendrons tout-à-l'heure, c'est de mettre ceux qui détiennent le pouvoir dans l'impossibilité de nuire, c'est de les empêcher de faire tourner contre telle ou telle partie du corps social une autorité qui doit servir au bien de tous, et pour cela, il ne faut de pouvoir divin, ni au temporel ni au religieux.

Quoiqu'il en soit, voici notre base trouvée : c'est *la perpétuité de l'état de nature*. Partant de *l'inégalité naturelle des forces*, la science politique doit donc établir *l'égalité sociale des droits, garantir à chacun un égal respect de son individualité*.

IV

Les Etats sont-ils des sociétés arbitrairement formées, artificielles en un mot, et se distinguant des autres par leur origine ou leur but, ou bien sont-ils le degré le plus éminent de la société naturelle ? Discuter sur ce point, comme le fait de Haller, est une véritable puérilité, et conclure que les Etats n'ont point été créés par la raison ou par la suite d'une délibération collective, mais bien formés par la nature, c'est émettre une assertion fort sujette à caution.

Si l'on peut admettre, en effet, l'existence de grandes divisions naturelles, confirmées par l'histoire, divisions dans la fixation desquelles se présentent souvent d'importantes divergences, il est impossible de voir dans l'Etat un produit direct de la nature. La preuve, c'est que là même où existaient des frontières naturelles indiscutables, la politique les a le plus souvent violées. Assurément, les races slaves sont toutes groupées vers une même région, comme les peuples de race ger-

manique et ceux de race latine, mais les uns forment un Etat qui en formait jadis plusieurs et réciproquement, d'autres sont séparés qui étaient autrefois unis. L'Etat n'a donc point été formé par la nature, mais est, au contraire, le produit d'agréations successives : les sociétés politiques ne sont point la représentation exacte des sociétés naturelles.

Quant à savoir si les Etats se distinguent des autres sociétés par leur nature et leur but, c'est une autre affaire ! Evidemment, toute réunion d'hommes, toute relation de société est reconnue comme Etat dès l'instant où, par ses actes, elle a prouvé et maintenu son indépendance et son affranchissement de toute autre autorité humaine. C'est donc l'indépendance à un plus haut degré qui constitue spécialement l'Etat, puisque du jour où disparaît cette souveraineté, cette liberté complète, l'Etat lui-même disparaît. Mais, de là, à ne voir dans les Etats uniquement que des liens sociaux indépendants, c'est-à-dire *subsistant par eux-mêmes* et *pour eux-mêmes*, des *relations de service ou de communauté indépendantes*, il y a loin.

Mon but n'est pas de rechercher l'essence de l'Etat dans son origine, que celle-ci soit la famille ou la commune, ni de l'étudier dans ses transformations successives. Il me suffira de poser en fait que, avec ou sans contrat, les agrégations humaines ont toujours été produites par la violence ou par le besoin de résister à un danger extérieur.

Que, pour mettre un terme à la barbarie, les hommes aient senti le besoin d'une organisation fixe, c'est là un fait de toute évidence, mais qu'ils aient, dans ce but, renoncé à leurs droits naturels, c'est là un sophisme qu'a pu commettre Rousseau dans son *Contrat social*, mais que la science politique réfute hautement. Il n'y a pas, en effet, de *contrat* sans *contractants*, et où étaient les contractants aux époques de barbarie et de

despotisme ? Disons, au contraire, que c'est contre la confiscation des droits naturels par un plus fort, que les hommes ont protesté dès qu'ils ont pu voir clair dans le chaos produit en Europe par l'invasion des peuples nouveaux, et cette nouvelle protestation, c'est dans la Commune, c'est dans l'union jurée qu'elle se trouve (1). Il suffit, pour en acquérir la certitude, de lire une de ces vieilles chartes de franchises, que les communiers faisaient jurer au seigneur.

Grotius, dans son *De Jure*, et avec lui, plus tard, tous les publicistes depuis Pufendorf et Hobbes jusqu'à Rousseau, définissent l'Etat : une réunion complète d'hommes libres, créée en vue de la justice et de l'utilité commune. (*Cætus perfectus liberorum hominum, juris fruendi et communis utilitatis causa sociatus.*) Les termes dont ils se servent varient seuls : l'idée fondamentale est la même.

Les modernes, ou refusent à l'Etat toute ingérence dans les affaires de la communauté (Proudhon et la doctrine anarchique, par exemple) ou, comme les économistes, prêchent la théorie de la non-intervention en certaines matières, ou, comme Bluntschli, voient en lui un organisme vivant ayant *une âme* et *un corps*, embrassant et absorbant tout (2) Ce qu'il y a de certain, c'est que, sur plus d'un point, la théorie de

(1) Voir à ce sujet le remarquable ouvrage de M. Alph. Wauters, archiviste de la ville de Bruxelles, sur les *Libertés Communales*. (Bruxelles, librairie de l'Office de Publicité.)

(2) Bluntschli : *Théorie générale de l'Etat* et *La Politique*. — Un Suisse, M. Armand de Riedmatten, avocat à la Cour de Paris, a publié chez Guillaumin, dans la collection des *Economistes et publicistes contemporains*, une traduction de ces deux ouvrages importants, parce qu'ils nous font connaître l'état social du monde germanique, et les idées à la fois hostiles au principe théocratique et au principe démocratique, qui semblent avoir prévalu dans la Constitution du nouvel empire allemand.

Rousseau nous paraît bien vieille, comme toutes les affirmations purement philosophiques, au reste, qui émurent tant les générations passées.

Et ce n'est pas tout que de définir l'Etat, il faut encore préciser son but. Les opinions ne diffèrent pas moins à ce sujet. Pour les uns, il doit avoir, avant tout, pour objectif, *le bien public*, pour les autres, *le progrès des lumières et de la moralité*, pour ceux-ci *la multiplication indéfinie de l'espèce humaine*, pour ceux-là *le développement de l'agriculture*, pour d'autres de *donner à l'individu le caractère de l'espèce*, pour d'autres enfin *la sûreté, le bien-être et la civilisation*. Eh bien ! dans ces quelques définitions — j'en passe plusieurs, est-il besoin de le dire — qui, abstraction faite de leur caractère trop absolu, ont toutes du bon, aucune ne saurait satisfaire complètement les partisans de la science politique.

Et d'abord, l'Etat moderne a-t-il une mission civilisatrice à remplir, tout comme l'Etat ancien prétendait avoir reçu une mission providentielle, ou bien doit-il seulement sauvegarder les droits de tous et de chacun ? Délicate question qui agite profondément notre époque et sur laquelle les meilleurs esprits sont loin de se trouver d'accord.

Après ce que j'ai exposé plus haut, je n'ai pas besoin de dire de quelle façon la donnée de l'Etat doit être conçue, et si, étant donnée l'imperfection humaine, l'Etat lui-même peut être sujet à bien des imperfections, il n'en est pas moins évident qu'il doit toujours rester la chose publique (*Res publica*) et qu'il doit être à la fois, autant que faire se peut, *neutre et laïque*. — Je me sers à dessein des mots *neutre et laïque*, parce que l'expression *Etat athée*, employée par quelques-uns, est déjà l'affirmation d'une négation dans un domaine en dehors de l'administration générale.

Est-ce à dire que cet état de choses doive être brusquement

appliqué, sans transition aucune, à tous les pays. Assurément non. L'histoire nous apprend, en effet, que, comme les sociétés elles-mêmes, l'Etat a passé par une suite de développements, et qu'avant d'arriver à cet état d'organisation complète, il lui faut subir des transformations successives. A ce point de vue, l'école qu'on a appelée *opportuniste* pourra rendre de réels services, si elle se base sur des données scientifiques. De même qu'il y a eu l'*Etat militaire*, luttant non pas seulement pour son existence, mais encore pour assurer sa grandeur future (1); l'*Etat juridique*, cherchant avant tout à constituer le pays par l'organisation du droit et d'un droit spécial à la nation; il doit y avoir l'*Etat civilisateur*, s'occupant de l'entretien des ressources du pays et de l'éducation du peuple. Tous les peuples passent ou passeront par ces trois périodes avant d'arriver à l'*Etat administratif et neutre*.

Evidemment, nous sommes dans cette période de civilisation, d'organisation, que quelques-uns appellent *période scientifique*, et nous avons à nous occuper, à la fois, des trois côtés de l'organisme humain : *l'armée, le droit, l'instruction*.

L'armée : Bien des gens, en me voyant tenir compte de l'élément militaire, vont s'écrier que je suis imbu de vieilles idées anti-démocratiques, mais je ne m'arrêterai point à ces lieux communs, puisqu'il est de toute évidence que, tant qu'il y aura sur le territoire de l'Europe des peuples se trouvant encore dans la période militaire, les nations plus avancées pouvant être en but à leurs attaques, devront pouvoir défendre leurs droits et leur civilisation. Qui dit armée, au reste, ne dit point forcément *institution despotique* et *principe monarchique*. C'est là une de ces nombreuses erreurs, qui ont cours trop souvent

(1) Plusieurs Etats, la Russie, l'Espagne et l'Allemagne par exemple, se maintiennent encore dans la période de l'Etat militaire spécialement.

parmi les masses, confondant l'institution elle-même avec le mauvais usage qui en a été fait. Armer le peuple pour la défense de ses droits est une mesure de précaution, tout comme empêcher que cette force ne puisse, en aucune façon, être employée contre une partie du corps social en est une autre.

Il ne suffit pas, en un mot, d'émettre des idées, de donner à tels ou tels principes le qualificatif de *grand* et d'*immortel*, de proclamer telle ou telle chose une vérité, et telle ou telle forme de gouvernement supérieure à toutes les autres, il faut avant tout, que le peuple soit à même de comprendre les dites choses et de s'en servir.

Depuis l'antiquité on discute pour savoir quelle est la meilleure forme politique. N'ayant point l'intention de remonter à Hérodote, ce qui pour une esquisse de ce genre, serait presque le déluge, je rappellerai que Spinoza, vivant dans une *aristocratie*, finit par donner dans son ouvrage sur la matière la préférence à l'*aristocratie*, et que Rousseau, combattu entre les idées démocratiques de son enfance et les idées monarchiques du pays dans lequel il vivait, est excessivement perplexe à cet égard. Dans le chapitre du *Contrat Social* traitant de la division des gouvernements, il s'exprime en effet comme suit : « Si dans les différents Etats, le nombre des magistrats suprêmes doit être en raison inverse de celui des citoyens, il s'ensuit qu'en général le gouvernement démocratique convient aux petits Etats, l'aristocratique aux médiocres, et le monarchique aux grands. Cette règle se tire immédiatement du principe ; mais comment compter la multitude de circonstances qui peuvent fournir des exceptions ? »

On n'a pas moins discuté sur la division générale des Etats, sur les différentes formes données à la souveraineté nationale. Nous ne saurions que faire, aujourd'hui, des classifications

adoptées par les anciens ou les écrivains du moyen-âge. Aristote distingue par exemple la *démocratie*, l'*oligarchie*, l'*aristocratie*, et l'on a pu faire de même au moyen-âge qui eut dans les communautés libres des Flandres, dans les Républiques aristocratiques de Venise et de Berne, dans les mouvements populaires de Florence, dans les communes agricoles ou bourgeoises de la Suisse, toutes les formes de l'Etat populaire. Machiavel, dans son livre du *Prince*, ne voit que des *principautés* ou des *républiques*, comme plus tard Jean de Müller, l'historien de la Suisse, ne devait admettre que des *Seigneuries* et des *Communes*. Mais de même que Montesquieu a partagé les Etats en *Republiques*, *Monarchies* et *Despoties*, Rousseau admet les trois formes de la *Démocratie*, de la *Monarchie* et de l'*Aristocratie*. Jadis on divisait les Républiques à l'infini : de nos jours on a distingué entre la *monarchie de droit divin* et la *monarchie constitutionnelle*. Or, autant l'*oligarchie* est la confiscation par quelques familles s'intitulant *patriciennes* des droits des autres membres de la communauté libre, et l'*ochlocratie* la confiscation par une multitude insurgée des lois et des garanties constitutionnelles ; autant ce qu'on s'est plu à appeler le *Système représentatif* n'est pas autre chose qu'une République bâtarde. Comme le disait avec juste raison d'Alembert, c'est là *un de ces artifices innocents qui voilent la vérité, sans qu'elle soit perdue pour les âges*.

La monarchie constitutionnelle implique, en effet, l'idée d'une *Constitution*, d'un *pacte*, et qui dit *Constitution* dit *République* puisque c'est admettre l'existence d'une *chose publique*. En disant donc avec de Haller, qu'il n'y existe que des *monarchies* et des *polyarchies*, j'ajouterai qu'on peut diviser les pays ainsi :

1^o Etats où la chose publique n'existe pas, qui sont donc dans la première phase des sociétés, soit qu'ils n'aient pas

encore subi les autres transformations, soit qu'ils se soient laissés confisquer leurs droits ;

2^o Etats où, sous quelque forme que ce soit, il existe une chose publique (1).

Les premiers sont des *Etats gouvernés*, les seconds des *Etats administrés*. Avec cette division, la question si souvent posée : *quelle est la meilleure forme de gouvernement* disparaît d'elle-même, puisqu'il vaut toujours mieux avoir ses droits garantis que de n'en point posséder.

V

On a pu voir jusqu'à présent que, me basant sur les faits et en tirant les conclusions qui devaient en être déduites, j'ai essayé de réagir contre les élucubrations idéalistes de tous les mystiques, ces rêves ou ces romans, comme on voudra les appeler, que Robert von Mohl a si bien décrits dans son *Histoire des sciences politiques*. L'humanité n'étant point parfaite, il est bien évident qu'une Constitution parfaite restera toujours également un idéal (2). Et puis, quand bien même il se rencon-

(1) Telle est aussi l'opinion de Kant qui en se servant de termes différents fait résider la différence entre la République et la Despotie dans ce fait que dans la seconde, n'ayant pas de droit public, il n'y a pas non plus de citoyens.

(2) Dans sa *Dissertation sur les raisons d'établir ou d'abroger les lois*, Frédéric II s'exprime ainsi : « Un corps de lois parfaites serait le chef-d'œuvre de l'esprit humain, dans ce qui regarde la politique du gouvernement ; on y remarquerait une unité de dessein et des règles si exactes et si proportionnées, qu'un Etat conduit par ces lois ressemblerait à une montre dont tous les ressorts ont été faits pour un même but ; on y trouverait une

trerait, par hasard, un pacte social se rapprochant au moins beaucoup de cet idéal ; comme il ne saurait être immuable, ce ne serait jamais que l'affaire d'un instant, par rapport évidemment à la marche des siècles. De même qu'il n'y a pas de constitution éternelle, il n'y en existe pas qui se puisse appliquer indistinctement à tous les peuples, à tous les groupements humains.

Done, comme je l'ai dit plus haut, ce qu'il s'agit de garantir, ce sont les droits primordiaux qui sont, eux, de tous les pays, et qui n'ont pas à s'inquiéter de la forme que revêt l'administration publique.

En partant du point de vue que tout Etat est une association qui a été librement consentie et dont on doit également pouvoir se retirer à ses risques et périls, je traiterai successivement les objets suivants :

1^o La Constitution et le Pacte social ;

2^o Les quatre degrés de l'organisme social :

A. Celui qui nomme, fait et défait suivant les bases de la Constitution (*Le Peuple*).

B. Celui qui fait les lois (*Pouvoir Législatif*).

C. Celui qui exécute les lois (*Pouvoir Exécutif*).

connaissance profonde du cœur humain et du génie de la nation ; les châtimens seraient tempérés, de sorte qu'en maintenant les bonnes mœurs ils ne seraient ni légers ni rigoureux ; des ordonnances claires et précises ne donneraient jamais lieu au litige ; elles consisteraient dans un choix exquis de tout ce que les lois civiles ont de meilleur, et dans une application ingénieuse et simple de ces lois aux usages de la nation ; tout serait prévu, tout serait combiné, mais les choses parfaites ne sont pas du ressort de l'humanité. » — Tome XI, *Mélanges philosophiques et littéraires*, page 109.

D. Celui qui juge entre les contestations personnelles, prévient et punit les délits, quelle que soit leur nature (*Pouvoir Judiciaire*).

3° Libertés et droits des citoyens.

A. *Droits individuels primordiaux dont l'homme ne fait pas abstraction.*

- a) Liberté de croyance et de conscience ;
- b) Libre manifestation des opinions ;
- c) Liberté d'association et de réunion ;
- d) Liberté de travail, de commerce et d'enseignement.

B. *Droits individuels que doit garantir le pacte social :*

- a) Droit de vivre, comprenant :
 - 1° Garantie de l'existence à ceux qui sont dans l'impossibilité d'y suffire par eux-mêmes.
 - 2° Respect de la vie humaine tant qu'il ne s'agit pas de la défense des libertés publiques.
- b) Droit à l'inviolabilité du domicile, tant que l'homme n'aura pas forfait à l'honneur ;
- c) Droit à l'honneur et par suite indemnité en cas d'arrestation non justifiée ;
- d) Droit au mariage ;
- e) Droit de pétition ;
- f) Droit à l'enseignement ;
- g) Droit de libre établissement et de libre séjour ;

h) Droit au respect de la propriété privée dans tous les domaines ;

i) Droit d'élire et d'être élu (*Droits politiques*) ;

j) Droit d'être jugé par son juge naturel ;

4° Droits du peuple dans son ensemble.

A. Modifications à la Constitution et Révision de la Constitution dans son ensemble.

B. Possibilité de se prononcer sur les lois et les décrets du pouvoir législatif.

C. Nomination de ses représentants en matière législative, judiciaire et exécutive.

5° Charges et devoirs du peuple et des citoyens. Des rapports entre la liberté individuelle et le bien-être général. Devoirs des citoyens entre eux. Devoirs du citoyen vis-à-vis de l'ensemble. Punition des crimes et délits.

6° Les services d'intérêt public. L'administration et les fonctionnaires.

(Sera continué.)

RAPPORT

CONCERNANT LA LOI FÉDÉRALE

SUR UN NOUVEAU TARIF DES PÉAGES FÉDÉRAUX



La Loi fédérale sur un nouveau Tarif des Péages, adoptée le 28 Juin 1878, en première délibération, par les Chambres fédérales, sous réserve d'une seconde lecture, a donné lieu à des travaux nombreux de Commissions spéciales et à des discussions prolongées qui ont duré près de deux ans.

Aujourd'hui il ne serait guère admissible de vouloir remettre tout en question, afin de substituer au projet tel qu'il est sorti des délibérations des Chambres, d'autres bases générales de taxation, s'écartant essentiellement de celles qui ont été adoptées.

Mais on peut et on doit tenter d'améliorer les Tarifs, soit en y apportant quelques changements dans la classification, soit en proposant des réductions de taxes, ou même des augmentations sur certains articles.

Le travail à entreprendre, réduit à ces termes, n'en reste pas moins délicat et difficile.

En effet, suivant le point de vue auquel on se place, telle taxe qui pourra paraître trop élevée au négociant qui tire de l'étranger les articles de son commerce, ne sera probablement pas jugée assez forte par l'industriel fabricant qui, produisant les mêmes articles dans ses ateliers, désirera instinctivement obtenir quelque protection légale contre la concurrence des articles similaires venant de l'étranger.

Le consommateur ne jugera pas non plus en se plaçant au même point de vue que le producteur.

Nous essaierons de nous maintenir sur un terrain parfaitement neutre en présentant les observations qui vont suivre.

Nous les diviserons en deux catégories ; celles se rapportant à la classification proprement dite des articles soumis à la taxation ;

Et celles portant sur la quotité des taxes admises en premier débat par les Chambres fédérales.

TAXES A L'ENTRÉE

Observations sur la classification

CATÉGORIE III LETTRE A

Drogueries et objets pharmaceutiques

Nous nous joignons à l'observation présentée par la Société industrielle et commerciale de Berthoud. Nous estimons qu'il serait utile de simplifier la lettre A par la réunion des articles similaires.

CATÉGORIE III LETTRE B

Produits chimiques

Nous appuyons également la recommandation de la Société sus-nommée tendant à la simplification du classement, par la réunion des articles similaires.

CATÉGORIE VIII

Mercerie, quincaillerie, fournitures de bureau, jouets d'enfants, etc.

Lors de la première délibération, Genève avait réclamé le remaniement des articles réunis dans la classe VIII.

MM. Lauterburg et consorts, à Berne, présentent une proposition analogue, accompagnée d'un projet de répartition.

La classification des articles contenus dans la VIII^e catégorie a déjà été améliorée. Nous appuierions ce qui pourrait encore être fait dans le même sens, dans l'intérêt de la simplification des classes.

CATÉGORIE XII

Métaux. — Ouvrages en métal

Il serait désirable que l'ensemble de la catégorie XII fût remanié au point de vue de la classification et qu'on adoptât la base consacrée par les tarifs belges, anglais ou français.

En ce qui concerne spécialement les ouvrages en fonte de fer, le classement devrait être fait d'après les distinctions adoptées généralement par le commerce, savoir :

- 1^o Fonte en gueuse pour affinage ou deuxième fusion.
- 2^o Fonte brute pleine, de première ou deuxième fusion (plaques, barreaux, colonnes).
- 3^o Fonte creuse ordinaire (poêles, marmites, tuyaux).
- 4^o Fontes mécaniques et fontes d'ornement.

CATÉGORIE XX

Poteries

Nous nous joignons à la proposition présentée par les fabricants de poterie suisses et nous appuyons leurs propositions relatives à la classification des articles compris dans la catégorie XX.

TAXES A L'ENTRÉE

Observations sur la taxation

CATÉGORIE I

Chiffre 2. Laine scorie à 10 c. au lieu de 20 c.

Cet article est tiré des résidus des verreries. C'est une ma-

tière non conductrice de la chaleur, qui a l'apparence de la laine et qu'on emploie à divers usages domestiques, pour protéger les appareils hydrauliques et les compteurs à gaz contre le gel. Cet article vaut 10 fr. les 100 kilos.

Chiffre 4. Déchets propres à la fabrication du papier; taxer à 10 c. au lieu de 20 c.

CATÉGORIE III

A. Drogueries et objets pharmaceutiques

1. Matières premières végétales. *Porter la taxe de 0.60 à 1,50.*

Ce serait maintenir l'ancienne taxe pour ces articles.

B. Produits chimiques

9. Allumettes chimiques de tout genre. Taxer à 10 fr. au lieu de 20 fr.

CATÉGORIE IV

Verres et cristaux

5. a, Glaces avec cadres en bois vernis, etc. Taxer à 15 fr. au lieu de 25 fr.

6. Autre verrerie et cristaux. Taxer à 15 fr. au lieu de 30 fr.

CATÉGORIE V

Bois et ouvrages en bois

9. *Porter la taxe de 4 fr. à 8 fr.*

CATÉGORIE VI

A. Instruments

1. a. Pianos. *Porter la taxe de 20 fr. à 30 fr.*

6. Orgues, harmoniums. *Porter la taxe de 15 fr. à 20 fr.*

2. Instruments d'astronomie, chirurgie, chimie, mathématiques, optique, etc. *Porter la taxe de 15 fr. à 20 fr.*

B. Machines

1. Locomotives et tenders. *Porter la taxe de 4 fr. à 8 fr.*

CATÉGORIE VIII

Mercerie, quincaillerie, jouets d'enfants, etc.

1. Taxer à 30 fr. au lieu de 50 fr.

2. Taxer à 20 fr. au lieu de 30 fr.

8. b. Parapluies laine ou lin. Taxer à 20 fr. au lieu de 40 fr.

CATÉGORIE IX

Produits agricoles

A. 2. Pommes de terre. Supprimer la taxe de 2 centimes et accorder *franchise de droit d'entrée*.

CATÉGORIE XI

Objets de littérature, de sciences et d'arts.

1. Livres. *Porter la taxe de 1 à 7 fr.*

2. Cartes géographiques. *Porter la taxe de 5 à 7 fr.*

4. Objets moulés en plâtre. *Porter la taxe de 5 à 7 fr.*

CATÉGORIE XII

B. 6. Fer, acier et leurs ouvrages

Taxer à 4 fr. au lieu de 7 fr.

C. Cuivre et ses alliages

4. Chaines, rivets, vis, goupilles. Taxer à *10 fr. au lieu de 15 fr.*

5. Chaudronnerie. Taxer à *16 fr. au lieu de 30 fr.*

Les articles de chaudronnerie sont de première nécessité.

Il est d'ailleurs probable que cette industrie ne pourra jamais s'établir en grand dans notre pays, car elle a besoin de la proximité des contrées de production de la matière première, ainsi que des ports de débarquement.

L'ancienne taxe de 16 fr. était déjà suffisamment élevée.

D. Nickel et ses alliages

3. Ouvrages en nickel. Taxer à *25 fr. au lieu de 80 fr.*

Pour porter la taxe à 80 fr., on s'est basé sur une valeur de 2,000 fr. pour 100 kilog.

C'est une erreur flagrante.

Les ouvrages en nickel les plus employés sont la cuillère et la fourchette. Cent kilog. ne valent que 800 à 1,000 fr.

Ces ouvrages ne sont jamais de nickel pur ; le nickel est toujours allié à d'autres métaux plus faciles à travailler. C'est à peine si dans l'alliage il existe 17 0/0 de nickel ; l'étain et le cuivre surtout forment le complément.

C'est donc le cuivre qu'on taxerait comme métal plus précieux.

E. Zinc et ouvrages en zinc

3. Ouvrages en zinc, ni peints, ni polis. Taxer à *16 fr. au lieu de 20 fr.*

4. Ouvrages en zinc, peints et polis. Taxer à *16 fr. au lieu de 30 fr.*

Les ouvrages en zinc appartiennent à une industrie qui,

comme la chaudronnerie et par les mêmes motifs, ne saurait se développer en Suisse. Ces articles sont et seront toujours des articles d'importation. Ils sont en outre des objets de nécessité commune.

F. Métal anglais

4. Ouvrages en étain, peints et polis. Taxer à *16 fr. au lieu de 40 fr.*

5. Ouvrages en métal anglais. Taxer à *16 fr. au lieu de 80 fr.*

L'augmentation de taxe 16 à 80 fr. est exorbitante.

La valeur de cet article a été tout à fait exagérée. Un tonneau de métal anglais pèse environ 125 kilog. et il vaut 700 francs.

Porter la valeur de 100 kilog. à 1,500 fr. est insoutenable.

Les ouvrages en métal anglais sont des articles dont la consommation tend à augmenter de jour en jour dans les plus modestes ménages.

G. Métaux précieux

4. Orfèvrerie Christofle, Ruolz, etc. Taxer à *30 fr. au lieu de 100 fr.*

Placer dans la même classe l'orfèvrerie d'or et d'argent et les produits de la fabrication Ruolz, c'est commettre une erreur colossale.

De tous les articles d'orfèvrerie, on sait que la cuillère et la fourchette sont les plus demandés ; ces articles forment certainement les 9/10 de l'importation.

Une douzaine de couverts d'argent dont la valeur moyenne est de 450 à 500 fr. pèse environ 1 kilog.

Une douzaine de couverts Ruolz vaut en moyenne 25 à 30 francs et pèse environ 2 kilog.

Comment peut-il venir à la pensée de taxer ces deux catégories à 100 fr. les 100 kilog. uniformément.

Une douzaine de couverts d'argent valant 500 fr. serait taxée à 1 fr., tandis que la douzaine de couverts Ruolz valant seulement 30 fr. serait taxée à 2 fr. Ce serait contraire au sens commun.

Le Ruolz n'est pas un article de luxe, c'est un article de ménage dont on doit faciliter l'emploi. Porter l'ancienne taxe de 30 fr. à 100 fr., ce serait provoquer une contrebande d'autant plus difficile à réprimer que cet article est d'un poids relatif peu considérable et qu'il peut être transporté aisément.

Nous proposons le retour à la taxe de 30 fr. par 100 kilog.

CATÉGORIE XIII

Comestibles. Tabacs. Boissons

10. Fruits.

d. Fruits du Midi frais. Taxer à 3 fr. au lieu de 5 fr.

Fruits desséchés. Taxer à 4 fr. au lieu de 8 fr.

12. Céréales. Taxer à 20 c. au lieu de 30 c.

Les céréales en grain, et spécialement le blé, sont importées en Suisse en quantités très-considérables.

Notre pays a besoin d'une quantité annuelle minimum de quatre millions de quintaux métriques pour faire face aux besoins de la consommation.

Il convient de faciliter l'importation en grand de cet article et d'encourager les approvisionnements.

Nous serions même disposés à appuyer la proposition de la Société d'agriculture d'Argovie, tendant à la franchise de tout droit d'entrée sur les céréales.

12. Epices de tout genre. Taxer à 7 fr. au lieu de 15 fr.

C'est-à-dire maintien de l'ancienne taxe.

21. *b. Farines. Porter la taxe de 1 fr. 25 à 1 fr. 50.*

L'importation des farines étrangères présente sans contredit des avantages pour la consommation générale, mais il ne faut pas que ce soit au détriment des minoteries de notre pays.

Cette question est intimement liée à ce que nous avons dit plus haut de la nécessité de favoriser l'importation en Suisse de grandes quantités de froment.

Si l'introduction des farines étrangères se trouve facilitée par une taxe réduite, les minoteries de notre pays ne s'aventureront pas à s'approvisionner de blé en quantités de quelque importance.

Or, l'intérêt capital de la population suisse, c'est qu'il y ait toujours dans le pays un stock de céréales aussi considérable que possible.

La Société commerciale et industrielle de Berthoud a proposé de porter la taxe de 1 fr. 25 à 1 fr. 50.

Nous appuyons cette proposition.

29. Sucres.

a. et b. Nous proposons le maintien de l'ancienne taxe soit pour le sucre brut, sucre en pains, sucre candi, mais aussi pour le sucre coupé ou pilé et pour les déchets de sucre. Taxer à 7 fr. *au lieu de 8 et 10 fr.*

36. Vins en fûts.

Une taxe uniforme pour toutes les qualités de vins en fûts choque le sens commun. Il serait logique d'établir une progression de taxes, partant de la taxe de 6 fr. pour les 100 kilog. de vins ordinaires et s'élevant jusqu'à 100 fr. pour les vins fins.

Il se consomme en Suisse une quantité importante de vins fins étrangers, dont la valeur atteint et même dépasse le prix de 1,500 fr. la pièce de 215 litres. Ces vins pourraient sup-

porter plus facilement une augmentation de droit d'entrée, que celle de 3 à 6 fr. pour les vins ordinaires

Il s'agit de savoir si l'établissement d'une progression de taxes ne créerait pas des difficultés au point de vue de l'application par la plupart des bureaux-frontières.

CATÉGORIE XVI

A. Coton et articles en coton

4. *g.* Bonneterie, bas, caleçons, jupons, bonnets, camisoles, etc., excepté les gants. Taxer à 15 fr. au lieu de 25 fr.

B. Lin, chanvre, tissus de lin

10. Cordes, ficelles.

Ramener à l'ancien droit. Taxer à 3 fr. au lieu de 5 fr.

D. Laine, tissus de laine

e. Bonneterie. Taxer à 25 ou 30 fr. au lieu de 60 fr.

CATÉGORIE XVII

1. Pierres. Pas d'observation.

2. Chaux.

a. Chaux grasse et plâtre.

La maison Stamm et Wanner a demandé l'augmentation du droit de 10 c.

Nous demandons la taxe de 05 c. au lieu de 10 c.

La Suisse n'est pas riche en carrières de gypse. La majeure partie des frontières en est dépourvue et doit s'approvisionner au dehors.

Le plâtre pour engrais vaut de 6 à 10 fr. la tonne. La taxe de 10 c. pour 100 kilog., soit 1 fr. la tonne, représenterait le

10 à 16 0/0 de la valeur. C'est beaucoup trop pour une matière nécessaire à l'agriculture.

Il est vrai qu'il entre en Suisse autant de plâtre pour construction que pour engrais et que la distinction en douane est impossible à faire.

Malgré cette circonstance, il importerait de dégrever l'agriculture, dût la construction en profiter.

2. *b.* Chaux hydraulique et ciment. Taxer à 20 c. au lieu de 30 c.

8. Ouvrages de tailleur de pierre.

a. Taxer à 30 c. au lieu de 50 c.

b. Taxer à 50 c. au lieu de 1 fr.

9. Taxer 1 fr. au lieu de 2 fr.

Les articles sous numéros 8 et 9 sont des objets d'un poids considérable et d'une valeur relative peu élevée. La taxe déterminée en premier débat est trop forte.

CATÉGORIE XVIII

A. Houille, lignite, tourbe

1 et 2. *Porter la taxe à 0,05 c. au lieu de 0,02 c.*

Le droit de 0,02 c. par 100 kilog. est par trop faible. Ce serait le maintien de l'ancien droit pour cet article, tandis qu'il y a augmentation générale sur l'ensemble des objets non moins importants pour la consommation.

Il faut ou taxer à 5 c. par 100 kilog., ou supprimer totalement la taxe et admettre l'entrée en franchise.

TAXES A LA SORTIE

4. Tous les articles non dénommés. Taxe à 20 c. les 100 kilog.

Parmi les articles non dénommés se trouve la farine dont la sortie est ainsi taxée à 20 c. par 100 kilog.

Cette taxe est exorbitante et elle frappe spécialement les minoteries des cantons frontières.

Nous demandons que la farine soit classée sous le chiffre 3 et qu'elle soit *taxée à la sortie à 0,02 c. les 100 kilog. au lieu de 20 c.*

Les minoteries du canton de Genève alimentent aussi, dans une certaine proportion, les contrées voisines de la Savoie et du pays de Gex. Les blés que ces usines tirent d'Italie, de Marseille et de l'intérieur de la France sont taxés à l'entrée 30 c. les 100 kilog.

Après leur transformation en farine, par quelle raison logique, les blés se trouveraient-ils taxés de nouveau à 20 c. les 100 kilog. à la sortie ?

Si les décisions adoptées en premier débat étaient maintenues, il en résulterait que les minoteries du canton de Genève ne pourraient exporter leurs produits en Savoie qu'en acquittant une taxe de sortie de 20 c. par 100 kilog., tandis que la farine française, expédiée de Marseille à Genève pour être réexportée en Savoie ou dans le pays de Gex, étant accompagnées d'un passavant, n'aurait pas à acquitter le droit d'entrée et serait affranchie de tout droit de sortie.

Drawback

Nous ne terminerons pas nos observations sur les taxes à la sortie sans recommander l'introduction d'un système de *draw-back*, soit de restitution à la sortie d'objets fabriqués en Suisse, d'une partie des droits perçus à l'entrée sur les matières premières ayant servi à la fabrication de ces objets.

Ce système a été réclamé pour l'exportation des machines, pour celle du chocolat et autres articles.

Nous nous joignons volontiers aux propositions qui ont été présentées sur ce sujet à l'autorité fédérale.

Poids net

Il nous reste pour accomplir notre tâche à appuyer une pétition présentée par M. Siegwart, de Lucerne, et tendant à ce que le système usité jusqu'ici en Suisse, de percevoir les droits sur le *poids brut*, soit remplacé par la perception sur le *poids net*.

La perception des taxes de péages d'après le poids brut constitue une inégalité flagrante.

Pour un grand nombre d'articles l'emballage constitue à lui seul sinon la majeure partie du poids total, au moins une forte proportion de ce poids.

Payer la taxe sur l'emballage des liquides, sur celui des chapeaux, de la quincaillerie, des articles de bazars, etc., etc., emballage qui est indispensable, c'est accorder une prime de faveur à tous les autres articles qui peuvent se passer d'emballage.

Si la taxation au poids brut doit continuer, comme présentant, dans la pratique, plus de commodité et de simplicité, il conviendrait de fixer un tant pour cent de réduction, proportionnel au poids des emballages.

Genève, 12 novembre 1880.

Le Rapporteur de la Commission,
J. CHALLET-VENEL.

Membres de la Commission :

MM. Challet-Venel,	Berlie,
Forestier,	Maréchal,
Plojoux,	Uhler.
Vautier.	

RAPPORT

SUR LES

POTERIES ARTISTIQUES

de M. SCHWARTZ

*Lu à la Section d'Industrie et d'Agriculture, dans sa
séance du 4 août 1880.*

Messieurs et chers collègues,

La Commission chargée par vous, dans la séance du 6 juin dernier, de visiter la fabrique de poteries artistiques de M. Schwartz, composée de MM. Mittey, F. Poncy, Henry Sylvestre et Ch. Menn, s'y est rendue dans le courant du même mois ; un seul de ses membres, M. Mittey, professeur à l'École des Arts industriels, n'avait pu accepter le mandat que vous lui aviez délégué.

Reçus par M. Schwartz et son collaborateur, M. Monachon, peintre décorateur, qui se sont empressés de nous donner tous les renseignements dont nous pouvions avoir besoin, nous avons longuement examiné les nombreuses poteries qui se trouvaient dans leurs magasins et celles qui étaient à l'état de préparation dans les ateliers : buires et potiches ; cornets, pots à tabac et à crème ; cache-pots, coupes, corbeilles et paniers pour fleurs et pour fruits ; plateaux,

tasses, baguiers, bonbonnières, porte-allumettes et porte-cigares et tant d'autres objets utiles ou de fantaisie, qui tous sont très-heureux de dessin et de forme et bien tournés par l'ouvrier chargé de cette partie du travail.

Toutes ces poteries présentent des fonds obtenus par des engobes de diverses terres, donnant des tons différents : noir, brun, vert olive, jaune paille, rouge brique ; d'autres barbotinés de diverses nuances, genre avec lequel on peut obtenir de charmants effets, depuis les tons mélangés et nuageux, jusqu'aux rubanés, rappelant les verreries de Venise.

Dans les ornements proprement dites, composées et exécutées par M. Monachon, ancien élève de l'École municipale des Arts appliqués à l'industrie, les motifs de décoration sont empruntés à la flore de notre région ; ce sont en général des jetées de feuillage d'où se détachent des fleurs et des fruits et où courent des scarabées, des mouches, des papillons et autres insectes ; dans ces motifs l'artiste a entre autres utilisé l'aubépine et le houx, la pervenche et l'églantine, le lierre et le lilas, le fraisier et les ronces à meuron. Le système de décoration consiste en général dans une ou plusieurs branches formant bouquet ou guirlande avec des fleurs ou des fruits modelés en haut relief ; les tiges, les feuilles et les fleurs de second plan, les brindilles sont peintes et modelées au pinceau avec de la barbotine, procédé qui est d'un charmant effet et qui a eu un grand succès à l'Exposition de 1878. Nous devons dire que quelques-unes des pièces où la décoration est composée particulièrement de chrysanthèmes, de gentianes, de myosotis, d'edelweiss ou autres fleurs simplement peintes avec un léger rehaut modelé en barbotine, nous ont semblé d'un effet plus décoratif, plus large et d'un meilleur goût. La palette de céramiste étant très restreinte, les valeurs de tons sont obtenues par l'opposition des teintes et sont généralement

assez réussies lorsque les couleurs des fonds, en se mélangeant avec les couleurs de la peinture, ne viennent pas modifier les teintes des fleurs ou des feuillages.

Cette réussite est d'autant plus difficile qu'il faut non-seulement trouver ces diverses teintes avec les quelques couleurs que le céramiste a à sa disposition, mais qu'il fallait aussi trouver un émail permettant d'obtenir ces pièces en une seule cuisson, deux au plus, sans que les tons des fonds, pas plus que les nuances plus délicates des fleurs, des fruits et des feuillages puissent être attaquées par la cuisson. Il fallait aussi que cet émail supportât la cuisson dans un four ordinaire de potier, les objets à cuire étant enfournés comme la poterie commune à même le four et non enfermés dans des gazettes, sortes d'étuis ou caisses en terre réfractaire qui les garantissent des atteintes trop vives du grand feu, comme cela se pratique pour les poteries de luxe dans les fabriques de porcelaines et de faïences ; ce sont les émaux à base de litharge et d'alquifoux qui ont donné à M. Schwarz le résultat qu'il cherchait.

Nous sommes heureux, Messieurs, d'avoir eu l'occasion de visiter cette fabrique et d'avoir vu toutes ces poteries si bien décorées par M. Monachon. Quoique n'étant qu'un commencement de fabrication, elles sont assez variées dans leurs formes et dans leur ornementation, pour que nous soyons certains que ces messieurs ont vaincu les principales difficultés de la pratique, et qu'ils ne pourront maintenant que progresser et livrer au public des produits de plus en plus parfaits, soit au point de vue de la technique du métier, soit au point de vue de l'art. Nous en sommes d'autant plus heureux que, par ce genre de travail, ils dotent notre canton d'une nouvelle industrie, dont jusqu'à ce jour nous devions aller chercher les produits hors de notre territoire.

Cette nouvelle fabrique toute genevoise pourra, comme celles de Nyon, de Thounne, de Zurich, arriver à faire de l'exportation ; et alors, en prenant plus de développement, elle pourra utiliser les talents des élèves que forment à grands frais nos écoles de dessin et d'Art appliqué à l'industrie, et surtout ceux qui reçoivent les premières notions d'art et de science pratique dans l'École municipale de modelage et de céramique sous la direction de MM. Bovy et Mayor, ainsi que ceux qui suivent les leçons de M. Mittey, l'excellent professeur de céramique de notre École cantonale des Arts industriels, notions que ces jeunes gens ne pouvaient jusqu'à présent développer que très rarement dans notre ville.

Il nous reste un dernier point à signaler : c'est que les procédés employés par MM. Schwartz et Monachon, dans leur fabrication, et surtout le fait qu'ils cuisent leurs poteries dans un four ordinaire de potier, leur permettent de les livrer au commerce à des prix relativement bas, comparativement à ce que se payent celles dites poteries suisses que l'on trouve dans plusieurs de nos magasins.

Nous ne pouvons donc terminer ce rapport qu'en recommandant aux membres de la section et à nos compatriotes en général les poteries de Genève. Des achats seront le meilleur moyen d'encourager les efforts de MM. Schwartz et Monachon, car la vente de ces produits leur permettra d'entretenir cette utile fabrication et de la faire progresser.

Au nom de la Commission :

Ch. MENN, *rapporteur*.

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE

6 avril 1881.

Messieurs et chers collègues,

Le 4 août de l'année dernière, nous vous présentions un premier rapport sur les poteries artistiques de M. Schwartz. A environ 7 mois d'intervalle, vous nous avez chargés de visiter à nouveau les ateliers de notre collègue. Nous nous y sommes rendus le 25 mars et nous devons vous dire pour commencer ce supplément de rapport, que nous avons été enchantés de notre visite. Nous avons trouvé que, pendant ces quelques mois, il avait été fait de grands progrès dans la partie technique et qu'ils étaient aussi très notables au point de vue artistique.

M. Schwartz nous a présenté un grand nombre de pièces, dont plusieurs plus grandes que celles que nous avons déjà vues, entr'autres de grands vases forme antique avec anses, des buires, des jardinières, pièces qui sont surtout à signaler par le fait que leur grandeur les rend plus difficiles à tourner et plus sujettes aux accidents, soit en séchant, soit à la cuisson. Dans toutes, le fini nous a paru plus complet, et, comme cuisson, elles sont aussi plus égales et ne présentent pas, ou très peu de ces teintes brûlées si désagréables à l'œil.

Les vernis obtenus par des mélanges de terres naturelles avec de l'alquifoux sont plus brillants, moins lourds, ils empâ-

tent moins les formes et la décoration ; ils laissent aussi les colorations plus franches, il n'y a plus de ces coulures des nuances de la peinture sur les fonds qui nuisent tant à l'effet général ; et détail, très important pour le public, l'intérieur des pièces est comme l'extérieur recouvert d'une couche de vernis.

Au point de vue artistique, comme nous l'avons dit, plusieurs formes nouvelles ont été créées, elles sont en général bien comprises et d'un galbe heureux. Nous avons parlé dans notre précédent rapport des charmants effets qui peuvent être obtenus par le barbotinage des fonds et en citant ce genre, nous pensions aux poteries de Valauri que nous avons admirées en 1878 à l'Exposition universelle de Paris, et que chacun de vous a pu remarquer dans quelques magasins de notre ville. Plusieurs des pièces que nous avons vues ont leurs fonds colorés par ce procédé, et si M. Schwartz a encore à travailler dans ce sens, nous ne pouvons que le louer pour ce qu'il a déjà fait.

Le système d'ornementation est toujours le même, des jetées de feuillages, de fleurs et de fruits ; empruntées à la flore de notre région, exécutées en combinant des fleurs et des feuilles haut relief avec des tiges et des brindilles dessinées et relevées à la barbotine. Ces jetées sont toujours bien comprises et elles nous ont paru avoir gagné en souplesse et en bonne interprétation de la nature. Nous rappellerons toutefois ce que nous disions à M. Schwartz l'année dernière que : les pièces décorées simplement en peinture avec de légers rehauts en barbotine nous semblent d'un effet décoratif plus large et d'un meilleur goût. Nous lui dirons aussi, surtout à propos des vases à fleurs et jardinières, qu'ils gagneraient à être décorés par des motifs d'ornement. Des fleurs et surtout des fleurs en relief, nous paraissent un non sens esthétique sur des vases destinés à contenir ce qui a été copié dans la nature.

Là où nous avons trouvé les plus grands progrès, c'est dans les colorations; non-seulement, comme nous le disons plus haut, elles sont plus franches, mais M. Schwartz a trouvé à utiliser de nouvelles couleurs: un blanc pur d'un très bon effet et qui concourt à l'harmonie générale en s'alliant aux autres teintes, un jaune de chrome de nuances claires et foncées, un rouge qui se rapproche des tons du vermillon, un très beau bleu. Par le mélange de ces diverses couleurs, il obtient des nuances: chair, capucine, lilas, violet et autres, très agréables à l'œil, et qui, en complétant la palette du peintre, varient les effets qu'il peut obtenir.

Nous ne pouvons, Messieurs, pour terminer notre rapport que confirmer ce que nous vous disions l'année dernière, en insistant sur la grande utilité de cette fabrication, surtout en ce qu'elle permettra, comme elle le fait déjà, d'employer les jeunes dessinateurs, peintres et modelleurs pour la céramique, que forment à grands frais les écoles publiques, créées par l'Etat et par la municipalité de Genève. Nous vous recommandons tout particulièrement les poteries artistiques de notre collègue, et nous ferons plus, nous vous proposons d'accorder une médaille à M. Schwartz, comme récompense des efforts qu'il a faits en établissant dans ses ateliers ce genre de fabrication, et aussi comme encouragement pour la persévérance qu'il a montrée en continuant son œuvre et en ne se rebutant pas, malgré les échecs et les déboires qu'il a eu à supporter dans les commencements.

Le rapporteur, Ch. MENN.

RAPPORT

SUR UN

MODÈLE DE FOURNEAU POTAGER

MM. Richard et Garbani, ayant présenté à la Section d'Industrie et d'Agriculture dans la séance du 5 mai de cette année, un modèle de fourneau potager de leur fabrication, une commission composée de MM. Quirin, fabricant, J. Baud, régent, et Rochat, ingénieur, a été désignée pour procéder à l'examen et à l'essai de cet appareil. Dans ce but le fourneau placé par les fabricants dans la salle même de l'Institut a été mis en activité en présence de MM. Baud et Rochat, M. Quirin étant absent du pays.

L'aspect de cet appareil ne s'éloigne pas beaucoup des fourneaux potagers en fer et fonte généralement en usage, dont les modèles varient à l'infini dans les détails de garniture extérieure, dans les dimensions et selon le service qu'ils sont appelés à rendre au point de vue de la quantité d'aliments et du nombre de mets divers à cuire ; le fourneau dont il s'agit se distingue, cependant, par une symétrie flatteuse à l'œil et qui a l'avantage de répondre à une heureuse disposition intérieure.

Ce fourneau a la forme d'un parallépipède rectangle de 0.65 de longueur de face et 0.52 de profondeur, non compris la cheminée faisant saillie de 0.12 à 0.13 centimètres sur le milieu de la face postérieure. Le foyer avec sa grille et son cendrier occupe le centre supérieur, la plaque de recouvre-

ment en fonte porte trois marmites sur trois trous circulaires, deux à l'arrière disposés symétriquement, le plus grand en avant sur le milieu. A droite se trouve le réservoir à eau chaude en cuivre étamé, à gauche un réchaud, sa grille et son cendrier ; au-dessous du foyer, à l'étage inférieur, se trouve le four, à sa droite le robinet de vidange du réservoir d'eau chaude et dans les autres espaces les cendriers et les divers tiroirs ouvrant dans les canaux et destinés à permettre le ramonage de tous les points où s'opère la circulation de la flamme.

Il résulte de cette disposition que la flamme, en s'élevant sous la plaque, est forcée de s'épanouir et de se diriger également à droite et à gauche, en sorte que les trois marmites placées en quelque sorte aux trois sommets d'un triangle dont le foyer est le centre sont très également et directement chauffées par la flamme. Le foyer est garni à droite et à gauche de plaques de protection en fonte épaisse dites paraboles, qui viennent s'appuyer sur deux carnaux latéraux, en tôle recourbé en U renversé, ne contenant que de l'air libre et en communication avec la voûte du four situé en dessous. La flamme, par conséquent, passe à droite et à gauche sur ces deux sortes de ponts de chauffe pour descendre le long du réservoir à eau et tout autour du four ; toutes les autres parties où l'action directe de la flamme ou de l'air chaud n'est pas utile à la cuisson, toutes les parties susceptibles de déperdition de chaleur de l'enveloppe en tôle formant la cage de l'appareil, sont revêtues d'un garnissage en terre réfractaire et briques, qui les empêche de se chauffer trop énergiquement.

Cette disposition, en répartissant la flamme à droite et à gauche, donne à ce fourneau une égalité de cuisson grande, elle permet particulièrement la mise en ébullition de dix

litres d'eau contenus environ dans le réservoir en une vingtaine de minutes en maximum à partir du moment de la mise en feu ; le four, entouré de toute part par la flamme ou les produits comburés, présente lui-même aussi sur toutes ses faces latérales une chaleur très régulièrement uniforme, avantage difficile à obtenir au moyen d'un foyer latéral dont le conduit de chaleur n'amène les gaz brûlés que sur les parois les unes après les autres, en sorte qu'il en est toujours une plus chaude que les suivantes. La fumée enfin s'échappe par l'orifice de la cheminée placée dans la partie inféro-supérieure de l'appareil.

Ajoutons qu'un système de bascule dont on voit la manette sur la face gauche sous le réchaud permet, au besoin, d'interrompre la circulation du calorique sur le côté gauche, et la forcer de se reporter tout entière du côté droit où se trouve le réservoir, ce qui permet d'accélérer l'ébullition de l'eau, chose souvent nécessaire dans un ménage.

Le foyer est aussi muni d'une bascule indépendante communiquant directement avec la cheminée, en sorte que la flamme peut s'échapper immédiatement sans être obligée de circuler dans toute la distribution intérieure, ce qui permet d'accélérer l'allumage et la mise en train dans les temps bas, où les cheminées tirent difficilement et où il est souvent nécessaire de déterminer ce tirage par l'émission d'un courant d'air chaud.

Disons enfin que la plaque de fonte supérieure est formée de deux pièces dont la centrale, réunissant les trois trous à marmite, est mobile, posée en biseau sur la première, ce qui permet à celle-ci de se dilater sans occasionner les ruptures qui leur arrivent si fréquemment dans les fourneaux où la couverture n'est que d'une seule pièce ou de plusieurs serrées d'une manière inamovible les unes contre les autres.

Quant à la cuisson, il a été déjà parlé de la rapide mise en

ébullition de l'eau du réservoir ; en outre, un poulet de bonne dimension, préparé pour la circonstance, a pris une petite heure depuis la mise en feu, moment où le fourneau était complètement froid ; la dégustation qui en a été faite par l'un des commissaires et plusieurs personnes a permis de constater d'abord un roussi régulier et des plus appétissants et mieux encore une parfaite cuisson.

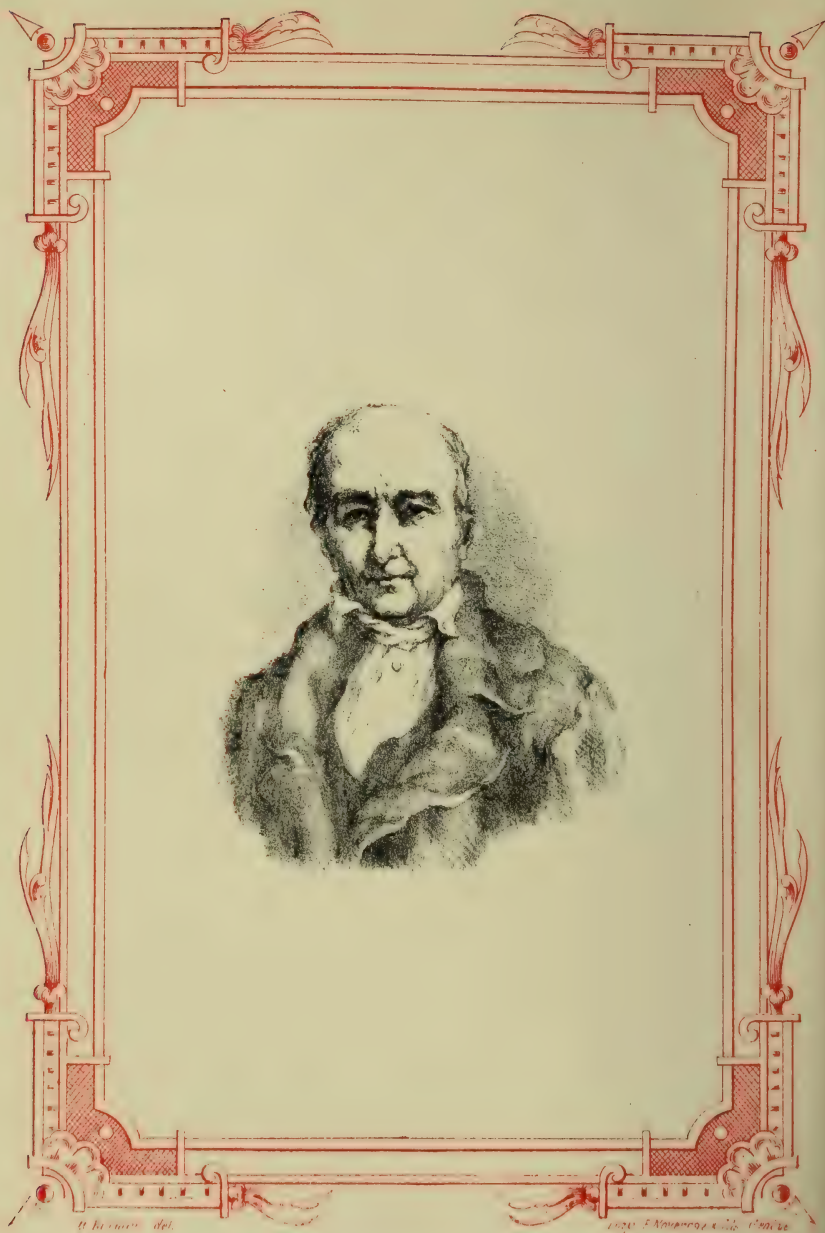
Notons que cette opération n'a pas dépensé pour vingt centimes de combustible bois et coke.

La Commission croit, en conséquence, pouvoir dire : que le modèle de fourneau potager présenté par MM. Richard et Garbani est d'une heureuse disposition, que ses qualités d'aspect, de rapidité et de régularité d'allure comme aussi d'économie de combustible, paraissent incontestables, et finalement le signaler comme un commode et avantageux ustensile de ménage.

Genève, 2 juin 1880.

La Commission.





LOUIS SIMOND

• 1767 - 1831 •

LOUIS SIMOND

Littérateur, ancien maire de Versoix et membre du
Conseil représentatif de Genève

1767-1831

PAR C. FONTAINE-BORGEL

Dauphinois d'origine (famille *Simonde*, *Sismonde*, *Symond*, de la Coste-Saint-André), Louis Simond est né à Lyon, en 1767. Ses père et mère, Mathieu *Simond* et Marie *Imbard*, trouvèrent la mort pendant le siège de Lyon, en 1793.

Simond rapporte ainsi cette perte dans son article « *Antiquités de Lyon* », au volume 1^{er} de son « *Voyage en Suisse* ».

« Dans l'année 1793, la population manufacturière de Lyon « soutint, derrière ses murailles qui ne méritaient pas le nom « de fortifications, un siège de deux mois contre une armée « de cent mille hommes ; réduite par la famine, plutôt que par « les armes, à se soumettre à la clémence du vainqueur, elle « vit ses citoyens décimés par la guillotine, et, à la fin, mi- « traillés en masse dans les champs de l'autre côté du Rhône. »

« Environ huit cents des défenseurs de Lyon en sortirent « avec le comte de Précy (1), qui les commandait, dans la nuit

(1) Louis-François *Perrin*, comte de *Précy*, né à Semur en 1742, réussit à échapper aux massacres ordonnés par Couthon et Saint-Just, après la prise de la ville. A la première Restauration, il fut nommé lieutenant-général et reçut le commandement de la garde nationale de Lyon. Il mourut en 1820.

« qui précéda le jour où l'on devait en ouvrir les portes aux
« assiégeants (le 19 octobre) ; ils y périrent la plupart. »

Le frère de Simond faisait partie de cette troupe dévouée, et son père avait péri dès la veille sur les remparts.

C'est, sans doute, à sa mère que Simond faisait allusion par ces lignes, recueillies dans le même volume, article sur
« l'Hôpital de Lyon :

« Les protestants possédaient, autrefois, un lieu de sépulture
« dans l'enceinte de l'hôpital ; on en a fait un jardin botani-
« que, attaché à la pharmacie ; lorsque nous le vîmes, le so-
« leil brillait sur la verdure. Malgré l'intervalle des temps et
« les changements qui se sont faits dans ce lieu, je me suis
« suffisamment rappelé les localités, pour retrouver l'endroit
« même où, trente ans auparavant, j'avais vu déposer le
« cercueil d'une personne qui m'était bien chère, et j'ai re-
« mercié du fond du cœur celui qui avait planté l'arbre qui
« le couvre de son ombre. »

* * *

Louis *Simond* ayant été destiné au commerce, avait reçu une éducation sérieuse, toute dirigée vers ce but.

Esprit hardi, intelligent, persévérant, il est poursuivi par l'idée des lointains voyages et c'est résolument, qu'à sa vingtième année, soit en 1788, il donne satisfaction à son désir en choisissant l'Amérique septentrionale pour le champ de ses premières explorations.

Il n'abandonna point le commerce. D'abord fixé à New-York, il arriva par son incessante activité, à prendre place parmi les honorables négociants de la cité. Son père, homme riche et laborieux, l'intéressa dans la maison qu'il fonda à Lyon, le 14 décembre 1791. C'était un commerce de mar-

chandises et de productions d'Europe et d'Amérique avec succursale à New-York. La raison sociale était *Louis Simond et Cie*, à Lyon, et *Braun, Bergasses frères et Cie*, à New-York.

Les opérations de cette importante association commencèrent le 1^{er} janvier 1792. L'acte de société qui m'a été communiqué par M. le notaire Audéoud, à Genève, est empreint d'un caractère essentiellement protestant et humanitaire ; son article 13 est ainsi conçu :

« Pour faire hommage à la souveraine volonté de Dieu sur
« la présente société, il sera distribué chaque année à New-
« York la somme de cent livres tournois, aux pauvres du lieu,
« qui sera passée aux menus frais. »

Les événements produits par la Révolution française contribuèrent à la liquidation de cette entreprise qui fut terminée en août 1795.

Le souci des affaires n'empêcha point *Simond* de donner essor à ses goûts intimes, car, pour combler les lacunes de sa première instruction, il entreprit, à 35 ans, la tâche de refaire, lui-même, son éducation par des lectures variées et réfléchies et par la rédaction de notes ou rapports sur ses lectures.

Reçu citoyen des Etats-Unis, sa maison est à la fois le rendez-vous des hommes de la science, et un asile assuré pour ses anciens compatriotes. Aussi, sa fortune fut-elle sensiblement amoindrie par ses dépenses et plus encore, par les nombreux services rendus aux malheureux qui venaient implorer son secours. Heureusement pour *Simond*, une personne de mérite et très-riche, Françoise *Wilkes*, devint son épouse, ce qui lui permit de se retirer du commerce et de voyager, en vue d'étudier avec sa compagne les mœurs et les institutions américaines.

En 1809, ils vinrent se fixer sur le continent européen et, jusqu'en 1811, ils sillonnèrent l'Angleterre, échangeant leurs impressions avec un beau-frère resté aux Etats-Unis, par une correspondance soigneusement entretenue.

La *Revue d'Edimbourg*, le *Journal des Débats*, la *Bibliothèque universelle de Genève*, reproduisirent les intéressants récits et les judicieuses observations de Simond, de même qu'une série d'articles d'économie politique. En 1816, il groupa cette correspondance et la publia à Paris, en deux volumes, sous le titre de : « *Voyage d'un Français en Angleterre pendant les années 1810 et 1811, avec des observations sur l'état politique et moral, les arts et la littérature de ce pays, sur les monuments et les usages de ses habitants.* »

Le public était alors avide de renseignements sur l'Angleterre dont une longue guerre avait interrompu les communications avec la France. Ce travail fut aussitôt traduit de l'anglais. Présenté par Simond au roi Louis XVIII, en 1817, il acquit à son auteur une juste célébrité, aussi l'ouvrage eut-il les honneurs d'une seconde édition, enrichie de 15 planches et de 15 vignettes.

Louis Simond, doué d'un esprit pétillant, naturel, voyait les choses et les appréciait d'une manière nouvelle, et il les racontait avec une piquante originalité. Dans ses *Voyages*, dit notre ancien archiviste *Sordet* (*Dictionnaire des familles genevoises*), « il s'attacha moins à décrire la topographie que l'état social des pays. »

Simond quitta l'Angleterre pour la Suisse et l'Italie. Le récit de son séjour en Suisse a été publié sous ce titre : « *Voyage en Suisse, fait dans les années 1817, 1818 et 1819, suivi d'une esquisse historique sur les mœurs et coutumes de l'Helvétie ancienne et moderne, dans lequel se trouvent retracés les événements de nos jours avec les causes qui les ont amenés.* Paris,

Strasbourg et Londres, chez Treuttel et Würtz, libraires, 1822, 2 vol. in 8°. »

L'historien J.-A. *Galiffe*, qui estimait beaucoup Simond, fit de ce travail une critique un peu sévère; il reprochait à Simond d'avoir transformé l'originalité naturelle qui le distinguait en une affectation de voir, chez nous, les choses sous un jour tout différent des autres. Malgré cela, nous verrons dans la suite que M. *Galiffe* sut apprécier les heureuses qualités de l'esprit et du cœur de son ami. Ce fut lui qui, dans ses « *Notices généalogiques* », fit connaître la famille Simond, la même, selon toute apparence, que celle de l'historien *Sismondi*, dont le véritable nom était SIMOND, puis (au milieu du XVIII^e siècle seulement), *Simonde*. Ce fut en travaillant à l'*Histoire des Républiques italiennes* que l'historien genevois s'imagina tout à coup (très-sincèrement, nous le croyons, mais sans preuve aucune), qu'il descendait de la famille toscane des Sismondi. Jamais Louis Simond ne s'est prévalu de cette descendance, quand même il se disait et avec raison, de la même famille.

M. *Sordet* apprécie ainsi la manière d'écrire de notre voyageur.

« Trop enclin peut-être à la critique, Simond écrivit des vérités assez dures pour Genève, quoiqu'il eût un grand fond d'estime pour les Genevois. C'était, du reste, un esprit éclairé et observateur, auquel une grande connaissance du cœur humain et l'amour de la vérité donnaient une rare franchise. »

Le jugement de M. *Sordet* nous paraît équitable et il est facile à comprendre que la haute classe des Genevois et les politiques du temps ne purent facilement accepter les critiques du spirituel observateur.

La plupart de ces critiques sont encore pleines d'actualité;

citons comme exemple celles qui se rapportent aux « *Soirées d'hiver* » dans les opulentes familles de notre cité :

« Dès huit heures, on commence à voir dans les rues les
« femmes qui sortent de chez elles sur la pointe du pied, en-
« veloppées dans une grande mante à capuchon qui ne laisse
« voir tout au plus que le bout d'une plume rebelle ; elles
« sont escortées d'une servante, la lanterne à la main, qui,
« dans une antichambre destinée spécialement à cet usage, se
« charge de la capote et des doubles souliers de sa maîtresse
« et l'aide à rajuster son habillement et sa coiffure ; le schall
« rejeté négligemment sur l'épaule, on se glisse dans le salon.

« Là, les femmes, assises les unes à côté des autres ont
« l'air de causer, baillent en cachette derrière leur mouchoir,
« changent de place, sous quelque prétexte, pour aller s'en-
« nuyer dans un autre coin, font semblant de prendre plaisir
« à un morceau de musique, retournent, sans s'en soucier le
« moins du monde, les dessins, les gravures, les livres, jetés
« comme par hasard, sur une table de l'appartement, pren-
« nent le thé enfin et quelquefois font une partie de whist en
« attendant qu'onze heures ou minuit sonnent et que la ser-
« vante, la lanterne et la capote, se soient fait annoncer. —
« Pendant ce temps-là, les hommes en groupe, dans le milieu
« de l'appartement, débitent les nouvelles du jour sur la poli-
« tique étrangère, plus souvent celle de Genève, tournent en
« ridicule les derniers débats dans le Conseil, s'épanouissent
« le cœur sur tel ou tel membre (du parti opposé, bien
« entendu) qui s'est appesanti, pendant deux heures, sur des
« choses sans conséquence, pour leur faire voir comme il
« est homme d'Etat. — Quelquefois, la conversation prenant
« un ton plus sérieux, des membres du Conseil exécutif (qui a
« l'initiative), se plaignent aux membres du Conseil repré-
« sentatif, de ce qu'ils changent à plaisir les lois qui leur

« sont proposées sans rien finir, sur quoi ceux-ci répondent
« que ces lois sont aussi tellement mal rédigées qu'on n'y com-
« prend plus rien ! Tous condamnent la longueur des discus-
« sions, qui font durer les séances depuis quatre heures jusqu'à
« huit ou neuf heures du soir, tous les jours, à peu près, de
« toute l'année. »

Simond ne pouvait mieux dépeindre cette partie des us et coutumes genevois. Si ce sont là les *vérités dures* qu'on lui reproche, on reconnaîtra qu'elles sont aussi inoffensives que modérées.

A la simplicité et au caractère positif du genevois, Simond a rendu ce témoignage :

« Il me semble remarquer que l'on se pique assez peu ici
« d'avoir de l'esprit, de la vivacité, de la grâce, et c'est déjà
« beaucoup, car de toutes les ambitions, c'est la plus malheu-
« reuse pour celui qui en est possédé, et la plus incommode
« pour les autres. L'ambition du savoir, au moins, porte sur
« quelque chose de positif ; il est difficile de s'abuser soi-
« même, et l'on ne cherche guère à en imposer aux autres
« parce qu'on sait bien qu'on n'y réussirait pas ; ainsi en s'at-
« tachant aux choses de fait, comme à Genève, on court
« moins de risque d'être ridicule et importun. »

* * *

Quant au « *Voyage en Italie et en Sicile* » que Simond effectua d'octobre 1817 à juillet 1818, il le publia également à Paris, mais dix ans plus tard, soit en 1828.

Nous comprenons la sévérité de la critique de l'historien J.-A. Galiffe lorsqu'il attribue le faible succès du « *Voyage d'Italie* » au fait que l'auteur a laissé refroidir toutes ses impressions avant de les rédiger par écrit, et qu'il a voulu en-

suite suppléer de mémoire à ce qu'il avait oublié. Jamais personne n'a mieux justifié ce proverbe : « *L'esprit qu'on veut avoir gâte celui qu'on a.* »

Il est vrai, ainsi que l'exprime un autre critique, « qu'à l'époque où ses relations furent publiées, les institutions dont il parle avaient déjà subi quelques modifications et que de plus grandes encore eurent lieu depuis, mais ses remarques restent comme des documents qui peuvent servir à constater le progrès de la civilisation. »

« Bien que Simond cultivât lui-même la peinture en amateur distingué, les jugements qu'il porte sur les monuments, sur les chefs-d'œuvre artistiques de la Péninsule ne seraient pas toujours sanctionnés par les hommes compétents. »

Malgré les défauts signalés par les critiques des écrits de Simond, tous s'accordent à dire qu'ils se recommandent par des observations judicieuses, des aperçus ingénieux, entremêlés d'anecdotes intéressantes et surtout par l'indépendance d'opinions et l'esprit philosophique fort accentués de leur auteur.

* * *

Outre ses rapports avec diverses célébrités littéraires, Simond eut, aux Etats-Unis, des relations intimes avec le général français, Jean-Victor *Moreau*, et voici dans quelles circonstances : En 1804, le chef vendéen Georges *Cadoudal* et le général *Pichegru* avaient formé un complot contre le premier Consul qu'ils devaient détruire à l'aide d'une machine infernale. Cette criminelle entreprise n'aboutit pas; Pichegru s'étrangla dans la prison du Temple, et Cadoudal fut exécuté. Le général Moreau, accusé d'avoir pris une part indirecte à

ce complot, fut condamné à deux ans d'exil. Il décida son départ pour les Etats-Unis d'Amérique; son ami Simond lui fut très-utile par ses indications et par de précieuses recommandations. Moreau revint des Etats-Unis en 1813, et trouva la mort cette même année en combattant contre la France dans les rangs de l'armée russe.



Avec un cœur qui comprenait si bien la liberté, comme l'exprimait le syndic *Rigaud*, président du Conseil représentatif, Louis Simond tourna ses regards vers notre République, qu'il considérait comme le pays le plus heureux et le plus digne de cette liberté. Il vint s'y fixer au mois de juin ou juillet 1818. Dans un voyage qu'il fit à Paris, il eut la douleur d'y perdre subitement son épouse, le 30 juin 1820.

Quoique les institutions genevoises lui parussent imparfaites, il s'attacha profondément à notre pays. Le 9 juillet 1822, il s'alliait avec l'une de nos anciennes familles genevoises en épousant Marie-Antoinette *Chauvet* (fille de Jacques-André et de Jeanne-Françoise Vernes ⁽¹⁾); le 30 août suivant, il présenta au Conseil une requête en bourgeoisie pour la ville de Genève, et sur le préavis favorable de noble *Masbou*, il fut admis (moyennant 3,060 florins), le 2 septembre 1822 et prêta le serment de citoyen genevois, le 13 du même mois.

Simond s'était conquis à Genève, non-seulement une grande popularité, mais encore la sympathie de tout ce que cette ville possédait d'hommes illustres. A l'occasion de son second ma-

(1) Décédée à Cologny, le 17 avril 1849. Le fils unique de Simond, *Charles-David*, né à Genève, le 19 avril 1823, est décédé, près Nyon, en 1880.

riage, il dût faire dresser un acte de notoriété pour établir son origine et la date de sa naissance. Il se trouvait dépourvu de cette pièce par le fait que les protestants de France n'avaient point de registres de naissance ou de baptême et que leurs baptêmes étaient célébrés dans les églises catholiques. Ignorant dans quelle église de Lyon il avait été baptisé, un acte de notoriété dut être élaboré le 19 juin 1822, par devant M. Jules Naville, auditeur du quatrième arrondissement. Les amis de Simond certifièrent au dit acte ; les noms que nous offre ce document témoignent de la considération dont notre concitoyen était entouré ; ce sont :

1° Jean-Charles-Léonard Sismonde de Sismondi, membre du Conseil représentatif et professeur. ⁽¹⁾

2° Gaspard de la Rive-Boissier, ancien syndic. ⁽²⁾

3° Charles-Victor de Bonstetten, ancien bailli de Nyon. ⁽³⁾

4° John Weber, ministre du Saint-Evangile. ⁽⁴⁾

(1) *Sismonde de Sismondi*, Charles-Léonard, historien que nous avons déjà cité, né à Genève en 1773, occupa dans cette ville, la chaire de philosophie en 1809. Professeur honoraire d'histoire à l'Académie genevoise depuis 1815, il est mort à Genève en 1842. Son nom a été donné à une rue du quartier des Pâquis.

(2) *De la Rive*, Gaspard, né à Genève en 1770. Il fut nommé professeur de chimie pharmaceutique en 1802, et conseiller d'Etat en 1814. Mort à Genève en 1834.

(3) *Bonstetten*, Charles-Victor, seigneur de Valeyres, bernois, était fils du trésorier Charles-Emmanuel de Bonstetten. Est né à Berne, le 3 septembre 1745 ; fut élevé à Yverdon, puis à Genève. Il entretint des relations avec Bonnet, Voltaire et Rousseau. Successivement préfet de Rougemont, bailli de Saanen, puis bailli de Nyon, il occupa plusieurs charges publiques et vint dans la suite s'établir définitivement à Genève, où il mourut, le 3 février 1832. Bonstetten a publié plusieurs ouvrages littéraires et scientifiques.

(4) *Weber*, John, soit Jean-Jacques, ministre du saint-Evangile et helléniste distingué, est né à Genève, le 19 septembre 1790, mort aux Eaux-Vives, le 15 novembre 1866. Il fut président de la Bourse française.

5° Pierre-Etienne-Louis Dumont, membre du Conseil représentatif. (1)

6° Pierre-François Bellot, professeur en droit. (2)

7° Pierre Forget, docteur en droit. (3)

De Malagnou, près Genève, Louis Simond alla fixer sa résidence au château de Saint-Loup, sur Versoix, domaine qu'il avait acquis, le 13 décembre 1823, (acte Jacob Vignier, notaire à Genève), pour le prix de 180,000 francs, de mesdemoiselles Fanchette et Henriette Rath, sœurs de Simon *Rath*, lieutenant-général au service de S. M. l'Empereur de Russie. (4) C'est grâce à la générosité de ce personnage que la Ville de Genève a été dotée d'un musée de peinture qui porte encore le nom de « Musée Rath » (testament du 26 décembre 1819).

(1) *Dumont*, Pierre-Etienne-Louis, né à Genève, en 1759, se destina d'abord à la carrière ecclésiastique. Consacré au Saint ministère à 22 ans, il occupa le premier rang parmi les prédicateurs genevois. Pendant les troubles révolutionnaires de 1783, il se rendit à Saint-Petersbourg, où il devint pasteur de l'Eglise réformée française. Après deux ans d'habitation en Russie, il séjourna en Angleterre, où il traduisit et annota en langue française les ouvrages du publiciste et jurisconsulte anglais Bentham (1748-1832). De là, nous le retrouvons à Paris, où il devint l'intime ami de l'orateur le plus éminent de l'Assemblée nationale, Mirabeau. Rentré à Genève en 1813, il fit partie du Conseil représentatif, et contribua, par ses talents à d'importantes améliorations. Il collabora avec Rossi, Bellot, et d'autres illustrations genevoises à d'importantes publications. Dumont mourut à Genève en août 1829 ; son nom a été donné à l'une des rues de l'ancienne Genève.

(2) *Bellot*, Pierre-François, né à Genève le 4 janvier 1776, fut professeur honoraire de droit civil et de droit commercial, en 1819, à l'Académie de cette ville, puis en 1823, professeur ordinaire de droit et de procédure civile. Ses œuvres sont très-appréciées. Bellot mourut à Genève, le 17 mars 1836. Une rue dans les nouveaux quartiers de Genève rappelle son nom au souvenir de ses concitoyens.

(3) *Forget*, Pierre, docteur en droit et avocat distingué, naquit à Genève, le 21 octobre 1788 et mourut dans cette ville le 11 mai 1863. Il donna des cours de droit et remplaça momentanément Bellot. La milice le compta parmi ses officiers d'artillerie les plus zélés. Il occupa la charge de Conservateur des hypothèques.

(4) Le domaine de Saint-Loup fut mis en vente après la mort de Simond, ensuite d'ordonnance rendue le 23 février 1832.

Les mérites de Simond le firent apprécier par ses nouveaux concitoyens. Le 5 juillet 1824, le Conseil d'Etat l'appela aux fonctions de maire de la commune de Versoix. En l'informant de cette décision, M. de Roches, secrétaire d'Etat, lui transmettait en ces termes l'expression des sentiments du Conseil :

« Il s'est très-particulièrement félicité d'avoir eu l'occasion
« de faire un si bon choix, et s'il ne se dissimule pas que les
« détails de l'administration qui vous est confiée sont quelque-
« fois fastidieux par la nature des objets dont elle a à s'occuper,
« il sait aussi que pour l'homme qui, comme vous, aime à se
« rendre utile et à faire le bien, ces détails prennent un in-
« térêt proportionné aux services qu'il rend à son pays. »

Louis Simond accepta cette charge, et le 12 dudit mois prêta le serment exigé par la loi. Le 28 août 1824, il fut élu membre du Conseil représentatif.

« Habitué, dit le syndic *Rigaud*, à s'occuper des grands intérêts politiques des peuples au milieu desquels il avait vécu, il n'en portait pas moins l'intérêt le plus constant et le plus soutenu à sa nouvelle patrie. »

En effet, à Versoix, il prodigua tous ses soins à l'amélioration matérielle et morale de la population, et c'est surtout à la cause de l'instruction publique qu'il voua sa sollicitude.

Son ardeur lui valut une polémique avec M. *Martin*, curé desservant de la paroisse, qui combattait le développement donné à la méthode d'enseignement mutuel récemment introduite dans les écoles primaires. Le desservant romain n'était pas taillé pour lutter avec le maire philosophe, ainsi qu'on peut s'en convaincre en lisant sa lettre du 1^{er} septembre 1825 et la spirituelle réponse de M. Simond, du même jour, documents que nous avons reproduits dans notre brochure « *De l'instruction publique à Versoix antérieurement et depuis la réunion à la République genevoise, Genève 1868.* » Rappelons que les

premières fêtes des enfants des écoles primaires de Versoix, à l'occasion de la distribution des prix, furent données au château de Saint-Loup par les soins et aux frais de M. Simond.



Ce fut grâce à ses instantes démarches que les protestants de Versoix parvinrent à obtenir un lieu de sépulture convenable. En juillet 1824, il avait offert gratuitement une parcelle de terrain et une somme de 300 francs, pour aider aux frais d'établissement du cimetière; mais le terrain fut jugé trop humide et trop éloigné du village, ce qui engagea le Conseil municipal à accepter le don d'une autre parcelle fait postérieurement par M. le pasteur *Mouchon*.

M. Simond nous a laissé une haute idée du respect qu'il portait au culte du souvenir. On ne peut lire sans intérêt le noble discours qu'il prononça au sein du Conseil représentatif lorsqu'il proposa en séance du 15 décembre 1828, l'établissement d'un nouveau cimetière pour la ville de Genève où liberté serait laissée aux familles d'acheter à perpétuité du terrain pour la sépulture des morts, et cela, au profit et sous la direction de l'hôpital.

Ce que Louis Simond voulait, c'est que les six pieds de terre sous lesquels repose un citoyen fussent inviolables et sacrés comme la demeure du vivant, et que les souvenirs de ceux qui lui ont survécu puissent y trouver un refuge.

« Ce lien qui nous attache à la demeure de ceux que nous avons perdus », disait-il, « est un de ceux qui nous attachent au pays, car l'amour de la patrie n'est jamais pour nous que celui des lieux consacrés par nos souvenirs. »

Selon Simond, le culte du cœur rendu à la mémoire des morts se trouve blessé lorsque nous voyons déposer dans une

terre hideuse de débris humains et d'éléments de corruption ceux dont nous venons de fermer les yeux ; lorsque pour leur faire place, nous voyons écarter avec la pioche et à nos pieds, ces restes jadis vivants qui ont appartenu peut-être à des personnes que nous avons chéries.

Le Conseil d'Etat répondit à cette proposition, le 4 mai 1829, en déclarant ne pouvoir admettre la convenance de l'établissement proposé, mais en reconnaissant que la proposition était dictée par des sentiments aussi élevés que respectables.

« Les mœurs de nos pères, » dit le Conseil, « avaient repoussé les distinctions dans les divers lieux consacrés aux sépultures, et il est à désirer que l'opinion publique nous ramène à cette simplicité républicaine.

« N'aurait-on pas lieu de craindre que si l'on accueillait l'idée d'un cimetière où des terrains seraient concédés à perpétuité, la vanité n'y prit sa place à côté de la vraie douleur et ne reprocherait-on pas avec quelque droit, au gouvernement, d'avoir offert sans nécessité un nouvel appât à un genre de luxe que nous ne devons pas encourager.

« Par ces divers motifs, le Conseil d'Etat ne pense pas devoir rien changer à nos lois et à nos usages sur cette matière. ».

Aujourd'hui, l'idée de Louis Simond a trouvé son application dans tous les cimetières sans qu'il en soit résulté les inconvénients signalés par l'ancien Conseil d'Etat genevois.



En 1829, M. Simond conçut l'idée de consacrer une partie de sa fortune au rétablissement de l'ancienne papeterie de *Saint-Loup*, à Versoix ; il en reçut l'autorisation du Conseil

d'Etat, le 23 juin de la même année; mais, on ignore par suite de quelles circonstances il ne donna pas suite à son projet.

Simond se distingua encore par son goût des beaux arts; excellent dessinateur, il exécuta plusieurs tableaux. Dans ce nombre, je citerai une ébauche d'après nature de la « Chute du Niagara. »



En 1831, Louis Simond (1) fixa sa résidence à Cologny. Le 2 juillet de cette année, au moment même où il composait un nouvel ouvrage sur le *système pénitentiaire et la peine de mort*, il fut frappé d'apoplexie.

Le 4 juillet, à midi, sa dépouille mortelle transportée à Genève, était déposée au cimetière de cette ville.

Un nombreux concours de citoyens, les membres de l'Académie, les principaux magistrats, accompagnèrent le convoi et rendirent un solennel hommage au regretté magistrat enlevé à sa nouvelle patrie dans la plénitude de ses facultés.

Les journaux du pays et un grand nombre de feuilles étrangères s'associèrent au deuil causé par cette mort prématurée. C'est que, comme l'a si éloquemment exprimé le syndic *Rigaud* à l'ouverture de la séance du Conseil représentatif, le 15 juillet 1831, « cette âme droite et généreuse était appréciée de tous
« ceux qui avaient eu le bonheur de le connaître, et son sou-
« venir se liera toujours dans notre pays à un sentiment de
« juste fierté, en pensant qu'un homme d'esprit aussi élevé,
« et dans l'âge où les résolutions sont le résultat d'un mûr
« examen, a fait choix de Genève pour sa patrie. »

(1) Son portrait peint par *Hornung* se trouve exposé dans la magnifique collection de la salle dite *Lullin*, bâtiment de la Bibliothèque publique de Genève, sous le numéro 84.

D'autre part, le recteur de l'Académie genevoise, M. A. *De Candolle*, parla élogieusement de Simond dans le rapport qu'il lut, à la cérémonie des promotions, le 18 juin 1832. Il le qualifia de penseur original et indépendant, de philosophe pratique, d'ami sincère de la vérité, de type grave et fortement frappé qui rappelait l'antique et commandait le respect. Simond, dit-il, « dédaignait toujours les formes pour le fond « des idées; c'était, sous une apparence taciturne et morose, « un corps portant une âme sereine et un cœur chaud. »

*
* * *

Notre République conservera un doux souvenir de cet homme de bien, de cet ami du progrès et de l'instruction populaire.

Louis Simond n'a jamais éprouvé de meilleures jouissances ni de plus douces consolations que celles que lui procurèrent ses rapports bienveillants avec tous ses administrés, quelle que fût leur position sociale; il s'est rendu cher à ses concitoyens par son savoir, sa haute impartialité, sa tolérance et son inépuisable charité envers les malheureux.

C. FONTAINE-BORGEL.



U. Burillon del.

Imp. Hovarrax & Fils, Genève.

LOUIS-AUGUSTE BRUN

· 1758 - 1815 ·

LOUIS-AUGUSTE BRUN

Bourgeois de Rolle, au Pays de Vaud,
artiste peintre attaché à la Cour de Louis XVI,
ancien maire de Versoix au Département de l'Ain.

1758-1815

Notice enrichie du portrait de cet artiste, d'une correspondance inédite de Frédéric-César DE LAHARPE, relative à l'indépendance du pays de Vaud, et de documents se rapportant à la famille BONAPARTE.

PAR

C. FONTAINE-BORGEL

Louis-Auguste Brun naquit à Rolle, au pays de Vaud, le 5 octobre 1758. Son acte de naissance est la première inscription du plus ancien registre aux archives de sa ville natale ; il est ainsi conçu : « Louis-Augustin, fils de Pierre Brun, « bourgeois de Rolle, et de Louise Savigny sa femme, présenté « au Saint-Baptême par M. Jean-Louis Magnin, lieutenant « dudit Rolle et Augustin Ducoster, bourgeois de Nyon, de- « meurant à Rolle. »

Son arrière grand-père, de famille protestante, émigra de France à l'époque de la révocation de l'Edit de Nantes. Un beau portrait de lui, peint par Rigaud, porte une épigraphe le qualifiant d'architecte et pensionné du roi (Louis XIV) ; il eut un fils, Jean David Brun, né à Lausanne, en 1691.

Ce fils fut aussi architecte, attaché aux salines de Bex ; il épousa une demoiselle Ginoux, de ce mariage, est né Pierre-Marc Brun, père de Louis-Auguste qui vint, dans la suite se

fixer à Rolle. Il fut admis comme bourgeois, le 15 septembre 1753 moyennant finance de 680 florins de 4 batz.

* * *

Mis en apprentissage dans une maison de commerce, Louis-Auguste Brun témoigna si peu de goût pour les affaires que son père se décida à lui laisser suivre son penchant pour la peinture. — C'était sa véritable vocation.

Brun donna des preuves de ses heureuses et précoces dispositions à l'école du célèbre peintre belge, le chevalier Nicolas-Henri-Joseph de Fassin (1).

Outre les hautes directions de ce maître, il rencontra en de la Rive un ami qui ne cessa de l'encourager dans sa carrière et l'admit à travailler dans son atelier, à Genève, aussi bien qu'à Mannheim et à Dresde.

Jeune encore, il s'éprit d'une personne de Rolle, Jeanne Martin. Elle devint son épouse en 1778, mais le bonheur de cette union ne fut pas de longue durée. Après un an de mariage et à la suite de la naissance d'une fille (Louise-Charlotte), née à Rolle, le 25 octobre 1779 (2), il perdit sa jeune compagne.

Il partit alors pour l'Italie. A la vue des chefs-d'œuvre des maîtres italiens, les inspirations que Brun avait recueillies

(1) Né à Liège, en 1728, mort en 1811. La plupart de ses travaux se trouvent encore à Liège.

(2) Louise-Charlotte (soit Caroline) Brun épousa en 1796, Louis-Alexandre *Périer*, du canton de Vaud qui, dans la suite, vint se fixer à Genève. Elle eut de son mariage plusieurs enfants, notamment Périer-Ador, beau-frère de M. Louis Ador, né en 1810, mort à Genève en 1866.

Elle mourut à Genève le 25 janvier 1815; son mari mourut également dans cette ville le 8 avril 1850. Leur fils Emile *Périer* a été directeur de la Caisse hypothécaire de Genève.

sous la direction de ses premiers guides prirent un essor fécond ; nous verrons plus tard comment il sut profiter de ce premier séjour en Italie pour établir sa renommée et la consolider par de persévérants efforts.



Avant de porter un jugement sur Brun par les œuvres qu'il produisit à l'extérieur, citons ce que nous avons pu découvrir dans notre pays :

En 1789, le *Journal de Genève* lui consacra ces lignes élogieuses dans les *Lettres sur l'Exposition genevoise* : « Quant à M. Brun, qui nous a donné un tableau, il eut le bonheur en entrant dans la carrière de l'art d'y rencontrer un ami en de la Rive ; c'est là qu'il choisit son genre. Connaissant ce qu'il sait faire, j'ai été fâché que les circonstances ne lui aient permis d'exposer qu'un tableau peint au premier coup et qui n'a droit de plaire qu'à des connaisseurs. »

Le syndic J.-J. Rigaud, dans sa *Notice sur les Beaux-Arts à Genève*, classe Brun au nombre des artistes de l'Ecole genevoise ; il rend ainsi compte du caractère de ses œuvres :

« Brun peignit en général les chasses et sut y mettre beaucoup de mouvement, ses chevaux étaient correctement dessinés et bien peints ; ses ouvrages tenaient du style de Wouvermans qu'il avait beaucoup étudié d'après les conseils de son premier maître. J'ai vu de lui plusieurs tableaux qui furent mis en vente après sa mort ; je fus particulièrement frappé d'une *Chasse au faucon*, au milieu d'une campagne brûlée par un soleil ardent. Tout amateur aurait été heureux d'avoir ce tableau dans son cabinet. »

Cette toile de Brun, considérée comme un chef-d'œuvre, est religieusement conservée chez son fils, rue d'Aumale, 23,

à Paris, M. Charles-Louis-Auguste Brun, docteur en médecine de la Faculté de Paris, officier de la Légion d'honneur. M. le docteur Brun est propriétaire dans notre canton, au Grand-Saconnex, et il y séjourne dans la belle saison depuis vingt-deux ans. M. le docteur Brun est aussi en possession de deux autres tableaux, l'un représentant *La leçon de manège ou d'équitation* et l'autre, *Un départ pour la chasse*. Ce dernier est remarquable par l'expression donnée à un groupe de chiens, qui forme le sujet principal de cette composition.

Genève possède peu de tableaux de Brun ; nous n'en connaissons que quatre : celui de la famille Eynard-Lullin, peint en collaboration de de la Rive, représentant une forêt que traverse une chasse ; les chevaux et les figures ont été peints par Brun. L'autre, de moins grand mérite, appartenant à la Ville de Genève, se trouve au musée archéologique, à l'Université ; c'est un sujet allégorique que Brun composa à l'occasion de la rentrée des émigrés de Versoix en 1788.

Le troisième, peint à Versoix dans l'automne de 1786, est la possession de M. G. Lombard, à Genève. En voici la description, d'après la note transmise par son propriétaire.

Les personnages sont :

G. Lombard-Mennet (grand-oncle), revenant de Turin, à cheval, est attendu par sa famille,

Pierre Lombard-Perron (arrière-grand-père), impotent, dans un fauteuil.

J.-G. Lombard (grand-père).

Madame Lombard-Perron.

Mesdemoiselles Lombard, filles du premier nommé.

Madame Clermont-Lombard (mère de madame de Roches-Lombard).

Le groupe est placé en face de la vue sur le lac, la ville et

les monts ; on y voit les hauteurs du Petit-Saconnex. — La couleur, les costumes rappellent bien l'époque du siècle dernier ; la conservation est excellente et la ressemblance des personnages a été jugée très-parfaite.

Le quatrième tableau est un souvenir d'une des fêtes nationales genevoises, *La Navigation*, au Creux de Genthod. Cette toile se trouve chez M^{me} Panchaud.

Madame Panchaud Lucie-Jeanne-Marie-Louise (fille de L.-A. Brun), dont le fils Auguste est peintre (paysagiste), conserve un album renfermant des croquis au crayon ; quelques-uns, véritables chefs-d'œuvre, représentent des personnages de la cour de France. Citons en particulier les suivants :

1° La princesse de *Lamballe*, Marie-Thérèse-Louise de Savoie-Carignan, née à Turin, en 1749, et qui épousa le fils du duc de Penthièvre, Louis-Alexis-Joseph-Stanislas, prince de Lamballe. Présentée à la cour de France, en 1767, cette princesse devint veuve après quinze mois de mariage. Surintendante de la maison de Marie-Antoinette, elle partagea la captivité de la reine et fut ensuite transférée à la Force. Le 3 septembre 1792, livrée aux égorgeurs, son corps subit d'affreuses profanations. On porta dans les rues de Paris et jusque sous les fenêtres de la reine, à la prison du Temple, son cœur et sa tête placés au bout d'une pique ;

2° *Le duc de Luynes* (Voir note plus loin.) ;

3° *Louis XVIII*, Louis-Stanislas-Xavier, troisième fils du Dauphin Louis, fils de Louis XV, et de la deuxième Dauphine, Marie-Joséphine de Saxe et frère de Louis XVI, né à Versailles, le 16 novembre 1755, marié en 1771 à Marie-Joséphine-Louise de Savoie. Il porta les titres de Monsieur et de Comte de Provence jusqu'en 1793, de Comte de Lille jusqu'en 1814, fut roi une première fois, du 6 avril 1814 au 20 mars 1815 et une

deuxième, du 8 juillet 1815 jusqu'à sa mort, soit le 16 septembre 1824 ;

4^o *Le duc de Lauzun* (Armand-Louis de Gontaut de Biron, duc de), né en 1747, fut connu jusqu'en 1788, sous le nom de duc de Lauzun. Il combattit en Amérique pour la cause de l'indépendance, fut élu député de la noblesse du Quercy aux Etats-Généraux de 1789, se déclara contre la Cour, devint le confident et l'agent secret du duc d'Orléans. Il servit la République en Corse, en Savoie et en Vendée. Il n'en fut pas moins condamné à mort par le tribunal révolutionnaire en 1793.

*
* * *

En 1783, L.-A. Brun, alors âgé de 25 ans, quittait Turin pour se rendre à Paris, porteur d'une lettre de recommandation écrite de la main de Victor Amé, roi de Sardaigne. Ce souverain avait eu l'occasion d'apprécier les qualités personnelles et le beau talent de cet artiste. Par son intermédiaire les collections royales furent enrichies de sujets de grande valeur, apportés ensuite d'un voyage que le souverain lui fit faire en Espagne. Aussi l'appuya-t-il chaleureusement auprès de Louis XVI et du comte de Provence, par le haut intermédiaire de madame la comtesse d'Artois, de la famille royale de Savoie.

Les effets de la royale missive ne se firent pas longtemps attendre. Monsieur le duc de Luynes (1) présenta Brun à S. M. la reine Antoinette. Cette souveraine lui fit un gracieux accueil et le chargea de l'exécution de son portrait, à cheval, d'après nature.

(1) Louis-Joseph-Charles Amable, duc de Luynes, fils de Marie-Charles-Louis d'Albert (duc de Chevreuse), né en 1748, mort en 1807, pair de France, arrêté sous la Terreur et relâché après le 9 thermidor.

Ce tableau, admirablement réussi, fut offert par la reine à la cour de Vienne.

La souveraine honora le peintre Brun de son entière confiance; elle-même le conduisit chez le comte d'Artois. Brun fut immédiatement occupé à peindre Son Altesse, d'après nature, monté sur son cheval blanc, entouré de plusieurs seigneurs et de son coureur Blondin. Cet ouvrage passa à titre d'hommage du comte d'Artois, au baron de Bezenval (1) commandant les gardes suisses.

En 1786, le roi Louis XVI constitua l'artiste Brun directeur spécial de son épouse, la reine Marie-Antoinette, et de sa sœur, madame Philippine-Marie-Hélène-Elisabeth, dans leurs travaux de peinture. Dès lors, la célébrité de Brun ne fit que grandir. L'Académie française de peinture l'admit comme membre, et en 1788, le roi Louis XVI consolida sa situation en lui accordant une pension.

Brun, qui avait été admis à habiter le château de Versailles, quitta momentanément cette somptueuse résidence pour venir quelque temps en Suisse et à Versoix. Son absence fut remarquée à la Cour; aussi voyons-nous le chevalier de Courcelles (2) le lui faire sentir dans une lettre qu'il adressa à l'artiste Brun, le 1^{er} avril 1789, et de laquelle sont extraits ces passages significatifs :

(1) Bezenval ou Besenval, Pierre-Victor, était né à Soleure, en 1722; il mourut à Paris en 1794. Il fut aide de camp du maréchal de Broglie pendant la campagne de 1748, en Bohême, et des ducs d'Orléans pendant celle de 1757, se trouva aux combats d'Hastembeck, de Fillingshausen et de Clostercamp, commandant, puis inspecteur des gardes suisses en 1762; il était lieutenant général et chef d'un corps de troupes autour de Paris en 1789. Ne voulant pas se compromettre, il chercha à fuir, fut arrêté, traduit au tribunal du Châtelet et déclaré innocent.

(2) Le chevalier Jean-Baptiste-Julien de Courcelles, généalogiste français, est né à Orléans, en 1759; il mourut en 1834. Les ouvrages qu'il a publiés ne doivent pas inspirer grande confiance, parce qu'ils ont été composés avec des matériaux qui furent procurés par les intéressés.

« Je sais par monsieur d'Aubigny que vous avez été désiré
« à Versailles,— qu'on ne vous voyait plus, a dit Sa Majesté.
« Il y aurait de quoi rendre bien aise pour cinquante ans un
« natif du faubourg Saint-Germain. » — Que de gens vou-
« draient être à votre place »
« »

Et dans la même lettre :

« Monsieur de Gontaut (1) occupant votre appartement (dans
« le château de Versailles), Son Altesse (Monseigneur le comte
« d'Artois) (2) l'ayant su, dit, il y a peu de jours à son lever,
« qu'elle vous logerait et qu'elle s'en ferait un plaisir. »

L'appel du chevalier de Courcelles engagea Brun à rentrer à Paris, mais les faveurs royales dont il allait être de nouveau honoré ne devaient point avoir une longue durée.

En effet, survinrent les terribles événements de la Révolution française ; or, pendant ce temps, le roi eut autre chose à faire que de s'occuper de peinture et de protégés.

L'artiste Brun, se laissant dominer par un juste sentiment de reconnaissance envers la famille royale, ne l'abandonna point aux jours de ses revers. Ses idées libérales étaient connues de ses nombreux amis ; il put ainsi (1792) parvenir à la prison du Temple où la reine était incarcérée et communiquer avec elle. Aussi l'infortunée Marie-Antoinette profita-t-elle de la circonstance pour remettre à son courageux visiteur une lettre destinée aux princes émigrés.

(1) La famille de Gontaut, une des plus illustres de France, originaire de la baronnie de Gontaut, en Agénois, remonte au X^e siècle. Elle a fourni quatre maréchaux et un amiral. En 1180 les seigneurs de Gontaut devinrent seigneurs de Biron.

(2) Le titre de comte d'Artois a été porté par plusieurs princes du sang, entr'autres par le troisième frère de Louis XVI (Charles X) et de Louis XVIII. Il épousa en 1773, Marie-Thérèse de Savoie, dont la sœur était déjà mariée au comte de Provence (Louis XVIII).

L.-A. Brun fit le voyage de Francfort pour s'acquitter personnellement de cette importante et délicate mission ; mais, trahi, il fut, dès son retour, mis en état d'arrestation et traduit devant le tribunal révolutionnaire. Sauvé par la protection de Prieur, peintre, habitant près la porte de Saint-Denis, l'un des jurés de ce terrible tribunal, Brun ressentit de son arrestation une telle secousse qu'il ne songea même pas à rentrer à son domicile. De suite, il partit pour Versoix-la-Ville, localité qu'il avait déjà habitée, et s'y fixa dans un domaine acheté en 1790. Ce domaine est celui qui a fait place à la campagne de M. Théodore Vernes-d'Arlande, ci-devant propriété de M. Beaumont-Trembley. Brun ne put y séjourner sans être de nouveau inquiété et il fut même expulsé par le Représentant du Peuple Gouly (1) ensuite d'instructions venues de Paris. Retiré à Genève, il ne rentra à Versoix qu'après le 9 thermidor (1794).

On sait ce qu'il advint en France dans cet intervalle par suite des effets de la Révolution : les protecteurs de Brun avaient trouvé la mort sur l'échafaud.

*
* * *

Brun était absent de Versoix au moment où le général français commandant l'armée du midi, de *Montesquiou*, reçut dans cette commune les députations du Conseil de la République de Genève. Elles vinrent s'assurer auprès de lui des dispositions de l'armée d'occupation et reçurent un cordial

(1) Gouly Marie-Benoît, conventionnel, naquit à Bourg (Ain) en 1750 et mourut à Versailles en 1823. Fils d'un chiffonnier, il fit fortune à l'Île de France. Les habitants le choisirent pour député à la Convention. En 1793, il remplit une importante mission dans les départements de l'Ain et de Saône-et-Loire. Du parti modéré, il lutta contre le caractère excessif de Javogues et d'Albitte, mais, après le 9 thermidor, il devint un réacteur furieux. — Il passa au Conseil des Cinq-Cents d'où il sortit en 1797 pour ne plus reparaitre sur la scène politique.

accueil. A ce moment les deux Versoix formaient encore deux municipalités distinctes : M. Céard était maire de Versoix-la-Ville et Joseph Majeur, maire de Versoix-le-Bourg.

Dans l'attente de meilleurs jours, Brun rentré à Versoix, s'adonna exclusivement à ses goûts artistiques. En rapport avec la plupart des notables familles genevoises, il s'unit à l'une d'elles, en novembre 1795, par son mariage avec Marie Dunant, fille de Louis Dunant et de Louise-Suzanne-Jacqueline Baumier. La mère de son épouse appartenait à la famille Baumier, de Clermont de Lodève (Hérault), émigrée en Suisse pour y suivre la religion réformée.

Quoique définitivement fixé à Versoix, Brun fut appelé dès lors à faire de fréquents voyages en France. Jamais il ne fut inquiété. Un passeport n° 624, délivré à Versoix le 27 frimaire an III, et conservé aux archives communales, registre A, n° 26, nous a fourni son signalement. En voici le texte :

« Laissez passer le citoyen Louis-Auguste Brun, né Suisse,
« domicilié dans cette commune, peintre de sa profession,
« âgé de 34 ans, taille de 5 pieds 4 pouces, cheveux bruns
« en queue, le toupet tombant sur le front, celui-ci grand,
« les yeux bleus foncés, le nez bien fait, bouche moyenne,
« allant dans le département de l'Ain..., etc.

« Fait et délivré en la maison de commune, etc... le 22
« frimaire de l'an III de la République. »

Le mérite et le patriotisme de l'ancien maire de Versoix vont nous être démontrés par ses relations avec une célébrité suisse.

En 1795, Frédéric-César De la Harpe, homme d'Etat suisse, général au service de Russie, précepteur des grands ducs Alexandre et Constantin, avait chargé le citoyen Monod, de Genève, d'acheter pour son compte une villa rapprochée de la frontière vaudoise. Cette acquisition devait être

revêtu de la sanction du Conseil genevois, parce que le domaine acheté se trouvait sur le territoire de Genthod. Elle le fut en effet dans la séance de ce Conseil du lundi 20 avril 1795 ; nous en rapportons ici la teneur, à titre de curiosité, et eu égard au rôle historique de De la Harpe.

« Lecture faite d'une réquisition du citoyen St-Monod,
« procureur constitué du citoyen Frédéric-César Delaharpe,
« bourgeois de Lausanne et de Rolle, et instituteur des jeunes
« princes de Russie, dans laquelle il expose qu'ayant arrêté
« pour ledit citoyen Delaharpe l'acquisition de la campagne
Jaquet, rière Genthod, il se pourvut par réquisition auprès
« de ce Conseil pour obtenir la permission d'en passer l'acte
« et qu'elle lui fut refusée, motivé *sur les circonstances*, pas-
« sant ensuite à diverses considérations tendantes à appuyer
« sa première demande, le requérant conclut de nouveau à
« ce qu'il plaise au Conseil de lui accorder la permission de
« passer par devant notaire l'acte de ladite acquisition étant
« prêt à remplir les clauses qui lui seront prescrites.

« Dont opiné, arrêté qu'on permet la passation de l'acte de
« vente dont s'agit, sous la condition que le citoyen Delaharpe,
« acquéreur, sera soumis à la police exercée par le départe-
« ment des Etrangers. »

Les formalités d'acte accomplies, le général De la Harpe prit sa résidence à Genthod du mois d'août 1795, au mois d'octobre 1796. Le général était un ami d'enfance de Louis-Auguste Brun. Il était aussi natif de Rolle, du 6 avril 1754 (1).

(1) Laharpe (de) était fils de Sigismond-Rodolphe-Frédéric *de la Harpe* et de Sophie-Dorothée *Crinsoz*, de Colombier. L'historien suisse U. *Monnard* a publié, en 1838, une notice biographique de ce magnanime citoyen. Les « *Histoires de la Suisse* » et le « *Dictionnaire historique des Genevois et des Vaudois* » d'Albert *de Montet* sont autant de sources précieuses à consulter pour connaître la vie active de ce patriote dont la mort, survenue le 30 mars 1838, fut considérée comme un malheur public.

En 1791, il avait été banni de son pays parce que, nouveau Davel, il avait tenté par ses paroles et par ses écrits à préparer l'indépendance de son pays, alors sous le joug des baillis bernois.

De la Harpe et Brun se rapprochèrent naturellement ; heureux de se retrouver, ils s'enthousiasmèrent pour le même objectif : l'indépendance de leur pays natal dont ils n'entre-virent la réalisation qu'à l'aide de la garantie et de la protection de la République française.

L'ancien maire de Versoix, vaillamment secondé par plusieurs citoyens de cette commune, tels que les Auzière, les Roza, les Dunant, les Chaquet, etc..., devint un précieux auxiliaire pour De la Harpe. A la fin de novembre 1797, De la Harpe put présenter au Directoire français une pétition réclamant l'exécution de la garantie donnée par la France le 26 avril 1565 à l'occasion du traité de Lausanne, du 30 octobre 1564, conclu entre la République de Berne et le duc de Savoie, aux termes duquel les libertés et les franchises du pays de Vaud avaient été formellement réservées. Le Directoire, par un arrêté du 6 nivôse, plaça sous sa protection les citoyens vaudois qui réclamaient les droits du peuple.

Fixé à Paris, De la Harpe, qui se faisait appeler le Colonel, échangea avec Brun une correspondance suivie dans laquelle il transmettait toutes les directions utiles et s'informait des évènements.

Ces lettres expliquent les circonstances qui amenèrent l'intervention française dans le pays de Vaud en 1798 ; malheureusement, celles de Brun ont été perdues ou détruites, celles de De la Harpe et de quelques-uns de ses partisans seules subsistent en partie.

De tels documents sont d'une grande valeur historique ; ils commentent et ils complètent l'exposé d'un fait capital pour

notre histoire nationale; ils sont une nouvelle justification de l'esprit patriotique qui anima le célèbre homme d'Etat vaudois et les adhérents de son entreprise.

Ces hommes-là, dit *Gaullieur*, « n'étaient pas des révolutionnaires; c'étaient plutôt des hommes de lettres, des légistes instruits et lettrés. Les écrits qu'ils ont laissés attestent une culture intellectuelle et une éducation tout à fait supérieures. La nouvelle Suisse, ajoute le même auteur, celle qui sortit du cataclysme de 1798 dût son maintien, sa préservation et ses meilleures institutions à des magistrats profondément imbus des idées littéraires du XVIII^e siècle. On peut dire que, jusqu'à un certain point, la littérature sauva la Révolution. »

Certes, nous sommes loin d'approuver les exactions qui accompagnèrent l'invasion française en Suisse; cependant nous partageons l'idée d'un de nos éminents historiens « que le clergé et la noblesse patricienne avaient organisé dans ce pays une théocratie à mailles si serrées qu'elle ne pût être éventrée que par la Révolution française. »

Les lettres de De la Harpe sont écrites au courant de la plume; leur style n'est pas emphasé; il n'a qu'un mobile et qu'un but « aller au vif des faits selon les circonstances. »

En voici la teneur :

Paris, le 4 Frimaire an VI.

(et si mes compatriotes du pays de Vaud le veulent, le 1^{er} de l'*indépendance de la République Vaudoise ou du Léman*.)

Au citoyen Louis Brun, peintre, à Versoix, canton de Ferney-Voltaire, département de l'Ain.

« Pardonnez, mon cher ami, si je vous adresse l'incluse, mais on est si embarrassé pour faire parvenir sûrement

quelque chose à ses amis qu'on est réduit quelquefois à importuner.

« Vous trouverez un peu extraordinaire que je ne vous aie point écrit, mais ce n'est pas que je vous aie oublié : bien au contraire, et je regrette souvent de m'être éloigné de vos contrées, mais j'y reviendrai, je l'espère, dès que le pays de Vaud sera devenu *République indépendante*, destinée qui l'attend si les habitants ne sont pas des lâches ou de vils adulateurs de ces patriciens qui les ont avili, opprimé, sacrifié et qui ne font aujourd'hui les bons apôtres que dans l'espoir de se sauver par l'aide de leurs sujets.

« Vous pouvez mettre au nombre des plus audacieuses calomnies, celle de l'incorporation du pays de Vaud à la France ; elle est de l'invention de MM. de Berne, de Fribourg et de leurs émissaires, ainsi que des aristocrates genevois, la plus ridicule espèce d'aristocrates qui existe.

« Si les habitants du pays de Vaud veulent recouvrer leurs Etats et leurs privilèges, ils n'ont qu'à présenter des pétitions fermes, mais respectueuses, pour demander la convocation des députés de toutes les communes, tant bernoises que fribourgeoises, en adresser des copies au Ministre de France, à Bâle, pour solliciter ses bons offices, ou s'ils craignent, ils peuvent envoyer leurs pleins-pouvoirs à moi ou à d'autres pour réclamer les bons offices, la médiation et la garantie française.

« Pourvu que ces démarches soient prudentes et légales, ils n'ont rien à craindre et *sont au contraire assurés d'un plein succès*, mais il ne faut ni tintamarre, ni violences, ni insultes.

« Les députés Bernois ont eu ordre de quitter Paris dans les vingt-quatre heures. Il faudrait que les gens du pays de Vaud fussent bien benêts pour plaindre ces tartuffes ou faire cause commune avec eux, tandis qu'il ne tient qu'à eux de parvenir à leur indépendance. Qu'ils profitent de cette occasion, car leur règne tire à sa fin et l'ours n'a plus à gromeler chez nous.

« Mes compliments à MM. *Auzière, Rozat, Dunant, et Chaquel*. Donnez du cœur aux gens du pays de Vaud pour qu'ils demandent leurs Etats : *ils seront appuyés*, qu'ils

congédièrent leurs baillis. Je suis encore ici pour quelque temps ; au printemps j'irai à la campagne.

« Adieu, je vous embrasse.

« Le colonel LAHARPE. »

« Mon adresse, si vous voulez m'écrire, est : au colonel Laharpe, rue Traversière, Saint-Honoré, n° 850. »

* * *

Quelques mots sur les quatre personnages mentionnés dans cette lettre du colonel Laharpe :

Auzières, Jacques, était un ancien officier de l'état civil de Versoix et maire sous la Révolution. Son père, Charles Auzières, se signala à Versoix en qualité de capitaine de la garde nationale et par ses dons patriotiques en faveur de ses frères d'armes et des indigents de la commune. Les frères Auzières furent associés du célèbre François-Pierre-Ami *Argand*, (de Genève), inventeur de la lampe à courant d'air, dont la manufacture royale existait à Versoix-la-Ville.

Rosat, Jean-François (frère) Jacques, de Paris, habita Versoix et fut appelé le 8 octobre 1793, à faire partie du comité de douze membres qu'un décret de la Convention, du 21 mars 1793, avait institué dans chaque commune pour la surveillance des étrangers. Le 15 brumaire an V (5 novembre 1796) il fut élu officier d'état civil de Versoix. Rosat avait été le secrétaire de son Excellence le marquis de Vérac. Il se maria à Cassel, à Anne-Wilhelmine *Lagisse*, fille de Jean, ancien capitaine dans la garnison de Genève qui devint la grand'mère de l'illustre Edgar *Quinet*. M. *Galiffe* dans son ouvrage « *D'un Siècle à l'autre* », a publié des lettres de l'épouse du citoyen Rosat. La parenté d'Edgar *Quinet* avec *Rosat* provient du mariage de la fille cadette de ce dernier à M. *Quinet*, commissaire des

guerres à Bourg-en-Bresse. De ce mariage naquit le célèbre écrivain, le 17 février 1803.

Dunant Charles, parent de Brun par son mariage, était un ancien capitaine au service de France en retraite à Versoix.

Chaquet, ou Benoît Chaquet, était un ancien officier de l'état civil de Versoix.

*
* * *

Le 5 Décembre 1797 (13 Frimaire an VI.)

au citoyen Louis *Brun*, peintre, à Versoix, etc...

« Je réponds avec empressement, mon bien cher, à votre lettre qui m'est fort bien parvenue avec l'incluse, par la voie j'imagine de votre beau-fils. Je vous dirai très-franchement que le *plan proposé* est le seul que je voulusse adopter, que je l'ai toujours conçu ainsi comme le seul régulier, que je l'approuve hautement, que non-seulement j'apposerai ma signature à la pétition, mais que je vais travailler à m'en procurer beaucoup d'autres et que je vous engage à en faire autant pour vous ou vos commissaires, partout où vous aurez des relations. J'écris à notre ami qu'il m'adresse la minute de la pétition sous votre couvert. Je ne saurais pour le moment lui indiquer rien de si sûr ; prenez les précautions nécessaires pour que cela me parvienne sûrement. Je désirerais fort vous voir pour me concerter avec vous, mais je vais dans quelques jours me transporter en ville pour l'hiver et ne puis m'absenter pour le moment, mais vous qui êtes allant ne pourriez-vous pas venir ?

« De la prudence et de la fermeté et tout ira bien. Le renvoi des députés a fait ici grande sensation.

« Adieu, je vous embrasse cordialement.

« D. B. (1) »

« Je n'ai jamais été capitaine ni officier au service de Leurs Excellences. — Recommandez qu'on remette vos lettres à mon beau-frère, en main propre ou à moi-même.

(1) Voir page 28.

Paris, le 18 Frimaire, an VI.

au citoyen Louis Brun, peintre et *cultivateur*, à Versoix-la-Ville, canton de Ferney-Voltaire, département de l'Ain.

« J'ai reçu, mon cher Brun, votre rouleau de papier et votre lettre dernière. Le premier a été remis par moi et recommandé extrêmement à une personne qui se charge d'obtenir les décisions de cette espèce. Elle fera certainement tout son possible pour accélérer, mais le temps est bien court et la multiplicité des affaires empêche leur accélération. Je crois donc que vous ferez bien de ne pas attendre la décision du Ministre pour préparer les fonds dont vous aurez besoin pour vos paiements. Je sors de nouveau pour faire des instances et regrette seulement que vous ne m'ayez pas écrit plus tôt.

« Bonaparte est ici depuis deux jours. Je compte aller chez lui aujourd'hui ou demain, ainsi que chez son second, *Joubert*, jadis ami de mon cousin et son général de brigade de confiance.

« Comptant sur votre amitié, je vous ai adressé un paquet de vingt-cinq brochures, ainsi intitulées : *Des intérêts de la République française relativement aux oligarchies helvétiques et à l'établissement d'une république indépendante dans la Suisse française*. Veuillez les faire retirer quand elles arriveront et dire qu'elles sont pour moi. Je vous enverrai, par le prochain courrier, la liste des personnes auxquelles j'en destine une partie et l'indication des moyens pour les leur faire parvenir *sans vous compromettre* en quoi que ce soit. Vous n'avez pas même besoin d'en parler : il ne sera question que d'y mettre une enveloppe et l'adresse et d'éviter le bureau de Coppet.

« Je fais imprimer un modèle de *pétition* avec une *adresse*, afin que les communes ou les individus les signent et les adressent soit au Directoire exécutif, soit au Ministre de la République, à Bâle, dans le but de réclamer la garantie française (en vertu des traités de St-Julien et de Lausanne, et du traité de garantie du 26 Avril 1565.) pour que les communes puissent élire les députés qui, sous le nom d'États du Pays de Vaud, doivent travailler à la réforme des abus. Il ne faudrait qu'une couple de ces pétitions pour amener les mêmes résultats que dans la Valteline. J'ai de bonnes raisons pour vous le dire.

« En attendant, les Suisses de bonne volonté ont déjà pris le devant ici et nous présentons ce soir ou demain une pétition dans ce but. Il ne s'agit que de nous seconder et de nous envoyer des pouvoirs. *Il n'y a pas le moindre risque à signer ces pétitions* et faire des démarches légales et l'effet en est certain. Procurez-vous l'*Ami des lois*, surtout le *Rédacteur* et le *Conservateur*, ces deux derniers étant des feuilles pres- que officielles. Vous y reconnaîtrez les intentions du gouvernement, qui n'y laisse rien insérer de hasardé, et vous verrez qu'on ne peut parler mieux et plus clairement; ce sont les feuilles des 15 et 16 frimaire qui sont expresses.

« Je vous félicite de ce que vous allez être bientôt grand-père. Ma femme dit mille choses à la vôtre, à qui je présente mes hommages.

« Je vous embrasse, et, en attendant, soyez prudent, parce-qu'on fait mieux.

« Dites à nos compatriotes qu'ils empêchent le bruit; il suffit de pétitions.

Adieu.

« LA HARPE. »

Paris, 24 Frimaire, an VI.

à L.-A. Brun,

« Vous recevrez peut-être, en même temps que ceci, un paquet de quatre brochures. Faites-moi le plaisir de mettre sous couvert celle qui renferme l'adresse et la pétition, et de l'adresser aux individus dont voici la liste. Il faut nécessairement y mettre une enveloppe, et, pour plus de sûreté, il faudrait ensuite les mettre, en vous promenant, dans les bureaux de Coppet, Nyon, Rolle, afin qu'elles ne produisissent pas d'effet partout à la fois. — Si vous connaissez quelque Aubonnois, adressez-lui en deux ou trois exemplaires; je vous en enverrai d'autres.

« J'en ai adressé quatre exemplaires aux citoyens *Auzière*, *Dunant* et *Rozat*, et quelques autres ailleurs. Du reste, dites, si l'on vous questionne, que vous les avez reçues parce que je vous ai prié de les garder pour le moment où je viendrai, que vous ne pouvez absolument pas en disposer. N'en donnez à personne de la main à la main, mais seulement sous enve-

loppe et par la poste. Ils sont certainement dans le sac et leur affaire est dite.

« On m'assure qu'on s'occupe de vous, cependant ne comptez pas trop sur ces 4,000 francs pour payer, car on est lent.

« Pardonnez mon indiscretion.

« Tout à vous,

« LA HARPE. »

19 Décembre 1797 (27 Frimaire, an VI).

à L.-A. Brun,

« Je reçois dans ce moment, très-cher citoyen, votre billet que j'attendais avec impatience, mais je comptais y voir renfermée une réponse de notre ami qu'il me tarde singulièrement d'avoir ; notre marche se trouve entravée par là, *et il n'y a pas un moment à perdre*. On est tout préparé, ici et ailleurs, les choses vont bien, et, malgré la levée de boucliers de ces Messieurs et leur appel général de leurs troupes, ils n'en tireront pas grand parti. Au surplus, n'attendez pas que je vous prie le nouvel-an pour venir ici, mais arrivez aussi promptement que possible, il est essentiel que je vous voie pour vous mettre au fait de ce qui se passe. Il est essentiel que vous en soyez instruit ; venez donc et d'abord, ne fût-ce que pour une heure et surtout envoyez-moi de Suisse une réponse de l'ami et par voie sûre.

« Je vous embrasse.

« D. B. »

Sans date (doit être du 30 Frimaire).

à L.-A. Brun,

« Je viens de parler au poursuivant pour votre affaire d'Al-linge. Elle va être mise sous les yeux du ministre. Elle est sur la liste, mais vous m'avez envoyé tout cela trop tard, et il est impossible que la décision arrive assez tôt pour que

vous puissiez payer avec les 4,200 francs qui doivent vous être restitués. — La personne qui suit l'affaire est digne de toute confiance, elle m'a promis de ne pas la perdre de vue ; je la lui ai fait recommander par son meilleur ami.

« Je vous envoie ici quelques feuillets de l'*Ami des Lois*, celui entr'autres dans lequel se trouve l'arrêté au sujet du Pays de Vaud. Vous conviendrez que cet arrêté est un avertissement bien formel de présenter des pétitions et un engagement de les accueillir. Si, après tout cela, mes compatriotes se taisent encore, je les tiens pour indignes de tout ce que j'ai fait pour eux, et il ne tiendra pas à moi qu'on ne les traite comme des gredins. *Les Français ne marcheront certainement pas chez eux pour planter l'arbre de la Liberté s'ils ne savent pas le planter eux-mêmes, mais ils empêcheront qu'on ne s'attaque à ceux qui le planteraient.* Leur sort est entre leurs mains ; mais, s'ils perdent l'occasion, je fais des vœux pour que leur servitude soit éternelle.

« Avez-vous reçu tous mes paquets ? Je vous prierai de les expédier ainsi que ces débris de l'*Ami des Lois*. On ira certainement en Angleterre. Mandez-moi les faits qui sont à votre connaissance. J'ai fait mettre celui relatif aux *Vicars*.

« Tenez-moi au courant ; mes obéissances à Madame.

« Tout à vous,

« LA HARPE. »

Les Aubonnois devraient présenter leurs *pétitions*. Envoyer quelqu'un ici ou me les adresser. Qu'ils ne craignent rien ; ce n'est qu'en se montrant qu'ils se feront appuyer. *Les troupes marchent vers vos frontières pour ce seul objet.*

MODÈLE DE LA PÉTITION

Pétition des citoyens de la commune de ***, baillage de *** au Pays de Vaud, au Directoire exécutif.

« Citoyens Directeurs,

« Les soussignés, citoyens de la commune de *** baillage de ***, au Pays de Vaud, attendaient avec impatience que la

paix continentale leur permit de présenter au D. E. l'hommage de leur respect et leur reconnaissance pour le bien qu'il n'a cessé de leur vouloir lorsque les hostilités déclarées des magistrats de Berne et de Fribourg, et les trames ourdies par leurs émissaires contre la République française auraient justifié ses représailles.

« Citoyens Directeurs,

« Vous n'avez point confondu avec les conspirateurs le peuple loyal et honnête qui n'a pas cessé un seul instant de faire des vœux pour le succès de votre cause. Votre justice et votre sagacité l'ont distingué de ceux qui ont secondé vos ennemis jusqu'au 18 Fructidor et qui les secondent encore ; de ceux qui ouvrirent, en 1790 et 1792, le territoire de la Suisse aux troupes autrichiennes ; de ceux qui permirent aux Piémontais d'envahir la Savoie par leur territoire, en 1793, lorsque la République était déchirée et malheureuse ; de ceux enfin qui envoyèrent à ces mêmes Piémontais un corps de cavalerie dont les soldats refusèrent d'eux-mêmes et d'une commune voix de marcher contre les Français. Que de remerciements ne vous devons-nous pas, Citoyens Directeurs, pour n'avoir pas rendu le peuple du Pays de Vaud responsable et victime des provocations de ses maîtres ! C'est à votre humanité, à votre modération que nous devons la paix dont nous avons joui jusqu'ici et dont ceux qui s'appelaient *nos maîtres* avaient voulu nous priver pour l'intérêt isolé de quelques familles ambitieuses, corrompues par l'or de l'étranger et que tourmente la soif de la vengeance.

« Après avoir satisfait à ce besoin de nos cœurs, nous venons avec confiance, Citoyens Directeurs, réclamer vos bons offices pour rentrer en possession des privilèges et des droits dont messieurs de Berne et de Fribourg nous ont dépouillé arbitrairement depuis l'année 1536. — C'est en vain que nous nous sommes adressés à eux-mêmes pour obtenir le redressement de nos griefs. En 1781, les communes fribourgeoises furent subjuguées par des mercenaires bernois et leurs notables condamnés à la mort, aux galères ou à l'exil. En 1790, les communes bernoises présentèrent aux députés que Berne avait envoyé dans le Pays de Vaud des pétitions sans nombre, tendantes à la suppression des abus, et ces députés promirent qu'il y serait fait droit ; mais, l'espoir de la contre-révolution

décida messieurs de Berne à ne tenir aucun compte de ces promesses et peu de mois après, un Tribunal révolutionnaire, dont les opérations illégales étaient soutenues par des troupes, proscrivit avec une audace scandaleuse tous ceux qui avaient osé parler de liberté et de réformes. Ce n'est qu'après avoir vainement attendu qu'il plût à messieurs de Berne et de Fribourg de se montrer justes de bonne grâce, que nous recourrons au juge étranger que d'anciens traités ont désigné; et ce juge, Citoyens Directeurs, est le gouvernement de la République française.

« Les faits suivants justifieront notre démarche :

« La République française ayant succédé à tous les droits du roi Sarde, comme *Duc de Savoie*, est tenue à remplir avec fidélité ses engagements; or, ce prince était autorisé à écouter les réclamations du Peuple vaudois relativement à ses privilèges, en vertu du *Traité de Lausanne du 30 Octobre 1564*, dans lequel les privilèges du Pays de Vaud se trouvent réservés, et conformément au *Traité de St-Julien*, du 10 décembre 1530, qui porte expressément que les Républiques de Berne et de Fribourg *posséderont le Pays tel que le Duc le possédait lui-même*.

« La République française est de plus garante de ces traités et de la Constitution vaudoise, par un acte de garantie du 26 Avril 1565, rappelé le 10 novembre 1582, réservé en 1777 par le premier article du Traité de Soleure et confirmé depuis par l'Assemblée nationale le 20 Août 1792.

« Les violences exercées en 1588 sur Isbrand Daux, Bouvier, D'Illens, Dortaux et autres notables qui s'étaient adressés à la cour de Turin, furent un avertissement pour leur postérité. Il eut même été dangereux pour les habitants du Pays de Vaud de s'adresser au cabinet de Versailles, qui avait promis aux aristocrates de la Suisse de garantir leur autorité et de leur fournir des troupes pour asservir leurs sujets. Ces circonstances ont changé par l'effet de la Révolution, et voilà pourquoi messieurs de Fribourg et de Berne redoutent tant une discussion franche et ouverte par devant le gouvernement de la France libre et républicaine.

« Citoyens Directeurs,

« Vous ne dédaignerez sûrement pas les engagements sacrés auxquels la France voulût bien s'astreindre en faveur des

habitants du Pays de Vaud, engagements qui sont aujourd'hui leur unique ressource légale pour se soustraire à l'oppression, et la République française ne repoussera pas un petit peuple qui s'adresse à son gouvernement par des moyens constitutionnels et qui, loin de craindre une discussion publique, la sollicite à grands cris par devant le juge que les Traités lui ont nommé.

« A ce titre, respectables Citoyens Directeurs, veuillez *déclarer que vous exercerez les fonctions de garants qui vous appartiennent et exiger que les élus de toutes les communes vaudoises se réunissent sans délai à Lausanne pour y délibérer en toute liberté sur les réformes nécessaires, sous la dénomination d'Etats du Pays de Vaud.*

« *Daignez protéger cette assemblée, éclairer ses travaux, lui envoyer enfin un Commissaire qui l'aide à prévenir le retour des abus par l'établissement d'une Constitution basée sur la liberté, l'égalité, la garantie des propriétés et l'indépendance.*

« A ces bienfaits déjà si grands, ajoutez, Citoyens Directeurs, celui d'employer des mesures tellement adaptées aux circonstances, que nul n'ose entraver cette régénération ou s'attaquer aux propriétés et aux personnes. Tous doivent demeurer convaincus que l'ordre ne sera point troublé et que si la République française assure l'indépendance du Pays de Vaud et protège, comme garante, les travaux de ses Etats, ce n'est point pour encourager les vengeances ou l'insubordination, mais pour faire rendre au peuple ses anciens droits.

« La sagesse et la puissance du Directoire Exécutif ont préservé de leurs propres passions les citoyens de la République Cisalpine, ceux de Bormio, de Chiavenna et de la Valteline, avec un succès qui accroît encore sa gloire. Mériterions-nous moins, Citoyens Directeurs, nous qui parlons votre langue, nous qui suivons vos usages, nous qui sommes vos voisins, nous qui avons toujours été dévoués ? Ah ! préservez-nous des exagérations et des fureurs qui décréditent souvent la cause des principes de la liberté. L'humanité, les principes, nos titres, l'intérêt de la République française, tout vous en donne le droit. Puisse cette régénération salutaire assurer désormais la paix et le bonheur du Pays de Vaud, et ajouter encore à la gloire de la République, en prouvant à tous que son gouvernement, observateur fidèle des traités, réunit au même degré l'amour de l'humanité et le respect pour la justice.

« Agréez, Citoyens Directeurs, nos vœux sincères pour la prospérité de la République.

« Salut et respect,

(Signatures.)

Instructions.

« Telle est à peu de chose près la pétition que je viens de présenter au nom des Suisses proscrits et que vingt-un d'entre eux ont signée :

« Voici maintenant la marche :

« 1^o La pétition ci-dessus peut être présentée par une assemblée de commune, par une assemblée de bourgeoisie ou par des syndics citoyens. Dans tous les cas, il faut qu'on sache au nom de qui elle est rédigée. Si c'est par de simples citoyens, il faut qu'en signant ils indiquent leur commune, leur domicile et leur profession.

« 2^o Il sera signé chaque fois deux doubles au moins de ces pétitions. L'une sera adressée au gouvernement (c'est-à-dire au D. E.), soit directement à Paris, en vertu d'un pouvoir en bonne forme. — J'offre mes services (j'y serais désigné dans ce cas sous le nom du ci-devant colonel Laharpe, citoyen de Rolle.)

« Le second double sera adressé aux agents français, soit à Bâle, soit à Saint-Maurice, soit à Genève.

« 3^o Dès que les pétitions seront entre mes mains, ou entre celles de quelque autre ; *car je ne brigue que l'honneur de servir ma patrie à mes périls et risques*, elles seront présentées.

« 4^o Les signataires peuvent être assurés *que nul n'osera les toucher* ; que le bon Dieu en préserve messieurs de Berne ou de Fribourg.

« En procédant par la voie des pétitions, sans bruit, sans tapage, *le succès est certain* ; mais, il faut que tout soit terminé avant le mois, avant la fin du Congrès de Rastadt. Soyez sans crainte, mais point d'échauffourées ; dans six semaines, ou vous êtes libres et indépendants ou pour jamais esclaves.

« Votre sort est entre vos mains.

« J'ai tout hasardé, tout tenté, tout surmonté pour arriver à ce dernier moment. Si vous ne déclarez pas de votre côté que tels sont vos vœux, vous êtes indignes de la liberté !

« Tâchez de communiquer cette pétition.

« Ne pourrait-on pas la faire imprimer à Carouge? — J'en fais imprimer ici, avec une adresse qui sera expédiée dans peu, mais le temps presse. Je vous le répète, si vous présentez des pétitions, *le succès est infaillible : la liberté ou l'esclavage!* Ce moment passé, plus de retour. (1) »

Paris, le 8 Nivôse an VI.

à L.-A. Brun,

« Vous verrez par l'arrêté inclus qu'on s'occupe sérieusement de nous. — Tâchez d'en adresser çà et là quelques exemplaires afin de rendre le courage à nos concitoyens. Messieurs de Berne pourront se convaincre que le Directoire est unanime ; car l'arrêté est signé par les deux sur lesquels ils avaient osé former des espérances. Jamais le gouvernement ne fut plus uni.

« On me dit qu'il y a eu de nombreuses arrestations sous la protection des bayonnettes de l'Oberland. — J'attends avec impatience des faits afin de les communiquer à la source des ordres. Si les Bernois étaient assez enragés pour attenter à quelqu'un, ils le paieraient cher.

« Nous sommes près du dénouement, mais, si mes concitoyens persistent à se montrer pusillanimes, il sera peut-être ensanglanté ; or, c'est *ce que j'aurais bien voulu éviter*.

« Si ma mère se retirait à Versoix pendant l'orage, voudriez-vous bien lui rendre quelques services? Vous m'obligeriez infiniment. — Je n'oublie pas votre affaire, mais elle va un peu lentement.

« Je vous salue cordialement,

« LAHARPE. »

« Savez-vous le nom du jeune patricien bernois étranglé par ses camarades dans un festin pour avoir parlé de réformes? Ecrivez-moi, s'il vous plaît. »

(1) La lettre qui précède est celle du 2 Nivôse, mentionnée dans celle du 10 suivant.

Paris, le 10 Nivôse an VI.

à L.-A. Brun,

« Encore une lettre, mon cher Brun; j'ai reçu la vôtre du 28 et vous aurez sans doute les miennes du 30 Frimaire, 2 et 8 Nivôse, avec toutes brochures. Je vous adresse quelques exemplaires de l'arrêté du Directoire du 8 Nivôse. Vous verrez qu'on peut être tranquille. Une colonne de l'armée d'Italie va arriver; on est peut-être déjà près de vos frontières. Il faut être aussi bête que nos gens pour croire encore à une incorporation; on n'y pense ni pour eux, ni pour Genève.

« Avez-vous lu une lettre manuscrite prétendue dictée par un patricien bernois à sa femme sur le passage de Bonaparte et la visite qu'il reçut à Fraubrounnen? Faites-là moi passer. — Tenez-moi au courant; soyez cependant prudent. Il faudrait adresser ces imprimés sous simple couvert à quelques-uns des individus dont je vous ai envoyé la liste, surtout dans les villages. C'est la *Stael*, qui, par ses intrigues, a empêché que le rapport ne fût fait plutôt; elle part; je voudrais que le feu commençât par leur château de Coppet, car c'est une infernale gueuse (1).

« Il importe de répandre cet arrêté. Je vous en envoie tout un paquet par la Turgotine.

« Adieu, courage,

« LAHARPE. »

« Adressez-en un ou deux à Rolle. »

Parmi les pièces de cette correspondance se trouve une lettre signée Cassat, de même que d'autres missives adressées à Brun. Comme elles se rapportent au sujet qui nous occupe, je

(1) *Stael-Holstein*, Anne-Louise-Germaine *Necker* (baronne de), née à Paris en 1766, morte en 1817, fille du célèbre *Necker*, fut une illustration littéraire. En 1812 elle épousa en secondes noces un jeune officier, *M. de Rocca*; ce mariage est resté secret. — Elle a été ensevelie dans le parc du château de Coppet.

les ai classées à leur date dans cette série de correspondances. Cassat Louis-François a joué aussi un certain rôle dans le mouvement préparatoire de l'indépendance vaudoise. Il est né à Lutry, le 3 mars 1758 ; il était établi à Paris lorsqu'éclata la Révolution de 1789 ; Cassat publia à cette époque le *Journal de la cour et de la ville*, feuille périodique dévouée aux intérêts royaux (1). Cet écrit déplut au parti républicain qui ordonna l'arrestation de Cassat. Il réussit à s'échapper, se retira à Lausanne et publia dans cette ville deux journaux, supprimés par ordre du gouvernement bernois en 1794. Lorsque le Pays de Vaud eut recouvré sa liberté, Cassat présida le comité de réunion de la ville de Lausanne. Il occupa dès lors diverses charges publiques. Sa mort date du 12 septembre 1842.

Lausanne, 9 janvier (17 Nivôse, an VI.)

« J'ai reçu votre lettre, citoyen Brun ; elle a beaucoup contribué à nous inspirer un nouveau courage. Soyez persuadé que quand le moment sera venu, et ce moment n'est pas éloigné, nous saurons frapper un coup décisif. C'est de Vevey que je vous écris où j'ai été envoyé pour une mission secrète. Le citoyen Paschoud, très-bon patriote et membre du comité de surveillance provisoire, est porteur de dépêches importantes pour le général Pouget (2). Je le recommande à vos offices, à supposer qu'il soit dans le cas de les réclamer, par exemple, si vos braves douaniers lui faisaient quelques difficultés pour le passage, etc...

« Si vous trouviez quelque occasion pour me faire passer ma douillette et mon porte-manteau, je vous prierais de les faire adresser à Jacques-Elie Obusier, commissionnaire à Lausanne, place Saint-François. Je prierai le citoyen Paschoud de

(1) A. de Montet, *Dictionnaire biographique des Genevois et des Vaudois*.

(2) Pouget, général commandant les départements de l'Ain et du Mont-Blanc ; il séjourna quelque temps à Carouge,

vouloir repasser chez vous à son retour et de vouloir se charger de la lettre que je vous prie instamment de m'écrire. Donnez-moi, je vous prie, tous les détails de ce qui peut être arrivé à votre connaissance, surtout sur le nombre et la destination des troupes cantonnées chez vous et dans notre voisinage. — Nos affaires prennent à chaque instant une tournure plus favorable.

« Le Comité central, dont je suis l'un des membres, veille jour et nuit et je puis vous assurer qu'il n'est aucun de nous qui ne soit décidé de mourir à son poste plutôt que de ne pas aller en avant. C'est en se précipitant dans le danger qu'on apprend à en triompher.

« Vous savez que des députés de Zurich, Glaris et Schwytz sont arrivés avant hier à Lausanne; il est question d'une médiation entre Berne et le pays de Vaud.

« D'Erlach (1), malgré toutes les pétitions qui demandent à grands cris son expulsion, s'obstine à rester et à braver le vœu général. Tout cela est bien maladroit. Du reste, on ne doute pas que Berne n'accorde tout ce qu'on lui demande, mais je pense qu'il est trop tard.

« Je vous prie de vouloir présenter mes honneurs très-humbles à Madame et à Mademoiselle Brun et d'embrasser l'aimable petit.

« Je vous salue de cœur, vous et le citoyen Auzières.

CASSAT.

Vevey, mardi soir.

« Brûlez tous ces chiffons, le citoyen Paschoud aura la bonté de se charger du porte-manteau.

« Lausanne, 12 janvier 1798. (20 Nivôse an VI.)

à L.-A. Brun.

Ensuite de l'adresse qu'a bien voulu nous donner notre concitoyen et ami, Cassat l'ainé, de votre personne, nous venons

(1) *D'Erlach*, Charles-Louis, né à Berne en 1726, servit la France jusqu'au commencement de la Révolution. Il fut chargé du commandement des Bernois lors de l'invasion française en Suisse. Vaincu, il fut assassiné par ses propres soldats.

recourir à vos bons offices dans les circonstances très-importantes où nous nous trouvons en vous priant de faire incessamment tous vos efforts pour accompagner le courrier que nous expédions à Carouge dans l'intention de prendre les plus sûres informations sur l'arrivée des troupes françaises, sur leur nombre et sur leurs dispositions en faveur des Vaudois et si elles sont véritablement fournies pour appuyer en cas de besoin leurs frères et amis. Veuillez concourir aussi de tout votre pouvoir à nous fournir les meilleurs renseignements à ce sujet en vous concertant avec les généraux français et autres officiers de l'état-major qui seront dans ces contrées.

« Nous conserverons la plus grande reconnaissance pour tout ce que vous ferez dans cette circonstance pour des concitoyens qui vous sont véritablement attachés.

« Salut fraternel. »

CHARLES OBOUSSIER, *membre du Comité,*
JACQUES PENSEROT. — CHEDELHOFERT,
secrétaire du Comité central de réunion.

A minuit. .

Lausanne, 12 Janvier, à 10 h. du soir (20 Nivôse an VI).

à L.-A. Brun.

« Je n'ai pas encore trouvé, mon cher citoyen Brun, le moment de vous écrire ; nous voilà depuis trois jours sur pied pour ainsi dire jour et nuit. — L'Assemblée générale des réclamants signataires vient de nommer un Comité central qui s'occupe perpétuellement des moyens de sauver la patrie. Elle est, dans ce moment, dans le plus grand danger, mais nous espérons encore à force de vigilance, de courage et de dévouement de déjouer les trames perfides de nos ennemis. Nous recevons à chaque instant les nouvelles les plus alarmantes. Il paraît évident qu'il se monte un coup dirigé contre nous. Nous envoyons un courrier extraordinaire pour Morges, pour vous, pour Doppet (1), etc. . . ; nous vous prions ainsi que le

(1) *Doppet* François-Amédée, général de division, alors en station à Carouge, né à Chambéry en 1753. Il s'occupa d'abord de médecine et écrivit contre le magnétisme. En 1789, il s'établit à Grenoble ; de là il se rendit à

citoyen notre ami commun, de nous donner tous les renseignements qui seront parvenus à votre connaissance et cela dans le plus grand détail. Que savez-vous? Qu'avez-vous appris? Qu'est-ce qui se passe dans votre voisinage? Parlez-nous des troupes françaises qui arrivent à Versoix et dans le pays de Gex, de leur nombre et de leur destination présumée, etc... Parlez-nous encore de tout ce que vous avez appris concernant les trames que ne cessent d'ourdir contre nous les ennemis de notre patrie commune? Ne nous refusez pas non plus vos conseils et adressez-nous vos avis de la manière la plus sûre et la plus prompte.

S'il n'y avait pas d'inconvénients que vous puissiez remettre au courrier mon porte-manteau et ma douillette, vous me feriez plaisir. Préparez vos lettres pour le moment où il repassera à Versoix.

« Je vous salue de cœur.

« BONNARD. »

« Si vous avez de l'intéressant à nous apprendre à vue, envoyez un courrier à M. Roguin, celui-ci à Spallinger, celui-ci à Morges et ceux de Morges ici. »

Paris où il travailla aux *Annales patriotiques* avec Carra et Mercier. Il comptait parmi les acteurs du 10 août 1792; ce fut lui qui provoqua la réunion de Chambéry à la France. Le 29 octobre 1792, l'Assemblée nationale des Allobroges, tenue à Chambéry, le nomma comme député de la Savoie auprès de la Convention nationale. Il servit sous Carteaux contre les fédéralistes, dirigea le siège de Lyon, en 1793, commença celui de Toulon et passa ensuite à l'armée des Pyrénées. En 1796, il eut le commandement de Metz. Il vint se fixer à Carouge pour s'y reposer des fatigues de ses campagnes et consacrer ses loisirs et ses talents à la rédaction d'un journal et à celle de ses mémoires politiques. Des ouvrages qu'il fit imprimer à Carouge chez Jacques-Barthélemy *Spineux*, nous citerons les suivants :

« *Essai sur les calomnies dont on peut être accablé en révolution.* »

« *Le Code du bonheur* » réfutation du *Code du bonheur* du Bernois d'Erlach.

Ses « *Mémoires politiques et militaires*, » contenant des notices intéressantes et impartiales sur la Révolution française, sur les Sociétés populaires, sur la Révolution des Allobroges et la réunion de la Savoie à la France, sur la guerre dite du fédéralisme, sur la livraison de Toulon en 1793, sur la guerre des Pyrénées-Orientales jusqu'au moment de la paix conclue entre l'Espagne et la France.

Enfin le journal *L'Echo des Alpes* ou *Vedette littéraire, politique et commerciale de trois grandes républiques.* »

Le général *Doppet* est mort en 1800, à Aix, en Savoie,

Paris, le 26 Nivôse, an VI.

à L.-A. Brun.

« Vos vœux, mon cher Brun, et ceux de tous les amis de la liberté sont exaucés. — Le citoyen *Déona de Cointrin* remplace comme commissaire du pouvoir exécutif le citoyen abbé *Mégard*, d'aristocratique encolure. La destitution de l'un et la nomination de l'autre sont signées d'aujourd'hui. Seront de plus destitués votre agent, son adjoint et ceux qui servent la République dans le même sens. On fera maison nette des *fourbes* qui n'acceptent des places que pour tout entraver. Le directeur des postes de Pontarlier a été également destitué et celui de Ferney-Voltaire n'ira pas loin.

« Les nouvelles du pays m'ont fait le plus vif plaisir, mais elles ne sont pas suffisantes. Répétez leur :

1° Qu'ils doivent, de toute nécessité, m'envoyer des pétitions pour réclamer la garantie et la protection du Directoire et *se hâter*, car il n'en est encore point arrivé et *l'on pourrait se lasser d'attendre*. Ils peuvent les adresser directement au président du directoire ou à Mingaud ou à Mangourit ou à moi, ou à quelque autre. Le plus sûr serait d'en envoyer plusieurs doubles à la fois.

« Répétez leur : 2° Qu'ils ne doivent pas se laisser amuser par des négociations avec les commissaires bernois qui seraient inutiles et tendraient seulement à leur faire manquer le moment favorable. Il faut que *tout soit terminé très-vite*.

Répétez leur : 3° Qu'ils doivent arrêter les commissaires ainsi que les baillis et les garder comme otages et s'ils osaient se permettre des voies de fait, qu'ils n'aient pas la sottise de les ménager. Un seul bailli ou commissaire frappé, le prestige qui les fait craindre n'existera plus. En un mot, qu'ils se débarrassent à tout prix de ces incommodes émissaires de leurs ennemis.

« Répétez leur : 4° Qu'ils s'emparent des bureaux de postes. Est-il possible qu'ils abandonnent à leur ennemis cette arme puissante qu'ils tourneraient avec tant d'avantage contre eux en permettant les abonnements aux journaux et la libre entrée de tous, grand-dieux ! Est-il possible qu'ils oublient des articles de cette importance ?

« Répétez leur : 5° Qu'ils chassent à l'instant les émigrés, sans excepter ceux de Genève.

« Répétez leur : 6° Qu'ils transmettent fidèlement ce qui arrive

aux citoyens Mingaud et Mangourit et ne mettent plus de faux frères parmi leurs commissaires.

« Répétez leur: 7° Qu'un commissaire français leur sera envoyé pour diriger leur marche vers le grand but: *l'indépendance du Pays de Vaud* et la formation d'une République helvétique dont le Pays de Vaud formera un canton ou département.

« Répétez leur: 8° Qu'une colonne de l'armée d'Italie se tiendra à portée de les secourir au besoin pourvu qu'ils se montrent; mais pour cela il faut ériger des arbres de liberté, renvoyer les baillis, se former en assemblée délibérante et demander la garantie française.

« Au nom de Dieu, faites leur connaître qu'ils aient à se conformer à ce qui précède. — Tout ira bien s'ils mettent plus d'énergie.

« Les Genevois font tant de sottises qu'ils pourraient à la fin s'en repentir. On ne veut pas d'eux ici, et il serait très-fâcheux pour le pays de Vaud d'être accolé à de si mauvaises têtes.

« Les députés ont été refusés. On m'a assuré que la décision de votre affaire approchait: il y en a beaucoup à désirer.

« L'incluse que vous m'avez envoyée a été remise par moi à son adresse, et la personne a lu toutes les pièces en ma présence.

« LA HARPE. »

Paris, le 30 Nivôse, an VI.

à L.-A. Brun.

« J'ai reçu votre lettre du 21 Nivôse et je vais passer chez M. Mallet pour votre incluse. Hier, le poursuivant auprès du Ministre m'assura que votre question allait être soumise au premier jour, et me donna des espérances: je ne perds point cet objet de vue.

« Je vous tiens le plus grand compte de vos attentions envers ma mère. Avisez.... le commissaire du Pouvoir exécutif Déona. Je crois le Résident peu zélé, pour ne rien dire de plus. Mangourit vaut bien mieux. J'ai reçu une lettre de Guigues, timbrée Ferney-Voltaire, ayant à côté du cachet déchiré ces mots: La présente a été décachetée par le commissaire du Pouvoir exécutif près le canton de Ferney, conformément à la loi.

« J'espère que le directeur des Postes de Ferney et le citoyen Mégard s'en abstiendront dans la suite.

« Vous me parlerez sans doute du voyage des trois Bernois vers Masséna. Je n'ai pas lieu de soupçonner qu'on me trompe. Quand cela serait, le mieux serait encore de faire de bonne grâce ce qu'on ne peut refuser. — Le Pays de Vaud doit devenir indépendant sous le titre de République lémanique, puis former un canton de la République helvétique une et indivisible qui va être établie. Je n'ai que le temps de vous faire passer les papiers inclus; répandez-les.

« Mon libraire fait réimprimer ma réponse à Desvignes (1). J'y ajouterai une appendice pour *Mulinen* et dans peu je donnerai à d'Erlach son reste.

« Au reste, ces messieurs vont probablement courir le monde avec leurs amis les éniègrés. Bâle fait sa révolution et cela ira. Adieu. Faites donc que Bergier et autres m'écrivent; je ne reçois rien.

« LAHARPE. »

« Adressez-en à Payerne, au capitaine des mousquetaires, Frédéric *Comte*; au capitaine des chasseurs, Frédéric *Perrin*; au lieutenant des mousquetaires, *Ney*; cafetier, à Avenches; à M. de Treytorrens de Quevaud.

Lausanne, 23 janvier 1798, (2 Pluviôse, an VI).

à L.-A. Brun.

« Si vous saviez, cher citoyen, les affaires multipliées dont je suis chargé, vous ne montriez pas d'humeur de mon silence; la chose va bien. Le Comité central est organisé et va se constituer demain; nous avançons à grands pas vers le but. Je vous en dirai davantage de bouche, devant partir sous peu de jours pour Paris en députation avec d'autres au Directoire exécutif.

« En attendant, les députés des trois quarts des villes et

(1) Réponse du colonel Laharpe à *M. Desvignes*, seigneur de Givrins, suivie de quelques observations relatives à l'écrit de *M. de Mulinen* intitulé: « *Recherches historiques sur les anciennes assemblées des Etats du pays de Vaud.* » Paris, in-8°, 1798.

communes du pays sont ici et parfaitement disposés. Berne refuse, mais nous allons également en avant et ne les craignons plus.

« J'ai reçu vos lettres et envois.

« Adieu, tout à vous.

« D. B. »

« Mettez moi au courant de ce qui se passe dans vos environs. »

Paris, le 4 Pluviôse, an VI.

à L.-A. Brun.

« Bien obligé, mon cher ami, pour votre lettre du 24 et les incluses. »

Voici la réponse de M. Mallet :

« Ce n'est pas la marche à suivre. Il n'est point nécessaire de présenter ses titres de ventes à l'administration du Département, mais quand on a acheté, on envoie son procès-verbal d'adjudication à Paris pour être présenté à la trésorerie qui fait alors les opérations nécessaires sur les titres de ventes pour effectuer les paiements.

« D'après cela, vous n'avez qu'à aller en avant. Je souhaite seulement que vous soyez plus heureux que moi. Il y a huit jours que j'essayais d'obtenir une ferme dans la Brie, mais elle fut poussée jusqu'à 31 $\frac{1}{2}$ fois la première enchère.

« Faites-moi le plaisir d'expédier au plus vite l'incluse qui presse; vous aurez reçu mes instructions imprimées. On réimprime ma réponse à Desvignes, avec des observations sur la brochure de Mulinen, quelques mots sur d'Erlach et la réponse à la proclamation bernoise.

« Les Genevois ont arrêté deux de mes ballots : voilà ce qu'on m'écrit. Ils ont le diable au corps.

« Je sors de parler avec Masséna. A propos, on a bien ri de la lettre du trésorier de Gingins, envoyée au général par Rovéréaz et le capitaine Rigot.

« Rovéréaz (1) a remis de plus un mémoire pour faire croire

(1) *Rovéréaz* (de), Ferdinand, né à Vevey, le 10 février 1763. En 1782, il était capitaine de carabiniers, puis major du département d'Aigle qu'il échangea plus tard contre celui de Morges. Partisan bernois, il se rendit à Berne en 1798, où il forma la *légion romande* ou *légion fidèle*, corps de volontaires vaudois qui fut licencié quatre jours après la capitulation de Berne, soit le 9 mars 1798. Il mourut dans un voyage en Italie, à Baveno (lac Majeur), le 8 août 1829.

que les brouillons seuls voulaient un changement et pour calomnier le pays ; il n'a persuadé personne, mais je recommande qu'on lui donne les écrivains.

« On n'attend ici que la déclaration d'indépendance du Pays de Vaud pour parler à messieurs de Berne, comme ils le méritent. — Ils sont décidément perdus. — On est dans les meilleures dispositions. Ayez courage.

« Tout à vous,

« LAHARPE. »

Paris, le 6 Pluviôse, an IV, de la régénération des Peuples et la première de la Liberté Helvétique, à dater du 10 janvier 1798.

à Monsieur Bergier (1) de Joutens, maison Wulliamoz en Etroz, à Lausanne.

« Mon cher Bergier,

« Je viens de recevoir vos deux lettres des 16 et 17 et j'ai reçu les précédentes des 11 et 13. De votre côté, vous avez reçu les miennes du 30 Nivôse et du 3 Pluviôse.

« J'ai reçu dans le même paquet une lettre beaucoup trop flatteuse du *Comité de réunion des réclamants du Pays de Vaud* dont le contenu m'a vivement touché. Rendez-vous mon interprète auprès de ses membres, en attendant que je puisse le faire moi-même, ce que je ne puis faire par ce courrier,

(1) La famille des *Bergier* compte plusieurs membres très distingués. *Bergier* Jean-Pierre-Elie, seigneur de Vuarrens, fils de Jean-Jacob Bergier, officier au service de Hollande, né à Lausanne, le 26 juin 1743 devint conseiller à la mort de son père, boursier, puis banneret. Après la proclamation de l'indépendance du Pays de Vaud, il fut élu le 24 juin 1798, membre de l'Assemblée représentative provisoire, qu'il présida. Le 13 mars 1798, il fut appelé à la Chambre administrative, puis le 16 avril 1803 au Petit-Conseil, charge qu'il conserva après le remplacement de cette Assemblée, le 30 janvier 1815. J.-P.-E. *Bergier* mourut en 1822.

Bergier Jean-Samuel, fils de Joseph-Samuel, d'Illens, seigneur de Forel, naquit à Lausanne, le 4 janvier 1758. Il occupa diverses charges militaires en Sardaigne, en France et en Suisse. Il rendit de grands services à son pays. Sa mort date du 6 août 1825.

étant travaillé d'un gros rhume que j'ai attrapé dans mes courses et de plus très-affaîré.

« Votre lettre du 16 a été portée hier soir même au Directoire Exécutif par un représentant du peuple qui s'intéresse vivement au succès de nos affaires et que je chargerai d'explications ultérieures. Continuez, mon cher ami, à me tenir bien au courant, afin que les faits étant bien connus, on puisse prendre à l'instant les mesures convenables.

« Votre déclaration aux commissaires m'a fait un vrai plaisir. Voilà de l'énergie et j'espère bien que vous n'en serez pas demeuré là, car, tant que vous aurez ces hommes au milieu de vous, ils trameront avec impudence et vous ne ferez rien de décisif.

« Vos premières m'apprendront, je l'espère : 1° que la convocation de vos assemblées primaires a eu lieu ; 2° que vos députés sont nommés et réunis à Lausanne ; 3° que vous êtes déjà Assemblée délibérante réunissant tous les pouvoirs ainsi qu'une Convention ; 4° que vous avez chassé vos Bernois ou que vous les avez mis en état d'arrestation pour servir d'otages. (Pourquoi, par exemple, ne pas saisir déjà ce bailli de Morges qui a signé les rogatoires pour la capture de *Junod* ?) ; 5° que vous avez décrété votre indépendance ; 6° que vous avez formé un *gouvernement provisoire* et décrété des remerciements au Directoire Exécutif en réclamant sa protection ultérieure ; 7° que vous avez adressé tous ces décrets aux peuples des autres cantons, en les invitant à briser leurs fers et à organiser leurs gouvernements provisoires afin qu'on puisse s'occuper tout de suite de la Constitution qui doit donner à la République helvétique l'union et l'énergie.

« Vous avez vu par mes dernières que je m'affligeais de voir nos ennemis conspirer tranquillement contre nous, sans aucune opposition de votre part, de l'espèce de soumission servile dans laquelle vous persistiez à demeurer, des longueurs apportées dans vos opérations et qui donnaient le temps de vous travailler, de vous désunir, etc...

« Je ne serai tranquille que lorsque j'apprendrai que votre Assemblée est constituée et votre indépendance déclarée, d'abord, parce que ces opérations sont les seules qui puissent vous garantir complètement et puis parce que votre révolution étant faite, les troupes ne mettront pas le pied sur votre territoire.

« On imprime dans ce moment le plan de la Constitution provisoire de la République helvétique. Le principal rédacteur est Ochs, Daunou s'en est aussi occupé et a été consulté. Il a ensuite été mis sous les yeux du Directoire.

« La déclaration des droits en est excellente ; il me paraît propre à tout concilier. Il sera, d'ailleurs, nommé une *Assemblée constituante* destinée à s'occuper tout de suite et exclusivement d'une *Constitution permanente*, tandis que l'Assemblée représentative et le Directoire provisoire de la République helvétique gouverneront jusqu'au moment où l'acte constitutionnel permanent sera accepté.

« Suivant le plan provisoire, la République helvétique consistera au moins en 18 et au plus en 22 cantons ou départements. On en formera trois de la République de Berne, la Thurgovie formera un canton, le Rhinthal, Gaster, Vezén, Uznach et Sargans formeront un autre ; Saint-Gall, l'Abbaye, le Toggenburg un autre ; Zoug, Baden et les baillages libres un autre, etc...

« L'Assemblée représentative de 120 personnes sera divisée en Conseil des Anciens et Conseil des Jeunes, dont le premier sera la moitié du second.

« Les députés seront six ans en place et ceux d'un Conseil ne seront jamais réélus la même année que ceux de l'autre. Ainsi, le tiers sortant des anciens étant remplacé en 1798 par un nouveau tiers sortant des jeunes ne sera remplacé, qu'en 1799, afin que les nouvelles élections ne produisent aucun mouvement convulsionnaire dans les Conseils.

« Il y aura un Directoire de cinq membres. Son élection est très-ingénieusement imaginée. L'un des Conseils nommera les candidats et il y aura une réduction par le sort, et ce sera l'autre Conseil qui choisira ; mais le droit de proposer et celui de choisir seront tirés au sort au moment même de l'élection, afin qu'on ne puisse pas briguer la faveur d'un Conseil aux dépens de l'autre.

« Les inconvénients de détail qui pourraient se présenter seront pris en considération par le corps constituant chargé d'examiner le plan provisoire, de le corriger, d'y suppléer, etc...

« En attendant que cela puisse avoir lieu (et ce sera bientôt), organisez toujours au milieu de vous un Gouvernement provisoire, afin que le passage de l'ancien ordre de

choses à celui d'aujourd'hui se fasse aussi peu sentir que possible. Je vais vous envoyer les *Lettres de Philanthropus* (1); peut-être qu'elles pourraient vous être utiles. Au reste confirmez provisoirement les magistratures actuelles et que l'assemblée représentative (représentant le souverain) nomme un Comité de Gouvernement responsable et quelques bureaux pour faire exécuter. Communiquez aux Bâlois ce que vous avez fait. Le canton ou la République de l'Argovie suivra votre exemple, ainsi que celui de Fribourg; et avant qu'il sera peu, vous aurez toute la ligne, Berne comprise, depuis Bâle et le Rhin jusqu'au Léman. Le reste suivra.

« On s'occupe à vous procurer un bon commissaire; je crois que ce sera provisoirement celui de St-Maurice. .

« Je vous écrirai après demain en vous envoyant des détails ultérieurs sur l'organisation. Vous aurez sans doute reçu mes instructions imprimées.

« Je sais, mon cher ami, qu'il a été question chez vous (on me l'a même écrit officiellement et on m'en a prévenu), de me nommer à quelque place. Je vous prie de l'empêcher à tout prix; voici mes motifs:

1° On m'accuserait d'ambition d'avoir désiré une Révolution pour m'emparer du pouvoir, pour me venger, etc... Je dois prouver que cela n'est pas.

2° Ceux que la révolution aura maltraités ne verront qu'avec horreur celui qui y a contribué: or, il convient de calmer, d'adoucir, de ramener par la confiance, de ne pas forcer à obéir à celui qu'ils regardent comme l'auteur de leurs chagrins.

« 3° Accoutumé depuis quelques années au genre polémique, mes opinions, mes discours en ont pris la teinte et elle ne vaut rien pour l'homme en place. Incapable d'aucune rancune, je pourrais être entraîné par esprit de parti, par amour-propre blessé, etc...

4° Dans les premiers moments, il faudra montrer peut-être de la sévérité. Celle que je montrerais passerait pour l'effet de la passion et cette crainte pourrait m'engager à mollir, ce qui serait très-fâcheux.

5° Il existe parmi vous beaucoup d'hommes instruits, amis

(1) *Lettres de Philanthropus* sur une prétendue révolution arrivée en Suisse, traduites de l'Anglais, extraites du *London Chronicles*. 1790. et accompagnées de notes, Paris. in 8° 1798,

des principes et de la chose publique que la prudence seule a empêchés de se mettre en avant, mais qui se sont montrés lorsque l'heure est venue. Ces hommes ne sont pas *des hommes de parti* qui aient chargé sur leur tête les inimitiés et les haines : voilà les hommes qu'ils vous faut.

Je vous prie donc, mon cher ami, de faire valoir ces raisons auprès de ceux qui croiraient que la reconnaissance exige d'eux un témoignage public en ma faveur. Ils ne peuvent me témoigner plus fortement leur reconnaissance qu'en cédant aux motifs que je vous expose et qui sont sincères. Je serai fâché d'être forcé à *refuser*, mais j'y suis décidé depuis longtemps. Je me suis donné l'exclusion le jour même où je présentai le mémoire qui a tout acheminé cinq jours après le 18 Fructidor ; je l'ai dit au Directoire Exécutif et l'on a senti la vérité de mes raisons.

« Lorsque dans deux ou trois ans tout sera calme, je me croirais quitte de cet engagement pris avec moi-même et, si mes concitoyens me jugent capable de les aider dans quelque place que ce soit, je me ferai un devoir d'y prétendre.

Aujourd'hui, je ne le puis pas, je ne le dois pas, je ne le ferai pas ; ce n'est pas une défaite : je serais fâché que vous me fissiez offre de ce que je devrais refuser. Je vous conjure de le prévenir.

« Croyez, au reste, que je ferai ici tout mon possible pour vous rendre tous les services que je pourrai et qu'à toute heure je serai au service de mon pays et des hommes généreux qui se sont mis à la brèche pour lui procurer la liberté.

« Dans le courant de l'été, j'irai vous faire une visite, mais j'ai grand besoin d'aller me refaire à la campagne et d'oublier, au milieu des arbres et des fleurs, les diatribes haineuses par lesquelles il a fallu passer pour arriver où nous sommes ; ma santé l'exige, car elle a souffert ; mais, si mon corps est affaissé, mon cœur et mon âme n'y participent pas et l'un et l'autre vous sont dévoués.

« Saluez tous les amis. »

« LAHARPE. »

Paris, le 20 Pluviôse, an VI.

à L.-A. Brun.

« Bien obligé, mon cher ami, pour votre lettre du 13 et pour tous les soins que vous vous êtes donnés. Bergier m'en a

fait le récit et je ne puis assez vous en témoigner ma reconnaissance, j'aurai soin de l'affaire relative aux donneurs de passeports.

« On m'assure encore que votre procès va être décidé dans peu. Quant à la lettre pour le citoyen Demarre, par deux fois j'ai cherché sa demeure sans la trouver, mais je vais chez Sablet pour en savoir des nouvelles. On a décoré le salon d'exposition du Louvre avec les tableaux d'Italie, Sainte-Cécile, le Saint-Jérôme du Corrège, le Massacre des Innocents du Guide, l'Assomption du Guide, Saint-Job, mis sur le trône, aussi du Guide, etc., etc.

« La fièvre me prend dès que j'y mets les pieds.

« Les députés ont été accueillis à merveille. Le lendemain de leur arrivée, ils furent conduits chez le président du Directoire où se trouvaient Reubel, Merlin et Lareveillère qui les entretenrent pendant plus d'une heure. Le surlendemain, ils dînèrent chez le Ministre qui les a fort bien traités. Ils ont eu de la bouche même des directeurs ce que j'ai assuré cent fois, qu'il n'était pas question d'incorporer le pays de Vaud, mais de le joindre au reste de la Suisse pour en faire une République et indivisible. Aujourd'hui, ils en sont convaincus et regrettent de ne m'avoir pas cru plus tôt en exécutant un mois auparavant ce qu'ils ont fait depuis, mais nos concitoyens ont toujours été des ânes et le seront longtemps encore. L'affaire essentielle aujourd'hui, et ils en sentent toute l'importance, est de faire accepter la Constitution (ouvrage d'Ochs corrigé par le Directoire) sans délai, non pas seulement par les communes vaudoises, mais par celles de Fribourg et du Valais. Cette mesure doit être prise tout de suite. *Dites leur bien que, s'ils perdent leur temps à délibérer comme de vieilles femmes, ils s'exposent à voir l'Empereur se mêler de cette affaire et que s'il s'en mêlait, on ne pourrait prévoir ce qui arriverait.*

« Il y a longtemps, vous le savez, que je tiens ce même langage. Si par leur manie délibérante ils perdent le temps et veulent encore des explications, *je vous prédis que la Suisse ne demeurera pas indépendante et intacte.* Le Directoire Exécutif veut absolument qu'elle soit l'une et l'autre, mais si les Suisses sont des fous ou des imbéciles, il n'ira pas recommencer la guerre pour l'amour d'eux.

« Il faut qu'avant trois décades la Suisse soit entièrement révolutionnée et que la Constitution y soit acceptée tout de

suite ; redites-le leur, redites-le leur, je vous en conjure. Cette Assemblée représentative me paraît très-mal cheminer. Elle n'a pas osé proclamer encore l'*Indépendance et le Canton Lémanique*. Elle renferme ou des ânes ou des malveillants et je vois avec peine que le citoyen Crud, homme intelligent et probe, mais commissaire bernois, il y a trois semaines, y ait été admis. Il faut des hommes prononcés sans quoi on les fracto-divisera.

« Envoyez, je vous prie, les incluses.

« Je ne puis rien vous dire de Genève, mais vous pouvez être sûr qu'on veut l'indépendance et l'intégrité de la Suisse, qu'on veut *sincèrement* en former une seule République et que le seul obstacle peut venir de l'ânerie ou de la sottise de nos chers compatriotes. Je suis très-mécontent de leurs opérations, mais très-mécontent.

« LAHARPE. »

Paris, le 28 Pluviôse, an VI.

à L.-A. Brun.

« Je me hâte, mon cher Brun, de vous transmettre la copie du billet ci-dessous :

« Nous apprenons que le Ministre des finances a invité l'Administration centrale du Mont-Blanc à lui adresser sans délai neuf pièces désignées dans sa lettre au sujet du citoyen Brun, mais comme la réponse n'arrive point et qu'il y a 17 jours que la lettre est partie, nous pensons qu'il serait à propos que vous écrivissiez promptement au citoyen Brun pour l'engager à faire accélérer cette réponse et à vous prévenir du jour de l'envoi, afin que sur l'avis qu'on en aura on puisse continuer les soins nécessaires à faire terminer cet objet. — Le 6 Pluviôse.

« Nos députés sont encore ici et ce qui est bien digne de nos gens, ils n'ont pas encore reçu une lettre du pays ; parlez-moi de pareils gouvernants !

La Constitution pour l'amalgame de la Suisse paraît trouver beaucoup d'opposition dans vos contrées ; ne dirait-on pas que c'est la mer à boire de s'unir à des hommes qui ne parlent que l'allemand ?

« Si l'on ne veut pas de cette union, on pourrait tâter d'une autre.

« Adieu, très-pressé,

« LAHARPE. »

Paris, 6 ventôse, an VI.

« Très-pressé.

« Je vous ai écrit le 4. On dit que les Genevois font des bêtises.

« Ils ont juré *de se casser le col* (1).

« LAHARPE »

Paris, 8 Ventôse, an VI.

à L.-A. Brun.

« Je viens de recevoir votre billet du 18 février et les incluses dont j'aurais soin. J'envoie dans ce moment celle pour Mallet.

« Nos députés sont repartis ce matin fort contents; ils trouveront sans doute le sort de Berne décidé. L'opiniâtreté de cette ville retarderait seule l'acceptation de l'Acte constitutionnel.

« J'aurai soin de ce qui concerne votre douane, mais envoyez-moi des faits.

Le citoyen Coursier (2), de Ferney, ci-devant directeur du bureau des Postes, est venu se plaindre d'avoir été destitué

(1) L'allusion est relative à leur annexion à la France. En effet, ce fut dans la séance du 13 juin 1798 que les membres du Conseil de la République genevoise, après avoir fait des vœux pour le bonheur des citoyens sous le *nouvel ordre de choses où ils vont entrer* et s'être fait réciproquement leurs adieux, déposèrent les pouvoirs que le souverain leur avait confiés et terminèrent ainsi les séances du Gouvernement de la République de Genève. — Les troupes françaises étaient déjà entrées dans Genève, le 15 avril 1798, à midi trois quarts, pendant la séance de l'Assemblée souveraine.

(2) Ce citoyen fut réintégré dans la suite, un sieur Borsat qui l'avait remplacé ayant reçu sa révocation (Registre du Conseil de Genève, séance du 3 janvier 1798).

sans fondement et ensuite de dénonciation mal fondée. Comme justice doit être rendue, je vous prie de prendre sur les lieux des renseignements sur le dit, sans paraître y prendre aucun intérêt. Si je vois que ceux qui m'avaient été envoyés de Suisse sont erronés, je me ferai un vrai plaisir de lui faire rendre justice.

« Ne perdez pas de temps afin que je puisse prendre un parti. Si ce citoyen est réellement un contre-révolutionnaire déguisé qui ait favorisé nos ennemis, je m'abstiendrai de toutes démarches; dans le cas contraire, je n'en épargnerai aucune pour réparer le tort qui peut lui avoir été fait.

« Les Genevois ont fait tout ce qu'ils ont pu pour nous nuire. Ce sont des fous dont le mal est inguérissable; ils s'imaginaient bonnement que le sort de leur ville devait fort intéresser le Pays de Vaud, et ne cessaient de me faire écrire que si l'on ne levait pas les défenses qui les concernent, jamais la révolution n'aurait lieu en Suisse. Je n'ai point été dupe de leurs propos et bien m'en a pris. Au reste, j'ignore si l'on prépare à cette ville le sort de Mulhouse, on n'en parle pas; mais il me paraît impossible que, tôt ou tard, elle ne doive suivre le même exemple, et ce sera tant pis pour ses voisins, car ses habitants ajouteront à leur vanité, déjà si insupportable, l'orgueil d'appartenir à la Grande Nation.

« La Constitution helvétique paraît avoir beaucoup d'ennemis, ce qui fait pourtant son éloge; c'est qu'elle a contre elle tous les ambitieux dont elle détruit les espérances.

« Du reste, on modifiera ce qui peut en être susceptible.

« Salut et joie,

« LAHARPE »

Lucerne, le 22 novembre 1799.

à L.-A. Brun.

« Je reçois dans cet instant votre charmant billet pour lequel je vous remercie, ainsi que pour la proposition que vous me faites.

« C'est de bon cœur que ma femme et moi acceptons.

« J'espère que l'influence du garnement *Frédéric César* sera atténuée par celle de sa femme qui vaut bien mieux que lui.

• Il paraît que vous ne travaillez pas mal, car si je ne me trompe, voilà le troisième (1) depuis trois ans. Je n'ai pas le même bonheur, et, ma foi, dans ma position, peut-être n'est-ce pas un mal?

« Ma femme, très-sensible à votre bon souvenir, me charge de vous faire bien des compliments ainsi qu'à Madame.

« Recommandez à notre ami Lombard de ne pas faire le *Gilles* en tenant sur les fonts; faites-lui bien mes amitiés.

« Je fais mon possible pour ne mettre en place que ceux qui sont bons. Le malheur est qu'on trouve peu d'hommes formés parmi les patriotes : la nécessité force d'employer ceux qui ont une capacité quelconque.

« Croyez que s'il ne tenait qu'à moi, on aurait une bonne et longue paix. Je ne suis séduit que par les tableaux des jouissances domestiques.

« La jouissance d'un pouvoir n'a nul attrait pour moi, et j'espère qu'en me revoyant, vous trouverez que je ne me suis point enivré en buvant à sa coupe : C'est une horrible galère! Pas un moment à soi et tant de choses désagréables.

« Repont va fort bien.

« Auguste Guigues est nommé sous-lieutenant dans notre légion.

« Mes hommages à Madame. Pensez quelquefois à moi, et buvez de temps en temps à la santé de votre ami d'enfance.

« LAHARPE. »

« Sans date.

à L.-A. Brun.

« Je vous dirai, cher compatriote, que si on parlait d'après son impulsion, on ferait des fois mieux; nous n'avons su faire jusqu'à présent qu'obéir. Notre essai s'est fait la nuit du 23 au 24 mai. Comme par les ordres qu'on nous a apportés à ce même moment, on nous dit : Ne touchez pas aux autorités constituées jusqu'à nouvel ordre, nous l'avons fait.

« Nous avons fait notre Révolution, mais il faut faire toni-

(1) La naissance de ce *deuxième* enfant portant les prénoms de La Harpe est du 3 Brumaire 1799. (Voir page 67.)

ber Berne, et ce n'est pas nous qui le pouvons, puisque nous n'avons ni poudre, ni plomb et nos autorités ne peuvent être changées que par les Assemblées primaires qui se feront jeudi.

« Au surplus, citoyen, l'hydre qu'il fallait renverser n'était pas si fameux, donc, il ne demandait pas de si puissant moyen. Il n'y a qu'une couple d'intrigants, auxquels même on ne fait pas d'attention. J'espère que sous peu tout sera fini.

« Salut, joie et santé, comme votre concitoyen

« BONNARD. »

Après les intéressants détails que révèle cette correspondance sur les événements *franco-vaudois*, il est bon de mentionner un fait qui dénote la confiance dont jouissait Brun auprès des autorités françaises.

La veille du jour où la frontière suisse fut franchie, l'état-major général du corps d'armée française qui a rendu libre le pays de Vaud, soupa et passa la nuit dans la demeure de Brun, à Versoix-la-Ville.

* * *

L'activité de Louis-Auguste Brun se retrouve aussi dans l'administration municipale de Versoix. — Après avoir fait partie du Conseil de commune, il fut élu maire, en l'an IX de la République, en remplacement de M. Jean-Gaspard Mégard, démissionnaire (1).

(1) *Mégard*, Jean-Gaspard, né à Versoix, le 16 Août 1758, était fils de Mathieu Mégard, avocat à la Cour et lieutenant en l'élection du Bugey ; il mourut à Eccogia, commune de Versoix, le 17 Juin 1827. En 1815, il se trouvait à Paris ; c'est de cette ville que le 9 Décembre, il écrivit au Conseil de la République genevoise « qu'il donne son adhésion aux Lois du canton de Genève, fait hommage de fidélité au gouvernement et demande protection pour être inscrit sur la liste des officiers qui devront être présents à M. le comte Auguste de Talleyrand, ambassadeur en Suisse, chargé é

La situation de cette commune était loin d'être prospère. Depuis la période révolutionnaire, elle avait été privée d'ecclésiastique. Des missionnaires y célébraient le culte clandestinement. Au jour de la décade, et dans l'église appelée temple de la Raison, le maître d'école, remplissant les fonctions pastorales, racontait les actions héroïques des défenseurs de la patrie, en tirait des conclusions morales, faisait chanter des hymnes patriotiques ou réciter le catéchisme républicain. L'autel de l'église n'avait d'autre ornement qu'un buste de la déesse Raison; le curé Jean-Marie Mudry (1) le fit enlever plus tard, en 1816. Rien ne justifie mieux l'état de délabrement de l'église à cette époque, que la rubrique mentionnée dans une note payée au sieur *Tissot*, soit « dix florins, prix de « fournitures d'huile et de blanc de Troyes pour faire du mas- « tic à l'autel afin d'empêcher l'introduction des fourmis qui « s'y étaient établies. »

Le représentant du peuple *Albitte*, à diverses reprises reçu à Versoix, et qui avait été envoyé pour l'exécution des mesures de salut public et l'établissement du gouvernement révolutionnaire dans les départements de l'Ain et du Mont-Blanc, justifie par une lettre à ses frères jacobins, de Germinal, an II, les dispositions dans lesquelles se trouvaient nos populations rurales (2).

des capitulations militaires, comme aspirant à entrer aux gardes suisses. » Le capitaine Mégard remit à l'appui de sa requête divers certificats. Noble Schmidtmeyer, qui le connaissait particulièrement, fut chargé de lui répondre que lorsqu'il s'agira de former des gardes suisses, on prendra sa demande en considération. (Séance du Conseil de la République de Genève, du 25 Décembre 1815).

Le 9 Janvier 1816, le Conseil genevois accéda à la demande de M. le capitaine Mégard.

(1) Voir ma *Relation historique sur les cultes à Versoix dès les anciens temps à nos jours*, insérée au *Bulletin de l'Institut national genevois*, 1877.

(2) *Ternier et St-Julien. Essai historique*, par César Duval.

« Les patriotes, écrivait-il, sont à la hauteur des circonstances dans les départements où je suis envoyé. — Le char révolutionnaire roule rapidement, malgré les obstacles que les intrigants cherchent à semer sur la voie que la liberté a frayée.

« Le fanatisme fuit du département de l'Ain. Les aristocrates sont en lieu de sûreté, les sans-culottes chantent la carmagnole en détruisant tous les hochets de la superstition.

« Les ci-devant prêtres, pour la plupart, consentent à dire au moins une fois la vérité. Le peuple la saisit avidement et ne la laissera plus échapper. Les égoïstes crient, les intrigants se démènent en cent manières différentes, mais je tiens ferme.

« On ne voit plus ni cloches ni clochers, les châteaux-forts disparaissent et les revenus des gens suspects servent à la République.

« La lumière, enfin, pénètre et dissipe les ténèbres de l'erreur et de l'ignorance dans des lieux où le fédéralisme avait jeté de profondes racines.

« Enfin, tout va bien dans les départements, si le modérantisme, consolateur officieux des coquins, ne parvient pas à rendre nos efforts inutiles. »

* * *

La position frontière de Versoix ne fit qu'accroître la surexcitation qui y régnait alors. Outre cela, l'effet des nombreux pamphlets révolutionnaires, répandus à profusion dans tous les villages, et dont la plupart étaient imprimés à Versoix, n'eut pas pour but d'affaiblir cette surexcitation des esprits.

Quelques mots à ce sujet deviennent nécessaires, à titre de complément aux renseignements que nous avons eu l'occasion de fournir dans nos précédentes publications historiques sur Versoix.

A Versoix-la-Ville, il existait une imprimerie tenue par un

sieur *P. Mozer*, dès le 15 septembre 1791; dans l'état des patentes de Versoix-la-Ville, du 14 février 1792, elle est taxée à 5 livres 15 sous d'impôt. L'imprimerie versoisienne attira sur elle les foudres du voisinage; la République de Genève, inondée de brochures révolutionnaires, chercha par tous les moyens possibles d'obtenir la suppression de l'établissement typographique de Versoix et celle de semblables ateliers établis dans les communes, entre autres, au Grand-Saconnex.

Dans la séance du Conseil de Genève, tenue le 16 avril 1792, il fut communiqué une brochure en huit pages, intitulée : « *Premier cri des Patriotes genevois aux patriotes français, suisses et savoisiens.* » Cette brochure portant pour épigraphe « *La liberté ou la mort,* » avait été imprimée à Versoix, de là débitée dans le Pays de Gex et introduite clandestinement à Genève.

Le Conseil en prit connaissance : « Ce qui a frappé le plus dans cet écrit, disent les registres, c'est qu'il est rempli des plus infâmes calomnies contre le Gouvernement, les magistrats et des particuliers; c'est que l'auteur appelle ouvertement la nation française à employer ses forces pour tirer son parti de l'oppression sous laquelle il le représente comme gémissant, tandis qu'il excite ce parti à s'armer contre ses oppresseurs et à s'unir avec les libérateurs. »

Epouvanté des conséquences que cet écrit pouvait produire, le Conseil genevois instruisit une procédure contre l'imprimerie de Mozer et plus particulièrement contre Jacques Grenus et fils et De Sonnaz, auteurs présumés du libelle, et de diverses lettres et romances publiées par De Sonnaz dans le *Journal de Carrier*, à Lyon, et dans le *Patriote français* imprimé à Paris. Aucun argent ne devait être épargné pour se rendre maître des auteurs des libelles.

L'imprimeur Mozer fut attiré à Lausanne par le bailli de

cette ville, M. d'Erlach, avec lequel le Conseil de Genève entretenait correspondance. Un ouvrier de Mozer, nommé E. Jayet, s'ouvrit à l'auditeur genevois, M. Pictet.

Par leurs révélations, le Conseil genevois se trouva mis en possession soit d'un livre manuscrit portant la nomenclature des impressions faites à Versoix du 15 septembre 1791, au départ de Mozer pour Lausanne, soit d'un recueil de manuscrits et lettres de Jacques Grenus père, Grenus fils et De Sonnaz, au nombre de quatre-vingt une pièces, paraphées par l'auditeur Pictet.

Un nommé Astruc fut mis en état d'arrestation. Il avait été signalé au Conseil genevois comme ayant porté à composer à l'imprimerie de Versoix le manuscrit de l'écrit intitulé : *Mémoire sur les hôpitaux*, inséré dans la *Vedette nationale* n° 14, publiée par Jacques Grenus ; cet écrit, selon le procès-verbal du Conseil du 15 avril 1792, « est rempli de calomnies atroces contre l'administration du Gouvernement et des maisons de charité. »

Une pauvre marchande, âgée de 70 ans, nommée L. Deria, veuve d'Etienne Midré, fut aussi détenue à Genève pour avoir débité en cette ville les libelles de Versoix. Censurée par le Conseil, ce corps l'obligea « à demander pardon à Dieu et à la Seigneurie et la condamna à quinze jours de prison en chambre close, y compris celle qu'elle a subie, à garder sa maison pour prison domestique pendant un mois à ses dépens. Il lui fut fait très-expresse défense de vendre ou distribuer aucune brochure de quelque nature que ce soit, sous peine de châtiment. »

Les mesures répressives prises par le Gouvernement de Genève excitèrent l'attention générale sur les imprimés de Versoix. En séance du Conseil du 11 mai 1792, le syndic Naville annonça « qu'il a reçu à son adresse un imprimé in-

« titulé : « *Lettre du Club des Cordeliers de Paris* aux patriotes
« genevois, datée de Paris, le 24 avril dernier. Le sceau de
« cette lettre représente une sommité sur laquelle est élevée
« une pique portant le bonnet de la liberté et un étendard.
« La légende est : *Société de la propagande des Alpes, l'an IV*
« *de la liberté*. Les patriotes genevois sont exhortés à se sou-
« lever contre leurs tyrans et à briser leurs fers en se confiant
« en leurs forces et à compter sur l'amitié et l'assistance des
« Français. » Le syndic *Naville* ajouta à ces détails que cette
lettre lui paraissait être une réponse au *Cri des patriotes*
genevois.

Il y eut également conflit avec des Genevois à l'occasion de la présence à Versoix de quelques citoyens de la Ville non porteurs de la cocarde tricolore. Le litige est mentionné dans le procès-verbal du Conseil du 5 novembre 1792, lequel a trait à la liberté du passage dans Versoix : « Versoix est une terre
« française ; on doit y observer les lois de France qui or-
« donnent sous peine de mort, de porter la cocarde française
« Il n'y avait aucune parité entre les Genevois qui se trou-
« vaient à Versoix sans cette cocarde contre les lois et des
« français qui la portaient dans Genève où aucune loi de la
« République ne la leur interdisait. »

*
* * *

Par ce qui précède, on peut facilement se rendre compte de l'état matériel et moral de Versoix au moment où Brun fut appelé à la tête de l'administration communale.

Mais le nouveau maire, doué d'un caractère philosophique, sut lutter contre le double malaise dont souffrait cette localité.

Ainsi, en 1802, à l'occasion de la nomination de Napoléon Bonaparte comme Consul à vie, le préfet du Léman invitait à rendre solennelle la cérémonie de cette proclamation, ordon-

nant, en outre, le chant du *Te Deum* dans l'église paroissiale.

Brun accomplit scrupuleusement le programme préfectoral ; quant à l'exécution du chant religieux, il écrivit au préfet le 4 Fructidor :

« Comme nous n'avons aucun ministre du culte, le peuple
« a chanté seul le *Te Deum* que vous avez ordonné par votre
« arrêté. »

En 1805, le missionnaire Bêtems, qui exerçait à Versoix les fonctions du ministère dans le culte catholique, dût soumettre au maire Brun son adhésion « au concordat et aux évêques de France. » Une fois installé, ce curé prononça en chaire des paroles si extravagantes, qu'elles attirèrent sur lui l'inimitié des catholiques les plus influents de la localité. Brun eût à en pâtir. Le 15 Thermidor, an XI, il transmit au préfet l'expression des plaintes de ses administrés et protesta énergiquement contre les faux rapports déposés contre lui au sujet de désordres survenus pendant le service divin. Dans cette correspondance officielle, il exposait au préfet que le curé (qui était de Divonne) et auquel il avait rendu visite, avait formellement reconnu que lui, maire, était complètement étranger aux scandales qui troublèrent le service divin ; puis il lui annonçait que le 27 Thermidor, ce même curé n'avait pas osé sortir de Versoix dans la crainte d'être assassiné. C'était, ajoute le maire Brun, « seulement une volée de coups de bâ-
« tons que ces messieurs de Versoix se proposaient de lui
« administrer pour avoir parlé dans un de ses sermons contre
« les banqueroutiers frauduleux et autres voleurs. »

A ses spirituelles expositions satiriques, Brun joignait toujours une exquise délicatesse. Citons un exemple : Le 9 Pluviôse, an XII, il informe le préfet qu'une enfant a été trouvée sur la route, qu'il lui a fait prodiguer tous les soins nécessaires et procuré une nourrice, le tout, aux frais de la

commune. « Le *temporel* étant en règle, écrivit Brun, le plus
« essentiel reste à faire, puisqu'il est question de son salut et
« de savoir si elle sera damnée oui ou non. Je soumetts
« cette question délicate à votre haute sagesse et vous prie
« de me dire en réponse comment vous entendiez qu'elle soit
« baptisée et quel nom vous voulez qu'elle porte. »

La réponse est restée inconnue.

Quoiqu'un décret du 15 avril 1806 appela aux fonctions de maire le légionnaire Jean-Baptiste Terray (1), Brun continua de remplir cette charge jusqu'à la fin de l'année 1807; il démissionna régulièrement, le 15 novembre; sa retraite ne fut définitivement acceptée que le 24 décembre suivant.

Voici en quels termes il déposa ses pouvoirs en mains du préfet :

« Monsieur le Préfet,

« Mes affaires particulières ne me permettant pas de remplir plus longtemps les fonctions que j'occupe indépendamment de ce que je suis dans la nécessité de faire un voyage à Paris, je viens donc vous prier de me donner le plus tôt possible ma démission de maire de cette commune, place qui m'a occasionné tant de désagréments et par suite failli de me ruiner, ce qui serait probablement arrivé sans une lettre qu'a eu la bonté de m'écrire notre ministre de l'intérieur, M. Cretet, relative au singulier et extraordinaire procès que m'a valu la qualité que j'exerce depuis six ans et plus.

(1) *Terray* Jean-Baptiste, né au bois Sainte-Marie (Saône-et-Loire), le 9 janvier 1770, mort à Versoix, le 7 janvier 1818. Voir sa biographie, T. XXI de l'*Institut national genevois*, pages 119 et 120 dans mon travail historique sur *Versoix-la-Ville*, dite la *nouvelle Choiseul*, *Versoix-la-Raison*, *Versoix-le-Bourg*.

« Ce grand administrateur que j'ai eu l'honneur de connaître anciennement, prit, fort heureusement pour moi, connaissance à Versoix *de cette misérable futilité* ; c'est ainsi que son Excellence en a fait mention lorsqu'il a daigné, à Dijon, s'occuper un moment de ce petit ruisseau qui a fait tant de bruit près les tribunaux et que Monsieur le Préfet traverse si souvent dans ses promenades.

« Il est plus que probable que c'est à cet homme si distingué par ses rares talents que ma nombreuse famille devra de n'avoir pas été réduite à perdre une partie de son avoir, pour avoir vu leur père arroser son jardin, sans intention de nuire à personne, ce qui a été pratiqué pendant onze années consécutives, sans qu'aucun individu, durant ce laps de temps, ait pensé à élever la voix contre un fait consacré par toutes les autorités supérieures. Il a seulement été fâcheux dans cette désastreuse affaire que Monsieur le Préfet n'ait pas vu lui-même de quoi il était question, il aurait épargné bien de l'argent et bien des larmes à une famille malheureuse.

« En attendant ma démission de maire de cette commune que je vous ai demandée plusieurs fois verbalement et par écrit, j'ai l'honneur d'être avec le plus grand contentement.

LOUIS-AUGUSTE BRUN, *ex-maire*.

Les termes de la lettre de démission de Brun démontrent combien la charge de maire lui était devenue pénible. D'autre part, un long procès qu'il eut à soutenir au sujet d'un droit d'eau lui causa aussi beaucoup d'amertume, quoique le sujet de ce procès n'eut d'autre importance que celle qu'on lui donna par feinte ou par esprit de contrariété (1).

(1) Il s'agissait d'une dérivation de l'eau du canal de Versoix établi pour les besoins de Versoix-la-Ville. Cette prise d'eau, pour la propriété de L.-A. Brun, avait son point de départ près la route de Sauvignier ; elle descendait en forme de ruisseau ; à moitié chemin, elle était captée en partie dans un réservoir ; et, par des tuyaux souterrains, elle aboutissait à une fontaine jaillissante dans la cour de la propriété Brun. L'autre partie continuait son cours, traversait la grande route pour aboutir à une carrière. Cette eau provenant du trop-plein dégradait la route, gênait le passage des piétons, surtout dans les temps de gelée. La difficulté ne fut aplanie qu'après la réunion de Versoix au canton de Genève par le fait de la construction d'un aqueduc au travers de la route.

Ce fut le maire Brun qui reçut le « serment de fidélité à la Constitution et à l'Empereur » du maire qui lui succéda en la personne du légionnaire Terray.

Les membres de la famille des Bonaparte furent très-attachés à l'ancien maire de Versoix. Pendant les *Cent jours*, nom donné par les royalistes du temps au second règne de Napoléon I^{er} et qui comprennent du 20 mars 1815, jour où ce souverain arriva à Paris après avoir conquis la France sans brûler une amorce, et finissent au 8 juillet, date de la seconde Restauration de Louis XVIII, Brun abrita dans sa campagne de Versoix-la-Ville, Lucien, frère de Napoléon I^{er} et Joseph Napoléon, roi d'Espagne, qui dut s'enfuir lors de son séjour à Prangins.

La baronne de Staël, en résidence à Coppet, venait souvent chez Brun rendre visite aux Bonaparte. Dans une de ses lettres (1), cette femme illustre rappelle ainsi la fuite de Lucien du territoire vaudois : « Pour celui-ci, sans la femme de Code-
« rey (2), il aurait sûrement été arrêté. Les amis de Nyon
« lui remirent sur le pont du Cordon des papiers pour faciliter
« sa fuite, et comme il y avait à Coppet des troupes suisses
« qui l'embarrassaient, on le mit en bateau jusqu'à Versoix
« où il prit domicile chez le *jacobin* Brun ».

Les Bonaparte furent activement et inutilement recherchés par la police. Le 28 septembre 1815, le Conseil de Genève est « avisé que Joseph Bonaparte se tient caché à Founex
« (près Coppet), où il se trouve protégé. »

Dans la séance de ce Conseil, du 20 octobre 1815, M. le syndic de la Garde informe « que M. le colonel de Marval et

(1) *Musée suisse*, 1855, deuxième vol. p. 101.

(2) *Coderey* était un officier de gendarmerie en station à Nyon.

« M. Duplessis, ci-devant juge de paix au Pays de Vaud, at-
« tachés présentement à la haute police, sont venus chez lui
« rapporter qu'ils étaient chargés de la part de M. de
« Sonnenberg (1) de lui dire que M. Finsler (2) lui avait écrit
« pour lui apprendre que la Confédération ne voulait pas per-
« mettre que Joseph Bonaparte séjournât en Suisse et avait
« écrit au canton de Vaud pour qu'il fit des recherches dans
« son territoire de la personne du dit Joseph; que le canton
« avait nommé M. Duplessis pour s'occuper de cette mission;
« qu'il vient à Genève prendre des informations. M. le syndic
« de la Garde lui a répondu qu'il ne croyait pas qu'il fût dans
« le canton de Vaud. »

Les Genevois étaient loin d'être sympathiques pour les Bonaparte ainsi qu'on peut en juger par ces quelques extraits des *registres du Conseil*; la cause de cette antipathie sera justifiée après ces citations.

Séance du 23 janvier 1815. « Noble *Falquet* a rapporté dans
« la séance de relevée à une heure qu'il avait reçu de M. Albert
« Rilliet, conseiller municipal, une grande clef de la ville
« dorée et émaillée et une médaille en or dont il a fait une
« reconnaissance à M. Rilliet; la clef avait été faite pour être
« présentée à l'Empereur Napoléon dans le cas où il passerait
« à Genève *lorsque notre ville avait le malheur d'être sous sa*
« *dépendance* et la médaille qui représente d'un côté l'effigie
« de Napoléon et de l'Impératrice Marie-Louise, et de l'autre
« celle du roi de Rome, avait été frappée à l'occasion de la
« naissance de ce dernier; le Conseil arrête que la clef sera
« déposée dans la caisse à trois serrures de la noble Chambre

(1) *Sonnenberg* (de), colonel, commandant fédéral à Genève.

(2) *Finsler*, général, commandant en chef des troupes confédérées.

« des comptes et que la médaille sera déposée à la Bibliothèque. »

Le 9 mars 1815, le Conseil apprit par le comte de Bubna le débarquement de Napoléon au golfe de Juan, en France. La réception enthousiaste dont il fut l'objet à Grenoble terrifia le Conseil qui en informa de suite les cantons de Vaud, Berne, Fribourg et Soleure. On demanda des secours à la Diète par l'intermédiaire de noble Schmidtmeyer, et on s'adressa au canton de Vaud pour avoir des fusils de calibre et de la poudre pour parer aux circonstances.

Le 13 mars 1815, le Conseil entend un rapport sur l'entrée de Bonaparte à Lyon dont les troupes sont estimées à 5,000 hommes. Pas d'enthousiasme dans le peuple. Le Conseil arrêta de communiquer les informations à M. le commandant de Carrouge. Ces renseignements furent complétés verbalement par M. Salomon Diodati, arrivant de Lyon.

Le 16 mars 1815, il est donné lecture au Conseil d'une lettre du préfet du Jura, M. L. de Vaulchière, à M. le Premier annonçant que les généraux Ney, de Bourmont et Le Courbe se préparent à attaquer Bonaparte. Dans la séance du dit jour, on apprend que le maréchal Ney avait fait reconnaître l'Empereur à ses troupes en leur annonçant que la maison de Bourbon avait cessé de régner et que la préfecture de l'Ain avait pris le gouvernement au nom de l'Empereur.

Le 22 mars 1815, le syndic de la Garde informait le Conseil que la femme du général Dessaix est établie dans une maison aux Eaux-Vives où elle reçoit nombreuse compagnie et qu'il la fait surveiller.

Le 15 avril 1815, le Conseil prend connaissance d'un avis anonyme adressé à Madame Schmidtmeyer. Il résulte de cet écrit que Napoléon aurait dit au général Dessaix, à son passage à Lyon, qu'il ne tarderait pas à faire occuper la Savoie,

et que quant à Genève, il se bornerait à la serrer par les douanes de manière à lui faire désirer sa réunion à la France.

Le 2 août 1815, le Conseil est avisé que par ordre de la Diète, le territoire Suisse est interdit aux personnes qui ont conspiré contre Louis XVIII. Le Conseil de Genève se met à la dévotion des volontés royales. Le procès-verbal de sa séance constate « que M. le syndic attend pour expulser la ci-devant « reine de Hollande que M. Briate, agissant comme procureur « constitué du ci-devant roi de Hollande, Louis Bonaparte, et « redemandant son enfant, fut instruit de cette expulsion. »

Le 7 août 1815, il est annoncé en Conseil, par le syndic de la garde que la duchesse de Saint-Leu (ci-devant reine de Hollande) n'était pas encore partie.

Les correspondances échangées avec le Directoire fédéral, à Zurich, dénotent également les craintes qu'inspirait au gouvernement genevois le séjour de la duchesse de St-Leu (reine Hortense) dans le voisinage du chef-lieu. Lorsqu'elle arriva à Sécheron (près Genève), le Conseil témoigna à M. le colonel de Sonnenberg, chargé de la police militaire, qu'il voyait avec la plus grande peine s'établir sur le territoire genevois une femme qui passait pour avoir été l'agent principal de la dernière révolution et pour avoir contribué, par son activité et ses intrigues de tout genre, à faciliter le retour de Bonaparte.

Cette correspondance, du 19 septembre 1815, relate qu'après que la duchesse eût reçu l'ordre de se retirer en France, le Conseil apprit qu'elle avait reçu de Paris l'autorisation de séjourner à Pregny, et que de ce village on lui rapporta qu'elle avait de fréquentes correspondances avec les habitants du Pays de Gex, et qu'il y avait beaucoup d'allants et de venants très-suspects dans sa maison.

La duchesse se rendit quelque temps à Aix, en Savoie. Le

Conseil fut instruit dans la suite que M. de Flahaut et le général Hullin sont venus à Pregny ou dans les villages voisins, sur terre de France ; que la duchesse entretient un certain parti et qu'elle conserve une correspondance active. Il demanda en conséquence, au Directoire fédéral, des ordres pour l'éloigner, l'état de la France étant fort loin d'être rassurant.

Trois jours après la démarche du Conseil de Genève, ce Corps écrivit de nouveau au Directoire fédéral, rappelant l'ordonnance que le roi de France avait rendue le 24 juillet 1815 au sujet des mesures de police et précautions générales à prendre vis-à-vis des membres de la famille impériale et l'arrêté de la Haute-Diète, sur le même objet, du 29 même mois.

L'arrêté de la Haute-Diète fut pris ensuite d'une note expédiée par le comte de Talleyrand. Le député de Genève, Des Arts, en fit part dans une lettre qu'il adressa, sous date du 31 Juillet 1815, à M. le conseiller Turrettini :

« M. de Taillerand adresse à la Diète une note au nom du
« roi pour qu'on ne permette pas sur les frontières de France
« le séjour des gens mal pensants qui quittent le royaume.
« Toutes les députations appuient cette note ; les Députés de
« Berne et de Fribourg font part des instructions énergiques
« qu'ils avaient reçues à ce sujet. La Diète décrète que la note
« de M. de Taillerand sera communiquée à tous les cantons,
« qui seront requis de ne pas souffrir chez eux l'établissement
« des gens dont il s'agit et qu'il sera donné au général com-
« munication de ce décret afin qu'il contribue au besoin à son
« exécution. »

Quoique la correspondance du Conseil de Genève fasse mention que les Hautes-Puissances sont disposées à tolérer le séjour de la duchesse de Saint-Leu en Suisse, si la Confédération

et le canton de Vaud n'y voient pas d'objections majeures, le Conseil s'exprimait ainsi catégoriquement pour l'éloignement de la duchesse : « Nous regardons comme très-dangereux pour
« la France et pour la Suisse qu'on tolérât plus longtemps sur
« notre frontière des individus qui ont trempé dans la dernière
« conspiration contre S. M. Louis XVIII, et nous estimons
« que la duchesse de Saint-Leu était une des personnes qu'il
« importait le plus d'éloigner. »

Par ces raisons, le Conseil de Genève confirmait au Directoire fédéral sa lettre du 19 juillet.

Les Genevois étaient d'autant plus antipathiques des Bonaparte qu'une année antérieurement à tous ces faits, ils avaient dépêché auprès du roi très-chrétien le conseiller Pictet.

Présenté au roi, il lui adressa un discours renfermant ces passages significatifs : « Notre faible République a éprouvé, à
« diverses époques, les heureux effets de la puissante protection des rois, vos ayeux, et les plus beaux moments de son
« histoire ont été ceux où le ciel a permis qu'elle pût offrir un
« asile aux Français persécutés pour la cause de leur souverain et pour celle de leur conscience. — Délivrés par l'intervention générale des puissances alliées d'un joug qui nous
« avait été imposé, nous espérons aujourd'hui voir resserrer
« les liens qui déjà nous unissaient au Corps helvétique, mais
« nous avons surtout besoin, Sire, que Votre Majesté, à l'exemple des rois ses prédécesseurs, daigne jeter sur notre République un regard de bienveillance et nous accorder son
« appui. »

Louis XVIII accueillit favorablement le député genevois et promit son royal appui à la République de Genève. (Séance du Conseil du 6 juin 1814.)

Le 17 septembre 1814, une députation était envoyée auprès du comte Charles-Philippe d'Artois, à l'occasion de son pas-

sage à Lyon. Par l'intermédiaire de M. le conseiller Turretini, le Conseil fit exprimer à ce prince *les sentiments des Genevois pour la famille des Bourbons*.

Le prince, selon le procès-verbal de la séance du 21 septembre 1814, parut touché du discours du délégué de la République genevoise; il y répondit de la manière la plus affectueuse, témoignant sa sensibilité à la démarche du Conseil, assurant que *le roi, son frère, protégerait la République de Genève*, et que lui, en sa qualité de colonel général des Suisses, espérait avoir à traiter des intérêts particuliers avec cette nation.

Le Conseil genevois reçut une lettre du comte Charles-Philippe, dans laquelle il renouvelait l'expression de ses sentiments et celle du roi envers la République genevoise. M. le conseiller De la Rive-Boissier accusa réception de cette lettre et sa missive fut transmise à *Monsieur* par l'entremise de son capitaine des gardes Puysegur. (Séance du Conseil, 11 octobre 1814.)

Un an après, le roi de France réitère l'assurance de son estime pour les Genevois. Dans la séance du Conseil, du 23 octobre 1815, il fut donné lecture d'une lettre du duc de Richelieu, président du Conseil des Ministres, adressée aux syndics, et dans laquelle il témoigne « sa vive satisfaction
« des sentiments que le Conseil lui a manifestés dans sa lettre
« du 9 décembre et mande qu'il a conservé un souvenir trop
« agréable des moments qu'il a passé dans notre ville pour
« n'être pas très-empressé à lui donner, dans toutes les occasions, les témoignages d'estime et d'affection qu'il lui
« porte. »

*
* * *

Ces précieuses citations sont d'une haute portée dans l'histoire de la famille des Bonaparte. Leur reproduction n'ayant

eu lieu qu'avec la réserve d'expliquer la cause de l'antipathie des Genevois pour les membres de la famille impériale, l'extrait d'un seul document suffira pour convaincre que cette antipathie n'eut d'autre source que celle des souvenirs laissés par l'annexion de la République de Genève à la France.

Voici en quels termes précis le syndic Des Arts, député de la République de Genève, s'exprima sur ce point, le 27 avril 1815, devant la Haute Diète de la Confédération helvétique :

« Une funeste contagion, propagée par les agents d'une faction révoltée contre le meilleur des rois nous avait atteints, et Genève, si recommandable, j'ose le dire, par son humanité, fut un moment en proie à un cruel délire. Nous croyions que nos malheurs étaient arrivés à leur comble, et voilà que cette même faction nous asservit à son odieuse domination par un acte de perfidie et de violence manifeste qu'elle ne rougit pas de qualifier du titre imposteur de *Traité de réunion* !..... Elle fut asservie à son tour..... nous partageâmes sa punition, et Genève devint la maison de servitude.

« Mais, nous n'avons jamais oublié que, par le droit de notre naissance, nous étions des citoyens libres ; nous n'avons jamais désespéré de notre République et notre conduite n'a été qu'une suite de protestations en faveur de sa restauration.

« Aussi, lorsque Leurs Majestés impériales et royales, les Empereurs d'Autriche et de Russie et le Roi de Prusse se réunirent à Bâle pour mettre la dernière main à leurs projets, ces souverains proclamèrent hautement notre indépendance et, lorsqu'aux acclamations de la France les principales puissances de l'Europe replacèrent à l'envi, sur le trône de ses pères, le chef infortuné de cette auguste maison, qui n'a jamais cessé d'avoir les plus justes droits à l'amour des Français, de concert avec ce monarque dont nous avons chaque jour admiré les vertus royales, elles reconnurent, dans le traité de Paris,

notre République comme faisant partie de la Suisse, et déclarèrent par là-même que le brigandage de l'usurpation n'avait pu porter la moindre atteinte à la légitimité de notre existence politique. »

*
* * *

Outre les Bonaparte, Louis-Auguste Brun abrita dans son domaine de Versoix-la-Ville plusieurs illustrations savoisiennes, entr'autres le comte Joseph-Marie Dessaix, lieutenant-général des armées de France, son frère, Dessaix, François, chef de bataillon, l'aide de camp Jacques Naz, Michaud, de Thonon. Tous ces personnages ont joué un grand rôle dans les combats livrés en 1814 et 1815 contre l'armée autrichienne.

En 1815, Brun tenta auprès de Louis XVIII les instances nécessaires en vue d'obtenir le service de la pension qui lui avait été accordée en 1788. Le 26 janvier 1815, M. de Damas, ministre du roi Louis XVIII, lui écrivit à Versoix « qu'il avait « mis sa demande sous les yeux de Sa Majesté. En attendant, « le roi m'a autorisé à vous porter sur la liste des artistes « auxquels on a accordé la *Croix du Mérite*..... » Et plus loin :

« Monsieur le marquis languit beaucoup de vous revoir ainsi que moi qui vous salue cordialement de tout mon cœur.

« Votre ancien ami,

« Vicomte de DAMAS(1). »

(1) *Damas*, François-Etienne, général français, né à Paris en 1714, mort en 1828, est resté célèbre par ses campagnes. Pendant les Cent-Jours, il fut nommé inspecteur-général d'infanterie, fonctions que la Restauration lui conserva.

Le vicomte ajoute en *post-scriptum* : « On dit que vous êtes
« sur les bords du lac de Genève, dans une position char-
« mante. Monsieur le comte Gontaut-Biron me parle quelque-
« fois de vous pour vous y avoir vu. »

La restauration des Bourbons (1814, 3 avril, à 1815, 20 Mars) valut à l'artiste Brun le titre de *Chevalier du Lys*, dont il reçut le brevet le 4 décembre 1814, et la décoration promise par le vicomte de Damas, *la Croix du Mérite*.

Après la déchéance des Bourbons et la reprise du pouvoir par Napoléon, Brun eut l'occasion d'être accueilli par ce souverain. Pour faire de nouveau consacrer son pouvoir par une adhésion populaire, l'empereur convoqua, pour le 26 mai 1815, une grande assemblée, composée des membres de tous les collèges électoraux et des députations de l'armée de terre et de mer. Brun assista à cette solennité à titre de délégué du département de l'Ain.

La cérémonie, retardée, eut lieu le 1^{er} juin 1815, sur le Champ-de-Mars, à Paris. La messe y fut célébrée par Mgr de Barral, archevêque de Tours, et, après la cérémonie religieuse, le député Dubois, d'Angers, au nom de l'Assemblée, exprima les sympathies du pays pour Napoléon. Cambacérès lut *l'acte additionnel* : c'était une loi du 22 avril 1815, que Napoléon promulgua comme un supplément aux Constitutions de l'empire et qui donnait de véritables garanties constitutionnelles. Le pouvoir législatif était partagé entre l'Empereur et deux Chambres, l'une héréditaire, l'autre élue tous les cinq ans. Puis Napoléon jura de défendre l'indépendance de la France et fit une nouvelle distribution d'aigles impériales.

. . .

D'août 1794, époque du retour de Brun après son exil de Versoix, à mai 1815, il ne cessa d'habiter dans cette com-

mune. Conformément à la loi du 14 octobre 1814, Brun signa le 19 janvier 1815, au registre de Versoix, n° 43, sa déclaration de domicile politique dans cette commune. Il fit cependant des séjours peu prolongés dans le canton de Vaud et en Savoie où il possédait divers immeubles, entr'autres le château avec ferme des Allinges (1), près Thonon, et le Bourgjaillet, à St-Cergues-les-Voirons. Ce dernier domaine provenait de la famille Jaillet, de St-Cergues. C'est pendant son séjour en Savoie qu'il avait noué des relations avec le général *Dessaix* et d'autres notabilités savoisiennes qui, à diverses époques, ont été à demeure chez lui, à Versoix.

. .

Brun eut à souffrir de l'invasion autrichienne. Le 31 décembre 1813, les Autrichiens occupèrent Versoix; un détachement prit logement chez les habitants. La conduite de ces soldats fut loin d'être exempte de reproches; on se plaignit surtout de nombreux vols. Un des soldats surpris par son sergent en flagrant délit de vol chercha à s'esquiver et se servit même de ses armes. Ce malheureux fut immédiatement fusillé dans la propriété appartenant aujourd'hui à M. Riondel, près la gare.

Les souvenirs laissés par la troupe autrichienne ne firent qu'augmenter la panique dans cette commune lorsqu'en juin 1815 on apprit qu'elle avait de nouveau violé la neutralité helvétique et que de Bâle, elle se dirigeait sur Genève. Certes, on avait bien raison à Versoix de redouter son approche. Ce village, français, était une étape frontière et les habitants avaient manifesté leur joie à l'occasion du retour

(1) *Allinges*, à une lieue au sud-est de Thonon, ancien bourg fortifié par Rodolphe II, roi de Bourgogne. On y visite les ruines du château et la chapelle où l'on conserve « *un chapeau de Saint-François de Sales*. »

de l'Empereur de l'île d'Elbe. On avait, par de bruyantes manifestations, promenades avec drapeaux, banquets, chants, fêté le départ des conscrits.

Brun était alors à Paris. Sa femme, restée à Versoix, craignant qu'on profitât de cette circonstance pour se livrer à quelque excès contre son habitation où venait de séjourner le frère de l'Empereur, fit précipitamment expédier les objets les plus précieux et diriger sa famille au village de Confort, hameau de la commune de Lancrans, faisant partie du Pays de Gex, depuis la création du département du Léman, en 1798.

Ce ne fut qu'après la bataille de Waterloo que quatre des enfants de Brun, deux filles et deux garçons, et une personne qui leur était attachée, rentrèrent à Versoix auprès de leur mère.

Brun, fixé à Paris dès le mois de mai 1815 ne fit pas un long séjour dans la capitale. Atteint d'une fluxion de poitrine, c'est au moment de l'effondrement de l'Empire et à la veille de retrouver, comme artiste, les faveurs de la maison royale de France, que la mort surprit cet homme de bien, le 9 octobre 1815.

.

Sa famille conserva jusqu'en 1819 la propriété de Versoix; le château des Allinges fut vendu à M. Ramel, de Thonon, puis, le domaine de St-Cergues, en 1830.

De la famille nombreuse du peintre Brun (1) il ne reste au-

(1) Brun eut sept enfants de son second mariage, savoir :

GARÇONS: *Charles-Louis-Auguste*, né à Versoix 1797, le 1^{er} Brumaire. — *César-Frédéric*, né à Versoix, le 3 Brumaire 1799, décédé en 1808, 14 juillet. — *Louis-Alexandre*, né à Versoix, le 1^{er} Germinal, 1801, décédé en Amérique en 1839. — *Charles-Louis-Auguste*, précité, vivant.

jourd'hui que son fils, M. le docteur Charles-Louis-Auguste Brun que nous avons déjà cité, né à Versoix le 30 octobre 1807, marié à Suzanne-Caroline Odier, et Madame Lucie-Jeanne-Marie-Louise Brun, femme de Samuel Panchaud, ancien maire à Chambésy (commune de Pregny), née à Versoix, le 9 mars 1814 pendant l'occupation autrichienne.

La seconde femme de Brun mourut à Chambésy, le 3 juin 1859.

Marmontel a écrit : « La vraie gloire a pour objet l'utile, « l'honnête et le juste ; ce qu'elle a de merveilleux consiste « dans des efforts de talent ou de vertu dirigés au bonheur des « hommes. »

Telle fut la gloire à laquelle aspira Louis-Auguste Brun, de Rolle, ce vaillant ami du patriote De la Harpe.

Dans les temps agités où il a vécu, et malgré sa qualité d'artiste qui l'attachait nécessairement aux classes élevées, Brun, dégagé d'ambition, sut préférer le bien public à son intérêt personnel.

En présence des difficultés qu'il a dû surmonter et du bien qu'il a fait, nous sommes heureux de tirer de l'oubli la mémoire de ce digne citoyen vaudois, lui appliquant cette noble

FILLES : *Charlotte*, née à Versoix, le 1^{er} Germinal 1801, décédée le 3 suivant. — *Marie-Antoinette*, née à Versoix, le 30 Germinal 1803, décédée à Chambésy en 1866. — *Lucie-Jeanne-Marie-Louise*, femme de Samuel Panchaud, précitée.

Les registres d'état civil mentionnent le décès de *Véronique* Brun, (grand'tante de Brun), célibataire, décédée chez L.-A. Brun, à Versoix, le 25 Brumaire, an X, âgée de 80 ans, née à Villeneuve, fille de Jean-David Brun et de Marie Ginoux.

pensée de Sénèque : « La gloire accompagne la vertu comme
« son ombre ; mais comme l'ombre d'un corps tantôt le pré-
« cède et tantôt le suit, de même la gloire tantôt devance la
« vertu et se présente la première, tantôt ne vient qu'à la
« suite, lorsque l'envie s'est retirée ; et alors elle est d'autant
« plus grande qu'elle se montre plus tard. »

Genève 1881.

C. FONTAINE-BORGEL.

DISCOURS

PRONONCÉ A LA

SÉANCE GÉNÉRALE DE L'INSTITUT

Du 4 Avril 1884

PAR

C. VOGT, président



Mesdames et Messieurs ! Chers confrères !

Le printemps est venu. La terre se couvre d'une nouvelle verdure. Les germes poussent, les bourgeons s'étalent. La surface de la terre et les profondeurs des eaux se peuplent à nouveau de myriades d'animaux. La vie organique se réveille de son sommeil hivernal pour recommencer une phase régulièrement répétée de son existence. Cette vie, il est vrai, n'a pas cessé entièrement dans les dures conditions que lui imposait l'abaissement de la température dans nos contrées ; mais elle a subi un temps d'arrêt, pendant lequel elle s'est maintenue latente, pour faire son apparition plus accessible à nos sens, dès que les conditions extérieures lui permettaient une manifestation plus appréciable. Elle s'est continuée sans interruption dans des contrées plus avantagées, mais elle ne s'est pas éteinte non plus entièrement dans des zones, qui autrefois montraient des conditions plus favorables et qui sont aujourd'hui condamnées à subir, pendant la plus grande période de l'année, des rigueurs de climat, qui ne permettent aucune manifestation de la vie active.

C'est dans ces moments de retours périodiques du réveil organique, que l'on se sent porté plus facilement vers l'examen de cette question toujours soulevée et jamais résolue : Qu'est-ce que la vie ? Quelle est son origine ? A-t-elle eu un commencement ? Aura-t-elle une fin ?

Loin de moi, Messieurs, de vouloir vous entretenir de spéculations métaphysiques ! Ce ne peut être mon intention, car je suis convaincu, que toutes ces spéculations dites philosophiques ne peuvent jamais résoudre une question et ne servent qu'à déguiser notre ignorance ou notre impuissance. Je suis entièrement de l'avis du poète, qui dit :

« Un gaillard qui spéculé est comme un animal conduit en cercle par le malin esprit sur la bruyère aride, tandis qu'autour de lui verdissent les plus beaux pâturages (1). »

Elle était relativement facile, autrefois, cette question de la vie. Une barrière insurmontable séparait la vie organique de l'existence de corps inanimés ; d'un côté se trouvaient l'immobilité et l'insensibilité, de l'autre un principe dominant toutes les autres influences naturelles ; la force vitale, qui modifiait sans cesse, suivant son gré ou même son caprice, le jeu des forces agissant sur la matière inerte.

Mais cette manière de voir et d'expliquer les phénomènes de la vie ne pouvait rester debout en face des conquêtes de l'observation. Il fallait, non sans combat, se rendre enfin à l'évidence ; il fallait abandonner la force vitale, reconnaître que les phénomènes, auxquels on avait attribué une nature tout-à-fait spéciale et inexplicable, ne dépendaient pas d'une force mystérieuse, mais n'étaient que les résultats des mêmes

(1) Ein Kerl, der speculirt,
Ist wie ein Thier auf dürrer Haide,
Vom bösen Geist im Kreis herumgeführt,
Und rings um ihn ist schöne, grüne Weide.
GOETHE.

causes, qui agissent sur toute matière sans distinction. Il fallait à la fin reconnaître, et c'est là une des grandes conquêtes de la recherche moderne, que l'on ne pouvait tracer une ligne de séparation tranchée entre les phénomènes que présentent d'un côté les corps inorganiques, de l'autre les organismes vivants ; que les causes et les effets se modifiaient d'une manière insensible, mais graduelle et que ce que nous appelons la vie organique n'est qu'un degré d'évolution poussée plus loin dans une direction donnée. Il en fut de cette distinction comme de celle qui séparait autrefois les plantes des animaux. Aujourd'hui, nous voyons les mêmes phénomènes se passer dans les deux règnes organiques ; nous y voyons les mêmes fonctions en jeu ; nous ne pouvons plus nier que les plantes digèrent, qu'elles manifestent une volonté individuelle et subjective ; les fonctions s'exercent seulement d'une autre manière que chez les animaux, elles présentent leurs conditions particulières ; mais elles s'exercent néanmoins avec énergie et ne diffèrent au fond en aucune façon des phénomènes semblables qui se montrent chez les animaux.

Or, Messieurs, si toutes ces fonctions, en apparence si différentes que nous constatons dans les divers corps se réduisent finalement à des mouvements moléculaires, à des combinaisons et des décompositions plus ou moins complexes, il ne faut pourtant pas oublier, que nous pouvons constater une différence tranchée entre les corps organiques et inorganiques quant à leur naissance. Si les fonctions des corps une fois constitués sont les mêmes ; si nous ne pouvons pas démontrer une différence fondamentale entre les modes d'existence : et de décomposition, il n'en est pas de même quant à l'origine les corps organiques tirent leur origine d'ancêtres à forme déterminée, tandis que les corps inorganiques naissent par le concours de conditions données et sans ancêtres figurés.

Ce point mérite une attention spéciale. Le fait ne peut être contesté quant aux corps inorganiques. Les conditions étant réalisées, le corps doit se produire infailliblement — une solution de sel de cuisine doit produire des cristaux au moment où elle est arrivée au point de concentration déterminé. Des cristaux de sel se produiront dans une solution, où le chlorure de sodium n'a jamais préexisté, où il s'est formé par double décomposition par exemple. Il est vrai que les cristaux se formeront plus facilement dans une solution où existent déjà des cristaux ; mais, ils s'y formeront aussi sans qu'il y ait des prédécesseurs et on ne pourra donc jamais dire, qu'ils sont les descendants des premiers. L'inverse a même lieu ; il y a en général tendance de grossir, d'augmenter un cristal préexistant par l'apposition de nouvelles couches de matière, au lieu de formation de nouveaux petits cristaux. Il est donc dans notre pouvoir d'engendrer des corps inorganiques en réalisant les conditions qui les font naître ; nous en faisons des milliers et des milliers chaque jour dans nos laboratoires, qui n'ont jamais existé dans la nature et qui ne s'y produiront jamais. En revanche, la possibilité de composer les corps inorganiques, qui se trouvent dans la nature, existe pour nous en plein et si nous n'avons pas encore réussi à en produire artificiellement un certain nombre, c'est que nous ne connaissons pas exactement les conditions de leur formation, ou que nous ne pouvons pas disposer de certains moyens que la nature pouvait employer, mais dans l'usage desquels nous sommes entièrement bornés. Le temps, par exemple, n'est pas un facteur avec lequel la nature soit forcée de compter ; des milliers de siècles ne sont pour rien dans son activité incessante, tandis que dans la vie de l'homme, ce facteur joue un rôle prépondérant.

La science moderne a certainement fait des pas en avant

dans la connaissance des substances organiques. Elle a réussi à constituer un assez grand nombre de ces combinaisons complexes, que l'on croyait autrefois du domaine exclusif des organismes vivants; nous composons dans nos laboratoires, en nous servant des éléments constituant même, une série de substances que nous fournissaient autrefois seulement les plantes et les animaux et dont on était persuadé alors qu'elles ne pouvaient naître que dans les laboratoires vivants des organismes. Mais si c'est là certainement un pas en avant, nous devons reconnaître aussi, que l'abîme n'est pas encore comblé quant à la naissance du corps même, que nous n'avons pas encore pu constituer un organisme vivant, un corps figuré.

C'est autour de ce point central que tournent actuellement les efforts de la science biologique; l'observation et l'expérimentation s'accordent pour nous dire que jamais un cas de génération spontanée ne s'est offert à la vue de l'homme et que dans tous les cas où l'on a cru pouvoir démontrer un fait pareil, il y avait erreur d'observation, défaut d'expérimentation. Si nous nous reportons à peu d'années seulement en arrière, nous trouvons encore deux camps opposés se combattant à outrance; aujourd'hui, le bruit des armes a cessé et on est généralement d'accord que la génération spontanée peut bien être un postulat inévitable de la science, mais que cette même science doit la repousser aussi longtemps que la démonstration n'en est pas faite d'une manière irréprochable. Il faut toujours le répéter, car on oublie trop vite cet axiome, que la science ne peut se baser que sur des faits observés et que partout où elle quitte ce domaine pour se lancer dans des spéculations, qui dépassent sa limite, elle entre dans le vague non démontrable.

Ce fait brutal de la descendance universelle des corps orga-

niques s'oppose en effet à une solution catégorique de la question sur l'origine de la vie des organismes. La chaîne est sans fin; à mesure que nous remontons vers le passé, nous trouvons toujours des êtres, qui, suivant l'état actuel de nos connaissances, doivent avoir été engendrés par des ancêtres ayant forme et nulle part nous ne pouvons voir un commencement, un être primitif formé par le concours d'éléments inanimés, soumis à des conditions spéciales.

Il est vrai, Mesdames et Messieurs, que le postulat existe toujours et que la génération spontanée n'est ni illogique, ni impossible. Nous ne l'avons pas encore observée, — mais ce fait prouve-t-il son impossibilité? Certes, non! Nous ne pouvons pas dire, que nous avons épuisé par nos observations et nos expériences toutes les conditions si délicates, dans lesquelles elle pourrait se produire, — soutenir cette proposition, ce serait soutenir en même temps que la science a dit son dernier mot, qu'elle n'a plus à chercher, que tout est trouvé. Or, c'est justement là le caractère des sciences exactes, que chaque trouvaille engendre de nouvelles questions, que chaque découverte, tout en mettant en lumière un point obscur, élargiten même temps le champ de recherches et l'horizon de l'inconnu; que chaque solution n'est qu'un gradin de l'échelle qui s'allonge sans cesse. Plus nous avançons dans les études biologiques, plus nous trouvons une foule d'influences et de causes, qui agissent en sens divers, dont l'analyse n'est pas encore faite et qui cependant ont leur action déterminée dans ce tourbillon de mouvements que nous appelons la vie. Il faut respecter les faits comme des vérités inébranlables, mais il ne faut pas non plus vouloir s'en servir au delà de leur domaine; de ce que tel fait ne s'est pas encore produit, nous ne pouvons pas conclure que sa production est en tout cas impossible.

On l'a bien cherché, cet être primitif, et pendant quelque

temps on croyait l'avoir trouvé au fond des mers. C'était un raisonnement assez juste, qui avait engagé les savants à s'adresser à ces abîmes, desquels la drague apporte tous les jours des merveilles nouvelles. Les êtres organisés qui peuplent la terre ont pris évidemment leur origine dans la mer. Considérée dans son ensemble, la vie organique s'est sans doute graduellement élevée de la mer vers la terre. Les organismes terrestres sont les descendants plus ou moins modifiés d'organismes aquatiques ; ils montrent une organisation plus élevée que leurs congénères restés dans la mer ou enfouis dans des couches déposées dans l'eau. Mais si certaines souches ont subi cette évolution, d'autres sont restées dans la mer, tout en perfectionnant leur organisation et d'autres encore ont gardé, presque sans modifications, leurs caractères primitifs. Quoi de plus logique que ces conclusions, qui conduisaient à admettre la possibilité de la persistance d'êtres tout à fait primitifs, dans ces fonds immuables, où les conditions de l'existence n'ont guère varié depuis que les océans existent ?

On chercha et on crut avoir trouvé.

Malheureusement pour la théorie, l'existence du Bathybius, de cet être amorphe, primitif, jouissant seulement de fonctions rudimentaires et obscures, ne put tenir devant la critique impitoyable. Ce qui devait être le prototype de la substance organique, du protoplasme n'ayant pas encore revêtu une forme déterminée, est devenu un dépôt gélatineux de gypse, précipité par l'action de l'alcool sur l'eau de mer.

Evidemment, on s'était fait une idée erronée des grandes profondeurs de la mer. Les abîmes sont avant tout un immense cimetière, dans lequel se collectent les débris des animaux flottants à tous les niveaux ; ils sont en outre un réservoir, un refuge, où des organismes adaptés d'une manière

particulière, continuent une existence datant de loin. Mais les organismes primitifs ont dû être faits pour flotter entre deux eaux, près de la surface ; les abîmes n'ont été peuplés que par des émigrés de cette population flottante et côtière.

Une solution ne semble pas possible. Cependant, la logique la demande, car nous ne pouvons pas nous imaginer, que pendant la période de naissance de notre planète, la vie organique ait existé sur la terre.

L'imagination la plus excentrique ne peut pas se faire une idée d'organismes sans les conditions essentielles de la substance organique, substance combustible, se décomposant par des degrés de température même peu élevés, pénétrée d'eau et ne pouvant fonctionner qu'à ces conditions-là. Comment concilier ces nécessités avec l'état de notre globe naissant, tel que nous le dépeint l'astronomie moderne, état de nébuleuse, de globe incandescent et fluide lancé dans l'espace, chauffé à une température telle que tous les éléments qui le composent sont d'abord à l'état gazeux et plus tard à l'état liquide ? Ce n'est que sur un globe refroidi, arrivé au point où l'eau pouvait exister à l'état liquide, ce n'est que sur un globe constitué par des terres fermes et des bassins de mers que nous pouvons admettre raisonnablement une vie organique, — aller au delà, c'est se transporter dans des visions chimériques où l'on imagine des organismes respirant du feu et se nourrissant de bolides aspirés par l'attraction universelle.

J'ai dit bolides, et c'est en effet à ces corps dispersés dans les espaces célestes qu'on a eu recours dans ces derniers temps pour expliquer l'apparition de la vie organique sur notre planète.

Voici, d'une manière succincte, le raisonnement par lequel on est arrivé à cette conclusion.

Les bolides et en général les aérolithes sont de nature et de composition très-différentes. Tandis que les uns sont purement métalliques, formés surtout de fer natif avec un certain alliage de nikel et d'autres métaux, d'autres sont plutôt terreux, contenant des grains plus ou moins sphériques, appelés chondrites et d'autres encore sont composés de mélanges cristallisés. Tous ces corps de grandeurs différentes, depuis des globules microscopiques jusqu'à des masses de plusieurs quintaux, tourbillonnent dans l'espace, forment les étoiles filantes, les queues des comètes et paraissent être des débris de masses plus considérables. Ces corps se meuvent dans des espaces très-froids; ce n'est que lorsque, attirés par la terre, ils entrent dans l'atmosphère de cette dernière, qu'ils s'échauffent, deviennent incandescents, lumineux et subissent une fusion plus ou moins superficielle. Les aérolithes terreux surtout montrent souvent seulement une mince croûte de fusion et à maintes reprises on a trouvé dans leur intérieur des parties charbonneuses et même des substances bitumineuses.

Or, qui dit charbon et substance bitumineuse dit substance organique, résultat de la décomposition de corps organiques ayant vécu. Nous pouvons donc conclure de ces faits indéniables que ces bolides ou aérolithes terreux, contenant du charbon ou du bitume, sont des débris de masses, de corps célestes, sur lesquels a existé la vie organique.

Il est vrai que les substances trouvées sont des résultats de décomposition subie par des corps organiques. Mais rien ne nous prouve que cette décomposition ait été absolument nécessaire, qu'elle a dû être la conséquence inévitable des vicissitudes par lesquelles un aérolithe doit avoir passé avant d'arriver chez nous. Le grand froid des espaces célestes rend latente la vie organique, mais ne la tue pas forcément; il en est de même de l'absence de l'humidité. N'avons-nous pas même parmi les

animaux hautement organisés des types ressuscitants, qui résistent à une dessiccation et à un refroidissement prolongés ? D'un autre côté, si la vie résiste à de grands froids, elle supporte aussi des degrés de température assez élevés, pourvu que l'organisme n'y soit pas exposé pendant un temps trop prolongé ; or, l'échauffement des bolides ne dure que fort peu de temps, et ces corps sont si mauvais conducteurs de la chaleur que des bolides d'un certain volume peuvent présenter une croûte de fusion à la surface, tandis que leur centre était à peine tiède. Des organismes vivants, parfaitement aptes à prendre pied et à se propager peuvent donc être transportés dans l'intérieur d'un bolide et il suffit de l'arrivée d'une seule de ces bombes chargées de vie organique pour la répandre sur toute la terre.

C'était là une théorie que Eberhard Richter, le savant médecin de Dresde, développait il y a vingt ans à peu près. Notre terre, disait-il, traîne après elle un immense tourbillon d'organismes, de germes, de corps et de débris de toute sorte, qui se meuvent avec elle dans son atmosphère ; chaque corps céleste dans son cours vertigineux travers les espaces, est suivi d'un tourbillon semblable ; pourquoi ces corps, ces germes, ces organismes ne peuvent-ils pas arriver dans la sphère d'attraction d'un autre corps céleste et s'abattre sur lui en l'infectant de vie organique, tout comme les bolides et les aérolithes s'abattent sur notre terre ?

On a cherché à étendre encore ces données en prétendant que le microscope démontrait, dans les chondrites des aérolithes terreux, l'existence d'une foule d'organismes, de rhizopodes, d'algues, de spongiaires, de polypes, je ne sais trop quoi encore. Ces observations demandent confirmation ; jusqu'à présent, les observateurs froids, sans imagination ardente, n'ont pas encore pu constater les merveilles qu'on nous annonce,

mais en tout cas, on ne peut nier la possibilité du transport de germes viables à travers les espaces. Une fois arrivés, ces germes pourraient, suivant la théorie de l'évolution, fournir le point de départ de toute cette vie si richement compliquée qui se déploie aujourd'hui sur notre planète.

Nous ne pouvons le nier, cette théorie a quelque chose de séduisant. Elle expliquerait parfaitement le commencement de la vie organique sur notre planète ; elle nous donnerait la raison, pourquoi nous ne voyons pas actuellement de génération spontanée ; elle pourrait faire comprendre une diversité primitive entre les organismes transportés à différentes reprises ; elle s'appuie sur des faits connus et incontestables. Mais nous donne-t-elle une idée claire et nette de l'origine de la vie organique en général ? En aucune façon ! Elle transporte seulement la difficulté sur un autre corps céleste ! C'est le bolide, provenant de l'astre X, qui a transmis la vie organique à notre terre ! Très-bien ! Mais l'astre X, d'où l'a-t-il reçu ? Oh ! De l'astre Y ! Et ainsi de suite avec grâce à l'infini ? Chaque corps céleste ayant subi une série de phases analogues à celles de notre terre ne peut avoir reçu la vie organique que dans un moment donné, lorsque les conditions de son existence y étaient réalisées ; la vie organique est donc le Juif errant des espaces célestes, se transportant d'une planète, d'une étoile à l'autre pour s'y développer pendant un certain temps et disparaître après avoir infesté un autre. La difficulté n'est pas résolue, elle est seulement reculée. La conséquence nécessaire de la théorie est même l'éternité de la vie organique ; elle doit avoir existé de tout temps et doit pouvoir se propager sur d'autres corps célestes lorsque celui qu'elle occupe pour le moment perd les qualités qui la rendent possible sur lui.

Il ne vous échappera pas, Messieurs, que cette théorie,

comme du reste toutes les autres, repose sur la qualité même de la vie organique, telle que nous la voyons répandue autour de nous sur la terre. Nous ne pouvons, en effet, imaginer une vie organique sans eau, sans oxygène, sans substance protoplasmique, sans chaleur appropriée quant à son intensité ; il nous est absolument impossible de concevoir une vie organique là où ces conditions font défaut. Quelles que soient nos idées sur la possibilité d'habitants de la lune, par exemple, notre raison se refusera toujours à y croire aussi longtemps que nos observations ne nous auront pas démontré sur notre satellite la présence d'une atmosphère et d'eau. Là se trouvent les limites de notre spéculation et c'est là aussi que nous nous arrêterons.

J'ai voulu vous présenter l'état de la question telle qu'elle se montre aujourd'hui ; il serait téméraire de vouloir conclure, lorsque les bases d'un raisonnement serré font défaut.

Le corollaire nécessaire de la vie est la mort. Les vivants doivent faire place à ceux qui veulent venir. Nous avons des pertes à déplorer. Je vous cite Charles Kohler, ancien pharmacien, qui avait le mérite, peut-être douteux, de vouloir introduire chez nous les principes d'une construction architecturale bon marché, mais chancelante sur sa base ; je vous nomme John Moschell, ingénieur qualifié, qui s'est occupé d'une foule de questions touchant de près les intérêts de notre pays, eaux, chemins de fer, percement de rues et qui a construit le premier chemin de fer à voie étroite établi dans la Suisse occidentale, de Lausanne à Echallens.

Mais c'est surtout parmi nos correspondants que la mort a sévi en nous enlevant quelques hommes dont la réputation a dépassé les frontières de leur pays.

C'est une grande figure parmi les orientalistes que celle de Louis-Félicien de Sauley. Ses nombreux travaux lui ont assigné une place tout à fait particulière. Linguiste, archéologue, numismate au premier rang, de Sauley n'avait pas suivi la filière d'études littéraires qui conduit ordinairement vers les branches nommées de la science. L'archéologue avait passé par l'école sévère et avant tout réaliste de l'Ecole polytechnique ; le numismate avait si bien suivi les mathématiques et leurs diverses applications, que pendant quelques années il fut chargé du cours de mécanique à l'école militaire ; le savant linguiste ne pouvait d'abord vouer au déchiffrement des inscriptions sémitiques que les loisirs que lui laissait son service comme lieutenant d'artillerie. Toutes ces fortes études en sciences mathématiques et physiques, loin de nuire aux travaux de de Sauley, leur ont imprimé au contraire un certain cachet original, une tendance remarquable vers l'exactitude et une circonspection particulière dans l'établissement des conclusions tirées des faits observés. Outre ses nombreux travaux de numismatique, qui le faisaient entrer à l'âge de 32 ans déjà, en 1842, à l'Académie des inscriptions et qui se rattachaient, comme ses études en épigraphie, à l'histoire des nombreuses branches sémitiques, phéniciennes, assyriennes, chaldéennes et autres, de Sauley menait de front ses investigations sur le peuple juif, son histoire et son pays. Son « Voyage en Terre-Sainte, » (Paris 1865), ses « Derniers jours de Jérusalem, » (1866) ; son « Histoire d'Hérode, roi des Juifs, » (1867), comptent certainement parmi les ouvrages les plus remarquables que nous ayons sur ces sujets. L'observation n'est aucunement obscurcie par des préjugés ou des croyances arrêtées ; le jugement n'est pas voilé par des opinions forgées d'avance sur telle ou telle enclume confessionnelle. En présence des faits, nous trouvons l'observateur consciencieux, soucieux de saisir les lignes d'ensemble, comme

les détails minutieux ; s'agit-il de se servir de ces matériaux pour construire, nous voyons le mathématicien en œuvre, qui critique sans prévention ses facteurs, dont le concours établit son calcul, et qui n'établit un résultat que lorsque les bases en sont parfaitement assujetties. De Sauley se montre tout à fait impartial vis-à-vis de ces luttes et querelles, que chrétiens catholiques, grecs et romains, schismatiques et hérétiques, israélites et mahométans, ont allumées entre eux en Terre-Sainte et qui finissent par dominer même dans les recherches scientifiques, à tel point que les résultats et les conclusions en sont complètement faussés. De Sauley juge les faits suivant leur valeur intrinsèque et soumet à la même critique historique toutes les sources écrites sans s'inquiéter de la valeur que la croyance peut leur attacher ultérieurement. C'est cette impartialité de jugement, si rare en face des recherches touchant à la Terre et aux Ecritures Saintes, qui fait un des principaux mérites des travaux de notre correspondant et qui ont été appréciés dans tous les pays.

- Deux martyrs de la liberté nous ont été ravis dans les personnes du comte Giovanni Arrivabene, de Mantoue, et du sénateur Mauro Macchi de Florence.

Ah ! que le poète zurichois a raison, lorsqu'il dit :

« Il n'y a sur cette terre ni ville, ni village dont l'enceinte paisible n'a pas un vieux cimetière où repose un martyr de la liberté(1). »

C'était un ami de Silvio Pellico, que le comte Arrivabene, et il a partagé les prisons de son ami sans être son compagnon

(1) Es gibt auf Erden keine Stadt,
Kein Dörflein, dessen stille Hut
Nicht einen alten Kirchhof hat,
Darauf ein Freiheits mært'rer ruht !

G. KELLER.

d'infortune jusqu'au bout, car tandis que Silvio fut emmené au Spielberg, près Brünn en Autriche, Arrivabene se vit détenu à Murano, près Venise, où il passa plusieurs mois dans une prison cellulaire. Ce n'était certes pas une moindre culpabilité qui engagea les autorités autrichiennes d'exiler le carbonaro en le dépouillant de ses riches biens ; c'était peut-être la haute naissance, l'influence de certains parents éloignés qui firent lâcher les griffes à l'aigle pour jeter l'ennemi privé de toutes ressources sur la terre étrangère. Mais Arrivabene n'appartenait pas à ceux qui immolent leur travail comme sacrifice expiatoire sur l'autel de la patrie absente ; il gagna sa vie par son travail et sut bientôt acquérir une haute position dans les sciences sociales et économiques. Tandis que la justice autrichienne, mieux informée, le condamnait à mort et faisait clouer son portrait à la potence, Arrivabene étudiait à Londres les établissements de bienfaisance et publiait ses recherches en 1828 en deux volumes, qui aujourd'hui encore font autorité. En 1833, Arrivabene, âgé alors de 32 ans, transporta son domicile en Belgique, où il resta fixé pendant vingt-six ans, jusqu'à l'époque où la guerre d'Italie et l'affranchissement du royaume Lombardo-Vénitien le rappelèrent en Italie. C'est à Bruxelles qu'il déploya une activité remarquable, appréciée par le pays tout entier. C'est à lui en grande partie que la Belgique doit la fondation de sa Société économique, dont il dirigea pendant longtemps les travaux comme président ; son nom se trouve parmi les principaux instigateurs du Congrès d'économie politique qui eut lieu à Bruxelles en 1846. Rentré dans sa patrie, qui l'accueillit en le nommant sénateur, Arrivabene continua cette même activité pour l'amélioration de la position des classes moins fortunées du peuple et s'appliqua en même temps à répandre des idées saines dans la population. On lui doit, outre de nombreux écrits, une traduction en ita-

lien du célèbre ouvrage de John Stuart Mill : « Principes d'économie politique. »

Nous avons connu Mauro Macchi comme réfugié politique, à Nice d'abord, à Genève ensuite, où pendant plusieurs années il avait fixé sa résidence. Des convictions sincèrement républicaines l'avaient poussé dans ce grand parti italien, qui demandait avant tout l'unité de la patrie et son affranchissement de la domination étrangère. Si l'activité de Macchi n'était pas bruyante, elle n'était pas moins intense et sa voix était écoutée parmi ses coreligionnaires. Intimement lié avec Mazzini, Garibaldi et tant d'autres hommes, dont les noms sont plus connus, Mauro Macchi était toujours sur la brèche lorsqu'il s'agissait de nouer des relations, de préparer des événements et de garantir autant que possible le succès. Homme de bon conseil avant tout, jugeant les situations avec calme, mais ne reculant devant aucun danger ; gagnant du reste péniblement sa vie en donnant des leçons d'italien, d'économie politique et de langues anciennes. Il fit partie du Congrès de la Paix, à Genève, en 1867, où il était venu avec Garibaldi, dont il ne pouvait pas toujours empêcher les écarts, mais dont il modérait les transports d'une façon heureuse. Député au Parlement pendant de longues années, Macchi fut nommé sénateur vers la fin de sa vie active et laborieuse, et emporta à la tombe la réputation d'un homme de bien, modéré, mais ferme dans la lutte pour la liberté.

Je ne terminerai pas sans payer un tribut à la mémoire d'Euryale Cazeaux, inspecteur général de l'agriculture et l'un des organisateurs des Sociétés de secours mutuels. La vie entière de cet homme intelligent et laborieux a été dévouée au bien de ses concitoyens, et, lorsqu'il eût donné sa démission des fonctions officielles dont il était revêtu, il continua son activité, en qualité de journaliste, toujours prêt à seconder de sa plume le progrès économique. — J'ai dit.

ORIGINE
DES
IDÉES POLITIQUES DE ROUSSEAU ⁽¹⁾

PAR
M. Jules VUY
VICE-PRÉSIDENT DE L'INSTITUT GENEVOIS

(Deuxième mémoire)

Si le mémoire sur *l'Origine des idées politiques de Rousseau*, dont j'ai donné précédemment lecture à l'Institut genevois et qu'il a inséré dans ses publications (2), a eu, à ma grande surprise, une véritable fortune, j'ose presque dire un retentissement lointain, qu'il n'avait nul droit d'espérer, il le doit avant tout aux idées qu'il renferme ou plutôt qu'il rappelle. Pour moi, je ne pouvais supposer que cette pauvre brochure sans prétention éveillerait un intérêt pareil.

Des journaux et des revues de tendances diverses et opposées ont jugé convenable de lui accorder avec éloges des

(1) Ce mémoire a été lu à Genève, grande salle de l'Université, dans la séance générale et publique de l'Institut genevois, le lundi 4 Avril 1884, et à Lausanne, dans la séance annuelle de la Société d'histoire de la Suisse romande, le 9 Juin de la même année.

(2) *Bulletin de l'Institut*. Tome XXIII, p. 49 et suivantes.

comptes-rendus (1), dont quelques-uns sont fort développés, des hommes d'Etat ont daigné le lire, l'apprécier ; dans divers pays, en France, en Belgique, en Italie, en Suisse, en Allemagne, il n'a point passé inaperçu. Une revue d'outre-Rhin l'a même mentionné comme un des plus importants mémoires qui aient été publiés à propos du Centenaire de Rousseau, comme celui qui méritait surtout d'être mis en relief et qui est spécialement digne d'attention, au dire du publiciste allemand, parce qu'il fait ressortir des points de vue nouveaux, qui paraissent avoir échappé jusqu'à ce jour à ceux qui ont écrit sur le *Contrat social* ; enfin, un membre de l'Institut de France, justement célèbre dans le monde savant, a fait à ce travail l'honneur de le signaler au corps illustre dont il est membre, d'en parler avec détail, de le résumer, de le discuter dans le sein de la docte Assemblée.

A vrai dire, les idées que ce mémoire rappelle, les citations qu'il reproduit, ont causé, à propos de Jean-Jacques Rousseau, une véritable surprise, un profond étonnement. Beaucoup de gens, au premier abord, avaient peine à croire qu'elles appartenissent réellement à l'auteur du *Contrat social*, à l'écrivain de génie dont le nom partout répandu est aujourd'hui populaire, à ce rêveur illustre qui peut être étudié sous tant de faces différentes ; ils ne reconnaissaient point là cet audacieux

(1) On peut lire, entre autres, sur ce travail : *Revue de Belgique*, livraison du 15 Avril 1878, p. 434 à 438. — *Le Correspondant*, livraison du 25 Juillet 1878, p. 359 à 364. — *Magazin für Literatur des Auslandes*, numéro du 26 Octobre 1878. — *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques* (Institut de France), Décembre 1878, p. 904 à 909. — *Le Devoir*, numéro du 5 Mai 1878. — *La Vie littéraire*, numéro du 14 Mars 1878. — *Revue suisse*, 1877, p. 159 ; 1878, p. 25, 26, 86. — *Bibliothèque universelle*, Février 1879, p. 364. — *Journal des Débats*, numéro du 16 Octobre 1878. — *Journal officiel français*, numéro du 17 Octobre 1878. — *L'Europe*, numéro du 25 Janvier 1880. — *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes* 1881, p. 243, 246, — et divers autres journaux.

novateur qui a résumé, et, jusqu'à un certain point, codifié les théories démocratiques les plus extrêmes et les plus radicales.

Et pourtant, il a bien fallu se rendre à l'évidence; car toutes les citations du mémoire, faites sans passion, froidement et avec l'ardent désir de rechercher la vérité, étaient sans exception d'une fidélité scrupuleuse, qui a pu être vérifiée, et sur l'exactitude desquelles, de la part des personnes peu sympathiques aux conclusions du travail lui-même, aucun doute ne s'est élevé et ne pouvait s'élever.

Il ne sera point inutile de réimprimer ici textuellement, pour ceux des lecteurs qui n'ont point mon premier opuscule sous les yeux, quelques-uns de ces passages saillants qui ont une signification toute particulière et nous permettent de mieux comprendre l'origine des théories politiques du célèbre publiciste. C'est à Jean-Jacques Rousseau qu'ils sont textuellement, empruntés, c'est lui qui a émis, en plein dix-huitième siècle, les assertions suivantes, sans s'arrêter aux préjugés si vivaces de ses compatriotes :

« L'origine des franchises et des libertés du peuple de Genève se perd dans la nuit des temps. Dans l'acte célèbre de l'évêque Ademar Fabri, cet évêque reconnaît lui-même que ces franchises qu'il lui confirme, sont de temps immémorial. Toutefois, on ne saurait supposer que dans les désordres qu'entraîna la ruine de l'empire romain, aucun peuple, aucune ville ait conservé la moindre ombre de liberté (1). Le système féodal, fondé sur l'esclavage des vaincus, n'était pas propre à la faire renaître.

« *Les évêques, seuls protecteurs du peuple, le tirèrent de la soumission, et les droits municipaux de la ville de Genève ne s'établirent que sur ceux du clergé. Le prince, qui devait au peuple sa puissance, paya sa dette avec usure, il fonda la liberté.* Elle vint du côté dont on l'aurait le moins attendue.

« Genève avait à peu près, sous les évêques, les mêmes

(1) La science moderne a prouvé que cette assertion n'est pas exacte.

droits que Neuchâtel a sous ses princes : l'honneur et l'embaras du gouvernement était (*sic*) pour le prélat ; l'avantage et la sûreté était (*sic*) pour le peuple. Au dehors, protégé par son souverain, au dedans, par ses franchises, *le Gènevois* ne craignait ni son maître, ni ses voisins, *il était beaucoup plus libre que s'il eût été tout-à-fait républicain* (1). »

Et ailleurs : « L'idée d'aller chercher quelque image de liberté sous les rois de Bourgogne et sous Charlemagne est chimérique. *La liberté ne germa que sous l'épiscopat, et les évêques que le peuple de Genève regarde comme les anciens tyrans de sa patrie, en furent en effet les pères et les bienfaiteurs* (2). »

Ailleurs encore, il déclarait que les franchises promulguées à Genève, par l'évêque Adémar Fabri, en 1387, *n'étaient pas moins respectables aux Gènevois que ne l'est aux Anglais la grande Charte encore plus ancienne* (3); que *la liberté n'avait été élevée, à Genève, que sur la base du gouvernement épiscopal, qu'il était donc obligé, pour expliquer le gouvernement d'alors, de remonter à sa source, d'éclaircir souvent ce qui existait par ce qui s'était passé depuis fort longtemps* (4); enfin, qu'aux termes de ces vieilles franchises, *pièce authentique et regardée par la bourgeoisie de Genève comme le fondement de sa liberté, le non-usage ne pourrait prescrire contre elles, et qu'Adémar Fabri n'avait laissé ni à ses successeurs ni à personne le droit de les révoquer* (5).

Les citations qui précèdent, empruntées directement au *Citoyen de Genève*, ont dû paraître bien étranges, même aux esprits libres de préjugés contemporains ou séculaires à l'endroit de la vieille Genève; elles ont dû frapper les hommes

(1) *Revue suisse* (Neuchâtel). Année 1861, p. 461, 462.

(2) *Revue suisse* (Neuchâtel). Année 1861, p. 43.

(3) *Huitième lettre écrite de la montagne*.

(4) *Revue suisse* (Neuchâtel). Année 1861, p. 39.

(5) *Revue suisse* (Neuchâtel). Année 1861, p. 463, 464. Rousseau ne paraît pas se douter, d'ailleurs, des innovations que renferment les franchises de 1387.

droits et sérieux, avides de vérité, qui recherchent avant tout dans l'histoire ce qu'elle est réellement et ne se nourrissent pas, au point de vue de l'enthousiasme ou du dédain, de l'admiration ou du dénigrement, de tendances passionnées, systématiques, d'utopies qui peuvent leur sourire ou de rêves imaginaires. D'autres passages, que je ne réimprime pas, produiraient sans doute une impression analogue.

On éprouve, en effet, une véritable surprise à voir l'audacieux novateur chercher l'origine, les sources de la liberté genevoise et de ses propres théories politiques, dans les souvenirs de la Genève épiscopale, dans ces franchises à jamais célèbres d'un de ses plus illustres prélats ; à voir le théoricien de la démocratie moderne opposer, dans le dix-huitième siècle, les mérites du gouvernement des évêques à ceux des institutions calvinistes de la République de Genève. Cependant, comme l'a remarqué avec beaucoup de justesse le savant recteur de l'Université libre de Bruxelles, « lorsque Rousseau « écrivait ces lignes, les préjugés les plus injustes régnaient « encore à Genève, à l'égard des temps antérieurs à la Réfor-
« mation (1). »

Ces préjugés ne sont-ils pas plus ou moins vivants encore ? On pourrait facilement le croire, lorsque l'on constate, comme l'a fait l'honorable recteur, qu'à Genève on attache beaucoup moins d'importance qu'on ne semble le faire dans les pays étrangers, à la filiation bien indiquée, suivant lui, dans *l'Origine des idées politiques de Rousseau*.

Rousseau réserve d'autres surprises encore à ceux qui voudront l'étudier de près. Si je parlais, par exemple, de son testament fait sous l'invocation de la sainte Vierge et des saints, plus d'un lecteur ouvrirait, comme on dit, de grands

(1) *Revue de Belgique*. Année 1878, p. 436 (Livraison citée).

yeux. Qu'on veuille bien lire, comme je l'ai fait, la minute originale de ce testament dressé par le notaire Rivoire ; ce n'est pas assurément l'une des moindres curiosités de la bibliothèque de Chambéry. On a beaucoup écrit sur Rousseau, mais il n'est pas encore connu à fond, disait tout récemment, avec raison, un excellent penseur.

Aussi l'influence considérable qu'a eue son œuvre et qu'elle aura sans doute encore, explique-t-elle facilement l'intérêt qu'ont fait naître ces différentes citations et l'espèce de fièvre avec laquelle elles ont été çà et là accueillies ou interprétées ; il n'est point indifférent de connaître la source à laquelle il a puisé son système politique. L'éveil qu'a bien voulu donner la presse, de divers côtés, sur mon premier mémoire, m'a semblé un encouragement à poursuivre des recherches de cette nature, à m'efforcer de les approfondir, de les compléter. Il m'a imposé un devoir que je tiens à remplir ; voici donc un second travail qui ne ressemble guère au précédent, quoiqu'il roule en réalité sur le même sujet. La plupart de ceux qui ont honoré mon premier mémoire de leurs remarques ont admis qu'il était concluant, d'autres ont fait des réserves ; on verra, en lisant les pages qui suivent, que je tiens compte de quelques remarques et que certaines objections trouvent une réponse (1).

Si je cherche les sources du Rhône, son *origine*, dans les

(1) La mort, malheureusement prématurée, de M. le docteur Dubs, ancien président de la Confédération suisse, dont j'avais eu l'honneur d'être le collègue dans le *Conseil des Etats*, me permet de publier, en résumé, son opinion sur mon premier mémoire. Suivant lui, la *paternité intellectuelle* est toujours difficile à établir. Il admettait que le *Contrat social* était issu des circonstances politiques de Genève et de son histoire, que l'influence de l'évêque Adémar Fabri et des franchises de 1387 n'y était pas étrangère, mais qu'il n'était guère possible de déterminer exactement jusqu'où s'étendait cette influence, que ce n'était, du reste, point essentiel de la déterminer de plus près.

glaciers du Valais, dans la région des Hautes-Alpes, je n'ai nulle peine à reconnaître que le fleuve, à sa naissance, est loin d'être ce qu'il est à Genève, lorsque ses eaux limpides s'échappent du lac Léman et se préparent à descendre avec rapidité vers la Méditerranée. Le fleuve a traversé plus d'une contrée, il a entendu tour à tour sur ses bords la langue allemande et la langue française ; il s'est modifié à plusieurs reprises, il s'est élargi, ses ondes se sont purifiées dans le lac, et, quoique sa source, son *origine*, soit toujours, sans aucun doute, dans les glaciers du Valais, il n'est pas exactement à Genève ce qu'il était à sa naissance.

L'origine du Contrat social, je crois l'avoir clairement établi par une série de citations empruntées à Rousseau lui-même, se trouve dans les franchises promulguées, au sein de la ville impériale de Genève, par l'évêque Adémar Fabri, en l'année 1387. Dès lors, le principe que Rousseau devait reproduire dans le dix-huitième siècle, auquel il allait donner tout le prestige de son talent, tout l'éclat de son génie, qu'il allait répandre par ses écrits, à la veille de la révolution française, ce principe a traversé bien des événements divers, il a vu naître et passer bien des innovations, bien des générations ; pour ne parler que du dix-huitième siècle seul, il a fait le sujet des discussions les plus vives, les plus prolongées, des débats les plus passionnés.

Prétendre que ces débats que Rousseau suivait d'un œil attentif, lui sont plus ou moins demeurés étrangers, qu'ils ont été sans influence sur lui, sur son talent, ce serait sans aucun doute vouloir nier l'évidence. Soit dans les spéculations solitaires de son génie ou dans son ébauche d'une histoire de Genève, soit dans ses rapports personnels ou écrits avec des compatriotes, soit par le fait de brochures imprimées, de mémoires manuscrits, qu'on lui envoyait, l'idée capitale qui devait faire

la base du *Contrat social* a été certainement souvent présente à son esprit et à sa pensée ; elle devait prendre, dans ses œuvres, je l'ai déjà remarqué, une allure essentiellement différente de celle qu'elle avait dans le quatorzième siècle ; le fleuve avait parcouru bien du chemin à travers les siècles, il n'était plus, dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, sous le coup des passions politiques du calvinisme dans ses déchirements, ce qu'il était à l'époque plus calme et plus sereine d'Adémar Fabri ; quelle différence entre la Genève de 1762 et la Genève de 1387 ! Mais *l'origine* de l'idée était toujours la même, les œuvres de Rousseau le prouvent nettement ; cette origine remontait directement à ces franchises épiscopales qui étaient l'objet de son admiration, et qu'il comparait même à une charte fameuse dans l'histoire, à la grande Charte d'Angleterre. C'est ce que j'ai tâché d'établir dans mon premier travail.

C'est ce que je vais tâcher d'établir encore par une série de preuves contemporaines, empruntées, cette fois, non à Rousseau lui-même, comme précédemment, mais à ses compatriotes et à leurs écrits. Ce second mémoire corroborera le premier, je me plais à le croire ; ceux qui voudront bien les lire, l'un et l'autre, sans préoccupation, sans idée préconçue, avec une entière impartialité d'esprit, devront en conclure que l'idée qui est à la base du *Contrat social* n'est pas née en quelque sorte d'un seul jet, dans le dernier siècle, toute armée, si je puis m'exprimer ainsi, comme Minerve sortant du cerveau de Jupiter. Ils verront que les vieilles libertés de Genève, qu'invoque à plusieurs reprises Rousseau, avaient été souvent, avec constance, avec suite, invoquées avant lui dans Genève par le parti populaire que n'avaient point encore souillé les sanglantes pages de la fin du siècle dernier, et que les franchises d'Adémar Fabri ne sont point, suivant l'expression facile d'un aimable

écrivain, « *la source oubliée* des doctrines que devait formuler l'audacieux novateur (1). »

On connaît les luttes intestines, longues et acrimonieuses, qui eurent lieu à Genève, dans le cours du dix-huitième siècle ; sous des formes variées, sur des sujets quelquefois presque futiles, ou qui avaient au moins l'apparence de l'être, elles durèrent, pour ainsi dire, du commencement du siècle jusqu'à la fin, elles ne cessèrent, tant elles étaient acharnées, qu'avec la conquête de Genève par la France et l'incorporation, plus ou moins volontaire, plus ou moins forcée, moyennant certains privilèges, de la petite république à la grande nation.

Au milieu de cette agitation sans cesse renaissante, généralement assez opiniâtre, qui semblait souvent, au moins au premier abord, calme et sans passion, à celui qui ne connaissant pas la ville de Calvin, l'étudiait d'un œil superficiel, une des armes de guerre en usage, fréquemment employée par tous les partis, était la publication de brochures la plupart du temps anonymes ou la propagation de mémoires manuscrits, qu'on faisait circuler dans Genève. Quiconque voudra approfondir l'histoire du siècle dernier, dans la ville du Léman, ou celle des doctrines politiques de Rousseau, devra lire, autant que possible, ces brochures qui sont très-nombreuses ; il devra tâcher d'avoir communication de quelques-uns de ces mémoires manuscrits, nombreux aussi, qui jouèrent un rôle dans cette époque si pleine de convulsions, et où les haines municipales, presque toujours irréconciliables, rappelaient à tant d'égards, moins d'ordinaire la vivacité extérieure, les villes italiennes du moyen âge. On sait que ces violents débats se terminèrent tristement, que, proportion gardée, la terreur fut

(1) *Bibliothèque universelle*. Juillet 1878, page 6.

plus terrible à Genève qu'en France, et qu'au milieu d'innovations utiles, heureuses, désirables, virent le jour de bizarres utopies, se maintinrent de vieux préjugés et ne figurèrent que trop de sanglantes et abominables journées.

Ce sont surtout les brochures et les manuscrits antérieurs de peu de temps au *Contrat social*, qui ont, en ce moment, eu égard à mon premier mémoire, de l'importance, et auxquels je veux m'attacher ou plutôt me restreindre aujourd'hui. Ils nous montreront quel était, au point de vue des anciennes libertés genevoises, le courant des esprits, quel genre d'argumentation ils mettaient en avant, quelles idées ils poursuivaient. On pourra ainsi plus facilement discerner ce qui, dans les œuvres de Rousseau, relativement à la base essentielle de son système politique, lui appartient réellement, ce qui ne lui appartient pas, mais bien plutôt à ses compatriotes, et jusqu'à quel point, dans ce domaine ardent, il a fait une œuvre *absolument originale*.

Qu'on me permette d'aborder presque uniquement, dans ce travail, une question que d'excellents esprits trouveront certainement bien futile, au point de vue du sujet sur lequel elle roule, un des moins graves de ceux qui se débattirent à cette époque ; elle a un véritable intérêt historique, soit parce qu'elle précéda de peu de temps la publication du *Contrat social*, soit parce qu'il n'en a pas été question, je crois, jusqu'à ce jour, soit enfin parce qu'elle n'est pas étrangère à la polémique célèbre qui ne tarda pas à prendre naissance entre Rousseau et le magistrat éminent qui reçut tour à tour de lui des éloges sérieux, de vertes et ironiques apostrophes, le procureur général Jean-Robert Tronchin. A ces titres divers, elle mérite d'être mentionnée et sommairement étudiée.

Il s'agissait, au fond, simplement d'un mince impôt mis sur les bancs de deux ou trois temples, par le Petit Conseil

qui était encore, à cette époque, à peu près tout-puissant et qui représentait cette aristocratie genevoise, maîtresse presque absolue du pouvoir, depuis l'avènement du régime oligarchique introduit à Genève par Calvin. Quel rôle jouèrent dans cette question les représentants, c'est-à-dire le parti populaire, ces libéraux de petite trempe, qui ne tardèrent pas à prendre eux-mêmes une allure aristocratique, et les prétentions des classes privilégiées ?

Les représentants soutenaient que tous les impôts, sans exception, et celui-là en particulier, devaient être soumis à l'approbation du Conseil Général, que, sans le concours et le consentement exprès de ce corps, aucune contribution quelconque ne pouvait être valablement établie. Ils réclamaient, en conséquence, la convocation immédiate de ce corps pour qu'il eût à se prononcer officiellement au sujet de cet impôt. Aux termes des nouvelles lois genevoises, la convocation ne pouvait être faite que par le Petit Conseil qui se trouvait ainsi juge et partie dans sa propre cause. Or, le Petit Conseil refusait de la manière la plus absolue la convocation du Conseil Général. De là, un grave conflit dans la république entre la majorité de la population, d'une part, et le Petit Conseil ou pouvoir exécutif, de l'autre. Cette mince question d'impôt, qui n'était pas absolument nouvelle, devenait ainsi ce que nous appellerions, de nos jours, une question constitutionnelle, elle donnait lieu, dans le sein de la cité, à des débats opiniâtres. Rappelons-le en passant ; Tronchin admettait qu'en droit le Petit Conseil pouvait refuser tout changement à la Constitution, même *demandé par la très-grande pluralité des Citoyens et des Bourgeois* (1), soit de ceux qui seuls jouissaient alors des droits politiques ; c'est dire suffisamment que, dans des questions de cette nature, le gouvernement

(1) *Lettres écrites de la campagne*, p. 102.

génévois s'estimait tout puissant, et, par conséquent, ne s'entendait guère avec ses administrés, même avec les plus privilégiés d'entre eux. Dans ces débats, où on montrait, de part et d'autre, comme dans toutes ces luttes en général, beaucoup de raideur, on invoquait et discutait les principes ; cette polémique au sujet d'un impôt qui semblait ne pas mériter tant d'honneur, voyait surgir et se débattre les plus hautes questions politiques.

Il est bon de rappeler que, depuis longtemps et à diverses reprises, la question des impôts avait fait naître de nombreuses discussions et échauffé les têtes plus d'une fois. Elle avait fait le sujet de bien des brochures. A cette question se trouvait toujours intimement liée celle du Conseil Général, de son pouvoir, de ses prérogatives, du pouvoir et des prérogatives du Petit Conseil. Elle touchait par conséquent à des sujets orageux, elle attisait un feu qui couvait sous la cendre et se ranimait facilement, à la première occasion, au premier vent. Il se ranima à propos des bancs d'église ; c'est ce qui explique, dans un tel domaine, la vivacité singulière des partis et le caractère passionné du débat.

Un ou deux passages, empruntés à cette controverse, ne seront pas étrangers au but de ce mémoire dans le cadre duquel ils rentrent tout naturellement. Irrités de ce refus du pouvoir exécutif et ne pouvant parvenir à faire soumettre les questions de cette nature à l'approbation du Conseil Général, les *Citoyens et Bourgeois représentants* invoquent les *lois fondamentales de l'Etat*, ils ne se découragent pas, ils réitèrent à diverses reprises leur demande.

A la date du 12 mars 1757 (cinq ans avant la publication du *Contrat social*), ils s'expriment ainsi, dans un de leurs écrits :

« Le silence du peuple ne peut servir de titre légitime contre

« lui, ce n'est que par des actes formels qu'il peut abdiquer ses
« prérogatives; *ces principes généraux et incontestables ne*
« *sont point étrangers à notre Constitution, puisqu'ils sont for-*
« *mellement renfermés dans le dernier article de nos anciennes*
« *coutumes.* »

Une approbation silencieuse, même en apparence favorable, n'est point, suivant eux, une approbation, *quand la Constitution y est intéressée*, et l'unique moyen d'obtenir cette approbation, c'est de réunir régulièrement le Conseil Général.

L'article des *franchises* de Genève, invoqué par les représentants, est précisément l'article cité dans mon premier mémoire, celui que, peu d'années après, Rousseau faisait revivre, qu'il répandait au loin et qui est à la base du *Contrat social*.

Les biens d'église font en effet partie du domaine public, disaient les représentants, et les places des temples sont comprises dans les biens d'église. Tout moyen de se procurer des deniers sans le consentement formel du Conseil Général, est interdit aux termes des *us et coutumes de Genève*. Procéder autrement, c'est attenter aux droits du souverain. *Ce droit ne se prescrit jamais, on peut le revendiquer en tout temps.*

Telles sont les idées qui circulent et se répandent dans la population, on les répète à satiété dans des dissertations manuscrites, qu'on fait passer de main en main, qu'on lit avec avidité, comme on lirait aujourd'hui des journaux, dans les familles, et dans les sociétés qu'on appelle *cercles*, dont il existe un grand nombre à Genève ; plus d'une fois déjà, remarquons-le en passant, cette polémique revêt un style qui nous rappelle le langage révolutionnaire de la fin du siècle dernier.

La question des banes d'église, question simple et bien circonscrite, ne semble pas susceptible de longs développements; on ne saurait croire cependant tout ce qui a été écrit à ce sujet. J'ai sous les yeux un volume manuscrit d'une étendue fort

respectable ; curieux en lui-même, il roule uniquement sur cet impôt et sur des points qui s'y rattachent.

Si tout chemin mène à Rome, cette pauvre question peut mener loin ; on passe vite à une autre qui est bien plus grave, celle de la suppression du Conseil Général. De la question du Conseil Général, on passe à celle de la souveraineté ; sur un point de peu d'importance, à propos d'un sujet qui était demeuré à peu près inaperçu, durant un certain nombre d'années, on discute, on s'échauffe, on ébranle, en définitive, toute l'organisation gouvernementale.

Des deux parts, on remarque un peu de pesanteur dans le style et dans l'argumentation, mais les raisonnements sérieux ne font pas défaut, et ils ont de la portée. Toutefois, des deux parts aussi, on remarque des sophismes qu'on se lance quelquefois sérieusement, quelquefois avec des éloges réciproques, graves ou railleurs, d'ordinaire ironiques, avec une passion qui simule le calme, ou avec un calme qui ne manque point de passion.

Les idées nouvelles pénètrent ainsi, pour ainsi dire, goutte à goutte, dans le sein de la population genevoise, elles se glissent dans tous les rangs, dans toutes les classes. Elles se développent avec plus de force encore à dater du jour où le Consistoire porte plainte au Petit Conseil contre les œuvres de Rousseau, demande au pouvoir exécutif de prendre des mesures contre lui (janvier 1761), et provoque ainsi, par une dénonciation officielle (1), ce bûcher du *Contrat social* et de

(1) « Enfin le Consistoire, en janvier 1761, jugea à propos de demander au Conseil de prendre des mesures pour empêcher le mal que pouvait faire la *Nouvelle Héloïse*, qui venait de paraître.

« Mais tout cela... ne l'aurait pas prévu... cet arrêt du 19 Juin 1762, qui décrétait Rousseau de prise de corps, et condamnait l'*Emile* à être brûlé devant la porte de notre Hôtel de Ville. La main d'un chasse-gueux (sic) déchira ce noble livre, et le mit sur un réchaud... » *Etrennes chrétiennes, Genève*, 1884, p. 214. — L'arrêt de 1762 frappait à la

l'*Emile* qui va irriter profondément les esprits, devenir bientôt célèbre, raviver le souvenir du bûcher de Servet et jeter comme de l'huile bouillante au milieu de l'effervescence populaire.

Ce choc d'idées éveille, attise une fièvre qui grandit peu à peu, qui, dans une ou deux générations, éclatera terrible, lorsque le long travail de la révolution mûrira en France, lorsque sonnera l'heure de grandes luttes, lorsque viendront les *épouvantables années*, suivant l'expression d'un illustre poète. L'observateur perspicace sent déjà gronder de loin, sur un petit théâtre, avant même que les écrits politiques de Rousseau aient paru, les grands orages de la fin du dix-huitième siècle.

Toutes les classes prennent part à cette lutte passionnée des esprits, qui deviendra prochainement générale, elles sont représentées presque toujours par des anonymes. On indique, cependant, tout bas les noms les plus saillants ; c'est un avocat qui se nomme Enard, un pharmacien qui se nomme Prévost, un conseiller qui se nomme Dupan, un jurisconsulte qui se nomme Tronchin, bien d'autres encore. Les dépenses d'une nature quelconque, couvertes par des moyens détournés que le Petit Conseil adopte, pour ne point recourir au Conseil Général, sont sévèrement critiquées et remettent encore une fois sur le tapis la question constitutionnelle.

Ainsi, pour n'en citer qu'un exemple, les dépenses secrètes faites, peu d'années auparavant, par le Petit Conseil, habilement, suivant les uns, immoralement, suivant les autres, pour arriver à conclure, avec la Cour de Turin, le

fois l'*Emile* et le *Contrat social*. — Plus d'une fois, des publications avaient été brûlées par la main du bourreau, sans que Rousseau en eût éprouvé la moindre surprise. Voir, en particulier, p. 203, l'article qui vient d'être cité.

traité de 1754 (1), et à corrompre ou à endormir la conscience d'un diplomate, éveillent des soupçons, des critiques, des suppositions injurieuses ou malveillantes, font naître des questions délicates, qu'on élude, en ne répondant pas, ça et là de sourds murmures et un mécontentement d'autant plus dangereux qu'il n'éclate pas au grand jour.

On ne manque point d'ailleurs de science, il faut le dire, dans cette opiniâtre controverse; on aborde tour à tour des questions de grammaire, d'étymologie, on cite les auteurs génevois, français ou étrangers, Burlamaqui, Montesquieu, Sidney, Locke, — on s'aperçoit aisément qu'on discute au sein d'une population instruite, — le droit romain prend gravement part au débat, que sais-je encore? Lorsqu'on peut croire, avec quelque raison, que la controverse est enfin épuisée, elle recommence de plus belle; dans les deux camps, on aime à se répéter encore, les Gênois d'aujourd'hui ne sont pas, sous ce rapport, indignes de leurs ancêtres; et toujours, chose bizarre, ce petit peuple éminemment calviniste, croyants ou non-croyants, ces derniers de beaucoup les plus nombreux, d'après les renseignements contemporains (2), invoque avec persistance l'autorité des anciennes assemblées générales de la Genève catholique et les vieilles franchises épiscopales, — ces franchises d'Adémar Fabri que le parti populaire va bientôt

(1) On en a fait de semblables, de notre siècle, en les dérobant à la publicité.

(2) Voir, en particulier, le *Philadelphien à Genève*, p. 166. Cet ouvrage a été publié en 1783 par le Girondin Brissot, qui avait fait un séjour à Genève où le parti populaire l'avait accueilli avec une grande sympathie. D'après Brissot, les Gênois étaient *presque tous déistes ou matérialistes*; il n'y avait que des femmes dans les temples, on n'y voyait que peu d'hommes.

Charles Pictet qui fut déclaré déchu, pour une année, de ses droits de bourgeoisie et d'autres droits, avait écrit au Petit Conseil, trois jours après la condamnation prononcée contre Rousseau : « La République se croit-elle « comptable de la façon de penser de ses citoyens absents? *Elle aurait, en* « *ce cas, bien plus affaire, si elle eût à justifier, en matière de religion,* « *les sentiments de la plupart de ceux qui vivent dans son sein.* »

faire réimprimer pour que chacun puisse en avoir un exemplaire et les étudier à loisir.

Voici venir d'abord, parmi les combattants, l'auteur d'un mémoire dont le nom rappelle un de ceux qui figurent dans la science genevoise. Au moment où Revilliod est procureur général, circule un *Projet de réponse aux arrêtés du Conseil, tiré*, est-il dit, *des réflexions de divers Citoyens et Bourgeois de Genève*. Il est généralement attribué à J.-F. Deluc. Les arguments opposés au Petit Conseil sont reproduits, commentés, développés ; c'est une attaque en règle. L'auteur invoque le Conseil Général de 1420, antérieur de plus d'un siècle à la Réformation, conseil célèbre dans l'histoire de Genève et que Rousseau va bientôt invoquer avec force à son tour ; Deluc met de plus en plus en évidence, en la citant textuellement, la décision prise par cette haute assemblée. Elle se résume en ces quelques mots : aucun impôt ne peut être introduit, aucune levée de deniers admise, sans le consentement exprès de la communauté genevoise régulièrement convoquée.

Or, qu'était-ce que la communauté genevoise, au commencement du quinzième siècle ?

On ne connaissait pas, en 1420, toutes ces classes distinctes, superposées, plus ou moins séparées les unes des autres, introduites à la suite du régime calviniste, les unes jouissant de la totalité des droits politiques (les *Citoyens*, au nombre desquels était Rousseau,) d'autres privées d'une faible partie de ces droits (les *Bourgeois*), d'autres de la plus grande partie, d'autres enfin n'ayant aucun droit politique quelconque, étrangères dans leur propre pays, et, parmi ces dernières, plusieurs catégories encore. « Les aristocrates, dit un histo-
« rien, voulaient dominer tout le monde, les bourgeois
« n'étaient pas fâchés d'être supérieurs aux natifs et ceux-
« ci se dédommageaient de leur position en la compa-

« rant à celle des habitants, des domiciliés et des étrangers (1). »

Dans le quinzième siècle, au contraire, cette inégalité n'existait point à Genève ; le régime calviniste était, sous ce rapport aussi, très-inférieur au régime épiscopal. Or, la polémique dont je parle se produisait en 1757, au milieu d'une population dont les classes les plus élevées, les *Citoyens* et les *Bourgeois*, étaient loin de former la majorité. Les *Citoyens* qui étaient au haut de l'échelle, caste privilégiée par excellence, ne représentaient, comme nombre, qu'une infime minorité ; Rousseau, loin de dédaigner alors ce titre essentiellement aristocratique, s'en montrait fier.

Il avait même hautement vanté cette organisation, peu d'années auparavant ; son enthousiasme sans réserve et son admiration extrême pour ce système gouvernemental font un curieux contraste, de nos jours, avec plusieurs de ses ouvrages les plus saillants. « Plus je réfléchis sur votre situation *politique* et *civile*, écrivait-il solennellement le 12 « Juin 1754, et *moins je puis imaginer que la nature des « choses humaines puisse en comporter une meilleure...* Puisse « durer toujours, pour le bonheur de ses *citoyens* et l'exemple « des peuples, *une république si sage et si humainement cons- « tituée* (2). » Ce Rousseau aristocratique ne se doutait guère qu'il allait être bientôt l'auteur des *Lettres de la montagne*. Quelques semaines après la publication du *Contrat social* (3), le 30 Mai 1762, il adressait encore à Moulton ces lignes, en lui apprenant qu'*aucun libraire de Genève ne voulait se charger de vendre son ouvrage* : « Il est vrai que l'entrée de ce livre

(1) Thourel, *Histoire de Genève*. Tome III, p. 558.

(2) *De l'inégalité parmi les hommes* (Dédicace).

(3) Rousseau avait annoncé à Moulton, par lettre du 25 Avril 1762 que le *Contrat social* était imprimé.

« vient d'être défendue en France ; mais c'est précisément
« pour cela qu'il devrait être bien reçu dans Genève ; car
« même j'y préfère hautement l'aristocratie à tout autre gou-
« vernement. »

Quand Rousseau se brouilla à mort avec les hommes d'Etat de Genève, avec *Messieurs les brûleurs*, comme il les appelait (1), cette circonstance fut l'une de celles qui soulevèrent contre lui les colères les plus violentes ; on lui pardonna, moins qu'à tout autre, ses allures nouvelles en matière politique, c'était un patricien de naissance devenu révolutionnaire, un traître à sa caste et à son drapeau. Il leur voua, de son côté, une haine aussi implacable que la leur ; mais beaucoup de traits lancés par lui contre le gouvernement genevois ricochèrent et allèrent atteindre les gouvernements étrangers. On l'a remarqué depuis longtemps ; c'est du sein des classes privilégiées que sortent d'ordinaire les radicaux les plus habiles, les plus prononcés. Que de fois ne l'a-t-on pas vu et ne serait-il pas facile de citer des noms, anciens ou récents ?

Beaucoup de brochures qui, dans le dernier siècle, à Genève, étaient censées émaner des *citoyens* ou des *bourgeois*, sortaient au contraire de la plume d'hommes privés de tous droits politiques ou d'une notable partie de ces droits, entre autres de la classe des natifs ; des intérêts variés, très-différents les uns des autres, très-enchevêtrés, parfois très-opposés à certains égards, s'agitaient au milieu de ces controverses sans fin du dix-huitième siècle, dans ce long bouillonnement, tantôt sourd et d'une *tranquillité effrayante*, suivant une expression

« (1) Toute inquisition m'est odieuse. Je regarde tous les inquisiteurs
« comme autant de satellites du diable. Par cette raison je ne voudrais pas
« plus vivre à Genève qu'à Goa... *Je ne suis point curieux d'aller cher-
« cher le sort des Servet. Adieu donc, Messieurs les brûleurs, Rous-
« seau n'est point votre homme.* » *Lettre de Rousseau à Moulton*, du
dix-sept février 1763.

du temps (1), tantôt bruyant, précipité, tumultueux, comme un torrent débordé dans les vallées des Hautes-Alpes.

Deluc n'invoque pas seulement le Conseil Général de 1420, il invoque directement aussi, — c'était mettre le doigt sur la plaie, — les franchises d'Adémar Fabri, ces titres authentiques et nationaux qu'on qualifiait de *surannés* dans la classe *du haut*, dont on aurait voulu pour tout au monde qu'il ne fût pas question, qu'on aurait désiré accabler sous le dédain superbe d'un profond *silence*, arme de guerre employée quelquefois aussi dans la polémique genevoise.

Deluc ne l'entendait pas ainsi : « Ces principes généraux, « dit-il, ne sont pas *étrangers à notre Constitution*, « ils sont formellement exprimés, par un article formel de « *nos anciennes franchises si souvent jurées par nos évêques.* » Il cite textuellement cette partie du texte des franchises du quatorzième siècle, et l'étale en quelque sorte aux regards de Ses concitoyens (2) ; son mémoire circule, les franchises d'Adé-

(1) Le calme apparent de notre ville et la tranquillité effrayante avec laquelle se font des *opérations si étranges...* (Huit Conseils généraux successifs avaient refusé d'élire les magistrats). *Recueil des pièces concernant la demande de garantie. Londres.* (Genève) 1767, page 72.

(2) « Item, si les dits clercs ou citoyens de Genève, d'à présent ou de « l'avenir, et ceux qui avec le temps seront procureurs ou syndics dans « ladite cité, ne faisaient pas usage de chacun des susdits privilèges et de « leurs articles, que pour cela les dits citoyens et communauté ne perdissent pas et ne dussent perdre les susdits privilèges, ni en tout, ni dans « aucun de leurs articles, pas même par une désuétude de trente, quarante, cinquante années ou davantage ; et que la prescription ne courût pas à l'égard des susdits privilèges contre les clercs, citoyens et communauté « susdits ; et si nous ou nos officiers, qui avec le temps pourront l'être dans ladite cité de Genève, suivions ou suivaient des us et coutumes contraires à quelques-uns des articles susdits, ou qu'on portât en quelque chose atteinte à plusieurs des susdits privilèges, en vertu ou contre le contenu des dits articles, que, par un tel abus, préjudice ne fût fait aux dits clercs, citoyens et communauté, et qu'il ne fût point dérogé aux dits privilèges, pas même par un usage et coutume du plus long temps contre les dits privilèges ; qu'aucun d'eux ne perde sa force et ne doive être prescrit ; et que la prescription du plus long temps ne puisse jamais être oppo-

mar Fabri sont de plus en plus connues, elles deviennent de plus en plus populaires. Bientôt, réimprimées, elles seront lues avec avidité dans Genève.

Le Petit Conseil tenait essentiellement à ce que personne ne pût les connaître ; l'édition gothique, publiée au commencement du seizième siècle, était à peu près épuisée, on ne communiquait à aucun prix le texte original de ces vieilles libertés, soigneusement caché dans les archives ; on semblait très-particulièrement redouter cette lecture, à peu près comme on refusait officiellement communication de la procédure de Servet, même à un professeur très-bien pensant de la Faculté de théologie genevoise, pour préserver à tout prix le nom du réformateur de la honte qui en devait être l'inévitable conséquence.

Le mémoire de Deluc, qui parut le 24 février 1757, rappelait en toutes lettres l'article des franchises et sapait par sa base tout l'édifice gouvernemental du dix-huitième siècle ; aussi fit-il beaucoup de bruit et éveilla-t-il vivement la curiosité publique. En face de ces attaques sérieuses, qui portèrent coup, le gouvernement sentit le besoin de se défendre, mais il se garda bien de se mettre directement en évidence. Comme le faisait la vénérable Compagnie des pasteurs, dans des cas de cette nature, il se servit de l'intermédiaire de l'un des siens et parut ne prendre aucune part à cette controverse ; à ne voir que la surface, on aurait pu facilement croire qu'elle lui était indifférente. Au fond, c'était bien du gouvernement qu'il s'agissait : *de te fabula* ; on ne l'interpréta pas autrement dans le public.

« sée auxdits privilèges ; lesquels, dans chacun de leurs articles, demeure-
« ront fermes et stables, nonobstant tout usage et possession contraire ; si
« ce n'est autant que ce proviendrait de la volonté et commun consentement
« des clercs eux-mêmes, citoyens et communauté de la susdite cité. »

Je fais allusion à un autre mémoire qu'on fit circuler quelques jours après celui de Deluc (4 mars 1757) ; on fut généralement d'accord pour l'attribuer à un jurisconsulte de mérite, membre d'une des grandes familles genevoises, homme érudit, qui maniait la langue avec talent, à l'avocat Tronchin-Boissier. Or, l'avocat Tronchin n'était autre que Jean-Robert Tronchin, bien connu dans l'histoire du dix-huitième siècle, le même qui devint bientôt procureur général de la République, et qui eut, cinq ans plus tard, avec Jean-Jacques Rousseau, une polémique demeurée fameuse, dont on parle encore souvent (1) ; plus développées que le mémoire de 1757, les *Lettres écrites de la campagne* roulent au fond sur le même sujet, ce premier travail éclaire le second, et il a ainsi une véritable importance. Le travail de Deluc, de son côté, est, à certains égards, le précurseur du *Contrat social* ; il est surprenant que ce point de vue et l'existence de ces mémoires n'aient pas encore été signalés jusqu'à ce jour par ceux qui ont fait des écrits politiques du *Citoyen de Genève*, l'objet de leurs études.

Deux autres membres de la famille Tronchin figuraient dans le sénat ; intimement lié avec les patriciens, patricien lui-même, Tronchin-Boissier se constitua, avec ardeur et conviction, le défenseur d'un régime privilégié qui compta dans son sein, il faut le reconnaître, plus d'un homme d'un vrai mérite.

C'est donc comme avant-coureur de la célèbre controverse entre Rousseau et Tronchin que ce mémoire nous intéresse particulièrement ; il nous donne une idée plus exacte du mouvement et de la marche des esprits, il nous fait mieux comprendre la lutte si vive qui s'éleva à propos du *Contrat social*,

(1) « Noble Jean-Robert Tronchin, né 1710, procureur général, épouse, 1748, Elisabeth-Charlotte, fille de Gaspard Boissier et de Charlotte-Catherine Rolaz du Rosey. » Galiffe, *Notices généalogiques*. Tome II, p. 294.

il l'explique d'une manière toute naturelle. Antérieur de plusieurs années, il lui sert de vivant commentaire.

Quoique, au point de vue officiel, le Petit Conseil fût absolument étranger en apparence à cette controverse, le public genevois sut bien de qui émanait le mémoire, de quel parti il venait ; le ton gravement dédaigneux, que respiraient certains passages, aigrit sourdement des cœurs prévenus, excessivement tenaces, peu disposés à être agréables à des adversaires encore puissants et pour le moins aussi tenaces qu'eux. L'extrême ténacité, la ténacité raide, persévérante, fut un des caractères saillants de l'esprit genevois dans les luttes du siècle dernier.

Le crédit dont jouissait la famille Tronchin, sa puissance, sa richesse, le talent incontestable de l'auteur, tout donnait à ce premier mémoire une véritable importance. Il fut discuté de près dans le public, et les événements qui se déroulèrent, quelques années après, qui eurent un si grand retentissement, lui donnent aujourd'hui, à cent vingt-quatre ans de distance, une signification toute particulière, une importance plus grande encore.

Dans ce mémoire également, il était question de la Genève épiscopale ; comptant, pour mettre ses adversaires mal à l'aise, sur les préjugés vivaces, soigneusement entretenus, contre l'ancienne Genève, par l'Eglise calviniste, Tronchin s'écriait d'un ton de mépris, — on peut comparer ce passage avec des passages analogues qui figurent dans les *Lettres écrites de la campagne* (1) :

(1) Voici, comme comparaison, deux passages empruntés à ces *Lettres* :
« On s'enfonce dans les 14^e et 15^e siècle (*sic*) pour y trouver l'esprit de notre *Constitution*. On le cherche dans les franchises d'*Ademarus* Fabri en 1387, dans un acte de 1420, où les Natifs et Habitants figurent en égalité avec les citoyens et bourgeois. Et cela, dit-on, est conforme à la *Loi fondamentale* de la République. » *Lettres écrites de la campagne*, page 45. »

« *Que signifie la citation d'un acte passé du temps des évêques,*
 « plus de cent cinquante ans avant que nous eussions une
 « *Constitution ?* Voudrait-on insinuer que le Conseil Général,
 « ayant une fois proposé des collectes, a toujours le droit de
 « reprendre ce moyen et tous ceux du même genre ? A Dieu
 « ne plaise que je soupçonne de sages citoyens de poser un
 « *principe destructif, je ne dis pas de notre gouvernement, mais*
 « *de tous les gouvernements du monde, un principe qui ferait*
 « *plus de maux que le despotisme même (1), mais qu'il me*
 « *soit permis d'observer que ces titres surannés ne doivent être*
 « *employés que pour éclaircir des points d'histoire.* »

Ainsi, ce débat fort grave dans lequel doivent se discuter, au point de vue politique de la liberté, de la souveraineté, les mérites réciproques du gouvernement calviniste et du gouvernement épiscopal, ce débat qui va naître, dans quelques années, entre Rousseau et le procureur général Tronchin, s'élève déjà en 1757, entre J.-F. Deluc et le même jurisconsulte Tronchin. Celui-ci, toujours disposé à traiter un peu ses adversaires de haut en bas, ne voit, dans leurs théories, que *des subtilités et des systèmes, ouvrage de l'inquiétude et de la peur*, subtilités qui n'auront pas de lendemain, pas de vie ; *ce qui n'est qu'esprit, dit-il, n'est qu'illusion, et s'évanouit en présence d'une raison simple et pure.*

« Et cette Ochlocratie tumultueuse dériverait de la Loi fondamentale ! On la fonderait sur des actes de 1387 et de 1420 ! On l'aurait ramassée dans ces temps ténébreux où on n'aperçoit pas encore *un corps de Bourgeoisie, puisqu'elle y marche collatéralement avec le reste des Habitants.* » *Id.*, p. 95.

(1) Les *Lettres populaires*, dans lesquelles on examinait la réponse faite aux *Lettres écrites de la campagne*, déclaraient que le *Contrat social* saccageait toutes les lois de Genève et tendait à bouleverser la Constitution. Il était ridicule, d'après l'auteur de cet écrit, d'invoquer les franchises d'Adémar Fabri ou l'acte de 1420. Le *Contrat social* livrait tous les gouvernements aux caprices de la multitude, il ébranlait le gouvernement genevois et en attaquait plus directement le principe. Voir, entre autres, p. 34, 36, 214, 219, 228-232, 243, 269, 270.

Tronchin, dont le jugement était, suivant Jean de Muller, plutôt dicté par l'humeur que fondé sur les principes, veut qu'on examine la question des bancs d'église, « sans finesse, sans amour pour nos opinions et dans la simplicité de notre cœur, » il renferme adroitement, autant que possible, la question dans les bornes étroites du droit civil, il invoque, en faveur du Petit Conseil, *son droit d'administration, une possession non interrompue* et le droit de prescription.

« *Un changement peut conduire à un autre changement ; ce n'est point par l'importance de l'objet qu'il faut estimer l'importance d'une loi qui règle la distribution des pouvoirs, de pareilles lois sont saintes*, il n'est permis d'y toucher qu'avec timidité, et dans le cas d'une nécessité extrême ; et le gouvernement doit défendre un droit onéreux que la *Constitution* lui a confié comme le privilège le plus utile. »

« Le peuple, se demande-t-il, est-il un sophiste qui veuille jouer sur un mot et en prendre avantage ? »

Au fond, les adversaires ne pouvaient que difficilement s'entendre, ils partaient de points de vue opposés et se plaçaient sur des terrains bien différents. Là où l'un n'apercevait qu'une simple question de droit civil, *de prescription ordinaire*, l'autre soulevait les plus hautes questions de droit public et parlait, comme allait le faire Rousseau, de *droits*, de *libertés imprescriptibles*. L'un ne voulait rien changer à la *distribution des pouvoirs*, l'autre demandait avec instance au gouvernement calviniste des innovations radicales. D'un côté, le vieil édifice aristocratique, de l'autre, la révolution.

Tronchin parlait de *sophismes* ; or, dans les deux camps, à côté de raisonnements sérieux, on ne se faisait pas faute de sophismes, à l'occasion. Aussi bien du côté du jurisconsulte que du côté populaire, on était loin de discuter, *sans finesse*, on ne maniait pas les armes avec bonhomie et débonnairété,

dans la simplicité du cœur, comme disait Tronchin. L'épithète de *jongleur* ne se glissa-t-elle pas dans la correspondance de Rousseau et n'était-elle pas à l'adresse du procureur général (1)? Rousseau ne traita-t-il pas Vernet de *sot* et de *fourbe*, les ministres de *fous* et de *rogues*? Il est vrai que c'est à l'époque où l'auteur des *Lettres de la montagne* n'épargnait pas à ses compatriotes en général des épithètes fort dures, mal sonnantes, que je ne veux pas reproduire ici.

Aussi, lorsqu'il s'imagine, en 1757, que toute cette polémique va bientôt *s'évanouir* en face d'une *raison simple et pure*, celle sans doute qu'il met en avant dans son mémoire, Tronchin est-il loin de se faire une idée exacte de l'état général des esprits, de ce feu qui sourdement couvait sous la cendre, de ce petit volcan qui devait faire un jour une explosion terrible.

L'histoire de Genève, dans la seconde moitié du dernier siècle, le prouve surabondamment : les érudits et les savants, qui vivent surtout dans leur cabinet, n'ont pas toujours le coup d'œil pratique très juste (2).

Après cette vive polémique, dont les pages qui précèdent ne donnent qu'un bref et rapide résumé, quoique déjà bien long, on pensera peut-être que les débats sont clos sur la question des bancs d'église, mais ce serait peu connaître le caractère genevois. La polémique continue de plus belle, on écrit mémoire sur mémoire, on entasse Pélion sur Ossa. La *Lettre d'un Citoyen*

(1) Dans ses *Confessions* (Partie II, Livre XII), Rousseau, en parlant des *Lettres de la campagne*, s'exprime ainsi : « Cette pièce, monument durable des rares talents de son auteur, était du procureur général Tronchin, homme d'esprit, homme éclairé, très-versé dans les lois et le gouvernement. »

(2) De notre temps, en 1846, quand la révolution éclatait à Genève, que la petite république était en armes, que M. James Fazy allait prendre les rênes de l'Etat, moins de vingt-quatre heures avant la chute du gouvernement genevois, un célèbre physicien disait naïvement : « Ce n'est rien, tout est fini dans une demi-heure. »

riposte, d'une manière assez prolixe, au patricien jurisconsulte ; de nouveau, il est question, dans ce mémoire, *de l'époque et des franchises épiscopales*.

« L'auteur prétend, dit le publiciste anonyme, en faisant « allusion à Tronchin, que l'acte de 1420 est *suranné* et qu'il « ne doit plus être employé que pour éclaircir des points « d'histoire, mais *qu'il nous fasse voir par quel édit il est « révoqué, et en quel temps il a perdu sa force.* »

Peu de jours après, paraît la *Réponse d'un Citoyen à un autre Citoyen* ; le nouvel anonyme est évidemment un lettré, il invoque Plutarque, Montesquieu, Locke, Puffendorf, bref, sans produire des arguments nouveaux, le mémoire indique toutefois un homme instruit, mais le fond est toujours le même.

Puis, viennent les *Réflexions d'un Citoyen de Genève sur le pouvoir négatif des Conseils* (20 mai 1757). La thèse de l'auteur, c'est que le gouvernement ne peut faire aucune levée de deniers quelconques, aucune collecte même, sans le consentement exprès de *l'ensemble* de la nation genevoise, et que *cet acte de 1420* (on remonte constamment à l'époque épiscopale qui n'a aucune valeur dans l'opinion du publiciste patricien), *demeure la loi fondamentale de l'Etat, relativement aux finances* ; le tout accompagné de nouveau de citations empruntées à Burlamaqui, Sidney, Locke, etc. Les auteurs de mémoires gardent volontiers l'anonyme, ils se qualifient souvent de *Citoyens*, sans l'être en réalité ; en tout cas, ils ne sont pas des ignorants.

Ce n'est pas la fin encore ; en particulier, quelques semaines plus tard (Septembre 1757), circulent les *Réflexions d'un Citoyen* (encore un citoyen) *sur le droit négatif* ; ce travail signale à son tour l'*abus fait contre les us et coutumes*, c'est-à-dire, contre les anciennes franchises de 1387, les franchises de l'évêque Adémar Fabri ; puis, encore en Septembre 1757,

paraissent les *Eclaircissements touchant le louage des places dans les temples de Genève*.

Comme on le voit, les deux partis ont fait valoir en détail et à satiété leurs arguments, ils les ont reproduits vingt fois ; si toutes les lois recevaient, de nos jours, une publicité pareille, elles seraient suffisamment connues.

Ces mémoires, que je n'ai fait connaître que sommairement et qui, réunis, formeraient un ou deux gros volumes, remontent, tous ou à peu près tous, aux neuf premiers mois de l'année 1757. Dans ces travaux divers, les souvenirs, les lois, les franchises des quatorzième et quinzième siècles sont maintenus et invoqués, ils jouent un rôle saillant dans la polémique, il en est question dans l'attaque, il en est question dans la défense. L'idée est reproduite ou combattue avec une suite et un ensemble remarquables. C'est bien là, on peut l'affirmer, l'affluent souterrain le plus important, la source directe la plus abondante des écrits célèbres qui sont, de quelques années, plus récents, et qui ont fait tant de bruit : *Le Contrat social*, les *Lettres écrites de la campagne*, par Tronchin, les *Lettres écrites de la montagne*, par Rousseau ; le premier notamment, de beaucoup le plus connu de tous.

En parcourant l'année 1757, dans une *Histoire de Genève*, publiée, il y a bientôt cinquante ans, par un jurisconsulte du Midi de la France, je n'ai su trouver nulle trace de la polémique, très suivie et très vive, qui s'éleva à propos des bancs d'église ; cette lacune ne m'a nullement surpris.

Une partie de ces longs débats du dix-huitième siècle avait lieu, en effet, pour ainsi dire, à huis clos, dans le sein des différentes classes qui composaient la population. Quoiqu'ils la remuassent par moments de fond en comble, ils échappaient

facilement à celui qui ne connaissait pas ou n'étudiait pas de fort près la Genève du devnier siècle ; il y avait là comme un voile, plus ou moins épais, qu'il fallait percer avant tout. Les partis s'enveloppaient volontiers dans un certain mystère qui semblait convenir à une petite nation peu habituée encore à la publicité ; chaque classe, de son côté, se défiait de l'autre et tenait à agir en quelque sorte à part ; l'esprit calviniste n'est pas toujours d'ailleurs bien communicatif.

Voilà pourquoi un épisode intéressant et qui jette un jour inattendu sur une controverse célèbre, qui nous l'explique, qui nous la fait mieux comprendre, n'a pas même frappé un historien sérieux ; cet écrivain cependant raconte d'autres événements, mentionne d'autres faits qui n'ont pas, au point de vue de la filiation des idées, quel que soit leur intérêt, la même importance que l'impôt sur les bancs des temples et la polémique qu'il a fait naître. Or, c'est à la filiation des idées que je me suis spécialement attaché dans ce mémoire et dans le précédent.

Après avoir signalé la source première du fleuve dans les glaciers du Haut-Valais, j'ai désiré le mieux connaître, et j'ai suivi dans ce but une partie au moins de son cours ; ce travail d'investigation pourrait être entrepris sur une plus grande échelle encore. On trouverait facilement, soit avant, soit après la publication du *Contrat social*, une série de brochures et de mémoires invoquant, comme Rousseau lui-même, les institutions politiques de Genève, antérieures à la Réformation ; l'une de ces brochures ne leur consacre pas moins de quinze pages. Ce travail semble maintenant inutile et ferait plus ou moins double emploi avec celui auquel je viens de me livrer.

Il serait plus intéressant, peut-être, d'examiner, attentive-

ment et avec soin, comment le fleuve a été détourné de son cours, comment l'idée d'Adémar Fabri, qui était sage et libérale, qui comportait l'union et la concorde entre la population et le pouvoir, est devenue plus tard une idée radicale, extrême, hostile aux gouvernements et révolutionnaire, ce qu'elle n'était pas dans l'origine. Cette transformation si importante, quelles causes l'ont fait naître ? Quels événements ont contribué à l'établir et quelle explication satisfaisante en peut-on donner ?

Quoi qu'il en soit, il n'en est pas moins curieux de voir la Genève calviniste, et, après elle, comme on l'a fort bien remarqué, un de ses enfants les plus illustres, emprunter à la législation du moyen âge et surtout à la législation épiscopale, l'idée-mère de leurs théories politiques ; on aurait pu croire facilement, au contraire, que c'était une idée absolument nouvelle, moderne, qu'elle avait pris naissance dans le dix-huitième siècle, dans cette génération même au milieu de laquelle elle se produisit avec un éclat extraordinaire, et remua bientôt profondément les esprits.



LETTRES INÉDITES

DE

SISMONDI

A

M. CH. DE CONSTANT¹

Depuis une trentaine d'années le souvenir de l'illustre auteur des *Républiques italiennes du Moyen Age* s'est comme rajeuni et renouvelé ; ses contemporains ne le connaissaient à peu près que par ses vastes travaux d'histoire et d'économie politique, mais la personne même de l'écrivain, son caractère intime, les tendances particulières de son esprit étaient plus ou moins restés dans l'ombre, et cependant chez Sismondi l'homme égalait assurément l'écrivain.

En 1857, un ancien ami de Sismondi, M. le professeur Chenevière, publia des *Fragments de son journal et de sa*

(1) Travail lu à la séance publique de l'Institut national genevois, le 4 Avril 1881.

correspondance, précédés d'une intéressante notice biographique par M^{lle} de Montgolfier. Ce fut une première révélation; le public ne connaissait réellement que le savant, l'historien, l'économiste; à l'aide des fragments du journal et de la correspondance, chacun put pénétrer plus avant dans l'intimité de l'homme. Il est impossible de lire ces *Fragments* sans éprouver pour l'auteur une vive et légitime sympathie; il s'en dégage comme un parfum de bonté sereine, d'honnêteté aimable, qui charme et séduit le lecteur. C'était en effet un homme excellent que Sismondi, d'une haute élévation morale, soucieux de tout ce qui pouvait améliorer le sort de ses semblables, et accessible aux sentiments les plus larges et les plus généreux.

La publication des *Fragments* fut suivie à court intervalle d'une intéressante trouvaille. La bibliothèque du Musée Fabre, à Montpellier, contenait la correspondance de Sismondi avec la comtesse d'Albany, la veuve de Charles-Edouard et l'amie d'Alfieri. M. Saint-René Taillandier la recueillit et la publia en y joignant quelques lettres de Bonstetten et de M^{me} de Staël à la comtesse d'Albany. Ce précieux recueil était précédé d'une de ces études substantielles, pleines d'aperçus ingénieux et de fines observations, qui ont placé M. Taillandier au premier rang des critiques de notre temps (1). Aidé des *Fragments du journal* et des *Lettres à M^{me} d'Albany*, M. Taillandier esquissa le portrait d'un Sismondi ignoré jusqu'ici: les deux grands ouvrages de Sismondi, l'*Histoire des Républiques italiennes* et l'*Histoire de France*, laissaient au lecteur l'impression d'un esprit grave, austère, parfois un peu lourd et d'allures un peu raides; M. Taillandier fit connaître et ressortir ce qu'il

(1) Lettres inédites de J.-C.-L. de Sismondi, de M. de Bonstetten, de M^{me} de Staël et de M^{me} de Souza à M^{me} la comtesse d'Albany, publiées avec une introduction, par M. Saint-René Taillandier, Paris 1863.

y avait de philanthropie véritable, de finesse et de délicatesse presque féminine chez ce savant qui était resté patriote et homme du monde, tout en consacrant ses veilles aux recherches les plus laborieuses (1).

Récemment un érudit italien, M. Villari, a ajouté un complément à l'œuvre de M. Taillandier en publiant dans la *Revue historique* (2) les lettres que Sismondi écrivait de Paris à sa mère pendant les Cent-Jours.

Ces lettres, qui sont du plus vif intérêt, peuvent fournir les éléments d'une curieuse étude psychologique; en effet, il est facile d'y suivre en quelque sorte jour par jour l'évolution qui se produisait dans l'esprit de Sismondi et qui, d'un ardent libéral, d'un républicain convaincu, fit en peu de temps un apologiste de Napoléon et un admirateur de l'*Acte Additionnel*. Le 9 mars, Sismondi, écrivant à sa mère, lui donne les premières nouvelles du retour de Napoléon et ajoute avec une désinvolture presque naïve: « Bonaparte aura fini sa « carrière par un acte de la plus éclatante hardiesse; je désire « qu'il y soit tué honorablement. » Quelques semaines après, le même Sismondi publiait dans le *Moniteur* un vigoureux plaidoyer en faveur de l'*Acte Additionnel* et acceptait sans sourciller une audience à l'Elysée (3). Certes, le changement avait quelque chose d'un peu brusque et la transition n'était guère ménagée, mais il n'y a aucun motif de suspecter la

(1) N'oublions pas de citer, toujours à propos du recueil de M. Taillandier, les remarquables articles de M. Edmond Schérer sur Sismondi, dans les *Nouvelles études sur la littérature contemporaine*.

(2) Livr. de Janvier, Avril 1877 et livr. suiv.

(3) Benjamin Constant n'agit pas autrement. Au mois de mars, il écrivait dans le *Journal des Débats* les plus virulents articles contre « Buonaparte » qu'il comparait à Attila et à Gengis-Khan; quelques semaines plus tard, il collaborait à l'*Acte Additionnel*.

sincérité de la conversion de Sismondi qui obéit en cette occasion au même entraînement que Benjamin Constant.

Les trois publications successives qui viennent d'être indiquées ont achevé d'éclairer la vie, le caractère et les tendances particulières de Sismondi ; elles ont à peu près épuisé le sujet ; il me paraît utile cependant d'attirer l'attention sur quelques lettres inédites de Sismondi, conservées à la Bibliothèque publique de Genève et qui ne sont pas dépourvues d'intérêt, surtout pour le lecteur genevois. Ces lettres sont adressées à un ami, M. Ch. de Constant, qui était en même temps un collègue de Sismondi au Conseil Représentatif ; elles se rapportent à deux des séjours que l'auteur des *Républiques italiennes* fit à Paris, en 1815 et en 1830.

Les lettres à M. de Constant sont d'autant plus intéressantes qu'elles sont toutes politiques et nous font connaître non-seulement la première impression de Sismondi sur les événements qui se déroulaient sous ses yeux à Paris, mais encore son opinion intime, exprimée parfois avec une extrême vivacité, sur les affaires genevoises de 1815. Sismondi était pour l'époque un libéral avancé, de l'école de Benjamin Constant et de M^{me} de Staël ; il ne concevait pas qu'on voulût reconstituer à Genève l'ancienne République, sans tenir compte des progrès accomplis depuis 1789 ; aussi était-il résolument opposé aux tendances étroites et tracassières qui dominaient sur bien des points le personnel de la Restauration. Il venait d'avoir maille à partir avec le magistrat à propos d'un discours sur la *Philosophie de l'Histoire* qu'il avait prononcé le 20 Juin 1814, à la cérémonie des Promotions. Lorsqu'on relit aujourd'hui ce discours, on arrive difficilement à comprendre qu'il ait pu être discuté ou critiqué, même au point de vue de la dogmatique la plus étroite et la plus défiante. Sismondi débute en rappelant avec émotion les souve-

nirs du temple de St-Pierre, « sanctuaire de la liberté de nos
« pères comme de leur religion, ce temple d'où la lumière de
« la Réformation s'est répandue au loin. » Au surplus, le discours tout entier est destiné à démontrer que l'histoire est une grande manifestation des vues de la Providence sur l'univers et que le principe du perfectionnement graduel de la race humaine inscrit dans l'histoire, « nous associe sans cesse aux
« vues secrètes de la Providence, nous fait démêler sa main
« secourable dans les revers, nous fait prévoir le bien qu'elle
« tirera du mal et nous soutient dans les malheurs présents
« par les brillantes espérances de l'avenir. » Etait-il possible de tenir un langage plus mesuré, plus orthodoxe, plus respectueux pour le dogme chrétien ? Néanmoins ce discours fut formellement désapprouvé en haut lieu, et, lorsque Sismondi manifesta l'intention de le publier, le Gouvernement provisoire décida « d'engager M. Simonde par tous les moyens
« possibles, à ne pas publier son discours, et s'il s'y refusait,
« de le lui ordonner. » Suivant le gouvernement, le malheureux discours contenait « différentes choses très inconvenantes
« sur la religion (1) ».

Nous avons vainement cherché dans le discours incriminé les passages qui pouvaient éveiller des susceptibilités religieuses. A peine avons-nous relevé une seule phrase qui pût porter ombrage à la censure la plus défiante. A propos du

(1) On lit à ce sujet dans le registre du Conseil, à la date du 24 juin 1814 : On rapporte que M. le professeur Simonde se dispose à faire imprimer le discours qu'il a prononcé aux Promotions ; comme il contient différentes choses très inconvenantes sur la religion, on propose de l'engager à ne pas le publier. Dont opiné : on arrête d'engager M. Simonde par tous les moyens possibles à ne pas publier son discours, et s'il s'y refusait, de le lui ordonner. — Séance du 25 Juin : M. le professeur Simonde. M. le Syndic Des Arts informe que le sieur Paschoud avait été lui porter hier le manuscrit du discours de M. Simonde pour lui demander la permission de l'imprimer, qu'il lui a répondu que M. Simonde renonçait à cette impression ; il ajoute que M. le Syndic Lullin n'a eu aucune peine à faire renoncer M. Simonde.

XVIII^e siècle et de sa généreuse philanthropie, Sismondi s'écrie : « On osa alors professer la doctrine de la tolérance, « longtemps proscrite dans les trois religions monothéistes « par des prêtres qui osaient attribuer à la divinité leur étroite « jalousie. » L'idée exprimée était absolument juste et tout esprit éclairé n'hésitera pas à y souscrire. Quoi qu'il en soit, Sismondi se vit réduit à publier à Londres le discours de Promotions dont le Gouvernement d'alors prohibait l'impression à Genève (1).

Sismondi dût être très froissé du procédé dont on usa à propos de son discours, mais son mécontentement éclata lorsqu'il vit de quelle manière le gouvernement se disposait à enlever le vote d'une Constitution élaborée en petit comité (2). Les lettres à M. de Constant, qui contiennent de curieux détails sur les affaires genevoises, se ressentent des préoccupations pénibles qui assiégeaient l'esprit de Sismondi et l'irritation du savant historien se manifeste parfois sous une forme plus vive qu'on n'aurait pu s'y attendre d'un homme d'humeur aussi pacifique et débonnaire. Il préludait ainsi au rôle d'opposition qu'il joua dans la suite et les critiques, souvent fondées, que contiennent ses lettres, sont comme le premier coup de feu qui ouvre la campagne dirigée contre le gouvernement de la Restauration.

La première lettre est datée du 15 janvier 1815. Sismondi venait d'arriver à Paris, mais il était encore sous la pénible impression de ce qui venait de se passer à Genève. Le

(1) Il parut sous ce titre : « Considérations sur Genève dans ses rapports avec l'Angleterre et les Etats protestants, suivies d'un Discours prononcé à Genève sur la philosophie de l'Histoire, par J.-C.-L. Simonde de Sismondi. Londres 1814. »

(2) Comme le fait remarquer Gaullieur (*Histoire de Genève*, p. 288), la reconstitution de Genève eut lieu « sous l'empire de la réaction absolutiste en Europe et des réminiscences du passé de la République de Calvin. »

gouvernement de la Restauration s'était laissé entraîner au point de supprimer le jury et Sismondi se plaint avec amertume de cette mesure dont il était, en effet, impossible de méconnaître le caractère rétrograde et anti-libéral. Il ajoute qu'il a bien à faire à défendre sur ce point le gouvernement genevois : « Ce ne sont pas de simples reproches, dit-il, c'est presque avec un mouvement d'indignation qu'on m'en parle. » Sismondi s'exprime ensuite avec une implacable franchise sur le compte de la nouvelle Constitution dont il qualifie le texte de « galimatias inintelligible. » Citons textuellement :

« On nous sait fort mauvais gré, écrit Sismondi, d'avoir laissé abolir le jury. Ce ne sont pas de simples reproches, c'est presque avec un mouvement d'indignation qu'on m'en parle et ce n'est pourtant pas dans une société démocratique. Après avoir fait tous mes efforts pour le défendre, je suis obligé ici de rassembler tous les sophismes que j'ai combattus, afin de présenter quelque excuse de la sottise de nos meneurs. J'ai le même travail à faire pour défendre le ridicule langage de notre Constitution. Tantôt l'on se moque de nous, tantôt l'on remontre avec vigueur quelle honte c'est pour une ville qui a donné tant de grands écrivains à l'Europe de publier ses lois fondamentales dans un galimatias si inintelligible (1). Je voudrais que vous trouvassiez quelque occasion de bien leur faire comprendre que, pour leur honneur, il est absolument nécessaire de revoir cet ouvrage et d'y mettre de l'ordre, de la clarté et un commencement de grammaire. Je regrette bien que M. Dumont s'en aille : il laissera un terrible vide dans notre Conseil, mais pourtant je suis impatient de le voir arriver ici. Dites-lui, je vous prie, combien je lui suis attaché. Rappelez-moi à tous nos amis, donnez-moi des nouvelles d'abord de votre santé et de celle de M^{me} de Cons-

(1) Si la Constitution de 1815 n'eût présenté que des défauts de style ou de rédaction, le peuple genevois en aurait pris son parti ; mais les observations de Sismondi sont fondées, et il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir le texte de cette Constitution qui débute par un titre singulier : Description du gouvernement.

tant, puis de celles de notre République ! Mon projet de douane a-t-il passé ? Y a-t-il quelque autre loi importante en train et parle-t-on d'ajourner bientôt la session ? Ici je ne suis point mécontent de l'esprit que je vois régner. Il y a, il est vrai, beaucoup de tracasseries de société dans la haute société, mais l'esprit de liberté fait des progrès dans la nation tout entière ; on s'attache à la Constitution qui se perfectionnera, et chaque mois de durée est une garantie pour des années à venir.

Tout à vous, vous savez comme je vous suis attaché.
Rue de Grenelle-St-Germain 15 Janvier
n° 26, Paris. 1815.

Curieuse lettre, en vérité, où Sismondi ne ménage pas la critique au gouvernement genevois et où, en revanche, il se montre plein d'illusions sur l'état de la France. A l'entendre, le peuple français s'attache chaque jour davantage à la Constitution et chaque mois de durée est une garantie pour des années à venir. Quelques semaines après, Napoléon débarquait sur les côtes de Provence et la Constitution à laquelle Sismondi semblait garantir des années de durée faisait place à l'Acte Additionnel !

Dans une seconde lettre, du 4 février, Sismondi revient avec détail sur les affaires genevoises et il apprécie avec la sévérité d'un libéral et d'un patriote certaines fautes qui venaient d'être commises. Certes, ceux qui en 1813 proclamèrent courageusement l'indépendance de Genève et reconstituèrent la République méritent à juste titre notre reconnaissance, mais ils commirent aussitôt après une faute capitale, en s'efforçant de faire revivre l'ancienne République, telle qu'ils l'avaient connue et servie avant la Révolution. A nouveau fait, nouveau conseil. Au lieu de donner un large essor à toutes les libertés, au lieu de transiger avec l'esprit nouveau, ils cherchèrent à limiter, à retenir, à contraindre. Sis-

mondi était trop éclairé pour s'associer à une politique étroite et imprévoyante et on verra, par la lettre qui suit, combien il blâmait ceux qui voulaient faire de Genève « une nouvelle Soleure. » Tous ceux qui ont été élevés dans le culte des libertés constitutionnelles ne pourront qu'admirer l'énergie virile avec laquelle l'éminent historien défend la liberté de la presse à l'occasion d'un acte d'arbitraire commis par le gouvernement. La lettre de Sismondi explique bien des choses mal comprises de notre génération ; elle explique surtout et justifie d'avance le mouvement d'opposition qui se manifesta dès le début contre le gouvernement de la Restauration. Quand un homme habituellement modéré et plutôt conciliant, comme l'était Sismondi, affirme qu'il n'y a pas moins de quatre ou cinq actions du Conseil qu'on pourrait qualifier de *haute trahison*, n'est-on pas obligé de reconnaître que le gouvernement de cette époque prêtait souvent le flanc à la critique ?

« Je suis bien touché, écrit Sismondi, de l'obligeance extrême avec laquelle vous avez rempli toutes mes commissions et plus encore de votre aimable lettre ; elle me faisait doublement plaisir, et en me donnant de vos nouvelles et de celles de votre famille et en me parlant de notre patrie. Il y a bien un peu de ma faute à ce que j'en sois si mal instruit. Je n'ai écrit à personne ; je n'ai cherché à conserver aucune correspondance. Je pleure comme un vrai avare le temps que me coûtent les lettres ; d'ailleurs, j'ai été à mon arrivée ici dans une si triste disposition d'esprit qu'il m'était pénible et d'en entretenir les autres, et de l'approfondir moi-même. Nos affaires genevoises ne sont point une distraction consolante et elles ont besoin de passer par votre plume pour que notre accord ensemble serve comme de compensation à notre désaccord avec tout ce qui se fait chez nous. L'élection de P. B. devient scandaleuse, lorsqu'il se trouvait en concurrence avec un homme aussi distingué que Bellet ; ce n'est pas que P. ne soit lui-même un fort galant homme et de sentiments fort libéraux. L'élection des juges me paraît bien plus mauvaise encore ; je ne sais comment nos tribunaux se tireront des affaires qu'ils se donnent ; la loi sur l'incom-

patibilité (1) est le comble de l'absurdité, nos conseillers y avaient renoncé, la commission tout entière était contre eux ; je ne sais ce qui les a déterminés à la ressusciter. En m'éloignant d'eux et en jugeant plus dans leur ensemble leurs opérations, je suis plus frappé encore de leur incapacité et plus douloureusement persuadé de l'impossibilité que tout cela dure. Manget (2), qui est ici, vient de m'envoyer une petite brochure qu'il avait publiée et que le Conseil d'Etat a fait supprimer au mépris de la Constitution. Je suis déjà assez blessé de cette violation des lois, mais je le suis bien davantage de ce qu'il ajoute, que le Conseil a envoyé une députation à Carouge, pour s'excuser auprès du commandant de ce que la Cour de Sardaigne n'était pas assez ménagée dans cet écrit. Se peut-il qu'ils prostituent à ce point la dignité de la République, et que, pour se donner occasion de soumettre la presse à une censure préalable, pour alarmer le peuple et le disposer à consentir à tout, ils ne craignent pas de nous mettre dans la dépendance d'un petit commandant de province, de lui donner désormais le droit de demander raison de tout ce qui se fera chez nous, d'attenter enfin à l'indépendance de la patrie. Sans doute, la

(1) Le *Recueil des Lois* contient, à la date du 20 Janvier 1815, une loi « sur l'incompatibilité de diverses places, » mais il est impossible que la vive critique de Sismondi s'applique à cette loi, telle qu'elle fut promulguée par le Conseil d'Etat; en effet, elle n'établit que des incompatibilités fort naturelles entre les fonctions de conseiller d'Etat, de juge, de procureur-général ou de substitut et les fonctions de professeur salarié, de régent, d'avocat plaidant ou consultant, de notaire, de procureur ou de greffier. Il est probable que les critiques de Sismondi visaient quelque avant-projet qui fut amendé ou remanié avant d'être promulgué.

(2) Manget, Jacques-Louis, littérateur et publiciste, né à Genève en 1784, fut nommé professeur de littérature française à l'Académie de Lausanne en 1807, mais il renonça à cette chaire en 1810 pour aller occuper les fonctions d'inspecteur de l'Imprimerie dans les Départements de la Hollande, il devint ensuite maître de philosophie à l'Ecole normale de Paris. A la dissolution de cet établissement, il revint à Genève, où il continua à suivre la carrière de l'enseignement, tout en se livrant à des travaux littéraires. Pendant son séjour à Paris, Manget fut rédacteur du journal le *Publiciste* ; de retour à Genève, il y fonda la *Revue genevoise*, feuille périodique, in-8°, 1819. Parmi les nombreux écrits de Manget, rappelons une brochure qui est en rapport précisément avec la lettre de Sismondi ; cette brochure est intitulée : « Quelques idées sur la liberté de la presse à Genève à l'occasion d'un projet de journal politique, Genève, in-8°, 1818. » (Voy. *Dictionnaire biographique* des Genevois et des Vaudois, par Alb. de Montet, Lausanne 1878, art. Manget.)

Révolution de 1794 fut effroyable dans tout son ensemble, dans tous ses détails, mais, si l'on juge de la conduite des victimes par celle de leurs collègues d'aujourd'hui, on serait tenté de croire qu'on aurait pu les traduire en justice pour des crimes bien réels. Depuis la restauration de la République il n'y a pas moins de quatre ou cinq actions du Conseil qu'on pourrait qualifier de haute trahison, et cette dernière, cette double attaque contre les droits constitutionnels des citoyens et contre l'indépendance de l'Etat ne serait pas la moins punissable. Ce Manget avait fort envie de retourner à Genève et d'y entreprendre un journal politique et littéraire pour lequel il aurait eu, je crois, beaucoup de talent. J'aurais vu cette entreprise avec un grand plaisir, je me réjouissais de l'indépendance politique, littéraire, religieuse, avec laquelle un bon journaliste genevois aurait pu écrire; je me félicitais aussi d'y voir dans nos sessions importantes le résumé de nos débats. Il me semblait qu'il en pourrait résulter de grands avantages, soit pour cette éducation nationale qui attache le peuple à ses représentants, soit pour la considération de Genève au dehors et son influence sur le reste de la Suisse. Mais tout cela ne peut guère entrer dans les vues de ceux qui veulent faire de nous une nouvelle Soleure et je pense qu'il faudra renoncer à cette espérance comme à bien d'autres. Il paraît aussi que les magistrats ne songent plus à notre pétition pour l'ouverture des postes. Quelle idée singulière ils se sont faite de la liberté! — Mon impression n'est point encore commencée (1). Je crois cependant que je la mettrai en train avant le milieu de ce mois; il conviendrait fort au libraire que le livre pût être en vente pour le premier mars au plus tard, mais je n'en ai pas fort l'espérance. Dans tous les cas, je veux m'arranger pour voir au moins ici le commencement de la session et je ne partirai pas avant le milieu de Mars.

C'est une chose fort intéressante que les progrès de l'esprit public en France; l'opinion s'est formée et acquiert un empire irrésistible. Le Roi et les Ministres la reconnaissent et se garderont bien de la heurter. Le reste de la famille est vu d'un tout autre œil; je ne crois pas cependant qu'il osât se mettre en opposition avec une force aussi puissante. On ne perd pas une occasion pour bien les avertir de la haine qu'on

(1) Sismondi s'était rendu à Paris pour surveiller l'impression de son *Histoire des Républiques Italiennes*.

porte aux prêtres. Vous aurez su l'affaire de M^{lle} Raucourt (1), une autre affaire au canal de l'Oureq, où tout un séminaire fut chassé à paumes de neige ; les allusions saisies avec fureur contre les prêtres, dans tous les théâtres, même en présence du Roi l'autre jour aux Français, l'absolution et le retour à Paris d'Exelmans, le bon esprit qui anime la garde nationale ou, comme ils s'appellent eux-mêmes, les *soldats de la Charte*. Quand tel est le résultat de vingt-cinq années de troubles et de malheurs, on peut dire que le sang et les larmes que nous avons versés n'ont pas coulé en vain, et que la révolution cesse d'être un mal, lorsque ses résultats sont un si grand bien.

Présentez mes respects à M^{me} de Constant, rappelez-moi à nos amis, surtout aux Favre et Pictet, professeur, conservez-moi votre amitié et croyez à tout mon attachement.

Paris, 4 Février 1815.

Cette lettre, d'allures si vives et si franches, ne laisse aucun doute sur les opinions et les tendances véritables de Sismondi. Ainsi, l'illustre auteur des *Républiques italiennes*, qui avait puisé dans l'étude de l'histoire l'amour de la liberté et du progrès, ne pouvait rien comprendre à la politique honnêtement étroite qui dominait alors à Genève ; il était, lui aussi, à sa manière et dans certaines limites, un enfant de 89 et il n'est pas un de nos honorables magistrats de la Restauration qui n'eût frémi d'indignation, en entendant Sismondi affirmer que la Révolution « cesse d'être un mal, lorsque ses résultats sont un si grand bien. »

Quelques semaines s'écoulèrent avant que Sismondi reprît la plume ; lorsqu'il écrivit de nouveau à M. de Constant, tout en France avait changé d'aspect. Napoléon avait brusquement

(1) Dans une lettre à sa mère, Sismondi donne des détails circonstanciés sur les scènes bruyantes qui eurent lieu à l'occasion du convoi de M^{lle} Raucourt. Le curé de Saint-Roch ayant refusé de la recevoir à l'Eglise comme comédienne et excommuniée, la foule s'attroupa, les portes de Saint-Roch furent enfoncées, le catafalque fut porté jusqu'au milieu du chœur et on força un prêtre qui passait dans la rue à dire les offices des morts.

quitté l'île d'Elbe, débarqué sur les côtes de Provence, et il s'avancait victorieusement sur Paris. Le Roi et ses Ministres, incapables d'une action rapide et énergique, laissaient fondre la monarchie dans la boue, suivant l'expression de Sismondi. Dans une lettre du 16 mars à M. de Constant, l'historien genevois décrit, avec infiniment de verve et de couleur, la brusque décomposition du gouvernement royal ; il signale les abus honteux qui se sont glissés dans les Ministères, l'incapacité des uns, l'impuissance ou l'inaction des autres, enfin la trahison et l'incurie arrivées à leur apogée. C'est une page d'histoire prise sur le vif et digne en tout point de l'éminent écrivain qui a consigné dans cette lettre ses observations personnelles.

Les graves événements auxquels Sismondi assiste ne lui font pas oublier un instant Genève et la Suisse : « Notre patrie, écrit-il, doit être dans un grand état de crainte. » En effet, la Suisse avait quelque motif d'être inquiète ; elle avait commis six mois auparavant l'imprudence de laisser violer sans résistance par les Alliés la neutralité de son territoire et elle pouvait naturellement s'attendre à des représailles de la part de Napoléon. Genève, qui avait ouvert ses portes aux Autrichiens comme à des libérateurs, était fort exposée. Sismondi indique avec beaucoup de sens quelle doit être l'attitude de la Suisse dans ces moments difficiles ; il se prononce pour la *neutralité armée*, la seule politique qui pût convenir à la Suisse. Malheureusement, Sismondi n'avait qu'une médiocre confiance dans l'habileté des hommes qui gouvernaient alors la Suisse et qui, pour la plupart, appartenaient aux idées de la Sainte-Alliance ; il s'exprime avec autant de franchise que d'irrévérence sur le compte des « sottos perruques de Berne, de Soleure et de Genève. »

La lettre de Sismondi, pleine de détails curieux, demande à être citée en entier :

« J'ai reçu votre lettre, Monsieur et bon ami, au plus fort de nos perplexités, et, quoique le sujet ne soit nullement risible, je n'ai pu m'empêcher de rire en voyant que vous continuiez à être si content de ce qui se fait en France au moment même où tout tombait. J'y ai vu ensuite un grand symptôme de la disposition générale des esprits; puisque, avec votre jugement si fin et si éclairé, vous ne remarquiez point les fautes qui nous ont amenés où nous en sommes, il faut qu'elles ne fussent pas du tout visibles à distance. Les journaux, en effet, les dissimulent et les particuliers ne se soucient pas de les écrire. Une de mes grandes raisons pour laisser languir toutes mes correspondances, c'était en effet la crainte de faire le censeur. Si je m'étais livré à mon sentiment, je vous aurais dit tous les jours depuis deux mois qu'il se faisait tant de sottises, qu'il y avait une si absolue incapacité au centre que la machine devait tomber dans un terme fort court. Aujourd'hui ce sentiment est si avoué qu'il n'y a plus de danger à le proclamer. Entre Bonaparte et le Roi le jeu est aujourd'hui à pair non pair, mais Bonaparte étant tué et même peut-être Bonaparte étant vainqueur, dans deux ans nous avons la République. Il est impossible de faire plus de fautes de présomption qu'on n'en a fait dans ces dix mois, d'en faire plus de pusillanimité qu'on n'en a fait dans ces dix jours. Tous les jours, de toutes les manières, on a pris à tâche de blesser, de mortifier tous les hommes nouveaux, d'affaiblir l'armée, de vexer et de dépouiller les propriétaires nationaux (1). Les dames de la cour B. étaient accablées d'outrages par celles de la cour R. Le nom de canaille était sans cesse répété, sans cesse appliqué aux Ministres roturiers et à l'armée. C'est ainsi que s'est formé ce parti de mécontents, si général qu'un homme seul a pu, avec 800 camarades, ébranler la monarchie. Dès lors, l'effroi de la cour, la fuite des favoris, la destitution journalière des Ministres, ont donné la mesure de l'incapacité de tout le parti. M. de Blacas, qui continue à écarter le Roi de tous les yeux, à passer tous les jours huit heures tête-à-tête avec lui, à empêcher entr'autres jusqu'à avant-hier qu'il ait

(1) Sismondi veut évidemment parler des propriétaires de biens nationaux.

parlé à Lainé, président du Corps Législatif, M. de Blacas a fait le premier partir pour l'Angleterre sa femme et son argent et, pendant tout le temps du danger, il n'a pas couché une nuit aux Tuileries. M. Ferrand, Ministre des Postes, n'a pas réussi dans ces quinze jours à organiser l'estafette; le Ministre de la Police ne sait rien; la Marine a laissé passer Bonaparte; l'Intérieur ne donne aucun renseignement sur les provinces; le Ministre de la guerre, soupçonné de trahison, a été destitué; les Finances n'allaient pas mal, mais d'effroyables voleries se cachaient sous des formes régulières et l'armée, payée pour 200,000 hommes, se trouvait composée seulement de 82,000; c'est de cette manière que tant de gens pauvres sont devenus si riches, que M. de Blacas surtout a amassé les trésors qu'il veut mettre à couvert. Un cri universel demande l'éloignement de celui-ci et le renouvellement de tout le Ministère. L'effet du nom de Buonaparte est si prodigieux sur les troupes que tous les corps qu'on rapproche de lui sont des recrues qu'on lui envoie, mais, si l'on prenait le parti contraire, même au point où il en est, il serait encore perdu en très peu de jours. D'après les mauvaises mesures que je vois prendre, je crois au contraire que les chances sont pour lui. Les Chambres, misérable croupion d'un corps formé par Buonaparte, n'ont aucune énergie, elles passent les journées en comité secret, et dans les séances publiques, personne ne demande la parole. Ce ne sont donc pas elles qui limiteront l'autorité royale, mais c'est le mépris public pour la pusillanimité du Ministère, c'est tous les nouveaux liens que la Cour s'est donnés dans ces derniers jours, c'est la dépendance où elle s'est mise de tous ses ci-devant adversaires et le néant où sont rentrés *tous les voltigeurs de Louis XIV* dont il n'y en a pas un qui ait aidé le Roi ou par une action ou par un conseil.

Notre patrie doit être dans un grand état de crainte, mais, avec du courage, et non de la passion, elle peut indubitablement échapper au danger. La Suisse doit, dès les premières nouvelles de ce commencement de guerre civile, se mettre sous les armes, en déclarant que, dans aucun cas, sous aucun prétexte, elle ne sortira de la neutralité ou ne la laissera violer par aucun de ses voisins. C'est et ce doit être le rôle unique de la Suisse dans toutes les guerres possibles, civiles et étrangères; elle ne doit jamais embrasser un parti et son repos est si essentiel à l'Europe qu'elle peut le faire reconnaître par la politique générale. Qui que ce soit qui gouverne la France, la

neutralité de ce noyau de montagnes fait également la sûreté du Royaume et Buonaparte lui-même reconnaîtrait sans doute cette neutralité pour Genève, plutôt que de se compromettre avec les autres cantons ; mais il faut immédiatement prendre son parti et se mettre en mesure de le faire respecter. Il n'y a personne en Suisse qui ne sente la sottise qu'on a faite de laisser violer le territoire il y a six mois. J'espère donc que, malgré les dissentiments, on se réunira tous aujourd'hui pour le défendre et Buonaparte sera loin de disposer des mêmes forces qu'il avait il y a deux ans. Il avait compté sur les soins réparateurs de la Cour pendant cette année et il sera fort étonné de trouver tous les arsenaux vides et l'armée réduite à rien. Il lui faudra donc filer doux : il sera aussi lié par ses propres instruments et, loin de croire à de nouvelles conquêtes, je ne sais pas voir comment il se maintiendrait. Mais, pendant ce temps, une guerre civile n'éclatera-t-elle pas en Suisse ? Il y a de quoi avoir effroyablement peur pour le moment présent et assez d'espérances pour l'avenir. J'aimerais bien mieux que, dans des circonstances aussi critiques, nous ne fussions pas dirigés par les sottes perruques de Berne, de Soleure et de Genève, et je crains les fautes de vanité plus encore que celles de sottise.... »

Bien que Sismondi fût lancé dans la société la plus royaliste de Paris, il ne pouvait éprouver que de l'antipathie pour un gouvernement qui tenait à l'ancien régime par la tradition des abus et par le goût de l'arbitraire. Au contraire, l'attitude relativement libérale et modérée qu'adopta Napoléon aux Cent-Jours fit grande impression sur Sismondi et lui inspira de généreuses illusions. Dès son entrée à Paris, l'Empereur manifesta l'intention de changer de politique et de gouverner dans le sens libéral ; il donna même des gages de ses nouvelles dispositions en s'entourant de libéraux, en abolissant la censure et en s'abstenant d'inquiéter les publicistes qui l'avaient le plus violemment combattu. Sismondi, parfaitement droit et honnête, ne douta pas de la sincérité de la conversion ; il se laissa séduire par les belles promesses de l'Empereur et il finit par le considérer comme seul capable de

fonder en France le régime de la liberté. La confiance de Sismondi ne fit que s'accroître lorsqu'il vit son ami Benjamin Constant se laisser aller au courant du jour et collaborer sans arrière-pensée à la Constitution nouvelle. Seule la mère de Sismondi ne partageait pas ses illusions; elle cherchait continuellement à mettre son fils en garde contre un entraînement qui lui réservait de cruelles déceptions; elle lui écrivait avec toute la ferveur patriotique d'une républicaine et d'une Genevoise :

« Rappelle-toi qu'il n'a jamais été qu'un tyran; pense que, si jamais le parti que tu défends aujourd'hui triomphait, la liberté de notre Genève serait perdue pour toujours. »

Les avertissements, les exhortations de sa mère ne purent détourner Sismondi de la voie où il s'engageait à la suite de Benjamin Constant. L'Acte Additionnel parut, et l'historien genevois publia aussitôt dans le *Moniteur* (1) une série d'articles dans lesquels il énumérait les avantages de la nouvelle Constitution en la comparant aux précédentes.

Aujourd'hui encore, à un demi-siècle d'intervalle, ces articles peuvent être lus avec intérêt, car ils contiennent un exposé très net, parfois éloquent et chaleureux, des doctrines libérales de la Restauration en matière constitutionnelle (2).

Dès le début, Sismondi prévoit et réfute une critique qui pourra lui être adressée de Genève : « Je ne suis plus Français, dit-il, mais la cause de la France me paraît être devenue celle de tous les hommes libres; la confiance des Français dans leur gouvernement, leur amour pour leurs lois et leur union, peuvent seuls faire leur force et le déploiement de toute cette force est nécessaire dans la lutte à laquelle

(1) Numéros des 29 Avril, 2, 6 et 8 Mai 1815.

(2) Ces articles furent réunis en brochure sous le titre de : « Examen de la Constitution française, » par J.-C.-L. Simonde de Sismondi, Paris 1815

« l'Europe les appelle. » Le publiciste genevois poursuit en démontrant que l'indépendance de la Suisse, sa patrie, est liée à celle de la France et que « la Suisse ne redeviendra vraiment libre que lorsque la France, en la respectant, la fera respecter de l'Allemagne, et lorsque la première sera forte et libre, de manière à aimer et à garantir la liberté chez les autres. »

Après avoir ainsi établi son droit d'examiner la nouvelle Constitution de l'Empire, Sismondi passait en revue les garanties qu'elle contenait au point de vue des droits individuels et des droits populaires, et de l'équilibre entre les pouvoirs constitués. La conclusion de l'auteur était des plus favorables à l'Acte Additionnel et elle nous paraît même empreinte d'une certaine exagération. En effet, Sismondi s'efforçait de démontrer que la liberté personnelle, la liberté religieuse, la libre manifestation des opinions, la sûreté des personnes et des propriétés, étaient mieux garanties qu'elles ne l'avaient été en France sous aucun gouvernement, ou monarchique ou républicain, « qu'elles étaient aussi entières qu'en Angleterre, plus entières que dans aucun canton suisse, dans aucune ville impériale d'Allemagne, ou dans aucune partie de l'Europe. » C'était pousser un peu loin l'enthousiasme et la confiance et tous les actes antérieurs de Napoléon semblaient réclamer un peu plus de réserve d'un publiciste libéral.

Les articles de Sismondi, qui impliquaient une véritable adhésion à l'Empire, furent remarqués ; Napoléon voulut connaître l'auteur et eut avec lui une conversation dont les principaux traits ont été rapportés par Sismondi. La décoration de la Légion d'Honneur lui fut offerte, mais il eut le bon esprit de la refuser.

A Genève, on n'avait jamais été favorable à l'Empire, et la nouvelle du retour de Napoléon n'avait excité que des senti-

ments d'irritation et de crainte. Les Genevois, à peine libres, voyaient leur indépendance remise en question et ils témoignèrent leur hostilité par une mesure très hardie : le Conseil Représentatif décida, à la majorité de 150 voix contre 82, de rompre la neutralité et de prendre fait et cause pour la coalition. Il y avait donc le plus complet désaccord entre les actes récents de Sismondi et l'opinion dominante à Genève. Tandis que Sismondi faisait des vœux pour Napoléon, on souhaitait, à Genève, le retour de Louis XVIII et on applaudissait aux succès de la Sainte-Alliance. Dans notre pays, les divergences d'opinion tournent aisément à l'hostilité personnelle ; l'excellent Sismondi ne tarda pas à s'en apercevoir : nombre de gens ne lui pardonnaient pas son adhésion très désintéressée, du reste, à l'Empire. Sa mère, qui de loin veillait sur lui avec une touchante sollicitude, vit venir l'orage et lui écrivit de Pescia en l'engageant à ne pas aller à Genève. Elle prévoyait qu'on lui « ferait la mine » et elle s'en affligeait. M. Ch. de Constant lui-même, l'un des amis de Sismondi, lui exprima toute sa surprise et lui demanda des explications en termes un peu hautains. Il ne pouvait comprendre, disait-il, qu'un homme éclairé et libéral se fût ainsi rallié à l'Empire et l'eût défendu de sa plume :

Je voudrais avoir à vous féliciter sur votre retour, écrivait M. de Constant ; je crains que vous ne trouviez plus de défaveur que d'accueil. Vous avez fait un sensible chagrin à vos amis en suivant le parti que vous avez cru devoir prendre ; on a été justement étonné et moi plus qu'un autre de voir un magistrat (1) d'une République se faire volontairement et sans y être appelé par aucune vocation le prôneur et l'apôtre d'un homme qui n'a été connu que par l'exercice d'un despotisme destructeur de toute liberté et de toute justice, qui n'a jamais

(1) Sismondi était membre du Conseil Représentatif de Genève.

parlé de Genève et des Genevois qu'avec insulte et fureur et qui, dans le temps même où vous le flattiez et prêchiez sa doctrine, méditait la ruine de Genève et ne parlait que de se venger de ce qu'elle avait retrouvé sa liberté et son indépendance.

Voilà, mon cher Monsieur, l'accusation que ma franchise ne me permet pas de vous cacher ; je ne veux pas faire, comme dit Vauvenargues, qu'on sait ordinairement consoler ses amis quand ils sont malheureux, les abandonner lorsqu'ils ont été faibles. Je n'ai point à vous consoler et je ne veux pas abandonner un homme auquel j'ai pris un véritable intérêt ; une indisposition m'empêche d'aller vous chercher.

Le ton de l'épître était bien sec et, comme on le voit, M. de Constant n'épargnait guère les vérités à son ami ; n'est-il pas équitable de faire remarquer en passant que les mêmes reproches auraient pu être adressés avec infiniment plus d'à-propos à un proche parent de M. Ch. de Constant, à Benjamin Constant, qui avait accepté un siège au Conseil d'Etat en récompense de son adhésion récente à l'Empire ?

Sismondi, qui avait certainement agi dans un but désintéressé et avec une entière bonne foi, dût être péniblement affecté des reproches qui lui étaient adressés, mais il avait assez d'esprit, d'élévation et de sereine philosophie pour ne pas se froisser outre mesure. Sa réponse est froide, mesurée, exempte d'aigreur ; il consent à se justifier, mais avec dignité, en homme convaincu, qui a suivi l'inspiration de sa conscience. On voit qu'il a surtout à cœur de protester contre l'accusation d'avoir soutenu de sa plume un ennemi de son pays ; voici la réponse de Sismondi :

Quoique vous me flattiez, Monsieur, de l'avantage de vous voir bientôt, je ne puis me résoudre à attendre ce plaisir pour écarter une supposition que je trouve dans votre lettre. Vous dites que l'homme auquel j'ai désiré ardemment que les Français se réunissent pour défendre leur indépendance ne parlait

jamais des Genevois qu'avec insulte et fureur; c'est d'une manière bien différente qu'il m'en a parlé à moi-même et la neutralité de la Suisse était à ses yeux d'une si haute importance qu'il avait donné des ordres pour la ménager à tout prix et pour n'y pas renoncer même après les déclarations de la Diète. Je me suis peu soucié de savoir s'il était sincère dans aucune de ses déclarations; j'ai seulement cherché quel devait être son intérêt, vu son état de faiblesse relative, et il n'est pas douteux que cet intérêt ne fût celui de la liberté des Français et de l'indépendance des peuples et il avait bien assez d'esprit pour le sentir. Quant à l'intérêt que peuvent avoir les ennemis qui l'ont vaincu, je désire fort m'être trompé en le jugeant tout contraire, mais l'avenir seul en décidera et nous ne sommes point assez avancés dans la chaîne des événements pour qu'aucune expérience en ait décidé.

Cette attente d'un avenir qui jusqu'à présent est bien sombre m'occupe trop pour que j'attache beaucoup d'importance à la défaveur dont vous me parlez. Je sais que le hasard m'a placé de manière à mettre à ma portée beaucoup plus de données, beaucoup plus de faits que n'en avait presque aucun autre; je doute fort qu'il y en eût assez pour établir mon jugement; il est très possible que je me sois trompé, mais j'ai eu des raisons suffisantes pour me tromper et c'est assez pour que je sois tranquille. Aucune de ces raisons n'a été personnelle, et je sais que je n'ai pas été faible, malheureux, mais avec la moitié de l'Europe, et, fort au dedans de moi, je repousse l'application du mot de Vauvenargues et j'attendrai avec confiance la fin des fluctuations de l'opinion.

J'apprends que M. votre frère Victor est à Paris et qu'il y voit souvent une de mes amies; je regrette de l'avoir manqué de peu de jours, mais ce chagrin sera compensé par le plaisir sur lequel je compte en vous revoyant.

Genève, 22 Août 1815.

Le léger nuage, qui avait momentanément altéré les relations de Sismondi et de M. de Constant, se dissipa sans doute après ces loyales explications; Sismondi était si sincère dans ses illusions et ses entraînements qu'il dût sans trop de peine

faire comprendre le mobile désintéressé de sa conduite pendant les Cent-Jours.

A quinze ans d'intervalle, à la veille de la révolution de 1830, Sismondi fit un nouveau séjour à Paris et il communiqua à M. de Constant, dans une longue lettre, pleine de curieux détails, ses impressions sur les premiers incidents du mouvement qui commençait. A cette époque, Sismondi allait franchir le seuil de la vieillesse, mais il conservait toutes les libérales aspirations de sa jeunesse ; il tressaille d'indignation lorsqu'il entend les cris de joie et les chants de victoire prématurés du Château et de la Droite et il accompagne de ses vœux ardents les efforts de la Gauche. Ni les années, ni les travaux de cabinet n'avaient refroidi le cœur du savant historien et il suivait, avec l'enthousiasme d'un jeune homme, les progrès rapides de l'opinion libérale. Il est toutefois un terrain où l'excellent Sismondi se montre un peu réfractaire à l'esprit nouveau. Il raconte à M. de Constant qu'il a assisté à la représentation d'*Hernani*, qu'il appelle « la grande tentative en faveur du système romantique » ; dans sa fidélité aux pures doctrines classiques, il n'hésite pas à porter sur l'œuvre de Victor Hugo un jugement fort injuste que les contemporains n'ont nullement ratifié.

Le 23 mars 1830, Sismondi écrivait donc à M. Ch. de Constant :

Mille remerciements, mon cher ami, pour votre bonne, affectueuse lettre, mille excuses pour avoir laissé passer tout près de dix jours sans y répondre, et en vérité je me sens d'autant plus condamnable que la cause de mon retard était justement celle qui aurait dû me pousser à écrire. Votre lettre m'est arrivée au milieu du feu de la session. Chaque heure me semblait apporter une nouvelle de quelque importance. J'étais partout à l'affût, courant de maisons en maisons, menant une vie si mondaine, si dissipée que j'en aurais honte, si je ne

l'excusais pas à mes propres yeux comme un effort pour voir plus en plein ce grand drame ; quand je rentrais, je me donnais à peine le temps d'écrire à ma femme ou de consigner quelques notes dans mon journal et souvent je ne me couchais qu'à deux heures, après avoir fait des efforts inouïs pour tenir mes yeux ouverts en écrivant. Aujourd'hui, cette prodigieuse excitation est bien diminuée.

On se regarde avec étonnement, séparé qu'on est sans avoir combattu. Les chants de triomphe du Château et de la Droite qui croient avoir remporté la plus éclatante victoire, avoir développé toute l'énergie et la promptitude de décision des héros, impatientent fort ; on serait toujours tenté de leur dire : Grosses bêtes, nous sommes tristes et vous êtes gais, mais nous sommes tristes des calamités qui vous attendent, des châtimens que nous allons être dans la nécessité de vous infliger et vous vous réjouissez parce que vous n'avez point de lendemain, que vous n'êtes pas en état de le comprendre.

Il est parfaitement sûr qu'il n'y a encore au château aucun plan arrêté, qu'on ne saurait savoir si la même Chambre sera rappelée ou dissoute, car les deux projets ont été successivement adoptés et rejetés, et vingt fois encore ils changeront avant l'exécution. J'ai vu beaucoup de députés, les uns repartant immédiatement pour leurs départemens, d'autres attendant encore, mais tous également pleins de confiance dans les collèges électoraux, tous estimant qu'au lieu de cent vingt membres de l'extrême droite, une réélection en donnera seulement soixante, nous assurant qu'avec la loi actuelle, les faux électeurs qui voudront s'y introduire seront chassés à coups de pied. Cependant des espérances toutes contraires circulent parmi les ultras et loin de les détruire, il faut s'en réjouir : il est bon qu'ils espèrent la victoire pour qu'ils engagent le combat. Dès le mois d'avril, beaucoup de Pairs de ma connaissance repartiront pour la province afin de rallier les opinions constitutionnelles. D'ailleurs, nous passerons quelques semaines désormais sans aucune nouvelle, excepté ce qui regarde l'expédition d'Alger. La nation la voit en général de fort mauvais œil, mais les militaires en sont en train ; il y a parmi eux un désir universel d'en être ; elle sera entreprise avec des forces très imposantes, et, malgré ce que vous disent les journaux libéraux, selon toute apparence, elle réussira.

C'est vers le 15 Mai seulement qu'elle pourra partir. Comment ensuite les ministres se justifieront-ils ? Nos amis les

regardent comme étant déjà hors de la Charte et méritant l'accusation pour avoir ordonné des dépenses semblables sans autorisation, tandis que les Chambres existaient. Au reste, la position des partis dans la société est tout à fait étrange. Je puis à peine me reconnaître quand je me vois dépasser par tous ceux, je dirai presque sans exception, avec qui je m'étais brouillé comme trop libéral.

J'ai à peine vu depuis quelques semaines B. Constant. Il me dit la dernière fois qu'il faisait fermer sa porte, pour n'être pas interrompu dans la composition de son dernier volume. Il me fait une peine extrême, et pour son apparence, je dirai presque décrépète, et pour ses petites lettres dans les journaux qui me paraissent fort au-dessous de ce qu'il pourrait être, et pour sa conversation désormais sans chaleur, sans mouvement, sans intérêt (1). Si on parvient à le réveiller, quelquefois il se retrouve, mais il ne vous aide jamais à retrouver la bonne veine, il ne paraît pas s'en soucier.

De nouvelles littéraires il y en a fort peu. On se fatigue de parler d'*Hernani*, la grande tentative en faveur du système romantique. J'ai vu et admiré M^{lle} Mars, j'ai lu ensuite la pièce; je me suis livré de tout mon cœur à tout ce qu'il peut y avoir et d'illusion et d'intérêt romanesque, mais, après tout, c'est bien mauvais et quelques mouvements poétiques, l'expression touchante des amours d'un vieillard, par exemple, que tous les autres avaient toujours rendue ridicule, ne sauraient racheter tant de barbaries même à nos yeux à nous deux qui ne serions pas fâchés que de telles amours ne fussent pas ridicules.

Ces quelques lettres de Sismondi à M. Ch. de Constant modifient ou complètent, sur certains points, ce qu'on savait déjà du caractère et des opinions de l'illustre historien; elles achèvent de nous faire connaître l'homme d'intelligence et de cœur qui, suivant ses propres expressions, « professa toute sa

(1) Au moment où Sismondi écrivait, Benjamin Constant était déjà fort affaibli par la maladie et les infirmités; il ne survécut que de quelques mois à la Révolution de Juillet.

« vie le même culte pour les idées libérales, la même horreur
« pour les idées serviles, le même amour pour la liberté
« civile et religieuse, le même mépris et la même haine pour
« l'intolérance et la doctrine de l'obéissance passive. » Ces
dernières lignes résument en effet l'œuvre, la doctrine et la
carrière de Sismondi. Eminent économiste et savant historien,
il a utilement servi la science et l'humanité. Toutes ses œu-
vres sont animées d'un souffle généreux et libéral, soit qu'il
raconte les sanglantes révolutions des Républiques italiennes,
soit qu'il recherche les moyens d'améliorer le sort des classes
deshéritées, soit qu'il se constitue le champion de l'abolition
de l'esclavage. Il a honoré Genève par ses travaux et par son
caractère, et son nom ne doit pas être oublié au milieu de
nous.

Henri FAZY.

RAPPORT DU JURY

chargé de juger le concours

OUVERT PAR LA SECTION DES BEAUX-ARTS

DE L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

Pour un Projet de Diplôme



Messieurs et chers collègues,

Le jury chargé de juger le concours pour un projet de diplôme s'est réuni le vendredi 25 février à 4 h. après-midi. Les sept membres qui le composaient étaient tous présents, savoir : M. Jules Vüy, délégué par le comité de gestion de l'Institut ; MM. Albert Darier, F. Furet, J. Camoletti, désignés par la section des Beaux-Arts ; MM. Silvestre, Camuzat et Bourdillon, désignés par les concurrents, suivant les termes du programme du concours.

Le jury a commencé par se constituer en désignant M. Silvestre pour président et M. Bourdillon pour secrétaire-rapporteur.

Après avoir pris connaissance du programme du concours, le jury a constaté qu'il avait été envoyé neuf projets, arrivés

tous à l'époque fixée par le programme, c'est-à-dire dans la journée du lundi 21 février 1881.

A la suite d'un premier examen, le jury a procédé à une élimination des projets les moins méritants, ce qui a eu pour résultat d'écarter les N^{os} 1 et 9.

Un second examen plus approfondi a eu pour résultat l'élimination des projets portant les N^{os} 5, 6 et 7.

Le jury a ensuite procédé à une votation au scrutin secret ayant pour objet de décider s'il y avait lieu de décerner le premier prix, et auquel des projets conservés cette récompense serait attribuée.

Quatre voix ont accordé le premier prix au projet N^o 3 portant pour épigraphe : *Une rosace avec une aile* ; une minorité de deux voix se prononçait en faveur du N^o 4 portant pour devise les mots : *Au petit bonheur* ; et une voix votant par un zéro n'était pas d'avis d'accorder de premier prix.

Le jury décida ensuite par 6 voix contre une abstention de vous proposer d'accorder un second prix de 100 francs au projet N^o 4, et enfin la majorité compléta son classement en désignant le N^o 8 devise : *Travail*, pour un 3^e prix de 50 fr. et le projet N^o 2, devise : *Express*, pour une mention honorable.

Votre jury, Messieurs, vous propose donc de répartir entièrement la somme de 300 francs que vous avez votée pour ce concours.

Est-ce dire que le jury estime que ce concours ait donné tous les résultats que l'on pouvait en attendre et que le projet, classé au premier rang, lui paraisse pouvoir être reproduit sans modification ? Telle n'a pas été la pensée du jury, mais il a estimé qu'il était juste de ne pas priver les concurrents des récompenses annoncées et que leurs efforts, quoique encore incomplets, sans doute, méritaient bien largement la modique rétribution votée par vous.

Ce n'est pas sans hésitation ni sans discussion que le jury, ou du moins sa majorité, a décidé du rang relatif à attribuer aux deux projets N^{os} 3 et 4 que nous vous proposons pour le premier et le second prix. Une minorité du jury aurait désiré voir accorder le premier rang au projet N^o 4, ou tout au moins le placer *ex æquo* avec le N^o 3. Il y a évidemment dans le projet N^o 4 une très-grande somme d'habileté, de talent et d'imagination, une trop grande somme même de ces qualités, suivant l'opinion de la majorité du jury. Ce projet, en effet, est beaucoup trop touffu, trop surchargé de détails, si charmants et réussis soient-ils, qui détruisent ou tout au moins affaiblissent l'effet général. Les lignes disparaissent sous l'exubérance de sa riche, de sa trop riche décoration. Malgré tout son mérite incontestable, la majorité de votre jury estime que c'est ici le cas de rappeler aux concurrents qu'en matière de composition artistique l'abondance et la richesse doivent toujours être contrôlées par un choix et une appropriation sévères et que c'est précisément ce choix, cette sobriété voulue et raisonnée, qui le plus souvent produisent les effets les plus satisfaisants, parce qu'ils sont le résultat de la réflexion, de l'étude et des sacrifices nécessaires.

Le projet N^o 3 que nous vous proposons de placer au premier rang ne satisfait pas non plus complètement votre jury. Sa composition dénote de l'étude, des arrangements heureux et cherchés, mais l'aspect général est un peu dur et froid, on a même dit funéraire. Les trépièds flambants des angles du fronton contribuent surtout à augmenter ce caractère et devraient disparaître. Ils seraient avantageusement remplacés si l'on remontait contre la corniche les palmettes qui sont au-dessous. Ces palmettes seraient à leur tour remplacées par des consoles. Ajoutons que l'aspect trop sévère de ce projet est encore aggravé soit par la teinte grise et froide

du lavis, soit aussi par celle dont l'auteur a cru devoir laver le champ libre du diplôme.

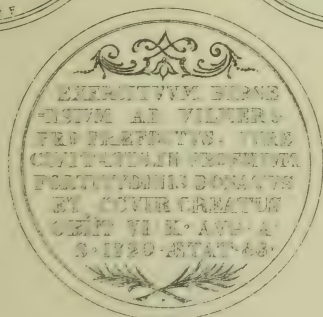
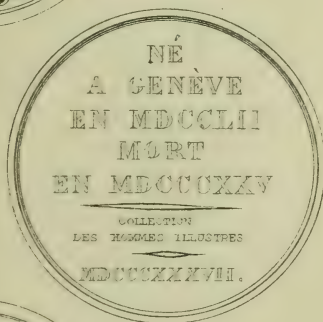
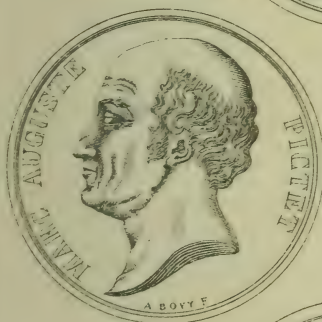
En résumé, la majorité de votre jury estimant, que ces deux projets sont indiscutablement les meilleurs du concours, et qu'il y aurait plus à retrancher au N° 4 qu'à ajouter au N° 3 pour obtenir un projet convenable, vous propose, comme nous l'avons dit plus haut, de placer au premier rang, avec le prix de fr. 150, le N° 3, et au second rang, avec un prix de fr. 100, pour se rapprocher autant que possible du premier, le projet N° 4.

Genève, le 26 février 1881.

Le Secrétaire-Rapporteur,

A. BOURDILLON, architecte.





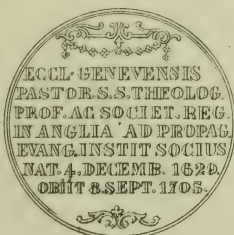


1



2





DESCRIPTION

D'UNE

TROISIÈME SÉRIE

DE

CENT MÉDAILLES GENEVOISES

INÉDITES

PAR

CHARLES ROUMIEUX

NUMISMATISTE



PRÉFACE

Lorsque nous avons entrepris la description d'une 1^{re} série de cent Médailles genevoises inédites, nous étions loin de soupçonner l'accueil bienveillant qui a été fait à ce petit opuscule ; espérant la même faveur, nous avons publié la 2^{me} série et nous venons aujourd'hui ajouter un troisième fascicule à ces deux brochures.

Il y a encore de profondes lacunes à combler dans le champ de la numismatique genevoise ; nous avons nous-même trouvé

leurs comices, leurs révolutions, leurs lois, leurs transformations, leurs fêtes, leurs costumes, leurs mœurs, etc.

Des villes entières ont été la proie des flammes ; quelques médailles ont pu toujours être sauvées de ces immenses bra-siers ; les livres et les gravures, rarement.

Le numismate, excité par l'amour de posséder des pièces inédites, excite à son tour le marchand à les rechercher ; il est rare que ces deux forces réunies ne réussissent pas à amener dans la localité, les monnaies et médailles qui lui appartiennent ; de là une facilité de recherches et de classification ; des sociétés se forment, se correspondent, et l'historien est tout heureux d'apprendre par quelque bulletin périodique qu'une date contestée, qu'un grand événement politique mis en doute, etc., sont parfaitement authentiques ; que tel évêque, tel comte, frappait des monnaies, que ce droit était contesté à une ville beaucoup plus importante, mais moins fortifiée ; la richesse des peuples, la plus-value des monnaies, la fourberie d'un Philippe-le-Bel et autres, falsifiant celles-ci ; le juif persécuté rognant celles-là pour rattraper en détail ce que le pouvoir lui avait pris en gros.

D'autre part, quelques personnes possédant des pièces quelquefois très-rares, et en ignorant la valeur, les laissaient englouties dans des cartons ou au fond de quelque tiroir ; elles tombaient entre les mains des enfants qui, sans ménagement, tapaient sur le nez de Socrate, ce qui le rendait encore plus camard, coupaient les cornes à Moïse, ou applatissaient une drachme de Corinthe portant la charmante tête de Laïs.

Qu'un marchand s'établisse, réunisse ces raretés dans des écrins, y mette leur désignation, un prix, immédiatement, chacun de sortir de sa cachette la pièce dont il ne savait que faire, et qui la plupart du temps tombait au creuset ; au contraire, cette pièce trouve sa place dans un musée ou dans

une collection. Le profane le plus endurci en fait de numismatique, celui pour qui les amateurs de cette science ne sont que des monomanes, celui-là, disons-nous, passera lorsque des monnaies sont réunies, classées et étiquetées, trois heures à les regarder, pareil à ce flâneur s'extasiant sur la patience d'un pêcheur à la ligne qu'il admirait depuis longtemps sans lui avoir rien vu prendre.

La publication de catalogues, soit de ventes aux enchères ou à l'amiable, vient aussi donner plus de confiance à l'amateur, assuré ainsi d'avoir chez lui une valeur puisque les prix vont toujours crescendo ; il possède aussi une garantie contre l'exploitation de personnes peu délicates qui spéculent sur leur goût et leur ignorance des prix.

C. R.

A NOS LECTEURS

Le goût des antiquités a pris depuis quelques années des proportions assez fortes ; nous ne nous occuperons ici que de ce qui a trait à la numismatique.

Si les livres, gravures, tableaux, meubles, armes, bronzes, porcelaines, émaux, faïences, etc., ont leur utilité au point de vue de l'art, les monnaies et les médailles, sans avoir peut-être le même attrait, n'en sont pas moins une des branches que nous n'hésitons pas à appeler, à qualifier la plus utile sous le rapport historique.

En effet, quoi de plus beau que ces pièces romaines, dont les légendes, par un ingénieux système d'abréviation, nous transmettent en quelques lettres ou sigles, toute la vie, les hauts faits et les exploits des empereurs.

C'est à la médaille que nous devons souvent le plaisir de retrouver les traits des grands hommes, des bienfaiteurs de l'humanité ; c'est elle qui nous révèle les actes des peuples,

cette année trente-cinq variétés de deniers épiscopaux, et d'après cette classification, nous croyons que l'on atteindrait le chiffre de cent. Malheureusement, l'exiguïté de notre territoire ne permet pas, lorsqu'on est sans fortune, d'entreprendre un travail qui coûte tant de recherches et qui est si ingrat.

Que des personnes bien pensantes se vouent à cette tâche, et si leurs moyens pécuniaires leur permettent cette distraction, nous leur rappellerons l'histoire de Bernard Palissy qui découvrit son émail en brûlant sa dernière chaise.

DESCRIPTION
D'UNE
TROISIÈME SÉRIE
DE
CENT MÉDAILLES GENEVOISES
INÉDITES

SOCIÉTÉ DE L'ARQUEBUSE ET DE LA CARABINE

201. *Dr.* : Armes de Genève dans un cartouche ornementé et enguirlandé sommé d'un vol et d'un soleil flamboyant et rayonnant, avec la devise de Genève. *Rev.* : Trophée d'armes composé d'un baril de poudre, deux arquebuses en sautoir, deux fourches ou fourquines, drapeaux, sabres, ayant au centre l'écusson genevois, derrière celui-ci un mât portant une couronne de fleurs. *Lég.* : PRO CHRISTO ET PATRIA. Or. *Mod.* : 28 mill. Nous n'avons de cette médaille qu'un cliché en plomb provenant de la collection Seguin, elle a dû appartenir à la coupe de cette société.

SOCIÉTÉ DE L'ARQUEBUSE ET DE LA NAVIGATION

DÉCORATION

202. Une ancre sur laquelle sont deux carabines en sautoir portant accostés les deux écus de la Confédération et de Genève dans deux cartouches ornementés. Arg. frappée en creux et découpée. *Haut.* : 42 mill.

JUSSY

SOUVENIR DU TIR PAR SOUSCRIPTION

203. *Dr.* : Ecu de Genève sommé d'un soleil naissant et entouré d'une guirlande de lauriers. *Lég.* : SOUVENIR DU TIR PAR SOUSCRIPTION. JUSSY. JUILLET 1829. *Rev.* : Deux carabines en sautoir accostées de deux branches de laurier et sommées d'un nœud de ruban auquel pend un tonnelet. Arg. à bélière, gravée et sertie dans une virole. *Mod.* : 45 mill.

SOCIÉTÉ DU GRAND SACONNEX

JETON

204. *Dr.* : Un carton de cible entre deux carabines en sautoir sur une couronne de laurier. *Lég.* : SOCIÉTÉ DU GRAND-SACONNEX. *Rev.* : Champ uni, au milieu le mot JETON, au-dessous un point. Laiton. *Mod.* : 22 mill. (Notre collect.)

JUSSY

MÉDAILLE DU ROI (a) OFFERTE PAR LES CHASSEURS

DE GAUCHE DU 84^e BATAILLON

205. *Dr.* : Une croix fédérale, émail blanc, bordée d'un émail rouge, cloisonné, entre deux filets or formant les couleurs genevoises jointes à celle de la Confédération ; au centre est une médaille portant en applique un trophée d'armes engagé derrière l'écu de Genève, une chaînette relie cette médaille à une couronne formée de vingt-deux épis sommant la croix. Argent doré. *Rev.* : La croix fédérale en argent lisse portant l'inscription gravée en deux lignes dans la branche supérieure : SOUVENIR D'AMITIÉ, un trait. Dans la branche transversale : LES CHASSEURS DE GAUCHE DU 84. — A LA COMMUNE DE JUSSY, en

(a) Cette magnifique médaille fut offerte dans les conditions suivantes :

En 1860, lors de l'annexion de la Savoie à la France, le Conseil fédéral envoya par prudence quelques compagnies d'infanterie à la frontière du canton. Le 8 mai, une partie de la compagnie des chasseurs de gauche, capitaine Bieri, fut désignée pour se rendre à Jussy, sous les ordres du lieutenant Pilet. Ce jour se trouvant être celui de la fête communale, les hommes furent reçus et choyés par la jeunesse de l'endroit. Ces militaires restèrent huit jours dans la commune ; ce furent huit jours de fête, aussi avant de partir, ils remercièrent, par l'organe de leur lieutenant, les habitants du beau village de Jussy.

La Société des carabiniers de cette commune ayant décidé de donner son grand tir du Roi, les 22, 23 et 24 Juin de la même année, les chasseurs qui y avaient été en cantonnement résolurent de leur offrir en souvenir une médaille pour être remise au Roi de la Société.

Le 24 Juin, jour de la fête, la Société se rendit au hameau de Sionnet, afin d'aller chercher le Roi sortant (M. Georges Duvillard), lorsqu'au contour du chemin, ils rencontrèrent la compagnie de chasseurs, musique en tête, et dont le capitaine remit la médaille à M. Fæsch, président de la Société.

Le premier Roi qui la porta fut M. Jules Ferrier, qui se trouvait faire partie de la compagnie qui l'offrait.

deux lignes, et 6 & 8 MAI 1860, en deux lignes également, au-dessous un trait, au centre de la croix est appliqué un petit cor de chasse en or. *Module de la médaille* : 24 mill., *id. de la croix* : 42 mill. Bélière et ruban vert.

TIR FÉDÉRAL DE LA CHAUX-DE-FONDS

MÉDAILLE AUX ARMES DES VINGT-DEUX CANTONS

206. *Dr.* : Pavillon des prix. *Signé.* : DRENTWETT. D. KEMMERER. F. *Lég.* : Dans un ruban circulaire ZUR ERINNERUNG AN DAS SCHÜTZENFEST IN CHAUX-DE-FONDS, 1863. *Rev.* : Les écussons des vingt-deux cantons sur deux rangs en cercle autour de celui de la Confédération et reliés ensemble par des arabesques. *Lég.* : VEREINT Z. EINEM BILDE, VEREINT Z. SCHIRM U. WEHR SO STEHN D. WAPPENSCHILDE GEDRÆNGT IM KREIS UMHER. Etain. *Mod.* : 41 mill. (Notre collect.)

TIR FÉDÉRAL DE ZOUG

MÉDAILLE AUX ARMES DE 16 CANTONS

207. *Dr.* : Vue de la ville, à l'arrière-plan, le lac et les Alpes. *Lég.* : ZUR ERINNERUNG AN DAS EID. SCHÜTZENFEST, au bas, dans un ruban, IN ZUG, 1869. *Signé.* : DRENTWETT. *Rev.* : La croix fédérale rayonnante portant l'écu de Zoug, à la date 1869 en pointe, autour on lit : ANDENKEN AN ALLE FESTORTE SEIT DER GRÜNDUNG DES VEREINS 1824. Cette légende est entourée des seize écussons des cantons ayant eu des tirs antérieurs, avec les dates de ces tirs sur chacun des écus en commençant par Aarau, 1824-1849; Bâle, 1827, 1844; Fri-

bourg, 1829 ; Berne, 1830-1857 ; Lucerne, 1832-1853 ; Zurich, 1834-1859 ; Vaud, 1836 ; St-Gall, 1838 ; Soleure, 1840-1855 ; Grisons, 1842 ; Glaris, 1847 ; Genève, 1828-1851 ; Unterwald, 1861 ; La Chaux-de-Fonds, 1863 ; Schaffhouse, 1865, et Schwytz, 1867. Etain. *Mod.* : 40 mill. (Notre collect.)

TIR FÉDÉRAL DE LAUSANNE

MÉDAILLE AUX ARMES DES VINGT-DEUX CANTONS

208. *Dr.* : L'Helvétie assise, la main droite reposant sur une épée à deux mains, et le bras gauche appuyé sur l'écusson fédéral. Debout derrière elle est un jeune tireur, nu-tête, le bras droit étendu vers la Suisse, et tenant de la main gauche sa carabine appuyée à terre ; autour d'eux de la vigne et des fleurs, et dans l'arrière-plan, Lausanne, les Alpes et le lac sur lequel est une barque. *Lég.* : NOS BRAS ET NOS CŒURS A L'HELVÉTIE. *Ex.* : 1876. *Signé.* : DURUSSEL. *Rev.* : Les écus des vingt-deux cantons accostés circulairement, au centre, l'écusson vaudois sommé de la croix fédérale dans un soleil rayonnant, derrière celui-ci sont deux carabines croisées sur une branche de laurier et de chêne. Inscription supérieure. : TIR FÉDÉRAL, et au-dessous : LAUSANNE. Bronze et étain. *Mod.* : 46 mill. (Notre collect.)

TIR CANTONAL A WINTERTHOUR

MÉDAILLE AUX ARMES DES VINGT-DEUX CANTONS

209. *Dr.* : Le même que celui du précédent numéro, à l'arrière-plan, la ville de Winterthour. *Lég.* : UNSER ARM & HERZ

FÜR'S VATERLAND. *Signé.* : DURUSSEL. *Ex.* : 1877. *Rev.* : Armes de Winterthour sommées de la croix fédérale dans un soleil rayonnant, au-dessous sont deux carabines croisées et deux branches de chêne. *Lég.* : FREISCHIESSEN WINTERTHOUR entre la légende et le cordon, les écus des vingt-deux cantons sont accostés circulairement. Br. et étain. *Mod.* : 46 mill. (Notre collect.)

FÊTE FÉDÉRALE DES SOUS-OFFICIERS

LES 16, 17, ET 18 AOUT 1879

210. *Dr.* : Vue de Genève, du pont du Mont-Blanc, de l'Ile Rousseau, et des Alpes à l'arrière-plan, dans le bas, entre le drapeau fédéral et cantonal, l'aigle genevoise essorante, tenant la clef dans ses serres. *Lég.* : FÊTE FÉDÉRALE DES SOUS-OFFICIERS, LES 16, 17 ET 18 AOUT 1879. *Signé.* : C. RICHARD. F. *Rev.* : Une cible devant laquelle sont deux fusils et les drapeaux fédéral et cantonal, accostés d'une branche de laurier et de chêne reliées par un cartouche ornementé. *Lég.* : SOCIÉTÉ DE TIR DE CAMPAGNE DES SOUS-OFFICIERS. Dans le bas, * GENÈVE * *Signé.* : C. R. Arg. et Br. *Mod.* : 45 mill. (Notre collect.)

TIR FÉDÉRAL DE BALE, 1879.

MÉDAILLE AUX ARMES DES VINGT-DEUX CANTONS

211. *Dr.* : Buste de femme coiffée à la bâloise, derrière dans le champ, une plume ? et la *Lég.* : SOUVIENS-TOI, dans un cercle de grénétis. *Signé.* : DURUSSEL. *Rev.* : Les écus des vingt-deux cantons accostés circulairement, au centre, l'écuson de Bâle placé sur deux carabines en sautoir, et une bran-

che de chêne et de laurier sommé d'une croix fédérale rayonnante. *Lég. intérieure.* : EIDG. SCHÜTZENFEST 1879. BASEL. Br. et étain. *Mod.* : 47 mill.

TIR FÉDÉRAL DE BALE, 1879

MÉDAILLE AUX ARMES DES VINGT-DEUX CANTONS

212. *Dr.* : Tête de femme coiffée de rhododendrons et d'un bandeau sur lequel on lit HELVETIA, autour sont vingt-deux étoiles. *Lég. intérieure.* : HEIL DIR HELVETIA. *Signé.* : DURUSSEL. *Rev.* : Le même que le précédent. Etain. *Mod.* : 47 mill.

GENTHOD

SOCIÉTÉ DES CARABINIERS (Jeton)

213. *Dr.* : *Inscr.* : GENTHOD. Ecu de Genève sommé d'un soleil rayonnant et accosté de deux palmes ; sous l'inscr., une arabesque. *Rev.* : Deux carabines en sautoir sur une couronne de laurier, entre ces deux armes est pendue une cornette. *Lég.* : SOCIÉTÉ DES CARABINIERS DE GENTHOD. Laiton. *Mod.* : 23 mill. (Notre collect.).

ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE

214. *Dr.* : Un socle portant l'écusson fédéral, à droite, une femme, personnifiant l'étude, pose sa main droite sur les tables de la loi, et de la gauche elle élève un flambeau. A gauche, la science personnifiée s'appuie contre un rocher d'où s'échappe la source du Progrès, de sa main gauche elle retient

un faisceau d'armes. Autour sont vingt-deux étoiles. *Ex.* : A. BOVY, sc., 1869. *Rev.* : Façade de l'Ecole polytechnique, au-dessous, un cartouche ornementé destiné à recevoir le nom du lauréat. *Lég.* : POLYTECHNICUM HELVETICUM. Arg. et br. *Mod.* : 45 mill. (M. Burki).

SUISSE ROMANDE

CONCOURS AGRICOLE DE PAYERNE

215. *Dr.* : La croix fédérale sur un soleil rayonnant engagé derrière les cinq écus de la Suisse romande, savoir : Fribourg, Valais, Genève, Neuchâtel et Vaud. *Signé.* : ESCHER. *Rev.* : Champ uni au centre d'une couronne de chêne. *Lég.* : CONCOURS AGRICOLE PAYERNE, 1859. Br. *Mod.* : 43 mill. (Notre collect.)

SOCIÉTÉ HELVÉTIQUE D'HORTICULTURE

216. *Dr.* : La Clef et l'Aigle dans un cartouche ornementé, accosté d'une branche de chêne et de laurier et sommé d'une couronne murale, entre deux cercles de grénétis une couronne de chêne et de laurier. *Lég.* : POST TENEBRAS LUX. *Rev.* : Une couronne de fruits et de fleurs au centre de laquelle est gravé le nom du lauréat. *Lég.* : SOCIÉTÉ HELVÉTIQUE D'HORTICULTURE. GENÈVE. Autour, entre deux cercles de grénétis, une couronne de chêne et de laurier. Grande médaille en deux parties frappées et agraffées. Vermeil. *Mod.* : 84 mill.

IDEM

217. *Dr.* : Cérès tenant une couronne de la main droite et de la gauche une torche allumée, entre une ruche et un

autel garni de couronnes. *Lég.* : PALMÆ LABORI ET MERITO DATÆ. *Rev.* : Une couronne de fruits et de fleurs au centre de laquelle est l'inscription gravée. *Prix d'honneur décerné à* GEORGES BOCCARD *POUR HOUX PANACHÉS.*
 1875. *Lég.* : SOCIÉTÉ HELVÉTIQUE D'HORTICULTURE. "GENÈVE" Vermeil et argent. *Mod.* : 55 mill. sans signature. Frappée à Paris (par patriotisme).

IDEM

218. *Dr.* : Le même que le précédent et le revers id., ces deux faces sans le cercle de grénétis ni la couronne. Argent doré. Médaille frappée à Paris (sans signature). *Mod.* : 55 mill.

UNION INSTRUMENTALE

FÊTES DE SEPTEMBRE 1869

219. *Dr.* : Celui de la médaille du Monument national N° 56. *Rev.* : Le même. Dans la couronne de chêne : LE FAUBOURG DE SAINT-GERVAIS. Insc., circulaire, A L'UNION INSTRUMENTALE 1869. Inscr., gravée en quatre lignes. Arg. *Mod.* : 47 mill.

IDEM

CONCOURS INTERNATIONAL DE CHAMBÉRY

220. *Dr.* : Ecu de Chambéry. *Lég.* : CONCOURS INTERNATIONAL DE MUSIQUE MDCCCLXXIII. *Signé.* : BESCHER.

Rev. : Inscr. : UNION INSTRUMENTALE semi-circulaire, etc. *Concours — de lecture à vue — 1^{re} Division — 1^{er} PRIX*, gravé en quatre lignes. *Lég. :* VILLE DE CHAMBÉRY (SAVOIE) 17 AOUT 1873. Or. Bélière. *Mod. :* 46 mill.

IDEM

CONCOURS MUSICAL DE LYON 1877

221. *Dr. :* Armes de la ville accostées d'ornements et de deux ailes. *Lég. :* L'HARMONIE EST LA LOI DES ÊTRES. *Signé. :* L. SCHMITT FECIT. *Rev. :* Couronne de chêne et de laurier portant au centre l'inscription gravée en six lignes. PRIX D'EXCELLENCE — CONCOURS D'EXÉCUTION — UNION INSTRUMENTALE — GENEVOISE — 1877. *Lég. :* CONCOURS MUSICAL DES XX ET XXI MAI MDCCCLXXVII * LYON * Or. Bélière. *Mod. :* 60 mill.

IDEM

ID. 1^{er} PRIX

222. *Dr. :* Le même que le précédent. *Rev. :* Dans la couronne comme le N^o précédent, l'inscription gravée en cinq lignes 1^{er} PRIX — LECTURE A VUE — UNION — INSTRUMENTALE — GENEVOISE. *Lég. :* La même que le N^o précédent, sur la tranche. Offerte par la Fanfare Lyonnaise. Or. Bélière. *Mod. :* 42. mill.

IDEM

CONCOURS D'ELBEUF

223. *Dr. :* Armes d'Elbeuf dans un cartouche ornementé sommé d'une couronne murale et accosté d'une branche de

chêne et de laurier. *Rev.* : OFFERT PAR — LES MONTEURS —
DESSINATEURS — ET ÉCHANTILLONNEURS — DE LA VILLE. Inscr.
gravée en cinq lignes dans le champ au milieu d'une couronne
de laurier. *Lég.* : CONCOURS MUSICAL D'ELBEUF, * 8 JUIN
1879. * Or, à Bélière. *Mod.* : 47 mill. (a).

IDEM

IDEM. 1^{er} PRIX D'EXCELLENCE

224. *Dr.* : Le même que le numéro précédent. *Rev.* : Id. Champ
uni (les donateurs n'ayant pas eu le temps de faire graver
une inscription.) Autour de la tranche on lit : OUVRIERS DE
LA FABRIQUE D'ELBEUF, SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS. Or, à
Bélière. *Mod.* : 41 mill.

IDEM

CONCOURS D'ANNECY. PRIX UNIQUE

225. *Dr.* : Armes de la ville dans un cartouche ornementé
sommé d'une couronne murale et accosté d'une branche de
chêne et de laurier ; au-dessus, dans un ruban, est gravé
ANNECY. *Signé.* : B. R. *Rev.* : Inscr. : UNION INSTRUMENTALE.
Division d'excellence : PRIX UNIQUE, gravée dans une cou-
ronne de chêne et de laurier. *Lég.* : CONCOURS D'ANNECY.
MDCCCLXXIX. Or, à Bélière. *Mod.* : 37 mill. (10 Août 1879).

(a) Cette Société, sous l'habile direction de M. Bergalonne, remporta au
concours international d'Elbeuf la médaille ci-dessus pour 1^{er} Prix de
lecture à vue ; celle décrite au numéro suivant pour 1^{er} Prix d'excellence
et une couronne de vermeil comme 1^{er} Prix d'honneur, plus une somme de
800 fr. offerte par le comité.

IDEM

ID. 1^{er} PRIX

226. *Dr.* : Le même. *Rev.* : Le même avec l'inscription : UNION INSTRUMENTALE CONCOURS *de lecture à vue*, 2^{me} Division, 1^{er} PRIX. Or. *Même module*.

IDEM

ID. 1^{er} PRIX ASCENDANT

227. *Dr.* : Le même. *Rev.* : Le même avec l'inscr. : UNION INSTRUMENTALE, 1^{re} Division, 1^{er} PRIX ASCENDANT. Or. *Même module*.

IDEM

Don du Cercle Artistique après le Concours de Marseille.

228. *Dr.* : Minerve assise sur un nuage présente de la main droite une couronne de laurier ; de la gauche appuyée sur son genou, elle tient en réserve une palme et une autre couronne. Elle est accostée de deux génies, dont l'un au visage anxieux attend cette marque d'honneur, tandis que l'autre, la figure rayonnante, s'envole avec elle. *Lég.* : AU MÉRITE. *Signé.* : J.-C. CHAPLAIN. *Rev.* : Une couronne de laurier entre deux cercles de grénétis, dans l'intérieur est l'inscription : A — L'UNION — INSTRUMENTALE — DE — GENÈVE — 1880. *Lég.* : LA SOCIÉTÉ DES AMIS DES ARTS DE MARSEILLE, CERCLE ARTISTIQUE. *Signé.* : P. Arg. *Mod.* : 68 mill. (a).

(a) Cette médaille, d'un fort beau travail, a malheureusement été adoucie à la ponce, ce qui n'a pas permis de faire ressortir les sujets en

SOCIÉTÉ NAUTIQUE DE GENÈVE

Prix de régates

229. *Dr.* : Un trophée composé d'une ancre portant en cœur la croix fédérale chargée de l'écu de Genève, derrière sont une rame et une gaffe en sautoir accostées d'une branche de laurier et de chêne reliées par un ruban. *Lég.* : SOCIÉTÉ NAUTIQUE DE GENÈVE. *Rev.* : Une couronne de laurier et de chêne laissant le champ uni pour graver le nom du vainqueur. *Arg. et Br. Mod.* : 52 mill. Distribuée pour la première fois à la fête nautique du 12 Juin 1881. (*Note de l'auteur*).

JUBILÉ DE 1635

230. *Dr.* : La République personnifiée, assise les deux pieds dans les nuages, elle tient de la main droite un soleil flamboyant à face humaine et la gauche appuyée sur l'écu de Genève. *Lég.* : VERITAS MENDACIVM LVX TENEBRAS EXPELLIT. *Rev.* : Vue de la ville, dans le ciel un ange porte un ruban sur lequel on lit : GENEVA CIVITAS et dans le pli du milieu P. T. L. sigle de la légende genevoise. *Arg. et Br. Mod.* : 42 mill. (a).

mat sur un fond brillant; quoi qu'il en soit, c'est un souvenir d'amitié qui restera cher aux Genevois; avec de pareilles procédés, jamais les peuples ne se feront la guerre. (*Note de l'auteur.*)

(a) Cette pièce est décrite, mais très-sommairement, à la p. 169 de Blavignac.

DOCTEUR ET FOU

MÉDAILLE SATYRIQUE CONTRE LES PROTESTANTS

231. Dr. : Tête coiffée d'un béret et du chapeau doctoral; en la renversant, elle représente une autre tête coiffée du bonnet de la Folie. **Rev. :** Un écriteau portant la date 1547 et au-dessous un monogramme formé d'un 4 carré formant la croix et d'une R attenante à celle-ci. Arg. Gravée. **Mod. :** 23 mill. (Notre collect.)

LOUIS XIV

RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES

232 Dr. : Buste du roi, les épaules couvertes d'un manteau fleurdelysé. **Lég. :** LVDOVICVS. MAGNVS. REX. CHRISTIANISSIMVS. **Rev. :** Une nonne debout représentant la religion catholique, elle tient dans la main droite une longue croix latine et de la gauche pose une couronne de laurier sur la tête du souverain. Louis XIV est drapé de la toge, sa main droite soutient le gouvernail de la France et un de ses pieds repose sur le globe. **Lég. :** OB VICIES. CENTENA MILL. CALVINIAN. AD. ECCLES. REVOCATA. (Pour deux millions de calvinistes rappelés à l'Eglise). Arg. **Mod. :** 7 centimètres. Poids 200 grammes (a).

(a) Cette superbe médaille fut trouvée à l'abbaye de Saint-Saëns, près de Rouen, dans le tombeau de Marie de Tilladet, abbesse du monastère de 1684 à 1692, elle était renfermée dans une boîte de cuivre scellée dans la plaque de grès qui recouvrait cette tombe. Appartient au musée de Rouen.

(Extrait de la *Vigie de Dieppe*, du 21 Novembre 1873).

IDEM

233. *Dr.* : Le même que le précédent. *Signé.* : J. MAVGER F.
Rev. : Le même avec la différence que le monarque foule de son pied droit l'Hérésie. *Lég.* : OB VICIES CENT. M. CALV. AD ECCL. REVOC. *Ex.* : M.DC.LXXXV. Arg. et Br. *Mod.* : 41 mill. (Notre collect.)

IDEM

234. *Dr.* : Le même que le précédent. *Rev.* : La religion foulant de son pied droit l'Hérésie renversée devant le portique d'un temple. *Lég.* : EXTINGTA HAERESIS. *Ex.* : EDICTUM OCTOBRIS. — M.DC.LXXXV. en deux lignes. Arg. et Br. *Même mod.* (Notre collect.)

IDEM

235. *Dr.* : Le même que le précédent. *Rev.* : La religion plantant une croix sur les ruines des temples calvinistes. *Lég.* : RELIGIO VICTRIX. *Ex.* : TEMPLIS CALVINIANORUM — EVERSIS. — M.DC.LXXXV. en trois lignes. Arg. et br. *Même mod.* (Notre collect.)

SYNODE NATIONAL

DES ÉGLISES RÉFORMÉES DE FRANCE

236. *Dr.* : Une salle décorée dans le style du XVI^{me} siècle, au milieu de laquelle on voit Calvin en robe de pasteur, la tête

nue, les mains jointes devant une table sur laquelle sont la Bible, deux encriers et divers papiers. A sa droite et à sa gauche sont deux personnages, l'un en robe, l'autre en braie et manteau court, représentant sans doute l'autorité et l'Eglise réformée de France, autour d'eux sont quinze personnes dans l'attitude de la prière. *Ex.*: 26-28 MAY M.D.LIX. *Signé.*: A. BOVY. *Rev.*: Dans le champ, entouré de rayons lumineux le livre des Evangiles ouvert sur lequel on lit en lettres incuses :

ÉVANG. S. M.

LES

CIEUX

ET LA

TERRE

PASSE

RONT

XXIV, 35

MES

PAROLES

NE

PASSE

RONT

POINT

Ex. : 29 MAI 1859. Arg. et Br. *Mod.* : 68 mill.

ANCIENNE ALLIANCE AVEC LA SUISSE

237. *Dr.* : Armes des treize anciens cantons, disposées sur un ruban en fer à cheval. Sur une bande horizontale, attachée au-dessous sont les écus des huit alliés des Suisses, savoir: Genève, Mulhouse, les Grisons, l'Abbaye de St-Gall, la ville de St-Gall, le Valais, Bienne et Neuchâtel. Dans le champ en six lignes, l'inscr. : FORTISSI — MVM — CONCORDIA. — LIBERTATIS. — PROPVGNA — CVLVM. *Ex.*: HELVETIA. *Rev.* : Un ancien guerrier suisse en braie et pourpoint, portant la dague et l'épée et tenant de la main droite sa hallebarde, sur laquelle est son chapeau. *Lég.* : QVAM GESTAS VIGILI STVDIO SERVATO CORONAM. *Signé.* : HIG (Gessner). *Arg. Mod.* : 40 mill. (Notre collect.)

COLLÈGE DE CAROUGE

238. *Dr.* : Médaille octogone à bélière ayant une croix découpée dans le champ et sommée d'une couronne. *Inscr.* : COLLEGIUM CARUGII. *Rev.* : *Inscr.* : DILIGENTIÆ SIGNUM — 8^{me} en deux lignes. *Arg.* Gravée. *Mod.* : 42 mill. (M. Meyer).

TRAITÉ DE PARIS

239. *Dr.* : Au milieu d'un nuage la Paix présentant de la main droite un rameau d'olivier, de la gauche elle appuie contre son sein un enfant qui laisse choir sur la terre une corne d'abondance d'où s'échappent des monnaies, des épis, des raisins et... un chapelet, au-dessous un quart du globe représentant l'Europe ; on y voit les villes dont les noms suivent : NANTES. BORDEAUX. PARIS. AMSTERD. MADRID, HAMB. CASSEL. LION. GENÈVE. BERLIN. KONIGSB. *Lég.* : FRIEDE AUF ERDEN. *Ex.* : PARIS D. 30 MAI — 1814 en deux lignes. *Rev.* : Deux bourgeois, une femme infirme, un vieillard, un soldat, une mère à genoux, ses deux enfants, un jeune homme et sa fiancée, ayant tous les yeux levés vers le soleil dans lequel est un triangle portant le nom de Jéhovah, pour remercier Dieu de leur accorder la Paix, dans l'arrière-plan une montagne, une cabane de berger, un chien et un cheval. *Lég.* : ALLES WAS ODEM HAT LOBE DEN HERRN. *Ex.* : la signature LOOS. *Arg.* : *Mod.* : 42 mill. (M. Meyer.)

CONGRÈS DE VIENNE

240. *Dr.* : La Victoire debout sur un globe, elle est entourée des têtes laurées des empereurs, rois, grands-ducs et géné-

raux commandant les armées alliées, à qui elle présente une palme et une couronne de laurier. Chacune de ces têtes porte derrière elle sa désignation, la 1^{re} est KAI. FRANZ. II. KAIS. ALEXANDER. I. HER. V. WEIMAR. F. SCHWARZENBERG. F. WRED. GR. BÜLOW. GR. YORK. KR. V. SCHWEDEN. GR. PLATOW. H. WITTGENSTEIN. HER. WELLINGTON. F. BLÜCHER. KR. V. WÜRTEMBERG. KÖ. WILHELM. II. *Lég.*: TREBBIN. 23. AUG. 1813. KATZBACH. 26. AUG. 1813. KULM. 30. AUG. 1813. DENNEWITZ. 6. SEPT. 1813. NOLLENDORF. 17. SEPT. 1813. LEIPZIG. 16-19. OCT. 1813. *Rev.*: Un arc de triomphe dans le champ, SIEGE UND FRIEDENS MÜNZE — ZUM WIENER CONGRESS — OCTOBER. 1814, en trois lignes horizontales. *Lég.*: (Continuation de la légende du Droit.) HANAU 30. OCT. 1813. BRIENNE. 1. FEBR. 1814. ORTEZ, 28. FEBR. 1814. TOURNAI. 7. MÆRZ. 1814. LAON. 9. MÆRZ. 1814. ARCIS-S.-AUBE. 21. MÆRZ 1814. LAFERE CHAMPENOISE. 25. MÆRZ. 1814. MONTMARTRE, 30. MÆRZ. 1814. TOULOUSE. 10. APR. 1814. HAYNAU 19. AUG. 1813. GOLDBERG, 23. AUG. 1813. LÖENBERG. 29. AUG. 1813. MÖCHERN, 27. AUG. 1813. PIRNA. 7. SEPT. 1813. WEISSENFELS. 13. SEPT. 1813. DÖMITZ. 16. SEPT. 1813. HASSEL 30. SEPT. 1813. FREIBURG. 20. OCT. 1813. FRIESENHEIM. 1. IAN. 1814. ST.-M.-AUX-MINES. 10. IAN. 1814. CHARMES. 12. IAN. 1814 HOCHSTRAATEN. 12. IAN. 1814. BAR. S. AUBE. 24. IAN. 1814. LA FERE CHAMPENOISE. 8. FEBR. 1814. DANZIG. ZAMOSH. MODLIN. STETTIN. GENF. NYMWEGEN. WITTENBERG. TORGAV. DRESDEN. LION. TOUL. BREDA. NANCY. BRÜSSEL. PARIS. en six lignes circulaires. Etain. *Mod.*: 77 mill. (M. A. Meyer.) Il y a probablement de ces médailles en argent et en bronze.

SOCIÉTÉ HELVÉTIQUE

DE BIENFAISANCE A PARIS

241. *Dr.*: Un ancien Suisse assis entre deux rochers, il tient

de la main droite une hallebarde et la gauche se repose sur un écusson ovale portant une arbalète et deux flèches en sautoir ; autour de sa tête sont vingt-deux étoiles ; il foule l'hydre de Lerne étendue à ses pieds. *Ex.* : LIBERTAS UNIO PATRIA. en deux lignes. *Signé.* : H. DESNOYERS F. *Rev.* : SOCIÉTÉ — HELVÉTIQUE — DE — BIENFAISANCE — A PARIS — 1821 en six lignes horizontales dans une couronne de chêne et d'épis. Arg. *Mod.* : 34 mill.

JETON DU GENEVOIS

242. *Dr.* : Ecu écartelé, mi-parti de Genevois sur le tout à senestre, timbré d'une couronne ducale et entouré de lacs. *Lég.* : CHAMBRE DES COMPTES. D. GENEVOIS * *Rev.* : Sur un rocher au bord du lac, trois aiglons dans une aire, qu'un serpent rampant dans le contre-bas s'apprête à dévorer, un aigle couronné traverse les nuages et vient à leur secours. *Lég.* : MATRIS VIRTUTE TVENTVR. *Ex.* : * 1635 * Cuivre. *Mod.* : 28 mill. (a).

SOCIÉTÉ DES RÉUNIS

243. *Dr.* : Armes de Genève dans un cartouche ornementé accosté de palmes et sommé d'un soleil rayonnant, au-dessus, dans un ruban est la devise POST TENEBRAS LUX, et au-dessous CANTON DE GENÈVE. *Rev.* : Au Roi — de la Société — des Réunis — 1821. Inscription gravée en quatre lignes en anglaise,

(a) Nous avons en vain consulté des personnes très-compétentes sur l'art héraldique, nul n'a pu nous renseigner sur cet écu que nous avons fait reproduire dans une planche ci-jointe, de même pour l'allégorie du revers dont le sens nous échappe. (*Note de l'auteur.*)

dans une couronne de laurier. Argent. *Mod.* : 34 mill. (M. Rivoire).

MÉDAILLE DE LA RUCHE

244. *Dr.* : Une ruche entourée d'abeilles. *Lég.* : INDUSTRIE ET TRAVAIL. *Ex.* : 1822. *Rev.* : Une boule ailée. *Lég.* : IL FAUT QUE JE ROULE. *Ex.* : JETON. Laiton. *Mod.* : 16 mill. (Notre collect.)

IDEM (Variété)

145. *Dr.* : Une ruche entourée d'abeilles. *Lég.* : INDUSTRIE ET TRAVAIL. *Ex.* : MDCCCXXIV. *Rev.* : Une roue ailée (la roue de la fortune. *Lég.* : IL FAUT QUE JE ROULE. *Ex.* : JETON. Cuivre argenté. *Mod.* : 16 mill. (Notre collect.)

CARTIGNY

SOCIÉTÉ DES ARTISANS

246. *Dr.* : Deux carabines en sautoir sommées de deux mains unies, en applique sur champ uni. *Lég.* : EN TEMPS DE PAIX RÉUNIS POUR LE PLAISIR, EN TEMPS DE GUERRE NOUS LE SERONS POUR LA PATRIE. *Rev.* : Un compas et une équerre gravés au-dessus d'une gerbe de blés. *Lég.* : SOCIÉTÉ DES ARTISANS DE CARTIGNY, et en-dessous, entre deux branches de genêt : INSTITUÉE EN 1835. Argent doré à bélière. *Mod.* : 45 mill.

CERCLE DES ÉTRANGERS

247. *Dr.* : CERCLE DES ÉTRANGERS en légende circulaire au

centre un numéro. *Rev.* : RUE DES ALPES 6, * GENÈVE * au centre, une étoile. Laiton. *Mod.* : 27 mill. (Notre collect.)

SOCIÉTÉ FRATERNELLE

DE GARANTIE MUTUELLE

248. *Dr.* : Une ruche entourée d'abeilles. *Lég.* : SOCIÉTÉ FRATERNELLE DE GTIE MELLE * 1849 * *Rev.* : Une foi et au-dessous le chiffre **20** dans une couronne de chêne et de laurier. Étain. *Mod.* : 26 mill.

SOCIÉTÉ GENEVOISE DE SECOURS MUTUELS

249. *Dr.* : L'écu de Genève sommé d'un œil rayonnant, et ayant pour tenants deux fillettes nues, agenouillées, la ceinture au vent : l'une tient de sa main droite une poignée d'épis, et l'autre une bourse. *Lég.* : SOCIÉTÉ GENEVOISE * DE SECOURS MUTUELS *. *Signé.* : ANT. BOVY. Plaquette arg., ovale, horizontale. *Mod.* : 42 mill. sur 27. (Notre collect.)

TIR DE MACON 1871

A LA SUISSE GÉNÉREUSE

250. *Dr.* : Tête de la République coiffée du bonnet phrygien. *Lég.* : LIBERTÉ. EGALITÉ. FRATERNITÉ. *Rev.* : Une foi dans un cercle de grénétis, au-dessus, MACON, au-dessous, 5 A^T 1871. *Lég.* : * A LA SUISSE GÉNÉREUSE * LA FRANCE RECONNAISSANTE. Br. *Mod.* : 20 mill. Cette médaille à bélière était suspendue à une rosace en rubans aux couleurs helvétiques portant au centre la croix fédérale avec l'inscr. : MACON.

A LA RÉPUBLIQUE SUISSE 1871

LES DEUX DÉPARTEMENTS DE SAVOIE RECONNAISSANTS

251. Dr. : Une femme à droite coiffée du bonnet phrygien et drapée à l'antique, donne la main à la Suisse ; cette dernière est couronnée d'épis, sa main gauche repose sur l'écu fédéral, à leurs pieds est une corne d'abondance, les rochers des Alpes à l'arrière-plan. Sans légende. **Ex.** : **1871**. **Signé.** : L. SCHIEPPATI INCIS. **Rev.** : L'ancre du salut entrelacée de pampres, sommée d'une couronne de chêne et de laurier, et portant accostés les écus de Chambéry et d'Annecy (chefs-lieux des deux départements, la Savoie propre et la Haute-Savoie), au-dessous : POUR LES SOINS DONNÉS — A NOS SOLDATS DE — L'ARMÉE DE L'EST. Inscr. en trois lignes. **Lég.** : Dans le haut : A LA RÉPUBLIQUE SUISSE, et dans le bas : LES DEUX DÉPARTEMENTS DE LA SAVOIE RECONNAISSANTS. *Une en or au Conseil fédéral. Br. Mod.* : 72 mill.

SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS

DES OUVRIERS EN PIÈCES A MUSIQUE

Médaille du Roi ?

252. Dr. : Ecus accostés de la Confédération et de Genève sommés d'un soleil portant la date 1875 (Applique en or niellé). **Lég.** : ROI, Souvenir, de chaque côté deux pampres, et au-dessous, 20 JUILLET, autour une couronne de laurier en or appliquée. **Rev.** : Trophée composé d'instruments de musique et entouré également d'une couronne de laurier en or appliquée. Arg. Gravée et niellée, bélière. **Mod.** : 35 mill.

TRAMWAYS DE GENÈVE (Jeton)

253. *Dr.* : Une voiture de tramway attelée de deux chevaux allant à dr. *Lég.* : semi-circulaire en deux lignes CHEMIN DE FER AMÉRIC^N. — GENÈVE. *Ex.* : CAROUGE. *Rev.* : Un rond de changement de voie coupé transversalement par une croix faite de deux rails et divisée en rayons. Dans ceux du bord on a numéroté onze de ces cases. Laiton. *Mod.* : 23 mill.

IDEM. ID.

254. *Dr.* : Deux wagons trainés par une locomobile dont la cheminée fume ; au-dessus les écus accostés de la Confédération et de Genève entre deux branches de laurier et de chêne liées par un ruban. *Ex.* : 1876. *Rev.* : Le chiffre 15 dans le champ, au-dessus, TRAMWAYS* et au-dessous DE GENÈVE* Laiton. *Mod.* : 30 mill.

IDEM. ID.

255. *Dr.* : Le même que le précédent avec le chiffre 10. Laiton. *Mod.* : 20 mill.

RASSEMBLEMENT DE TROUPES 1879

256. *Dr.* : L'écu de Vaud superposé sur les deux écus du Valais et de Genève accostés de deux branches de laurier et sommé de la croix fédérale dans un soleil quadrangulaire. *Lég.* : DISCIPLINE FRATERNITÉ LIBERTÉ * 1^{re} DIVISION* *Rev.* : Trois militaires se serrant la main, à l'arrière-plan, canon, tentes et faisceau. *Lég.* : RASSEMBLEMENT DE TROUPES. *Ex.* : 1879. Etain. *Mod.* : 30 mill. (Notre collect.)

IDEM (Variété)

257. *Dr.* : Ecus accostés de Vaud et de Genève entre deux branches de laurier. *Lég. et Revers.* : les mêmes que la précédente.

PERCEMENT DU SAINT-GOTHARD

258. *Dr.* : Ecu de la Confédération accosté des écus d'Allemagne et d'Italie entourés d'arabesques. *Lég. supérieure.* : GERMANIA HELVETIA ITALIA. Dans le bas VIRIBUS UNITIS. *Signé.* : H. BOVY. *Rev.* : *Inscr.* : MARZO 1880 dans une couronne de rhododendrons. *Lég.* : AI LAVORANTI AL TRAFORO DEL GOTTARDO *DEN ARBEITERN AM GOTTHARDT TUNNEL* Arg. et br. *Mod.* : 38 mill. (Notre collect.)

A LA SOCIÉTÉ DES OUVRIÈRES POLISSEUSES

SOUVENIR DES OUVRIERS BIJOUTIERS

259. *Dr.* : Ecu de Genève semblable à celui des pièces de 10 francs argent de 1848, avec le ruban portant la devise roulé en-dessous à ses extrémités. *Signé.* : ANT. BOVY. *Rev.* : Une couronne de laurier et de chêne dont les feuilles sont très-serrées. *Inscr.* : A LA SOCIÉTÉ — DES DAMES — POLISSEUSES DE BIJOUX — ET CHAINISTES — DE GENÈVE — 10^{ME} ANNIVERSAIRE LE 20 MARS — 1880. *Lég.* : *SOUVENIR COMMEMORATIF* OFFERT PAR LA SOCIÉTÉ DES OUVRIERS BIJOUTIERS. Arg. *Mod.* : 52 mill.

SOCIÉTÉ PHILANTHROPIQUE ITALIENNE

260. *Dr.* : Ecu de Savoie accosté d'une branche de laurier et d'oranger, et sommé d'une étoile lumineuse à cinq rais. *Lég.* : SOCIETA FILANTROPICA ITALIANA GINEVRA 1875. *Rev.* : *Inscr.* : OFFERTA — DAL — PRESIDENTE — RICOLFI DORIA, au-dessous un cartouche rectangulaire servant à inscrire le nom du sociétaire; sous le cartouche la date 1880. *Arg.* *Mod.* : 26 mill. Frappée à 100 ex.

FÊTE FÉDÉRALE DE GYMNASTIQUE A LAUSANNE

MÉDAILLE AUX ARMES DES 22 CANTONS

261. *Dr.* : L'Helvétie debout sur un gradin, la main gauche appuyée sur l'écusson vaudois, pose une couronne sur la tête d'un gymnaste appuyé sur sa canne de fer. *Lég.* : PATRIE FORCE AMITIÉ. *Signé.* : DURUSSEL. *Rev.* : Les écus des vingt-deux cantons en rangée circulaire, au centre sont les deux écussons Vaudois et Fédéral sur un faisceau de lieutenant et deux branches de laurier. *Lég.* intérieure : FÊTE FÉD. DE GYMNASTIQUE * LAUSANNE 1880 * Etain. *Mod.* : 47 mill.

L'UNION

SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS 50^{ME} ANNIVERSAIRE

262. *Dr.* : Deux mains unies dans un nuage sur fond radié. *Lég.* : SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS L'UNION * FONDÉE A GENÈVE EN 1829 *. *Rev.* : Une ruche entourée de

verdure sur fond radié. *Lég.* : 50^{ME} ANNIVERSAIRE DE SA FONDATION *CÉLÉBRÉ LE 29 JUIN 1879*. Vermeil, à bélière tranche cannelée, sans signature. *Mod.* : 50 mill. Gravée par M. Louis Freyvogel.

TRAVAUX DU CIMETIÈRE DE SAINT-GEORGES

(JETON DES OUVRIERS)

263. *Dr.* : VILLE — DE — GENÈVE en trois lignes, puis un trait et au-dessous M (Municipalité.) *Rev.* : **20**. Laiton. *Mod.* : 20 mill. (a).

IDEM. ID.

264. *Dr.* : Le même. *Rev.* : **10**. Laiton. Même module. Ce jeton vient d'être remplacé par un de zinc pour éviter les fraudes ; car ces deux pièces de même métal n'avaient de différence que dans le chiffre du revers.

IDEM. ID.

265. *Dr.* : Le même. *Rev.* : **5**. Laiton. *Mod.* : 18 mill.

CERCLE DES VIEUX GRENADIERS

MÉDAILLE BACHIQUE

266. *Dr.* : Fond radié au milieu duquel est Bacchus —

(a) Pour éviter les abus, la Municipalité fit frapper ces jetons qui, donnés en à-compte aux ouvriers, servaient exclusivement à payer leurs consommations à la cantine.

couronné de pampres à cheval sur un tonneau, il tient de la main gauche une bouteille et de la droite une coupe ; une couronne de vigne entoure ce sujet. *Rev.* : A LA PLUS BELLE CHIQUE. Gravé en trois lignes dans le champ avec cul-de-lampe et fleurons sommés d'une grenade. Cuivre argenté. Gravée. *Mod.* : 55 mill.

LES AMANTS DE LA JARRETIÈRE

MÉDAILLE BACHIQUE

267. *Dr.* : Une couronne de lauriers fleuris dont la partie supérieure est traversée par un ruban dans lequel est l'inscription : PLUS HAUT S. V. P. Dans le centre de cette couronne sont gravés en zig-zags les surnoms suivants : BON PÈRE. — CALAS. — BADA. PILOTE. — PIDOU. BRIMBO. BÉCHE. — FRISQUET. MIGNON. — BON LOÏS. — KIQUE. *Lég.* : (dans le haut) LES AMANTS DE (et en-dessous) LA JARRETIÈRE. *Rev.* : Un tonneau supportant une bonbonne et accosté de bouteilles, d'une brande, de pampres, d'un tyrse, d'une pipe, de flacons, d'un broc, et de verres à pied, sur le fond du tonneau est gravée en trois lignes la devise : HONNI-SOIT-QUI BOUDE. *Lég.* : (dans le haut) A LA PLUS BELLE CHIQUE. Vermeil, à bélière, gravée, sans signature. *Mod.* : 48 mill.

(a) A cette médaille est jointe comme accessoire une jarrettière formée d'un ruban d'argent à coulisse faisant ressort, et parfaitement semblable à la décoration anglaise de cet ordre, même devise et même légende que ci-dessus. Autour sont gravés les noms des membres et la désignation des lieux où la Société se rendait en esquipot (1).

(1) Terme local, dérivatif d'équipée, voulant dire partie de plaisir organisée au moyen de légères contributions.

LOGE MAÇONNIQUE
FIDÉLITÉ ET PRUDENCE
DÉCORATION DE L'ATELIER.

268. Dr. : Un triangle maçonnique en argent plein portant sur un soleil rayonnant également triangulaire : un niveau, un compas, une équerre et un œil rayonnant au centre entre les jambes du compas. *Rev. :* FIDÉLITÉ & PRUDENCE 1873 (a), en inscription triangulaire dans le haut de la décoration, au centre l'étoile à cinq rayons, un trait et dans le bas ORIENT DE GENÈVE, au-dessous deux branches de laurier horizontales (b). *Mod. :* 34 mill.

OFFICIERS DE SAPEURS-POMPIERS

269. Dr. : Celui des pièces de cinq francs de 1848. *Rev. :* OFFICIERS DE SAPEURS-POMPIERS ★ GENÈVE ★ en légende circulaire, un cordon intérieur laisse le champ libre pour y graver le nom du titulaire. Arg. à bélière. *Mod. :* 37 mill. (c).

25^{ME} ANNIVERSAIRE DE LA FUSION
DES SOCIÉTÉS DE L'ARQUEBUSE ET DE LA NAVIGATION

270 Dr. : Vue du Stand, en-dessous deux drapeaux en sau-

(a) Le graveur a mis par erreur la date 1873 pour 1871.

(b) Pourquoi pas d'acacias ?

(c) Ces médailles, d'une frappe récente, seront distribuées cette année aux officiers pour être portées régulièrement sur eux, suspendues au besoin à leurs vêtements civils dans les cas d'incendie, et pour faciliter ainsi leurs rapports avec des pompes d'autres localités.

toir, celui de Genève et de la Navigation, la moitié d'une énorme couronne (a) vient se croiser entre les deux drapeaux
Lég. : 25^{ME} ANNIVERSAIRE DE LA FUSION et sous les drapeaux en exergue 1829-1881. *Signé* : RICHARD F. *Rev.* : Le *Dr.* de la médaille du 400^{ME} anniversaire de l'Arquebuse et Navigation décrite au N° 16. *Arg. Mod.* : 43 mill. Frappée à 200 exemplaires.

PRIX BELLOT

VARIÉTÉ MÉDAILLE FRAPPÉE (b)

271. *Dr.* : Tête du célèbre juriconsulte à gauche.
Lég. : P. F. BELLOT ICTVS. GLARISS. GENEVENSIS. MDCCCLXXVI. MDCCCXXXVI. *Signé* : HUGUES BOVY. *Rev.* : Une couronne de laurier au centre de laquelle est l'inscription suivante, en cinq lignes. PRÆMIVM — A. PETRO F. BELLOT — CONSTITVTVM — UNIVERSITAS GENEVENSIS. — Après ces quatre lignes est laissé un espace libre de 7 mill. pour graver le nom du lauréat, puis, ★ADDIXIT★ *Arg. Mod.* : 64 mill.

CALVIN

272. *Dr.* : Le même que celui décrit au N° 158 de Blavignac, avec la différence que la légende ne porte point le mot PROFES. Dans le champ, on lit 27 mai, au lieu de 17. (Musée d'Amiens.)

(a) Cette médaille est destinée à remplacer celle décrite au N° 73 qui était gravée,

(b) Cette couronne gigantesque n'est pas proportionnée aux drapeaux, et semblerait plutôt destinée à être pendue aux voûtes d'un monument, peut-être devait-elle cacher une paille, qui sait ? Parue au moment de l'impression, nous n'avons pu classer cette médaille dans les sociétés de tir.

FRANÇOIS DIDAY

273 *Dr.* : Sa tête nue à droite. *Lég.* : FRANÇOIS DIDAY, sous la tête 1802-1877. *Signé* : H. BOVY. *Rev.* : — A — FRANÇOIS DIDAY LA — VILLE DE GENÈVE RECONNAISSANTE, inscription gravée en cinq lignes horizontales au milieu d'une couronne de laurier et de chêne. Arg. et br. *Mod* : 60 mill. (a).

GUILLAUME FAREL.

TROISIÈME JUBILÉ DE LA RÉFORMATION

274 *Dr.* : Buste du réformateur de trois quarts à gauche. *Lég.* : GUILLAUME FAREL RÉFORMATEUR. *Signé* : A. J. J. LANDRY F. *Rev.* : SANCTIFIE-LES PAR TA VÉRITÉ ; — TA PAROLE — EST LA VÉRITÉ. — S^T JEAN. XVII. 17 — 3^{ME} JUBILÉ DE LA RÉFORMATION — A NEUCHÂTEL. 1830 en huit lignes dans le champ. Br. *Mod.* : 41 mill.

VICTOR FATIO

275 *Dr.* : Attributs d'agriculture au centre desquels est un cartouche rectangulaire portant gravée l'inscription : M. LE DOCTEUR FATIO 1878, en trois lignes, au-dessous est un bœuf accroupi à sa gauche et à sa droite une charrue, et une locomotive. *Signé* : C. TROTIN. *Rev.* : Une couronne de laurier et de chêne au centre de laquelle est l'inscription DESTRUCTION

(a) Cette médaille fut frappée par ordre du Conseil administratif en reconnaissance des legs que ce peintre avait faits à la Ville.

DU PHYLLOXERA, gravée en trois lignes. *Lég.* : SOCIÉTÉ DES AGRICULTEURS DE FRANCE. Or. *Mod.* : 36 mill. (a).

JAMES FAZY

AUX FRUITIERS D'APPENZELL (b).

276. *Dr.* : Un seillot de fruitier frappé en argent, sur la poignée sont gravées les initiales F. A. ; au-dessous est suspendue une médaille faite d'une pièce de cinq francs en or surgravée, de la tête Napoléon III on a fait celle de Fazy. *Lég.* : LE GRAND PÈRE 1856. *Rev.* : Dans la couronne de laurier est suspendu un seillot par un ruban. *Lég.* : AUX FRUITIERS D'APPENZELL. (M. A. Meyer).

CARDINAL DE FLEURY

277. *Dr.* : Son buste de face regardant à gauche. *Lég.* : ANDR HERCULES CARDINALIS DE FLEURY. *Rev.* : Une massue entourée de deux serpents et droite au milieu d'un trophée de marine, d'agriculture, d'arts et de sciences. *Lég.* : HIS PACEM REDDIDIT ARMIS. Ex. : MDCCXLI. Laiton. *Mod.* : 37 mill. *Variété.* (Notre collect).

L. ANDRÉ GOSSE

DOCTEUR ET PHILHELLÈNE.

178 *Dr.* : Son buste à gauche, habit à col de fourrure. *Lég.* :

(a) Le Congrès international d'agriculture, assemblé au Trocadéro à propos de l'Exposition, décerna quatre de ces médailles : une au délégué autrichien, une au délégué italien, une au délégué suisse, M. Fatio, et une à la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée.

(b) Nom d'une Société radicale genevoise qui patronait la candidature de M. J. Fazy.

LOUIS-ANDRÉ GOSSE. *Signé*: C. RICHARD. F. *Rev.*: *Inscr.*: PESTE — SYSTÈME PÉNITENTIAIRE — MALADIES RHUMATOIDES — GOITRE ET CRÉTINISME — RÉFORME DES QUARANTAINES — RÉFORMATION DU CRANE — CHOLÉRA MORBUS — ERYTHROXILON COCA — BAIN TURC — & & — *Lég.*: * NÉ LE 18 JUIN 1791 MORT LE 24 OCTOBRE 1873 * CITOYEN DE GENÈVE ET D'ATHÈNES. Arg. et br. *Mod.*: 52 mill.

PIERRE MACHET

NOCES D'OR.

279. *Dr.*: PIERRE MACHET en deux lignes horizontales, une foi, au-dessous JOSÉPHINE PFISTER. *Signé*: C. F. ROUMIEUX. *Rév.*: NOCES D'OR en *lég.* semi-circulaire GENÈVE en inscr. horizontale, au-dessous un lac d'amour, sous lequel on lit 1829; 6 JUILLET, 1879 et dans le bas deux flambeaux allumés liés par un ruban. Arg. et br. *Mod.*: 38 mill. (a) 12 ex. en argent et 20 en bronze.

FRANÇOIS-JULES PICTET

280. *Dr.*: Buste du professeur à gauche. *Lég.*: FRANÇOIS

(a) Monsieur Pierre Machet, notre beau-père, était âgé de 84 ans à la date ci-dessus, il avait 54 années de service comme huissier du Conseil d'Etat; ce corps, désireux de lui témoigner son estime pour ses bons et loyaux services, lui fit présent de quatre couverts aux armes de la République, et d'une lettre magnifique que nous conservons avec respect. Le 15 Novembre 1879, nous eûmes la douleur de le voir partir, et si quelque chose a pu nous consoler, ce sont les témoignages de sympathie qui nous vinrent de toutes parts.

Cinq journaux de notre ville ont parlé de lui dans les termes les plus élogieux, et le facteur nous remettait la carte de M. Carteret jointe à celle de M. Mermillod.

JULES PICTET. *Signé* : C. RICHARD F. *Rev.* : NÉ—A GENÈVE
— LE XXVII SEPTEMBRE — MDCCCIX — MORT LE XV MARS —
MDCCCLXXII, inscrit en six lignes dans une couronne de laurier
et de chêne. *Lég.* : * PROFESSEUR D'HISTOIRE NATURELLE A
L'ACADÉMIE DE GENÈVE * Br. *Mod.* : 101 mill.

J.-J. ROUSSEAU.

281. *Dr.* : Même médaille que celle décrite au N° 201 de
Blavignac. Cette pièce, frappée au moyen de la virole, porte sur
la tranche : SE VEND A PARIS CHEZ MONNERON (PATENTÉ.) Br.
(Notre collect.)

IDEM

282. *Dr.* : Buste du philosophe à droite coiffé du bonnet
d'hermine en habit à collet idem. *Lég.* : J.-J. ROUSSEAU et
dessous le buste 1792. Br. Médaillon ovale. *Mod.* : 60 mill.
sur 48.

IDEM

283. *Dr.* : Le même que le précédent. *Lég.* : JEAN-JACQUES
ROUSSEAU. Même module. (Nous avons trouvé plusieurs
variétés de ce médaillon ; comme ces pièces sont fondues, il est
possible que l'artiste ou l'amateur ait retranché ou ajouté la
date et la légende.) (*Note de l'auteur*).

IDEM

284. *Dr.* : Le même que celui du N° 282, mais très-finement

modelé. Plomb. Médaillon ovale frappé. *Mod.* : 26 mill. sur 22 (M. Trachsel).

J.-J. ROUSSEAU.

CENTENAIRE.

285. *Dr.* : Son buste à gauche drapé à l'antique. *Lég.* : LE CITOYEN DE GENÈVE. *Signé.* : T. BONNETON. *Rev.* : MON PÈRE EN M'EMBRASSANT — FUT SAISI D'UN — TRESSAILLEMENT QUE — JE CROIS SENTIR — ET PARTAGER ENCORE — JEAN-JACQUES — ME DISAIT-IL, AIME TON PAYS. — 1778-1878, inscrit en dix lignes dans une couronne de pervenches tombantes. *Arg. Mod.* : 55 mill. Frappée à 72 exemplaires (a).

IDEM

IDEM

286. *Dr.* : Buste à gauche du philosophe d'après Houdon. *Lég.* : J.-J. ROUSSEAU CITOYEN DE GENÈVE. *Signé* : C. RICHARD F. *Rev.* : MON PÈRE — EN M'EMBRASSANT — FUT SAISI D'UN — TRESSAILLEMENT QUE — JE CROIS SENTIR ET PARTAGER ENCORE — JEAN-JACQUES — ME DISAIT-IL, AIME TON PAYS. — 1778-1878. Inscrit en dix lignes dans une couronne de pervenches. *Signé* : C. RICHARD F. *Arg. et br. Mod.* : 50 mill.

(a) Le hasard ayant fait retrouver un ancien flan de Bonneton, M. Gosse eut l'idée de le faire servir pour regraver cette tête sur un autre coin par le procédé Colas ; la Ville ouvrit à cet effet une souscription au prix de trente francs chaque exemplaire accompagné d'une liste numérotée, portant que les coins avaient été remis à la Ville de Genève, à condition qu'ils ne pourraient servir à la frappe d'aucune médaille avant l'année 1912.

Cette clause est malheureusement inutile, les coins s'étant entièrement brisés.

J.-J. ROUSSEAU

TIR DU CENTENAIRE 1878

287. *Dr.* : Buste du philosophe à gauche, coiffé d'une perruque à quatre rangs de frisons. *Lég.* : JEAN-JACQUES ROUSSEAU. *Signé* : FLORIAN F. *Rev.* : Vue de Genève, prise depuis la rue du Mont-Blanc, sommée de la croix fédérale dans un soleil rayonnant ; dans le bas, les drapeaux fédéral et genevois engagés derrière un aigle essorant, tenant la clef entre ses serres. *Lég.* : SO^E DE TIR DE CAMPAGNE DES SOUS-OFFICIERS * TIR DU CENTENAIRE * 1878. *Signé* : C. RICHARD F. *Arg. Mod.* : 43 mill.

J.-J. ROUSSEAU

CENTENAIRE

288. *Dr.* : Le même que celui du N° 287. *Rev.* : Ecu de Genève rectangulaire au milieu d'un soleil flamboyant à huit rais. *Lég.* : * CENTENAIRE DE J.-J. ROUSSEAU * 1878. *Arg. et Br. Mod.* : 43 mill.

IDEM

IDEM

289. *Dr.* : Buste du philosophe par Bonneton décrit au N° 199 de Blav., sans légende ni signature (*a*). *Rev.*, l'inscr. :

(*a*) Le flan de cette médaille avait servi à frapper le coin de celle portant à l'avvers le monument élevé sur le Mont de Plomb au Jardin botanique. On sait que ce nom provient des exécutions, soit fusillades, qui eurent lieu sur cet emplacement pendant l'ère révolutionnaire.

CENTENAIRE—DE—J.-J. ROUSSEAU,—1878 en quatre lignes sommées d'un soleil flamboyant à huit rais, portant au centre le sigle J H-S. Arg. Br., et étain. *Mod.* : 37 mill.

IDEM

IDEM

290. *Dr.* : Tête à gauche (a). *Lég.* : EN HONNEUR DE J.-J. ROUSSEAU au-dessous, GENÈVE. *Signé* : CRANNER. *Rev.* : SOUVENIR DE ROUSSEAU NÉ LE 20 JUIN 1712 MORT LE 3 JUILLET 1778 en six lignes horizontales dans une couronne de chêne et de laurier. Etain. *Mod.* : 28 mill.

JEAN DE SACONAY

291. *Dr.* : Son buste de profil à droite. *Lég.* : IOHANNES DE SACONAY DOM. IN BVRSINEL PRÆF. ORON. *Signé* : I.D.F. *Rev.* : Une arabesque, au-dessus l'inscr. : EXERCITVM BERNE — NSIVM AD VILMERG — PRO PRÆFECTUS. IVRE — CIVITATIS, IN PROEMIVM — FORTITVDINIS DONATVS — ET CCVIR CREATVS OBIIT VI. K. AUG. A. — S. 1729. ÆTAT. 83. en huit lignes, au-dessous deux palmes croisées. Br. *Mod.* : 41 mill. (b).

(a) Nous n'avons pas osé mettre tête de Rousseau, car il manque à cette caricature, au front et à la nuque, ce qu'il y a de trop sous le menton. Le toto qui a signé cette monstruosité peut s'estimer heureux que les enfants de ce philosophe soient inconnus, car il aurait un rude compte à leur rendre; pour notre part, nous lui conseillons, s'il veut continuer son métier, de ne graver à l'avenir que des moules de lécrelets et des formes à beurre. (*Note de l'auteur*).

(b) Au XVI^e siècle, un Pierre de Saconnex était commandeur de l'abbaye de Compesières, de là l'origine de Saconnex delà-d'Arve, cette famille possédait, en outre, le Petit et le Grand-Saconnex.

La mère de celui dont nous décrivons la médaille était une Turrettini.

ST F^s DE SALES

292. *Dr.* : Cette pièce est en tout semblable, moins la grosseur, à celle décrite au N° 183. Laiton. *Mod.* : 19 mill. (Notre collect.)

IDEM

293. *Av.* : Buste nimbé du saint regardant à gauche, les deux mains jointes dans l'attitude de la prière. *Lég.* : ST FRANÇOIS DE SALES. *Rev.* : Buste de face de S^{te} J^{ne} F^{se} Chantal, mère de ce saint. Elle a la tête penchée sur l'épaule, les bras croisés sur la poitrine et tient de la main gauche une croix. *Lég.* : S^A JOAN^A FRANCA^A CHANTAL ORD VIS. S M FUND. Laiton. : Médaillon ovale. *Mod.* : 27 mill. sur 24. (Notre collect.)

IDEM

394. *Dr.* : Buste nimbé du prélat. *Lég.* : ST FRANÇOIS DE SALES PRIEZ POUR NOUS. *Signé* : DE PUYMAURIN. *Rev.* : Sainte-Jeanne de Chantal voilée. *Lég.* : TOUT A LA GRACE,

Le général Jean de Saconnay était seigneur de Bursinel. En 1712, à l'âge de 66 ans, il décida du sort de la bataille de Vilmergen, en s'emparant de l'artillerie ennemie. En 1722, il était bailli d'Oron. Il mourut à Lausanne en 1729, en laissant deux filles et un fils : Marc-Charles-Frédéric de Saconnay, dernier de ce nom, dont une fille mariée à M. de Watteville, propriétaire d'une campagne au Petit-Saconnex.

Un Saconnay resté catholique fut enseveli au Grand-Saconnex ; à la révolution on arracha la pierre de son tombeau, elle se trouve maintenant dans la campagne de Watteville, et sert de pont à un ruisseau. Elle est longue de six pieds et porte l'effigie d'un guerrier avec une inscription ; la partie gravée étant en-dessous, ces détails n'auront sans doute pas été endommagés. (Voyez Gaudy-Lefort, Prom, hist. p. 64 et 247.)

RIEN A LA NATURE, au-dessous, SAINTE CHANTAL. Arg. *Mod.* : 30 mill. sur 24. (M. Hirsch de Munich.)

IDEM

295. *Dr.* : Buste du saint nimbé à gauche. *Lég.* : SAN FRANCISCVS DE SALES. EPIS GENE. *Signé.* : A H (Albert Hamerani). *Rev.* : Un saint ermite à demi corps, encapuchonné et nimbé (probablement saint Bernard) tenant des deux mains un bâton de voyage. Sans légende. Laiton, ovale. *Mod.* : 30 mill. sur 24.

IDEM

296. *Dr.* : Son buste nimbé sur un cartouche semé de croissettes *Lég.* : S. FRANCISCE A SALESIO ORA PRO NOBIS. *Signé.* : L. PENNIN LYON. *Rev.* : SOUVENIR — DE LA FÊTE CÉLÉBRÉE — DANS LE 1^{er} MONASTÈRE — DE LA VISITATION A ANNECY — POUR L'ANNIV. BISSECUOLAIRE — DE LA CANONISATION DE S. FRANC. DE SALES ÉVÊQUE — ET PRINCE DE GENÈVE — APOTRE DU CHABLAIS — LE XIX AVRIL — MDCCCLXV. Br. *Mod.* : 32 mill. (Notre collect.)

IDEM

297. *Dr.* : Le même que celui du N^o 183. *Rev.* : Celui du numéro précédent. Br. *Mod.* : 25 mill. (Notre collect.)

IDEM

298. *Dr.* : Le même que le numéro précédent. *Rev.* : Le même Laiton. *Mod.* : 18 mill. (Notre collect.)

CHARLES SCHUCHARDT

299. *Dr.* : Tête de Gutenberg à droite (applique en or jaune)
Lég. : ANNIVERSAIRE SEMI-SÉCULAIRE en haut et dans le bas.
WEIMAR 27 AVRIL 1829. *Rev.* : CHARLES SCHUCHARDT
— IMPRIMEUR — SOUVENIR — du personnel de son imprimerie
— GENÈVE — AVRIL 1879. Inscription gravée en six lignes
dans le champ. Or, creuse. *Mod.* : 42 mill. Gravée par Jules
Pétel et Ph. Bonnet, dessin de Ch. Roumieux.

L. TRONCHIN

300. *Dr.* : Son buste à gauche. Sans légende. *Signé* : I. D.
Rev. : LUDOVICUS TRONCHINUS — ECCL. GENEVENSIS PASTOR
— S. S. THEOL. PROF. AC SOCIET — REGIÆ IN ANGLIA AD
PROPAG — EVANG. INSTIT. SOCIUS — NAT. D. 4 DECEMB.
1629 — OBIT 8 SEPT. 1705. Insc. en sept lignes. Arg. et br.
Mod. : 32 mill. (M. Trachsel.)

COMMUNICATION SUR LES TRAMWAYS

EN OPPOSITION AU

CHEMIN DE FER A VOIE ÉTROITE

POUR L'EXPLOITATION DES LIGNES

DE

FERNEX-GENÈVE-ST-JULIEN

PAR

M. J. CHALLET-VENEL

Genève, le 31 Août 1881.

Messieurs,

Votre Président m'a demandé si je serais disposé à vous entretenir, dans une de nos séances, du parallèle comparatif à établir entre les chemins de fer à voie étroite et le tramway en ce qui concerne les communications de la Ville de Genève avec Fernex et St-Julien.

Cette question présente sans doute un intérêt d'actualité ; mais par cela même c'est une question délicate.

En ma qualité d'Administrateur de la Compagnie Générale des Tramways Suisses, je ne voudrais pas aborder ce sujet de

manière à paraître faire le procès de la voie étroite, système auquel le Conseil d'Etat a donné la préférence.

Il ne m'appartient pas de m'établir en juge des motifs qui ont dirigé l'Autorité exécutive dans sa détermination.

Si vous me le permettez, Messieurs, je ne prendrai pas tout à fait pour thème la formule sous laquelle le sujet vous a été annoncé dans les cartes de convocation.

Mais je me bornerai en vous donnant les détails nécessaires, à vous exposer les motifs pour lesquels la Compagnie des Tramways qui, à l'origine, avait les mains parfaitement libres, et qui pouvait choisir entre la voie étroite et la voie normale, a résolu, après mûres délibérations, d'adopter pour la construction de toutes ses voies ferrées la largeur normale de 1^m,445.

A vous Messieurs, de tirer de cet exposé les conclusions que le sujet lui-même pourra vous fournir.

La Compagnie des Tramways, qui, en 1875, a obtenu la concession de Chêne à Carouge par Genève, et de Genève (Place du Molard.) à Montbrillant, a eu l'intention dès l'origine d'étendre successivement ses services de transport à partir de la Ville de Genève, prise comme centre, dans la direction des diverses localités rurales, qui constituent la banlieue.

Le territoire du Canton présente, pour cet effet, des conditions spéciales et très-favorables.

A partir de la Ville de Genève, place importante de consommation, des routes nombreuses rayonnent jusqu'à la circonférence, à des distances du centre qui ne dépassent guère 7 à 8 kilomètres.

Relier la circonférence au centre, par des moyens de trans-

port fréquents et à bon marché, tel a été le but que s'est proposé la Compagnie des Tramways.

Pour cet effet, et dans la prévision du développement que prendraient successivement ses services, la Compagnie n'a rien négligé pour donner à son premier établissement toute l'ampleur nécessaire.

Elle a construit, à moitié distance entre Genève et Carouge, un vaste dépôt pour le logement de son matériel roulant, de ses chevaux, de ses locomotives et de ses approvisionnements.

C'est aussi là qu'elle a placé ses ateliers de réparations et de construction, ainsi que son service de maréchalerie.

Elle a établi à double voie les lignes de Genève à Chêne, de Genève à Carouge et de la place du Molard à Montbrillant ; 15 kilomètres de voies.

Elle n'a réclamé de l'Etat aucune subvention, dans l'espoir que les Autorités, soit du canton, soit des communes, prendraient à tâche de lui faciliter ses débuts, et que l'on ne considérerait pas cette entreprise comme un champ à exploiter, qui devrait en quelque sorte payer la dime, et fournir au budget de l'Etat et à celui des Communes un appoint aux recettes cantonales et municipales.

Cette espérance a été déçue ; les débuts de la Compagnie des Tramways ont été entravés par des exigences exceptionnelles.

L'Etat et les Communes qui prêtent gratuitement leurs rues et leurs routes à toutes les entreprises de transport, omnibus, diligences, camions, etc., ont imposé à la seule Compagnie des Tramways des redevances qui pèsent gravement sur l'exploitation.

Prétendre que la concession d'un tramway sur les routes constitue un monopole, et déduire de cette présomption que les redevances imposées à la Compagnie sont justifiées, c'est commettre une erreur, constatée par la pratique des cinq dernières années.

Chacun sait, par ses observations journalières, que la Compagnie des Tramways n'est pas seule à faire usage de ses voies, et que tous les véhicules ordinaires, spécialement les plus lourds et les plus encombrants, circulent régulièrement et sans rencontrer la moindre opposition de la part des autorités de police, sur les lignes ferrées qui forment le soi-disant monopole de la Compagnie.

La Compagnie a donc été placée à cet égard hors du droit commun.

Les sommes qu'on lui réclame annuellement, par exception au droit commun, s'élèvent à près de 25,000 francs.

Cela équivaut à un prélèvement de 2 $\frac{1}{2}$ %, sur la légitime rémunération due au capital social de la Compagnie des Tramways.

Encore, si ce prélèvement s'effectuait alors que le capital de fondation aurait reçu un intérêt atteignant le 5 %, le fait serait moins sujet à critique.

L'Etat, qui, au point de vue des contributions publiques, profite de la mieux-value que les lignes de Tramways donnent aux propriétés placées sur leur parcours ;

L'Etat, qui doit voir avec satisfaction les facilités de transport, à bon marché, dont les tramways font jouir les populations ;

L'Etat, qui dans cinquante ans, héritera de tout le réseau des tramways, sans bourse délier ;

L'Etat, disons-nous, a pleinement le droit de prélever en outre, une redevance, sur le superflu de l'exploitation d'une Compagnie à laquelle il prêterait gratuitement les voies publiques ;

Mais il conviendrait de ne pas anticiper les temps par des exigences prématurées.

C'est en agissant ainsi, qu'on a toujours paralysé, à Genève,

toutes les nouvelles entreprises, qui ont essayé de s'implanter sur notre territoire.

Si l'Etat et les Communes ne sortent pas de la fausse route suivie jusqu'ici, aucune entreprise de transport à bon marché ne pourra prospérer, et les localités rurales, privées actuellement des facilités de transport, par bateau ou par chemin de fer, devront rester dans leur isolement, à moins que l'Etat n'accorde des subventions proprement dites, ainsi qu'il est question d'en attribuer une de fr. 400,000, à la Compagnie du chemin de fer à voie étroite de Fernex à St-Julien par Genève.

La question est donc renfermée dans le dilemme suivant:

Ou bien l'Etat encouragera les entreprises de chemins de fer locaux, en les dégrevant, dans leurs débuts, des charges qu'il a fait peser jusqu'ici sur la seule Compagnie des Tramways.

Ou bien il devra participer financièrement, dans une certaine mesure, à la formation du capital nécessaire à ces entreprises.

J'estime que la première alternative répondrait mieux aux véritables intérêts de l'Etat.

En 1878, il s'est présenté une première occasion pour la Compagnie des Tramways d'étendre son réseau, par la création d'une nouvelle ligne de Genève à Veyrier.

Les particuliers directement intéressés à cette voie avaient offert de coopérer à la formation du capital de construction, par une prise d'obligations représentant une somme de fr. 112,000, à la condition que l'Etat participerait aux frais d'établissement de la voie, par une somme égale, remise à titre de subvention.

La concession fut demandée à l'Assemblée fédérale et fut accordée.

Ce chemin de fer devait partir de la place du Rond-Point à Plainpalais, se développer par le boulevard des Philosophes et la rue des Jardins, pour tendre de là à Veyrier, par la route de Florissant.

Sur la majeure partie de son parcours, le tramway devait emprunter le domaine de la route cantonale, dans ce sens que le profil de la route ne devait point être altéré, et que, sur toute la largeur de celle-ci, la circulation ordinaire des chars et des voitures ne soit aucunement entravée.

L'espacement des rails devait correspondre à celui des tramways de Carouge-Genève-Chêne, afin de permettre d'utiliser sur la nouvelle ligne le même matériel roulant, et d'organiser, suivant les besoins, un service direct de Genève à Veyrier, sans transbordement.

L'exploitation de la ligne devait s'effectuer par traction de chevaux, ou à l'aide de machines.

Le Conseil d'État, auquel la demande de subvention fut présentée, ne jugea pas pouvoir répondre favorablement à la requête de la Compagnie des Tramways.

Ce corps fit entendre qu'il serait préférable de ne pas traiter la question isolément, et de l'aborder à un point de vue général, en déterminant le principe même des subventions à accorder à toutes les entreprises de chemins de fer d'intérêt local.

A ce moment-là, le Conseil d'Etat aurait pu examiner si, à défaut de subvention proprement dite, il n'y aurait pas moyen d'encourager autrement, dans leurs débuts, les entreprises de transport à bas prix.

Nous ignorons si la question s'est produite sous cette forme, et si elle a été discutée dans le sein du Conseil d'Etat.

Quoi qu'il en soit, si le tramway de Genève à Veyrier n'existe pas aujourd'hui, cela tient évidemment à des circonstances indépendantes de la volonté des concessionnaires.

A peu près à la même époque, il surgit une nouvelle occasion pour la Compagnie d'étendre ses services de transport dans la banlieue de Genève.

Il s'agissait de prolonger ses lignes [de Carouge à St-Julien, et de Montbrillant à Fernex.

Une seconde Compagnie se présenta en concurrence, s'engageant d'établir un chemin de fer à voie étroite, de Fernex à St-Julien, par Genève.

La ligne venant de Fernex devait, à partir de Montbrillant, traverser le pont de la Coulouvrenière, suivre le côté sud de la Plaine de Plainpalais, franchir l'Arve sur le Vieux pont, et se diriger de là, par la Praille, sur la place du Rondeau et sur St-Julien.

Les deux Compagnies réclamaient de l'Etat une subvention à peu près équivalente.

Mais l'une d'elles, celle des tramways, se proposait de construire à voie normale, l'autre à voie étroite.

Le Conseil d'Etat donna la préférence à cette dernière, et l'Autorité fédérale, jugeant que la question était avant tout d'intérêt cantonal, et que les autorités locales étaient mieux placées pour établir la comparaison entre les deux systèmes et pour trancher le différend, la concession de Fernex-Genève-St-Julien fut accordée à la Compagnie du Chemin de fer à voie étroite, le 22 Décembre 1879.

La ligne concessionnée devait être entièrement achevée et livrée à l'exploitation avant le 1^{er} Octobre 1882.

Dès lors, les concessionnaires ont demandé et obtenu, le 11 Décembre 1880, une prolongation de délai au 1^{er} Avril 1883.

Ce délai a été de nouveau porté récemment au 1^{er} Avril 1884. sous réserve que, si avant le commencement des travaux, la concession était demandée par un tiers, offrant de meilleures garanties pour l'exécution de la ligne, l'Assemblée fédérale

se réserve le droit de retirer la concession et de la reporter sur le nouveau postulant.

• C'est ici le lieu d'examiner si les chemins de fer sur routes, autrement dit les chemins de fer d'intérêt local, doivent être construits à voie normale ou à voie étroite, et de faire connaître les motifs qui ont déterminé la Compagnie des Tramways à donner à toutes ses voies la largeur normale de 1^m,445.

Il y a trois types de chemins de fer établis sur routes.

Lorsque la voie est installée sur la chaussée même, et non sur l'un des accotements, les rails doivent nécessairement être enfouis dans le sol avec les contre-rails, en suivant le profil normal de la voie publique et sans présenter ni saillie, ni dépression, afin que la circulation des voitures ordinaires soit le moins possible entravée.

Dans ce cas, la voie ferrée est établie dans toute son étendue, suivant le système adopté par les grands chemins de fer pour ce qu'on appelle les passages à niveau, sauf que l'ornière entre le rail et le contre-rail ne doit pas mesurer plus de trente millimètres de largeur, afin que les bandes des roues des voitures ordinaires ne puissent s'engager dans l'intervalle laissé entre le rail et le contre-rail.

C'est là le type suivant lequel la Compagnie des Tramways a établi son premier réseau pour les services de Carouge, Genève, Chêne et Montbrillant, ainsi que pour le réseau de Nidau-Bienne-Boujean.

Un second type de chemin de fer sur route est celui d'après lequel les rails sont établis sur l'un des accotements de la voie publique, non plus enterrés dans le sol, mais faisant saillie, comme les rails des lignes des grands chemins de fer.

Ce mode de construction ne peut être adopté que par l'effet d'une faveur spéciale de l'Etat, qui aliène ainsi une portion de la voie publique, laquelle est spécialement réservée à l'entreprise du chemin de fer, à l'exclusion des voitures ordinaires des particuliers.

Il convient même, dans ce cas, de séparer les deux parties de la route par une clôture au moins morale.

Par ce moyen, le service du chemin de fer local sera mieux assuré, et les chances d'accidents seront rendues plus difficiles.

Mais il est évident que le chemin de fer *en saillie* ne saurait être toléré pour la traversée des villes et des villages, et que le tracé devrait nécessairement passer en dehors des centres populeux, et par conséquent les contourner, à moins que l'on n'ait recours à l'emploi d'un troisième type, formé par la combinaison des deux types précédents, voie en saillie sur les accotements des routes, et voie à niveau dans la traversée des villes et des villages.

Les trois types de chemins de fer sur routes peuvent donc être désignés sous les dénominations suivantes :

1° *Chemins de fer à niveau* ;

2° *Chemins de fer en saillie* ;

3° *Chemins de fer mixtes, en saillie et à niveau.*

Ces trois types peuvent également être exécutés à voie normale et à voie étroite, suivant le travail que le chemin de fer est appelé à accomplir, et si des circonstances particulières ne s'imposent pas pour donner la préférence à l'un des systèmes plutôt qu'à l'autre.

La voie *étroite à niveau*, coûtant relativement moins que la voie *normale à niveau*, pourquoi la Compagnie des Tramways n'a-t-elle pas construit ses lignes actuelles à largeur

réduite, comme se propose de le faire la Compagnie de Fernex-Genève-St-Julien?

Ce sujet a été profondément étudié par la Compagnie des Tramways, et cette Compagnie n'a pas fait son choix sans y avoir mûrement réfléchi et sans avoir pesé toutes les circonstances.

Dans les contrées qui n'ont pas à redouter les intempéries d'un long hiver, et en particulier les accumulations de neiges, la voie *à niveau*, que ce soit la voie normale ou la voie étroite, ne présente aucun inconvénient. La traction par locomotive peut s'effectuer, sans obstacle, dans toutes les saisons.

Mais là, au contraire, où les neiges sont à redouter, la voie *en saillie* sera préférable; le déblaiement en est plus prompt et moins onéreux, et on évitera ainsi les interruptions de service aussi mal acceptées du public que préjudiciables aux Compagnies.

Mais, pour construire en saillie, il faut obtenir de l'Etat l'aliénation d'une partie des voies publiques; cela devient dès lors une très grave question, difficile à faire résoudre dans le sens affirmatif.

C'est pour cela que la Compagnie des Tramways a établi ses voies *à niveau* sur la totalité de son réseau à Genève et à Bienne, et que la Compagnie de Fernex-Genève-St-Julien se propose également de construire à niveau, sauf dans quelques sections de son parcours, qui s'effectueront par des emprises en dehors des voies publiques, et où la Compagnie aura la liberté de poser ses rails en saillie.

La Compagnie de Fernex-Genève-St-Julien exploitera exclusivement par locomotives, ainsi qu'il semble résulter des explications qui ont été données sur ce sujet, dans le Grand Conseil, le 2 Juillet dernier.

La Compagnie des Tramways aspire aussi à remplacer la traction par chevaux, et à lui substituer la traction mécanique.

La solution du problème approche; on a essayé la vapeur et l'air comprimé; on tente aujourd'hui d'avoir recours à l'électricité; ce dernier système offrirait des avantages considérables, mais il s'agit de savoir à quel prix le moteur pourra être obtenu, et s'il y aura économie réelle sur les frais de transport par chevaux.

Il s'agit de savoir, en outre, comment se comporteront les moteurs mécaniques sur les voies ferrées à niveau en cas de neige abondante.

A ce dernier égard, l'expérience a déjà appris à la Compagnie des Tramways que, dans de tels cas, la traction par locomotive à vapeur est rendue très difficile, souvent même impraticable sur les voies à niveau.

La traction par chevaux seule permet alors d'éviter les suspensions de service, ou au moins d'en abrégier la durée.

Or, pour que deux chevaux puissent être attelés de front à un wagon et qu'ils puissent agir sans marcher sur les rails, il faut que la voie présente une largeur de 1^m,50, ou au minimum 1^m,445.

Si la largeur de la voie était réduite au-dessous de ce minimum, l'exploitation serait impraticable par traction de chevaux.

Ainsi, la largeur normale donnée à la voie à niveau des Tramways est commandée par la nécessité de permettre, à un moment donné, de remplacer la traction mécanique par l'emploi des chevaux.

Etant données les circonstances climatériques de notre pays, j'estime que la Compagnie des Tramways, en attribuant à ses voies la largeur normale, a fait preuve de prévoyance, et qu'elle a agi pour le mieux de ses intérêts, ainsi que de ceux du public.

La largeur de la voie procure un second avantage, celui de pouvoir donner aux wagons des dimensions qui permettent

d'assurer au public toutes les conditions de confort nécessaires.

Par conséquent la supériorité du chemin de fer à voie étroite sur le tramway à voie normale n'apparaît avec évidence que dans le cas où le chemin de fer à voie étroite est établi *en saillie* sur les routes, et où, par conséquent, l'exploitation peut être continuée, par locomotive, en toute saison, sans emploi de chevaux.

Par contre, cette supériorité disparaît si le chemin de fer à voie étroite est construit dans les mêmes conditions de niveau que les tramways.

Le chemin de fer à voie étroite est encore supérieur au tramway, lorsqu'il est établi entre un lieu de production et un centre important de consommation, distants l'un de l'autre au moins de 15 à 20 kilomètres.

Dans un tel cas, il vaut la peine pour le producteur d'amener ses denrées à la gare de départ du chemin de fer, de les transborder pour le chargement sur wagons, de les transborder une seconde fois pour le déchargement à la gare d'arrivée, cela pour éviter le parcours, par chevaux, de 15 à 20 kilomètres de route.

Mais, pour des distances à parcourir de 5 à 6 kilomètres, comme c'est le cas entre Fernex et Genève, et Genève-St-Julien, envisagés comme lieux de production et centre de consommation, la supériorité du chemin de fer à voie étroite, comme transporteur de marchandises, est, suivant mon opinion, complètement illusoire.

Les expéditeurs ne se soumettront pas aux lenteurs et aux frais d'un double transbordement et ils continueront à transporter leurs produits à la ville, au moyen de leurs chevaux.

En réalité, le territoire du canton de Genève se compose d'une ville au centre et d'une simple banlieue, dont le rayon n'excède pas 6 à 7 kilomètres.

Le tramway peut suffire à tous les besoins pour le transport des personnes et pour celui de la messagerie, des bagages et des marchandises peu volumineuses.

La Compagnie des Tramways, qui a été chargée à Bienne de tous les transports de la poste, emploie à cet effet de petits wagons attelés aux voitures de voyageurs.

Elle se chargera également de former des trains spéciaux à Genève, pour le transport des marchandises, alors que la nécessité en sera constatée.

Ce cas ne s'est pas présenté jusqu'ici, les lignes de Genève à Chêne et de Genève à Carouge sont trop courtes.

Les négociants préféreront toujours avoir recours au camionnage ordinaire pour les courtes distances. Ce sera toujours un mode de transport à meilleur marché que le transport par tramways ou par chemin de fer à voie étroite.

En résumé, en ce qui concerne le transport des marchandises, je ne crois pas à la supériorité du chemin de fer à voie étroite appliqué au petit territoire de notre canton.

Les distances à parcourir sont trop minimes pour qu'il vaille la peine de recourir à ce mode de transport. Les frais de transbordement au départ et à l'arrivée ne seraient pas compensés par la réduction des taxes de transport.

D'autrepart, pour ce qui concerne le service de voyageurs, on a pu voir à l'œuvre, depuis cinq ans, la Compagnie des Tramways.

Par les dimensions données à ses wagons, par la multiplicité des trains, par la modicité des tarifs, par le fait que le tramway va chercher le voyageur jusque près de son domicile, et que, des points les plus éloignés de la banlieue, jusque dans l'intérieur de toutes les rues et places centrales de la ville de Genève, les transports sont effectués sans transbordement, les services du tramway présentent pour le public des facilités qui défient toute comparaison.

Je viens de vous exposer, Messieurs, très ouvertement ma façon de juger sur les espérances qu'on peut concevoir au sujet de la création d'un chemin de fer à voie étroite exploitant la ligne de Fernex-Genève-St-Julien.

Le tableau n'est pas encourageant ; je voudrais qu'on me démontrât qu'il a été chargé.

Si cette entreprise s'exécute, je souhaite bien sincèrement que les faits viennent prouver l'erreur de mes prévisions et donner raison au courage téméraire de ceux qui l'ont conçue et qui se préparent à l'exécuter.

Ce n'est pas, remarquez-le bien, que je ne partage entièrement avec eux la conviction que le projet de créer des voies ferrées de Genève à St-Julien et à Fernex repose sur une idée juste, aussi juste que celle qui a déterminé, il y a cinq ans, la Compagnie des Tramways à relier Carouge et Chêne à la ville de Genève.

Ce n'est pas sur l'idée fondamentale que porte mon appréciation, mais plutôt sur le mode qui a été choisi pour la mettre à exécution.

A en juger par le nombre des voyageurs que les voitures-tramways sur route et sans rails amènent chaque jour de St-Julien à la place du Rondeau, et par la prospérité des trois entreprises d'omnibus qui déversent sur la place de Cornavin les habitants de Fernex, il est surabondamment démontré que le courant qui existe pourrait alimenter favorablement une entreprise de transports perfectionnés.

Mais ce que les populations de St-Julien et de Fernex demandent, et ce que réclament aussi les habitants de Saconnex, de Châtelaine, de Perly et du Plan-les-Ouates, c'est qu'on les amène directement, à bas prix, et par des trains fréquents, au centre même de leurs affaires, c'est-à-dire à l'intérieur de la ville de Genève, et non à une station située à Plainpalais.

Il n'eût pourtant pas été difficile de combler les vœux de ces populations.

Lorsque les représentants des deux Compagnies concurrentes se trouvèrent en présence, dans une réunion convoquée à Berne, et présidée par le chef du Département fédéral des chemins de fer, la Compagnie des Tramways, dans le but de provoquer une entente, avait proposé une combinaison dont l'adoption eût concilié tous les intérêts, ceux du public, ceux des Compagnies concurrentes, et ceux de l'Etat.

Il s'agissait de déterminer la Compagnie des chemins de fer à voie étroite à renoncer à l'établissement de l'une de ses sections, celle de Montbrillant-Plainpalais-Carouge, et à faire simplement aboutir ses lignes de Fernex et de St-Julien aux têtes de lignes de la Compagnie des Tramways.

Les motifs à l'appui de cette combinaison étaient les suivants :

La Compagnie du chemin de fer à voie étroite, en établissant entre Montbrillant et Carouge, à quelques centaines de mètres seulement, une voie ferrée parallèle à la ligne existante des tramways entre les deux mêmes points, créerait à cette dernière Compagnie une concurrence qui, admissible en droit strict, n'en constituerait pas moins, au point de vue des procédés qu'on se doit entre concitoyens et hommes d'affaires, un acte allant plus loin que cela n'est entré certainement dans l'intention de ses auteurs.

Pourquoi créer, dès le début, une situation aussi tendue entre deux Compagnies qui poursuivent un but identique, et qui aspirent à doter le territoire genevois d'un réseau complet de modestes voies ferrées, mettant en communication facile les habitants de la campagne avec la ville de Genève ?

Quel intérêt assez puissant y avait-il à mettre dans la balance, pour adopter un tracé qui contourne les villes de Genève

et de Carouge, qui s'écarte ainsi du courant ordinaire de la circulation publique, et qui crée, par conséquent, un brusque déplacement des habitudes commerciales, et un préjudice considérable à toutes les industries qui se développent de la place du Rondeau sur la route de Carouge, à Plainpalais, à Genève, jusqu'à Montbrillant ?

La proposition de la Compagnie des Tramways ne fut pas favorablement accueillie ; si elle eût été acceptée, la Compagnie de Fernex-St-Julien eût sans doute été dans le cas de modifier son projet de construction à voie étroite et d'adopter le type des tramways ; l'inconvénient à surmonter n'eût pas été grave, surtout si l'on considère les avantages que la combinaison était appelée à réaliser.

D'abord, l'unité de type, pour la construction de la voie, entraînait l'adoption d'un matériel roulant uniforme.

A supposer, ce qui serait désirable, que tout le réseau genevois des chemins de fer d'intérêt local soit établi à voie normale, fût-ce même par plusieurs Compagnies, ce qui ne présenterait pas d'inconvénients sérieux ; l'exploitation pourrait s'effectuer, dans tout le canton, sans transbordement d'une partie quelconque du réseau à l'autre.

Par un simple accord entre les Compagnies, le matériel roulant de l'une pourrait passer sans obstacle sur le réseau de l'autre.

Chaque Compagnie pourrait ainsi réduire ses frais d'administration, diminuer l'importance de son matériel d'exploitation, et réaliser sur la traction des économies considérables.

Il n'est pas nécessaire, d'autre part, de faire ressortir les avantages que le public recueillerait de la fusion de l'exploitation des diverses Compagnies ; il est évident que le public serait infiniment mieux servi que s'il était contraint à de fréquents changements de voiture.

Et, en ce qui concerne le trafic des marchandises, quelles facilités précieuses ne trouverait-on pas, si les trains qui les transportent pouvaient circuler librement et sans transbordement, d'un point quelconque du réseau général, dans l'intérieur de la ville de Genève et vice-versa.

L'objection que le tramway est impropre au trafic des marchandises n'est pas soutenable, alors que l'on vient de constater que la Compagnie, pendant près de deux mois, a transporté par ses trains tout le matériel qui a servi à l'établissement de la nouvelle ligne de Chêne à Moillesulaz.

La preuve a été faite publiquement.

La Compagnie des Tramways transportera les marchandises, quand il y en aura à transporter. Ce cas sera rare pour les courtes distances ; nous en avons dit les raisons.

Enfin, ce ne sont pas les Compagnies et le public qui recueilleraient les avantages d'une entente entre les divers concessionnaires qui participeront à l'établissement du réseau genevois d'intérêt local.

Ce sera aussi l'Etat, qui, devant un jour hériter à titre gratuit, de toutes les voies ferrées établies sur le domaine cantonal trouvera dans l'unité du type des voies et du matériel, les circonstances les plus propices pour maintenir et développer les facilités de transport, créées 50 ans auparavant par les capitaux et les efforts soutenus de l'industrie privée.

Si j'ai bien réussi à développer ma pensée, vous aurez retenu de mon exposition les conclusions suivantes :

1° Nos routes cantonales traversant des groupes nombreux de population, étant par conséquent très fréquentées et ayant une largeur qui ne dépasse pas généralement 7 à 8 mètres, il n'est pas probable que l'Etat autorise jamais la construction sur ces routes, de voies ferrées *en saillie*, soit qu'il s'agisse de chemins de fer à voie normale, ou de chemins de fer à voie étroite ;

2° Tous les chemins de fer sur routes, autrement dit chemins de fer d'intérêt local, qui ne sont pas établis en *saillie*, mais à niveau de la route, quelle que soit du reste leur largeur de voie, ne sont à proprement parler que des *tramways*; ils sont les uns et les autres régis par des conditions identiques d'exploitation, et sont soumis, dans le même degré, aux circonstances climatiques de la contrée dans laquelle ils sont établis;

3° La Compagnie des Tramways a donné à ses voies la largeur normale afin de pouvoir, en toute saison, même en temps de neiges abondantes, continuer son exploitation par traction de chevaux, en cas d'impossibilité de faire fonctionner les locomotives;

4° Le chemin de fer à voie étroite, autrement dit tramway à voie étroite, dans les circonstances climatiques ci-dessus indiquées, se trouvera dans une position moins avantageuse que le tramway à voie normale;

5° Les services que les tramways sur routes, à voie étroite, ou à voie normale, rendent au public, sont en raison directe de la fréquence des trains et des facilités qu'ils fournissent, en prenant les voyageurs devant leur domicile, et en les conduisant au centre de leurs affaires, à l'intérieur des villes et des villages. Ces services sont pour ainsi dire illimités;

6° Les services qu'ils peuvent rendre, en ce qui concerne le transport des marchandises, sont limités par le fait que, pour des parcours de 6 à 7 kilomètres, le camionnage ordinaire présentera toujours des conditions de promptitude, de simplicité et de bon marché que ne réaliseront pas au même degré les trains de chemins de fer ou de tramways, dans un petit territoire comme celui du canton de Genève;

7° Il n'y aurait aucun obstacle sérieux à ce que les diverses parties du réseau genevois de chemins de fer d'intérêt local fussent construites par plusieurs Compagnies, à la condition

que le même type de voie et de matériel fût imposé à toutes les Compagnies, cela dans l'intérêt du public, des Compagnies elles-mêmes et de l'Etat, qui héritera un jour de toutes les voies ferrées du réseau ;

8° Enfin, et comme dernier point à noter, l'Etat, sans avoir à intervenir par des subventions proprement dites, mais en bornant son rôle à aider les Compagnies et les particuliers intéressés, par des encouragements indirects et temporaires, qui seraient les mêmes pour tous, l'Etat, disons-neus, pourrait assurer l'exécution des voies ferrées secondaires, destinées à mettre en rapports faciles et fréquents, avec la ville de Genève, toutes les parties du territoire rural de notre canton.

Je suis parvenu, Messieurs, au terme de la tâche qui m'avait été confiée.

Je désire vivement que les considérations que je vous ai présentées vous aient offert quelque intérêt et que vous emportiez de cette séance un certain nombre d'idées nouvelles qui vous permettront d'envisager à un point de vue plus exact et plus général, le rôle important que les petits chemins de fer sont appelés à remplir dans notre canton.

Je désire surtout que vous puissiez contribuer à éclairer l'opinion publique, à propager les vérités, à combattre les idées préconçues, et à nous rapprocher ainsi de l'époque à laquelle on pourra constater que notre population, tant des villes que des campagnes, favorisée déjà à bien d'autres égards, n'aura plus rien à désirer en ce qui concerne les avantages d'économie de temps et d'argent que peuvent procurer les facilités de transport à bas prix.



PROCÈS DE SORCIERS

A

VIRY

Bailliage de Ternier

DE

1534 à 1548

DOCUMENTS INÉDITS

RECUEILLIS PAR

César DUVAL

Membre de l'Institut National Genevois, Officier d'Académie,
Maire de Saint-Julien, etc.

AVEC

INTRODUCTION

PAR

Eloy DUBOIN

Membre de l'Institut National genevois,
Avocat général près la Cour d'Appel de Nîmes.

PROCÈS DE SORCIERS

A

VIRY

Bailliage de Ternier ⁽¹⁾

DE

1534 à 1548

A toutes les pages de l'histoire nous assistons à la lutte de l'esprit humain contre l'erreur, le préjugé, la superstition et l'intolérance, et nous retrouvons la trace de ses efforts sans cesse renouvelés et chaque fois comprimés avec plus de violence et d'acharnement.

Je laisse de côté ce qui est relatif aux guerres religieuses, qui ont si souvent ensanglanté des régions où s'en perpétue le lugubre souvenir, pour n'étudier ici qu'une des nombreuses formes de l'ancien antagonisme entre la raison, qui revendiquait ses droits, et le fanatisme qui lui opposait la torture et le bûcher. Je veux parler des procès pour cause de sorcellerie, procès dont toutes les phases, dont tous les actes nous frappent d'épouvante, mais dans l'examen desquels nous puiserons un grand et salutaire enseignement.

La croyance aux sorciers date de loin. Elle existe chez les peuples en formation et chez les peuples en décadence : entre eux il y a complète analogie. Elle éclot et se propage d'elle-même partout où l'ignorance favorise la superstition. L'Exode, le Lévitique, le Deutéronome y font allusion et proscrivent

(1) Aujourd'hui canton de Saint-Julien (Haute-Savoie).

comme impies les sortilèges et les enchantements. Le droit romain, les ordonnances royales, et notamment celle de Charles VIII, en 1490, prononcent des peines sévères, non-seulement contre les sorciers, mais contre ceux qui recourent à leur art infernal. Et sous prétexte de sorcellerie, la justice du moyen-âge porte la terreur jusqu'au fond des villages les plus reculés.

« Où trouverait-on dans les mœurs et dans les idées de l'époque actuelle, disait, en 1857, un des magistrats de la cour de Nîmes (1), des abus et des préjugés pareils à ceux des siècles passés ? »

« Quelle distance nous sépare de ces temps aveugles, où des malheureux, privés de raison, ou en butte à d'ardentes haines, expiaient par le supplice du feu des crimes imaginaires, inventés par la superstition, et dont le progrès de la raison a fait aujourd'hui justice. »

La sorcellerie est, en effet, définitivement rayée de la législation moderne. L'article 479 du Code pénal punit encore d'une amende « les gens qui font métier de deviner, de pronostiquer ou d'expliquer les songes » ; mais on ne poursuit plus ces devins d'occasion que lorsqu'ils sont doublés d'un escroc. C'est l'application de la loi commune. Le bon sens a vaincu le démon.

Dans une étude fort intéressante de M. Charles Richet sur les *Démoniaques d'autrefois*, je trouve exprimé le regret qu'on ait peu jusqu'ici recherché les documents curieux et instructifs pour l'histoire de la sorcellerie, qui doivent se trouver dans certaines archives communales. J'apporte une pierre à l'édifice : les dossiers complets et absolument inédits de six procédures dirigées par les tribunaux de la baronnie de Viry, en Savoie, de 1534 à 1548, contre quatre femmes et deux hommes, accusés de maléfice et sortilèges. Ces documents ont été copiés

(1) M. Liquier, premier avocat général à Nîmes.

dans les archives de la baronnie de Viry, par M. C. Duval, mon ami et collègue à l'Institut.

La première affaire est instruite par R.-D.-F.-Amédée Lambert, de l'ordre des Frères Prêcheurs, professeur des Saintes-Ecritures et inquisiteur de la foi dans tout le duché de Savoie. Les cinq autres l'ont été par le châtelain et quatre jurés composant avec lui la cour de justice, en présence et sur les réquisitions du noble procureur général et patrimonial des magnifiques et puissants seigneurs de Viry.

Rien de ce qui concerne ces étranges poursuites n'est spécial à un territoire ou à une nationalité. Au Nord comme au Midi, en Belgique comme en Espagne, dans le duché de Savoie comme dans le royaume de France, nous rencontrons les mêmes formes, les mêmes solennités, les mêmes coutumes, les mêmes questions, les mêmes croyances, les mêmes aveux, les mêmes sentences, la même iniquité.

Il est facile d'en comprendre le motif : jusqu'au milieu du XVI^e siècle, ce fut au juge ecclésiastique, un, quoique légion, qu'incombait le soin de rechercher en semblable matière les preuves de la culpabilité. Nous verrons qu'il réussissait toujours à l'obtenir, disposant à cet effet de moyens tout-puissants. L'inquisiteur déclarait alors que le crime était constant et remettait les accusés au bras séculier qui, lui, prononçait la condamnation et la faisait exécuter. Depuis, la juridiction laïque fut entièrement substituée à celle du clergé. Mais dans l'un et l'autre cas, les règles de la procédure restèrent identiques, et le fatal dénoûment demeura inévitable.

I

L'homme ne fut sorcier que par exception. C'est la femme, toujours la femme, que l'on accuse. « Nature l'a fait sorcière ». était l'opinion commune. Et peut-être par tempérament se

prêtait-elle mieux que l'homme à ces drames à la fois sanglants et grotesques. C'est donc, en réalité, l'histoire de la sorcière que nous allons ici retracer.

Comment reconnaître la sorcière ? Si l'on consulte les légistes et les théologiens du moyen-âge, Sprenger, Del Rio, Grillandus et tant d'autres doctes personnages, si l'on consulte surtout les magistrats ecclésiastiques et laïques chargés des nombreux procès de cette époque, il y a des présomptions à peu près convaincantes : la voix publique, la peur, l'idée du suicide, le point insensible ou marque du diable.

La première est incontestablement la plus grave. *L'on ne peut desdire ce que chacun scet*, assure un proverbe du XV^e siècle. Malheur à qui l'on a jeté à la face le mot d'*Hiryge*, sorcière ! La réprobation générale pèse sur sa tête ; ses voisins refusent de l'admettre dans leur compagnie, et si, involontairement, l'Hiryge s'en approche, sans pitié ils la pourchassent à coups de pierre. Peu importe que le mot ait été prononcé avec conviction ou par esprit de vengeance. Peu importe même qu'il ait été prononcé à titre de plaisanterie, étourdiment pour ainsi dire, et sans intention dénonciatrice ; les conséquences seront non moins terribles. Un homme était un jour couché près du cimetière de Vers, quand les magistrats du mandement se transportèrent dans le village pour visiter des terrains en litige. Il vint à l'idée de quelques enfants de grimper sur les arbres environnants et de crier : « Hiryge, fuy, car voici la justice qui te vient quérir. » Celui-ci fut arrêté, jugé et brûlé.

« A certaines époques, dit Michelet, par ce seul mot, *sorcière*, la haine tue qui elle veut. Les jalousies de femmes, les cupidités d'hommes s'emparent d'une arme si commode. »

Heureusement, ce n'était pas sans danger. Lorsqu'à la suite de confrontations, la sorcière, poussée à bout, se retournait

vers ses accusateurs et leur lançait à la face le même anathème, il n'était pas rare de voir le témoin, mis à son tour sur la sellette, partager bientôt un égal châtement.

Il y a encore présomption quand il est reconnu que l'accusée a éprouvé une grande frayeur.

L'inquisiteur ne met pas en doute que l'esprit des ténèbres a une action plus facile et plus directe sur les personnes surexcitées par une vive émotion ; que, sous l'impression nerveuse communiquée par cette émotion, le démon trouve des facilités singulières pour s'emparer de l'esprit et du corps, et qu'il est trop habile pour ne pas en profiter.

C'est un point sur lequel l'inquisiteur insiste avec une ténacité particulière ; après avoir demandé à l'accusée s'il existe des démons, si le diable ne lui est point apparu, notamment depuis qu'elle est en prison, il lui dit :

« N'avez-vous jamais été de nuit sur les chemins ? N'avez-vous jamais eu peur ? » La veuve Collomb, au milieu des tortures, finit par avouer » qu'une fois, à l'heure de midy, « allant par le *vionnet* (sentier) derrière leur maison, vint un « follet, lequel lui tordit le col en tant qu'elle avait la bouche « virée de dernier, mais qu'elle se recommanda à Dieu et se « fit veucter à l'Eglise tellement qu'elle en fust garie. »

Cette ineptie, arrachée par la souffrance, remplit de joie le magistrat, qui tient enfin l'aveu si désiré, et consigne dans son procès-verbal que, malgré les ruses du diable, il a forcé la sorcière à lui faire une sincère et véridique confession.

Un fait non moins utile à constater est celui-ci : L'accusée n'a-t-elle jamais eu l'idée de se suicider ? Détruire son corps, c'est se donner au démon. Marguerite Moral répond aux juges : « Mes voisins m'en veulent et m'accusent, je voudrais « être morte puisque je ne puis obtenir satisfaction de la « justice. »

Elle avait dit à son gendre qui lui reprochait de vouloir se tuer et mettre en « vergoigne » : « Oui, j'aimerais mieux n'être « plus en vie, afin que mes voisins ne parlissent plus contre moi. » Ces propos constituèrent un des principaux éléments de sa condamnation.

Et, cependant, l'idée du suicide devait se présenter presque fatalement aux malheureux soupçonnés de sortilège, car rarement les cachots rendaient leur proie, et la mort, débarrassée des tortures dont la justice la faisait précéder, apparaissait comme la ressource suprême.

N'était-ce pas la délivrance ? N'était-ce pas échapper aux mains cruelles du bourreau ? Mort pour mort, n'était-ce pas choisir la plus rapide et la plus douce, et se soustraire aux angoisses, aux horribles visions du supplice ? Rémy, chargé d'informer contre les sorcières de Nancy, écrit au cardinal de Lorraine qu'en seize ans il en a brûlé huit cents, et il ajoute : « Ma justice est si bonne que l'an dernier il y en a eu seize qui « se sont tuées pour ne pas passer par mes mains ».

Il suffisait même pour qu'il y eût présomption d'hérésie que l'accusée se fût exposée à trouver la mort par son imprudence, surtout si, par une de ces circonstances qu'on rencontre quelquefois, elle avait échappé à un réel danger. Arrachée à sa vie vagabonde, entourée de gardes qui la rudoient et la malmènent, bien qu'ils redoutent sa puissance occulte, terrorisée par les solennités de la procédure, Claude, veuve de Louis Collomb, de l'Eluiset, cherche à s'enfuir. Incarcérée le samedi 26 septembre 1542, et s'étant aperçue le lundi suivant, vers minuit, que les geôliers dormaient, elle se lève sans bruit, s'approche de la fenêtre, se jette dans le vide d'une hauteur considérable et ne se tue pas. Elle explique en vain que le mari de sa nièce lui a dit souvent *qu'il faisait mal être pris à tort ni à droict* ; qu'elle avait l'intention de s'en aller loin du pays, et si loin

qu'on ne la vit plus jamais ; qu'en se précipitant elle ignorait quelle distance la séparait du sol, et qu'elle s'est fait si mal « que quasi ne pouvait se lever ». Il parut manifeste que cette femme comptait ou se tuer dans sa chute, ou être protégée et soutenue par l'esprit malin. Elle fut déclarée Hiryge et condamnée à mort.

Enfin, et comme démonstration péremptoire, il y avait la découverte de la marque du diable. Il n'est douteux pour aucun magistrat instructeur que, comme signe d'alliance, le diable appose sa marque sur ceux qui contractent avec lui. Soit par attouchement, soit par morsure, il la rend ineffaçable. On la rencontre tantôt à la hanche ou sur le bras, tantôt sur un œil ou au milieu du dos. La marque du diable ! Quelle merveilleuse preuve du pacte ! Mais il s'agit de la chercher, et l'opération n'est pas facile. Il faut déterminer, en explorant tout le corps de la sorcière, ce point précis qu'on reconnaît à son absolue insensibilité. Dans ce but, on enfonce une grosse et longue épingle dans ses chairs sanglantes. Le bourreau pique, pique encore ; l'épingle finit par pénétrer sans qu'un signe de souffrance apparaisse sur les traits de la pauvre martyrisée, et les juges, convaincus de l'excellence de leur méthode, persuadés qu'ils viennent de découvrir la trace diabolique, ne s'aperçoivent pas que la patiente, épuisée par cette douloureuse épreuve et par une série de tortures antérieures, est arrivée à ce degré de prostration où la douleur n'a plus de prise sur elle.

Même de nos jours, la procédure adoptée dans ces affaires criminelles n'est pas sans intérêt. La justice se meut avec des formes qui, sagement employées, auraient certainement offert de grandes garanties aux prévenus. Mais ces règles protectrices perdent toute leur efficacité par l'usage de la torture qui seule, croyait-on, triomphait des enchantements de l'enfer

et forçait la vérité à sortir de la bouche des méchants. Quel lugubre tableau ! La patiente était suspendue par les bras, liés derrière son dos, à une corde s'enroulant autour d'une poulie. Au signal donné par le juge, le bourreau et ses aides tiraient sur cette corde pour élever le corps à une hauteur déterminée et le faisaient retomber de tout son poids, sans le laisser atteindre toutefois les dalles de la prison.

L'interrogatoire se poursuivait pendant que la malheureuse était ainsi suspendue à quelques pieds au-dessus du sol, et ce supplice horrible, l'estrapade, se continuait jusqu'à l'aveu. Quand il se prolongeait, il amenait inévitablement la mort. Ainsi succomba Michel Bozon, de Germagny, malgré la réserve formelle, insérée en la sentence, qu'il n'aurait à subir ni mutilation de membres, ni effusion de sang. La commission, appelée à reconnaître les causes de sa mort, rapporte que cet infortuné avait les bras disloqués et le tronc cassé, comme séparé en deux entre les côtes, au-dessous des seins.

On reste confondu devant la force de volonté de misérables femmes qui supportaient ces souffrances atroces pendant plusieurs jours consécutifs sans céder et presque sans se plaindre. Le châtelain Claude Dupuis, émerveillé de ce courage et l'attribuant tout naturellement à l'intervention du diable, avait découvert que celui-ci se logeait parfois dans la serrure des fers dont les prisonniers étaient chargés, et que les hérétiques résistaient beaucoup moins quand on prenait la précaution de leur ôter ces fers avant d'appliquer la question.

C'était d'ordinaire la dénonciation qui mettait en mouvement l'action publique. Il est arrivé cependant que l'accusée courait audevant du danger. C'est ce qui se produit pour Marguerite, fille de feu Jacques Moral, de Jonzier, qui a l'imprudence de porter plainte contre quatre de ses voisines auxquelles elle reproche de l'avoir injuriée et maltraitée.

Ces femmes, ayant rencontré la plaignante qui revenait des champs et entré dans son jardin, s'étaient armées de pieux et de cailloux et l'avaient poursuivie à plusieurs reprises. Ses blessures sont examinées par l'officier du châtelain qui les décrit dans son rapport. Les faits sont en grande partie avoués par celles à qui on les impute ; mais celles-ci disposent d'un moyen de défense irrésistible. « Cette femme, nous l'avons outragée, c'est vrai, mais parce que, d'après le bruit public, elle est *hiryge*, c'est-à-dire sorcière ! »

Il n'en faut pas davantage : la plaignante est appréhendée au corps ; ses adversaires sont maintenues en liberté sous la simple promesse de se représenter à toute réquisition, et, pour la forme, on entend, à la requête de Marguerite Moral, une série de témoins qui, effrayés d'être appelés à la décharge d'une femme soupçonnée de maléfices, affirment n'avoir rien vu. La plainte est définitivement repoussée ; les inculpées sont libérées des poursuites et le procès criminel commence. Il comporte, suivant l'usage, des interrogatoires, car c'est de la bouche même de l'accusée qu'on veut obtenir l'aveu de son crime, et l'audition de nombreux témoins de qui on exige le récit de ce qu'ils ont vu ou de ce qu'ils ont entendu raconter dans le pays. Cependant, détail à noter, on prend soin de faire reconnaître à l'accusée qu'elle les estime amis et gens de bien et qu'elle consent à ce qu'ils fassent leur déposition.

Le magistrat constate aussitôt que chacun d'eux est « de bon âge pour témoigner » et autant que possible il précise que le témoin âgé de cinquante ans « a bonne mémoire de trente », celui de trente bonne mémoire de vingt, celui de dix-huit bonne mémoire de douze, et il attribue une valeur indiscutable à tout ce qui se rapporte à chacune de ces périodes. Lorsque les témoins n'habitent pas le territoire, il envoie une commission rogatoire « *aux magnifiques et très honorez seigneurs*

messieurs les scindiques et conseil de Genève » qui procèdent de leur côté en la forme consacrée et transmettent très gracieusement le résultat de leur enquête.

La sorcière enchaînée et dûment fouillée, pour qu'elle ne puisse dissimuler le talisman qui fait sa force, est ensuite amenée devant la Cour qui siège en grand appareil. A genoux, la main étendue sur le livre des Evangiles, menacée d'excommunication si ses déclarations sont reconnues fausses, elle prête serment de « dire, attester et déposer toute la pure et exacte vérité. » Le châtelain lui demande si elle sait la cause de sa détention. L'infortunée ne la connaît que trop, mais l'avouer serait convenir que la voix publique la désigne comme *hiryge* et elle se garde de le faire. Avec une certaine habileté, elle répond que c'est parce qu'on l'a accusée d'être méchante « ce qu'elle n'est ; ains est femme de bien. »

Je ne puis suivre pas à pas tous les actes de la procédure ; il suffira d'en extraire ce qui résulte des débats. Il y a d'abord des faits assez exactement établis, ou, en tout cas, fort vraisemblables, et parmi eux je range l'assistance au sabbat. Michelet croit à la réalité de ces assemblées mystérieuses. M. Richet estime qu'il ne faut voir, dans les révélations des sorcières à cet égard, que la conception fantastique de femmes folles ou hystériques.

A mon avis il y a du vrai dans les deux opinions, si contradictoires qu'elles paraissent. On ne saurait douter, en constatant la concordance des récits, non-seulement de femmes plus ou moins malades ou hallucinées, mais encore d'hommes dont les réponses démontrent la lucidité d'esprit, qu'il y a eu des réunions soigneusement cachées aux yeux des profanes et auxquelles n'étaient convoqués que les seuls initiés. On peut considérer comme certain qu'on s'y rendait de très loin, et qu'à côté de gens de la plus humble condition s'y rencontraient

des personnes de très haute qualité, protégées par un masque contre toute indiscretion. De Lancre, membre du Parlement de Bordeaux, délégué quelques années plus tard pour diriger les procès de sorciers dans les provinces basques, signale cette circonstance dans son livre intitulé : « *L'inconstance des démons.* »

Il n'est pas facile de dégager d'une façon certaine quel était le but de ces assemblées. Mais je ne serai pas éloigné d'admettre qu'à l'origine les populations opprimées sous la dure loi féodale, n'osant rire, chanter, s'émanciper sous l'œil du seigneur, prenaient en secret leur revanche et leurs ébats ; que peut-être ces réunions eurent parfois un but politique et constituèrent de véritables sociétés secrètes ; que peut-être aussi, il était resté au fond de ces mêmes populations de vieilles traditions du paganisme, et qu'elles célébraient à des époques fixes un culte condamné par l'Eglise. Puis, peu à peu, par la force de l'habitude les précautions se relâchèrent. A mesure qu'on s'écartait de l'idée créatrice, la cérémonie se transformait et ne devait plus s'éloigner beaucoup des assemblées, vogues, fêtes votives, pardons ou kermesses, dont elle a été évidemment le précurseur. C'est alors que, sans vouloir se commettre avec les habitués du sabbat, seigneurs et grandes dames, à l'abri du masque, se risquèrent dans ces réunions, dont le coup d'œil ne devait pas laisser que d'être curieux et pittoresque. Mais de là aux contes bizarres des sorcières affolées par les tourments, il y a loin, et l'on doit retrancher sans hésiter toute la partie fantastique de ces récits.

En Savoie, le sabbat s'appelait *synagogue*. Pourquoi ? Sans doute parce qu'à cette époque juifs, eidguenots et sorciers formaient ensemble la catégorie de malfaiteurs la plus odieuse, la catégorie des hérétiques. En ce temps-là, en effet, les registres du Sénat de Chambéry mentionnent un certain

nombre de lettres de grâce obtenues par des voleurs de grand chemin, des faux-monnayeurs, des parricides ; mais les *hérétiques* furent toujours exceptés impitoyablement et mis à mort.

La synagogue se tenait tantôt ici, tantôt là, dans des endroits déserts, et ordinairement le jeudi, depuis minuit jusqu'à l'aube, *aux premiers polletz chantanz*. Les réunions n'étaient pas fréquentes, car une sorcière déclare qu'elle n'y allait que de deux ans l'un. Toutes en donnent une description identique. La scène est éclairée par un grand feu vert auprès duquel siège le grand maître. Les couverts se dressent, des viandes sont servies, le vin circule et la gaiété devient générale. Bientôt des chants se font entendre, des danses s'organisent, et tout ce monde mène joyeuse vie jusqu'au point du jour. Nous avons le titre des chansons préférées : *La Fantriolly, faisons bonne chière* ; ou encore : *Quant et quant jay ouy le chant du cabriolant !* Je puis dire que cette littérature patoise n'a pas beaucoup varié depuis les trois siècles qui nous séparent de ces procès.

La naïveté et la crédulité, soit de l'inquisiteur, soit du juge, soit des témoins, dépassent toutes limites. La pauvre sorcière est obligée, pour se défendre, de lutter contre les plus absurdes imputations. Un enfant vient de mourir après une courte maladie. Ne lui a-t-elle pas jeté un sort ? Non, répond-elle, la cause de cette mort est toute naturelle, c'est le *mallet* (muguet des enfants). Mais voici qu'un homme est décédé, et qu'au moment de le mettre dans le linceul, loin de présenter les caractères de rigidité cadavérique habituelle, il est resté flexible, mou, comme humide. N'est-ce point qu'elle lui a donné la maladie ? Que répondre ? Rien. Elle hausse les épaules.

Tout est grief contre elle. Un jour, arrêtée sur la porte d'une étable (*boua*), pendant qu'un domestique de la ferme met sous

le joug (*glecte*) une paire de bœufs, elle dit en les voyant : « *Ho! les gaillards bœufs! Dieu les gard!* » C'était un maléfice. Un de ces animaux a péri depuis lors.

Rencontrant, une autre fois, une vieille mule à qui ses jambes refusent le service, elle s'écrie en riant : « *O gente vieille, iras-tu plus en voyage?* » Maléfice encore! Quelques jours plus tard, la mule avait trépassé.

Ailleurs, on la voit portant une herse droite sur ses épaules : les voisins de s'écrier : C'est son maître qui lui vient en aide! Le juge l'exhorte à avouer que c'était bien là un sortilège. Mais non, objecte-t-elle : « *Quand je l'avais pourtée du plact, « je la portais debout au mieulx que je pourais.* » Cette explication était trop simple pour être admise.

Écoutons encore les témoins : leurs déclarations sont l'écho des croyances qui avaient cours dans les villages et les campagnes. La sorcière est entrée dans une maison et s'est assise au milieu de la chambre, entre deux berceaux où deux enfants dormaient, pleins de vigueur et de santé. On lui refuse un service qu'elle sollicite. Incontinent les enfants tombent malades et meurent.

Elle voyait d'un mauvais œil le mariage projeté de deux jeunes gens de sa commune ; elle ne réussit pas à l'empêcher. Mais elle prend « certaines aiguilles et une aguilliette » qu'elle place dans la couche des nouveaux époux, et ceux-ci pendant deux ans vivront ensemble « sans avoir compaignie ».

Malheur à celui qu'elle menace : sur le champ « *mal luy advient* » ; une femme, excellente nourrice, tenant au sein son enfant, se prend de querelle avec la sorcière : son lait disparaît. Un créancier lui réclame la somme de trois sols qu'elle lui doit depuis fort longtemps. Elle paie, mais la main qui reçoit l'argent enfle, se tuméfie ; c'est la gangrène et puis la mort.

Il y a cependant un moyen, disent-ils, de résister à sa mauvaise influence. C'est la menace de la livrer à la justice. Elle dira d'abord que qui donne le mal ne peut l'ôter ; la peur du bûcher la décidera.

Grâce à ce procédé, un homme de l'Eluiset ne succomba pas, quoique ensorcelé. La sorcière lui gratta les pieds, fit sur lui quelques passes et il se trouva guéri.

J'arrive à l'aveu. Et quel aveu ! Un tissu d'absurdes inventions, probablement dues à la fièvre et au délire provoqués par des estrapades multipliées.

Il y a dix ou vingt ans qu'elle est hérétique. Elle l'est devenue à la suite d'une grande tristesse, engendrée soit par la perte d'un bœuf, soit par une contestation avec un parent. Etant fort *marrye* et *mélancholique*, tout à coup le diable lui apparut, tantôt prenant la forme d'un homme de haute stature, vêtu de noir ou de rouge, tantôt la forme d'un petit chien rouge ou d'un taureau noir. — Que fais-tu ? demande le démon. Effrayée de cette voix qui a retenti à son oreille, la sorcière a fait le signe de la croix et l'apparition s'est effacée (*effugit et evanuit*). Mais ce n'a pas été pour longtemps ; le démon est revenu. — Qui es-tu ? demande la sorcière. — Je suis le grand maître, je suis tout puissant, je suis riche. Veux-tu que je te venge de tes ennemis ? La proposition est bien séduisante. Elle a eu si souvent à souffrir de la malignité du monde. Cependant elle refuse. — Va-t-en, dit-elle au tentateur. Le démon reste ; quelquefois il menace. Elle ne résiste plus et le pacte est accepté.

Elle affirme, cependant, qu'elle a eu des retours au bien et qu'elle s'est un moment repentie. Ayant émoussé sa haine en maléfices de toutes sortes, elle s'est sentie saisie de remords, et, à l'époque des grands pardons, elle s'est confessée à un prêtre qui lui a donné l'absolution. Satan courroucé, lui a

adressé de vifs reproches. Il s'est précipité sur elle *en espèce de chien furieux*, et, n'osant plus se défendre, elle est retombée définitivement sous son empire.

Le pacte renfermait trois éléments distincts : l'imprécation, l'hommage et la redevance. L'imprécation comprend « le renoncement à Dieu et à ce qui est de lui, à la vierge Marie, qu'on appelle la *Rousse*, au saint baptême et à la cour céleste du Paradis. » L'hommage, que quelques écrivains appellent à tort l'initiation, est absolument inénarrable, et Michelet, dans son admirable ouvrage *la Sorcière*, où il a beaucoup osé, n'en donne qu'une idée très amoindrie. La redevance est un tribut périodique que la sorcière doit à son maître, en témoignage de soumission, et surtout comme mémoire du grand œuvre accompli.

C'était toujours en plein air, loin des regards indiscrets, dans un jardin, dans un verger, dans un bois, surtout à l'époque où les arbres fleurissent, que ces apparitions avaient lieu. En compensation de la soumission dont elle venait de faire preuve, le démon donnait à la sorcière une petite boîte renfermant une poudre jaune ou un onguent. Il lui recommandait de les porter constamment sur elle, et d'en mettre sur les gens et sur les bêtes dont elle voudrait se défaire. Une fois, il se contenta de conseiller pour cet usage l'emploi de la graisse de chat, qui réussit parfaitement. Il n'était pas, néanmoins, absolument indispensable de se servir d'ingrédients quelconques. Il suffisait à la sorcière de mettre la main sur ce qu'elle voulait tuer. Le paysan croyait même que le simple regard pouvait donner « le mal de mort. » Un certain Jacques Morel, s'étant tout à coup trouvé face à face avec Jehan Girard, qui passait pour sorcier et qu'il avait querellé un peu auparavant, rentra chez lui très ému, effrayé, tremblant, et dit à ses enfants : « Hélas, je vous laisserai bien jeunes, car je m'en voys

« mory et ne me léveray jamais de cette maladie. » Depuis ce moment, sa santé s'altéra et il succomba épuisé par un mal inconnu.

Chaque sorcière avait son démon. Dans les procès que j'analyse, ils se nomment *Robin*, nom que l'on retrouve d'un bout à l'autre de la France, *Morel, Lyon, Morguet, Bouchard*. Robin exige comme redevance un poulet noir que la sorcière apporte chaque année le jour de la fête de Saint-Michel, après le coucher du soleil, dans l'endroit où l'apparition a eu lieu.

Morel veut un chevreau qu'il viendra réclamer quand la sorcière oubliera l'échéance. Lyon se contente d'un poulet, de trois ans en trois ans, qu'elle déposera sur un noyer, derrière sa maison. A Morguet, il faut un œuf tous les mois et à Bouchard, un quartier de mouton le jour de la fête de Saint-Martin.

Si le diable n'était pas exigeant, on doit avouer qu'en dehors de sa boîte de poudre, il n'était pas très-généreux et ne se ruinait pas en prodigalités.

Pendant que Rolette Curtet lui rend hommage, il lui fait don, rapporte-t-elle, d'une grande somme d'argent ; mais, dès que, restée seule, elle veut compter sa fortune, les pièces de monnaie ont disparu, et elle ne trouve plus à leur place qu'un amas de feuilles desséchées.

A une autre, le diable son maître, en veine de largesse, dit tout-à-coup : « Que te donneray-je ? Tiens je te donneray ce « couvre-chiefz ». Elle le prit, mais ne le porta jamais, « car, « ajoute-t-elle, non sans quelque amertume, il était de toile « rossette, bien prime (mince). »

Pendant Genevve, fille de feu Pierre Grand, reçut une fois « ung florin en solz blancs » avec faculté d'en disposer à son gré, et, sans doute en raison de la modicité de la somme, le diable ne lui joua pas, que l'on sache, le mauvais tour dont se plaignait Rolette Curtet.

Le pacte diabolique donnait à la sorcière, nous l'avons vu, le droit de participer au sabbat. Pour se rendre à l'assemblée, elle se servait d'un petit bâton de couleur blanche avec une des extrémités noire, que lui donnait le diable en même temps qu'une boîte remplie d'un onguent spécial et inépuisable. Elle en oignait le bâton en disant : « *Baston blanc, baston noir, meyne, meyne-moi où tu doibs, de par le diable, vaz !* »

Elle n'avait plus qu'à ouvrir sa fenêtre et à se mettre à cheval sur son bâton, pour être instantanément transportée au lieu convenu. Là, elle se livrait à maint sortilège. Pendant que la foule était au festin, un soir, elle s'approcha d'une mare, et, aidée de ses voisines, elle frappa l'eau avec des verges, ce qui donna naissance à une énorme quantité de grêle. On vit un nuage s'abaisser, qui enleva cette grêle, et le jour suivant, une affreuse tempête éclata dans le pays et ravagea une partie des récoltes.

Une autre fois, le démon jeta dans l'eau de cette mare une substance inconnue qui la peupla immédiatement d'insectes dévorants. Un nuage, sur un signe du maître, descendit et absorba cette eau qu'il alla répandre en pluie sur les légumes de la contrée : tous ces légumes furent détruits.

Telle est la participation du diable à la formation des orages, qu'un jeudi, jour de la fête de l'Ascension, la sorcière, cheminant le long d'un ruisseau, rencontra sous l'ombrage d'un grand noyer, Satan qui lui dit : « Attends-moi icy, car je voy querre de tes compaignes. » Et peu après, un ouragan effroyable se déchaîna sur la vallée et entraîna dans le Rhône un nombre considérable de bestiaux.

La sorcière se reconnaît coupable de crimes sans nombre.

Depuis vingt ans, il n'est pas mort dans la région d'hommes, de femmes ou d'enfants, qu'elle n'ait été, elle en convient, la cause directe et immédiate de leur décès. Et que d'animaux

domestiques ont péri par sa faute ! taureaux, bœufs, chevaux, jusqu'aux plus infimes habitants de la basse-cour, tout ce qu'a touché son onguent ou sa poudre subit le fatal destin.

Pourquoi ces hécatombes ? Pour les motifs les plus futiles. Au début, par curiosité, pour expérimenter l'étendue du pouvoir que le diable lui a confié ; plus tard, par esprit de vengeance, parce que des enfants volaient ses noix, parce qu'on n'a pas voulu lui vendre des pommes ou qu'on lui a refusé du pain, et même parce qu'on l'a fait attendre trop longtemps à la porte d'une habitation où elle était allée demander l'aumône.

Elle confesse qu'elle a commis d'autres méfaits par pure obéissance, sans animosité aucune contre personne, mais sentant la volonté de son maître qui la poussait au mal. Robin n'est pas toujours commode, et il la gourmande fort, quand elle résiste à ses ordres.

Il est évident que ces aveux, arrachés par la torture, ne reposent sur aucun fond sérieux. La douleur avait raison des organisations les plus robustes, et c'était à qui imaginerait les actes les plus monstrueux pour donner satisfaction à la conviction depuis longtemps arrêtée des juges qui, en multipliant les sentences de mort, pensaient de très bonne foi faire œuvre pie et méritoire. Peut-être aussi la sorcière faisait-elle étalage de sa puissance dans l'espoir qu'elle intimiderait ceux qui la poursuivaient. Genevve Grand laisse, en effet, entendre au magistrat qui l'interroge, qu'elle cache dans un pan de sa robe de la poudre diabolique pour en donner à *ceulx qui lui ferayent déplaisir*.

Un curieux incident se produisit en l'année 1546. Au cours de son interrogatoire, une femme qui se reconnaissait hiryge accusa son mari de sorcellerie et déclara qu'il avait fait hommage au diable. Le mari fut arrêté et confronté avec sa femme. La scène entière mériterait d'être décrite. Tous deux « tyrés

en la corde, pendus l'altier d'un homme » s'accusèrent de maléfice, et, criant mercy à Dieu, s'admonestèrent réciproquement « de se retourner à Dieu tout-puissant et délaisser les « dyables, pour le passé leurs maîtres, comme abuseurs et « séducteurs et de prendre patience de tout ce qu'il plairait à « Dieu les faire souffrir pour leurs démeritez. »

Ils périrent ensemble sur le bûcher.

Dans la plupart de ces procès, lorsque le bourreau laissait un moment de répit à la sorcière, le bon sens reprenait ses droits. Si, confiant dans la sincérité des déclarations arrachées par l'estrapade, le juge arrêtait la torture et interrogeait à nouveau l'accusée pour obtenir d'elle et sans supplice, la confirmation des premiers aveux, aussitôt celle-ci protestait contre les épouvantables confessions dont on lui donnait lecture ; elle s'écriait, mue par le sentiment de la vérité et révoltée des odieuses manœuvres dont elle avait été victime, que c'étaient d'abominables mensonges et qu'elle rétractait tout ce que la douleur lui avait fait reconnaître de crimes imaginaires et de grotesques sortilèges.

Le juge était interdit ; il admirait l'astuce et la perversité du démon qui inspirait ces rétractations impies, dans le but évident d'apporter l'hésitation et le trouble dans son âme. Mais il était plus fort que l'esprit malin et le réduisait facilement au silence. De nouvelles estrapades, il en fallut souvent un grand nombre, avaient raison des négatives de la sorcière qui finissait toujours par convenir de tout ce dont on l'accusait.

Aussi le dénouement de tous ces procès était-il inéluctable. Reconnue coupable d'hérésie, de lèse-majesté divine, de tous les crimes confessés spécialement dans les interrogatoires, la sorcière était condamnée à mort. Elle était « par l'exécuteur de la haute justice estachée à une échelle, pour, en après le corps vif estre bruslé et mys et rédigé en cendres. » Quelque-

fois, cependant, on se bornait à lui trancher la tête. Dans ce dernier cas, il était, de plus, ordonné que le corps serait suspendu par une chaîne de fer aux fourches patibulaires à quatre piliers placées pour cet usage, sur un lieu élevé et bien en évidence ; et que la tête, plantée sur une pique, serait, pour servir d'exemple aux autres, exposée au pilori dans un des carrefours les plus fréquentés de la localité.

II

Qu'est-ce donc que la sorcière ? On a dit souvent une femme malade, sous l'empire d'une illusion, ou bien une femme atteinte d'accès hystéro-épileptiques. Je ne le crois pas ; il me semble que c'est établir une confusion entre deux catégories bien distinctes d'accusés : *sorcières* et *possédés*. Or, il n'y a entre les uns et les autres d'autre analogie que l'acharnement de la poursuite et la barbarie de la condamnation.

Les démoniaques sont violemment agités par des convulsions étranges, que la science attribue aujourd'hui à une cause purement nerveuse. Elles poussent de véritables hurlements, se roulent à terre avec des contorsions horribles et se livrent inconsciemment aux mouvements les plus désordonnés. Celles-là sont bien des femmes malades, sur lesquelles la mise en scène des exorcismes pouvait avoir quelque influence. C'est de celles-là que s'occupe le frère Jérôme Mengus dans son livre intitulé : *Le Fouet des démons, ou exorcismes terribles, puis-sants et efficaces ; remèdes excellents pour chasser les esprits malins des corps des possédés et échapper aux méfaits du diable*.

Telle n'est pas la sorcière. Rien dans la vie ordinaire ne la distingue des autres femmes, ses voisines. C'est une pauvre fille compatissante, qui connaît peut-être les secrets de quel-

ques herbes, dont elle fait usage quant un de ses proches tombe malade et qu'elle conseille à ceux qui ont besoin de ses services. C'est, plus probablement encore, une *saga* qu'une expérience douloureusement acquise et des aptitudes particulières, rendent utile auprès du berceau d'un nouveau-né ou du lit de la mère qu'elle soigne, aide et soulage. Ces traditions se sont perpétuées dans la plupart des villages.

Le rôle de la sorcière a donc été tout d'humanité et de généreux dévouement. Comment a-t-il été si mal compris et si décrié ? C'est que, pour le paysan crédule, si cette femme savait guérir, elle devait avoir aussi la puissance de donner la maladie. Ses mystérieuses préparations, qui apportaient le sommeil et le bien-être, devaient produire, à sa volonté, l'effet contraire, la souffrance et la mort. Aussi, quand le mal plus fort que le remède résistait au traitement de la sorcière, quand la femme qu'un dur servage et une mauvaise nourriture rendaient chétive venait à succomber ; quand l'enfant, qui n'avait eu qu'un lait insuffisant et déjà vicié, mourait dans le rachitisme et l'épuisement, on criait : Sus à la sorcière ! Voilà le résultat de ses maléfices !

Quel a été son crime ? Je le cherche et ne le trouve pas. Déjà, il y a plus de deux siècles, le médecin Jean de Wier faisait un éloquent appel à la raison humaine et avait la courageuse audace de protester contre ces procès, dont sa conscience de savant et de philosophe était indignée. « Si ces misérables sorcières, disait-il, sont le jouet du diable, il faut s'en prendre au diable plus qu'à elles, les guérir et non les brûler. » L'opinion de cet homme honnête et éclairé ne fut pas écoutée : peut s'en fallut que de Wier ne fût traité à l'égal des sorciers. Jurisconsultes et théologiens réprouvèrent sa coupable indulgence et s'efforcèrent de la lui faire expier en attirant sur lui un exemplaire châtement.

De son côté, le légiste Molitor faisait entendre la voix du bon sens : « Comment pouvez-vous croire à la confession d'une « sorcière, puisqu'en elle, celui qui parle est précisément le « père du mensonge. » Il était difficile de répliquer à de si justes paroles ; mais elles ne furent pas entendues : elles se heurtaient à la foi aveugle de ces siècles abusés.

Non, pas plus que la possédée, que la femme folle ou hystérique, la sorcière n'était coupable. Son crime fut imaginé, inventé, créé de toutes pièces par les inquisiteurs et par les juges. Du jour où les procès pour cause de sorcellerie ont été interdits, la sorcière a disparu : elle a été supprimée. En 1672, le Parlement de Rouen, « qui croit assez aisément aux sortilèges », dit l'auteur des observations sur Henry, ayant fait arrêter un très grand nombre de personnes accusées de maléfice, le Roi, averti, donna un arrêt en son conseil, par lequel li fut enjoint au Parlement d'abandonner les poursuites. Cet arrêt, ajoute-t-il, eut le pouvoir de faire taire le démon, et depuis ce temps-là on n'a plus entendu parler de sorciers en Normandie.

La sorcière n'a donc été qu'une victime, la victime de l'ignorance de toute une époque, la victime d'un préjugé absurde et d'une grossière superstition. L'erreur, il est vrai, était générale.

*Insanus Paucis videatur, eoquod
Maxima pars hominum morbo jactatur eodem.*

La justice était convaincue qu'en s'acharnant après l'hérésie, sous quelque forme qu'elle se présentât, elle protégeait à la fois la religion et la société. Je dis bien l'hérésie, car le maléfice n'en est qu'une variété : maléfice, *maleficiendo*, *male de fide sentiendo*. « Etrange étymologie, dit Michelet, mais d'une « portée très grande. Si le maléfice est assimilé aux *mauvaises*

« *opinions*, tout sorcier est un hérétique et tout douteur est
« un sorcier. On peut brûler comme sorciers tous ceux qui
« penseraient mal. »

Le XVI^e siècle fut par-dessus tout le siècle de l'intolérance. La liberté de conscience n'eut jamais plus qu'alors, à souffrir des luttes confessionnelles et du zèle farouche des pouvoirs publics. Cette aberration explique ces poursuites barbares et incessantes, qui excitent au plus haut point notre pitié pour les victimes et notre indignation contre la crédulité des juges. A cette période de notre histoire, la raison humaine est presque un mythe. Si, à de rares intervalles, elle apparaît comme une vague lueur, on en a peur, on s'en méfie. Quiconque essaie de raisonner est inspiré par l'esprit du mal ; il ne s'agit pas de discuter, il faut croire. Et l'on croit aux diables Robin ou Bouchard et aux légions infernales ; et l'on croit à la possession, au pouvoir surhumain d'une vieille femme qui se rit des exorcismes, à la puissance de certaines formules ou de certaines paroles, à l'efficacité de certains signes ou gestes, aux maléfices, aux sortilèges, aux charmes, aux enchantements, à la magie blanche, mathématique, empoisonneuse, cérémoniale ou naturelle ; à la transformation des gens en bêtes, aux rapports intimes des démons avec les hommes ; on croit aux spectres, aux visions, aux apparitions, aux songes ; on croit aux lamies, on croit aux vampires ; on croit à l'absurde ; à tout ce qui révolte la raison dont on châtie ainsi le coupable orgueil et les velléités d'indépendance.

Le démon s'est installé partout. On le trouve dans la plante, dans la fleur, dans le fruit, dans l'eau qui coule, dans le nuage qui passe, dans le vent qui souffle, dans l'oiseau qui chante.

On en connaît la nature, les goûts, les habitudes : le *malleus maleficarum*, les *disquisitiones magicæ* et bien d'autres recueils composés par les sommités de la théologie entrent à cet égard

dans les détails les plus précis ; on en connaît la forme et la figure : sur les porches des cathédrales, sur les boiseries et sur les stalles des églises, partout le démon est représenté avec sa queue fourchue, ses cornes et son trident, torturant les pécheurs. L'exorciste ne s'approche de la sorcière qu'avec prudence ; le juge, devant elle, ne se sent pas rassuré sur son siège. Au supplice ! c'est la mort, c'est le bûcher qui les défendront, et tout ce qui est hérétique aura sa place dans le funèbre cortège. Les juifs qu'on accusait, au rapport de l'avocat Bernard Autonne, de dérober annuellement un enfant chrétien pour le sacrifier le jour du grand vendredi ; les huguenots, convaincus de dogmatisation et de schisme ; les sorciers, coupables de lèse-majesté divine, donneront au peuple avide de ces hideux tableaux, le spectacle sans cesse renouvelé de chairs qui crépitent sous l'action d'un feu qui chasse l'esprit malin.

III

Celui qui compare avec la barbarie de l'ancienne loi, la haute sagesse des décisions de la justice moderne, ne tarde pas à découvrir la cause de cette immense révolution. Il la trouve dans ce fait si simple, mais fécond dans ses conséquences, que notre siècle a mis à la base de la législation positive, non plus l'intolérance religieuse et les superstitions qui l'accompagnent, mais l'affranchissement des consciences, l'indépendance des individus, et pour tout dire, en un mot, la philosophie fondée sur la raison.

Ce n'a pas été sans peine et sans combats, qu'appuyé sur la science, le rationalisme a conquis sa place dans la société, place qu'il se fait plus large tous les jours. On a cherché vainement à le confondre avec l'athéisme ou le matérialisme pour

le rendre suspect aux timides et en arrêter l'essor. L'équivoque ne trompe plus personne. Le rationalisme dans le sens exact du mot, renferme cette seule doctrine : ne rien croire, ne rien admettre humainement que la raison repousse. Le magistrat n'a pas de guide plus impeccable, et tel est aujourd'hui l'ascendant de ce principe, que la conscience ne peut plus sanctionner ce que réprouve la raison.

Au XVI^e siècle, la justice n'avait pas pour l'éclairer ce flambeau dont l'éclat varie, mais qui, phare étincelant ou lueur adoucie et comme voilée, n'en indique pas moins la direction sûre, la voie qui, moralement dégage les responsabilités. De là, les criantes erreurs de ses arrêts ; de là, ces condamnations que nous condamnons à notre tour, épouvantés de leur atroce cruauté.

« Oui, c'est une lamentable histoire que celle de ce passé, » dit M. Richet ; mais il ne faut pas en détourner les yeux « avec horreur ; il faut le regarder en face pour comprendre « les bienfaits de la tolérance. »

C'est bien là le résumé et la conclusion de l'examen de ces procès. La tolérance est, en effet, le produit, précieux entre tous, que nous devons aux persévérants efforts de la raison humaine. Alors que les passions religieuses lui faisaient une guerre acharnée ; alors que Knox et Calvin et tous leurs imitateurs se cantonnaient dans leurs doctrines avec le fanatisme qu'ils reprochaient à l'Eglise catholique ; alors que l'Angleterre se livrait à la persécution avec Henri VIII, que l'Allemagne était déchirée par la guerre de Trente ans ; que la Réforme, sur laquelle on avait fondé de si grandes espérances pour la liberté, continuait les traditions de violence et d'exclusivisme contre lesquelles elle s'élevait, c'est le rationalisme qui combattait le bon combat, et qui, au dix-huitième siècle, finit par vaincre toutes les résistances.

Lentement, mais sûrement, la raison a démontré qu'il fallait respecter toutes les opinions sincères; obtenir par la conviction réfléchie le triomphe de la justice et le développement progressif du bien; abandonner l'esprit de secte, qui resserre l'intelligence dans des limites étroites, pour laisser à chacun, avec le devoir de s'instruire, le droit de conformer sa conduite à son intime sentiment; rendre enfin à la conscience humaine, trop longtemps soumise à une tutelle ombrageuse et tyrannique, la liberté de ses actes et l'indépendance de ses jugements.

Quelle transformation merveilleuse au point de vue philosophique, politique et social !

La philosophie perd ses allures systématiques et doctrinaires; elle devient éclectique, adoptant, sans acception d'origine, ce qu'elle croit le bon, le beau, le vrai.

La politique s'adoucit; les despotismes disparaissent; les constitutions s'améliorent; l'esprit public se fortifie et se rend digne des libertés nécessaires à l'émancipation prudente et successive d'un peuple, que l'instruction habitue au jeu régulier des institutions parlementaires.

La société voit s'ouvrir une ère d'apaisement, de tranquillité, de sécurité. Elle peut travailler utilement au bien-être de la grande famille. Les abus sont réformés, les privilèges supprimés; l'égalité n'est plus une vaine formule d'un code sans application. La législation s'humanise; les délits et les peines se classifient et se présentent avec leur qualification rigoureusement précise et leur équitable proportionnalité. Il n'est pas jusques aux condamnés eux-mêmes, dont elle ne se préoccupe pour les protéger contre les récidives et tenter d'arriver à leur moralisation.

Tels sont les bienfaits de la tolérance.

Le moyen-âge ne les a pas connus. Le préjugé obscurcissait les plus hautes intelligences, endormait les consciences les plus

vigilantes, étouffait les plus vulgaires notions de la logique et de l'équité. Les Compagnies judiciaires frappèrent aveuglément. Elles frappent pendant des siècles. Elles frapperont ainsi jusqu'au jour où la raison aura repris sa place dans les jugements des hommes. Alors, l'astre de la justice apparaîtra, versant sur le monde la paix et l'abondance de tous les biens.

Orietur in diebus ejus justitia et abundantia pacis.

Ces temps sont heureusement les nôtres ; et après quelques hésitations ou quelques défaillances les jeunes générations marchent infatigables et résolues, dans cette voie large ouverte, qui conduit, par la raison, à l'impartiale justice.

E. DUBOIN.

PROCÈS CRIMINEL

*fait par Amédée Lambert, inquisiteur de la foi
dans le duché de Savoie, contre Rolette, femme
d'Amédée Curtet, dit Garin, de Germagny (Viry),
du 7 au 19 Novembre 1534.*



Anno domini millesimo quingentesimo trigesimo quarto et die septima mensis novembris, in parrochia Viriaci et Castro ipsius loci Viriaci, in presentia devoti oratoris fratris Melchior Mollerii, ordinis predicatorie familie et nobilis Amedei de Nanto, castellani ipsius loci Viriaci, testium presentium et rogatorum, personaliter comparuit coràm R. D. F. Amedeo Lamberti, dicti ordinis sacre pagine professore et heretice pravitatis in toto ducatu Sabaudie inquisitore, dicta Roleta Garini, genibus flexis que suo medio juramento ad sancta Dei evangelia, in dicti dominis Inquisitoris manibus tacta, prestita sedicturam et attestaturam ac deposituram promisit omnem, puram et meram veritatem quam de et super dicto heresis crimine de quo inculpatur sciverit veritatem in quorum supra presentia super articulis subscriptis.

Et primo : interrogata si ipsa Roleta sit heretica que respondet quam non.

Interrogata si unquam facie ad faciem fuerit sibi imputatum crimen heresis ; que respondet quam non, et nunquam fuit in causa alicujus maleficii et dicit gentes suspicionem contra ipsam habere ad causam sui patris qui ipsius criminis pretextu suspendimus in furchis, passus fuit et fatetur quam mercuri proxime elapsi de mane circa mediam noctem se audivisse tumultum quemdam quod tunc Hugoneta relicta Lambosseri que in hoc castro detinebatur pro ipso crimine heresis effugit.

Interrogata si sunt aliqui demones, respondet quam non. Interrogata si ipse Roleté quicquam in carceribus ubi solvitur apparuerit, respondet quam non.

Et ad ulteriorem inquisitionem pro nunc non fuit, processum verum fuit ad crastinum diem remissa dictura, super crimine heresis de quo inculpatur omnimodam veritatem ; Per D. R.

Secunda monitio.

Anno suprascripto et die octava mensis novembris, preecedentis assignacionis vigore comparuit personaliter coram Reverendo domino Inquisitoriprenominato, in presentia testium superius nominatorum et rogatorum Roletá Garini supradieta, genibus flexis, rursus jurata et eidem imposita excommunicationis pena que super omnibus interrogatoriis eidem Roleté ad causam crimini heresis factis negative respondet et negat se ullos habere mortales inimicos que fuit ad crastinam diem remissa et assignata ad dicendam omnimodam veritatem quam super ipso crimine heresis pro quo detinetur et inculpatur sciverit et noverit. Datum in dicto castro in quorum supra presentia, die et anno premissis, per dictum D. R.

Tertia monitio.

Anno suprascripto et die nona mensis novembris assignacionis ut superius novissime facte vigore comparuit coram

memorato domino Amedeo Lamberto inquisitore premencionato Roleta uxor Amedei Curteti, *alias* Garini, delata, genibus flexis, que premio jurata et eidem imposita excommunicationis pena super omnibus interrogationis sibi Rolete ad causam criminis heresis factis negative respondet dicendo se in quoque non readvisasse respondendo prout per prius respondit qua propter et attenta ipsius obstinatione fuit remissa ad diem undecimam hujus mensis novembris auditura sententiam interlocutoriam contra ipsam Roletam ferendam ut veritas ab ejus ore extrahi possit. Datum in dicto castro de Viriaci in presentia testium supra nominatorum, videlicet fratris Melchior Mollerii et nobilis Amedei de Nanto testium rogatorum et astantium.

Per dictum R. D.

Sentencia interlocutoria.

Nos Frater Amedeus Lambertus, de Annessiaco, familie predicatorie ordinis sacreque pagine professor et heretice pravitatis inquisitor, vocato prius R. D. Claudio Philipponis, vicario in hac parte deputato a reverendissimo domino Gebennarum, non reperi et non comparante, licet per multos dies ante de eis fuerit rogatus et admonitus termino juris debite expectato, visis infamia et judiciis ut constat informaciones per nos sumptas contra te Roletam Garini, ex officio sacre fidei inquisitio, unacum monitionibus tibi per nos factis superius descriptis; visis insuper responsionibus per te factis equidem superius descriptis nec non multiplicibus perjuriis per te factis; visis que omnibus de jure aliis videndis signanter assignatione nostra postrema presente prius et moderante torturam videlicet S. D. judice dominorum Viriaci seu locumtenente ejusdem facta prius requisitione potestatis ordinarie

per hanc nostram interlocutoriam precedimus nomine Christi invocato a quo omne rectum procedit iudicium non declinantes ad dextram neque sinistram sed equo liberamine liberantes, Deum et ejus sacras scripturas pre oculis habentes interlocuendo dicimus, pronunciamus et ordinamus te Roletam delatam fore questionandam et tormentis apponendam, torquerique et questionari debere con moderamine moderati spectabilis domini iudicis sive ejus vice-gerentis iudiciorumque exigente donec veritas ab ore tuo exeat et oriatur, salva tamen sanguinis effusione, tuorumque membrorum mutilatione, de quibus expresse protestamur in nomine patris et filii et spiritus sancti. Amen.

Executionem vero hujus modi committimus officariis hujus loci sub penis juris.

Data, lata et lecta fuit hec nostra suprascripta sententia interlocutoria in castro Viriaci in presentia R. D. Alexandri de Viriaco, nobilis Amedei de Gruyeres, et fratris Melchior Mollerii, die undecima mensis novembris millesimo quingentesimo trigesimo quarto per dictum R. D.

Die duodecima mensis novembris sentencie interlocutorie superius descripte vigore ac de mandato et in presentia S. D. Johannis Cagnini, jurium doctoris et iudicis jurisdictionis domini Viriaci nobilis Petrus de Cherpina castellanus ipsius jurisdictionis Viriaci, Roletam Garini delatam supra dictam torturam alligavit et eam in altum extrahi fecit sive strapadis quatenus tamen veritatem super heresis crimine pro quo detinetur profere noluit et recusavit; qua propter fuit ad crastinam diem per eundem dominum inquisitorem remissa receptura tantas strapadas donec veritas ab ejus ore oriatur, in presentia nobilis Amedei de Gruyeres, fratris Melchior Mollerii et honorabilis Petri Testuti, testium ibidem astantium et rogatorum.

Per dictum R. D. J.

De tertia decima mensis prenominati novembris assignationis prescripte vigore et de mandato ipsius domini Inquisitoris et presentia ejusdem ac in presentia spectabilis domini Johannis Cagnini, judici Viriaci ac testium superius nominatorum postque torturam illatam dicta Roleta inquisita fuit ad ipsius Rolete requestam ducta ad ullam ipsius castri Viriaci et ibidem, presentibus quibus supra, spontanea voluntate confessa est quod sunt sex anni proxime decursi quibus ipsa Roleta fuit et est heretica ratione unius bovis sui mortui ob cuius mortem summe tristabatur, ex quo eidem apparuit quidam bovetus niger prope ejus curtile situm prope ejus domum, qui bovetus eidem dicit quod ipsa Roleta daret se eidem et quod daret sibi unum alium bovem. Quod tunc ipsa Roleta loquens, videns ipsum bovetum loquentem mirata est valde et se signavit quo tunc per certum spacium effugit et evanuit. Et ulterius sponte confitetur quod per certum spacium temporis post, in ipso loco prenominato quidam homo grandis valde eidem Rolete apparuit qui dicebat se esse demonem, dicendo eidem Rolete quod daret se eidem et quod negaret Deum et Virginem Mariam, ejus matrem, quam appellabat *Rosse*, et baptismum et totam curiam celestem, quod fecit et eidem homagium prestitit oscullando eundem in cullo frigidissimo.

Interrogata quo nomine vocetur ipse demon, respondit quod nominatur *Robin* et quod dabat eidem de tributo annuali unum pullum nigrum in quolibet festo Sancti Michaëlis quem ponebat semper eodem die Sancti Michaëlis post solis occasum versus dictum ejus curtile.

Interrogata quid demon predictus eidem Rolete dederat pro cundo ad Synagogam. Respondit quod dedit eidem Rolete unum baculum nec non unum alabastrum plenum unguenti sub quibus quidem pinguedinibus et dum volebat ire ad synago-

gam, dicebat accipiendo dictum baculum : *baston blanc, baston noir, mène, mène-moi ou tu doibs de par le diable.*

Interrogata quo ibat ad synagogam. Respondit quod quando-cumque ibat versus locum *de les Mouilles*, et quodocumque versus *les Bûches*, die jovis de nocte circa mediam noctem.

Interrogata quid ipsa synagoga faciebat et si plures essent cum ea. Respondet quod plures ibidem erant cum ea venientes ab omni parte ; quos non cognoscebat quia plures erant larvata, ex quo non poterat cognoscere ; et ibidem corizabant et comedebant, tamen quando redebat erat famelica sicut prius. Et ibidem erat ignis viridi coloris et ipse Robin sedebat et quando ipsa ibat ad synagogam quod se tegebat ejus capitegio.

Interrogata circa complices que ejus medio juramento deposuit et respondent ibidem in dicta synagoga vidisse et cognovisse, seu videri Franciscam, relictam Bosonis et quondam Petrum Pantet de Lelluysettis, et Peronetam ejus nunc relictam ac Georgiam viduam Francisci Vuarini de eodem loco qui ibidem detinetur et Hugonetam relictam Lambosseri, appellatam *la Gindraz*, et Mauriciam Bolleta, parrochie Viriaci, ac relictam Janthon, nominatam *Grant'Thomas*, de Vers, et uxorem Petri Pinget, nominatam *la Reyne*, de Bellossyer, parrochie de Vers.

Interrogata ulterius an demon eidem dederit aliquos pulveres ad maleficiendum homines et animalia. Respondit quod sic, videlicet unum alabastrum parvum poucelli plenum, cujus poucelli virtutem experiri voluit ponendo prius super caput unius sui parvi caprioli, qui illico mortuus est. Secundo ponendo de eodem pouceto super dorso unius bovis duorum annorum, preterire sex anni, qui pertinebat Petro de Feudis, eo quia verberaverat ipse de Feudis Claudium ipsius Rolete filium, qui bos infra duos dies post mortuus est. Tertio posuit de dicto pouceto, preterire tres anni, super costalli ejusdam bovis

pertinentis Petro Galliardo, eo quia ipsius Petri Galliardi filius atrahabat nuces dicte Rolete, et illico ipse bos mortuus est. Quarto tradidit de dicto pouceto cuidam capre pertinenti Claudio Piguillieto et posuit super dorso ipsius capre dictum poucetum, quia ipsa Roleta irata est in eundem Piguillietti ratione ad causam quod ipse Piguillietti dicebat eidem Rolete quod sanaret certum bovem ipsius Piguillietti infirmum, quo tempore infirmitatis bovis ipsa Roleta, nundum erat heretica, sed eidem Piguillietti respondit : *va traistre, boyteux contre-faict tu ne dys pas vray* et ipsa capra cito mortua est. Et ulterius dicit quod dictum ejus alabastrum in quo es adhuc modicum pouceti jacet in quodam foramine unius muri. Et ulterius non fuit interrogata dicendo premissa per eam dicta fore vera et fuisse. Deinde fuit remissa ad crastinam diem dictura omnimodam veritatem super omnibus maleficiis et homicidiis de quibus intitulatur. Et hoc in presentia suprascripti domini judicis, nobilis R. D. Alexandri de Viriaco, nobilis Amedei de Gruyeres, fratris Melchior Mollerii et nobilis Petri de Cherpina, castellani Viriaci, testium astantium et rogatorum.

Alia Repeticio.

Anno quo supra et die quatuordecima mensis novembris assignacionis precedentis vigore comparuit personnaliter in quadam stupha castri Viriaci prenominata Roleta Garini, delata, in presentia prenominatorum R. D. Inquisitoris, et S. D. Johannis Cagnini, judicis prenominati ac R. D. Alexandri de Viriaco et fratris Melchior Mollerii, testium astantium et rogatorum, que Roleta ejus spontanea voluntate respondet super interrogatoriis sibi factis et maleficiis in dictis informationibus descriptis de quibus inculpatur prout sequitur.

Et primo fuit per eundem Inquisitorem interrogata si omnia

et singula per eam die hesternum confessata sunt fuit modo confessato vera et ipsa omnia et singula eidem legendo que respondet quod sic et ulterius sponte deponit quod Diabolus nomine Robin, dum eidem fecit homagium sibi dedit multas pecunias tamen cito prestito ipso homagio ipse pecunie converse sunt in folia et ulterius deponit quod dictus demum nomine Robin eidem Rolette minas inferebat dum ipsa nolebat facere maleficia que ipse eidem precipiebat et una vice dum ipsa noluit maleficare quemdam bovem pertinentem Jacobo Picotti, quod eam verberavit una nocte ante ejus domum et deponit quod idem demum nomine Robin prestito dicto homagio eam subagitatam per retro in forma unius bovelli et etiam pluries in synagoga tam in forma unius boveti quam unius verneris et illius materia erat frigidissima et dum ibant ad synagogam ipsa assumebat suo videri alia vestimenta et deponit quo ad ejus complices depositionem hesternum die factam confirmando quod suo videre vidit in dicta synagoga Georgiam Vuarini de qua heri deposuit vestitam uno vestimento coloris satis pravo et pauci valoris et coppellatton et Coletam relictam Petri Pantet uno oquettono prout opinabatur et opinatur.

Interrogata si detulerit unquam ad synagogam sacram hostiam forte per ipsam reservatam et ubi ponebat baculum dum ibat ad synagogam. Respondet quod nunquam tulit sacram hostiam et minus deffere vidit ; dicitque quod ponebat baculum inter femora.

Interrogata ubi demum eam signavit, respondet in anchia sinistra prout demonstravit et in qua signa habet de presenti unum intercutem.

Interrogata super malleficio informationibus descriptis de quibus inculpatur que confitetur sponte inter legendum subscripta maleficia *primo* quod preterire tres anni quibus ipsa delata posuit de suo pouceto, quod dicit esse viridi coloris

super uno bove pertinente ad Johannem Galliardi, eo quia habuerat verba infuriosa cum dicto Galliardi occasione puero-
rum ipsius delate qui colligebant fructus ipsius Galliardi, est
post paucas dies mortuus est ipse bos. *Item* quod sunt duo
anni proxime decursi quibus ipsa delata posuit de suo poucetto
super uno vitulo pertinente ad Loysiam relictam Richardi
Gentilis eo quia habuerant jurgia ad invicem et infra duos dies
mortuus est. *Item* deponit quod sunt certe anni, quorum
numerus nunc exprimere nesciret, quibus posuit de dicto
pouceto super humeris uni polliens pertinentis ad Claudium
Curteti, quia habuerat jurgia cum eodem occasione puerorum
ipsius Rolete qui tegebant fructus ipsius Curteti, et infra et
cito mortuus est ipse polliens. *Item* deponit quod fuit in causa
mortis ejusdam parvi pueri existentis in bricolo filii Aymonis
Gentilis et Anthonie ejus uxoris, eo quia ipsa Antonia noluerat
sibi vendere poma et posuit super eodem puero, sunt duo
anni proxime, de ipso pouceto et infra duos dies post mortuus
est. *Item* quod sunt quatuor anni proxime decursi quibus
posuit de dicto suo pouceto super humeris unius eque perti-
nente ad Claudiam Gentilis ratione jurgiorum inter eos habi-
torum que cito mortua est. *Item* fecit mori de dicto pouceto
quemdam vitulum pertinentem ad Nicollardam relictam Fran-
cisci Fos, eo quia habuerat verba cum filio ipsius Rolete.
Item depposuit posuisse de dicto pouceto super uno puero
quatuor mensium, filio Peronete, relicte Johannis Gentilis,
eo quia ipsa Peroneta noluit eidem Rolete facere de *goiffes*,
sunt quatuor anni proxime lapsi vel circa qui puer infra duos
dies post mortuus est. Et deponit quod Mauricia Bouletaz, de
dicto tempore, versus ecclesiam Viriaci, dicit eidem Rolete
quod oportebat quod ipsa Roleta faceret mori puerum Pero-
nete Gentilis prout ita fecit. *Item* deponit quod certi fluxerunt
anni quibus ipsa posuit de suo pouceto super humero Francisee,

uxoris Jacobi Gentilis, que cito effecta est infirma et impotens et sic permansit per multos dies. *Item* deponit quod sunt duo aut tres anni quibus ipsa Georgia, indignata est contra Peronetam uxorem Giglardi, occasione fructuum per eandem Peronetam eidem Rolete refutatorum et per certos dies post obmovit eidem Peronete portans unum puerum bastardum, qui ipsa Peroneta nutriebat et quem ipsa Roleta amplexa fuit eidem ponendo de suo pouceto, qui puer infra duos dies post mortuus est. *Item* deponit quod tradidit de dicto pouceto cuidam eque, pilli fallevoz et rosselli, sunt tres anni vel circa, pertinente ad Johannem Gentilis *alias* de Feudis, ultra equam de qua in dictis informationibus mencio habetur, que infra tres dies retro ipsius Gentilis domum mortua est. *Item* deponit quod de hoc anno, circa festa Paschalia, posuit de dicto pouceto super caput unius verneris pertinentis ad Richardum Gatho, quia filia ipsius Gatho certas arietes ipsius Rolete verberaverat et infra tres dies mortuus est. *Item* deponit quod circa Pasca proxime posuit de dicto pouceto super unum bove pertinente ad Catherinam, relictam Richardi Laurentii, quia transierant per ejus lenticulas et infra tres dies post mortuus est. Et ulterius non fuit interrogata sed fuit ad sex decimam diem mensis hinc assignata dicturam omnimodam veritatem in presentia quorum supra testium, per D. R. D. J.

Tertia Monitio et Ultima

Anno quo supra et die sexdecima mensis novembris precedentis assignationis vigore comparuit judicialiter coram R. D. Inquisitore et in presentia S. D. Johannis Cagnini, judicis Viriaci, comparuit personaliter dicta Roleta delata in quadam camera castri Viriaci; que fuit per eundem dominum Inquisitorem interrogata si per eam deposita sabbati lapsa

quatordecima hujus mensis forent et essent vera, totum suum processum eidem legendo : que dicit omnia et singula per ipsam confessata fuerunt et sunt vera, deponendo ulterius sponte cognosuisse suo videri in synagoga, in loco de *les Mollyes* Colletam Panteta et Georgiam Vuarini alias *Gynasson*, de Leluysettis prout ipsa coram eisdem ambabus que fuerunt ad ejus conspectum adducte dixit et confirmavit in ipsarum ambarum presentia videlicet vidit Georgiam cum una gonella recopillata copellis diversorum colorum et Colletam cum quodam oquetono que vestimenta de presenti fermit accusando denique quandam nominatam Claudiam Vallerii de Exertis. Et insuper fatetur quod quodam semel dum ipse tenebant synagogam omnes in synagoga existentes verberabant aquam quamdam cum vergis et quod fecerunt unum magnum cumulum grandinis ut destruerentur bona terre deinde supervenit nubes que accepit dictum grandinem et in matutina cecidit tempestate. Deponit etiam quod sunt duo anni quibus etiam ipsis omnibus tenentibus synagoga Demum projecit quamdam rem in quemdam fontem ut faceret venire pedones et verminas in pisis. Deinde venit nubes que accepit dictam aquam et dispersit super pisis ex quo ipsa pisa fuerunt destructa. Fateatur etiam quod Mauricia Bouletaz sanavit infirmitatem per ipsam Roletam traditam Francescie uxori Jacobi Gentilis : dicendo quecumque per ipsam dicta esse vera.

Qua propter comparuit egregius fidei catholice procurator qui petiit super premissis omnibus jus dici et justitiam ministrari ob ideo eadem Roleta remissa fuit et assignata, dictura auditura super premissis suo processu jus dici et justitiam ministrari in presentia fratris Melchior Mollerii ; R. D. Alexandri de Viriaco et nobilis Amedei de Gruyeres, testium astantium et rogatorum ; per dictum R. D. J.

Anno quo supra et die decima septima mensis novembris in

loco Viraci, prope ecclesiam, subtus ulmum in presentia plurimum parrochianorum et testium supra, eadem delata fuit predicata per eundem R. D. Inquisitorem deinde absoluta et brachio seculari remissa in presentia supra nominatorum, de mandato dicti domini Inquisitoris. (1)

Sententia.

In nomine Domini Amen. Anno a nativitate ejusdem Domini sumpto corrente millesimo quingentesimo trigesimo quarto et die decima septima mensis Novembris Nos Frater Amedeus Lambertus de Anessiaco sacre Pagine professor predicatoris familie ordinis et heretice pravitatis in ducatu Sabaudie Inquisitor: Universis sit et singulis serie presentum notum facimus quod viso per nos inquisitionali processu contra te Roletam uxorem Amedei Curteti alias Garini formato et per secretarium nostrum in scriptis reducto vocato prius R. D. Claudio Philipponis Inquisitione vicario non reperto et comparente ex cujus tenore nobis constat et apparet te Roletam Deum omnipotentem gloriosamque Virginem, sacrum baptismum, fidem catholicam, totam curiam celestem et omniaque Dei sunt infideliter abnegasse, Diaboloque humani generis seductori tibi visibili apparente homagium et reverentiam exhibuisse eundemque in partes posteriores et sedidas turpiter osculum tribuisse, ipsum in dominium tace repulso Domino nostro Jesu Christo, accipiendo eidemque certum tributum in ipsius homagii signum tradendo aliaque execrabilia crimina que bonis moti respectibus hic non inferuntur commitando hiis igitur et aliis justis de causis nos et animum nostrum et cuilibet recte judicare debentis moventibus sedente pro tribunali more ma-

(1) Les sentences et le procès verbal d'exécution ont été publiés dans une Etude historique sur St-Julien et Ternier, du même auteur.

jorum nostrorum Deum et sacras scripturas nostris preoculis habentes et signo sancte Crucis muniti dicentes : In nomine patris et filii et spiritus sancti amen ; per hanc nostram sententiam definitivam quam in hiis scriptis fecimus de jurisperitorum assensu maturaque prehabita deliberatione dicimus, pronunciamus, sentenciamus et judicamus te Roletam Garini infidelem et idolatram impenitentem teque brachii secularis potestati reliquendam et remittendam et quam per presentes eidem brachio seculari ut homicidam relinquimus et remittimus ne delicta ne remanerint de deliquentis impunita rogantes idem brachiumulare affectione majori qua possumus quathunus citra mortem et effusionem sanguinis suam moderet sententiam circa te Roletam.

En insuper ex dicta nostra sententia definitiva dicimus et declaramus omnia et singula bona tua mobilia et immobilia que habes et habebas tempore commissi crimina predicta fuisse et esse confiscanda. Et que confiscamus et confiscata pronunciamus dividenda prout consuetudo et jura volunt de quibus premissis sententiam tulimus. Data lata et lecta fuit hec nostra sententia definitiva prescripta in loco Viriaci prope Ecclesiam subtus ulmum in presentia R. D. Alexandri de Viriaco, nobilis Amedei de Grieres, fratris Melchior Mollerii et plurimum aliorum astantium die et anno premissis teste sigillo inquisitionis hec apposito in premissis testimonium per dictum R. D. J.

Sententia lata contra Roletam uxorem Amedei Curteti alias Garini parrochie Viriaci.

Audita remissione mibi temporali judici jurisdictionis Viriaci per reverendissimum dominum Amedeum Lamberti heretice pravitatis inquisitorem faete ut justitia ministretur et suum

sortiatur effectum fertur contra eamdem inquisitam ut sequatur :

Viso et visitato processu istius Rolete inquisite ac tenore illius acute inspecto nec non sua propria confessione sponte facta audita nobis lucide constat et apparet eamdem Rolletam inquisitam in heresim incidisse, Deum et sanctam trinitatem ac totam Curiam celestem atque Virginem Mariam abnegasse et seipsam Demoni dedisse et homagium fecisse ac fideque nostra orthodoza et catholica discedendo et Diabolo inserviando et illi uti dominio suo obediendo etiam plura homicidia commississe que omnia sunt punitione corporali digna: igitur cum nullum bonum debeat remanere iremuneratum nec malum aliquod impunitum sequendo sacre pagine dictum dicentis beati facientes justiciam in omni tempore.

Ideirco te Rolletam inquisitam et de crimine heresi annotatam definitive condemnamus et sentenciamus etiamque condemnant delicta per te commissa ad caput tuum a spatulis tuis troncandum et mutilandum ita a Deo et in tantum quod anima tua a corpore tuo separetur et exaletur et ad corpus tuum furchis seu patibulo in loco eminenti suspendendum et caput tuum a corpore semotum in pillono affigendum ut cedat in exemplo ceteris malvivari volentibus et mandando nobilibus castellanis istius loci Viriaci et aliis officariis quathunus ipsam exequantur sentenciam et executionem demandent. Hec supra dicta sententia fuit per me subsignatum data et lecta Viriaco in banchea ubi solitum est tenere curiam anno millesimo quingentesimo trigesimo quarto et die decima nona mensis novembris. Ita fuit. Ainsi signé Johannes Cagnini.

Executio sentencie et Testimoniales.

Anno domini 1534 et die XIX^a mensis novembris. In executionem et vigorem sententie superius jamdictę consute per

spect : D. Johannem Cagnini utriusque juris doctorem, judicem terre et jurisdictionis Viriaci per spectabiles et generosos Johannem et Gabrielem de Viriaco constitutum apparente instrumento constitutionis per me notarium subsignatum die duo decima hujus mensis novembris recepto hodie late cujus sentencie titulus suum sumit exordium sententia lata et ipsa sententia exorditur audita remissione per ipsum dominum Judicem signate et ad solcitationem nobilium Amedei de Nanto et Petri de Cherpina ipsius juridictionis castellanorum Rolleta uxor Amedei Curteti alias Garini delata suprascripta fuit Francisco Grantfat de Gebenn : alte juridicionis executori remissa per eosdem castellanos deinde per ipsum Grantfat transducta ad locum patibuli trium pillionorum ipsius juridicionis ; qui Grantfat alte executionis executor prope ipsum patibulum eidem Rollete in ipsius sentencie executionem caput a spatulis eisdem Rollete abstulit, abscidit et obtruncavit ; et ipso obtruncato capite corpus ipse patibulo cum cathena ferrea appendit, Quibus actis idem Grantfat nec non dicti nobiles castellani de premissis litteras testimoniales per me notarium subsignatum sibi tradi postulaverunt quos eisdem in quantum me notariatus incumbit officio. Datas apud et prope dictum patibulum presentibus Ludovico Barrachini, egregiis Bernardo Marchandi et Marino Mestralis ac nobilis Jano Vallerii et Ludovico Petasson ac presentia plurium aliorum testium ibidem astantium et rogatorum deinde et die suprascripta in executionem dicte sentencie idem Grantfat de mandato eorum castellanorum associatus ipsis nobilibus castellanis et pluribus aliis gressus direxit ad quandam teppam appellatam teppam *bossieriz* in decimaria de Vers prope iter publicum tendentem de Chamberiaco Gebennas et ibidem ipsum dicte Rollete caput in cuspide ferrea punctum et fixum apposuit et afixit in quodam pilliono ibidem in ipsa teppa de ipsorum dominorum Viriaci jussu elevato ut eunctis illie transeuntes intueri possint et illis cedat in exemplum.

Quo facto prefati nobiles Castellani nec non dictus Grantfat alte justicie executor petierunt a me litteras testimoniales quas eisdem in quantum meo notariatus incumbit officio concessi. Datās in dicta teppa prope ipsum pillionum in presentia Ludovici Barrachini, Amedei Villet, Petri Testuti, Mermeti Carra, Johannis Revaclerii, Amblardi Gentilis et Jacobi Curteti testium rogatorum ac plurium aliorum ibidem astantium et mei Dominici de Comba notarii de Viriaco, notarii publici ad premissa recipienda rogati. Signé de Comba.

SENTENCES DE BANNISSEMENT

PRONONCÉES PAR

R^d Amédée LAMBERT, inquisiteur de la foi.

Ego frater Amedeus Lambertus, sacre pagine professor et heretice pravitatis Inquisitor in ducatu Chablasii; quia fuit justa causa inquirenda de crimine heresis contra te, Colletam relictam Petri Pantet, et reperta fueris plurimum in hujusmodi inquisicione diffamata et judicata, etiam inculcata de hoc nephando crimine heresis ideo ad expensas et labores sumptos et facta in hujusmodi inquisicione, te adjudicamus; et quia convivere non potes pacifice cum vicinis tuis ob hujusmodi ideo hampnimus a territorio et dominio Viriaci in perpetuum.

Datum in castro Viriaci, die octava decima mensis novembris, millesimo quingentesimo trigesimo quarto, in presentia S.-D. Johannis Cagnini, jurium doctoris judicis Viriaci et fr. Melchior Mollerii, testium rogatorum.

A. LAMBERTUS, *inquisitor*,

Et ita fuerunt littere suprascripte et infra per me subsignatum judicem predicti loci approbate jubendo de ut ita fieret.

Joh. CAGNINI.

Ego frater Amedeus Lambertus, sacre pagine professor et heretice pravitatis in ducatu Chablasii inquisitor Quia fuit justa causa inquirenda de crimine heresis contra Georgiam, uxorem Francisci Vuarini, de Leluyset, et reperta fueris plurimum in hujusmodi inquisicione diffamata, judicata et inculpata de hoc nephando crimine heresis ideo ad labores et expensas sumptos et facta in hujus modi inquisitione te adjudicamus. Et quia convivere non potes pacifice cum vicinis tuis ob hujusmodi ideo te bampnimus a toto territorio et dominio Viriaci in perpetuum.

Datum in castro Viriaci, die qua supra et anno prescripto in presentia quorum testium supra.

LAMBERTUS, *inquisitor*.

Joh. CAGNINI, *judex*.

Sententia.

In nomine Domini. amen. Anno Domini millesimo quingentesimo trigesimo quarto et die decima octava mensis novembris fuerunt coram nobis Johanne Cagnini, jurium doctore, judice terre et jurisdictionis Viriaci, producti et exhibiti processus, informaciones, inquisiciones et quevis alia in dicto processu descripta. Colletam relictam Petri Pantet, super quibus fuit parte dominorum Viriaci instatum per nos jus dici et justitiam ministrari.

Et nos, judex prefatus, premissis auditis, visis dictis processibus, informacionibus, acculpacionibus ac aliis in dicto processu descriptis et mencionatis, necnon sentencie per R. D. Amedeum Lambertum, heretice pravitatis Inquisitorem lata tenoremque illius insequendum, et quia justa nobis fuit inquirenda causa de crimine heresis contra te Colletam, relictam Petri Pantet, cum fueris plurimum in hujus modi inquisi-

cione reperta diffamata, judicata et inculpata de hoc nephandissimo crimine heresis ; igitur in hiis et aliis justis nos ad hec moventibus causis per hanc nostram sententiam definitivam, quam in hiis scriptis fecimus, pronunciamus et sententiando definimus te Colletam, relictam Petri Pantet, esse condemnandam ad labores sumptos et expensas in prosecutionem hujusmodi criminis facta cum justam habuerimus inquirendi, capiendi et detinendi causam ; et te Colletam adea condemnamus ceterum quia ob malam tuam famam judicia et crimina ut fertur per te comissa prout ex attestationibus et informacionibus contra te sumptas constat et apparet etiam quia non potes cum tuis vicinis ob hujusmodi causam pacifice nec quiete vivere, ea propter te ipsam Colletam Pantet a toto territorio Viriaci in perpetuum bannimus teque bannatam esse volumus et decernimus per presentes.

Data, lata et lecta fuit hec nostra sententia definitiva prescripta in castro Viriaci, die et anno premissis per dictum dominum judicem.

Joh. CAGNINI, *judex*.

BONTEMPS, *scriba*.

Sentence identique rendue le même jour contre Georgine, femme de François Vuarin, de l'Eluiset.

PROCÈS CRIMINEL

*de la Françoïse fillie de feu Pierre Grand, de
La Roche, appelée vulgaire Genefve, instant le
procureur, pour crime d'héresie.*

L'an de nostre seigneur courant mil cinq centz et quarante deux et le dixiesme jour d'apuril en vigueur de lettres captionales par M. le Chastellain de Viry octroyées à noble procureur-général et patrimonial des Magnifiques et Puissants seigneurs Jehan et Gabriel de Viry, seigneurs dudict lieu, contre la Françoïse fillie de feu Pierre Grand, de la Roche, en son vivant habitant à Genève, icelle Françoïse appelée vulgairement Genefve et habitante Vulbens au mandement du Vuache, estrangière et advenaïre icelle ayant esté trouvée en ce lieu de Viry, contre laquelle ledict noble procureur az faict denunce et partye criminelle, suivant laquelle denunce honorable Loys Petasson, officier de Viry, laz faict prisonnière et icelle amenée au chasteau de Viry, auquel lieu la reduicte incarcerée en prison forte ; premier layant visitée et interrogée en ses bagues comme appartient en remectant laditte Françoïse dettenue et luy notifiant que dans troys jours se debvra comparoyr pardevant monsieur le Chastellain et jurés de la terre et mandement de Viry, pour respondre sur les choses desquelles

elle est intitulée et de jour a aultre veoyr proceder en justice comme appartiendra jusques à sentence definitive.

Et a moy curial juré deladiete court de Viry ledict officier susnommé a recorruz et requiert par son serment havoyr faict comme dessus est escript. Donné et faict au chasteau dudict Viry lan et jour que dessus.

Nous Amied Dunand, Chastellain, les jurés assistantz de la terre et mandement de Viry pour lesdictz Jehan et Gabriel de Viry, seigneurs dudict, sçavoir faisons à tous par ces présentes que aujourdhuy treysiesme jour dapuril mil cinq centz et quarante-deux, estre comparue et présentée par devant nous Françoise fillie de feu Pierre Grand appelée la Genefve, laquelle nous az promis de dyre la pure vérité de tout ce de quoy elle sera par nous interroguée. Et lui sont estés donnés a entendre les articles contre elle produictz par ledit noble procureur, sur lesquels elle az répondu ainsi que par cy après est contenu. Première-ment a esté interroguée ladiete Françoise détenue de quel lieu elle est et comment elle sappelle. Respond quelle est de la Roche, mays à présent demeure à Vulbens au Vuache, fillie de feu Pierre Grand et se appelle vulgairement *Genefve. Interroguée* si elle feut jamays mariée; respond que non.

Interroguée si elle sçait la cause de sa détention; respond et diet que non.

Interroguée si elle sçait personne qui luy veuille mal, ou quelle aye aulchungz ennemys; respond que non.

Interroguée si au Vuache y az point *diriges* (1); respond quelle az ouy dire que à Raclard en y a, sçavoir la Jacquema femme de lung des Gros.

Interroguée si elle est point hirige ou quelle aye heutz jamais pueur. Respond quelle nest point hirige; mays il ya

(1) Ou *Hiriges*, sorciers.

environ de vingt ans quelle alloyt par les boys de Moysin elle rencontra ung homme vestu de noyr qui luy diet qu'il falloyt quelle se donnasse à luy ou aultrement il la battroyt ce quil feit, il la battit laquelle alors estoyt bien marrie de certaines parolles que la Genon Terlaude luy havoyt dictes en courroux.

Interroguée comme se nommoyt lediet diable. Respond quil se nommoyt *Morel*, lequel luy donna une boyte pleine de poulset noyr et luy diet quelle la portasse avec elle pour en domer aux gens quand elle yroit demander du pain par les portes des maisons ; et en oultre lediet diable la mordist et marquast sur le brais gauche et ladiete detenue le baisa en la main et lequel diable la foit renier Dieu et tout ce que estoyt de lui, auquel diable ladiete detenue donnoyt tous les ans au terme de la Saint-Michel un chevraulx de cense et pension annuelle et le luy portoyt par les champs dessoubz la montaigne contre Dingie et finalement dépose que a la Sainet-Michel dernier passée elle lui poya lediet chevraulx sur le mont de Chenêx, lequel lediet diable luy diet : *Va prendre aux champs le chevraulx que tu me doibs*. Ce quelle feit.

Interroguée où elle alloyt à la Synagogue. Respond quelle alloyt sur le mont de Cheyney, au boys de che cheux de Norcier, au boys Daugnie, au boys désert dessoubz Pommier auxpres d'ung bachal et en plusieurs aultres lieux là où ilz mangeoyent et beuvoient et davantaige dépose que lediet diable a senty la compagnie charnelle de ladiete detenue et que sa semence estoyt bien froyde comme pierre, et chantiont des chansons : *La Frellorion ! La Freloria ! Saulte Marion !* et l'autre : *Quant et quant jay ouy le champ du Cabriolant !* et l'autre : *Ou doulce Marie !*

Et les aultres :

Je nay plus rien que vendre !

Et alloient le mercredi de nuict à ladiete synagogue et dé-

seo havoyr vehu en ladiete synagogue, a sçavoir Claude Landecil, de Jurens, de dessus cheuz Gabriel, et ung enfant nommé Jehan filz dudiet Claude Landecil. *Item* la Jaquema de cheuz les Gros Valleyrie ; Ayme Perochier de Valleyrie et sa femme.

Item lung des Bozons, de Germagnier. *Item* Maurice de la Croix, de Sonzier ; Maurice Paris, de Dingie, et sa femme nommée Pernon, icelluy Paris de cheuz les Gaillard, de Vulbens ; *Item* la Genon Terlaude, femme de mestre Jehan Terlaud, de Vulbens.

Item la Pernette Tirasson, de Chevrier. *Item* la Françoise, vefve de Loys Philippe, de Vulbens, et la Jane, femme de Pierre Burla, de Chevrier.

Item dépose que lediet Morel luy donna une aultre boyte playne douguemont blanc avec ung petit baston blanc questoyt au bout noyr et ly diet quand elle vouldroyt aller à ladiete synagogue quelle ongnit lediet baston blanc en disant : *baston blanc ! baston noyr ! porte-moy la ou tu doibz ! ra ten au diable ! raz !*

Item dépose quelle esseia lediet poulset premier sur une cavalle quelle trouva ès près de dessoubz le Vuache, laquelle appartenoyt à Anthoyne cheuz les Ray, et meit lediet poulset par les jambes de darnier et ce feut pource que ung homme vieulx chez lesdict Ray ne luy havoyt pas voutu donner du pain, et laquelle cavalle morust incontinent.

Item confesse havoyr mys dudiet poulcet sur le col dung bovet appartenant à Curtet du Vuache, lequel morust incontinent, ce feiet pour ce qu'il ne luy havoyt pas volleu bailler du pain.

Item aussi confesse havoyr mis dudiet poulcet sur deux agneaulx, lung appartenant cheuz les Curtet et laultre cheuz les Ray, lesquels morurent incontinent. Plus confesse havoyr

mis dudiet pouleet sur ung morceau du pain, lequel elle donna à manger à un bochet appartenant à mestre Pierre du Verney, diet Perrin, lequel morust incontinent. Et davantaige confesse que si lediet Perrin ne luy donnasse à manger quelle feisse morir son enfant et il y a environ sept ans

Item dépose que la dicte Genon Terlaude luy diet une foyz quelle estoyt allee veoyr la femme du secrétaire Folly estant en gésine dung enfant à laquelle elle havoyt porté une dozeine d'œufz et ung pollet, lequel tout incontinent saulta sur ladiete femme dudiet secrétaire, et laquelle pollet estoyt mallade, car il ne povoyt fianter et luy diet quelle dobtoyt que ladiete secrétaire nen morust actendu que lediet pollet estoyt saulté sur elle et ce havoyt fait ladiete Terlaude pource que lediet Folly et elle se estoyent combattuz en parolles.

Item confesse que dempuy certain temps en ça elle venoyt du Vuache à Valleyrie et par les chemins elle rencontra son diet mestre *Morel* lequel luy diet : *Genefve va donner du poulece au fiz de Pierre Tissot, de Dingie et y va coucher ceste nuict.* Ce quelle feit et se aydant à eschauffer le pliy du brys (1) dudiet enfant, elle myt dudiet poulece sur le couvertour et sur larchet dudiet brys; et incontinent après elle morust et ce feiet sans que personne de la mayson luy heutz faiet desplaysir, mayz par le commandement exprest de sondiet mestre *Morel*.

Aussi confesse havoyr mys dudiet poulset sur le bras gauche de la Pernette mère des Barrachins de Sonzier et laquelle après morust incontinent pource quelle ne havoyt pas volleu luy donner du pain, et la faysoyt trop demourer à sa porte; il y a environ vingt ans.

Item confesse havoyr mys dudiet poulset sur le cochon (2) de la mère de la Ginevraz de Sonzier et ce feut pource quelle

(1) Mot patois pour berceau.

(2) La nuque.

ne volloyt pas quelle allasse sur ses possessions et incontinent feut morte et il ya environ de trente ans. Aussy a mis dudict poulset sur la main de la Genette, femme de Humbert Sommarretaz il y a environ dix ans et ce feut pource que elles se estoyent courroussées.

Item confesse que ladicte Genon Terlaude, sa compaignie, et elle ont faict morir la donne Laurence, femme dudict secretaire Folly et ce fut en inectant du poulset en une pomme sous le pacouz, laquelle elle envoya à ladicte Laurence par ladicte Terlaude ; et ce feut pource que Jacques, nepveu dudict secretaire, lavoyt injuriée et la rechignoyt et la volloyt battre, dequoy ladicte Laurence incontinent morust.

Item confesse avoir mis du poulset sur ung bochet appartenant à Jehan de Putaz de Vulbens, sur la teste vers les cornes, il y a environ troys ans et ce feut pource que François, le grangier, lhavoyt courroussée.

Et plus avant pour le présent naz estée interroguée : sur quoy sest comparu ledict noble procureur, lequel az requis estre remise ladicte détenue a ung aultre jour à confesser la pure vérité de tout ce quelle az faict et justice luy administrer.

Et nous Chastellain et Jurés predictz havoyr ouy ledict noble procureur et son dyre comme contenant à raison au long entendu havons remis et remettons ladicte Françoisse détenue et inquisite a demain heure de huict du mattin estre représentée par devant nous et spondant à toutes choses desquelles elle est intitulée et accoulpée comme dessus et nous confesser la pure vérité comme az promis autrement nous veoyr procéder en justice comment appartiendra.

Donné et faict judicialement au Chasteau dudict Viry, lan et jour que dessus.

Seconde confession et première répétition.

Lan que dessus et le quatorziesme jour dudict moys dapuril soyt notoyre à ung cheschung, qui les présentes verront, que en vigueur de nostre précédente rémission faicte en la personne de ladicte Françoise détenue et inquisie comme dessus, az esté représentée par devant nous Chastellain et les Jurés susnommés et az promis de dyre la pure vérité comme dessus. Et premièrement az esté répétée de toutes ses confessions ci-devant escriptes par elle faictes, lesquelles luy ont esté de moict à moict leues et données à entendre de nostre commandement par le secrétaire de nostre Court ; et le havoyr tout bien entendu, ladicte Françoise detenue derechiefz confesse le tout estre véritable, rattiffiant et approuvant dicelle le contenuz comme dessus est escript et davantaige confesse comme ci-après est escript.

Premièrement confesse havoyr mis dudict poulset sur une femme de chez les Deffiez de Germagnier il y a passé vingt ans et feut pource quelles sestoyent combattues ensemble à cause que ladicte femme de chez lesdictz Deffiez ne volloyt pas que ladicte détenue allasse vers leur fontaine, darnier leur mayson. Aussi confesse havoyr mis dudict poulset sur la grand'mère des Bordons, quelle se nommoit Françoise, et le mist par dernier et ce feut à cause de certaines parolles quelles heurent ensemble à la mesme année et lesquelles deux femmes morurent incontinent.

Item confesse aussi havoir mys dudict poulset sur les mains de Jacques Porral, dudict Germagnier, lequel morust incontinent après et ce feut en l'année que dessus à cause de certaines parolles quiz heurent ensemble et lequel Porral estoit *simple*.

Item confesse havoyr mis du poulset sur ung petit enfant appartenant au boyteux Piguilliet, dudiet Germagnier, et ce feut sur la main se eschauffant près du fourt. Et plus à présent naz esté examinée requerant estre remise à un aultre foyz. Et nous Chastellain, havoyr entendu les confessions faictes par ladiete Françoise dicté Genevaz inquisse, ensemble la confirmation et rattification des précédentes contenues ausdictes ses premières confessions, et le tout bien considéré, de la résolution de nosdictz Jurés, havons remis et remectons ladiete inquisse et détenue à demain heure accoustumée devoyr estre représentée par devant nous pour alors estre répétée derechiefz de toutes ses confessions et en icelles adjouter et diminuer ce quelle boutera; et de plus fort nous confesser la pure vérité et en après nous veoyr procéder à la formation du présent procès ainsi que par justice conviendra.

Donné et fait judicialement au Chasteau de Viry lan et jour que dessus.

*Tierce confession et dernière répétition avec ordonnance de
cognoissance.*

Nous Amied Dunant, chastellain, les Jurés et assistantz prédictez notifions à tous par ces présentes que aujourd'hui quinziesme jour dudiet moys d'april en l'année que dessus, havoyr esté en vigueur de nostre précédente rémission représentée par devant nous ladiete Françoise, dicté *Genevaz*, détenue et inquisse, laquelle après nous avoyr promis solennellement, premier layant admonesté comme appartient, nous dyre et confesser la pure vérité, az esté tout au long répétée de toutes ses responses et confessions ci-devant escriptes et par elle faictes de sa propre bouche, lesquelles az derechiefz confessés de moct à moct, confirmées, rattifiées et approuvées

disant le tout estre véritables et dicelles ne volloyr aulchunes choses adiouter ne diminuer et ne sçavoir aultres choses sinon que dessus, requerrant derechiefz comme par ci-devant az faict et sur le tout justice estre administrée et az confessé les aultres maléfices quelle az faict et que ci-devant naz confessé, comme sensuyt.

Item confesse havoyr veu en ladiete synagogue ladiete Genon Terlaude tant dessoubz Plan de Vers que aux aultres lieux susnommés et ce plusieurs foyz.

Item confesse qu'il ya environ de huict ou neufz ans, pour un jeudy jour de feste de l'Ascension, rencontra sondiet mestre *Morel* auprès du nant soubz Dingie, soubz les noyers des Bonniers, lequel luy dict : *attent moy icy car je voy querre de tes compaignes*. Et incontinent y vint un gros orrage et tempeste de sorte quil emmena plusieurs bestes au Rosne.

Item confesse que huict jours avant quelle feut prise havoyr esté à la synagogue et en oultre confesse havoyr mis ses deux boytes en ung partuis du fourt au Vuache, et az apporté lediet baston blanc en la prison, tottefoys ne sçait que icelluy est devenu et aussi havoyr mis estaché dudiet poulcet en une guiche de sa robbe pour en donner à ceux qui lui feroient desplaisir.

Item a confessé que le mestre de ladiete Terlaude Genon se nomme *Robin*, et rendant cause de science ladiete Terlaude luy demanda le nom du sien et par ce moyen elle a sceu le nom aussi du sien. Et finalement confesse que elle et sesdictes complices susnommées venoyent de ladiete synagogue thours aux premiers polletz chantantz.

Et nous Chastellain et Jurés susnommés, ayant ouy, veu et visité le présent procès et toutes les confessions et responses de ladiete Françoisse détenue et inquisée, ensemble les répétitions, confirmations et rattifications desdictes ses confessions

par elles faictes, aussi les informations, indices et accouplations contre elle produictz par lediet noble procureur, par lesquels droietz et sesdictes confessions trouvées toutes chose estre bien consonantes et verifiées au contenu dudiet procès, lequel de la résolution de nosdicts jurés et assistantz cognoissons estre pour bien formé et icelluy clouons par ces présentes, neanlmoingz adiournons ladiete Françoise, détenue et inquisie au vingtiesme jour du présent moys estre représentée pardevant nous au lieu de nostre tribunal publiquement, pour alors ouyr sur ses démérites proférer nostre sentence definitive précédemment et cependant nous faire apparoyr et démonstrer pourquoy à icelle ne devons procéder. Et lediet Noble procureur nous fayre verrillier ce que ne sera estre faict des confessions de ladiete Françoise inquisie, et nous veoyr dellinir et sententier sus le contenu dudiet procès comme par justice conviendra promptement. Donné et faict au chasteau dudiet Viry judicialement lan et jour que dessus.

Sentence criminelle donnée à la Françoise fillie de feu Pierre Grand, de la Roche, appelée vulgairement Genefve, advenaire et estrangière, en la terre et mandement de Viry, pour crime d'hérésie, intitulée de ce.

Nous Amied Dunant, chastellain, les Jurés assitantz de la terre et mandement de Viry pour les magnifiques et puissantz seigneurs Jehan et Gabriel de Viry, conseigneurs dudiet lieu, de la Croix, d'Espagnier et de Luillier, seavoir faisons à tous qui ces présentes verront que aujourdhuy, daete des présentes, en vigueur de nostre précédente rémission et assignation faicte en la personne de Françoise fillie de feu Pierre Grand de la Roche, en son vivant habitant de Genefve, icelle Françoise appelée vulgairement *Genefve*, comme advenaire et

estrangière détenue pour le crime d'hérésie sesmatice aux prisons de Viry à l'instance de noble procureur général et patrimonial dedietz magnifiques et puissants seigneurs de Viry, frères, lequel diet procureur suivant le prediete remise produict et reproduict tous ses droietz comme informations prises contre ladicte Françoise détenue, responce, confessions, répétitions et finalement procès formé deuement comme il appartient pardevant nous produict, suppliant et requerant attendu les choses susdictes et narrées, aussi lassignacion prédicte, dire droiet et sur letout justice administrer et sentence diffinitive préecessamment donnée.

Et nous dietz chastellain, ayant entendu la requeste dudiet procureur et considéré l'efficacité dicelle, bien visités les droietz par luy produictz, comme les informations contre toy, Françoise fillie dudiet feu Pierre Grand, le procès par toy formé avec les confessions par toy faictes et de ta propre bouche par toy confessés, par les causes susdites et à celle fin de juridiquement y procéder, le tout par naturel conseil, bien advisé. pource qu'il nous conste évidemment, toy Françoise, havoyr renie Dieu le créateur, prenant le diable *Morel* pour ton mestre et seigneur quest chose détestable, abhominable et crime de lèse-majesté; au surplus ainsi quest relaté en tondiet procès tu az faict et permis plusieurs crimes et maléfices, qui sont dignes de grievve punition et spécialement tu ez treuvée estre meurtrière volontaire, adhérant audiet diable par les pouldres et onguementz par lediet *Morel* à toy baillées, desquelles en a usé comme dessus az confessé et adiet, ton procès mentionné; et aussi après lesdictes confessions ont esté vérifiées les choses par toy confessées en tón diet procès mentionnées estre véritables ce quest contre la Majesté Divine: A ces causes justes et raisonnables havons a cecy movantes et de la résolution de nous assistantz con-

seillers et jurés participant avec nous du Conseil estant assis au tribunal, lieu de nous majours, de ceste nostre definitive sentence, laquelle donnons et proférons premièrement ayant invocqué Dieu à notre ayde pour faire droict jugement, en disant : au nom du Père, du Fils et du saint Esperit ; prononçons et sententions que toy, Françoïse fillie de feu Pierre Grand de la Roche, inquisite, jugeons et condamnons et les méfaits par toy perpetrés commis et faitez te condamnent havoyr la teste tranchée et estre de dessus les espaulles en tant que l'ame soyt séparée de ton corps. Et lediet corps estaché aux forches à troys pilliers eslevées au lieu dict en *Cor-nilles* avec une chayne de fert et ladiete teste estre mise et plantée en ung pillier au lieudiet en *Mal Querdon*, près du grand chemin tendant de Genefve à Chambéry et à Seissel ; te condamnant à tous despentz faictz au porchas dudict procès et détention, confisquant tous tes biens tant meubles que immeubles à nosdictz magnifiques seigneurs de Viry et lesquellx par les causes susdictes leurs adiungions par ces présentes ; mandant et commandant à tous subiectz, advenaires et aultres de quelles qualitez et estat quilz soyent, à tous officiers de ladiete terre et mandement de Viry, sus la poyne pour ung cheschung de vingt-cinq florins d'or, nostre présente sentence définitive faire mettre en exécution et de faire fort pour lexécution dicelle et à mestre Guillaume Carre, exequuteur de la aulte justice la présente nostre sentence exécuter promptement en tant quil touche son office et aussi lui en faisons le commandement, toutes oppositions, allegations et contradictions mises et cessantes.

Donné à Viry publiquement et judicialement au lieu accoustumé du tribunal soubz lorme dudiet lieu ce vingtiesme d'Apuril mil cinq centz quarante-deux.

Testimoniales de l'exécution de ladicte Sentence.

Nous Amied Dunant, chastellain, les jurés et assistanz dudict lieu de Viry, certiffions à tous par ces présentes estre comparuz noble Jehan Crestien, procureur-général et patrimonial desdictz seigneurs de Viry, lequel après l'exécution de nostre sentence donnée et proférée contre ladicte Françoise, appelée vulgairement *Genefve*, a la forme de laquelle sentence a requis et demandez luy concedder testimoniales de l'exécution dicelle, laquelle az esté faicte en la personne de ladicte Françoise à la forme de ladicte sentence et sur le tout à perpétuelle mémoire de ladicte exécution le porveoyr au nom que dessus de justice; pareillement de ce que ladicte Françoise estant soubz le gibet près du darnier supplice et article de la mort az rattifié, confirmé et approuvé le contenu dudict son procès estre véritables ainsi quelle pryoyt à Dieu quil luy soyt en ayde.

Et nous Chastellain, ayant entendu la requeste dudict noble Jehan Crestien, procureur, et considéré l'efficace dicelle par meure délibération du conseil de nous jurés et conseillers, sachant les choses par ledict noble procureur proposées havoyr estées accomplies et faictes en la personne de ladicte Françoise et à la forme de ladicte sentence par mestre Guillaume Carre bourreau et exécuteur de la aulte justice, a trestous les choses susdictes par ledict noble procureur proposées estre et desquelles luy concedons les présentes testimoniales commandant au secrétaire juré de nostre Court luy en faire acte publicque soubz le scel accoustumé de ladicte Court et le signet manuel dicelluy secrétaire : Et ainsy les luy octroyons par ces présentes. Donné publicquement et judicialement à Viry le vingtiesme d'April mil cinq centz et quarante deux.

PROCÈS CRIMINEL

contre Claude relaissée de feu Loys Collomb, de Léluyset, fillie de feu Mermet Boson, de Germagnier, formé par le procureur-général et patrimonial du magnifique et puissant seigneur de Viry devant noble Claude Dupuys, chaste-lain, Claude Rouph, François Dunand, Amed Villiet et Jacques Piccot, jurés assistantz.

Responce faicte le treis d'Octobre lan mil cinq centz quarante deux ; par son jurement sur les saintes escriptures, dessus la fraction des prisons et aultres délitz.

Premièrement interrogée si elle scait la cause de sa détention, laquelle a respondu quelle entend estre détenue pour ceque Jehan Thoma a dict quelle estoit meschante, ce quelle nest, ains est femme de bien ; lequel souvanteffois luy disoit que lon lyroit querre pour la mener en prison.

Interrogée combien de temps il y a quelle est céans dedans detenue et d'empuis quelle a esté détenue si elle sen est allée hors du chasteau sans estre libérée de la justice ; laquelle respond quil y a sabmedy passé sept jours quelle fust amenée icy au chasteau de la Perrière par Jehan Blanc et Guiot Mes-tral, officiers et que le lundy suyvant de nuict, environ la

mynuïet voyant que lediet Guiot Mestral, officier, dormoit, se leva secrètement et puis vint à la fenestre de la chambre où elle estoit, par laquelle se gectit à bas.

Interrogée pour quelle cause elle sen allit faisant infraction de prison et si elle se fist aucun mal. Laquelle respond quelle sen allit pource que Jean Thomas, mary de sa niepee, lavoit souventeffoys sollicité quelle sen allisse disant quil faisoit mal estre prys à tort ny à droiet et que quand elle se gectit par la fenestre quelle se feist mal en tant que quasi ne se pouvoit lever.

Interrogée en quel lieu elle sen allist et quel lieu elle passit. Respond quelle sen allit à Racla, en la mayson de Amed Bel et allist toute seulette et quand elle fust illec elle entrit en la mayson et luy dist quelle venoit du chasteau de la Perrière, duquel estoit sortye par une fenestre, disant que lediet Thomas lavoit faiet mettre en prison.

Interrogée pour quelle cause elle nesen allist à Leluyset en sa mayson de son feu mary et pourquoy elle ne demeurist rièrè la terre de Viry, sans sortir dehors des pays. Laquelle respond quelle sen allit dehors des pays et sen vouloit aller si loing que on ne la vist onques pour crainte d'estre retournée en prison.

Interrogée si auleungz la appelée hérectique ni *lonnaz*. Laquelle respond que lediet Jean Thomas la appelée hérectique et quelle avoit tué son filz et ses vaches une foys tant seulement.

Interrogée de quel mal le filz de Jean Thomas est trépassé. Laquelle respond quil est mort du mal du mallet (1) et quil ne demeurit pas que ung jour et une nuïet malade.

Interrogée si lediet Jean Thomas a faiet auleungz tort ou quelque extorsion à ladiete détenue. Laquelle respond que

(1) Muguet des enfants.

souventeffoys ledict Jehan Thomas luy a faict plusieurs douleurs.

Interrogée si elle a vendu aulcung porceau à Pierre Testu, dict *Daymuz*. Laquelle respond que sa belle mère une foys vendit ung porceau audict Pierre Daymuz.

Interrogée que recovrist l'argent dudict porceau et si jamais elle demandit audict Pierre Daymuz. Laquelle respond que ledict Jehan Thomas le recouvrist et que une foys elle demandit l'argent audict Pierre Daymuz en la terre dudict Jehan Thomas, lequel respondit quelle ny avoit rien et dempuys na onques veu ledict porceau et ne sçait quest devenu.

Interrogée en quel lieu elle a demourée pendant ces moyssons prochainement venant, laquelle respond quelle a demoiré à Augniez et à Chissinovaz.

Interrogée combien de temps elle a demourée à Augniez. Laquelle respond quelle ny demourit que ung jour, pource que le grangier appelé Jannyn ne la vouldist pas pource qu'elle luy avoyt dit le soir qu'ilz ne demoureroient pas pour le pris qui vouloit

Interrogée si elle veist alors aulchung bœufz audict chasteau ny à lestable. Laquelle respond quelle ne veist point de beufz audict lieu d'Augniez et qu'elle ne fust aulcunement en lestable ny à la porte.

Interrogée si elle ne dist point au serviteur dudict grangier les parolles suyvantes ou en effet semblables : *les gaillardz bœufz*, estant en la porte dudict estable cependant quil glectoit (1) les dictz beufz. Laquelle respond que non et quelle ne veist audict chasteau ny en lestable point de beufz ny vaches.

(1) *Glecter*, mot palois pour atteler ou plutôt mettre les bœufs sous la joug.

Interrogée au départir dudict lieu d'Augnier en quel lieu elle allist et si elle ne fust rien à Syonzier (Songy) et parlist audict lieu de Syonzier a Ayma Feaz, mère de la femme dudict Jannyn, grangier et si elle luy diet poinct que ledict grangier, son filiastre, ne gaigneroit rien de ce que ne lavoit pas retenue. Laquelle respond quelle s'en allist a Chissinovaz et passit par le village de Syonzier, là où elle parlit à ladiete Ayma Feaz, luy parlant de beaucoup de choses, touteffois elle ne dit pas les paroles sus escriptes.

Interrogée davantage si elle sçait que ledict grangier d'Augnier eusse poinct de beufz et si elle en vit poinct. Laquelle respond que ledict grangier navoit point de beufz et quelle n'en veist point.

Interrogée si elle sçait quil soit poinct mort de beufz audict grangier. Laquelle respond quelle nen sçait riens touttefois qu'elle a ouy dire à la Laurette de chez Collomb quil estoit mort ung beufz audict grangier du gros mal.

Interrogée si elle est allée rien de nuit. Laquelle respond que non, seulement une foys quelle allit avec Briton de nuit à Cernex.

Interrogée si elle eust oncques peur. Laquelle respond que non.

Interrogée si elle sçait quil soit point dhérétiques. Laquelle respond que non, sinon quelle a veu deffaire (exécuter) certains, lesquels lon disoit questoient hérétiques, il peult estre quilz fussent comme elle, entend gens de bien.

Interrogée si dampuys messons elle nest rien allée à Marlioz et si en allant elle dist à une fillie, laquelle trouvit dessus Leluyset : *si quelqu'un te demande si tu mas rien veu, dis leur que non*. Laquelle respond qu'elle est allée à Marlioz pour ayder à moyssonner mais elle ne trouvit nully en son chemin ny diet les parolles suscriptes ; et elle n'a rien esté plus outre interrogée.

Sest comparu lediet procureur demandant sur la confes-
sante information ministrer justice et icelle estre detenue en
griefve prison, attendant la variation de sa responce et con-
fession a été remise a Guiot Mestral, officier, en luy comman-
dant la devoir, mettre ès prisons seures et aux fers, remectant
ladicte Claude a demain de matin heure de sept à respondre
personnellement.

*Responce et répétitions faictes par ladicte détenue le quatriesme
jour d'Octobre par son jugement et ès-mains et présence les-
quels que dessus.*

Premièrement interrogée sur tous et singuliers interrogatz
suscriptz laquelle a respondu comment est contenu en sesdic-
tes responces désia faictes aus dietz interrogatz ; réservé quelle
a respondu que quand elle s'en allist faisant infraction de
prison quelle s'en pensoit retourner de trois ou quatre jours
après.

Interrogée de quelle mort elle entend que Loys Collomb,
son feu mary est mort. Laquelle respond que elle entend que
le mal dont il mourust luy fust donné par hérétiques pource
que ceulx qui le cousyrent luy ont dit que ledit Loys nestoit
rien devenu royde, ains estoit humide comment une patte.

Interrogée si dampuys peu de temps en ça elle a parlé et
prié auleung du villaige de Léluyset pour venir parler à égrège
Claude Testu affin de sçavoir si elle estoit rien acculpée en
cryme dhérésie. Laquelle a respondu que non, touttefois que
lediet Testu et André Cochet certain jour duquel ne se record
luy parlirent disant que si elle vouloit leur donner une pièce
d'argent quilz losteroient des procès des hérétiques.

Interrogée de quelle mort elle entend que Claude Collomb
et Pernette sa femme soient mortz. Laquelle respond quelle
ne sçait de quelle maladie.

Interrogée si jamais luy a esté reproché quelle les eusse tués. Respond que non.

Interrogée si elle entend quil soit poinct dhérétiques. Laquelle respond que par le passé elle entendoit quilz fussent des hérétiques, mais à présent elle entend quil nen soit point.

Interrogée si elle sçait quil soit poinct avorté de cavalle à Georges Pastour et si une foys elle hostit en la présence de ceulx qui escossoient en la grange de Georges-Aymé-François Testu, le foin de devant la cavalle dudict Georges Pastour et en remist daultre. Laquelle respond quil est vray que une foys elle allist en ladicte grange et prist du foyn pour donner à leurs beufz questoient en la bouège de ladicte grange et que ce estre faiet le seigneur (*sic*) dudict Georges Pastour luy diet quelle avoit pris leur foin, quoy voyant pour peur de parolles et débat elle s'en allist, mais elle ne print point de foin de devant la cavalle dudict Georges ny au lieu auquel il la tenoit.

Interrogée si elle sçait que Pierre Testu diet *Guydon* aye aulcune vache qui fusse malade avant ce qu'elle fusse détenue. Laquelle respond que non.

Interrogée si elle fust jamais combattue à parolles avec ledict Pierre Testu. Laquelle respond que non.

Interrogée si elle s'est oncques confessée du crime dhérésie. Laquelle respond quelle sest confessée au curé de Cernay et quelle luy diet que les gens disoient quelle estoit hérétique. Sest comparu ledict procureur produysant les informacions prinses à l'encontre de ladicte Claude detenue en ses confessions spontanées par lesquelles informacions se trouve estre perjure et grandement du crime dhérésie indiciée, et aussi variable à ses responces et avoir faiet fracture de prison, demande ladicte détenue afin de ce que lon aye la vérité de

sa bouche et que ses délitz ne demourent impugnys estre torquée et torturée et ladicte Claude disant que son corps ne mérite estre torqué ny torturé, demandant de ce lettres testimoniales.

Responce et répétition faicte par ladicte détenue en les mains que dessus, le même jour heure de midy.

Premièrement interrogée sur tous les interrogatoires dessus a elle faiciz. Laquelle a respondu que ses responcez sont véritables.

Interrogée si jamais elle s'est donnée au diable. Laquelle respond qu'il y a envyron vingt ans quelle print en leur mayson ung quart de froment, lequel vendit à la femme de Jacques Collet de cheuz Mareschal, pour le pris de six solz ; laquelle femme dampuys diet à ladicte détenue que la mesure nestoit pas audict froment, à laquelle elle respondit les semblables parolles, en effect : *Je me donne au dyable !* si estoit de quoy se confessit et dampuys elle ne dit rien.

Interrogée si quand elle se fust donnée au dyable elle veist quelque chose. Laquelle respond que non.

Interrogée si la femme à laquelle vendist ledict quart de froment est toujours en vie. Laquelle respond qu'ouy et que c'est la femme laquelle a de présent ledict Jacques Collet dict *Callie*. A esté remise à demain heure de matyn à comparoir personnellement dire et respondre la pure vérité sur la poyne de la torture.

Ordonnance faicte par les sus nommés chastelain et assistantz le V^e doctobre.

Sest comparu le procureur patrimonial produisant contre Claude, relaissée de feu Loys Collomb détenue, les informa-

cions contre elle prises, ses confessions, une actestation faicte par les nobles chastellain et assistantz de la Court de Viry, deuement scellée et par egrege Claude Testu signée datée de l'an mil cinq centz quarante ung et le vingt-septiesme jour du mois de septembre demandant de ce que les délitz ne demeurent pas impunis et que puissions avoir la vérité diceulx de sa bouche ; actendu que par lesdictes informacions appert maximelement par la déposition de aulcungz ses parentz et affinez ladicte Claude est grandement indiciée du crime dhérésie et par ses confessions nous appert icelle estre parjure pour ce quelle a respondu estre de ce par plusieurs foys réitérer quelle navoyt du temps de moyssons point veu de beufz au chasteau ny grange d'Augniez, ny moins avoir esté en la porte de lestable ou *boua* de la dicte grange, de quoy par lesdictes informacions nous appert du contraire ; et pour ce qu'elle a respondu quelle navoit jamais prins auleung pour aller avec elle envers le secretaire Testu pour sçavoir si elle estoit poinct acculpée du crime dhérésie, de quoy aussi par lesdictes informacions maximelement par la déposition de Pierre Testu dict *Daymoz* et la déposition de André Cochet nous appert avoir faict fracture de prison sautant par une fenestre bien haulte et sen allant de nuit hors des pays, mectant son corps en dangier de tuer, que nottillie confession du délict, et aussi pource qu'elle est en ses confessions variables daultant que en sa première responce elle a respondu quelle pensoit aller si loing que on ne la visse oncques pour crainte destre reprinse et à sa seconde quelle ne pensoit que demourer trois ou quatre jours et puy sen retourner ; et finablement que par la dicte attestation appert icelle estre acculpée par Claude femme de Pierre des Fefs, avoir esté avec elle et aultres leurs complices par plusieurs en divers lieux, à la synagogue des hérétiques ; ladicte Claude estre torquée et torturée et ministrer justice : Et nous

Chastellain, de la résolution de tous nos Jurés assistantz avec nous en conseil ordonnons ladicte Claude estre mise en la corde de torture pour les causes par lediet procureur alléguées ; mandantz à nos officiers debvoir estre mise nostre ordonnance à exécution.

Responce faicte par ladicte Claude le jour que dessus par son jurement.

Premièrement interrogée si elle veult et consent que tous ses voysins de Leluyset soient examinez sus la voix et fame dicelle et si elle sçait quelquun de ses voysins et habitantz dudiet villaige quil ne soit homme de bien et quil ne soit digne estre admis en tesmoing. Laquelle répond, iceulx estre à elle quasi tous nommez, quelle ne sçait au villaige de Leluyset que gens de bien, de bon nom et fame, dignes destre admis en tesmoigniage et quelle ne volisse quilz fussent examinez dessus sa renommée et fame.

Premièrement interrogée si du temps des messons prochainement passées, quelle fust en messons au chasteau d'Augniez, elle veit point de beufz et fust en la porte de la boua (étable) disant au serviteur les semblables parolles en effaict : *ho les gaillards beufz, Dieu les gard !* Laquelle a respondu que non. *Item* si en allant aussi du temps de messons de là le Sion elle parlit rien ni veit par chemin Pierre Collomb, laquelle a respondu que en allant alors delà le Sion a marché lediet Pierre Collomb lui parlit disant qu'elle avait tué un beufz au grangier d'Augniez.

Interrogée si elle sçait rien le lieu appelé *Pierre Sauza*, le lieu appelé *Les boucles*, *Pierre-Pilliod*, et *Praz-Feyge*, *La Fontaine de Pommier* et *Grataloup*. Laquelle a respondu quelle sçait le lieu appelé *Pierre-Pilliod* et *Les boucles*, mais non pas auleung des aultres lieux.

Item estre torturée et lui estre donné une estrapade, na rien voulsi confesser des interrogatz à elle faictz : à sçavoir navoir veu en Augniez auleung beufz ny avoir dict au serviteur les parolles comprinses en l'interrogatz a elle faict. *Item* interrogée si encques elle eust peur ; si jamais elle a esté à la synagogue des hérétiques. Laquelle a respondu que une foys, heure de midy ou environ, elle allant par le vionnet (1) dernier leur mayson de Leluyset vint un follet lequel lui tordit le col en tant qu'elle avait la bouche virée de dernier, mais elle se recommanda à Dieu et se feit veucter à leglise tellement quelle en fust guarie.

Et cest avoir receu une aultre estrapade, a esté remise de jour à jour se comparoir personnellement et respondre la vérité de ce que lui sera demandé soubz la *poyne de recevoir torture tant que son corps pourra porter*.

Responce faicte par ladicte Claude détenue le septiesme jour du mois d'Octobre, par son jurement sur les saintes Escriptions de Dieu, de dire la pure vérité de ce que lui sera interrogé, sur la poyne destre pugnée comment parjure et avoir le délict pour confessé et cest en son cas propre et comment tesmoing en cas d'aultruy.

Premièrement estre interrogée quand elle fust au chasteau d'Augniez en moyssons si elle vit audict chasteau pinct de beufz et fust en la porte du *boua* (étable) de la grange dudict chasteau et dist au serviteur du grangier les parolles suyvantes ou en effect semblables : *ho ! les gaillardz beufz, Dieu les gard !* Laquelle a respondu que non.

Interrogée davantaige. Laquelle a respondu quelle ne vit

(1) *Vionnet*, sentier.

oneques beufz audiet chasteau ny quelle ne dist oneques telles parolles audiet serviteur.

Interrogée sur tous aultres articles désia a elle faictz. Laquelle respond comme paravant.

Item estre tyrée en la corde et par certain espace temps, environ ung quart d'heure estre laissée ladicte corde pendue, la réadvisant et interrogant. Laquelle na rien confessé.

Item luy estre donnée une estrapade. Na rien confessé.

Item luy estre donnée encoure une aultre estrapade. A dict respondu et confessé quelle estant en moyssons au chasteau Daugnies ung soir allit en la porte du *boua* de la grange et dist les parolles suyvantes ou en effect semblables au serviteur qui estoit audiet *boua* estachant les beufz de son maistre : *Voicy des gaillardz beufz, Dieu les gard !*

Interrogée combien de beufz il y avoit audiet *boua*. Laquelle a respondu quil y en avoit quatre.

Interrogée si le lendemain elle vit rien au matin lediet beufz Laquelle a respondu que le matyn en sen venant veu en la curtine dudiet chasteau deux desdictz beufz, lesquels lediet serviteur glectoyt.

Interrogée si elle sçait que aulcung desdictz beufz aye esté malade et lequel. Laquelle respond que le plus gros desdictz beufz a esté malade.

Interrogée comment elle sçait que lediet beufz aye esté malade. A respondu quelle y a ouy dire.

Interrogée où elle allit au départir dudiet chasteau et par quel lieu elle passit et en son chemin èsquels elle parlit, de quoy et quoy elle leur dict. Laquelle respond et confesse quelle allit à Chissinovaz et passit par le village de Syonzier et trouvit l'Ayma Feaz à laquelle outre plusieurs paroles dict que le grangier d'Augniez len avait envoyée et avoit retenu les aultres, mais quil heusse myëulx gaigné de la garder. Et en

oultre quil y a environ ung an et huict jours devant ce quelle trouvasse ung foullet darnier leur mayson, duquel a désia déposé, sapparut à elle ung homme, lequel lui dict que si elle vouloit se donner à luy quil la feroit venger de tous ses ennemys ; lui disant : *donne-toy à moy* ; et elle se donna à luy.

Interrogée en quelle espèce il sapparut à elle et en quel lieu. Laquelle respond quil sapparut à elle de jour, environ midy, en leur mayson de Leluyset, en laquelle estoit toute seule, en espèce de bel homme vestu de roge, et luy disoit quil estait grand maistre, riche et quil la feroit riche ; et quelle print de gresse de chat et quelle en mist sur les bestes et sur les gens quelle vouldroit tuer. En tant que une foys dempuys, Jehan Thomas tua ung chat questoit bien gras appartenant aux Pastours pource quil mangeoit leurs poussins ; lequel chat elle allit prendre et print sa gresse.

Interrogée si elle a rien essayé ladicte gresse. Laquelle respond quelle la essayée sur une de leurs chièvres, mectant de ladicte gresse en la teste entre les deux cornes, en tant quelle en morust.

Interrogée si elle demandit rien audict homme vestu de roge quil estoit avant que se donner à luy. Laquelle respond que ouy et quil respondit quil estoit le dyable, mais ce nonobstant elle se donnit à luy.

Interrogée davantaige la réadvisant de non dire que la vérité a dict et confessé quil y eust environ six ou sept ans au moys de mars que les arbres sont flourys, en cuillant par darnier leur mayson du boys environ des sises (1) ; sapparut à elle ung bel homme, vestu de roge, lequel luy dict les semblables parolles : *que faiz-tu icy, te veulx-tu donner à moy et je te vengeray de tous tez ennemys*. Laquelle luy demanda quil estoit et il respondit quil estoit le dyable et elle luy dict quil

• (1) *Sise*, mot patois pour *haie*.

estoit ung *orde chaloupe*. Et alors il respondit quil estoit tant bel homme et quelle se donnasse à luy ; ce quelle fist renūçant à la persuasion dudiet dyable lequel luy diet quil se nommoit *Lyon*, Dieu et le saint baptesme, lui faisant hommaige en le baisant au ..., luy promectant de troys ans en troys ans ung pollet ; et lediet dyable lui mist sa marque sur loël droict, luy baillant de gresse noyre en une boyte et luy dist quelle mist dessus les bestes et les gens quelle voldroit tuer.

Interrogée si elle a rien esprouvé ladicte gresse. Laquelle respond quelle lessayat la première foy sur ung de leurs polletz luy mectant sur la teste, lequel en morust ; en après sur une de leurs chièvres, luy mectant sur la teste entre les deux cornes et elle en morust ; et puy sur deux de leurs vaches leur mettant de ladicte gresse sur le cropion, lesquelles en morurent.

Interrogée si elle a tué point daultres bestes. Laquelle respond et confesse que pourceque Jehan Thomas sestoyt combattu avec elle, elle miet de ladicte gresse sur ung porceau, il y a environ deux ans en temps dyver.

Interrogée en quel lieu elle allait à la synagogue des hérétiques et avec lesquelz. Laquelle respond qu'elle a esté à la synagogue des hérétiques avec la George Ginasson, la Colette Pantet et Anthonie Pantet, Martine sa sœur et la femme de Loys Pettasson, darnier la mayson de ladicte George et darnier leur mayson ; et aussi vers Pierre Pilliod, avecques les prénommées et avec la femme de Benoist Callie, et la femme de Pierre des Fiefz et chantoyent plusieurs chanssons à sçavoir la chanson : *Galepinet, madame Galepinet* ; et elle disoit la chansson : *En paradys vont les boyteux et gens qui rien ne vallent, et en enfer les gentilz galantz quont la teste fumaise*. Et aussi elle a diet et confessé que George Ginasson a tué le filz de Jean Thomas, une foy quelle lallit alayter environ

midi ; et puis après elles se trouvèrent ensemble vers le bachex (1) et ladicte George luy dict : *je croy que Jehan Thomas eusse mieulx gagné d'avoir son filz entre les braz que je lay tué* ; à laquelle ladicte détenue respondit quelle avait bien faict.

Et plus na esté interrogée, ains a esté dheure à heure pour respondre.

Response faicte par ladicte détenue le neuvième doctobre

Premièrement interrogée combien de temps il y a quelle fist l'hommaige au diable. Laquelle respond et confesse quil y a environ six ou sept ans quelle fait l'hommaige au dyable comme jà a confessé du temps que les arbres estoient flourys et confesse ce que désia a confessé et en oultre a confessé que pourceque feu Loys Collomb, son mary, la charotoyt et courossoit pour sa mère avecq laquelle sestait combattue pour une esuelle de papet (2) de nuict estant couchiée avecque luy, elle prist de la gresse, laquelle le dyable son maistre luy avoit baillée, et luy en mist derrière le cochon (la nuque), en tant que deux jours après devinct malade, de laquelle maladie il trépassit, de ce monde en l'autre. Et aussi quil y a environ troys ans, pourceque Jehan Thomas lavoit corrossée quelle miet de ladiste gresse sur ung veau, lequel un jour après morust et aussi avoir mis de sadicte gresse sur un beufz à sa tante Andrée, lequel morust il y a environ cinq ans.

Interrogée en quel lieu elle fust premièrement à la synagogue des hereticques et avec lesquelz. Laquelle a respondu quelle fust premièrement à la synagogue darnier la mayson de George Ginasson, avecques ladicte George, Colette Pantet, Martine

(1) *Bachex*, fontaine publique.

(2) *Papet*, soupe au riz très-épaisse, jadis la nourriture habituelle des paysans ; il y a peu de temps encore seule nourriture donnée aux moissonneurs.

Pantet, fille de ladicte Colette ; et dempuys un an en ça avecques Anthoine Pantet filz de ladicte Colette ; et nen sçavoir point daultres. Et dict que disaient des chansons, lune : *Galpinet, Madama Galpinet*, et l'autre : *En enfert vont les boyteux et gens qui rien ne vallent et en paradis vont les gentilz galantz qui ont la teste fumeuse*, en dansant et que ne tenoyent la synagogue que de deux ans lung, et se tenoyent vers la Pierre Pilliod. Et aussi quil y a environ ung an, pourceque Anthoine Pantet lavoit volsi battre elle allit en la bouège (étable) de la grange desdictz Pantet et mist de ladicte gresse sur un bovet (taureau) appartenant audiet Pantet, tellement que de troys jours après, il en morust.

Interrogée pourquoy lediet Anthoine Pantet la vouloit baptre. Laquelle a respondu que cestait pource quil disait quelle lavoit maudit.

Interrogée si les choses par elle confessées sont veritables laquelle a respondu que toutes les choses par elle confessées sont véritables.

Mise en la corde, pendue laulteur dung homme, interrogée si elle a veu auleung aultre en la synagogue que ceulx lesquelz a dessus accusé, luy estre deffendu sur la poyne de troys traictz de corde de non acculper auleung à tort. Laquelle a respondu que non, quelle nen sçait point daultre. A esté remise à demain heure de sept de répondre la vérité.

Response faicte par ladicte détenue le dixiesme jour d'Octobre, matin.

Premièrement estre interrogée sur les choses par elle hyer confessées sont véritables. Laquelle a respondu et confessé de sa spontanée volonté les choses par elle confessées estre véritables, les confessant de poinct en poinct, sans rien de leur

contenu obmettre et en oultre que une foys en allant querre des beufz de ses frères en la *prallie* (1) de Germagniez, son maistre le dyable sapparust à elle, luy disant : *Où va tu*. Auquel elle respondit quelle allait querre des beufz et il dict quelle ne faisoit pinct de mal à ceux qui le luy faisoient ; et alors elle mict de la gresse que sondict maistre luy avait balliée su une porche (*truie*) qui morust.

Interrogée si elle a jamais sollicité aulcung de le mener à la synagogue. Laquelle a respondu que non. Et a confessé que George Ginasson portoyt à leur synagogue une de ses filles que sappelloit Pivot et par son nom propre Pernon. Et dict et confesse que elle et Michel Boson son frère estant en la mayson de Pierre Desfiedz en devisant et parlant du mariage de la fille de Jehan Desfiedz et de Léger son mary, Claude femme dudict Pierre Desfiedsz, dict que pource quilz avaient douleur de ce que ledict Jehan Desfiedz mariait sa fille, as bien quil faillioit faire quelque chose pour les encharmer afin que ladicte Léger ne heusse sa compaignie ; pourquoy une foys certain jour après ladicte Claude femme dudict Pierre Desfiedz dist à ladicte detenue que le dyable son maistre luy avait dict quelle prisse certaines aguillies et une aguilliette et quelle les misse en leur couche et que de deux ans après ledict Léger aurait la compaignie de ladicte fillie de Jehan Desfiedz ; et doit passer le terme dicy à peu de temps et ne sçait lequel a mis ledict achièrement de Pierre Desfiedz et de sa femme. Et aussi confesse avoir veu à leurdicte synagogue Nicolas Adnard et Guyon sa femme, Phelippe Gentil, Anthoine Vallier, et Michel Boson son frère, Claude Girard le fol de Vers, et sa fille qui sen sont allés hors du pays ; la mère des Ducrot dict Girard, qui sen est allée hors du pays, son filz le cousturier, la femme de Beney Callie, de Cheyney ; Claude femme de

(1) *Prallie*, prairie humide.

Pierre Desfiedz ; et à ouy dire à ses complices que ung homme qui estait bouché (masqué) qui venoit à leur synagogue et qui venoit de Syonczier (Songy) et que cestoit Maurys de la Croix ; toutteffois elle ne le cogneu pas ; et par plusieurs foys a veu en ladicte synagogue Georges Ginasson, Colette Pantet, Martine et Anthoine ses enfants ; toutteffois elle ne sçauroit pas dire de vray si Martine, fillie de ladicte Colette, alloit à la synagogue, car elle ne la pouvoit pas bien connoistre pource quelle estoit bouchée (masquée) et plus na esté interrogée.

Response faicte par ladicte Claude détenue le dixième Octobre

Premièrement interrogée si les choses par elles confessées sont véritables. Laquelle a dict et confesse quil est vray quelle se est donnée au dyable lequel prinst pour son maistre en renunçant Dieu et la Court celestielle de paradys, lequel (diable) sappelloit *Lyon*.

Interrogée quelle doléance elle avoit quand elle trovit le dyable. Laquelle a respondu quelle sestoit battue avecque sa fillie, pource quelle avait versé le lait.

Interrogée en quelle lieu ils tindrent la synagogue la dernière foys. Laquelle respond quilz la tenirent au pré dernier la mayson de George Ginasson, lequel appartient de présent aux Routh et cest dempuys que lesdictz Routh ont acheté ledict pré.

Interrogée combien de foys elle a esté en leurdicté synagogue. Laquelle respond quelle a esté à ladicte synagogue environ cinq foys, tant vers la *Pierre-Pilliod* quaudict pré avec ladicte George Ginasson et Colette Pantet et Maurise et Anthoine enfants de ladicte Colette.

Interrogée par quel lieu elle sortoit de sa mayson et comment

elle faisoit. Laquelle respond quelle prenoit ung petit baston court, lequel elle engressoit de ladicte gresse que son maistre qui s'appeloit Lyon, luy avoit ballié et disoit : *baston blanc, baston noir, meyne moy là où tu dois* ; et puy sortoit par la fenestre et alloit à leur synagogue, ès lieux que dessus, là où, comment désia a confessé, chantoient et dansoyent autour dung feu pers (vert).

Interrogée combien de foys son dict maistre luy a baillié de ladicte gresse. Laquelle respond que une foys, car elle ne se dechesoyt rien, combien quelle en ostoit souventeffois.

Interrogée quel tribuct elle donnoit au dyable. Laquelle respond quelle luy donnoit ung pollet lequel la dernière foys mit sur le tronc d'une noyre (1) dernier leur mayson de Léluyset là où son maistre le print.

Interrogée si aulcung aultres que ceux lesquels a accusés ont estez à la synagogue des hérétiques avecque elle. Laquelle respond quelle a veu vers la Pierre-Pilliod Maurys de la Croix, touttefois elle ne le cogneut pas pource qu'il estoit bouché, mais elle demandit à ses complices lequel estoit icelluy que-toit bouché, lesquelz luy respondirent que cestoit Maurys de la Croix. Et aussi a veu vers ladicte Pierre Pilliod une femme de Chenex, femme de Benoist Callye ; laquelle comment a ouy dire estoit morte ; aussi un coudurier (2) de chez Girard, Claude Girard le fol et sa fille, que sen est allée et aussi la femme de Pierre Desfiedz qua esté exécutée par justice et la Loyse Gonet, de Germagniez.

Interrogée si les aultres choses par elles confessés sont véritables. Laquelle respond que ouy, rattifiant la confession par elle faicte à sçavoir que la George Ginasson a tué le filz de Jean Thomas, de son consentement ; car ils demeurent

(1) *Noyre* ou *nuyre*, nom patois du noyer.

(2) *Coudurier*, tailleur.

raront darrest ensemble (d'accord) que ladicte George le yroit alayer et quelle luy donneroit le mal ce quelle feist et puis après ladicte George ledict à la dicté détenue laquelle respondit quelle avoit bien faict. Et aussi elle a rattiffié avoir donné la maladie à Loys Collomb son feu mary, au mode que désia a confessé.

Interrogée si quand ilz tenoient la synagogue dernier la mayson de George Ginassson, ilz navoient rien peur que lon ne les visse. Laquelle respond que non, car chascun estoit dormyr.

Interrogée si sondict maistre luy a oncques rien donné. Laquelle respond que son maistre une foys lui dict les semblables parolles : *Que te donneray-je, tiens je te donneray ce couvrechiefz*. Elle prit et le mit dans larche, et jamais elle ne la porté et est de toyle rossette bien prime (mince).

Interrogée si elle ne pavoit point faire de mal sans la gresse que son maistre lui avoit baillée. Laquelle respond que ouy, car son maistre luy avoit dict que quand elle vouldroit faire mal, combien quelle nauroyt point ladicte gresse quelle misse la main sur ce quelle vouldroyt tuer.

Au tant que ces messons prochainement passées, ung lundy devers les vespres en revenant de glanire au chasteau d'Augnies elle alla au *boua* (étable) de la grange et mit la main dessus (un bœuf) soubz l'espérance de le tuer.

Item a dict et confesse que une foys et pendant quelle estoit en prison au chasteau du Vuache, sondict maistre dyable allit parler à elle et dict que lon ne luy feroit rien.

Item a dict et confessé que huict jours avant ce quelle fusse détenue elle mist de pouldre que son dict maistre semblablement luy avoit baillée sur ung porceaa appartenant à Jehan Thomas, lequel mourut.

Item dict et confesse quil y a environ troys ans, que pourcee que Claude femme de Nicolas Boson son frère ne lui faisoit point bonne chière quand elle alloit dans la mayson de ses frères, elle mist dune pouldre noyre que son maistre luy avoit baillée sur les reins dune fillie appelée *Guite*, fille dudict Nicolas son frère et de ladicte Claude, autant quelle en morut.

Item a dict et confesse que porce que Loys Routh filz du curial Routh portoit et amparoit Jehan Thomas, lequel lavoit baptue un jour, elle allit trover ledict Loys Routh au cymetière de Leluyset et luy allit parler de ce que ledict Jean Thomas lavoit baptue et en parlant avec luy voyant que ne luy volloit pas complaire et quil supportoit ledict Thomas, elle mist de ladicte pouldre noyre sus les rains dudict Loys, lequel estoit en collère en disant : *Prendz de part le dyable*. Et nous a demandé si ledict Loys estoit mort ; disant que sil nestoit mort quil ne morroit plus.

Interrogée si les choses par elle confessées sont véritables. Laquelle a respondu et confessé que toutes les choses par elle confessées sont véritables ; et cest sans avoir auculne torture ny tyrée.

Responce et confession faicte par ladicte détenue le ungziesme dOctobre.

Laquelle estre interrogée si les choses par elle confessés sont véritables. Laquelle a respondu et confessé quelles sont véritables. Totteffoys que la fille laquelle elle tua à Nycolas son frère ne sappeloit point Guite mais Jacquemie filliolle de Jacques Pernet. Et quelle a veu à la synagogue, il y a environ cinq ou six ans que Guite, relaissée de Girard, laquelle sen est allée au pays de Vaud et lung de ses filz quest couturier furent à la synagogue des hereticques vers la Pierre-Pilliod. Et quil

y a environ vingt ans, que du temps que les gens alloient à Chambéry au saint suayre, revenant de Léluyset là où elle estoit allée pour vendre des pommes aux passantz dempuys le villaige de Germagniez, quand elle feust vers la Pierre-Pillioud et estant triste de ce que lon vouloit luy donner pour mary ung homme de Jurens des Floretz, lequel on disoit questoit hérétique, trouvit ung homme noyr, lequel luy diet les parolles suyvantes, ou en effect semblables : *tu va bien pensant ; en quoy pense-tu*. Laquelle luy diet quelle pensoit en ce que dessus a diet ; et alors il diet : *ny pense rien car je feray bien que tu en auraiz ung aultre, si tu veulx te donner à moy* ; auquel elle diet quil estoit et luy respondit quil estoit le dyable, quoi oyant elle se sagnyt disant : *Jesus Maria* et ledict dyable se perdit ung peu puyz retournt luy disant quelle se donisse à luy et quelle feroit ce quelle voudroit, et elle se donnit à luy et renuncit à sa persuation, Dieu et toute la Court celestielle de paradys et en luy faisant hommaige le baysant au ... et il la marquist derniere lespaule droiete et elle luy donnit des pommes quelle portoit luy promectant ung pollet annuellement et alors il se esvanuyt et dempuys ne le veit jusques huict jours après quil se apparust à elle vers le nant de Onnex quelle alloit en une possession à laquelle alloit monder des nuyes (noix) et pensant quelle pourroit prendre en leur mayson pour vendre ; et luy diet : *en quoy pense tu* ; laquelle luy diet enquoy elle pensoit. Et alors il luy diet quelle ne sensouciast car il feroit bien quelle prendroit ce quelle voudroit et luy baillia ung flouring en solz blancz et luy diet quelle acheptit ce quelle voudroit et aussi luy baillia une boyte en laquelle avoit de gresse noyre luy disant quelle en misse sur des bestes et gens quelle voudroyt tuer. Laquelle gresse pour sçavoir si elle estoit bonne lessayt sur une de leurs chièvres a Germagniez lui mettant sur la teste entre les deux cornes ; laquelle morust de

troys jours après. Et par certain espace de temps pourceque Guithe femme de feu Pierre Pignellet sestoit courrossée à elle pource quelle avoit prins des pommes au lieu appellé en les Farras questoient audiet Pignellet, elle mist de la dicté gresse sur une vasche appartenant audiet Pignellet, laquelle trouvit en champ vers la Pralie, en tant que trois jours après elle mourust.

Item que en après une foyz que elle estoit allée à Marlioz en la mayson de Megex, en laquelle estoit maryée une de ses seurs avecque Thaveron sa seur, pourceque lediet Megex ne lavoit pas faict bonne chiere, elle mict de ladicte gresse sur ung de leurz beufz qui morust.

Item pour ce que Claude femme de Pierre Laurens sestoit corrocée avecque elle pource quelle viroit leurs polailles que mangevont leur cheneval, quest darnier la mayson desdictz Laurentz, en se chauffant avecque ladicte Claude, elle la touchist de ladicte gresse derrière les reins en tant quelle en morust de six jours après ou environ.

Item pource que Pernette femme de Michel Boson, ne luy avoit pas voulsi baillier ou prester un couvre chief, elle mict de sa dicté gresse sur Amblarde. fille de la dicté Pernette et de Michel son mary, en lestomasch en tant quelle en mourust de troys jours après.

Item pource que ses frères lavoyent voulsi battre de ce quelle avoit prins un pain lequel avoit vendu à la Gueyeraz, elle mict de ladicte gresse sus ung beufz appartenant à sesdictz frères, lequel mourust. Et avoir tué Jacquemie fille de Nycolas Boson son frère comment dessus a déposé et confessé. Et quelle a esté par plusieurs foyz à la Synagogue vers la Pierre Pilliod et darnier la mayson de la George Ginasson avecques tous ceulx quelle a acculpé et avec Guion seur de Phelippe Gentil femme de Nycolas Adduard et le filz de celle de chez

Vallier dExertet et avecq plusieurs aultres lesquelz ne cognoissoit pas pource quilz estoient bouchez ; en laquelle dansoyent chantoyent comme désia a confessé. Et avoir tué Loys Collomb son mary et toutes les choses par elles confessées estre véritables. Et aussi pource que la femme de Claude Pastour avoit baptu ung de leurs puer (porc) dernier chiez eulx, elle luy mist de ladite gresse en se assectant (asseyant) auprès d'elle dessus le cochon (la nuque) en tant que de huit jours après elle mourust. Et aussi pource que Claude Collomb sestoit courrocé avecque elle avoit détrouppée une syse (haie) à Benex, ung jour elle allit devant sa mayson et demourit avecq luy et en parlant elle luy mist de ladite grese dessus les rains en tant quil en mourust. Et aussi avoir tué un vel (veau) à la tuilière. Et aussi quil y a environ quatre ou cinq ans que pour ce que Jacquemie de chez Collomb sestoit courrocée avec elle à cause de certaines raves qu'elle leur avoit prises, elle mist de ladiete gresse sur ung beufz esdictz Collomb lequel mourust, et que le Dyable son maistre luy avoit aussi baillé de pouldre noyre, mais elle n'estoit pas si bonne ne si fine que la gresse, puisquelle en mettoit sur quelcung elle ne prenoit pas. Et aussi pour se venger de Jehan Thomas pensant que si la mère dudict Jehan Thomas estoit morte quil yroit demourer à Chissinovaz et quelle feroit myeux ce quelle voudroyt à Léluyset, elle allit à Chissinovaz querre Guion fille de Claude Collomb, ces messons prochainement passées et estant là en parlant à la mère dudict Jehan Thomas que sappeloit Maurise, elle luy mist de ladiete gresse sur le cochon de dernier (la nuque) en tant que huit jours après ou environ elle mourust subitement de nuit. Et aussi que la Colette Pantet estoit consentante de la mort de la femme de Claude Pastour, car elles demeurarent darrest que ladiete Colette lentreteindroyt à parolles et

elle luy mectroit de ladicte gresse dessus. Et les choses par elle confessées a confessé.

Avoir heu une estrapade.

Le quatorziesme d'Octobre mil cinq centz quarante deux, en présence de noble Claude Dupuys, chastellain, Claude Rouph, Aymé Villiet, Jacques Piccot, a esté repetté et reexaminee ladicte Claude détenue de ses confessions paravant faictes.

Luy estant faictes les remonstrances et interrogatoyres appartenantz laquelle a dict, atteste, ractiffié et approuve les choses par elle confessées au mode et forme quest contenu en son procès adjouxtant que troys ans ou environ avant la mort de Loys son mary pource que la Guion lui avoit faict douleur donnit de la pouldre que sondict maistre luy avoit baillée, en ballit sur un porc de leur mayson dessus le pinal lequel morrust. Daultre chose ne se recorde avoir faict fors ce que dessus par elle a esté rattifiée.

Response faicte par ladicte détenue le seziesme d'Octobre

Premièrement interrogée si les choses par elle confessées sont véritables. Laquelle a respondu que *non* ; ains que tout est mensonges.

A esté ordonnée debvoir estre mise à la corde et icelle estre donné une torture ; a respondu que les choses par elles confessées ne sont que mensonges.

Et luy estre donnée encoures une aultre estrapade : a dict et confesse qu'il y a environ vingt ans quelle fait comment elle a desia confessé lhommaige au dyable, le baysant au ..., renunçant Dieu, lequel la marquit dernier lespaule droicte,

comment sappert par une marque noire. Et dict et confesse que ledict dyable s'appelait *Lyon* et luy a baillée la gresse de laquelle a tué les gens et bestes comment a confessée, demandant dire droiet et ministrer justice en son procès.

A esté remise de jour a jour a ouyr dire droiet et prononcer sentence définitive.

Sentence.

Nous Claude Dupuys, chastellain de la baronnie terre et mandement de Viry, pour magnifique et puissant seigneur Michel baron et seigneur de Viry, de Sernex, de Coppet, de Allemognye, de Monthoux et de la Chappelle, de la résolution des Jurés de nostre Court, icy assistantz et participantz avecq nous en Conseil :

Avoir veu ledict procès formé contre toy Claude fille de feu Mermet Boson de Germagniez, relaissée de feu Loys Collomb, ensemble les responces et propres confessions par toy en noz mains faites ; aussi plusieurs tes répéticions et spontanées rac-tificationz, dicelles par lesquelles évidemment appert comment tu az dict et de ta propre bouche confesse avoir commis et perpétrez plusieurs et divers délictz détestables, énormes et exécrables, tant davoir renoncé Dieu prenant le dyable pour ton maistre et à icelluy faisant hommaige quest cryme de lèze maiesté divine, que en avoir faict plusieurs volontaires homicide et finalement que toy et tes complices avez commis plusieurs aultres crymes commentsermentz, confédéracionz et entreprises aussi que plus amplement est contenu et recitté en tondict procès, que sont actes dignes de griefve pugnition ; ayant premièrement invoqué le nom de Dieu pour faire juste jugement et toutes ces choses bien au long considérées et entendues ;

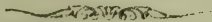
Toy Claude fille de feu Mermet Boson, icy présente pource que tes délitz ne demourent impugnys, condamnons et par ceste nostre deffinitive sentence voullons estre condamnée sellon tes démérites et malfaicts, avoir ta teste dessus tes es-paules tranchée auprès des forches à quatre pilliers eslevées au lieu des *tattes de boys blanc* (1) et ton corps eslevé et estaché en lesdictes forches à une chayne de fert et la teste estre mise et plantée auprès du grand chemin tendant de Sallenove à Genève, au lieu appellé *Marest de les Rosées* (ou Rosces) à celle fin que tu soys par exemple à tous aultres ;

Commandants sur ce à l'exécuteur de la haulte justice que tout incontinantz vehues les présentes ceste nostre deffinitive sentence doibge estre executée et mettre à sa deue exécution, faisant son office comment en tel cas est requis soubz la poyne de sa vie ;

Et aussi confisquons tous les biens meubles et immeubles estantz rière ceste dicte terre et baronnie de Viry, iceulx adjudgeants et prononçant debvoir estre adjudgées audict magnifique seigneur baron, toutes oppositions, exceptions et contradictions cessantes.

Donnée et prononcée la présente nostre sentence à Viry des-soubz lorme, lieu de nostre tribunal accoustumé, le dixseptiesme jour d'Octobre mil cinq centz quarante deux.

Ainsi est écrit pour Claude Testu, curial et notaire.



(1) Les tattes du *bois blanc*, au bord de la route entre Saint-Julien et La Côte, près de l'ancien château d'Ogny.

PROCÈS CIVIL & CRIMINEL

*faict par devant la Court de la baronnys de Viry ;
et contre la Marguerite Moral, de Jonzier,
femme Jehan Girard, de Vers, en ladicte baron-
ny de Viry, et contre ledict Jehan Girard, dit
l'Ancien, son mary.*

DÉNUNCE

L'an mil cinq cens quarante six, et le dernier jour d'apvril, Marguerite fille de feu Jacques Moral, de Jonzier au mandement ou chastellanye de Chomont, femme de Jehan Girard dit l'Ancien, de Vers en la baronnys de Viry, faict plaincte et partye criminelle par devant nous, Claude Dupuis, chastellain dicelle baronnys en la meilleure force et forme que dénonce se peut faire, contre Marye femme de Michel Girard ; Françoise, femme de Marin Girard ; Jehanne, femme de Pierre Girard et Claude, fille de feu Pierre du Bousson, toutes de Vers, occasion de ce que le vingt-neuviesme jour d'apvril, à heure de midy, ladicte Marguerite, venant des champs de monder des febves, estant au curtil cuillant des herbes, survindrent lesdictes susnommées tenantz une chascune delles un pau (pieu) de bois en leurs mains, luy disant semblables

parolles : *faulse, hyrige* (1), *il te fault aller à Viry* ; et commençarent à frapper la dicté dénuñceante sur son corps de leur pouvoir et aussy luy attacharent ses bras de une corde, de sorte qu'elle ne se povoit remuer. Quoy voyant et leurs parolles prédietes ouyes, leur respondit quelles faisoient mal de la battre aussi de loctrager. Quoy non obstant ne laissarent de plus fort icelle frapper et davantaige perseverantz lesdictes susnommées en leurs malices et maulvais vouloir, aujourdhuy, ce dernier jour d'apvril, allant ladiete Marguerite porter à boyre à son filliestre (2) et à ung aultre ovrier qui luy aydoit à faire certains travaux, en passant par devant chez les Charbonnier et derechief survinct ladiete Marye, laquelle luy a diet : *Es-tu hyrige?* et a frappé ladiete Marguerite à coups de pierres, disant : *Ton mary ma voulsi battre, mais tu auras cecy* ; la frappant continuellement comme dessus est dict. Surquoy est survenue la Françoisse, femme de Marin Girard, laquelle pareillement à coups de pierres la grandement battue et blessée comme appert par les nabvrures ou blessures qui luy ont estéez faictes tant aux piedz que a la teste qui sont actes gravies et deffenduz de droiet ; requerrant ladiete Marguerite lesdictes dénuñcées estre incarcérées et pugnies, se rendant elle mesme prisonnière, quant à elles demandant sur le tout justice luy estre administrée ; aussi de enquérir de sa vie, voix et fame, affin que sil ce conste quelle soyt maulvoise elle soit chastiée et que si elle est bonne quil soyt faict deffences audietes susnommées et aultresquil appartiendra de ne plus loctrager et réparation soit faicte digne de l'octrage qui luy a esté dict estre faicte à elle comme appartient avec victoire et despenz desquelz elle proteste ; promectant ladiete Marguerite à occasion de ladiete dénuñce et des despendances dicelle de obtem-

(1) *Hyrige*, sorcière.

(2) *Filliestre*, gendre.

pérer et demorer en droict et raison et observer tout ce qui sera par nous congneu et jugé, aussi païer tous frais et missions pour cet effect surportables, toutes renunciations et aultres clausules à ce nécessaires attendu comme si dicelles et dune chascune en estoit icy expresse faict mention.

Donné et faict à Viry au curtil du chasteau, présentz Claude Colon et Pierre son frère et Jacques Bourgeois, tesmoingz à ce requis et appelez.

Visitation des blessures de ladicte Marguerite.

Lan et jour que dessus, Nous ledict Chastellain, suyvant la dénonce prémémorée avons commande ladicte Marguerite estre visitée, ce qui a esté faict par Jean Revasclier, nostre officier, en présence desdictz tesmoings et en après nous a référé ledict Revasclier avoir trouvé icelle Marguerite blessée à coups de pierres jusques au sang, spécialement en la teste, aux bras et piedz gauche et tout le résidu du corps estre aussi mutilé.

Et tost après se sont comparus les susnommez dénoncez en présence desquels ladicte Marguerite a derechief faict et reformé sa dénonce et partie criminelle à lencontre delles comme dict est, le contenu dicelle rattiffiant et approuvant, demandant lesdictes dénoncées respondre et en cas de négative se offrant justifier sadicte dénonce ; requérant justice luy estre administrée.

Suyvant ce les arrests ont esté donnés ausdictes deux parties et icelles recluses en prison jusques à tant que une chascune delles aient obtempéré à ce que de raison, assavoir : la diete Marguerite vériflier son intencion et lesdictes dénoncées respondre suffizamment et donner caution de demorer en droict et raison avecq mandementz et commandementz exprès faicts

à une chascune desdictes parties en tant que à une chascune touche ou peult toucher ; à poyne por une chascune de vingt-cinq florins d'or et d'avoir por confessées les choses desquelles elles sont intitulées et suspecionnées, ny debvoir se séparer du chasteau dudict Viry, jusques que aultrement soit par nous congneu.

Donné et faict lan et jour que dessus.

Responce desdictes dénuccées.

Nous Claude Dupuis sçavoir faisons à tous qui ces présentes lettres verront, que aujourdhuy, datte de ces présentes, sest comparu par devant nous la Jehanne, femme de Pierre Girard, Françoise, femme de Marin Girard, Marye, femme de Michiel Girard et Claude, fille de feu Pierre Dubosson, dénuccées ausquelles en présence de ladicte Marguerite femme de Jehan Girard lancien dénuccéante a esté faict commandement et injunccion de dire et confesser la pure vérité et respondre suffisamment à la dénuce contre elles par ladicte Marguerite faicte dessus mentionnez, laquelle avoir esté leue et donnée à entendre ; sur le contenu dicelle et deses deppendances declarent ne sçavoir rien et n'avoir aulcunement batu ladicte Marguerite ny le voudroit avoir faict. Confesse toutteffois luy avoir diet et appellé *hyrige* en sa propre présence pourceque plusieurs aultres ainssi la y appeloient et quasi tous ceulx qui la congnoissent pour ce spécialement que depuis la mort du filz de Pierre Testu diet Grangier, ladicte Marguerite sen est fuye à cause quon disoit quelle lavoit tué ; disant ne sçavoir aultre chose, ains nyant expressement le résidu de ladicte dénuce ; requérant estre libérés en offrant bailler caution et fiance de se représenter toutteffois et quantes et demorer en droiet et raison et sur ce faire congnoissance.

Et nous Chastellain, premièrement ayant veu ladicte dénonce par ladicte dénonceante faicte et aussy les blessures dicelle qui ne sont aulcunement dangereuses daccident mortel, en apprés la responce des dessus dénoncées, le tout considéré avons congneu et ordonné de la résolution de noz jurez lesdictes denunciées estre relaschiées ensemble ladicte dénoncéante en baillant par chascunes delles caution suffisante de comparoyr et se représenter touttefois et quantes quelles en seront requises, en remectant ladicte dénoncéante à vériffier sur le contenu de sa dicte dénonce ce que par lesdictz denuncez a esté desnyé et cecy de jour en jour y assignant lesdictes deux parties pour sur le tout nous voir procéder comme il conviendra.

Donné et faict les an et jour que dessus par ledict seigneur Chastellain, ainsi octroyé.

Fiancement faict et donné par lesdictz dénoncez

Nous Claude Dupuis, Chastellain, sçavoir faisons que à la relation de nostre bien aymé Pierre Bouvier, notaire et secrétaire juré de nostre Court, se sont constituez personnellement Marye, femme de Michiel Girard, Françoise, femme de Marin Girard, Jehanne, femme de Pierre Girard et Claude, fille de Pierre Dubosson, de Vers, principales et une chascune delles en tant que leur compète obtompérant à nostre congnoissance et ordonnance dernière et à ce jourdhuy faicte, ont promis et promectent par devant nous de demorer en droict et rayson et payer toutes choses jugées et congneues à cause de la dénonce contre elles faictes par ladicte Marguerite ; et pour meilleure assurance de ce faire et accomplir, s'est constitué personnellement Pierre Colon, de Léluyset, leur fiance et principal pour le tout, lequel pour luy et les siens a promys

soubz lobligation de tous ses biens de faire observer et acomplir tout ce que par lesdictes femmes est promis faire ; et en deffault dicelles promet luy mesme lobserver et acomplir sans aucune difficulté ny contradiction avecq toutes aultres promissions, obligations, renunciations et maximement ladicte fiance au droict, disant que plustot lon doit compellir le principal que la fiance, ensemble toutes clausules à ce nécessaires et opportunes.

Donné et fait en la maison dudict notaire, présents honorable Andry Cochet, Pierre et Jehan Aduard, tesmoingz lan et jour que dessus par ledict seigneur Chastellain ainsy octroyé.

Conséquemment et ledict jour la dicte Marguerite dénonceante après avoir ouy les responces de ses parties dénoncées, nous a derechef requis estre inquis de sa vie entre ses voisins et circonvoisins du villaige de Vers et ailleurs et de sa fame et renommée, disant et confessant libéralement quil est vray que quand on murmuroit de la mort du filz de Pierre Testu dict Grangier et que l'on disoit quelle lavoit tué, quelle en estoit tant marrye que tant à celle occasion que par le conseil du commissaire (1) Duvalle, qui luy dist que si elle estoit bonne quelle ne sen allast poinct et si elle estoit aultre quelle sen allast pour éviter quelle ne feust prise, elle sen alla à Jonzier, puy à Seyssel et à Chatonex en la maison de Claude Follet, auquel lieu elle demoura ung certain temps et après sen revint au lieu de Vers, auquel lieu a demoure deppuis jusques à présent.

Du lundy troisieme jour de May audict an 1546.

Nous Claude Dupuis, Chastellain, sçavoir faisons estre comparue par devant nous la dicte Marguerite Moral, femme de

(1) *Commissaire d'extentes*, agent chargé de la vérification des droits féodaux.

Jehan Girard, à lencontre des dénoncez en sa dénonce demandant et requérant suyvant nostre dernière rémission estre examinez les tesmoingz quelle produiet à la vérification de sa dénonce; aussi contraindre lesdictes dénoncez ses parties faire apparoir comment elle est *hiryge* doneques quelles lont telle nommée et appelée, aultrement icelles condampner de telle injure à elle dicte, se desdire et son honneur luy estre réparé et justice luy administrer.

Et les dictes dénoncées ont dict et respondu que si besoing est se offrent vériffier ainsi estre que par leur dicte responce ont dict et respondu, demandant sur le tout ordonner.

Et nous, Chastellain, prémémoré avoir veu les denunces, responces, opposites et allégations des deux partyes, mesme bien pondéré la confession de la fuicte, le jourdhyer faicte par ladicte Marguerite, de la résolution de nos jurez et conseillers, congnoissons les tesmoingz produitz de la part de ladicte dénoncéante debvoir estre examinez et vérification de son intencion comme est par nous ordonné et voïant que lesdictes dénoncées ses parties nont desnié luy avoir dict *hiryge*, remectons icelles debvoir tel cas faire apparostre cominent et parquel mode ilz entendent et prétendent icelle dénoncéante estre telle; et pour ce quil concerne chose criminelle ordonnons le procureur de noz magnifiques seigneurs et barons de Viry estre adjoint pour faire instance et porsuite sur le tout des responces et requestes des dictes dénoncéante et dénoncées pour prendre ses conclusions contre qui il appartiendra et procéder oultre comme de raison affin que justice soit ministrée à ung chascun.

Donné et fait ledict troysiesme jour de may lan que dessus, par ledict seigneur Chastellain et jurez. Ainsi octroyé.

Tesmoingz examinez sur le contenu de la dénonce et en faveur de ladicte Marguerite.

Premièrement la Jeanne, femme de Jehan Girard, de Vers, laquelle a esté remise et assignée par Georges Blanc, officier, instant ladicte Marguerite dénoncée, à laquelle, en présence desdictes dénoncées, a esté faict injunction de déposer la pure vérité, à poine destre resputée et pugnye pour faulx tesmoingz à la forme des statutz et contre laquelle lesdictes dénoncées n'ont rien voulu opposer ains ont dict quelles entendoient quelle feust femme de bien, et ladicte dénonce a elle leue et interrogée sur icelle a déposé ne sçavoir rien de son contenu; bien estre vray quelle veit ladicte Marguerite par les chemins à bas non touttefois que lesdictes femmes dénoncées feussent avec elle ny moins quelle veit quelles la baptissent aulcunement; elle ouyt bien que la Martine Charbonnier dict à ladicte Marguerite dénoncée quelle ne allasse ne vinct plus par leur curtine. Et nen sçait aultre chose sur la généralité. Donné et faict lesdictz an et jour que dessus.

Du cinquiesme jour de May dudict an 1546.

Second Tesmoingz.

Item la Claude, femme de Michel, du Châble, aagée de vingt-quatre ans, mémoyre de quinze, laquelle a esté produite par ladicte Marguerite en présence de Michel Marin et Pierre Girard et Humbert Dubosson agissant au nom desdictes dénoncées leurs femmes et sœur, contre laquelle diete Claude ont opposé pour aultant quelle est niepce de ladicte Marguerite et pour aultres raison que en temps et lieu ils pouroient alléguer; et quant à la reste lestiment femme de bien, consentant icelle estre examinée, suyvant quoy de la résolution de nos dictz

jurez nonobstant l'opposition predictée a esté advisée et en après interroguée sur le contenu de la dénoncée de ladicte Marguerite, premier luy estre enjoinct et commandé de dire la pure vérité; et a dict et déposé, ayant entendu ladicte denonce, ne sçavoir rien du contenu dicelle et aultre chose na dict ny déposé sur la généralité droictement.

Troisiesme Tesmoingz.

Item la Mye, vefve de feu Jehan Charbonnier, aagée de trente ans ou environ, mémoyre de vingt, produicte en tesmoignage; contre laquelle rien na esté opposé et enjoincte et admonestée de dire la pure vérité de ce quelle sçaura du contenu de ladicte dénoncée, premièrement la luy avoir donnée à entendre, dépose et dict quelle nen sçait rien et ne sçait que cest sur la généralité droictement.

Quatriesme Tesmoingz.

Item la Bietrix, vefve de feu Claude Girard, de bon aage pour déposer, produicte par ladicte Marguerite comme dessus, contre laquelle a esté opposé par lesdictz susnommez pource quelle et la Marguerite sont femmes des deux frères et non obstant a esté congneu icelle estre examinée et après avoir esté enjoincte et admonestée de dire la pure vérité, et ladicte dénoncée à elle leue et interrogée sur le contenu dicelle respond quelle nen sçait rien sur la généralité droictement.

Cinquiesme Tesmoingz.

Item Catherine, femme de Claude Philippe, produicte à l'instance que dessus contre laquelle rien na esté opposé. Après luy avoir enjoinctz et commandé de dire la pure vérité et

ladicte dénonce à elle leue et interrogée sur le contenu dicelle respond quelle nen sçait rien sur la généralité droictement.

Du septiesme jour de may 1546. Sixiesme Tesmoingz.

Item Thiven Genevard, tesmoing produict de la part de ladicte Marguerite contre lequel a esté opposé par Michiel Marin et Pierre Girard, au nom de leurs femmes pource quilz ne le cognoissent sinon quil a esté serviteur domestique de ladicte Marguerite, pourquoy protestent, non obstant laquelle opposition laquelle est reservée ausdictz opposantz en temps et lieu comme de raison et après luy avoir esté enjoinctz de dyre la pure vérité et donné à entendre le contenu dicelle, depose sçavoir que vendredy dernier au chasteau de Viry lesdictes femmes denunciées illecq estant remises instant ladicte Marguerite, une desdictes femmes dénonce à luy que le filliestre de ladicte Marguerite avoit faict les bastons desquelz lon avoit battue. Interrogé quelle des quatre femmes estoit qui semblables parolles luy dist et sil la cognoistroit sil la voïoit; depose et respond quil ne sçait son nom et dict que Rolet Filliet estoit présent quand telles parolles feurent dictes Et aultre chose ne sçait. Apprès laquelle deposition a juré solempnellement comme appartient sur la généralité droictement.

Septiesme Tesmoingz.

Roulet Filliet, de Sorral, de bon aee pour deposer, produict comme dessus est dict, juré et admonesté contre lequel rien na esté opposé dict estre interrogé sur le contenu de ladicte dénonce et depose comme le précédent tesmoingz, toutteffois que combien quilz verroit ladicte femme ne la scauroit congnoistre pourcequil ne la visa pas trop et ne la

sçauroit congnoistre sinon que ce feust pour cause quelle portoit un corps rosset en son abillement et aultre chose ne sçait sur la généralité droictement.

Huictiesme Tesmoingz.

Item Amed Villiet de Vers, de bon aee pour deposer produict par ladicte Marguerite, et après examiné et interrogé sur le contenu de ladicte dénonce et deppandance dicelle, lequel après avoir esté admonesté et enjoinct den dire la pure vérité, deppose et diet ne sçavoir rien du débat mencionné en ladicte dénonce, réservé que luy estant en sa maison sa mère luy dist quil allast veoir que ce faisoit lèbas où ilz couroient disant : *je croy quilz se bastent*. Sur quoy lediet depposant sortit hors de leur maison par le dernier, vers le bovier et là survinet la Françoisse femme de Marin Girard, laquelle lui dist les paroles semblables en effect : *Hélas ! Amed, venez veoir mon enfant qui veult morir, les hiryges l'ont manyé*. Suivant ce il sen alla en la maison dudiet Marin Girard en laquelle estait Aymée Charbonnier auprès de lenfant et dehors estoit la Martine Charbonnier et la femme de Michiel Girard, se luy semble. Interrogié sil a poinct sceu que le diet jour ou lendemain ladicte Marguerite eut esté batue et de qui; diet et deppose quil a ouy dire à Revaclier, officier, que ladicte Marguerite avoit esté batue et quelle estoit à Viry pour faire plainte de ceulx qui lavoient batue; et aultre chose ne sçait dont il aye souvenance sur la généralité droictement et après a juré suyvant lordonnance sur ce faicte.

Neufviesme Tesmoingz.

Item Pierre Filliet, officier de Viry, de bon aee pour déposer, produict par ladicte Marguerite dénoncée, admo-

nesté de dire la vérité après avoir entendu le contenu de ladicte dénonce depose ne sçavoir rien du débat ou contenu dicelluy, sur la généralité droictement.

Dixiesme Tesmoingz.

Item Jehan Revasclier produict et admonesté, depose ainsi que Pierre Filliet sur la généralité.

Ungziesme Tesmoingz.

Item George Blanc, produict et admonesté, depose comme lesdictz Filliet et Revasclier, sur la généralité.

Et nous Chastellain, ayant ouy les depositions des tesmoingz susdictz, procédant à la deslinition du présent plaict, avons remis comme par cestes remectons les deux partyes à lundy prochain dixiesme de ce mois, et alors sur le tout nous veoir procéder comme sera de raison.

Donné et fait lan et jour que dessus par ledict Chastellain, ainsi octroyé.

Du dixiesme jour de may audict an 1546.

Nous Claude Dupuys, chastellain, sçavoir faisons à tous que ce jourdhuy date de ces présentes, sest comparu pardevant nous en vigueur de nostre précédente rémission, Marguerite femme de Jehan, Girard, demandant et requérant recoller et repeter Thyven Genevard, Rollet Filliet et iceulx confronter avec les dénoncées ses parties pour icelle, congnoistre dire et déclarer laquelle feust qui tel propos luy dist ; et requérant aussi ouyr la relation de la Marye, fille de ladicte Marguerite, pour sur tout justice luy estre ministrée comme de roison. Et lesdictes denoncées se sont comparus lesquelles nont rien

contredit, suyvant quoy ont esté répétez les susnommés Genevard et Filliet en présence desdictes femmes dénoncées ; aussy a relaté les choses suyvantes ladicte Marye en la présence dicelles.

Recollement de tesmoingz.

Premièrement ledict Thiven Genevard, lequel derechief a dict et deposé comme en sa première deposition se contient premier estre advisé et enjoinct de déposer la pure vérité en présence desdictes femmes dénoncées. Et en après a esté interrogié laquelle des dictes quatre femmes dénoncées feut qui tel proposit luy dist ; lequel les ayant regardez toutes quatre l'une après l'autre, dict que luy semble que ce feust la Marye, femme de Michiel Girard, touttefois quil ne sçavait son nom et aultre ne sçavait dire.

Aultre recollement de tesmoingz.

Item Roulet Filliet rattifiant sa première deposition dict quil ne sçaurait cognoistre laquelle desdictes quatre tinct telz proposits, porce quil ne la veit jamais que celle fois et aultre chose ne sçait.

Rapport de la fille de la Marguerite.

Et après a comparu la Marye, fille de ladicte Margot laquelle nous a relaté à sa bonne foy et de nostre commandement que lesdictes susnommées Jehanne, Claude, Françoise et Marye, dénoncées, baptirent sadicte mère, rendant cause de science porceque chascune delles portait ung baston en sa main et ladicte Jehanne print le sien en la sise (*haie*) de ladicte dénoncée, qui estoit de saulge, et la Marie print le sien devant la

maison de ladicte dénoncéante et estoit de verne (*aulne*) ; et la Françoise portoit ung baston de coudre (*noisetier*) laquelle elle portoit de leur maison, et la Claude ung aultre baston quelle avoit porté de sa maison pareillement et desquelz baptirent sadicte mère ainsy quelle a dénoncé et dessus dict ; et ainsi a relaté et rapporté par sa bonne foy, requerant justice estre faicte de ladicte batterye et cecy en présence desdictes dénoncées susnommeez.

Et nous Chastellain prédiet ayant veu les lesdictes répétitions faictes et relation de ladicte Marye en présence desdictes denoncées avons cogneu et ordonné lesdictes Jehanne, Marye, Claude et Françoise debvoir estre en leurs responces encore une fois et une chescune delles répétées particulièrement et par icelles presté le serment solempnel et faire submission que en cas quil se conste du contraindre consentent estre pugniss rigoureusement ainsi qu'il sera congneu par droict jouxte les Statutz. Donné et faict comme dessus, par le chastellain.

Répétitions et recollement des responces desdictes dénoncées.

Lan et jour que dessus lesdictes Marye, Jehanne, Claude et Françoise ont faict le serment solempnel ainsy quest ordonné et est accostumé faire et une chascune delles particulièrement sest soubmiz destre pugnye griefvement en cas qu'il conste du contraire et aultrement à la forme de nos dictes ordonnances lune après laultre les avoir admonesteez et comme il appartient nont voulu dire aultre chose sinon ainsi quest contenu ausdictes leurs premières responces, disantz ne sçavoir aultre chose, avecques toutes promissions, submissions et aultres sollennitez sur ce requises faictes. Faict et donné comme dessus.

Sentence civile.

Nous Claude Dupuys, chastellain de la baronnie, terre et mandement de Viry pour magnifiques et puissantz seigneurs

Jehan et Gabriel, barons et seigneurs dudict lieu, d'Espagny, etc. A tous ceulx qui ces présentes lettres verront, salut ; sçavoir faisons que le jourdhuy date de cestes, sest comparu par devant nous ladicte Marguerite dénonceante, demandant et requérant sur le contenu de sa dite dénonce dire droict, produisant les tesmoingz de sa part examinez et toutes aultres procédures en ce procès à sa faveur faictes et sur le tout justice luy administrer d'une part. Et aussi sont comparuz les dictes dénonceez requérant diffinir le présent plaict et icelles libérer de la denunce de ladicte Marguerite et de toutes molestes et sur le tout ordonner daultre part.

Et nous, chastellain prémémoré, ayans veu la dénonce par ladicte Marguerite faicte, les responces sur icelle par les dénonceez donneez, la deposition des tesmoingz sur ce examinez, et toutes choses dune part et daultre desduictes et admenez, bien considérées por aultant que par la deposition des tesmoingz en faveur de ladicte Marguerite examinez il ne nous conste son intention estre veriffiée en tant que concerne la bapteure, faicte en son corps, et dont elle a lesdictes denuncées accusées, combien que diligemment en a esté inquis comme par le discours du présent plaict se peult veoir et voyant que lesdictes dénucées par leurs responces ont confessé avoir dict et reproché à ladicte Marguerite quelle estoit *hiryge*, chose qui importe grande diffamation et qui ne se doit ainsy délaisser sans plus grande inquisition, pour sur le tout procéder sellon justice et équité afin de pourvoir ung chacun de justice ; que pour le présent est encore difficile faire causant que telle matière et chose malaisée de cognoistre. A ces causes et aultres à ce nous mouvant, de la résolution de nos jurez et conseillers ayant premier invocqué le nom de Dieu pour faire droict jugement, cognoissons et ordonnons lesdictes dénuccées estre libérées quant à la bapteure de laquelle elles estoient accu-

seez par ladicte denuncéante, lesquelles libérons aultre chose ne nous apparoit et quand à l'injure dicté et proférée en la personne de ladicte Marguerite pour ce que la vérité nest encore sceu dudict cas supercédons et réservons den cognoistre après la prosecution et instance faicte par le procureur de noz magnifiques seigneurs de Viry, lequel ordonnons entrevenir pour cet effect et prendre ses conclusions contre ladicte Marguerite tant sur lesdictes diffamations prénarrées que témoingz, à ceste cause examinez ; auquel aussi ledict noble procureur réservons action et pouvoir de suyvre encontre lesdictes denuncéante et dénuccées, tant sur ladicte bapteure que diffamation et injures prémémorées adjornant et remectant ladicte Marguerite au premier jour et dheure à heure a devoir respondre audict procureur sur les conclusions et articles qui seront par luy contre elle produietz et sur le toutaige nous veoir procéder comme par justice conviendra et quand aux despens jusques à présent par les deux parties faietz, réservons la vuidange jusques en fin de plainet pour auleung bon respect.

Donné et faict le dixiesme jour de may audiet an mil cinq cens quarante six, par ledietz noble Chastelain.

Examen sur le criminel.

Lan que dessus et le cinquiesme jour de may, en vigueur de nostre précédente ordonnance lundy passé donnée se sont comparus par devant nous Michiel, Marin et Pierre Girard, et Humbert Dubosson, agissant au nom de leurs femmes et sœur, jointz à iceulx le noble procureur général et patrimonial de noz magnifiques seigneurs et barons de Viry, lesquelz à vérification des responcez par les dénuccées, leurs femmes et sœur, faictes et pour enquérir de la vye, fame et renommée de la Marguerite denunceante, produisent des tesmoings cy-

près nommez, requérant et demandant iceulx estre examinez sur le contenu desdictes responcez et articles par le dict procureur donnez, aussy ensuyvant les réquisitoires par ladicte Marguerite faictz, lesquelz ont esté remis et adjornez par Jehan Ravasclier et Pierre Filliet noz officiers, afin de testifier de vérité, demandant y procéder et justice administrer d'une part ; et ladicte Marguerite sest comparue à laquelle a esté demandé si contre lesdictz tesmoings produictz vouloit aulcune chose opposer et sil y en a aulcungz qui soyent ses ennemys. Laquelle a dict et respondu quelle nentendoit avoir aulcungz ennemys pourceque elle navoit jamais faict mal ne déplaisir à personne, disant en oultre quelle estime tous lesdictz tesmoingz produictz ses amis et gens de bien, consentant iceulx estre examinez ainsi que plusieurs fois a requis suyvant quoy ont esté lesdictz tesmoingz tant particulièrement et lung après laultre que généralement examinez et interrogiez en présence de ladicte Marguerite et en sa face ; et lesquelz aussy ont faict le serment solempnel pour convalider leur dire et deposition, ainsy que en tel cas est accoustumé et ordonné faire ; et en après ont dict et testifié et déposé ce qui s'ensuyt. Donné et faict comme dessus.

Articles produictz par ledict noble procureur joinctz avec les sus-nommez femmes dénuccées pour enquérir de la vye de la dicte dénuccéante, joute nostre ordonnance et requeste dicelle.

Seront interrogiez les tesmoingz pardevant vos seigneurs :

1^o Silz cognoissent ladicte Marguerite Moral, femme de Jehan Girard, de Vers, et de quel lieu elle est départye et où elle a faict sa demourance continuelle.

2^o De quelle estime, fame et renommée elle est entre les

voisins et ceulx qui la cognoissent et de quelle sorte elle a conversé avecq iceulx continuellement.

3^o Silz nont point sceu, veu et entendu que ladicte Marguerite aye eu aulcungz couroux, debast ou controverse avecq aulcungz tant dudict lieu de Vers que ailleurs et si en après à iceulx soit survenu aulcung mal à leur famille ou bestail, comme mal divers, admirable et incongneu.

4^o Silz ont jamais sçeu, veu ou entendu à icelle Marguerite publicquement ou occultement luy dire et appeler *hiryge* et dudict crime dhirygerie la diffamer et acculper et quelle responce ou revanche elle faisoit sur ce ou si elle obtempéroit, quoy et comment.

5^o Silz sçavent point que ladicte Marguerite aye absenté le lieu de Vers et pour quelle cause et occasion de quoy et quel conseil et qui sont ceulx avecq qui elle conversa le plus souvent.

6^o Silz ont point sçeu, veu et entendu que paravant sadicte allée et fuicte elle aye euz aulcung debat et qui sont ceulx et si elle menassa jamais personne, et sy suivant telles menasses soit survenu aucune chose de mal qui feust cause de ladicte fuicte.

7^o Silz nont point sceu, veu ou entendu que elle se soit voulsi tuer, pendre ou estrangler, ou faire aultre mal en son corps, pourquoy et à quelle raison et sil y a longtemps quelle est de retour audict lieu de Vers, et généralement.

Premier tesmoingz examinez sur lesdictz articles.

Pierre Testu, dit Grangier, de Bellossier, aegé de envyron cinquante ans, mémoyre de trente tesmoingz produict à ladicte instance, advisé deuement et examiné en presence de ladicte Marguerite et interrogué sur le premier desdicts arti-

cles dict et deppose quil cognoyt ladicte Marguerite et quelle est partie de Jonzier au mandement de Chaulmont et est mariée avec Jehan Girard lancien de Vers et a faict sa demorance la plupart du temps audict lieu, sur le second article interrogué, dict et deppose seavoir non obstant quil ne soiet du village de Vers, ains de Bellossier qui est de la paroisse dudict Vers et pour ce y cognoissantz souventeffois par les habitantz dudict lieu qu'elle est tenue, réputée et suspessonée destre *hiryge* et mesmement que a celle occasion ses voisins ne veullent converser avecq elle, ains lestimant publiquement estre telle la déchassent de leur compagnie voire à coups de pierres si besoin est. Sur les trois articles deppose que du temps que ledict tesmoingz et son mesnage estoient à Vers retirez à occasion de ce que la peste estoit à Bellossier, que sa femme nommée Andrée se couroussa avec ladicte Marguerite et eurent certaines parolles par ensemble dont ne se recorde et ung peu après mouroit un sien enfant aussy celuy de Claude son frère de mort estrange, et depuis ladicte Andrée sa femme a eu plusieurs courroux et parolles à l'encontre de ladicte Marguerite à cause de la mort desdictz enfantz pour tant quelle la suspecionnoit iceulx avoir tuez pour estre *hiryge* ainsi que lon dict, voire que avant la maladie desdictz enfantz ladicte Marguerite vinet en la maison dudict tesmoingz et sen alla asseoir au milieu et entre les deux bris (berceaux) desdictz enfants demandant à ladicte Andrée quelle luy donnast place por reposer certain chenevas, luy promectant que quand il seroit meno quelle luy en donneroiet, à laquelle demande ladicte Andrée ne voullu accorder dont ladicte Marguerite feust marrye et couroucée et incontinentz après lesdictz enfantz tombarent malades et consequemment se morurent dont luy et sa femme ont eu tousiours suspession que ladicte Marguerite les ait tuez comme dessus est dict par les causes sus-nar-

rées. Sur la quatriesme article deppose que ladiete Marguerite a esté plusieurs fois diffamée dudict crime lequel lui a esté reprosché en sa face publicquement et occultement et maximelement par Jehan Guillot, Jehan Charbonnier, et plusieurs aultres desquelz ne se recorde luy disant *hiryge* et de quoy ne faisoit contre ny fait jamais instance, ains lenduroit et obtemperoit à ce. Sur le cinquiesme article deppose que après la mort de son filz porceque ceuxde Vers donnoient le bruict que ledict temoingz qui parle vouloit et pourchassoit faire prendre ladiete Marguerite comme *hiryge* causant quelle avoit tuez sondict enfant, icelle sen fuict pour celle cause et a demoré hors du païs envyron cinq mois ; et dict quil ne sçait avecq qui elle converse le plus. Sur le sixiesme deppose quil a ouy dire à la Nycolarde, femme de Nycollas Jaquier que une fois elle eut parolles et debast avecq ladiete Marguerite et son mary et que depuis un peu après ung de ses enfantz mourust et suspessonna que lung ou laultre eussent tué. Sur le septiesme quelle est revenue depuis caresme prenant en ça et du résidu dudict article dict nen sçavoir rien. Et rendant cause de science de son dire comme dessus, dict et deppose sçavoir que ladiete Marguerite incontinent après la mort desdictz enfantz sen fuict pourceque lon disoit quelle les avoit tuez et que ledict tesmoingz la vouloit faire prendre par justice, laquelle Marguerite avant sen aller dist à la Roberte, mère de Jehan et Pierre Girard, parolles semblables : *Helas ! Roberte, je m'estois bien gouvernée jusques à ceste heure, mais il me fault déloger à présent.* Et ainsi ladiete Roberte la relaté à plusieurs que par ladiete Marguerite luy avoit esté ainsi dict, mesme à Andrée, femme dudict depposant et à plusieurs aultres et pource quelle sen est allée comme *hiryge* ne lestime aultre que meschante et aultre chose ne sçait sur ce qui a esté interrogué sur la généralité droictement. Après laquelle dep-

position a faict le serment en présence de la dicté Marguerite ainsi qu'il est requis.

Second tesmoingz.

Michel du Chable, de bon aee pour depposer tesmoing assigné produict et juré en présence ut supra, interrogué sur le contenu desdictz articles comme le précédent deppose sçavoir que la voix et fame est entre les voisins que ladiete Marguerite est *hiryge* et quelle a absenté le païs une espace de temps comme telle pourceque lon disoit quelle avoit tué lenfant de Pierre Grangier ; aussy a ouy dire à Claude et Nicollas Jacquier que Boys Janpierre, filliestre de ladiete Marguerite, luy avoit dict que après quelle feust revenue en la maison une nuit sans ledict filliestre elle se vouloit estrangler ; et aultre chose ne sçait sinon comme dessus a respondu sur la généralité droietement.

Tiers tesmoingz.

Aymé Valleysan, de bon aee pour depposer tesmoingz produict, juré et examiné en présence de la dicté Marguerite et à présent interrogué sur le contenu desdictz articles deppose cognoistre ladiete Marguerite, tout ainsi que le premier tesmoingz a dict que la fame et renommée est audict villaige de Vers et partout la où lon la cognoist et que plusieurs gens luy ont dict et impétré en sa face quelle estoit *hiryge* sans ce quelle en aye fait aucun contre ny instance et que audict villaige de Vers tous la fuyent et ne veullent permettre quelle converse avec eulx dautant quilz la suspessone estre telle et dudict crime entachée. Deppose en oultre qu'il y a environ cinq ans que Marin son neveu eut parolles couroulx

avec Jehan Girard, mary de ladicte Marguerite, et ung peu après ledict Marin tomba malade en tant que l'on esperoit pas la vie et ce voiant la Claude sa mère alla trouver lesdictz Jehan et Marguerite sa femme en une leur possession leur remonstrant la maladie de son enfant disant que silz ne le venoient guérir quelle feroit instance en justice contre eulx et de faict après ledict Jehan Girard et Marguerite vindrent en leur maison visiter ledict Marin malade et lequel incontinent après fust guarý et entend et suspessione que ledict Jehan Girard luy eust donné le mal. Deppose en oultre ledict qui parle que ladicte Marguerite a absenté le país l'espace de certain temps à cause de la mort du filz de Pierre Testu dict Grangier, lequel on suspicionnoit quelle eust tué ; et depuis ladicte fuicte la ont plus grandement suspessionnée dudict crime *dhyrigeria* mesme pource que avant son aller et fuicte elle demanda conseil à plusieurs comme à Anthoine Julian quelle debvoit faire à cause de ce qu'on murmuroit quelle avoit tué ledict enfant, lequel luy dist : *Si vous estes bonne, demorez ; si vous estes meschante allez-vous en.* Et pour ce quelle sen fuict, depuis son retour on a eu plus grosse suspession sur elle quelle feust ou soiet meschante. Interrogué sur le quatriesme article deppose que plusieurs gens l'ont appelé *hiryge* tant en sa personne que aillieurs, même la Claude, femme de son frère, le filz de Jehan Villiet et aultres, desquelz ne se recorde et que de tel cas nen faisoit aucune plaincte ny revanche quil aye jamais sceu ou entendu. Sur la septiesme deppose quil a ouy dire à Nycollas Jacquier que Michiel Girard luy avoit dict que une nuit après ce que ladicte Marguerite feust revenue en la maison pource que son filliastre ne luy fist pas bonne chiére, à certaine heure de nuit ladicte Marguerite se voulsit estrangler en tant que sil ne feust son filliastre qui se leva elle se feust faict villenye en son corps ; et du démo-

rant desdictz articles dict ne sçavoir aultre chose sur la généralité droictement.

Quatriesme tesmoingz.

Marin Valleysant de bon aage pour deposer, tesmoingz produit juré et examiné en l'instance et présence que dessus ; interrogué sur le contenu des articles prémentionnez, iceulx luy estre donnez à entendre comme appartient, depose que au villaige de Vers ladicte Marguerite est grandement diffamée et suspecionnée du cas dhyrigeria et que plusieurs gens luy ont ledict crime imposé de quoy na faict nulle résistance et davantaige que depuis la mort du filz de Pierre Grangier pource que ladicte Marguerite absenta le païs à cause de ce que lon disoit et suspecionnoit quelle lavoit tué lon a eu plus grande suspicion quelle feust et soiet telle et depuis son retour de ladicte fuicte tous les voisins luy ont deffendu leurs appartenances pource quilz la craignoient dudict crime dhyregerie. Depose touchant sa maladie quil y a environ cinq ans tout ainsy que son oncle Aymé Valleysant a déposé et pource que sa mère menassa lesdictz Jehan et Marguerite jugaulx les faire prendre par justice ou faire baptre, ilz vindrent veoir et ledict Jehan Girard luy gratta les pieds et feit ne sçait quelle aultre chose de sorte quilz feust incontinent après guary ; et de la reste dudict dernier article depose comme le précédent. Aultre chose ne sçait sur la généralité.

Cinquiesme tesmoingz.

Item. Boy Jan Pierre, de la Motte habitant à Vers, de bon aage pour deposer ; tesmoingz produit à l'instance, juré et examiné comme dessus. Interrogué sur le contenu desdictz

articles deppose sçavoir que la nuit que ladicte Marguerite sen revinet de là où elle estoit allée après sa fuite, estant en leur maison de nuit, ledict tesmoingz estant couchié en son liet avecq sa femme, fille de ladicte Marguerite, pource quil la ouyt icelle Marguerite plaindre et faire aultres manières non accoustumées se reveilla effrayement : *Quest cecy ? qui plainct ainsy ?* Sur quoy ladicte Marguerite luy respondit : *C'est moy.* Et ledict tesmoingz se leva de sa couche pour allumer du feu afin de veoir que ladicte Marguerite faisoit ; ce faict veid que icelle saignoit par la bouche et par le nez et alors ledict tesmoingz qui parle luy dist a quelle cause elle saignoit ainsy et elle luy respondit quelle sestoit voulu faire ung mauvais coup afin que ses voisins ne parlassent plus contre elle. Alors ledict depposant se couroussa à elle luy disant : *Qu'est-ce que vous vollez faire ? vous volliez vous destruire et mettre en vergoigne ; si vous estes meschante, ostez-vous dicy, et si vous estes bonne demorez et ne craigniez rien.* Et sur ces parolles ladicte Marguerite s'en alla hors la maison et cestoit envyron la my-nuit ; et depuis sen alla hors du lieu derechief et demora envyron six sepmaines. Deppose en oultre que la voix et fame est au lieu de Vers publicque que ladicte Marguerite est *hyrige* tellement quil ny a pièce à Vers qui layme, à cause quilz disent quelle est malostrue et maulvaise. Aultre chose ne sçait sur la généralité droictement.

Sixiesme tesmoingz.

Item. LAndrée femme de Pierre Testu dict Grangier, de bon aage pour depposer, produit juré en linstance et présence que dessus et interrogé sur les articles sus designez, deppose quelle a entendu au villaige de Vers ladicte Marguerite estre tenue, nommée, réputée, suspicionnée et estimée *hiryge* et mes-

mement quelle na poinct de bonne suspicion de ladicte Marguerite à cause de la mort de son enfantz qui mourust à Vers à cause quelle demore audict lieu, ladicte Marguerite venoit par plusieurs fois en leur maison demandant du lait, des blessons (poires) desquelles choses luy donna et après vint présenter de achepter de leurs terres, laquelle chose refusa disant quilz navoient poinct d'argent; plus revinct derechief demander à ladicte Andrée quelle luy pretast place en leur maison pour reposer du chenevas, ce que ladicte Andrée ne voulut octroïer disant quil ny avoit lieu; nonobstant revinct encores aultrefois en ladicte maison pourtant des daignes (tiges) de chenevas luy disant : *Andrée regardes sil est menot*. Et luy en vouloit donner ce que ladicte depposante ne voulut accepter.

Et alors ladicte qui parle tenoit son enfant en ses bras de fait le mesme jour son enfant tomba malade et languit jusques à certain jour quil morut et pendant la maladie dicelluy layant remué en la maison de Jehan Villiet, pensant que mal luy evadast, tenant ledict enfant survinct ladicte Marguerite laquelle entra en la maison dudict Villiet demandant de la *laictia* (petit-lait) et aussi venant quérir de leau en la seille de chez Villiet, ladicte Andrée luy dist semblables parolles : *Hélas ! Marguerite, est-ce le don que vous avez promys de me donner pour ce que je vous avois donné du lait, et vous voyez comment mon enfant est !* Laquelle Marguerite ne luy dict aultre. Et ung peu après ledict enfant trespasa. Deppose en oultre que paravant ladicte Marguerite sestoit assize entre les deux bris (berceaux) des enfantz delle et de sa belle sœur et que depuis sont mortz tous deux et feut le jour quelle luy donna le lait susdict et pendant quelle lalla querre. Deppose en oultre que après le trespas dudict enfant, ladicte Marguerite passant devant la maison des Charbonnier pourtant une herse tout

debout et plusieurs commencèrent à dyre : *Voyez comme la Marguerite porte celle herse !* Et alors ladicte Andrye dict tout bellement aux aultres : *Son maystre luy ayde à la porter.* Lesquelles parolles non obstant quelle feust assez loing entendit et lui dist : *Dieu vous doint mieulx dyre !* Et puis dict a ladicte Andrye depposante parolles semblables : *Andrée vous souvient il point de ceulx qui vous menassèrent lannée passée ?* Et ladicte Andrée respondit : *Lesquelz me menassèrent ?* Et ladicte Marguerite ne luy voulut dyre aultre. Surquoy ladicte Andrye lui dist : *Je vous feray convenir pardevant Justice pour sçavoir ceulx qui mont menassée comme vous dictes ; car je ne sçache jamais homme de bien qui maye menassé.* Et desdictes parolles ladicte Andrée en princt tesmoingz assçavoir Layma vefve de feu Claude Charbonnier, la Françoisse femme de Marin Girard, la Mye vefve de Jehan Girard, Pierre Jacquier, François Dunand et Gruisier, pour laquelle cause ladicte Marguerite depuis sen fuict pource que ladicte Andrée luy avoit dict quelle la prendroit par justice ; qui a esté cause quelle a depuis eu suspicion de ladicte Marguerite sur la mort de sondict enfant. Deppouse davantaige quelle a ouy dyre à la Roberte que la Marguerite avoit dict après la mort de sondict enfant à icelle : *Adieu vous commare Roberte, il men fault aller ; je mestois bien gouvernée jusques à présent.* Et aultre chose ne sçait sur la généralité droictement.

Septiesme tesmoingz.

Item la Claude, vefve du feu Michel Valeysant, de bon aage pour depposer, produicte receue et jurée en linstance et présence que dessus, interrogée sur le contenu desdictz articles deppose de la maladie de son filz tout ainsi que lediet Marin son filz a testiffiez adiouxant quelle alla dire à ladicte Margue-

rite et à Jehan son mari en leur champ quilz vinssent guarir son filz et quil ne leur suffisoit pas davoir tué son mary, mais vollent encore tuer son filz ; et que sondiet mary à larticle de la mort luy avoit dict quil ne mouroit par les mains daultre que de Jehan Girard lequel lavoit menassé en ung de leurs préz . Depposant de la fuiete de ladiete Marguerite faicte depuis la mort de lenfant de Pierre Grangier, ainsi que les précédentz tesmoingz deppose davantaige que quand ledict Jehan Girard menassa son filz estoient présens ung nommé André Vaulx et les deux bastards de leur maison, ensemble la Claude, femme de Nyon qui estoit alors leur servante . Et aultre chose ne sçait sur la généralité droictement.

Huictiesme tesmoingz.

La Martine, vefve de feu Claude Charbonnier, de bon aee pour deposer, produicte, receue et jurée en linstance contre et en presence que dessus est dict. Interroguée sur le contenu desdictz articles deppose : sçavoir que la voix et fame et publique au villaige de Vers et aultres que ladiete Marguerite est *hiryge*, pour ce que tout incontinent quelle menasse quelqun mal luy advient ; rendant cause de science que ladiete Martine eut une foys parolles avec ladiete Marguerite, laquelle la menassa disant quelle ny gagneroit rien et ung peu après ses deux enfantz tombarent mallades desquelz la fille morust et le filz guarit ung peu dicelle maladie ; mais ung certain temps après ladiete Marguerite luy donna du pain lequel il mangea et retomba derechief malade et alors il morust ; et a eu suspension que, ladiete Marguerite les ait tuez por les raisons susmencionnées. Depposant de la mort de Pierre Testu dict Grangier ainsi que lAndrée mère dudict enfant en a testifié, disant davantaige que ladiete Marguerite se coroussa

une fois avec la filliastre de Jehan Guillot et incontinent après elle perdict son laict. Plus que Pierre Machar achepta certain foing de ladicte Marguerite ou son mary, pour lequel eust debast avecques lesdictz mary et femme; et ung peu après il morust, pour laquelle cause est suspessonnée qui ne layent tué. Plus deppose que ledict Jehan Girard, mary de ladicte Marguerite, eut quelque couroux et parolles avecq Claude Boutier de Cernay, à cause de certain argent que ledict Girard luy devoit; et en après que ledict Girard luy eut baillé ledict argent, la main de laquelle ledict Boutier receut ledict argent luy devinet enfle et y eut grand mal, duquel mal il morut, et estoit la voix et fame que ledict Girard luy avoit donné ledict mal. Et touchant la mort de Michiel Valeysant et la maladie de Marin son filz, deppose tout ainsi que la Claude vefve dudict Valeysant a dict et testifié. Et aultre chose ne sçait sur la généralité droictement.

Neufiesme tesmoingz.

La Catherine femme de Claude Phelippe, de Vers, de bon aage pour depposer, produicte, receue et examinée contre et à linstance et présence que dessus, interroguée sur le contenu desdictz articles deppose tout ainsi que ladicte Martine a dict, testifié et depposé, sur la généralité.

Dixiesme tesmoingz.

Pernette, femme de Jehan Villiet, de bon aage pour depposer produicte, receue, jurée et examinée contre et à linstance contre et en présence que dessus, interroguée sur le contenu desdictz articles deppose tout ainsi que lesdictes Martine et Catherine ont dict, testifié et depposé, sur la généralité droictement.

Unziesme tesmoingz.

Pernette femme de Claude Villiet, de bon aage pour deposer produicte, receue, jurée et examinée en linstance contre et en présence que dessus, interroguée sur le contenu desdictz articles depose tout ainsi que lesdictes Martine Catherine et Pernette ont dict, testifié et deposé sur la généralité.

Douzième tesmoingz.

Jehanne femme de Jacques Valeysant, de bon aage pour deposer, produicte, receue, jurée et examinée en linstance contre et en présence que dessus; interroguée sur le contenu desdictz articles depose ainsi que lesdictes Martine, Catherine et Pernette ont deposé et testifié sur la généralité droictement.

Treizième tesmoingz.

Jehanne femme de Jehan Villiet dict Goillon, de bon aage pour deposer, produicte, receue, jurée et examinée à linstance, contre et en présence que dessus, interroguée sur le contenu desdictz articles depose ainsi que lesdictes Martine, Catherine, Pernette et Jehanne ont testifié et deposé sur la généralité droictement.

Quatorzième tesmoingz.

Bietrix vefve de feu Claude Girard de bon aage pour deposer, produicte, receue, jurée et examinée, en linstance contre et en présence que dessus, interroguée sur le contenu desditz articles depose ainsi que lesdictes Martine, Catherine, Pernette et Jehanne ont testifié et deposé sur la généralité.

Quinziesme tesmoingz.

✓ Nycolarde femme de Nycollas Jacquier de bon aage pour deposer produicte, receue, jurée et examinée en linstance contre et en présence que dessus, interroguée sur le contenu desdictz articles depose ainsi que lesdictes Martine, Catherine, Pernette, Jehanne et Bietrix ont testifié sur la généralité droictement.

Seiziesme tesmoingz.

Jehan Villiet de bon aage pour deposer, tesmoingz produict, receu, juré et examiné en linstance contre et en présence que dessus, interrogué sur le contenu desdictz articles dict et depose que la voix et fame est publique en tous lieulx ou ladicte Marguerite est congneue, spécialement à Vers, quelle est *hiryge* et meschante femme et que ung chescung, petit et grand pour telle la nomme et répute communément; et luy a esté dict et impropéré par plusieurs fois quelle estoit *hiryge* de quoy na faict aucune revenche. Aussi quelle est suspessonnée davoir tué les enfantz de chez les Testuz, aultrement dictz Grangier, pource quelle sen fuict comme les précédentz tesmoingz ont dict depuis la mort desdictz enfantz, à cause de ce que lon murmuroit que lez avoiet tuez et quon la vouloit faire prendre par justice, pour laquelle fuicte a esté encore derechief suspessonnée et réputée pour telle. Et aultre chose ne sçait sur la généralité droictement.

Dix-Septiesme et dix-huictiesme tesmoingz.

Michel Girard, lancien et Claude Jacquier, de bon aage pour deposer, tesmoingz produict, receus, jurez et examinez

en l'instance contre et en présence que dessus. Interrogez sur le contenu desdictz articles deposedent tout ainsi que Jehan Villiet a testifié sur la généralité droictement.

Dix-neufviesme tesmoingz.

Nicolas Jacquier, de bon eage pour deposer, tesmoingz produict, receu et jurez, examiné en l'instance contre et en présence que dessus. Interrogué sur le contenu desdictz articles dict et depose ainsi que lesdictz Villiet, Girard et Jacquier ont testifié et deposedé, adiouxant quil a ouy dire à certaines femmes que quand le filz de Marin Girard languissoit à sa maladie estant comme enragié, feut envoyé quérir ladicte Marguerite pour icelluy guarir, laquelle vint et entrant dans la maison dudict Girard princt une cordette qui pendoit à la porte et la jecta sur lenfant qui gisoit au broseau (berceau) lequel en après feut ung peu allégié du mal quil avoit paravant et ce dura jusques à tant que la mère dudict enfant se couroussa avecque ladicte Marguerite, après lequel couroulx ledict enfant devinet malade comme paravant et comme enragié comme dessus est dict; et derechief allerent querre ladicte Marguerite pour guarir ledict enfant et feut la mère dicelluy, laquelle Marguerite y vinet disant quelle ne lui pouvoit pas oster, et le lendemain il morut; et cela feut faict en présence de la Martine Charbonnier et Françoisse mère dudict enfant. Et aultre chose ne sçait sur la généralité droictement.

Vingtiesme et vingt-uniesme tesmoingz.

Claude Philippe et Claude Villiet, de bon aage pour deposer tesmoingz produictz, receus, jurez et examinez en l'instance contre et en présence que dessus. Interrogez sur le contenu

desdictz articles deposedent comme lesdictz Villiet, Girard et Jacquier, adiouxant ce que lediet Jacquier dernier tesmoing a adiouxte sur la généralité droictement.

Confession faicte par ladicte Marguerite.

Et ladicte Marguerite a confessé et confesse ayant ouy la deposition desdictz trois tesmoingz dernièrement examinez quelle fut en la maison dudiet Marin Girard comme dessus ont deposedé et quelle dist quilz demandassent son mary pour guarir lenfant prédiet.

Vingt-deuxiesme tesmoingz

Loys Guillot de bon aage pour deposer, tesmoing produict receu, juré et examiné en linstance contre et en présence que dessus. Interrogué sur le contenu desdictz articles, diet et depose tout ainsi que Villiet, Girard et Jacquier, premiers hommes tesmoingz deposant ont diet, testifié et deposedé, sur la généralité droictement.

Vingt-troisiesme, vingt-quatriesme, vingt-cinquiesme et vingt-sixiesme tesmoingz.

Claude Guilliot, Jehan Girard, le jeune, Henry Villiet et Jehan Villiet, diet Grillon, tous de bon aage pour deposer, tesmoingz produictz, receus jurez et examinez en linstance contre et en présence que dessus. Interrogez sur le contenu desdictz articles ont deposedé ainsi que lediet Loys Guilliot a deposedé sur la généralité droictement.

Vingt-septiesme tesmoingz.

Jehan fils de Jehan Villiet, de bon aage pour deposer, tesmoing produict, receu juré et examiné en linstance contre et

en presence que dessus. Interrogué sur le contenu desdictz articles depose ainsi que ledict Jehan Villiet tesmoing dernier a dict et testifié adiouxant que la dicte Marguerite est suspessonnée de la mort de Pierre Dubosson pour ce quelle eust quelque débast avecque luy et depuis luy bailla à manger dune thome (fromage) après quoy tomba malade incontinent et morust. Aussi est suspessonnée de la mort de Claude Charbonnier dict *le bossu*, lequel devoit estre mary de la fille de ladicte Marguerite ; et pource quil vendit sa maison, ladicte Marguerite se couroussa avec luy, le menassant et luy disant quil nespouseroit jamais sa fille ; et ung peu de temps après tomba malade et se morut. Et aultre chose ne sçait sur la généralité droictement.

Vingt-huitiesme tesmoingz.

Claude Valleyant, de bon aage, etc. Interrogué sur le contenu desdictz articles, depose comme lesdictz Henry et Jehan Villiet ont dict et testifié, adiouxant que il feut présent quand ledict Jehan Girard menassa ledict Valleysant en ung de leurs prez et lequel despuis feust mallade et guarit tout ainsi que ledict Marin précédent tesmoingz a deposé. Et aultre chose ne sçait sur la généralité.

Vingt-neufviesme tesmoingz.

Item Jehan Girard, lancien, mary de la Marguerite dénoncée et accusée comme dessus, de bon aage pour deposer, tesmoingz produiet, receu, juré et examiné en linstance contre et en présence que dessus. Interrogué sur le contenu desdictz articles dict et depose quil nen sçait rien, reservé que sadicte femme sen est allée sans son congé et aultre chose ne sçait sur la généralité droictement.

Submission de Jehan Girard.

Après lequel examen faict et inquisition susdite sest comparu le noble procureur de nos magnifiques seigneurs et barons de Viry, lequel nous a proposé en présence dudict Jehan Girard lancien, que icelluy se trouve aussi bien que la Marguerite sa femme par les informations submentionneez estre suspessonné et entaché du crime dherigerye et aultres parquoy demande icelluy Jehan Girard estre detenu et decerné capture et prinse de corps contre icelluy, affin que justice soit administrée et le dict Jehan Girard a dict et respondu quil ne cognoissoit point ledict procureur et que jamais il ne luy avoit faict desplaisir parquoy demande ses requisitions nestre faictes.

Et nous Chastellain prémémoré, ayant veu et entendu le contenu desdictes informations, considéré la requeste dudict noble procureur et la responce dudict Jehan Girard lancien, de la résolution de nos conseillerz et jurez pour aulcun bon respect: Avons congneu et ordonné ledict Jehan Girard lancien se debvoir soubzmectre présentement par devant nous de se représenter touteffois et quantes quil sera de notre part demandé et ce à poyne davoir toutes choses desquelles ledict noble procureur le voudroit intituler pour confesseez et en cas de deffault aussi de confiscation de corps et de biens et de griefve pugnition sil se peult estre atteinct; en exécution de laquelle nostre ordonnance ledict Jehan Girard sest soubzmiz ainsi que dessus est dict et a promis et promect de se représenter comme dessus est narré et avoir agréable le contenu de nostre diete ordonnance.

Donné et faict ledict cinquiesme jour de may, mil cinq cents quarante six, par lesdictz seigneur Chastellain et jurez. Ainsi octroyé.

Capture.

Nous, Claude Dupuys, Chastellain de la baronnye, terre et mandement de Viry, por magnificques et puissantz seigneurs Jehan et Gabriel, barons et seigneurs dudiet lieu, sçavoir faisons à tous par cestes sestre comparu par devant nous le noble procureur de nosdictz magnificques seigneurs et barons de Viry, lequel en présence de ladicte Marguerite a proposé que icelle estoit par le contenu des informacions par nous prises fort indiciée, suspessonnée, acculpée et diffamée du crime dhirigerye et aultres maléfices comme se voit contenu par lesdictz informacions, pourquoy nous a requis icelle estre détenue, prinse et incarcérée ainsi que à tel cas appartient ; Et à ces fins et conclusions, articles et intitulations respondre suffisamment et aultrement procéder contre elle ainsi que le cas mérite, jouxte justice et équité et seure congnoissance estre par nous faicte et décerner capture contre elle ainsi que dessus est demandé. Et ladicte Marguerite sest comparue disant quil nest rien de tout ce que ledict procureur est proposé et quelle ne dira jamais chose que ce soit des choses desquelles est faict mention ; demandant estre libérée et justice administrer.

Et nous, Chastellain, avoir veu les informacions prénarrées, considéré en leffect dicelles par lesquelles nous appert ladicte Marguerite estre fort supessonnée du crime duquel elle est accusée, aussi en suyvant nos précédentes ordonnances, non obstant le dire de ladicte Marguerite, de la résolution de noz conseillers et jurez, avons congneu et ordonné icelle estre détenue et de plus fort incarcérée, assignant en adiornant icelle de jour en jour à respondre sur les intitulations, articles et propositions qui seront donnez de la part dudiet noble procureur ; Et nous veoir procéder sur le toutaige comme il con-

viendra par droict; mandant et commandant à tous nos officiers ceste présente nostre ordonnance mectre en exécution, toutes oppositions et allégations cessantes. Donné et fait ledict cinquiesme may, mil cinq cens quarante six, par lesdictz seigneur Chastellain et Jurez. Ainsi octroyé.

Procès criminel fondé et fait contre la dicte Marguerite.

Nous, Claude Dupuys, Chastellain, etc.. sçavoir faisons à tout par cestes, par devant nous estre comparu le noble procureur desdictz magnifiques seigneurs et barons de Viry, produisant les informations par nous prinses contre ladicte Marguerite Moral, de Jonziez, femme de Jehan Girard de Vers, détenue et incarcérée comme dessus est mentionné ; aussi les articles sur lesquelz demande icelle respondre suffisamment et estre inquisie sur les choses dont elle est articulée et sur le tout procéder par raison comment justice administrant ; Et ladicte Marguerite a esté par devant nous présentée par l'officier de nostre Court et premier estre admonestée et avisée de nous dire et confesser la pure vérité, comme en tel cas est nécessaire faire ; a estre interroguée sur le contenu desdictz articles par ledict noble procureur produictz, sur lesquelz a respondu et confessé comme sensuyt :

Articles.

Premier de quel aage est la dicte Marguerite, dequel lieu elle est partie et combien il y a de temps quelle est habitante de Vers.

Respond quelle a environ cinquante ans, quelle est partie de Jonzier et est fille de feu Jacquemo Moral dudict lieu, quil y a environ trente ans quelle habite à Vers.

Interrogée si elle sçait porquoy elle est détenue et si jamais elle a eu craincte destre emprisonnée. Respond quelle ne sçait la cause de sa détention, touteffois quelle entend que ce soit pource que ceulx de Vers disent quelle est *hirige* et que à cause de la mort de lenfant de Pierre Testu dict Grangier, voyant quon la menassoit destre emprisonnée sen alla dudict Vers et dict que ne feut pas bien advisée de sen aller.

Interrogée si elle sçait ou à ouy dire quilz feussent aucun hiriges ou diables. Respond quelle a ouy dire quil y a des hiryges, ne sçait lesquelz ce sont et ne sçait qui soynt aulcungz dyables.

Item si elle sçait que lesdictz hiriges fassent aulcung homaige au diable, par quel moyen et cause et comme ilz vont à la Synagogue. Respond quelle ne sçait que cest.

Item si jamais elle a poinct heude question avecq personne de Vers, ou aultre, pour quelle cause et comment. Respond que quand elle feut revenue de là où elle estoit allée, elle eust parolles avecque la Jehanne femme de Pierre Girard, à cause quelle ne luy vouloit rendre certain mantilz quelle luy avoit baillié en garde quand elle sen alla. Et aussi a eu question avecq celles qui lont battue.

Item en quel lieu elle a conservé le plus souvent et si jamais elle est allée de nuict seule par chemin, ayant quelque regret, tristesse ou mélancholie. Respond que une nuict aux polletz chantantx pource que son filliastre ne vouloict espouser sa fille elle en estoit marrye et aussi à cause quil menoit mauvaise vie, elle sen alla à Jonzier chez sa sœur.

Item si aulcungz luy ont jamais faict desplaisirs ou à son mary, tant à leurs personnes que biens, de quoy ils eussent estez bien marrys et de quoy ilz se feussent bien voulu venger. Respond que personne ne luy a faict desplaisirs synon ceulx qui lont baptue et octragié.

Item si elle a poinct cerché aulcung moïen de se venger de ceulx qui luy faisoient desplaisir ou à son mary ; et si trouva jamais quelque chose qui luy promist ayder à faire la veance. Respond que non.

Item si elle na poinct eu de vision et si elle en eut poinct peur et craincte. Respond quelle neust jamais peur synon alors qung chien enragé la mordist au bras en ouvrant la pourte de sa mayson de matin.

Item si elle a ouy dire quilz feussent aulcungz hiriges et quilz tinsent aulcune Synagogue. Respond que non et quelle nen sçait rien.

Item si jamais on luy a dict quelle feust hirige elle mesme et qui sont ceulx qui tel cryme luy ont impropéré. Respond que Jehan fils de Jehan Villiet, la Jehanne femme de Pierre Girard, la Claude relaissée de Michiel Valleysant, lAndrye femme de Pierre Testu dict Grangier et celles qui lont baptue lont souven-teffois appelée hirige.

Item si jamais elle a absenté le lieu de Vers pour celle cause. Respond quelle a absenté le lieu de Vers pour deux ou trois mois et que depuis sen est revenue pourcee que ses amys luy disoient : *si vous nestes malostrue retornez vous en.*

Item et vers qui elle feust pour avoir conseil avant son départ et qui la conseilla de sen aller. Respond quelle demanda conseil au commissaire Duvalle et Amy Villiet, lesquelz luy dirent : *Si vous estes bonne, demorez et si vous estes aultre allez vous en et ne retornez jamais.* Et elle leur respondit : *Il fault que je m'en aille, car chaine de fert ne me tiendroict à présent.*

Item pour quelle cause elle revinct et combien de temps demora dehors. Respond comme dessus et quelle revinct par le conseil de ses amys.

Item si elle cognoict Pierre Grangier et Andrée sa femme,

et si jamais elle eut quelques parolles ou débât avec eulx. Respond quelle les cognoist bien et quelle a courroulx avec Andrée femme dudict Testu parce quelle disoit avoir suspicion quelle qui parle neust tué son enfant.

Item de quelle mort ou malladie morut ledict enfant. Respond que lung est mort a Annessy et laultre à Vers, duquel elle acculpée.

Item si elle cognoist Marin Girard et sa femme et si jamais elle a eu question avecq eulx et sy sont mortz aulcungz leurs enfantz et quelle maladie. Respond quelle les cognoist et quilz avoient ung filz qui est mort ces jours passez de la malladie des aultres et qu'il a pleu ainsi à Dieu.

Item si elle a esté requise de aller guarir ledict enfanct quand il estoit mallade. Respond que non ; reservé celluy dudict Marin Girard quelle allast veoir et non aultre.

Item si elle cognoist Marin Valleysant et Claude sa mère et si elle a jamais eu question aucune avecq eulx ny son mary pareillement. Respond quelle na jamais eu parolles oultrageuses ny debast avecq eulx ; de son mary nen sçait rien, toutteffois du temps que ledict Marin Valleysant estoit malade, alla chez ledict Valleysant pour demander le fourt, et estant en ladiete chambre ou gisoit mallade ledict Marin, elle luy demanda si il estoit guary et il luy respondiet : *Oui, Dieu marcy.*

Interroguée quelle estime, voix et fame elle eust entre les voisins au lieu de Vers, et si elle est bien aymée et veue volontiers audict lieu. Respond quelle ne sçait. Et après a confessé que ceulx de Vers lestimement estre hyrige et quilz ne la veoient pas volontiers.

Item si elle a poinct cogneu Pierre Machard de Cerney et quil est devenu et si elle ou son mary lui vendirent jamais aulcung foing. Respond quelle le cognoissoit et est mort à

Cerney naguères, et que son filliastre luy vendist certain foing.

Item de quelle mort il morust et qui sont ceulx qui sont cause de sa mort. Respond quelle ne sçait pas.

Item si elle a cogneu Claude Buttier de Cerney et si eust jamais quelques parolles fascheuses avec luy, et quil est devenu. Respond quelle le cognoissoit et quil est mort comme elle a entendu dire et na jamais eu parolles fascheuses avecq luy.

Item interroguée par quelle façon et manière elle sçait pourter les herses tout debouct sur sa teste. Respond que quand elle lavoit pourtée du plaët elle la portoit debout au mieulx quelle pouvoit.

Item si jamais elle a eu regretz à cause que ses voisins la tenoient pour hirige et meschante femme et si elle sen est jamais plainct en justice. Respond quelle a eu grand regret et encore a de présent de ce que lesdictz voisins la disoient hirige et quelle eust voulu pour ce cause estre morte pource quelle ne pouvoit pas se venger par justice de ceux qui la blasmoient.

Item de quelle estime elle tiendrait quelcung qui eust absenté le païs de peur de tomber en justice et causant quelques malefice qui luy auroiet esté impropéré duquel publiquement feust diffamé. Respond quelle ne sçait que dire.

Item si elle a eu question avecq queleungs de ses voisins depuis peu de temps en ça. Respond quelle na eu question sinon avecq celles qui lont battue.

Item si mercredi passé estant à Viry chez Revasclier, hoste dudiet lieu, elle parla pinct à Jehan Girard son mary, et quelz propositz ilz tindrent. Respond que lediet Girard luy dist : *Que fais-tu icy ?* Et luy respondit quelle ne faisoiet guères, disant navoir aultre chose diet.

Suyvant quoy sest comparu le noble procureur disant et proposant ladicte Marguerite ne dire aulcune vérité, mesmement à cause de ce que dernièrement a esté interroguée, daultant quil feust dict par ladicte Marguerite audict Jehan Girard semblables parolles : *Jehan pourquoy estes vous venu icy ? vous ny deviés pas venir. La fille quelle manière faisoit elle quand vous estes venu, mais sçavez vous quil y a ; ne disons rien lung contre laultre et plustost morir que se deceler lung laultre.* Ce quil conviendroist par ensemble faire demander sur ce ladicte Marguerite estre interroguée et en cas de négative ledict procureur se offre faire apparoir ; et après requiert en cas que ladicte Marguerite soit potinée et obstinée de non confesser vérité procéder à sentence interlocutoire et la juger à la torture et question et justice administrer. Sur laquelle propousite ladicte Marguerite a été interroguée layant premier admonesté de dire vérité et luy estre imposé la gehenne en cas quil se conste du contrayre et laquelle a tousiours desnyé le contenu de ladicte propousite affirmant navoir aultre que ce que dessus a respondu, se somectant libéralement et en cas quil se conste quelle aye tenu telz propositz avecq ledict Girard son mary oultre ceulx qui sont cy dessus dictiz avoir deux strapades de corde sans rémission quelconque.

Et nous, dict Chastellain, avant veu les articles et propositions faictz par ledict noble procureur, les responcez et soubzmissions de ladicte Marguerite ; le tout considéré et de la résolution de noz Jurez avons remis icelle détenue à demain estre representee pardevant nous et alors par ledict procureur justifier ce que du contenu en son dict proposit a esté par ladicte Marguerite desnyé, assignant icelle Marguerite à veoir jurer les tesmoingz qui seront par ledict procureur produictz et opposer ce quelle vouldra et estre examinez comme appar-

tient. Et en après nous confesser la pure vérité aultrement en ladicte sentence interlocutoire nous veoir procedder comme est par ledict procureur requis et suyvre sur le tout comme de raison.

Donné et faict le dixiesme jour de may mil cinq cens quarante six par lesdictz seigneur Chastellain et Jurez ainsi octroyé.

Examen des Tesmoingz. Seconde Journée

Lan que dessus et le unziesme jour de may sest comparu pardevant nous le procureur de nosdictz Magnificques barons de Viry, lequel suyvant notre dernière rémission produict à veriflication de son dire les négatives de ladicte Marguerite inquisse à sçavoir : la Germaine femme de Jehan Ravasclier de Viry et Jacquemie fille de feu Pierre Bachet, lesquelles il demande estre reçues et examinez sur le contenu dudict dernier article de sa part contre ladicte Marguerite donné ; requérant aussi suyvre comme cy-devant est par luy requis, aussi en vigueur de la submission par ladicte inquisse faicte. Et ladicte Marguerite a esté représentée pardevant nous, laquelle ayant veu lesdictes susnommées na rien contre elles opposé ; pourquoy sont estez en sa présence admonestez, advisez, jurez et examinez particulièrement et lesquelles ont deposé comme cy après se contient.

Premierement ladicte Germaine, produicte, jurée et examinée comme dessus et de bon aage pour deposer a esté interroguée sur le contenu dudict premier article et de ses deppendances. Laquelle dict que mercredy passé ladicte Marguerite estant en leur maison en laquelle vinet aussi Jehan Girard son mary, dist à icelluy semblables parolles : *Hélas, Jehan me pensiez vous veoir icy ? me veistes vous jamais faire choses*

malfaictes ? Lequel luy respondit que non et quil falloit avoir patience.

Et après ladicte Marguerite demanda que la Marye leur fille faisoiet et disoiet quelle devoiet bien estre desconfortée. Et en après luy dist : *Vous ne devez pas venir icy, au lieu de Viry*, et luy demanda si leurdicte fille luy avoiet poinct dict quil ne vinet pas. Lequel respondiet que ladicte fille estoit venue avecq luy jusques soubz léglise de Vers et quelle ne vouloit pas quil vinet audiet Viry. Et dist que ladicte Marguerite et Jehan Girard parlirent beaucoup par ensemble et aussi que ladicte Marguerite dist à ladicte depposante qui parle que lon lacculpoit de la mort de lenfant de Pierre Testu dict Grangier, demandant à ladicte depposante si elle avoiet poinct ouy parler de ses affaires et aultre chose ne sçait sur la généralité droictement.

Second tesmoingz

Item la Jacquema, fille de feu Pierre Bachet, de bon aee pour depposer, produiete, receue et jurée en linstance dudict procureur contre ladicte Marguerite et en sa présence. Interrogée sur le contenu dudict dernier article pendant lassignacion dhuy deppose, sçavoir comme le précédent tesmoingz ; adiouxant que ladicte Marguerite dist audiet Jehan Girard son mary : *Gardez bien que lung de nous deux ne dyse rien de lautre ; quil sache plustost morir que se deceler lung lautre*. Et lequel dict Jehan Girard luy respondist semblables parolles : *Nen aye poinct peur*. Rendant cause de science pource que lesdictes parolles estre dictes, ladicte Marguerite bailla à sondiet mary ung *vourtellion de tression* quelle avoit en son seing et du pain blanc pour bailler à la Marie leur fille, duquel tression lediet Jehan Girard en vouloit copper pour

lier ses chausses, ce quelle ne vollut permectre luy disant que non. Et après sortit dehors et survindrent daultres gens.

Interrogée si lofficier estoit avecq eulx, deppose que non et quil alloit et venoit. Et aultre chose ne sçait sur la généralité droictement.

Requisition dudit procureur

Et ledict procureur persistant comme devant, requiert justice luy estre administrée et ladicte Marguerite enquisse estant admonestée de dire la vérité, se voyant confuse a dict et confessé spontanément les choses suyvantes.

Confessions de ladicte Marguerite, potinière de ladicte seconde Journée.

A sçavoir que il est vray quelle dist les parolles susdictes par lesdictes deux tesmoingz depposantz, audict Jehan Girard son mary et que eulx deux ont tenu telz propotz. Et oultre confesse que lan passé au temps des vendanges ou que lon semoiet les fromentz, après la mort du filz de Pierre Testu dict Grangier, pourcee quon suspessonnoiet et disoit quelle lavoiet tué, estoit toute desconfortée en tant que une nuit estant seule en leur maison dans leur estable se lamentoiet bien fort. Alors survinct ung *visible*, lequel estant dedans icelluy estable, luy dist : *Que fais tu ? que dis tu ? de quoy te désespère tu ?* Laquelle luy respondict quelle estoit toute desconfortée de ce quon lacculpoit de la mort dudit enfant. Lequel luy dist : *Malheureuse, que veult tu faire ? va ten, on te prendra.* Auquel elle creut et sen alla et dict qualors Jehan son mary estoiet allé quérir leurs beufz pour aller à la labour et son fillestre estoiet allé à Lullyer et sa fille estoiet encore endormye.

Interrogée si elle a tué ledict enfant dudict Pierre Testu dict Grangier. Respond que si elle la tué ce a esté ignoramment. Aussi si elle estoit ou est *hiryge* et si elle feust jamais à la Synagogue. Respond que non. Interrogée comme elle vist ledict visible et quelle forme et comment. Respond quelle ne sçait.

Sentence interlocutoire

Et ledict noble procureur derechief se comparoit disant et propousant que ladicte Marguerite est variable, mensongière et discordante en ses confessions et quelle ne veult descouvrir la pure vérité de ce quelle sçait et de quoy elle est intitulée et interrogée et voyant quelle se trouve confuse et grandement indiciée par les informations contre elle prinses, lesquelles derechief il produit, et attaincte du dict crime dhirygerie mesmement par ses responces cy-devant faictes, icelle condampner et adjuger à la torture sans aulcung délai, sur ce ordonner et justice administrer. Et nous, dict chastellain, ayant veu lesdictes informacions, les responces et confessions de ladicte Marguerite, noz précédentes admonitions à elle faictes et ordonnances sur ce données ; de la résolution de nosdictz conseillers et jurez : avons congneu, congnoissons et ordonnons icelle estre torturée, gehennée et questionnée et aulx tormentz de ladicte torture expousée à nostre modération ; et ce jusques à tant que par sa propre bouche soit confessé la pure vérité. Sy mandons et commandons à tous noz officiers icelle nostre présente sentence mettre à exécution toutes oppositions, allégations cessantes et ce au premier jour auquel la remectons à penser de dire la vérité pure de ce quelle sçait. Faict et donné ledict ungziesme jour de may audict an mil cinq cens quarante six, par lesdictz seigneur Chastellain et Jurez ainsi octroyé.

Confessions de ladicte Marguerite et tierce journée.

Nous Claude Dupuys, chastellain, etc., certiffions à tous que aujordhuy dacte de cestes, sest comparu pardevant nous ledict noble procureur requerant et demandant estre mise a exécution nostre sentence interlocutoire cy devant proférée et suyvie en justice comme il convient contre ladicte Marguerite, laquelle a esté pardevant nous représentée et layant admonesté deurement na voulu aultre chose dire suyvant quoy et en exécution de nostre sentence avons commandé icelle prendre et mener au lieu de la torture ; et estre liée à la corde derechief ladmonestant de dire la vérité à poyne destre eslevée et recepvoir les strapades et tormentz que en telz cas sensuyvent. Laquelle nonobstant nostre dicte admonition a dict quelle ne disoiet aultre chose ; sur quoy avons commandé icelle estre eslevée en hault. Et incontinent après a demandé estre mise bas sans avoir aulcunes estrapades, nous promectant de dire la pure vérité, parquoy avons commandé icelle abbaissier bellement et en après a confessé la Marguerite les choses cy après escriptes :

Premier estre advisée de dire la pure vérité à poine de griefz tormentz, a dict ladicte Marguerite quil y a environ vingt ans que ung sabmedy, Jehan Girard son mary, avoiet mené du seel à Genève au temps que lon mondoit les formentz, lequel sen retournant dudict lieu et estant à Sainct-Jullien près la maison de chez Faulcon, morust ung de ses beufz avec lesquelz il avoiet admené et faict charris ledict seel audict Genève et ayant sceu icelle Marguerite depposante la mort dudict beufz, feust fort troublée et marrye, de sorte que le lendemain qui feut ung dimanche, se leva du matin ung peu devant jour pour aller trouver son dict mary à Sainct-Jullien. Et allant par le chemyn se lamenctoît fort et pleuroit comme toute désespé-

rée et quand elle feut au *Bois Blanc* (1), auprès des plantes des nobles de Sonzier (Songy), il sapparut à elle ung homme vestu de noyr, lequel luy dist : *Quas tu ?* Et elle luy respondiet quelle estoiet fort désolée et navrée et non sans cause pource que leur beuf estoit mort. Et alors lediet vestu de noir luy dist : *Se tu veulx faire ce que je te conseilleray je te feray beaucoup de bien.* Et alors ladiete Marguerite luy demanda quil estoiet ; et il luy respondist quil estoit le Dyable et quil sappeloit *Morguet*. Et de faiet après plusieurs parolles dictes par ensembles et promesses que lediet dyable luy feit, elle renoncea Dieu et ce qui estoit de luy et se donna audiet diable Morguet, lequel luy feit faire l'homeige en signe duquel feit promectre à ladiete Marguerite luy donner tous les mois ung œuf. Et ce faiet lediet diable Morguet marqua ladiete Marguerite en la hanche droicte, luy disant : *Si tu me croys, je te feray beaucoup de bien.* Et derechief luy faisant plusieurs promesses. Et ce faiet ladiete Marguerite sen alla à Sainct-Juillien trouver Jehan Girard sondiet mary ; et estant audiet lieu leur feut donné par certain ambassadeur, aux prières et requeste de feu noble Claude Faulcon, deux escuz dor, lesquelz ladiete Marguerite avoiet tousiours pensé que ce feust par layde et faveur dudiet diable Morguet jusques à présent, et les receut comme dict est.

Confesse que deppuis le serment faiet audiet diable, ung mois après estant en une de leurs possessions appelée la *Croix de la Pierre* mondant du bled, sortit de dernier un saulge lediet diable Morguet, lequel la vint trouver et luy dist : *Que fais-tu ?* Et ladiete Marguerite luy respondiet : *Je monde ce froment.* Alors il luy dist : *Me veulx-tu rien païer ;* et elle luy respondiet quelle navoiet pas son païement là, mais elle le païeroit incontinent quelle seroit en sa maison. Et alors

(1) Entre le village de La Côte et le château d'O'gny.

ledict diable luy baillia une boëte rossette en laquelle y avoiet de pouldre de couleur noire, luy disant : *Si tu veulx mal à personne quelconque, tu leur bailleras de ceste pouldre et après mourra* ; et laquelle boëte elle prinst. Et puis sen va en leur maison en laquelle ledict diable sapparut incontinent à elle luy disant si elle le vouloiet païer, laquelle alors print ung œufz dans ung panier et le luy bailla, lequel diable le receut luy disant derechief : *Quand tu te voudras venger de quelcung, boute leur sur le corps de ceste pouldre et naye craincte daulcune chose, car je te garderay bien et on ne te fera rien.*

Confesse que la première fois quelle alla en la Synagogue ce feust vers le saulge des *Mouilles* (1), et que ledict diable Morguet luy dist quil se falloit trover audiet lieu et que la Jehane mère de Loys Cogne auparavant luy dist que on la debvoit tenir là et se trouvèrent ladiete nuict audiet lieu envyron après le premier somme et y estoient plusieurs, mesmement la Rolette femme de Amy Courtet, ladiete Jehanne mère de Loïs Coigne et Reyne femme de Puget, la Volarde de Bellossier, la Jehannette et aussi Jehantet son filz, lequel estoit petit enfant et le menoit alors avecq elle, et Pierre Defiedz de Germany, et y estoient aussi tous leurs maistres diables et incontinent audiet lieu feut faict gros feu et dansarent, beurent et mangearent. Et ladiete Marguerite chantoiet une chanson disant : *A la rousée du bois grilleray mes manches*, et plusieurs aultres dont ne se souvient. Et dict, que leurs maistres chantoient avecq eulx et ayant demouré la lespace dune heure ou deux sen revindrent en leur maison, mesmes ladiete Marguerite sen revinct avec ladiete Jehannette et sondict filz.

Plus confesse et dict que Jehan Girard son mary est *hiryge* et quil a faict lhomaige au diable appelé *Bouchard* et quil y a

(1) *Les Mouilles*, près marécageux traversés par la route actuelle de Frangy, près des auberges du Mont-Sion.

envyron seize ans ou plus quil la luy dict et confessa et quelle la veu en ladicte Synagogue au lieu des *Mollies*, lequel soffloit et les aultres chantoient et dict quil est marqué au flanc droict ainsi quil luy dist une nuit estant couchié au lit ensemble Plus confesse que une foys ladicte Marguerite alla à Leluyset quérir du sél et ce feust avant que la Colette Pentet eust esté incarcérée, estant en la maison de ladicte Colette, elle luy dist semblables parolles : *Marguerite ne veulx tu pas venir avecq nous en la Synagogue, au lieu de Creutgerou* (1). Laquelle luy respondit que non, et laquelle ne vouloit pas laisser sa compaignie et quelle alloit à la Synagogue vers *Mollies*. Et confesse en oultre que ladicte Colette luy dist que la George Génasson alloict avecq elle et aussi la mère de Nycollas Tissot, la Jacquemie, femme de feu Jehan Blanc, et la Catherine femme de Guillaume Couchet ; et confesse quelle a veu à ladicte Synagogue aulxdictes Mouilles la Pernette femme de Pierre Ducellier, et Maurise femme de Monet Roc, Pernette femme de Claude Ducellier, Michel Bozon par quatre ou cinq fois. Plus confesse que du temps quelle demoroit à Mainvyez (Minzier) chez Carementrant, quelle venoict en la Synagogue audiet lieu des *Mollies* avec la Magdelaine femme de Pierre Réal, Aymée femme de Gabriel Réal de Minzier, Anthonie femme de Monet, partie de la maison des Chappuis de Jonzier, aultrement Moussu, laquelle Anthonie estoit seur de Hugues Pavillon de Minzier.

Item confesse que la Martine femme de Mauris Moral et la Pernette femme de Pierre Paroisso sa seur et aussi ledict Pierre Paroisso sont tous hiryges comme elle. Et dict et confesse que une fois estant à la Synagogue dessoubz les molins de *Bossey* (2)

(1) Lieu dit situé entre les villages de Belossy et d'Essertes.

(2) Moulins situés entre les villages du Malpas et les Barraques.

appartenant aux seigneurs de Nouvery, les femmes susnommées se montrarent leurs boêtes, que le diable leur avoit données lune à laultre lesquelles estoient pleines doignementz.

Interrogée si elle essaïa jamais la pouldre laquelle elle dict luy avoir esté baillée par ledict diable Morguet et sur qui et comment la première fois. Confesse quelle esseyâ ladicte pouldre premièrement sur une de leurs *mouges* (génisses) de poil rouge de laige de deux ans sur laquelle elle mist de ladicte pouldre et dedans trois jours après elle morut et laquelle *mouge* elle ne voulut quaulcung` en mangeast, ains la feict jecter en ung crou dessoubz l'église de Vers. Confesse que après esseïa ladicte pouldre sur une sienne fille laquelle s'appeloit Humberte et estoit fillole de la Humberte de chez Villiet, et ce feust affin que sceust si ladicte pouldre avoiet puissance aussi bien sur les gens que sur les bestes. Et laquelle pouldre elle mict sur lestomach de ladicte fille qui estoit encore au berceau après quelle luy eust osté les liens qui la tenoient audict berceau et ses petis *drappeaulx* (langes) : Laquelle fille dedans quatre jours après se mourut. Disant et confessant ladicte Marguerite que ladicte Humberte sa maroine et la Claude Flocque après ce quelles eurent visitté ladicte fille morte disoient quelle estoit changée et que mauvaises gens lavoient tuée. Et ce que dessus elle a dict et confessé sur ce interroguée. Et pour le présent na esté plus avant enquisé.

Et nous Chastellain, de la résolution de nos dictz Jurez et conseilliers, ayant entendu les confessions de ladicte Marguerite sus escriptes, lavons remise comme par cestes remectons à demain à estre représentée pardevant nous et ce pendant se réadviser de toutes choses par elles faictes et perpétrées ; et alors nous déclarer et descouvrir, confesser et dire la pure vérité aultrement nous veoir procéder a la question ainsi que par nous a esté ordonné.

Donné et faict le douziesme jour dudiet mois de may mil cinq cens quarante six, par lesdictz Chastellain et Jurez, ainsi octroyé.

Capture décernée contre Jehan Girard, lancien, de Vers

Nous Claude Dupuys, chastellain de la baronnys, etc., sçavoir faisons à tous qui ces présentes voiront que ce jordhuy dacté dicelles se soiet comparu pardevant nous le noble procureur de nosdictz magnifiques seigneurs et barons de Viry, propousant que tant par les informations par nous cy devant prises que aussy par le procès qui se forme contre la Marguerite Moral et suyvant ses confessions, Jehan Girard lancien, mary de ladiete Marguerite, du lieu de Vers en ladiete baronnys, se trouve grandement atteinct, suspessonné, acculpé et diffamé du crime dhyrigerie, pour laquelle cause ne doibt demorer sans sur ce estre inquis, affin que si ainsi est il soiet puny deuement ainsi que le cas le requiert, doneques requiert lediet noble procureur contre icelluy décerner capture et estre prins, détenu et incarcéré affin de procéder contre de luy ainsi que mieulx conviendra, exhibissant par devant nous lesdictes informacions, procès et confessions susdictes, demandant sur le tout estre pourveu et justice administrer.

Et nous, dict Chastellain, ayant veu les informacions prédietes, procès et confessions de ladiete Marguerite, les indices, acculpations et diffamations faictes contre la personne dudiet Jehan Girard lancien au plus ample contenu desdictz droietz produietz par lediet noble procureur, de la résolution de nosdictz conseilliers et Jurez, avons cogneu et ordonné la requeste dudiet noble procureur instant comme consonnante a raison estre faicte, décernant par cestes lediet Jehan Girard devoir estre prins, détenu et incarcéré et estre inquis des choses des-

quelles il est accusé et suspessonné : sy mandons et commandons à tous noz officiers de nostre Cours que incontinent veües cestes, saisissent au corps ledict Girard Jehan lancien, prennent, amènent et reclouent aux prisons de nosdictz seigneurs et barons de Viry, auquel lieu le détiennent fermement jusques à tant que par nous sur ses démérites soiet congneu, comme par justice convient.

Donné et faict à Viry la dousiesme jour de may mil cinq cens quarante six par lesdictz Chastellain et Jurez ainsi octroyé.

Confessions de ladicte Marguerite et quatriesme journée.

Nous Claude Dupuys, chastellain, etc., sçavoir faisons à tous par cestes estre comparu pardevant nous ledict noble procureur instant contre ladicte enquisse et prisonnière comme cy devant est mentionnée, demandant et requérant jouxte nostre dictie dernière rémission procéder et justice administrer. Et laquelle Marguerite a esté représentée par devant nous et premier estre admonestée deüment conteste répéter ses confessions précédentes, laquelle derechef les a confessées approuvées et rattifiées et en oultre a esté interroguée sur les choses par elle dictes et confessées suyvantes ; à sçavoir si elle sest jamais repentie et a eu desplaisir de sestre ainsi donnée au diable, laquelle dict, confesse estre vray qu'il y a environ dix ou onze ans quelle estoit fort marrye et se repentoit grandement de sestre donnée au diable Morguet, et pource que à Anmissy estoient alors de grands pardons elle y vouldist aller avecq aucuns de ses voisins pour se confesser dudict péché, esperant en estre absoute, ce quelle fist à ung prestre quelle estoit hiryge et sestoit donnée au diable et lequel prestre luy fist remonstrance quelle ne deust plus retourner en son dict

péché, ce quelle promist et en après luy donna labsolution et ce faict, elle sen revinct audiet Vers, et ung mois après ou envyron estant en ung leur prez qui sappelle au *Rable*, survint lediet diable Morguet, lequel se commença fort à courrosser à elle pour ce quelle lavoit renyé, luy disant que si elle ne se retournoit à luy quil la bapteroit ; et de faict la contregnyt derechief renoncer Dieu et se donner derechief audiet diable auquel elle refeit lhommage luy promectant comme paravant. Et après lediet diable estant en espèce de chien furieux commença à dire à ladicte Marguerite inquisite semblables parolles : *Tu es mienne corps et âme, il fault que je te ça*. Ce que ladicte confessante dist quelle ne volloit pas et différoit, par laquelle cause lediet diable Morguet la vollut baptre et tellement fait que ladicte Marguerite inquisite confesse quelle consentit à ce que volloit lediet diable Morguet lequel la par avant et par darnier comme elle dist, en sorte quelle pensoit quil la depessast toute et dist que le membre dudiet diable estoit gros comme un pau et que sa semence estoit froide et dist et confesse comme par plusieurs fois lediet diable Morguet a eu copule avecq elle, ainsy que dessus est dict par le devant et le darnier et que après quil avait ainsi eu copule avecq elle, elle se portoit mal de son corps.

Confesse sur ce interroguée que por aultant que Aymé Charbonnier se couroussoit souventtefois contre elle à cause de ce quilz avoient baillé leur fille à Claude son frère disant que sil ne se feust pas maryé quilz neussent poinct party et que par plusieurs fois il lavoit ocragée en tant quelle estant marrye contre luy se voulut venger et de faict une fois lediet Aymé Charbonnier veint en leur maison et ladicte Marguerite luy donna de la laictya (petit-lait) dedans laquelle elle meit de ladicte pouldre et après quil eust beu ladicte laictya le ven-

tre luy commencea à faire mal et se lamenetoit fort souventte-fois à cause du mal quil avoit au ventre et languist ung peu de temps et puis mourut. Et entend quil ne mourut daultre que de ladicte pouldre quelle mist dedans la laictya.

Confesse sur ce interroguée pour aultant que Jehan Charbonnier Laverger lavoit octragée par plusieurs fois et quil ne cessoit de lappeler hiryge et poullie evidante (*sic*) elle desiroit de se venger et une fois ledict Jehan veint veoir son frère Claude qui devoit prandre en maryage sa fille, ladicte Marguerite inquisite luy donna semblablement de la laictya dedans laquelle mist de ladicte pouldre et lequel despuis tomba mallade et devinet enfle et sen allaⁿ au païs de Vaud auquel il morust ung peu après comme a ouy dire à la femme dicelluy, et entend que ce soit por cause de ladicte pouldre.

Confesse sur ce interroguée quelle jeta de ladicte pouldre ou poulset sur la couverture de lenfant de Pierre (Testu) dict Grangier et ce fust par le commandement dudict diable Morguet et lequel après ung peu de temps morust, et cella feict à l'intention de le tuer comme ainsy est advenu.

Confesse sur ce interroguée que Jehan Girard son mary, luy dist une fois qu'il sestoit couroussé avecq Michel Valleysant à cause de certain pertuis qui estoit au préz dudict Valleysant appelé le *grand préz* et entend que ledict Michel Valleysant soit mort par le moyen dudict son mary qui la tué. Interrogué si après quelle feust revenue desdictz pardons ainsi que dessus a confesse et refaict lhomaige audict diable sil luy bailla poinet daultre boëte, et si la remarqua poinet comme avoict faict la première fois. Respond et confesse que elle estant en une de leurs possessions appelée *champ de la Pierre*, après quelle eust refaict lhomaige ledict diable Morguet la veint trouver audict lieu et luy baillia une aultre boëte en laquelle y avoict de ladicte pouldre pour se venger

de ceulx qui luy feroient desplaisir et aussy la remarqua la seconde fois au flanc droiet auprès du lieu ou lavoit marqué la première fois et lesquelles marques et punctions elle nous a monstéré disant et confesseant que ce sont celles que ledict diable Morguet luy a faictes. Et par nous ont esté visitez et pour le présent plus outre na esté interroguée.

Et nous, diet chastellain, ayant entendu les confessions susdites faictes et considéré à limportance du faict, de la résolution de noz Jurez avons cougneu et ordonné debvoir estre inquis et informé si les choses par elle confessées sont advenus; en remectant à faire ladiete vériffication de jour en jour. Aussi en après ladiete Marguerite estre représentée par devant nous pour sur le toutaige nous veoir procéder comme de raison.

Faict et donné audict Viry le treiziesme jour de mays mil cinq cens quarante six par lesditz chastellain et Jurez ainsi octroyé.

Informacions et examen prins sur la vériffication des confessions de ladicte Marguerite prissonnière.

Nous Claude Dupuys, Chastellain, etc., et les Jurez, etc., sçavoir faisons à tous que instant le noble procureur des magnifiques seigneurs et barons de Viry et en exécution de nostre dernière ordonnance nous sommes transpourtez au lieu de Vers pour assavoir et prendre les informations suyvantes pour enquérir si les confessions de ladicte Marguerite inquisse et détenue au chasteau de la Perrière pour le crime dhirygerie sont véritables et advenues, pourquoy faire nous este produietz les tesmoingz sobz nommez et requis par ledict procureur estre examinez et lesquelz après avoir esté particulièrement par nous deuement admonestez, jurez et faict toutes

remonstrances nécessaires ont deposé et testifié lung après l'autre ainsy que cy après est menencionné.

Premier tesmoingz

Premièrement Claude Jacquier de Vers de bon aage pour deposer et interrogué sil a poinct seeu quil soit mort de beufz à Jehan Girard lancien, mary de ladicte Marguerite prez de Sainet-Jullien revenant de vendre du séeł à Genève et combien de temps il y peult avoir. Respond et depose quil y a envyron vingt ans que lediet Jehan Girard lancien menoit du sel audiet lieu de Genefve à deux bœufz et quand ilz feurent à Sainet-Juillien lung dez bœufz dudiet Girard se morust et feust escorché par ung homme de Onnis (Ogny) et le lendemain quil feut le dimanche lediet Jehan Girard et sa femme sen revindrent dudiet lieu à Vers et ouyt dire que ung gentilhomme qui estoit chez Faulcon leur avoit donné deux escouz.

Interrogué sil scait poinct le temps que Humberte, fille dudiet Girard, morust et en quel aige elle estoit, aussi sil est poinct mort certaine moyge (génisse) de poil rousset ausdietz Jehan Girard et Marguerite sa femme et combien de temps il y a. Deposé scavoir quil y a envyron vingt ans que Jehan Girard et Claude Girard frères partirent leurs biens et quilz sont mortz plusieurs enfantz ausdietz Jehan et Marguerite jugaulx, mesmement la fille susnommée et ne scait de quelle mort. Aussy morust audiet Claude frère de Jehan ung filz nommé Monet incontinent après leurs partaiges et ne languist guères et plusieurs bestes pareillement. Depose en outre que le filz de Nycollas Jacquier est mort il y a envyron cinq ans et avoit nom Michel et ne languist que quatre ou cinq jours après quelques parolles vives entre lediet Jac-

quier et Jehan Girard lancien, à cause de la tallie du pastour, et diet que lediet Jacquier recovroiet et ce feut pour ce que lediet Jacquier ne vouloit recepvoir certain bled dudiet Jehan Girard qui ne sembloit pas recevable; et porce lediet Jehan Girard lancien se courrosa à luy disant quil ne gaigneroit pas. Et certain jour après lediet enfant tomba malade et morust comme dessus est diet. Deppose en oultre que ladiete Marguerite après que lediet enfant feust enterré vint en la maison dudiet Jacquier disant : *Que dites-vous de la mort de votre enfant; sy vous voulez rien dire de nostre Jehan mon mary, je vous feray convenir par justice.* Lequel respondit que par justice il ne craignoit rien; et diet que la George, mère dudiet Jacquier, vivoit encores de ce temps, la rendant cause de science pour ce que la femme dudiet depposant tenit lesdictz enfantz après sa mort, et laquelle dist au dict depposant comme il estoit humil (mou) comme une esguillette et ne sestoit poinct enroydi et estoient suspicionnez lesdictz mary et femme de la mort dudiet enfant. Deppose en oultre que Aymé Charbonnier, Jehan Charbonnier et le filz de Pierre Grangier (Testu) sont mortz et que on a tousiours suspicion que ladiete Marguerite ne les aye tuez et faict morir. Et aultre chose ne sçait.

Deuxiesme tesmoingz

Nycollas Jacquier de bon aee pour depposer, estre interrogué sur la mort de sondiet enfant deppose ainsi que le précédent tesmoingz et quil eust parolles avec lediet Jehan comme a diet ledet depposant ; aussi que ladiete Marguerite après la mort dudiet enfant luy dist les parolles ainsi que le précédent a diet et depposé, et que la George sa mère vivoit de ce temps et aultre chose ne sçait.

Troisiesme tesmoingz

Nycollarde femme du dict Jacquier de bon aage pour dep-
poser. Interrogée sur la mort de son enfant et comment il
feut, deppose sçavoir quil y a envyron cinq ou six ans que
Michiel son filz morut et quelle a tousiours eu suspesson que
Jehan Girard lancien ne leust tué parceque il se couroussa
avecq Nycollas Jacquier son mary à cause de la taillie du pas-
tour et quil le menassa et dict que sa belle-mère George vivoit
laquelle avoiet tenu lediet enfant entre ses bras alors quil
print mal. Ne sçauroit dire si ladiete Marguerite feut point
en leur maison alors, ou bien sçait que lediet Jehan Girard y
feust et voulut que son mary luy menast une moge (génisse)
de quoy ne se purent accorder du marché. Et dict et deppose
que lediet enfant ne languist que cinq ou six jours et après
sa mort combien quil feust enfle il estoit humil. Deppose en
oultre quelle sçait que Aymé et Jehan Charbonnier frères
sont mortz aussy le filz de Pierre Testu dict Grangier lequel
ladiete Marguerite estoit grandement suspessoniée et acculpée
lavoir tué, rendant cause de science pource que combien que
lAndrye femme dudiet Pierre Testu et mère dudiet enfant
disant publiquement à ladiete Marguerite quelle lavoiet tué
elle ne disoit pas du contraire. Et dict et deppose avoir ouy
dire à ladiete Marguerite quelle estoit allée à Annyssi pour
gagner les pardons. Se refférant au résidu de sa première
deposition et aultre chose ne sçait,

Quatresme tesmoingz

Jehan Girard, dict le jeune, de Vers, de bon aage pour
depposer. Interrogé comme les précédentz deppose que il a
souvenance de la mort dudietz beufz, lequel morust à Sainet-

Juillien venant de Genevve mener du sel et quil a ouy dire à ladiete Marguerite et à son père que ung gentilhomme leur donna deux escüz audiet Sainet-Juillien (1). Et aultre chose ne sçait.

Cinquiesme tesmoingz

Mye vefve de Claude Charbonnier laveugle, premier estre interroguée deppose que sondiet mary est mort en une ville appellée Thoune en Allemagne et Loïs son filz et que avant quilz sen allassent de Vers ladiete Marguerite leur donna de la laictia et laquelle sesdictz mary et filz mangearent et deppose que quand ils furent à Morges ilz plaingnirent tout le corps estre enfle partout et aultre chose ne sçait.

Sixiesme tesmoingz

Aymé Valleysant de bon aee pour depposer, interrogué deuement, deppose sçavoir quil a bien sceu et ouy dire que le beuf dudiet Jehan Girard morust ainsi que les précédentz tesmoingz ont depposé et que ladiete Marguerite en menoit mauvaïse vie et aussy que certain gentilhomme leur donna de largent. Diet sçavoir aussi quil est mort plusieurs bestes ausdictz Jehan Girard et Marguerite jugaulx ; et a ouy dire à la femme de Carementrant, cousturier, que pendant que ladiete Marguerite demouroit à Minviez (Minzier) que chascune la fuyoit comme le loup ; et aussi que la mère de ladiete Marguerite appellée Jacquemette avoiet le nom destre hiryge. Depposant outre que deppuis que Michel Valleysan eut desbast et parolles avec lediet Jehan Girard lancien, il ne feut jamais bien et devint perclus dung bras, languissant ung

(1) Ce témoin était le fils des accusés.

peu et en après se morut et entend que ledict Girard luy donnast le mal de la mort. Et au résidu confirme et approuve sa première deposition et aultre ne sçait.

Septiesme tesmoingz

La Claude vefve de feu Michel Valleysant de Vers. Interrogée deppose sçavoir quelle a bien sceu et ouy parler de la mort dudict beufz lequel morust ainsi que les aultres tesmoingz ont diet. Aussi sçait de la mort des enfantz dudict Jehan Girard et de ses bestes ainsi que les précédentz disent et depposent. Et Michiel Valleysant sondiet mary à l'article de la mort dist quil ne mouroit synon par les mains de Jehan Girard lancien et que depuis quil avoit eu parolles et débast avec luy il navoit faict bien de son corps. Et davantaige sçait que la Marguerite feust es pardons à Annyssi, du temps duquel est faict mention. Rattilliant le contenu de sa première deposition.

Huictiesme tesmoingz

Humberte, vefve de feu Claude Villiet, de bon aège; Interrogée deppose quelle est commère de ladicte Marguerite et quelle bailla son nom à une fille de ladicte Marguerite et feust appelée Humberte, il y a environ de dixhuict à vingt ans; et laquelle ne vesquist guères, car du temps quon la couchoit au bris (berceau) elle trepassa. Et deppose du beufz qui morut à Sainet-Juillien ainsi que les précédentz. Aussy de la mort des enfantz de Pierre Testu diet Grangier, de Nycollas Jacquier et de la mort de Aymé Charbonnier ainsi que les précédentz tesmoingz ont testifié et que la voix et faine a esté depuis longtemps y a que lesdictz jugaulx Girard et Marguerite estoient hiryges et aultre chose ne sçait.

Neufviesme tesmoingz

Egrege Andre Duvalle. Interrogué dict et deppose que après le trespas de lenfant dudict Grangier ladiete Marguerite vinct demander conseil audict depposant si elle sen devoit aller ou demorer actendu que lon disoiet et suspessonioiet quelle avoit tué ledict enfant, causant quoy craignoist estre prinse par Justice.

Lequel tesmoing depposant luy dist semblables parolles : *Sy vous avez faict morir ledict enfant, vous estes méchante et méritez le feu et deussiez désià estre bien loing du lieu ; mais si vous estes bonne, ne vous craignez poinct, car la justice ne faict tout à personne.* Et après a sceu et entendu que ladiete Marguerite sen fuict hors du païs et depuis retourna comme chescung sçait : disant ne sçavoir aultre chose.

Lesquelz tesmoingz aiant depposé comme dict est, le noble procureur à requis la publication de iceulx pour prendre ses conclusions comme sera requis, requerant continuellement suyvre a diffinition au present procès et justice administrer.

Et nous, Chastellain prémémoré, ayant ouy la requeste et justice dudict procureur, de la résolution de noz Jurez et conseillers, avons congneu et ordonné ledict examen par nous faict luy estre communiqué, assignant jour a demain comparoir au chasteau de la Perrière et alors proposer et donner toutes conclusions quil vouldra contre ladiete Marguerite et sur le tout nous veoir suyvre comme par justice conviendra.

Donné et faict le quatorziesme may mil cinq cens quarante six par lesdictz Chastellain et jurez ainsi octroyé.

Arrestation de Jehan Girard lancien.

Lan que dessus et le quatorziesme jour de may honorables personnes André Cochet et Amed Villiet, jurez de nostre Court,

en exécution de nostre ordonnance du douziesme may et par nostre commandement se sont transpourté au lieu de Vers et en la maison du dict Jehan Girard lancien, lequel ont saisy au corps et prins pour prisonnier, luy faisant commandementz de la part de nosdictz seigneurs et barons de Viry se debvoir comparoistre au chasteau de Viry quand et eulx. Et lequel Jehan Girard a esté ainsi conduit et admené audict chasteau et incarcéré comme par nostre ordonnance est mandé et a esté remys à demain à estre représenté pardevant nous pour respondre sur les intitulations et articles qui seront par le procureur de nosdictz magnifiques seigneurs et barons de Viry contre de luy données ; et après de jour en jour nous veoir procéder sur le mérite des choses desquelles est accusé, ainsi que par justice conviendra. Donné les jour et an que dessus.

Confession et dénégation de ladicte Marguerite.

Cinquiesme journée et première rattification

Nous Claude Dupuys, chastellain, etc., sçavoir faisons à tous ceulx qui ces présentes voirront, que suyvant nostre dernière rémission a esté représentée pardevant nous ladicte Marguerite détenue, laquelle instant le noble procureur de nosdictz magnifiques seigneurs et barons de Viry, a esté répétée de ses confessions cy devant faictes et après plusieurs advise-mentz et admonitions à elle données de dire la pure vérité de toutes sesdictes confessions, sest dedicte, disant quil nen est rien. Apprés laquelle dénégation faicte par ladicte Marguerite, sest comparu ledict noble procureur, exhibissant les informations tant premières que secondes par nous prises, aussy les indices et confessions spontanées par ladicte Marguerite faictes, nous requérant, attendu les variations dicelle, passer à

l'exécution de nostre sentence interlocutoire affin que la vérité soit sceue et par la bouche de ladicte Marguerite confessée, et sur le tout le pourvoir de justice. Et laquelle requeste ouye et considéré les droictz et informacions par lediet procureur produictz et en exécution de nostre dicte sentence interlocutoire, avons commandé, de la résolution de nos dictz conseillers et jurez, icelle Marguerite estre menée au lieu de la question pour illec estre torturée jouxte nostre modération, affin de sçavoir delle la pure vérité.

Et laquelle Marguerite, estre estachée à la corde, avons commandé icelle estre eslevée et luy estre donné strapades, ce quelle a enduré la première, seconde et tierce fois. Quoy voyant avons commandé luy oster certains fertz de petite pesanteur quelle avoict aux piedz et lesquelz elle avoict ordinairement au lieu de sa prison, ce que faict icelle dicte Marguerite nous a requis estre mise bas promectant de dire la pure vérité sans aulcung délai, ce que avons commandé faire. Et laquelle Marguerite estant reprinse à cryé mercy à Dieu en demandant pardon à la justice de ce quelle sestoict desdictes de ses premières confessions, disant et confessant que à ce faire a esté induicte par lediet diable Morguet, lequel estoict en sesdictz fertz quavons commandé luy oster comme elle dict, et sestoit apparu a elle jeudy au soir en la pryson, luy disant semblables parolles estant assis sur la fenestre desdictes prysons : *Marguerite ! Marguerite ! tu mas renoncé et az confessé tous tes affaires, mais tu az mal faict ; toutteffois si tu me veulx croire je te garderay bien quon ne te fera rien ; et pourtant quand ils viendront, garde toy bien de rien confesser et desnye tout ce que tu az dict paravant.* Et alors la dicte Marguerite luy dist quon la tourmenteroit si elle faisoit ainsy que lediet diable luy conseilloit, lequel luy dist : *ne te chaille, je seray avecq toy.* Et se mist ainsy comme luy sembloyt dedars

la serrure des fertz desquelz estoient estachez ses piedz, et estoit ce qui luy gardoit de sentir les tourmentz de la corde, disant que si lesdiciz fertz ne luy feussent ostiez, quelle eust bien enduré autant destrapades qu'on luy eusse voulu baillier, porce quelle se fioyt-en la promesse dudiet diable et cella a esté la cause pourquoy elle sest dediecte. Touttefois puisque elle congnoist que lediet diable Morguet la abusé, elle le renonce et tous aultres diables pareillement et en espécial celui diable Morguet.

Et ce faiet, spontanément et sans contraincte a confessé rattiffié et approuvé ses premières confessions, les ayant à elle réitérées et bien entendues, disant par la foy quelle doit avoir en Dieu laquelle soit véritable, et ainsy elle prie Dieu quil luy soiet en ayde et mesmement que les nommez et acculpez par elle sont telz comme paravant a dict.

Confesse en oultre sur ce interroguée que une nuict estant en leur maison, à linstigation dudiet Morguet, alors son maistre, elle se voulust estrangler, se mectant les trois doigtz en la gorge, jusques bien bas, tellement que le sang en sortist, ainsi que son filliastre a deposé et dict sans ce quil survint alors et se leva quelle se feust estranglée, car lediet diable Morguet luy disoit quelle sestranglast, aultrement on la prendroiet et ainsy lincitoit de se faire mal au corps et se tuer. Disant ne sçavoir aultre chose. Aussy plus avant na esté interroguée.

Et nous, dict Chastellain, aiant veu et entendu les confessions de ladicte Marguerite, et vérifications et rattifications dicelle de la résolution de noz Jurez, lavons remise comme par cestes remectons, premier laiant admonestée et advisée de non plus adhérer audiet diable, ains avoir toute sa foy et son espérance en Dieu seul, lequel est le Seigneur de tous, mesmement celluy à qui tous hommes doibgent le servir, actendu sa grande bonté

et miséricorde et non audict diable seducteur et ennemy de nature humaine et aultrement sellon que Dieu nous en faict la grâce assçavoir de jour en jour et de heure en heure se réadviser de tout ce quelle aura faict et perpétre, pour le toutaige devant Dieu et la justice dire et confesser, aussy estre répétée en ses précédentes confessions et sur icelle adiouxter ou diminuer ce quelle voudra juxte la vérité ; et après nous veoir procéder à la formation du présent procès comme de droict convient.

Donné et faict le quinziesme may audict an mil cinq cent quarante six, par lesdictz Chastellain et Jurez ainsi concedé.

Procès Criminel faict et formé contre Jehan Girard lancien.

Nous Claude Dupuis, Chastellain, etc., à tous qui ces presentes voirront sçavoir faisons estre comparu pardevant nous le noble procureur contre Jehan Girard lancien, du lieu Vers, détenu et inquis, produisant les informations par nous prises, le procès, les confessions et acculpations faictes par ladicte Marguerite Moral, femme dudict Girard, aussy les articles nécessaires et généraulx por procéder à lencontre de luy ainsy que à ladicte Marguerite ont esté donner et en oultre les additionnaulx suyvantz pour estre interrogué, requérant que sur ung chescung diceulx par ledict Girard soye respondu deuement et justice administrer.

Et ledict Jehan Girard sest comparu et a esté pardevant nous présente, auquel a esté faict toutes remonstrances nécessaires pour et affin que par icelle soit dict et respondu à la vérité de toutes choses qui luy seront demandées ce quil a promys faire. Et après a esté interrogué sur le contenu desdictz articles généraulx particulièrement sur lesquelz a respondu négativement et sur les additionnaulx ainsy quil sensuyt.

Articles additionnaultx.

Premièrement sil a sceu, congneu, veu ou entendu quil feut aulcung diable, mesmement ung nommé *Bochard*. Respond quil ne sçait que cest. *Item* combien de temps il y a quil est suspessonné du cryme dherygerie et pour quelle cause. Respond quil ne sçait le temps ny la cause pareillement. *Item* sil a poinct sceu ladicte Marguerite sa femme estre emprisonnée et pourquoy. Respond quil entend quelle soiet en prison au chasteau de la Perrière à cause du débast quelle a eu avecq les femmes de Vers qui lont baptue. *Item* de quelle estime il répute ladicte Marguerite sa femme et de quelle renommée elle est entre les voisins. Respond quil ne sçait. *Item* si tosiours il a aymé ladicte sa femme et silz eurent jamais courroulx aulcung par ensemble. Respond quilz se sont tousiours bien aymez et que jamais ne se couroussarent lung contre lautre. *Item* si entre luy et elle nont poinct eu de propostz de leurs affayres et négoces, mesmement de ceulx desquelz ilz sont intitulez et suspessonez. Respond quilz ne parloient que de leurs affayres et comment ilz feroient leurs besognes. *Item* sil eut poinct de propost avec ladicte Marguerite sa femme depuis quelle est prisonnière. Respond quil parla à elle une foy chez Revasclier en présence de lhotesse femme dudict Revasclier et de sa servante. *Item* quelz feurent leurs propostz et pour quelle cause. Respond quil luy demanda pourquoy elle ne sen estoit revenue avec les aultres, laquelle respondit que lon lavoit retenue. *Item* quelles convenances et promesses feurent entre eulx faictes et pour quelle cause il dist en jugement, présente sadicte femme que on le demembroit plustost que de confesser. Respond quil ne sçait quelles promesses et quon ne luy feroit pas dire ce quil ne sçait. *Item* sil congnoist Nycollas

Jacquier et où sont ses enfantz. Respond quil ne congnoist que ung sien filz est mort. *Item* si lediet Jacquier feut jamais procureur de la pasturie de Vers.

Respond que lediet Jacquier a esté procureur et eut parolles contre luy pource quil ne vouloit pas le bléd quil luy bailloit. *Item* sil congneut jamais Michiel Valleysant et silz nont pointez dez prez lung près de laultre. Respond que ouy, toutteffois quilz neurent oncques débat ensemble. *Item* sil congnoist Marin Valleysant et a eu débast avecq luy. Respond que non. *Item* sil veid jamais lediet Marin Valleysant au lieu du *Grand Prez*. Respond que non. Et après a respondu quil eust parolles avecq luy et la Claude sa mère et dist audiet Marin : *Auvergniat ! tu laisse mangier mon foing*. *Item* sil sçait que depuis lediet Marin feut malade. Respond quil peult estre et feut une foys en sa maison pendant sa maladie sans quil en feust requis. *Item* sil congnoist Marin Girard et a eu débast avecq luy. Respond quil le congnoist et neut debat oncques avecq luy.

Item si sa femme la Marguerite sest pointez plaincte à luy de ce quon lacculpoit de la mort de lenfant dudiet Marin. Respond quil nen sçait rien et après a dict quelle avoit esté battue pource que lenfant de Marin Girard estoit malade. *Item* quelle responce il feit alors à elle. Respond quil dist quilz avoyent mal faict. *Item* sil ne dist pointez audiet Nycollas Jacquier quil se repentiroit de ce quil ne vouloit pas prendre le bled quil luy presentoit.

Respond quil appela *cofferay* (coffiéraie, mot patois pour saleté). Et nous Chastellain prémémoré aiant veu les responces dudiet Jehan Girard détenu, les indices, acculpations, informations et aultres exploictz produictz de la part du noble procureur ; aiant sur le toutaige consulté avec nosdictz Conseillers et Jurez et de leur résolution : avons congneu icelluy

détenu estre confronté aujourd'hui avecq la dicté Marguerite sa femme, assignant et remectant sur ledict Girard comparoir et estre pardevant nous représenté au chasteau de la Perrière à heure de trois après midy pour illec veoir et entendre ce que sera dict et soubstenu par ladicte sa femme touchant ce de quoy elle l'acculpe et aultrement suyvre comment appar-tiendra.

Donné et faict au chasteau de Viry le quinziesme may audiet an mil cinq cens quarante six par lesdictz Chastellain et Jurez ainsi octroyé.

Confrontation de Jehan Girard lancien et de la Marguerite sa femme.

L'an et jour que dessus à heure de trois après midy ou envy-ron en exécution de nostre dicté dernière ordonnance, nous sommes transpourtez avecq ledict Jehan Girard lancien prisonnier, au chasteau de la Perrière où est destenue ladicte Marguerite. Et la estantz lesdictz jugaulx représentez pardevant nous avons interrogué ladicte Marguerite si les choses par elle dictes et confessées et spécialement celle dont elle acculpe ledict Jehan Girard son mary sont véritables. Laquelle dicté Marguerite a respondu en présence dudict son mary, premier lui aiant donné à entendre lesdictes ses confessions déclairées en son procès, icelles estre vrayes ainsy quelles sont escriptes, disant en oultre audict Jehan Girard son mary quil pensast à sa conscience et quil ne feisse point tourmenter daultant quil sçavoit aussy bien quelle que cestoit la vérité. Surquoy ledict Girard ayant entendu ladicte sa femme a dict et respondu quil ne confesserait jamais les choses quelle avoiet dictes de luy. Et encore derechef ladicte Marguerite interroguée si les choses par elle dictes et confessées tant contre sondict mary que

aultrement sont véritables, laquelle spontanément et de plus fort dict et confesse le tout estre pure vérité et ainsy elle pryé à Dieu luy estre en ayde.

Et Nous, dict Chastellain, ayant veu la soustenance faite par ladicte Marguerite en la présence dudict Jehan Girard, des accusations desquelles elle la diffamé ; aussi les indices à nous patentz par le contenu des informacions, avons remys et remectons ledict Jehan Girard de jour à aultre à soi réadviser affin de nous confesser la pure vérité ; et cependant deues informacions estre par nous prinses ainsy que de droict sur le contenu des choses desquelles est acculpé et suspessonné, adjournant pour ce ledict noble procureur nous produire tesmoingz sur ce nécessaires et ledict Girard les veoir examiner en sa présence et jurer iceulx comme en tel cas convient et contre eulx opposer ce qu'il voudra. Et conséquament nous veoir procéder sur le totaige comme de raison.

Donné et faict lesdictz jour, an et heure par lesdictz ainsi octroyé.

Audition des tesmoingz.

Nous, Claude Dupuys, Chastellain, etc., sçavoir faisons que aujourd'hui date de cestes se sont comparus pardevant nous suyvant la dernière rémission, ledict noble procureur produisant les tesmoingz suyvantz asçavoir ; Nycollas Jacquier, Claude vefve de feu Michel Valleysant, Aymée Valleysant, Marin, Claude femme de Antoine Bourgeal, Marin Girard, la Jacquemie Bachex servante de Jehan Ravasclier, requérant iceulx estre receuz et examinez sur les indices, voix et fame dudict Jehan détenu et justice administrer. Et ledict Jehan Girard à esté représenté, lequel ayant veu lesdictz tesmoingz, dict quil ne veult rien contre eulx opposer et les tient tous pour gens

de bien et consent iceulx estre examinez ainsi que par ledict procureur est requis. Doncques ausdictz tesmoingz ont estez faictes les remonstrances nécessaires et ont estez admonestez de dire la vérité ainsi quil appartient et ont promys et juré ce faire. Et après ont deppousé ung chascung deulx particulièrement comme cy-après est mentionné en présence dudict Jehan Girard.

Premier tesmoingz.

Nycollas Jacquier de bon aage tesmoingz produictz, reçeu juré et examiné à l'instance dudict noble procureur desdictz magnifiques et puissantz seigneurs et barons de Viry, contre ledict Jehan Girard lancien, de Vers en ladicte baronnye de Viry.

Deppose sur ce interrogué qui en cuilliant la taille du Pasteur, pource que la Marguerite femme dudict Jehan Girard vouloit bailler audict depposant de beau bled, ledict Girard voloit battre ladicte sa femme et à cause de ce que ledict qui parle ne voulsit le souffrir, ains la revenchoit et poussa ung peu ledict Girard affin de le garder quil ne battist sadicte femme, estant de ce marry sen allast fermer à une chambre disant plusieurs parolles injurieuses contre ledict depposant et entre aultres quil ne gagneroit rien. Et après ledict Jehan Girard voulust que ledict qui parle luy gardast une mouge (génisse) pour deux deniers par jour ; ce que ledict depposant ne voulut faire ; et ledict Jehan Girard le menassa disant quil le pouvoit bien mais quil se repentiroit du reffuz. Et incontinent après le filz dudict depposant tomba mallade de la malladye dont il mourust. Et a eu tousiours suspesson sur ledict Jehan Girard pour cequil est suspessonné du cryme dberygerie et quil avoit esté par plusieurs foyz en leur maison

quil neust tué lediet enfant, voyant aussi que après le trespas dudiet enfant ladiete Marguerite sa femme volloit faire la buie (lessive) avecq la femme dudiet deppousant et leur dist quilz disoient que Jehan Girard avoit tué lediet enfant et plusieurs aultres parolles qui les esmouvoyent à plus grande suspession. Deppose en oultre quil y a ouy dire que despuis lediet Jehan Girard eust quelques parolles contre Michel Valleysant en ung pré appelé le *Grand Pré*, auquel lui menassa lediet Valleysant ; lequel ne feut despuys jamais en santé, ains morust et disoit que lediet Girard luy avoiet baillié la mort.

Deppouse oultre quil a ouy dire que Marin Valleysant eut aussy parolles avec lediet Girard et quil feut par luy menassé et après tomba en maladie et despuis feut guéry par lediet Girard qui luy grata les piedz ; et davantaige dict que le dict Girard est supessonné grandement du crime dherygerie et quil a absenté le lieu de Vers lespace de six ou sept semaines à ceste occasion et quil y a environ deux ans quil sen alla semblablement hors du païs et quil a mauvois bruict du dict crime pourcee quil a absenté souvent ; aussy à cause que quand la justice feut une fois à Vers visiter le différend de Amed Villet et des Girardz et lediet Jehan Girard se coucha en la maison de Michiel Girard parmy la paille en laquelle il se demoura ung jour et une nuit, ainsy que la Marye femme dudiet Michiel Girard luy dist. Plus deppouse que lediet Jehan Girard estoiet couchié au cymetière de Vers, que tous les enfantz des Bossons, des Charbonniers et aultres montarent sur les arbres et disoient audiet Girard : *hiryge ! fuy, car voicy la justice qui te vient querre*. Et sur ce la fille dudiet Girard luy dist les parolles semblables : *hélas ! père oyez vous ce que ces enfantz disent de vous*. Lequel luy respondiet quelle se teust et par plusieurs aultres luy estoit dict semblables sans ce quil en fist

auleune revenche ny contredicte. Finalement dict et deppouse avoir ouy dire audiet Jehan Girard que Claude Charbonnier qui debvoit estre son filliastre lavoit corroussé et pour ce il luy dist semblables parolles : *Courbe, courbe, tu nespouseras jamais ma fille*. Ce quil ne feit car despuis tomba malade et morust. Et aultre chose ne sçait rattiffiant et approuvant ses depositions faictes entre nos mains cy-devant.

Deuxiesme tesmoingz.

Claude vefve de feu Michiel Valleysant de bon aee, etc., deppouse sur ce interroguée que la voix et fame est audiet vil-laige de Vers que lediet Jehan Girard est hiryge et que despuis quil menassa Michiel Valleysant sondiet feu mary, il neust oncques bien en son corps, mesmement au bras senestre duquel il tenoit le goy (serpe) pour rabaissier la sise (haie) du pré de laquelle eurent question lesdictz Jehan Girard et Valleysant sondiet feu mary.

Deppouse oultre que ladicte deppousante estant en leur pré de *By* fenant leur foing, elle eut parolles avec lediet Jehan Girard, lequel la commença incontinant injurier luy disant *pute et riflasse*; auquel lieu survinct leur serviteur et Marin son filz qui disoient audiet Girard quil fesoit mal de oultrai-gier ladicte deppousante, mesmement lediet Marin son filz ; et lequel dict Girard les commença à menasser principallement lediet Marin, luy disant : *Ne te chaille, chaton, tu ten repentiras avant qui soye peu de temps*. Et incontinent après lediet Marin son filz tomba malade, et après pour ce que ladicte deppousante leur dist que sil ne guarissoit son dict enfant elle demanderoit par devant la Court de Justice lediet Jehan Girard et sa femme, et ung peu après il veinct en leur maison visitter lediet Marin et feit ne sçay quoy dont il guarit.

Deppose oultre que ledict Girard est suspessoné de la mort des enfantz de Marin Girard et Nycollas Jacquier ; aussy quil a fuy dudict lieu de Vers ainsy que le précédent tesmoingz a depposé. Et dict que une fois ledict Jehan Girard dict à Claude Charbonnier qui luy pourtoit de viandes au lieu ou il estoit fugitif, le rencontrant par les chemins, disant que si on le debvoit chapler (hacher) plus prin (menu) que de jote (?) que il retourneroit à Vers.

Et aultre chose ne sçait rattiffiant ses premières depositions.

Troisiesme témoingz.

Marin Valleysant, de bon aège, etc., deppose sur ce interrogué que il sçait tout ainsy que sa mère précédent tesmoingz a depposé et aultre chose nen sçait, rattiffiant ses précédentes deppositions faictes,

Quatriesme témoingz.

Aymé Valleysant, de bon aège, etc., deppose sçavoir ainsy que les deux précédentz tesmoingz, adiouxlant quil a ouy dire à la Martine et Aymée, vefves de Claude et Aymé Charbonnier que ung dimanche ledict Jehan Girard passant par devant la maison de Marin Girard pourtant de lherbe en sa main de laquelle il toucha lenfant dudict Marin ; et ung peu après ledict enfant feut malade comme enragié de laquelle malladie il morrust ; et a bien suspessoné aussy de la mort du filz de Nycollas Jacquier, rattiffiant ses premières deppositions et dict ne sçavoir aultre chose.

Cinquiesme témoingz.

La Claude, femme de Thoyne Bourgeal, de bon aège, etc., deppose sur ce interroguée comme les précédantz quelle a

ouy dire à plusieurs deppuis peu de temps en ça que ledict Jehan Girard estoit hiryge et davantaige que du temps de semaison du froment en lan passé ledict Jehan Girard demoura en la maison de Anthoyne Bourgeal, mary de ladiete deppousante, lspace de quinze jours leur aydant à labourer la terre et deppuis ledict Jehan inquis sen alla par le país à laventure avecq un garson qui estoit du villaige ou ladiete deppousante est maryée; lequel garson au bout de trois sepmaines sen revinct et luy dist quilz avoient esté à Nantua et aillieurs. Et aussy ledict Jehan Girard despuis revinct trois sepmaines après. Et outre deppouse que du temps quelle demoroit à Vers chez les Valleysantz, que Michiel Valleysant luy dist qu'il suspessonnoit de sa maladye ledict Jehan Girard à cause de ce quil sestoit combatu avecq luy vers le prez de *By*, en rabaissant une sise (haie), de laquelle maladye il est mort. Et aultre chose ne sçait.

Sixiesme tesmoingz.

La Jacquema, servante de Jehan Ravasclier, de bon aege, etc., deppouse sur ce interroguée des choses desquelles premièrement contre la Marguerite enquisse a deppousé, laquelle dict tout ainsy et en la même forme quest escript et mentioné en sadicte première responce, sans rien y adiouxter ny diminuer. Aultre chose ne sçait.

Septiesme tesmoingz.

Marin Girard, de bon aege, etc., lequel deppouse sçavoir que la voix et fame est au villaige de Vers que ledict Jehan Girard enquis est hiryge et que Nycollas Jacquier le a appellé tel et plusieurs aultres aussy. Et outre que du temps

de semaison de froment ung mattin ledict tesmoing avoit mené ses beufz en ung sien prez quil a à enlave avec le prez dudict Jehan Girard, pour iceulx pasturer, lequel Jehan Girard survinct audict prez admenant ses boeufz aussi pasturer; lequel se commencea à courrousser contre ledict tesmoingz le maudissant et aussy ses bœufz, faysant maulvaise myne; le menassant, disant qu'il ne gaigneroit rien et ainsy par tel couroulx le reprins par deux fois sans ce quil luy dist rien. Et davantaige deppouse quil y a envyron ung moys que ung dimanche ledict depposant estoiet devant sa maison au costé avecq certains aultres et survinct ledict Jehan Girard, lequel dict audict depposant sil vouloit aller veoir les bledz, à qui il respondiet que ouy et de faict allèrent par ensemble jusques vers le curtil (jardin) dudict depposant auquel curtil ledict Jehan Girard rompist ung biou despit et puyz tous deux sen revindrent par ensemble par leur chemin, ledict Jehan Girard venoit battant son visaige dudict biou despit, et a ouy dire que ledict Jehan Girard estant alors revenu du lieu prédiet jusques devant la maison dudict tesmoins ledict Girard inquis toucha lenfant du deppousant dudict biou despit au visaige de quoy a eu grand suspesson contre de luy pour aultant que deux jours en après, sendict enfant tomba malade dune maladye enragiée. de sorte quon ne le pouvoiet tenir. Et après ayant languy ledict enfant trois ou quatre jours, il morust. Plus deppose quil a ouy dire à la Françoisie sa femme que ledict Jehan Girard luy dist en présence de Anthoyne Juillian que si ledict deppousant ne se feust combattu avecq la Marye femme de Michiel Girard, à cause de certaine pièce de terre de laquelle estoient en débast, que sondict enfant feust sain et en bon point et lappeloit *pute* et *ribaude*. Deppouse davantaige que ledict Jehan Girard enquis sen estoit allé hors du país pour cas dhirygerie, rendant cause de science pource

que il a ouy dire à son filliastre quil luy porta des chemises et deux flourins et lalla trover à Nyon accompagné de Jehan de Vers; et que ledict inquis ayant receu cella, absenta le païs l'espace de six ou sept sepmaines, craignant quon ne le prinsse pour ledict cas dherygerie. Et depuis estant revenu audiet lieu de Vers, ledict inquis, saschant que la Justice estoit à Vers por quelques affaires, craignant quilz se feussent là venuz por le prendre, se cacha en la maison dudict Michiel Girard en laquelle demoura ung jour et une nuit ainsy que la Marye, femme dudict Michiel luy a relaté. Et plus deppouse ledict inquis estre grandement suspessoné de la mort dudict Michiel Valleysant; aultre chose nen sçait.

Réquisition dudict procureur.

Et ledict procureur persistant comme devant, requier justice luy estre admynistrée. Et ledict Jehan Girard inquis, estant admonesté de dire la vérité, se voïant confuz par les depositions prédites que ayant esté suffizamment comme paravant interrogué et examiné na voulu confesser aultre chose synon ainsy que paravant à respondu. Reservé quil a confessé spontanément que après quil eut demouré quinze jours audiet lieu de Nyon il sen alla hors du païs, tendant son chemyn contre Sainet-Claude, auquel lieu rendiet son vœu quil avoiet faict audiet saint depuis quon moroit la premyère fois de peste à Vers, et après cella sen retourna audiet Vers et ung peu de temps après pource qu'il craignoit quon ne le print par justice se cacha ung jour et une nuit en la maison de Michiel Girard porce que ledict jour la justice estoit à Vers, ne saschant por quelle cause elle y estoit. Et aussy confesse avoir absenté le païs por craincte destre prins comme hiryge. Et aultre chose na voulu confesser.

Sentence interlocutoire.

Nous, Chastellain, etc., de la résolution de noz Jurez, etc., de rechief sest comparu ledict noble procureur, disant et proposant ledict Jehan Girard inquis estre variable, mensongier et discordant en ses confessions, et quil ne veult descouvrir la pure vérité de ce qu'il sçait et de quoy il est intitulé, et voyant qu'il se trouve confuz et grandement indicié tant par les informations encontre de luy sur ce prinses, lesquelles il produict, que aussy par lacculpation faicte par ladiete Marguerite inquisse que par aultres plusieurs maléfices en quoy il est par ladiete Marguerite acculpé, demandant a cest effect icelluy Jehan Girard enquis, condampner et adjuger à la torture sans auleung délai et sur ce ordonner et justice administrer, etc.

Et nous, dict Chastellain, de la résolution de nos jurez, etc., ayant ouy la requeste dudict noble procureur et toutes choses de sa part proposées et alléguées, considérant icelles estre raisonnables, comme consonnantes à raison ; par nostre sentence interlocutoire ordonnons ledict Jehan Girard inquis, estre par nous pour la tierce fois répété et de rechief admonesté de dire et confesser la pure vérité autrement en cas de reffuz avons condampné icelluy enquis estre torturé, gehenné, et questionné aux tourmentz de ladiete torture exposé à nostre modération ; et ce jusques à tant que par sa propre bouche soit confessé la vérité.

Sy mandons et commandons à tous noz officiers icelle nostre présente mettre à exécution, toutes oppositions et allégations cessantes.

Faiet et donné le dixhuictiesme de may audiet an mil cinq cens quarante six, par lesdictz Chastellain et Jurez ainsy octroyé.

Confessions dudict Jehan Girard l'ancien, enquis.

En ensuyvant nostre dicté sentence interlocutoire en exécution d'icelle, pour aultant que ledict Jehan Girard na voulu confesser ses mesfaictz, combien que derechief par nous aye esté suffiziamment admonesté ; a esté par nosdictz officiers lyé et estaché à la corde et eslevé tant seullement de terre. Et après ce, sans voulloir souffrir quil luy feust donné aulcune strapade de corde, a confessé quil y a envyron vingt ans, du temps de semaison de froment, quil estoit au lieu de la *Chevvery* (1), au lieu appelé *Bois des Mollies*, gardant ses beufz et aussy cuilliant des joncz, et le quel paravant avoict esté à Jonzier en la maison des Moralz, duquel lieu la Marguerite sa femme estoit partye, pour leur ayder à labourer avecq ses beufz, et aussy avoir demandé à Moris Moral, son biau-frère, quil luy deust païer ce quil luy devoit du mariage de ladicte Marguerite sa femme ; ce quil ne voulait faire et nen pavoit rien avoir, combien que souvent le demandast, de quoy estoit fort marry, triste et melancholique ; et de ce pensoit comme en ayant grand regretz. Et alors survinct le dyable en espèce de ung petit chien rousset, lequel luy commença à dyre :

Que fais tu ? que pense tu ? Il semble que tu sois couroussé et marry ; si tu veulx te donner à moy, je te feray chevalier et aussy que tu seras payé de ce que test dû par ton biau-frère. Surquoy ledict inquis luy demanda quil estoit celluy qui parloit, lequel lui respondict quil estoit le dyable. Lequel inquis alors eut peur et dist : *Jésus !* Suyvant ce le prédiet dyable le commença derechief le solliciter et inciter de se donner à luy, luy promectant quil luy feroit beaucoup de biens sil le vouloit croire, luy disant quil se nommoit et appelloit *Bou-*

(1) *La Chèvrerie*, lieu situé sur le Mont-Sion entre les communes de Minzier, Jonzier et Vers.

chard. Et de faict, comme maladvysé mectant en errire (arrière) la craincte de Dieu, renuncea Dieu et ce qui estoit de luy et se donna audict diable Bouchard, lequel luy feit faire lhomaige en signe duquel feit promectre audict Jehan Girard luy donner tous les ans, au terme de Sainct Martin, ung quartier de mouton. Et après ledict dyable marca ledict inquis au bras droict, luy disant : *si tu me veulx croire je te feray beaucouppt de biens*. Luy donnant d'avantaige une boëte en laquelle avoit du poulset de colleur jausne, luy disant : *Par ce poulset tu te vengeras de tous ceulx desquelz tu te voudras venger, sur gens et sur bestes*. Confesse que envyron trois sepmaines après ledict serment faict, ledict inquis sen alla à la Synagogue au lieu des *Mollies*, accompagné de la Marguerite sa femme, en laquelle Synagogue veid Aymée Velarde, la Jehanne Cogne, la Bolesse de Vignier (1) nommée Claude, la Jehannette femme de Jehan Tavernier. En laquelle Synagogue ilz fesoient grand chièrre de toutes viandes, dansant, chantant, faisant galleries, disant et chantant les chansons suyvantes : *La Fantriolly, faisons bonne chièrre*; et laultre : *Marguerite tu tes malgovarnée*.

Et après ce faict ilz sen retornoient chascunz en sa maison. Confesse que la premyère fois quil esseyà ledict poulset, que ledict dyable luy avoiet donné, ce feut sur une mouge de poil fromencheallectant qui luy appartenoit, luy donnant à boyre de la laveure en laquelle il avoit mis dudict poulset et incontinant après quelle leust beue, feust mallade et dedans quatre jours suyvantz mourust. Laquelle feut jectée aux champs de la cure et illecq trouvée. Confesse ledict Jehan Girard avoir mis dudict poulset dedans la cruche (son) que une sienne chièvre de poil blanc et noyr mangeoit, en esperance quelle morusse pour mieulx essayer sondict poulset, laquelle ung peu après morust, et puis par ledict inquis feut jectée aux courbeaux.

(1) *Vignier*, aujourd'hui Vigny, hameau de la commune de Jonzier.

Confesse que pour aultant que Michiel Valleysant, de Vers, couppoit et tondoit la sise dung sien prez appelé prez de Bye, que ledict inquis entendoit estre sienne, se couroussa encontre ledict Michiel et eurent grosses parolles lung contre laultre; de faict que pour se venger de luy ledict inquis jecta de sadiete pouldre contre le visaige et vestementz dudict Michiel Valleysant à lintention de qui en mourusse. Et que ung peu de temps après il feut malade de laquelle maladie il mourust et croiet et entend que par le moyen de ladiete pouldre il soit mort; dict et confesse oultre que sil eust eu puyssance pendant quil estoit malade quil le eust guarý volluntierz, mais celluy qui donnoit la maladie la pouvoit pas oster.

Confesse quil y a envyron deux ans au temps de Penthecoste, pour aultant que Pierre Marqua de Cerney vouloit aveoir de leur foing, maugré ledict inquis dont il estoit bien couroussé et marry, pource que ilz nen avoient guères, pour se venger dudict Marqua en recopuant ledict foing, ledict inquis jecta de ladiete pouldre encontre le visaige dudict Marqua en intention quil en mourusse. Lequel despuis tomba malade et languyt envyron huict jours et puis morust. Entend que par ladiete pouldre est mort.

Confesse quil y a envyron dix ans que pour aultant que Michiel et Claude Girard avoient faict desplaisir audict inquis à cause de ce quilz recuilloient le fumyer de sa curtine et aussy pource quilz ne luy avoient voulu bailler une mouge de poil rouge à command, à ceste cause pour se venger deulx, jecta de ladiete pouldre sur ladiete mouge, laquelle incontinent après morust. Entendant que par ladiete pouldre est morte.

Confesse quil y a envyron cinq ou six ans pource que ledict inquis eut débat et question avec Nycollas Jacquier de Vers à cause du bled du berger que ledict Nycollas recouvroit,

lequel ne se voulsit contenter de cestuy quil luy bailloit, ains luy en faillit bailler daultre; à occasion de ce envyron ung mois après lediet inquis désirant de se venger dudiet Nicolas, sen alla en la maison dicelluy soubz lombre et colleur de se chauffer; en laquelle maison trouva la mère dudiet Nycollas et la Nycollarde sa femme avecq son petit enfant, lesquelles se chauffioient auprès du feu; auquel enfant lediet inquis bailla ung taillon de pomme Valeyse, sur lequel il y avoit mis dudiet poulset à intention quil mourust. Et peu après tomba malade de laquelle maladye dedans six jours ensuyvantz il mourut et entend et croit que par ce moïen il soiet mort.

Confesse icelluy inquis avecq la Marguerite sa femme, la Claude mère de Panchaud, la George Genasson, la Colette Panthet la Jacquemo vefve de feu Jehan Blanc, Pierre Pinget, Pernette femme de Pierre Ducellier, Michiel et Nycollas Boson de Germagny, avoir esté en la Synagogue au lieu de *Coppet* (1) et illecq avoir faict semblables actes que précédemment il a confessez.

Confesse oultre quil y a envyron vingt ans, sauf le plus, pource que Jantoz, filz de feu Jehan Girard, lors lancien, navoit voulu acoustrer la charrye dudiet inquis, à cest effect se desirant venger de luy, linvita à gouter et le luy donna, luy baillant à mangier entre aultres viandes ung œuf sur lequel il avoit mis de son poulset, lequel après layant mangié, tomba malade et languyt envyron ung mois et puis mourust.

Et ce que dessus il a dict et confessé sur ce interrogué et pour le présent na esté plus avant inquis.

Et nous, dict Chastellain, de la résolution de nosdictz Jurez

(1) *Coppet*, nant de *Coppet*, ruisseau situé entre les hameaux de Bellosy (Vers) et Essertet (Viry) formant la limite entre les deux communes de Vers et Viry.

et Conseillers, ayant entendu les confessions dudict inquis sus escriptes, lavons remys comme par cestes remectons à demain à estre représenté par devant nous ; et ce pendant se readviser de toutes choses par luy faictes et perpétrées et alors nous déclarer, découvrir et confesser et dire la pure vérité, autrement nous veoir procéder encontre ledict inquis à la torture ainsy que par nous a esté ordonné et conviendra. Donné et fait le dix huitiesme may audiet an, par lesdictz seigneur Chastellain et Jurez ainsi octroyé.

Deuxiesme confession dudict Jehan Girard.

Nous Claude Dupuys, Chastellain, etc., sçavoir faisons à tous par cestes estre comparu devant nous ledict noble procureur instant contre ledict inquis et prysonnier, comme cy devant est mentionné, demandant et requérant jouxte nostre dernière rémission procéder et justice administrer. Et le quel Jehan Girard enquis a esté représenté pardevant nous, et premier estre admonesté deuement sur les confessions précédentes, répété de rechief les a confessées, approuvées et rattifiées ; et en oultre estre interrogué plus oultre debvoir confesser la vérité de ses mesfaictz, lequel spontanément à confessé que en venant de Jonzier de vers Mauris Moral son beau frère pour luy demander argent, comme dessus en ses premières confessions est déclaré, et pour ce quil ne peult avoir sa raison de luy, estoit triste et melencholyque, et sur cestes tristesse et melencholye allant son chemyn en revenant dudict Jonzier, estant en une voye appelée la voye de Bozat, sapparut à luy ledict Bochart, dyable alors son maistre, lequel en espèce dhomme noyr luy commença à dyre dou il venait et pourquoy il estoit tant triste ; et quil ne avait pas obéy à luy suffizamment du passé depuis son homaige fait pource que il ne

venoit pas à la Synagogue ainsy que fesoient les aultres ses complices, de quoy luy disoit qu'il ne valloit rien. Et le quel dict inquis luy commença à respondre et dire quil ne sçavoit que faire craignant que le diable ne leusse trompé par autant quil luy avoit promis quil luy feroit beaucoup et aussi quil luy ferait paier ce quil luy estoit deu par sondict biau frère de quoy il n'avoit rien fait. Alors ledict dyable luy commença à respondre luy faisantz belles promesses comme paravant avoit fait ; et luy bailla une aultre boëte en laquelle avoit du poulset jaulne affin de se venger de ses ennemys et après le laissa et sen revint à Vers en sa maison.

Confesse quil y a environ deux ans quil feut à la Synagogue au nant de Coppet en une teppe qui est au bout de certains essertz qui sont faictz, avec la Jacquemie Blanche, la Colette Penthet, la George Genasson, la Marguerite sa femme et la Pernette femme de Pierre Ducellier.

Plus confesse quil y a envyron deux ans auprès de la Sainet-Martin que Michel Girard, appelé Rigard, ne luy voulait baillier une sienne chièvre de poil blanc et noir et aussy pour ce que la dicte chèvre alloit toujours en son curtil pour mangier ses chioux, à cest effet ledict inquis estant en la maison dudict Michiel Girard, en entrant en la benoche en laquelle ladicte chièvre estait mangiant du foing ; jecta de ladicte pouldre sur ledict foing à l'intention après quelle en auroit mangié elle en morusse ; laquelle dedans trois jours après tomba mallade et au bout de deux ou trois jours ensuyvantz elle morust. En après a esté ledictz inquis admonesté de faire lentièrre confession de ses mesfaictz et delictz aultrement estre torturé à notre modération, le quel inquis comme proterné ne voullant aultre chose confesser, combien que du toutaige naye déclaré ses mesfaictz, à cest effect, de la résolution de nos Jurez prédietz, a été lyé a la corde et eslevé en

hault et après luy estre donné une strapade comme est accoustumé à telz cas bailler, lequel nous a requis à aultant le voulloir laisser et plus avant ne le torturer, affirmant de faire ses confessions et dire et déclarer tous ses mesfaictz sans ce que plus autres tourmentz luy soient donnés.

Suyvant quoy a confessé quil y a envyron quinze ans, pour aultant que Jehan de Vers, ainsy appelé, ne luy vouldit ayder à scier (faucher) et faire aultres ses besongnes, de ce estant déplaysant et marry contre luy, désirant de se venger de luy mist et bouta du poulset ou pouldre que le diable lui avoit donné dessus lherbe que ung bœuf qu'il avoiet mangeoiet, lequel tomba incontinent mallade et dedans huit jours après il morust ; et dict que Pierre Girard père dudit Jehan vivoit et aussy que ledict bœuf avoit esté achepté dung marchand appellé Vernes.

Confesse que lan présent pource quil avoit tousiours regret de ce que Marin Girard avoiet mené ses bœutz pasquérir en ung sien pré de quoy il se couroussarent lung contre laultre ; à cest effet ledit inquis, ayant prins au Curtil dudit Marin Girard ung byou dysope sur lequel il meit du poulset et puis estant devant la maison dudit Marin Girard, devant laquelle son enfant estoit, donna contre le visage dudit enfant du biou, sur l'espérance que par ce moïen il en morust. Lequel dedans quatre ou cinq jours après il morust et dict que ledict enfant pendant sa maladye languyt en grosse langueur et tormentz ; et confesse que après cella ledict inquis confessa à la Marguerite sa femme quil avoit tué ledict enfant pource quil se voullait venger dudit Marin ; laquelle luy dist quil avoiet malfaict et dict davantaige que sil eust e u puyssance de faire morir ledict Marin il leust fait.

Confesse qu'il y a environ deux mois quil a veu en la Synagogue se tenant au lieu de Coppet prédiet avecq les aultres

susnommez, Nycollas Boson ; et ce que dessus a dict et confessé surce interrogué et pour le présent na esté plus avant inquis.

Suyvant ce ledict inquis estant délyé de la corde a rattiffié et approuvé ses premières confessions par luy comme dict est faictes ; lesquelles il a dict estre véritables et que sil venoit à mourir quil nen diroit pas davantaige.

Et oultre estant interrogué des choses desquelles la Marguerite sa femme la nommé, acculpé et intitulé estre vrayes a confessé en tous leurs poinctz et passaiges.

Et nous, Chastellain susdict, de la résolution de nos Jurez et conseillers, ayant entendu les confessions dudict inquis lavons remis, comme par cestes remectons à heure de deux heures après mydi a estre représenté pardevant nous et pendant ce réadviser de toutes choses par luy faictes et perpétrées. Et alors les nous déclarer et confesser entièrement à la pure vérité, aultrement nous veoir suyvre plus oultre à la torture à nostre modération, ainsi quil conviendra par raison.

Donné le dix neufviesme may audiet an mil cinq cens quarante six, par ledict chastellain et jurez, ainsy octroyé.

Tierce confession dudict Jehan Girard

Nous Chastellain, etc., suyvant nostre dernière assignacion, ledict Jehan Girard a esté représenté par devant nous auquel a esté demandé sy les choses paravant par luy confessées sont véritables, icelluy admonestant de debvoir faire lentielle confession de tous ses mesfaictz, affin en apprés de suyvre comme de droiet, lequel ses dictes confessions a rattiffiez et approuvez, dict et juré estre véritables, sans voulloir icelles adjoster ny diminuer et davantaige confesse que la Collette Pen-thet, estant en Synagogue audiet lieu de Coppet, il y a envyron

deux ans, dist audiet inquis que si elle eust eu la puissance quelle eust faict mourir chez le curial Roph deux boeufz.

Confesse que la George Genasson dist audiet inquis estant à Léluyset en sa maison quelle avoit donné le mal à deux beufz appartenant à Pierre Colon, lesquelz languirent longtemps et puyz après morurent. Et aussy quelle avoit donné à la Michia fille dudict Pierre Colon les *démoniaches* quelle avoit au corps, à cause de ce que ledict Colon luy avoit faict desplaisir et quil ne luy avoit vullu ballier ce quelle luy avoit demandé.

Confesse que la Colette Penthet, estant ledict inquis en sa maison quérir du séel, luy dist que on luy avoit donné beaucoup de tormentz quand elle feut en pryson à Viry et quelle luy disoit premièrement pource quelle sçavoit quil estoit en sa compagnie.

Confesse quil y a envyron cinq ans pource que la Roberte, mère de Jehan et Pierre Girard, de Vers, ne luy avoient voulu donner de la *laictia*, estant de ce marry, il mist de sadicte pouldre sur la pasture que une de leurs mouges de poil rouge mangeoiet, laquelle dedans quatre ou cinq jours après mourust et feult par eulx jectée aux corbeaux.

Confesse avoir tué une petite moge quil tenoit à command de noble Michiel Testu, pource que il ne la luy avoit voullu donner, et pour ce faire meit de sadicte pouldre dans sa laveure et feut jectée la sans lescorcher.

Confesse quil y a envyron douze ans, jour de Sainet-Saphorin, quil avoit mené ung sien boeufz de poil findron (cendré) pour le vendre et pour ce quil ne le peult pas vendre à son plaisir, estant retourné il jecta de sadicte pouldre sur la pasture dudict boeufz, lequel après languyt deux jours et puis morust, et confesse quil le fait escorcher à ung nommé Girard, leur pastour de Germagny, afin qu'on ne suspessonast pas que luy leust tué.

Plus confesse que dudiet temps il avoit une sienne truye que estoit gryniose ou ronyeuse et avoit languy longtemps et pource quil ne pouvoit nourry et quil luy faschoit de demourer en son estable, à ceste cause il la feit morir.

Confesse quil feut au Grandz Pardonz qui feurent darnièrement à Annissy, auquel lieu se confessa à ung prestre de ce quil estoit hiryge, lequel luy bailla l'absolution de ses peschez ; mays estant retourné à Vers, peu après vers la grange des Girardz, au champ sous la dicte grange appelé devant le Thovex, sapparust à luy lediet dyable Bochard, lequel luy dist :

Aa ! tu es allé à ces follies, tu maz renoncé, mais si tu ne te retournes à moy je te feray marry. Luy faisant aussi plusieurs promesses comme paravant il luy avoiet foiet ; lequel inquis non obstant aulcunes défenses faillust quil se retournast audiet dyable, au mesme estat quil estoiet.

Confesse quil ne faisoit mal synon à ceulx qui luy faisoient déplaisir.

Et nous Chastellain susdict, de la résolution de nos Jurez, ayant ouy les confessions et rattiffications dudiet Jehan Girard, icelluy avons admonesté de porsévérer dans son bon volloir et se réadviser et confesser, le remectons au XXI^e du présent moys de may à devoir estre représenté par devant nous, et alors nous devoir confesser, dire et déclarer lentièrre confession de ses mesfaictz, aultrement suivre de droict.

Donné le dix neufviesme may audiet an, heure de deux heures après mydy, par lesdictz seigneur Chastellain et Jurez.

Seconde répéticion et rattiffication de la Marguerite Moral.

Nous Claude Dupuys, Chastellain etc., sçavoir faisons que aujourdhuy dacte de cestes, instant lediet noble procureur a esté représentée pardevant nous ladicte Marguerite inquisse, laquelle premièrement advisée de dire la pure vérité a esté répétée sur le contenu des susdictes confessions comme il ap-

partient, laquelle les a rattifiées et approuvées et dict et juré estre véritables, sans volloir à icelles aucune chose oster ou adjouxter, etc.; requérant à Dieu qu'il luy assiste à la mort et à la vie, tout ainsi que ce quelle a dict est vérité, disant ne sçavoir aultre; requérant pardon à Dieu de ses mesfaictz, adjouxtant que la Collette Penthet, la George Genasson, la Catherine, femme de Guillaume Cochet, ont esté trois fois à la Synagogue aux *Mollies* et que ladicte Colette vouloit que ladicte Marguerite allast au Cregeon avec la Jacquemier.

Et nous Chastellain, ayant veu les dictes confessions, et rattifications de ladicte Marguerite, l'ayant admonestée comme précédemment est relaté, l'avons remise et remettons de se réadviser continuellement et diminuer ou adjouxter ce quelle voudra, jouxte vérité; affin quil soit procédé sellon Dieu et justice.

Donné et faict le dix neufvièsmes may audiet an, par lesdictz seigneur Chastellain et Jurez ainsy octroyé.

Septiesme journée. Répétition et confrontation.

Nous Claude Dupuys, Chastellain, etc., sçavoir faisons à tous par cestes avoir estez représentez pardevant nous ledict Jehan Girard lancien et ladicte Marguerite Moral, sa femme, lesquelz inquis paravant avoir esté confrontez ensemble, et en après lesdictes confessions par eulx faictes, derechief estant au lieu de nostre tribunal pour iceulx confronter ont estez interrogez; premier ladicte Marguerite si elle a veu ledict Girard en ladicte synagogue, comme elle a confessé en son procès contre elle faict, laquelle a dict que ledict Jehan Girard est hiryge et quelle la veu par plusieurs fois au lieu de *Mollies* avecq aultres leurs complices quilz ont nommez; disant quelle est déplaisante du mal que elle a faict et en demande à Dieu

pardon ; admonestant ledict Jehan, sondict mary, de faire le semblable et se retourner à Dieu tout puissant et délaisser les dyables pour le passé leurs maistres, comme abuseurs et avoir patience de ce quil plaira à Dieu quilz souffrent pour leurs démérites.

Et ledict Jehan Girard inquis ayant ouy sadicte femme a cryé mercy à Dieu et confessé devant icelle avoir tué lenfant de Nycollas Jacquier, au mode quil a confessé et aultres personnaiges nommez en sondict proces ; renyant tous les dyables, mesmement Bochart, confirmant et approuvant de rechiefz sesdictes confessions cy-devant faictes ; et oultre tout ce de quoy sadicte femme l'a acculpée estre véritable et semblablement de leurs complices. Plus interrogué ledict Jehan Girard si ladicte Marguerite sa femme est hiryge et sil la veue en la Synagogue ès lieux et places quil a confessez en son procès contre luy faict ; lequel a dict et confessé estre vray que ladicte Marguerite sa femme est hiryge et quil la veue plusieurs fois en la Synagogue au lieu de *Molliez* avecq aultres leurs complices quil a nommez et quil a tué lenfant de Nycollas Jacquier et autres personnaiges quil a nommez en sondict procès, disant quil est grandement déplaisant du mal quil a faict en demandant pardon à Dieu, admonestant ladicte Marguerite sa femme de faire le semblable et à se retourner à Dieu tout puissant et délaisser le dyable pour le passé leurs maistres comme abuseurs et séducteurs et prendre patience de tout ce quil plaira à Dieu quilz souffrent pour leurs démérites.

Et ladicte Marguerite ayant ouy ledict son mary a cryé marcy à Dieu, renyant tous les dyables, mesmement Morguet ; confirmant, rattillant et approuvant derechiefz sesdictes confessions cy-devant faictes ; et oultre tout ce de quoy sondict mary la acculpé confesse estre véritable et ce quelle a dict de luy semblablement et aussy des dénommez acculpez leurs complices.

Plus a confessé spontanément ledict Girard, après ladicte Marguerite retirée, que après que son beufz findroit (cendré) de qui est faicte dessus mention, feut mort, pource que ladicte Marguerite sa femme ne volloit que ledict inquis eust la layne dune faye (brebis) quilz avoient pour faire du drapt et pour despit de ce, il la feit morir comme ses aultres bestes et finalement confesse que la dernière fois quil a payé la cense audict dyable ce feut au terme de St-Martin proche passée au lieu de *Chevrery*, auquel lieu il avoiet faict lhomaige audiet dyable ; et le quel quartier de mouton quil luy avoit baillié de cense il avoit achepté à *Chomont*.

Et nous, dict Chastellain, de la résolution de nos Jurez, ayant veu ladicte confrontation desdictz jugaulx, leurs confessions, confirmations et rattifications des choses par eulx confessées, remettons lesdictz inquis pour la dernière fois se réadviser de nous confesser tout ce quilz ont faict ; aussi destre répétez sur le contenu desdictes confessions et sur icelles adjouxter ou dimignuer ce quilz voudront. Et aultrement nous veoir deffinir et clore le procès ainsy qu'il appartiendra.

Donné et fait le vingt uniesme may audiet an, par lesdictz seigneur Chastellain et Jurez ainsy octroyé.

Dernière répéticion.

Nous Claude Dupuys, etc., sçavoir faisons à tous par cestes estre comparu pardevant nous, ledict noble procureur de nosdictz magnifiques seigneurs et barons de Viry, lequel suyvnt nostre dernière rémission a demandé lesdictz Jehan Girard lancien et la Marguerite Moral sa femme detenuz, estre de rechief répétez de leurs confessions faictes et interrogez plus avant si besoing est, et suyvre sur le tout comme de raison.

Lequel Jehan Girard a esté représenté et admonesté par devant nous comme il convient, a esté répété de toutes ses confessions, aussi interrogué sil veult sur icelles aulcune chose adjouxter ou diminuer, lequel ayant de poinct en poinct entendu sesdictes confessions ainsi que dessus sont escriptes, icelles a derechief dict et confessé estre véritables, rattiffiant et approuvant le toutaige, ny voullant aulcune chose adjouxter ni diminuer. Disant et confessant que pour ses démérites il se remect à la justice, demandant tousiours pardon à Dieu et miséricorde à Justice ; requérant diffinir son procès et proférer nostre sentence comme par droict conviendra.

Et laquelle Marguerite a esté représentée pardevant nous et admonestée deuement, comme en tel cas est nécessaire a esté répétée de toutes sesdictes confessions et aussy interroguée si elle veult adjouxter ou diminuer aucunes choses sur icelles ; laquelle ayant de poinct à poinct sesdictes confessions entendu comme dessus sont escriptes, icelles a de rechief dict et confessé estre véritables, rattiffiant et approuvant le toutaige, ny voullant aulcune chose adjouxter ou diminuer ; ains disant et confessant que pour ses mesfaictz et crymes elle mérite estre pugnye de mort, demandant tousiours pardon à Dieu et miséricorde à la Justice ; requérant vouloir diffinir son procès et proférer sur le tout nostre sentence, comme par droict conviendra.

Et Nous, dict Chastelain, ayant ouy les dietes rattifications et approbations desdictz Jehan Girard et Marguerite, sur leurs confessions ; aussy les requestes predictes et tout le contenu du proces contre iceulx formé ; et le tout considéré, de la résolution de nosdictz jurez, icelluy tenons suffizament formé et lequel cloyons par cestes, adjournant lesditz inquis et détenuz de jour à jour sur le toutaige nous veoir procéder à sentence diffinitive ainsy que de droict.

Donné et faict le vingt quatriesme may audiet an mil cinq cens quarante six ; par lesdictz seigneur Chastellain et Jurez ainsy concedé.

Sentence contre la Marguerite Moral.

Nous Claude Dupuys, Chastellain de la baronnys, terre et mandement de Viry et les conseillers et jurez de ladicte baronnys, par magnifiques et puissantz Jehan et Gabriel, barons et seigneurs dudict lieu et de Espaignys, etc., à tous ceulx à qui cestes parviendront seavoir faisons que ce jourdhuy datte des présentes, en vigueur de nostre précédente rémission et assignation faicte en la personne de Marguerite Moral, femme de Jehan Girard lancien, du villaige de Vers en ladicte baronnys, détenue és prisons de Viry comme hiryge, instantz le noble procureur desdictz magnifiques seigneurs et barons de Viry, icelluy procureur a produit et reproduit présentement les procédures sur une dénonce par elle contre les denommez au procès faicte ; les informations prinses contre ladicte Marguerite et à sa requeste articles bailliez audict procès par ledict procureur ; responces et confessions sur iceulx faictes par icelle Marguerite ; informations prinses sur la vérification de ses dictes confessions : répétitions à divers jours réitérées, par lesquelles ladicte Marguerite a rattiffié et approuvé sesdictes confessions ; et tout le procès faict et formé contre elle ; suppliant et requérant, actendu sa longue détention dire droict et sentence diffinitive estre par nous donnée.

Et nous dictz Chastellain et jurez, ayant entendu la requeste dudict noble procureur et amplement visitté ce qu'il a produit contre toy Marguerite, comme les informations, répétitions, rattiffications et tout le procès ; ensemble la marque que tu nous a confessé et monstré plusieurs fois estre en ta

hanche du costé ou flanc droict, à toy faicte par le dyable, qui sestoit à toy nommé Morguet ; pour ce qu'il nous conste par tadicte confession volontaire que tu az renyé formellement le Dieu éternel, créateur du ciel et de la terre et ce qui estoit de luy ; prenant ledict dyable Morguet pour ton maistre, auquel tu az faict lhomaige deux fois, adhéré à luy et obéy par l'espace de dix huict à vingt ans, chose exécrationnable et abominable et digne de mille mortz. Aussi que tu az faict les homicides et tué les bestes, à haulte voix déclarées présentement et en la sorte quil est contenu es tondict procès, commectant lesdictz homicides et meurtres volontairement, au moyen de la poudre ou poulset à toy bailliyée à deux fois par ledict dyable Morguet, comme tu az audict procès et icy confessé devant chascung ce qui est advenu, ainsy quil a esté par nous vériffié ; qui est contre Dieu, droict, raison et si détestable que rien plus.

A ces causes et aultres à ce nous movant, et sur ce conseilz et adviz aux gaiges de la résolution de nosdictz conseillers et jurez, estant assiz au lieu de noz Mayeurs, Dieu premièrement invoqué à nostre ayde pour faire droict et juste jugement, disant : *Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit. Amen.* Et le tout bien considéré : prononceons, ordonnons et diffinitivement sertencions, et toy Marguerite Moral, de Jonzier, femme de Jehan Girard lancien, de Vers^{en} ladiete baronnye, jugeons et condamnons, comme aussy les mesfaicts et desliets par toy commys, te jugeant et condamnant à estre menée au lieu des Molliiez, et illecq par l'exécuteur de la haulte justice estachée à une eschelle, pour en après, ton corps vif estre bruslé, et mys et rédigé en cendres, comme hiryge et pour les dictz démérites, affin que tu sois en exemple à tous qui tel cas et maléfices vouldroient commectre et perpétrer. Confiscant néantmoins et adjugeant tous tes biens

meubles et immeubles à nosdictz magnifiques seigneurs et barons de Viry, à la forme des statutz de nos très-redoublez seigneurs de Berne.

Sy mandons et commandons à tous nosditz officiers et subjectz de nosdictz seigneurs barons et aultres de quelle qualité quilz soient, se faire fort pour exécuter nostre présente difinitive sentence ; mesme audiet exécuteur de la haulte justice icelle mectre à exécution promptement, en tant quil touche à son office, toutes oppositions, appellations et aultres proclamations cessantes.

Donné et faict publiquement et judicialement au lieu accoustume prononcer semblables sentences deffinitives, soubz l'homme dudiet lieu de Viry, le seiziesme jour de juing lan mil cinq cens quarante six par ledict noble Chastellain et les jurez : noble Amed du Nant, Claude Dhumilly, Loys Rouph, André Cochet, Estienne de la Cherpine, Amy Villiet, Pierre Grangier, Légier Carrier, Jehan Coindet, Jacques Pella, Claude Maurys, et Claude Mestral, ainsy concédé.

Combien que daultre main soit escript : ainsi est.

Signé : BOVIER.

Sentence absolument identique rendue le même jour contre Jehan Girard l'ancien, mari de Marguerite Moral.

Lettres testimoniales de l'exécution.

Nous Claude Dupuys, Chastellain de la baronnie de Viry, etc., et les Jurez de nostre Court, certiffions à ung chascung que aujourd'hui datte de ces présentes, estant au lieu de Molliez ainsi appelé, auquel lieu Jehan Girard, de Vers, dict l'ancien et Marguerite Moral, de Jonzier jugaulx, sont estez exécutés à la mort ; est comparu et présenté par devant nous

le noble procureur général et patrimonial des dictz seigneurs et barons de Viry, proposant, comme en vigueur des sentences criminelles et diffinitives aujourd'hui par nous données et prononcées contre Jehan Girard, de Vers, et Marguerite Moral, sa femme, iceulx comme malfecteurs du crime d'hérésie, avoir esté par maistre Guillaume Carier, exécuteur de la haulte justice, exécutez à la mort, bruslez tous vivantz, au lieu nommé en leurs proceptz, comme porte une sentence encontre iceulx donnée, tellement que telles sentences et condampnations sont estez mises à leurs deues exécutions sans rien de leurs contenuz y obmettre.

Or affin qua l'advenir des choses gectées en soit mémoire, actendu que telles exécutions publicquement sont estez faictes pour mémoyre et pour monstrier exemple aux humains affin que telz malfecteurs se puissent désister de leurs mauvais vouloirs et par plusieurs aultres bons respectz, nous a requis luy octroyer, au nom quil agist, lettres testimoniales. Suyvant quoy, nous Chastellain prémémoré, de la résolution de nosdictz Jurez, ayant ouy et entendu la proposit dudict noble procureur et les réquisitions d'icelluy aux fins prétendus ; pour aultant qu'il nous appart suffisamment icelle estre raisonnable, comme consonnante à raison, et que les dictz Jehan Girard et Marguerite Moral, sa femme, icy présentement ont estez par le prénommé exécuteur de la haulte justice en vigueur de noz sentences encontre iceulx données, bruslés ensemble, au feu audict lieu appresté, tous vivantz, et mis leurs corps en cendres à la forme de nos dictes diffinitives sentences sur ce données et le tout avoir esté exécuté comme appartient.

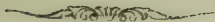
A ces causes et aultres à ce nous movant, avons octroyé, ainsy que par cestes présentes octroyons audict noble procureur les présentes testimoniales pour sen ayder à l'advenir comme conviendra.

Donné au lieu de Mollies, lieu des dictes exécutions, en présence de Maurys Filliet, Richard Gasto, Jacques Motet, Amblard Pelard, Aymé Morel, Maurys Peuthet et plusieurs autres tesmoingz estant illecq présentz, le seiziesme jour du mois de Juing lan de nostre Seigneur courant mil cinq cens quarante-six.

Combien que daultre mayn soyt escript.

Ainsy est.

BOVIER.



PROCÈS CRIMINEL

*contre Michel Bozon de Germagny mort dans les
tortures.*

CAPTION ET DÉNUNCE

Nous André Cochet, Chastellain de la terre et mandement de Viry, pour magnifique et puissant Jehan de Viry, baron et seigneur du dict lieu, certifions à tous par ces présentes estre comparu par devant nous noble Amyed Filliet, procureur-général et patrimonial du dict seigneur et baron de Viry, lequel nous a exposé que Michel Bozon, de Germanier, est accusé par plusieurs malfecteurs exécutez par justice et indiciez du crime *dhérésie sismatice* comprins aussy quil est bampny des païs de nos très redouptez seigneurs de Berne, comme de ce il offre le justifier et faire apparostre tant par procès que par tesmoingz.

Or affin que justice soit faicte et que les meschantz soient extirpez et *hostez davecq les bons* ; à ceste cause il faict partye cryminelle contre le dict Bozon, demandant et requérant icelluy, estre détenuz aux prisons du dict seigneur et baron de Viry, jusques à ce qu'il soit purgé des choses contre de luy intitulées et justice premier ayant faict deheue visittacion des choses qui pourroient avoir sur luy ainsi qu'il est accoustumé

faire. Suyvant laquelle dénonce ainsy que dessus faicte le dict Michiel Bozon a esté détenu et recluz aux prisons de Viry, remectant à cet effet, le dict noble procureur à nous faire apparostre des choses par luy proposées de jour à aultre. Dict le dict Bozon détenus à respondre sur les choses desquelles il est intitulé et indiciez et nous veoir procéder en justice comme il appartiendra jusques à sentence diffinitive.

Donné à Viry, au chasteau, le quatorziesme jour de may, mil cinq cens quarante huict, Présentz Nicolas Curtet, Claude Curtet, Philippe Gentilz, Maurys Gentilz dict Diffiedz, et Amyed Curtet tous de Germagnier, tesmoingz à ce requis et appelez par le dict noble Chastellain, ainsy remys.

Première examination.

Lan que dessus et le seiziesme jour de may, par devant moy et les Jurez et assistantz de la dicte terre et mandement de Viry, etc., sest judicialement comparuz le dict noble procureur produisant les acculpations contre le dict Bozon, détenuz et inquis, ensemble les articles ci-après descriptz, demandant por icelluy détenuz debvoir respondre suffisamment comme appartient. Et ce que sera mys par luy se offre le justifier, requérant terme pour ce faire et Justice.

Et lequel Bozon, inquis et détenuz, a esté par devant nous amenez, qui après avoir juré de dire la pure vérité comme est acoustumé, a répondu sur les dictes articles ainsy que sen suyt :

Premièrement, sil sçayt la cause pourquoy il est détenuz. Icy respond qu'il nen sçayt rien, synon pource qu'il est venuz icy rièrre monsieur de Viry, actendu quil est bampny des païs de Messieurs de Berne. Interrogué si sçait quil y aye long-temps quil est icy détenuz. Respond dès lundy. *Item* en quel

lieu il feust prys. Respond à Germanier. *Item* puisquil sca-
vait qu'il estoit bampny porquoy y venoiet. Respond quil ve-
noit admodier son bien au filz de feu Amblard Gentilz, dict
Piguillet, et aussy venoyt vers son frère pour faire compte
avecq luy des deux années passées de son bien quil avoiet
tenuz. *Item* en quel lieu il feust bampny et quelle poyne. Res-
pond comme perjuz et ne scait la poyne. *Item* sil y a long-
temps quil feust bampny. Respond quil nen a souvenance.
Interrogué pourquoy il feust détenuz au dict Saconnex. Res-
pond qu'il feut examynez s'il avoit esté à Bernex aux nopces
de la fille de Jehan Desfielz. *Item* pour quelle cause on l'exa-
minoit au dict Saconnex. Respond quon lexaminoit s'il estoit
hyrige et s'il avoyt esté à la Synagogue. *Item* sil y a jamais
esté. Respond que non. *Item* sil est jamais allé de nuict. Res-
pond que ouy, de matin et de vesperées, tant venant de Seys-
sel, Rumillier que aultres lieux de ses affaires. *Item* sy ja-
mais de nuict il rencontra personne. Respond que ouy, à sca-
voir Aymé Gentil et Richard Pernot. *Item* sy jamais de nuict
ou de jour il rencontra personne de quoy il heusse paour.
Respond que non. *Item* sy jamais il rencontra brigand ou hy-
ryge. Respond que non sans faulte.

Interrogué sil scait qu'il soit point dhiryges et sy on en a
point exécutez à Viry et ailleurs rière le baillivage de Ter-
nier. Respond quil n'en sait rien ; toutteffoiz scait qu'on en a
exécutez à Viry. *Item* sil a point estez quand on les a exécutez
Respond que non ; sinon quand on exécuta la Garinaz (Ro-
lette femme d'Amédée Curtet dit Garin) de Germagnier.

Interrogué sil scait point que la fille du dict Jehan Deffielz
et Légier Carrier ayent estez encharriez (1). Respond que
non synon par ouy dire. *Item* à qui il a ouy dire. Respond à
plusieurs gens desquelz de leurs noms na souvenance. *Item*

(1) Charmés, aiguillette nouée.

sil sçait lesquels les avoient encharriez. Respond quil ne les sçait synon que par ouy dire que cestoit Pierre Desfielz et sa femme. *Item* sil na poinct esté suspicionné de se estre aydé à les encharrier. Respond que ouy. *Plus* sil a poinct ouy dire que se feussent aydéz aultres que ledict Pierre Desfielz à en charrier le dict Légier et sadiete femme. Respond que non ; touttefois dist quil feust examyné audict Saconnex sil avoiet esté ausdictes nopces de Bernex. *Item* sil sest jamais trouvé darrière chez ledict Pierre Desfielz avec luy et ladiete Claude sa femme, au pratel avant lesdictes nopces dudict Légier. Respond que ouy. *Item* quelz propostz ils devisarent ensemble. Respond quil ne devisa jamais avecq eulx audict pratel qui sache. *Item* sil sçait que ledict Pierre et ladiete Claude feussent hiryges et quilz ayent estéz exécutez pour icelluy cas. Respond quil ne sçait rien quilz feussent hiryges ; touttefois a bien ouy dire quilz ont estez executez pour icelluy cas.

Interrogué sil sçait quil aye poinct dennemys. Respond quil entend quil en aye auleungz de ses voisins ; assçavoir Légier Berthet, et Richard Pernet qui nont pas esiez ses amys. *Item* sil na poinct d'aultres ennemys. Respond que non quil sache.

Interrogué sil feust jamais vers *Pilliou*, vers les *Boucles*, aux *tattes* dessoubz *Bellossier*, vers *Pierre Saulce*, en la *Praliez*, au *Boys Désert*, que aultres lieux là où se diet que les hiryges ou sourciers tiennent la Synagogue. Respond que non. *Item* sil sçait quilz soient auleungz dyables. Respond quil a ouy dire à ung chascung quilz sont des dyables. *Item* sy sçait que lesdictz diables ayent trompé aucune personne. Respond quil a oui dire quil en a trompez. Et pour le présent na esté plus oultre examinez.

Et nous Chastellain et Jurez susnommez, ayant entendu les responces faictes par ledict Bozon, detenuz et inquis ; aussy considéré les choses de quoy il est intitulé au plus ample con-

tenu des droictz produictz contre de luy par ledict noble procureur ; de la résolution toutalle de nosdictz Jurez, icelluy détenuz avons remys de jour à jour à se réadviser et icelluy avons admonesté de confesser la pure vérité aultrement nous veoir procéder comme sera de raison. Donné à Viry judicialement, au chasteau dudict lieu, lan et jour comme dessus, par lesdictz nobles Chastellain, jurez et assistantz ; noble André Cochet, chastellain, maistre Jacques Pelard, Amied Villiet, et François Du Nant, assistantz dudict Viry.

Secunde examination.

Le pénultième jour dudict mois de may en lannée que dessus, devant Nous Chastellain, et les Jurez susnommez en vigueur de nostre dernière rémission sest judicialement comparuz ledict noble procureur produissant pour justification de sadicte dénonce contre ledict Bozon faicte les proces soubznommez par lesquelz il est acculpé et indiciez davoir esté en la Synagogue aux lieulx mencionnez en iceulx : premier le procès de la Claude femme de feu Pierre Gentilz dict Diftietz *item* celluy de la Claude Bozon sœur dudict détenuz ; aussy icelluy de Jehan Girard de Vers ; et finalement une aetestation ou acculpation extraicte de égrège Miserendy, curial de Sainct-Victour, du procès formé contre la Janette Cavière, de Laconnex ; ainsy que de iceulx procès et acculpations nous ont faict prompte foy auquel lon aura relation de leurs contenuz semblablement les articles icy dessoubz spécifiez et mencionnez, suyvant lesquelz demande ledict noble procureur ledict détenuz estre interrogué et répété sur ses confessions ou responces précédament faictes et Justice.

Et le quel Bozon, détenuz et inquis, a esté par devant nous admené et représenté ; le quel de rechief admonesté de dire la

pure vérité et interrogué sur les indices et acculpations suivantes, premier luy aiant donné le serment acoustumé; et en après a confirmez et approuvez ses confessions et responses précédament faictes, hors mis quil dict non avoyr point dennemys audiet Germagnier ny aultre part quil sache; et aussy quil est passé plusieurs foyz vers *Pierre Pillioud* et aultres lieulx susmencionnez de jour allant à ses affaires et charchant ses bestes de jour et de nuict tout seul. Et premièrement interrogué si voulsit jamais achapter point de bœufz de Larbiné, vefve de feu Pierre Laurent dudiet Germagnier. Respond que non qui sache. *Item* quelle fin lediet bœuf fist et quil est devenu. Respond quelle en avoict ung qui se mangeoyt le poil; et lequel étoit *fromentaz* (couleur de froment) *Item* sil y a longtemps que cella feut. Respond quil nen a point de souvenance. *Item* sil dict jamais les parolles semblables à ladicte Arbine : *sy vous me heussiez baillié celluy bœuf, commère, peult-estre que je leusse heu belle fortune.* Respond quil nen parla jamais. *Item* sy celle mesme année que lediet bœuf susnommez mangeoyt son poil, sil ne dict à ladicte Arbine qui avoict achepté une vache à Rumillier, laquelle elle faisoict tyrer à la charry avecq ung bœuf : *Commère, que feriez vous sy vous ne heussiez achepté celle vache.* Respond que peult-estre quil a dict les parolles. *Item* si ladicte vache ne morust pas incontinent après. Respond quil nen sçait rien.

Interrogué sy revyra ou osta jamais de ses pizettes de son champ damond (en-deça) chiez Laurent, qui à présent appartient à Jacques Picot, la porche (truie) de ladicte Arbine en disant quil la turoit. Et alors ladicte Arbine luy respondict quil ne seroit pas la première quil auroyt tué. Respond que non. *Item* sil ne dict point à ladicte Arbine quand elle luy dict quil ne seroit pas la première quil auroyt tué : *tu ten re-*

pentyrus, car tu heusses mieulx gaigné de garder ce mot en ta bouche ; et envyron ung mois après ladicte porche morust. Respond que non.

Interrogué sy vouldist jamais achepter de seigle à Cartignier avecq les Pernetz de Germagnier ou voyerement sy lesdictz Pernetz en acheptarent jamais sans luy, de quoy en feust marry. Respond quil en vouldist achepter avecq lesdictz Pernetz et lesquelz lacheptarent et luy en feirent part. *Item* après que ladicte seigle feust acheptée par lesdictz Pernetz comme dict est, si ledict Bozon détenuz alla poinct en la grange desdictz Pernetz ung matin et dejeuna avecq eulx pour ce quilz avoient vendu ung bossot (tonneau) de vin blanc à Jehan Revasclier, hoste de Viry ; et en après entra en ladicte grange et se appuyant sur le rechief de leur joumant, si dict poinct les parolles suyvantes : *O gente vieille, iras tu plus a Seyssel ;* et ung jour ou deux après elle mourut ; et aussy les canes qui mangearent du sang quelle feust accorcée ou saignée. Respond que non.

Interrogué sy menassa jamais Jacques Morel, aultrefois son grangier et que de sept ou huict jours après il aye prins mal duquel il soict mort. Respond que non ; touttefois se sont bien corrocez ensemble. Et plus outre na esté à ce jordhuy interrogué.

Et Nous, Chastellain et Jurez... avons remys... ledict Bozon de jour à jour a se représenter pour confesser la pure vérité, etc...

Tierce examination.

Lan que dessus et le dernier jour de may, etc., a esté par-devant nous représentez ledict Bozon, lequel a promys de dire la pure vérité et en après aiant confirmé et approuvé

ses confessions et responcez par luy faictes et cy-devant escrip-
tes, hormys quil ne feust jamays suspencioné de se estre aydé a
encharyer ledict Légier et sadicte femme ; et que il ne feust
jamais avecque ledict Pierre Gentilz dict Diffielz et ladiete
Claude sa femme, darnier leur maison et finablement que la
jeumant desdictz Pernetz morust. Et en après a esté exami-
nez et interrogué sur les articles suyvantz, premier layant de
rechief admonesté comme dessus.

Interrogué sy jamais ledict Pierre Deffielz heu charge de
recouvrer une taillie de trois solz et sil luy leva point de gage
et quel gage. Respond quil nen sçait rien. *Item* sil heust
jamais parolles avecq les Deffielz occasion dudict gage et sil
ne luy dict quil sen repenteroit. Respond comme dessus.
Item sil a poinct esté à Jurens, en quelle mayson et sil y a
poinct ovréz et faict des cercles et a qui vendyst lesdictz cer-
cles et combien il en eut en sa part. Confesse avoir esté plu-
sieurs foyz a Jurens et non y aveoyr faict aulcungz cercles.
Item sy occasion desdictz cercles heust jamais corroulx avecq
Panchaud, dudict Jurens. Respond avoyr faict des cercles à
Vallayrie avecq Nycol Riguillard*, son beau frère, lequel les
alloyt vendre. *Item* sil demanda jamais cheval à emprompter
audiet Panchaud pour aller dehors et quel poyl il estoit, et sy
ledict Panchaud le luy presta ou non. Respond que ledict
Panchaud en avoit trois ou quatre ; mais jamais ne luy en
demanda poinct à emprompter ; aussy ne se souvient quil en
bridasse jamais poinct. *Item* si ledict Panchaud logea poinct à
Genefve chieuz François Boutan au Bourdeffour et si ledict
Panchaud alla certains jours à Genefve et logea chez ledict
Boutan et menoyt ung cheval bayard et ledict Bozon icelluy
jour sen alla à Vallairye. *Item* sil sçait que ledict cheval soit
vendu ou mort. Respond quil a ouy dire que ledict cheval est
mort audiet Genefve, toutteffois nestoit pas mallade quand le-

dict Panchaud le mena à Genefve. *Item* estant de retour audict Jurens ledict Panchaud, si eust poinct de parolles avecq ledict Bozon et sil appella poinct hiryge, lui disant quil avoit tué son cheval et quil le feroit brusler. Respond quil nen sçait rien. *Item* sy après ledict débast sy le dict détenuz ne sen alla poinct de Jurens, et combien après et où il fist sa demorance et quelz estoient ses voysins. Respond quil sen revinct audict villaige cheuz Gabriel Boulay ou ledict Nycod Reguilliard demoroit et là se tintz la charrye trois ou quatre jours pour ledict Reguilliard qui tenoit en admodiation les biens dudict Boullay et en après sen alla audict Genefve où il demoura certain temps; et na souvenance en quel lieu où il logea; davantaige na voulsi dyre quil aye rien mangyé ny beu audict Genefve ny moins chez qui il ovra et en oultre despuis Pasques en ça a demouré audict Genefve et couchié en une maison chez ung tissot près du marché aux bledz, nommé maistre Pierre; et couchoit avecq luy Jehan Soumareta et le filz du commissaire de Bellossier. Aussy dict quil a lougé audict Bourdeffour chiez Jehan Valand et couchoyt avec Jehan Chappuis. *Item* sil a poinct-esté en Provence, et en quel lieu et sil vist point de gens de ce païs, et quilz estoient; et quelz propositz il leur disoit et spécialement porquoy il estayt allé là. Respond quil feust en Avignon ou il veit Jehan Mugnier et certains aultres de Crouseillie, et auquel lieu demoura deux ou trois sepmaines. *Item* pour quelle cause sen revinct dudict Avignon. Respond pour rendre certains renevouz. *Item* en quel lieu il se retira au retour dudict Avignon. Respond audict Genefve, une foys icy et lautre foys là. *Item* sil a poinct heuté à Genefve et en quel lieu et sil eust jamais question avecq nul de ses voysins, soyent hommes ou femmes ou enfantz et porquoy. Respond quil eust certaine question avecq ung asfannier lequel luy dist *bampny*, occasion dung pollier que

une femme lavoyt demandé pour lacoustrer; et ladicte femme avoiet désia demandé laultre. *Item* sil a poinct veu nul de ses voysins ou voysines estre devenuz mallade ou transpourtez de entendement du temps quil estoiet audiet Genefve. Respond que non. *Item* sy personne le menassa jamais audiet Genefve. Respond quil na souvenance que homme ny femme laye appellé hiryge. *Item* si les manouvriers ou aultres de Genefve luy reprocharent jamais quil feust hiryge. Respond que non. *Item* sy audiet Genefve a este nul jour de marché au Bourdef-four, tant devant la maison de Vandelly que aultres lieulx et sil marchanda jamais nul bestail, soit boeulz ou vache ou moges. Respond que ouy et il a veu beufz et vaches tant de jour de marché que allant aux pasqueraiges. *Item* sy pendant le marché il vyt poinct passer certaines vaches ou moges appartenantz au secretaire Ruphy qui alloient aux pasqueraiges, et sy personne les prisa estre belles, mesme une moge et quil la toucha poinct sy luy mesme la toucha poinct. Respond quil nen sçait rien et ne cognoist poinct lediet secretaire Ruphy. *Item* sil sçait que ladicte moge ou vasche alla après aux Pasquiers, et en quel lieu et sy elle morust. Respond quil nen sçait rien. *Item* qui fust suspicioné qui avoiet faict morir ladicte vasche ou moge, spécialement luy qui lavoyt touché. Le nye par exprès. *Item* sy jamais luy feust reprouché avoir tué ladicte moge et sy lediet secretaire se courossa poinct à luy et en quel lieu, ny aussy nul de ses serviteurs ny servantes luy imputant avoyr tué ladicte moge. Le nye comme dessus. *Item*. sil fist jamais poinct de mal à personne que ce soiet ou quil aye hemeuz auleungz de ses voysins à courroulx contre de luy. Respond que non quil sasche, horimys quand il plaidoyt iceulx de Germagnier, occasion d'une pièce de terre quilz luy voullioient oster. Et plus outre na esté interrogué, ains a esté remys de jour à jour comme dessus. Donné lan et jour que dessus par lesdictz Chastellain et Jurez.

Quatresme examination et répétition.

Le premier jour de juing lan que dessus, devant nous Chastellain et Jurez susnommez, ledict Bozon detenuz et inquis a esté représenté suyvant nostre darnière et précédente remission ; auquel a esté leu et donné à entendre les articles cy devant par ledict procureur produitz et les confessions sur iceulx faictes ; lesquelles comme précédament il confirme, rattiffie et approuve sans aulcunement y adjouxter ny diminuer. Et en oultre a respondu sur les interrogatz comme sensuyt :

Premier sil sçait ce que la Claude, sa sœur, soiet devenue. Respond quelle a esté en ce lieu exécutée pour le cas dheregerie, comme il a ouy dire.

Plus sil a poinct cogneu ledict Jehan Girard et Marguerite Moral, sa femme.

Respond que ouy ; dict qu'on les a exécutez pour le cas que dessus, ainsy quil a ouy dire pourcee quil nestoit pas icy.

Et nous Chastellain et Jurez susnommez, avoir veu le dénonce dudict noble procureur, les acculpations devant nous produictes et semblablement les articles et indices par luy sur ce produictz ; lesquelz il est offert justiffiez ; à ceste cause avons remys le dicte noble procureur au quatresme jour de juing à justiffier sesdictz articles et acculpations par tesmoingz ; auquel concédons lectres réquisitoires adressés à tous Seigneurs de Justice pour ce faire. Et aussy audiet jour nous faire foy de la poyne du bampnismement sus alléguez. Et en après nous veoyr suyvre ainsy que de droiet conviendra.

Donné judicialement au lieu, lan et jour que dessus par lesdictz noble Chastellain, Jurez et Assistantz.

Lettres Réquisitoires.

Nous, André Cochet, Chastellain, les Jurez et Assistantz de la Seigneurie, terre et mandement de Viry pour magnifique et puissant Jehan de Viry, seigneur et baron dudiet lieu, aux Magnifiques et Très-Honorez Seigneurs, Messieurs les Scindiques et Conseil de Genefve, nostre aymable salutation prémise.

Avoyr veu la dénonce et détention de Michel Bozon, de Germagnier, à l'instance du noble procureur dudiet seigneur et baron de Viry, faicte ; aussy les articles et indices par lediet procureur produictz, lesquelz luy avons admys à prover, et lesquelz il prétend en partye justifier par auleungz tesmoingz estans dans votre cité de Genefve ; or affin que par deffault lediet procureur ne soyt frustré de ses droictz, pourtant aussy que ung chascun en secours de droyet et faveur de justice doibt à l'autre suffragier : Nous prions et très affectueusement requestons que en secours et faveur de justice, votre bon playsir soit nous concéder territoire en vostre dicte cité de Genefve, pour recepvoir les depositions des tesmoingz nécessaires ; par vos Officiers faire adjourner devant nous à sabmedy prochain à dix heures du matin, pour la vérité testifier des chouses que instant lediet procureur, leur seront demandez ; et faire comme en cecy appartient, faisant en nostre endroict tant pour nous que en semblable voye plus grand effect jouxte nostre pouvoir pour vous, nous offrons fayre de très bon cueur.

Donné à Viry judicialement, au lieu de nostre tribunal, ce darnier jour de may de mil cinq cens quarante huit, par lesdictz noble Chastellain, Jurez et Assistantz ainsy concédé et requis.

Nous, Scindiques et Conseil de Genève, etc., a nous officiers sur ce requis, salut. Ayant veu et entendu les réquisitoires sus escriptes, à vous susdictz officiers, mandons et respectivement commandons que les prédictez jouxte leurs contenuz mectre en dheue exécution, octroyant le territoire requis.

Faict le premier de juing mil cens cinq quarante huit, par lesdictz Seigneurs Scindiques et Conseil.

Lan mil cinq cens quarante huit et le second de juing, honorable Domène Guex, officier, a exécuté les présentes en les propres personnes : honorables Pierre Rossel, François Cler, Jehan Cout et son filz, Jehan Volland, Pierre Tissot dict Burevel et Monetaz femme de Jehan Chansonet. Les citant à debvoir aller testifier la vérité jouxte le contenu des susdictes ainsy que ledict officier a refféré.

Tesmoingz examinez à Genefve, instant ledict procureur, contre ledict Bozon, détenuz et inquiz, en vigueur des lectres réquisytoires et du territoire sus icelles octroyez.

Lan que dessus et le second jour de juing, devant nous Chastellain et les Jurez susnommez, sest judicialement comparuz ledict noble procureur produysant les lectres réquisytoires avec le placet sus icelles par les Magnifiques Seigneurs de Genefve octroyé, deuement executez comme appartient et aux presentes atachez et coussus, demandant et requérant examyner les tesmoingz soubznommez pour justification de son dire, articles et indices en quoy ledict Bozon detenuz et inquiz est acculpez et indiciez et justice luy administrer en protestant de tous despens, damps dommaiges.

Et les quelz tesmoingz ont estez examinez et interrogez sus le contenu de ladicte dénonce et dépendances et apparte-

nances dicelle, par ledict noble procureur contre ledict Bozon faicte ; iceulx tesmoingz premier ayant presté serment comme appartient ; et aussy leur ayant faict les remonstrances des faulx et perjux. Et lesquelz ont deppousez particullièremment ainsy que s'appart en une chascune de leurs depositions cy après escriptes.

Donné judicialement lan et jour que dessus ; par lesdictz noble Chastellain André Cochet, les Jurez et assistantz : François-Dunant et Amyed Villiet avecq Jehan Revaschier, officier.

Premier tesmoingz.

Honorable Jehan, filz de Jehan Dunant, de Genefve, demourant au Bourgdeffeur, aagé de dix-huict à dix-neuf ans ou envyron, de bonne mémoire de douze ans ; tesmoingz produict de la part dudict noble procureur, au nom quil agist ; sur lesdictz articles, indices, voix et fame dudict Bozon, dependances et appartenances universelles juré, examiné et interrogué comme appartient. Lequel depose cognoistre ledict Michiel Bozon, detenuz à Viry, peuree quil a démoré au lieu de Genefve, en la charrière du puy de Saint-Légier, en la chambre de Claude Vandelly, tenant ladicte chambre de la maison de la Philiberte Pilliete, l'espace de quatre mois ou lenvyron, et ce depuis Noël darnièrement passé, ovrant en ovre avecq divers et plusieurs laboriers tant en fendant du boys que aultres choses.

Interrogué de quelle voix, fame et réputation il estoit entre les voysins de ladicte charrière que aultres du dict Genefve. Respond quil a ouy dyre à plusieurs gens quil estoit hiryge, dont en la voix et fame dentre ceulx qui le cognoissoient.

Interrogué en quelle sorte ledict Bozon a vescu avecq sesdictz

voysins de ladicte charrière et ceulx du dict Genefve. Respond sans aveoir aulcungz debastz ny fascherie contre personne moyennant quil sasche. *Item* sil heust jamais question avecque personne audict lieu de Genefve. Respond que non quil sasche. *Item* sil y a eu homme ou femme ou bestes qui eussent eu mal, en quoy il feust suspecioné le luy avoir baillé. Respond que non. *Item* sy jamais personne luy a appellé hiryge en sa présence. Respond quil nen sçait rien ; toutteffois a bien ouy dire à certains desquelz na souvenance, que puisque on le appeloit hiryge, il nen disoit mot ny moins en faisoiet reffuz. Et aultre chose nen sçait synon pour les choses susdictes sur la généralité droiet.

Secund tesmoingz

Item maistre Jehan Conte, citoyen de Genefve et demorant au Grand-Mézel, aegé de cinquante ans, de bonne mémoyre pour deposer, etc., lequel depose congnoistre Michiel Bozon, de Germagnier, porce quil luy a vendu plusieurs marchandises. Et davantaige depose ledict depposant qui parle, que depuis quatre ou cinq ans en ça, en ceste Ville de Genefve, luy a aydé tant en baptant son bled que en menant sa chièvre, auquel Michiel Bozon na perceu jamais rien faire que ung homme de bien neust faict.

Interrogué si ledict Bozon du temps quil luy aydoit à labourier comme dessus ou en aultre temps, sil est jamais entré chez ledict depposant qui parle ou en la chambre de sadicte fille estant en sa gésine denfant ; et que incontinent après icelluy soyt mort ; ou voyrement que sadicte belle fille naye jamais peu allaieter sondict enfant. Respond quil nen sçait rien quil soiet entré en ladicte chambre ; toutteffois que sadicte belle fille a eu ung enfant qui ne vesquit que trois sepmaines

pource que nostre Seigneur lappella en celle aee et ne suspicione poinct lediet Bozon ; toutteffoys sy il a ce faict, a mal faict et davantaige deppose quil a ouy dire à plusieurs quil estoit hiryge, non pas en sa presence. Et aultre chose ne scait.

Troisiesme tesmoingz.

Item la Monaz fille de Jehan Conte, de Genefve, femme de maistre Jehan Chansonex, tisserand et borgeois de Genefve, aegé de quarante trois ou quarante quatre ans ou lenvyron, de bonne mémoyre de trente ans, produicte, etc. Laquelle deppose et acteste par son serment que darnièrement, de carresme, une matinée elle trouva lediet Bozon détenuz en la place ou sont les manovriers estant avecq ung nommé La Cruche. Et alors ladiete depposante qui parle, disoit quelle charchoyt ung vygniollant pour puer son pollier, quelle a auprès de la mayson de Madame d'Avullier. Et alors, lediet de La Cruche luy dist que lediet Bozon le pourroyt bien. Et adonc elle luy promist quatre solz por sa journée, et lesquelz elle luy baillia ; et estant allé puer lediet pollier et layant puer la moiectié vint lediet Jehan Chansonex, mary de ladiete depposante qui parle, qui luy dist : *Il fauldroict bien puer lediet pollier.* Adonc lediet Bozon luy dist que cestoit tout de *goyt blanc boctex*. Et alors lediet Chasonex luy respondiit quil nestoit pas droict vignyollant car cestoit tout de *Muscatte*. Et après ayant achevé lediet pollyer, par lediet Bozon, ladiete depposante qui parle, luy dist quil failloit quil alla puer a Lancier delà d'Arve ; ce quil ne vouldit faire et de trois ou quatre jours après lediet Bozon aydoit au seigneur André Duc, allant aux Terraulx de mattin ladiete depposante le veit passer au carre du Perron devant sa mayson, elle luy crya :

Ne trovonty aultre que toy pour mectre en ovre, hirege que tu es, tu mas tué mon pollier, va hiryge. Ce que il ne dist jamais mot, nonobstant que le filz du seigneur Amyed de la Rive et plusieurs aultres tant hommes que femmes feussent présentz. Et finalement deppose que plusieurs foyz elle la veu et ouy dire en ladicte place, que tous les aultres ovriers et manouvriers luy erioient : *hirege, bampny, te' souvyenty que les espioux et allebardes te accompagnoient* ; jusques à certains cri duquel elle n'a souvenance et ce sus la poyne de la vye. Lequel ne respondict jamais mot synon quilz lavoient accusez à tout. Et aultre chose nen sçait.

Quatriesme tesmoingz.

Item honorable Pierre Tissot, filz de Anthoyne Tissot, citoyen de Genefve, aegé de trente ans ou lenvyron, de bonne mémoyre de dix huict ans, etc., lequel deppose congnoistre ledict Michiel Bozon, détenuz, pource quil a demouré certains temps en celle ville chiez Vandelly et auquel a vendu plusieurs foyz de gros pains ; et davantaige deppose ledict depposant qui parle, que maistre Claude Floret, maistre cordonnier, luy a dist plusieurs foyz que ledict Bozon estoit hiryge pource que il ne osoyt plus demorer chez luy à Germanier. Et aultre chose nen sçait.

Cinquiesme tesmoingz.

Item maistre Jehan Volland, hoste du Bourgdeffour, aegé de trente ans ou envyron, de bonne mémoyre de vingt ans ; tesmoingz, etc., lequel deppose congnoistre ledict Bozon de Germagnier, pource quil a logé plusieurs fois chieuz luy en sa mayson, duquel Bozon a ouy dire à plusieurs gens quil

estoyt hiryge et bampny, ce que lediet depposant qui parle, luy a diet plusieurs foys : *Bozon, lon dict que vous estes hiryge et bampny*. Lequel luy respondiet quil estoyt bampny pour certains perjurementz. Et aultre chose ne sçait.

Sixiesme tesmoingz.

Item honorable François Clert, hoste du Bourgdeffour, aegé de trente deux ou trente trois ans, ou lenvyron, mé-moyre de dix tesmoingz, etc. ; lequel deppose congnoistre lediet Bozon et icelluy avoir veu plusieurs foys chieuz luy. *Interrogué* sil sçait pourqnoy il demoroyt à Genefve. Respond pource que sestoit refuyct de son païs à cause de ce quon disoit quil estoit hiryge ; et deppose lediet depposant le luy avoir dict quil estoit hiryge et luy a deffendu non entrer en son estable. *Interrogué* sil feust jamais présent quon luy ap-pellasse hiryge. Respond que non. *Item* sil sçait point que lediet Bozon aye eu question avecq personne du Bourgdeffour ou aultre de la cité de Genefve, soyt homme ou femme et que après mal leur soyt advenu. Respond que non. *Item* sy jamays point de cheval soit mort chiez luy. Respond que ouy ; assçavoir il y a passé ung an icelluy estant à Panchaud, de Jurens, lequel morust le lendemain de ce que lediet Panchaud feust arryvé audiet Genefve. *Item* sy lediet Panchaud suspen-soit personne qui heusse tué lediet cheval. Respond que le-diet Panchaud disoit quil avoyt esté ung homme chiez luy qui lélas, sans dire aultre. Et fist visiter par les mareschaulx lediet cheval mort affin de regarder sil avoiet les vives ce qui ne se trova aulcunement. *Item* si jamais depuis que lediet cheval feust mort sy lediet Panchaud luy aye jamais diet qui lavoyt tué lediet cheval. Respond que non. Et aultre chose non sçait.

Septiesme tesmoingz.

Item honorable Pierre Rossel, borgeoys de Genefve, de bon aage pour deppouser, etc. ; lequel deppose cognoistre lediet Bozon et estre de maulvaise voix, fame et renommée entre les gens ; et principalement avoir le nom destre hiryge. Et aultre chose nen scait, etc.

Cinquiesme examination et répétition.

Le lundy quatriesme jour du mois de Juing en lannée que dessus, devant Nous Chastellain et les Jurez susnommez sest judicialement comparuz le noble procureur produisant suyvant la darnière rémission les depposites des tesmoingz dernièrement examinez à Genefve, pour la justification de ses articles. Aussy a produict les acculpations et indices contre lediet Bozon, detenuz et inquis, demandant et requérant aultre forme pour plus amplement sesdictz articles justifier ; aussy a produict lediet bampnisement sus alléguez ; actendu quil ne la peu avoyr et justice.

Et lediet Bozon, inquis et détenuz, a esté par devant nous admené ; lequel après ayant juré de dire la pure vérité comme dessus, a esté interrogué soubz les articles suyvant : Sil congnoist la Monette, fille de feu Jehan Conte et femme de Jehan Chansonex de Genefve. Lequel respond que non. Et lequel Bozon a esté interrogué sus le contenuz de la deposition ; lequel la nye dans tous ses poinctz horsmys quil a congneu lediet Cruche nommé en icelle. *Item* si jamais lediet Boujan, hoste à Genefve, la poinct appellé hiryge. Lequel respond que non. Et plus outre na esté interrogué, ains remys lediet procureur à la forme de la précédente rémission et lediet détenuz à voir jurer les tesmoingz et suyvre comme par droiet conviendra, etc.

Sixiesme examination et répétition.

Lan que dessus et le sixiesme jour dudict mois de juing, devant nous Chastellain et les jurez susnommez, sest comparus ledict noble procureur suyvant la dernière rémission produict pour la justification de sesdictz articles et indices contre ledict Bozon détenuz, les tesmoingz soubz nommez demandant iceulx estre examinez ; et ledict Bozon détenuz, a esté pardevant nous admenez, qui après le ayant admoneté de confesser la pure vérité et juré de ce faire comme appartient ne nous a voullu dire aultre ; de quoy avons examinez lesdictz tesmoingz *présent ledict détenuz* ; lesquelz ont deposé ainsy que particulièrement en une chascun de leurs depositions cy après escript se contient.

Et premièrement Richard Pernet, de Germagnier, aagé de cinquante ans, tesmoingz produict à l'instance dudict noble procureur sur lesdictz articles et indices par luy produictz contre ledict Bozon, et deppendances diceulx, juré examyné et interrogué, *présent ledict detenuz* lequel le tient pour homme de bien, sans rien voulloir opposer contre de luy fors que dernièrement le jour quil feust prins et admené icy, il rencontra qui sen retornoyt à Germagnier, dont pense quil soiet cause de sa prinse. Lequel tesmoing deppose par son serment congnoistre ledict Bozon et icelluy estre de mauvais nom et fame entre les gens de bien ; asscavoir destre hirye, car ainsy la ouy dire à plusieurs gens. Et davantaige deppose quil y a certain temps que Jacques Pernet, frère dudict depposant qui parle, avoiet achepté certaine seigle à Cartignier sans son seeu et gré, de quoy feust bien marry ; et alors ledict Bozon detenuz diet audict depposant : *Vous me avez faict ung meschant tour davoyr achepté celle seigle sans moy ; mais*

je vous en feray ung aultre. Et estant de retour dudict Cartignier ledict depposant baillia audict Bozon neuf coppes de ladiete seigle, de matin et déjeusna ledict Bozon chez ledict depposant qui parle avec honorable Jehan Revasclier, hoste de Viry, qui avoyt achepté dudict Pernet depposant ung bossot de vyn blanc. Et après le déjeusner ledict Bozon detenuz entra en la grange dudict depposant et se appuya sur le rebiez de ses jeumentz ou cavalles; et dict à lune desdictes cavalles : Vieilles, *vieille*, *iras tu plus à Seyssel*. Et de deux ou trois jours ladiete cavalle morut; et sondict frère dudict depposant la seigna ou acora, dont les canes qui mangearent le sang incontinent morurent. Dont suspessona que ledict Bozon luy a tué sadiete cavale, actendu quil avait menassé ainsy que dict est et suyvant le maulvais nom quil a. Et aultre chose nen scait, etc.

Après laquelle deposition ledict Bozon detenuz a dict quil ne déjeusna point celluy matin chez ledict depposant; ce que voyant avons examinez ledict Revasclier, présent ledict detenuz, lequel na rien contre luy opposé, ains le tient pour homme de bien. Dict après ayant juré comme appartyent, deppose par son serment; sçavoir que du temps sus alléguez ledict Revasclier alla achapter dudict Pernet ung bossot de vin blanc; que après le marché faict déjeusnarent ledict Bozon et luy chiez ledict Pernet. Et en rendant cause de son dyre, ledict Bozon luy ayda à faire le marché dict. Et aultre chose ne scait. Suyvant ladiete deposition ledict Bozon a confessé y aveoir beu et non aultre.

Tesmoingz second.

Item Pierre filz dudict Richard Pernet premier tesmoingz, produit de la part que dessus, aagé de vingt-cinq ans ou

envyrõn, de bonne mémoyre de douze ans ; tesmoingz juré, examiné et interrogué, présent ledict Bozon, qui na aulcunement contre de luy oppousé, ains le tient pour homme de bien, etc. Lequel deppouse de la voix et fame dudict Bozon comme sondict père et mesme que entre chascun qui le congnoissent est réputé pour hiryge, et en oultre deppose ainsy que le précédent tesmoingz sondict père a deposé, sans rien y diminuer ny adiouxter, hors mis pour rendre cause de science dict et acteste par son serment estre en la grange quand ledict Bozon alla veoyr lesdictes cavalles et ouyt quil dist : *Vieille, Vieille, iras tu plus à Seyssel*. Laquelle morust comme dessus et aussy lesdictes canes.

Et aultre chose nen scait, etc.

Tesmoignaige troysiesme.

Item Arbine vefve de feu Pierre Laurent de Germanier, de bon aège pour deposer, etc. Interrogüée present ledict Bozon, lequel la tient pour femme de bien hors mis quelle a dist certains propostz et lesquelz elle veult deposer, contre ledict détenuz. Laquelle deppose sçavoir quil y a envyrõn de neufz ans que ladicte depposante qui parle avoiet deux boeufz desquelz lung estoit gras et laquelle elle vendist ; et laultre luy demora, lequel ledict Bozon détenuz voulsit plusieurs foyz achapter de ladicte depposante pour apparyer avec ung aultre quil avoyt ; ce quelle ne vollut faire, ains le garda ; dont certain temps après survynt audict boeuf qui feust rognyeux et mangeoyt son poil. Et alors ledict Bozon dict à la dicte depposante : *sy vous me heussiez baillié vostre boeufz peult estre je heusse eu celle fortune et non pas vous*. Dequoy suspicionne grandement ledict Bozon, actendu quil est de très maulvaise fame, et principalement destre hiryge. Et en oultre deppose

que celle mesme année elle achapta une vasche à Rumillier, laquelle elle faisoit tyrer à la charrye avec ung bœuf et adonc ledict Bozon luy dist les parolles semblables : *Commère vous avez achapté une belle vasche, que fereiz vous si vous ne laviez.* Et incontinent après elle morut. Semblablement deppose quelle avoyt une belle porche, dung peu de temps après, laquelle ledict Bozon détenuz hosta de ses pezettes de son champ dessus chiez Laurent, et lequel appartient de présent à Jacques Picot, et en loustant desdictes pezettes il dist à ladicte Arbine depposante quil la luy tueroyt. Et alors elle luy respondist que ne seroit pas la premyère qui lauroyt tué ; de quoy ledict Bozon feust bien marry et dict quelle sen repentyroit davoir dict telles parolles, car elle heusse myeulx gaignié de garder celluy mot. Et denvyron ung mois après une belle pollie favolle luy morust, dont suspessone ledict Bozon, actendu son très maulvais bruyt et aussy quil lavoit menassé. Et finablement deppouse de la jeument des Pernetz tout ainsy que precedement ont deppousé.

Et aultre chose nen scait, etc.

Tesmoingz quattriesme.

Item Philippe filz de feu Amblard Gentil, dict *Piguilliet*, dudict Germagnier, aagé de vingt-cinq ans, de bonne memoyre de quinze tesmoingz produict, juré, examyné et interrogué présent ledict Bozon ; lequel na voullu rien opposer contre de luy, ains le tient pour homme de bien, hors mys quil crainet qui ne laye trahy, quand il feust prins et admené icy. Lequel deppose par son serment ledict Michiel Bozon, détenuz, aveoir le nom destre hirege. Et davantaige dict et acteste que il y a envyron de dix ans que feu Amblard son père avoit achapté une belle jeumant de poil rouge, la vigylle

des Rampaux lediet Bozon, au Bourg deffour à Geneſve, luy regarda en la bouche et le lendemain elle morut. Dont en ſuſpeſſonarent grandement lediet Bozon de lavoyr faiet morir actendu ſon mauvais nom. Et aultre choſe nen ſçait.

Tesmoingz cinquiesme.

Item Jehan Deſſielz le vieulx, de Germagnier, de bon aage, etc., interrogué préſent lediet Bozon detenuz, lequel a oppoſé contre de luy, pour ce quil a diet que lediet détenuz fuſt à Bernex, aux nopces de ſa fille ; et non pour aultre choſe. Lequel deppoſe par ſon ſerment lediet Michiel Bozon eſtre de mauvoise fame et nom deſtre hiryge. Et en oultre diet et acteſte que le temps quon print la Garyne (Rolette Curtel), que pourceque Pierre Deſſielz, ſon feu frère, heuſt charge de recovrer une taillie de trois ſolz en leur villaige, leſquelz trois ſolz lediet Bozon detenuz ne voulsit paier. Or feuſt que lune des filles de la maiſon dudiet deppoſant qui parle trovauſt une goyſe (ſerpe) appartenant audiet Michiel Bozon, laquelle ilz gardarent juſques a tant quil leur bailla leſdietz trois ſolz ; leſquelz de certain temps lediet Bozon les leur pourta et prins ladiete goyſe, en diſant : *vous vous en repentyrez, car il y aura malle goyſe*. Et incontinent après il leur morut troys boeufz, leſquelz feurent eſcorchez et les cuyrs pourtez à Geneſve ſus une jeumant qui auſſy en retornant morut.

Et en oultre deppoſe de la jeumant des Pernetz comme les précédentz.

Et aultre choſe nen ſçait.

Tesmoingz ſixiesme.

Item Claude Curtel dudiet Germagnier, de bon aage, etc., interrogué préſent lediet Bozon qui na aulcunement contre de

luy opposé ains le tyent pour homme de bien. Lequel deppose par son serment lediet Michiel Bozon estre de très maulvois nom ; assçavoir destre hiryge. Et en oultre deppose de la jeument des Pernetz comme les précédentz ; adonc que dict alors audiet Bozon : *Tu nez pas allé à la Grave ou au Cartignier avec les Pernetz querre la seigle.* Et il luy respondiet : *Peultestre ilz ne la traffiqueront guères.* Et incontinent après ladiete cavalle morut.

Deppose davantaige quil a ouy dire à Jacques Morel il y a envyron deux ans quil estoit mallade à Byou (1) dernièrement que lediet depposant qui parle le feust veoyr il luy dist : *Je nen leveray jamais pource que jay trouvé Michiel Bozon devant ma mayson qui ma donné le mal.* Et de peult de temps après il morut.

Et aultre chose ne sçait.

Tesmoingz septiesme

Item Loys Laurent, aegé de quarante ans ou lenvyron de bonne mémoire de trente, tesmoingz, etc. Lequel interrogué, present lediet Bozon, qui na contre de luy rien opposé ; ains le tient homme de bien, deppose sçavoir par son serment lediet Bozon détenuz estre de maulvoise fame et renom, spécialement du crime d'hirigerye. Et en oultre deppose et acteste que ung jour allant à la foire de Sainct-Jehan de Gonville avecq lediet Michiel Bozon destenuz, estant en *Grattaloup*, lediet Bozon dist audiet deppousant qui parle : *pourquoy est ce quon recoulvre une tatllie de troys solz.* Alors lediet Laurent deppousant, luy dist quil n'en sçavoyt rien ; et ne luy vouldist pas dyre. Adonc lediet détenuz luy dist : *Tu me le doybs bien dyre :* Et le lendemain une belle jeument quil chevauschoit tomba mallade et laultre jour arrès elle morut.

(1) Blou, hameau de Dingy-en-Vuache.

Dont de ce lediet deppousant a grande suspicion sur lediet Bozon détenuz, actendu son mauvois nom. Et aultre chose nen sçait, etc.

Tesmoingz huictiesme.

Item. La Theresina, vefve dudict Jacques Morel de Savigny, de bonne mémoire, etc. ; interroguée présent lediet Bozon qui na auleunement contre icelle opposé ains la tient pour femme de bien. Et laquelle deppose par son serment congnoistre le dict Bozon, pource quelle a esté sa grangière et icelluy estre en fame et réputation contre les gens de bien estre hiryge. Et en oultre deppose et acteste que le dict Jacques Morel son feu mary et lediet Bozon à Jurans, se combattirent ensemble ; dont lediet Bozon menaça lediet Morel, dont près luy survynt mal que pendant sa malladie la ouy dire plusieurs fois quil avoiet un morceau en lestomach que lediet Bozon lui avoyt donné suyvant ce quil avoiet menassé. Et duquel mal il morut tousiours persévérant de dire lediet Bozon luy aveoir baillié lediet mal, pour ce que ung soir heure de nuict devant la maison de Claude de Govat de Byou, venant de l'estable devers les bestes, trova ung homme dont jamais depuis ne fist bien.

Et incontinent après prinst le mal dont il est mort et il y aura envyron de deux ans.

Et aultre chose ne sçait, etc.

Tesmoingz neufiesme.

Item honorable Claude de Govaz (ou Gonaz) dudict Blouz, âgé de cinquante ans, etc., interrogué présent lediet Bozon qui n'a contre de luy rien opposé ains le tient pour homme de

bien. Lequel deppose scavoir quil y a deux ans et demy que feu Jacques Morel leur dist que ledict Michiel Bozon, détenuz, lavoiet menassé à Vulbens et de trois jours après. une heure de nuict, ledict feu Morel avecq les enfans dudict deppousant qui parle, allarent veoyr les bestes dudict Govaz à lestable et en sortant dehors il veit et rencontra ung certain homme qui luy fist grand paour. Adonc tout affrayé entra dans la maison tremblant, disant audict deppousant, quil avoyt renconstré celluy chien qui lavoyt ménassé ; et se tornant devers ses enfantz leur dist : *Helas, je vous laisseray bien jeusnes, car je m'en voy mory et ne leveray jamais de celle malladye.* Et de sept ou huict jours après il morut. Dont ledict Morel ne suspessonay aultre qui luy eust donné le mal que ledict Bozon actendu lesdictes menassiez comme ledict deppousant lui a ouy dire par plusieurs foys. Aussy a esté présent que ledict feu Jacques Morel appella plutieus foys ledict Bozon hiryge ; lequel Bozon est en estimation entre les gens de bien de l'estre.

Et aultre chose nen scait, etc.

Ordonnance interlocutoire.

Nous André Cochet, Chastellain, les Jurez et Assistantz, etc. ; certiffions tous par ces présentes que aujourdhuy devant nous sest justiciablement comparuz ledict noble procureur-général et patrimonial, demandant et requérant procéder à sentence interlocutoire à l'encontre dudict Bozon, detenuz et inquis, actendu que icelluy ne veult confesser la pure vérité sur les acculpations, indices et informacions par luy produy contre ledict Bozon. Lequel estant représenté devant nous, na voulu dire aultre fors ce quil a confessé après ayant examiné

troys tesmoingz contre de luy, aveoyr menassé ledict feu Jacques Morel.

Et nous, Chastellain et Jurez susnommez, aveoir veu la caption et détention dudict Michiel Bozon inquis, les accusations, acculpations, indices, informations contre de luy prises, aussi les depositions des tesmoingz sur ce examinez, spécialement de la mort dudict Jacques Morel, habitant à son trespas au lieu de Blouz, auquel ledict inquis a esté et est grandement suspessoné estre cause et occasion de sa mort, ainsi que mesme sappart par les depositions des tesmoingz en présence dudict Bozon sur ce examinez; et par lesquelles depositions ledict détenuz et inquis a esté convaincu; et finablement ses variations et perjurementz en noz présences faictz; aussi que spontanément a confessez estre bampny des paiz de nos très redoubtez Seigneurs de Berne; et le tout bien considéré, pour les causes sus-dictes et aultres à ce nous movant, de la resolution totale de nosdictz Jurez participants de Conseil avec nous: ledict Bozon detenuz et inquis avons adjugé et par ces présentes adjugeons à la torture et gehenne de la corde estre tormenté de jour à jour jusques à ce quil ay confessé la pure vérité, toutteffoys ainsy que sera par nous moderer sauf toute mutilation de membres et effusion de sang.

Mandant et commandant à tous les officiers de nostre Court la présente nostre sentence mectre en deue exécution, toutes oppositions et aultres allegations cessantes.

Donné à Viry judicialement au lieu que dessus le ung-ziesme jour de juing mil cinq cens quarante-six, etc.

Visitte dudict Michiel Bozon.

Et lequel Bozon a esté visitté comme appartient; dont luy a esté trouvé une marque au milieu des espaullez; et laquelle

a esté approuvée par la pinsare dune grosse espingle quil na jamais senty, non obstant que ladicte espingle aye esté quasi mise du tout en ladicte marque ; ouy bien aux aultres lieulx de son corps. Et plus amplement a esté approuvée ladicte marque comme est accoustumé faire. Donnè à Viry lan et jour que dessus par lesdictz Chastellain et Jurez, etc.

Première exécution de ladicte ordonnance interlocutoire.

Lan et jour que dessus à l'exécution de l'ordonnance et sentence interlocutoire cy devant donnée contre ledict Bozon, detenuz, par lesdictes Chastellain, Jurez et Assistantz dudict Viry ; a esté mené et conduict au lieu de la torture et corde et a esté assiz sur la sellette, les mains liées derrière le douz et finalement lyé à ladicte corde, tousiours le incitant et admonestant ne se debvoir laisser torturer, ains de dyre la pure vérité des choses desquelles il est intituléz, acculpez et indiciez. Ce quil na vollu faire à cause de quoy a esté commandé par ledict Monsieur le Chastellain icelluy tyrer en hault et luy donner deux estrapades de cordes pour la première foys. Ce que a esté fait ; et lequel Bozon inquis ce voyant na riens vollu confesser : ains a esté remys à lende-main à détégir ladicte vérité ; aultrement veoir procéder de plus fort à l'exécution de ladicte sentence.

Donné et fait audiet lieu comme dessus par lesdictz, etc.

Seconde exécution de ladicte sentence.

Lan que dessus et le douziesme jour dudict mois de Juing, a esté représenté ledict Bozon detenuz et inquis par devant nous, Chastellain, les Jurez susnommez. Lequel na vollu dyre ny confesser aultre fors quil y a certain temps quil prinst

certaine fassinez despines aux Piguillietz pour clore une sienne possession sur de Gleys. Quoy voyant quil ne veult detéger ni dire la pure vérité, a esté commandé par nous lediet Bozon détenuz et inquis, remené au lieu de la corde pour lui donner trois estrapades. Ce qua esté faict. Et en après a esté interrogué sur les dictes indices, acculpations et informations contre de luy prinses. Lequel na voutu aultre chose dyre ny confesser comme dessus. Dont a esté remys à demain de mattin à se réadviser ; aultrement suyvre à ladiete torture ainsy que par nous sera modéré.

Donné au lieu, lan et jour que dessus, par lesdictes, etc.

Tierce exécution.

Le treiziesme jour dudiet mois de Juing, en lan que dessus, devant nous, Chastellain et les Jurez susnommez, suyvant ladiete dernière rémission pendante à aujourdhuy ; lediet Bozon, détenuz et inquis, a esté devant nous admenez, afin de nous confesser et déclairer la pure vérité des choses contre de luy intitulées comme dessus.

Lequel na voutu aultre, synon avoyr prins lesdictes fassinaz despines comme dessus. Quoy voyant a esté commandé lediet Bozon remené au lieu de la torture pour lui donner trois estrapades de corde. Ce qui a esté faict.

Et après a esté remys à Vendredy prochain, heure de midy précissement et perentoirement à se réadviser comme dessus ; aultrement nous veoyr suyvre à aultres nouveaux tormentz comme de raison.

Donné au lieu, lan et jour que dessus.

Ordonnance et relation de Prudhommes.

Nous Jacques Mocket, lieutenant du Chastellain, les Jurez et Assistantz, etc., certiffions à tous par ces présentes que

aujourd'hui vingt cinquième jour de juin en lan que dessus, sest judicialement devant nous comparuz ledict seigneur Chastellain proposant. Comme ainsy soit que aux prisons dudict magniflique Seigneur et Baron, aye esté prissonnier et détenuz Michiel Bozon de Germagnier, accusé du crime d'hérésie et à occasion de ce bampny des terres de nos très redoubtez Seigneurs de Berne, rebelle auquel bampnisement a esté trouvé rièrè ladicte terre de Viry ; et finalement instant ledict procureur dudict seigneur Baron, détenuz, emprisonné, inquis et commansé à luy fonder procez pour sçavoir de luy la vérité occasion de ce quil est accusé comme diet est ; et à cause dudict bampnisement pourquoy il est venuz rièrè ladicte terre et baronnye de Viry qui est rièrè les terres de nosdictz très redoubtez seigneurs de Berne, dont estoit bampny. Faisant lequel procèz, après avoir procédé contre icelluy Bozon ainsi que judiciaire congnoissance appourte, par sa fierté, obstinacion et malice et soy estre tormenté du corps, luy est survenu malladye ; tant pour les causes susdictes que non volloir mangier pour sa nourriture tellementz que luy estantz débilité a esté sorty desdictes prisons mardy passé et mys en abandon par la cortine du chasteau dudict Viry ; toutteffoys tousiours lyé à une chaisne de fert, comme à prissonnier criminel est requis. Et en après persévérant sadicte débilitacion a esté mys dans une chambre en ung liet, auquel lieu a esté traicté humeynement de sa personne et vyandes comme serviet possible pour l'alimentation d'ung mallade.

Et ce non obstant toutteffoys, ce jourdhuy, heure de midy, est trespasé. Requérant icelluy estre visitté, afin que de ladicte visittacion luy en soit baillié ces présentes pour sa descharge comme appartient.

Suyvant laquelle requeste et proposit, ainsy que dessus à

nous faictes par ledict Chastellain, comme consonnante à rayson, avons esleuz et commys les preudhommes soubz escriptz, asçavoir : maistre Pierre Rossel, Amyed Portier, tous deux massons, maistre Jehanton Crestin, chappuys (charpentier) et Francois Mermyer, de Viry ; lesquels après ayant juré en nous mains comme appartient et bien regardé et visitté ledict Bozon. estant en ung liet nudz en la grand chambre dudict chasteau, actestantz et refferantz icelluy Bozon estre trespasé ne luy ayant trouvé aultre que estre cassé en lestomach. dessoubz les tettes près du cueur et aux bras là où il a heu les manettes, et leur semble quil est mort par icelluy moyen. Et davantaige disant que ung homme pourroyt morir à moindre apparence que cella. Et ainsy deppousent et actestent lesdictz preudhommes.

Et en après ont estez par nous examinez les tesmoingz soubznommez à linstance dudict noble Chastellain, ainsy que particullièrement en une chascune de leurs depositions cy après escriptes se conste et appert. Et finalement le tout au long considéré, pource que ayant trouvé ledict Bozon trespasé ; icelluy avons ordonné estre enterré au lieu champestre, comme estantz prins por cas de cryme ; et ce de la résolution tottalle de nosdictz jurez.

Donné à Viry lan et jour que dessus, judicialement par lesdictz Seigneurs, lieutenant, Jurez et assistantz ainsi ordonné.

Non obstant que daultre main soyt escript : Ainsy est.

Signé : TESTUZ.

Les deppositions des Tesmoingz sensuyvent.

Premier Jehan filz de Pierre Cochet de Léluyset, de bon aage pour déppouser, tesmoingz examinez et interrogez suz le contenuz de la proposité dudict noble Chastellain et jures

comme appartient. Lequel dict sçavoir par son serment quil a veu ces jours passez ledict Bozon estant en la place du chasteau de Viry assis sur un plot de boys, auquel lieu par le commandement dudict Seigneur et baron de Viry lui estoient administrez vuyvres nécessaires ; rendant cause de science parce que luy mesmes estant en ovré aux vignes dudict Seigneur sabmedy passé, lui donna à boyre. Et en oultre depose que ce jourd'huy, envyron midy, luy estant en la place dudict chasteau avecq les soubz nommez, a ouy que une damoiselle du chasteau, nommée Lavignye, cryoit que Bozon volloit morir ; et sur ce est monté là-haut en ladiete chambre dudict chasteau et est expiré.

Et aultre chose ne sçait.

Secondz tesmoingz.

Item Pierre Boncomand et Jacques Pouget, tesmoingz produictz et jurez comme dessus, de bon aage, deppouzantz par leurs sermentz que aujourdhuy, envyron midy, estant en la place dudict chasteau, ont ouy cryer que ledict Bozon expiroiet en ung liet dune chambre dudict chasteau ; et incontinent sont montez en hault et lont veu diffinir audict liet entre deux linceulx. Et aultre ne sçavent.

Tyers tesmoingz.

Item Amyed Filliet, examyné et juré comme dessus, depouse par son serment que ledict Bozon a estez despuis mardy par la cortine abandon, comme ledict Cochet premier tesmoingz a deppousé. Mesme quil a esté bien traicté et rendant cause de son dire parce que luy-mesme luy a donné à boire et à mangier plusieurs foyz ; et lui a veu les cassures

dessoubz les tettes et aux bras. Et aussy la veu diffinir comme les trois précédantz tesmoingz. Et aultre ne sçait.

Quatricsme tesmoingz.

Plus Claude de Place, de Mallagnier, tesmoingz comme dessus; examiné et juré, lequel deppouse par son serment comme le précédent tesmoingz, hors mis quil ne la pas veu trespasser.

Cinquiesme Tesmoingz.

Item Claude filz de feu Jacques Pelard, de Mallagnier tesmoingz, etc.; lequel deppouse par son serment comme ledict de Place, précédent tesmoingz, sans sien y adiouxter. Et aultre ne sçait.

Aultre tesmoingnaige.

Item Claude Gerard, de Combremont le Grand, au païs de Vuaud, aegé de trente ans ou envyron, tesmoingz produit de la part que dessus; lequel deppouse sçavoir par son serment, que dimanche passé il arriva en ce lieu de Viry, du soir, et estant audiet chasteau monta en ladicte grand chambre ou y veit ledict Bozon détenuz dans un lic. Et le lundy après du mattin, veit madame de Viry qui apprestoyt certain dejeusnier; alors ledict depposant qui parle, demanda à ladicte dame pour qui cella estoit; et elle lui respondict que cestoit pour ledict Bozon. Adonc elle lui pourta à déjeuner et ledict deppousant alla avecq et ledict Amyed Filliet. Et lequel Bozon mangea et beu tousiours estant au lic, ataché dung pied dune chaisne de fert. Et alors veit ledict Bozon estant

cassé de grosses casseures dessoubz les tettes près du cueur et aux bras. Et après ledict Bozon dist audiet Amyed Filliet quil volloit aller espancher deau ; et ledict Filliet le conduysit jusqu'au lieu propre pour cella faire et puis sen retourna en son liet ; et ledict deppousant en après sen alla à Chomont où il avoiet affayre. Et à son retour trouva ledict Bozon trespasé.

Septiesme Tesmoingz.

Item noble et egrege Anthoine du Nant, commissayre, etc. Lequel deppouse par son serment que lundy passé du matin, estant venuz icy pour parler audiet seigneur et baron de Viry et lequel nestoyt icy, ains à Compesières, trova Monsieur de Rougemont qui le mena audiet chasteau ; là où allarent veoyr ledict Bozon détenuz estant en la grand chambre dans ung liet ; mesmes il luy veit des casseures en lestomach et à grand poyne pouvoit parler. Et aultre chose ne sçait, etc.

Exécution de ladicte ordonnance.

Nous Jacques Curtet, lieutenant du noble Chastellain, les Jurez et Assistantz, etc. Certiffions à tous par ces présentes que aujourdhuy sest justiciablement pardevant nous comparuz ledict noble Chastellain disant et proposant que, suyvant lordonnance ci-devant bailliée, et en exécution dicelle, estant accompaignié de nous Jacques Mocket et Jacques Pelard, assistantz de nostre Court ; Jehan Revaschier nostre officier et plusieurs aultres, a faict mener et conduyre le corps dudict Michiel Bozon par François Mermyer, Claude Pelard dict de Place et Claude Maurys, talloyre, jusques au lieu appellé au *marel des Revaschiers*, près du gibet de la juridiction de Viry ; et illecq lont enterré à la forme de ladicte ordonnance. De

quoy ledict Chastellain demande luy octroyer testimonialles des présentes por servir en tempz et lieux et comme sera requis.

A leffect de quy avons commandé au scribe de nostre Court, le vingt huictiesme jour de juing mil cinq cens quarante-huict, par lesdictz noble lieutenant, jurez et assistantz ainsy concédé.

Non obstant que daultre main soyt escript tout le présent procez lay ainsy confirmé.

Signé : CLAUDE TESTUZ,

(notaire et curial).

FIN

SECTION DE LITTÉRATURE

SÉANCE PUBLIQUE

DU

Mardi 20 Décembre 1881

La Section de Littérature avait ouvert un concours de poésie. Le Jury fut formé de MM. Jules VUY, docteur en droit ; Joseph DUVILLARD, Edouard TAVAN et Jules NICOLE, professeurs. Le rapport sur ce concours fut présenté dans une séance publique qui eut lieu dans la salle de l'Aula, mardi 20 Décembre 1881, à 8 heures du soir. L'ordre du jour était le suivant :

1. Discours d'ouverture de M. Eugène RITTER, président.
2. Notice sur *M. Albert Richard*, par M. Jules VUY.
3. Rapport du Jury sur le concours de poésie. Rapporteur : M. le professeur DUVILLARD.
4. Lecture des pièces couronnées :
La Reine de Saba, par M. Alfred DUFOUR ;
Les Noces, par M. LAURENT, fils ;
L'Amant de Nine, par M. LABAIGT.
5. *L'Eglise perdue*, poésie de M. Jules VUY.
6. *Alexandre Calame*, poésie de M. Emile JULLIARD.
7. *L'Aiguilleur*, poème dramatique de M. SCHELER.

Nous donnons ici tous ces morceaux, à l'exception du dernier, qui a déjà été imprimé, et de *l'Eglise perdue* qui n'a pas été lue à la séance, vu le manque de temps.

DISCOURS D'OUVERTURE

DE

M. Eugène RITTER, Président

Mesdames et Messieurs,

C'est un nouveau venu qui préside aujourd'hui la Section de littérature de l'Institut genevois.

Nous avons perdu M. Amiel, qui l'avait longtemps dirigée, et dont le talent fin et distingué se fait particulièrement regretter dans des occasions comme celle-ci. Nous aimons à penser que tant de charmantes pages qu'il a écrites, et qu'il laissait enfouies dans ses cahiers, ces lettres piquantes qui s'accumulaient dans les portefeuilles de ses amis, vont enfin voir le jour et apprendre à tous ce qu'était cet esprit si pénétrant, cette âme si sincèrement émue, qui n'ont été appréciés à toute leur valeur que dans un cercle étroit, à quelques foyers intimes.

Il y a peu de jours, nous avons suivi le convoi funèbre de M. Albert Richard. Depuis des années, les infirmités qui accompagnent un long âge, ne permettaient plus à notre confrère de venir à nos séances ; mais sa vieille renommée, son talent mâle et patriotique avaient gardé tout leur prestige. Nous étions fiers d'en avoir le reflet.

Un des amis de M. Richard va vous parler de lui. La notice qui doit retracer la vie de M. Amiel sera lue dans la séance générale de l'Institut, qui aura lieu au printemps prochain.

Nos anciens s'en vont ainsi, Messieurs ; et nous qui restons, et qui n'avons plus au milieu de nous que deux de nos membres fondateurs, nous qui formons après eux comme une seconde génération, et qui sommes appelés à maintenir l'institution littéraire qu'ils ont fondée, nous voyons distinctement le devoir qui s'impose à nous de la faire durer et prospérer. Mais la responsabilité est grave, et nous ne pouvons déterminer la marche à suivre qu'en nous pénétrant bien des traditions que nous avons à continuer, que nous avons aussi à rajeunir.

Ce qu'a voulu l'homme d'Etat qui a créé les institutions fondamentales de la nouvelle Genève dans les années fécondes qui ont suivi la Révolution de 1846, ce qu'ont voulu M. James Fazy et ce groupe d'hommes d'élite qui s'était réuni à son appel pour former l'Institut genevois, c'était de créer dans notre ville une Société savante qui fût en même temps une Société démocratique, où pussent se rencontrer toutes les conditions sociales, tous les âges ; où toutes les origines, toutes les idées trouvassent un égal accueil ; c'était de créer aussi, pour gérer les intérêts permanents de la littérature, un corps lui-même permanent, un centre : c'est ce qui avait manqué jusque-là.

Ce fut une belle époque sans doute pour les lettres genevoises que celle de la Restauration, *les vingt-sept années de bonheur*, comme on les a longtemps appelées. Voyez, en effet, sous quelle heureuse conjonction d'étoiles elle avait commencé. Ce furent d'abord les dernières saisons brillantes du Château de Coppet, quand lord Byron, en juillet 1816, y venait rendre visite à M^{me} de Staël. C'était le retour au pays de quelques hommes distingués ou même illustres : Étienne Dumont, d'Ivernois, Galiffe, de Candolle ; ils retrouvaient dans notre ville ceux qui y étaient restés pendant les mornes années de

l'Empire : Lullin-de Châteaueux, Pierre Prevost, Sismondi, M^{me} Necker-de Saussure. Bonstetten passait à Genève la fin de sa vie, et Rossi était venu d'Italie s'y réfugier. Bientôt se levait toute une élite : Töpffer, Jean Humbert, Charles Didier, Munier, Merle d'Aubigné. Genève avait alors ce qu'elle n'a plus aujourd'hui, une Revue. Au XVIII^e siècle, pendant près de cinquante ans, le *Mercure suisse*, fondé par Bourguet, avait paru à Neuchâtel. En 1796, quelques savants et gens de lettres genevois avaient fondé la Bibliothèque britannique, qui pendant vingt ans de guerre, fut presque seule à tenir les lecteurs du continent au courant du mouvement intellectuel de l'Angleterre et de l'Écosse. En 1816, la Bibliothèque britannique, élargissant son cadre, était devenue la Bibliothèque universelle : ce recueil estimé qui refléta longtemps les qualités et les défauts de l'esprit genevois.

A la voir ainsi de loin, dans tout le touffu de sa brillante floraison, nous ne saisissons d'abord que les beaux côtés de cette période de notre histoire littéraire. En en cherchant les points faibles, on reconnaît bientôt que les nouvelles recrues étaient reçues avec froideur ; et ce qui faisait défaut, c'était un centre. Il y avait des barrières jalousement gardées ; les étrangers étaient bien accueillis, les jeunes Genevois se plaignaient de ne pas l'être. La bourgeoisie instruite, lettrée, n'avait pas sa place au soleil, elle était mécontente : on le vit bien au *trois mars*.

Ce qui manquait, ai-je dit, c'était un centre. Dans les derniers temps de cette période, la Faculté des Lettres se trouva enfin posséder un ensemble de professeurs assez distingué pour être elle-même ce centre, pour constituer un groupe qui représentait dignement les lettres, la philologie, l'histoire littéraire, la philosophie, en face des sciences physiques et naturelles, toujours si fortement organisées à Genève. Ce fut un

heureux moment pour notre vieille Académie, que celui où elle compta dans la Faculté des Lettres MM. Adolphe Pictet, Adert, Albert Rilliet, Ernest Naville, où M. Sayous succédait à M. Töpffer, où M. Charles Rieu y donnait un cours de langue sanscrite. On put espérer alors que cette Faculté allait avoir une longue suite d'années florissantes.

Hélas ! quelques mois se passèrent, et les orages politiques s'abattirent sur elle.

L'article 127 de la Loi de 1848 sur l'Instruction publique statua que tous les fonctionnaires seraient soumis à une nouvelle élection, et MM. les professeurs Adert, Naville et Sayous ne furent pas réélus par le Conseil d'Etat. Aussitôt après le changement de gouvernement, M. Rilliet avait donné sa démission. Deux ans auparavant, M. Adolphe Pictet était parti pour Turin, en abandonnant sa place de professeur.

Après trente-trois ans écoulés, nous mesurons l'étendue des pertes que fit à ce moment notre Faculté des Lettres, en voyant quelle a été la carrière de ceux qui la quittèrent alors et qui furent jetés dans l'exil ou dans l'isolement. C'est tout une vie de travail, de pensée, de recherches et d'études que représentent chacun des noms de MM. les professeurs Adert, Ernest Naville, Adolphe Pictet, Rilliet-de Candolle et Sayous. Leur activité s'est répartie dans des domaines divers : la presse quotidienne, la philosophie, la philologie, l'histoire nationale, l'histoire littéraire. Mais tous ont fait honneur à leur pays, tous ont une noble place dans les annales intellectuelles de Genève.

Les meilleurs choix furent faits pour combler les vides. La Faculté des Lettres fut heureuse d'accueillir M. Gaullieur, un bibliophile érudit et chercheur, un écrivain fécond ; M. Albert Richard, un vrai poète, une âme sincèrement éprise du grand et du beau ; M. Amiel, un penseur délicat, un esprit mûri par l'étude. L'Académie avait gardé M. le professeur André Cher-

buliez, et chacun se rappelle son enseignement judicieux et nourri, plein de saveur et de sève.

Ce sont ces hommes, Messieurs, qui se sont réunis à la fondation de l'Institut genevois, avec quelques collègues qui partageaient leurs vues ; ce sont eux qui ont rempli de leur activité les séances de notre Section de littérature. Honorés dans le temps de leurs suffrages, nous aurons à cœur de continuer leur œuvre.

Si j'avais à indiquer ici de quel côté je crois que nos efforts doivent se porter, je n'hésiterais pas à rappeler que l'histoire littéraire de Genève réclame bien des recherches.

L'honnête Senebier, à la veille de la Révolution, et deux générations après lui, le judicieux Sayous, dans des œuvres d'ensemble qui ne seront pas refaites avant longtemps, ont passé en revue cette histoire littéraire de notre ville. Mais un siècle entier est venu s'ajouter à ceux dont ils ont parlé. En outre, la critique moderne, qui est exigeante, n'est jamais satisfaite avec eux. Elle sait par expérience que sur tous les points où elle les interroge, ils lui ont laissé beaucoup à faire.

Les savants étrangers exploitent ce champ de travail tout autant que nous autres Genevois, et peut-être davantage. Ce sont des érudits alsaciens, MM. Reuss, Cunitz et Baum, qui sont venus compulser les manuscrits de notre Bibliothèque et de nos Archives, pour éditer les œuvres de Calvin. C'est un érudit vaudois, M. Herminjard, qui publie la Correspondance des Réformateurs, avec la science et la conscience d'un moine bénédictin. C'est un érudit hollandais, M. Bosscha, qui a enrichi la Correspondance de Jean-Jacques Rousseau des documents inédits les plus soigneusement publiés. C'est un érudit français, M. Desnoiresterres, qui dans quelques volumes de son bel ouvrage sur Voltaire, a le mieux traité un des chapitres les plus intéressants de notre histoire. C'est un pasteur

de Nîmes, M. Dardier, qui a écrit la vie d'Esaië Gasc, syndic à Genève pendant la Révolution, et sous l'Empire, professeur de théologie à la Faculté de Montauban. Ce sont deux Vaudois, MM. Eugène Secrétan et Albert de Montet, qui ont fait paraître à Lausanne les meilleurs dictionnaires biographiques que l'on puisse consulter sur la vie des Genevois célèbres.

Ce n'est pas tout encore : d'autres travaux se préparent. Un jeune et brillant critique français, M. Ferdinand Brunetière, se propose d'éditer les œuvres de Jean-Jacques Rousseau, et d'écrire ensuite une histoire de la vie et des ouvrages du philosophe genevois. Un érudit allemand, M. Jansen, le devancera peut-être dans cette dernière tâche ; et ceux qui ont vu à l'œuvre M. Jansen, savent tout ce qu'on doit attendre de son savoir solide et de son esprit sagace.

Heureusement, l'érudition genevoise se met en mesure de joindre ses efforts à ceux des étrangers ; et pour ne nommer qu'un seul de ceux qui la représentent, M. Théophile Dufour prépare un volume qui contiendra d'excellents commentaires et d'utiles compléments des œuvres de Jean-Jacques.

Il est temps de conclure. Nous avons à Genève un passé littéraire qui est très riche, et qui demande en conséquence des études sérieuses et variées et de longs travaux, pour être convenablement inventorié. C'est la tâche naturelle d'une Société littéraire comme la nôtre, que d'encourager ces études, de participer à ces travaux. Nous prenons l'engagement de ne pas faillir à cette tâche.



NOTICE ⁽¹⁾

SUR

ALBERT RICHARD

PAR M. JULES VUÿ

ANCIEN PRÉSIDENT DU GRAND CONSEIL ET DE LA COUR DE CASSATION DU CANTON DE GENÈVE,
VICE-PRÉSIDENT DE L'INSTITUT GENEVOIS.

• « La passion pour l'indépendance...
« de son pays est une forme de ce
« culte de l'idéal qui est la religion
« des belles âmes. »

E. CARO.

Né le premier Décembre 1801, à Orbe, dans la vieille cité qui a joué un rôle historique, Albert Richard a terminé ses jours

(1) Cette notice a été lue, le vingt Décembre 1881, en une séance publique de l'Institut genevois, réuni dans la grande salle de l'Université de Genève.

(2) Son parrain s'appelait *Albert*. Deux enfants étant baptisés au même moment, notre poète reçut, par erreur, les prénoms de *Jean-Abraham*, au lieu de *Jean-Albert*. On l'a toujours connu sous la désignation d'*Albert Richard*. — Après avoir habité longtemps la maison Junod, dans le chemin des Petits-Philosophes, numéro 34, où il occupait le second étage, il s'était fixé, le 24 Octobre 1881, à Carouge, rue de Lancy, numéro 537, au rez-de-chaussée ; sa chambre était sur le derrière et visait sur un jardin. Il espérait pouvoir y prendre le grand air quelquefois ; mais, à peine arrivé dans son nouveau domicile, il tomba malade. Il mourut le vendredi, 11 Novembre 1881, à sept heures trois quarts du matin.

dans une petite ville toute moderne, Carouge, sur un sol jadis témoin de luttes acharnées et qui vit proclamer, pour la première fois, dans nos contrées, même avant la révolution française, la plus entière liberté de conscience pour tous les cultes, y compris les Israélites. Le chantre des gloires helvétiques devait ainsi naître et mourir sur un territoire qu'abrita longtemps la croix de Savoie et où flotte aujourd'hui la croix de notre Suisse libre et confédérée.

Albert Richard n'a pas eu une existence facile et semée de fleurs ; la carrière ne s'ouvrit pas en quelque sorte spontanément devant lui. Son père était un simple barbier, d'humeur joviale, qui eût inspiré Chaponnière, mais la gaieté n'est ni la fortune ni l'aisance, elle n'ôte rien aux âpres difficultés de la vie. Sa mère, française d'origine, paraît avoir été une femme de mérite et de cœur, elle lui inspira plus d'une fois courage et force, il en parlait avec émotion et reconnaissance, comme de son excellente épouse auprès de laquelle il a voulu reposer dans le cimetière de Plainpalais. Si je pouvais faire allusion ici aux soins obscurs, mais empressés, et à l'absolu dévouement qui l'entourèrent dans sa vieillesse, au milieu de souffrances vaillamment supportées, je citerais ces trois générations successives qui furent pour lui, dans un chemin souvent malaisé, comme des rayons de lumière, comme des éléments d'intime et vrai bonheur.

« Une heure de soleil fait bénir tout le jour. »

Qui pourra jamais dire, d'ailleurs, tout ce qu'ont de doux pour l'homme ces inexprimables tendresses d'une fille, d'une épouse et d'une mère ?

Dès son enfance, le jeune Vaudois, habitué au travail, fut envoyé à Genève et placé dans les environs de cette ville dont il garda le meilleur souvenir ; son rêve était dès lors d'y re-

venir un jour et de pouvoir s'y établir, mais il s'écoula bien des années avant que ses vœux ne pussent se réaliser. Notre lac, le beau lac de Genève, comme disent les Allemands, avait fait sur lui une impression profonde. Est-il besoin de rappeler ces vers ?

« Un jour, je revenais de la terre étrangère,
« Je suivais à pas lents ma route solitaire,
« Car mon pied se lassait sur l'aride chemin,
« Un soleil accablant, la soif, la faim peut-être,
« Epuisaient ma vigueur et le bâton de hêtre
« Qui soutenait mon corps se courbait sous ma main.

« J'avais marché longtemps sur le Jura sauvage,
« Lorsqu'à mes yeux, de loin, se montra ton rivage,
« O lac ! mon front brûlé se couronna d'espoir ;
« Un feu réparateur circula dans mes veines ;
« Rapide, je courus, oublieux de mes peines,
« Pour me rassasier du plaisir de te voir.

« Asile de la paix, sur ta plage fleurie,
« Puisse la liberté, gloire de ma patrie,
« O mon lac, à jamais fixer son vol errant !
« Et puissé-je moi-même, alors que viendra l'heure
« Où Dieu m'appellera dans une autre demeure,
« Te saluer encor de mon regard mourant ! »

Oui, ses vœux de retour définitif aux bords du Léman ne se réalisèrent qu'au bout de bien des années ; la lutte de son enfance se prolongea dans sa jeunesse et dans l'âge mûr. Il ne devint pas, du jour au lendemain, citoyen de Genève, mais il est juste de rappeler que la ville du Léman eut plus tard le

bon esprit de le recevoir, non sans empressement, à ce titre, au nombre des siens (1).

Tout jeune, il commença à se former par lui-même ; une bibliothèque, dans laquelle il eut accès, lui permit de nombreuses lectures, elle eut sur lui une grande influence, mais qui eût pu supposer alors qu'Albert Richard serait un jour le poète des gloires helvétiques ? Il entra dans le monde en se vouant, à la suite de ses lectures, à une profession peu littéraire : il fut d'abord menuisier. Ce n'est pas dans ce premier apprentissage, dont les œuvres de Rousseau lui avaient donné l'idée, qu'il put entrevoir un idéal plus élevé, de hautes et grandes pensées. Plus tard, il devint imprimeur. C'était un pas en avant, il le fut tour à tour à Genève et à Paris ; quelques auteurs célèbres de notre époque l'ont été comme lui, il me suffit de citer Béranger, qui donna, dans la suite, à notre poète des encouragements et des éloges. Cependant, il sentait, comme un éperon, le besoin intérieur de travail et d'étude ; ce fut l'origine d'efforts prolongés, obscurs et des plus opiniâtres.

Pour avoir un esprit sain dans un corps vigoureux, il ne recula pas devant des exercices et des épreuves exagérés. C'était pour lui l'éducation des Centaures et la moelle des lions. Il faisait en courant des courses forcées à travers les montagnes, il passait les nuits d'hiver dans une chambre dont les fenêtres étaient entièrement ouvertes ; en plein mois de janvier, il traversait, à plusieurs reprises, des rivières à la nage, la Seine, par exemple, lorsqu'il était à Paris ; à Genève,

(1) Sur la proposition de MM. Decrey et James Fazy, le Conseil d'Etat, *vu le caractère honorable et les talents connus d'Albert Richard*, renvoya sa requête au Conseil municipal de Genève, sans la faire passer par la commission de naturalisation et exprima le vœu qu'il fût reçu citoyen gratuitement (arrêté du 21 Août 1847) ; c'est ce qui eut lieu. Il prêta serment le 7 Avril 1848. (Recueil des lois, 1848, p. 830, 831.)

dans les jours de grande bise, il se sentait attiré vers le lac, il aimait à lutter corps à corps contre la tempête et les vagues, sans connaître le danger, sans se laisser intimider en rien par la violence de l'orage.

« Lève-toi, vent du Nord ! accours, fonde sur la plaine !

« Fais ployer les forêts sous ta puissante haleine !

« Terrible enfant des monts ! que j'aime ta fureur !

« Agitez sans repos vos toisons éclatantes,

« Vagues ! roulez, grondez, sonores et bruyantes !

« Souvent l'orage ainsi bouleverse mon cœur.

« Que de fois, quand les vents rugissaient sur ma tête,

« Hardi nageur, au sein de la noire tempête,

« Sans crainte, je me suis élancé loin des bords !

« De mes robustes bras domptant l'eau furieuse,

« Je la voyais sous moi bondissante, écumeuse,

« Comme un cheval rétif se cabrant sous le mors ! »

La même force de volonté qui lui fit affronter ces dangers, supporter ces violentes épreuves, lui permit de rendre des services pleins d'audace dont il ne se vanta pas. Il l'appliqua surtout dans un autre domaine que celui de la force physique ; une fois solide comme un chêne, il voua à l'étude et au travail une persévérance non moins égale, une opiniâtreté peut-être plus grande encore. A défaut du jour, il était debout la nuit ; à défaut de maître, il s'instruisait lui-même. Ce que sa position de fortune et le peu de temps dont il disposait ne lui laissaient pas apprendre, il l'apprit peu à peu par lui-même, avec une suite et une vigueur extraordinaires. Il sut *se faire de l'espace pour déployer ses ailes*.

« Si le génie n'est pas le fruit du travail, ainsi s'exprime un de nos éminents compatriotes, le génie sans le travail s'ignore lui-même ou ne produit que des œuvres incomplètes

« qui ne sont pas marquées du sceau de la durée. Cela est
« vrai, même dans le domaine de l'art. »

Indépendamment de la langue maternelle, qu'il eut à cœur de posséder à fond, il se rendit maître successivement des langues anciennes et d'un certain nombre de langues modernes : l'anglais, l'allemand, l'italien, l'espagnol, le portugais, et d'autres ; langues latines et langues germaniques, langues faciles et langues malaisées, rien ne put rebuter son énergie et l'inflexible opiniâtreté de son courage.

Cependant, pour conquérir à la longue, dans les lettres, des connaissances étendues et solides, il dut subir bien des privations, il connut même, à Paris, une existence de bohème qui est tout un roman, dont il a dit un mot dans son *autobiographie* qui, sans doute, sera publiée plus tard et lue avec intérêt.

Ses débuts dans les lettres sont antérieurs de plusieurs années à 1830 ; ils ne sont pas sans valeur, mais c'est depuis cette dernière date qu'il mit au jour quelques-unes de ses pièces les plus originales ; c'est surtout dès lors que ses poésies furent remarquées dans le public suisse et mieux connues, souvent déclamées dans un cercle de plus en plus grand, et popularisées par la musique. Le menuisier et l'imprimeur avaient fait place à l'homme de lettres, il choisit la carrière de l'enseignement ; après avoir été sous-maître dans la pension Venel à Orbe, puis à Genève, il devint bientôt professeur de littérature française au gymnase supérieur de Berne.

Quoiqu'il eût à lutter contre la différence des langues, cette position nouvelle lui fut utile dans une large mesure ; elle lui permit de développer son talent, en consacrant à l'étude un temps beaucoup plus long. Des hommes de mérite, dont il citait les noms, lui témoignèrent de la sympathie ; quant à lui qui, sous un extérieur un peu sévère, cachait le cœur le plus

doux du monde, le plus humain, il constatait avec plaisir que jamais, à Berne, il n'avait vu un homme battre un enfant, ni un charretier maltraiter un cheval, même en paroles ; d'un autre côté, comme l'a déjà remarqué La Bruyère, « il y a une chose que l'on n'a point vue sous le ciel, et que, selon toutes les apparences, on ne verra jamais, c'est une petite ville qui n'est divisée en aucuns partis. » Les jalousies et les haines locales ne sont donc point de l'essence d'une démocratie, le siècle de Louis XIV ne péchait pas sous ce rapport ; elles lui sont antérieures.

Berne était alors, à cet égard, une très-petite ville, profondément divisée en coteries et déchirée outre mesure par l'extrême violence des partis politiques.

Richard souffrait beaucoup d'être obligé de vivre au milieu d'une société pareille, *il avait le cœur serré* ; quelques passages empruntés à ses lettres feraient mieux comprendre le supplice qu'il éprouvait, en même temps qu'ils donneraient une idée de son style épistolaire. J'aime mieux toutefois les supprimer en grande partie et me borner, pour ainsi dire, à les effleurer.

Il se trouvait seul, toujours seul ; sa famille était absente, ses amis, les artistes, Grast, Hornung, Petit-Senn, etc., étaient absents ; *son lac était absent, ainsi que sa bise et son Salève*. Et, comme les dissensions civiles sont de leur nature peu littéraires, à un tableau que je ne reproduis pas, que je laisse plutôt entrevoir ou deviner, il ajoute ces mots, car cette nature aimante était une nature forte et la tristesse n'était pas le découragement :

« Pour me soustraire autant que possible à toutes ces *pauvretés*, j'ai rendu ma *solitude* encore plus *solitaire* et tâché d'oublier le présent en me plongeant dans le passé. J'ai fait ma ballade, la *Tour de Schwanau*. Je ne suis pas capable de

« dire si elle est bonne ou mauvaise, car je n'éprouve que du
« dédain pour mes ouvrages quand ils sont faits, tandis
« qu'il m'arrive souvent de croire faire merveille pendant
« qu'ils sont sur le *chevalet*..... »

D'après la date de la lettre à laquelle j'ai emprunté ce passage, c'est à la fin de l'année 1836, ou au commencement de l'année 1837, que remonte un des morceaux les plus achevés et les plus célèbres de notre littérature nationale.

Déjà alors, Albert Richard se demandait, avec une sourde inquiétude, ce qu'il ferait s'il ne pouvait obtenir une position dans la Suisse romande, et spécialement des fonctions dans l'enseignement qu'il postulait à Genève, car il lui serait impossible de vivre à Berne et comment revenir dans cette Suisse romande où il était né ? Il parlait de concerter avec un ami tous les moyens d'arriver à son but, mais, malgré ses efforts, ce but, il ne pouvait l'atteindre. Ce fut de nouveau pour lui un long combat, plein d'incertitudes, et qui eut pour effet de dévorer, d'une manière ingrate, dans des soucis subalternes, nuisibles à son talent, de belles et bonnes années.

Ce dut être en effet une torture toute particulière pour ce talent original auquel tous rendent aujourd'hui justice, pour celui qui a dès lors contribué grandement à nourrir le feu sacré des lettres dans l'Académie de Genève, pour le *plus populaire, le plus mâle et le plus original de nos poètes nationaux* (1), de se voir, à trois reprises différentes, repoussé comme incapable (2).

Dix ans s'étaient écoulés inutilement, la coupe s'emplissait peu à peu pour lui, l'épreuve devenait poignante, je ne sau-

(1) *Journal de Genève*, du 15 Novembre 1881.

(2) Un homme de talent, qui a joué un grand rôle dans Genève, disait avec malice du plus littéraire de ses juges, que « tout au rebours des myopes, il voyait très bien de loin et médiocrement de près. »

rais la décrire, le poète en parle dans de sombres vers qui nous rappellent Richard luttant corps à corps contre le lac.

« Pour un chagrin de plus mon âme n'est pas prête,
« A force de lutter le courage se perd.
« J'ai résisté longtemps. Meurtri par la tempête,
« Sous son effort toujours j'ai redressé la tête,
 Mais, ô mon Dieu ! que j'ai souffert !

« Comme un nageur, lassé par le flot redoutable
« Cède, n'espérant plus pouvoir toucher le bord,
« J'abandonne l'espoir d'un sort moins misérable,
« Le passé m'affligeait, mais le présent m'accable,
 Mon Dieu, combien je souffre encor !

« Tends-moi la main de père avant que je succombe,
« Avant que je murmure abrège mes tourments,
« La paix, la paix, mon Dieu ! Dans l'angoisse où je tombe,
« Je crois du moins encore au repos de la tombe.
 Mon Dieu ! dois-je souffrir longtemps !

Si une opinion plus large n'était pas, dans ces circonstances, arrivée au pouvoir, Albert Richard ne serait jamais, selon toute vraisemblance, devenu professeur à Genève (1), le poète national aurait été éconduit comme Chaponnière, cet artiste de génie, et comme d'autres.

Mais passons.... J'aime mieux me tourner vers des jours moins sombres et j'éprouve un vrai plaisir à rappeler ici que, lorsqu'après de grands services rendus dans l'enseignement, la vue usée par l'étude, Richard dut prendre sa retraite, tous

(1) Il fut nommé professeur d'histoire comparée des littératures anciennes et modernes, le 5 Novembre 1848, en même temps que MM. Gide, Castoldi, Camperio, Gaullieur, etc.

Recueil des lois, 1848, p. 682.

les partis qui nous divisent eurent la sagesse, qu'ils devraient avoir plus souvent, de faire trêve à leurs débats, de s'entendre entre eux et de lui rendre unanimement justice. Ce sont des jours qui honorent un pays (1).

Si je pouvais, en quelque manière, faire une halte ici, j'essaierais de vous dire d'un peu plus près ce qu'était Albert Richard. Le temps dont je dispose n'y suffirait pas, je dois me borner aux grands traits ; toutefois, je veux citer encore, en passant, un ou deux faits qui le concernent.

Au lendemain de la révolution qui lui avait ouvert le chemin à l'Académie, ennemi de toute exagération et de toutes représailles, il écrivit une pièce de vers qui l'honore et dont je reproduis un passage :

Sois maître de toi-même, ô peuple ! Ta puissance
Doit fléchir, doit finir où l'injuste commence.

Repousse tout conseil fatal
Qui voudrait t'égarer ! Moi, j'aurai pour le mal,
Comme autrefois, toujours des paroles amères,
Si c'est un courtisan qu'il te faut, cherche ailleurs.
Souverain, sache aimer les vérités sévères,
Honneur à tes amis, opprobre à tes flatteurs.

Les démarches qu'il fit, à cette époque, en faveur d'un artiste qui avait été fidèle, jusqu'à la dernière heure, à l'ancien gouvernement, et qui réussirent, méritent d'être rappelées ; Richard ne voulait pas que les préjugés, qui lui avaient été

(1) La pension votée en faveur de M. Albert Richard, par la loi du onze Juin 1870, est précédée du *Considérant* suivant :

« Considérant que la position et l'état de santé de M. Albert Richard, « les services rendus par lui pendant vingt années, soit dans l'enseignement supérieur, soit par ses écrits patriotiques, sont de nature à motiver « une mesure exceptionnelle à son égard... »

Recueil des lois, 1870, p. 137.

hostiles, se reformassent, en sens inverse, contre d'autres. En consacrant, il y a quelques années, un article à la mémoire d'un de nos collègues de la Section des beaux-arts, auquel nous devons le portrait à l'huile de notre poète national, j'ai mentionné un beau trait dont Richard n'a jamais parlé (1).

Un autre trait, dont il ne parlait pas davantage, avait pour lui une importance personnelle beaucoup plus grande. Lorsqu'il désirait si vivement revenir dans la Suisse romande et s'y vouer à l'enseignement supérieur, de graves événements éclatèrent dans le canton de Vaud ; l'Académie de Lausanne fut rudement secouée. Des démarches, inofficielles furent faites auprès d'Albert Richard et il dépendit absolument de lui, à un moment donné, d'obtenir la chaire de Vinet. Dans toute autre circonstance, il eût accueilli cette offre avec empressement, il ne voulut pas toutefois accepter cette chaire au préjudice d'un écrivain de talent ; tout homme de cœur applaudira au parti qu'il n'hésita pas à prendre et qui se résume dans ces mots : « Gardez Vinet, il vaut mieux que moi. »

D'autres diront, pour les avoir suivis, combien ses cours dans l'Académie de Genève furent animés et substantiels. Il donna à l'enseignement supérieur des lettres un entrain remarquable, une direction élevée ; sa mémoire prodigieuse lui permettait de faire connaître aux étudiants la plupart des écrivains dont il les entretenait. J'ai entendu un de ses anciens élèves parler de lui avec une reconnaissance émue et touchante qui m'a frappé.

Une fois professeur à Genève, il put aborder de front un de ces sujets difficiles et graves, un de ces grands tableaux d'histoire nationale qui exigent à la fois, pour être bien traités, des recherches nombreuses et approfondies, l'âme d'un pa-

(1) *Bulletin de l'Institut genevois*. Tome XXII, p. 93, 94.

triotte et toute la verve d'un véritable écrivain. Le poème de Morat, dans lequel les points de vue militaire et historique sont traités de main de maître, est, dans son genre, un chef-d'œuvre qui a absorbé, à lui seul, malgré son peu d'étendue, dix années de travail, et laissé bien loin derrière lui tous les poèmes publiés chez nous sur des sujets semblables. C'est bien là une de ces journées fameuses où est en jeu toute notre existence nationale ; mais au milieu de ces scènes de mâle et indomptable énergie, d'héroïque vaillance et d'héroïque dévouement, au milieu de ces grands carnages des grandes luttes, se jouent et circulent des rayons de lumière qui égaient l'horizon. Le combat de Raimbaud et de Weber respire un courage et une générosité qui nous élèvent. Albert Richard s'est peint lui-même, sans le vouloir ; les œuvres d'un auteur laissent entrevoir sa biographie ; on sent qu'il y a en lui un vrai cœur de poète, il n'a rien de commun avec ces âmes étroites qui voient les choses d'en bas et qui croient faire merveille en rapetissant leurs adversaires, en ne disant que du mal des ennemis et des vaincus.

Il y avait là, dans les deux camps, vaillance et courage, notre poète le fait ressortir à diverses reprises ; plus grande était la lutte, plus grande fut la victoire.

Au souffle de fureur qui passe, embrasant l'air,
La bataille, fournaise horrible, se rallume,
Et jamais forgerons, travaillant sur l'enclume,
De si rudes marteaux n'avaient battu le fer.
Les coups suivent les coups, l'éclair jaillit du glaive ;
Sous la massue énorme éclatent, fracassés,
Les casques, les harnais. Des hommes qu'ont blessés
La hache ou l'espadaon aucun ne se relève,
A son tour le plus fort tombe sous un plus fort ;
Le sang venge le sang, la mort venge la mort.

.
.
Toujours plus durs à l'œuvre, ainsi frappent nos preux,
Cette âpre résistance irrite leur courage.

L'ours de Berne rugit ; et, par un cri sauvage,
Le noir taureau d'Altorf lui répond. Furieux,
L'un se dresse écumant ; l'autre, baissant la tête,
Fouille du pied le sol ; puis, tous deux à l'envi,
Ils courent se jeter à travers l'ennemi.
Cet invincible élan, et que plus rien n'arrête,
Heurte, abat, brise, enfonce et couche sous leurs pas,
Ecrasés, rang sur rang et soldats sur soldats.

Si l'amour des choses de l'esprit est la vie et la paix, Albert Richard était profondément animé de cette noble passion. Je voudrais pouvoir m'arrêter un instant ici et porter au moins un jugement sommaire, au point de vue des lettres, sur ce vaillant écrivain qui a su conserver un cachet national et son originalité, tout en nous rappelant, à certains égards, par sa force et son audace, l'illustre auteur des *Iambes*.

Il y a en effet en lui quelque chose de la verve indisciplinée, généreuse et sauvage, qu'on admire dans l'*Idole*, dans la *Curée* et dans d'autres pièces ; la mâle vigueur de ses vers se dessine, comme celle d'Auguste Barbier, au milieu de cette poésie contemporaine, généralement moins chevaleresque, plus efféminée, plus élégiaque. Comme celle d'Auguste Barbier, elle peut être parfois exagérée, mais elle respire un enthousiasme de bon aloi, une conviction profonde qu'on respecte et qu'on aime, un accent d'honnête homme qui parle au cœur.

Il y a en lui un souffle puissant ; rien de factice, rien d'artificiel ou de maniéré ; son cœur bat volontiers pour les légendes suisses qui nous élèvent, pour nos souvenirs helvétiques les plus glorieux, victoire ou défaite. C'est un lutteur des âges

héroïques qui apparaît avec sa pesante armure, étonnant, par sa présence et par ses chants, une génération qui n'a pas assisté aux combats dans lesquels se jouait l'existence d'un peuple, son renom, son indépendance.

Sa poésie, sans être parfaite, sans être exempte de tout défaut, a une véritable valeur; elle est souvent rude, on dirait l'écorce du chêne, mais cette mâle et patriotique fierté a ses charmes. Une fois connues à l'étranger et répandues au loin, les œuvres d'Albert Richard occuperont, je me plais à le croire, une place honorable dans la littérature française.

Je ne puis, à mon grand regret, que mentionner à peine, en passant, ses poésies personnelles, celles qui n'ont pas un cachet national, imprimées ou inédites, et ses traductions en vers dans lesquelles il a fait preuve d'un véritable talent.

Ce sont, je le répète, les grands traits de son existence sur lesquels je puis m'arrêter seulement dans cette *Notice*; j'émetts le vœu que la riche gerbe du chantre de *Morat* ne tarde pas trop à être offerte en entier au public ami du beau (1).

Lorsque, brisé par un si long effort et par des études si persévérantes, Albert Richard dut renoncer à l'enseignement, il conserva toujours vivant ce même amour des lettres et continua à les cultiver dans la mesure de ses forces. C'était toujours sa grande distraction dans cette retraite de Plainpalais, de plus en plus silencieuse; car celui qui atteint un âge avancé voit successivement tomber, le long de sa route, à peu près tous ses contemporains, et il y a toujours dans le monde des personnes qui ne se souviennent de vous que lorsque l'heure du départ va sonner ou lorsque vous n'êtes plus.

(1) Une nouvelle édition des *Poèmes helvétiques* était sous presse au moment où cette *Notice* a été lue.

Le volume (324 pages), précédé d'une *Notice biographique* (XVI pages) a paru, peu de jours après, chez MM. A. Cherbuliez et C^e, libraires-éditeurs, à Genève (A Paris, chez G. Fischbacher, libraire, rue de Seine, 33).

Les questions d'humanité le préoccupaient vivement, il y prenait parfois une part active par correspondance; doué de sa nature d'un caractère des plus bienveillants envers tous, il conservait une grande indépendance d'esprit. Si l'on pouvait obtenir, pour les publier, quelques lettres adressées par lui, ces dernières années, à des hommes haut placés, on verrait mieux tout ce qu'il y avait en lui de tolérance, de véritable charité, de profond amour du pays.

Cependant des souffrances aiguës, de violentes douleurs, d'autant plus fortes peut-être qu'il était plus vigoureux lui-même, lui firent passer, surtout dans les mois qui précédèrent sa mort, de cruelles journées. C'est dans de rares intervalles d'un calme relatif qu'il a composé ce beau sonnet dont j'ai donné lecture dans la dernière séance générale de l'*Institut genevois* et qui a été chaudement applaudi; cette pièce doit figurer ici à plus d'un titre, elle manifeste en effet à la fois les sentiments spiritualistes de l'auteur et le noble talent qu'il avait gardé intact jusque dans l'extrême vieillesse; c'est d'ailleurs la dernière pièce composée par lui :

A mon ami Jules Vuÿ.

« La poussière se gonfle et l'ombre veut reluire,
« Dans son aveugle orgueil l'homme ose nier Dieu,
« Le vermisseau se dresse altier; pour le conduire,
« La déesse Raison de tout lui tiendra lieu.

« Raison que la raison sans cesse vient détruire,
« Lueur qui bien souvent nous trompe ou dure peu,
« Gouvernail impuissant à sauver le navire
« Qui tournoie et se perd dans la vague et le feu.

« La raison d'aujourd'hui la veille était folie ;
« Folie encor demain peut-être. Cette vie
« Est une mer où l'homme en vain cherchant le port,

« Va d'écueil en écueil, de souffrance en souffrance.
« Apôtres du néant, qui tuez l'espérance,
« Otez-nous donc aussi la douleur et la mort ! »

Relu, dès lors, à Lausanne, dans le sein de la *Société d'histoire de la Suisse romande*, ce sonnet a été accueilli avec d'unanimes applaudissements. Un écrivain vaudois, qui a déjà parlé, à plusieurs reprises, de notre poète, avec sympathie et intelligence, M. A. Vulliet (1), a reproduit, le premier, cette pièce dans la revue, *La Famille*.

Nos confédérés vaudois, dont le tact littéraire est bien connu, ont eu ainsi la primeur de la dernière et belle poésie due à la plume de notre poète national qu'ils ont vu naître.

Je voudrais mentionner encore une conversation, d'une certaine étendue, que j'eus avec Albert Richard, à une époque assez rapprochée de sa mort et du jour où il s'éloigna de l'hospitallière demeure des Petits-Philosophes. A propos d'une traduction en vers de l'*Eglise perdue*, d'Uhland, qu'il me pria de lui lire, nous parlâmes des magnifiques poésies de l'auteur allemand et de l'école de Souabe en général ; ce fut pour lui comme une distraction inattendue et une suprême jouissance littéraire. Il retrouva un moment toute sa verve, malgré de violentes douleurs ; j'aurais reconnu là, au besoin, l'ami passionné des choses de l'esprit, celui qui, durant toute son existence, les avait fait passer avant les choses matérielles. Son

(1) Voir, en particulier, dans la *Famille* (1869), deux articles intitulés : *Illustrations de la Suisse romande*, M. Albert Richard, p. 459-464, et p. 494-499. Voir aussi : *Les Poètes vaudois contemporains*, par A. Vulliet (1870), p. 267-283.

imagination de poète se réveillant tout entière, il sembla vouloir dominer une vive souffrance, à peu près comme Roland, blessé à mort, se relevant sur le champ de bataille et saisissant le cor d'ivoire, terrassa le Sarasin fanfaron qui insultait à son agonie.

Encore un mot, et j'ai fini. Lorsque les Conseils du Canton de Genève créèrent l'*Institut Genevois*, Albert Richard fut un des cinq membres, tous hommes de mérite, que choisit le Conseil d'Etat pour former la Section de littérature. Cette Section comblait une grande lacune dans notre pays ; c'était une création nouvelle et importante ; elle tendait au développement des belles-lettres et de l'instruction publique en général. Les cinq premiers membres de la Section furent Chaponnière, le chansonnier, l'auteur bien connu du *Barbier optimiste* ou *Il fallait ça*, Bétant qui a laissé un nom dans la philologie, Petit-Senn, l'auteur pétillant d'esprit de la *Miliciade* et des *Boutades*, André Cherbuliez, si distingué dans sa modestie, intelligence large et élevée, unissant le goût à la science ; le cinquième, Albert Richard (1), ne pouvait plus, depuis un certain temps, assister à nos séances, mais il ne nous oubliait point, et jusqu'à la dernière heure, nous avons tenu, de notre côté, à le conserver au nombre de nos membres effectifs.

Des cinq membres qui complétèrent avec eux la Section naissante de littérature, il n'en reste que deux seulement, car les *morts vont vite* : l'un occupe aujourd'hui une haute position politique, l'autre vient de remplir bien imparfaitement, sans loisir, à son grand regret, la tâche qu'une vieille amitié

(1) L'auteur si distingué des origines indo-européennes, qui a laissé un si beau nom, n'entra qu'un peu plus tard dans l'Institut, auquel il témoigna beaucoup d'intérêt.

lui rendait chère. Tout au moins peut-il dire sans détour que nul plus que lui ne rend justice à la mémoire, au beau caractère et au remarquable talent de notre poète national.

Bords de l'Arve, 20 Décembre 1881.

JULES VUÿ.

P.-S. A plusieurs reprises, dans sa correspondance, l'illustre auteur des *Iambes* m'a parlé avec une grande sympathie de M. Albert Richard que je lui avais fait connaître.

Peu de jours après la lecture de cette *Notice*, après avoir reçu les *Poèmes helvétiques*, il m'écrivait, entr'autres, les lignes suivantes (29 Décembre 1881) :

« Au milieu de la confusion littéraire où nous vivons, c'est
« un véritable plaisir de goûter une poésie d'honnête homme
« dans une sobre, large et harmonieuse langue telle que celle
« de M. Albert Richard..... Il serait malheureux qu'un pareil
« livre passât inaperçu dans la presse française ; et si j'étais
« en état de le faire, je serais le premier à préconiser cet
« ouvrage. »

RAPPORT
SUR LE
CONCOURS DE POÉSIE
OUVERT PAR LA
SECTION DE LITTÉRATURE
DE
L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

Le 16 Mars 1881, et clos le 1^{er} Septembre



Mesdames et Messieurs,

Il est assez d'usage que les jurys, sous une forme ou sous une autre, se plaignent de la délicatesse, de la difficulté d'une tâche qui consiste à trier le bon grain du milieu d'une ivraie trop abondante, et à vérifier la qualité de la récolte, mais rarement, croyons-nous, cet usage n'a été plus justifié qu'à l'occasion du présent concours. Le programme lui-même autorisait des appréhensions sérieuses, car la section de littérature a fait des conditions si larges qu'elles ouvraient les

portes à tous les genres, même au genre ennuyeux, puisqu'il n'y avait de restriction que pour le nombre des vers, qui pouvait varier de 100 à 200. Il était difficile qu'il en fût autrement, puisque notre but était d'offrir un encouragement à la poésie, sans exclure aucune de ses manifestations. D'ailleurs, cette unique restriction du nombre des vers est beaucoup plus importante qu'elle ne paraît ; elle exclut d'emblée la plupart des pièces de circonstance, nées de l'inspiration ou de l'excitation d'un moment, et surtout la poésie lyrique que j'appellerai courante, strophes légères souvent charmantes et délicates, dont l'opportunité spirituelle fait le prix, mais qui ne peuvent nullement faire augurer de la puissance de l'imagination ni du talent de la composition. Un hasard heureux suffit pour faire éclore une fleur gracieuse dans un terrain où elle restera peut-être à jamais unique. En revanche, une latitude de 200 vers est suffisante pour la grande ode de Lamartine ou de V. Hugo, pour le conte de Voltaire, pour le récit dramatique de Coppée, pour un fragment épique, pour l'épître à la Gresset, pour la ballade et l'élégie, pour la satire, enfin pour les mille et une variétés de la composition poétique. En ce cadre étroit, mais assez ample pourtant pour admettre tant de productions diverses, il est déjà possible au talent de déployer son essor, à l'imagination d'étendre ses ailes, à l'art de faire valoir les ressources des combinaisons. L'Institut était donc là dans son rôle de prédilection : encourager toutes les manifestations de la pensée, aider à percer aux talents inconnus, recruter à l'idéal de nouveaux adeptes, et grouper autour de lui les productions de l'esprit, en même temps qu'il ouvre libéralement ses portes à tous les travailleurs de conscience et de bonne volonté. Aussi le nombre des concurrents a-t-il égalé son attente : 113 ont répondu à son appel, répartis à peu près également, du moins à en juger

d'après les enveloppes, entre la France et la Suisse, en dehors d'un petit nombre appartenant à d'autres pays. Nous espérons peut-être un plus grand nombre de Genevois, dont vingt-cinq seulement figurent dans la liste de dépouillement ; nous avons pourtant frappé à toutes nos portes, et mis tous nos soins à répandre spécialement chez nous l'annonce de notre concours.

Il va sans dire que le jury a montré autant de largeur que l'Institut dans le jugement de ce grand nombre de pièces ; il n'a cherché que la *Poésie*, et malheureusement il l'a rencontrée trop rarement, à son avis. Nous n'avons aucun parti-pris de doctrine, nous ne faisons partie d'aucune école ; ce que nous cherchons, c'est l'originalité, l'émotion, la vibration de l'âme, l'accent vrai, l'expression nette et vive, le rythme harmonieux, la langue ductile et correcte, avant tout lumineuse ; nous ne craignons ni les jeunes audaces, ni les vieilles ornières, qui sont souvent les bonnes ; nous aimons à rencontrer l'élan naïf de l'écolier à côté de l'habileté du maître, la fraîcheur candide à côté de la force, l'aurore gracieuse à côté des rancunes et des désillusions de l'expérience. En somme, nous le disons franchement, nous avons été un peu déçus. Des 113 concurrents, nous n'avons retenu qu'une dizaine de pièces, et encore les eussions-nous peut-être désirées autrement qu'elles ne sont. Ce qui a manqué à la plupart, c'est l'originalité ; il paraît que notre temps a plus de mémoire que d'élan natif ; sans s'en douter peut-être, l'on se rappelle telle tirade, tel mouvement ; on reproduit l'effet qui vous a charmé, les formes nouvelles du style, et même avec le style, les mots et les idées, le vocabulaire d'une secte poétique. Je sais bien que c'est là une très-grosse difficulté après tant de siècles qui ont tout dit, tout chanté, tout senti, tout exprimé, mais la condition essentielle du véritable poète est justement d'être

quelqu'un, de traduire la nature infinie, et non d'être comme une ombre ou un écho plus ou moins lointain. L'étrange surtout n'est pas une preuve d'originalité, bien qu'il l'ait sans doute paru à quelques-uns de nos concurrents ; les poètes les plus puissants sont ceux qui restent dans la nature ou dans la vie réelle, et savent en tirer ce qu'elles contiennent d'éléments dramatiques ou touchants, de motifs élevés, de nobles contemplations, d'enseignements qui consolent ou relèvent, de souvenirs qui encouragent. La réalité n'est point le terre-à-terre, elle est dans les abstractions mêmes, auxquelles le poète sait donner un corps, mais à la condition de leur donner aussi la vie, de créer, comme dit le mot grec. Le supranaturel nous laisse froids quand il s'agit dans le vide, et il faut un élan extraordinaire du génie pour sortir pour ainsi dire de l'univers.

Outre l'originalité, le souffle, la verve est indispensable, avec le ton vrai, la phrase nette et colorée, se pliant comme un souple vêtement sur l'idée, et la faisant valoir par le goût et la convenance. Ici encore nous avons constaté trop de lacunes. Quelquefois l'effet se produit, mais au moyen d'artifices de langage qui portent le caractère passager d'un faire spécial, d'une école, j'ai presque dit de la recette, et non pas celui de la franchise droite et pleine d'une émotion sincère. On veut faire à tout prix du nouveau dans la forme, si le fond reste banal ; on invente une langue capiteuse, quelquefois malsaine, qui enivre un instant peut-être par l'étrangeté des images, par ces mots qui détonent exprès, mais en nous laissant comme un arrière-goût d'arrangement factice. L'on songe, en lisant les productions de cette école, à cet admirable poème d'un Américain, qui commence par nous émouvoir par la mélancolie pénétrante de ses souvenirs, et qui vient ensuite nous disséquer, nous démontrer son mécanisme, révélant la

raison des effets, et comme le laboratoire d'où est sorti toute cette inspiration. Nous admirons ici l'adresse de l'auteur, mais nous regrettons d'être pour ainsi dire joués par lui, nous lui savons mauvais gré de nous avoir touchés uniquement par une virtuosité étudiée, et la réflexion succède, sévère, à la première surprise de nos oreilles. En d'autres termes, nous voulons que le poète soit sincère, qu'il nous donne la fleur de son âme, ce qu'il a réellement vécu. Nous préférons même, à cette froideur réelle, qui se donne les airs de la passion, le défaut contraire, assez habituel parmi nous, de l'effort oratoire, quand il part d'une conviction profonde et communicative.

Outre l'originalité, outre la verve, outre le ton sincère, il faut encore le rythme, qui est le moule extérieur de la pensée. La poésie a besoin du rythme qui vous entoure de sa mélodie mystérieuse, et charme les oreilles de son harmonie, suave et précise en même temps. Le rythme doit sortir de la même inspiration que l'idée, là majestueux et simple, ici ample et magnifique, ailleurs alerte et gai, ailleurs encore grave et lent, mais toujours approprié au sujet, toujours conforme à la pensée. Ici encore les singularités font l'effet d'un jeu d'adresse, et compromettent en somme le but du poète. L'on peut admirer les ressources d'un esprit ingénieux, le tour de force de l'équilibriste, mais au détriment de la nature et de la simplicité. Nous n'aimons guère non plus les enjambements sans motifs, qui veulent briser le vers, mais pour lui donner les allures d'une prose poétique. Sous ce rapport, notre concours a été également au-dessous de notre attente, l'alexandrin et les rimes plates, ou les strophes les plus simples composant l'immense majorité des pièces, tandis que dans les autres les recherches modernes de la forme viennent se joindre à la plupart des défauts que je viens de signaler.

Quant aux sujets, ils ont été des plus variés. Depuis l'épître

badine à l'ode patriotique, depuis le conte ou la légende au poème humanitaire ou philosophique, les auteurs ont tout abordé, sauf l'idylle, la satire, la ballade et les scènes en vers. Nous avons eu les premiers essais du collégien, comme les derniers du vieillard et les productions du poète expérimenté. Nous nous rappellerons ces séances en plein air ou au coin de la cheminée, pour lesquelles nous prenions au hasard un paquet mystérieux, lisant tour à tour ces pages inconnues, ravis d'une bonne rencontre, tristes d'une déception, et notant, comme le poète latin, d'un caillou blanc les jours de découvertes, puis discutant les pièces, les relisant encore pour calmer un scrupule ou en créer de nouveaux. Notre moisson a été sans doute moins abondante que nous l'espérions, mais combien de beaux vers nous avons notés au passage, de mouvements heureux qu'on s'attendait à voir développer, de nobles images qui se confondaient bientôt, mobiles comme les dessins d'un kaléidoscope. Nous revenions quelquefois un peu découragés de ces excursions dans le domaine de la fantaisie, mais nous espérions dans les surprises du lendemain, et nous recommandions avec patience notre longue tâche.

J'aurais désiré qu'une voix plus autorisée que la mienne s'élevât pour rendre compte de ce travail, mais j'ai dû m'incliner devant ce désir de mes collègues, et je viens aujourd'hui dire en leur nom le résultat de nos investigations communes.

Je rappelle que le Jury était composé, outre le rapporteur, de MM. J. Vuy et Tavan, poètes eux-mêmes, et que vous connaissez tous. Nous avons eu aussi la collaboration de MM. J. Nicole et L. Naville, que nous avons été heureux de nous adjoindre dans ces questions si complexes et si difficiles de critique littéraire.

Nous eussions été charmés d'accorder tous les prix qu'avait

prévus la Section, mais vous ne serez pas surpris, d'après ce que je viens de dire, d'apprendre qu'il nous a été impossible de décerner un premier prix. Trois pièces méritaient pourtant d'être couronnées à peu près *ex-æquo*, mais nous ne voulions partager en tiers un seul second prix, et la somme disponible ne suffisait pas pour trois fois un second prix. Nous avons dû, par conséquent, nous contenter de trois troisièmes prix de 100 francs, d'autant plus que nous ne voulions pas attribuer une récompense trop élevée au genre représenté par deux au moins des trois meilleures pièces. Nous aurions même eu un quatrième prix à décerner, si l'auteur n'eût cru se devoir nommer pour s'assurer de la réception du travail envoyé.

Voici maintenant nos motifs à l'appui :

La première pièce, le n° 15, est intitulée les *Noces*. C'est un sujet qui n'est pas neuf, tant s'en faut. Vincent le forgeron et Pauline la meunière se sont juré leur foi, mais la guerre emporte le fiancé, et un riche mariage est seul capable de sauver le meunier ruiné, qui donne sa fille au noble M. Gontran ; les noces se font, la pâle épouse revient richement parée de l'église où s'est consommé le sacrifice ; il ne reste plus que le bal, d'où Pauline s'échappe, éperdue de désespoir, pour s'aller jeter dans l'étang du moulin, témoin de ses premiers serments : Je l'ai juré, Vincent ! dit-elle en disparaissant, et ce mot est en même temps la devise du morceau. L'originalité manque donc totalement, mais l'exécution dénote une plume exercée ; les moindres détails sont mis en leur lumière, disposés soigneusement pour en tirer tout l'effet possible ; le dessin est sobre et net, les contours vifs et arrêtés. Nulle longueur, le récit est juste ce qu'il doit être. La langue est alerte, parfois prosaïque, avec des vulgarités voulues ; le vers est naturel et rapide, les nuances adroites, les mots calculés pour la lecture à haute voix, avec des expressions étranges,

des enjambements inutiles et le vocabulaire à la dernière mode, le tout soigneusement arrangé pour empêcher le lecteur de soupçonner la moindre émotion chez le poète. C'est la peinture d'un sujet banal, mais elle arrête le regard et commande l'attention; il n'y a là nulle inspiration sentie; c'est le faire, l'art minutieux qui en font le prix.

La deuxième poésie, sous le n° 25, procède de la même école. La devise, *car il était venu des célestes séjours* est également tirée du morceau lui-même. Le titre, c'est l'*Amant de Nine*, et l'amant de Nine, c'est un mort, un enfant de 15 ans enterré dans un coin du cimetière. Nine est la fille du gardien; un soir du mois d'août, elle vient rêver sur cette pierre oubliée, et là un accès de pitié hystérique s'empare de la jeune fille, et lui révèle le premier amour. Et sur cette tombe elle meurt, car il était venu des célestes séjours, le mort, son chaste amant. C'est encore là de la poésie à réciter, en même temps qu'une fausse inspiration, et malsaine; les vers ont un étrange parfum, comme ces plantes dangereuses qui étourdissent. Comme dans le n° 15, auquel cette pièce ressemble étonnamment, il s'y trouve des taches volontaires, des mots qui détonent, mais qui frappent l'esprit. La facture est extrêmement soignée, la langue abondante et riche, pleine d'une *griserie* qui est bien dans le ton de cette scène pénible d'amour maladif. Le poète a moins ici d'empire sur lui-même que dans la première pièce; il lui arrive d'aller trop loin, de dépasser le but à force de bizarreries, mais il y a là autant de savoir-faire, et en plus une verve plus brillante, mais moins sympathique.

Sous le n° 51, avec une devise tirée de Michel-Ange, nous avons reçu deux pièces, *la Reine de Saba* et *le Parc*. Comme une pièce seulement d'un même auteur pouvait concourir, nous avons choisi *la Reine de Saba*. *Le Parc*, malgré ses beaux

vers émus et sa mélancolie pénétrante, nous a paru d'un dessin un peu confus, avec un commencement trop long pour l'intérêt qu'il présente ; l'idée générale est en même temps un peu flottante et indistincte. Il en est autrement de *la Reine de Saba*, d'un genre si complètement différent qu'on la croirait à peine du même auteur. La grande reine, avec un cortège splendide, bien décrit, vient rendre hommage au roi des pompes orientales, Salomon, assis dans sa gloire. Qui vient-elle chercher en lui ? Serait-ce qu'elle rend hommage à la puissance du monarque, à la sagesse du philosophe ? Est-ce qu'elle abandonne pour Jéhovah, Amoun, son Dieu ? Est-ce qu'elle vient implorer sa justice ? La reine, confuse devant celui qu'elle aime, avoue qu'elle a choisi le poète, le chanfre brûlant de l'amour. Ici nous avons de l'originalité, de la grâce, un style franc, un vers léger et rapide, une description brillante, de l'esprit, sans aucune recherche singulière dans la forme, mais nous notons en revanche une strophe un peu maigre pour un sujet qui réclame de l'ampleur, et aussi un certain ton comme narquois qui blesse un peu, et enfin, le dirai-je ? comme l'effet d'un décor d'opéra plutôt que celui de la peinture vraie de ce monde étincelant. Le dialogue est aussi un peu long, et un peu plus finirait par lasser la patience du lecteur, comme il le fait de celle de Salomon.

Voilà nos trois prix. Il y en aurait eu peut-être un quatrième, et pour un sujet cette fois bien littéraire et bien choisi, quoique très-difficile, *Molière*. Malheureusement, comme je l'ai dit, l'auteur s'est nommé. Nous le regrettons ; il y avait là une esquisse rapide et réussie des gloires de la littérature classique, un tableau juste de l'œuvre impérissable du grand poète, et enfin la description d'une représentation solennelle de Tartufe par une artiste inspirée. Il y a dans cette pièce de l'âme, de beaux vers, un fond sérieux, avec des

images quelquefois contradictoires, et une sagesse de style et d'inspiration où l'on voudrait plus de verve et plus de vie.

Nous avons résolu de décerner quatre mentions honorables, mais la section a décidé que les plis contenant le nom des auteurs ne seraient décachetés qu'à la demande des intéressés, et sur l'indication de la devise. Les pièces mentionnées honorablement sont la *Sœur de Charité*, la *Ville aux Tombeaux*, *Inconsolée* et le *Dompteur*.

L'auteur de la *Sœur de Charité* avait encore envoyé deux autres morceaux que nous avons dû mettre à l'écart d'après notre programme, d'autant que l'un d'eux, si nous ne nous trompons, est même imprimé. La *Sœur de Charité* est une pièce de circonstance, qui doit le jour à une préoccupation politique, et elle en porte le cachet irrécusable ; les strophes en sont un peu monotones, la langue un peu lourde, les expressions quelquefois prosaïques, mais le poète a su dépeindre avec force les merveilles du dévouement héroïque de la femme qui a renoncé à toutes les joies du monde pour passer sa vie à secourir les malades et les malheureux.

La *Ville aux Tombeaux*, c'est Cracovie,

Qui dans la nuit attend que l'aurore revienne

Ressusciter enfin l'éclat des anciens jours...

Quel temps lointain verra, formidable et sublime,

Surgir un peuple entier, du tombeau revenu ?

Nul ne sait : l'avenir est ce profond abîme

Où l'incertain obscur lutte avec l'inconnu.

Les vers sont beaux, l'inspiration touchante et originale ; le titre est expliqué peut-être d'une manière insuffisante par une érudition quelque peu spéciale, où un commentaire ne serait pas superflu ; la langue est correcte, si le vers ne l'est pas toujours ; les strophes sont un peu monotones, rocailleuses, inégales ; il faudrait un plan mieux ordonné, plus

d'ampleur dans les détails, mais en somme il y a de l'éloquence, de l'âme, de la poésie, enfin.

Inconsolée présente de beaux vers pleins de sentiment, un talent incontestable de versification, mais nous souhaitons au poète de ne jamais ressentir la douleur dont il ne parle que pour avoir été touché de l'expression déchirante que lui ont donnée les grands poètes. Personne n'osera faire à une mère les reproches qu'il lui fait adresser pour son idolâtrie imprudente ; il eût mieux valu nous montrer en action cet immense amour, fragile justement par son immensité, ce bonheur céleste auquel les mères se livreront sans arrière-pensée, un peu comme dans V. Hugo. *Autrefois* nous prépare à *Aujourd'hui*. La mort de l'enfant est décrite avec beaucoup d'âme, mais il est fâcheux que ces vers ne soient que l'écho de ceux des *Contemplations* ; la troisième partie, qui se passe dans la tombe diminue encore l'effet, et semble en outre empruntée à l'inspiration allemande, où l'on rencontre plusieurs fois ces lamentations d'un mort qu'on importune dans la paix du cercueil. Enfin les trois parties ne jaillissent pas d'une inspiration unique.

Le *Dompteur* est aussi une imitation de la *Fosse aux Lions* de V. Hugo. La pièce commence par la morne rêverie du lion captif qui songe à sa liberté perdue, et il y a là, malgré quelques défaillances et quelques fautes de goût, des vers énergiques bien tournés ; le mépris de la lionne pour son compagnon de cage est une heureuse conception :

O lâche esclave ! O roi déchu ! reprends courage,

Et pour te retrouver fais un suprême effort !

Ne sais-tu pas, lion, que c'est toi le plus fort ?

Enfin l'entrée du dompteur et sa lutte avec les fauves sont peintes avec un entraînement que le commencement ne faisait pas prévoir. C'est le triomphe du sang-froid de l'homme sur la bête sauvage. Il y a de la force, de l'âpreté dans ce tableau.

Il nous reste enfin à dire un mot de trois pièces trop longues, et par conséquent hors concours. *Mélusine* aurait beaucoup gagné à se réduire aux proportions indiquées ; la *Légende de Saumer-aux-Bois* manque de netteté, tout en ayant une certaine tournure ; enfin les *Consolations* ne méritent guère leur titre. C'est un poème qui dénote une abondance peu commune, mais où la sentimentalité se noie dans un flot de réminiscences. La langue en est belle, les rimes d'une richesse peu ordinaire, l'ensemble a du brillant, mais l'auteur aurait dû sentir qu'une douleur réelle ne doit pas servir de prétexte aux divagations d'une rhétorique éclatante et fausse.

Ma tâche est terminée. Si le concours n'a pas répondu à toute notre attente, il a prouvé qu'il y a encore parmi nous, à côté de l'entraînement des sciences, le goût des choses littéraires, le respect de la langue, de nobles aspirations, l'expérience de la forme poétique. Notre patrie a fait de grandes pertes dans ces régions de la pensée, et il nous serait consolant de penser qu'elles ne sont point irréparables. Notre concours ouvre à ces perspectives quelques espérances. Puisse l'avenir les réaliser !

J. DUVILLARD, prof.

Les plis cachetés ayant été ouverts, les noms suivants ont été proclamés :

M. Alfred DUFOUR, avocat, à Genève, auteur de la *Reine de Saba*.

M. LAURENT, fils, Landes, France, auteur des *Noces*.

M. LABAIGT, ancien correspondant du *Gaulois*, Paris, auteur de l'*Amant de Nine*.

La Reine de Saba

PAR M. ALFRED DUFOUR

Fulgurante comme un trésor,
La reine de Saba s'avance
Dans toute sa magnificence,
Couverte de gemmes et d'or ;

Dans ses cheveux aux sombres boucles,
Les diamants jettent leur feu,
Les doux saphirs leur éclat bleu,
Leur rouge éclair les escarboucles ;

Sur le relief de ses seins bruns,
Les colliers pesants s'amoncellent,
Et les bracelets étincellent
A ses bras frottés de parfums.

Sur les tapis aux vives teintes,
Pleine de grâce et de beauté,
Elle vient, et la volupté
Sourit entre ses lèvres peintes.

L'air est plein des âcres senteurs
Qui montent du corps nu des nègres,
Près des hauts chameaux aux cous maigres
Se tiennent leurs noirs conducteurs ;

Des pages aux faces lippues
Mènent de fauves léopards
A la laisse, et de toutes parts
Ondulent des têtes crépues ;

Faits d'ébène, de beaux enfants
Caracolent sur des autruches,
Et le cri strident des perruches
Tombe du haut des éléphants.

Dans les palanquins qui les portent
Bâillent les eunuques poussifs ;
Des muets, colosses pensifs,
Le sabre tiré, les escortent.

Quand ils passent, silencieux,
Plus d'une juive, pâle et blanche,
Au sein de la foule, se penche,
Afin de les regarder mieux.

Cependant les encensoirs fument
Aux mains des vierges d'Israël
Et les yeux des fils d'Ismaël,
Comme d'ardents charbons s'allument...

Dominant les seigneurs altiers,
L'essaim paré des favorites,
La troupe austère des lévites,
Les échansons, les panetiers,

Sur un trône aux marches d'ivoire,
Ruisselant de pourpre, se tient,
Attendant la reine qui vient,
Salomon dans toute sa gloire,

Et, sur sa barbe au flot soyeux,
Lentement, sa main se promène,
Car l'hommage de cette reine,
Gonfle d'orgueil son cœur joyeux.

A son doigt est l'anneau magique
Qui lui soumet tous les esprits,
Et le poids d'un bandeau sans prix
Fait fléchir sa tête énergique.

Mais la face de Salomon
Sous l'éblouissante auréole
S'incline, douce et bienveillante,
Vers l'adoratrice d'Ammon.

Quand elle fut au pied du trône
Sous le regard de ce grand roi,
Dont le renom jetait l'effroi
De Memphis jusqu'à Babylone,

Humble et soumise, elle courba
Son front sur sa poitrine nue,
Mais lui : « Sois la très-bienvenue, »
Dit-il, « ô reine de Saba ! »

« Quel est le charme qui t'attire !
« Et pourquoi te vois-je si loin
« Du brûlant pays du benjoin,
« De la cinname et de la myrrhe ?

« Tu viens, ô reine, si j'en crois
« Les hérauts qui t'ont précédée,
« Dans son royaume de Judée,
« Contempler le plus grand des rois ? »

« — Je sais, » dit-elle, « ta puissance,
« Mais moi, je suis puissante aussi,
« Un autre objet me fait ici
« Chercher ta sublime présence. »

« — Ce n'est pas le roi qu'en ce jour
« Ton regard réclame et contemple ?
« C'est donc le fondateur du Temple,
« N'est-ce pas ? Dis-le sans détour. »

« — Non, » dit-elle, les yeux humides,
« Non, Seigneur, Amoûn est mon dieu,
« Que m'importe, à moi, qu'en ce lieu,
« Un autre ait des parvis splendides ? »

« — Si tu ne viens pas visiter
« Le Temple aux portiques superbes,
« Serait-ce l'auteur des Proverbes
« Que tu voudrais féliciter ? »

« — Oh ! » fit la reine, à son visage
Triste et confus, portant la main,
« Je n'ai pas fait tant de chemin
« Rien que pour saluer un sage..... »

« — J'y suis, » dit le roi, le courroux
Pointant sous sa parole auguste,
« C'est devant Salomon-le-Juste
« Que vont se ployer tes genoux ? »

« — Grand roi ! J'admire ta justice, »
S'écria-t-elle en sanglotant,
« Je l'admire, et ce n'est pourtant
« Pas elle qui fait mon délice ! »

A ces mots, presque furieux,
Le puissant monarque se lève :
« Femme ! » cria-t-il, la voix brève,
« Qui viens-tu chercher en ces lieux ? »

Mais, à travers un flot de larmes,
Apostrophant le souverain,
La reine, et l'excès du chagrin,
Ajoutait encore à ses charmes :

« Cruel, ne le comprends-tu pas ? »
Demanda-t-elle avec tendresse,
« Celui que voulait mon ivresse
« Celui qu'appelaient mes deux bras,

« Et que mes rêves extatiques
« Promettaient à mon sein pâmé,
« C'est le poète bien-aimé
« Du doux cantique des cantiques !... »

.

Puis, quand le roi la releva,
Leurs mains, s'étreignant, frissonnèrent,
Et les lévites entonnèrent
Les louanges de Jéhovah !



Les Noces

PAR M. LAURENT FILS



I

L'étang du moulin vieux est tout bordé de vernes.

Un soir où les oiseaux disaient des balivernes,
Dans les feuilles, un soir de juin où tout chantait,
La barque de l'étang sur l'eau sombre flottait,
Molle, berçant comme une endormeuse câline
Le beau Vincent au bras de la belle Pauline.

Pauline était meunière et Vincent forgeron ;
Les deux avaient vingt ans.

Avec son grand œil rond,
Tiède et voluptueux comme un œil d'Andalouse,
La lune regardait pâle et comme jalouse.

Et les deux amoureux glissaient, ne disant rien,
Ecoutant tout : les flots, le chant aérien
Des nuits, ce bruit confus d'hymnes crépusculaires
Vague comme un écho des orchestres stellaires.

Pourquoi parler ? Des voix, au ciel, parlaient pour eux :
Un rossignol disait, dans le bois ténébreux,
Combien Pauline aimait Vincent ; et le feuillage
Faisait, avec son doux et tendre babillage,
A la Pauline un tas de déclarations.

Et leurs cœurs se fondaient en bénédictions.
A toi, toujours à toi ! disait l'astre. Et les brises
Répondaient : à toi seul ! sous les feuillaisons grises.
Jure-le ! murmurait un grillon languissant.
Un grillon répondit : Je le jure, Vincent.

II

C'était en mil huit cent soixante-dix. Pauline
En larmes vit un jour, au bas d'une colline
Passer de longs rubans d'hommes rouges et bleus.
Son Vincent était là.

La guerre, flot houleux,
Flot perfide, roulait en vidant les chaumières,
Poussant sinistrement, bousculant aux frontières,
En un chaos lugubre, en grands entassements,
Vieilles mères, vos fils ; ô filles, vos amants !
Pauline regarda l'étang comme une folle.
Ainsi, c'est convenu ; le mendiant qui vole
Un pain, on l'emprisonne, on hue, on le maudit ;
Et puis, lorsqu'on vous prend ce que jamais bandit
N'osa, ce qui ferait pleurer des tigres même ;
A toi père, ton fils, à moi, celui qui m'aime ;
Quand on vient mettre à sac, pas nos bourses, nos cœurs ;

Lorsqu'ils viennent fouiller de leurs doigts escroqueurs
Dans les plis de notre âme et non dans notre armoire,
Où vont ces gens ? à la guillotine ?...

A la gloire !

La forge de Vincent, un jour ne s'ouvrit pas.
On entendit des pleurs... Il était mort là-bas.

III

Monsieur Gontran était riche, puis asthmatique.
Or, voyant, un matin, de son donjon antique,
Passer Pauline, en noir, maigre sur son mulet,
Il se fit cahoter dans un cabriolet
Jusques au Moulin-Vieux, entra, puis dit : « Jean Pierre,
« Ton moulin est malade et ta fille meunière
« Ne va pas mieux que lui. Moi, je suis médecin,
« Je vais guérir les deux : ton étang est malsain ;
« Je veux te le combler d'écus, mon vieux bonhomme ;
« Ta fille me plaît fort ; je l'aime, et je me nomme
« Gontran de Chateauneuf, tu seras mon papa,
« Veux-tu ? Tope-là, vieux ! »

Et Jean Pierre topa.

Riche, lui le manant, lui, le vieux misérable,
Être riche, être grand rentier, être honorable !
Lui, qui voyait venir la ruine, la faim,
L'hiver terrible avec la mort pâle à la fin,
Choir dans un fleuve d'or, sans rêver ! Et Pauline,
La voir belle, la voir baronne, en crinoline,
Avec des diamants aux doigts, voir les meuniers
La saluer de loin, avoir des métayers,

Des laquais, des châteaux !...

Et le pauvre Jean Pierre
Croyant dormir cognait son front contre une pierre....

Après être rentrée au moulin, ce soir-là,
La Pauline, comme un fantôme noir, alla
S'accroupir sous un saule, au bord de l'eau fangeuse,
Grelottant dans la nuit et regardant, songeuse,
Les ombres, les bouleaux secouant leurs fronts lourds,
Et l'étang tout uni, comme un lit de velours.

IV

La noce fut superbe. On vit des équipages,
Des éblouissements de femmes, des tapages
De toilettes de soie. Et la foule glosait
En voyant la meunière en dame, qui passait
Plus blanche que sa robe, avec un tas de franges !
Il se disait tout bas des racontars étranges.
Elle, pâle et muette, allait, traînée au bras
De monsieur le baron Gontran vermeil et gras.
Et les cloches chantaient, joyeuses, par volées.
Jean Pierre était heureux ; les prunelles voilées,
On le vit, dans un coin de l'église, s'asseoir
Tout seul, le cœur fumant comme un vaste encensoir.
Pour revenir, ce fut un triomphe : des files
De fiacres, de coupés, tout comme aux grandes villes,
Mettaient une épaisseur de poussière dans l'air ;
Et l'on voyait passer, parfois, comme un éclair,
Des lueurs de bijoux sur des épaules nues.....~

Là-bas sous le ciel chaud tout bigarré de nues,
L'étang du Moulin-Vieux, au grand soleil ardent,
Etincelait comme un œil fauve, regardant.

.

L'orchestre du château frappe l'air en cadence :
Le festin est fini ; danse, Pauline, danse !
C'est un quadrille fou ; tourbillonne, vois donc,
Des dames près de toi, dans un mol abandon
Se laissant choir aux bras de leurs hommes, lassées ;
Danse ! le bal sied bien aux blanches épousées ;
Danse ! ton père chante, aux amis, des chansons ;
Danse ! tout est bonheur et tout est pamoisons...
Vincent, lui, dort, là-bas... danse !... Sous les grands vernes
Tu lui disais, un soir,.... danse !... des balivernes !
Un grillon murmurait... danse donc !... c'est minuit !...
Pauline, tout-à-coup, cheveux au vent, s'enfuit,
Comme folle, tandis qu'un galop, dans la salle,
Poussait vers les cieux noirs sa rumeur colossale.
Elle courut, courut, soufflant et haletant,
Comme un spectre de nuit, jusqu'au bord de l'étang.
C'est là ; comme jadis il est bordé de vernes.
Ecoutez : des oiseaux disent des balivernes
Dans les feuilles... C'était un soir où tout chantait ;
Voici, contre le bord, la barque qui flottait...
Pauline détacha la barque du rivage
Et rama doucement.

Ecoutez : le feuillage

Lui fait, en babillant, des déclarations....
O chants aériens, ô bénédictions !...
Elle laissa la rame et mit ses pieds dans l'onde,
La lune se levait sur les bois, toute blonde,

La lune d'autrefois !...

« Entends-tu, mon Vincent,

« Ces bruits de fête, au loin, ce bal retentissant ?

« C'est notre bal de noce, et voici notre couche !... »

Elle plongeait. Le flot monta jusqu'à sa bouche ;

Sa couronne brillait sur son front pâle et doux.

« Ecoute, mon Vincent, des voix parlent pour nous :

« A toi, toujours à toi ! dit l'étoile ! et les brises

« Répondent : A toi seul ! sous les feuillaisons grises ;

« Jure-le moi, murmure un grillon languissant !... »

Le flot la recouvrit :

« Je l'ai juré, Vincent ! »



L'Amant de Nine

PAR M. LABAIGT.

Vous n'avez pas connu Nine, la petiote ?

Nine, c'était l'enfant d'un brave patriote,
Le père Dominique. Autrefois, un boulet
De passage ayant pris galamment son mollet,
L'invalidé fut fait gardien d'un cimetière.

Il fallait, mes amis, voir Nine, la portière !
Et les yeux, les beaux yeux que cela vous avait !...
C'était doux comme un miel céleste. Et l'on trouvait
Heureux les trépassés qu'un corbillard emporte,
Puisque Nine là-bas venait ouvrir la porte.

N'aimez-vous pas la paix des tombes, l'oraison
Des hauts cyprès, offrant leur noire frondaison
Au vent qui les secoue en s'imprégnant d'essences ?
N'aimez-vous pas la fougue et les effervescences
De la sève encombrant de vie et de gaités
Ces coins gras où les morts fondent, empaquetés ?

C'est là qu'avait grandi Nine, l'enfant jolie.

Elle avait dans son être une mélancolie
Mystique, un de ces purs et saints recueils
Comme en ont, sur le seuil des pieux monuments,
Ces angelets pleurant d'éternels pleurs de pierre.
Et, lorsqu'elle passait, lente, au milieu du lierre
Et de l'herbe qui pousse en étreignant les croix,
Autour de son corps svelte, autour de ses reins droits
Et pudiques, ce lierre et cette herbe, entêtée,
S'enroulaient, comme autour d'une vierge sculptée.

Nine tomba malade, un jour qu'elle eut quinze ans.
Elle avait un teint pâle avec des yeux luisants,
Et puis, on ne pouvait calmer ses insomnies.

Une nuit, où le vent disait des litanies,
Dehors, dans les cyprès, comme un enfant de chœur,
Nine, sentant le spleen amer noyer son cœur,
Comme un ramier farouche enfui d'une volière,
S'échappa, toute blanche, au fond du cimetière.
C'était en août ; l'air tiède et lourd asphyxiait.
On eût dit que la plaine au loin s'extasiait
Sous l'orgie éclatante et superbe des astres,
Et, comme un grand vaisseau sombré dans des désastres,
La lune, charriée, à l'horizon houleux,
Montrait sa quille rouge émergeant des cieux bleus.

Et Nine regardait ces choses ; et les lierres
Et les herbes et les floraisons familières
L'agaçaient comme avec des pattes de velours ;
Et les cyprès trapus ployant leurs cônes lourds,
Saluaient ; et, du sein des pelouses vivaces,

Des morts semblaient surgir avec de blondes faces,
Gras et vermeils, joyeux comme de bons vivants.
Oh ! tout ce qu'on oyait de choses dans les vents !
Oh ! tout ce qu'il coulait, du ciel, de capiteuses
Liqueurs, de flots de joie et de clartés laiteuses !...

Quelle est donc cette fièvre, ô Dieu, qui trouble ainsi ?...

Au fond du cimetière, à droite, comme si
La fièvre également lui donnait des vertiges,
Je ne sais quel oiseau hoquetait dans les tiges.

Nine s'avança, folle, avec sa gorge à nu.
C'était près du tombeau d'un jeune homme inconnu
Enterré là depuis des ans. Sur une pierre,
On lisait : « Ici gît Durand Eugène-Pierre,
« Mort à quinze ans, Priez pour lui. » L'on devinait,
Ensuite, des pleurs creux où la mousse venait.

Quinze ans ! il était mort à quinze ans ! Et les rhues
Et les ronces et les épines poussaient, drues,
Sur ce corps, le couvrant d'une armure de dards
— Tels dormaient nos grands preux sous les fiers étendards.

Or, malgré le courroux des épines traîtresses
Montrant leurs longues dents ainsi que des ogresses,
Nine mit ses genoux sur cette fosse-là.
Et tout son être vierge et blanc s'auréola,
Et son corps s'enrichit de carnations roses,
Et ses grands yeux d'azur, cavés par les chloroses,
Prenant l'éclat stellaire et franc des nuits d'été,
Ruisselèrent de pleurs tièdes ; et sa beauté,
Comme si le soleil était clos en elle,
Marmoréenne et froide, exubéra, charnelle !

Oh ! chantez, tous les chœurs des cieux émerveillants !...
Alors, écartant l'herbe où perlaient des brillants,
Nine se pencha, souple, afin de mieux relire
La banale épitaphe ; et, prise d'un délire
Etrange, machinale et folle, elle posa
Ses lèvres sur ce nom de mort, qu'elle baisa.

L'amour, l'immense amour s'allumait dans ses veines !

Et, dans l'herbe où semblaient s'entr'ouvrir des verveines,
Fendant la pierre grise avec son front puissant,
Nine crut voir surgir le mort, éblouissant,
Beau, grand, fier, comme l'est un dieu des vieilles fables ;
Et cet homme lui dit des choses ineffables.

Oh ! Nine comprenait maintenant ces ardeurs
Des astres tournoyants aux noires profondeurs,
Et ces sanglots des vents, et ces frissons des tiges,
Et ces énervements tendres, et ces vertiges,
Qu'on éprouve à humer l'air chaud de thermidor !...

Et, lentement, ainsi qu'un enfant qui s'endort,
Elle s'allongea, blanche, à côté de la tombe,
Et, sensuellement, comme un baume qui tombe,
Elle sentit venir les bénédictions
De ce fourmillement de constellations ;
Et ses yeux alanguis de lueurs mirifiques
Se fermèrent ; et les ramures pacifiques
Se turent ; et la brise aussi voila sa voix
Pour laisser, cette nuit, pour la première fois,
Comme au fond de leur nid soupirent les mésanges,
Une vierge rêver d'amour sous l'œil des anges.

Et quand l'aube eut soufflé tous ces astres mourants,
Et quand les cyprès bruns s'éveillèrent, pleurants

De rosée et blondis de caresses solaires,
Nine dormait encore dans l'herbe. Des voix claires
L'appelèrent en vain : elle dormit toujours.

Car il était venu des célestes séjours,
Le mort, son chaste amant. Trouvant belle Ninette,
Il amena son âme au ciel, dans la planète
Des sereines amours et des félicités.

Et leurs noces ont lieu, là-haut, dans les clartés.

Stances à Alexandre Calame

PAR EMILE JULLIARD



D'après soupirs couraient à travers les sapins
Et le vent murmurait sur les sommets alpins :

« Confident des vallons et des cimes chenues,
Toi qui pris au soleil son doux rayon doré
Et dérobas au ciel son azur et ses nues,
Où donc es-tu, Calame, ô maître vénéré ?

« La montagne t'appelle et la forêt te pleure ;
Les frais gazons blottis à l'ombre du rocher
T'attendent ; le sentier écoute et dit : « C'est l'heure
Où j'entendais jadis notre ami s'approcher. »

« Oui, ton génie encor vit sur ces monts superbes
Qui livraient leurs splendeurs à tes divins pinceaux ;
Ton âme semble encor frissonner sur ces herbes
Que foulent lentement les indolents troupeaux,

« Les gouffres ténébreux et les sommets sublimes,
Les glaciers élevant leur front audacieux,
Les bouleaux inclinés sur le flanc des abîmes,
Les pics étincelants escaladant les cieux ;

« Les plateaux embaumés où le vent libre ondoie,
Le nuage empourpré qui s'adosse à l'azur,
Le fier rhododendron ivre d'air et de joie,
L'étable et le chalet où l'on vit pauvre et pur ;

« Tous répètent : Où donc est notre camarade
Qui parlait notre langue et savait nos secrets,
Qui comprenait le chant de la blanche cascade,
La voix de nos torrents et des antres discrets ?

« Se peut-il qu'aujourd'hui ton illustre palette
Où l'aube et l'arc-en-ciel avaient semé leurs fleurs,
Gise bien loin de nous, délaissée et muette,
Et que la mort en ait effacé les couleurs ?

« Quel poète aujourd'hui chantera sur la toile
Nos grâces, nos terreurs, nos éblouissements ?
Quel artiste, après toi, fera lever l'étoile
Qui se mire le soir au sein des lacs dormants ?

« Qui peindra le chamois sur les hautes pelouses,
Humant, le front levé, la brise des sommets,
Ou près des clairs étangs les baigneuses jalouses
Abritant leurs ébats sous le feuillage épais ?

« Qui fera resplendir l'été plein de lumière
Avec ses gerbes d'or roulant sous les rateaux ?
Qui nous révélera la riante chaumière
Frileusement blottie au pied des gras coteaux ?

« Ah ! reviens, vieil ami, viens, l'Alpe te réclame.
Quand, au retour du jour, l'homme, en nous découvrant,
Emerveillé s'écrie : « O spectacle enivrant ! »
Nos échos éplorés répondent : O Calame !! »

D'après soupirs couraient à travers les sapins
Et le vent murmurait sur les sommets alpins :

« Confident des vallons et des cimes chenues,
Toi qui pris au soleil son doux rayon doré
Et dérobas au ciel son azur et ses nues,
Où donc es-tu, Calame, ô maître vénéré ? »

A ces morceaux de poésie qui ont été lus en séance publique, nous joignons ici deux sonnets qui ont été envoyés à la Section de Littérature par un de ses correspondants, l'abbé C. Roussel, un aimable et délicat poète que Sainte-Beuve a honoré de son suffrage (*Nouveaux Lundis*, Tome II, pages 265-267).

Sonnet

Je rentrais, vers minuit, de porter l'huile sainte.
Un voile épais tendait le morne firmament ;
La ligne des logis, le long du bourg dormant,
Muette, défilait, portant comme une empreinte

De mort, et je sentais presque la même crainte
Qui glace, au champ funèbre, auprès d'un monument.
C'est que ne luisait plus cet œil du soir charmant :
A la vitre partout la lampe était éteinte.

Quand du grand œil des cieux nous perdons les rayons,
Sa pâle image encore anime nos maisons,
Comme fait pour nos corps l'âme, sainte lumière,
Comme pour nos esprits l'art, ce divin flambeau.
Sans le rayon d'En haut tout est mort et poussière :
Le Jour, la Vie et l'Art éclairent un tombeau.

L'esprit et le cœur

Combien de fois, au matin, pris
D'une incompréhensible rage,
L'Esprit brise, tue et saccage
Comme le plus fou des maris,

Jonche la chambre des débris
De son intime et cher ménage, —
Lorsque, devant un tel carnage,
A grand peine étouffant ses cris,

Le Cœur, dont toute la science
Est d'aimer, d'orner en silence
Les objets de son tendre soin.

A genoux, la face voilée,
Comme une femme désolée,
Sanglote tout seul dans un coin !

LA GRÊLE

SES

RELATIONS AVEC LE SOL ET LES FORÊTS

EN ARGOVIE

PAR M. RYNIKER

FORESTIER-CHEF CANTONAL, CONSEILLER NATIONAL ET MAJOR
D'ÉTAT-MAJOR FÉDÉRAL

Extrait par A. ROCHAT-MAURY, ingénieur.

La grêle est un accident naturel assez localisé d'ordinaire, mais qui atteint parfois par son étendue et par son intensité les proportions d'un véritable fléau.

Les pays à la fois agricoles et montagneux, certaines parties de la Suisse notamment, peuvent être cités comme particulièrement éprouvés par les chutes de grêle. Il est donc facile de s'expliquer pourquoi les gouvernements, les savants et les observateurs d'un des cantons le plus souvent gravement atteints, ont cherché à appliquer les notions de la science, et mis à profit les nombreux moyens d'informations et d'observations que donnent aujourd'hui la rapidité des communications, les facilités de renseignements et la généralisation des connaissances pour faire sur la grêle, sur son origine et même sur les obstacles à lui opposer, non pas seulement une étude de pure théorie, mais encore une œuvre d'application d'une sérieuse importance à venir.

Le travail de M. Ryniker est dans ce genre un modèle à imiter ; c'est le résultat d'observations suivies, faites sous la direction de l'Etat d'Argovie, par le personnel forestier de ce canton pendant les années 1870-1880, consciencieusement réunies, comparées et groupées, et finalement amenées à de très plausibles conclusions.

Il a semblé, vu l'actualité et l'intérêt du sujet, qu'un extrait traduit librement de l'ouvrage original serait, malgré ses imperfections, favorablement accueilli par bon nombre de lecteurs.

La météorologie, qui étudie les divers états de l'atmosphère, les relations entre le temps horaire et les variations de température, les rapports qui lient la diversité des climats avec la répartition de la chaleur dans les mers et sur la terre, avec les courants aériens et marins, avec la formation des vapeurs et leurs condensations, qui scrute les mystérieuses manifestations de l'électricité, a depuis un petit nombre d'années fait incontestablement de rapides progrès. Deux genres d'étude laissent cependant encore bien de la marge aux investigations. En effet, les phénomènes qui viennent d'être énumérés sont en relation intime avec les grands traits qui constituent la configuration de notre globe, avec ses hémisphères boréales et méridionales, ses zones équatoriales, tempérées et polaires, ses continents anciens et nouveaux ; mais il n'est pas possible, néanmoins, de tirer de ces faits seuls une théorie satisfaisante de quelques-uns des phénomènes les plus ordinaires, des causes des oscillations du baromètre, des changements de direction des vents, par exemple, et d'autres encore.

C'est bien plutôt, semble-t-il, à l'examen approfondi des phénomènes cosmiques, à l'étude de l'action sur notre planète du soleil et de la lune et de l'influence de ces astres sur le flux et le reflux de l'atmosphère terrestre qu'il semble falloir

demander des éclaircissements et des réponses aux nombreux pourquoi de cette partie de la science.

Un autre facteur, moins important en apparence, et cependant d'une haute et réelle portée, est la réunion et la coordination des observations locales, non pas seulement de pays de grande étendue, mais de celles qui ont pour objet une seule vallée, la description du sol et du sous-sol, la configuration particulière et les caractères propres de chaque circonscription agricole et forestière.

Tout paysan établit, d'après ses propres observations, une sorte de code barométrique du petit coin de terre qu'il habite, certains signes lui servant de règle pour pronostiquer sur la pluie, l'orage et le beau temps. Or, il est incontestable qu'en réunissant ces données dans un ordre scientifiquement établi, on arrivera à un ensemble de faits de la plus sérieuse importance au point de vue des météores.

CHAPITRE I

Orographie et hydrographie.

C'est de la côte voisine de Nice, aux bords de la Méditerranée, que partent les Alpes, socle de granit occupant une largeur de vingt milles géographiques, s'élevant au-dessus de la mer à une hauteur de près de 5,000 mètres, et se dirigeant directement au Nord jusqu'à l'entrée du Valais où la chaîne s'étale sur une largeur de trente milles, s'infléchit vers le Nord-Est et prend à l'extrémité de la Suisse une direction purement orientale.

Ce puissant rempart encadre la vallée du Pô et la plaine basse de l'Italie haute, au Nord et à l'Ouest, la protège contre les vents froids, et constitue un gigantesque mur d'espalier, qui procure à ce pays sa luxuriante végétation.

Vers le Nord-Ouest de la première partie des Alpes, près de Grenoble, surgit une chaîne qui de l'Isère se dirige sur Besançon, Bâle et Schaffhouse même ; c'est le Jura dont les branches séparées et sensiblement parallèles courent ensemble du Sud-Ouest au Nord-Est sans présenter de ramifications notables.

Entre le Jura et les nombreux rameaux des Alpes s'étend une plaine de 30 à 40 kilomètres de largeur, de 400 à 500 mètres d'élévation moyenne qui, dominée en certains points par des élévations de 1,000 à 1,400 mètres d'altitude au-dessus de la mer et partant des Alpes, va graduellement s'abaissant sous la dénomination de coteaux jusqu'au pied du Jura.

La molasse, soit d'eau douce inférieure, soit d'origine marine forme généralement le fond de la plaine suisse ; toutefois la partie N.-E. entre l'Aar et le Rhin est composée de formations plus anciennes de jurassique supérieur, moyen, inférieur, et même de trias.

Des Alpes s'échappe le Rhône qui se repose dans le lac Léman avant de traverser les chaînes parallèles du Jura par une succession de gorges et de défilés, et de se jeter enfin dans la Méditerranée.

Le Rhin, comme le Rhône, après être sorti des Grisons, trouve dans le lac de Constance un vaste bassin de repos et reçoit successivement comme affluents, la Linth, la Reuss, l'Aar, après que ces rivières ont respectivement déposé leurs sédiments dans les lacs de Wallenstadt, Zurich, Zoug, Quatre-Cantons, Sempach, Brienz et Thoune.

Le groupe des lacs de Neuchâtel, Bienne et Morat, reçoit les eaux du Jura, dont les divers tributaires, après avoir suivi les vallées longitudinales de cette chaîne, s'être échappé vers l'Est par des gorges telles que celles de l'Orbe, de l'Areuse, de Serrières et s'être reposés dans les lacs, se déversent finalement dans le Rhin.

Le même fleuve reçoit aussi les rivières qui s'échappent des montagnes du Napf entre Berne et Lucerne.

Ce massif dont la cime principale a 1,408^m de hauteur, forme un stock de montagnes important et dont le caractère général est bien distinct.

Le pays molassique est partout le même : ce sont toujours des collines de formes adoucies ou coteaux, s'abaissant graduellement depuis les Alpes jusqu'au pied du Jura et séparant des vallées dirigées presque toutes parallèlement vers le Nord.

De nombreuses vallées latérales, quelquefois droites et abruptes, se réunissent aux vallées longitudinales et contrastent par leur raideur avec l'aspect de rondeur de celles-ci. En d'autres points, les vallées latérales manquent et le fond des vallées longitudinales est rempli par des masses de graviers qui présentent la disposition en terrasses bien connue de tous les observateurs.

Enfin, les formes et les caractères spéciaux imprimés par le développement ancien des glaciers avec moraines longitudinales et terminales donnent aussi au pays une physionomie très spéciale admirablement caractérisée et dépeinte sous le nom de paysage morainique par le savant professeur Desor.

Les aspects de la contrée se modifient lorsque aux dépôts molassiques du sous-sol se substituent les affleurements des formations plus anciennes du Jura, du lias et du trias, comme entre l'Aar et le Rhin. Là, se rencontrent d'une part des crêtes dentelées du jurassique supérieur avec vallées longitudinales profondes, gorges et vallées transversales étroites et pittoresques, puis se présentent les plateaux dont les couches sensiblement horizontales appartiennent généralement aux étages plus anciens du lias et de la formation triasique.

A ces divers caractères dépendant de l'état du sous-sol ou

de l'écorce terrestre, s'ajoute le plus ou moins grand développement de la végétation et particulièrement des forêts.

Dans les parties montagneuses, la végétation est bien distincte selon la nature du sous-sol ; une partie du Jura blanc supérieur, comme aussi le Lias et le Trias, sont généralement peu riches en forêts, tandis que quelques étages du Jura supérieur et la plupart des couches qui constituent les formations jurassiques moyennes et inférieures sont généralement dotées d'une belle végétation forestière.

Les portions du pays qui appartiennent aux formations molassiques, glaciaires et post-glaciaires, sont aussi recouvertes en général d'une abondante végétation que la variété des sous-sols différencie considérablement, mais l'action de l'industrie humaine intervient aussi d'une manière manifeste ; alors défrichements, coupes, plantations, semailles, assolements, engrais, drainages, viennent aider ou modifier l'action de la nature.

CHAPITRE II

Vents et coups de vent.

En Suisse les déductions qu'il est possible de tirer des observations générales, relatives à la marche des vents, peuvent se résumer de la façon suivante. Dans les zones tropicales et sous-tropicales, et même dans les latitudes plus septentrionales, il s'évapore sous l'influence des rayons du soleil une masse d'eau considérable. L'air chauffé et saturé s'élève et vogue graduellement vers le pôle et se trouve remplacé par les courants du N.-E. et de l'Est qui se précipitent plus froids et plus secs vers la surface du sol.

L'air brulant près de l'équateur animé par la vitesse de rotation de la terre, arrivant vers le Nord en des points dont

la vitesse est moindre, détermine un courant marchant de l'Est à l'Ouest et qui, par la marche simultanée originelle vers le Nord, prend une direction résultante du Sud-Ouest vers le Nord-Est. Mais alors cet air se refroidit, devient plus lourd, s'abaisse et vient déjà à notre latitude raser la surface du sol, alors aussi l'abaissement de température diminue le pouvoir de saturation ; de là, séparation de la vapeur d'eau sous forme de brouillards, de nuages, condensation même sous forme de pluie ou de neige.

Le vent du Sud-Ouest est donc notre vent de pluie ou de neige, c'est notre vent dominant, du reste, et il est remplacé de temps à autre par la *bise* dont la direction est précisément inverse. La bise, en effet, venant froide du pôle Nord a une franche direction initiale Nord-Sud, plus elle avance plus elle se trouve dans des latitudes où la vitesse de rotation est plus grande, de là l'existence d'un courant Est-Ouest qui, combiné avec la direction Nord initiale, donne une résultante finale Nord-Est se dirigeant vers le Sud-Ouest.

Ces vents particulièrement constants vers l'équateur, s'appellent Nord-Est-Passat et Sud-Est-Passat ou Alisé et Mousson, selon qu'ils soufflent dans l'hémisphère Nord ou dans l'hémisphère Sud.

En Suisse, la bise nous vient de la Russie du Nord; elle est donc froide et sèche, et nous apporte en conséquence le froid et le sec. Une troisième sorte de vent en Suisse, c'est le Föhn.

La direction de ce vent est du Sud au Nord; il se précipite avec une violence prodigieuse des sommets des Alpes, se dirigeant vers le Nord, mais cette direction originelle se trouve modifiée par les inégalités du sol, par la direction même des vallées dans lesquelles il souffle, en sorte que, selon les situations, on peut distinguer un nombre considérable de courants dérivés du Föhn soufflant soit au Nord, comme à Glaris, soit

au Nord-Ouest, comme dans le Hasly, soit au Nord-Est, comme dans le Rheinthal et l'Engadine.

La remarque faite ici de l'influence des accidents du sol sur la direction du Föhn se vérifie également à propos de la bise, mais mieux encore à propos du vent du Sud-Ouest qui, selon sa température, son état de saturation, la hauteur de son courant, se trouve influencé par beaucoup d'obstacles et de bien des manières; il se peut aussi que, dominant toutes les montagnes, il règne uniformément et souffle sur toute la surface du pays. On sait, en outre, que le vent du Sud-Ouest chargé d'humidité à l'origine, est appelé à s'en décharger en route, et aurait déjà promptement acquis une sécheresse relative, sans la rencontre de sources abondantes de vapeur dans la vallée du Rhône, dans les lacs du Bourget, d'Annecy, et plus encore, dans ceux de Genève, Neuchâtel, Bienne, Morat, sources qui donnent à ce vent des allures particulières.

D'autre part, si le Jura forme une sorte de barrière contre laquelle les nuages chargés d'humidité suivant une route presque constante vers la vallée de l'Aar, il est bon d'observer qu'entre la surface des lacs et la crête du Jura, il existe une zone atmosphérique d'environ six cents mètres d'épaisseur dans laquelle les couches nuageuses peuvent facilement osciller et donner lieu à des orages de condition et d'importance très variables. Le même cas peut se présenter au massif de Napf où le vent du Sud-Ouest dévié se charge de l'humidité soutirée aux lacs de Thoune, Brienz, Sempach, Quatre-Cantons, etc., et détermine des phénomènes orageux dignes de sérieuses études locales.

Enfin, il faut aussi noter l'influence des gorges, défilés, échancrures, qui, placés à différents points de la chaîne du Jura, peuvent en certains cas agir sur le courant général par l'apport des courants latéraux de températures et d'allures très variées.

CHAPITRE III

Orages et grêle.

L'origine des orages est très compliquée, la nature de la superficie du sol semble y avoir une grande importance. Il s'agit surtout ici de ces orages à grêle, si nuisibles pour les forêts et les cultures ; ils présentent un haut intérêt scientifique par le fait de la formation de la glace sous forme de grêlons au milieu des étés les plus chauds.

L'opinion que certains lieux élevés et bien boisés préservent de la grêle est de date déjà vieille ; elle est mentionnée dans l'article de la loi de 1860, qui stipule que les forêts et les lieux élevés, qui par expérience protègent contre la foudre, doivent être administrés de sorte que leur durée soit assurée, et les Conseils communaux ont à cet égard droit et même obligation de surveillance.

Néanmoins, cette ordonnance est restée sans effet, on y a fait en général peu d'attention pendant près de six années, tout en évitant les déboisements et les grands abattis et en se protégeant par des replantations.

Mais, au commencement de la septième année, éclata dans le cercle de Muri une série d'orages qui attira l'attention du public, des Conseils locaux et du Gouvernement.

En 1874, la direction et l'administration foncière du canton d'Argovie, chargée de la conservation des forêts, sur la proposition du directeur-chef forestier, établit six circonscriptions avec six forestiers, chargés de dresser des rapports selon des prescriptions bien définies.

La Direction motivait son arrêté par les considérants suivants :

Il est reconnu qu'il faut conserver les forêts sur certaines localités élevées, où leur établissement est d'une grande influence sur la formation et les suites d'un orage.

Dans ces derniers temps et particulièrement en certaines localités, se sont commises des destructions avec déboisements de forêts appartenant, soit à l'Etat, soit à des communes.

Les forêts de haute futaie peuvent être d'une influence réelle contre la formation de la grêle ; il est donc d'une haute importance pour l'administration des forêts, pour le pays et pour la solution de questions agronomiques importantes, que l'Etat obtienne autant que possible de ses forestiers les indications suivantes :

1° Une courte description de chaque cercle et des grêles survenues dans les dernières années, si possible de 1870 à 1875.

2° Une description semblable, à l'avenir, immédiatement après chaque grêle et contenant : *a)* temps et lieu du développement de la grêle ; *b)* phénomènes et observations relatifs à la température dans le même temps ; *c)* nature, mode d'avancement et d'extension du vent et de l'orage ; *d)* densité de la grêle, dimension des grêlons, mode de chute, dommages ; *e)* description de la contrée, hauteur, configuration ; *f)* renseignements divers jugés utiles ou intéressants

A ces rapports doivent être joints :

1° Une esquisse au $\frac{1}{50000}$ avec ligne bleue pour l'indication de la marche de la grêle et une indication graphique des forêts.

Des rapports divers ont été envoyés, et leur importance a varié selon les arrondissements ; les plus importants ont été ceux relatifs aux cercles de Zofingue, Lenzbourg et Muri, cercles qui occupent la moitié méridionale du canton d'Argovie.

De la partie Nord, Jura et Rheinthal, il n'a été présenté qu'un rapport sur des grêles venant plus ou moins directement de Bâle.

Les cercles de Laufenbourg et de Bade font observer que, dans leur circonscription, qui occupe le Nord-Est du canton, les grêles sont très rares.

Dans les trois cercles de la partie méridionale du canton d'Argovie :

Zofingue avec 40 % de forêts signale 2 grêles

Lenzbourg " 32 % " " " 6 "

Muri " 19 % " " " 10 "

pendant les dix années de 1870 à 1880.

D'importantes grêles signalées depuis lors confirment le fait majeur que les grêles dans les parties bien boisées sont beaucoup plus rares que dans les contrées qui le sont médiocrement.

Il n'est pas possible, dans ce simple extrait du travail de M. Ryniker, de faire une analyse suffisamment claire des vingt rapports relatifs aux différentes grêles ; ces rapports, pleins d'observations neuves, de détails précis, sont hérissés de noms de localités auxquels le lecteur comprendrait peu de chose, à moins d'une lecture attentive et faite carte topographique en mains. Il sera donc suffisant de donner le résumé de ces rapports, tel qu'il découle des résultats d'observations :

1° La fréquence des grêles se montre à la partie sud du canton dans le pays molassique, et est en proportion inverse de l'importance du boisement.

L'arrondissement de Zofingue, avec 40 % de forêts, n'a subi que deux grêles.

L'arrondissement de Muri, avec 19 % de forêts, a été affligé de dix grêles.

Il faut observer que dans l'arrondissement qui n'a eu que

deux grêles avec 40 % de forêts, les bois de sapins étaient dans la proportion de 63 %, et les bois à feuilles de 37 % seulement.

Dans la partie septentrionale du canton, au plateau jurassien, les grêles se dirigent exclusivement sur la zone mal boisée du Muschelkalk Keuper et Lias, Jura Blanc inférieur, et Conglomerat Jurassien.

Les parties restées franches de grêle ont été celles qui s'étendent entre des hauteurs bien boisées.

2° Les grêles sont une forme locale de manifestation d'un orage beaucoup plus étendu qui, par la violence extraordinaire soit des décharges électriques, soit de la tempête, convertit la pluie et la précipite en grêlons ; elles viennent ordinairement du Sud-Ouest, de l'Ouest et même du Nord-Ouest.

3° Les orages à grêle ne prennent généralement pas naissance dans les plaines ouvertes ; mais, cependant, si à la suite d'une série de jours brûlants, des nuages orageux se forment et rasant des parties du sol nues ou mal boisées, et si, chassés par l'influence d'un vent contraire ou latéral, ils viennent s'arrêter sur des parties basses bien cultivées, sur des fonds de vallées surchauffées, l'orage peut éclater.

4° Jamais une grêle ne vient d'un nuage qui a rasé des forêts de sapins élevées et bien fournies ; au contraire, la grêle du 14 juillet 1872 a cessé après que le nuage eût rasé la forêt de pins de Lenzard, et elle n'a repris qu'après que les conditions indiquées au n° 3 se sont de nouveau présentées.

La plupart des grêles trouvent leur point d'arrêt au passage sur une forêt ancienne et bien circonscrite.

Il existe beaucoup d'exemples du cas où une hauteur seule, isolée et bien boisée, a suffi pour détourner ou dissiper les nuages de grêle.

Il suffit également, il est vrai parfois, d'anciens bouquets

de bois isolés dans la plaine, mais mieux encore plantés sur la selle des montagnes et rasés par les nuages pour que ceux-ci soient dispersés ou dissipés.

5° Les colonnes de grêle commencent à quelques 100 mètres de la localité où se trouvent réunies dans la direction du vent régnant les trois conditions énumérées à l'article 3. Leur largeur comprend à peu près la largeur de la place de passage de l'orage dans la partie déboisée ; les parties boisées déterminent les colonnes de pluie qui accompagnent dans la règle les colonnes de grêle.

La largeur de la colonne de grêle ne comprend guère que le passage en défilé entre forêts, parce que la vitesse de marche du vent au passage des hauteurs et des clairières est, dans la règle, plus grande qu'elle ne serait dans un parcours plus espacé, qui entraînerait l'élargissement de la colonne.

Généralement les sinuosités de la surface du sol ont une grande influence sur la forme de la colonne orageuse.

6° Les jeunes forêts formées d'arbres feuillus, quoique n'ayant pas atteint une croissance complète, peuvent concourir à arrêter les grêles, mais, néanmoins, chaque cas de grêle montre combien les forêts de sapins sont plus efficaces.

Il n'est pas facile de fixer un minimum d'âge où une forêt de sapins peut devenir utile ; dans le Jura, il semble que des plantations de 15 à 20 ans présentent déjà une protection très efficace dans les régions élevées ; dans les régions de moyenne hauteur des forêts de 5 ou 6 ans sont une utile protection contre les commencements de grêle, lorsque dans cette plantation se trouvent intercalés des troncs plus élevés. L'influence des jeunes forêts paraît être plus grande contre la naissance des grêles que comme obstacle à une grêle déjà formée ; en tous cas, les grêles les plus serrées sont celles dont les nuages ont léché des espaces entièrement dénués de forêts.

7° Les orages à grêle commencent la plupart du temps dans le fond des vallées encaissées, au pied des sommités ; ils suivent la direction du vent et sont généralement localisés.

8° Les grêlons commencent par des grains de grésil qui, par leur libre chute dans un milieu humide et froid, s'augmentent de couches extérieures de glace ; leur grosseur est à peu près proportionnelle à la hauteur de chute ; sur les hauteurs les grêlons sont plus petits que dans les bas-fonds.

Les grêlons de la grosseur d'une noisette indiquent des nuages placés à 100 mètres de hauteur ; avec 200 mètres de chute, les grêlons atteignent la grosseur d'une noix ; les gros grêlons prennent dans la chute la forme de poire ou de champignon.

9° Les cas de grêle les plus désastreux sont ceux où la chute a lieu pendant une tempête descendant de la montagne sur la plaine, les dégâts sont alors très aggravés par la force de l'ouragan.

CHAPITRE IV

Théorie de la formation de la grêle.

Tous les observateurs sont d'accord pour reconnaître que la grêle est un accident local et que les grêlons qui tombent dans des régions élevées sont plus petits que ceux qui tombent dans la plaine. De Saussure, Humboldt sont de cette opinion, mais il est admis aussi, comme un fait généralement avéré, que certaines contrées, par leur orientation, leur altitude et d'autres circonstances, sont plus exposées que d'autres aux visites de la grêle.

A quel ensemble de causes faut-il attribuer cette fréquence, c'est ce que la science s'applique à découvrir comme aussi à discerner la vraie valeur de certaines coïncidences.

Léopold de Buch, tout en faisant connaître une observation curieuse sur le développement du crétinisme en certains lieux, n'a pas cherché à en conclure, que les goitreux, les crétins, par une sorte d'antipathie, repoussent la grêle, ni que là où les grêles sont fréquentes les crétins disparaissent, mais ce qu'il est utile de constater en même temps, c'est que les orages se développent généralement au point où des vallées longtemps resserrées s'élargissent. Ainsi, en Valais, vallée encaissée qui court de l'Est à l'Ouest, il n'est pas tombé de grêle pendant une période de vingt ans, mais, au sortir des hautes montagnes, la plaine s'élargit et, en même temps les orages se multiplient et s'étendent et le nombre des goitreux diminue.

Borgo Franco, situé à la sortie de la vallée d'Aoste, a à souffrir chaque année de forts orages de grêle, il en est de même à Ivree ; ici aussi les goitreux se maintiennent dans la partie supérieure de la vallée où les orages sont fort rares, et ils cessent de se rencontrer dans les parties basses exposées aux orages ; ici, comme au Valais, la stagnation et le réchauffement excessif de l'air favorisent le développement du crétinisme et s'opposent au développement des orages sans que la liaison de ces deux faits soit facile ou impossible à expliquer.

Dans les bailliages de Mendrisio et de Lugano, au versant des Alpes, les grêles sont également très fréquentes et l'on estime à 10 % la dépréciation annuelle du produit du sol causée par leurs dommages.

Léopold de Buch avait reconnu déjà l'influence des forêts sur les orages, mais de tous les savants, M. Becquerel, en France, est celui qui s'est occupé le plus sérieusement de la question.

Dès le 13 Novembre 1865, il a lu à l'Académie des sciences, de Paris, un mémoire accompagné d'une carte des département du Loir et du Loir-et-Cher. Le savant professeur a rap-

pelé que dès 1826 le comte Tristan avait publié une carte du Loiret où sont indiquées les places de 26 orages à grêle et, reprenant et poursuivant cette étude, il s'est rendu compte de l'influence et des corrélations plus ou moins vraies de l'orientation des montagnes et des cours d'eau avec la marche des orages. En 1866, il a continué son travail dans d'autres départements, et il a conclu en affirmant que les faits observés démontrent puissamment que les forêts ont le pouvoir de détourner les nuages orageux de leur route, de les arrêter et de les disperser.

De nombreuses théories ont été données pour expliquer les grêles, mais elles sont successivement tombées dans l'oubli.

Deluc, dans ses recherches sur les modifications de l'atmosphère, admit d'abord que la grêle se formait dans la région des neiges ; Volta chercha une explication de la formation des grêlons dans l'action seule de l'électricité ; Munke, moins exclusif, appelle à son aide l'influence des courants d'air ; Mohr admet une action tourbillonnante, etc., etc.

De toutes ces hypothèses aucune n'est satisfaisante, car toutes sont exclusives ; aucune n'est adaptée aux connaissances actuelles de la physique. Ce n'est cependant qu'en se basant sur les notions encore récentes de la théorie mécanique de la chaleur et sur l'électricité que l'on peut espérer s'expliquer le rôle de l'ensemble des phénomènes qui concourent au développement des orages et à la formation de la grêle.

Une atmosphère brûlante, un ciel sans nuages d'abord, puis presque par miracle une puissante colonne de nuages orageux, puis un refroidissement, une forte accumulation d'électricité positive et négative décharge, condensation de grêle et pluie, voilà la série de manifestations dont l'enchaînement se déroule naturellement.

Nous savons aujourd'hui qu'un courant électrique peut se

convertir en chaleur, de manière à rougir et fondre un fil de platine, qu'inversément dans une pile thermo-électrique la chaleur se convertit en électricité comme en travail mécanique ; que réciproquement la chaleur s'obtient d'un travail mécanique, que l'électricité à son tour peut exécuter un travail dont chaque coup de tonnerre nous révèle l'énergie.

Nous savons aussi que la chaleur et l'électricité sont des états de vibration proches parents, quoique agissant sur nos organes par des modes de perception différents.

Nous savons enfin que l'origine de la lumière et de la chaleur, le principe de toute vie organique sur la terre, c'est le soleil, immense globe incandescent d'électricité auquel, en fait, les nuages et partant les orages empruntent toute leur force.

Lumière, chaleur, électricité, force et vie sont donc les manifestations d'une seule et même puissance que nous connaissons à peine et apprenons chaque jour à utiliser davantage. D'après ces considérations que se passe-t-il lors d'un orage ? Sous l'influence du soleil s'élève continuellement une quantité de vapeur d'eau que nous apercevons dans la transparence de l'air et à la lumière du soleil ; sous l'aspect de ce tremblement continu des molécules qui s'élèvent par le réchauffement, se groupent ou s'écartent par la cohésion d'une part et la dilatation de l'autre.

Les rayons du soleil sont de différentes natures, thermiques, chimiques, diversement colorés, peut-être aussi certains d'entre eux concourent-ils plus spécialement au maintien de l'état moléculaire de l'eau dans ses diverses formes ; quoi qu'il en soit, il est de fait qu'à la surface même du sol l'eau est chargée d'électricité négative, et que dans les régions élevées de l'atmosphère l'électricité est de nom contraire ou positive. Nous

savons aussi que ces deux électricités tendent à se réunir et que l'air sec est un très mauvais conducteur.

Il est maintenant aisé de concevoir qu'aux jours d'été l'atmosphère reste constamment pure et que, sous l'influence d'un vent sec et régulier, aucun refroidissement local ne vient rompre l'équilibre et qu'une véritable sécheresse se manifeste ; c'est alors que se forment ces orages qui se développent sur une plus ou moins grande étendue.

A quoi tient cette cessation de l'état de calme, nous l'ignorons et sommes tout naturellement disposés à supposer, vu cette absence de causes saisissables, que cette perturbation provient, soit de l'action de la lune, soit de l'influence des taches du soleil, soit de toute autre cause cosmique qui échappe encore à nos moyens d'observation.

Chez nous, quoi qu'il en soit, ces orages commencent le long du Jura, prennent naissance plus ou moins au nord ou au midi de la chaîne et se répandent sur toute la plaine située entre le Jura et les Alpes ; il est de fait qu'alors la vapeur d'eau s'est condensée en nuages, qu'en d'autres termes, il y a eu mise en disponibilité de calorique et transformation en électricité.

Les masses de nuages supérieures, chargées d'électricité positive, commencent à descendre par le fait de l'accroissement de densité dû à leur condensation, tandis que les masses inférieures poussées par le vent se trouvant en présence du foyer d'électricité négative de la surface terrestre sous-jacente à laquelle herbes, arbres, etc., servent de conducteurs, se chargent graduellement d'électricité négative. Les masses nuageuses inférieures, par le rapprochement des masses supérieures chargées d'électricité contraire, atteignent peu à peu le point où leur état de tension mutuelle détermine la jonction. A l'instant l'étincelle brille, les éclairs sillonnent la sombre voûte, les décharges se multiplient entre électricités contraires, les

éclats secs de la foudre, les roulements prolongés du tonnerre dénotent la puissance d'action déployée, l'énergie du travail mécanique.

Dans cette bataille les péripéties varient de mille façons, selon la position des nuages et la configuration des lieux : tantôt l'échange des décharges se poursuit longtemps de nuage à nuage, parfois des nuages chargés de l'électricité positive marchent pacifiquement de conserve et s'approchent de la surface négativement chargée du sol ; alors le combat change d'aspect, ce n'est plus entre nuages que la lutte a lieu, c'est de terre à nuage que la communication s'établit. Dans ce cas, les éclairs se précipitent sur les arbres, les églises, les fermes isolées, les meules de récoltes ; les effets therminiques de la foudre se manifestent et déterminent l'incendie.

Pendant que s'opère la réunion des deux électricités, une quantité considérable de calorique est absorbée ; ce phénomène se révèle par un abaissement de température, qui peut, même pendant les plus fortes chaleurs d'une journée caniculaire, atteindre un froid bien plus intense que celui du zéro du thermomètre. C'est alors que la grêle prend naissance, un violent coup de tonnerre suivant de près la lueur d'un éclair, semble avoir crevé la nue, et presque aussitôt une colonne de grêlons, plus ou moins serrée et désastreuse, selon la grosseur des grains et la violence du vent qui en accompagne souvent la chute vient en quelques instants ruiner des espérances longtemps nourries.

La grêle, heureusement, n'est pas le résultat obligé d'un orage ; les nuages, avant d'atteindre l'état de tension électrique dont il vient d'être parlé, peuvent s'approcher d'autres nuages, ou bien raser des surfaces où la décharge et la dispersion de l'électricité s'opère naturellement et sans éclat ; le refroidissement n'est alors que graduel et se fait d'une manière plus

lente et plus générale. Dans ce cas, les nuages se condensent en pluie bienfaisante et les craintes éprouvées se dissipent avec eux.

Il semble inutile d'insister davantage sur le rôle utile des forêts, c'est par le moyen des spicules et des feuilles, des végétaux qui les composent, que s'opère la décharge, ou autrement dit la jonction graduelle des deux électricités, et c'est par le refroidissement général et modéré que s'effectue enfin la résolution des nuages en pluie et la disparition de l'orage. M. le forestier-chef du canton d'Argovie croit donc que, par un bon aménagement des forêts, un judicieux entretien de parties boisées convenablement reliées entr'elles, il est possible d'obtenir le moyen de guider les nuages orageux, d'en déterminer la condensation pluvieuse, et par là de diminuer les décharges électriques brutales et des chutes de grêles pareilles à celles dont on conserve le triste et tout récent souvenir.

Le lecteur, désireux de s'éclairer, trouvera certainement dans l'ouvrage de M. le conseiller Ryniker, bien mieux que dans ce sec abrégé, tout moyen de se convaincre de l'excellence de ses observations et du poids de ses conclusions.

COMPTE-RENDU

DES

TRAVAUX DE L'INSTITUT

PENDANT L'ANNÉE 1880

I. Section des Sciences naturelles

Le Section a tenu six séances pendant lesquelles elle a entendu différents travaux qui ont donné lieu à d'intéressantes discussions.

M. VOGT a parlé de la station zoologique de Naples, et il a rendu compte des observations qu'il a faites sur la pêche dans les lacs tessinois. Il a entretenu, en outre, la Section des petits crustacés pélagiques de nos lacs suisses.

M. YUNG a exposé ses recherches sur les poussières organiques flottant dans l'atmosphère.

M. Hugues OLTRAMARE a lu un travail sur la coqueluche et sur son traitement par l'acide phénique.

M. le professeur ZAHN a fait une communication sur les corpuscules qu'on rencontre dans le poumon et divers autres organes.

M. J. BRUN a entretenu la Section des derniers perfectionnements apportés à l'éclairage des microscopes.

Enfin, au commencement de l'année, M. le professeur Reverdin ayant adressé sa démission de secrétaire de la Section, cette dernière a nommé M. E. Yung pour le remplacer. Elle a élu en même temps M. Hugues Oltramare comme secrétaire-adjoint.

II. Section des Sciences morales et politiques, d'Archéologie et d'Histoire

La Section des sciences morales et politiques, d'archéologie et d'histoire, a tenu huit séances, sept ordinaires, une de membres effectifs, dans lesquelles elle a entendu les communications suivantes :

De M. Jules VUY, sur les richesses archéologiques et sur les archives du Haut-Faucigny.

Du même, sur les Allemani Teutonici qui peuplaient la vallée de la Valorcine et des notes sur les sœurs de Sainte-Claire.

De M. SENÉ, un exposé sur les relations réciproques entre maîtres et serviteurs.

De M. GALIFFE, le Refuge italien à Genève.

De M. SIGOGNE, analyse de l'Essai d'Herbert Spencer.

De M. UMILTA, Conditions économiques de l'Italie.

De M. Henri FAZY, rapports de Genève avec le Prince de Condé et le parti huguenot, 1574-1575.

De M. FONTAINE-BORGEL, Notice biographique sur Louis Simon, littérateur, ancien maire de Versoix.

Au mois de mai, la Section a renouvelé son bureau en nommant MM. Vuy, président, H. Fazy, vice-président, Alph. Vuy, secrétaire, et Moriaud-Brémond, vice-secrétaire.

La Section a perdu pendant l'année deux de ses membres correspondants, MM. E. Mulsant, conservateur de la Bibliothèque publique de Lyon, et de Saulcy, membre de l'Institut de France.

Elle a reçu comme membres honoraires :

M. PIÉROUX, Jean-Claude, papetier à la Plaine.

M. BONNARD, Pierre, commis à Carouge.

III. Section de Littérature

De février 1881 à février 1881, la Section de littérature a tenu sept séances ordinaires et trois séances de membres effectifs. Sept nouveaux membres honoraires ont été reçus : MM. Sigogne, Ch. Hornung, Milkowski, L. Morel, J. Kaufmann, Ph. Roget, Paul Oltramare ; six membres correspondants ont été élus : MM. l'abbé Roussel, Fr. Chavannes, Ch. de la Harpe, Bachelin, Ch. Secrétan, E. Ducommun, et elle a perdu un de ses membres correspondants, M. Héguin de Guerle.

Outre quelques poésies, présentées par MM. Amiel et Vuy, la Section a entendu un assez grand nombre de communications intéressantes et de travaux importants.

M. le juge L. VAUCHER a lu une charmante comédie : *Les Avis charitables*, dont l'insertion au *Bulletin* a été demandée et votée.

M. Ch. RITTER a lu une notice sur le volume de poésies de M. l'abbé Roussel : *Fleurs des Vosges*. M. l'abbé Roussel, élu membre correspondant, a fait don de son œuvre à la Bibliothèque de l'Institut.

M. REDARD a fait une analyse animée et un peu optimiste du roman grec de Theagène et Chariclès, roman d'ailleurs intéressant dans l'histoire littéraire. M. Redard a été prié de rédiger son analyse en l'abrégeant.

M. SIGOGNE a fait deux lectures remarquables : la première, sur M. Gambetta ; la seconde, sur l'orateur Fox. On a regretté, à propos de la première, le choix d'un sujet un peu compromettant, malgré le tact dont l'auteur a fait preuve. La lecture sur Fox a été très appréciée, mais on a remarqué qu'une appréciation littéraire du grand orateur manquait à l'étude, d'ailleurs, très complète, de M. Sigogne.

M. le professeur VAUCHER a lu un remarquable travail sur Calvin et les Genevois, qui a donné lieu à une conversation très intéressante entre les personnes présentes, dont plusieurs étaient des mieux qualifiées pour traiter un sujet si important pour Genève. La comparaison surtout des trois grands réformateurs a été remplie d'aperçus nouveaux. Le travail de M. Vaucher a les qualités, ordinaires à l'auteur, d'exactitude et de nouveauté en plusieurs détails.

M. le professeur STRÆHLIN a introduit une conversation des plus instructives sur le grand historien Aug. Thierry, l'artiste parfait et l'écrivain consommé. Les assistants ont été assez sévères sur la valeur historique de l'œuvre du célèbre écrivain, lui préférant à cet égard Am. Thierry, moins brillant, mais plus rigoureusement scientifique.

MM. les membres effectifs ont voté une subvention de 100 francs pour aider à parer au déficit laissé par le Comité du Centenaire de Rousseau. Ils ont songé aussi à ouvrir un très prochain concours de poésie : trois prix d'une valeur totale de 500 francs seront affectés à un morceau de poésie de 100-200 vers, sur un sujet libre ; le terme du concours sera le 30 août 1881. Deux autres concours sont encore en perspective, mais l'élaboration d'un programme rendra leur communication forcément plus tardive.

Les nouveaux membres reçus et l'activité des anciens assurent à la Section une vitalité toujours plus considérable.

Un nouveau bureau sera nommé dans le courant de mars 1881 pour le terme de deux ans.

IV. Section des Beaux-Arts

La Section des Beaux-Arts a tenu pendant l'année, de la fin février au 31 décembre, huit séances, dont trois des membres effectifs.

Dans ces séances, la Section s'est encore occupée de la protection de la propriété artistique et surtout de la protection des formes, modèles et dessins, destinés aux industries artistiques.

Après avoir consacré quelques séances à des objets d'administration intérieure, elle a décidé d'ouvrir un concours en vue de la composition d'un diplôme pour les membres de l'Institut. Le rapport du jury, qui sera publié dans le *Bulletin*, fera connaître le résultat de ce concours.

La Section a admis M. Louis Deriaz, architecte, comme membre honoraire, et elle a élu comme membres correspondants, MM. Muntzi-Giacchino, professeur à l'Académie Sainte-Cécile, à Rome ; Stadler, Jules, professeur d'architecture au Polytechnicum de Zurich, Dr R. de Tschärner, de Burrier, président de la Société cantonale des Beaux-Arts de Berne.

V. Section d'Industrie et d'Agriculture

Pendant l'année, la Section d'industrie et d'agriculture a tenu neuf séances ordinaires et trois des membres effectifs.

Dans les réunions ordinaires, la Section a entendu des communications sur l'agriculture.

De M. ARCHINARD, sur la culture du *Soja* et son utilisation au point de vue culinaire et industriel. — Sur l'emploi des fourrages cuits à la vapeur et leur digestibilité. — Sur la création des prairies artificielles. — Sur un vin factice fabriqué avec des pétioles de Rhubarbe. — Sur la culture du *Boehmeria nivea* comme plante décorative. — Sur la culture du *Paulownia* et les qualités industrielles de son bois. — Sur la classification des cucurbitacées, champignon qui donne à la vigne une maladie appelée *Mildew* par les Américains, d'après le professeur Naudin. — Sur le *Pernospora viticola*.

De M. GRANDCHAMP, sur la conduite d'un verger. — Sur la transplantation des arbres. — Sur l'exposition agricole et horticole d'Aubonne.

De M. LACHENAL, sur les résultats qu'il a obtenus de la culture de graines de diverses courges.

De M. NICODET, sur un champignon, le *Solercitium varium* qui s'attaque aux scorsonères. — Sur le concours agricole d'Annemasse. — Sur l'établissement horticole de M. Choquens à Lancy.

La Société égyptienne d'agriculture a adressé à la Section une note sur la culture de la *Theosinte*.

Au point de vue industriel :

De M. MILLERET, ingénieur-mécanicien au Gothard, sur une perforatrice de son invention. M. Ch. Schmitgen a fait, au nom d'une Commission, un rapport sur les qualités que présente cette machine qui n'est encore qu'à l'état de projet.

MM. GARBANI et RICHARD, fabricants de calorifères, ont présenté à la Section un fourneau de cuisine perfectionné, sur lequel M. Rochat, ingénieur, a fait un rapport.

M. SCHWARTZ, fabricant, a soumis à la Section des poteries artistiques, qui ont motivé la visite de ses ateliers par une commission au nom de laquelle M. Ch. Menn a présenté un rapport, qui doit être inséré dans le *Bulletin*.

A deux reprises, M. FORESTIER, coutelier, a présenté des instruments destinés à l'horticulture et à la petite culture.

M. VAUTIER a entretenu la Section de la Société suisse d'assurances contre la grêle.

Le Département des finances et du commerce ayant demandé à la Direction un préavis sur le nouveau tarif douanier, M. Challet-Venel a présenté, au nom d'une commission, un rapport très étudié, rapport qui a été envoyé au Conseil fédéral et qui doit être inséré dans le *Bulletin*.

La Chancellerie ayant également demandé à la Section son opinion sur le projet d'Exposition nationale à Zurich, en 1883, la Section a nommé une commission qui a rapporté par l'organe de M. Rochat. Le rapport a été envoyé au Conseil d'Etat, puis directement à la commission zuricoise qui avait demandé directement un préavis à notre Institut.

Sur la demande du Département de l'intérieur, la Section a nommé M. Aug. de Niederhausern comme l'un des délégués chargé d'examiner les bestiaux que les agriculteurs genevois enverront au concours agricole de Lucerne.

La Section a été invitée à faire partie d'une fédération des Sociétés d'Agriculture de la Suisse romande ; après avoir pris conseil des autorités compétentes, elle a décidé de se faire représenter à l'assemblée de ces Sociétés ; son délégué, M. A. de Niederhausern, aura pour mission de discuter les propositions qui y seront faites, mais avec mandat d'en référer à la Section pour la décision à prendre.

Pendant l'année, MM. les horticulteurs ont continué à apporter presque à chaque séance des produits de leur culture. Ce sont surtout MM. Nicodet, Grandchamp et Lachenal, auxquels la Section a décidé de décerner des récompenses dans sa première séance de 1881.

Il s'est fait dans plusieurs séances des distributions de graines.

La Section a continué à s'occuper de l'*Almanach de la Suisse romande*, qui a paru cette année plus tôt que les années précédentes et qui contient la liste des membres correspondants de toutes les sections.

La Section a perdu pendant l'année un de ses membres honoraires, M. Kohler, ancien pharmacien, et deux membres correspondants, MM. Euriale Cazeaux, ancien inspecteur général de l'Agriculture en France, et Mauro Macchi, député au Parlement italien, et qui était depuis peu sénateur.

Un de nos compatriotes, M. Nourrisson-Bey, secrétaire de la Société égyptienne d'Agriculture, a été élu membre correspondant; MM. Correvo, Henri; Dentand, Benedict, et Schenkel, Henri, horticulteurs; Monachon, John, peintre-céramiste; Olivet, Marc-André, avocat, et Stutzmann, Auguste, fondeur, ont été admis comme membres honoraires.

BIBLIOTHÈQUE

Pendant le dernier exercice, la Bibliothèque a reçu comme :

	Volumes	Cahiers ou Brochures	Cartes	Atlas
Dons d'administrations publiques	19	5	1	
Dons de particuliers.....	15	14		
De Sociétés, par échange.....	116	21		
Id. Id. pour compléter des collections.....	29		4	1
Par abonnement.....	7	3		
Par achat.....		2		
Total...	186	45	5	1

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Discours prononcé par M. Ch. VOGT, président, à l'ouverture de la séance générale du 16 avril 1880.....	1
Essai d'un traité de la science politique d'après la théorie de Charles-Louis de Haller ¹ , par M. John GRAND-CARTERET.....	21
Rapport concernant la Loi fédérale sur un nouveau tarif des péages fédéraux, par M. CHALLET-VENEL.....	51
Rapport sur les poteries artistiques de M. Schwartz, par M. Ch. MENN.....	64
Rapport supplémentaire, par M. Ch. MENN.....	68
Rapport sur un modèle de fourneau potager.....	71
Louis Simond, littérateur, ancien maire de Versoix, etc., notice bibliographique, par M. C. FONTAINE-BORGEL..	75
Louis-Auguste Brun, bourgeois de Rolle au pays de Vaud, artiste peintre attaché à la cour de Louis XVI, etc., notice, par M. C. FONTAINE-BORGEL	91
Discours prononcé par M. Ch. VOGT, président, à l'ouverture de la séance générale du 4 avril 1881.....	158
Origine des idées politiques de Rousseau, deuxième mémoire, par M. Jules VUY.....	174
Lettres inédites de Sismondi à Ch. de Constant, par M. Henri FAZY.....	204

Rapport du jury chargé par la Section des Beaux-Arts de juger le concours pour un projet de diplôme, par M. A. BOURDILLON.....	229
Description d'une troisième série de cent médailles genevoises inédites, par M. Charles ROUMIEUX.....	233
Communication sur les tramways en opposition au chemin de fer à voie étroite pour l'exploitation des lignes de Fernex-Genève-St-Julien, par M. Challet-Venel..	277
Procès de sorciers à Viry, baillage de Ternier, de 1534 à 1548, documents recueillis par M. César DUVAL, avec introduction par M. Eloy DUBOIN.....	299
Discours d'ouverture prononcé par M. Eug. RITTER, président, à la séance publique de la Section de Littérature du 20 Décembre.....	519
Notice sur Alb. Richard, par M. Jules VUY.....	525
Rapport sur le concours de poésie ouvert par la Section de Littérature (rapporteur, M. J. DUVILLARD, professeur).....	543
<i>La Reine de Saba</i> , poésie, par M. Alf. DUFOUR.....	555
<i>Les Noces</i> , poésie, par M. LAURENT fils.....	560
<i>L'Amant de Nine</i> , poésie, par M. LABAIGT.....	566
<i>Stances à Alexandre Calame</i> , par M. Emile JULLIARD..	571
Deux sonnets, par M. l'abbé C. ROUSSEL, correspondant de la Section de Littérature.....	573
La grêle, ses relations avec le sol et les forêts en Argovie, extrait d'un travail de M. Ryniker, par M. A. Rochat-Maury.....	575
Compte-rendu des travaux de l'Institut pendant l'année 1880.....	595
Comptes de l'exercice de 1880.....	605

IMPRIMERIE CENTRALE GENEVOISE, rue du Rhône, 52.

BULLETIN
DE
L'INSTITUT
NATIONAL GENEVOIS

TRAVAUX DES CINQ SECTIONS

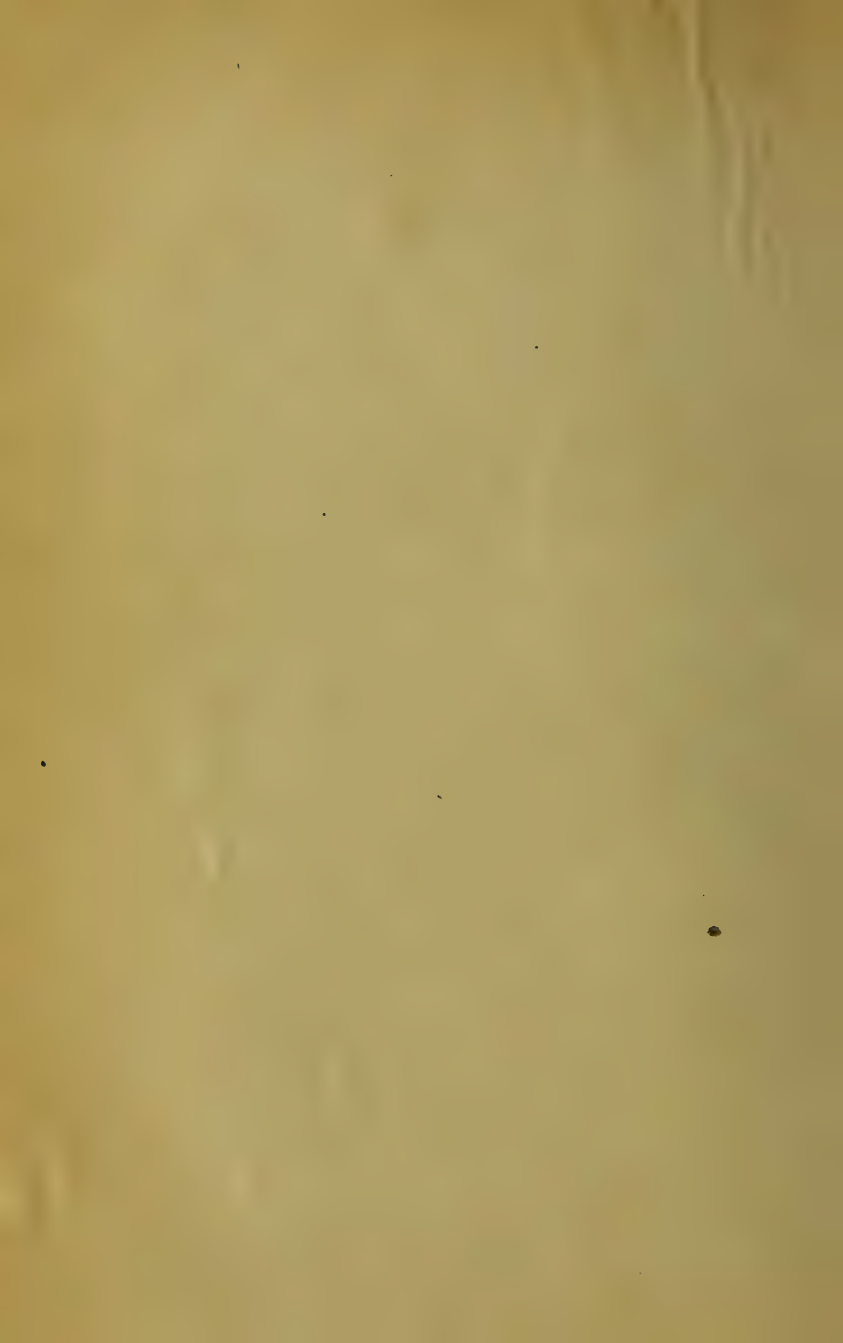
1^o DES SCIENCES PHYSIQUES ET NATURELLES; 2^o DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES, D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE; 3^o DE LITTÉRATURE; 4^o DES BEAUX-ARTS; 5^o D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE.

TOME XXV

GENÈVE

CHEZ GEORG, ÉDITEUR, LIBRAIRE DE L'INSTITUT GENEVOIS
ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES DE LA SUISSE

1883



BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

BUREAUX

DE L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

Président de l'Institut : M. Charles VOGT, professeur à l'Université.

Vice-Président : M. Jules VUY.

Secrétaire-général : M. Henri FAZY.

Bibliothécaire-adjoint : M. Charles MENN, sculpteur.

Section des Sciences naturelles et mathématiques : Président, M. le professeur Charles VOGT. — Secrétaire, M. Emile YUNG. — Secrétaire-adjoint, M. le Dr Victor OLTRAMARE.

Section des Sciences morales et politiques, d'Archéologie et d'Histoire : Président, M. Jules VUY, notaire. — Vice-Président, M. Henri FAZY. — Secrétaire, M. FONTAINE-BORGEL. — Secrétaire-adjoint, M. D. MORIAUD. — Trésorier, M. C. MENN.

Section de Littérature : Président, M. le professeur DUVILLARD. — Vice-Président et Trésorier, M. le professeur P. VAUCHER. — Secrétaire, M. le pasteur MAYSTRE. — Secrétaire-adjoint, M. Louis Morel.

Section des Beaux-Arts : Président, M. Henri SILVESTRE. — Vice-Président, M. S. DELAPEINE. — Secrétaire et conservateur des tableaux, M. C. MENN. — Trésorier, M. Albert DARIER.

Section d'Industrie et d'Agriculture : Président, M. L. ARCHINARD. — Vice-Présidents, MM. NIEDERHAUSERN et ROCHAT-MAURY. — Secrétaire, M. C. MENN. — Trésorier, M. G. TOURNIER.

COMITÉ DE GESTION

Outre le Président et le Secrétaire général de l'Institut, MM. A. FLAMMER, notaire ; — OLIVET, docteur ; — P. VAUCHER, professeur ; — J. VUY, notaire ; — H. SILVESTRE.

BULLETIN
DE
L'INSTITUT
NATIONAL GENEVOIS

TRAVAUX DES CINQ SECTIONS

1^o DES SCIENCES PHYSIQUES ET NATURELLES; 2^o DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES, D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE; 3^o DE LITTÉRATURE; 4^o DES BEAUX-ARTS; 5^o D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE.

TOME XXV

GENÈVE

CHEZ GEORG, ÉDITEUR, LIBRAIRE DE L'INSTITUT GENEVOIS
ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES DE LA SUISSE

1883

BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

DISCOURS

PRONONCÉ PAR

M. CHARLES VOGT, PRÉSIDENT

à l'ouverture de la Séance générale du 23 Mai 1882

MESDAMES ET MESSIEURS! CHERS COLLÈGUES!

On a souvent dit que la science n'a pas de patrie, qu'elle ne connaît ni les frontières politiques, ni les barrières ethnologiques, qu'elle embrasse la terre tout entière et se trouve chez elle partout où il y a des esprits assez cultivés pour la comprendre et des intelligences assez élevées pour la chérir. Ce n'est pas le moment actuel que l'on pourrait choisir pour contester cette vérité, ce moment, où le monde entier retentit encore des gémissements douloureux que lui arrache la mort récente d'un géant, qui a imprimé à notre époque le sceau impérissable de son génie et dont l'impulsion puissante s'est fait sentir dans tous les domaines de l'activité humaine. Les futurs historiens de la science appelleront cette seconde

moitié du dix-neuvième siècle l'époque de Darwin et ils ne se tromperont pas lorsqu'ils dateront une ère nouvelle, l'ère de l'évolution, depuis le moment où le travail prodigieux de ce savant exceptionnel est entrée en lice sur l'arène pacifique ouverte à toutes les nations pour leurs aspirations vers la découverte des lois qui régissent le monde.

Je ne pourrais tenter aujourd'hui une faible esquisse de l'influence qu'a exercée Darwin sur les sciences. Je dois me réserver ce douloureux plaisir pour une autre année, lorsque le temps aura émoussé des souvenirs poignants. Mais ce que je voulais vous rappeler aujourd'hui, c'est cette participation générale du monde civilisé entier aux sentiments de ses compatriotes qui lui ont donné, avec l'assentiment de tous, dans la chapelle de Westminster, une place à côté de Newton, le célèbre fondateur de l'astronomie moderne. Oui, une perte semblable ne touche pas seulement la patrie de l'homme, elle est ressentie par tous !

Mais, si la science n'a pas de patrie, on ne peut pourtant pas nier que les hommes qui la cultivent trouvent souvent ses racines dans le pays qu'ils habitent et qu'il y en a, parmi ces racines, qui sont fortement attachées au sol et qui ne sauraient faire pousser des branches et des fruits, si l'on voulait les transporter ailleurs en les arrachant du lieu où elles se sont implantées. Ai-je besoin d'affirmer dans une séance d'un Institut qui porte le nom de « national » que nous portons un intérêt tout spécial aux hommes, qui ont illustré leur pays et qui nous étaient rapprochés, non seulement par leurs mérites et par leurs travaux, mais aussi par leurs personnes et par les liens de l'amitié ?

Notre pays, Messieurs, est riche en accidents de nature diverse. Situé au centre de l'Europe, il en résume, pour ainsi dire, les beautés et les terreurs et s'il envoie par les fleuves,

qui s'échappent de ses neiges éternelles, la vie dans toutes les directions, il attire aussi des quatre points de l'horizon les peuples avides de communiquer ensemble à travers la haute barrière de ses Alpes. Faut-il donc s'étonner, si de tout temps, cette petite terre helvétique a été le point de mire des hommes avides de pénétrer les mystères de la nature et si elle a donné naissance à tant de savants, qui sont restés attachés par leurs travaux à notre sol, à nos montagnes, à nos glaciers, à nos plaines et à nos lacs ?

J'ai ici en vue particulièrement deux hommes, qui nous ont été ravis dans ces derniers temps et avec lesquels une étroite amitié, continuée pendant de longues années, réunissait celui qui vous parle. J'ai nommé Ferdinand Keller et Edouard Desor. Partis d'études presque diamétralement opposées, ces deux hommes marquants se sont rencontrés sur un terrain commun, que l'on peut à bon droit appeler national et qu'ils ont si bien cultivé ensemble, que l'on ne peut citer l'un sans rappeler l'autre.

Ferdinand Keller était l'aîné des deux. Ce siècle, qui avait deux ans à la naissance de Victor Hugo, n'avait pas encore d'âge, lorsque un pasteur de Zurich inscrivait un nouveau citoyen dans les registres de sa paroisse et le baptisait peut-être avec la secrète espérance de trouver en lui un successeur. Keller fit en effet des études théologiques ; mais, après les avoir creusées et acquis même les dignités ecclésiastiques, il ne se sentait aucun goût pour la continuation de la carrière pastorale. C'était pourtant un pouvoir à cette époque ! L'Antistès de Zurich n'avait-il pas le droit de faire appréhender au collet et traîner de force à l'église, les hommes qui passaient dans les rues à l'heure du sermon ?

Les sciences naturelles et surtout la physique avaient plus d'attrait pour le jeune ministre que la prédication. Paris

était à cette époque le centre d'où rayonnait la lumière ; il y séjourna pendant quelques années et passa ensuite, comme gouverneur et instituteur, dans une grande maison anglaise, avec laquelle il a gardé, pendant toute sa vie, des relations affectueuses. Il retourna en 1831 dans sa ville natale, qu'il ne devait plus quitter que pour de petites excursions dans le pays.

C'était en effet une nature tout à fait sédentaire, qui s'enfermait volontiers dans la retraite de son cabinet et dans le travail journalier voué aux collections publiques, qu'il avait créées et dont il est resté le conservateur jusqu'à la fin de ses jours. Nous avons fait sa connaissance, Agassiz, Desor et moi, lors de la réunion des naturalistes suisses en 1840 à Zurich, dont nous partîmes pour nous rendre, par le Gott-hard et la Furca, au Grimsel et au glacier inférieur de l'Aar, qui devait devenir le centre de nos explorations. Nous nous trouvions bientôt en face de certains problèmes de physique, pour la solution desquels toutes les connaissances de la société réunie à l'Hôtel des Neuchâtelois ne suffisaient pas. « Il nous faut un physicien, s'écria Arnold Escher de la Linth, il nous faut l'ami Ferdinand. » « Invitons-le tout de suite, disait Agassiz. » « Oh, répondit Escher, vous ne le connaissez pas ! Il me faudra une année pour le décider ! Mais je l'enlèverai de vive force ! » Keller vint en effet l'année suivante et nous donna de précieux renseignements, entre autres sur un phénomène particulier, qui pouvait servir de boussole d'orientation en cas de brouillard. Le sable, en s'échauffant par les rayons du soleil, produit des enfoncements dans la glace, dont la conformation réfléchit l'arc que trace la course du soleil. On peut trouver ainsi exactement la ligne du méridien, en enfonçant le bâton au point le plus profond de la circonférence de ces trous qui montrent la figure d'un fer à cheval. On ne

parla, pendant quelques jours, que des « Kellerlöcher » et on peut penser, que les plaisanteries ne manquaient pas, le mot ayant un double sens en allemand.

Après sa rentrée à Zurich, Keller s'occupa pendant quelque temps en donnant des leçons de sciences naturelles, mais bientôt une découverte inattendue devait le captiver en entier. En se promenant à la petite forêt du Burghölzli, près Zurich, il trouva des ouvriers occupés à faire une tranchée à travers un tumulus celtique. C'était là le point de départ de la fondation de la Société des antiquaires suisses, où Keller se signalait par une prodigieuse activité, qui ne s'est pas ralentie pendant toute sa vie. Plein d'ardeur pour l'archéologie, il trouvait les moyens d'y intéresser ses concitoyens ; les fouilles se succédèrent sans relâche, rapportant de riches butins, que Keller classait et décrivait au fur et à mesure. Le musée fondé par la Société était bientôt, par la richesse des matériaux comme par son ordonnance, une des collections les plus marquantes de l'Europe. Keller, dit une notice zuricoise, écrite lors de sa mort, était l'âme de la Société. Il y vouait toute son énergie, son savoir-faire pratique, ses immenses connaissances variées ; il recrutait de nouveaux sociétaires à tout prix par la persuasion et même par une douce violence, procurait de nouvelles ressources, nouait des relations suivies avec l'étranger et poussait les membres à des publications propres. L'époque celtique ne suffisait pas à son activité ; bientôt s'y joignirent l'époque romaine, dont il suivait les traces surtout dans la Suisse orientale et des études sur le moyen âge. L'histoire de l'abbaye de Zurich par Wyss, celle de l'abbaye de St-Gall par Wartmann se publiaient à son instigation, tandis que lui-même fournissait le résumé statistique ainsi que la carte des établissements romains et le rôle héraldique des bourgeois de Zurich :

Mais tous ces travaux témoignant d'une grande activité, de connaissances variées, d'une critique sévère et approfondie n'auraient pas suffi peut-être pour immortaliser le nom de Ferdinand Keller dans les fastes de la science, si une découverte accidentelle ne lui avait pas fourni le point de départ pour une série de recherches, qui devaient conduire à des résultats inattendus. Si Dieu, comme dit le proverbe, accorde des bienfaits aux siens, lorsqu'ils dorment, il accorda des découvertes à Keller lorsqu'il se promenait.

Le lac de Zurich avait baissé d'une manière considérable pendant l'hiver de 1853 à 1854. Près de Meilen, des ouvriers étaient occupés de terrassements ; Keller les voit remuer un terreau noir, rempli de morceaux de charbon, de tessons de poterie, d'ossements brisés, de pierres cassées et taillées — une nouvelle branche de la science, celle des palafittes ou des pilotis lacustres, venait de naître ce jour-là.

Je ne vous dépeindrai pas les progrès que fit cette branche des connaissances humaines entre les mains de Keller et de ses collaborateurs. Il faudrait nommer presque tous les savants de la Suisse, car tous, géologues, botanistes, zoologistes, anthropologistes, historiens, antiquaires et archéologues furent attirés, à des titres divers, dans le giron de ses recherches que l'on peut appeler, à bon droit, éminemment nationales. On a découvert, il est vrai, non-seulement sur toute l'étendue des deux versants des Alpes et dans bien d'autres pays, des établissements semblables ou contemporains, mais les résultats obtenus en Suisse fournissaient toujours les points de repère et les collections suisses, principalement celle de Zurich, devenaient le rendez-vous de tous les savants de tous les pays, qui y trouvaient les pièces originales, les explications scientifiques données de vive voix et les instructions pratiques pour des recherches semblables. Ah ! il fallait voir le père

Keller conduisant ses visiteurs nombreux d'armoire en armoire, expliquant avec une ardeur infatigable les détails de chaque échantillon, discutant les conclusions que l'on pouvait en tirer et réfutant, avec une vivacité toute juvénile, les objections qu'on pouvait lui présenter. Il se sentait presque offensé par ses amis, si leur première visite à Zurich n'était pas pour son Musée. — Tu oublies tous tes devoirs, me disait-il un jour où je le rencontrais dans la rue, voilà deux ans que tu n'es pas venu voir nos nouvelles acquisitions ! Ce n'est pas bien de ta part ! « Mais j'arrive, Ferdinand ! » Mauvaise excuse ! Tu es déjà arrivé hier ! Je le sais ! Enfin, c'est bon ! Viens vite ! J'ai beaucoup de choses à te faire voir ! »

Les huit rapports volumineux, que Keller a donnés successivement sur les progrès de la science des palafittes, resteront toujours des documents inépuisables, auxquels doivent avoir recours tous ceux qui veulent s'occuper de cette première ère de notre histoire nationale, antérieure à tout ce que les historiens avaient rêvé jusque-là. Son nom restera à jamais attaché à cette branche des études préhistoriques, qui l'a occupée jusqu'aux derniers jours de sa vieillesse sereine et active. Aimé et respecté de tous, il a parcouru une longue carrière de travail fécond et de dévouement laborieux et la sympathie de tous ceux qui l'ont connu, a accompagné le vieillard octogénaire à sa tombe.

L'ami dont je dois vous parler encore, s'est trouvé avec Keller dans les mêmes recherches qui étaient devenues, après bien d'autres travaux, ses études de prédilection pendant les derniers vingt ans de sa vie. Si Keller avait été conduit aux recherches préhistoriques par l'archéologie et l'histoire, *Edouard Desor* y avait été amené par la géologie et la géographie. Liés d'une étroite amitié, qui n'a jamais été troublée, ces deux hommes marchaient de pair dans leurs travaux et

s'il y avait de la jalousie entre eux, elle ne se montrait que sur ce point, que l'un ne pouvait rester un instant sans communiquer à l'autre les résultats qu'il venait d'obtenir.

La vie de monami Desor ne s'est pas écoulée d'une manière aussi calme et régulière que celle de Ferdinand Keller. Si ce dernier était un modèle de savant tranquille et sédentaire, Desor était plutôt le type du chercheur inquiet, pour lequel, dans ses jeunes années, aucune cime n'était trop haute, aucune localité trop éloignée, lorsqu'il s'agissait de chercher la solution d'un problème scientifique ou la vérification d'une découverte. Les nécessités de la vie l'avaient assez ballotté dans ses commencements pour ne lui faire considérer les fatigues des voyages que comme une chose tout à fait secondaire.

Edouard Desor n'était point suisse d'origine. Il était né à Friedrichsdorf, dans la petite principauté de Hesse Hombourg, de parents français, réfugiés depuis la révocation de l'Edit de Nantes et il avait commencé des études de droit à l'Université de Giessen, où j'avais fait sa connaissance il y a plus de 50 ans ; moi collégien, lui étudiant. Desor avait passé plus tard à Heidelberg et les mouvements révolutionnaires, couronnés par la fameuse fête du château de Hambach dans le Palatinat, dont on vient d'interdire la fête commémorative parce que des souvenirs de liberté ne conviennent pas à l'empire germanique actuel, ces mouvements, dis-je, l'avaient rejeté au-delà de la frontière allemande dans le pays d'origine de ses ancêtres. Il alla à Paris.

Ses parents étaient morts, la fortune qu'ils laissaient se réduisait à zéro, les études des deux fils, dont l'ainé s'était voué à la médecine, avaient complètement absorbé le mince héritage. Il fallait cependant vivre. Desor mit bravement sa jurisprudence au crochet, donnait des leçons de langues,

s'occupa de traductions et comme on lui avait offert la publication en français de la grande géographie de Ritter, il se tournait du côté des sciences positives en étudiant la géologie et la zoologie.

Un incendie détruit le magasin de l'éditeur, qui s'était chargé de la traduction de Ritter ; d'autres circonstances fâcheuses interviennent et Desor se voit forcé de quitter Paris et de venir en Suisse.

Ma maison paternelle à Berne offrait dans ce temps un asile aux réfugiés dénués de ressources. Desor est installé dans la petite chambre tour à tour occupée par des coreligionnaires politiques malheureux. Il avait encore en poche quelques francs et une description de la méthode nouvellement inventée pour la fabrication des bougies de stéarine, dont il espérait pouvoir tirer profit. Ses tentatives échouèrent ; il connaissait bien la fabrication des bougies, mais pas celle des mèches qui se recourbent d'elles-mêmes en brûlant. Nous nous liâmes de nouveau et tandis que, tout en continuant mes études de médecine, je me livrais à des travaux d'anatomie comparée, de microscopie et de physiologie, Desor cherchait des occupations comme professeur de langues, de géographie, ou comme secrétaire.

En passant à Berne, Agassiz m'avait engagé de lui venir en aide pour l'achèvement de ses travaux zoologiques. On était convenu que j'irais à Neuchâtel immédiatement après mes examens de docteur en médecine. Agassiz cherchait en même temps un secrétaire, sachant bien écrire en français. Sur le conseil de mon père, Desor se rendit à Neuchâtel et fut immédiatement agréé. Un an après, en 1839, mes études en médecine finies, je pris à mon tour le chemin de la principauté modèle, avec la patente de médecin bernois et le diplôme de docteur en poche et bien décidé de ne plus jamais me servir ni de l'une ni de l'autre.

Pendant cinq ans, de 1839 à 1844, nous avons travaillé côte à côte d'un rude labeur. A des qualités supérieures d'intelligence scientifique et à des élans merveilleux d'initiative, Agassiz ne joignait guère la ténacité au travail ni l'esprit de suite nécessaires pour l'achèvement des travaux commencés. Toujours bouillonnant et distillant des projets nouveaux, dans lesquels il s'engageait tête baissée, sans calculer les difficultés matérielles, Agassiz se relâchait dès qu'un travail était en train, pour courir après un nouveau projet. Poissons fossiles, poissons d'eau douce, échinodermes vivants et fossiles, mollusques fossiles, glaciers, nomenclature zoologique, tous ces ouvrages et tant d'autres demandaient à être menés de front pour pouvoir satisfaire les souscripteurs qui avaient droit à un nombre déterminé de planches et de feuilles d'impression. C'était une véritable fabrique scientifique, si j'ose m'exprimer ainsi ; mais, malheureusement, ni le nombre des ouvriers, ni le capital et le fonds de roulement ne pouvaient suffire aux exigences de la production.

Avec une merveilleuse élasticité, Desor s'était initié à toutes les branches des sciences naturelles cultivées sous l'inspiration d'Agassiz, lesquelles jusque-là, lui avaient été presque complètement étrangères. Il rédigeait tous les textes, composait les descriptions des fossiles, soignait la correspondance, tenait les comptes, surveillait l'imprimerie et la lithographie, bref il était devenu, en quelques mois, la cheville ouvrière de notre laboratoire, autour duquel se groupait, je puis bien le dire, tout ce que la principauté de Neuchâtel possédait d'hommes s'intéressant aux sciences. Infatigable au travail, Desor était en même temps un compagnon aimable et dévoué, ayant toujours le mot pour rire et maniant avec bonhomie la plaisanterie et même l'ironie gracieuse.

Je ne raconterai pas ici en détail ni les travaux de cabinet,

ni les courses aux glaciers où Desor excellait comme ascensionniste. L'Hôtel des Neuchâtelois sur le glacier de l'Aar était devenu, pendant les années 1840 à 44, le rendez-vous des géologues et des physiciens du monde scientifique tout entier. Toutes les péripéties de ces séjours prolongés au milieu des neiges éternelles de nos Alpes ont été trop souvent racontées pour que j'aie besoin d'y insister.

Un heureux appel en Amérique sauva d'une catastrophe une situation devenue de plus en plus intenable. Avant de passer aux Etats-Unis avec Agassiz, Desor avait fait encore un voyage en Suède pour y étudier de près les phénomènes glaciériques, si semblables à ceux de l'Amérique du Nord ; il était venu me rejoindre à Paris pour y terminer la rédaction du système glaciérique et du catalogue des échinodermes et ces travaux finis, Agassiz et Desor se mirent en route pour les Etats-Unis.

La collaboration ne devait pas continuer longtemps sur la rive occidentale de l'Océan. Une rupture, d'autant plus violente et acerbe, que ces deux hommes avaient vécu longtemps ensemble, éclata bientôt. Désormais, Desor devait voler deses propres ailes.

Elles étaient puissantes. Grâce à l'appui du parti anti-esclavagiste, à la tête duquel marchait son ami, le noble Théodore Parker, Desor parvenait bientôt à se faire une position. Le gouvernement l'attacha à l'escadre destinée à relever les côtes septentrionales des Etats-Unis et le chargea ensuite de recherches géologiques sur les bords des grands lacs. Nous devons à cette époque des descriptions charmantes des excursions faites dans les forêts vierges du Nord, habitées à cette époque seulement par des Indiens et des bêtes sauvages.

Desor était sur le chemin de se faire une haute position scientifique aux Etats-Unis, lorsqu'un événement le rappela

en Europe et dans ce même canton de Neuchâtel, qu'il croyait avoir quitté pour toujours. Pendant notre séjour à Neuchâtel, son frère, médecin à Hombourg, était venu se fixer à Boudry et avait épousé, contre le gré de la famille, une riche héritière du pays. Madame Desor-de Pierre était morte, laissant à son mari, miné par une maladie implacable, une grande fortune. Le frère demandait aide et assistance. Après bien des hésitations, Desor se décida à quitter l'Amérique. Il fut nommé professeur de géologie à l'Académie de Neuchâtel et remplit ce poste avec distinction pendant plusieurs années. Son frère étant mort en lui laissant sa fortune, il abandonna bientôt l'enseignement pour pouvoir se vouer entièrement à ses travaux scientifiques.

Vous dirai-je, Messieurs, le noble usage que fit notre ami d'une fortune s'élevant à 40,000 fr. de revenus environ ? Sa maison à Neuchâtel, sa campagne à Combe-Varin dans la haute vallée des Ponts, devinrent bientôt le rendez-vous des amis et des savants de tous les pays. Une hospitalité simple, mais affectueuse recevait les visiteurs. Des voyages incessants dans tous les pays de l'Europe, une participation suivie aux différents congrès, dont il fut en partie le fondateur, avaient groupé autour de Desor les hommes les plus marquants dans les sciences. Les séances des commissions particulières se tenaient chez lui — c'est dans sa maison à Neuchâtel que les Escher de la Linth, les Studer, les Favre, les Mérian, les Lang, se réunissaient chaque année pour travailler à la carte géologique de la Suisse ; c'est à Combe-Varin que venaient se reposer Liebig, Wöhler, Eisenlohr, Schœnbein, Virchow, Moleschott, Schimper, Lyell, Gozzadini, Martins et tant d'autres hommes célèbres dans la science, des littérateurs comme Fritz Berthoud, Etienne Born, des amis dévoués, tels que Parker, Reinwald, Carl Mayer, Adelman, des hommes politiques,

surtout de la Suisse, membres des Conseils de la Confédération. La maison rustique et meublée de la manière la plus simple ne désemplissait pas pendant tout l'été ; on se relayait par escouades, car la place disponible étaient bornée ; le dimanche arrivaient les amis de Neuchâtel et des montagnes et la plus franche gaieté régnait pendant les repas et les soirées. Une longue allée de tilleuls, d'ormeaux, de frênes et de sorbiers conduit vers la maison adossée à un bois de sapins majestueux ; à chacun des hôtes était dédié un arbre et le propriétaire aimait à rappeler aux jeunes gens dont les sociétés venaient souvent faire une halte chez lui, les titres de ces hommes qui avaient visité sa maison. Combe-Varin a sa littérature, cet ancien pavillon de chasse a joué un certain rôle dans le mouvement scientifique de nos jours.

Par ses qualités aimables et par son activité prodigieuse Desor était devenu un centre pour les efforts scientifiques en Suisse. Nulle entreprise ne lui restait étrangère ; on pouvait dire de lui qu'il jouait, dans notre petit pays, un rôle analogue à celui qu'avait rempli jadis Humboldt en Allemagne. La société des naturalistes suisses, le congrès international d'anthropologie, le Club alpin n'avaient pas de membre plus actif que lui et des publications incessantes se pressaient dans les recueils scientifiques. Si les études préhistoriques, les pêches aux antiquités lacustres et toutes les recherches qui s'y rattachent avaient, dans les dernières vingt années de sa vie, sa préférence marquée, il n'abandonnait pas pour cela la géologie et surtout cette question des anciens glaciers, par laquelle il avait débuté dans la carrière scientifique. Partout dans ces questions on sent son influence, son activité, son dévouement qui le poussaient, même à un âge où d'autres se reposent, à entreprendre des voyages d'exploration.

Je glisse, Messieurs, sur une époque, que tous les vrais amis

de Desor ont déploré. Il fut entraîné petit à petit dans la carrière politique. Il y avait tant de réformes à faire dans le canton, dont il était devenu citoyen et dont il embrassait les intérêts avec ardeur ! Une personnalité aussi hautement douée ne pouvait que faire un chemin rapide dans cette carrière, qui, malheureusement, devait exercer son pouvoir d'attraction d'une manière trop absorbante. Desor n'était pas fait pour être chef de parti ; il ne pouvait se plier aux exigences des positions changeantes ; s'il dépassait en savoir la plupart de ses adversaires d'une coudée, il leur était inférieur en tactique politique. Mais par une bizarrerie qu'on remarque souvent, il se cramponnait à cette carrière d'une manière tout à fait particulière et les déboires qui ne lui ont pas manqué dans les luttes ardentes et passionnées qu'il soutenait, ont certainement contribué à développer en lui les germes d'une maladie qui devait l'emporter malgré les soins dont il était entouré. Envisageant avec calme cette fin, sur laquelle il ne se faisait aucune illusion, il a voulu que la plus grande partie de la fortune que le hasard lui avait donnée, que sa riche bibliothèque et ses précieuses collections restassent à la Ville de Neuchâtel, où il avait été domicilié pendant les derniers trente ans de sa vie.

Vous me pardonnerez, Messieurs, de m'être étendu peut-être trop longtemps sur cet ami. Mais on ne perd pas un compagnon de ses premières armes, avec lequel on a vécu en communauté de pensée et de travail pendant plus de quarante ans, sans éprouver un sentiment comme si l'on avait perdu une partie de son propre être.

Vous parlerai-je encore d'un troisième membre distingué que l'Institut a perdu dans la personne de *Philippe Camperio* ? Vous l'avez tous connue, cette nature primesautière, originale, faite pour la lutte, cet orateur plein de fougue, qui martelait

la langue française pour en faire jaillir des jets d'étincelles. C'est le soleil du Tessin méridional et de la Lombardie, qui avait fait mûrir cette tête ardente ! Certes, s'il peut y avoir des contrastes dans les individualités, on n'en saurait trouver de plus grands, qu'entre Camperio et les hommes dont je viens de vous parler. Là, le travail patient, soutenu, incessant, ici, des élans surprenants, suivis de longues périodes de recueillement et d'oisiveté apparente. Elève de Rossi et son successeur à la Faculté de droit de notre Académie, Camperio n'y a pas été remplacé ; tous ses élèves gardent un souvenir impérissable de ses leçons pleines de verve et de vie, remplies d'aperçus neufs et piquants ; tous sont d'accord sur la clarté de son exposition, sur l'esprit profondément libéral, avec lequel il envisageait les questions, sur la critique mordante avec laquelle il disséquait les opinions de ses adversaires. Qui ne se souvient de ces passes d'armes brillantes, soutenues par Camperio dans notre Grand Conseil, dans les Conseils des Etats et national à Berne, en sa qualité de député ou de chef du gouvernement ? Certes, Messieurs, si cette grande intelligence, jointe à une bonté de cœur inépuisable et qui ne connaissait pas la rancune, avait été soutenue par un travail régulier et persistant, Camperio serait arrivé à des résultats considérables, tandis que tel qu'il était on ne peut mieux le comparer qu'à un météore lumineux, traçant une traînée de feu sur son parcours, mais qui s'éteint à la fin sans laisser d'autres traces que le souvenir de sa splendeur.

J'ai dit.

NOTICE

SUR

MM. DE BONS ET AMIEL

Cette notice a été lue, le 23 mai 1882,
à la séance générale de l'Institut genevois, par M. le professeur Eugène RITTER.

MESDAMES ET MESSIEURS,

La Section de littérature de l'Institut genevois m'a chargé d'écrire deux notices nécrologiques, consacrées à M. de Bons, membre correspondant, et à M. le professeur Amiel, un de nos membres fondateurs et longtemps notre président.

La famille de M. Charles de Bons est originaire du village de Bons, au pied des Voirons. Elle n'en a pourtant pas possédé la seigneurie, qui appartenait aux comtes de Savoie.

L'origine de la famille de Bons remonte plus haut sans doute que le premier anneau de la chaîne généalogique établie par notre correspondant, et qui commence au noble donzel Jean, fils d'Amédée de Bons, lequel reconnut un fief le 5 mai 1393. Pendant près de deux cents ans, les générations se succédèrent dans le petit village. Enfin Noble Nicolas de Bons, à la fin du XVI^e siècle, vint demeurer à Thonon ; et son fils, Claude III de Bons, le quintaïeul de notre correspondant,

alla s'établir dans le Valais, où sa descendance fleurit encore aujourd'hui, tandis que les autres branches de la famille, et celle qui était restée à Bons, et celles qui s'établirent à Genève, dans le pays de Gex, dans le pays de Vaud, en Hollande, toutes sont éteintes aujourd'hui ou sont tombées en quenouille.

Notre correspondant, Charles de Bons, est né le 17 juillet 1809, dans la ville de Saint-Maurice, au collège de laquelle il commença ses études, qu'il acheva à Sion, dans l'Ecole de droit. Il n'avait pas encore vingt-deux ans quand il fut nommé notaire.

Bientôt après, il se maria avec Mlle Amélie de Rivaz, petite-fille de M. le comte de Rivaz, qui avait été grand-baillif de la République valaisanne, et plus tard, député du département du Simplon au Corps législatif de l'Empire français. M. de Bons, qui comptait dans son ascendance des vidames et des chevaliers de saint Louis, avait pour beaux-frères MM. de Courten, de Torrenté et de Werra. En un mot, sa naissance était distinguée, et il était allié à la première noblesse du Valais.

Sa carrière politique ne fut pas moins brillante que ses relations de famille et de parenté ; il occupa dans son pays les premières places : nous le voyons successivement membre et président du Grand Conseil, secrétaire d'Etat du canton du Valais, grand-châtelain, membre et président du Conseil d'Etat, chef du Département de l'Instruction publique, du Département de l'Intérieur, du Département militaire ; enfin président du Tribunal de Saint-Maurice ; il occupait ces dernières fonctions quand une longue maladie vint le conduire à la mort (1^{er} septembre 1879).

Il était entré dans la vie politique à une époque agitée ; c'était le moment où les dizains du Bas-Valais se révoltèrent contre le Haut, et furent tour à tour victorieux et vaincus. On

sait que le parti radical reprit le dessus à la défaite du Sonderbund, et qu'ensuite on vit revenir aux affaires le parti le plus nombreux, celui qui avait le plus d'attaches dans le pays. J'ai cherché, Messieurs, à étudier cette intéressante histoire du canton du Valais ; après avoir passé plusieurs jours à me rendre compte de toutes les péripéties au milieu desquelles M. de Bons a vécu, j'ai su comprendre que je ne voyais pas assez clair dans tout cela pour vous en parler en connaissance de cause.

Si j'avais la moindre influence dans le Sénat de notre Université, je proposerais qu'un des prochains sujets qui doivent être indiqués au concours pour le prix d'histoire (prix Ador) fût une étude sur les révolutions du Valais pendant le second tiers de notre siècle. On verrait là en présence les principales antithèses de l'histoire contemporaine : les races et les langues germaniques et romandes ; les traditions catholiques et les idées radicales, des épisodes dramatiques comme le combat des gorges du Trient ; il y aurait là, certes, de quoi faire une attachante esquisse historique. Vous m'excuserez, Messieurs, si le temps m'a manqué pour vous la présenter.

Moins encore suis-je en mesure de marquer la ligne que l'esquif de M. de Bons a suivie au milieu des flots agités des partis, dans un temps si tourmenté. Libéral et conservateur, capable, modéré, patriote, il était un de ces hommes que les bons citoyens aiment toujours à voir aux affaires ; il a réussi à se maintenir longtemps aux postes les plus en vue ; il a emporté dans sa retraite l'estime générale ; toutes les voix se sont accordées pour lui rendre hommage à sa mort.

En même temps qu'un homme d'Etat, M. de Bons a été un homme de lettres ; il a mené de front, pendant quarante ans, les préoccupations du personnage politique et celles de l'écrivain. Il avait débuté en 1836 avec *Blanche de Mans* ou *Découverte*

des eaux de Loèche, roman historique, publié à Lausanne chez Marc Ducloux, sans nom d'auteur « par un Valaisan ».

Dans nos deux premiers concours, M. de Bons a été couronné par l'Institut genevois, pour sa gracieuse poésie: *Le Réveil des Hirondelles* (1834) et son beau poème de Divicon (1855). Notre Bulletin, Messieurs, contient les rapports (1) où MM. Amiel et Jules Vuy ont apprécié tout le mérite de ces deux morceaux.

Les lecteurs de la *Revue Suisse*, de l'*Album de la Suisse romande*, de la *Suisse illustrée*, de la *Bibliothèque universelle*, et d'autres recueils encore, ont vu longtemps M. de Bons multiplier les produits de son talent facile: esquisses de mœurs valaisannes, nouvelles, études et tableaux historiques et géographiques, poèmes, fables, épîtres en vers. Ajoutez-y, pendant quelques années, la rédaction de deux journaux et d'un almanach.

Que restera-t-il de tous ces écrits divers qui, réunis, formeraient un petit rayon de bibliothèque? C'est aux Valaisans à le dire, à faire le tri; il y a là pour eux des souvenirs, des peintures, des croquis qui ont un intérêt local, et qui seront toujours relus dans leur grande vallée. A un homme qui lui a fait honneur, le Valais doit une biographie détaillée; l'incomplète esquisse que je vous présente ici n'est qu'un hommage provisoire. L'appréciation judicieuse et définitive des ouvrages de M. de Bons ne peut être faite que dans le milieu qui les a vus naître; ce qui ne veut pas dire qu'ils ne puissent être goûtés partout; et pour n'en citer qu'un des moindres, j'indiquerai aux pères de famille une amusante pochade qui leur fera plaisir et qu'ils pourront donner à leurs enfants: *Saute en Barque*, ou *Confidences d'un mulet d'artillerie*, *Souvenirs du Saint-Gothard*.

(1) Tome I, pages 184-190; — Tome II, pages 7-16.

Je n'ai pas eu l'honneur de connaître M. de Bons ; chargé de parler de lui, j'ai demandé des renseignements à MM. Daguet et Jules Vuy ; ils m'ont confié des lettres de leur ami, où je vais couper quelques paragraphes ; ce sont autant de traits qui nous retraceront sa physionomie et son milieu.

(*A M. Vuy, 29 mars 1855.*) Je suis fort occupé ces temps-ci à former une bibliothèque cantonale. J'espère laisser cet établissement comme trace de mon passage aux affaires.

(*Au même, janvier 1858.*) Nous sommes maintenant cinq rimailleurs en Valais ; dans la partie allemande : MM. Léon Roten et l'abbé Kempfen, et dans la partie française : MM. Louis Gross, Auguste Bruttin et moi. Cela donne des espérances pour les études littéraires. Plusieurs jeunes gens promettent de devenir de bons prosateurs.

(*A M. Daguet, 3 de 1859.*) Nous avons eu dernièrement les élections communales de tout le canton. L'élément radical avait été balayé, il y a quatre ans ; il est parvenu à reprendre pied, ce qui a donné lieu à l'explosion d'une foule de pétards, marseillaises, sérénades, promenades aux flambeaux, harangues, etc. Beaucoup de bruit pour rien. Certes, je suis démocrate, et même beaucoup plus que bien de nos rouges ; mais j'avoue que quelquefois j'aime assez voir la démocratie à distance.

Enfin, laissez-moi vous citer quelques vers d'une épître à M. Amiel, où M. de Bons raconte en plaisantant ses soucis de chef du Département militaire :

Je ne respire que trompettes,
Canons, fusils, tambours, musettes,
Tentes, bidons et coutelas.
Plusieurs fois l'an, dans les casernes,
J'inspecte les lits, les gibernes ;
Qu'est-ce que je n'inspecte pas ?

Autres temps, peines identiques.
J'incorpore sous les drapeaux
Nombre de gars point trop épiques,

Faisant leur foin ou des sabots,
Qui dans leurs champs ou leurs boutiques
Aimeraient bien vivre en repos.

Mais rien n'est stable maintenant :
Que d'objets neufs que je remplace !
Fusils-silex, fusils-Burnand,
Fusils s'ouvrant par la culasse,
Tour à tour se donnent la chasse,
Et vont sans fin se détrônant.

On prend, on laisse les jaquettes ;
Puis les tuniques, ces coquettes,
Font mettre au rebut les habits :
C'est de l'argent perdu, tant pis !
A peine tous ont des képis
Qu'il faut prescrire des casquettes.

M. de Bons oppose cette vie affairée d'un Conseiller d'Etat
aux loisirs studieux d'un professeur de notre Académie ; et il
dit à M. Amiel :

Vous, le poète et le penseur,
Vous avez un destin moins rude.
Le Ciel vous traite avec douceur :
Genève est pour vous solitude,
Ecole, arène ; et tous vos jours
Y coulent, remplis et trop courts,
Au sein des arts et de l'étude.
Je vous y sais reçu, compris,
Acclamé par les fins esprits,
Et les jeunes gens tout de sève !

M. Amiel a dû sourire et secouer la tête en lisant ces
vers ; s'il avait l'air d'être un homme heureux, il savait bien

qu'il ne l'était pas. Il arrive quelquefois que notre destinée, vue de loin, par des hommes d'imagination, se détache si bien dans la perspective aérienne, qu'elle a l'air d'un ensemble harmonieux, d'un rêve idyllique. Ah ! si elle vous plaît ainsi, gardez-vous d'approcher, laissez ces songes dans l'azur et ne demandez pas à toucher du doigt le nuage. Vous, au contraire, qui savez la vie et qui êtes déjà désabusés de ses prestiges, vous aimerez à vous rendre compte de l'amoncellement de toutes ces choses avec lesquelles notre destinée est construite : la famille, le caractère, la santé, les dons naturels, la carrière, la ville où l'on vit ; que sais-je encore ? Mais voyons un peu. La famille : et si l'on est orphelin de bonne heure, si on ne se marie pas, si on n'a pas d'enfants, pas d'intérieur ? — Le caractère : hélas ! une volonté ferme est comme un corps robuste, une grâce de Dieu qu'on apporte en venant au monde, et malheur à qui ne l'a pas reçue ! — Les dons naturels : et si l'on sent sourdre en soi un talent qui ne sait pas se répandre au dehors et briller au soleil ? — La ville où l'on vit : et si c'est une ville où la bise souffle dans les âmes comme dans les rues, où les uns vous harcèlent, où les autres vous dénigrent, où les autres ont l'air de vous dire : Que faites-vous sur mon chemin ? — La carrière : et si l'on s'est dirigé sur celle de l'enseignement, croyez-vous que ce soit ce qui plaît le mieux à un homme de cabinet ? — La santé : et si l'on a une petite santé, qui vous mettra toujours en souci, et ne vous laissera pas atteindre la vieillesse ? — Je pourrais continuer ; en voilà assez. Ah ! Monsieur de Bons, ce que vous dites est bien amical, vous faites des vers charmants ; mais vous avez oublié ce que dit le livre de Job :

*Homo natus de muliere,
Brevi vivens tempore,
Repletur multis miseriis.*

Après avoir fait ses études dans notre Collège et notre Académie, M. Amiel avait parcouru l'Italie et la France, et demeuré à Berlin quelques années : il eût mieux fait de les passer à Paris. A vingt-sept ans, il revint à Genève ; il y fut aussitôt nommé professeur ; il a rempli ses fonctions jusqu'à sa mort. Sa vie n'eut d'autres incidents que ses voyages, la publication de quelques volumes, et malheureusement aussi quelques maladies.

M. Amiel a beaucoup écrit ; vous vous rappelez les discours, les rapports qu'il a été maintes fois chargé de faire pour l'Académie ou pour l'Institut ; il en a lu quelques-uns ici-même ; genre de littérature ingrat : les œuvres les plus travaillées en sont bientôt vouées à l'oubli, et les siennes étaient des modèles de finesse et de justesse. Il a publié beaucoup de vers ; il a lutté toute sa vie avec les problèmes difficiles de la facture des vers français ; il s'épuisait à cette escrime, où le résultat était disproportionné avec l'effort. Dans les *Etrangères*, par exemple, M. Amiel a essayé de créer de nouveaux mètres ; il a échoué. Son *Penseroso* a de beaux vers ; mais dans ces quatrains gnomiques, la pensée est resserrée en compartiments trop petits et trop uniformes. La *Part du Réve* est supérieure ; il y a là, à côté de quelques pièces charmantes, deux morceaux remarquables : la traduction de la *Cloche* de Schiller, et ce piquant *Guide du Touriste à Genève*, qui sera plus d'une fois réimprimé dans le XX^e siècle. Les *Grains de Mil* avaient été un début qui promettait un penseur en même temps qu'un poète ; mais la prose y était, je ne sais comment, plus poétique què les vers. Et, pour le dire en passant, M. Amiel, qui a une belle place parmi nos poètes genevois, est aussi l'un des premiers de nos *épistoliers* ; il vient immédiatement après J.-J. Rousseau et Töpffer. Les poésies intimes réunies dans *Jour à jour* sont sans doute les meilleures que

M. Amiel ait faites. Les différents morceaux qui composent ce recueil sont gracieusement encadrés dans la suite des saisons de l'année ; les séjours de printemps et d'automne, à Clarens et à Mornex, les voyages de l'été, y coupent la série des mois universitaires ; c'est l'année d'un professeur, qui se répéterait toujours la même, si l'ombre grandissante de l'âge ne venait à chaque fois donner au cercle éternel de nos jours un aspect plus grave et plus sévère.

Pendant trente à quarante ans, M. Amiel a écrit jour par jour ses pensées, dans des cahiers dont la collection imposante forme un total de plus de seize mille pages grand in-quarto, parmi lesquelles il y en a beaucoup, il est vrai, qui ne contiennent que des notes sèches comme un memento, et beaucoup aussi, à ce qu'on m'assure, où la plume repassait sans se lasser sur les mêmes traits. Toujours est-il que ses exécuteurs testamentaires vont extraire de là quelques volumes qu'ils donneront au public. Quand nous les aurons entre les mains, nous serons à même d'apprécier pleinement la souplesse et la netteté de sa pensée, la justesse de ses vues ; et nous saurons si ce qu'on a souvent dit est vrai, que le défunt n'a pas donné pendant sa vie toute la mesure de son mérite.

On peut s'étonner que M. Amiel ne se soit pas chargé lui-même du soin de publier tout ce qu'il écrivait, et qu'au milieu des larges loisirs de son existence, il n'en ait pas trouvé le temps. Mais l'histoire littéraire nous apprend qu'on peut n'éprouver pas la démangeaison d'assister soi-même au retentissement de ses œuvres. Dans les derniers siècles, et quelquefois même dans celui-ci, les auteurs de *mémoires* les ont écrits pour la postérité ; ils se sont confiés à elle, et ils ont bien fait. On écrit plus librement et mieux, quand on n'est pas retenu par la crainte d'éveiller les susceptibilités de ses contemporains. Le journal de M. Amiel, ce sont les mémoires

d'une âme, et d'une âme d'élite. Comme il n'a pu faire ses confessions sans faire aussi celles d'autrui, soyez assuré, Messieurs, qu'on ne vous donnera pas à lire certaines confidences et certains portraits. Il faut que cinquante ans s'écoulent, avant que ces pages sincères puissent être placées sous la presse, si d'ici là elles ne sont pas détruites. Quant à la partie de ce journal qui doit être bientôt soumise au jugement des lecteurs, les amis de M. Amiel peuvent tout espérer, si le choix de ses pensées est fait avec une grande sûreté de goût. De notre temps, les œuvres de Joubert, d'Eugénie de Guérin, de Doudan, ont eu un succès posthume. Le nom de M. Amiel sera-t-il joint un jour à celui de ces esprits distingués ? Les paris sont ouverts : nous verrons quel sera le succès des volumes qui se préparent ; nous attendons.

M. Amiel qui aimait sincèrement son pays, n'était pas inféodé à l'un de nos deux partis politiques. La date de sa nomination de professeur, la part qu'il avait prise à la fondation de l'Institut genevois, l'eussent classé dans le parti radical, qui à d'autres égards n'était pas le sien. Mais M. Amiel était un homme essentiellement réservé ; il se tenait toujours boutonné, il ne se donnait pas ; aussi demeurerait-il isolé, et il souffrait de ne pas être entouré et soutenu, comme tel ou tel, par des flots de chaude et publique sympathie, et par un ferme appui à de certains moments. — De même, au milieu des débats théologiques qui si souvent nous agitent, M. Amiel, qui d'ailleurs était un homme religieux, se ménageait beaucoup, ne donnait de gages à personne, et maintenait avec un soin jaloux le caractère neutre que sa pensée se plaisait à revêtir. Dans un pays froid, les tempéraments frileux n'aiment pas à quitter une chambre bien calfeutrée ; et ce serait montrer peu de jugement que de leur en vouloir.

M. Amiel était un causeur alerte et agréable quand il pas-

sait avec vous quelques moments de rencontre fugitive ; mais pour ceux et pour celles qui se plaisaient à son tour d'esprit, et qui nouaient avec lui une liaison intime et prolongée, c'était un vrai charmeur. Il le savait ; et quand les personnes ne lui étaient pas indifférentes, il mettait volontiers dans ses relations avec elles un peu de coquetterie. Notre pauvre sexe a tant à souffrir de la coquetterie féminine, que si l'un de nous, Messieurs, sait réussir à ce jeu piquant et gracieux, ce n'est pas assurément à nous à lui jeter la pierre. M. Amiel a été recherché et entouré toujours ; dans les belles années de la jeunesse, et plus tard, sous les frimas de l'âge, et jusqu'au milieu des affres de la mort, il a trouvé des amitiés persévérantes, des soins affectueux, des cœurs dévoués qui s'étaient donnés à lui ; et l'on peut redire de notre collègue ce que Sainte-Beuve disait de Jean-Jacques : Aimable, il l'était à ses heures ; aimé, il le fut de tout temps.

Il l'était de chacun de nous, Messieurs et chers collègues. Si Frédéric Amiel avait un peu de notre froideur genevoise, et quelques autres de nos défauts, il avait l'amour des idées et l'amour des lettres, une âme élevée et pure, un talent distingué et fin. Nous saluons sa mémoire. Nous garderons de lui un fidèle, un cher, un cordial souvenir !

RAPPORT

SUR LE

CONCOURS DE NOUVELLES SUISSES

OUVERT EN 1881

par la Section de Littérature de l'Institut National Genevois.

Lu à la séance générale du 23 mai 1882

Que pourrait bien dire et faire, s'il était rappelé ici-bas, l'honnête Lenglet-Dufresnoy, dont l'érudition ne méprisait point « l'usage des romans » ? S'aviserait-il de réimprimer telles quelles en 1882 les pages de 1734 ? Continuerait-il ses dissertations innocentes sur « les défauts à éviter et les maximes à observer » dans un genre de composition échappé depuis longtemps à l'enfance et entré maintenant dans l'âge de la force ? Il s'en garderait à coup sûr. Cent cinquante ans ont creusé un abîme entre le vieux roman français et le roman moderne. Depuis J.-J. Rousseau la prose d'imagination, la prose vraiment littéraire, n'a compté jamais autant d'écrivains qu'aujourd'hui.

Pour ne parler que de la nouvelle, plus simple que le roman et aussi populaire que lui, elle a passé dans le cours des siècles

par de singulières métamorphoses. Que de formes variées aussi, que de perfectionnements, quelle diversité de caractères et d'allures suivant les pays ! Depuis Boccace et Cervantès jusqu'à Prosper Mérimée, depuis Scarron jusqu'à Alfred de Musset, depuis M^{me} de Souza jusqu'à Charles Nodier, depuis Xavier de Maistre jusqu'à Stendal et M^{me} d'Arbouville, depuis ceux-là jusqu'à beaucoup d'autres illustres contemporains, on a vu fleurir la nouvelle historique, la nouvelle anecdotique, la nouvelle bourgeoise, la nouvelle sentimentale, la nouvelle humoristique, philosophique, fantastique, dramatique. Et dans cette exubérance d'épanouissement, la Suisse et Genève ont produit des représentants originaux du genre rustique, montagnard, genevois : Töpffer, Jérémie Gotthelf, Urbain Olivier, Louis Favre, Du Bois-Melly. J'en passe, et des meilleurs, que vous n'aurez pas de peine à désigner.

Mais loin de nous la prétention de crayonner ici, même à gros traits, l'histoire de la nouvelle. Loin de nous aussi toutes sortes de considérations générales, et il n'en manquerait point, sur la nature, les espèces, les variétés de la nouvelle, sur ses conditions d'existence, son avenir, son étroite union avec le roman, le conte et l'histoire. Deux heures n'y suffiraient pas. Une autre tâche nous est dévolue ; elle est suffisante, hâtons-nous de la remplir.

Un Jury composé de MM. les professeurs Eugène Ritter, président de la section littéraire, Charles Berthoud, André Oltramare, Joseph Duvillard, Edouard Humbert, a dû lire et apprécier seize manuscrits, formant un total approximatif de 2000 pages. Après un long examen, onze d'entre ces manuscrits ont dû être mis de côté pour des motifs assez faciles à grouper.

Ici l'inexpérience de l'art de composer et d'écrire se trahit par le manque de proportion et d'harmonie entre les parties

du tout ; par des détails insignifiants ou déplacés qui prennent une valeur imméritée ; par des longueurs, des lourdeurs, des impropriétés de termes ; par des tons faux, discordants, criards, en sorte que les novices attaqués de ces faiblesses-là ne pourraient s'écrier avec le *Cid* :

« Mes pareils à deux fois ne se font pas connaître,
Et pour leurs coups d'essai veulent des coups de maître. »

Là, c'est un degré d'invention, je ne dis pas supérieur, mais moyen, qui n'est pas atteint, et lorsqu'à la connaissance trop superficielle du cœur humain s'ajoutent de la banalité dans les situations et des dénouements stéréotypés, il arrive que le lecteur doit renoncer au charme de l'imprévu. Or l'imprévu, qui est dans les choses en dehors de nous, ce que l'inconscient est au-dedans de nous, ne donne-t-il pas du piquant aux circonstances et du sel à la vie ?

Ailleurs, l'individualité indispensable aux ouvrages de l'esprit pour les faire vivre et durer n'existe pas, ou presque pas ; point de marque personnelle ; point de cachet particulier ; rien de caractéristique ; rien d'essentiellement propre à l'homme lui-même qui, au lieu de se montrer, de se livrer, de s'accentuer, ne se montre nulle part. Donc le style est dans l'enfance, s'il n'est pas embryonnaire ; il se cherche sans se trouver ; la chrysalide n'est pas devenue papillon.

Ailleurs encore, on reconnaît un esprit préoccupé par la poursuite d'un but, moral ou autre, en dehors du but esthétique. Et cela est fâcheux. Non pas que le beau et le bien doivent être séparés nulle part ; qu'on veuille me comprendre — mais ils ne sont pas appelés pour cela à faire acte de soumission l'un envers l'autre. Dès que l'écrivain met son âme dans ses œuvres et que le sens moral est le sens humain par excellence, comme l'affirmait l'autre jour un critique éminent, il est clair que l'imagination et la conscience, appartenant toutes deux à

l'homme, ne sauraient, sous aucun prétexte, être amenées à faire divorce dans les productions de l'homme. L'art est humain. Un livre d'hygiène morale n'est pas de toute nécessité agréable, joli, plaisant, parce qu'il est bon ; mais, dans le domaine artistique et littéraire, les œuvres belles, véritablement belles, nous moralisent parce qu'elles nous agréent, et elles nous agréent en ne laissant aucune de nos facultés en souffrance.

Voilà ce que d'estimables concurrents, qui seront plus heureux dans l'avenir, n'ont pas encore suffisamment compris.

Dans le groupe des pièces de concours que, pour plusieurs raisons d'ordre différent, nous avons eu le regret d'éliminer, il est une longue histoire cependant, un roman développé, épisodique, de 476 pages, et non une nouvelle proprement dite, qui a mérité de notre part une attention particulière.

Malgré des étrangetés de goût, des imperfections de fond, des vices de forme, et au milieu de choses quasi impossibles, ce travail n'est pas dénué d'une sorte de saveur, et « a — comme on dit — quelque chose ». Représentez-vous une vaste forêt touffue, où la lumière ne pénètre que par minces rayons ; au pied des arbres de toute espèce croissent des plantes disparates de stature, de couleurs, de parfums ; c'est un pêle-mêle, un fouillis où l'on se reconnaît à peine. Mais aménagez ces bois, tracez des sentiers, laissez venir le soleil, cultivez les champs à la lisière des hautes futaies, et tout changera d'aspect, tout sera mieux à sa place, tout sera transformé. Telle est du moins l'impression qu'a produite sur nous l'ouvrage dont l'auteur, anonyme aujourd'hui, pourra, s'il atténue ses défauts, se faire avantageusement connaître un jour. Ce qui importe, disait Jouffroy, « ce n'est pas le succès, c'est l'effort ».

Il est temps de vous donner une idée des cinq ouvrages

que le Jury a distingués, et dans ce but j'en essaierai l'analyse suivant la méthode expositive dont Diderot a laissé dans ses *Salons* tant d'admirables modèles. Les faits parlent mieux que tous les commentaires. De la description détaillée des œuvres en sort naturellement l'appréciation.

Bella donna porte pour devise :

« ... Et si le bonheur est un songe,
Que jamais, ô mon Dieu, n'arrive le réveil ! »

Le comte Antonio Pasquali, résidant à Rome en hiver, passait l'été sur les bords du lac Majeur. Dans l'hôtel où il était descendu, séjournaient aussi « trois petites duchesses au teint doré, aux yeux brillants comme des étoiles » et il aurait dû, d'après l'avis d'Andréo, son valet de confiance, demander sans retard la main d'une des merveilleuses *signorinas*. Mais, depuis une excursion dans les Alpes, le jeune comte, habituellement gai, enjoué, sociable, était plongé dans la plus noire mélancolie et recherchait la solitude. A la fin pressé de questions par le *fidèle Achate*, il lui ouvrit son âme.

Se rendant un jour seul d'Airolo à Piora, il a fait la rencontre d'une jeune fille dont la beauté éclatante, originale, l'a fasciné à première vue. Il l'interroge, elle dit s'appeler *Bella donna*, comme la fameuse Solanée de ce nom. « A la taille de l'inconnue était fixé un bouquet de belladone en fleurs et en fruits ; elle en tenait un pareil dans l'une de ses mains, l'autre pendait négligemment dans l'eau. » Cette amie des plantes, qui les recherche pour leurs propriétés médicinales, a dans les allures et le langage un caractère si mystérieux que le comte, arrivé à l'hôtel de Piora, se promet bien de la retrouver dans la montagne. Il la revoit, en effet, et le charme est loin d'être rompu. Après l'impression, le sentiment ; après le sentiment, l'amour-passion. Elle galope si vite cette passion pour une « nature supérieure à l'humanité » qu'il ne peut plus respirer

sans *Bella donna*. Il veut l'épouser, elle ne veut pas, bien qu'elle l'aime, parce qu'il serait fatigué d'elle au bout d'un mois ; parce qu'elle se vengerait ; parce qu'elle porte malheur. C'est une *jettatrice* enfin. — « C'est inutile — dit-elle — la chose est impossible ; je ne saurais vivre dans un palais ; il me faut la liberté. La belladone ne peut croître dans les jardins ; elle a besoin des grands bois, des lieux solitaires, d'espace ; je suis comme elle. » Oui, mais il obéira à toutes ses volontés, mais il se fera son esclave ! Elle détache alors de son corsage deux baies de belladone, et voilà le pauvre Pasquali empoisonné. Il le croit du moins.

La belladone dilate la pupille physique ; l'amour dilate la pupille morale. En voit-on mieux pour cela ? Je ne sais. — Toujours est-il qu'après cette confession, ou plutôt cette exaltation morbide, le comte s'affaissa et s'endormit en laissant tomber une petite boîte... de haschisch. Cette pâte orientale révéla tout à l'intelligent Andréo. Son maître était halluciné. A ce moment, ayant vu passer l'une des trois petites duchesses, qui avait ramassé la boîte, Andréo se permit de solliciter, d'invoquer, d'implorer le secours de la jeune fille. Le comte se mourait ; elle pouvait le sauver. Malgré de pudiques répugnances, elle consentit à changer un peu son costume, en attendant le mot brusque d'Andréo à Pasquali :

« Maître, maître, c'est Belladonna ! — Il se dressa brusquement, se tourna du côté de la jeune duchesse et, poussant un cri étouffé, il se jeta à ses pieds. — Tu consens donc ? tu veux ? — lui dit-il. — Elle rougit un peu, et lui répondit doucement : Oui, je le veux. »

Le comte Antonio épousait un mois plus tard à Rome la petite duchesse Inésilla, qu'il devait toujours appeler dans l'intimité Belladonna.

Sirène enivrante, enivrée, Belladonna a inspiré un auteur

probablement jeune, pourvu de souffle, d'un langage net et franc qui va droit au fait, narre avec vivacité, sait produire et ménager les effets, écrit bien et doit avoir du plaisir à tenir la plume. Si seulement le comte Pasquali, son domestique, Belladonna, les petites duchesses, étaient Suisses ; — si nous ne nous trouvions pas au-delà autant qu'en-deçà de la frontière ; — s'il n'était pas question d'un accident physiologique passer vers lequel toute l'attention est tournée — si l'opuscule s'était un peu éloigné d'un récit d'aventures pour se rapprocher d'une étude de caractères — nul doute que le jury n'eût accordé plus qu'une mention honorable à un travail qui promet ce que l'auteur voudra tenir.

Tout ce qui est simple est comme la vertu ; on en parle peu, et l'on s'en souvient longtemps. Telle est la pensée que fait naître *Une Cendrillon moderne*, à qui M^{me} de Pressensé a fourni l'épigraphe :

« Ce que la vie apporte, échange austère,
Vaut encor mieux que les rêves d'enfants,
La vie à deux, le travail, la prière »...

Il s'agit d'un médecin genevois, veuf, dont la fille aînée cherche de toutes ses forces à continuer une tendre mère. C'est par amour filial qu'elle accepte tous les labeurs, cette brave Elisabeth, assume tous les devoirs, porte tous les fardeaux. Elle est précisément occupée des leçons et travaux de son petit frère Gilbert, quand le docteur Marcien arrive à l'improviste pour lui annoncer l'arrivée du fils d'un de ses amis : Richard Vanier, de retour d'Angleterre, passera quelques jours sous leur toit. Là-dessus, Elisabeth court à la cuisine pour y improviser quelque chose, car c'est un fait établi qu'elle doit toujours faire quelque chose et surveiller tout au logis, l'habile intendante.

Pendant qu'elle s'ingénie pour sortir d'embarras, ses deux

jeunes sœurs, qui ne la valent pas, ne sont guère embarrassées : une toilette qu'on prépare, une romance qu'on répète, des regards qu'on ébauche, en voilà assez pour plaire. — Pourvu qu'il aime la musique ! — dit l'une. — Pourvu qu'il aime le dessin ! — dit l'autre. — Pourvu qu'il m'aime — pensent sans nul doute Hélène et Lucie. — On se met à table, et Richard regarde avec plaisir le tableau de famille qu'il a sous les yeux, lui, privé depuis longtemps d'un intérieur. Il a bien été surpris (car ce n'était guère anglais) de voir Elisabeth descendre à la cave pour chercher du vin vieux, mais bast ! il allait bientôt faire des réflexions plus sérieuses.

En prenant le soir possession de la chambre qui lui est destinée, il trouve par hasard des pantoufles, qui ne sont pas pour lui, assurément, tant elles sont petites et mignonnes, et, sur une table, un journal intime, moins à son usage encore. Il a l'indiscrétion de le feuilleter, de le lire même. Et celle qui l'a écrit, c'est le factotum, le souffre-douleur du logis, la fille aînée du docteur Marcien. Elisabeth a mis dans chaque ligne, ses sollicitudes, les élévations de son âme, son esprit de dévouement, sa responsabilité quasi-maternelle ; ses luttes aussi qu'on ignore, ses faiblesses, et jusqu'au désir même qu'elle aurait, n'aimant pourtant pas le monde, ni la dépense, d'aller une fois au bal avec ses sœurs. Sans attacher à tout cela une importance exagérée, Richard s'endort, confondu d'une sincérité si rare. Le lendemain, surprise nouvelle à la vue d'Elisabeth qui, en lieu et place du docteur absent, panse un blessé. « C'est une vraie perfection » se dit-il, « et les perfections sont si ennuyeuses. » Pas si ennuyeuse, pas si revêche pourtant cette perfection-là qui donne vacance à son frère, le petit Gilbert, pour le laisser jouer au *croquet* avec Richard et ses sœurs tandis qu'elle, pendant le plaisir de tous, écosse prosaïquement des pois.

Bientôt arriva l'échéance du fameux bal annoncé. Richard ne s'emportait plus alors contre « les perfections » et le petit Gilbert, devenu depuis le premier jour l'ami intime de Richard, parla d'un grand secret : sa sœur aînée, sa bonne petite mère avait abandonné un moment la robe grise pour une robe de soirée ! Elle irait donc au bal.

Là-dessus Richard Vanier « laissant les deux jeunes sœurs stupéfaites » conduisit au jardin la jeune fille, et... vous devinez le reste... Gilbert, qui était dans la confidence, étant allé quérir un paquet, en tira un tout petit soulier bien vieux et bien usé. « C'est la pantoufle de Cendrillon, expliqua Richard en souriant. Venez, Gilbert, allons choisir nos roses, et je vous dirai qui est le Prince Charmant. »

Puisée à une source pure, cette simple histoire, sans sortir du cadre restreint de la famille, est bien une nouvelle pour la conduite simple et franche de l'action, pour la mise en scène, pour la succession prompte et variée des incidents. Tout marche trop à la vapeur, diront les uns ; c'est peut-être vrai, mais que voulez-vous ? L'amour a des ailes. Le dénouement est un peu brusqué, diront les autres ; et la déclaration de Richard Vanier à Elisabeth a quelques accents qui sont moins d'un jeune amoureux que d'un tuteur épris. Mais l'in vraisemblance (grosse question que celle-là !) est chose relative, et il y a des réalités cent fois plus étranges, plus incroyables, plus invraisemblables que toutes les fictions du monde. L'ensemble du travail respire d'ailleurs le naturel, et il eût été injuste, pour quelques incartades de style, de ne pas mentionner honorablement une composition où le canevas moral est marié à certaines grâces littéraires.

La même distinction a été obtenue par l'auteur de *Six semaines à la montagne*, sur ce motto :

Heureux qui sur ces monts peut longtemps s'arrêter !

Heureux qui les revoit s'il a pu les quitter !

Un jeune lettré de vingt-quatre ans, M. Léon Châtenel, est venu de Paris à Morgins, du boulevard en Valais, pour fortifier ses nerfs, et ses nerfs sont mis d'abord à l'épreuve. La chambre que l'Hôtel des Bains lui a réservée est basse, étroite, suffoquante ; l'établissement est comble, et, au dehors, l'air serait vivifiant, s'il n'était glacial. La première impression n'est pas bonne. Mais la nature, elle, est toujours confortable en son genre, et le moyen de la boudier ! Après quelques heures qui ont porté conseil, Châtenel voulant *tourister*, va boire du laitage dans un chalet et faire connaissance avec les mœurs champêtres. Il y prend goût ; saisi d'ailleurs par la nouveauté du paysage, il admire les sites alpestres et les vaches qui passent le torrent pour chercher de bons pâturages.

Ces contemplations ne l'empêchent pas de reconnaître dans une personne tout occupée d'un dessin d'après nature sa voisine de table, jeune fille aux yeux noirs. Il l'aborde en homme bien élevé ; la conversation ne languit pas ; ils ont l'un et l'autre l'amour de la nature et l'amour de l'art. M^{lle} Véréna de Lansac parle de sa mère, d'elle-même, de Morgins, si bien que le jeune homme raconte aussi son histoire. La confiance s'établit entre eux. Bientôt une excursion à Cervolaire, entreprise avec quelques commensaux de l'hôtel pour cueillir des rhododendrons, les engage dans un entretien sérieux. Ils se souviendront des paroles échangées, soit en allant voir une vieille paysanne mourante que Véréna console, soit pendant une course au *Lac vert*.

Mais la destinée qui les rapproche a des cruautés qui les éloignent, et le mot du bonheur ne sera pas prononcé. La religion les sépare, et ils s'aiment, et ils espèrent. C'est alors que Léon Châtenel, rappelé à Paris auprès de sa tante malade, se détache de « son bon ange » comme il l'appelle. « Il prit sa main, la couvrit de baisers, puis s'éloigna à pas précipités

sans oser se retourner. Véréna l'avait suivi d'un long regard mêlé de larmes. Quand il eut disparu au détour du sentier :
Mon Dieu, ramène-le-moi — s'écria-t-elle — en tombant à genoux. »

Ce récit n'est pas le premier où la question religieuse intervienne. Rappelez-vous *Sibylle*, d'Octave Feuillet. Mais je n'insiste pas. Si je disais que plus d'un détail aurait pu être abrégé avec avantage et que la narration, n'étant pas partout assez serrée, peut manquer ici et là de nerfs et de muscles, je m'empresserais d'ajouter combien la description des lieux et des êtres a de fidélité, d'exactitude. Il faut avoir habité quelqueune de ces stations des Alpes « où l'arrivée des voyageurs et celle du courrier sont les grands événements du jour » pour savoir comment le temps est employé par certaines personnes en qui les préjugés valent les médisances. Ces types, qui ne sont pas rares aux eaux, ont fourni des traits à l'auteur dont les sentiments sont délicats, distingués, et qui, en matière d'éducation, d'art et de littérature, a émis plus d'une réflexion judicieuse.

Maintenant, Messieurs, je dois vous signaler deux ouvrages qui, à des titres divers, au nom de la justice comparative et distributive, ont été placés par le Jury au premier rang. Il s'agit de *Pauvre Marcel* et de *Thérèse Gautier*.

Thérèse Gautier a pour devise cette pensée de toute vérité :
« Le bonheur est là où on le trouve, et rarement où on le cherche. »

La scène est à Genève, et l'héroïne est une jeune horlogère. A seize ans, Thérèse a eu le malheur de perdre sa mère. Depuis ce cruel événement, elle s'est dévouée à son père et aux soins du ménage. Tâche moins simple qu'il ne semble, en raison du caractère paternel. Excellent horloger, et *visiteur* dans une importante maison de la fabrique, M. Gautier a soumis sa propre vie à un réglage quotidien. Il quitte son

logis à heure fixe, il y rentre soir et matin à heure fixe, au point de servir de pendule à ses voisins ; c'est un être de méthode et d'habitudes, qui n'abandonnerait rien au hasard ni à la fantaisie. En fait de marottes et de manies, M. Gautier est peut-être bien même une exception dans le genre, une curiosité, une vivante anomalie, car tout changement, de quelque nature qu'il soit, lui est odieux : ce qui est nouveau ne peut qu'être mauvais, et pourvu que toutes choses restent dans le *statu quo*, il se déclare satisfait.

Par la plus grave des inconséquences ne s'est-il pas un beau jour marié ? Il est vrai que sa femme a donné l'exemple de l'ordre et de l'économie auxquels il était accoutumé lui-même, en sorte qu'il a continué à vivre comme il avait vécu de tout temps. Mais après huit années de mariage, voici bien une chanson nouvelle. « Au premier moment, le vieux « garçon marié se crut perdu. Mais l'enfant vint au monde « dans de si bonnes conditions, elle fut de si bonne santé, si « facile à élever, si peu bruyante, que peu à peu son père « s'habitua au nombre trois et se laissa bercer au doux gazouil-
« lement de la petite. »

Etre père, passe encore, on s'y habitue. Mais changer de demeure, qui pourrait s'y habituer ? Il fallut pourtant bien que M. Gautier se rendit à l'évidence, quand on projeta de démolir les fortifications et les anciennes portes de la ville, et que la maison qu'il habitait étant menacée, il se vit condamné à un déménagement. Déménager pour emménager, ô ciel ! Quel souci ! Quel coup ! Eh quoi ! abandonner un toit que « ni la mort, ni le mariage, ni la naissance n'avaient atteint, » et où trouver une maison aussi vieille, aussi enfumée, aussi incommode que l'ancienne ? Où trouver ce chef-d'œuvre malgré tant de lamentations journalières et de recherches dans la *Feuille d'Avis* ? Jamais cette ques-

tion, la plus grave qui se fut posée depuis la mort de M^{me} Gautier, n'aurait été convenablement résolue, si un certain soir de Pâques, comme il mangeait la salade et le veau chez ses amis Durand, Gautier n'eût entendu parler d'un appartement. Le lendemain sa fille Thérèse, accompagnée de M^{me} Durand, visitait le dit appartement et tout fut dit. Affaire conclue. Le déménagement opéré, il n'y aurait plus rien de changé, pour ainsi dire, dans l'existence du papa Gautier. « Dans la sienne, non ! mais dans celle de Thérèse ! Le vieil
« horloger n'avait-il pas, sans y songer, amené sa fille dans
« l'ancre du lion, en entrant dans la maison de M. Baudry. »

Comment cela, direz-vous, et que s'était-il passé ? Rien d'extraordinaire, à la condition de bien connaître Thérèse et de n'ignorer pas le caractère de ses nouveaux voisins.

Quant à Thérèse, son genre de vie monotone et son paisible intérieur ne la contentent pas. Elle étouffe parfois dans le cercle borné où elle se meut ; elle voudrait de l'air, de l'espace ; elle a de l'imagination, et le souvenir de sa mère joint au travail de *l'établi* ne l'empêche pas de rêver. Depuis longtemps elle sait par cœur les soirées du premier dimanche de chaque mois, sans compter les fêtes, chez les Durand ou chez son père ; depuis longtemps elle a étudié les promenades des jours de bise, des jours de crotte, des jours chauds, et les dimanches d'été surtout, quand les papillons viennent effleurer les vases où végètent quelques fleurs, il y a en elle une aspiration vers des joies inconnues.

« Accoudée sur sa fenêtre, elle suivait du regard les bandes
« des joyeuses partant pour quelque grande course, paniers
« au bras, bâtons en main. Sa pensée les regardait s'épar-
« piller sur les routes bordées de verdure, sur la montagne
« noyée dans le soleil ; elle écoutait sonner lentement, comme
« ennuyée d'elle-même, la cloche du sermon de deux heures,

« mais ce qu'elle entendait surtout, c'était ce bourdonnement
« confus d'une ville qui s'amuse. Parfois une toilette voyante
« frappait son œil accoutumé aux teintes sourdes qu'on
« affectionnait alors à Genève, et elle se disait tout bas :
« Pourquoi n'ai-je jamais porté une robe rose ? Pourquoi
« est-ce que nous allons toujours nous promener aux mêmes
« endroits ? Pourquoi n'ai-je point d'amies, comme celles que
« je vois passer deux à deux en babillant ? »

En trois mots, Thérèse Gautier s'ennuyait. Elle se sentait née pour l'amitié, et l'amitié lui était inconnue — elle aurait goûté quelques distractions honnêtes, et « dans son paisible égoïsme » son père ne lui en accordait aucune. — Elle avait le goût des arts plastiques, l'instinct de la forme et de la couleur. Et ce penchant-là, elle ne pouvait le satisfaire que de deux manières : en allant écouter le sermon à la cathédrale plutôt que dans tout autre temple, et en se rappelant un certain cortège de l'Escalade dont l'éclatante mise en scène lui avait été une fête.

Telle était Thérèse. Quel était maintenant son voisinage ?

Le contraste était heurté, au physique et au moral, entre les habitants de la maison. L'un était petit et gras ; l'autre grand et maigre ; l'un représentait la prose de la vie ; l'autre la poésie de l'art. Voilà pour les hommes. Quant aux femmes, elles devaient se convenir, et de quoi d'ailleurs ne parle-t-on pas entre voisines ? Un beau jour la sœur de l'antiquaire Baudry propose à Thérèse de la conduire au théâtre, où l'on donne *Joseph*, l'opéra de Méhul. La curiosité et le désir de l'inconnu rendent Thérèse d'autant plus éloquente à solliciter la permission nécessaire que M. Gautier, contre toutes ses habitudes, soupera à son cercle avec deux amis. « Vas-y, et ne m'en parle plus de ton *Joseph* — finit-il par grommeler — puisque aussi bien je m'en vais

et que tu serais seule. Seulement n'oublie pas d'allumer le lumignon. » — L'impression produite par ce spectacle fut aussi éblouissante qu'elle devait être profonde et décisive. Les yeux de Thérèse, mouillés d'émotion, ne pouvaient se détacher du beau juif... Cet homme devait être *bon* comme il était *beau* » et le palais de Pharaon lui faisait prendre en pitié la bicoque de M. Baudry. « Il lui sembla que jusqu'à ce jour elle avait vécu pareille aux marmottes enfermées dans les boîtes des petits Savoyards. »

« *Bon pour une fois !* » avait cependant dit le vieux Genevois, qui devait connaître la lettre de Rousseau sur les spectacles. Mais ce que femme veut, se peut... Et la preuve, c'est que M. Gautier, ayant dit à sa fille que son Baudry devait bien fermer l'allée de la maison, ne fut pas peu surpris, un soir, en revenant du cercle, de reconnaître la porte de son ancienne maison qui fermait la nouvelle. Le tour était joué. Thérèse put retourner au spectacle avec les Baudry.

Rendre le *crescendo* de ravissement où la plongèrent les *Huguenots* serait chose impossible. Comment, se disait-elle, avoir pu exister si longtemps sans rien connaître de ces choses ? Elle n'avait donc pas vécu, elle avait végété. Et tandis que découragée, mécontente de son sort, elle trouvait ses jours décolorés et ses devoirs journaliers pénibles à remplir, l'image du beau ténor Dojeval, sous les traits de Joseph et de Raou, assiégeaient son imagination en délire. Elle le voyait partout, elle s'informait de lui, le prenant tantôt pour un grand seigneur à cause de ses riches costumes, tantôt pour un malheureux digne de pitié et de tendresse. A la fin les honnêtes Baudry s'aperçurent du mal involontaire qu'ils avaient causé à leur petite voisine et se gardèrent bien de renouveler leurs offres. De là refroidissement dans l'amitié de Thérèse. Mais l'antiquaire, lui, aimait la jeune fille « de tout son vieux cœur

encore neuf » (il n'avait que 38 ans) et Thérèse retourna une dernière fois au théâtre. En écoutant la *Juive*, elle entendit plus d'une médisance ou d'une vérité sur le compte de Dojeval, des propos désenchantants dans tous les cas, et, quelques jours plus tard, elle pouvait s'assurer par elle même que le fameux ténor avait femme et enfant, et ne répondait ni dans son langage, ni dans sa tenue, à l'idéal caressé. Adieu le rêve, adieu l'idole !

Dès ce moment, tout ne chemina plus de travers dans la maison. Les cravates propres ne manquèrent pas à l'horloger ; le pot au feu fut mis à point, et Thérèse descendit dans la cour le géranium trop longtemps négligé de feu M^{me} Gautier. Après cela, ce qui devait arriver arriva. La jeune fille se prit à examiner mieux M. Baudry, un artiste, lui aussi, et les dernières paroles de la veuve subitement enlevée eurent un sens assez transparent : « Consolez mon frère », dit-elle à sa jeune amie. L'amie ne dit pas non. Bientôt elle reçut un joli coffret qui renfermait certain bouquet fané ; puis elle et Baudry se marièrent, et d'eux « naquit un grand peintre ».

A la bonne heure ! « Tout est bien qui finit bien », disait Shakspeare. Voilà un tableau de genre et d'intérieur qui n'est pas très éloigné d'être un morceau d'histoire, tant les mœurs, les habitudes, les goûts, les idées d'il y a quarante ou cinquante ans sont reproduits avec fidélité. Le langage lui-même, tel que M^{me} Jeanne Mussard, MM. Gaudy-Le Fort et Jean Humbert l'ont photographié, pour ainsi dire, dans leurs ouvrages, a bien la saveur du terroir. Les personnages sont vivants, on les voit agir, on les entend, et la couleur locale répandue sur tout et sur tous est d'autant plus saisissante qu'elle est sobre, franche, ménagée. On reconnaît d'ailleurs un écrivain qui a son caractère propre, aux allures indépendantes, sans trucs ni manière, dont le spirituel patriotisme a guidé

la plume autant qu'un fin talent d'observation. Quiconque voudra savoir ce qui peut rester de la Genève de Jean-Jacques Rousseau et de Töpffer ne manquera pas de lire *Thérèse Gautier*, et je ne crois pas m'aventurer en disant qu'un sourire de satisfaction se promènera plus d'une fois sur les lèvres du lecteur intelligent.

Le jury a décerné un prix à cette nouvelle genevoise. Il a cru devoir en accorder un autre en première ligne à une nouvelle également suisse, mais d'un intérêt moins local, moins spécial à plusieurs égards. Il s'agit de *Pauvre Marcel*, qui porte pour devise : *Semper*.

Pauvre Marcel, ces deux simples mots éveillent, je ne sais pourquoi, comme le pressentiment de quelque chose d'intime, de captivant. Ce pressentiment n'est point trompeur. C'est dans un cimetière de village de la partie du canton de Neuchâtel, limitrophe de la Franche-Comté, et près d'une tombe à peine recouverte que commence l'histoire du pauvre Marcel. Il a dix-neuf ans et vient de perdre sa mère, une mère qu'il aimait, quoiqu'elle fût bien vulgaire et ne le comprît pas mieux que tout le monde, car Marcel est un original. Gauche, timide, il se laisse malmener; on le croit simple, pour ne pas dire idiot. Mais pareil, au contraire, au vilain petit canard du conte d'Andersen, il est supérieur à ceux qui le prennent en pitié. Tout contact grossier ou méchant le froisse; il ignore ce que c'est que l'idéal, mais inconsciemment il le rêve, et ne se rend pas compte de certaines aspirations qui sont en lui à l'état latent. N'importe; la chose est entendue pour lui et pour les autres : sans présence d'esprit au jeu et à l'école, il est borné; c'est un nigaud. Toutefois il sent et il souffre.

Dans cet état, la nature devient sa consolatrice; il s'enfonce dans la solitude où il croit entendre des voix inconnues. « Il s'en allait dans les bois et racontait sa peine aux vieux sapins,

ses amis et ses confidents ; il se jetait dans l'herbe, y cachait son visage, et versait des larmes passionnées ; sans savoir pourquoi, il enserrait de ses bras les troncs rugueux et son cœur bondissait en un élan de tendresse et de désir sans objets. »

Le trop plein de cette jeune âme incomprise avait trouvé un commencement d'expansion et comme un déversement dans la musique. Un camarade de Marcel, chargé avec lui de surveiller des troupeaux, un franc paresseux, lui proposa de conclure un marché qui pourrait rappeler celui de Jacob et d'Esau, si ce n'est qu'il ne s'agissait ni d'usurper le droit d'autrui, ni de tromper personne. Le berger fainéant se trouvait, on ne sait comment, possesseur d'une jolie petite flûte d'ébène, et il la donna au pauvre garçon, à la condition que celui-ci prendrait seul la conduite des bêtes rétives et vagabondes. Marcel fut ainsi sauvé d'un obscurcissement complet. Il donna désormais une voix aux pensées confuses qui se pressaient en lui ; il put dire son admiration pour le beau, chanter sa plainte, la plainte de ceux qui vivent seuls, imiter les modulations des oiseaux, le bruit des grands vents ou le souffle léger de la petite brise qui passe dans le silence des nuits et dans le calme des heures chaudes de l'été.

Mais le lever de soleil pour l'âme de Marcel fut dû encore à une autre circonstance. Etant entré comme domestique à la ferme des Aliziers, un sentiment profond l'enchaîna dès le premier instant à Thérèse, la fille de son maître. Ce maître, Félix Prenel, est un paysan fin, madré, peu scrupuleux, puisqu'il fait de la contrebande, très riche au surplus, et accessible quelquefois à une seule douce et salutaire influence, celle de son enfant. Il a deviné, le rusé, en entendant les mélodies primitives qui s'échappent de la flûte d'ébène, que Marcel a une espèce de génie, un de ces génies qui naissent dans les

champs, comme jadis celui du peintre Giotto, de toutes les harmonies de la nature. Il a compris surtout, maître Prenel, quel profit il pourra tirer d'un tel serviteur ; il le louera pour faire danser la jeunesse ou, à défaut, pour charmer les longues soirées d'hiver, quand on se rassemble en grand nombre, afin de casser les noix et de teiller le chanvre. Marcel commence bien à se douter un jour que le fermier a abusé de sa confiance, mais que faire ? Le contrat d'engagement a été signé, et il s'y soumet. En attendant le mieux, il succombe à la peine, privé qu'il est souvent du repos de la nuit, et pourtant il ne se plaint pas ; il trouve même chaque soir des forces, à la nuit tombante, pour aller jouer de la flûte sous les noisetiers.

Le jour de son entrée aux Aliziers, Marcel avait déjà laissé parler l'instrument. « A ses pieds — nous dit l'auteur — les lumières du village commençaient à briller. Dans le ciel transparent une petite étoile encore solitaire attendait ses sœurs en scintillant et dansant comme un feu follet. Marcel la regarda, et eut envie de lui jouer une valse pour lui apprendre à danser en mesure. Des notes cadencées et brillantes s'élancèrent aussitôt de la flûte, jaillissant comme des fusées et s'égrénant dans le silence de la nuit. Cet air de valse n'était qu'une simple ritournelle, mais les doigts habiles de Marcel y brodaient des arabesques qui en faisaient une charmante fantaisie capricieuse et tourbillonnante comme la petite étoile. Thérèse, assise sur le banc du jardin, écoutait cette musique étrange, presque sans oser respirer, tant elle craignait de perdre une seule des notes que le vent lui apportait par bouffées. Cela ne ressemblait à rien de ce qu'elle avait entendu jusqu'alors. »

Sans coquetterie aucune — elle en était incapable — mais en proie à une émotion nouvelle, la belle et austère jeune fille

avait dit : « Vous jouerez pour moi tous les soirs. » Et Marcel avait joué tous les soirs pour elle. C'était une joie pour l'un et l'autre, un moment de bonheur. Bonheur dont les jours devaient être comptés. Marcel avait contre lui soit la jalousie sournoise d'un rival, soit l'orgueil et l'avarice de Prenel, qui traitait de folie la pensée de sa fille d'élever le valet-musicien jusqu'à eux.

Dans ces circonstances, le pauvre garçon se vit contraint de partir indignement loué, pour ne pas dire vendu par son maître, à un chef d'orchestre ambulante. Si pénible qu'elle s'annonçât, cette absence, fort semblable à un exil, ne devait pas être « le plus grand des maux » pour Marcel : un directeur expert et bienveillant lui apprit ce qu'il ignorait en musique, et au bout de quelques mois il avait la chance de revenir aux environs de cette ferme des Aliziers où il avait laissé son cœur.

Ce retour, simple excursion sans but définitif, s'opéra fort à point, puisqu'il lui permit soit de secourir Félix Prenel dans un conflit avec les douaniers, soit de recevoir la balle destinée au vieux contrebandier incorrigible.

Développé par l'absence et en possession d'un talent musical que l'étude a mûri, Marcel blessé, Marcel malade, Marcel reconnaissant des soins qu'on lui prodigue, n'est plus le *garçonnet* d'autrefois. Le fermier d'autre part commence à sympathiser avec sa fille. Il a compris que celui dont il a vilainement exploité les services, a risqué pour lui sa vie, et c'est même ce qu'il comprend le mieux. Aussi quand Marcel, revenu à la santé, déclare son intention de s'éloigner parce qu'il aime Thérèse, le père Prenel n'est-il point surpris de voir sa fille mettre la main dans la main de son sauveur. Il ne s'indigne même pas contre lui-même de donner un volontaire acquiescement à leurs fiançailles. « Je puis bien vous le dire maintenant — murmura Thérèse — en prenant le bras du

« jeune homme. Ces trois mois sans vous ont été les plus tristes de ma vie. Mais c'est vous qui avez le plus souffert de nous deux, pauvre Marcel ! — Chut ! dit-il — en se penchant vers elle. C'est un mot que je ne veux pas entendre. « Il n'y a plus de pauvre Marcel ! »

Redire la vie des champs et l'éternelle épopée de deux cœurs qui s'aiment, de manière à émouvoir et à charmer, c'est de l'art et du talent. Nous avons ici la marque de l'un et de l'autre, car sur un canevas humain, plus d'une fois travaillé, se dessine une fraîche broderie. Le style, qui a de l'horizon, et les pensées, qui ont de l'air, s'harmonisent avec le coin de terre où se passe la scène. Cette localité peu visitée — Cerneux-Péquignot peut-être — aura pour quelques lecteurs l'attrait d'une découverte. Tout est simple d'ailleurs dans ce récit, où les descriptions de la nature (et nous aurions aimé à en citer une entr'autres) sont d'un coloriste, et où l'expression de certains sentiments revêt la noble candeur du bien. De nombreuses études de ce genre feraient réfléchir ceux qui n'acceptent pour réel que ce qui est grossier, vulgaire, bas.

Thérèse Prenel est une paysanne ; elle aime ses travaux et sa vie ; elle sert à table les ouvriers de la ferme, elle fait ses foins et sa lessive, et pourtant elle est fine, elle est fière, elle est digne. La vraie distinction vient du dedans. Quand avec un geste caressant, elle dit à son père qui lui parlait de Marcel : « S'il vous demande votre fille, vous ne la lui refuserez pas, » on croit presque assister à une scène de la Comédie française.

Avec Thérèse et Marcel contrastent d'autres caractères nettement dessinés ; par exemple, celui de la servante Alvine, la grande Alvine, vrai type, bien étudié, d'une race d'autrefois qui s'en va ; par exemple encore et surtout, Prenel « ce psychologue campagnard qui connaissait tous les instincts de la nature humaine, surtout les mauvais, et spéculait là-dessus à coup

sûr.» Il n'y a pas, jusqu'au brave *impresario* avec qui Marcel a joué pendant des semaines qui n'ait sa nature propre et ne joue sa petite partie morale dans le concert des heureux.

Pauvre Marcel nous a fait songer à certaines pastorales de George Sand. Sans vouloir établir des comparaisons qui ne seraient pas raison, nous croyons avoir trouvé aussi dans *Pauvre Marcel* certaines délicatesses de sentiment, certaines divinations de la souffrance morale et un peu de cette grande et intelligente admiration de la nature qui caractérisait à un suprême degré l'illustre écrivain de *François le Champi* et de la *Mare au diable*. Peut-être y aurait-il aussi, sous un rapport du moins, quelque rapprochement à constater entre la nouvelle neuchâteloise et certaines productions d'Urbain Olivier.

Quoi qu'il en soit, comment une aussi simple histoire peut-elle tantôt provoquer une sorte de joie, tantôt une émotion sérieuse ? C'est que, sans grands événements, elle cache un drame, l'existence d'une âme en péril. Le caractère et l'heureuse intelligence de Marcel pouvaient sombrer dans la nuit de l'isolement. Mais en vivifiant ses facultés endormies, quelques rayons de lumière ont fait de lui un homme, un homme capable de ressentir le bonheur et d'en donner. Ce que c'est que le sentiment naturel du beau chez un être, et un peu de bonté chez les autres ! La vocation artistique de Marcel, combinée avec son obéissance à Prenel et son inclination pour Thérèse, le soutient, le porte, l'inspire jusqu'au dénouement de l'histoire qu'on pourrait appeler une nouvelle de *psychologie morale et esthétique*.

Plaire, voilà bien le but de l'art qui s'adresse à l'homme tout entier. Mais le moyen de parvenir au but, le moyen ? Le moyen, c'est d'intéresser. L'intérêt n'est-il pas la fleur aimée de tous, aux espèces nombreuses, aux racines puissantes, comme les tiges aux différents parfums ? Oui, considérez tou-

tes les œuvres supérieures de l'art ; elles s'adressent à l'imagination, à l'intelligence, à la conscience, au cœur, sous les noms d'intérêt esthétique, d'intérêt intellectuel, d'intérêt moral, d'intérêt sensible. L'intérêt, c'est le plaisir inséparable de la variété, de la nouveauté, de l'émotion ; c'est le sentiment de l'âme occupée, c'est la conscience du temps rempli.

Si l'intérêt est l'ami de chacun, l'ennui est l'ennemi de tous.

L'un est d'humeur précisément contraire à l'autre. Ne s'intéresser à quoi ni à qui que ce soit, sentir en soi le vide et hors de soi le brouillard, voir tout s'engouffrer dans une sorte d'abîme incommensurable et incolore, c'est s'ennuyer. L'intérêt, c'est la santé ; tandis que l'ennui est un état malsain, quelque chose comme de l'anémie spirituelle. Qui en triomphera de cette anémie, trop fréquente aujourd'hui dans la vie et dans la littérature ? Les ennuyeux ou les ennuyés ? Les médisants ou les bienveillants ? Les dénigreur ou les hommes de bonne volonté ? Le ciel me garde en vérité de trancher ou de résoudre pareille question. Je m'en remets pour ce soin à l'art, de quelque nationalité qu'il soit, d'une petite cité suisse ou d'une grande ville étrangère ; à l'art véritable, qui ne connaît pas l'ennui, parce qu'il est créateur et varié dans ses créations. Mais comme

« Le secret d'ennuyer, c'est celui de tout dire, »

mon devoir est de me taire, et je m'arrête, après avoir conclu en ces termes : le concours destiné à récompenser les meilleures nouvelles a répondu à tout ce qu'on pouvait raisonnablement attendre. L'Institut genevois a même lieu de se féliciter d'avoir constaté le mérite des uns, le talent des autres, les louables efforts et le travail de tous.

Edouard HUMBERT.

Les plis cachetés ayant été ouverts dans une séance des membres effectifs de la Section de Littérature de l'Institut, le rapport du Jury a donné les résultats suivants :

1^{er} prix de 300 francs, à l'auteur de *Pauvre Marcel* (M. Th. Combe, à Londres).

2^{me} prix de 200 francs, à l'auteur de *Thérèse Gautier* (M^{me} J. Des Roches, à Champel, près Genève).

Des *Mentions honorables* ont été accordées à :
Mesdemoiselles Alice de Chambrier (Neuchâtel), pour *Bella donna*.

« Fanny Guillermet (Genève), pour *Une Cendrillon moderne*.

» Marie Franel (à Bevaix, canton de Neuchâtel),
pour *Six semaines à la Montagne*.

RAPPORT

SUR LE

CONCOURS DE CÉRAMIQUE

Lu à la Séance générale

Par M. le Président de la Section des Beaux-Arts

Henri SILVESTRE

MESDAMES ET MESSIEURS,

Avant de passer à la lecture du rapport du jury de céramique, la Section des Beaux-Arts doit quelques mots à la mémoire de son excellent et regretté collègue, Emile Robellaz, décédé au commencement de cette année. Nous n'entreprendrons pas pour le moment des détails biographiques. Nous nous bornerons à vous convier à venir visiter l'exposition d'une partie de ses œuvres, surtout de ses études, qui doit s'ouvrir dans peu de jours; là, vous pourrez apprécier l'artiste, vous pourrez vous rendre compte de tous les efforts, de tous les sacrifices qu'il avait faits pour pouvoir occuper la place qu'il avait su se conquérir par son seul travail. Vous apprendrez là à connaître l'artiste d'une façon plus intime; mais, en voyant cette collection de documents, de meubles, d'armes, de costumes, de bibelots de toutes sortes, tout réuni, même confectionné avec la peine que l'on connaît, l'on sent bien que

l'on a devant soit une carrière brisée, et on peut bien dire qu'au point de vue du talent, Emile Robellaz n'avait pas dit son dernier mot.

MESDAMES ET MESSIEURS,

Au mois de décembre dernier, la Section des Beaux-Arts lançait un programme pour un concours de décoration céramique (grand feu), afin d'encourager dans le pays ce genre de travail si digne d'intérêt.

Le jury, chargé de juger ce concours, s'est réuni mercredi 17 courant, sous la présidence du Président de la Section. Il était composé de MM. Camusat, Dufaux, Mayor et Veillon, nommés par la Section, et de MM. Lugardon, Darier et Furet, nommés par les concurrents.

M. Mayor, n'ayant pas accepté les fonctions de juré, a bien voulu nous fournir quelques renseignements techniques.

Comme toujours, le jury s'est trouvé en présence de grandes difficultés, ayant sous les yeux onze pièces, exécutées par des procédés différents et dans autant de manières différentes d'interpréter l'art décoratif.

Chacune de ces pièces présentait des qualités et des défauts sans qu'aucune d'elles l'emportât entièrement sur les autres.

Afin de faciliter sa tâche, le jury a éliminé tout d'abord ce qui ne lui semblait pas rentrer dans les conditions de décoration artistique et a écarté les n^{os} 6, 3, 11 et 5.

Le n^o 6, exécuté à Zurich, avec de la terre de l'Uttliberg, tourné et cuit dans la fabrique de poêles de MM. Bodmer et Biber, est fait par le procédé de teintes plates sur émail cru.

Le milieu du plat a dû être rehaussé sur émail cuit. La recherche au point de vue décoratif a été trouvée insuffisante.

Les n^{os} 9 et 11 exécutés sur la terre jaune de Nyon tournés

et cuits, au moins quant au second, dans la poterie de Nyon, procèdent du modelé en haut relief et peinture en barbotine sous couverte.

Ce sont des fleurs imitant la nature, elles ont du charme, mais ne représentent nullement le véritable côté de l'art décoratif.

Le n° 5, en terre du pays, tourné, modelé, peint et cuit à l'Ecole municipale, est comme les précédents, décoré en haut relief et peint en barbotine sous couverte.

Il a été jugé également incomplet comme composition.

Restaient sept plats ou plaques d'un aspect plus ou moins décoratif.

Le n° 1, plat en terre de pipe ou faïence fine, terre composée de chez MM. Picolas et Degrange, à Carouge, a une décoration peinte avec des couvertes colorées.

Le sujet est un bouquet de fleurs sur fond noir d'un très bel effet, très intense de coloration, encadré dans un cartouche Louis XV, d'un bleu vif, dont la forme n'est pas des plus heureuses.

La peinture elle-même gagnerait dans un encadrement plus simple.

Le n° 2 est un plat en terre du pays, tourné, exécuté et cuit à l'Ecole municipale et, soit dit en passant, tous les objets sortant de cette Ecole ont été décorés sur terre crue.

La décoration de ce plat n° 2 procède du modelé en haut-relief au centre, et de peinture sous couverte dans la bordure, qui est d'un joli effet décoratif et très harmonieux.

Les couleurs ayant, à la cuisson, coulé les unes dans les autres, n'ont point enlevé pour cela le dessin très étudié de l'ornementation. Ce petit inconvénient provient de la fabrication dans le trempage. Il a soulevé au sein du jury quelques contestations.

Les n^{os} 4 et 10 sont des plats en terre de pipe, très probablement de même provenance que le n^o 1. La décoration est exécutée avec des émaux en relief. Le centre du n^o 4 d'un bon effet décoratif est compromis par une bordure verte et rose lie de vin qui ne s'harmonise pas avec l'ensemble.

Le jury a trouvé l'écusson central du plat n^o 10 très puissant, la critique a porté sur la distribution des colorations et sur le manque de simplicité dans l'arrangement des lignes. Le rouge du centre est trop isolé n'ayant aucun rappel dans l'encadrement.

Les n^{os} 7 et 8 sont exécutés en terre du pays, tournés, décorés et cuits à l'Ecole municipale, modelés et peints en barbotine sous couverte; tous deux sont d'une composition encore timide et dénotent peu d'expérience, soit dans la main d'œuvre, soit dans la manière de produire des effets décoratifs. Mais ces essais nous ont beaucoup intéressés, car nous savons qu'il se trouve parmi les concurrents des élèves encore très jeunes, auxquels nous donnons le conseil de poursuivre courageusement leur route.

Le n^o 9 est un plat en terre de pipe provenant de la même fabrique que les n^{os} 1 et 4, exécuté et cuit à l'Ecole cantonale des Arts industriels; la décoration de ce plat est en sous couverte et en couverte colorée.

Le jury a peu apprécié la cuirasse qui sert de décoration centrale, mais en revanche, il a trouvé la partie de la décoration ornementale qui l'entoure et se relie à la bordure très remarquable.

Nous devons ajouter que le bureau de section avait été informé officiellement que 22 plats avaient été portés pour la cuisson à l'Ecole cantonale des Arts industriels, et que, par suite d'un de ces accidents si fréquents dans la céramique, ces 22 plats n'ont pas pu figurer au concours, et si nous som-

mes bien informés, dans deux fabriques il en serait arrivé de même à 5 ou 6 plats qui nous étaient destinés. Si donc tous ces travaux étaient parvenus jusqu'à nous, les pièces du concours seraient de 36 au lieu de 11. Le Bureau ayant informé la Section de ces faits malheureux, il a été accordé de faire le nécessaire pour ouvrir un nouveau concours. Le jury appuie très fortement la décision de la Section et fait des vœux pour la réussite de cette nouvelle entreprise.

Après une discussion longue et approfondie, tenant compte de ces faits, le jury a décidé qu'il n'y avait pas lieu de décerner de premier prix, mais de donner des prix d'encouragement dans l'ordre suivant :

4 prix cent francs chacun.

1 prix de 40 francs.

2 prix de 30 francs.

Après la lecture de ce rapport, M. le Président de l'Institut a ouvert les plis et proclamé le résultat du concours.

Prix de cent francs :

Devises ou marques.

<i>Qui me brisera</i>		M. Louis PAUTEX.
<i>Clef de Sol.</i>		M. William BETTINGER
<i>Une Palette</i>		M. Edouard VIKERAT.
<i>Un Dé</i>		M. Jules REYNAUD.

Prix de 40 francs :

<i>La Maissonnette</i>		M. Marc DUROUVENOT.
------------------------	-----------	---------------------

Prix de 30 francs :

<i>Liberté</i>		M ^{lle} Valentine LACROIX
<i>Une feuille de trèfle</i>		M. Jacques MAYOR.

L'INTÉRÊT DE LA SUISSE
DANS LA
QUESTION MONÉTAIRE
ET LA
CONFÉRENCE DE PARIS
PAR
Laurent KARCHER

On s'est généralement peu occupé en Suisse de la Conférence monétaire qui a siégé à Paris l'année dernière et qui s'est ajournée au 12 avril prochain. Cette nouvelle réunion, qui semble maintenant reculée de quelques semaines, amènera-t-elle un résultat, ou bien répétera-t-on à son issue, comme à celle de la première session : « Il est certain que, parmi nous, aucune conviction monométalliste, ni aucune conviction bimétalliste n'ont été ébranlées. »

Quel que soit le résultat, la question qui est soumise à la conférence est si considérable, elle est si intimement liée avec les intérêts économiques de notre pays qu'il nous paraît opportun de résumer les points les plus saillants qui ressortent des procès-verbaux de ces mémorables séances.

I.

L'UNION LATINE

Avant d'entrer en matière, rappelons en peu de mots quelle est notre situation actuelle.

La Convention de 1865, entre la Suisse, l'Italie, la France et la Belgique, qui forment ce qu'on appelle l'Union latine, à laquelle la Grèce s'est jointe plus tard, a réglé sur un pied uniforme le système monétaire de ces Etats et la circulation réciproque de leurs monnaies d'or et d'argent. Elle est basée sur le double étalon d'or et d'argent, dans la proportion d'un gramme d'or pour quinze grammes et demi d'argent, et ne limite pas la frappe des monnaies d'or et des écus de cinq francs.

C'était une fiction de prétendre établir ainsi un rapport entre deux métaux qui sont soumis à des variations de prix comme toute autre marchandise et l'avenir ne tarda pas à le prouver. On sortait d'une période où l'abondance de l'or avait fait rechercher l'argent avec un agio ; mais bientôt un mouvement ayant des causes multiples se produisit en sens contraire. Au lieu du double étalon, nous n'avions que l'étalon alternatif, tantôt l'or, tantôt l'argent, celui de ces métaux qui était déprécié restant seul en circulation.

La Suisse fut la première à s'émouvoir de cette situation et à proposer des mesures pour remédier à la disparition de l'or qui en était la conséquence. En 1874, les Etats concordataires firent un premier pas en limitant la frappe des écus de cinq francs dans des proportions déterminées ; on reconnut bientôt que cette mesure était insuffisante et la suspension totale de leur fabrication fut décrétée en 1878, jusqu'au 1^{er} Janvier 1886.

L'effet de cette décision salutaire ne se fit pas attendre ; l'or reparut, on ne le recherchait plus avec un agio pour l'échanger à Londres ou à New-York contre des lingots d'argent qu'on monnayait ensuite avec un bénéfice considérable ; mais l'argent continue à dominer dans la circulation parce que chacun cherche à s'en débarrasser et à retenir l'or. Le régime illusoire du double étalon se trouva dès lors remplacé par un système rationnel qui tend à rétablir l'équilibre en fabriquant la monnaie qui est demandée et suspendant la frappe de l'autre.

On ne doit pas se dissimuler, cependant, que la masse d'écus de cinq francs qui est estimée à plus de deux milliards et demi de francs ne pèse lourdement sur la population de 75 millions des Etats concordataires, comme l'atteste le dépôt à la Banque de France de la moitié de cette somme que le public a repoussée de la circulation. Si les pièces de cinq francs, tout en ayant perdu une partie de leur valeur intrinsèque, ont conservé sur le territoire de l'Union leur valeur conventionnelle, c'est uniquement parce qu'ils y circulent comme une monnaie fiduciaire, garantie par l'Etat qui y a appliqué son sceau. A cet égard, la Suisse occupe une position privilégiée, car elle a été assez sage pour résister à l'attrait de monnayages qui donnaient un beau bénéfice et n'a frappé jusqu'à présent que 2,095,650 écus de cinq francs dont la plupart ont passé au creuzet.

Cette situation, sans offrir de dangers immédiats, est toutefois anormale, avec une base unique qui est l'étalon d'or, mais avec l'obligation d'accepter des Etats avec lesquels nous sommes liés, leurs écus de cinq francs qui ne valent plus que quatre francs vingt-cinq centimes au-delà des frontières de l'Union latine.

II

LES PARTISANS DU BIMÉTALLISME

La France et les Etats-Unis ont convoqué en conférence les principaux Etats de l'Europe, dans le but de discuter avec eux les mesures à prendre pour relever le prix du métal argent.

Dès la première séance, il a été décidé qu'il serait établi un questionnaire pour servir de base à la discussion. Trois projets se sont trouvés en présence : ceux des délégués des Etats-Unis, de la France et de la Hollande, et c'est ce dernier qui a été adopté. En voici le résumé :

I. La diminution et les oscillations de la valeur de l'argent ont-elles été nuisibles au commerce et à la prospérité générale ? Est-il désirable que le rapport de valeur entre les deux métaux ait une grande fixité ?

II. La baisse de l'argent doit-elle être attribuée à l'accroissement de la production ou bien à des mesures législatives ?

III. Est-il probable que si un grand groupe d'Etats accorde la frappe libre et illimitée de pièces légales d'or et d'argent, ayant pleine faculté libératoire, on obtiendra une stabilité, sinon absolue, du moins très forte de la valeur relative de ces métaux ?

IV. Serait-il désirable d'imposer aux banques d'émission privilégiées l'obligation d'accepter toujours à prix fixe les lingots d'or et d'argent que le public leur présente ?

V. En adoptant le bimétallisme, quelle devra être la proportion entre le poids de l'or et de l'argent pur, contenu dans les unités monétaires ?

En face des divergences d'opinion, on n'essaya pas d'aborder chaque article du programme et la discussion prit une tournure plus générale. Nous ne pouvons que suivre la même

voie en reproduisant les principaux arguments des deux partis. Cependant, commençons par examiner quels motifs ont pu réunir les deux grandes républiques dans cette croisade. La courtoisie a empêché de s'expliquer clairement là-dessus dans le sein de la conférence ; mais, il semblerait que l'une étant embarrassée de ses lingots et l'autre de ses pièces d'argent, elles cherchent à s'alléger de ce fardeau sur les épaules d'autrui.

La politique monétaire des Etats-Unis a toujours été d'exporter l'argent et de retenir l'or. Dès 1834, leurs dollars qui, jusque-là, étaient frappés dans la proportion de 15 pour 1, ont été élevés d'un bond à 16 pour 1 et cette différence de 3 0/0 entre ce rapport et celui admis en France et dans d'autres pays, a naturellement favorisé l'exportation de cette monnaie. C'était donc l'or qui formait la base de la circulation aux Etats-Unis, et l'on n'eut pas de peine à démonétiser l'argent, lorsque cette mesure fut décrétée en 1873. Mais, à peine cinq années s'étaient-elles écoulées, qu'il y eut un revirement complet. En 1878, on rentra dans le bimétallisme par l'adoption du Blandbill qui décréta la frappe de deux à quatre millions de dollars par mois. C'est que, dans l'intervalle, l'argent avait baissé, que le gouvernement avait sa dette à rembourser et que l'exploitation des mines argentifères périlait par suite de la dépréciation de ce métal. La combinaison était ingénieuse, on faisait d'une pierre deux coups.

Dès la découverte de leurs inépuisables gisements d'argent, les Américains, avec la témérité qui les caractérise, avaient fondé pour les exploiter, de nombreuses sociétés avec un capital qui, malgré sa dépréciation, est encore évalué au taux de la bourse à plus d'un milliard de francs. Ce capital a été employé à des installations gigantesques et la production considérable de ces mines ayant eu pour effet d'accélérer la baisse du

métal, plusieurs d'entr'elles qui étaient dans les conditions les moins favorables, furent obligées de ralentir ou de suspendre leurs travaux. Les actionnaires qui sont répartis sur tout le territoire de l'Union ne purent pas rester impassibles devant une diminution de leurs dividendes, et c'est là le principal motif de l'agitation qui a commencé par le Blandbill et qui a continué par la Conférence de Paris. Ces mines ont encore livré en 1880, 201 millions de francs, donnant un bénéfice de plus de 50 millions et cette production ne manquerait pas d'être fortement stimulée par la hausse qu'on cherche à produire.

Pendant la population des Etats-Unis repousse la monnaie d'argent. Des 72 millions de dollars, frappés en vertu du Blandbill, les $\frac{2}{3}$ n'étaient pas sortis du Trésor fédéral et 24 millions seulement étaient en circulation. Les banques aussi s'étaient entendues pour refuser tout paiement en argent en compte courant. Par contre, le Trésor possédait en or 141 millions de dollars, et 313 millions étaient en circulation ou en dépôt dans les banques.

Cette situation peut défier toutes les résolutions de la Conférence, d'autant plus que les délégués américains ne se gênent pas de dire eux-mêmes : « L'or d'Europe traversera l'Atlantique, nous en sommes persuadés, et nous proposons néanmoins le bimétallisme. » Ils proposent le bimétallisme à l'Europe parce qu'il est impossible chez eux.

Quant à la France, les mobiles qui l'ont poussée à cette entrée en campagne, semblent tout aussi étrangers que ceux des Etats-Unis à l'intérêt général. Il est évident qu'elle tiendrait à se débarrasser sur d'autres Etats, d'une portion de son énorme stock d'argent si imprudemment fabriqué ; mais il y a d'autres motifs d'une nature délicate, un dessous de carte facile à deviner. Les pouvoirs publics n'ont pas été consultés, il y a

même en protestation au Sénat contre cette conférence qui semble une manœuvre combinée par les agioteurs et les monnayeurs d'argent, et dont la pléiade d'éminents économistes qui se rencontrent à Paris, à soigneusement été écartée. Il y a, en effet, un groupe puissant qui n'est pas satisfait de la situation actuelle et qui regrette le temps où l'Hôtel des monnaies leur délivrait des bons pour frapper les écus qui encombrant maintenant les caves de la Banque, et dont ils ont retiré de si beaux bénéfices.

Le délégué de la Belgique a osé avancer que l'espoir secret des Etats-Unis, en adhérant au bimétallisme, est d'exporter de plus en plus d'argent en Europe, et qu'on peut supposer aux gouvernements français et américain une pensée intime que, sans doute, ils ne se communiquent pas, chacun se disant : « J'enverrai mon argent à mon associé. »

Il n'est pas étonnant que, dans ces circonstances, la Conférence n'ait offert que le spectacle d'une joûte d'éloquence et de courtoisie, qui n'a amené aucun résultat.

Les bimétallistes posent en principe que la baisse de l'argent est une calamité universelle qui a été provoquée uniquement par des mesures législatives, c'est-à-dire par la conversion de l'Allemagne à l'étalon d'or et par la vente qu'elle a opérée de 700 millions de ses anciennes monnaies d'argent, opération qui a entraîné l'Union latine à suspendre de son côté la frappe de l'argent.

L'argent, disent-ils, de même que l'or, est destiné par la Providence à servir de moyen d'échange entre les peuples et ni l'un ni l'autre isolément n'est suffisant pour remplir cette tâche. La production de l'or a déjà baissé de 700 à 500 millions, la nature même de ses gisements la rend intermittente et sa pénurie serait inévitable si plusieurs Etats, soit avec circulation d'argent, soit avec papier monnaie, voulaient pas-

ser de suite à l'étalon d'or. Sans l'argent comme allié, l'or doit augmenter de valeur, ou, ce qui revient au même, toutes les marchandises et tous les biens sont destinés à une baisse progressive, dépréciation qui ne peut pas manquer d'amener une crise terrible et générale. Au contraire, une ère de prospérité universelle sera la conséquence de la surabondance de numéraire.

Aux relations toujours plus fréquentes entre les peuples, au développement colossal du commerce, doit correspondre une augmentation de la circulation monétaire, et ce n'est que la masse réunie des deux métaux qui peut suffire aux besoins et assurer la prospérité de tous.

L'unique remède à cette situation est l'adoption du bimétallisme par les principales nations commerciales; la France, les Etats-Unis, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. L'influence de ce groupe sera assez puissante pour imposer la loi du bimétallisme au monde entier. Sans l'Allemagne ou sans l'Angleterre, il pourrait encore réussir; mais il deviendrait impraticable si ces deux Etats refusaient leur coopération.

La proportion de valeur à établir entre les deux métaux peut aussi bien être arrêtée à 1 pour 10 que pour 15 ou pour 20, avec la même efficacité, car c'est la loi qui fait la monnaie et en fixe la valeur; cependant, le taux de 15 1/2 serait adopté de préférence puisque la grande masse des monnaies d'argent en circulation est établie sur ce pied et qu'il a fait ses preuves depuis un siècle.

Les deux métaux ainsi attelés ensemble, chemineront de front et sans secousse, et le monnayage libre et sans limites, pour les particuliers, comme pour les Etats, de tous les lingots qui seront présentés aux hôtels de monnaie, produira une quantité de numéraire suffisante pour la circulation et pour former dans les banques le dépôt de garantie de leurs

billets. L'argent, au lieu d'être proscrit, sera préféré par la grande masse de la population, par les paysans et par les ouvriers qui ne savent que faire de l'or. L'immense importation en Europe de denrées américaines qui est payée maintenant par l'or européen, pourra l'être dorénavant en argent. En un mot, l'or ne sera plus la seule monnaie internationale, et les deux métaux pourront servir indistinctement à solder les balances commerciales entre les nations.

Actuellement dans l'Union latine, l'Allemagne, la Hollande, où le monnayage de l'or seul est libre, il circule cependant une grande quantité de pièces d'argent qui forment aussi la plus grande partie des encaisses des banques et n'ont qu'une valeur de convention. Il y a là un danger qui exige un prompt remède, car la garantie des billets de banque ne doit pas reposer sur une valeur artificielle. Tant que continuera ce système *boiteux* et que la fabrication des écus de 5 francs donnera un bénéfice de 18 0/0, le faux monnayage, même sans altération de poids ou de titre, ne pourra pas être efficacement combattu.

Les Etats à étalon d'or prétendent que leur système satisfait à tous les besoins du pays. Est-ce grâce à des vertus qui lui sont propres? Non, c'est parce qu'il avait à côté de lui un autre système qui lui a servi de soutien et de contre-poids. Il y a quelques années, lorsque la production de l'or s'éleva tout à coup à 600 ou 700 millions de francs et qu'une dépréciation énorme de sa valeur nous menaçait, c'est la France, grâce à son double étalon, qui a pu détourner le danger en monnayant dans l'espace de 20 ans, 5,700 millions d'or et servir ainsi de parachute à la dépréciation de ce métal. C'est encore la Banque de France qui, dans plus d'une crise, a pu secourir la Banque d'Angleterre par ses envois d'or, ou les colonies britanniques par des ventes d'argent.

Un exemple frappant des inconvénients d'un système qui repose sur un étalon simple, se manifeste dans les rapports de l'Angleterre avec son Empire des Indes. Avec la monnaie d'or en Europe et la monnaie d'argent en Asie, le change de Londres sur Calcutta, qui était autrefois de 24 pence environ par roupie, est tombé autour de 20 pence. Les pertes résultant de cette dépréciation sont énormes, non-seulement pour le commerce dont les opérations n'ont plus de base fixe, mais pour les détenteurs de fonds publics et pour le gouvernement lui-même, dont les taxes et les tributs qu'il perçoit sont effectués en argent, tandis qu'il doit payer en or à la Métropole les intérêts de ses emprunts. Le bimétallisme seul pourra rétablir l'équilibre tant en Angleterre qu'aux Indes.

Pas plus qu'une autre réforme économique, le régime du double étalon ne peut s'établir par un simple décret ; il faut qu'il soit bien préparé. Au début, il y aura des difficultés à vaincre ; mais, on les surmontera à l'aide des banques privilégiées auxquelles on imposera l'obligation d'acheter à prix fixe tous les lingots d'or et d'argent qui leur seront présentés. Ils resteront dans leurs caves en garantie de leurs billets dont la circulation sera favorisée par ce système.

Tous les partisans du bimétallisme ne soutiennent pas exactement les mêmes doctrines ; les uns sont plus absolus que d'autres, car les mobiles qui les poussent sont de nature différente ; mais ils s'entendent tous à merveille pour interpréter à leur fantaisie les déclarations de leurs adversaires.

Nous avons maintenant entendu les bimétallistes et nous allons tâcher de résumer les répliques du groupe opposé.

III

LES MONOMÉTALLISTES A LA CONFÉRENCE

Les apôtres du bimétallisme, la France et les Etats-Unis, ont pour satellites l'Italie qui ne participe qu'en partie à leurs illusions, mais qui, occupée du retrait de son papier-monnaie, avait à ce système un intérêt financier, et la Hollande qui, après avoir adopté l'étalon d'argent en 1847 et celui d'or en 1873 préfère accoupler ces deux systèmes.

L'Espagne ne les suit que de loin sans se prononcer.

Dans le camp opposé sont groupés les partisans de l'étalon d'or, l'Angleterre et le Canada, l'Allemagne, le Danemark, la Suède et la Norvège, la Belgique, le Portugal et même la Grèce, qui, dès l'entrée, réservent leur liberté, ou déclarent qu'ils maintiendront leur système.

L'Autriche-Hongrie et la Russie, quoique sous le régime du papier-monnaie, accusent aussi des tendances au monométallisme.

La Suisse se range de fait à la même opinion, car ses délégués déclarent qu'elle n'a pas de motif de provoquer des dérogations à la convention de 1878, et qu'ils n'assistent à la conférence que *ad audiendum et referendum*.

Les Indes anglaises conserveront leur étalon d'argent quoiqu'elles désirent voir prendre des mesures propres à enrayer la baisse de ce métal.

Les monométallistes avaient donc pour eux le nombre, et ce qui vaut mieux encore, une position franche et nette qui ajoutait à la vigueur et à la logique de leurs arguments. Ce sont les délégués de la Norvège et de la Belgique, M. Broch et M. Pirmez, qui ont été leurs plus brillants interprètes.

Vouloir faire retomber sur l'Allemagne, en première ligne,

la baisse de l'argent, était un thème facile à renverser. C'est, au contraire, l'accroissement de la production de l'argent qui a été la cause première de sa dépréciation et le motif des mesures législatives prises contre lui. Tandis que dans la première moitié du siècle, cette production avait été en moyenne de 145 millions par année, elle s'élevait de 1851 à 1870 à 235 millions et atteignait dans la période de 1871 à 1880 la somme de 492 millions. Ce n'est donc pas la vente par l'Allemagne de 567 millions de marks dans l'espace de sept années, de 1873 à 1879, qui a été la cause première et unique de la dépréciation. La baisse de l'argent se serait produite, avec moins d'intensité sans doute, mais avec régularité, même si les diverses circonstances qui l'ont précipitée ne se fussent pas produites, car depuis des siècles nous assistons à cette baisse graduelle et constante, depuis 11 pour 1 en 1500 jusqu'à 18 pour 1 en 1881.

Dans ces circonstances, la frappe illimitée de l'argent qu'on réclame au nom de la liberté, serait très-onéreuse et très-périlleuse pour les grands Etats, et les petits ne sauraient essayer de l'appliquer. Liberté pour les producteurs et les commerçants d'argent, mais obligation correspondante pour les gouvernements qui endosseraient le fardeau d'en soutenir la valeur. Et la convention bimétallique, une fois conclue entre les principaux Etats, quelle garantie pourrait-on nous offrir que la réalité se conformera toujours aux stipulations de la convention ? Quelle garantie, entr'autres, contre l'adoption subite, forcée, par deux, trois, quatre de ces Etats, du régime du papier-monnaie ? Quelle garantie contre le renouvellement de ces crises politiques qui déjà leur ont fait subir à tous successivement, ce cataclysme de la circulation ? Le papier-monnaie chasse le métal monnayé, l'argent en premier lieu ; celui-ci émigre vers les Etats qui

restent encore au régime métallique, dont il expulse l'or à son tour, au moins des encaisses des banques, comme en fournit encore la preuve la Banque de France toute pleine d'écus italiens. Le pays qui, lié encore par la convention, gardera le régime métallique, sera la victime du système, aussi bien que s'il s'était seul chargé de cette obligation inexécutable. En cas de dissolution de la convention (que la France propose pour l'an 1900), la liquidation ne présenterait pas moins de dangers, car ce serait aux puissances qui auraient frappé les monnaies qu'incomberait le devoir de les reprendre, et elles subiraient de ce chef une perte incalculable à laquelle elles ne résisteraient peut-être pas.

Alors même qu'une union bimétalliste réussit à se constituer, et, en admettant que la loi puisse tempérer les oscillations dans la valeur respective des deux métaux, il est certain qu'elle ne les supprimerait pas. En raison de ses avantages intrinsèques, l'or continuerait à faire prime, d'autant plus que la pléthore d'argent dont nous souffrons déjà ne tarderait pas à doubler par suite des nouveaux monnayages qui s'exécuteraient, surtout dans le commencement, avec une rapidité vertigineuse. La circulation intérieure serait bientôt réduite à la monnaie d'argent, et l'or serait seul employé à effectuer les compensations à distance.

La nécessité de monnayer tout le métal argent par crainte d'une disette de l'or, ne se justifie pas davantage. La masse d'or accumulée pendant des siècles qui se trouve partout et surtout en Orient, sous la forme de bijoux ou d'anciennes monnaies, et la découverte de gisements, tant en Afrique qu'en Amérique, nous garantissent contre cette éventualité. Et la statistique de la production de ce métal est plus rassurante encore, car elle démontre que, de 1801 à 1850, elle ne s'est élevée en moyenne qu'à 81 millions par année, tandis

qu'elle a atteint, de 1851 à 1870, 672 millions, et que, de 1871 à 1880, elle est encore de 590 millions.

La production annuelle des deux métaux réunis qui était de 226 millions ($\frac{1}{5}$ or, $\frac{2}{5}$ argent) de 1801 à 1850, a plus que quadruplé de 1851 à 1880, avec une moyenne de 965 millions ($\frac{2}{3}$ or et $\frac{1}{3}$ argent). En 1880, elle a dépassé un milliard. Cette somme colossale, qui s'approche de 30 milliards dans le cours des dernières trente années, peut nous rassurer sur le sort des nations qui préfèrent l'étalon d'or. Du reste, la conversion simultanée de plusieurs Etats, à la monnaie d'or n'est pas à craindre, chacun devant attendre des circonstances favorables pour opérer cette évolution.

Quant à la balance commerciale, dont on a tant usé et abusé, elle n'est, à vrai dire, qu'une illusion. Si l'on prend les balances commerciales telles que les donne la statistique, on doit arriver à cette conclusion que chaque Etat importe plus qu'il n'exporte. Si elle indiquait la réalité, il est évident que toutes les espèces de France et d'Angleterre auraient déjà été drainées par l'Amérique, tandis qu'il n'en est pas ainsi. Les différences se soldent avec des valeurs de commerce, avec des titres de valeurs mobilières et au moyen d'arbitrages. En admettant même que l'or européen dût aller s'accumuler en Amérique, il ne s'y thésauriserait pas ; en raison de son abondance, il ne tarderait pas à baisser, pendant qu'en Europe sa raréfaction produirait une hausse correspondante dont la conséquence serait de faire revenir des Etats-Unis l'or qui y aurait été en excès.

L'opinion que l'augmentation des affaires exige l'accroissement de la masse monétaire est loin d'être fondée, et c'est plutôt le contraire qui est vrai. Les transformations qui se sont accomplies depuis quelques années dans les mœurs financières des peuples civilisés, tendent sans cesse à perfectionner

les instruments de crédit, et nous voyons toujours plus les grandes transactions soldées par des billets de banque, par des effets de commerce, des chèques ou des compensations, tandis que la monnaie est réduite à n'être plus utilisée que pour le petit commerce, ou à servir de garantie dans les banques aux billets de circulation. Les Etats-Unis en offrent un exemple : leurs 2,132 banques ont reçu le 17 Septembre dernier, 295 millions de dollars, dont :

1.38 % en or,

0.17 % en argent,

4.36 % en banknotes,

94.09 % en chèques.

Un autre jour, ce dernier chiffre figurait pour 95.15 0/0.

En Angleterre, la masse monétaire est proportionnellement bien inférieure à celle de la France et cependant le mouvement des affaires y est beaucoup plus considérable.

Il y aurait donc lieu de s'appliquer d'abord à perfectionner les mœurs financières sur le continent européen.

L'une des conséquences les plus fâcheuses du bimétallisme serait une augmentation illimitée de la masse monétaire et, par suite, une dépréciation considérable de la monnaie, dépréciation qui se traduirait par une hausse correspondante des prix de tous les objets. Cette hausse générale et croissante, tant des choses mobilières qu'immobilières, bouleverserait le monde commercial et le monde économique, équivaldrait à une diminution des dettes des Etats et des particuliers, elle ébranlerait tous les budgets et l'assiette des impôts, et réduirait considérablement la richesse publique. Or, il n'est pas seulement injuste de produire ainsi par voie de mesure législative une hausse artificielle, il est encore dangereux de le faire, car on s'expose, en pareil cas, à de graves complications. On répond, il est vrai, qu'immédiatement les salaires

des ouvriers augmenteraient dans une proportion équivalente à la hausse des denrées, et que de la sorte l'équilibre se trouverait rétabli ; mais l'expérience a prouvé que, dans la réalité, il n'en est pas ainsi. Les salaires des ouvriers n'augmentent que lentement, après des luttes acharnées, à la suite de grèves multipliées ; ils ne s'accroissent jamais aussi vite que le prix des subsistances. La classe ouvrière, de même que tous ceux qui vivent du produit de leurs épargnes ou d'un revenu fixe, auraient donc inévitablement à souffrir du bimétallisme, et les événements qui se sont produits, il y a une vingtaine d'années, alors que l'or d'Amérique affluait en Europe, ne doivent point être oubliés. Lorsqu'on aurait saturé de monnaie le monde entier, si l'on découvrait de nouveaux placers californiens, la situation deviendrait bien plus critique et aucun pays alors ne pourrait servir de parachute.

Est-il rationnel de s'engager dans une voie qui mène au renchérissement ? Cette tendance n'est que trop sensible et trop constante ; sur un petit nombre d'années, elle échappe presque à l'observation, parfois elle semble s'engager sur une pente contraire, mais elle prend, sur une longue période, des proportions considérables. Elle est également marquée pour des objets naturels de consommation, tels que les céréales, et pour des objets manufacturés, malgré les perfectionnements de l'industrie. La valeur vénale en augmente, ce qui tient évidemment à la dépréciation du numéraire. Convient-il d'accélérer par des mesures législatives ce mouvement de hausse naturelle et progressive ?

Il y a incontestablement un grand intérêt, non pas à réhabiliter l'argent, ce qui semble impossible, mais du moins à en enrayer la baisse. Le véritable moyen n'est pas d'élever arbitrairement la valeur de ce métal, mais d'éviter au contraire toute mesure qui peut en développer la production, et d'en

encourager l'usage dans les pays qui le préfèrent encore, dans l'Asie et l'Afrique, dans l'Amérique du Sud, dont la population est trois fois celle de l'Europe et des Etats-Unis, et de laisser à ces derniers l'or qui s'y est acclimaté. Le stock métallique de l'argent trouvera ainsi son écoulement par suite d'un progrès lent, naturel, logique, bien préférable à un bouleversement subit et factice, résultant de mesures législatives.

Les Etats à étalon d'or n'ont, du reste, qu'un intérêt bien secondaire dans cette question. C'est en vain que les bimétallistes cherchent à les alarmer, car ils n'éprouvent ni malaise, ni inquiétude. Ils n'assistent à la Conférence que par pure déférence. L'Angleterre n'admet même pas la supposition qu'elle puisse renoncer à l'étalon d'or, quoique la situation monétaire de l'Inde semble être pour elle un puissant motif de modifier son attitude. Il est vrai que le gouvernement indien subit une perte sur les intérêts de ses emprunts qu'il paie en or, tandis qu'il perçoit les taxes en argent ; mais, c'est un point secondaire, le grand intérêt pour l'Angleterre étant celui de son commerce. Or, le commerce anglais avec les Indes se développe continuellement ; il ne souffre pas en réalité des fluctuations du change, puisque c'est sur celui-ci qu'il base ses opérations. La perte que donneraient les entreprises de chemins de fer, de canaux, etc., est tout aussi illusoire, puisque la plupart de ces fonds continuent à représenter la même valeur en livres sterling, ce qui est l'essentiel pour les capitalistes anglais. — On s'explique donc parfaitement que malgré l'importance de ses rapports avec l'Inde, le gouvernement britannique reste insensible aux adjurations des bimétallistes.

On cherche non moins vainement à persuader à l'Allemagne d'adhérer au bimétallisme, afin d'employer elle-même

sans perte son gros stock de vieux thaler ; mais cette attrayante perspective ne la fait pas dévier de sa route, et la seule concession qu'elle ferait, serait de ne jeter que peu à peu sur le marché son surplus d'argent. Comme l'a judicieusement fait observer M. Burkhardt-Bischoff, l'un des délégués suisses, la perte de 71 millions qu'a subie l'Allemagne en échangeant 567 millions d'argent contre de l'or, se convertit aujourd'hui en un bénéfice de 300 à 400 millions par le fait que sa circulation repose sur l'étalon d'or et que le cours du change sur Berlin ou Francfort, se maintient, à Paris, à 124, tandis qu'il serait de 110 à 105 avec l'ancien étalon d'argent.

Les Etats à étalon d'or se déclarant satisfaits de leur situation et résolus à n'en pas changer, le bimétallisme joue un rôle au moins singulier lorsqu'il s'obstine à leur persuader qu'ils sont, à leur insu, atteints d'un sérieux malaise économique et d'une grave maladie monétaire.

Pour les Etats placés sous le régime du papier-monnaie, il est évident que la question financière domine la question monétaire et qu'ils pourraient trouver dans le bimétallisme un moyen légitime de s'acquitter de leurs dettes aux moindres frais possibles. L'Italie, cependant, n'a pas hésité, en contractant son emprunt pour rembourser son papier-monnaie, d'en stipuler les $\frac{2}{3}$ payables en or, et elle garde en circulation les coupures de 5 et 10 francs dans l'espoir qu'ils empêcheront l'invasion de ses propres écus.

Quant aux Etats à étalon boiteux, l'Union latine, la Hollande, l'Espagne, qui ont en réalité l'étalon d'or, avec un excès de monnaie d'argent qui est un legs du bimétallisme abandonné, leur situation sans doute n'est pas excellente ; mais il faut se garder d'exagérer leur malaise. Si l'on trouve à la Banque de France un stock considérable d'argent, c'est parce que chacun s'est déchargé de ses écus dans ce grand

réservoir, pour y puiser, à la place, l'or qui est préféré de tous ; c'est aussi parce que l'argent italien y a été refoulé par le cours forcé. Il y a assurément des exportations d'or ; mais il y a aussi des importations, comme le démontrent les tableaux des douanes, et à chaque souscription publique, la forte proportion d'or versée aux guichets de la Banque prouve que la circulation est saturée de ce métal. Evidemment, le commerce repousse les écus d'argent ; c'est un fait constaté en France comme en Suisse. Or, que conseillent les bimétallistes ? La frappe libre de l'argent ; c'est-à-dire qu'à des pays gênés par un excès d'argent en circulation, on demande de frapper plus d'argent encore ! Corriger l'excès d'argent par un excès d'argent plus considérable ; tel est le seul remède prescrit. C'est de l'homéopathie monétaire !

La Banque de France, elle aussi, a essayé de faire accepter les pièces de 5 francs qu'elle remet constamment en circulation ; mais elle a échoué et ce numéraire encombrant lui est incessamment rapporté. Aux Etats-Unis, l'administration a de même voulu faire circuler les nouveaux dollars frappés en vertu du Blandbill, elle a multiplié ses efforts et n'a réussi qu'à en émettre une partie qui circule comme monnaie d'appoint ; le secrétaire du Trésor a dû le constater dans son dernier rapport, et le contrôleur de la circulation, M. Knox, a osé qualifier d'absurde la législation monétaire actuelle. Si l'on se flatte de solder les marchandises américaines avec de l'argent, on se berce d'une étrange illusion, car avec le système du bimétallisme, les Etats-Unis produiraient une quantité croissante de ce métal, et au lieu de recevoir de l'argent d'Europe, ils lui en enverraient de plus en plus. Les courants partent de leur source et n'y remontent pas.

Le point sur lequel la divergence d'opinion entre les deux partis est le plus fortement accentuée, c'est l'établissement

d'un rapport fixe entre les deux métaux. C'est une question de doctrine sur laquelle toute entente est impossible. Tout système qui consiste à établir une proportion immuable de valeur entre l'or et l'argent, est en opposition formelle avec les lois économiques. La loi n'est pas faite pour imposer aux peuples la volonté arbitraire du législateur ; mais pour répondre aux besoins des sociétés et pour les satisfaire. Elle doit être l'expression de la vérité des faits, de la vérité du droit.

Les lois arbitraires sont, par là même, injustes ; elles sont de plus impuissantes et les mœurs en seront toujours le correctif. On ne crée pas une valeur par la loi ; on n'impose pas la croyance à une valeur qui ne ressort pas de la réalité des faits, ni surtout qui lui est contraire. On ne tarderait pas à l'éprouver si le principe du bimétallisme à 15 $\frac{1}{2}$ passait à l'état de loi. Ce principe n'a pu se maintenir après avoir été établi, cependant, à l'origine, conformément aux indications du marché des métaux ; les Etats qui ont fait de ce rapport la base de leur système n'ont eu en fait que l'étalon alternatif. De 1801 à 1852, le rapport a été de 15.93 à 15.58, de 1853 à 1866, de 15.21 à 15.48, de 1867 à 1880, de 15.57 à 18.39. — Et l'on prétendrait le faire prévaloir aujourd'hui que le rapport commercial de l'or et de l'argent a été en moyenne, dans le courant de l'année 1881, de 1 à 18 $\frac{1}{4}$!

On voudrait décréter dès maintenant la réalisation d'un rapport reconnu faux, que le commerce déclare tel !

D'où vient cette erreur ? De ce qu'on s'imagine condamner l'or à l'alternative de se cacher ou de se placer à 1 pour 15 $\frac{1}{2}$. Sait-on ce qui arriverait ? L'or continuerait à circuler, mais à circuler avec prime ; il circulerait non pas avec la valeur que le législateur aurait décrétée, mais au prix que le commerce indiquerait, absolument comme il circule en Autriche, en Italie, dans tous les pays placés sous le régime du

papier-monnaie. L'arbitraire ne peut pas lutter contre la nature des choses.

Si c'est la loi, comme le prétendent les bimétallistes, qui fait la monnaie et qui en fixe la valeur d'une manière durable et obligatoire, comment se fait-il que la loi qui fait la monnaie de papier ne soit pas observée, et qu'une coupure de vingt francs, par exemple, ne puisse s'échanger que contre 17 à 18 francs en espèces, selon le moment? Il en serait de même pour la valeur relative de deux métaux. La monnaie, dont la valeur légale est supérieure à sa valeur intrinsèque, n'est plus qu'un papier-monnaie sonnante.

Selon l'exposé de M. Burkhardt-Bischoff, « l'Etat en imprimant son empreinte sur un disque d'or ou d'argent, ne fait qu'en constater le poids et le titre et lui donner un nom. Si l'unité de l'étalon français, qui est de cinq grammes d'argent à 9/10, n'avait d'autre nom que cinq grammes d'argent, elle resterait invariable et vaudrait de toute éternité cinq grammes d'argent. Mais le franc ne représente pas seulement un disque de cinq grammes d'argent, il représente aussi un disque d'or d'un poids dont la proportion avec l'argent est de 1 à 15 1/2. C'est cette double base qui est la cause de la confusion monétaire qui a duré pendant des siècles, qui subsiste encore aujourd'hui et qu'on propose de perpétuer. Quand la valeur de l'or augmentait par rapport à celle de l'argent, l'Etat diminuait le poids de l'or formant l'unité monétaire ; quand c'était la valeur de l'argent qui augmentait, l'Etat diminuait le poids de l'argent. Ainsi, dans le cours des siècles, le poids des monnaies a été constamment détérioré, le nom seul restait le même. Le dernier exemple en France d'une détérioration monétaire date du 30 octobre 1785. C'est cette déclaration royale qui a inauguré le rapport légal de 1 pour 15 1/2. »

En proposant maintenant de frapper des pièces de cinq francs contenant seulement fr. 4.25 de valeur intrinsèque, n'est-ce pas rentrer dans le système qui avait été pratiqué depuis Philippe-Auguste jusqu'à Louis XVI? Si l'on prétend mettre en circulation des disques d'argent d'une valeur de fr. 4.25 et qu'on leur impose le nom d'écus de cinq francs, il est évident que proportionnellement le Napoléon d'or vaudra fr. 23.55. Il est admis comme vérité scientifique qu'il ne saurait y avoir deux unités indépendantes, l'une en or, l'autre en argent, ayant entre elles un rapport fixe de valeur; mais quelques économistes en contestent l'opportunité dès qu'il s'agit de la mettre en pratique.

« Cette question est avant tout une question d'honnêteté, « ajoute M. Burkhardt. Si je prête 15 $\frac{1}{2}$ kilogrammes d'ar-
« gent, l'honnêteté demande que mon débiteur me restitue
« 15 $\frac{1}{2}$ kilogrammes d'argent. Si je lui prête un kilogramme
« d'or, il doit me restituer un kilogramme d'or. Mais il n'est
« pas honnête que la loi accorde à mon débiteur la faculté de
« me restituer à son choix 1 kilo d'or, ou 15 $\frac{1}{2}$ kilos d'argent,
« suivant l'avantage que lui présente l'un ou l'autre. Il faut
« que la loi soit juste et égale pour tous, et qu'elle ne favorise
« arbitrairement ni le créancier ni le débiteur. Voilà ce qui
« constitue la supériorité du marché anglais dans le com-
« merce du monde. C'est pour cela que les traites sur Lon-
« dres forment le principal règlement pour les opérations
« internationales. La livre sterling est une base unique et
« inaltérable, tandis que le franc ne l'est pas. »

Les bimétallistes par conviction sont assez rares; mais les bimétallistes par intérêt se rencontrent dans les administrations publiques, comme dans les établissements financiers, où ils disposent d'une puissante influence. « Le double étalon, dit l'*Economiste*, est la plus étrange chimère

« qui soit entrée dans l'esprit des hommes pratiques, subtils,
« qui veulent se ménager, sous le voile de l'intérêt public,
« une situation défectueuse, instable, anormale, où ils aient
« beaucoup d'occasions de se faire des profits particuliers.
« Aussi, en général, cambistes, arbitragistes, tout ce que
« vous voulez, sont partisans du double étalon ; c'est pour
« eux une proie assurée et de la besogne toujours renais-
« sante. Le double étalon, avec sa double base, c'est à peu
« près comme si on décidait qu'à tout jamais, 100 kilos de
« blé s'échangeraient contre 200 kilos d'avoine, ou qu'un
« cheval vaudra toujours quatre ânes. »

Le bimétallisme ne sert donc que quelques intérêts particuliers aux dépens de ceux du grand nombre.

Il est généralement admis que, pour que tous les métaux dont la masse monétaire est composée circulent simultanément et harmoniquement, il faut donner à tous ces métaux *moins un* une valeur conventionnelle. Ce métal privilégié doit être le plus riche, celui qui sert le plus commodément aux échanges. C'est lui seul qui donne à la monnaie sa valeur marchande, et qui valant autant comme marchandise que comme monnaie, est un équivalent parfait. C'est l'étalon monétaire unique qui, pour notre pays, ne peut être que l'étalon d'or. Alors les autres espèces, qu'elles soient d'argent, de nikel ou de cuivre, ne sont que des monnaies auxiliaires, ou monnaies d'appoint, de valeur purement conventionnelle.

Si la loi ouvre un débouché spécial à un métal, si elle lui reconnaît cette supériorité sur toutes les autres marchandises, c'est en raison de la valeur propre qu'il possède et non pas en raison de la valeur artificielle qu'il plairait à un Etat quelconque de lui assigner. Un métal dont la valeur serait susceptible de varier suivant les desseins du législateur, deviendrait par cela seul essentiellement impropre à servir de monnaie.

IV

LE RÉSULTAT DE LA CONFÉRENCE

Est-ce bien sur le terrain purement théorique et scientifique qu'il faut rechercher la solution pratique des questions soumises à la conférence ? Est-ce par l'application de principes absolus qu'on peut arriver à un résultat ?

Les bimétallistes ne voient de salut que dans leur système ; ils s'efforcent d'y gagner l'Allemagne et l'Angleterre pour le mettre en œuvre, et n'admettent pas de transaction.

Le parti opposé est plus conciliant et il peut l'être sans dévier de ses principes. Le monométallisme, en effet, ne prend qu'une base unique, qu'un seul étalon qui, dans ce cas-ci, est l'or ; mais il ne répudie aucun autre métal à titre de monnaie auxiliaire et peut par conséquent chercher une solution qui assure à l'argent un emploi plus important. L'Allemagne, la Russie, le Danemark, ont fait, dans ce sens, des propositions qui ont été appuyées par la plupart des Etats rangés dans le même groupe.

Ils proposent de décréter l'étalon d'or unique, parce qu'une mesure vaut mieux que deux mesures, et que l'or possède à un degré supérieur les qualités nécessaires à la monnaie ; mais ils recommandent de revenir, au moins en partie, à l'emploi de l'argent dont on avait voulu trop brusquement se passer. Le but à poursuivre ne doit pas être de provoquer une hausse de l'argent ; mais plutôt d'enrayer sa baisse par une meilleure répartition des deux métaux qui permette de ne pas employer l'or là où il n'est pas indispensable. Le moyen pratique pour atteindre ce résultat consisterait à retirer les petites pièces d'or et les billets en circulation représentant une valeur inférieure à 20 francs, et de les remplacer par de la

monnaie d'argent. On évalue à 1,550 millions au moins les pièces d'or au-dessous de 20 francs qui circulent en Allemagne, en Angleterre, en France, aux Etats-Unis, — et les billets inférieurs à fr. 20 émis par l'Allemagne, la Russie, l'Autriche et les Etats-Unis à la somme de 2,269 millions. Si l'on y ajoute les Etats secondaires d'Europe, on atteint 4 milliards de francs. Il est évident que la masse d'argent qui serait peu à peu appelée à suppléer dans la circulation à ces petites monnaies d'or et de papier, produirait une demande capable d'arrêter la baisse de ce métal.

Ce n'est pas ce que rêvaient les bimétallistes. Toute mesure qui, d'un coup de baguette, ne relèverait pas de 18 % la valeur de l'argent, les contrariait. Ils ne firent donc pas même mine de s'apercevoir de la planche qui leur était tendue sous la forme de ces propositions pratiques, les seules qui pussent être acceptées de tous.

Les discours se succédant sans amener de résultat, la lassitude s'empara d'un grand nombre de délégués qui réclamèrent la clôture.

De leur côté, les Etats-Unis et la France étaient irrités de voir leurs espérances renversées par la brillante phalange de leurs adversaires, qui se maintenait unie et compacte, sans qu'ils aient pu l'entamer, ni mettre leurs arguments en contradiction. Au lieu de la clôture qui eût été synonyme de défaite, ils proposèrent l'ajournement de la Conférence, mais ils voulurent se donner encore une fois la satisfaction d'affirmer leur profession de foi monétaire, et ils le firent au nom de leurs gouvernements, dans les termes suivants :

« I. Les grandes fluctuations et la diminution de la valeur de l'argent, relativement à l'or, qui se sont manifestées, il y a plusieurs années, et qui existent encore, ont été et sont très-nuisibles au commerce et à la prospérité générale.

« En rétablissant un rapport fixe entre la valeur de l'or et celle de l'argent, on rendrait au commerce du monde entier un service de la plus haute importance.

« II. Une convention adoptée par un groupe important d'Etats qui s'engageraient à ouvrir leurs hôtels de monnaie à la frappe libre et sans limite des deux métaux, avec un rapport de poids fixe entre l'or et l'argent contenus dans l'unité monétaire de l'un et de l'autre métal et avec pleine force libératoire, aurait pour conséquence de rendre stable la valeur relative des deux métaux dans la circulation générale, à la satisfaction des intérêts et des besoins du monde entier.

« III. Toute proportion actuellement ou récemment en vigueur dans une grande nation commerciale, pourrait se maintenir si elle était adoptée par ce groupe d'Etats. Mais l'adoption de la proportion de 15 $\frac{1}{2}$ à 1 permettrait d'atteindre le but en causant moins de troubles et de difficultés dans l'ensemble des différents systèmes monétaires existants.

« IV. Sans rechercher l'effet que pourrait produire un accord entre un nombre restreint d'Etats, une convention intervenant entre l'Allemagne, l'Angleterre, les Etats-Unis et la France, avec le concours d'autres Etats d'Europe et d'Amérique, aurait pour effet de maintenir dans le monde commercial tout entier le rapport adopté dans cette convention. »

Cette déclaration, si absolue dans ses termes, n'ayant amené aucune réplique, l'ajournement réclamé avec instance par la France fut voté par politesse avec le considérant suivant : « La situation monétaire pouvant, pour quelques Etats, motiver l'intervention des pouvoirs publics, il y a lieu de faire place, quant à présent, à des négociations diplomatiques, et la Conférence s'ajourne jusqu'au mercredi 12 avril 1882. »

V

CONCLUSION

La Conférence monétaire de 1867 avait posé les bases d'une monnaie d'or universelle qui resta, comme on sait, à l'état de projet.

A celle de 1878, les Etats-Unis vinrent prôner le bimétallisme et ils échouèrent.

Celle de 1881 n'a pas eu plus de succès et la session de 1882 ne permet pas de présager une issue différente. La prolongation du délai de 9 mois qui avait été fixé, semble indiquer que les bimétallistes n'ont pas pu vaincre les difficultés qui leur barraient le chemin. En supposant qu'ils trouvent l'allié dont ils ont besoin pour former une nouvelle ligue sur la base du double étalon, la conséquence inévitable en serait que leur fabrication d'argent ferait émigrer leur or chez ceux de leurs voisins qui seraient restés fidèles au système opposé. Ceux-ci n'auraient qu'à s'en féliciter.

La Confédération suisse pourrait-elle se lancer dans l'aventure du bimétallisme, ouvrir son hôtel de monnaies à la frappe illimitée de l'argent, fabriquer des centaines de millions dont d'autres retireraient tout le profit et dont elle seule supporterait toutes les charges ?

Doit-elle se laisser entraîner par la France qui est rivée au bimétallisme parce qu'elle a frappé depuis le commencement du siècle 5 1/2 milliards d'argent dont on estime que près de la moitié est encore en circulation et dont elle ne sait comment se débarrasser ?

L'Italie qui, depuis vingt ans, a fabriqué pour 365 millions d'écus, ne s'oppose pas au système proposé parce qu'elle y a un

intérêt financier ; mais la Belgique et la Grèce refusent carrément de s'associer aux inconvénients et aux dangers de la tradition monétaire de la France.

En Suisse, des tendances diverses se sont fait jour ; l'Association Commerciale de Zurich s'est déclarée pour l'étalon d'or, tandis que le président de celle de Bâle ne voit de salut que dans le double étalon.

Nous ne nous arrêterons pas aux articles publiés dans la *Bibliothèque universelle* par M. de Laveleye qui s'efforce de nous convertir à sa nouvelle doctrine, car il nous suffit de lui opposer les opinions en tout point différentes, soutenues dans la conférence par son compatriote M. Pirmez, l'éminent champion du monométallisme, délégué de la Belgique.

La Suisse qui, jusqu'ici a suivi la voie la plus prudente et dont les écus de cinq francs ne figurent plus que dans les collections numismatiques, doit maintenir sa position. Son rôle est de rester fidèle à la Convention de 1878 qui lie encore pour quatre années tous les Etats contractants sans engager au-delà sa liberté.

Jusqu'à présent, les démarches des binnétallistes envers l'Angleterre et l'Allemagne n'ont pas abouti et nous pouvons espérer que le ministre actuel des finances de France, toujours prudent et réservé, saura repousser toute combinaison aventureuse et maintenir l'Union latine sur un pied sage, rationnel et acceptable pour tous ses membres.

RAPPORT DE LA COMMISSION

NOMMÉE PAR LA

SECTION D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE

sur les questions concernant le renouvellement

DU TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LA SUISSE & L'ITALIE

En date du 2 novembre 1881, le Conseil d'Etat de Genève, par l'organe de son Département des Finances et du Commerce, a chargé notre section de faire une enquête concernant les vœux de l'industrie et du commerce genevois, à l'occasion des tractations qui s'ouvriront prochainement entre la Suisse et l'Italie.

La Commission a été composée de MM. Challet-Venel, Viollier-Rey, Imer-Schneider, Martin et J. Plojoux, lesquels avaient la faculté de s'adjoindre d'autres personnes à titre de consultation.

Cette Commission a l'honneur de vous présenter le rapport suivant :

En l'année 1868 la Suisse avait conclu avec l'Italie plusieurs traités :

- a) Un traité de commerce avec tarifs ;
- b) Une convention pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique ;

c) Une convention sur l'établissement et les rapports consulaires ;

d) Un traité pour l'extradition des malfaiteurs et des prévenus.

En 1875, l'Italie fit connaître son intention de dénoncer le traité de commerce de 1868 et de procéder à une révision des tarifs compris dans ce traité.

La Suisse, de son côté, déclara qu'elle était disposée à se prêter à de nouvelles négociations.

Mais, sur ces entrefaites, un changement de ministère, survenu en Italie, fit ajourner les tractations, et la question resta suspendue jusqu'en 1879.

A cette dernière époque, les négociateurs suisses se trouvèrent en présence d'une situation entièrement nouvelle.

En effet, dès le 1^{er} juillet 1878, l'Italie avait adopté un tarif général, et, sur la base de ce nouveau tarif, elle avait conclu avec l'Autriche, le 27 décembre 1878, un nouveau traité de commerce.

La question était ainsi devenue plus épineuse pour l'autorité fédérale, qui, se trouvant en présence d'un fait accompli, perdait l'espoir de conclure une convention définitive et qui devait se contenter d'obtenir temporairement le traitement de la nation la plus favorisée, c'est-à-dire l'application à la Suisse des tarifs italo-autrichiens.

Une convention temporaire fut donc conclue, sur cette base, le 28 janvier 1879. Cette convention, dénoncée pour le 31 décembre 1881, a été prorogée récemment jusqu'au 31 mai 1882, afin de donner aux administrations des deux pays le temps de préparer les matériaux nécessaires pour les nouvelles tractations.

Du reste, l'Italie a fait connaître son intention d'attendre la conclusion de son traité de commerce avec la France, avant

d'ouvrir ses négociations avec la Suisse. Il pourrait donc se faire que le délai final indiqué ci-dessus fût encore prolongé.

Quoi qu'il en soit, il est opportun de recueillir dès maintenant les documents qui doivent servir de base aux négociateurs suisses, et, à cet effet, les gouvernements des cantons ont été chargés par le Département fédéral des péages, de faire connaître, avant la fin de la présente année, les vœux émanant de l'industrie et du commerce de leurs territoires respectifs.

La première question posée par le Département fédéral des péages est celle-ci :

1. « *Quels sont les effets que le nouveau tarif italien et le « tarif conventionnel italo-autrichien ont produits sur l'ex-
« portation suisse en Italie?* »

Pour répondre à cette question il faut d'abord énumérer les principaux produits que la Suisse exporte en Italie.

Ce sont, en commençant par les articles qui intéressent le canton de Genève:

L'horlogerie, la bijouterie, les pièces à musique, les produits chimiques, bougies, savons, fromages, peaux brutes, suif brut, machines, tissus, bois de construction, bois à brûler, charbon de bois, broserie commune et fine, briques et tuiles, poterie fine.

Les derniers produits sont peu exportés en Italie par Genève; ils concernent d'autres cantons pour lesquels ils forment une spécialité de production.

Votre Commission s'est occupée exclusivement des premiers articles énumérés ci-dessus et elle a cherché à constater l'effet du tarif conventionnel de 1879 sur l'exportation en Italie, par le canton de Genève, de l'horlogerie, de la

bijouterie, des pièces à musique, des produits chimiques, des bougies et savons, ainsi que des bois de construction.

Cette recherche présentait d'assez grandes difficultés.

En effet, si l'on consulte les tableaux de statistique que l'administration des péages publie annuellement concernant l'importation, l'exportation et le transit, on rencontre pour représentatif de l'exportation de la Suisse en Italie, des chiffres qui n'expriment certainement pas la réalité.

Pour n'en citer qu'un exemple, nous reproduisons les chiffres suivants, empruntés à la statistique fédérale officielle, en ce qui a trait aux articles de la principale industrie de Genève :

Exportation de la Suisse en Italie

	1878	1879	1880	Total.
Bijouterie, orfèvrerie .	7 quin.	7 quin.	1 quin.	15 quin.
Montres et pendules fines	3 »	2 »	3 »	8 »
Pendules communes .	3 »	5 »	12 »	18 »
	13 »	12 »	16 »	41 »

D'autre part, durant les mêmes années l'Italie aurait importé en Suisse :

	1878	1879	1880	Total.
Bijouterie, orfèvrerie .	19 quin.	9 quin.	14 quin.	42 quin.
Montres et pendules fines	7 »	5 »	5 »	17 »
Pendules communes .	7 »	6 »	22 »	35 »
	53 »	20 »	41 »	94 »

En résumé, 41 quintaux de Suisse en Italie, 94 quintaux d'Italie en Suisse, c'est-à-dire que la Suisse serait tributaire de l'Italie pour ce qui concerne l'horlogerie et la bijouterie.

Il doit y avoir là quelque erreur considérable. Evidemment la statistique fédérale est en défaut sur ce point spécial.

Votre Commission a recherché les causes de cette erreur et elle s'est demandé si les expéditions, partant de Genève à destination de l'Italie, en passant par le territoire français, n'auraient pas été inscrites au départ, au compte de l'exportation en France, au lieu de figurer au compte de l'Italie.

Si cette supposition était exacte, il n'y aurait alors dans la statistique fédérale, comme inscrites au compte de l'Italie, que les exportations accomplies directement de la frontière suisse à la frontière italienne, c'est-à-dire par les frontières des cantons du Valais, du Tessin et des Grisons.

Du reste, chacun sait à Genève que nos fabriques d'horlogerie et de bijouterie font des affaires considérables avec l'Italie.

Il est cependant à remarquer que les contrats de vente stipulent généralement les marchandises livrées à Genève et que les adresses données ordinairement par les destinataires italiens sont presque toujours des noms de localités situées sur la frontière française ou sur la frontière italienne, suivant les circonstances.

On peut ainsi présumer que la plus grande partie des articles de bijouterie et d'horlogerie qui, partant de la Suisse, sont dirigés sur l'Italie, traversent la frontière sans passer par le contrôle des bureaux de la douane italienne.

Cela est d'autant plus probable, que la différence de taxe entre le tarif italien à l'entrée, et les conditions ordinaires de la contrebande pour le passage de la frontière, est d'une très grande importance.

D'après le tarif italien, les montres à boîte en or, sont taxées à fr. 3 la pièce ; celles à boîtes en autre métal à fr. 1 ; les horloges fines à fr. 5 la pièce ; les pièces à musique à fr. 2.

Quant aux articles de bijouterie, ils sont taxés au prix

excessif de fr. 14 l'hectogramme, soit à fr. 140 le kilogramme ou encore à fr. 14,000 les $\frac{1}{10}$ kil.

Tandis que nous avons lieu de croire que le tarif par transport interlope, parfaitement organisé, avec assurance contre tous les risques, n'atteint pas fr. 1 par pièce des articles d'horlogerie sus-désignés et reste au-dessous de fr. 10 par kilogramme de bijouterie.

Les explications dans lesquelles nous venons d'entrer doivent suffire pour convaincre qu'en ce qui concerne l'horlogerie et la bijouterie, le remplacement du tarif de 1868 par les taxes un peu plus élevées du tarif conventionnel de 1879 n'a eu aucune influence sur l'exportation de ces articles de la Suisse en Italie.

Avant comme après, les taxes à l'entrée en Italie ont été considérées comme trop élevées et l'on a cherché et trouvé les moyens d'échapper au paiement des droits de douane.

Passant à l'article *Produits chimiques* et nous arrêtant surtout aux couleurs anilines, que les fabriques réunies du canton exportent en Italie pour une valeur qui dépasse fr. 500,000 par an, nous remarquons que le droit d'entrée en Italie, fixé à fr. 15 p. $\frac{1}{100}$ kilog., pour les couleurs à l'état sec, et à fr. 10 pour celles à l'état liquide, n'a pas empêché le mouvement ascendant de l'exportation.

Les tableaux statistiques accusent un quintal exporté en 1878 et 15 quintaux en 1879.

Mais ces chiffres ne fournissent qu'une donnée incomplète ; la majeure partie des exportations de produits chimiques pour l'Italie, en passant la frontière suisse à Genève, ont été sans doute portées au compte de l'exportation en France.

Ici encore le remplacement du tarif de 1868 par le tarif con-

ventionnel de 1879 ne paraît pas avoir exercé une fâcheuse influence.

Aussi longtemps que le droit à acquitter sera le même pour tous les pays étrangers à l'Italie, nos fabriques genevoises de produits chimiques pourront supporter la concurrence.

Bougies. Les cinq fabriques de Genève produisent environ 650,000 kilog. de bougies par an.

Le droit qui frappe cet article à son entrée en Italie est de fr. 15 p. % kil.

Le droit suisse est fixé à fr. 16 p. % kil. ; nos fabricants n'ont donc pas à se plaindre sous ce rapport.

Mais, si les droits d'entrée en Italie sont supportables, il n'en est pas de même des surtaxes d'octroi qui, à Turin et dans d'autres villes d'Italie, frappent l'article bougies, et en rendent l'importation inaccessible.

En effet, pour ne citer que Turin, le droit d'octroi est fixé à fr. 12 p. % kil., taxe qui, ajoutée aux fr. 15 de droit d'entrée en Italie, constitue réellement une taxe totale de fr. 27, laquelle représente un droit protecteur assez efficace pour garantir contre toute concurrence les fabriques similaires de Turin.

Savons. L'Italie importe en Suisse des quantités considérables de savons de diverses qualités. Pour l'année 1880, la statistique indique une importation de 1,684 quintaux.

L'importation de la Suisse en Italie est bien inférieure. Si l'on s'en tient aux tableaux dressés par l'administration fédérale, on serait tenté de croire que cette exportation va en diminuant. Les chiffres accusent une exportation de 31 quintaux en 1878, de 12 quintaux en 1879 et de 7 quintaux seulement en 1880.

Mais, nous avons déjà fait remarquer les causes qui peuvent altérer profondément les résultats fournis par les tableaux de la statistique de l'administration des péages, en ce qui concerne l'exportation en Italie.

Néanmoins, il paraît certain que, pour cet article spécial, le traité conventionnel de 1879 a exercé une influence défavorable.

Pour faciliter l'exportation des savons suisses en Italie, il faudrait obtenir l'égalité des taxes, pour l'admission à la frontière des deux pays.

Tels sont les articles sur lesquels votre Commission a fait porter ses recherches.

Nous ne croyons pas qu'il y en ait d'autres intéressant l'industrie genevoise proprement dite, ce qui ne veut pas dire que le commerce genevois n'exporte pas en Italie d'autres produits indigènes ou étrangers.

Les détails dans lesquels nous venons d'entrer répondent suffisamment à la première question contenue dans la circulaire du Département fédéral des péages.

En ce qui concerne l'industrie du canton de Genève, le tarif conventionnel de 1879, placé en regard de celui du traité de commerce de 1868, ne semble pas avoir exercé une influence bien marquante. Il ne paraîtrait pas qu'on se soit aperçu à Genève de la transition, au moins en ce qui concerne les articles de notre industrie proprement dite.

Quant aux articles de commerce, c'est-à-dire ceux qui, tirés de l'étranger, sont réexportés de la Suisse en Italie, l'étude de la question rentrerait mieux dans la compétence de la Chambre de commerce que dans celle de la section d'industrie et d'agriculture de l'Institut national genevois.

La seconde question comprise dans le programme du Département fédéral des péages et dont l'examen nous a été demandé par le Conseil d'Etat, est la suivante :

« Est-il dans l'intérêt de la Suisse de conclure avec l'Italie un nouveau traité avec tarif, ou seulement une convention sur la base de la nation la plus favorisée ? »

Votre Commission doit déclarer qu'elle n'a pas eu à sa disposition les documents nécessaires pour résoudre cette seconde question.

Afin de traiter ce sujet avec connaissance de cause, il conviendrait d'avoir sous les yeux l'énumération complète des produits que la Suisse en général exporte en Italie.

Il faudrait surtout connaître les conditions spéciales dans lesquelles se trouve chaque canton producteur.

Nous pensons qu'une pareille étude ne pourra guère être entreprise que par l'Administration centrale, qui rassemblera tous les documents émanant des divers cantons.

Cependant, si nous nous bornons à envisager la question au point de vue spécial des articles que produit et exporte l'industrie genevoise, nous pourrions admettre que l'élaboration d'un nouveau traité, avec tarif complet, ne serait pas bien nécessaire, et qu'il suffirait de conclure une simple convention sur la base de la nation la plus favorisée.

Les tarifs suisses sont les plus modérés et les plus bas qui existent.

Notre intérêt serait de voir abaisser au même niveau tous les tarifs de douanes des pays avec lesquels la Suisse entretient des rapports d'affaires.

Cet objectif ne pouvant être atteint, et le point de vue spécial auquel l'administration fédérale se placerait à cet égard n'ayant aucune chance d'être adopté, dans les tractations à entamer pour le renouvellement des traités de commerce, les

aspirations de la Suisse nous sembleraient devoir se borner à obtenir le traitement de la nation la plus favorisée.

Ce qui nous confirme dans cette opinion, c'est le fait que l'Italie négocie en ce moment avec la France, dont les représentants, parlant au nom d'un vaste territoire, peuvent faire valoir les intérêts considérables qui découlent pour l'Italie de la conservation d'un débouché très important pour les produits de la péninsule.

Pour conserver l'ouverture de ce débouché, l'Italie devra nécessairement faire à la France certaines concessions.

Elle n'aurait certes pas le même intérêt s'il s'agissait de les accorder directement à la Suisse, dont le territoire restreint ne saurait être placé au rang des débouchés de première classe.

La Suisse pourrait donc se contenter de réclamer pour elle-même les avantages qui seront octroyés à la France par l'Italie.

Il semblerait, du reste, que ce procédé rentrerait dans les intentions du Ministère italien ; autrement on ne s'expliquerait pas très bien dans quel but l'Italie aurait décidé de n'entamer ses tractations avec la Confédération suisse, que lorsqu'elle aura terminé avec la France.

La troisième question sur laquelle nous avons à présenter un préavis, est la suivante :

« *Eventuellement, quelles sont les réductions de taxes que la Suisse devra demander, lors des futures négociations, pour l'importation de nos produits en Italie ?* »

Ici encore, nous avons cru devoir nous borner à examiner la portée de cette troisième question, en ce qui concerne spécialement le canton de Genève.

Nous avons dit plus haut que, sans risquer de se tromper beaucoup, l'importation en Italie des articles *horlogerie* et *bijouterie* s'effectue en dehors des bureaux de douane.

Cette observation s'applique également à la production suisse et à la production française.

Ces articles, qui représentent une grande valeur sous un petit volume, se prêtent facilement au transport par procédés illicites.

Cela est profondément regrettable au point de vue de la moralité des populations de la frontière, mais l'expérience a constaté que cet état de choses ne pourrait cesser que par un abaissement considérable des droits d'entrée du tarif italien. Or, il n'est pas probable que l'administration de ce pays, quoique cela fût dans son intérêt fiscal bien entendu, consente à descendre au niveau du tarif suisse actuellement encore en vigueur et qui, pour les articles d'horlogerie et de bijouterie, comporte une taxe de fr. 30 par cent kilogrammes.

Il est vrai que le nouveau tarif des péages, adopté par les Chambres fédérales dans un premier débat, et qui sera soumis à une seconde délibération avant d'être déclaré applicable, fixe à fr. 5 par pièce le droit d'entrée en Suisse des montres à boîte d'or ; à fr. 4 celui applicable aux montres ordinaires, et à 5 p. % de la valeur pour les articles de bijouterie.

Mais ce mode de taxation ne saurait être considéré que comme une menace de représailles, une sorte d'arme de combat pour disputer le terrain dans les futures négociations, et le dernier mot n'a pas encore été prononcé.

Qui sait même si ce nouveau tarif sera jamais mis en vigueur

En résumé, il conviendrait éventuellement de demander à

l'Italie de fixer le droit de douane à fr. 1.50 par pièce pour la montre à boîte en or ; à fr. 0.75 pour la montre en argent ou autre métal, et à fr. 20 par kilogramme pour les articles de bijouterie.

Les boîtes à musique étant taxées à fr. 2 la pièce, à l'entrée en Italie, il n'y a rien à objecter à cette taxation qui, dans le fait, est inférieure au droit français fixé, suivant les cas, à fr. 5 par pièce ou à 5 p. % de la valeur.

Passant à l'article *bougies*, il serait bon d'attirer l'attention sur le fait que les droits d'octroi dont sont frappés ces articles, en outre des taxes des douanes à l'entrée en Italie, équivalent à une prohibition absolue.

Dans le cas où les droits d'octroi, que certaines villes d'Italie prélèvent sur cet article, seraient maintenus, le droit de douane fixé aujourd'hui à fr. 15 p. % kilog. devrait au moins être abaissé à fr. 5 p. % kil.

De cette façon, la réunion du droit d'entrée et de la taxe d'octroi monterait à fr. 17, somme qui serait encore supérieure à la taxe, à l'entrée en Suisse, laquelle est fixée à fr. 16 p. % kilog.

Savons. Il serait désirable d'obtenir des concessions qui permettent d'entretenir avec les consommateurs italiens des rapports d'affaires qui ne sont pas possibles dans l'état actuel des droits.

Tandis que les produits de l'Italie entrent en Suisse moyennant l'acquittement d'un droit de fr. 1.50 p. % kilog., les savons suisses sont frappés à la frontière italienne d'un droit de fr. 6 p. % kilog.

Il conviendrait de tenter d'obtenir l'égalité des droits.

Bois de construction. Il existe à Genève d'importantes maisons qui s'occupent de l'exportation des bois bruts et des bois ouvrés.

Les relations de ces maisons avec l'Italie sont presque nulles dans l'état actuel des choses.

En ce qui concernerait éventuellement la fixation d'un tarif pour cet article, on considère généralement la taxation *au poids* comme préférable à la taxation à *la valeur*.

Les difficultés résultant de ce dernier mode de taxation sont très onéreuses, attendu que le prix de la main-d'œuvre diffère essentiellement d'un pays à l'autre, ce qui crée une cause permanente d'erreurs et d'exagérations dans la détermination de *la valeur* par les experts.

La quatrième et dernière question à laquelle nous avons à répondre, est formulée comme suit :

« *Quelles sont les demandes à présenter en ce qui concerne le « texte même du traité ?»*

Cette question porte sur des sujets d'un intérêt trop général, pour qu'il soit possible de nous prononcer en connaissance de cause.

Cependant, il serait utile d'attirer l'attention de l'autorité compétente sur les difficultés spéciales que rencontrent les horticulteurs du canton de Genève, lorsqu'ils ont à expédier en Italie des arbustes ou des fleurs.

Tandis que les produits similaires expédiés d'Italie sont introduits en Suisse sans difficulté, les expéditions de Genève à destination de l'Italie, sont fréquemment repoussées à la frontière et l'entrée en Italie leur est refusée.

Il ne s'agit pas de difficultés provenant de la taxation, puisque de part et d'autre ces produits jouissent de l'exemption.

Quoi qu'il en soit, il y a là une inégalité de traitement qui est contraire aux dispositions générales que l'on rencontre dans le texte des traités de commerce, et en vertu desquelles les ressortissants des pays contractants sont placés sur le pied d'égalité.

*Au nom de la Commission de la Section d'Industrie et
d'Agriculture de l'Institut national genevois.*

Le Rapporteur,
J. CHALLET-VENEL.

HISTOIRE DE LANCY

DÈS LES

ANCIENS TEMPS

Jusqu'à nos Jours

PAR

Claudius FONTAINE-BORGEL

MEMBRE DE LA SECTION DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES D'ARCHÉOLOGIE ET
D'HISTOIRE DE L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

(Non sibi, sed omnibus.)

I

De l'origine du nom de Lancy

Il s'agit d'abord de rechercher l'origine du nom de Lancy.

Pour cela, il faut nécessairement recourir à toutes les suppositions hypothétiques, et, dans leur ensemble, c'est au bon sens que sera abandonnée toute décision.

Engagé dans cette voie, je débiterai, comme premier argument, en me basant sur la manière dont a pu être rendu par écrit le nom de Lancy.

Dans les nombreux actes, dont la citation sera faite, tout en indiquant leur source, Lancy, que nous écrivons de nos jours avec la terminaison *c* et un *i grec* (*cy*) l'était ainsi jadis: *Lanci*, *Lancie*, *Lancier*, *Lancye*, *Lansi*, *Laussi*.

Lancy a subi dans son orthographe les mêmes métamorphoses que Landecy (*Landissiacus*) nom qui a même servi à désigner des individus de cette localité, comme *c'est le cas pour Lancy*.

Or, à ce propos, il est bon de citer qu'un judicieux écrivain de notre temps, M. Jules Vuy, a, dans une anotation à une charte, se rapportant à l'ancienne chartreuse de Pomiers, exposé que, dans une partie de la Savoie, souvent l'*e* ne se prononce pas après l'*i*, à peu près comme si on écrivait *proprité*, au lieu de *propriété*. C'est par suite de cette prononciation que beaucoup de noms de localités en *ier* ou en *ie* ont gardé la terminaison *y* : Chancy, Gy, Coligny, Chambésy, Lully, Lancy, Satigny, Céligny, Perly, Jussy, Chougny, Malagny, Thoiry, Rumilly, Arbusigny, Desingy, etc.

On voit, par les exemples cités, que la même prononciation existait dans les environs de Genève. Maintenant encore on entend prononcer à Genève, Monety, Sauverny, Veiry, au lieu de Monnetier, Sauvernier, Veyrier. *Ne serait-ce point-là, dit M. Vuy, un reste de germanisation dans nos contrées ?*

Cette observation de M. Jules Vuy doit fixer l'attention en ce qui a trait au nom de Lancy.

1^o Les *Mémoires sur la langue celtique* par Bullet (Besançon 1754) et le *Dictionnaire français celtique* du R. P. Grégoire de Rostrenen, prêtre et prédicateur capucin (Rennes, 1732) offrent une étymologie du nom de Lancy dans la réunion des syllabes *Lan* et *Ci* qui signifieraient : village, hameau sur une élévation, beau hameau, long hameau, lieu consacré, monastère près d'une forêt ou petite rivière et bois, ou longue forêt, forêt élevée, ou encore longue pointe, terre enclose.

Les *Origines Indo-Européennes sur les Aryas primitifs, Essai de paléontologie linguistique*, d'Adolphe Pictet (Paris, Genève ; 1863, 2 volumes), confirment cette origine étymolo-

gique du nom de Lancy : *lan*, enceinte ; *ceis*, *cish*, *shil*, lance, pique, pointe ; *llân*, place, église, village ; *ffi*, *fi*, *ffil*, *phil*, pointe, flèche, dard.

En patois du pays, on prononce encore de nos jours *Lanfi* pour Lancy.

2° De l'étymologie germanique, il résulte que le domaine du seigneur, sa maison de campagne, s'expriment par le mot *landsitz*. *Landsiedel*, signifie *terre, ferme, métairie*, et la chasse sur cette terre à l'aide du chien pour poursuivre le gibier s'exprime par *lanciren*, le chien de chasse par *lancir-hund*.

Lancy, terre seigneuriale, domaniale, dans une situation jadis très-propice à la chasse, aurait-il une origine germanique ?

Outre les deux hypothèses qui viennent d'être soumises, je signalerais une observation faite à propos d'une erreur commise par l'historien *Spon*, relativement à la date d'érection (XIII^e au lieu du XIV^e siècle) du château de la Bâtie, *château primitivement purement champêtre*. *Gaudy-Lefort* qui a relevé cette erreur dit : « que peut-être ce lieu ne fut d'abord qu'un « simple *moulard* peu fortifié par l'art de l'ingénieur et que « plus tard *les ingénieurs y ajoutèrent des ouvrages propres à « exciter la jalousie d'un prince savoisien.* »

Ce passage est d'autant plus significatif que les pierres, les moellons que l'on emploie à la restauration de murs dégradés, portent le nom de *lancis* ; le travail qui constitue cette réparation est également nommé *lancis*.

La situation topographique de Lancy par rapport aux points stratégiques qui l'entourent, fait de Lancy, doublement fortifié par la Bâtie et par sa position naturelle sur une éminence allongée, un véritable écoinçon qui, dans l'ancien langage,

était désigné par le mot *lancis* : le *lancis de l'écoinçon*, c'est-à-dire *celui qui est au dedans d'un mur*.

On pourrait établir une autre hypothèse à propos de l'origine du nom de Lancy, mais elle n'aurait certainement pas la valeur des premières. Elle les fortifierait au contraire.

Evidemment, le culte païen a précédé l'établissement du christianisme dans notre contrée ; nos historiens l'ont démontré pour Genève, et récemment j'ai justifié, par une *Relation historique sur les cultes à Versoix*, la valeur de cette assertion.

Ainsi, les anciens Sabins représentaient leur Dieu *Quirinus*, personnalité analogue à l'Arès des Grecs, sous la forme d'une lance (*queir* en sabin), mot dont a on composé *lunsquenet*, du mot germain *lands*, fief, et *knecht*, valet, valet de la terre, du fief.

Dans la primitive monarchie et au moyen âge, le signe de l'investiture était symbolique ; c'était un glaive, une *lance*, un anneau, une bannière, la corde de la cloche, en un mot tout ce qui avait quelque rapport aux choses ou aux dignités cédées.

Le mot lance, *lancea*, n'est pas latin par son origine, mais espagnol, selon *Varron*, et gaulois, d'après *Diodore de Sicile*. On donnait autrefois le nom de *lance* à une troupe de six hommes, comprenant un chevalier armé de la lance, un page ou varlet, trois archers et un coutillier.

L'origine du nom de Lancy nous paraît naturellement plutôt celtique que germanique, quoiqu'en dernière hypothèse on pourrait bien objecter que les évêques, princes temporels et spirituels, sous la juridiction desquels notre contrée se trouvait placée, relevaient eux-mêmes de l'autorité suprême, quoique éloignée et souvent nominale, des chefs de l'empire germanique.

II

Sources historiques

C'est d'abord aux archives locales que l'on recourt dès qu'il s'agit de recueillir des documents sur la localité dont on veut retracer les annales. — Tel n'est pas le cas pour Lancy ; les archives communales sont complètement dépourvues de documents, à part le plan cadastral qui date de la seconde moitié du XVIII^e siècle et les registres d'état civil, à dater de la même époque.

Il a nécessairement fallu recourir d'abord aux archives d'Etat.

Le répertoire, à la rubrique *Lancy*, n'offre que l'énumération des pièces ci-après :

Année 1295 Transaction de Lancy entre le comte de Genevois et le Chapitre.

- » 1456 Jean de Lancy. Thomas de Sur lui accorde des lettres de grâce.
- » 1464 Déclaration de guerre de Jean de Lancy.
- » 1472 Requête du Chapitre au gouvernement de Savoie en faveur des gens de Lancy.
- » 1536 Lettre de Berne au sujet de réparations à faire à l'église.
- » 1554 Le bailli de Ternier et de Gaillard fait savoir que l'église de Lancy a besoin d'une cloche.
- » 1564 Le bailli de Ternier écrit sur la juridiction de Genève à Lancy.
- » 1688 M. de Provand, commandant de Savoie, écrit à l'occasion d'une attaque de quelques Genevois et les corps-de-garde établis à Lancy et près de Chaney.

- » 1694 Procès-verbal du sieur Buisson, envoyé à Chambéry au sujet des prétentions du curé de Confignon de se faire payer la dime par les Genevois possédant des terres à Lancy. Mémoire relatif à cette affaire.
- » 1696 Entreprise dudit curé de faire dire la messe dans l'église de Lancy.
- » 1702 M. Stoppa écrit sur cet objet.
- » 1702 Novales de Lancy.
- » 1707 Lettres et procès-verbaux relatifs à l'enlèvement par le curé Pontverre des pierres de l'ancien temple de Lancy.
- » 1708 Mémoires et procès-verbaux relatifs à une distraction de juridiction faite à Lancy au détriment de Genève par les officiers de la Bâtie-Meslie à la suite d'un attentat.
- » 1711 Informations et lettres concernant l'enlèvement fait par le sieur Roch, se disant curé de Lancy, d'une partie des matériaux de l'ancien temple de ce lieu.

Aux *Pièces historiques* des archives d'Etat, sont classés divers actes dont les titres et le résumé seront fournis dans la première partie de ce travail.

Les archives d'Etat renferment encore dans des cartons *non répertoriés* des pièces se rapportant à Carouge et à Lancy; ces documents seront cités à leur date.

La Chancellerie d'Etat et le Bureau cantonal d'état civil ont été minutieusement explorés.

A la *Chancellerie d'Etat*, outre les registres contenant les procès-verbaux des séances du Conseil, les annexes des dits

procès-verbaux, la collection du Recueil des Lois, celle des Annuaires et Comptes-rendus administratifs, il faut signaler spécialement les registres d'état civil de la paroisse d'Onex dans lesquels figurent un certain nombre d'inscriptions de Lancy.

Au temps de la Réforme, Lancy relevait de Compesières, plus tard, la paroisse se trouva en quelque sorte dépendante de la juridiction d'Onex ; les pasteurs d'Onex remplirent les fonctions d'officiers d'état civil.

Ces registres d'Onex comprennent :

1° Le rôle en un exemplaire des naissances-baptêmes dès le 20/30 mars 1659 jusqu'en 1729.

2° Un rôle des naissances-baptêmes, mariages et décès, comprenant trois cahiers, de 1716 à 1753.

3° Un rôle en un cahier des décès de 1746 à 1753.

Les pasteurs d'Onex qui ont tenu ces registres sont :

1666 Gamaliel Vautier.

1685 P. Crommelin.

1705 Pierre Buttini.

1716 Gabriel Rilliet.

1724 Etienne Perron.

1727 Isaac Senebier.

1735 De la Barre.

1738 J.-A. Grenus.

1745 Jean Vautier (1).

(1) Les registres de *Cartigny* renferment plusieurs inscriptions d'Onex (1579-1717). Voir dans ce volume, l'article spécial consacré à *Onex*. D'autres noms de pasteurs y figurent, Jean Sarrasin, Isaac Lagisse, Vial de Bonneval, Jœl-Henri de Waldkirch, Lullin le jeune, Abraham Prévôt, J.-B. Perdriau.

Quant aux maîtres d'école portés dans divers actes, on recueille les noms des suivants :

1673 Cusin Abraham.

1724 Bonvard Pierre, natif.

1739 Bonvard Jacob Antoine.

1748 Magnenat Etienne.

1751 Magnenat André.

De 1659 à 1753, les registres de la paroisse d'Onex présentent ces noms d'habitants et de ressortissants de Lancy :

Aguet, Alard, Bertrand, Beuillards, Bevillard, Blanc, Bleuc, Bosson, Bouffle, soit Buflle, Bougnon, soit Bignon, Bourgeois, Brunet, Cambassade, soit Cambessedes, Carlot, Chapon, Crochat, Cunig, De Rabours, Deria, Des Bergeries, Donzel, Ducimetière, Dufour, Fontaine, Fouchet ou Louchet, Gautier, Girard, Groé, Guay, Guerre, Guillan, Jordan, Levrat, Louchet, Malagni ou Valagni, Malan, Marf, Meigevant, Nicou, Paquet, Patru, Péla, Perreal, Pinchon, Pinget, Planche, Rampon, Remond, Revillard, Rollon dit Dognon, Rossart, Schiron, Tissot, Toire, Valagni, Vigne, Vullian.

Au Bureau cantonal d'état civil, récemment institué et organisé par les soins de M. Moïse Piguët, ancien conseiller d'Etat, puis chancelier, sont rassemblés les registres ecclésiastiques ou paroissiaux que MM. les curés romains ont été appelés récemment à remettre à l'Etat, et les doubles registres d'état civil de toutes les communes du canton.

Commençons par les registres ecclésiastiques ou paroissiaux de Lancy.

Le premier forme un grand volume comprenant : 1° *l'Histoire* du rétablissement du culte catholique, écrite d'après le travail du curé De Pontverre, par Aimé Roch, curé de Lancy, dès l'an 1703, et dont le texte exact est donné dans le présent travail ; 2° *les naissances avec baptêmes* de la paroisse de

Lancy, transcrites par le curé Roch, à partir du 5 octobre 1704, jusqu'au 27 novembre 1721.

Dans les actes dressés par ce curé, les protestants sont toujours dénommés *hérétiques*. Cette partie du registre est suivie d'un avis du curé Roch, concernant les enfants naturels, qu'il appelle des *enfants d'aventures*. « Lancy, Pesay, « Pinchat et Carouge, écrit ce prêtre, retiraient toutes sortes « de gens et de gueuses qui accouchaient et perdaient leur « fruit dans l'Arve, le Rhône, et même dans le ruisseau « d'Aire. Peu à peu, j'ai éloigné toutes les gueuses qui ont « paru avant d'avoir perdu leur fruit. » Cette annotation en latin du curé Roch est utile à signaler : « Il est à remarquer que les inscriptions des baptêmes de cette paroisse, depuis l'hérésie, sont dans la paroisse de Compesières jusqu'à l'année 1672. Dès lors on trouve dans la paroisse de Confignon les autres inscriptions de baptêmes, etc., jusqu'à l'année 1674 (1). »

Les inscriptions de naissances sont continuées par le curé Destral du 24 février 1722 jusqu'au 12 janvier 1750 et, de là, au 24 décembre 1754, par J.-F. Viollet, coadjuteur et gardiateur, Pomet curé, A. Duret, prêtre et vicaire.

3° Après se trouvent interfoliés :

a) L'*inventaire* des titres de la cure de Lancy avec la liste des bienfaiteurs de cette paroisse.

b) L'*inventaire* des titres de la chapelle de Pesay.

c) L'*inventaire* des ornements de l'église de Lancy (1703).

d) L'*inventaire* des meubles de Pesay (1703).

e) Le *Registre des nouveaux convertis* à partir du 1^{er} juin

(1) Au *Bureau cantonal d'état civil* de Genève sont déposés les registres paroissiaux de Compesières, soit : baptêmes de 1789 à 1793 ; 1796 à 1825. — Mariages 1796-1863. — Il n'y en a point pour Confignon.

1740, dont les actes sont signés par le curé Destral. Il n'y a que ceux de :

Pierre Coutaud, Marie Dufour, Gaspard Bourgeois, Suzanne Vanel, Jeanne-Marie Patruz.

4° Suivent les mariages, inscrits par le curé Roch, du 20 janvier au 22 avril 1721 ; par le curé Destral, du 3 mars 1722 au 11 novembre 1749 ; par Viollet, gardiateur, en 1750 ; par A. Duret, prêtre-vicaire, en 1751 ; par le curé Pomet et son vicaire Grivel, de 1752 au 3 mars 1764 (1).

5° *Les décès*, inscrits par le curé Roch, du 20 août 1706 au 20 juillet 1720, par le curé Destral, du 9 avril 1722 au 14 janvier 1750.

L'acte de décès du curé de Lancy, Destral est du 23 Janvier 1750.

Les actes suivants ont été inscrits par Viollet, gardiateur, Pomet curé, Duret, vicaire, Grivel, vicaire.

Ce registre finit au 22 février 1766.

Un autre grand registre porte en titre : Registre des nouveaux convertis dans cette paroisse.

Puis 1754 et cette inscription traduite du latin : « A tous ceux qui verront ou entendront les présentes, salut dans le Seigneur. »

Tous les actes d'abjuration ci-après énumérés portent la signature des convertis, des témoins et de R. Pomet, indiqué comme recteur de l'église de Lancy.

23 juin 1754. Jean-Marie Hauser.

15 février 1761. Marie Toire, veuve de Jean Bosson.

13 mai 1761. Anne-Marie Ruge.

1^{er} juin 1765. Abraham-Louis Richard.

4 août 1766. Louise Callas, veuve de Jean Favette, avec ses trois enfants mineurs.

(1) En 1752. *Laurent, prêtre capucin* à Lancy.

28 juin 1767. Jean-Jacob Hunziker.

9 avril 1770. Alexandre Magnin.

R^d *Pomet* signe dans cet acte « Parochus Lanciensis et Archipresbiter de Ternier.

Après ces abjurations suivent de nombreuses inscriptions de naissances avec baptêmes, à commencer du 4 janvier 1755 par les prêtres ci-dénommés ;

G. Grivel, vicaire, du 25 novembre 1756 au 19 juillet 1759.

Pomet, curé, et Grivel, vicaire, du 11 septembre 1759 au 12 mars 1766.

J.-F. Hudry, prêtre gardiateur, puis vicaire, et Baud J., curé, dès le 23 août 1771.

Etienne Baud, vicaire, conjointement avec J. Baud, curé, dès le 11 janvier 1770.

Carraud, vicaire, avec E. Baud, curé, dès 1786, 2 juillet et le 30 octobre même année, E. Baud, seul ; Bouverat, vicaire, avec E. Baud, dès le 8 juillet 1790.

Toujours dans ce même registre, à partir du 17 mars 1793, an II, les actes d'état civil sont signés par François-Gaspard Burgy, membre du Conseil général de la commune de Lancy, commis provisoirement par le dit Conseil.

Trois actes sur papier timbré, annexés au Registre 1793, portent en tête :

MUNICIPALITÉ DE LANCY

DISTRICT DE CAROUGE

LIBERTÉ

ÉGALITÉ

Ils sont signés par Jacob Vignier, maire.

Le 12 frimaire, an VII, cette partie du registre est close par le commissaire de l'administration centrale du département du Léman, daté de *Carouge*, signé : N. Anthonio.

Ici sont inscrits les mariages, signés à partir du 4 mars

1764 par Pomet, curé ; Grivel, vicaire ; J. Baud, curé ; J.-F. Hudry, vicaire ; E. Baud, vicaire, puis curé ; Carraud, vicaire ; Bouverat, vicaire, et, à partir du 4 mai 1793, par l'officier public Burgy. Partie close par le commissaire Anthonio, en date du 12 brumaire, an VII.

Une série d'actes de naissances suit, à partir du 4 pluviôse, an II, signée par l'officier Burgy et close par le commissaire Anthonio, sous date du 12 brumaire, an VII.

Enfin, ce sont les décès tenus par les curés, à commencer du 22 février 1766 au 14 février 1793. Le décès de Pomet Guérin, curé de Lancy, est inscrit au 4 septembre 1771. Il mourut âgé de 76 ans ; le gardiateur J.-F. Hudry consacre un long article panégyrique en latin, à la mémoire de ce prêtre.

Le curé Pomet a été enseveli dans l'église, devant le maître-autel. M. Angelin, curé de Lancy, a fait déplacer la pierre tombale que l'on voit aujourd'hui appuyée contre le mur extérieur. Elle porte cette inscription traduite du latin : *Ici repose R. D. Guér. Pomet, archiprêtre pasteur de Lancy, décédé le 4 septembre 1771, près de sa 80^{me} année. Il se signala en ce lieu par sa diligence, sa charité, son esprit cultivé et sa patience.*

Dès le 14 mars 1793 les actes sont dressés par l'officier Burgy et clos par le commissaire Anthonio, le 12 brumaire, an VII.

Deux cahiers d'actes ont été dressés pendant la période révolutionnaire :

- 1^o Baptêmes de 1795 à 1801, signé à la fin par le missionnaire Perréoud.
- 2^o Mariages *pendant l'exil* de M. E. Baud, curé, pour 1793 et 1794.

La série des registres ecclésiastiques est terminée par trois cahiers cartonnés comprenant :

- a) Les baptêmes du 17 février 1793 au 29 novembre 1818, quoique la couverture porte de 1801-1819, Et. Baud, curé.
- b) Les mariages du 21 juillet 1801 au 12 novembre 1828, Et. Baud, curé.
- c) Les mariages du 24 février 1829 au 25 juillet 1833, E. Baud, curé ; — du 19 novembre 1833 au 13 février 1838, F. Duboin, desservant ; — du 9 septembre 1838 au 28 août 1805, A. Angelin, curé ; — du 12 février 1867 au 16 août 1873, A. Berthier, curé.

M. Berthier, curé, a ajouté après le dernier acte cette mention, traduite du latin :

« Ici, à cause de la menaçante persécution a été interrompu
« le registre matrimonial.

« Fassent la miséricorde et la bonté de Dieu tout puissant
« que les ennemis de l'Eglise et les citoyens qui l'ont troublée
« lui soient de nouveau rendus, et qu'ensuite un rayon d'espé-
« rance brille sur l'Eglise, afin que les fidèles puissent cons-
« tamment la servir jour et nuit dans la tranquillité et la joie
« du Christ, fils unique de Dieu en trois personnes. »

« Qu'il soit fait que ce registre suspendu temporairement
« soit repris dans des temps meilleurs. »

Lancy, 27 août (1873).

A. BERTHIER, curé.

* * *

Quant aux registres formant la *Collection officielle* de l'état civil, ils comprennent une copie des actes de naissances, mariages et décès de 1724 à 1777, puis la série des actes de l'an III de la République à nos jours.

Les archives du Consistoire et celles de la Ville de Carouge

ont fourni quelques éléments pour la période historique de la paroisse catholique à partir du XVIII^e siècle.

Malgré ces riches et abondantes sources, il a fallu recourir aux archives cantonales vaudoises, à celles du voisinage, et puiser quelques points dans plusieurs ouvrages d'histoire. Chaque fois que cette obligation a été imposée, l'auteur duquel provenait l'emprunt a toujours été cité.

Des remerciements sont dus à M. *Dufour-Vernes*, sous-archiviste, pour l'obligeance avec laquelle il s'est mis à disposition, chaque fois que son précieux concours a été réclamé.

Après cette nomenclature des sources historiques, entrons dans le vif de la chronique de Lancy.

III

Anciens documents concernant Lancy. — Eglise primitive. — Visites épiscopales. — La chapelle St-Christophe. — Le prieuré de St-George. — Le château de la Bâtie. — Le fief Maillard. — Les De Lancy. — Leurs armes. — La Feuillade. — Intervention du Chapitre de Genève en faveur des gens de Lancy.

Le plus ancien document dans lequel se trouve le nom de Lancy remonte au XI^e siècle. C'est une convention conclue en 1097 entre les religieux du couvent de Molesme (Côte-d'Or), dont Robert, évêque de Landres, est abbé, et ceux de l'abbaye d'Aulps, en Chablais. Il s'agit du droit de juridiction du couvent de Molesme de l'ordre des Bénédictins sur l'abbaye d'Aulps, qui demeurera attaché à l'ordre de St-Benoît. Cet accord, confirmé par Robert, évêque de Landres, et par Guy, évêque de Genève, fut approuvé par les fondateurs d'Aulps,

le comte Humbert, Gérard d'Alinge et Gillione (de Ravorée), chevalier. Les témoins désignés sont : Victor, doyen, Bernard, chanoine, et *Albert de Lancy* (de Lanciaco), (Régeste Genevois, par Paul Lullin et Charles Le Fort, n° 229).

En 1179, *Pierre de Lancy* et *Rodolphe*, son frère, figurent comme témoins dans un acte par lequel l'évêque de Genève, Arducius, atteste et confirme diverses donations, faites à Bonmont, de dîmes et terres situées entre autres à Gilly, à Vincy, à Céligny, à Clarens et à Bogis. (Régeste genevois, n° 414).

Pierre de Lancy, chevalier, est encore témoin dans l'accord intervenu le 11 avril 1191 entre l'évêque de Genève Nantelme, et les frères Guillaume et Amédée Pofeis, chevaliers. Il s'agit dans cet acte, conservé aux archives de Genève, pièces historiques, n° 32, d'une renonciation des dits frères aux droits qu'ils prétendent sur divers hommes parmi lesquels figure Nicolas de Cologny, de la confirmation d'une gagerie faite du temps de l'évêque Arducius, de deux maisons sises à Genève et d'une renonciation réciproque de diverses réclamations.

Il y a aux pièces historiques des *Archives d'Etat de Genève*, (n° 123), un document du XIII^e siècle rapportant les hostilités et dégâts commis par le comte de Genevois dans la ville et dans plusieurs paroisses du diocèse.

Le 16 août 1291, le comte de Genevois, après avoir emporté de vive force la cité genevoise, en incendia et anéantit une grande partie, et, à l'aide d'Humbert, Dauphin de Viennois, il envahit les possessions de l'église en exerçant des violences dans un grand nombre de paroisses, enlevant les produits et récoltes et s'attribuant les dîmes noales qui constituaient le revenu de ces paroisses. Lancy, Onex, Bernex, etc., furent compris dans les localités ravagées.

Le 4 août 1292, Guillaume, évêque de Genève, chargea l'abbé d'Entremont, de l'ordre de St-Augustin, de voir le comte

de Genevois Amédée, et d'user de son influence pour l'engager à se désister de ses usurpations et à satisfaire l'Eglise avant la prochaine Assomption de la Vierge Marie (15 août). La lettre de l'évêque Guillaume est aussi aux archives de Genève, pièces historiques, n° 128. Ce fut à Lancy même que s'opéra la conciliation.

Le 3 décembre 1295 la transaction est conclue *dans l'église de Lancy*, entre Martin, évêque de Genève, Amédée, comte de Genevois et le Chapitre de Genève au sujet de plaintes qu'avait formulées ce dernier pour les nombreuses exactions et les empiétements sur sa juridiction, commis par le comte. Le Chapitre de Genève était représenté par son fondé de pouvoirs, Pierre de Thoire, chanoine ; les témoins consignés au dit acte furent Aimon de Lully, dit le petit (lo pitet) et Jean de Rouer (Rueys), chevaliers ; Richard d'Albert, juge du comte, Etienne et Jacob Exchaquet frères, Jean de Russin, notaire. L'acte, reçu par Clément de Juria, clerc et notaire du comte et de l'official, est aux archives de Genève, pièces historiques, n° 134.

* * *

Lancy était administré par des seigneurs qui prêtaient hommage à l'évêque de Genève, ainsi que cela est confirmé dans les nombreux actes invoqués dans cette histoire, entre autres l'hommage d'*Albert de Lancy*, à l'évêque Allamand *de St-Joire*, du 12 septembre 1346 (*Archives de Genève*).

Lancy est désigné *Lancye* dans un acte daté du Château de Saconnex, du 5 des kalendes de mai 1305, en vertu duquel le comte de Genevois fit hommage au nouvel évêque de Genève, Aimon du Quart, de ce qu'il tenait en fief lige de ce dernier, notamment pour ce qu'il possédait à Lancy, pour la pêche

dans le Rhône et dans l'Arve. Le texte de cet acte est inséré au second volume de l'*Histoire de Genève*, par Spon (*Genève, 1730*).

Un acte du 13 septembre 1310, aux archives de Genève, pièces historiques, n° 173, Pierre de Albarose, notaire, porte dans les témoins *Pierre, curé de Lancy*. C'est un état des péages et autres redevances, dues à l'évêque dans la ville et la banlieue de Genève, dressé par Bérard d'Ivrée, official, à la suite d'une enquête ordonnée par l'évêque Aimon (1).

L'année 1310 fournit un acte du 9 novembre, passé dans le cloître de St-Pierre, à Genève, duquel il ressort que *Agnès*, sénéchale (*seschalessa*) de Lancy, femme d'Albert sénéchal, donne son approbation à l'échange de diverses pièces de terre, dont l'une est située près de l'Arve. Cet acte d'échange est conclu entre Jean, curé de St-Léger, et Perronet-Peillonex, de Carouge. (*Mémoires et Documents de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève*, volume XIV, page 359, n° 322.)

Le nom de Lancy est mentionné dans un très grand nombre d'actes du XIII^e au XV^e siècle, dans des abergements et reconnaissances de la Maladière, soit hôpital des lépreux, qui existait dans l'ancien hameau de Carouge.

* * *

Le christianisme fut sans doute introduit à Lancy dès les premiers siècles ; il est regrettable que les documents sur cette intéressante époque fassent défaut. A ce point de vue, notre

(1) Le nom de D. *Petrus*, curé de Lancy, se retrouve en plusieurs actes, entr'autres dans le testament de Martin de St-Germain, évêque de Genève, du 24 novembre 1303. (*Arch. d'Etat de Genève*.)

appréciation est basée sur la proximité de Lancy de la cité genevoise où les auteurs les plus accrédités, qui ont recueilli les derniers échos de la tradition locale, font remonter la fondation de la religion chrétienne sur les ruines du paganisme à St-Nazaire, disciple de St-Pierre, l'an 75 de notre ère. (Voir *Blavignac, Etudes sur Genève depuis l'antiquité jusqu'à nos jours. Genève 1872.*)

L'Eglise de Lancy fut placée d'abord sous le vocable de Notre-Dame, puis, dans la suite, on y ajouta celui de la Sainte-Trinité.

A part les indications fournies plus avant sur l'existence de l'église de Lancy, les archives d'Etat de Genève contiennent des matériaux permettant de suivre le développement de cette église dès le XV^e siècle.

En premier lieu, ce sont les *Registres des Visites épiscopales*.

Le 2 mars 1412, selon une traduction qui nous a été remise par M. le sous-archiviste *Dufour-Vernes*, l'évêque a visité l'église paroissiale de Lancy. Il signale d'abord qu'elle est placée sous le patronage de la bienheureuse Vierge Marie; qu'elle est desservie par le curé Etienne de Domp martin, chancelier de Lausanne, et deux vicaires, Aimon de Nangy et Rodolphe d'Evordes.

La paroisse renferme 40 feux et donne comme revenu 40 florins. Les observations de l'évêque portent sur les images du crucifix les burettes, un cadre des offices des jours de fêtes solennelles, et une réparation à faire à une grande *feudatie* (?) qui se trouve à la partie antérieure de l'église. L'évêque a ordonné aux paroissiens, sous peine d'excommunication, de réaliser ces améliorations et réparations dans l'espace d'une année et de faire terminer dans le même temps un beau

tableau déjà commencé pour les heures de chant des fêtes solennelles.

Trois années après cette visite épiscopale, soit en **1415, 10** juillet, Lancy fut traversé par un éminent personnage auquel les Genevois rendirent de grands hommages. C'était l'empereur d'Allemagne, Sigismond, second fils de Charles IV (né en **1366**, mort en **1437**). Les Registres du Conseil de Genève relatent que les syndics et quelques conseillers l'attendirent sous la halle de la Maison de Ville.

Entr'autres visites épiscopales faites à Lancy, citons celle du **8 novembre 1482**. Ce village ne comptait plus que **27** feux. Le curé est *Pierre de Viry*, chanoine de Genève, faisant desservir la paroisse par Antoine Riveriis. L'église a conservé son vocable, Notre-Dame. L'évêque recommande expressément au curé de faire peindre cette image patronale sous le porche.

Après avoir transcrit ses observations au sujet du matériel, des ornements et des titres, il autorise le curé à accorder **40** jours d'indulgence à ceux des paroissiens qui donneront l'huile nécessaire à l'entretien de la lampe du sanctuaire ; cette huile, ajoute-t-il, ne devra pas être employée à un autre usage. Il détermine diverses améliorations, entr'autres l'établissement d'une fenêtre ferrée à la chapelle dite de St-Christophe dont le patron est Pierre Colliet alias Cumyes. Quant aux redevances dues à la *fabrique* de l'église, il engage le curé à en opérer la rentrée et à refuser l'usage des sacrements aux récalcitrants.

Le jeudi **18 novembre 1518**, l'évêque a visité l'église paroissiale de Lancy, sous le vocable de la bienheureuse Vierge Marie. Il signale au registre du rapport que le curé est Egrège-Pierre *Balandon* ou *Balaudon*, et son vicaire, Pierre

de *Loche* (1). L'église a vingt-quatre feux et donne comme revenus 130 florins de petit poids. Les observations épiscopales portent sur les ornements, l'huile, les aiguières, la propreté des murs, la nécessité d'arracher les chardons et autres infamies (saletés) existant dans le cimetière. La chapelle de Saint-Christophe, mentionnée en ce rapport, a pour patron Noble Michel *Nergaz*, bourgeois à Genève, sous la charge d'une messe hebdomadaire. Le recteur est Amédée *Barbier*, qui fait desservir par Pierre *de Loche*, vicaire du dit lieu.

Le patron de la chapelle St-Christophe à Lancy, précité, appartenait, sans doute, à la famille syndicale des *Nergaz*, mal réputée à Genève ; car Noble Michel Nergaz, syndic à Genève en 1507, est cité comme un méchant homme, ennemi de Berthelier et du parti des indépendants, traître à Genève et banni comme tel. Il y eut un Michel Nergaz, fils de Jean, conseiller, qui, de 1503 à 1504, fut procureur soit directeur de l'hôpital pestilentiel. (Voir *Notices généalogiques* de J.-A. Galliffe, T. I ; article *Bandières*, T. II ; *Aygre* et *Blancmantel*, T. II ; *Nergaz* et *Bon*, T. III.)

La chapelle de *St-Christophe*, en l'ancienne église de Lancy, formait, paraît-il, une fondation spéciale à laquelle étaient attachés des biens immobiliers et des revenus. Ainsi, Jean de Lullin vendit à cette fondation quinze sous de rente, par acte du 1^{er} janvier 1492.

St-Christophe était alors en grande vénération. L'église de la Madeleine à Genève avait une chapelle sous le vocable de ce saint. La pourtraicture de Christophe figurait à l'entrée du couvent des Cordeliers (au bas de la rue Verdaine), et la Ville

(1) Les *de Loche* appartiennent à une ancienne famille de Sallanches. Le collège de cette ville a eu pour principal moteur Thomas *de Loche*, coadjuteur à l'archevêché de Tarentaise, sous le nom d'archevêque de Corinthe, mort avant son sacre en 1655.

de Genève avait donné son nom à une rue, à un boulevard et à une porte près laquelle se trouvait le sérail des filles communes. L'histoire de la vie de ce saint fut même représentée dans plusieurs fêtes genevoises. En 1506, la Seigneurie donna dix écus d'or à ceux qui doivent jouer l'histoire de la vie de St-Christophe, parce que cet ouvrage ne peut s'achever sans de grandes dépenses.

Incontestablement, les deux saints en vénération spéciale à Lancy furent *St-Christophe* et *St-George*. La similitude du symbolisme de ces deux vocables mérite de fixer l'attention.

St-Christophe (en grec *Christophoros*, c'est-à-dire porte Christ) naquit en Styrie ou en Palestine. Il reçut le baptême de l'évêque d'Antioche, St-Babylas, et subit le martyre dans la septième et cruelle persécution des chrétiens, sous le règne de l'empereur romain Décius (Messius Quintus Trajanus) 249-251. Les légendes en font un Hercule ; c'est comme tel qu'il est représenté en peinture et sur d'antiques vitraux, traversant un torrent et portant sur ses robustes épaules l'enfant Jésus. Cela symbolise l'Eglise naissante et triomphante, malgré les plus grands obstacles. On invoquait ce saint dans les moments de peste ou bien pour trouver des trésors et conjurer les esprits qui les gardent. Sa fête est célébrée le 6 mai dans l'Eglise grecque et le 25 juillet dans l'Eglise latine.

Quant à St-George, dont le prieuré près Lancy fera l'objet d'une étude spéciale, c'était un prince de Cappadoce qui subit le martyre au III^{me} siècle, sous Domitien. On le représente sauvant une jeune fille qu'un dragon s'apprête à dévorer ; il dompte le monstre en le transperçant de sa lance. Sa fête est célébrée le 23 avril.

Comme St-Christophe, il symbolise l'Eglise à ses débuts, forte et victorieuse malgré les périls.

Cette partie concernant le culte dans les anciens temps conduit à placer ici ce qui a trait au *Prieuré de St-George*, dont l'antiquité se trouve démontrée, en premier lieu, par le *Calendrier et l'Obituaire du missel de Tarentaise*, conservé à la Bibliothèque publique de Genève, curieux recueil, transcrit par M. *Fleury*, recteur de St-Germain à Genève (Moultiers, imp. Cane, 1 vol. in-8°, 1872). Ce calendrier et obituaire antérieur au X^e siècle, porte au 2 décembre la *Commémoration des frères de St-George*. Lors même que cette commémoration pourrait ne pas se rapporter au prieuré près Lancy, son inscription dans cet antique recueil ecclésiastique n'établirait pas moins que la vénération rendue à St-George remonte au siècle même où ce saint subit le martyre.

Le prieuré de St-George près Lancy a laissé son nom à cette portion du territoire communal.



Ce prieuré dépendait de l'abbaye de Filly (Filli), près Sciez (*Fillez, Filliaci, Fideliaci*), située en Chablais, composée de chanoines réguliers de l'ordre de St-Augustin. L'abbaye de Filly, fondée par les rois de Bourgogne et d'Arles, devint possession de l'évêque de Genève, Nantelme, selon transaction consentie à Thonon, entre cet évêque et le couvent du Grand St-Bernard, en l'année 1191 (Archives de Genève, pièces historiques, n° 33); puis, en 1225, son Chapitre et le prieur Bosson se soumirent à l'abbaye d'Ainay, de l'ordre de St-Benoit, près Lyon, en réservant les droits de l'évêque et du chapitre de Genève. Le pape Innocent IV confirma, le 17 novembre 1250, le droit de l'abbaye d'Ainay sur diverses pos-

sessions dans les diocèses de Genève, de Lausanne et de Sion; St-George est désigné dans cette bulle (1).

Par sentence arbitrale du 1^{er} septembre 1258 (Archives de Genève, pièces historiques, n° 66), rendue par Jean, archevêque de Vienne, entre le Chapitre de Genève et le couvent de Filly, ce dernier, entr'autres obligations, était tenu à suivre la règle de l'ordre de St-Augustin et cette règle ne pouvait être modifiée ou changée sans le consentement du Chapitre de Genève.

Les *Mémoires et Documents de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève* contiennent au volume XIV de l'année 1862 un document du 18 août 1311 intéressant le prieuré de St-George; c'est un état des terres et reconnaissance des fiefs que l'abbaye de Filly possède au-delà d'Arve, en raison du prieuré de St-George, près Lancy.

Ce document important pour cette partie de l'histoire de Lancy, a été dressé par un notaire de Vernier, nommé Riphérius. On remarque parmi les censitaires qui y sont désignés *Aimon de Lancy*, Guillaume et Etienne, fils d'*Humbert de Lancy*, Perrod fils de *Martin de Lancy*, Perrod, Pilloud et Perronnet frères, fils de feu *Aimon de Lancy*. Et comme témoins de ces reconnaissances: Borcard de Chesser, Jean de Vers et Guillaume de Concise, chanoines de Filly, *Pierre Joly, habitant à St-George*. L'original de ce titre est aux Archives de Lausanne, Savoie n° 2.

Toute la partie où est le domaine actuel de St-George formait jadis une forêt mesurant 240 poses, des *dérupes* du Rhône aux bois d'*Onay* à celui du comte de Genève et au

(1) *Blavignac, Etudes sur Genève*, 1874. 2^d volume, commet une erreur en attribuant au commencement du XIV^e siècle la fondation du prieuré de St-George.

crêt de Valorge. — Le prieuré possédait diverses propriétés foncières : le pré *Vuarner*, à Lancy ; trois poses de terre aux *Combes de Pesay*, deux pièces à *Quarroge* (*Carouge*) et le mas de *Bosseres*, sous l'église de Vernier. L'acte précité, dit *Blavignac*, montre que, dès sa fondation, le prieuré de St-George vit quelques habitations particulières se grouper autour de lui. L'isolement du lieu, l'aridité naturelle du sol et la crainte de la foudre en empêchèrent l'extension. Il est assez probable qu'ensuite des fréquentes visites de la foudre, le nom de *Tattes brûlées* a été donné au versant du plateau qui fait face au Jura. Nous croyons plutôt que la mauvaise nature du sol et son exposition au couchant ont seules contribué à la désignation soit *lieu-dit* de *Tattes brûlées*. Le mot *tattes* (*teppes*), signifie terrain aride ou non cultivé.

Le prieuré de *Saint-George* ne figure pas dans l'*Etat des procurations dues pour les visites épiscopales faisant Pouillé du diocèse de Genève pour l'année 1344*. L'église paroissiale de Lancy est mentionnée comme dépendante du *décanat de Vuillonay*, sous le numéro 81 (422 dans l'ordre des visites), *Lancie*, imposée à 60 livres.

Le décanat était une circonscription ecclésiastique dont le chef résidait dans la localité qui portait son nom. Ainsi, pour le décanat de Vuillonay (que l'on écrit aujourd'hui Vuillon-nex), le chef, appelé doyen, habitait la localité de ce nom laquelle formait une partie du village de Bernex. — La circonscription de ce décanat, très étendue, ne comprenait pas moins de 45 paroisses (1).

Il est probable, comme le font remarquer les auteurs du *Régeste genevois*, qu'un grand nombre de monastères ne

(1) Vuillonnex était jadis un bourg considérable avec une église placée sous le vocable de St-Mathieu : il fut détruit par les Bernois en 1536.

figurent pas dans le Pouillé, soit catalogue des églises payant la redevance épiscopale, dite Procuration, probablement parce qu'ils étaient exemptés de la finance à payer ; tel était le cas du prieuré de St-George de l'ordre des *Bénédictins* (?) lequel jouissait de la faveur accordée aux *Bénédictins* (?) d'Aulps et autres lieux.

Le *Pouillé* qui vient d'être cité se trouve aux *Archives d'Etat de Genève, Grosses de Peney, volume 1*.

A quelle époque disparut le prieuré de St-George ? On retrouve l'ordre des Augustins dans l'histoire de Genève du XVI^{me} siècle, mais il n'y est parlé que de ceux relevant du couvent de Notre-Dame-de-Grâce, en face de l'ancien pont qui conduisait à Carouge.

La destruction de ce couvent avec sa chapelle date de 1555-1556.

Dans un opuscule de César *Duval*, sur les *Terres de St-Victor et Chapitre*, St-George, en 1741, est indiqué comme une terre relevant entièrement du fief de St-Victor et Chapitre, quoiqu'enclavée dans la terre de la Bâtie. Il n'y avait alors qu'une maison habitée par des protestants et deux autres maisons de protestants au lieu appelé *aux Batailles*, proche Saint-George.

La dime de ces lieux-là était comprise dans celle que percevait le seigneur Lullin, rière Lancy.

Dans un acte de 1696, rapporté aux titres de l'église de Lancy, il est mentionné une vigne que le curé de Lancy possède dans les mesures du château de St-George. Cette possession lui provenait sans doute de l'époque où les biens du prieuré furent unis à l'ordre de SS. Maurice et Lazare. Un acte Joly, notaire, du 14 septembre 1705, fait mention de la même vigne.

De l'antique prieuré de St-George, il ne reste d'autre souve-

nir que la résidence actuelle reconstruite sur son emplacement, laquelle a conservé le cachet des constructions nobles du commencement du XVIII^{me} siècle par les tourelles dont elle est flanquée et son grand portail.

En 1878, la commune de Lancy a vendu à celle de Plain-palais pour le prix de 60,000 francs le terrain communal qu'elle possédait à St-George pour l'établissement du nouveau cimetière de la ville de Genève.



A peu de distance de St-George, on voit l'emplacement du château de *Bâtie*, aujourd'hui occupé par un établissement public et la petite vigne contiguë du côté de Genève, en face de la jonction de l'Arve avec le Rhône (1).

Cet ancien castel a donné son nom au bois voisin, converti en promenade publique, gracieusement donnée à la Ville de Genève par l'ancien procureur général, M. Turretini.

L'historien Spon fait remonter la construction de ce château, au lieu dit *Meslier*, à l'année 1219, mais comme l'ont fait remarquer *Gaudy-le-Fort* et d'autres historiens, cette date est loin d'être authentique. La plus ancienne *Chronique de Genève*, 1503 à 1535, *Fasciculus temporis. Chronica Monasterii S. Victoris Gebennensis*, contient cette note au numéro 33 :

(1) *Blavignac* dit qu'il est permis de croire que la *Bâtie de Melliers* était bien en amont du mamelon actuel, reste insignifiant du mamelon qui s'avancait au moins jusqu'au *Pavillon*, au bord du Rhône. Cependant les *lieux dits* conservés à l'emplacement actuel et divers anciens plans et vues font douter de l'assertion émise par notre historien qui s'appuie sur cette phrase d'un acte de 1318 : « en *Mellers*, supra Rodanum, inferius Johannem Gebennesii à parte comitatus Gebennesii. »

« Item eodem anno A D m ccc xviiij, die lune ante festum B. Marie Magdalene, fuit batistum castrum bastide molaris de Melleis *prope Lancier* per D. Girardum de Ternier militem. »

Par acte conclu à Chaumont, le 21 septembre 1317, soit le mercredi après l'Exaltation de la Ste-Croix, Guillaume, comte de Genevois, concéda à Girard de Ternier, chevalier, tout ce que *Agnès, fille de feu Jacques, sénéchal de Lancy*, possède en hérédité de son père. (Original, Archives de Lausanne, layette, 361, titres du bailliage de Gex.)

L'évêque de Genève inféoda, le 6 juin 1318, à Girard de Ternier, chevalier, le molard de Mellier avec le bois contigu pour y construire une bâtie ou maison forte qui serait du fief du prélat.

Le texte de cet acte, conservé aux archives de Lausanne, rubrique, Gex 361, n° 2 b, a été reproduit par l'historien Mallet, dans le neuvième volume des *Mémoires et documents*, publiés par la *Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève* (page 314).

On mit de suite la main à l'œuvre et le lundi avant la Sainte-Madeleine (17 juillet suivant), la Bâtie était achevée, comme le porte le *Fasciculus*. Le même jour, Girard de Ternier, en faisait dans le château même, la reconnaissance à l'évêque, ainsi que l'indique un acte conservé aux *archives d'Etat de Genève, pièces historiques*, n° 191, dont la date concorde avec celle du *Fasciculus*. Le texte de ce même acte est reproduit au volume IX, page 314 des *Mémoires et documents de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève*.

L'historien Blavignac rappelle, ainsi imagée, la cérémonie de reconnaissance (1) :

(1) *Etudes sur Genève depuis l'antiquité jusqu'à nos jours*, 2 volumes, Genève 1874.

« On vit dès l'aurore de cette journée, suivant le droit et
« l'usage consacrés par l'Eglise de Vienne, l'étendard jaune et
« bleu disparaître des tours de Mellier pour faire place à la
« bannière de Saint-Pierre. Devant une assistance nombreuse,
« dans laquelle on remarquait Pierre de Lully, Girard Portier
« de Rumilly, Robert Vuagnard, chevaliers ; Etienne de Com-
« peys, Jean de Rossillon, Jean d'Evian, chanoines de Genève,
« et Mermet d'Onyons ; le notaire Jean de Laya enregistrant
« les faits ; le seigneur Girard de Ternier, à genoux devant
« l'évêque, prononça solennellement le serment d'hommage
« et de féauté envers l'Eglise et le Chapitre cathédral de
« Genève. »

Un acte du 20 avril 1321 mentionné plus loin, précise les limites de la souveraineté de la Bâtie. A partir de ce château, elles suivaient la rive gauche de l'Arve jusqu'à Carouge et à la *Cour des Chevaliers* (*curia militis*, soit le bas des morraines (1) de Carouge, place occupée aujourd'hui par les propriétés de la Société immobilière du Stand et du Pensionnat) ; de là elles prenaient le chemin de Grange-Collomb (chemin de Chêne), jusqu'à *loz Pesey* ; de Pesey, au nant Borrel (le Voiret) ; de ce ruisseau à la *forêt* de Gillier, enfin de ces *bois* jusqu'au Rhône. Carouge et Lancy étaient englobés dans cette souveraineté, à l'exception du prieuré de St-George dépendant de l'abbaye de Filly.

On voyait encore plusieurs de ces limites au XVIII^e siècle. D'après une note du curé de Confignon, *De Pontverre*, il résulte que le prince, en revêtissant Girard de Ternier de la juridiction haute, moyenne et basse dans tout le territoire de sa juridiction, ne fit aucune réserve de ce qu'il avait précédemment inféodé à Rodolphe de Greisy et au couvent de Filly.

(1) Falaises.

La puissance de Girard de Ternier, chevalier et seigneur de la Bâtie, fut étendue par l'acte de concession à lui accordé le 20 avril 1521 par le comte de Genevois, sur divers droits de juridiction et seigneurie, sur le ressort du nouveau château-fort, soit privilèges de mère et mixte empire, c'est-à-dire l'entière juridiction, les droits d'impôt, de voirie, de glaive et de patibules.

L'original de ce document, conservé aux *Archives de Lausanne*, titres de Gex, layette 361, n° 2, a également été reproduit au tome XVIII, page 65, des *Mémoires et documents de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève*.

Deux ans après cette concession échoua une tentative du comte Edouard de Savoie pour s'emparer de ce fort. Voici dans quelles circonstances :

Le comte de Savoie, Edouard (au règne limité de 1525 à 1529), venait de remporter une victoire sur le château-fort des Allinges. Conseillé par le chevalier Pierre Lamys de s'emparer du castel érigé par Girard de Ternier, il se présenta avec son armée jusqu'au bord de l'Arve où il trouva le pont rompu, le seigneur Girard ayant reçu un avis de l'entreprise de son ennemi. Il tenta de faire passer la rivière à gué, mais les guides s'étant noyés, l'armée du comte tourna bride.

En 1445, Richard de Ternier vendit à la République de Genève, moyennant le prix de 700 florins, somme assez considérable pour l'époque, les terres encore appelées les *Vernets* (1), longeant l'Arve, au bas de Lancy. Richard de Ternier fit homologuer cette vente par Louis, duc de Savoie.

Cet acte, dressé le 10 novembre, par Pierre Roset, de Véze-

(1) *Vernets*, *Verney*, *Vernaies*, en patois exprime lieu où croissent les *aulnes* soit *vernes*.

nans, notaire public, donnait à l'administrateur du diocèse de Genève, Amédée VIII, pape, sous le nom de Félix V, et aux syndics de Genève, le droit d'établir *aux Vernets* les travaux nécessaires pour détourner l'Arve de son cours.

La seigneurie de la Bâtie eut souvent des démêlés à soutenir au sujet des érosions de l'Arve. Au XIV^e siècle, il y eut prise de corps avec les religieux Dominicains de Plainpalais et les citoyens de Genève, par rapport aux dégâts causés au domaine de la Bâtie par suite de l'établissement de digues destinées à rejeter le courant de la rivière.

Le 26 janvier 1490, le duc Charles de Savoie, par lettres patentes données à Pignerol, concéda à Antoine, seigneur et baron de Montchenu, ainsi qu'à ses frères, le droit d'élever dans leurs seigneuries des fourches patibulaires à trois piliers. La seigneurie de la Bâtie-Mélier s'y trouve comprise; elle avait passé à Richard, puis à François de Montchenu. Une contestation qui surgit en 1512 avec le seigneur de Viry, ne fut éteinte qu'en 1514 par le règlement d'une somme assez forte et pour laquelle se trouvait engagé le manoir de la Bâtie.

Comme beaucoup d'autres maisons seigneuriales, situées aux environs de Genève, la Bâtie fut ruinée lors de l'invasion bernoise (1536).

Des de Ternier, ce château avait passé au notaire genevois André Viennois, mort sans enfants (1) dont les droits passèrent successivement à Noble Aimé de Chaudan, aux illustres seigneurs Claude, Marin et Pierre de Montchenu, au seigneur Antoine de Beaumont, comte de Saconnex, et à la marquise

(1) Les *Notices généalogiques* de *Galiffe* signalent cependant Noble Gaspard Viennois, seigneur de la Bâtie, fils d'*André Viennois*, encore sous la tutelle de sa mère en 1547. Les armes des Viennois sont trois étoiles de six rays, 2 et 1; *Galiffe* les a trouvées au cachet d'une lettre datée de Laney en 1539, conservée parmi les procédures criminelles.

de Challes. Le contrat de cession en faveur de ces derniers fut passé le 1^{er} septembre 1537, par Noble Simon Gouttemberg, bailli, établi par leurs Excellences de Berne dans la baronnie de Ternier.

En 1548, MM. de Berne érigèrent la seigneurie de la Bâtie en baronnie en faveur d'un sieur François Champion. Les archives d'Etat de Genève renferment des lettres de ce personnage se rapportant aux limites de sa baronnie.

On verra dans l'historique de l'église paroissiale comment le seigneur de la Bâtie devint seigneur de la cure de Lancy.

M. De la Place, juge de la Bâtie, à l'occasion du procès du curé De Pontverre, a écrit un mémoire sur le droit seigneurial de cette terre. Il avait pour principal but de faire ressortir « que le Chapitre de Genève n'avait aucun droit de juridiction sur les terres de cette seigneurie. Toutes les fois que « l'on s'est aperçu que les châtelains de Chapitre se sont avisés de venir faire quelque acte de juridiction dans la terre « de la Bâtie-Melliez, on s'est incessamment pourvu au Sénat « pour en être reçu appelant et demander réparation de leurs « attentats et de leurs distractions de juridiction, tandis « qu'au contraire les juges de cette terre ont fait dans tous « les temps, sans aucun empêchement, tous actes de juridiction indifféremment rièrè ses limites dans toutes les occasions qui s'y sont présentées; après quoi l'on ne voit pas « sur quel principe, ni sur quel fondement Messieurs de Genève veulent établir et statuer leurs prétendus droits de « juridiction dans l'enceinte et les limites de la susdite terre « qui ne sauraient être incontestablement qu'erronées et « chimériques. »

En 1626, le baron de la Bâtie dut se justifier vis-à-vis de la République genevoise de certains propos menaçants qui lui étaient attribués.

Plusieurs documents du XIV^e siècle relatent les noms des membres d'une famille genevoise *de la Bâtie*.

De 1707 à 1708, il y eut un sérieux conflit de juridiction au sujet d'une enquête faite par le juge De la Place dans la maison de Pierre Bévillard, à Lancy, située sur Chapitre, à l'occasion d'un attentat commis rière le Chapitre, dans une lutte entre Pierre Philippe Bévillard et ses beaux-frères. Nous renvoyons aux pièces des archives d'Etat pour les détails de cette affaire privée.

Au commencement du XVIII^e siècle, on voyait encore quelques masures de ce château dans le champ appartenant à un nommé Perréal.

Un extrait des Registres du Département des choses publiques, du 19 août 1796, relate qu'aucune limite ne séparait alors les teppes de la Bâtie des pâturages de la commune de Lancy, d'après un rapport du citoyen Burky (Burgy) agent national et membre de l'administration du district, et *Directeur* de la commune de Lancy (archives d'Etat de Genève).

Il ne reste aujourd'hui aucun vestige du château de la Bâtie, primitivement construit en bois pour la plus grande partie, comme le furent un grand nombre d'églises du IV^e siècle au XI^e, et même au-delà.

Le plateau de la Bâtie a été occupé par la troupe espagnole en 1742, par le comte de La Marmora qui voulait assiéger Genève en 1782, par les Français en 1792; enfin, en 1814 par l'armée de Desaix sur laquelle les Autrichiens lancèrent des obus des hauteurs du coteau de Saint-Jean.

On retrouvera, dans le corps de ce travail, plusieurs citations ayant trait à la seigneurie de la Bâtie-Meslie.

Un ancien syndic de Genève, M. Fabri, était possesseur au XVIII^e siècle d'un fief appelé *Maillard*, rière Lancy. Maillard était le nom du propriétaire. Ce fief qu'il tenait des Bernois, appartenait jadis à la cure de Lancy. Son rapport annuel, comme dime, était d'environ huit coupes de froment, quelque avoine et argent de servis.

La famille des *Maillard* a donné un syndic à la République de Genève en 1492. En 1616 il existait un capitaine Maillard, qui a de belles qualités, disent les Registres du Conseil, et qui est spécialement recommandé à ce Corps par le capitaine Pierre Baulichon, afin d'empêcher qu'il ne prenne du service en Savoie.

Le 25 avril 1617, Jacques Maillard est déposé du Conseil des Deux-Cents pour être allé, sans congé, au service de Savoie.

* * *

Outre les familles précitées qui ont tiré leur nom de celui de Lancy, on peut encore en signaler dans la période du XIV^e au XVI^e siècle.

La généalogie des Tardi, famille très riche et très distinguée aux XIII^e et XIV^e siècles, présente, à la date du 5 avril 1358, Aymon et Beriet Tardi, frères, institués héritiers par le testament de Jacquemette, veuve de *Hugues de Lancy*, et en 1347 Jeannette, fille de feu *Hugues de Lancy*, veuve de Nyolet Tardi (*Galiffe, Notices généalogiques*).

Dans une note de quelques actes passés par des Suisses et des étrangers momentanément à Genève, figurent :

En 1387, Jaquemet, fils de feu Perret de Lancy, du consentement d'*Etienne de Lancy*, son frère, vend des terres à Amblard de Miéville.

Dans la procédure instruite en 1430 par les officiers du seigneur de Viry, par ordre du Lieutenant du châtelain ducal de Ternier contre Pernette, veuve de Jean David, accusée d'adultère avec le curé de Malagny, Aymon de Lancy, ex-chancelier, est porté comme témoin dans l'acte du 2 novembre 1430, relatant la punition infligée à la dite veuve David. Cette pièce latine est reproduite dans le volume de M. C. *Duval*, sur Ternier et St-Julien. L'historien *Galiffe* cite encore dans ses *Notices généalogiques*, Noble Baud, seigneur de Troches, de Flor et de la Feuillade, fils d'un marchand ferretier, Noble Jean Baud, citoyen de Genève, qui finit ses jours dans sa terre de Troches en Savoie. Il avait épousé en premières noces une fille de Noble *Jean de Lancy*, sœur de Noble *Aymon de Lancy* dont il était tuteur en 1508. Ce seigneur eut de ce mariage une fille nommée Michée, dame de la Feuillade, qui épousa Noble Guillaume Hugues, syndic.

Parmi les *De Lancy*, le personnage le plus marquant et le plus extravagant est, sans contredit, *Jean de Lancy*, seigneur de ce lieu, contre lequel le duc de Savoie lança des lettres de capture au mois de février 1440. Longtemps emprisonné pour ses forfaits, au château de l'Île, à Genève, il ne fut libéré qu'à la requête de la duchesse et de plusieurs nobles de ses parents. Nos archives d'Etat possèdent, sous le n° 624, une pièce, datée du 8 mai 1456, par laquelle Thomas de Sur accorde des lettres de grâce au seigneur *de Lancie*, à condition qu'il fournirait caution pour la réparation des torts commis et une somme de 3,000 livres, payable au fisc épiscopal.

En 1462, la mère et la sœur du dit seigneur étaient fixées à Genève. Les Registres du Conseil relatent qu'elles se plaignirent « que des gens les ont menacées du carcan (ou les y ont mises). » Il fut décidé que les coupables seraient recherchés et qu'avis en seraient donné aux villes d'Allemagne.

Jean de Lancy avait conservé une forte rancune à la République de Genève. Sa déclaration de guerre, qu'il lui fit notifier en 1464, conservée aux archives d'Etat, n° 650, nous fournit le texte des prétentions hautaines du seigneur de Lancy :

« Je Jehan de Lancie, à vous messeigneurs les citoyens, habitants et à toute la communauté de la Cité de Genève. »

« Je vous fais savoir par ces présentes que moi et tous mes devans et aidans vous poursuivrons et ferons maux et dommages à vous et à tous vos aidans, conseillers et alliés, advoyers à cause de vous et tous bourgeois et habitants de la dite ville et cité de Genève, au feu et au flamme, en sang et chair et de toutes autres manières, comme en cas de guerre mortelle appartient. »

Ce que Jean de Lancie voulait, c'était, selon ses catégoriques expressions, forcer la République de Genève à « rendre, « réparer et restituer, et amender les très grands déplaisirs, « outrages et vilenies faites par François Crochon, Jean « d'Orsière, Jean de la Fontaine et autres, qui sont été gou- « verneurs de la Communalité de Genève. »

Cet acte, daté du 7 Décembre 1464, est muni du scel armorié de Jean de Lancie. L'état de ce scel ne permet pas d'en donner la reproduction.

L'*Armorial* de *Galiffe* fournit le blason de Lancy pour les années 1464 et 1563, d'après un sceau en or.

Quoique le territoire de Lancy appartint pour la plus grande partie au bailliage de Ternier, le Chapitre de Genève intervint souvent en faveur des communiens de Lancy. En 1471, ce Chapitre dût recourir par requête au Gouverneur Philippe de Savoie, afin d'obtenir que les paysans d'Onex, Lancy et Valery, ne soient plus, malgré leur misère, aggravée par une occupation militaire, molestés au sujet de leurs con-

tributions par les officiers de Ternier. Cette démarche reçut la sanction de P. de Veyrier, notaire public et curial de la châteltenie de Ternier, sur l'intervention du Seigneur *de Lancy (de Lanciaco)*.

Philippe de Savoie accueillit favorablement la demande du Chapitre et il donna l'ordre au secrétaire du Conseil ducal de Chambéry de l'examiner. Ensuite d'informations recueillies par le curial P. de Ternier et de sentences préparatoires, Philippe prononça une sentence définitive de libération envers les hommes du Chapitre. Les documents se rapportant à cette affaire figurent dans l'état des titres conservés aux archives d'Etat de Genève.

IV

Invasion bernoise. — Le culte réformé à Lancy. — Guerre de la fin du XVI^e siècle. — Joachim de la Rye, Marquis de Treffort et l'armée ducale à Lancy. — Combats du Fort-d'Arve. — Prise et destruction de Lancy. — Destruction du temple protestant. — Soumission du curé de Lancy. — Le syndic de Franconis.

Par le fait de sa situation rapprochée du Fort-d'Arve, Lancy eut à souffrir des luttes continuelles qui désolèrent la contrée jusque vers la fin du XVI^e siècle. Il semblait que, grâce au traité, soit arrêt de St-Julien, conclu le 19 octobre 1550, entre le duc de Savoie et les villes de Berne, Fribourg et Genève, le calme devait être obtenu pour longtemps. Mais il n'en fut pas ainsi.

Le duc Charles de Savoie ne cessant d'inquiéter les Gene-

vois qui avaient embrassé la Réforme, les Bernois lui adressèrent une déclaration de guerre, le 16 janvier 1536. En février, leur armée, commandée par Hans Franz Nægeli, envahit le bailliage de Ternier. Tous les châteaux et maisons fortes des gentilshommes furent détruits, les églises saccagées. Grande fut la déroute au sein de la population des campagnes.

Genève profita de la circonstance pour se mettre en possession des propriétés de l'ancien Chapitre de St-Pierre et du prieuré de St-Victor, sans pour cela admettre les habitants de ces terres au bénéfice des franchises et des prérogatives des bourgeois: de lourdes contributions pesèrent sur les agriculteurs. Le culte réformé fut naturellement partout introduit.

La paroisse de Lancy subit le sort commun; on la classa dans le *bénéfice* de Troinex qui comprenait en outre Bossey, Evordes, Sierne, Vessy, Landecy et Onex. Quoique la République de Genève fit élever un temple à Lancy, la paroisse dépendit néanmoins de la juridiction spirituelle de Compesières, puis du pasteur d'Onex.

On édifia le temple protestant de Lancy en 1545. *Gaudy-le-Fort* dit avoir trouvé dans une chronique inédite que l'achat du temple, de la maison et appartenances contiguës avaient été achetés pour 38 écus. Par lettre datée de Compesières, 6 août 1564, le bailli de Ternier et Gaillard, Hans Zechender, écrivit au Conseil de Genève pour obtenir une cloche en faveur du temple de Lancy, nécessaire, disait-il, non seulement en cas de danger, mais aussi pour convenir (convier) le peuple à entendre la parole de Dieu.

Voici le texte de cette curieuse lettre (archives d'Etat de Genève):

« Magnifiques, puissants et très-honorés Seigneurs.

« Je me recommande de bon cœur à vos bonnes grâces,
« combien que par ci-devant aucuns de votre Conseil m'aie
« promis de moi faire tenir votre aimable réponse sur l'aver-
« tissement que je leur avais fait sur la grande faute et
« nécessité que les paroissiens de l'église de Lanci ont d'une
« cloche, tant pour faire convenir le peuple à ouïr la prédica-
« tion de la parole de Dieu, qu'aussi pour s'en servir en
« temps de danger, comment vos Excellences mieux savent
« être commode et requis. Toutefois, n'ayant ni par eux, ni
« par autres encore de vos Excellences eu réponse, je suis été
« occasionné de mander la présente par messenger exprès, en
« vous priant en ceci vouloir avoir égard et y pourvoir d'une
« cloche sinon que ayez bonne occasion à cela non faire. Dont
« de votre intention et volonté vous plaira moi mander par le
« dit présent porteur votre amiable réponse, laquelle atten-
« dant je prierai le Créateur, Magnifiques, puissants et très-
« honorés Seigneurs, vous donner bonne vie et longue.

De Compesières, le 6^e jour du mois d'août 1554.

Votre bon cousin, ami et combourgeois,

Le bailli de Ternier et Gaillard,

HANZ ZECHENDER.

* * *

Par suite du traité conclu à Lausanne, le 22 octobre 1564, l'Etat de Berne dût restituer au duc de Savoie les bailliages de Thonon, Gex, Ternier et Gaillard. La reddition complète de ces terres, fixée au 15 mars 1565, ne fut opérée que le 26 août suivant.

Le culte réformé continua néanmoins d'être observé à Lancy, c'était du reste une condition formelle du traité ; aussi fut-

elle scrupuleusement observée par le duc de Savoie Emmanuel-Philibert. Ce souverain se contenta d'ordonner que ses sujets professant la religion réformée ne pourraient habiter que les lieux où son exercice était permis.

Le nouveau duc de Savoie, Charles-Emmanuel I^{er}, n'imita pas la prudente réserve de son prédécesseur. Après avoir éprouvé un échec dans une entreprise contre Genève, il ne cessa de guerroyer autour de cette ville. En 1589, on vit ses troupes stationner sur le plateau de Lancy, puis au bas de ce même village, avant l'assaut qu'il livra contre le Fort-d'Arve, le 23 juin. Lancy fut vivement éprouvé après une série de combats livrés au Plan-les-Ouates, au Fort-d'Arve et à Pinchat.

La guerre entre Genève et le duc de Savoie continua sans relâche de 1591 à 1593. L'armée ducale, commandée par Joachim de la Rye, marquis de Treffort, séjourna à Lancy, du 8 au 16 juillet 1593 ; elle comprenait 300 chevaux, 800 fantassins et plusieurs pièces d'artillerie.

Le marquis de Treffort comptait sur les secours du duc de Nemours et de quelques troupes qui étaient en Faucigny, mais il attendit vainement jusqu'au 16 juillet. Pendant ce temps, dit l'historien *Spon*, « les troupes de Treffort approchèrent
« à plus d'une fois du fort, ce qui ayant donné lieu à une
« partie de la garnison d'en sortir et de se mettre en embus-
« cade aux environs, avec quelques compagnies de Genève
« qui étaient allées à son secours, il y eut diverses rudes es-
« carmouches, dans lesquelles les Savoyards eurent toujours
« du pire, puisqu'il y demeura, en plusieurs rencontres, plus
« de six vingt des leurs, les Genevois n'y ayant perdu qu'un
« seul homme et eu cinq blessés.

« Pendant ce temps-là, on travaillait dans le fort et avec
« toute la diligence possible, aux fortifications ; un grand

« nombre d'hommes et de femmes étaient occupés à y remuer
« la terre, et, quoique l'ennemi tirât contre quantité de coups
« de canon, pendant qu'ils travaillaient, aucun de ces gens-là
« ne fut ni blessé, ni tué. L'on était en de grandes inquiétudes
« dans Genève de sentir des troupes aussi près, surtout puis-
« qu'il y avait lieu de craindre que le nombre n'en augmentât
« tous les jours, et qu'enfin, elles n'emportassent le Fort-
« d'Arve, ce qui aurait été une perte essentielle pour la Ville.
« Ce qu'on avait d'autant plus lieu d'appréhender, qu'une
« bonne partie des soldats, qui étaient au service de la Répu-
« blique, ayant été congédiés, on n'avait pas suffisamment de
« monde pour opposer à l'ennemi.

« Mais, dans le temps qu'on était dans ces peines, le mar-
« quis de Treffort se retira tout d'un coup avec ses troupes,
« pour s'opposer aux progrès que faisait Lesdiguières en Savoie,
« sur l'avis qu'il eut que ce général, après avoir pris la ville de
« Saint-Genis, près du Rhône, et le château de Montdragon, se
« préparait à venir assiéger Belley, pour se rendre maître en-
« suite du Bugey. La cavalerie, en s'en allant, passa près du
« fort où elle fit cinq ou six prisonniers.

« Cette retraite causa une grande joie dans Genève. L'on en
« donna aussitôt avis aux Seigneurs de Zurich et de Berne.
« Les particuliers qui avaient des fonds en Savoie moissonnè-
« rent en toute liberté, et l'on exigea sans peine les contribu-
« tions dans le Mandement de Ternier.

« Ce qu'il y eut de fâcheux, c'est que pour éviter qu'à
« l'avenir l'ennemi pût se venir poster si près de la ville, on
« fut contraint de prendre la résolution de raser le village de
« Lancy qui contenait soixante-neuf maisons et de couper
« tous les arbres et la vigne haute qu'on appelle hutins, qui
« étaient depuis le pont d'Arve jusqu'à ce village, ce qui fut

« exécuté promptement, au grand regret des habitants du lieu,
« à qui l'on refusa même de laisser subsister leurs granges ».

« Après la destruction de Lancy, on démolit le pont d'Arve
« pour le rétablir quelques centaines de pas plus loin.



Malgré ses successifs échecs, le duc de Savoie ne se tint pas pour battu. En décembre 1602, il tenta de nouveau de surprendre Genève. Son *Escalade* eut le sort des précédentes entreprises.

Après tant de désastres, la paix fut enfin conclue à St-Julien, du 11 au 21 juillet 1603 entre Son Altesse de Savoie et la seigneurie et République de Genève. En ce qui concernait les terres de St-Victor et Chapitre, toutes choses devaient demeurer, d'une part et d'autre, en même état qu'elles étaient lors de l'ouverture de la guerre en l'année 1589, sans rien innover en quelque sorte. Le duc s'engagea de ne faire assemblée de gens de guerre, ni fortifications, ni tenir garnison à quatre lieues près la ville de Genève. Toute liberté fut laissée aux partisans de la Réforme ; ils pouvaient vivre et demeurer en la même liberté que par ci-devant, à la charge de ne dogmatiser.

Le temple de Lancy subsistait encore en 1609. Cette même année, d'après l'*Histoire de Genève manuscrite* de Gauthier (archives d'Etat de Genève), « deux capucins ayant projeté
« d'entrer dans le temple de Lancy, sur le fief du Chapitre,
« pour le bénir et y établir ensuite la messe, le Conseil en
« ayant avis et que les deux religieux étaient sur les lieux
« prêts à exécuter leur entreprise, on y envoya deux conseil-
« lers (Pierre Fabri, ancien syndic et Gallatin, conseiller)

« pour les faire saisir, ce qui fut fait. On les arrêta dans une
« maison où ils étaient entrés, située sur Chapitre, et ils furent
« ensuite condamnés à demander pardon à genoux de la faute
« qu'ils avaient commise, d'avoir dogmatisé sur le fief qu'ils
« savaient appartenir à la seigneurie, ce qui était contre le
« traité de St-Julien, suivant lequel toutes choses doivent de-
« meurer en l'état qu'elles étaient avant la guerre de 1589.
« Les mêmes commissaires furent chargés de leur prononcer
« ce jugement et de le faire exécuter. »

Charles-Emmanuel tira habilement parti du fait que les Bernois, en se liquant avec Genève contre la Savoie pendant la dernière guerre, avaient contrevenu au traité de Nyon. Il profita de cette circonstance pour rétablir le culte catholique dans les bailliages.

Ensuite d'une réaction attribuée à l'œuvre de l'apostolat de François de Sales, le catholicisme était de nouveau implanté dans toutes les terres de la Seigneurie. On démolit le temple protestant de Lancy ; ses matériaux furent, au XVIII^e siècle, employés à des constructions à Pesay, à celle de l'église de Lancy et à l'entretien des chemins communaux.

Cette démolition donna lieu à informations et mesures par Messesseurs de Genève. L'état de ces documents est spécifié au chapitre des *Sources historiques*. Il en résulte que M. le juge Dufour termina, le mardi 28 juillet 1711, l'enquête relative à l'enlèvement des matériaux par le curé Roch. Les dépositions consignées sont celles de trois personnes assermentées : Marie, fille de feu Noble François Girard des Bergeries, femme du sieur Alexandre Metonne, horloger, demeurant à Lancy ; Laurence, fille de feu Pierre Louchet de Lancy, femme de Louis Girod, laboureur, à Lancy ; Etienne, fille de feu Pierre Emery, femme d'Etienne Migevant, demeurant à Lancy.

Il y eut également procès-verbal dressé, le 30 juillet 1711, par le juge des terres de St-Victor et Chapitre, ensuite duquel le curé de Lancy, installé à Pesay, reçut la visite des commissaires informateurs de Genève. Le curé objecta que les matériaux enlevés étaient sur territoire de Savoie, propriété du seigneur marquis de Challes ; il écrivit à M. Jean-Robert de Chouet, conseiller, premier syndic, et accompagna sa lettre d'un mémoire justificatif, le 3 août 1711. Il exposait le droit des seigneurs de la Bâtie-Meslier sur la cure de Lancy et il ajoutait que « sept ans avant le traité de Bâle, la dite église
« n'a jamais servi à aucun ministre pour aucune fonction,
« puisque les peuples de cette paroisse avaient un ordre des
« seigneurs de Berne d'aller entendre le prêche à Compesières.
« Le seigneur de la Bastie-Mellie est seigneur de la cure de
« Lancy, à forme de la reconnaissance faite et passée entre
« les mains de M^e Michel Rossier, commissaire, par la Per-
« nette, veuve de Noble Odet Pasquet, au nom et comme
« tutrice des personnes et biens de Gigouz Odet et Jean Pas-
« quet, ses enfants, en l'année 1540, comme aussi, à forme
« de la reconnaissance d'honorable François, fils d'honorable
« Etienne Argouz, marchand orfèvre, citoyen de Genève, en
« date du 11 juillet 1659, signée David, par laquelle il confesse
« devoir aux dits seigneurs et aux leurs, comme seigneurs
« de la cure de Lancy, une gerbe de blé, laquelle le dit sei-
« gneur perçoit actuellement tous les ans. — La preuve que
« le bénéfice de Lancy est sur terre de Savoie se tire des livres
« terriers de l'an 1542, signés Michel Rossier ; de l'an 1585,
« signés Fœx, et 1659, signés David. »

Le 12 décembre 1711, nouvelle lettre du curé Roch au syndic de Chouet. Le Conseil de Genève chargea de la réponse le syndic Jacques de Franconis. Ce syndic se montra des plus conciliants ; il demandait la restitution des matériaux,

offrant gratuitement au curé ceux sur son pré, situé à Plainpalais. Pour le cas où le curé se refuserait à accéder à sa demande, il le prévenait que l'entrée de la ville lui serait interdite. Le curé de Lancy répondit hardiment : « Si vous me « défendez l'entrée de votre ville, je vous en défendrai la sor- « tie, ayant assez de terrain pour me promener au dehors. »

Le Conseil n'entendit pas accepter les raisons et les menaces du curé de Lancy. Le granger de ce dernier, Philibert, fils de feu Claude Magnin, du Plan-les-Ouates, domicilié à Pesay, s'était rendu à Genève, à la réquisition du juge, comme ayant mené à Pesay une partie des matériaux enlevés par le curé. Après sa déposition, il fut incarcéré comme garant du dommage.

Le curé de Lancy dut reconnaître ses torts pour obtenir l'élargissement de son serviteur prisonnier. — En effet, par lettre du 23 octobre 1711, adressée au conseiller de Franconis, il confesse sa faute en ces termes :

« Je suis très mortifié que mon granger ait fait l'équivoque « de prendre quelques pierres dans les mesures de l'église de « Lancy ; je vous prie d'être persuadé qu'il est innocent et que « je remplacerai et satisferai à la valeur de vos ordres, vous « suppliant d'élargir le dit granger, ayant toujours l'honneur « d'être avec un profond respect. »

Votre, etc.,

ROCH, curé de Lancy.

Tout est bien qui finit bien. Le syndic de Franconis devint l'ami du curé de Lancy, puisqu'il lui prêta plus tard cent patagons (1) pour venir en aide à ses travaux de construction. D'autres citoyens de Genève se joignirent à M. le syndic de Franconis.

(1) L'ordonnance de 1623 fixe la valeur de l'écu patagon à 8 florins.

V

Reconstruction de Lancy. — Le Bachet de Pesay. — La Chapelle. — Son Inventaire. — Conflits de juridictions et d'impôts. — De Pontverre, curé de Confignon, se disant curé de Lancy. — Il réclame la dîme. — Documents inédits à ce sujet. — Relations sur le rétablissement du culte catholique à Lancy. — Reconstruction de l'Eglise. — Inventaires et Notes.

A la faveur de la paix factice obtenue par le traité de St-Julien, les communiers de Lancy poursuivirent les travaux de reconstruction de leur village. Le XVII^e siècle forme une continuité d'agitations de toutes sortes : querelles religieuses et contestations au sujet de certains droits de propriété ou de juridiction.

En 1613, le seigneur de la Bâtie-Meslier (Mélie) intenta un procès à la seigneurie de Genève, pour qu'elle reconnût de son fief l'église et la cure de Lancy. Le Conseil de Genève se contenta de répondre aux juges de Savoie que cette affaire ne ressortait pas de leur compétence et leur fit dire que l'église et la cure de Lancy appartenaient à la République de toute ancienneté, et, en particulier, qu'elle était du nombre de celles qui lui étaient attribuées par le départ de Bâle.

Le seigneur de la Bâtie-Meslier obtint gain de cause. Mais, sur la plainte qui en fut faite au marquis de Lans, gouverneur de Savoie, cette affaire n'eut aucune suite et le jugement regardé comme non avenu.

Les circonstances dans lesquelles se trouva le pays ne permirent pas de réaliser à Lancy ce qui était passé à l'état de

fait accompli dans d'autres villages relativement au rétablissement du culte catholique.

De la démolition du temple protestant à la célébration régulière de ce dernier culte, il s'écoula plus d'un demi-siècle; toutefois, les fonctions du ministère étaient partiellement accomplies par les curés du voisinage. Sur le territoire de Lancy, on célébra d'abord le culte au Bachet de Pesay. Le chapitre spécial, qui va être consacré à ce hameau de Lancy, initiera à la restauration du culte catholique et aux entraves qu'il eut à subir.

Ce ne fut que trente et quelques années dans la suite que ce culte fut célébré au cœur même du village de Lancy, par le curé De Pontverre, de Confignon.

Pesait, Pesay, Pesity, Pezay (Picciacus) formait un hameau de la paroisse de Lancy.

Doit-on faire appartenir l'origine du nom de ce lieu aux champs où l'on cultivait jadis les *pesait*, soit pois, ou à la configuration du sol qui, dans les langues celtique et germanique exprime creux, cavité, réservoir, bassin, ruisseau; de là cette dénomination de *Bachet de Pesay*.

En effet, l'expression patoise *bachal, bachex* signifie *fontaine publique*. Ces mots sont fréquemment employés dans nos anciens actes; ils sont mentionnés dans les documents du *Procès de sorciers de Viry, au bailliage de Ternier, de 1534-1548*, publiés par César Duval (Tome XXIV du *Bulletin de l'Institut national genevois*).

Un acte daté de Genève, du 6 novembre 1263, présente comme particularité le nom d'un habitant de cette terre, que Rodolphe, comte de Genevois, prend sous sa garde, en même temps que divers hommes et femmes de Troinex, ainsi désignés au dit acte : Pierre Foisset et son fils Hudric, Guillaume du Four, Pierre Novel, Humbert et Guillaume de Saconnex,

Guillemette du Crest , Pierre et Brune du Bordau, Pierre et Humbert de Chila, Guillaume de Chétaz, Guillaume du Pré, Gérold du Cimetière, Pierre des Hutins, *Amoudric de Pesay*, André Métral.

Le comte de Genevois leur assure sa protection comme à ses hommes liges, moyennant la redevance annuelle de dix-huit octanes d'avoine qu'ils paieront entre eux, et cela dans le cas même où leur nombre diminuerait.

En 1589, 2 juin, Pesay fut le théâtre d'une escarmouche entre les Genevois contre les troupes de Savoie.

En ce qui se rapporte à *la Chapelle de Pesay*, voici le résumé des recherches, outre les mentions spéciales qui seront produites dans cette notice :

Le 9 octobre 1661, Jean d'Arenthon d'Alex était sacré évêque du diocèse de Genève. Ce prélat, ne prévoyant pas la possibilité de gagner Genève à la cause catholique, avait résolu de faire le siège spirituel de cette ville.

C'est dans ce but qu'il fit construire de 1663 à 1664, à Pesay, en la paroisse de Lancy, une chapelle sous le vocable de l'Enfant-Jésus et qu'il y plaça un prêtre desservant.

Un personnage, venu à Genève avec l'intention d'y embrasser la Réforme, Jérôme Lunati, de Milan, ancien religieux et diacre, poursuivi par le Tribunal de l'Inquisition, parvint à se faire recevoir habitant. Ses relations avec le prieur de l'Abbaye de Pomier et d'autres membres du clergé romain empêchèrent son adoption comme bourgeois de Genève, et par suite de la preuve que Lunati avait fait retour à ses croyances premières, le Conseil prononça contre lui un arrêt de bannissement.

Lunati, dit le chanoine *Fleury*, dans son *Histoire de l'Eglise de Genève*, « avait une petite propriété à Pesay, à l'extrême « frontière de l'Etat de Genève ; il s'y retira. Ne pouvant plus

« donner ses leçons dans la ville, il se dirigea vers Chambéry
« où, grâce à ses talents, il prit une agence d'affaires, se char-
« geant, comme procureur, des causes portées au Sénat.

« Lunati eut des relations avec M^{sr} Jean d'Aranthon d'Alex
« et finit par lui laisser une dizaine de mille francs pour
« fonder, dans sa propriété de Pesay, une chapelle qui pût
« servir aux habitants de Genève et où ils pourraient assister
« à la messe les dimanches et fêtes. » Ce ne fut pas sans des
clauses très onéreuses, ajoute le chanoine Fleury, « que
« Lunati laissa son bien de Pesay à M^{sr} Jean d'Arenthon, car
« l'évêque déclare dans son testament, du 1^{er} octobre 1685,
« avoir fourni des sommes considérables soit pour la construc-
« tion de cette chapelle, soit pour la liquidation des dots
• « réservées en faveur des filles et d'une nièce de Lunati. »

La propriété sur laquelle était construite la chapelle de
Pesay ayant passé à un ressortissant de Genève, fut soumise
à l'impôt d'usage, quoique précédemment elle se trouvait
exempte de toute contribution. L'évêque d'Arenthon protesta
inutilement contre cette mesure et s'en plaignit à la Cour par
une lettre du 13 mai 1762. « Après les grandes dépenses que
« j'ai faites, écrivait-il, il serait fâcheux que le culte ne pût
« pas s'y continuer, puisque chaque dimanche on y compte
« plus de 400 personnes qui viennent de Genève. »

Il est évident que par sa situation spéciale et si rapprochée
de la ville de Genève, cet édifice religieux devait attirer un
certain nombre de catholiques des environs.

Cette chapelle, selon *Blavignac*, dans ses *Etudes sur Genève*,
« était venue par sa proximité de la ville DÉVOYÉE, amé-
« liorer la position religieuse de Genève. »

Le culte y fut célébré de sa fondation à plusieurs années de
la première moitié du XVIII^e siècle par le curé ou vicaire de
la paroisse de Lancy. Démolie antérieurement au démembre-

ment de Carouge, Pinchat et Grange-Colomb, de la paroisse de Lancy, ses matériaux furent vendus par le curé de Lancy. Dans une correspondance échangée entre M. de Veyrier et M. de Châtillon, son frère, en date du 28 août 1780, on trouve cette satirique allusion à la vente des matériaux de la chapelle de Pesay : « Le Révérend curé de Carouge vient d'arracher
« une grosse plume à l'aile de son cher confrère le curé de
« Lancy en lui enlevant par dévolu la chapelle de Pesay du
« revenu de 500 livres dont il vient de prendre possession.
« J'aurais été attrapé si j'en avais acheté les matériaux. »

En 1794, le 28 thermidor, le domaine de la chapelle de Pesay fut compris dans la vente des biens ecclésiastiques opérée par le district révolutionnaire de Carouge et passa à un nommé Jacquemard.

Dans les registres paroissiaux de Lancy (actuellement déposés au bureau cantonal d'état civil de Genève), on trouve deux documents à l'aide desquels on peut se rendre compte de l'état de la chapelle de Pesay au XVIII^e siècle, ainsi que des possessions y attenantes.

Voici la teneur de ces deux pièces :

*Inventaire des meubles, ornements et linges de Pesay, trouvés
par le R^d s^r Roch en la dite chapelle lorsqu'il y a commencé
l'office l'an 1703, le jour de la St-André.*

« Je soussigné ai trouvé dans la dite chapelle de Pesay ce
« qui suit que M. Duret, curé de Compesières, me remit dans
« le petit coffre de sapin que j'ai fait fermer à clef :

« 1^o Un calice dont la coupe et patène sont de vermeil,
le pied d'argent doré, avec son étui ;

« 2° Une lampe de laiton donnée par un brigadier de la Capite d'Arve dont l'année et le nom sont gravés ;

« 3° Quatre chandeliers de laiton ;

« 4° Une chasuble de damas, fond blanc, fleur rouge, avec des galons de soie à laquelle j'ai ajouté une bource ;

« 5° Une chasuble d'étoffe de laine verte, rouge et blanche, avec ses assortiments ;

« 6° Une chasuble noire d'étamine que le dit sieur Roch a fait d'un devant d'autel de madame la duchesse, donné à Lancy pour dire une messe de mort un des jours de la semaine qu'il n'y a pas de fête ou que l'on ne dit pas la Ste-Messe pour les bienfaiteurs et fondateurs, suppliant mes chers successeurs en la dite chapelle d'examiner les dépenses que j'y ai faites et d'y prier Dieu pour moi pendant ma vie et après ma mort ;

« 7° Un devant d'autel tout déchiré qui ne pouvait plus servir ; j'ai fait peindre celui qui existe ;

« 8° Un messel et un rituel avec une petite bource pour porter le viatique aux malades ;

« 9° Une aube de toile ordinaire, l'amict, cingule, corporal, purificateur, deux burettes d'étain, etc. ;

« L'on change de linge dès la sacristie de Lancy et je n'ai trouvé que deux méchantes nappes à Pesay.

« Je prie très humblement mes chers successeurs de prendre soin des ornements laissés à la sacristie de Lancy, afin d'éviter qu'ils se gâtent, de les tenir au sec et les retirer à la cure, et les plier proprement parce que l'humidité les peut gâter et de changer, selon les solennités et les couleurs que l'Eglise ordonne ; ainsi, on aura toujours l'église et les ornements en état.

« ROCH, curé. »

Inventaire des titres de la chapelle de Pesay.

« 1^o Une copie du testament solennel de feu Spectable Jérôme Lunaty, du 1^{er} juin 1663, dont l'original doit être au greffe du comté de Saconnex.

« 2^o Visite de la chapelle par M^{sr} l'évêque.

« 3^o Procès et requêtes présentées aux seigneurs de la Chambre des comptes de Chambéry contre les syndics exacteurs de la paroisse de Compesières pour réduire la cote sur le pied de dix sols et demi, selon l'ancien pied pour les biens de feu sieur Lunaty et quatre sols, quelques deniers pour les biens de feu Martin Blanc, le tout aux frais du R^d Roch qui a fait faire deux révisions et voyages à Chambéry comme l'on verra par les actes.

« 4^o Procès de défense par le sieur Roch pour empêcher que M. de Gallay qui a du bien à Arare ne se mette en possession des fonds du dit sieur Martin Blanc, se trouvant créancier antérieur avec la transaction portant rémission de biens pour M^{sr} l'Ill^{me} et R^{me} Jean Daranthon d'Alex, évêque et prince de Genève, faite par le dit Martin Blanc, ensuite l'amodiation des dits biens qu'on aurait enlevé à la dite chapelle, si le dit sieur Roch n'avait apaisé par caresses le dit procès et promis au sieur de Gallay de prier Dieu pour lui.

« 5^o Requête présentée par le dit R^d sieur Roch au sieur juge Delaplace, et ensuite de l'ordonnance de M. De Pontverre, procureur du clergé, pour prendre un acte d'état des dépenses et réparations faites par le dit R^d sieur Roch à la chapelle, grange et biens dudit Pesay. Signés : Delaplace, De Pontverre et Fœx, notaire.

« 6^o Acquit en faveur de la chapelle de Pesay du 17 décembre 1710, signé : Fœx, notaire.

« Voyez mes très chers frères et successeurs la dépense que j'ai faite à Pesay et le dit acte vous instruira que j'ai dépensé 3,184 florins de Savoie, à compte de quoi j'ai reçu de la vente d'un pré faite au sieur Etienne Bonnet de Carouge, fl. 1,584, sauf erreur, de laquelle somme j'en fais un fonds pour que l'on célèbre une messe par an pour demander à Dieu mon salut, et après ma mort pour le repos de mon âme. *Amen.*

« ROCH. »

« 7^o Bail à ferme du R^d sieur Roch au sieur Denis Ferrin de Pesay, portant la remise annuelle de 200 livres, deux setiers de vin et deux coupes de blé, ensuite de l'amélioration des dits fonds, du 31 mai. Signé : Frère, notaire collégié.

« J'ai fait quittance au dit sieur Ferrin de ma tenue et ai rabattu environ 150 livres pour avoir eu égard aux méchantes prises qui sont arrivées, n'y ayant pas été obligé. Ainsi est.

« ROCH. »

« 8^o Convention en titre d'amodiation pour le sieur Trembley, secrétaire de la Chambre des comptes de Genève, avec les mémoires des dites novales du 15 juin 1715 ; il faut la renouveler et se souvenir qu'il y a beaucoup plus de défrichement sur Pesay, Pinchat et Troinex, pour rabattre et ne plus payer les six quarts de blé qu'ils exigeaient.

« 9^o Etat des biens de Pesay par le seigneur juge mage des bailliages de Ternier et Gaillard, de l'an 1704, avec l'amodiation passée par le R^d sieur Chave Paris, promoteur du clergé de Genève en faveur du sieur Pierre Deronzier, portant la cense de 250 florins, du 26 mars 1700. Signé : Amblet, notaire.

« 10^o Visite des biens du dit Pesay par le dit R^d sieur Roch, du 2 mai 1705, 1706, signé : Foëx, notaire.

« 11^o Neuf papiers contenant des vieux actes d'état et amodiation des dits biens aux frères Magnin du Plan des Vuattes, avec un compte de feu M. Duret, de son vivant, curé de Com-

pesière; avec feu Monseig^r Dalex, pour justifier la perte des bœufs qui étaient à Pesay ;

« 12^o Procure pour M. De Pontverre par le clergé pour agir et transiger pour Lancy et Pesay, du 11 mai 1713. Signé : Diaconis; et finalement une liasse de papiers concernant les mémoires des cens et lots d'amortissements demandés par les fermiers du curé de Saconnex pour les feu Siccards, de Genève, par le sieur Portier et autres qui m'ont bien tourmenté pour cela, sans avoir rien avancé; mais il faut remarquer que le Seigneur marquis et Madame la marquise de Challes étant venu pour entendre la S^{te}-Messe dans l'église de Lancy, promirent d'affranchir les dits fonds, ce qu'il faut presser pour éviter l'inquiétude où l'on pourrait être à la suite et en ce cas, la Suzanne Lunaty, fille du sieur Jérôme Lunaty, étant seulement morte le 31 janvier 1715, et *ensevelie dans l'église de Lancy*, on ne devrait l'amortissement que dans environ quinze ans. Ainsi est. »

« ROCH. »

L'état des terres de St-Victor et Chapitre, au commencement de la seconde moitié du XVIII^e siècle, expose qu'au dit Pesey sont quatre maisons de catholiques et autant de protestants. La dime, comprise dans celle de Troinex, est à Genève.

Le curé de Lancy a renoncé aux novales pour être affranchi de 38 coupes de dime rièrre la chapelle de Pesay, en 1726, acte Pasteur, notaire, à Genève.

La corne de dime de Pinchat, Pesey et Grange-Collomb s'amodie par le fermier de Troinex à 35 coupes de froment, y compris le vin.

Outre les inventaires, le curé Roch a laissé quelques notes sur la chapelle desquelles sont extraites ces indications :

En 1703, lorsqu'il vint y célébrer la messe le jour de la St-André, l'édifice et ses dépendances étaient dans un pitoyable état. Le curé Roch fit procéder à leur restauration. La

dîme de Pesay lui fut disputée jusqu'en 1716 ; il convint alors avec les seigneurs de la Chambre des comptes de Genève de payer six quarts par an aux dîmiers de Troinex pour avoir la dîme franche de Pesay. Des nommés Foëx et Lacroix, dîmiers de la seigneurie de Genève étant venus, malgré cet accord, avec des soldats armés et ayant insulté le fermier et ses gens, reçurent à Pesay un châtiment exemplaire. Le syndic Le Fort, pour lors lieutenant, fit droit à la plainte formulée par le curé et obligea les dîmiers à demander pardon, genou en terre, au curé de Lancy qui, en rappelant cette occasion, traite les Genevois *de gens sans foi, sans croix et sans religion*.

Ceux de Troinex venaient dimer du chanvre à Pesay pour la corde de la cloche de Bossey et pour la nappe de la cène. Dans une visite des dîmiers, le curé Roch eut une difficulté avec le marquis de la Pierre. Le différend, écrit le curé, « se « termina par des coups de bâton administrés au marquis et « la canne du curé finit le débat. »

Le curé de Lancy percevait au Bachet de Pesay la dîme de plusieurs propriétaires de Genève, entr'autres du médecin Manget et du sieur Girod.

Le Révérend curé Roch quitta la cure de Lancy ayant été appelé au bénéfice de Compesières, d'où il travailla, de concert avec son successeur R^d Destral, après avoir, selon ses *propres* expressions « chassé de Lancy, Carouge et autres lieux, une « infinité de filous, voleurs (putains), et gens de toutes sortes « de nations habitant ces localités. »

Le curé Roch avait été appelé à Lancy par R^d Messire Jean Duret d'Evian, curé de Compesières, et avec l'assentiment de l'évêque, M. De Pontverre s'étant chargé du village de Lancy. Il rapporte qu'en son temps, la vieille église de Lancy n'avait que seize pieds de longueur sur dix de hauteur et que lors de

son agrandissement, cette église resta quelque temps sans nef; il fallut près de trois ans pour construire le chapiteau, la chapelle, puis le chœur qui était en forme de dôme. Pour faire ce chœur, dit-il, on démolit l'ancien, une fenêtre et une arcade où les hérétiques s'enterrent encore.

Dans mes *Recherches historiques sur Carouge* (publiées en 1857), j'ai produit aux pièces justificatives, n° X, une « note des auberges et cabarets, situés rière la paroisse de Lancy, bailliage de Ternier, sur pure Savoie. » Cette note des établissements publics, dressée le 12 février 1766, sur l'ordre de M. Pacthod, juge de la seigneurie, est signée du Plan des Vuattes, par Chaulmontet, secrétaire de la paroisse de Lancy et châtelain de la seigneurie de la Bastie-Meslier dont dépendait encore la plus grande partie de Carouge. Il n'y est pas fait mention des cabarets de Lancy, à part celui tenu au Bachet de Pesay par Joseph Revillet.

La note contient ces deux paragraphes :

1° Le Révérend curé de Lancy possède, vers le Bachet de Pesay, dépendant de la même paroisse, une maison où l'on a toujours tenu cabaret jusque il y a environ trois mois qu'elle est inhabitée. Je pense qu'il serait très nécessaire, principalement pour la sûreté des voyageurs et du public, d'interdire ce cabaret, eu égard qu'il se trouve dans un endroit fort suspect et écarté, qu'il n'est pas même possible qu'un cabaretier y puisse faire son devoir, pouvant être forcé à mal faire, n'ayant aucun secours de ses voisins, et je sais qu'aucun des précédents n'a pu s'y contenir dans de justes bornes, qu'ils s'y sont presque tous ruinés, et que cette maison était le refuge de gens de toute espèce et par conséquent très inutile.

2° Il doit être aussi prohibé à Joseph Revillet, du dit Pesay, de vendre du vin et loger dans sa maison, comme il fait, puisque de tous temps l'on s'y est livré à toutes sortes d'excès et

de débauches, ce cabaret ne servant uniquement que pour des gens de mauvaise vie, etc.....

De respectables membres de la famille *Revillet* n'ont cessé de résider en ce lieu où il n'existe plus que la maison de ferme. Cette partie du territoire de Lancy a conservé comme *lieu dit* cadastral la désignation de *la Chapelle*. Une croix marque aujourd'hui l'emplacement qu'occupait cet édifice.



La question de la dîme imposée aux Genevois possédant des terres à Lancy ne fut pas reprise sans aiguillonner les esprits. En décembre 1690, le Conseil de Genève profita du passage à St-Julien du commandant en Savoie, le Marquis de la Hoguette, pour lui déléguer l'ancien syndic Le Fort, avec mission de réclamer la stricte exécution du traité de St-Julien, en vertu duquel les Genevois, propriétaires en Savoie, étaient exempts de contributions. La mission de M. Le Fort n'aboutit à aucun résultat.

Le curé de Confignon saisit cette circonstance pour renouveler ses prétentions de se faire payer la dîme par tous les particuliers de Genève possédant des terres dans le village de Lancy. A cet effet, il les fit appeler pour s'entendre condamner au paiement des dîmes et novals.

Le Conseil de Genève, auquel les propriétaires genevois eurent recours, délégua, en mai 1694, M. Buisson auprès de M. Tancein, premier Président du Sénat de Chambéry ; il était accompagné de Noble Charles Lullin, qui représentait Noble Jean-Antoine Lullin, seigneur, ancien syndic. Ces délégués confirmèrent la nouvelle moleste que le curé de Confignon faisait au seigneur Lullin et aux propriétaires genevois à

Lancy, ils demandèrent la réalisation d'une précédente promesse, « d'imposer silence au curé de Confignon ».

Le Président Tancein les pria de lui remettre un Mémoire au sujet de leur demande. Ce document fut déposé le samedi 19 mai, à la suite d'une seconde entrevue.

En voici la teneur :

« Les seigneurs de Berne, pendant qu'il possédaient le pays, « ayant aliéné le temporel de la cure de Lancy, les ancêtres du « dit Lullin, soit leurs auteurs, en achetèrent les dîmes, et ils « en ont toujours joui sans aucun trouble, c'est-à-dire dès « cent cinquante ans (1544).

« Les dits seigneurs de Berne ayant reconnu que le dit « village de Lancy dépendant du Chapitre de St-Pierre de « Genève, par traité passé entr'eux et les seigneurs de Genève, « cédèrent et donnèrent à ceux-ci, entr'autres choses, le dit « village Lancy, de même que la cure d'icelui, et ce, en termes « formels et exprès comme leur appartenant, à cause du dit « Chapitre, pour le spirituel.

« Lors de la restitution du pays, les dits seigneurs de « Berne, par le traité qui fut fait avec S. A., lors régnante, « réservèrent expressément que toutes les aliénations et aber- « gements qu'ils avaient faits pendant qu'ils l'avaient tenu, « seraient fermes et permanentes, et que S. A., ni ses succes- « seurs ne pourraient, pour aucune cause, troubler ceux en « faveur desquels telles aliénations ou abergements auraient « été faits de quelque nature qu'ils puissent être.

« Et en exécution du dit traité, les seigneurs de Genève « ont toujours joui du spirituel du dit village de Lancy et n'ont « jamais été troublés dans leur possession, n'y ayant jamais « eu dès lors ni église, ni service romain.

« Il est vrai qu'en 1674, le curé desservant lors la cure de « Confignon, demanda au dit Noble Lullin les novales de

« Lancy, mais ayant été informé de la nature du territoire, et
« convaincu qu'il n'y avait aucun droit et qu'il ne pouvait pas
« en être reconnu curé, il cessa sa poursuite.

« En 1682, un autre curé de Confignon ayant voulu repren-
« dre la cause sur la même information, il suivit l'exemple du
« précédent et laissa l'affaire.

« Aujourd'hui, le sieur De Pontverre veut reprendre les
« errements de cette affaire, et jusqu'ici, l'on ne sait par quel
« esprit, n'a point voulu écouter les raisons ci-dessus par
« lesquelles il est évident qu'il ne peut point être regardé
« comme curé de Lancy, et, qu'en conséquence, il ne peut
« point demander au décimateur les noales du dit lieu.

« Si le dit Noble Lullin pouvait être recherché pour les
« dites noales, ce ne pourrait être que par les seigneurs de
« Genève seuls aux ayants-droit de la cure du dit lieu, en vertu
« des traités dont a été fait mention ci-dessus.

« Et si M. le comte de Provana, commandant ci-devant
« pour S. A. R., en Savoie, et premier Président de son Sénat, a
« imposé silence à un curé dans une affaire précisément de la
« même nature, l'on espère que celui qui préside maintenant
« au dit Sénat pour S. M., vu la dite possession immémoriale
« et que d'ailleurs S. M. a eu la bonté de faire assurer
« plusieurs fois les seigneurs de Genève que leur condition
« n'empirerait point pendant que la Savoie serait sous sa
« domination, imposera silence au dit sieur De Pontverre, et
« voudra bien que les dits Seigneurs de Genève et les parti-
« culiers de leur ville soient laissés dans leurs droits et pos-
« sessions résultant des dits traités. »

Cette affaire resta pendante, puis reprise en 1698 par suite
de la persistance du curé De Pontverre à renouveler sa moleste.

La République de Genève délégua à Chambéry le procureur
général Abraham Mestrezat, légiste habile et tellement dis-

tingué, que le roi de Prusse l'avait demandé pour une place de ministre d'Etat.

« Vous représenterez au commandant de la Savoie et au président du Sénat (disait le Conseil de Genève à son en-voyé) que ces noales nous appartiennent incontestablement tant en vertu des traités que de notre paisible et immémorable possession. Vous leur ferez voir les articles des dits traités qui établissent notre droit, et particulièrement ceux de 1536 et de 1544, entre Berne et nous, par lesquels la cure de Lancy est par exprès comprise et nommément désignée dans le nombre de celles qui nous sont cédées.

« Vous leur ferez remarquer, en outre, que par le traité de St-Julien, nous devons jouir de tout ce que nous possédions avant la guerre de 1589, auquel temps il est notoire que nous possédions la cure de Lancy comme dépendante du Chapitre et en vertu des traités ci-dessus.

« Vous leur représenterez encore que le sieur Pontverre n'ayant point la qualité de curé de Lancy, ne peut avoir le droit des noales, lesquelles ne peuvent être demandées que par ceux qui exercent le droit du clocher.

« Vous leur ferez enfin connaître qu'il y a plus de 150 ans qu'il n'y a eu à Lancy ni cure, ni curé. »

« *N.B.* Evitez de vous engager en aucune procédure devant le Sénat, la chose étant purement publique et d'Etat. »

Le curé de Confignon, s'attribuant le titre de curé de Lancy, avait entrepris dès l'année 1696, de rétablir le culte catholique régulier au centre même de la paroisse. Le Conseil de Genève protesta contre cette tentative auprès de la Cour et le Roi intima au prêtre entreprenant défense de continuer à dire la messe.

Les *archives de Genève* dévoilent combien les entreprises de la restauration du culte catholique inquiétèrent le Conseil de cette ville. Ce corps s'adressa aux Conseils de Berne et de Zurich avant que d'employer ses démarches auprès de la Cour à Versailles. Le 26 juin 1696, il recevait cet office de l'Avoyer et Conseil de la Ville de Berne, daté de la veille :

« Très chers alliés et confédérés,

« Nous avons appris fort au long, par votre lettre du 23 de
« ce mois, les nouveautés suscitées par le curé de Confignon
« par le moyen de l'exercice de la religion catholique qu'il a
« fait au village de Lancy, qui est compris dans les terres du
« Chapitre. Or, nous vous rendons confédéralement nos re-
« merciements de la part dont vous nous en avez donnée et
« nous ne pouvons pas nous taire en réponse, qu'à notre avis,
« vous avez pris le bon chemin pour lever cette moleste, et,
« en même temps, nous avons voulu vous prier qu'il vous
« plaise de continuer à nous donner communication de ce qu'il
« viendra dans la suite concernant cette affaire.

« Nous prions Dieu qu'il lui plaise de conserver vos sei-
« gneuries sous les ailes de sa grâce en liberté spirituelle et
« temporelle et de détourner de vous, par sa grâce, toutes
« sortes de malheurs. »

Donné, le 25 juin 1696.

L'Advoyer et Conseil de la Ville de Berne,
(Signature.)

Le 23 juillet 1696, la même autorité ajoute ce point dans une missive au Conseil de Genève :

« Au reste, nous avons entendu avec plaisir que sur vos
« plaintes on a remédié à l'exercice de la messe que le curé
« de Confignon prétendait introduire à Lancy et imposé silence
« au curé, et nous vous remercions de l'avis que vous nous en
« avez donné. »

Le 27 juillet 1696, le bourgmestre et le Conseil de la Ville de Zurich, informés de cette affaire, répondent au Conseil de Genève :

« Nous vous remercions confédéralement de la communication que vous nous avez donnée touchant l'entreprise de dire la messe dans le village de Lancy, et cette affaire a été finie par ordre du Roi donné au curé du lieu. Et en même temps, nous vous dirons en réponse que nous effectuerons la demande que vous nous faites de recommander aux hauts-Alliés concernant l'inclusion que vous souhaitez dans le traité de paix qui doit se faire bientôt, puisque nous avons toujours soin de votre intérêt et repos, et y sommes obligés en considération de notre confédération, et sur cela nous vous recommandons, etc..... »

(Signatures.)

Dans la correspondance échangée avec le Conseil de Genève par son envoyé auprès de la Cour de France à Versailles, M. de Stoppa se trouve, à la date du 20 juillet 1696, l'annonce de la décision formelle du Roi :

« M. Martine vous aura rendu compte de la lettre que j'ai écrite à M. de Croisy au sujet de la nouveauté que le curé de Confignon a voulu faire dans le village de Lancy, et vous aurez appris par M. le Résident l'ordre qu'il a eu de dire au dit curé de ne plus dire la messe dans le dit lieu. Je puis bien vous assurer, Magnifiques Seigneurs, que l'intention du Roi n'est point que l'on fasse aucune innovation de quelque manière que ce puisse être. »

Voici maintenant les faits consignés au même sujet dans une relation du curé De Pontverre, transcrite sur le rôle paroissial de Lancy par le curé Roch ; nous donnons le texte complet de cette relation ainsi que des notes et documents qui l'accompagnent.

Mais, auparavant, il est utile de faire précéder ces maté-

riaux de quelques renseignements biographiques sur le *nouveau curé de Lancy*, Noble et Messire Benoît De Pontverre, curé de Confignon, au bailliage de Ternier, dès l'an 1693.

Les historiens genevois le considèrent comme un homme intrigant et l'un des plus vigoureux champions de la foi orthodoxe. Ils le traitent aussi de caractère ambitieux et tracassier et J.-J. Rousseau, dans ses *CONFESSIONS*, le présente comme un argumentateur passablement ignorant.

Cependant, la foi catholique lui doit de nombreux prosélytes, il écrivit et prêcha beaucoup contre la doctrine appelée alors par le clergé prétendue réformée.

Ce fut par sa persévérance et sa grande tenacité que M. De Pontverre parvint à rétablir le catholicisme à Lancy et à Aire-la-Ville. Le chanoine *Grilliet*, auteur du *Dictionnaire historique, littéraire et statistique des Départements du Mont-Blanc et du Léman*, dit du curé De Pontverre, « que sa réputation « de controversiste fut telle, qu'il était en correspondance « avec les principaux prélats de l'Eglise de France. »

Il publia, en 1701, une *Description de l'Eglise de Lancy, près de Carouge, et de la manière dont la religion catholique y a été rétablie*, et en 1720 les *Motifs de la conversion du chevalier Minutoli*, ouvrage contenant une chronologie et une histoire des évêques de Genève dans lesquelles il y a peu d'exactitude.

C'est chez ce prêtre que séjourna J.-J. Rousseau ; de là le philosophe genevois se réfugia à Annecy, auprès de M^{me} de Varens.

Le curé De Pontverre appartenait à une ancienne famille, célèbre dans l'histoire des *gentilshommes de la Cuillier* qui désolèrent Genève au temps de la Réforme ; il mourut le 3 juin 1733, après avoir été quarante ans curé de Confignon.

Ceci dit, passons au texte de la relation écrite en tête du premier registre paroissial, et reproduite ici sans la moindre altération ;

HISTOIRE DE LANCY, OÙ L'ON VOIT CE QUI A PRÉCÉDÉ LA BATISSE
DE SON ÉGLISE, L'ÉVÉNEMENT D'UN PROCÈS, LE RÉTABLISSE-
MENT D'UNE CURE, MALGRÉ LES OPPOSITIONS DE LA RÉPU-
BLIQUE DE GENÈVE.

« Registre des baptêmes dès le rétablissement de ladite
église.

« Registre des mariages.

« Registre des mortuaires.

« Le tout dressé en ordre par les soins et la main du R^d sieur
Aimé Roch, premier curé du dit lieu dès l'an 1703.

« *Sit nomen Domini benedictum. Amen.* »

In nomine Domini, Amen.

« Pour la plus grande gloire de Dieu et pour éternelle mé-
« moire,

« Noble et Révérend messire Benoît De Pontverre, docteur
« en théologie, archiprêtre, curé de Confignon et de Lancy,

« A tous Messieurs les Révérends mes successeurs qui serez
« appelés à la conduite des ouailles de ce bercail que la grâce
« et la paix soit avec vous de la part de Dieu notre père et de
« notre Seigneur Jésus-Christ.

« Comme il est bon et agréable à la postérité de savoir les
« choses qui l'ont précédée, j'ai formé le dessein de vous faire
« ici, Messieurs, un récit historique de ce qui s'est passé
« depuis onze à douze années à l'occasion de la paroisse de
« Lancy, vous priant très humblement que ce monument soit
« conservé pour tous ceux qui vous suivront puisqu'il leur
« sera toujours un sujet de glorifier Dieu, comme vous le verrez
« dans la suite.

« Premièrement, je rends grâce à Dieu de m'avoir appelé à
« l'état ecclésiastique et de ce que sa miséricorde m'a inspiré
« des désirs et fourni des occasions pour travailler à la pro-
« pagation de la foi. C'est dans cette vue et pour satisfaire au
« devoir de l'Eglise, par les règles qu'elle impose à tous ceux
« à qui elle a confié la conduite de ses enfants et l'adminis-
« tration de ses biens, qu'ayant trouvé lors de mon établisse-
« ment dans ce bénéfice un procès commencé par un de mes
« prédécesseurs entre M. le syndic Lullin de Genève, occasion
« des dimes, noales du dit Lancy qu'il percevait comme haut
« décimateur dans le dit bien, j'en ai repris les errements et
« continué la poursuite pendant onze ans.

« Mais comme j'ai eu en tête un homme riche d'un million
« et pris à partie le plus puissant de Genève, vivement soutenu
« par cette République et fort accrédité dans la Cour de France
« pendant la guerre sous le poids de laquelle les peuples
« gémissent dès si longtemps, pareillement protégé des Suis-
« ses et considéré des ministres plénipotentiaires de Savoie,
« ce même Seigneur, quoique appuyé d'un si grand pouvoir,
« fut néanmoins étourdi de mon entreprise et mit aussitôt tout
« en œuvre pour renverser mon projet et faire étouffer mon
« dessein dans sa naissance.

« Pour cet effet, il fut assez heureux, si toutefois il peut y
« avoir du bonheur dans une action illégitime, pour engager
« sa République d'envoyer des députés au Roi de France, la
« Savoie étant alors soumise à son obéissance, comme elle est
« aujourd'hui, afin d'arrêter le cours de ma procédure, et les
« moyens qu'ils mirent en usage pour ce sujet furent de m'ac-
« cuser de perturbateur de repos public et que je violais en ce
« point la foi des traités qui doivent être saintement observés,
« puisqu'en vertu d'iceux, la paroisse de Lancy avait été relâ-
« chée à la Ville de Genève qui en possédait la souveraineté

« spirituelle ; que par conséquent c'était une atteinte et une
« témérité de ma part de vouloir la troubler en la personne
« de M. le syndic Lullin dans la possession d'un droit de
« dimes qu'elle lui avait aliéné, soit à ses auteurs.

« La Cour écouta favorablement telles supposées allégations
« et sans les examiner ni ouïr partie, Monsieur Debarbesieux,
« pour lors premier ministre d'Etat, fortement sollicité par
« ces dits députés et par Monsieur Stoup, général des Suisses
« en France (1), écrivit trois différentes lettres que Monsieur
« de Tancein, premier président au Sénat, me fit l'honneur de
« me communiquer par lesquelles il lui était ordonné de
« m'imposer silence, de quoi il s'acquitta, mais avec répu-
« gnance, m'ayant fait connaître qu'il avait mes intérêts à cœur
« comme étant ceux de la religion.

« Monsieur le marquis de Thoy, colonel et commandant
« pour le Roy à Chambéry, fut chargé de la même commission;
« il me fit l'honneur de m'en écrire la lettre suivante :

« Ayant quelque chose d'important à vous communiquer,
« Monsieur, je vous prie de vouloir bien, aussitôt la présente
« reçue, vous rendre ici pour que je vous le puisse expliquer. »

« Croyez moi, Monsieur, très véritablement,

« Votre très humble et très obéissant serviteur,

(Signé) DE THOY.

De Pesieux, à Aix, le 29 juillet 1696.

« Comme l'inscription de cette lettre était à Monsieur De
« Pontverre pour les affaires du Roi, mes amis et ceux qui la
« virent jugèrent d'abord que j'allais être envoyé prisonnier à

(1) Pierre *Stoppa* ou *Stuppan* était lieutenant général des armées du Roi de France et colonel de ses gardes-suisse. Il fut l'officier général suisse qui eut le plus de crédit à la Cour de Louis XV ; aucun autre n'a possédé à la fois deux régiments et plusieurs compagnies. (*Note de l'auteur.*)

« Pierre en Sise. Je méprisai cette frayeur mal fondée si bien
« que je ne fus pas fort exact de me rendre auprès de Mon-
« sieur De Thoy, ce qui l'obligea de m'écrire une seconde lettre
« dont voici la copie sans date :

« J'ai déjà eu le bien de vous écrire, Monsieur, pour vous
« prier de vous rendre ici, et comme vous ne l'avez pas fait,
« j'ai lieu de croire que vous n'avez pas reçu ma lettre. — Je
« prie donc, Monsieur, aussitôt la présente reçue de vous
« rendre ou à Chambéry si je ne suis pas ici, ayant à vous
« entretenir et à vous dire des choses de conséquence.

« Je suis, Monsieur,

« Votre très humble et très obéissant serviteur,

« De Pesieu.

« (Signé) THOY. »

« A ce nouvel avis, j'allai joindre M. De Thoy qui me com-
« muniqua sa lettre de la Cour du 17 juillet. De mon côté, je
« lui détaillai mes raisons qui furent de son goût et qui l'en-
« gagèrent à me demander ce que je souhaitais qu'il écrivit au
« ministre d'Etat. Je lui répondis : la proximité d'une paix
« et le changement de souverain que j'attendais, me faisait
« renvoyer cette affaire à la St-Martin, qui est le temps de
« l'entrée du Sénat après fêtes ; il me fit des excuses de
« m'avoir engagé à ce voyage et je pris un honnête congé
« de lui ; mon retour rendit tranquille mes amis qui crai-
« gnaient tous pour moi et désabusa ceux qui s'étaient laissés
« séduire par l'erreur de leur jugement. Ainsi, bien loin que
« mon adversaire eût pu me désarmer ou m'affaiblir par cette
« trame artificieuse, les efforts des hommes n'étant que fai-
« ble devant Dieu, mon courage me porta plus avant.

« J'acceptai une chambre au dit lieu de Lancy pour y évan-
« géliser le petit nombre de catholiques que je prenais soin
« d'y assembler ; j'y fis mettre une table à laquelle je donnai

« le lendemain la forme d'un autel et ayant pris toutes les
« précautions nécessaires pour y pouvoir dire la Sainte-Messe,
« ce qui ne me fut pas accordé qu'après beaucoup de difficultés
« et plusieurs refus.

« Le siège épiscopal étant vacant, j'eus le bonheur d'y célé-
« brer peu de jours après. Ce coup de partie, venu d'en haut,
« allarma fort Messieurs de Genève qu'ils assemblèrent leur
« conseil sur minuit pour délibérer sur cette affaire qui leur
« paraissait si importante et pour prendre sans perte de temps
« des mesures convenables, afin d'en empêcher le progrès. Leur
« délibération fut de me faire signifier un acte conçu en des
« termes menaçants, d'un style tout armé de pointes et tout
« allumé d'éclairs que Monsieur le conseiller Favre eut com-
« mission de m'intimer, pour cet effet, l'on fit baisser le pont
« d'Arve à l'aube du jour. J'allai à mon ordinaire à Lancy.
« Dans la route, je rencontrai un messenger catholique qui me
« dit que Genève avait fait une sortie, que c'étaient des con-
« seillers et des syndics, une populace attroupée. Cela me fit
« croire qu'ils avaient des actes à me signifier.

« Quelques moments après, je vis venir à moi le sieur Cha-
« meriel, secrétaire de Monsieur le Résident de France, à
« Genève, qui avait mis par écrit tout ce qu'il devait me dire,
« crainte que j'imputasse quelque chose à son maître ou à lui,
« et son mémoire contenait que le Roi avait déclaré aux
« députés de Genève qu'il ne voulait rien innover, et pour le
« temporel dans les terres de St-Victor et chapitre, mais lais-
« ser les choses dans l'état où elles étaient lorsqu'ils avaient
« conquis le pays. Je répondis que je ne croyais pas devoir me
« rendre à cette sommation parce que Messieurs de Genève
« avaient surpris Sa Majesté.

« Le secrétaire n'ayant rien pu obtenir me quitta, et tandis
« qu'il leur en allât faire part, je continuai ma marche jusque

« sur une hauteur, d'où je vis cette troupe de Genevois assem-
« blés à Lancy. Alors, je pris le calice que portait mon valet,
« parce qu'on pouvait le lui enlever, et par là m'empêcher
« de dire la Sainte-Messe ; je me saisis pareillement de la
« bourse du corporal que je mis sous mon justaucorps en
« place de cuirasse pour repousser les traits de mes enne-
« mis.

« C'est ainsi que je me préparai au combat, bien résolu
« néanmoins de ne rien faire ni rien dire qui puisse tant soit
« peu souiller ma conscience, ni scandaliser personne, pour
« que ces Messieurs n'eussent pas occasion de dire qu'après
« des emportements, j'étais allé célébrer le plus saint et le plus
« auguste de nos mystères. — Je découvris encore depuis là
« un parti catholique, composé d'environ trois cents hommes,
« qui venaient à la messe ; c'étaient des moissonneurs portant
« leurs faux, ce qui fit croire qu'ils étaient armés. En les
« abordant, ils me dirent d'un air affligé : l'on assure, Mon-
« sieur, que vous ne direz pas la messe. Si fait, leur dis-je,
« mes enfants, à moins qu'on ne me coupe la langue. J'arrivai
« enfin auprès de la maison du sieur Durabour, aujourd'hui au
« sieur Caille, de Genève, où était le parti protestant. Alors,
« Monsieur le syndic Favre m'adressa la parole en me disant
« que je donnai atteinte à l'autorité de ses seigneurs ; je ré-
« pondis que je n'avais point de pareil dessein. Il ajouta qu'ils
« étaient souverains spirituels ; je répliquai que je n'en con-
« naissais point que le pape. Il voulut donner une interpréta-
« tion maligne à ces paroles pour me noircir auprès de Mr le
« Résident par rapport aux intérêts du Roi, et continua de
« me dire : Nous vous sommons de la part de nos seigneurs
« de ne passer pas outre. Je ne puis m'en dispenser, lui dis-je.
« L'Evangile du jour m'invite à laisser les nonante-neuf brebis
« du désert pour aller chercher celles de Lancy qui sont éga-

« rées. Et comme je voulus pénétrer la foule qui m'environ-
« nait, il saisit la bride de mon cheval me disant : Nous vous
« regardons comme un perturbateur ; j'en porterai mes plaintes
« au roi. — Et moi au pape, lui répliquai-je. Il ordonna enfin
« au sieur Veillard, Greffier de Chapitre, de me remettre ledit
« acte, et, à mon refus, il le mit sur la crinière de mon cheval,
« d'où il tomba. J'eus pourtant soin de le faire relever pour
« savoir ce qu'il portait. En voici la teneur :

« Nous, syndics et conseil de Genève, ayant été informé
« que dimanche passé le sieur De Pontverre, curé de Confi-
« gnon, par un pur attentat, avait dit la messe dans le village
« de Lancy, et comme cette nouveauté est entièrement con-
« traire aux droits qu'ils ont dans le village, à l'usage ancien,
« aux traités publics, et à l'intention même de Sa Majesté, ils
« en ont porté leurs plaintes à Monsieur le Résident, et en
« même temps, nous avons chargé Noble Jacques Favre,
« conseiller d'Etat, d'aller audit Lancy, et en tant que ledit
« sieur De Pontverre entreprendrait de continuer l'attentat
« qu'il a commis, de s'y opposer par toutes voies, et là, où il
« ne voudrait déférer à leur opposition, de lui déclarer qu'ils
« le considèrent comme un perturbateur de repos public, et
« qui innove, au préjudice de leurs droits, des traités publics,
« de l'ancien usage et même des favorables intentions de Sa
« Majesté, qui nous ont été de nouveau continuées, et qu'ils le
« prennent à partie, et lui déclarent qu'ils en porteront inces-
« samment leurs plaintes au Roi, protestant contre lui dépens,
« dommages et intérêts et de tout ce qui en pourrait arriver.
« Et afin qu'il n'en prétende cause d'ignorance, ledit Noble
« Favre lui fera notifier les présentes.

« Donné à Genève, le vingtième juin mil six cent nonante-six,
« par mes dits seigneurs, syndics et conseils.

« (Signé) : PICTET. »

En marge est écrit :

« L'original de l'acte ci-joint a été remis à Son Eminence
« Mellarède, premier ministre d'Etat de S. M. à Thonon, le
« mois d'août 1715, par le Révérend sieur Roch, pour faire
« voir l'attentat des Genevois sur les terres de Savoie, et ce
« par ordre du Roi, et M. De Pontverre y fut appelé pour en
« rendre compte avec le sieur Roch. »

« Nous, conseillers sus-commis, par mes dits seigneurs,
« syndics et conseil, certifions nous être ce jourd'hui trans-
« porté au village de Lancy, accompagné de Noble Ami Lullin
« et de M. Louis Veillard, Greffier de Chapitre, ou ayant ren-
« contré ledit sieur De Pontverre, curé de Confignon, nous lui
« avons fait plainte de l'attentat par lui commis dimanche
« dernier, et déclaré que là où il voudrait continuer nous y
« formons notre opposition, suivant l'ordre à nous donné par
« nos dits seigneurs et là où, au préjudice d'icelle le dit sieur
« De Pontverre entreprendrait de continuer, nous lui avons
« déclaré que nous le prenions à partie, comme celui qui viole
« la tranquillité et les traités publics, l'ancien usage et la
« possession de nos seigneurs, et avons notifié les protestes
« qui précèdent, desquelles nous lui avons donné copie, afin
« qu'il n'en prétende cause d'ignorance et protesté contre lui
« de tout ce qui en pourrait arriver ce vingt-un juin 1696.

« (*Signé*) : J. FAVRE, conseiller d'Etat. »

« Tous les spectateurs étaient attentifs pour savoir à qui
« resterait la victoire, qui se déclara en ma faveur, et ces
« Messieurs qui avaient fait apporter un magnifique repas pour
« se réjouir de ma défaite, s'en allèrent sans boire ni manger.
« J'entrai donc dans ma chapelle, où je fis toutes les fonctions
« curiales.

« Mes paroissiens de Confignon voyant un autre prêtre que

« moi y faire l'office ce jour-là, demandèrent où j'étais allé.
« L'un d'iceux répondit que Genève avait fait une sortie, qu'on
« ne m'y verrait plus. Alors le nommé Favre, l'un d'eux,
« animé d'un saint zèle pour la religion, dit à cette troupe :
« Courage, mes enfants, soyons vrais disciples de St-Maurice
« et allons mourir avec notre général.

« Il n'en fallait pas davantage pour les déterminer à partir.
« Ils arrivèrent enfin comme je lisais l'Evangile, qui était le
« temps destiné pour mon sermon ; mais la scène qui s'était
« passée m'ayant rendu la bouche sèche, au point que je n'aurai
« pas pu parler ; je renvoyai mon sermon après la communion,
« ce qui fit dire au sieur Turc, de Marseille, agent de Fatio,
« de Genève, que je m'attendais de mourir par la main de mes
« ennemis, puisque je voulais communier avant que de prê-
« cher. Je fis donc mon discours sur l'Evangile du troisième
« dimanche d'après la Pentecôte, d'où je pris occasion de dire
« que je venais chercher les brebis de Lancy qui étaient éga-
« rées pour ne pas encourir les anathèmes dont Dieu menace
« les pasteurs par la bouche du prophète Ezéchiel quand il
« leur dit : Malheur à vous, pasteurs de mon peuple qui avez
« négligé mes brebis, qui n'avez pas fortifié celles qui étaient
« infirmes, qui n'avez pas guéri celles qui étaient malades,
« qui n'avez pas ramené celles qui étaient égarées, ni cherché
« celles qui étaient perdues.

« Je crus que j'aurais été digne de ce reproche, si je m'en
« étais retourné à la vue de ces ennemis de l'Eglise et leur
« avait mollement abandonné le champ de bataille, puisque la
« paroisse de Lancy avait été dans le sens des paroles de ce
« prophète, depuis plus d'un siècle et demi, un lieu de prosti-
« tution et d'abomination, le théâtre de brigandage et le lieu
« du triomphe honteux de l'impureté et de l'impiété.

« Quand vous avez vu, disai-je à mes auditeurs, ces satelli-

« tes de Genève, ne vous a-t-il point semblé d'être dans la
« primitive Eglise où les chrétiens étaient obligés de s'aller
« cacher dans les catacombes et cavernes pour offrir leurs
« sacrifices au Seigneur, et encouragé par l'exemple de St-
« Thomas de Cantorberie, qui fut égorgé au pied de l'autel,
« jedis à mes auditeurs : Hé bien ! que ces Messieurs viennent,
« bien loin de me fâcher, je suis prêt à donner le baiser de
« paix à celui qui voudra me trancher la tête, mais qu'ils
« sachent que cette même tête, à l'exemple de celles de Saint-
« Jean-Baptiste et de Saint-Denis les ira troubler par un
« ordre du Tout-Puissant jusqu'à la porte de leur ville pour
« y prêcher l'Evangile.

« Le quatrième dimanche, j'y retournai comme auparavant
« quoiqu'il y eût différents paris et plus que pour la prise de
« Namur, que je ne reviendrais point. L'Evangile du jour était
« *tota nocte laborantes nihil cepimus*. Dieu me le fournissait
« propre au sujet, puisque, comme je l'ai dit, Messieurs de
« Genève s'étaient rassemblés pendant la nuit pour m'arrêter
« dans ma course à l'arrivée du jour. Au sortir du sermon, je
« rencontrai les sieurs Derabours et Debergerie, neveux de
« M. Trembley, syndic régnant et leur dit : Voici la troisième
« fois que je prêche en attendant que le Roi décide. Vous
« n'avez que faire, répondirent-ils, vous décidez assez.

« Voilà donc tout cet appareil qui ne conspirait que ma
« perte devenu impuissant pour m'ébranler parce que j'avais
« appris de Saint-Paul des paroles de confiance, de sorte que le
« cinquième dimanche je continuai à dire la Sainte-Messe.
« Cela mit le peuple en fureur, et forma le dessein de me
« charger d'ignominie comme il est porté par l'acte de déclara-
« tion comme suit :

« L'an mil six cent nonante-six et le douzième août, par
« devant moi, notaire soussigné, et présents les témoins bas

« nommés ont comparu Claude Phénix, âgé de 46 ans, et
« Etienne Chaffard, âgé de 30 ans, de Bernex, lesquels ont
« déclaré par serment qu'étant le premier juillet proche passé
« jour de Dimanche dans la Ville de Genève, au bourg de St-
« Gervais, ils firent la rencontre du sieur Voisine dudit Ge-
« nève qui, d'un plein abord dit aux comparants : N'êtes-
« vous pas de Confignon ?

« Et lui ayant répondu qu'ils étaient de Bernex, il répliqua :
« Vous avez le curé de Confignon qui est un coquin et un fri-
« pon ; il est allé dire la messe à Laney sur nos terres, mais
« après le prêche, nous allons sortir quantité de monde et
« l'iront pendre en effigie. A quoi les comparants répondirent
« que ce n'était pas leurs affaires, sur quoi il se retira toujours
« en murmurant.

« La présente déclaration faite au dit Bernex, en présence
« de Jean-Claude Mivellaz et Jean-Henri Ferrand, du dit lieu,
« témoins requis, illitrés avec les parties de ce enquis par
« je, notaire recevant.

(Signé) : GENTIL, notaire.

« La main du Tout-Puissant détourna cet orage. J'écrivis
« mes raisons à la Cour avec proteste de porter ma tête aux
« pieds du Roi si j'étais en faute. Elles furent goûtées et sus-
« pendirent le jugement de Sa Majesté qui ne voulut rien
« décider à mon préjudice. Ce fut un peu avant ce temps-là
« que Monsieur de Thoy m'écrivit les deux lettres ci-des-
« sus.

« Mais Dieu de qui les jugements sont impénétrables, veut
« quelquefois nous apprendre qu'après avoir travaillé long-
« temps nous sommes des serviteurs inutiles ; si bien par un
« ordre secret de la Providence, l'autel que j'avais dressé après
« tant de soins et de peines fut le lendemain du cinquième

« dimanche consumé par le feu dont l'activité toute vive
« qu'elle était respecta néanmoins la peinture et les ornements
« auxquels elle n'osa pas toucher.

« Cette épreuve affligeante ne manqua pas de me livrer à
« des inquiétudes violentes, de troubler mon triomphe et de
« tremper d'absynthe la douceur que je goûtais de ma pre-
« mière victoire, elle excita une tempête dans mon âme fort
« longtemps opiniâtre à agiter mon cœur entre la crainte et
« l'espérance pour l'avenir, et ma partie, pour insulter à ma
« prétendue disgrâce, osa publier que désespérant de la justice
« de ma cause, j'avais brûlé moi-même cette petite chapelle
« qui était pourtant le sujet de plusieurs combats que j'avais
« essuyés, et d'une infinité de menaces que j'avais méprisées.
« Mais Dieu qui donne des bornes au crime quant il lui plaît
« et qui calme les tempêtes quand il le juge à propos, m'ins-
« pira de mettre à profit cette raillerie piquante, et me fournit
« quelques temps après des moyens efficaces pour la punir
« avec éclat dont j'aurai l'honneur de vous entretenir, Mes-
« sieurs, à la suite de ce discours.

« La chose en était à ces termes, lorsque S. A. R. recouvra
« ses Etats, en l'an mil six cent nonante-six. Je profitai de cet
« heureux changement pour remettre mon procès sur pied
« comme je l'avais dit à Monsieur De Thoy, mais à l'instant,
« voilà des courriers en compagnie et des nouveaux députés en
« chemin, envoyés à S. A. R., au premier Président du Sénat,
« à Monsieur le commandant Favre et à Monsieur l'intendant
« Gropel.

« Cela donna lieu à plusieurs assemblées qu'on fit à Cham-
« béry où je demeurai trois semaines. Or, Messieurs les dépu-
« tés de Genève soutenaient que c'était une affaire publique ;
« que par le traité de Bâle, l'an 1544, Messieurs de Berne leur
« avaient relâché quatorze bénéfices, que Lancy était nommé

« par les princes de Savoie, lorsque ces bailliages leur furent
« rendus par les Bernois qui les avaient envahis l'an 1535 ;
« qu'ainsi mon entreprise était un attentat à la foi publique,
« une infraction des traités solennels et un trouble téméraire
« du repos public.

« Je répliquai à toutes ces allégations que quoique Lancy
« fut nommé dans la concession des quatorze bénéfices, faite
« dans le dit traité de Bâle de l'an 1544, qu'il n'y avait été
« mis que par erreur.

« Premièrement, par ce que la dite concession ne portait
« que quatorze bénéfices, que, cependant, il y en avait seize de
« nommés dans l'article 13 du dit traité.

« Secondement, que les quatorze bénéfices à forme du dit
« article 13 n'avaient été cédés à Messieurs de Genève par les
« Bernois que comme dépendant du patronage du prieur de
« St-Victor, qui était de l'ordre des Bénédictins, et *Lancy ne*
« *dépendait ni de St-Victor, ni de Chapitre*, ce que je fis voir
« par une visite de l'an 1481, où il est dit : « *Visitavit eccle-*
« *siam parrochiale de Lanciao ad omni modam dispositionem*
« *ordinari,* » au lieu qu'à l'égard des autres comme celle
« d'Onex, il était porté : « *Visitavit ecclesiam parrochiale de*
« *Onnex de presentatione capituli,* » et de celle de Troinex :
« *Visitavit ecclesiam parrochiale de Troennex de presenta-*
« *tione prioris Scti Victoris.* » Ainsi, des autres, et qu'en outre
« dans ce traité *le droit du tiers y était réservé*. Cela calma un
« peu les esprits effrayés et effarouchés, si bien que l'on con-
« sentit que je ferais du moins mon enquête pour prouver que
« 160 poses de terre que j'avais donné par confins au procès
« étaient novalles, après quoi je demeurai quelque temps dans
« l'inaction.

« Ce ne fût pas, néanmoins, sans me lasser bientôt de ne rien
« faire, de sorte que je me remis à poursuivre M. Lullin, et la

« République ayant su que je m'étais réveillé de mon assou-
« pissement fit ses derniers efforts pour m'endormir tout à
« fait et mit en mouvement auprès de S. A. R. toutes les
« puissances qu'elle crût lui être favorable.

« Ce qui obligeât S. A. R. d'écrire au Sénat si cette affaire
« était publique ou particulière. M. Deville, l'avocat général,
« fut chargé de cette commission ; il recueillit toutes les rai-
« sons de part et d'autre avec une exacte impartialité, les-
« quelles ayant été examinées par la Cour, elle consentit que
« je suivisse ma carrière ; c'est de quoi mon frère me donna
« avis par la lettre que vous allez lire :

« Monsieur et très cher frère,

« La Cour vient de décider l'affaire de Lancy en votre faveur,
« jeudi sixième du courant. S. E. Monsieur le marquis de
« Dronerot en fit part au prieur Philippe et eut la bonté de
« lui dire que vous lui aviez donné des instructions fort judi-
« cieuses sur ce fait-là. Le sieur Santis, son secrétaire, en a
« donné avis au procureur général de Genève auquel il a
« marqué que la Cour ayant mûrement examiné l'affaire du
« R^d curé de Confignon avec le sieur Lullin, elle a très-bien
« reconnu que c'était une affaire purement particulière entre
« le dit R^d sieur De Pontverre et le sieur Lullin, de sorte qu'il
« lui donnât avis que S. A. R. avait envoyé un ordre au Sénat
« de Savoie pour la juger. »

« Je suis avec respect, etc.

« Du 8^e mars 1698. »

« Voilà donc ma partie engagée à plaider sans que la Répu-
« blique voulut jamais paraître dans l'instance pour prendre
« le fait en main ; nous continuâmes à nous faire la guerre
« avec les armes ordinaires de la chicane, du barreau et des
« plaideurs. Il y eut un premier arrêt qui m'adjudgea soixante
« et quinze écus de dépens qui me furent bien payés.

« Il est temps de revenir au sujet de la chapellé. Pour la
« rétablir, je m'adressai pour cet effet à S. E. Monsieur le
« marquis De Dronerot (1) à qui, comme à un autre Moïse,
« S. A. R. avait confié en ce pays les intérêts de la religion et
« ceux de la Couronne. Sur son avis, je fis faire une *som-*
« *maise à prix* ensuite d'une commission qu'il adressa à
« Delaunay, juge mage de ces bailliages de Ternier et Gaillard,
« pour laquelle il fut prononcé que cette chapelle avait été
« incendiée par accident et que ce malheur lui avait été com-
« munié par une maison voisine où le feu avait pris sa
« naissance par l'imprudence de ceux qui l'habitaient. Cette
« procédure faite fut envoyée à sa d^e Excellence qui m'en
« donna avis par sa lettre de Chambéry du 23^{me} août 1698,
« dont voici la teneur :

« Le juge mage Delaunay, a lu la sommaise à prix, ensuite
« de la requête que vous lui avez donnée et par laquelle il me
« semble qu'on est assez fondé pour refaire la chapelle que
« vous souhaitez à Lancy. Je veux, néanmoins, en donner part
« à la Cour, qui, je ne doute pas sur ces fondements, elle ne
« l'approuve. Ainsi, bientôt vous saurez ses intentions.

« Cependant, je suis encore votre très humble et affectionné
« serviteur.

« D. Charles-Philibert D'Est. »

« La chose arriva effectivement comme il me la faisait
« espérer, si bien que le troisième septembre 1698, M. le juge
« mage de Ternier m'écrivait la lettre suivante :

« Monsieur,

« Je viens de recevoir une lettre de S. E., Monsieur le
« marquis de Dronerot, gouverneur de Savoie, datée de hier

(1) Le marquis Dronero, des princes d'Est, fut appelé par le roi Victor-Amé, lieutenant-gouverneur de Savoie, le 18 mars 1697. (*Note de l'auteur.*)

« par laquelle il me mande de vous faire savoir qu'ayant fait
« part à la Cour des informations prises pour le rétablissement
« de la chapelle de Lancy, elle est entrée dans le sentiment de
« la faire rebâtir.

« Je me réjouis de votre réussite et je n'ai pu laisser échap-
« per un moment sans vous faire part des ordres de sa d^e
« Excellence, vous assurant que je suis avec respect votre
« très humble, etc. »

« DELAUNAY. »

« Après cette permission obtenue de S. A. R., je ne fus pas
« paresseux à mettre la main à l'œuvre pour ma nouvelle
« chapelle que je plaçai sur le grand chemin. A peine cet
« ouvrage était bien commencé, que Messieurs de Genève y
« envoyèrent un ingénieur pour en prendre les dimensions.

« M. le syndic Chouet fut par eux député à la Diète
« d'Aarau, où il porta tous les griefs qu'il prétendait avoir
« contre la Savoie, à qui les Suisses ne firent aucune attention,
« si bien que cette députation fut inutile, et tandis que je tra-
« vaillais, M. le marquis De Dronerot m'écrivit encore la lettre
« suivante :

« Monsieur,

« Je suis très persuadé que le rétablissement de la chapelle
« de Lancy sera regardée de mauvais œil par les Genevois, et
« quoique je ne crois pas qu'ils osent faire aucune démarche à
« ce sujet, il n'est que bien d'en hâter l'achèvement entier, et
« il me semble qu'ils devraient assez connaître votre zèle pour
« épargner leurs efforts pour vous distraire. Je vous remercie
« des nouvelles que vous me donnez.

« Je suis véritablement, Monsieur, etc.

« De Dronerot d'Estr.

« à Chambéry, ce 1^{er} mai 1699. »

« Je croyais être en repos après cette douce assurance. M. le
« syndic Denormandie, jaloux de ma tranquillité, vint me
« troubler dix jours après, me faisant croire que j'avais bâti
« sur un fonds sur lequel il était créancier.

« Voici la lettre qu'il m'envoya pour m'en instruire :

« Monsieur,

« J'ai été extrêmement surpris d'apprendre par votre der-
« nière lettre que vous vous étiez mis en possession des ma-
« sures qui m'appartiennent comme en ayant payé le prix aux
« auteurs des frères Malagny. Je ne crois pas que Messieurs
« du clergé, au nom desquels vous dites que vous êtes en pos-
« session, aient le privilège de leur autorité et sans formalité
« de justice, de prendre le bien des particuliers ; du moins, je
« n'ai rien vu de semblable jusqu'aujourd'hui. Ainsi, Mon-
« sieur, le plus court et le plus juste sera de rendre à un
« chacun ce qui lui appartient. Je vous prie d'être persuadé
« que les menaces que vous me faites de vous opposer à mon
« exécution ne me font point peur ; étant fondé dans la justice,
« je ne crains point les procès. Si vous avez bâti sur le fonds
« d'autrui, tant pis pour vous ; quand j'entrerais en possession,
« j'y bâtirai à ma mode. Je crois encore vous devoir avertir
« que j'ai d'autres créances contre ledit sieur Malagny, afin
« que vous preniez de justes mesures sur les offres que vous
« me voudrez faire. Je serai fâché d'avoir rien à démêler avec
« vous, Monsieur, mais vous voyez que je ne cherche qu'à
« ne pas perdre mon bien et à retirer ce qui m'est légitime-
« ment dû.

« Je suis avec toute la sincérité possible, *Monsieur*, Votre
« très humble et très obéissant serviteur.

« DENORMANDIE.

« Ce 10 mai 1699. »

« Je plaidai sa créance six mois ; à la fin il me fit cession ;
« je lui payai 420 florins, ainsi que conste par acte du 17 fé-
« vrier 1700. Cet obstacle surmonté, je fis ma chapelle et y
« arborai une croix pour symbole de la juridiction spirituelle ;
« un lanternier de Genève m'en fit une, de quoi il fut querellé
« par M. le syndic Denormandie, qui le menaçait de bannisse-
« ment d'avoir osé faire une croix pour mettre sur une cha-
« pelle bâtie sur leur terre, à la porte de leur ville, ce qui
« étant venu à ma connaissance, j'en pris une sur le couvert
« de mon église de Confignon, où il y en avait deux, et j'écri-
« vis à ce lanternier que j'étais surpris d'apprendre que ces
« Messieurs l'eussent fait citer en Maison de ville au sujet
« d'une croix, puisqu'ils souffraient que leurs orfèvres fissent
« des calices, piscides et autres ornements d'église, mais qu'il
« faisait fort bien de leur obéir ; que, cependant, il me ferait
« plaisir de m'envoyer le pommeau avec l'assortiment, que je
« lui paierai l'ouvrage pour entier. Il porta mon billet au dit
« sieur Denormandie, qui lui permit de m'apporter tout, si ce
« n'est la croix.

« Cependant, mes adversaires ne se lassaient point de veiller
« à ma perte et plus attentifs que jamais à ruiner mes des-
« seins, ils députèrent à Chambéry M. le procureur général
« Trembley avec un auditeur ; il y eut encore différentes as-
« semblées chez Monsieur le marquis de Dronerot où Monsieur
« l'avocat général et Monsieur l'intendant Brichanteau assis-
« tèrent de la part de S. A. R. Mais, après une exacte discus-
« sion de leurs objections et de mes réponses, il fut délibéré
« que ma chapelle subsisterait et que je continuerai la pour-
« suite de mon procès.

« Je ne vous détaillerai pas ici, Messieurs, tout ce que j'a-
« vançai pour soutenir la cause de Jésus-Christ, vous le pour-
« rez voir dans le factum que mon frère, qui demeure à

« Chambéry, prit soin de composer en cette affaire, est traité
« fort au long suivant les règles de la jurisprudence et avec
« assez d'exactitude et de netteté.

« Vous avez sans doute remarqué, Messieurs, que le fron-
« tispice de cette église montre à tous les passants un Jacob
« avec son échelle mystérieuse par laquelle les anges qui mon-
« tent portent aux pieds du Dieu vivant les souhaits que nous
« faisons sans cesse pour la conversion de Genève, et je dois
« dire, pour glorifier Dieu, que ces célestes messagers qui
« descendent en ont apporté des grâces mystérieuses en faveur
« de quelques familles dont les unes se sont déjà réunies au
« giron de l'Eglise et les autres sont dans le généreux dessein
« de le faire dès qu'elles auront trouvé moyen de mettre à
« couvert leur temporel nécessaire à leur subsistance. — Et
« d'autant que cette chapelle a été bâtie deux fois, j'ai de là
« pris occasion d'écrire sur les murailles ce passage plein d'es-
« pérance du prophète Agée : « La gloire de cette dernière
« maison sera plus grande que celle de la première, je don-
« nerai ma paix en ce lieu et dans peu de temps j'ébranlerai
« tous les peuples et je remplirai de gloire cette maison.

« Le phénix que j'ai fait peindre à un des coins de l'autel
« représente aussi que cette chapelle a été bâtie après avoir
« été incendiée et que de là j'ai pris occasion de la rétablir
« comme il paraît par la sommaise à prix dont il a été parlé
« ci-devant ; c'est ce que signifie la devise qui est au-dessous
« du phénix en ces termes : « Je suis défait par incendie, je
« renais malgré l'envie, et dans mes cendres je trouve la
« vie.

« Le pélican, qui est de l'autre côté de l'autel ouvrant sa
« poitrine pour nourrir ses petits avec cette devise : « Le bon
« pasteur donne sa vie pour ses brebis, » a voulu marquer que
« malgré les menaces qu'on me faisait d'attenter à ma vie, j'ai

« entrepris de dresser cet autel une seconde fois pour m'acquitter du devoir auquel l'Evangile m'engageait dans son Chapitre 10, v. 11 et 15, et Ch. 13, v. 15.

« Et parce que, tandis que je travaillais d'une main à la faire construire, je me défendais de l'autre au moyen d'un procès. J'ai fait peindre un israélite tenant une épée de l'une et une truelle de l'autre, qui représente les Hébreux bâtissant le temple de Jérusalem, qui en étaient empêchés par leurs voisins au rapport de Saint-Chrysostôme et de Théodoret sur le psaume 126, ce qui a fait dire à différents ministres de Genève et de Suisse, invités par curiosité de venir voir mon église, que ces passages étaient fort naturellement appliqués.

« Je serai infini et j'abuserai de votre patience, Messieurs, de suivre plus longtemps ces passages de l'Ecriture-Sainte que j'ai mis en usage et dont le grand nombre a encore fait dire à ces ministres que l'on voit dans ce lieu-là le Vieux, le Nouveau-Testament ouverts. Et, ce qui va vous surprendre, c'est que les habitants protestants dudit lieu ont fait gratuitement les deux tiers des voitures, que même l'un d'eux m'a donné la place pour le presbytère.

« Ça été sous ces favorables et heureux auspices que l'hydre à sept têtes a été défaite, les injustes procès de la malice déconcertés, les trophées glorieux dressés sur les débris misérables de l'iniquité et mon procès arrive au terme d'un second arrêt également favorable comme le premier et qui a coûté 42 louis d'or de consignation, à ma partie qui en fut chargé des trois quarts pour avoir voulu demander tout le Sénat, qui entra pendant sept ou huit séances, au lieu que moi je n'avais demandé qu'une Chambre pour la vision de ce procès.

« Je ne cueillis pas néanmoins cette rose sans avoir aperçu le piquant d'une infinité d'épines dont je sentais les pointes

« presque à chaque pas que je faisais dans la route qu'il me
« fallait tenir pour arriver à ma fin. J'étais obligé de faire des
« voyages fréquents et dispendieux, à Chambéry, et d'y être
« assidu auprès de mes juges auxquels le solliciteur de ma
« partie avait soin de défigurer la vérité par des récits impos-
« teurs, des suppositions fabuleuses et des nuages sombres et
« épais, qui n'étaient que l'ouvrage du mensonge, si bien que
« quand j'allais me présenter à ces mêmes juges dont la vue
« était obscurcie par mille fausses idées, j'étais quelquefois
« reçu comme un chien dans un jeu de quilles, les moins ha-
« biles m'assuraient que ma formalité était défectueuse, les
« prévenus me traitaient d'inquiet, de faux zélé ; des timides,
« effrayés par cent monstres qu'une terreur panique leur avait
« donné à combattre, me reprochaient que mon dessein était le
« levain d'une guerre prochaine. Je me retirai très mortifié,
« mon cœur plongé dans l'amertume, mais, comme je savais
« bien tous les traités qui étaient le prétendu fondement de
« mes parties et dont elles abusaient pour imposer à mes juges,
« que mon frère les avait aussi, lui qui les avait trouvés dans
« les archives de M. le marquis de Challes, que je possédais
« l'histoire de toutes les révolutions qui étaient arrivées dans
« ces bailliages, depuis la révolte de Calvin et l'invasion des
« Bernois, et que je n'ignorais pas les intérêts de la Religion et
« de la Couronne dans ces frontières, lesquelles j'avais appris
« par des expériences journalières et par beaucoup d'applica-
« tion, je m'allais fermer quelques heures dans la chambre de
« mon frère où nous composions des factum dont je me ser-
« vais utilement pour dévoiler la vérité à ces mêmes juges et
« à la faveur desquels j'instruisais les moins savants, en fait
« je désabusais les prévenus et rassurais les timides.

« M. le Président Dalex, qui a déjà subi la loi imposée à tous
« les mortels et à qui je souhaite une gloire immortelle, ne se

« laissa jamais surprendre aux artifices du mensonge, ni au dévii-
« sement de l'imposture ; je le trouvais toujours les armes à la
« main pour ma juste défense et muni d'un bouclier impénétrable
« qui émoussait la pointe de tous les traits que mes ennemis dé-
« cochaient sans cesse contre moi, aussi je me tenais toujours
« derrière ce rempart. Cette protection dont le ciel me favori-
« sait retenait autant mon courage qu'il abattait celui de mes
« adversaires. Je dois aussi des éloges à la fermeté de M. le
« Sénateur Denis dont les brillantes lumières ne se laissèrent
« jamais obscurcir et qui sut toujours bien démêler le vrai d'avec
« le faux sans que ni la complaisance ni des sollicitations
« importunes puissent jamais donner aucune atteinte à ses
« parfaites connaissances. J'en trouvai encore des autres dans
« de pareilles conditions, mais mon rapporteur à la vérité très
« habile, dormait ordinairement quand j'allais demander à lui
« parler ; le poids de ses années qui commençait à l'accabler
« lui avaient affaibli la vue jusqu'au point de ne pouvoir plus
« lire, ce qui fut cause que mon procès fut distribué à M. le
« Sénateur Dichat, il fallut un opéra pour l'engager à le pren-
« dre et huit jours s'écoulèrent avant qu'il voulut se charger
« d'en faire le rapport après l'avoir accepté. Comme c'est un
« magistrat d'une conscience timorée et délicate, fort éclairé,
« aussi s'attachait-il à voir cette procédure assez longue avec
« la dernière exactitude, et comme dans le premier examen
« qu'il en fit la chose ne lui parut pas d'abord dans son jour.
« je le trouvai à ma première visite fort sérieux, ce qui fit
« que je le devins encore plus que lui ; il éclaircit depuis lors
« assez heureusement ses doutes, cela le rendit plus gai et moi
« aussi, si bien qu'étant arrivé la veille de faire le rapport de
« mon procès, il me dit d'un air gracieux et évangélique d'in-
« voquer le Saint-Esprit ; je le fis du meilleur de mon cœur et
« j'eus depuis lors des pressentiments d'un heureux succès.

« En effet, le Sénat rendit le second arrêt dont j'ai parlé ci-
« devant, et il n'était alors que préparatoire par la faveur de
« mon avocat qui n'avait pas soutenu tous les extrêmes de la
« novale, mais j'étais bien sûr que ma partie ne pouvait jamais
« satisfaire à ce qui était porté par le dit arrêt ; elle voulut
« pourtant l'entreprendre, mais inutilement, ce qui donna lieu
« à des amis communs de nous proposer un accommodement.
« Nous y consentîmes tous deux ; le jour fut pris pour cela.
« Nous nous assemblâmes à Genève et nous y fîmes des con-
« ventions de main privée, signées par les parties. Et comme
« il était porté entr'autres choses que je remettrais ma procé-
« dure et mon enquête à M. Lullin, sous le bon plaisir néan-
« moins de M^{sr} l'évêque, après quoi les conventions seraient
« réduites en acte public et authentique et que M^{sr} ne voulait
« pas consentir à la dite rémission, demandant que ce procès
« fut remis dans son greffe et que M. Lullin de son côté sou-
« haitait d'avoir le dit procès pour n'être pas inquiété à la
« suite, on a été seize mois avant de passer le dit contrat du
« 14 septembre 1705. Pendant cet intervalle, M. l'auditeur
« Trembley, neveu de M. le syndic Lullin et solliciteur de son
« procès étant las de plaider comme moi, qui souhaitait aussi
« bien que lui l'effet de mes conventions, il écrivit à mon frère
« la lettre ci-après, qui lui fit la réponse qui est ensuite :

« Monsieur,

« Je me donne l'honneur de vous écrire pour vous faire part
« d'une difficulté que forme M. votre frère à l'exécution de la
« transaction qu'il a faite avec M. le syndic Lullin, sur ce
« malheureux procès qui nous a si longtemps fatigués. Je sais
« M., que vous aimez la paix et qu'il n'a pas tenu à vous que
« ce procès n'ait été terminé plus tôt. Ainsi, je m'assure que
« vous concurrez volontiers pour empêcher qu'on ne le remette
« sur pied. Voici le fait :

« En mai dernier, M. l'avocat Paget, pour M. votre frère,
« et moi pour M. Lullin, fîmes une espèce de prononciation
« soit transaction arbitrale, laquelle fut ensuite acceptée et si-
« gnée, par laquelle M. votre frère s'engage de remettre le
« procès avec les enquêtes. Il était vrai que par respect pour
« M^{sr} l'évêque, on dit que cette remise se ferait sous son agrée-
« ment. M. votre frère promit, d'ailleurs, de rapporter sur le
« tout l'approbation du dit seigneur évêque.

« Cependant, M. Paget m'écrit que le seigneur évêque ne
« veut approuver l'acte qu'en tant le dit procès resterait au
« greffe de l'évêché, clos et cacheté du cachet des parties,
« pour n'être jamais ouvert, qu'au cas que M. Lullin ou les
« siens manquassent à payer la rente convenue. Vous voyez,
« M., que cette précaution n'est nullement équivalente à la
« remise effective du procès, s'agissant de s'assurer de l'état
« d'une transaction avec un ecclésiastique qui n'a proprement
« point de successeur. Il n'y a point d'autre expédient pour sa
« garantie de toutes recherches à l'avenir que de remettre
« ou d'anéantir le procès et l'enquête, et c'est sur ce fonde-
« ment que M. Lullin a promis la somme de cinquante livres
« annuelles pour les prétextes dont on se sert pour retenir la
« dite enquête, savoir : 1^o pour être en état de justifier à la
« suite des temps la cause de la transaction ; 2^o pour s'assurer
« de l'exécution d'icelle à la part des successeurs de M. Lul-
« lin.

« Ils ne sont pas solides, parce qu'une transaction telle que
« celle en question porte toujours quant à soi la preuve de sa
« cause, sans autre recours, et qu'à l'exécution au paiement
« annuel de la rente convenue, nous offrons encore toutes les
« sûretés les plus satisfaisantes, ou des cautions ou des fonds
« sur lesquels elle sera assignée et autres de cette nature dont
« on conviendra.

« Ainsi, M., je vous prie de contribuer soit auprès du seigneur évêque, s'il est besoin, d'avoir son agrément particulier pour la remise du procès et de la dite enquête, ce que je n'estime pas, soit aussi de M. votre frère pour s'y *prêter*, moyennant quoi notre transaction aura son effet dans toute son étendue. La crainte que j'ai, M., de voir revivre ce malheureux procès et les dispositions raisonnables où je vous ai toujours vu à cet égard, m'ont engagé à vous écrire et pour vous témoigner que je suis véritablement et avec toute la considération possible.

« Votre très honoré et obéissant serviteur,

« Marc-CONRAD TREMBLEY,

« *auditeur de la Justice et Police, au Bourg-*

« *de-Four, à Genève le 16 décembre 1704.* »

RÉPONSE

« Monsieur,

« L'estime et la considération que j'ai pour vous et les expressions engageantes, polies et honnêtes dont vous avez rempli l'obligeante lettre que vous me faites l'honneur de m'écrire ont acquis un pouvoir si puissant sur moi que je ne suis pas à l'épreuve de résister à ce que vous souhaitez que je fasse.

« Je me laisse donc désarmer des précautions dont vous vous plaignez, quoiqu'elles naissent naturellement de la transaction de laquelle il s'agit, puisque le flambeau de la guerre a été longtemps allumé entre M. Lullin et mon frère, aux dépens de vos soins et des miens.

« Je veux aussi de tout mon cœur travailler comme vous à l'éteindre et faire succéder une paix durable et éternelle.

« J'écirais pressemment à mon frère pour cet effet, et je

« chercherai à solliciter avec succès M^{sr} l'évêque de se relâ-
« cher de la liberté qu'il a dans cette occasion ; pour y réussir,
« je proposerai des tempéraments qui seront de votre goût et
« d'une satisfaction commune.

« Et afin que la chose ne languisse pas, je vais donner mes
« soins, sans perte de temps et avec une vive attention, dési-
« rant vous faire remarquer que je suis en vérité et plus que
« personne, Monsieur,

« Votre très honoré serviteur,

Benoît DE PONTVERRE.

L'évêque diocésain intervint sur les sollicitations faites après ces aimables et délicates correspondances et dans une lettre du 5 juin, adressée au frère de M. le curé De Pontverre, voici quels sentiments il exprime à l'endroit de la conciliation projetée entre le curé de Lancy et M. Lullin :

« Je loue le zèle de M. votre frère et je le propose pour
« exemple aux ecclésiastiques de ce diocèse, voisin de Genève,
« je voudrais qu'ils puissent tous élever des édifices à la
« gloire de Dieu et de son Eglise ; *mais quand il s'agit d'auto-*
« *riser une convention avec les hérétiques et qu'il faut se faire*
« *des concessions réciproques, l'on craint de se préjudicer à*
« *l'avenir ; il est même fâcheux et dangereux pour un évêque*
« *qui a des prétentions sur Genève, de reconnaître indirecte-*
« *ment au moins, l'autorité de la seigneurie présente de cette*
« *ville, car vous n'ignorez pas l'adresse des Genevois qui se*
« *prévalent de tout.* Cependant, pour vous marquer l'estime
« que je fais de vos amis, c'est que vous n'avez qu'à examiner
« les précautions que je dois prendre en cette rencontre, et si
« vous voulez en conférer avec vos amis, je me tiendrai au
« conseil que vous m'enverrez, afin qu'à la suite des temps on
« ne puisse m'objecter d'avoir manqué de prendre le senti-

« ment des personnes sages et je garderai votre avis par écrit
« dans les archives de l'évêché. »

Le frère de M. le curé De Pontverre répondit à cette missive épiscopale. Sa Grandeur accorda son approbation à l'arrangement projeté, demandant que l'acte fût conclu à Lancy même.

Le curé de Lancy, ayant égard au grand âge de M. Lullin, se rendit à l'invitation de celui-ci à son domicile à Genève, le lundi matin 14 septembre. L'acte fut conclu avant le dîner offert par M. Lullin. Etaient présents : MM. De Pontverre, curé, De Pontverre, frère, M. l'avocat Paget, M. l'ancien procureur général Trembley, M. Dubosson, procureur général moderne, gendres de M. Lullin, M. l'auditeur Trembley, son neveu, M. l'avocat Sales, son conseil, et MM. Lullin et de Dardagny, ses enfants.

Le curé de Lancy reçut dix louis pour une fois, cent florins par an, on lui relâcha la dime de 33 poses. « Le dîner, dit le
« curé De Pontverre, fut magnifique en délicatesse et en
« abondance ; M. le syndic Lullin, de concert avec sa parenté,
« assaisonna ce régal de mille fruits de politesses, de marques
« de distinction, de témoignages de considération, de manières
« engageantes, toujours attentif à nous combler d'honneur
« et de caresses avec tout l'empressement passionné, toute
« la bonne grâce possible et une joie contrainte qui parais-
« sait avoir pris sa naissance dans le cœur. »

Après les plaisirs qui accompagnèrent ce repas, on alla signer le contrat. L'argent convenu livré, M. Lullin donna le baiser de paix au curé de Lancy, l'invitant à oublier tout le passé et d'être unis à l'avenir. Le curé se joignit à cette fraternelle réconciliation, puis tous se séparèrent enchantés et satisfaits de cette heureuse journée.

L'évêque d'Annecy auprès duquel se rendit M. De Pontverre, le 3 novembre, ratifia l'arrangement et témoigna au curé de

Lancy « sa satisfaction infinie de voir que commençait à faire « régner la justice et à établir la vérité dans un lieu où elles « avaient été bannies dès si longtemps ».

L'archevêque d'Avignon, M^{sr} De Gontery, vint à l'église de Lancy au moment même où M. De Pontverre y célébrait l'office. Deux cents personnes s'y trouvaient réunies. Le prévôt de la cathédrale et M. le chanoine de Richemont de Sales, son frère, qui l'accompagnaient, lui firent savoir que depuis 170 ans, il était le premier évêque assistant au culte de Lancy.

Il est parlé ensuite dans cette relation des mérites éminents de l'évêque d'Annecy, puis de la ville de Genève même, ville tour à tour appelée *l'asile de l'hérésie, une audacieuse fille de Satan qui ne cesse de blasphémer contre le Ciel, une mère d'abomination qui tient encore la coupe de prostitution en main et la présente à tout le monde pour empoisonner les nations par le venin de sa doctrine, un monstre d'iniquité, une ennemie du Ciel pleine de noms, de blasphème, etc, etc...*

Après cette *charitable* énumération de titres accordés à la cité républicaine de Genève, le curé de Lancy prie Dieu tout-puissant d'arrêter bientôt le progrès de *cette malheureuse, de cette scandaleuse*, en faisant succéder la lumière à tant de jours d'aveuglement.

Le curé Roch qui a copié les notes, achève son travail par cette annotation traduite du latin :

« Ainsi, je me consacrais à Dieu, à Confignon, le 25 juillet de « l'an 1706 jusqu'à l'abrogation de la déplorable loi. »

Il faut noter que le R^d Paul-Aimé Roch, ancien prêtre d'Amphion, en Chablais, revêtit les fonctions de ce lieu dès le 30 décembre 1703, ensuite de Noble De Pontverre qu'il reçut l'institution du très illustre et révérendissime Michel-Gabriel

de Rossillon, de Bernex, évêque et prince de Genève, le dernier jour de février 1707, et qu'il construisit et agrandit le presbytère à ses frais.

* * *

Malgré leur longueur, certaines parties des documents et détails contenus dans les registres paroissiaux ont été reproduites *in extenso*, parce qu'ils serviront à éclaircir divers faits, et, particulièrement, parce qu'ils présentent au point de vue local, un véritable intérêt.

Tel est le cas des inventaires et extraits suivants :

« Inventaire des titres de la cure de Lancy (1), dès son rétablissement, par noble et R^d messire Benoît De Pontverre et de la résidence du R^d sieur Paul-Aimé Roch, dès l'an 1704, avec la liste de nos bienfaiteurs par où je commence par les ecclésiastiques et le Roi.

« Sa Majesté le roi de Sicile, notre auguste souverain, fit donner par Monseigr l'évêque la somme de trois cent livres pour m'aider à subsister étant épuisé par les dépenses des bâtiments et perdu la prise de Pesay (1716).

« M. le curé Sallonge, l'an 1715, à qui j'avais été rendre visite pour avoir quelque chose pour notre église de Lancy, laissa à la disposition de noble et R^d messire Defresne, archiprêtre et curé de Claraffon, de distribuer ses épargnes, me fit donner quatre cents florins par les mains du sieur Gros, de Confignon, neveu du dit R^d sieur Defresne, et le dit R^d curé de Sallonge s'appelait Noble Pierre Deschallon-Devidonne,

(1) Ces nombreux titres sont-ils restés possession de la cure ? L'église étant propriété communale, leur place naturelle est aux archives de la commune.

seigneur de Vidonat et maison forte de Bassy ; Monseigneur de Semine, qui charge les R^{ds} S^{rs} curés de Lancy de prier Dieu pour lui, laquelle somme est employée pour payer une partie de la fuste des bâtiments.

« M. Dufourd, curé de Beaumont, a donné en deux fondations, l'une chez M. l'avocat Courtois, l'autre chez M. le châtelain Courtois, son frère, la somme de 4,000 florins en rente après sa mort, comme on verra dans les actes inventoriés au présent livre.

« M. Dom, prieur de Pommiers, donna un louis d'or pour commencer le bâtiment, c'était Dom Delagrance.

« M. Fœx, notaire, à Bernex, a légué 200 florins par son testament, pour Lancy, dix florins par an.

« M. le curé Deage en Faucigny, en son vivant curé de Jussy, avait donné une obligation pour prier Dieu pour lui, de 35 patagons, je n'ai rien tiré et ai dépensé environ six ans pour plaider et avoir le droit de transport du R^d sieur Samion, chanoine de la Roche, neveu du dit R^d sieur Deage.

« Madame la comtesse de Beaumont a donné 2,000 florins par son testament de l'an 1719 au mois de septembre, décédée. Je n'ai rien tiré. Il n'y a aucune charge que de prier Dieu pour elle sans rien spécifier autre.

« J'ai eu de M. Le Fort, procureur général de Genève, aujourd'hui syndic, cinq louis d'or pour les arrérages du sieur Perréal, son beau-père et pour avoir permission de faire des canaux pour sa fontaine ; je les aussi appliqués au profit du bâtiment.

« J'avais écrit une lettre-circulaire à tous les abbés, archiprêtres et chanoines du diocèse pour avoir quelque chose pour le bénéfice ; il n'y eut que M. Roch, archiprêtre, et les Bains d'Evian qui donna un écu et son archiprêtrise se cotisa pour faire 20 florins.

M. Deconche, archiprêtre de Fessy, me donna pour lui et son archiprêtrise un écu neuf; M. Demaux, curé et archiprêtre de Moux, m'envoya environ trois florins; M. le chanoine Chardon, chantre de la Collégiale, me donna un demi-écu neuf.

M. le chanoine Martens, de la Collégiale, me donna un écu.

M. Frère, curé de Collonge, m'ayant assisté dans une maladie, me laissa environ trois écus qu'il m'avait prêtés; il faut ménager les bonnes intentions qu'il avait pour faire du bien à Lancy et les deux cents écus qu'il a donnés aux invalides de Rumilly, si la fondation de l'hospice ne réussit pas.

Je dirai encore que, depuis que j'ai été établi au dit bénéfice du dit Lancy, qu'on a passé convers, soit catholiques en hérétiques du dit Lancy, de Carouge et de Genève; j'ai tiré environ dix écus en divers temps. Mais plusieurs n'ont rien donné. J'ai pris possession d'assister en qualité de curé et de premier communier aux assemblées et d'y donner ma voix, et par ce, engager ceux qui sont en état de donner tout ce que l'on pourra tirer d'eux pour l'église, afin de maintenir les droits établis.

Il faut remarquer que les eaux ayant inondé l'église, je fus obligé de faire l'office dans la chapelle de Pesay six semaines et que j'ai gardé huit jours deux charpentiers pour réparer le plancher et mettre un pied et demi de terre pour exhausser le terrain et que j'ai dépensé considérablement pour les réparations outre celles que M. De Pontverre y a faites; ainsi, je supplie mes successeurs de se souvenir de moi en mon vivant et après ma mort, tout indigne que j'en puisse être. *Amen.*

Il faut se souvenir que la Pauline Bevillard, demeurant devant la croix de Lancy, a légué deux écus pour l'église par

son testament, quoi qu'elle soit hérétique et devait faire abjuration avant sa mort.

TITRES DE L'ÉGLISE DE LANCY

« 1^o Un contrat de rente annuelle portant la somme de fr. 50, argent de France, passé entre M. De Pontverre et M. Lullin, de Genève, haut décimateur de Lancy, du 14 septembre 1705.

(Signé) : JOLY, notaire de Genève.

« 2^o Un contrat de M. De Pontverre, portant la rente annuelle de trente florins de Savoie, due par le sieur Berthollet fils, de Corbaz, de l'an 1705, le 14 mai, signé par M^e Fœx, notaire.

« 3^o Un contrat de fondation par feu M. le marquis de Cluses, portant la rente annuelle de 60 florins de Savoie, de l'an 1715, du 11 novembre, signé Berthollet, notaire, avec les mandats et promesses du dit seigneur marquis, en faveur du R^d s^r Roch, curé, qui a payé les droits et homologations sans avoir rien exigé de sa fondation jusqu'à sa sortie dudit Lancy.

« 4^o Deux lettres de promesses de fondation de M^{me} la marquise de Challes, baronne de Vovery, l'une du 29 janvier 1713, l'autre du 1^{er} jour de 1711, portant la somme annuelle de cent florins de Savoie tous les ans aux étrennes, pour chanter le *Miserere* pour la conversion des pécheurs et hérétiques et donner la bénédiction du St-Sacrement, toutes les fêtes de Notre-Dame après la messe. Mais, il y a eu des années qu'elle m'a chargé de cent messes pour les défunts et je faisais un service solennel le lendemain de la Sainte-Trinité pour les défunts de la famille et bienfaiteurs, et une messe basse pour les morts aussi le lendemain des dites fêtes de Notre-Dame. Il n'y a que deux ans que je n'ai rien reçu.

ROCH.

« 5^o Une obligation de R^d M. Louis Deage, curé de Jussy, contre Michel, fils de feu Jean Fournier, de Menthonnex en Borne, portant la somme de 35 ducats, signé Guillet, notaire, du 28 juillet 1700, avec les assignations et le transport fait en faveur dudit R^d S^r Roch, curé de Lancy, par le R^d S^r Charles Jannin, chanoine de la Roche, en qualité d'héritier du dit R^d S^r Deage, du cinquième jour 1711, dont j'ai payé les droits et tabellion et laissé au sieur Paleidier, de Cruseille, châtelain du dit Menthonnex, une paioire avec deux requêtes et assignations qu'il doit avoir fait signifier auxdits Fournier, de qui je n'ai rien tiré que des duretés quand je fus à Menthonnex ; j'ai fait deux voyages à Annecy, pour ce sujet, un à Menthonnex et plusieurs autres à Cruseille, deux à la Roche et deux à Jussy, pour avoir ladite obligation. Ainsi est.

ROCH.

« 6^o Copie du contrat de fondation faite par le S^r Victor Reverdy, bourgeois d'Annecy, du 7 juillet 1704, signé : Burin ou Tochon, notaire, d'une pose de vigne située *aux costes d'enfer*, au bas de laquelle il y a un beau et bon pommier de reinettes dont M. De Pontverre a toujours joui, et la dite vigne était entièrement ruinée et déserte ; je l'ai mise en état et M. De Pontverre l'a fait donner à Lancy pour quatre messes par an, une à chaque quatre temps *pro defunctis*.

« 7^o Cession de droit portant la rente annuelle de huit florins de Genève pour noales, du 7^{me} juin 1711, signé : Foëx, notaire, pour une pièce de vigne et terre située vers Aïre.

« 8^o Traité et accord entre M. De Pontverre et Pierre Louchet, de Lancy, portant la somme annuelle de huit florins de Genève pour noales, du 10 juillet 1695. Signé : Foëx, notaire.

« 9^o Traité entre R^d S^r Roch et le sieur Alexandre Solicoffre, de Genève, portant la rente annuelle de la cense de la vigne appelée *les Cercles*, située et plantée *dans les masu-*

res de la chapelle de St-Georges, de deux livres de France par an, nota que j'ai bien eu de la peine d'en venir à un accommodement et que ce droit ne doit pas être négligé parce que les droits de la chapelle pourraient rendre quelques revenus à la suite aux R^{ds} S^{rs} curés mes successeurs.

« Il est bon de prendre garde que j'ai fait toutes les fonctions curiales *in habitu* dans le château de St-Georges et qu'il y a eu souvent et longtemps des grangers et domestiques catholiques ; il faut veiller pour les travaux des fêtes dans ce lieu et ailleurs où ils ne doivent pas travailler.

« 9° *bis* Une liasse de procès et papiers des hoirs de Vallagny pour les places de l'église et du cimetière, achetées par M. De Pontverre, pour laquelle j'ai bien eu de la peine à tirer les pierres et les aplanir.

ROCH.

« 10° Une requête pour les noales de Lancy et les prémices de Pesay, Pinchat et Grange-Colomb et des Avanchys que j'ai cédé aux R^{ds} S^{rs} curés de Lancy, mes successeurs, parce que les R^{ds} S^{rs} curés de Compesières, mes prédécesseurs, les ont toujours possédés.

« 1720. Ainsi est.

« ROCH. »

Inventaire des meubles de la cure de Lancy donnés par Monsieur De Pontverre au sieur Roch qui a laissé à M. Destral, son successeur.

Un *liet* à la Chartreuse dont le dessus est destiné pour la bibliothèque, lequel *liet* fermant à clef se trouve peint en faïence.

Un prie-Dieu de sapin qui est aussi peint.

Une table noyer à l'antique ronde et pliante, ayant cinq piliers de colonnes torses.

Huit chaises matelassées et couvertes de toile tout à fait usées, à l'antique.

Un bois de lit noyer tout simple.

Un buffet, soit ratelier avec deux tiroirs, fermant la dépense de la cuisine, où le sieur Roch a commencé de faire la cave fermée d'air où la Providence l'a fait subsister dix-huit ans... Il a eu l'honneur d'y loger un prince souverain luthérien allemand, appelé le comte de Reims, qui avait pour son gouverneur le baron Dulo, un des premiers chanoines de la cathédrale luthérienne de Nuremberg.

De plus, j'ai eu l'honneur de recevoir S. G. Monseigneur l'abbé de Gontery, vice-légat de S. S. et archevêque d'Avignon, accompagné de Monsieur l'abbé Sale, Seigneur prévôt de la cathédrale et Monsieur de Richemont de Sale, etc.

De plus une partie des gros seigneurs de Savoie et de dames du premier rang y ont été en dévotion, et pendant les guerres et refuges, de tant de personnes de distinction de toute nation ont fait le pain béni de Genève à Lancy pendant plusieurs années.

Ainsi est.

ROCH.

A cet inventaire des titres, est annexé celui des ornements de l'église, daté de 1703.

Le trésor en vases sacrés ne présente rien de remarquable à signaler.

Au nombre des donateurs en ornements et linges sont désignés : M^{me} la duchesse, M^{me} la comtesse de Beaumont, dame de Lancy, M^{me} Costaz, religieuse de la Grande Visitation d'Annecy, M^{me} la marquise de Chamousset, devenue marquise de St-Maurice, M. Jaquet d'Archamp, M^{me} Dufour.

Outre ces bienfaiteurs, les registres paroissiaux présentent Pierre-Aimé Prévost, laboureur de Lancy, décédé le 2 mars 1753, âgé de 38 ans, qui a rempli les fonctions de procureur

de la paroisse. Le curé Pomet, signataire de l'acte de décès, ajoute aux qualités du défunt « qu'il mérite qu'on lui souhaite mille et millions de fois *requiescat in sancta pace.* »

A la date du 25 mai 1753, est inscrit l'acte de décès de François *Perrier*, bienfaiteur de l'église.

VI

Débuts du XVIII^e siècle. — Intrigues politiques et religieuses. — Les écoles à Lancy, Onex et Carouge, jusqu'en 1754. — Agrandissement de l'église. — Acte d'intolérance. — Etat de Lancy au milieu du XVIII^e siècle. — Les dîmes. — Le curial Berthet. — Le traité de 1754. — La colonie de Carouge. — Démembrement de la paroisse de Lancy et ses conséquences. — La Révolution française. — Charles VILLARD, de Lancy, représentant du district de Carouge et membre de l'Administration du Mont-Blanc. — De l'instruction publique pendant la période révolutionnaire. — Le maire Montillet. — La fête du baptême du Roi de Rome. — L'église oratoriale de Carouge. — Onex. — Charles Pictet de Rochemont.

A la suite de cette énumération de souvenirs, notes et documents sur l'église, recueillis pour la plupart dans les registres officiels et dans ceux de la paroisse, il est bon de démontrer quel était, à Lancy, l'état des esprits, surtout au point de vue religieux, dans les années qui suivirent le rétablissement du culte romain.

La surexcitation était grande dans les deux camps réformé et catholique. Le droit public du temps permettait aux gou-

nements d'imposer, même par la force, la religion d'Etat, et ce principe trouvait son application rigoureuse, aussi bien dans les pays protestants que dans les contrées catholiques.

Prêtres et ministres se livraient une guerre implacable. On a vu par quelles expressions peu dignes, peu charitables, les curés de Lancy désignaient les réformés. Ces excès de langage, ce manque de dignité et de charité, sont aussi à signaler chez les ministres réformés. Ils appelaient « *terres infectées d'un culte et service superstitieux* », les terres où le culte catholique était célébré ; on se traitait réciproquement « *d'hérétiques, d'espions dévoués aux ennemis de l'Etat et de la religion* » ; on se refusait jusqu'au sel. C'était une mutuelle proscription, tant au temporel qu'au spirituel.

On considérait ces procédés comme une nécessité ou une exigence imposée par la politique et par la religion. De là, cette haine aveugle donnant sujet à des maux irréparables et renforçant le fanatisme que l'on prétendait vouloir combattre.

Le fanatisme étant alors à son apogée, les demeures des protestants étaient considérées comme les asiles maudits de l'hérésie, de l'impiété et du mensonge, tandis que chaque nouvelle habitation catholique devenait en quelque sorte un sanctuaire, puisque le prêtre les consacrait par une cérémonie spéciale, lors de leur érection, ainsi qu'on en retrouve un exemple dans les registres paroissiaux, au 27 mars 1716, pour une maison de la Capite d'Arve.

Voilà à quoi aboutissait l'excès de zèle des curés et des ministres, *sous le noble prétexte d'être agréable à Dieu*.

Tantôt, c'est le Consistoire de Genève qui adresse au Petit Conseil un long rapport sur les remèdes à apporter à la situation, tantôt c'est le curé, qui recourt au pape, puis à son

souverain, en vue d'opposer une résistance efficace aux efforts des ennemis de la foi.

Le Consistoire de Genève demandait au Conseil de cette République de défendre aux citoyens possédant des fonds dans les terres de Saint-Victor et Chapitre, d'y tenir des grangers, des fermiers ou domestiques *papistes*, de faire défense aux curiaux de ces terres, ainsi qu'aux notaires de passer en faveur des papistes aucun contrat de vente ou d'amodiation, de faciliter l'achat des terres des papistes par ceux de la religion réformée, de favoriser même la vente de leurs biens en s'attachant à découvrir leurs créanciers. Le mémoire du Consistoire contenait, en outre, cette mention pour Lancy :

Les papistes et les réformés n'y sont pas seulement sujets au mélange désagréable des fiefs des maisons qu'ils possèdent, qui sont en grande partie sur Savoie, et l'autre sur Chapitre, mais il y a encore quelques familles papistes qui y résident sur celui dudit Chapitre. Et comme les habitants réformés, aussi bien que les maisons sur Chapitre, l'ont toujours beaucoup emporté sur les autres, il y avait autrefois, dès la première institution qui s'en fit, en 1544, un temple où la République faisait prêcher, et qui a subsisté plusieurs années après le traité de St-Julien : l'on en voit même encore quelques masures dans le cimetière des réformés, mais en beaucoup moins grande quantité que ci-devant, le sieur Pontverre, curé de Confignon, en ayant fait prendre la plupart des pierres pour l'église, soit chapelle, qu'il fit construire à Lancy, il y a dix ans. Cette église, dans sa première construction, pouvait par sa petitesse ne porter que le nom de chapelle, mais il l'a beaucoup agrandie depuis, et a fait mettre dessus une immense croix et des cloches, et il a eu aussi la témérité d'y faire graver l'inscription suivante : « Il y a ici des brebis qui ne sont pas de cette bergerie, mais il me les faut ramener, afin qu'il n'y ait plus qu'un seul pasteur et un seul troupeau. »

Il a été établi à Lancy, un prêtre ou un vicaire qui fait toutes les fonctions. Cependant, si un ministre réformé s'avisait d'aller faire les siennes chez un réformé malade, il courrait risque de la vie. Ainsi, ce village court à une perte totale,

à moins qu'on ne se posât à édifier autel contre autel, et à faire réédifier l'ancien temple et à établir un ministre qui y fit sa résidence.

De tous les remèdes proposés par le Consistoire, le meilleur consistait en « l'établissement de maîtres d'écoles d'une prudence et de capacité au-dessus du commun et de les rétribuer d'une manière convenable. »

Le R^d Roch, curé de Lancy, ayant obtenu en 1717 diverses audiences du roi, lors de son séjour à Annecy, adressa un placet au pape Clément XI. Cette pièce latine lui fut présentée par le R. P. Lambert, secrétaire et assistant du général des R. R. P. P. Feuillants (1), ci devant abbé de Notre-Dame d'Abondance.

Le pape Clément XI ne répondit pas à l'attente du curé de Lancy, à cause des différends qui avaient surgi entre la Cour de Rome et celle de Turin. Sa Sainteté se borna à faire écrire « que tout ce qu'on appliquerait des arrérages des bénéfices vacants, elle y consentirait et que tout ce que l'on ferait *pour le poste avancé près de Genève*, elle l'approuverait ». Elle envoya sa bénédiction apostolique au curé et à la paroisse.

Le curé de Lancy ne se tint pas pour déçu dans ses espérances. En décembre 1719, il s'adressa au roi et fit présenter placet par son chapelain. Il demandait appui et argent pour l'église et pour lui :

Sire, écrivait-il, la religion et vos intérêts demandent de la maintenir, puisqu'étant aux portes de Genève; elle y sert de barrière contre les entreprises de ses ennemis qui sont ceux de la foi et retient vos sujets dans l'obéissance qu'ils doivent à votre souveraineté.

Et comme le rétablissement de cette église avec un presbytère a épuisé les forces de M. De Pontverre et que le R^d suppliant a contribué tout ce qu'il a pu pour achever ce dernier édifice,

(1) Religieux de la règle de Cîteaux.

ledit suppliant manque d'un revenu suffisant pour s'y pouvoir entretenir, d'autant plus que cette église est le refuge de nos frères séparés et de plusieurs déserteurs, tant moines, religieux que séculiers qui reviennent et que la grâce y conduit fréquemment pour y être instruit des vérités évangéliques et auxquels y faut nécessairement distribuer du pain avec les paroles de la vie éternelle, faute de quoi ils s'en retournent dans les terres de Babylonne pour s'y nourrir de la zizanie ou dans l'Egypte pour y manger des oignons.

Un maître d'école y serait encore fort nécessaire ; un prêtre y pourrait faire cette fonction avec beaucoup de fruit, et la jeunesse par lui instruite s'affermirait dans la foi depuis ses fondements et serait toujours prête à défendre la vérité contre les attaques du mensonge.

Rien n'arriva de Turin. Le pauvre curé de Lancy dût se contenter d'attribuer ce défaut de protection « *aux influences contagieuses de la peste de Marseille* ».

Serait-ce à l'occasion des mesures prises contre ce fléau, qu'en l'année 1720 on fit punir, à Lancy même, plusieurs personnes, pour avoir désobéi aux ordres du roi, et qu'on y planta des potences soit estrapades, avec menace du carcan ou de galères pour les hommes et du supplice du fouet pour les femmes et les filles ?

Six ans après ces événements, on voit le Conseil de Genève maintenir l'exercice de ses droits sur les parties du territoire de St-Victor et Chapitre. Il fit même adresser à Chambéry un mémoire qu'il approuva le 7 mai 1726 et dont la rédaction était l'œuvre de l'ancien auditeur S. Sales. Ce mémoire établissait les droits de police et de possessions genevoises.

Le Consistoire de Genève eut gain de cause dans la paroisse de Lancy pour ses projets d'établissement d'écoles. Les enfants se rendaient jusqu'ici à Onex pour y recevoir l'instruction ; dans la suite le maître d'Onex vint se fixer à Lancy.

Les Registres de la vénérable Compagnie des Pasteurs et ceux du Conseil de Genève ont fourni tous les éléments de la

reconstitution de cette période non seulement pour le village de Lancy, mais encore relativement à la fondation de la première école à Carouge, petit hameau dépendant encore de la paroisse de Lancy.

En 1715 (mardi 12 février), M. le modérateur de la Vénérable Compagnie rappelle à ce corps « que M. La Corbière, « juge de St-Victor et Chapitre lui avait dit qu'il serait très « nécessaire qu'il y eût un maître d'école à Carouge et qu'il « croyait qu'on devait solliciter auprès du Magnifique Conseil « pour cet établissement ; qu'il ferait tout ce qui dépendrait « de lui pour cela et qu'il priait la Vénérable Compagnie « de le seconder dans ce dessein. »

La Vénérable renvoya à opiner de cela à huitaine. (*Registre de la Vénérable Compagnie.*)

Le vendredi 22 février, « M. le modérateur a lu à la Compagnie une lettre de M. Lambercier (1) par laquelle il prie « la Compagnie de vouloir bien opiner sur l'établissement « d'un maître d'école à Carouge où il serait très nécessaire, vu « le nombre d'enfants qu'il y a dans ce lieu et leur éloignement « des lieux où il y a des maîtres d'école ».

« Avisé que M. le modérateur parlera de cet établissement « M. le premier syndic ».

En séance du 1^{er} mars 1715 M. Maurice, modérateur, rapporta « qu'on avait parlé à M. le premier syndic de l'établissement d'un maître d'école à Carouge et que M. le « premier syndic lui avait dit qu'il croyait que le maître « d'école de Lanci devait aller faire l'école à Carouge, que si « cela n'était pas, le magnifique Conseil était disposé à en « établir un à Carouge. »

(1) Jean-J. Lambercier était alors Pasteur à Bossey. J.-J. Rousseau parle de cet ecclésiastique dans ses *Confessions*.

« Sur quoi la Compagnie ayant opiné, avise qu'on consultera les registres de la Compagnie ce dont M. Sartoris a été prié. »

Les délibérations de la Vénérable Compagnie ayant été transmises au magnifique Conseil, celui-ci s'intéressa à seconder les entreprises proposées.

Du lundi 25 février 1715.

Monsieur le premier a dit que Spectable *Maurice*, pasteur et modérateur, était venu le prier de proposer au Conseil d'établir un maître d'école à Carouge; que la Vénérable Compagnie croyait qu'il y avait de la nécessité par les raisons contenues dans une lettre de Spectable Jean-J. *Lambercier* qu'il luy a écrite de Bossey à ce sujet, laquelle lue et opiné, l'avis a été de renvoyer aux seigneurs de la Chambre des Comptes l'examen de la dite proposition, le maître d'école de Lanci appelé, et rapporter.

Du vendredi 3 avril 1715.

Etant ouï Monsieur le syndic Buisson, président à la Chambre des Comptes, sur la commission qui leur fut renvoyée le 25 février dernier, concernant la demande que les habitants de Carouge font d'un maître d'école et sur ce opiné, l'avis a été de charger de plus fort lesdits seigneurs des Comptes de mander par devant eux le maître d'école de Lanci pour l'ouïr sur ses incombances et ses gages, comm'encor les chefs de famille du dit Carouge sur le nombre des enfants qui y sont et sur ce qu'ils devront contribuer à cet établissement, examiner le tout et rapporter; ayant été en outre arrêté à ce sujet que Messeigneurs les premiers syndic et les anciens syndics Pictet et Lefort, joints à eux quelques membres de la Vénérable Compagnie, feront une revue exacte et générale de tous les maîtres et maîtresses d'écoles de la campagne pour découvrir et remédier à divers abus qu'on dit s'être introduits, y pourvoir par leur Autorité s'il est possible, sinon rapporter.

Jacob *Froment*, tel était le nom du maître d'école de Lancy. Le magnifique Conseil désirait le voir se fixer à Carouge, tandis que la Vénérable Compagnie tenait à ce que

le poste de Lancy lui soit conservé. Ce désir est du reste catégoriquement exprimé dans sa délibération du vendredi 26 avril 1715 :

M. Sartoris a rapporté qu'ayant vu Monsieur le premier syndic au sujet du maître d'école du Lanci à qui Messieurs de la Chambre avaient ordonné d'aller à Carouge sous peine de le destituer, il lui avait représenté qu'il serait très fâcheux de perdre ce maître d'école de Lanci dont on est très content et qui ne peut point aller à Carouge, sur quoi Monsieur le premier syndic lui avait dit qu'il serait à propos d'établir une Commission partagée du Conseil et de la Compagnie et qu'il en parlerait au Mag. Conseil. Avisé de nommer MM. Buttini, Sartoris et Fatio pour commis de la Compagnie.

Le vendredi 3 mai 1715, M. Buttini soumit l'avis de la Commission de laisser le maître d'école de Lancy, car celui-ci avait déclaré « qu'il aimait mieux quitter ses fonctions « que de se charger encore de l'école de Carouge ». Les commis du Magnifique Conseil ayant acquiescé à ce désir, M. Lambercier fut chargé « d'examiner l'état du village de « Carrouge par rapport au maître d'école dont ce village peut « avoir besoin ».

M. Bessonnet informa en juillet que M. De La Corbière, juge de St-Victor et Chapitre, avait obtenu du premier syndic le maître d'école tant sollicité. Nouveau rapport de M. Sartoris le 26 juillet. Enfin, en novembre, après audition d'un mémoire de M. Lambercier, la Vénérable Compagnie prend la résolution d'établir l'école et d'accorder au maître le gage de *maîtresse* d'école, savoir: 50 florins et deux coupes de blé par an. Elle invite d'engager le maître d'école de Lancy à diriger l'école de Carouge et dans ce cas, un maître serait établi à Onex.

Froment, maître d'école de Lancy, persista dans son refus de venir à Carouge. Alors le Conseil délibéra définitivement sur cet objet dans sa séance du vendredi 8 novembre 1715 :

Etant ouï le rapport des Nobles Chouet, seigneur 1^{er} syndic, Pictet et Lefort, anciens syndics, commis le 5 avril dernier pour la reveüe des maîtres d'école de la campagne et en particulier sur la requête des habitants du village de Carrouge aux fins de leur pourvoir d'un maître d'école, lesquels dits seigneurs commis sont d'avis de laisser Jacob *Froment* pour maître d'école dans les villages de Lanci et d'Onnex et d'établir (*nom laissé en blanc*) pour maître d'école à Carrouge et de luy donner à cet effet douze florins six sols et un bichet de froment par quartier, soit cinquante-deux florins et deux coupes de froment par année.

Sur quoi opiné, cet avis a été approuvé.

*
* *
*

Quel fut le premier des maîtres de l'école de Carouge ?

Nous trouvons aux registres du Consistoire de l'année 1715 deux noms : Etienne Chossat, du Vivaret, et Jean-Pierre Viersat, du Dauphiné.

L'organisation de ces premières écoles était loin d'être parfaite ; les branches d'enseignement se trouvaient réduites à la connaissance des lettres, à la lecture, à l'orthographe par de fréquentes copies, aux premiers calculs. Tout l'enseignement n'était donné qu'en vue de faciliter l'étude du catéchisme.

La division de l'école consistait à classer les écoliers de l'A, B, C à ceux qui épellent, de ceux qui épellent à ceux qui lisent et de ceux qui lisent aux élèves capables d'apprendre par cœur. Les maîtres n'avaient aucune notion de pédagogie. Leur situation matérielle, loin de correspondre à leurs besoins les plus urgents, les obligeait de recourir à l'exercice de professions manuelles ; c'est ce qui explique pourquoi la plupart des maîtres d'école de Carouge étaient agriculteurs, boulangers, chirurgiens, etc.

D'autre part, la position faite au maître d'école, rapporteur

obligé de la Vénérable Compagnie, était rendue d'autant plus difficile, qu'il se trouvait placé dans une petite localité dont la population était de nationalités variées et mixte sous le rapport religieux.

Ces causes, auxquelles il faut attribuer les fréquentes mutations d'instituteurs, avaient déjà été ainsi démontrées dans le mémoire du Consistoire au Petit Conseil :

Un cinquième, mais plus faible moyen, serait d'établir des maîtres d'école d'une prudence et capacité au-dessus du commun, dans les villages les plus éloignés de ceux où les pasteurs résident. Mais, tant que leur paie sera petite et qu'ils ne pourront vivre sans le secours de quelque métier sans lequel ils sont trop souvent obligés de recourir à la bourse des pauvres, qui n'est que trop pauvre elle-même, les régents ne pourront rien faire. Leurs Excellences ne pourraient-elles pas y pourvoir par quelque expédient qui ne coûterait rien au public et qui dispenserait même peut-être les paysans de payer pour envoyer leurs enfants à l'école ?

Ne pourrait-on pas appliquer à l'instruction de la jeunesse les rentes des communes qui sont négligées en bien des endroits, faute de procureurs, ou très mal administrées par ces procureurs eux-mêmes ?

Comme on le voit, ces lignes contiennent le germe de l'idée de l'instruction publique et gratuite.

Ainsi fixée à 1715, la date de l'établissement de la première école, ajoutons qu'un rapport du pasteur Lambercier mentionne 18 familles ou feux à Carouge, Grange-Colomb et Pinchat-Dessous, comptant 19 ou 20 enfants de la religion réformée capables de suivre l'école. Ce pasteur proposa même à la Vénérable Compagnie d'y amener Cierne (Sierne), localité qui comptait alors 10 feux, y compris ceux du côté de Veiri (Veyrier), avec 10 enfants.

Dans un des registres aux Archives du Consistoire, renfermant des rapports d'écoles du XVII^e au XIX^e siècles, le maître d'école de Carouge, Etienne Chossat, est cité « comme en

« bonne situation, s'acquittant bien de son devoir. Il n'a qu'un
« enfant. Son gage est de 60 florins de la Seigneurie par année
« pour son logement, deux coupes de blé et dix écus de la
« Société des Cathécumènes, plus 25 florins par quartier de la
« Seigneurie. » — Plus tard, il est indiqué comme recevant
2 louis 5 sols, provenant d'une répartition des intérêts des
deniers que M. Gardelle et un inconnu ont donnés en 1754
pour augmenter la paie des maîtres d'école des villages cédés
à la Savoie. Dans un troisième état de recettes, soit distribu-
tion des payes, son gage est porté à 97 florins, ainsi détaillés :

Son gage	Fl. 25
Blé en argent	» 12
Son louage en entier.	» 60

L'admission de Jean-Pierre Viersat date du 22 novembre
1715, selon procès-verbal au registre de la Vénérable Com-
pagnie :

A comparu Jean-Pierre Viersat, de Nions, en Dauphiné, se
présentant pour être maître d'école à Carrouge, Grangecolon
et Pinchat. On l'a fait lire, et on l'a interrogé sur la religion,
après quoi il a été reçu et on l'a exhorté à faire exactement
sa charge et à veiller sur les désordres qui pourraient arriver
dans les lieux de Carrouge, Grangecolon et Pinchat, et de le
rapporter à son pasteur.

Dans l'année 1716, ce maître d'école ayant transféré son
domicile à Plainpalais, la Vénérable Compagnie s'occupa de le
loger à Carrouge, et le 17 avril, elle arrête : « que s'il ne loge
« à Carrouge, on se pourvoira d'un autre maître. » Ne s'étant
pas soumis à cet ordre, le 22 mai 1716, sur le rapport de
M. Lambercier, elle décide « de chercher un autre maître et
de ne pas lui payer les gages assignés au maître en charge ».
— Mais la Compagnie revint sur cette décision et le 5 juin
1716, elle décide « de lui payer son salaire à proportion du
temps qu'il a servi. »

Le 26 même mois, M. Lamercier présente à la Vénérable Compagnie un jeune homme nommé De l'Harpe, de Rolle (1), dont le père loge à Lancy. On le trouve trop jeune pour remplir ses fonctions et en même temps celle de garde d'église.

Carouge se trouva dépourvu d'école. En janvier 1717, M. Vial expose à la Vénérable Compagnie l'absolue nécessité d'avoir un maître dans ce village. Il annonce « que le curé de « Lanci s'est vanté qu'on ne pouvait faire aucun établissement « dans ce village sans sa permission. » — La Vénérable avise « que le pasteur d'Aunex (Onex), de l'église duquel dépend ce « village, fera tous ses efforts pour en trouver un au plus tôt. »

Le 22 janvier, M. Rilliet présente comme candidat au poste de Carouge, un nommé Jean Sirac, lequel accepterait d'entrer immédiatement en fonctions, moyennant augmentation du traitement et il donne lecture du rapport suivant destiné au Petit Conseil :

Le Magnifique Conseil a fait connaître plusieurs fois à la Vénérable Compagnie qu'il souhaitait qu'il y eut un maître d'école en résidence à Carouge. Le dernier qui a occupé ce poste l'a quitté parce que le gage est si petit qu'il n'avait pas de quoi vivre.

Plusieurs personnes, dès lors, ont offert leurs services, mais dès qu'elles surent que le gage n'était que de cinquante florins et de deux coupes de froment par année, ils n'ont plus voulu en entendre parler. Cet appointement ne convient qu'à une maîtresse d'école. Comme le curé s'en avise de contester à Genève le droit d'avoir un maître d'école dans ce lieu, il est de la dernière importance que cette place soit remplie. Outre cela, comme ce lieu n'est presque habité que par des personnes qui tiennent cabaret, l'on ne saurait les établir anciens d'églises, et il faut que le maître d'école fasse cette fonction qui ne convient pas à une femme. La proximité de la ville de Genève et la quantité de gens qui se retirent à Carouge, font

(1) Les registres d'état civil de la paroisse d'Onex contiennent plusieurs actes de la famille *De l'Harpe*, de Rolle et d'Aubonne.

que les loyers y sont excessivement chers ; c'est encore une raison pour donner au régent un local convenable. L'on doit peu compter sur ce que l'on reçoit des enfants qui vont à l'école. Il peut y en avoir une vingtaine tant dans le village que dans les hameaux voisins, qui donnent chacun six sols par mois. Jamais on ne trouvera une personne propre à instruire la jeunesse dans ce lieu, si on ne lui donne les moyens de subsister en augmentant son gage et en payant le loyer de sa maison, comme on fait en d'autres endroits de moindre importance.

Nanti de ce rapport, le Magnifique Conseil s'en occupa dans sa séance du mercredi 27 janvier :

Monsieur le premier syndic a rapporté que les Spectables Gallatin, l'ainé, et Rilliet, pasteur d'Onnex, étaient venus de la part de la Vénérable Compagnie prier le Conseil en sa personne d'augmenter le gage qu'on donnait cy-devant à la *maîtresse* (1) d'école de Carrouge et Lanci, pour y établir à l'avenir un maître d'école qui y réside et lui ont remis un mémoire qui contient les raisons de ce changement, lequel étant lu et opiné, l'avis a été d'y établir en effet un maître d'école avec le gage ordinaire de cent florins par an, payable par la seigneurie et deux coupes de bled par les dismiers de la seigneurie et qu'au surplus le dit Spectable pasteur Rilliet, soit chargé de s'informer d'un maître d'école qui soit propre et d'un logement à Lanci.

L'augmentation du salaire du maître d'école fut également adoptée par la Vénérable Compagnie, le 29 janvier. Mais Jean Sirac ne fonctionna que jusqu'en avril 1717. Jean-Baptiste De l'Harpe se représenta à la Vénérable Compagnie pour obtenir l'emploi vacant. Le 16 avril, M. Rilliet, chargé de le conduire à M. le premier syndic, informe la Vénérable Compagnie que cette présentation a eu lieu et que M. le Premier s'occupera de cette affaire. En effet, dès le mois de décembre 1717, le maître d'école fut définitivement logé au village de Carouge.

(1) Le régent avait le traitement accordé *aux maîtresses* d'école, selon décision citée précédemment, en novembre 1715.

Voici quelle était sa position, selon un état conservé aux Archives du Consistoire :

Carouge. « On estime que Jean-Baptiste De la Harpe qui « en est le maître d'école est aussi assez bien, ayant deux cou-
« pes de bled, 100 florins, et 60 florins pour son logement. »

Dès son établissement, ce maître d'école eut la vie bien tourmentée. Les séances du Conseil de Genève des 13 et 16 juin 1724 rapportent qu'il reçut un ordre lui intimant de se rendre chez le procureur fiscal de St-Julien. Sur les informations recueillies par ordre du Conseil, cette assignation concernait des renseignements à obtenir sur des gens retirés à Carouge, suspects d'être *cartouchiens*. Le Conseil autorisa De l'Harpe à se rendre à St-Julien.

Le roi sarde était loin d'être hostile à l'établissement d'une école à Carouge, dirigée par un maître appartenant à la confession réformée. Ce souverain, lors d'un récent passage à Evian, avait reçu avec beaucoup de bienveillance les députés de Genève ; c'est ce que confirme ce document adressé à Messieurs les syndics et Conseil de la ville de Genève, daté de Chambéry, 30 août 1725.

Messieurs,

Si l'on avait eu ici les documents nécessaires pour répondre au mémoire que vous avez envoyé sur ce que l'on ne permet pas à des habitants des terres de St-Victor et Chapitre de prendre de votre sel, et à un maître d'école de s'établir à Carouge, je vous enverrais une réponse pour vous faire connaître que l'on n'innove rien, et quoique vous en dussiez être informés par ce qui s'est toujours pratiqué et par les réponses que l'on vous a faites autrefois sur les même plaintes, je me réserve étant arrivé à Turin, où sont les papiers, de vous envoyer une réponse qui vous satisfera. C'est que Sa Majesté n'ordonne de vous écrire, et qu'elle conservera toujours les mêmes sentiments où Messieurs vos députés l'ont trouvée à Evian, de vous donner en toute rencontre des

marques de sa bienveillance et des preuves de sa protection Royale. C'est ce dont vous devez être persuadés, et je vous prie pour mon particulier de l'être aussi de mon attention à ne vous pas laisser douter de la considération très distinguée avec laquelle je suis, Messieurs,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

MELLARÈDE (1).

Mais, à l'instigation des ecclésiastiques de la confession romaine, les effets de la bienveillance royale furent tout à coup comprimés. Cette appréciation, basée sur de nombreux faits historiques, se trouve encore renforcée par les impartiales citations d'un historien de la Savoie que nous avons déjà eu l'avantage de citer à l'occasion de son opuscule sur *les terres de St-Victor et Chapitre* (2).

Par une circulaire datée de Chambéry, 5 septembre 1725, le sieur *Pointet* annonce au juge-mage de St-Julien que « le « Sénat ayant été informé que les gens de la religion prétendue « réformée s'insinuaient dans quelques endroits de la Savoie, « jusque même à y établir leur domicile, lui ordonne de s'in- « former si, dans sa province, il y a de tels gens qui se soient « établis ou qui y fassent leur résidence, contre les anciens « règlements faits pour ce regard, et, en ce cas, de les faire « sortir dans un bref délai ; faute d'obéir, d'informer contre « eux et d'envoyer le résultat à l'avocat général. »

Le zèle des juges-mages de St-Julien n'eut jamais besoin d'être stimulé pour cette question, ajoute l'historien *Duval*,

(1) *De Mellarède* Pierre, comte du Bettonet, était considéré comme un des plus habiles négociateurs de la Cour de Turin. Il eut un fils ecclésiastique, recteur de l'Université de Turin, abbé commendataire de Talloires et de Mullegio.

(2) César *Duval*, actuellement maire de la ville de St-Julien, auteur de *Ternier et St-Julien*.

« ils savaient assez à quel point le Sénat tenait à empêcher le
« séjour et le prosélytisme des protestants. Il existe un volu-
« mineux dossier de dénonciations de ce genre, d'autant plus
« terribles pour ceux qui en étaient l'objet, qu'ils ignoraient
« d'où partait le coup et que la moindre résistance aux volon-
« tés du curé ou à ses prétentions était volontiers mise sur le
« compte d'un commencement d'hérésie, comme ce fut le cas
« pour quelques pauvres diables de maîtres d'école, qui ve-
« naient gagner misérablement leur vie en enseignant dans
« quelques communes de la frontière comprises dans les terres
« de St-Victor et Chapitre. Parmi ceux qui furent le plus tra-
« cassés à ce moment, il y eut *La Harpe*, à Carouge; Riond,
« à Cartigny; Constantin, à Laconnex; Barthélemy, à Avusy;
« Bonvard, à Onex; Paschal, à Sézegnin; Besson, à Landecy,
« et Bouvier à Valeiry. La plupart étaient des proscrits fran-
« çais et durent quitter la place. »

En 1726, un sieur Perron fonctionnait comme maître d'école à Lancy.

En 1730, le Conseil de Genève, sur les instances de la Vénérable Compagnie, s'intéresse à la situation du maître d'école de Lancy. Il est arrêté que les Seigneurs commis qui ont réglé le légat de défunt sieur Pictet pour les maîtres d'école verront ce qui a été fait et rapporteront.

Nous retrouvons, en 1731, le maître d'école De l'Harpe à son poste de Carouge. Il exerçait en même temps la profession de chirurgien. En mars, il reçut une notification pour se rendre par devant le magistrat du Proto-Médicat, à Annecy, afin de se pourvoir d'un brevet, faute de quoi, on procéderait contre lui. Cet exploit fut lu publiquement au sortir du sermon. Le Conseil de Genève s'occupa de cet objet en séance du 19 mars. On défendit à De l'Harpe d'aller à Annecy, lui con-

seillant toutefois de s'abstenir d'aller en Savoie exercer sa profession.

De l'Harpe ayant refusé d'obéir aux ordres du roi de sortir des terres de St-Victor et Chapitre, fut emprisonné. Sa libération n'eut lieu qu'en 1737 (Reg. du Conseil du 25 novembre 1737). Le 7 décembre 1737, le Conseil décide de lui procurer un emploi, sur les sollicitations de Spectables De Roches et De la Barre.

A De l'Harpe succéda Gabriel *Cambassade* ou *Cambessedes*, habitant Carouge, où il exerçait en outre la profession de boulangier.

Quoiqu'en 1738 il fut décidé de changer les maîtres d'école français sur les terres de St-Victor et Chapitre, le maître d'école Cambessedes continua à résider à Carouge. En séance du 9 janvier 1739, « le Spectable Modérateur conjointement « avec Spectable Grenus, prient qu'on augmente de quelque « chose le logement du maître d'école de Carouge. Arrêté qu'il « n'y a pas lieu de faire cette augmentation. »

Le zèle qu'apportait ce maître dans l'exercice de ses fonctions lui mérita la confiance de la Vénérable Compagnie et l'appui du Conseil. Dans la séance du Conseil du 25 mars 1746, « M. le premier rapporta que Spectable De la Rive, modérateur « de la Vénérable Compagnie, lui avait témoigné la satisfac- « tion des services que le sieur *Cambassades*, maître d'école à « *Carrouge*, rendait, et que comme son gage n'était pas suffi- « sant, il y aurait lieu de lui faire quelque gratification, que « *Cambassades* aspirant à être reçu habitant, la Compagnie « priait le Conseil de le favoriser. — Dont étant opiné, on a « rapporté que déjà l'année dernière on avait résolu de faire « à *Cambassades* une petite gratification, laquelle il refusa « sans doute dans l'espérance d'obtenir l'habitation gratis, et « il a été dit qu'y ayant de la conséquence à lui accorder de

« cette manière, M. le premier dira à Spectable De la Rive
« que le Conseil est disposé à faire une gratification conven-
« ble au dit Cambassades. »

Par suite du traité de Turin, du 3 juin 1754, et de l'échange des terres qui en fut la conséquence, le maître d'école Cambessedes dut se retirer de Carouge et fut appelé à la direction de l'école de Genthod, sur le territoire de la République genevoise.

Les Registres du Conseil de Genève nous fournissent sur cette retraite les extraits ci-après :

Du mercredi 19 février 1755.

Vu la requête de Gabriel Cambessedes, cy-devant maître d'école à Carrouge et présentement à Genthod, dans laquelle après avoir exposé le préjudice que lui cause le traité conclu le 3 de juin de l'année dernière avec S. M. le Roi de Sardaigne, relativement à une maison qui lui appartient audit village de Carrouge ; il recourt, aux fins qu'il plaise au Conseil en cette considération le recevoir, lui et toute sa famille, qui est nombreuse, habitant de cette ville sans payement de finance ; vu aussi divers extraits du Registre de la Vénérable Compagnie, par lui produits, desquels il paroît qu'elle le recommande au Conseil ; et ouï Noble Ami de Chapeau rouge, Conseiller, qui a été juge de St-Victor et Chapitre ; Arrêté : Vues les circonstances particulières dans lesquelles se rencontre ledit Cambessedes, de lui accorder l'habitation par lui demandée pour Jean-Pierre Cambessedes, son fils tant seulement, sans paiement de finance, et comme son dit fils n'est pas encore en âge de prêter le serment en tel cas requis ; Arrêté de plus que les lettres d'habitation ne seront expédiées que quand son dit fils aura atteint l'âge compétent pour prêter ledit serment.

Le 13 janvier 1762, le Conseil fit droit à cette demande :

Vu la requête de Jean-André, fils de Gabriel *Cambassadès*, né à Carouge, boulanger de sa profession, habitant Genthod, à ce qu'il plaise au Conseil le recevoir au nombre des habitants de cette ville et avoir quelque égard en lui accordant cette grâce, à la perte que le traité fait en 1754 avec S. M. le

Roi de Sardaigne a occasionné à leur famille sur une maison qu'elle possédait à Carouge : Arrêté de recevoir le suppliant au nombre des habitants, en payant à l'Hôpital pour la finance, la somme de deux cents florins, de laquelle somme ayant rapporté quittance et certificat d'être armé, il a prêté le serment ordinaire des habitants.

Enfin, dans sa séance du vendredi 3 avril 1767, le Conseil autorisa Jean *Cambassadès*, habitant, chirurgien, de se retirer à Lausanne, avec sa famille, en lui conservant son droit d'habitant, et il accorda à Pierre-René-François Cambassadès, son fils, né le 4 janvier 1759, le droit de natif, moyennant paiement des charges de l'Etat pendant leur absence (1).

Gabriel Cambessedes, marié à Marie Franeseirat, ancien maître d'école à Carouge, mourut à Genthod le 29 février 1768, âgé de 70 ans.

Arrêtons à 1754 cette relation sur l'établissement des écoles dans la paroisse de Lancy et revenons aux faits se rattachant spécialement au bourg.

En 1731, le curé, voulant donner plus d'étendue à l'église, fit dresser des plans et devis par J. Vanière et Pellaton, maîtres maçons, et Giroud, charpentier. Le Conseil de Genève, instruit de ce projet, estima qu'il serait à souhaiter qu'on réédifiât le temple de Lancy, démoli depuis le traité de St-Ju-

(1) Les registres d'état civil de la paroisse d'*Onex* et ceux de la paroisse de *Genthod* renferment plusieurs actes concernant la famille Cambessedes, qui a récemment fourni à notre République un conseiller d'Etat en la personne de M. Emile *Cambessedes*, ancien régent. Un des membres de la famille Cambessedes a habité *Versoix-le-Bourg*. Dans l'état des patentes délivrées par cette municipalité en 1791 se trouve inscrit *Cambessedes*, boulanger forain, avec voiture, imposé à 30 livres. Un Cambessedes chirurgien a quitté Genthod pour se fixer à Lausanne. En 1816, le Conseil accorda la démission demandée par *Cambessedes*, adjoint à Genthod, eu égard que son âge et sa santé ne lui permettent plus de suivre à ses fonctions remplies jusqu'ici avec beaucoup de zèle.

lien. Quant à la réédification de l'église catholique, il reconnut qu'il n'était pas fondé à y faire opposition, l'avis unanime du Conseil étant *que cette église se trouvait placée sur terre de pure Savoie*.

Le curé de Lancy, fort de la position acquise, fit prestement exécuter l'agrandissement de l'église. A fin avril 1752 tout était prêt pour y reprendre le culte célébré à Pesay. Le 8 juin eut lieu la cérémonie de bénédiction par Noble R^d Benoît De Pontverre, *archiprêtre et curé de Confignon*, assisté de R^d Paul-Aimé Roch, curé de Compesières, et de R^d François Destral, *curé moderne de Lancy*, et plusieurs prêtres du voisinage. A la messe, le R^d curé de Chaumont, M. Frère, occupa la chaire, et après vêpres, elle le fut par le R. P. D. Louis-Amédée Destral, barnabite.

Le 5 décembre suivant, on procéda à la bénédiction d'une grande cloche. Cette cérémonie fut accomplie par R^d De Saint-Ange (1), chanoine de la cathédrale, archiprêtre, et curé de St-Julien. La cloche était un don du Roi Charles-Emmanuel, en l'honneur de St-François et de St-Joseph. L'illustre seigneur, Messire Joseph-Henri Milliet, marquis de Challes, baron de Novairy et du St-Empire romain, comte de Saconnex, seigneur de la Bâtie-Meslier, en était le parrain (2),

(1) François de Villiers de St-Ange mourut le 7 avril 1752, âgé de 77 ans. Il fut inhumé à St-Julien, dans le cimetière, derrière le chœur, du côté de bise. César *Duval*, « *Ternier et Saint-Julien* ».

(2) Joseph-Henri *Milliet* ou *Millet* de Challes, est né le 27 mars 1700. Il se distingua tellement en Allemagne que l'empereur Joseph I^{er} le décore du titre de baron du St-Empire romain. Cette branche des Millet, marquis de Challes, s'est éteinte, d'après *Grillet*, environ l'an 1777. — L'ouvrage de César *Duval* sur *Ternier et Saint-Julien* porte dans les biens acquis en 1796 par le citoyen *Pissard*, Etienne-François, juge de paix du canton de Viry, ceux de l'émigré Joseph-Frédéric-Pantaléon *Milliet* de Challes, ci-

et la marraine, illustre dame Françoise de Beaumont, marquise de Challes, comtesse de Saconnex, dame de la Bâtie-Meslier, etc., dame d'honneur de la reine. Ces personnages absents furent représentés par M. Pacthod, avocat fiscal des bailliages, et Madame Rollier.

La façade de l'édifice est encore revêtue d'une inscription latine dont voici la traduction :

A VICTOR-AMÉDÉE I PÈRE ET A CHARLES EMMANUEL II FILS
A LEURS TRÈS PUISSANTS SOUVERAINS
CES TÉMOIGNAGES EN MÉMOIRE PERPÉTUELLE DE LEUR MUNIFICENCE
EN INSPIRANT LA CONSTRUCTION DE CETTE ÉGLISE
ET EN CONSACRANT CET ÉDIFICE
A LA SAINTE-TRINITÉ LE R. D. F. DESTRAL, CITOYEN GENEVOIS
ET RECTEUR DE L'ÉGLISE DE LANCY MIT TOUS SES SOINS
A LE FAIRE BATIR

LE VI^e JOUR DES CALENDES DE MAI 1732 (26 AVRIL 1732).

En 1734, le Conseil de Genève refusa le paiement des taxes réclamées par rapport à la dime possédée par la République genevoise sur le territoire de la paroisse de Lancy. Ces taxes formaient un capital de 195 livres 10 sols. Le refus du Conseil avait pour prétexte que les dimes possédées par Genève devaient être destinées à l'entretien du pasteur.

La lutte entre les éléments catholique et protestant paraît avoir été assez vive à cette époque. Le curé Destral recourut au Conseil de Genève pour se plaindre que des catholiques qui avaient loué la maison des hoirs Derabours avaient reçu un ordre de renvoi, uniquement motivé par la confession à laquelle ils appartenaient. On n'empêche pas, disait-il avec raison, les protestants d'habiter *au village, sur le fief du marquis de Challes*.

devant marquis d'Arvillars et de la Poëpe. L'histoire de cette illustre maison a été écrite par *Besson*.

Le curé eut gain de cause, mais le Conseil recommanda au juge de St-Victor « qu'en pareille occasion il devait insinuer « aux propriétaires de maisons qu'il ne convient pas de louer « à des catholiques, mais qu'il ne doit pas donner des ordres « *spécifiques* pour les faire sortir lorsqu'ils y sont placés. » En outre, « le syndic J.-F. Rilliet fut chargé d'en conférer avec le curé de Lancy. » (Séance du 8 février 1734.) C'était un adoucissement aux premiers desiderata exprimés par le Consistoire au Petit Conseil, mesures auxquelles le Sénat de Savoie, sur le conseil du cabinet de Turin, avait opposé les siennes en donnant cet ordre : « de faire sortir sans délai les religionnaires étrangers sur terre de Savoie, n'y ayant aucun renseignement à leur égard ; il faut donc en nettoyer le pays, conformément aux dits ordres. »

L'exercice public de fonctions sacerdotales hors le village de Lancy par les curés de Confignon et de Lancy, de nombreuses infractions de juridiction, occupèrent tour à tour le gouvernement de la République genevoise et le Sénat de Savoie. Les assises tenues dans une maison à Lancy, par les juges Ducrest, de St-Julien, et Paget, de la Bâtie-Meslier excitèrent la colère du Conseil de Genève (1733, 1736 et 1737).

Pendant l'année 1737, Louis *Le Fort*, seigneur ancien premier syndic de la République, magistrat si prononcé pour la bourgeoisie, de 1734 à 1738, habitait Lancy, chez son gendre (*Grenus, Notices biographiques*, preuve 63, page 573). C'est de Lancy qu'il déclara renoncer à sa charge de syndic et de lieutenant (*Registre du Conseil de Genève* du 3 août 1737). Acte de décharge de ses Commissions fut accordé avec remerciements pour ses services. Les *Le Fort* étaient d'anciens propriétaires à Lancy. (Voir à ce sujet les *Registres du Con-*

seil de Genève, des 5 août 1737, 3 janvier, 31 mai et 18 novembre 1738.)

En 1738, le curé de Lancy s'adressa directement à Spectable Grenus, pasteur d'Onex, pour faire réprimer quelques actes d'immoralité. Le Conseil de Genève, à qui le pasteur d'Onex transmet cette missive, ordonna à un nommé Gautier *d'expulser sa servante qui a fait un enfant, afin de faire cesser ce scandale*. Il fut également rendu justice au curé de Lancy pour des plaintes de semblable nature.

*
* *
*

Pour avoir une exacte idée de Lancy et hameaux dépendants vers le milieu du XVII^e siècle, il faut recourir au mémoire du juge-mage C.-A. Paget, à St-Julien, mémoire remis au marquis d'Orméa à la fin de mai 1741 (1).

Il y a dans l'enceinte de la terre limitée du fief de la Bâtie-Meslier, qui appartient à Madame la marquise de Challes, le village de Lancy, dans lequel il y a une église.

Les fiefs de St-Victor et Chapitre y prennent considérablement et Genève exerce la juridiction sur les endroits qui en dépendent.

Le village de Lancy se distingue en Grand et Petit-Lancy. — Dans le Petit, il y a dix maisons catholiques et une protestante. Dans le Grand, il y a quatorze maisons catholiques, la cure comprise, et trente-cinq maisons protestantes, y compris une maison appartenant à l'Hôpital général de la Ville de Genève; lequel hôpital y possède encore un bien qui, avec la dite maison, vaut en tout 300 écus patagons.

La dîme appartient à M. Jean-Jacques Lullin, de Genève, qui l'a achetée du sieur De Confins, ce dernier la tenant de MM. de Genève qui l'avaient achetée du sieur Latour, du dit Genève, lequel l'avait acquise des Bernois.

(1) César Duval, « *Les Terres de St-Victor et Chapitre dans l'ancien bailliage de Ternier* ». Genève et St-Julien, br. in-8°, 1880.

Elle rend au dit sieur Lullin, année commune, 110 coupes de froment et 12 chars de vin ; chaque char composé de 12 setiers.

Sur cette dime, le sieur Lullin a fait la portion congrue au curé de Lancy, qui était de 500 florins, ancienne monnaie.

Genève y perçoit à cause de ses fiefs de Saint-Victor et Chapitre, de la Maladière, de St-Léger, et de la Feuillade, environ 20 coupes de froment de servis annuels.

Il y a proche Pinchat les villages de *Pesey* et *Grange-Colomb*, omis dans la carte et dans l'index, entremêlés des fiefs du Chapitre et des vassaux. Au dit *Pesey* sont quatre maisons de catholiques et autant de protestants. La dime est à Genève et comprise dans celle de Troinex.

Franchises, soit banlieue de Genève.

Il n'y en a point en deçà du pont d'Arve. Au bout du pont est le pavé contesté, et le curé de Lancy est allé prendre, *in habitu*, des corps catholiques morts à Genève et qui avaient été rapportés au bout du dit pont, de la part de Genève, les 2 et 8 octobre 1708, et le 15 novembre 1712, à forme des extraits de sépulture expédiés et signés le 14 avril 1741 par R^d Destral, curé moderne de Lancy.

En ce qui concerne le hameau de Carouge, alors dépendant de la paroisse de Lancy et appartenant à l'enceinte des limites de la terre de la Bâtie, en partie sous la juridiction de St-Victor et Chapitre et sous celle du seigneur de Ternier, le mémoire mentionne que dans le dit Carouge, il y a six maisons de catholiques, y compris les deux Capites des employés de la gabelle et du péager du pont d'Arve. Toutes les autres maisons sont à des protestants. Le curé de Lancy a renoncé à la dime des noales en faveur de Genève, qui lui a compté pour cela 200 écus patagons, une fois donnés, et une pièce de terre de la contenance de cinq coupes, moyennant quoi le dit curé s'est chargé de l'entretien du *sancta sanctorum*, des ornements et vases sacrés. L'on n'a pu découvrir les servis ; on les croit compris dans ceux de Lancy.



Quelques mots sur l'organisation administrative. Lancy dépendait du bailliage de Ternier, relevant lui-même de l'Intendance du Genevois, laquelle comprenait quatorze paroisses ou communautés. La justice était rendue par un juge particulier, assisté d'un lieutenant-juge, d'un greffier et d'un procureur patrimonial. Au-dessous du juge se trouvait un châtelain ducal ou royal. — La communauté ou paroisse était administrée sous le contrôle du châtelain et par des syndics désignés par lui. Plus tard, il y eut un Conseil de communauté. Le receveur des contributions, nommé par ce Conseil, s'appelait *exacteur*, son rôle de contribuables portait le nom de Cottet et le débitant de sel, celui de *regrattier*. La quantité du sel nécessaire à l'alimentation était imposée par membre de famille et par tête de bétail. Quant à la rente féodale à payer annuellement au seigneur de Ternier, Lancy était imposé à raison de 283 poses.

L'ouvrage de M. *Duval* sur *Ternier et St-Julien* présente de curieux détails sur le mode d'installation des curés, l'amodiation des dîmes, les contributions, les redevances féodales et autres usages de cette bizarre époque.



Le curé de Lancy, R^d Destral, ne lâchait pas prise chaque fois qu'il croyait que son autorité temporelle ou spirituelle était méconnue. Le 10 septembre 1743, M. le syndic de la garde soumit au Conseil de Genève une lettre de ce curé dans laquelle il se plaint « que des Genevois prennent le jour du dimanche

« pour aller dévaster les campagnes en chassant dans les
« champs et en fourrageant les millets et bleds noirs. » Il pré-
vient le Conseil « des *précautions extrêmes* qu'il sera obligé
« de prendre si l'on n'y pourvoit pas. » — Le Conseil de Ge-
nève arrêta « de mander céans le sieur Cassin, pour le faire
« répondre sur les faicts posez contre lui et de charger le sieur
« juge de St-Victor et Chapitre de défendre dans sa juridic-
« tion de recevoir ni garder aucuns fusils appartenant à des
« chasseurs de notre ville, ni de les favoriser, et aux autres
« châtelains de tenir la main à l'exécution des défenses de
« chasse et d'informer contre les contrevenants. »

En 1748 et 1750, le curé est en conflit au sujet de son droit de dime.

Déjà, dès 1741, des négociations avaient été entreprises relativement à la capitation exigée des gens de Carouge, ensuite de perquisitions opérées dans les maisons de Carouge par Berthet, châtelain de Lancy. Les registres du Conseil de Genève offrent une série de délibérations dont voici quelques-unes des plus importantes.

Du 28 juin 1748.

On a lu une lettre de Dom. Amarin de Chambéry, du 26 juin, qui dit que quoiqu'il n'entre en rien dans la répartition de la capitation, qui est de la compétence de chaque délégation, il a néanmoins envoyé à celle du *Genevois* notre lettre du 24 du courant au sujet de trois particuliers de Carouge, que le Conseil de Lancy a compris nouvellement dans le Cottet, pour qu'on examine si les maisons qu'ils habitent, sont du fief du Chapitre ou non.

Du 17 juillet 1750.

Monsieur le syndic de la Chambre des Comptes a rapporté que le sieur Net qui tient en ferme quelque partie du fonds du sieur Grainier sur Pinchat, ayant enlevé l'année dernière un mannot de chanvre que le curé de Lancy prétendait luy appartenir comme ayant la dime de Pinchat, et le dit curé en

ayant fait des plaintes, la Chambre des Comptes lui aurait fait réponse par son secrétaire, que ledit chanvre était crû sur la dimerie de Carrouge et non sur celle de Pinchat. De quoi le curé n'étant pas content aurait retenu quatre coupes de nos dimes sur les dimiers de Trœnex.

Que le dit curé étant mort, le curé son successeur prétendait retenir pareillement quatre coupes sur le fondement que la Chambre a enfreint les traités faits au sujet des dimes qui le concernent, ce qui n'est pas vu le local, surquoy avisé que comme ledit curé doit venir parler aujourd'huy à Monsieur le syndic de la Garde, Monsieur le syndic de la Garde prendrait cette occasion de le renvoyer à Monsieur le syndic de la Chambre des Comptes pour s'entendre avec luy à ce sujet.

Du 21 août 1750.

Monsieur le syndic de la Garde a rapporté que le curé de Lancy qui est nouvellement en possession de cette cure est allé depuis peu avec le syndic du village dans toutes les maisons de Lancy et de Carouge qui sont sur Saint-Victor et Chapitre en habit de cérémonie faire des fonctions de la religion catholique romaine, comme en conste de l'information sommaire dont lecture a été faite et que *Bertet* curial est allé au mois de juin dernier prendre le dénombrement dans les dites maisons.

Dont opiné, arrêté de charger Noble du Pan, seigneur syndic d'en écrire à M. le gouverneur de Savoie pour lui porter des plaintes de cette nouveauté qui n'a jamais été pratiquée par les précédents curés, que c'est ici un nouveau curé qui fait des tentatives qu'il nous importe très fort d'empêcher; que nous devons d'autant mieux nous adresser à Monsieur le gouverneur qu'il a dit au dit Noble Du Pan qu'en tout ce qui dépendrait de lui il nous rendrait service, et empêcherait les tracasseries.

Que comme l'information n'est que très sommaire il convient d'en faire une en bonne forme.

A la demande du Conseil, M. le gouverneur de Savoie, De Sinsan, répondit « qu'il apprend avec surprise les nouveautés
« que le curé moderne de Lancy et le Conseil ont entrepris
« dans les granges et maisons dépendantes de St-Victor et

« Chapitre à Lancy et Carouge. Vous devez être persuadé que
« cela s'est fait à mon insu puisque mon intention a toujours
« été de ne rien innover de ce qui a été en usage jusqu'à pré-
« sent, et pour vous en convaincre plus évidemment, j'écris
« par cet ordinaire à Monsieur le sénateur Paget, juge-mage
« des bailliages de Ternier et Gaillard, de faire suspendre non
« seulement toute nouveauté, mais de m'informer de l'affaire,
« afin que je puisse donner les ordres les plus précis, que
« pareil inconvénient n'arrive à l'avenir, et que vous soyez
« toujours persuadé de la considération distinguée avec la-
« quelle j'ai l'honneur d'être, etc.

« (Signé) : DE SINSAN (1) »

Berthet, curial, soit greffier du châtelain, dont il est fait mention dans la séance du Conseil de Genève du 21 août 1750, fut massacré à Carouge dans la nuit du 30 septembre 1770 avec sa femme et sa jeune fille, à l'occasion des perquisitions ordonnées pour les blés sous le prétexte d'éviter la misère publique et cela en exécution d'une prohibition de sortie des grains et fourrages décrétée par le Sénat de Savoie le 28 août 1770. Cette prohibition ne fut rapportée que le 16 septembre 1775, ensuite des instances du juge-mage Paget, de Saint-Julien. Ce magistrat, malgré les vives critiques qui accueillirent certains de ses actes, contribua pour la plus grande part, à améliorer les dispositions du Roi envers la république de Genève; déjà le 10 mars 1773, ce souverain s'exprimait ainsi dans une lettre au Conseil genevois en réponse à celle de condoléance qu'il en avait reçue dès la nouvelle de la mort de son père :

(1) Reg. du Conseil de Genève, séance du 28 août 1750.

*A nos très chers et bons amis les syndics et conseils de la
Ville de Genève*

Très chers et bons amis

Remplis comme nous le sommes de la juste affliction que nous cause la perte irréparable que nous venons de faire, il a été bien consolant pour nous de voir la cordialité avec laquelle vous témoignez la partager, en même temps que vous exprimez vos sentiments sur notre avènement au trône. Nous avons reçu comme une marque bien agréable de votre attention, à laquelle nous sommes très sensibles, les assurances qu'à l'occasion de ces deux événements, vous avez voulu nous donner de l'intérêt que vous prenez à ce qui nous regarde. Vous ne voulez pas douter qu'y mettant une pleine confiance et connaissant d'ailleurs l'impartialité que le feu Roi notre seigneur et père a toujours eue pour votre république, nous ne soyons à son exemple animé d'un sincère désir d'entretenir un bon voisinage avec elle, et de vous donner, dans toutes les occasions qui peuvent s'en présenter, des preuves de notre affection et de notre bienveillance.

Sur ce nous prions Dieu qu'il vous ait, très chers et bons amis, en sa sainte garde.

Ecrit à Turin, ce 10^e mars 1773.

Signé : V. AMÉ

Et plus bas.

Lascaris de CASTELLAR.

Antérieurement à cette missive royale, les dispositions bienveillantes de la Cour de Turin à l'égard des Genevois, sont relatées dans les lettres adressées au juge-mage et sénateur, Claude-Pierre Paget. Dans l'un de ses offices, ce juge signalait une observation faite par Noble Lullin, possédant un domaine à Lancy, sur les mesures répressives prises à l'occasion des récoltes.

En 1754, 8 mars, le Conseil est nanti d'un procès-verbal dressé par sieur Vial, juge de St-Victor et Chapitre, relatif aux défenses faites par le curé de Lancy au cabaretier Chapon, de Carouge et au boucher Bosson, du dit lieu, de vendre

ou d'exposer de la viande pendant le carême. La défense du curé de Lancy fut considérée comme un attentat, les maisons habitées par les délinquants étant situées rière la juridiction du Chapitre.

Malgré certaines contrariétés suscitées au gouvernement genevois, le Conseil de cette République ne témoignait pas moins le désir de voir s'améliorer ses rapports avec son incommodant voisinage. Il donna une preuve de ses conciliantes dispositions par une décision du 6 février 1747, en vertu de laquelle il alloua cent florins pour aider à la réparation du pont de Lancy, « sous la condition que le trésorier « remettrait cette somme à quelqu'un des particuliers intéressé à la construction du dit pont, de manière qu'il ne « paraisse pas que la seigneurie y ait contribué. »

Ces conflits de juridiction, de dîmes et autres, prirent fin par le traité conclu à Turin, le 3 juin 1754. La frontière *féodale et ecclésiastique*, ainsi que la désigne M. *Galiffe*, devint transformée en une véritable frontière politique.

Le duc Charles-Emmanuel qui, jusqu'à ce moment, avait considéré la cité genevoise comme une ville sujette et rebelle, la reconnaissait libre et indépendante.

Par le fait de ce traité, Lancy ne cessa d'appartenir au domaine royal. Paroisse essentiellement catholique, Genève n'y exerçait plus aucun droit. Les Genevois conservaient leurs domaines et le droit d'y habiter presque moitié de l'an, mais les simples habitants protestants, malgré le serment de fidélité au roi qu'on exigea d'eux, furent tenus, en la vingt-cinquième année après la conclusion du traité, de vendre leurs domaines ou de les faire travailler par des grangers catholiques (1).

(1) Relation de l'abbé *Frère*, curé de Collonges.



Après le traité de Turin, le hameau de Carouge tendit à prendre du développement. Une population aux mœurs libres ayant envahi la paroisse, un rapport de 1762 fit ressortir « la « nécessité de prendre le dénombrement des habitants de « Lancy et hameaux en dépendant et d'examiner les testimo- « niales de mariage de ceux que l'on soupçonne habiter ensem- « ble sans y être canoniquement engagé, au grand scandale « du public et au mépris de la religion. De faire arrêter des « bandits condamnés aux galères pour cinq ans qui habitent « impunément dans la dite paroisse. D'expulser les filles et « femmes de mauvaise vie qui se retirent dans les environs, « et qui bien souvent y accouchent sans que l'on sache ce que « devient leur fruit. »

Les efforts du curé *Pomet* à Lancy furent infructueux en présence de l'extension que prenait Carouge.

Quoique l'histoire de cette localité se retrouve dans mes *Recherches historiques* publiées, il y a 24 ans, de même que les *Annales*, de Gaullieur, et dans un grand nombre de notes et documents recueillis par M. *Vuy*, certains faits non développés méritent une mention spéciale. Il s'agit du théâtre de Carouge qui, de 1760 à 1794, attira sur lui les foudres consistoriales. En décembre 1760, le Vénérable Consistoire de Genève indiquait au Conseil comme moyen de couper le mal par la racine, en ce qui se rapporte à l'introduction des représentations théâtrales, « qu'il plaise au Magnifique Conseil rendre un arrêt « de défenses plus étendu que les précédents et qui interdise « expressément à toutes personnes sujettes de cet Etat de « représenter aucune pièce de théâtre tant sur le territoire de « cette ville que sur les terres étrangères qui sont dans notre « voisinage. »

En 1766, le Conseil admit « la comédie en ville ». Cette décision communiquée au Consistoire, le Corps exprima avec une vive peine « que les circonstances aient mis le magnifique Conseil dans le cas de permettre la comédie en cette ville, « mais qu'il a lieu d'espérer de la sagesse et de la piété du « M. C., que cette permission cessera avec les circonstances, « etc. »

Voici le texte d'une ordonnance officielle d'interdiction du Conseil, affichée jusqu'aux murs de Carouge.

ARMES DE LA RÉPUBLIQUE

*De la part de nos magnifiques et très-honorés seigneurs,
syndics et conseils*

Défenses très expresses sont faites à tous citoyens, bourgeois et habitans de l'un et de l'autre sexe, d'aller à la comédie au lieu de Carrouge, ou ailleurs, dans le voisinage, à peine de dix escus d'amande contre les contrevenans, et en cas de récidive de peine arbitraire.

Mandant au seigneur-lieutenant et sieurs auditeurs de veiller à l'observation des présentes. MESTREZAT.

Le lundi 23 juin 1794, le Conseil délibère :

Sur le rapport qui a été fait que, au grand scandale des bons citoyens, dans les circonstances pénibles où nous nous trouvons, un grand nombre de Genevois vont grossir au théâtre de Carouge la foule des spectateurs ; il a été résolu de préposer des personnes sûres pour surveiller ceux qui s'y rendent et en prendre note, afin de se régler en conséquence tant sur les secours que sur le pain à cinq et à six sols qu'ils seraient dans le cas de réclamer.

Le vendredi 11 juillet 1794, d'après la communication donnée par le citoyen Blanc-Mavit d'une note de citoyens dénoncés comme fréquentant le spectacle de Carouge, le citoyen Voullaire fut chargé par le Conseil de Genève d'informer et de faire un rapport sur ceux de ces citoyens qui auraient obtenu des livres pour avoir du pain à cinq et à six sols pour les leur retirer.



Le Conseil de Lancy avait transféré à Carouge le siège de ses séances officielles. Elles furent longtemps tenues dans la maison de Jean Bertrand, conseiller. Un des conseillers, natif du Petit-Lancy, Jacques Escoffier, élu à Lancy, le 8 octobre 1761, y avait même son domicile. Il semblerait que le syndicat de Lancy resta fixé à Carouge jusqu'au moment du démembrement de sa paroisse. Ainsi, la supplique au Roi pour demander des foires à Carouge, remise le 26 février 1769 à M. le comte Capris de Castellamont, intendant général, lui fut adressée au nom des syndics et Conseil de Lancy soit Carouge.

Victor-Amé III accéda très favorablement au projet de favoriser la colonie carougeoise et après lui avoir accordé divers privilèges, il fournit les fonds nécessaires à l'érection d'une église au centre de la ville naissante. En 1779, M^{sr} l'évêque Biord lui écrivait : « L'Eglise de Carouge est presque terminée, il « faudrait opérer le démembrement de la paroisse de Lancy. » Le Roi y consentit.

Par ordonnance datée d'Annecy, du 1^{er} février 1780, l'évêque Jean-Pierre Biord, sur une requête présentée le 29 juillet 1779, prononça le démembrement de Carouge, Pinchat et Grange-Colomb de la paroisse de Lancy. Les habitants et communiars du Petit-Lancy avaient adressé une requête à l'Evêque, le 27 octobre 1779, afin d'obtenir leur désunion de l'église paroissiale d'Onex pour être réunis, rétablis et restitués à leur mère-église du Grand-Lancy et le curé d'Onex adhéra à cette réunion.

Les limites paroissiales fixées, les habitants du Petit-Lancy, distraits d'Onex, furent restitués à l'église paroissiale et le curé de Lancy appelé à les reconnaître, traiter et desservir

comme ses ouailles. Quant à Carouge, les intentions du Roi furent qu'il y aurait toujours un prêtre vicair amovible, constamment à la disposition de l'évêque. Ce prêtre devait seconder le curé dans ses fonctions et diriger l'école des jeunes garçons.

Le démembrement paroissial donna naissance, plus tard, à quelques difficultés entre Lancy et Carouge. Ces contestations avaient pour matière des empiétements de territoire et de juridiction administrative. Les Archives d'Etat possèdent des mémoires du maire de Lancy, le citoyen Burgy, dont le dernier, daté de Lancy du 28 floréal, sert de supplément à celui par lui transmis, le 24 germinal précédent. Le citoyen Burgy expose le droit paroissial de Lancy sur Carouge, historiquement établi à partir de l'année 1481.

Ainsi démembrée, la paroisse de Lancy perdit de son importance. — Le 2 mai 1780, le Roi de Sardaigne créait la province de Carouge formée des anciens bailliages de Ternier et Gaillard et à laquelle furent adjoints d'autres mandements. La judicature-mage de St-Julien fut transférée à Carouge, nouvelle ville sur laquelle le souverain répartit ses faveurs. — Le village de Lancy se trouva complètement isolé.

Pour faire face à ses dépenses, cette commune possédait un octroi municipal mis en ferme simple par voie d'adjudication publique. Les droits étaient prélevés principalement sur les viandes et les boissons. Cet octroi, contrôlé par un receveur municipal, cessa d'exister peu avant l'annexion de Lancy au canton de Genève, à la demande du Conseil de la commune. Un des règlements sur cet octroi fut imprimé à Carouge chez le typographe *Comberoure*. Carouge posséda une autre imprimerie tenue par Barthélemy *Spineux*, de Liège, des presses de laquelle sortirent plusieurs journaux et publications du général Amédée *Doppet*.



Comme toutes les localités de la Savoie, Lancy subit les secousses de la Révolution française. La Savoie réunie à la France, conformément aux décrets de l'Assemblée des Allobroges des 27 et 29 novembre 1792, forma le quatre-vingt-quatrième département sous le nom du Département du Mont-Blanc. On vit alors le drapeau tricolore flotter sur l'église du village.

La proclamation des commissaires de la Convention nationale, en date du 8 février 1793, ayant supprimé les quatre évêchés de Savoie et prescrit à tous les ecclésiastiques, fonctionnaires publics de prêter le serment de maintenir la liberté et l'égalité ou de mourir en les défendant, ceux qui refusèrent furent soumis à être déportés ou renfermés dans des maisons d'arrêt. Le curé de Lancy n'adhéra pas aux conditions imposées à la nouvelle Eglise constitutionnelle ; il dut s'éloigner secrètement.

Dans la liste des prêtres qui ont subi l'exil, on cite les noms du vicaire de Lancy, J. Bouverat, de messire Perreaud, missionnaire et du curé E. Baud. Le vicaire Bouverat reçut l'hospitalité à Villa-Franca, à 25 kilomètres de Pignerolles, chez les P. P. Philippins ; les deux autres exercèrent clandestinement les fonctions de leur ministère, selon mention déjà faite dans la nomenclature des registres paroissiaux.

L'interruption du culte cessa dès le Concordat avec le St-Siège, acte qui rétablit la paix des consciences et le libre service du catholicisme.

Lancy fournit un député à l'Assemblée Nationale des Allobroges, en la personne de Charles *Villard*, élu par la province de Carouge le 14 octobre 1792. Le 18 février 1793, *Villard* de Lancy et Bernard *Duplaine*, de Chevrier, représentant le dis-

trict de Carouge, furent nommés par les électeurs départementaux réunis à Chambéry, membres de l'administration du Mont-Blanc. Leur installation eut lieu le 7 mars suivant. Les autorités du district de Carouge reçurent une invitation du Conseil de Genève pour prendre part à la fête publique et nationale, fixée au 28 juin 1794 (an III de l'Egalité genevoise). Cette manifestation avait pour but l'érection du monument, ordonnée par le Peuple souverain à la mémoire de Jean-Jacques Rousseau.

Après la réunion de Genève à la France et la création du Département du Léman (1), ce Département perdit entr'autres districts celui de Carouge. Lancy comptait alors 508 habitants ; il fut compris dans les dix communes du premier arrondissement de Genève, canton de Carouge.

Ce fut de Lancy que Madame Mathieu recourut, le 14 floréal an VII, contre l'arrêté du Directoire Exécutif qui maintenait son père, sa mère et trois de ses sœurs sur la liste des émigrés. Son père Joseph Lagrange et sa mère Georgine-Françoise La Fléchère avaient été condamnés à la déportation aux frontières. L'émigré Lagrange mourut le deuxième complémentaire an VII.

Pendant la période révolutionnaire, Lancy ne possédait pas d'école régulière ou stable. Le 24 thermidor an X une institutrice, dame Catherine *Tuyant*, veuve *Meyer*, nommée l'an III de la République, réclamait le règlement de ses services antérieurs, afin de pouvoir subsister. Cette institutrice avait été installée à Lancy après avoir subi un examen imposé par le Conseil d'administration de Carouge.

Le 5 avril 1809, le maire de Lancy, M. Montillet, fait savoir

(1) 25 août 1798. — (Voir arrêté des 27 brumaire, an X, 26 ventôse, an XI et décret impérial du 9 février 1810.

au préfet qu'il n'existait aucune école primaire à Lancy, ni fond affecté à cet objet. Mais, ajoutait-il, « il n'y a que le sieur « Jean-Claude *Levrat*, marchand épicier dans la commune, « qui donne des leçons aux jeunes gens, de lecture, d'écriture « et d'arithmétique ; les parents sont très contents de son « enseignement. »

La rétribution de ce maître est indiquée comme variant entre fr. 1,50 à fr. 1,80 par élève et par mois. Les leçons étaient suspendues en été, les élèves se trouvant occupés aux travaux de la campagne. Le vicaire *Carraud* dirigea quelque temps une école peu fréquentée.

Outre son receveur municipal et son garde rural, la commune entretenait un pâtre public chargé, moyennant une indemnité de deux francs par vache, de faire paître ces animaux durant la belle saison. Selon l'usage, les vendanges étaient fixées d'office. Tout ce qui se rapportait au service de police municipale était régi par un règlement élaboré par le maire et son Conseil. Celui du 1^{er} octobre 1810 contient cinquante articles.

D'après un rapport du maire Montillet à l'auditeur au Conseil d'Etat, sous-préfet de l'arrondissement de Genève, daté du 22 juin 1811, l'état de Lancy est ainsi dépeint :

La police règne dans la commune de Lancy ; tout y est tranquille, l'on n'y parle pas d'affaires politiques, chacun se mêle de son travail. Notre desservant se conduit en bon pasteur envers ses paroissiens.

En conformité du décret de S. M. l'Empereur et Roi, en date du 3 vendémiaire, an XIV, M. Montillet, maire, dressa le tableau des chefs de maison de Lancy et Pesay. Ce document, conservé aux archives d'Etat, daté du 4 brumaire, an XIV, comprend les chefs de vingt ans à soixante ans, au nombre de 95.

Lancy célébra avec beaucoup d'éclat la fête du baptême du Roi de Rome. Le 13 juin 1811, M. Montillet, maire, rapporta au préfet que, pour la circonstance, les jeunes gens ont appris le maniement d'armes pour former une garde nationale ; les jeunes demoiselles ont offert le pain bénit qui a été porté en cortège à l'église, avec rubans et flambeaux. Les tambours et la musique accompagnaient les autorités constituées. Quatre prêtres officièrent à l'église où le *Te Deum* fut chanté après l'office. Le soir, il y eut trois bals et illumination générale ; les réjouissances publiques durèrent deux jours.



Par un décret impérial du 14 février 1809, était établie à Carouge une église réformée, sous le titre d'Oratoire, pour tous les réformés du Léman, ceux de Genève et de son ancien territoire exceptés. Cette église et son pasteur dépendaient de la direction spirituelle du Consistoire de Genève ; l'administration de l'église fut confiée à un Consistoire, composé de laïques ou anciens, présidé par le pasteur.

Les principales communes de l'arrondissement de cette église furent pour la partie du ci-devant duché de Savoie, Carouge, *Lancy*, Troinex, Onex, Landecy, Veyrier et Chêne-Thônex.

Le culte se célébrait à peu près alternativement tous les quinze jours à Carouge et à Ferney-Voltaire (1).

Quelques mots sur *Onex*, dont il a souvent été parlé dans ce mémoire à l'occasion des registres paroissiaux et de l'instruction publique :

Onex est un ancien village catholique relevant jadis comme

(1) Le premier pasteur de cette église fut M. A.-J. *Perey*, en résidence à Carouge.

Lancy, du décanat de Vuillonnex. Son nom figure dans l'état des procurations dues pour visites épiscopales faisant Pouillé du diocèse de Genève qui remonte à 1344 environ.

Il est écrit *Onay*. L'imposition est de *dix sous*.

Dans les anciens actes *Onex* est ainsi orthographié : *Aunay*, *Honay*, *Onay*, *Onnay*, *Ounay*, *Aulnay* (*Alnetum*) (1).

Des fragments de brique et mortier trouvés sur le penchant de la colline font supposer que ce village y fut bâti primitivement.

Dans les visites épiscopales, Onex fut visité le même jour que Lancy, le 2 mars 1412. L'église dédiée à St-Martin était alors desservie par le prêtre Pierre Fivaz. La paroisse renfermait 22 feux, et payait comme revenus à la collecte du Chapitre dix florins. Les défauts que l'évêque signale sont la garde du portail de l'entrée, le fond (?) du chœur, le clocher à refaire à nouveau. Il manque un image du crucifix à un meuble, des réparations sont à faire à des ornements et aux verrières. L'évêque ordonne aux paroissiaux d'Onex sous peine d'excommunication, de réparer ces défauts dans l'espace d'une année et de ne plus manger leurs confitures dans l'église ni d'y faire d'autres énormes choses, sous la même peine, qu'ils s'occupent du chant et qu'ils servent Dieu.

En 1518, 18 novembre, l'évêque constate dans son rapport de visite que le curé est le sieur Gérard Guibel, ayant pour vicaire Aymon de la Chaux (*De Cala*). L'Eglise a douze feux environ et donne comme rente trente florins de petit poids.—

(1) *Onex* doit-il son nom à l'antique abbaye d'*Ainai*, propriétaire de nombreuses localités dans notre pays ou à la forêt qui avoisinait le village primitif? Un endroit planté d'arbres touffus, épais, était jadis désigné par *aunaie*, *aulnaie*. L'aune a donné son nom à un génie mythologique mal-faisant qui, suivant les Allemands, habitait les campagnes, les fontaines (*alcunœ*).

Des prescriptions sont ordonnées au sujet des vases sacrés, du dais, de l'ornement de l'autel et de la provision d'huile.

Quoique dédiée à St-Martin, l'église possède une chapelle sous le vocable de St-Théodule, dont les patrons sont les paroissiens du lieu même aussi bien que de la dite église, sous la charge de deux messes hebdomadaires. Mais les revenus sont trouvés insuffisants, même pour la célébration de ces messes. Le recteur est le sieur Blaise *Decrose* (1) qui fait desservir par le sieur Mermet-Giron. L'évêque l'autorisa à ne célébrer qu'une messe sur le consentement et en présence des fondateurs, mais ceux-ci exigèrent qu'on desservit ou qu'on fit desservir, selon les dispositions prescrites par l'acte de fondation.

En 1597, l'église d'Onex fut annexée à celle de Cartigny, mais en 1717, Onex fut séparé quant au spirituel et perdit son temple réformé par le traité de 1754. Son presbytère a été transformé en maison de campagne.

Dans le rapport sur les terres de St-Victor et Chapitre, publié par M. C. Duval, Onex est indiqué « comme relevant « de la juridiction du Chapitre de St-Pierre de Genève, de « même que son territoire pour la plus grande partie. Les « habitants sont tous protestants. Genève y perçoit de dîme « environ 90 coupes de froment, année commune, selon le dire « du R^d Vitupier, curé de Confignon (2).

(1) *De Crosa, De la Croze*, famille qui a habité Lancy au XV^e siècle. *Armes* : un pal chargé d'une croisette et accompagné de six mouchetures d'hermine, 3 et 3 rangées en pal, Peronet *de la Crose*, de Lancy, fut le père de Pierre *de la Crose*, époux de la sœur de messire André *du Crosel* ou *de Crosel*, chanoine de Genève (1436). — Cette famille a compté plusieurs membres dans la magistrature genevoise.

(2) Ce curé succéda à De Pontverre et fonctionna à Confignon de 1733 à 1765. François *Vitupier* a écrit une traduction latine du *Grand Diction-*

Les *Archives de l'Etat de Genève* renferment divers documents relatifs aux dîmes d'Onex en 1550, au projet de séparer les églises d'Onex et de Cartigny, en 1716, et à des attentats commis à Onex, en 1761 (1).



Un citoyen genevois dont le nom restera longtemps en vénération dans le pays et qui choisit Lancy pour sa résidence, fut le célèbre Charles *Pictet*, agronome et diplomate.

Né à Genève le 22 septembre 1755, dès l'âge de vingt ans on le trouve au service dans le régiment suisse de Diessbach. Il y servit dix ans, puis revint dans sa ville natale où il épousa en 1786 M^{lle} Sara *De Rochemont*, d'où son nom de Pictet de Rochemont sous lequel il est généralement connu. Entré au Conseil des Deux-Cents, il est chargé l'année suivante par le Conseil de réorganiser les milices de la République. Il devint auditeur en 1790 et major de place en 1792. En 1793, il fut élu à l'Assemblée nationale de Genève, mais les troubles qui agitèrent cette ville l'obligèrent, en 1794, de se retirer dans le pays de Vaud. Il revint au bout de deux ans habiter le domaine de Lancy où il s'occupa à la fois d'agriculture et de

naire des cas de conscience de Jean Pontas (3 volumes, in-fol.) dont la première édition fut imprimée à Genève. Un de ses biographes jugeait que cet ouvrage tient un juste milieu entre le rigorisme et le relâchement. Il fut, en 1712, professeur de rhétorique au Collège de La Roche, puis, professeur de philosophie au Collège d'Annecy. En 1761, il devint archiprêtre du bailliage de Ternier. Il mourut le 14 octobre 1765.

(1) Extrait du *Dictionnaire biographique des Genevois et des Vaudois*, d'Albert de Montet.

Histoire de la Restauration de la République de Genève, par Albert Rilliet.

Registres du Conseil de Genève.

travaux littéraires. C'est alors qu'il fonda avec le concours de son frère Marc-Auguste et son ami F.-G. Maurice la *Bibliothèque britannique*. Il enrichit ce recueil de nombreux morceaux de littérature, de critique, ainsi que d'économie politique et en dirigea seul la partie agricole pendant vingt-neuf ans.

Ch. Pictet rendit de grands services à l'agriculture en fondant à Lancy une ferme modèle, en contribuant à populariser en Suisse et en France le système des assolements et en développant considérablement la culture de la pomme de terre, qu'il fit entrer comme partie essentielle dans son mode d'exploitation du sol. Il acclimata en Suisse 1798, en Provence, en Hongrie 1805, et en Russie 1808, la race des moutons mérinos. Pour lui en témoigner sa reconnaissance, l'Empereur Alexandre I^{er} lui accorda près d'Odessa un vaste domaine, destiné à l'élève des mérinos (Novoï-Lancy). Eloigné des affaires publiques pendant le règne de Napoléon, Ch. Pictet compta, en 1813, parmi les restaurateurs de la liberté genevoise. Il entra à cette époque au Conseil d'Etat, fit partie de la députation envoyée par Genève à Bâle, aux souverains alliés (3 janvier 1814). Le procès-verbal de la séance du Conseil genevois, du 24 janvier 1814, mentionne que Pictet a été nommé secrétaire général pour l'organisation des pays conquis avec les conditions les plus flatteuses, ne devant travailler qu'avec l'Empereur de Russie et M. le baron de Stein.

Une lettre de félicitations lui fut adressée par le Conseil, ainsi qu'à l'occasion de sa nomination de conseiller d'Etat de l'Empereur de Russie. On peut dire que ce fut par son intermédiaire que les monarques alliés assurèrent l'indépendance de Genève et son aggrégation à la Suisse. Le Roi Louis XVIII, qui l'accueillit en audience spéciale, reçut de l'envoyé de Genève un expressif témoignage de la joie généralement ressentie à Genève, en apprenant l'avènement de ce souverain

au trône de France. Les procès-verbaux des séances du Conseil de Genève contiennent des détails instructifs se rapportant à la mission diplomatique de Pictet.

Après avoir été l'un des députés de Genève au Congrès de Vienne, octobre 1814, il commanda pendant les cent jours la force armée genevoise et représenta ensuite la Confédération helvétique au Congrès de Paris, août 1815. Lorsqu'en décembre de la même année il donna sa démission de conseiller d'Etat pour accepter les fonctions de ministre plénipotentiaire suisse à la Cour de Sardaigne, le Conseil d'Etat de son canton lui décerna le titre de « conseiller d'Etat d'honneur. » Peu après, la Diète générale de la Suisse, par un décret du 18 juillet 1816, déclara que M. Ch. Pictet de Rochemont avait bien mérité de la Confédération suisse et s'était acquis les titres les plus sacrés à l'estime et à la reconnaissance publiques.

Homme de principes et de vues philosophiques, d'un caractère contenu, mais sensible, d'une humeur sérieuse, mais aimable, de dispositions graves, mais généreuses, la politique ne pouvait être chez Pictet de Rochemont ni exclusive, ni passionnée. On peut dire de lui qu'il possédait le secret de cette indépendance, fière tout à la fois et dévouée, qui sait se prêter sans s'immoler à personne. On respectait en lui le serviteur de la Patrie qui ne fut d'aucun parti.

M. Pictet de Rochemont a publié un grand nombre de travaux politiques, scientifiques et littéraires.

Il mourut le 28 décembre 1824.

Le Registre des séances du Conseil d'Etat contient cette mention, à la date du 29 décembre 1824 :

« M. le premier syndic prend la parole. Il annonce au Conseil qu'il a à regretter la perte de M. Charles Pictet de Rochemont, conseiller d'Etat d'honneur, qui a succombé

« cette nuit à minuit et un quart à l'âge de soixante-neuf ans, « aux douleurs d'une maladie cruelle dont il a supporté les « angoisses avec une courageuse résignation.

« M. le premier retrace au Conseil les grands et importants « services que Noble Pictet a rendus à la République depuis « sa restauration à Bâle, à Paris, à Vienne, à Turin, et dans « les Conseils où il est venu dans toutes les occasions impor- « tantes apporter le tribut de ses lumières et de son dévouement.

« M. le Premier retrace au Conseil les talents, la capacité « étendue, l'éloquence, le patriotisme sans borne, que ce « magistrat distingué a déployés dans sa carrière publique.

« Le Conseil, profondément affecté de la mort de Noble « Pictet, charge Noble Turrettini, ancien syndic, de se rendre « auprès de la famille de Noble Pictet et lui exprimer la part « que le Conseil prend à sa douleur. »

A l'issue de la séance du 1^{er} janvier 1825, les membres du Conseil se rendirent en corps et en costume au convoi funèbre. A cette marque de profonde sympathie, le Conseil ajouta une expédition authentique aux parents du défunt de sa séance précitée du 20 décembre 1824.

Comme on le voit, Ch. Pictet de Rochemont était un homme aussi considérable que considéré, dont les connaissances s'appliquaient à tous les domaines.

Le village de Lancy peut rappeler avec orgueil le nom de ce citoyen et il était de toute justice de lui accorder place dans les annales de cette commune pour la prospérité de laquelle Pictet de Rochemont n'avait cessé d'accorder son plus cordial intérêt.

En effet, lorsqu'en 1821 la commune de Lancy s'occupait de la réforme de l'école, ses ressources budgétaires ne lui permettant pas de faire immédiatement face aux dépenses nécessitées, Ch. Pictet de Rochemont lui fit un don annuel de quatre cent florins pendant quatre ans pour être destiné à

l'entretien de l'école. En 1822, il fit établir à ses frais un couvert sur la fontaine publique.

Protection des institutions publiques, exercice de la charité privée, services toujours rendus et toujours ignorés, telles sont les éminentes qualités qui couronnent la notice trop courte de cet homme de bien.

Le monument qui, au cimetière de Plainpalais, recouvre la tombe de ce patriote, porte ces inscriptions :

CHARLES PICTET DE ROCHEMONT

NÉ LE 22 SEPTEMBRE 1755, MORT LE 29 DÉCEMBRE 1824

CONSEILLER D'ÉTAT

DÉPUTÉ DE LA RÉPUBLIQUE DE GENÈVE A VIENNE EN 1814

MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE

DE LA CONFÉDÉRATION HELVÉTIQUE A PARIS EN 1815

ET A TURIN EN 1816

La Diète helvétique, dans un acte du 18 juillet 1816, après avoir rappelé les avantages stipulés en faveur de la Confédération lors des missions auxquelles il fut employé, nommément la reconnaissance de la neutralité perpétuelle de la Suisse et les cessions territoriales qui établissent la libre communication du canton de Genève avec ses Confédérés, a déclaré que ces avantages doivent faire vivre à jamais le souvenir du négociateur qui a travaillé avec autant de zèle que d'habileté à les faire obtenir, et qu'en conséquence, Charles Pictet de Rochemont a bien mérité de la Confédération suisse.

Ce monument a été élevé à sa mémoire par une réunion de Suisses des vingt-deux cantons et d'amis de la Suisse.

Ayant quitté jeune encore la carrière des armes, il vécut dans une retraite studieuse au sein des douceurs de la vie privée ; toujours actif pour le bien public, il se distingua dans ses travaux littéraires ; par leur constante utilité, il créa pour l'agriculture de nouvelles ressources, zélé promoteur de l'éducation rurale, par son exemple et par ses écrits. Ferme aux approches du trépas, sublime consolateur de sa famille et de ses amis, ses dernières paroles furent : *Dieu et Patrie !*

VII

Annexion de Lancy au territoire genevois. — Signature à Lancy du procès-verbal de délimitation du territoire cédé du côté de Savoie. — Organisation, réformes progressives. — Encouragements et dons. — L'instruction publique. — Mort du curé Etienne Baud. — Conflit, à l'occasion de son remplacement. — Le desservant François Duboin. — Les curés Angelin et Berthier. — Le conflit de 1873. — Le culte catholique national. — Au cimetière communal. — Louis-Benoît Mâcon. — Le docteur Louis Bénit. — A. Lombard-Martin. — Charles Friderich. — Louis Burgy. — Population. — Administrateurs de Lancy. — Le pensionnat Haccius. — La laiterie modèle. — Une nouvelle église. — Conclusion.

Après cet hommage rendu à la mémoire de *Ch. Pictet de Rochemont*, nous allons retrouver son nom attaché à la page la plus heureuse de l'histoire de Lancy.

En vertu du traité de Turin du 16 mars 1816, la République genevoise obtint, du côté de Savoie, des cessions de territoire qui réalisèrent la réunion en un seul tout contigu des diverses enclaves de l'ancienne République.

Lancy fut compris dans cette annexion. Ce fut dans le village même, au domicile de M. Pictet de Rochemont, que le 15 juin 1816, les commissaires nommés pour la délimitation du territoire cédé, échangèrent leurs pleins-pouvoirs avant que d'entreprendre la reconnaissance générale de la ligne de démar-

cation. Le commissaire de S. M. le Roi de Sardaigne était le chevalier Louis Provana de Collegno, conseiller de Sa Majesté. — Le procès-verbal de limites, les plans topographiques signés et scellés à Lancy, furent joints aux trois originaux du Traité. (*Archives de Cour, Traités, paquet XXXVIII, n° 15. Reg. du Conseil de Genève, 20 juin 1816.*)

A la nouvelle définitive de leur annexion, les communiers de Lancy envoyèrent le 29 octobre 1816, l'adresse qui suit au gouvernement genevois en la personne des très honorés seigneurs les syndics et Conseil d'Etat de la République :

Très honorés Seigneurs,

Permettez que les habitants de la commune de Lancy viennent déposer aux pieds de Vos Seigneuries les sentiments de joie et de gratitude qu'ils éprouvent de leur réunion à la République et Canton de Genève : persuadés comme ils le sont que cette agrégation contribuera puissamment à leur bonheur et à celui de leurs enfants. Ils viennent avec une douce confiance solliciter la protection paternelle de V. S. et ils s'en rendront dignes par leur attachement inviolable à cette nouvelle Patrie qu'ils ont sincèrement désirée.

Les sentiments de bienveillance qu'ils ont éprouvés de la part de l'un de vos honorables collègues résidant au milieu d'eux (1), leur sont un heureux présage du bonheur dont ils jouiront sous votre sage administration.

C'est dans cette persuasion, T. H. S., qu'ils vous supplient d'agréer favorablement les vœux sincères qu'ils font pour la prospérité de la République et de ses magistrats.

De vos Seigneuries,

Les très humbles et très obéissants serviteurs :

Bosson, membre de la Légion d'honneur (2), Victor Montillet, Levrat, Jean-Claude, Charles Machet, François Pernou,

(1) M. Pictet de Rochemont.

(2) Bosson, Antoine, marié, propriétaire à Lancy, était un ancien militaire retraité.

Pierre Sauthier, J.-L. Genequand, F. Tremblet, agriculteur, François Mégard, Jean Mégard, Jean Martel, Testory, instituteur (1), Jh.-F^s Dunand, Claude Gillet, Christian Winter, Duvillard, Christian Saltzer, Jean Brun, Jean-Antoine Dunand, F. Dunand.

La plus grande partie des habitants de cette commune *sont illitrés*, mais ils ont manifesté leurs vœux pour la prospérité de la République et Canton de Genève et de ses magistrats.

Lancy, 29 octobre 1816 (2).

Le Conseil fut très sensible à ce témoignage d'attachement et il chargea M. Pictet de Rochemont « d'informer les habitants de Lancy qu'il accepte la manifestation de leurs sentiments et les assure de ses dispositions paternelles à leur égard. » (Séance du Conseil, du 30 octobre 1816.)

Honneur aux braves communiers de Lancy dont nous venons de rappeler les noms : leurs espérances ont été réalisées ainsi que le démontreront les réformes importantes obtenues dès lors au triple point de vue matériel, moral et intellectuel.

Mais, avant d'entrer dans le domaine historique de la Restauration à nos jours, il est intéressant et utile de connaître les noms des familles et particuliers qui habitaient Lancy au moment de l'annexion. En voici le résumé par ordre alphabétique :

Achar, Adan, Armand, Bardel, Batard, Bathier, Baud, Belleville, Beny (*it*), Bernard, Binet, Besson, Bonnet, Boquet, Bosson, Boson, Bouvier, Brachet, Briffod, Bruchet, Buloz, Bunin, Burgy, Chappuis, Charbonnier, Chaulmontet, Chenevar, Chevalier, Chevilly, Cinglera, Claret, Comte, Coquet, Corbet, Coste, Cottier, Covelle, Crottet, Cuby, Cugnet, Dalex, Daudin,

(1) Testory, Henri, porté comme instituteur, était un horloger de Marseille, fixé à Lancy dès sa quinzième année.

(2) Pièce conservée aux *Archives d'Etat*. C. A. N° 100. (Reg. 13, f° 502, vol. 2).

Debours, Decret, Delécraz, Delestraz, Deluc, Demole, Detrant, De Rochemont, Descombes, Devinaz, Dorzon, D'humilly, Dubuffey, Ducimetière, Dufour, Dufresne, Dumollard, Dumont, Dumond, Dunand, Duparc, Dupraz, Dupuis, Duret, Durovez, Duvillard, Excoffier, Favre, Fœx, Gaime, Garcin, Garin, Gau, Genecand, Gentet, Giard, Gillet, Grand, Grillet, Gros, Gruaz, Gruffard, Guillerme, Guillermin, Intermayer, Jacquet, Janin, Jaquemoud, Jaquier, Lachat, Lacros, Laplanche, Laverrière, Levrat, Linguet, Lognau, Longet, Machet, Magnin, Maillet, Margueron, Martel, Masson, Mégard, Menu, Mercier, Mermilloud, Métral, Meulat, Michellier, Miffon, Millet, Montagnet (*ier*), Montillet, Morez, Moriset, Mossier, Mottet, Mouchet, Murallet, Ninet, Pallar, Parret, Parsevan, Paur, Pellarin, Pellegrin, Pernessin, Pernous, Petit, Philippe, Pichoux, Pictet, Pisteur, Plan, Portier, Premet, Prévost, Rat, Remy, Renaud, Rendu, Revillet, Rey, Reymond, Richard, Risse, Robbaz, Rome, Salaz, Salzer, Saugey, Sautier, Schoutter, Sindie, Still, Tapponnier, Terras, Testory, Torreil, Tissot, Trembley, Vagnat, Vallin, Valtou, Vian, Vignet, Vignon, Vivian, Voiturier, Vissard, Winther (1).

Le 13 juin 1817 et sur le préavis conforme de la Commission des Communes, le Conseil d'Etat nomma MM. Vignier Georges, maire de Lancy, Burgy Jean-François-Gaspard et Duvillard en qualité d'adjoints. M. Burgy ayant démissionné, fut remplacé par M. Rey, dit Reydet, le 20 juin 1817.

Dès lors la commune de Lancy se réveilla insensiblement du temps d'arrêt dont elle avait souffert. L'entretien des voies publiques, la construction de ponts, des réparations aux édifices publics, l'organisation des pompes à incendie, la cons-

(1) Extrait du Registre déposé au *Département de l'Intérieur* de l'Etat de Genève.

truction d'un bâtiment d'école (1), d'un presbytère, l'établissement de fontaines publiques (2), la création d'un cimetière communal (3), une meilleure police rurale, telles furent les importantes et progressives réformes qui ont été le fruit de l'ère nouvelle tant désirée.

Le curé de Lancy aurait bien désiré participer à cette distribution de la manne gouvernementale, car il adressa au Conseil une requête pour obtenir une augmentation de traitement. En séance du 1^{er} juillet 1818 le Conseil statua négativement sur la demande du curé, attendu qu'il n'était pas septuagénaire.

Tandis que le pauvre curé se morfondait de l'insuccès de sa démarche, la commune de Lancy était favorisée par de généreux citoyens. En cette année 1818, un des membres du Gouvernement genevois, noble Tronchin, fit, par acte reçu le 8 mai, Le Fort, notaire, une donation d'une rente perpétuelle cinq pour cent de consolidés de trois mille francs de France, pour être exclusivement employée à faire donner, dans l'hôpital de la ville de Genève, des traitements médicaux aux malades indigents des Communes réunies au canton de Genève par le Traité de Paris, du 20 novembre 1815 et le Traité de Turin du 16 mars 1816. L'emploi de cette rente commença le 1^{er} jan-

(1) En 1835, la commune vendit l'ancien bâtiment d'école à M. Louis Gillet pour le prix de 4,500 florins.

(2) Les premières fontaines établies à Lancy sont celles de Noble **Le Fort**, et de Noble **Lullin**, en 1716.

(3) Un ancien cimetière *protestant*, de la contenance approximative de 100 toises, a été vendu en 1839 pour le prix de 1,400 francs, à Madame Anne-Judic Odier, épouse de M. Marie-Nicolas Soret-Odier. — Les ossements furent exhumés, puis transportés dans le nouveau cimetière. Cet ancien cimetière protestant était situé à l'extrémité nord du village, plan

vier 1819 et Lancy se trouvait inscrit pour la somme annuelle de septante-cinq francs.

Informé de cette gracieuse dotation, le Conseil municipal de Lancy fut autorisé à s'assembler extraordinairement pour délibérer sur les remerciements à adresser à noble Tronchin.

Trois ans après, venaient les dons que nous avons signalés, provenant de M. Ch. Pictet de Rochemont, puis la fortune de M. Jérémie Pourtalès, léguée entièrement aux pauvres de Carouge et de Lancy. Cette succession ne fut, selon la loi, acceptée qu'à bénéfice d'inventaire ; la part afférente à Lancy s'éleva à la somme de 30,905 florins. En 1833, l'ancien maire de Lancy, Georges Vignier, légua 900 florins.



L'instruction subit un grand développement dès l'annexion, quoique l'enseignement mutuel ait eu à combattre de fâcheux préjugés. Dès 1822, la méthode d'enseignement mutuel, introduite dans notre pays par la société des catéchumènes, prit chaque année un nouvel accroissement. Les méthodes pratiquées dans l'étranger n'ont pas été exactement suivies dans notre canton ; elles ont dû être modifiées pour les rendre conformes à nos mœurs et à nos habitudes nationales.

Avant l'introduction de cette méthode, on paraissait embarrassé sur le système d'enseignement à *préconiser*. Ainsi, en 1818, lorsqu'on voulut tenter à Carouge la séparation de l'enseigne-

cadastral 7, section B, confiné par la propriété de Madame Soret-Odier et par celle des héritiers Petite.

Le volume contenant les décès de l'an 1700 à 1793 pour la paroisse de Bernex, porte une mention *spéciale* de deux décès de protestants ensevelis, l'un à Onex, l'autre à Lancy, dans un *cimetière protestant* (1791-1796). (Rapport sur registres paroissiaux. *Archives d'Etat*).

ment primaire, de celui du Collège de cette ville, conformément au préavis de la Commission d'instruction, le maître d'école de Lancy fut chargé provisoirement de cet essai, ce qui est une preuve de la solidité des connaissances pratiques du maître que possédait alors ce village.

La première Commission ou *Comité de l'Ecole de Lancy* date du 31 janvier 1812. Indépendamment du maire et du curé, elle fut composée de MM. Pictet de Rochemont, Jean Toreille et Philibert Guillermin. Le Conseil de Genève sanctionna l'institution de ce Comité en séance du 7 mars 1821.

Rendons ici hommage aux maîtres d'écoles, soit régents, ainsi qu'aux maîtresses qui se sont dévoués au développement de l'instruction publique à Lancy. Citons, outre ceux dont il a été précédemment parlé, Testoris ; Perrin, Jean-Pierre-François ; Tournier, François ; Vernier, Charles ; Reverchon, Alphonse ; Maréchal, J. ; Dubouchet, G. ; Thorens, Ch. (1) ; Mesdames Tournier, Jenny ; Reverchon, Césarine ; Mesdemoiselles Duguay, Eugénie, et Lambert, Marie.

Le 5 février 1834, la commune de Lancy éprouvait une perte bien douloureuse en la personne de son respectable curé, Etienne Baud, qui lui fut attaché pendant 56 ans. La Révolution française l'avait momentanément éloigné de ce poste qu'il reprit en des jours où le calme était à peine rétabli.

Trois jours avant sa mort, ce digne ecclésiastique priait le maire de Lancy d'être son interprète auprès du gouvernement pour qu'il donnât à la paroisse un successeur animé d'un esprit de tolérance (2).

(1) Auteur d'une *Histoire de Genève*, 1 vol. in-8°, et de nombreuses compositions en prose et en vers, inédites.

(2) Registre du Conseil, séance du 6 février 1834.

Ce fut sur la demande de son neveu Jean Guillermin, que le 8 septembre 1837, le Conseil d'Etat autorisa l'érection d'un témoignage de souvenir à la mémoire de ce vieillard, vénéré même par les habitants professant la religion réformée. C'est un marbre placé dans le mur extérieur à droite de l'entrée de l'église, avec cette inscription :

CI GIT
LE CORPS DE R^d ÉTIENNE BAUD
NÉ A TANNINGE LE 28 JUILLET 1752
CURÉ DE LANCY PENDANT 56 ANNÉES
DÉCÉDÉ LE 5 FÉVRIER 1834
PASTEUR FIDÈLE
IL FUT AIMÉ DE SES PAROISSIENS
ET REGRETTÉ DE TOUS LES HABITANTS
DE LA COMMUNE
QUE SON AME REPOSE EN PAIX
AMEN

Le 17 février 1834, l'évêque diocésain proposa la nomination comme curé de M. Duboin François, de Carouge, qui remplissait depuis quelques années les fonctions de vicaire du curé de Lancy. — Le Conseil d'Etat repoussa cette présentation en exposant à l'évêque « qu'il était impossible de donner
« pour curé à une commune où il y a un si grand nombre
« de protestants, un ecclésiastique qui a fait preuve d'une
« aussi grande intolérance d'opinion que M. Duboin, pendant
« qu'il était vicaire, et qui, sous ce rapport même, avait rendu
« si pénibles les derniers mois de la vie du respectable curé
« qui avait desservi cette paroisse près de cinquante-cinq ans,
« aimé et respecté des personnes des deux religions ; que si
« plusieurs habitants de Lancy ont fait des démarches en
« faveur de M. Duboin, d'autres de l'une et de l'autre religion,

« et dont l'opinion mérite grande considération, verraient avec
« la plus grande peine cette nomination qui pourrait porter une
« grave atteinte à la paix et à la bonne harmonie qui régnait
« dans cette commune, et qu'une fois la nomination faite, il
« n'y aurait plus aucun remède au mal. »

Un membre du Conseil, formant minorité, combattit ce préavis, se fondant « sur ce qu'on n'a rien pu alléguer contre la
« pureté des mœurs de M. Duboin qui passe pour le meilleur
« prédicateur du canton et que ce serait une décision qui
« jetterait le découragement chez les jeunes ecclésiastiques du
« canton, en rendant incertaine leur carrière. »

Le Conseil correspondit avec l'évêque; toutefois, il consentit à prendre à la charge de l'Etat le traitement du desservant dès le 6 février 1834, jour du décès du curé Baud.

Le Conseil d'Etat reprochait spécialement à M. Duboin d'avoir signé un mémoire qu'il considérait comme injurieux et portant ce titre : « *Pièges tendus par l'hérésie à la foi de la population catholique de Genève.* »

L'évêque insista pour la reconnaissance officielle du nouveau curé, objectant que cet ecclésiastique avait cédé à une coaction morale et qu'il avait cru en signant un manuscrit signer une simple lettre ; qu'en outre l'impression du mémoire n'était pas son fait. L'évêque terminait en annonçant son intention de soumettre la question au Saint-Siège.

Septante-trois habitants de Lancy appuyèrent, à deux reprises, la démarche de leur évêque.

Mais le Conseil d'Etat tint ferme et, froissé de la résistance qu'on lui opposait, il supprima le traitement affecté au curé desservant, voulant obtenir une stricte exécution de la Convention conclue avec l'évêque diocésain le 5 avril 1820.

Le Conseil justifia sa résolution du fait que les signataires du mémoire ne lui avaient exprimé aucun regret de leur coo-

pération à cet acte, et, en ce qui concernait la convention sus rappelée, contractée de bonne foi entre les deux parties, toujours regardée comme valable et exécutée comme telle de part et d'autre depuis seize ans, sans aucune réclamation, il n'admettait pas que l'on pût faire dépendre d'une consultation du Saint-Siège l'exécution réclamée de l'article premier.

La population catholique de Laney prit fait et cause pour le desservant. Il y eut réunion bruyante autour de la salle des séances du Conseil municipal et murmures publics à l'adresse du maire. L'Etat dut faire procéder à une enquête. Quant à l'évêque, il parvint à gagner du temps avec l'espoir que le Conseil reviendrait de sa décision. Le 24 mai 1836, il écrit au Conseil : « qu'il est bien loin de sa pensée de méconnaître les
« engagements qu'il a contractés, mais qu'il est des circons-
« tances tellement impérieuses que l'on doit céder à leur force
« et que telle est la position dans laquelle il se trouve en ce
« moment à l'égard de notre canton ; qu'il a l'espérance, dans
« un avenir peu éloigné, de pouvoir déplacer sans bruit
« M. l'abbé Duboin, qu'il espère également que le Conseil,
« dans sa sagesse et le désir du rétablissement de la paix, vou-
« dra bien ne pas en demander davantage et apprécier ses
« motifs pour en agir ainsi. »

Il y eut dès lors, entre le Conseil et l'évêque, échange de lettres confidentielles.

Enfin, le 12 mars 1838, l'évêque fit part de son intention d'appeler à la cure vacante M. Emile-Auguste Angelin, de Chêne-Thônex, qui, depuis 1833, est curé de la paroisse de Bretigny, au canton de Vaud.

Ce choix reçut la ratification du Conseil. Le desservant, M. François Duboin, fut appelé à la cure de Romont, au canton de Fribourg, et M. Angelin prit possession de son bénéfice au mois d'avril.

Il est néanmoins curieux, en présence des faits positifs qui viennent d'être exposés, de les comparer avec ceux à l'aide desquels MM. *Fleury* et *Martin*, auteurs de l'*Histoire de M. Vuarin et du rétablissement du catholicisme à Genève*, expliquent l'origine de l'animosité des autorités civiles supérieures à l'endroit de l'abbé Duboin :

« Dans l'été de 1833, un nommé Kauper se présenta à Genève
« pour organiser, sous des formes patriotiques, une association
« destinée à exercer la jeunesse des deux sexes, et même les
« personnes d'un âge mûr, à des chants nationaux. Un comité,
« présidé par un ministre, eut soin d'imprimer aux réunions
« et aux chants ce sceau d'indifférence religieux, par lequel
« on poursuivait l'amalgame des deux cultes existant dans le
« canton.

« Ce M. Kauppert fut remercié par les magistrats, de
« l'heureuse influence que ses leçons avaient produites non
« seulement sous le rapport civil, mais encore sous le *rapport*
« *religieux*. Un vicaire d'une paroisse du canton, M. Duboin,
« prêtre zélé et instruit, vit sa nomination de curé refusée
« indéfiniment parce qu'il avait poussé l'intolérance jusqu'à
« s'opposer à des chants comme ceux-ci :

Nous avons, hommes et chrétiens,
Une même origine,
Et pour maintenir ces liens,
Dieu nous destine
Un jour à tous un même ciel ;
Un même bonheur éternel
Sera la récompense
De notre obéissance. »

Dans ma *Relation historique sur les cultes à Versoix dès les anciens temps à nos jours*, quelques lignes ont été consacrées à la mémoire de l'ancien desservant de Lancy, qui, de Romont, devint curé de Versoix, paroisse où il y exerça les fonctions

pastorales pendant huit années, jusqu'à sa mort survenue le 20 septembre 1863. M. Duboin a été enseveli dans le cimetière de Versoix.

M. Angelin, curé de Lancy, successeur régulier du curé Baud, mourut à Plainpalais le 30 mai 1870. Enseveli au cimetière de Lancy, sa tombe n'est marquée par aucun monument.

M. le curé Angelin fut momentanément remplacé par son vicaire, M. l'abbé Reville, de Faverges, qui fonctionnait depuis 1865. En septembre 1866, les catholiques de Lancy s'adressèrent au Conseil d'Etat pour appuyer la candidature de ce vicaire, mais, le 20 du même mois, sur la présentation du vicaire-général de Genève, le Conseil d'Etat agréa comme curé, le titulaire actuel, M. Antoine Berthier, ci-devant curé à Veyrier.

L'année 1873 a ouvert l'ère des conflits entre l'autorité civile et l'autorité ecclésiastique. Le sentiment populaire avait déjà été froissé par la promulgation de deux dogmes et de l'exposé soit résumé des doctrines infailibilistes qui a nom Syllabus. — D'autre part, l'évêque d'Hébron, M^{gr} Mermillod, portant le titre de vicaire apostolique du St-Siège pour le canton de Genève, considéré par l'Etat *sans caractère officiel*, avait ordonné la lecture dans toutes les églises d'un bref pontifical, accompagné d'un imprimé revêtu de sa suscription avec ce titre de « vicaire apostolique ».

Le Conseil d'Etat, considérant qu'en agissant ainsi, Messieurs les curés avaient enfreint les lois et arrêtés du gouvernement et manqué à leurs devoirs *comme fonctionnaires de l'Etat*, prit, en date du 7 février, un arrêté par lequel le traitement de MM. les curés fut suspendu pour le terme de trois mois. — Un projet de loi constitutionnelle modifiant le chapitre II du Titre X de la Constitution sur le culte catholique, du 19 février 1873, remettait aux citoyens catholiques inscrits sur les rôles

des électeurs cantonaux, le choix des curés et des vicaires, et seul, l'évêque diocésain *reconnu par l'Etat*, pouvait, dans les limites de la loi, faire acte de juridiction et d'administration épiscopales. Ces dispositions reçurent la sanction populaire, selon le vote du 23 mars, par 9,081 voix contre 151.

La loi organique sur le culte catholique du 27 août 1873, astreignit les curés et les vicaires avant leur entrée en fonctions, à prêter serment devant le Conseil d'Etat « de se conformer strictement aux dispositions constitutionnelles et législatives, de ne rien faire contre la sûreté et la tranquillité de l'Etat et de prêcher aux paroissiens la soumission aux lois, le respect envers les magistrats et l'union avec tous leurs concitoyens ».

Le serment prescrit par la loi ne fut accepté par aucun des curés en charge. Tous protestèrent contre l'organisation imposée au culte. En présence de ce refus unanime il ne restait au pouvoir exécutif qu'à poursuivre l'application de la loi votée par le peuple. Sa tâche fut facilitée à Lancy. En novembre 1873, un certain nombre de conseillers municipaux et d'habitants de la commune demandèrent par pétition au Conseil d'Etat que le curé romain fût appelé à prêter le serment prévu dans la loi et qu'en cas de refus de sa part, il fût pourvu à son remplacement. Le *Conseil de fabrique de la paroisse* pria le Conseil de surseoir à sa décision d'appeler au serment le curé de Lancy. Mais ce dernier, comme tous ses confrères, déclara dans une lettre du 2 décembre ne pouvoir prêter le serment pour lequel il avait été convoqué.

Conformément à la loi, le Conseil d'Etat convoqua les électeurs catholiques de la paroisse pour le dimanche 28 décembre 1873, dans la salle de l'école communale, à une heure après-midi, sous la présidence de M. Lachenal, membre du Conseil de paroisse de Genève, et la vice-présidence de M. Monod J.,

député, afin de procéder à l'élection d'un curé et de cinq membres du Conseil de paroisse, pris parmi les électeurs laïques de la paroisse. Dans l'intervalle de cette convocation, M. le curé de la paroisse romaine par lettre du 26 décembre, déclarait au Conseil d'Etat qu'il n'est ni révoqué, ni démissionnaire et se considérera après l'élection du dimanche du 28 décembre comme le seul curé légitime de sa paroisse.

Le 28 décembre, un prêtre français, âgé de 44 ans, M. l'abbé Pacherot, Auguste-Marius, d'Alleins, Bouches-du-Rhône fut élu aux fonctions de curé par 53 suffrages et le Conseil de paroisse, composé de MM. Monod Jean-Laurent, Gros Pierre, Guillermin François, élu par 53 suffrages ; Choquens Antoine et Laverrière Jean, élus par 52 suffrages sur 53. — Le nombre des votants ayant été supérieur au quart des électeurs inscrits, le Conseil d'Etat valida ces élections par arrêté du 29 décembre 1873. Le nombre des électeurs paroissiaux avait été arrêté à 131.

L'église de Lancy fut remise au nouveau curé dès le jour de sa prestation de serment, soit le 30 décembre 1873, selon l'ordre que le Conseil d'Etat fit donner au maire le 24 décembre précédent.

Lors de la prestation de serment du curé Pacherot qui eut lieu à l'Hôtel de Ville, dans la salle des séances du Conseil, M. le Président du Conseil, Antoine Carteret, prononça cette allocution.

Monsieur,

Vous avez quitté votre pays pour venir offrir vos soins à nos concitoyens catholiques qui veulent, en grande majorité, tout en restant fidèles à la foi de leurs pères, secouer le joug de la curie romaine.

Votre direction spirituelle a été agréée dans une paroisse

qui avait à cœur, non moins que la Ville de Genève, de voir, sans délai, s'accomplir chez elle cette émancipation.

Vous venez de prêter le serment de curé dans notre canton. Je tiens à vous dire, au moment où vous entrez en charge, qu'il est bien entendu que vous pourrez, en toute liberté, énoncer et chercher à faire prévaloir vos convictions religieuses quelles qu'elles soient, à la seule condition que, conformément aux lois de notre pays, lois auxquelles vous venez de jurer obéissance, vous ne prétendiez pas vous immiscer dans ce qui est le domaine de l'Etat au nom d'un représentant infailible de la Divinité.

Vous êtes un homme de progrès, nous nous en réjouissons. Je suis sûr d'être d'accord avec votre sentiment, en ajoutant que vous devez être chez nous, avant tout, un missionnaire de paix, de concorde et de charité. Jamais aucune parole d'emportement sur vos lèvres, malgré les provocations auxquelles vous pourrez être en butte. C'est par la douceur, le support, la tolérance, que vous amènerez le mieux à vous, dans votre paroisse, ceux qui ne partagent pas vos idées.

Le Conseil d'Etat, en vous souhaitant la bienvenue, fait des vœux pour que votre ministère, s'exerçant sur notre sol libre, dans cet esprit vraiment libéral, porte des fruits qui vous satisfassent. Ce sera la légitime récompense de vos labeurs chrétiens, et de votre dévouement à la noble cause que vous avez embrassée.

La cérémonie d'installation de M. le curé Pacherot eut lieu dans l'église de Lancy, le 4 janvier 1874. Le discours de présentation fut prononcé par M. Monod, député au Grand Conseil de Genève, président du Conseil de paroisse. L'ex-père Hyacinthe *Loyson* prêcha l'après-midi.

Le 10 juin 1874, le Conseil municipal, à l'unanimité de ses membres, demanda au Conseil d'Etat d'appliquer à la com-

mune de Lancy la loi du 7 juin 1871 sur le culte extérieur qui interdit toutes cérémonies religieuses sur la voie publique, et d'approuver la délibération municipale décidant que les inhumations dans le cimetière commun seront faites à la suite et sans distinction de cultes. Le Conseil sanctionna ces deux délibérations dans sa séance du 8 juillet 1874.

Le culte catholique national, officiellement institué dans la paroisse, suivit paisiblement son cours. Lors du renouvellement du Conseil de paroisse, le 23 décembre 1877, le nombre des catholiques-libéraux était accrue de huit citoyens. MM. Guillermin Joseph, Amoudruz Alexis, Berthoud Louis, Escoffier Jules, Monod Jean-Laurent, furent élus par 61 électeurs.

Les catholiques-romains, groupés sous le pastoral de M. Antoine Berthier, célébrèrent leur culte, dès 1874, dans une maison voisine de l'église appartenant à M. Bouvier.

Le curé libéral Pacherot abandonna subrepticement sa paroisse dans les commencements de l'année 1879 pour retourner dans son pays. Ce départ, qu'il excusa par l'état chétif de sa santé, causa une pénible impression au sein de l'élément libéral dans lequel ce curé était généralement considéré, soit pour ses connaissances élevées, soit pour la rectitude de sa conduite.

Les catholiques-libéraux de Lancy auraient pu diriger leurs pensées vers le protestantisme, mais la retraite précipitée de leur conducteur spirituel ne leur fit commettre aucune défection. Le culte, repris par un jeune prêtre plein d'ardeur, ranima leur courage. C'est sur ce successeur de l'œuvre que les électeurs paroissiaux de Lancy portèrent leur choix.

Le 6 avril 1879, ils élirent leur curé en la personne de M. l'abbé Jérémie Vallet, qui réunit 57 suffrages sur 58 votants. M. Etienne Dupraz remplaça un membre du Conseil de paroisse. La cérémonie d'installation eut lieu le 27 avril 1879.

M. l'abbé Vallet, d'une nature malade, ne fonctionna qu'une année. La mort l'enleva le 3 avril 1880.

Les regrets de cette perte sont témoignés par le monument qui orne sa tombe au cimetière de Lancy, œuvre modeste, au caractère grave, due au ciseau du sculpteur Léon Guggieri.

Il porte cette épitaphe :

A NOTRE REGRETTÉ CURÉ
ET AMI
JÉRÉMIE VALLET
NÉ A TANINGES
ET DÉCÉDÉ DANS SA PAROISSE
DE LANCY
LE 3 AVRIL 1880 A L'ÂGE DE 28 ANS
FIDÈLE SERVITEUR
DE L'ÉGLISE CHRÉTIENNE
IL CONSACRA SA VIE
A LA VÉRITÉ
ET LORSQUE SONNA POUR LUI
L'HEURE SUPRÊME
SES DERNIERS MOTS FURENT
DIEU ET CHARITÉ

Un prêtre libéral, curé à Bernex, M. J.-M. *Vergoin* a composé de beaux vers à la mémoire de M. *Vallet*; le produit de cette œuvre, imprimée à Genève chez Schira-Blanchard, a été destiné à aider à l'érection du monument funéraire.

Ce fut un citoyen genevois, ressortissant à la commune d'Hermance, élève à la Faculté de théologie de Berne, ex-vicaire à Carouge, qui fut appelé à recueillir la succession du curé Vallet.

M. Favre, Emile-Alfred, fut élu le 26 septembre 1880, pa

46 suffrages sur 51 et le Conseil de paroisse, dépourvu d'un membre, complété à la même date par la nomination de M. Battiaz, Alphonse, élu par 50 suffrages sur 51.

M. Favre, prêtre actuellement marié, prêta le serment de son office par devant le Conseil d'Etat, dans sa séance du 8 Octobre 1880.

M. Chauvet, Michel, Président du Conseil d'Etat, lui adressa ces paroles :

Monsieur le curé,

En prenant acte de votre serment, le Conseil d'Etat est convaincu que la paroisse de Lancy, qui vous a élu, n'aura qu'à se féliciter de son choix, et, en particulier, que vous saurez allier une attitude conciliante au zèle que vous mettrez à remplir vos honorables fonctions.

La cérémonie d'installation du prêtre libéral de Lancy a été faite par l'évêque national de l'Eglise chrétienne suisse, M. *Herzog*.

★ ★ ★

Le village de Lancy a été habité par plusieurs personnages qui se sont distingués dans le pays et à l'étranger.

Outre ceux précédemment cités, c'est au cimetière communal que nous irons d'abord nous inspirer du souvenir de plusieurs d'entre eux.

Ici, c'est un monument consacré par une veuve à son mari, destiné à rappeler à leur jeune fils la mémoire d'un père vertueux. C'est le tombeau de Louis-Benoît *Mâcon*, né à Lyon, le 11 septembre 1776, marié à Louise Bénit, mort à Lancy, le 12 Juin 1839. L.-B. Mâcon prit du service en France en 1790 et devint chef de bataillon. Il servit avec bravoure jusqu'en 1830.

Ses mérites furent récompensés par les titres de chevalier de la Légion d'honneur et de St-Louis; il fut aussi décoré de l'ordre de St-Ferdinand d'Espagne. C'était un caractère loyal et bienveillant, aimé et estimé de tous ceux qui l'ont connu.

Son fils, Louis Maçon, né à Lancy, le 4 décembre 1836, a été longtemps correspondant de plusieurs journaux libéraux de la Suisse. En résidence à Paris, il s'y est acquis une haute réputation parmi les principaux hommes de lettres et journalistes.

Le 7 janvier 1869, Lancy vit s'éteindre un de ses plus actifs communiens, M. Louis Bénit, né à Lancy, le 8 décembre 1798 (18 frimaire, an XII). — Maire de la commune, député au Grand Conseil, docteur-médecin, le canton de Genève a perdu en M. Bénit un citoyen dévoué, chez lequel se sont toujours parfaitement conciliés les intérêts généraux du pays et son attachement sincère à la religion à laquelle il appartenait. Comme docteur-médecin, il était aussi estimé de tous ceux qui faisaient appel à sa science et à son dévouement. Ses concitoyens de Lancy savent quelle ardeur il apportait aux intérêts de cette commune et avec quelle vigilance il s'acquittait de son mandat. — Il était donc de toute justice de rappeler ici le souvenir de cet homme de bien.

La dépouille mortelle du docteur Bénit repose au cimetière de Lancy, près les tombes de membres de sa famille.

Plus loin, un bloc érigé par des amis politiques à l'éternelle mémoire de Edouard-Auguste soit Edward Lombard-Martin.

Il était fils de Jean-Pierre Lombard-Martin et de Thérèse De Lamorte, se maria à Genève le 15 août 1863 à Amélie Jourdan et mourut à Lancy le 18 avril 1871.

Lombard-Martin, d'origine américaine, naquit à Die (Drôme), le 9 février 1833. Esprit ardent, démocrate zélé et convaincu, E.-A. Lombard-Martin, après avoir fait des études médicales

en Amérique où il séjourna et se fit naturaliser, se voua pendant quelques années à la carrière de la publicité politique ; ses fortes convictions, son caractère énergique et élevé, lui acquirent l'estime générale.

Appelé ensuite comme professeur dans le Jura bernois, puis, de là, à Florence, il trouva dans la démocratie italienne et l'amitié de Garibaldi, une satisfaction à ses larges aspirations progressives et à son ardeur philosophique toute méridionale.

A Florence, il collaborait à diverses publications périodiques ; ses articles étaient toujours marqués de convictions franches et profondes et d'une grande vigueur.

Lors de l'expédition garibaldienne, qui aboutit à Mentana, il suivit l'armée comme chirurgien-volontaire ; son dévouement autant que ses services furent vivement appréciés. L'appel du glorieux patriote italien pour la défense de la République française ne devait pas laisser Lombard-Martin indifférent ; dans cette grande circonstance, son dévouement put s'exercer encore envers les malheureux blessés des deux armées, dans les champs de la Bourgogne, comme dans ceux de la Campanie.

La paix faite, il vint passer dans notre pays, qu'il considérait comme le sien, quelques jours de repos dans ce riant village de Lancy, où une affection aiguë (fluxion de poitrine) devait prématurément l'emporter en quelques jours. Il collabora au journal radical *la Nation suisse* qui avait à sa direction le citoyen James Fazy.

On doit à Lombard-Martin une série de publications de divers genres imprimées à New-Orléans, à Genève, Carouge, Fribourg, Chambéry et Paris : *Djesar-Pacha-Bessa, Nouvelles*, en 1854 ; *Poésies*, en 1858 ; *Noir puis Blanc, roman*, en 1859 ; *Un mot sur les 22 et 23 avril 1860*, en 1860 ; *Paul et Marie*,

Nouvelle, en 1861, et, même année, *Les Français à Genève* ; *La dernière exécution capitale* ; *La peine de mort* ; *La Savoie pour la Savoie*, en 1862 ; *Le Cormoran*, drame, en 1863, et, même année, un *Précis historique sur la Pologne*, rédigé sur les notes du comte Ladislas Stroynowski, touchant le mouvement national et l'insurrection de 1860 à 1863 ; *Taramara, scènes genevoises*, en 1864 ; *La Fête des Vignerons*, en 1865 ; un *Manuel de Sténographie, d'après la méthode américaine*, en 1866 ; un *Rapport sur l'écriture phonétique*, en 1867. Son *Précis historique sur l'insurrection romaine, opérations militaires dans la province de Viterbe, durant la campagne de 1867*, publié en 1868, eut un certain retentissement. Le général Garibaldi et d'autres illustrations lui en témoignèrent de grands éloges. Malade, cet écrivain, d'une activité dévorante, travaillait à un livre d'*Etudes d'économie sociale* traitant *De la valeur et de l'utilité des choses et des actions*.

Enlevé à une noble carrière, à la fleur de l'âge, Lombard-Martin fut une perte sérieuse pour la cause de la liberté.

Une nombreuse assistance de citoyens prit part, le dimanche 21 avril 1872, à l'inauguration du monument qui recouvre sa tombe, et la rédaction du journal radical, dirigé par James Fazy, *la Suisse radicale*, s'y fit représenter par l'auteur de ces lignes, ami politique du regretté et dévoué républicain dont le souvenir restera désormais attaché au nom de Lancy.

Nous voici en présence d'un monument dont la sévère simplicité nous a frappé ; c'est celui qui marque la tombe de Charles Friderich, ancien conseiller d'Etat de notre République. La pierre porte cette brève indication :

CHARLES FRIDERICH

1828—1880

Ce citoyen distingué fit ses études dans les établissements de notre pays. Il prit une part active à la Constituante de 1862. Comme avocat, appartenant au parti conservateur, il fut choisi pour défendre les accusés de ce parti par devant les Assises fédérales tenues à Genève ensuite des évènements du 22 août 1864. Appelé au Grand Conseil, il s'y fit remarquer par son éloquence et ses hautes aptitudes. Au Conseil d'Etat, il fut, à diverses périodes, chargé du Département militaire et du Département de l'Instruction publique. Il représenta également le canton de Genève dans les Chambres fédérales, comme député au Conseil national.

L'Etat de Genève lui confia ses intérêts dans deux questions assez délicates ; celles des procès relatifs aux *Eaux du Léman* et des *Biens des corporations religieuses supprimées*.

Il fut frappé d'apoplexie le 9 janvier 1880 dans un café de Genève, où il s'était rendu au sortir d'une plaidoirie.

Le 12 janvier, ses obsèques eurent lieu à Lancy. Le Conseil d'Etat, le Grand Conseil, le barreau, un certain nombre de sociétés politiques, militaires et civiles, une foule de citoyens appartenant aux diverses opinions, ont rendu hommage à la dépouille mortelle du magistrat citoyen.

Oubliant les fautes personnelles que son ardeur de parti lui fit commettre, nous répéterons avec MM. Vautier Moïse, conseiller d'Etat, et Rutty Jacques, avocat, secrétaire du Grand Conseil, ces appréciations portées sur le défunt au bord de sa tombe :

C'était un homme de cœur et de dévouement qui, pendant une vie consacrée jusqu'au bout à une incessante activité, a donné des preuves de son attachement à la Suisse, au canton de Genève, à ses amis et à sa famille, de même qu'à tous ceux qu'il a obligés de la manière la plus désintéressée. Il était fils de ses œuvres, et cela, par un opiniâtre travail. Par ses con-

naissances étendues en matière de législation, on le comptait au nombre des meilleurs jurisconsultes du pays. Il était spécialement favorisé du don de la parole; aussi était-il toujours écouté avec la plus grande attention dans les assemblées, les réunions et les fêtes nationales.

Quoique conservateur, Friderich, en présence des circonstances spéciales dans lesquelles le pays se trouva placé ne craignit pas de servir de trait-d'union entre les deux grands partis politiques du canton de Genève. Cette franche conduite lui aliéna quelques sympathies dans le groupe des vieux conservateurs genevois.

Mais Friderich, au caractère hardi, ne se soucia pas de cette défection; il comprit que le bien du pays devait parfois exiger certains sacrifices, et à l'esprit de parti, contraire à une telle tendance, il opposa courageusement et sa raison, et son cordial et patriotique appui.

Que son souvenir reste vivace dans cette commune de Lancy près de laquelle ce vigoureux patriote était venu jouir du calme et du seul vrai bonheur dans les franches joies de l'intérieur et de la famille (1).

D'autres monuments funéraires nous reportent à la mémoire de Louis Burgy, dont les ancêtres ont joué un certain rôle dans la municipalité de Lancy. — Louis Burgy, né à Lancy, le 20 juillet 1798, y mourut le 5 août 1868. Il servit le pays avec distinction; le 6 mai 1820, il fut appelé second sous-lieutenant; le 1^{er} mai 1825, premier sous-lieutenant; lieutenant le 18 mai 1827; capitaine le 29 avril 1832; major le 14 mai 1839; commandant de bataillon avec rang de lieutenant-colo-

(1) Il naquit à Genève le 20 mars 1828, de Charles-Joseph Friderich et de Christine-Madeleine Chappuis. En 1872, le 30 mars, il contracta mariage avec Louise Christine Linck.

nel le 25 avril 1843 ; enfin lieutenant-colonel sans commandement le 20 juillet 1860.

Du peintre G. S. Saltzmann, originaire de Colmar, né en 1811, mort à Genève en 1872 ; de Jean-Pierre Mallet, né en 1796, décédé à Lancy, le 6 décembre 1874 ; de Charles Juste Blochmann, né le 19 février 1786 à Reichstadt (Saxe), décédé à Genève le 31 mai 1855.

Citons encore parmi ceux qui se sont occupés des sciences et des lettres, Nicolas-Henri *Nakwaski*, fils d'un éminent pros- crit polonais, auteur de travaux sur la culture des plantes oléa- gineuses en Picardie et sur différentes manières d'en extraire l'huile. En relations avec plusieurs savants de son pays, il fit don à l'Institut national genevois de divers ouvrages en recon- naissance de son admission comme membre honoraire. L'Ins- titut le délégua à divers congrès, entr'autres celui de Bruxelles. Il publia en 1876, avec la collaboration de Paul de *Grenus*, un « rapport sur les congrès internationaux de bienfaisance et des réformes douanières ainsi que sur l'exposition d'écono- mie domestique de Bruxelles ». Le numismate anglais An- thony Durand choisit Lancy pour sa résidence. En 1871, il figure parmi les membres correspondants de la *Société florimontane d'Annecy*, à laquelle il fit hommage de ses deux volumes sur les *médailles et jetons des numismates*. Ces exem- plaires uniques renferment un grand nombre d'additions res- tées inédites, une quantité de gravures tirées sur chine, des calques et des photographies. Il donna encore à la *Société florimontane* une collection de huit cent vingt-deux lettres, offrant pour la plupart des documents d'un grand intérêt. Parmi ces autographes, on trouve les noms des plus célèbres numisma- tes français, anglais, belges, hollandais, allemands, suisses, italiens, russes et suédois.

Le Docteur *Bouvier* Jean-Louis, de Lancy, auteur de la *Flore*

des Alpes et du bassin du Léman ; l'ex-curé de Versoix, François *Guillermín*, ancien secrétaire de l'évêque d'Annecy, M^{re} Rendu, dont il a écrit la vie ; les professeurs *Soret* et *Marignac* qui ont habité Lancy, ainsi que beaucoup d'autres personnes dont nous voudrions pouvoir citer les noms, mériteraient ici une mention spéciale

Par arrêté du Conseil d'Etat du 2 juillet 1850, le Cadastre institué par la loi du 1^{er} février 1841, fut déclaré définitif pour la commune de Lancy (1). La bibliothèque communale date de la dite année 1850.

En 1870, le recensement fédéral établit ainsi la position de Lancy : 169 maisons habitées, avec 232 ménages et 1104 habitants. — La population de fait est réduite à 1099 habitants dont 526 hommes et garçons et 573 femmes et filles. — Dans ce nombre d'habitants on compte : 292 bourgeois ou ressortissants de la commune ; 220 ressortissants d'autres communes ; 77 Suisses d'autres cantons et 510 étrangers. — Il y avait 820 catholiques, 265 protestants et 14 personnes appartenant à d'autres confessions.

Lancy a été administré par une série de citoyens dont il est juste de rappeler les noms.

Ont été successivement maires de la commune de Lancy, de 1811 à 1881 :

MM. Montillet Victor, Marignac Jacob, Bénit Hyacinthe, Burgy L., Rey dit Redet Joseph, Vignier Georges, Pictet Charles-René, Ducimetière Jean, Sauttier Jean, Viguet Jean-Pierre-Gabriel, Bénit Pierre-Louis, Wissner Georges-Henri.

Ont rempli les fonctions d'adjoints :

MM. Rey dit Redet Joseph, Duvillard Jean-Claude, Duci-

(1) Le 8 décembre 1843, le Grand Conseil vota une loi sur un changement de circonscription des communes de Compesières et de Lancy, à Posay (*Recueil des lois*, 1843, vol. 29, p. 260.)

metière Jean, Burgy Louis, Genequand Jean-Louis, Viguet Jean-Pierre-Gabriel, Rœhrich Jacques-F., Comte Joseph, aîné, Wissner Georges-Henri, Mégard Joseph, Guillermin Etienne, Gillet Louis, Crottet François, Martel Prosper, David Pierre-François, Schauffelberger Jérôme.

Le maire actuellement en charge, M. Henri *Wissner*, maître menuisier-ébéniste et propriétaire, — de la religion protestante, fonctionne depuis 27 années. — Cet administrateur consciencieux et dévoué s'est acquis une profonde estime de la part de ses administrés de toutes opinions politiques et religieuses. Ses concitoyens lui ont donné la preuve la plus entière de cette sympathie toute filiale en le conservant aussi longtemps à la charge honorable qu'il remplit avec autant de distinction que d'impartialité.

Lors de la cérémonie de distribution des prix qui eut lieu le 15 juillet 1879, les habitants de Lancy lui firent remettre une coupe d'argent à titre d'hommage pour ses longs et bons services et de la considération générale attachée à sa personne.

Deux établissements contribuent à étendre la bonne réputation du village de Lancy et à sa prospérité.

Le premier, c'est le *Pensionnat de jeunes gens*, dirigé par M. Ch. *Haccius*, docteur en philosophie. Ce pensionnat, qui jouit d'une haute renommée, a été fondé en 1853. — Situé sur la colline au levant, la vue s'étend de là sur la ville, ses environs et la belle vallée renfermée entre les Alpes et le Jura ; l'établissement offre tous les avantages et les agréments de la campagne, sans priver les élèves des ressources que présente la ville. Les bâtiments sont entourés de vastes jardins qu'ombragent de hauts tilleuls, des platanes et des marronniers superbes. Une place réservée pour les jeux des élèves se trouve devant la maison principale ; une spacieuse prairie appartenant à l'établissement sert également aux récréations.

L'air pur et fortifiant dont on jouit dans le riant village de Lancy fait que l'état sanitaire des élèves ne laisse rien à désirer.

Les bâtiments du pensionnat, parfaitement distribués, répondent à leur destination.

Le but que poursuit cette maison d'éducation est le développement harmonieux des facultés intellectuelles, morales et physiques des élèves qui lui sont confiés. L'individualité de chaque élève et la carrière à laquelle il se destine, sont l'objet de l'étude, des égards et de la sollicitude particulière du directeur.

Les élèves sont regardés comme membres de la famille du directeur et traités comme tels. La discipline est ferme, mais paternelle; la surveillance consciencieuse, sans être pénible.

Des exercices quotidiens de gymnastique, pratiqués dans un bâtiment spécial, complètement agencé dans ce but et chauffé en hiver, contribuent au *développement physique* des élèves. Des exercices ont lieu sous la direction d'un maître spécial de gymnastique et d'escrime.

A ces avantages se joignent, dans la belle saison, les bains hygiéniques dans le *Lac* et dans l'*Arve*, ainsi que les promenades et excursions dans les charmants environs de Genève.

Le Directeur s'est adjoint, comme collaborateurs, des *professeurs* français, allemands et anglais, aussi capables qu'expérimentés.

Comme la plupart des langues de l'Europe sont représentées dans le pensionnat, aussi bien par le corps des professeurs que par la nationalité des élèves, ceux-ci trouvent l'occasion la plus favorable d'apprendre ces diverses langues. Quant à l'instruction, l'enseignement se partage en deux branches : un cours spécial et un cours classique, avec un programme des plus étendus.

Ajoutons que le programme de gymnastique permet aux

élèves de se préparer avantageusement aux examens du *volontariat* militaire.

Les élèves reçoivent l'*instruction religieuse* selon la confession à laquelle ils appartiennent.

Sur toutes les matières qu'ils ont étudiées pendant l'année, les élèves subissent un examen détaillé.

Les vacances du pensionnat durent six semaines.

Les élèves qui ne passent pas ces vacances auprès de leurs parents, peuvent rester au pensionnat, ou bien prendre part, avec l'autorisation de leurs parents, à un voyage qui est fait ordinairement, pendant ce temps, sous la conduite d'un ou de plusieurs professeurs.

A part ces vacances, le cours des études n'est interrompu que pendant quelques jours, à l'époque des grandes fêtes de Noël et de Pâques.

Les conditions d'admission sont excessivement modestes, relativement aux sacrifices imposés à M. Haccius : le prix de la pension est de 1,800 fr. ; le linge de table et de literie est fourni aux élèves. On paie pour cette fourniture, pour le blanchissage et le raccommodage du linge et des habits, une somme de 50 fr. par trimestre.

Les leçons d'italien, d'espagnol, de russe, de musique, de dessin, de danse, d'escrime et d'équitation se paient à part.

Chaque trimestre les parents reçoivent le compte des dépenses faites par les élèves.

Le départ d'un élève du pensionnat doit être annoncé deux mois à l'avance.

Nous le répétons, renommée extérieure et considération locale sont les titres de l'établissement auquel M. le docteur Ch. Haccius voue son talent et ses soins affectueux.

.
Le second établissement à citer est la *Laiterie modèle*, diri-

gée par M. C. *Haccius*, fils. Cette laiterie n'est pas seulement une étable où l'on a réuni un certain nombre de vaches choisies ; elle se distingue de tout ce qui existe en ce genre dans notre pays, par l'application des connaissances scientifiques modernes à la production et à la conservation du lait.

Il résulte des conditions d'installation et de la tenue de cet utile établissement qu'il se trouve, chaque jour, en mesure de livrer au public un lait garanti pur et d'autant plus facile à conserver. Les enfants, les personnes délicates ou âgées trouvent dans ce lait un aliment précieux. Ce sont eux, particulièrement, qui bénéficient des perfectionnements qui distinguent la *Laiterie modèle de Lancy*.

M. C. *Haccius* fils rend au public un service incontestable ; son établissement si bien dirigé, devient un modèle bien de nature à exciter chez le propriétaire ou le fermier rural plus de goût dans la tenue des locaux et du matériel et aussi des soins plus intelligents envers les animaux.



Une chapelle assez vaste, avec presbytère, est actuellement en construction au centre du village de Lancy, pour l'usage des catholiques-romains (1).

(1) Cette nouvelle chapelle ou église a été consacrée au culte par M. le vicaire général Fleury, comme représentant de l'évêque Gaspard Mermillod, le dimanche 28 mai 1882, fête de Pentecôte. Elle est dédiée à la Sainte-Trinité et à *Saint-Michel*, archange. Voilà *Saint-Georges* et *Saint-Christophe* oubliés à Lancy?... L'archange Michel est représenté par une statue placée au fond de l'abside ; il tient le glaive en main et le pied sur la gorge écrasée de *Lucifer*. Le *Courrier de Genève*, journal conservateur romain (du mardi 30 mai), fournit des détails sur cette cérémonie de consécration, complétés par le curieux cantique composé pour la circonstance par M. le curé Antoine *Berthier*.

Malgré que la population de Lancy forme trois catégories au point de vue religieux, les habitants vivent actuellement dans la concorde, grâce au bienfait de l'instruction publique et à l'unité du sentiment national.

Tant que ce dernier sentiment dominera la divergence des croyances, les communiers de Lancy, sans distinction d'opinion politique ou religieuse, se tendront une main fraternelle.

C'est le vœu que nous formons pour le bonheur de la Patrie, la paix et la prospérité de tous dans cette charmante commune de Lancy.

C. FONTAINE-BORGEL.

ORIGINE

DES

IDÉES POLITIQUES DE ROUSSEAU ⁽¹⁾

Par M. Jules VUY

Vice-président de l'Institut Genevois

(Troisième mémoire)

Deux mémoires, insérés dans les publications de l'Institut genevois (2), ont abordé, sur l'*origine des idées politiques de Rousseau*, des questions nouvelles et d'un haut intérêt; on ne saurait, en effet, méconnaître l'importance des recherches relatives au *Contrat social* et à l'écrivain de génie qui a été en quelque sorte, dans les temps modernes, le porte-drapeau de la démocratie, « à l'inspirateur immédiat et direct, comme on l'a dit récemment, de la déclaration des droits de l'homme. »

Le premier mémoire a établi, par une série de preuves concordantes et de textes indiscutables, émanant en particulier

(1) Ce mémoire figurait à l'ordre du jour de la séance générale et publique de l'Institut genevois, tenue à Genève le 23 mai 1881, et il a été lu en partie, à Lausanne, le premier juin suivant, dans la séance annuelle de la Société d'histoire de la Suisse romande.

(2) *Bulletin de l'Institut genevois*. Tome XXIII, p. 19-44, et Tome XXIV, p. 174-204. Ces deux mémoires ont été tirés à part.

de Rousseau lui-même, que les principes les plus saillants de ses théories politiques ont été empruntés par lui aux franchises nationales (1), la plupart déjà bien anciennes, que promulgua dans Genève, en 1387, le prince-évêque, Adémar Fabri (2); on sait que le nom de ce prélat est demeuré populaire, malgré les siècles qui nous séparent de lui, malgré l'existence plus d'une fois orageuse d'une ville qui a vu se dérouler tour à tour, dans son enceinte, la révolution religieuse du seizième siècle, plus radicale à Genève que partout ailleurs, et la grande révolution politique de la fin du siècle dernier. Comme les libertés de l'Angleterre, les libertés genevoises ont leur source dans le moyen âge (3).

Le deuxième mémoire a prouvé, d'une manière catégorique, que, dans une controverse qui précéda, de peu d'années, la publication du *Contrat social*, les principes essentiels de cet ouvrage avaient déjà été émis et discutés dans Genève, avant d'être répandus et popularisés par le talent de Rousseau; elle a établi que le débat fameux qui s'éleva entre ce dernier et le procureur général Tronchin avait eu lieu auparavant, sur les mêmes bases et au fond avec les mêmes idées, entre l'avocat Tronchin-Boissier (qui devint bientôt le procureur général Tronchin), et Jacques-François Deluc père, un Genevois de l'opposition, ami intime de Rousseau.

En terminant ce deuxième mémoire, après avoir fait allu-

(1) « *A la constitution primitive du gouvernement de Genève.* » *Huitième lettre écrite de la montagne.*

(2) Le *Citadin de Genève*, publication calviniste, semi-officielle, destinée à combattre les prétentions de la maison de Savoie sur Genève, cite Adémar Fabri, à plusieurs reprises.

(3) *Correspondant*. Livraison du vingt-cinq juillet 1878, p. 359.

sion aux nombreuses brochures publiées, soit avant, soit après le *Contrat social*, je m'exprimais ainsi :

« Il serait plus intéressant peut-être d'examiner attentive-
« ment et avec soin... comment l'idée d'Adémar Fabri, qui
« était sage et libérale, qui comportait l'union et la concorde
« entre la population et le pouvoir, est devenue plus tard
« une idée radicale, extrême, hostile aux gouvernements et
« révolutionnaire, ce qu'elle n'était pas dans l'origine. Cette
« transformation si importante, quelles causes l'ont fait naître ?
« Quels événements ont contribué à l'établir et quelle expli-
« cation satisfaisante peut-on en donner ? »

Dans un rapport présenté à l'Académie des sciences morales et politiques de France (1), l'illustre et sympathique vice-président de ce corps savant estime que « ces questions sont assurément d'une grande importance » et il est à désirer, suivant lui, qu'après me les être posées, je m'applique à les résoudre. Ce désir si bienveillant est pour moi un encouragement des plus précieux ; je veux essayer d'en tenir compte, aussi sommairement que possible, dans la limite de mes forces.

Encore à cet égard, l'étude attentive de l'histoire de Genève, est indispensable ; elle seule peut fournir le fil conducteur, en nous faisant comparer, au point de vue politique, deux époques éloignées de cette histoire ; je veux parler des deux époques dont il est constamment question dans la polémique si vive entre Rousseau et le procureur général Tronchin, et dans la longue polémique genevoise qui en fut la suite, c'est-à-dire l'année 1387, date des franchises, et l'année 1420, qui rappelle un célèbre Conseil général, d'une part, le milieu du dix-huitième siècle ou l'époque du *Contrat social*, de l'autre, soit la vieille Genève et la Genève calviniste.

(1) Ce rapport est reproduit textuellement à la fin du présent mémoire.

Comme on le voit, mon intention est de suivre précisément la route que m'indiquent les deux habiles adversaires ; peut-être ainsi pourrai-je mieux saisir ce qu'ils ont voulu, ce qu'ils ont pensé, ce qu'a pensé avant tout l'auteur du *Contrat social*, et quelle portée devaient avoir, suivant lui, dans le dix-huitième siècle, ces principes qu'il empruntait à la Genève du quatorzième, en les modifiant plus ou moins, suivant la différence des temps.

« Pour bien étudier les lois politiques d'un Etat moderne, « *il faut les prendre à leur origine* et suivre l'ordre de leur « composition. *Cela est surtout vrai des petits gouvernements « comme celui de Genève.* »

J'emprunte textuellement ces paroles aux manuscrits de Rousseau, conservés dans la bibliothèque de Neuchâtel, et j'aurai l'occasion, dans ce travail, de les citer encore très souvent (1).

Au fond, ce passage de Rousseau, c'est exactement ce qu'avaient dit les *Lettres anonymes* répandues à Genève, en 1718 : « *Quelle règle suivre pour découvrir ce qu'était notre ancienne forme de gouvernement, notre ancienne Constitution, si ce n'est de remonter à l'origine de notre Constitution ?* »

C'est ce que Montesquieu exprime d'une manière plus générale : « Il faut éclairer l'histoire par les lois, et les lois par l'histoire (2). »

Au point de vue de ses tempêtes, de ses révolutions, de ses luttes civiles longues et opiniâtres, l'histoire de Genève est des plus instructives ; l'intérêt qu'elle présente ressort avec plus d'évidence encore lorsqu'il s'agit spécialement de Jean-Jacques Rousseau ; c'est là qu'il reçut ses premières impres-

(1) *Revue suisse*, 1861, p. 39.

(2) *Esprit des lois*, XXXI, 2.

sions, c'est en vue de sa ville natale qu'il a rédigé et publié ses écrits politiques. L'étude de cette histoire est donc indispensable pour bien comprendre le *Contrat social*, pour saisir plus d'un point qui, sans cela, nous échappe.

Dans cette étude, on me permettra de laisser à dessein de côté les considérations secondaires, les détails, je me bornerai aux grands traits, je laisserai parler le contraste saillant entre deux civilisations profondément différentes, dans la même ville, à quelques siècles de distance ; malheureusement, cette histoire est encore à faire. Pour le dix-huitième siècle, elle est trop rapprochée de nous et loin d'être suffisamment étudiée ; pour les temps antérieurs à la réformation, elle est superficiellement connue, elle a été même systématiquement dénaturée par deux écrivains à gage du gouvernement de Genève, Froment et Bonivard. Au dire d'un historien très calviniste, Michel Roset (1), *leurs œuvres sont farcies de choses contraires à la vérité*.

I

De tous les principes mis en avant, il y a quelques siècles, et qui contribuèrent peu à peu à saper les institutions féodales et à nous acheminer vers la civilisation moderne, il en est un dont l'importance a été des plus grandes. Lorsque les villes libres augmentèrent notablement en Europe, que nombre de communes jurées, plus ou moins indépendantes, s'établirent çà et là, à cette époque extrêmement intéressante, qu'on pourrait appeler la grande révolution du moyen âge, on admit, dans une large mesure, le principe que *le droit de bourgeoisie s'acquerrait par demeure d'an et jour* ; ce qui avait été introduit,

(1) Amédée Rogel, *Histoire du peuple de Genève*, Tome VI, p. 290.

dit Loisel (1), en faveur des serfs, pour qu'ils pussent parvenir à la franchise et que les villes se peuplassent. Ce principe fécond tendit à vivifier les communes libres, il ouvrit une large porte à l'émancipation des taillables et corvéables qui saisirent avec empressement, souvent avec habileté et persévérance, les occasions favorables d'en profiter. Comme tous les principes nouveaux qui touchent à de graves intérêts, qui tendent à modifier puissamment l'état de la société, il ne passa point, en quelque manière, d'emblée et sans contestation.

Lorsque les franchises d'Adémar Fabri furent promulguées, en 1387, Genève, ville impériale, n'avait, pour ainsi dire, pas de territoire; elle était entourée, à quelques kilomètres de distance, d'un cercle de petites villes avec lesquelles elle avait contracté des espèces d'alliances dont l'origine se perd dans la nuit des temps. Elle recrutait essentiellement sa population dans des contrées dont elle était, par sa position, comme la capitale naturelle.

Le principe de la *demeure d'an et jour* joua, dans ces circonstances, un rôle dont on ne saurait calculer la portée; il alimenta sa population d'hommes qui avaient à peu près les mêmes mœurs, le même degré de civilisation, et qui lui étaient essentiellement sympathiques. Elle trouva en eux de vivants soutiens de l'indépendance genevoise. Dans sa fameuse requête pour obtenir droit de juridiction sur la ville du Léman, Amédée VIII articulait que la majeure partie de ses habitants était d'origine étrangère; c'est assez dire quelle influence prépondérante avait ce principe dont l'importance

(1) *Institutes coutumières*, avec notes d'Eusèbe de Laurière. Paris, 1758. Tome I, p. 70.

était capitale pour Genève; c'était, on peut l'affirmer, une question de vie ou de mort pour la ville impériale.

Introduits dans Genève, comme des enfants de la famille, les nouveaux habitants étaient accueillis avec une largeur dont nous n'avons plus aujourd'hui aucune idée; après un séjour d'une courte durée, ils étaient assimilés aux citoyens et mis sur le même pied qu'eux. En fort peu de temps, il n'existait plus aucune différence entre ceux qui étaient nés à Genève et ceux qui, nés hors de ses murs, venaient partager sa destinée et défendre son indépendance. Comme l'a fort bien remarqué Rousseau lui-même, « il n'y avait aucune inégalité de droit dans la bourgeoisie. Car alors la différence des citoyens aux bourgeois n'existait pas, et tous pouvaient également parvenir aux charges..... le mot de *natif* n'était pas plus connu que celui de citoyen (1). »

Ailleurs, il s'exprime ainsi, en parlant de Genève: « Son administration municipale était aussi *démocratique qu'il était possible. Le peuple ne reconnaissait ni classes ni privilèges, ni aucune inégalité parmi ses membres.* Il agissait ou par lui-même en Conseil général, ou par ses procureurs appelés *syndics*, qu'il élisait annuellement, et qui lui rendaient compte de leur administration; *nul ordre intermédiaire ne s'interposait entre eux et lui, et c'est là le vrai caractère de la démocratie* (2). »

On alla même plus loin; des citoyens de Genève, libres dans la ville impériale, obtinrent les plus hautes dignités

(1) *Revue suisse*, 1861, p. 463,

(2) *Revue suisse*, 1861, p. 462... « *La grande famille dont tous les membres sont naturellement égaux,* » — « *L'égalité naturelle entre les hommes.* » Rousseau. *De l'économie politique. OEuvres de Rousseau.* III, p. 278, 283. (Edition Hachette.)

dans la bourgeoisie, devinrent les présidents et les administrateurs de la commune, tout en restant, bien des années encore, taillables ou corvéables dans la localité dont ils étaient originaires; on vit aussi, les villes italiennes nous offrent des exemples analogues, un étranger élu syndic de Genève. Où trouver de nos jours des exemples semblables? C'est une largeur inconnue de notre temps.

Il est inutile d'ajouter que je ne parle point du moyen âge en général, que je signale seulement, dans ces villes libres qui existaient alors çà et là, comme des îles dans la mer, un état social très-avancé, comportant l'examen et la discussion de problèmes ardu, de questions graves qu'on croirait, au premier abord, essentiellement modernes.

Une population ainsi composée était des plus homogènes, c'était une unité compacte, elle ne comptait pas dans son sein des classes différentes, tous les habitants de Genève siégeaient les uns à côté des autres, parfaitement égaux dans le Conseil général de la cité. Ce que nous appelons la vie publique se développait ainsi naturellement; un esprit éveillé et intelligent prenait part aux assemblées fréquentes de la bourgeoisie et les franchises locales ne manquaient pas de fermes défenseurs. Comme conséquence de cette vie publique, il y avait là, on le comprend, des traditions et des souvenirs qui servaient de premier et vigoureux contre-poids à la mobilité d'une organisation essentiellement démocratique.

Sous ce dernier rapport, on ne remarquait point, d'ordinaire, un entraînement exagéré; plus d'une fois, l'esprit de routine et les préjugés s'opposèrent à des innovations utiles qui devaient l'emporter, tôt ou tard, dans l'intérêt de Genève. Mentionnons, par exemple, l'aveugle opposition que fit, dans le quinzième siècle, la bourgeoisie de Genève, lorsqu'un prince-évêque de la maison de Savoie, devançant son époque, mit en

avant, contre vents et marée et contre les intérêts de sa propre famille, le projet d'alliance avec les villes suisses, et le fit aboutir par son énergie, malgré l'impopularité qui en fut pour lui la conséquence. C'est ce qui a fait dire avec raison à Rousseau, que Jean-Louis de Savoie *fonda la République* (1); de nos jours encore, on a vu avec surprise un honorable historien, M. Amédée Roget(2), nier l'existence de ce traité, malgré l'évidence des preuves, au moment même où il s'imprimait officiellement dans le grand recueil historique de la Suisse.

Cette démocratie municipale de Genève avait, d'ailleurs, même aux époques de schisme, un autre contre-poids puissant dont l'influence heureuse se fait sentir dans une immense contrée qui prend de plus en plus un développement extraordinaire, dans les Etats-Unis d'Amérique; le sentiment religieux a, dans cette grande république, sur toute la société, sur tous ses actes, sur la presse même, une influence des plus salutaires. Ce contre-poids existait aussi dans la Genève du quatorzième siècle.

Rappelons, d'un autre côté, que la commune genevoise, quoique fort libre dans ses allures, ne possédait pas une autorité absolue; le prince-évêque exerçait toujours les droits suprêmes de la souveraineté qui avaient été extrêmement restreints. Son pouvoir se faisait peu sentir, il avait gardé le droit de grâce, le droit de battre monnaie et quelques autres droits fort amoindris par une suite de concessions volontaires, il percevait certains revenus qu'il avait réduits considérablement en faveur des citoyens ou qu'il avait consenti à partager

(1) *Revue suisse*, 1861, p. 515, 516.

(2) *Les Suisses et Genève*, 1864, tome I, p. 48 et 405. M. Roget a dû reconnaître lui-même son erreur.

avec eux. Sa puissance, plutôt nominale qu'effective, était avant tout une puissance morale et respectée, d'autant plus grande qu'elle se faisait peu sentir, qu'elle était, pour la ville et pour les citoyens, un bouclier protecteur, qu'elle ne s'imposait point par la force ou la violence. Les princes-évêques de Genève ne s'entourèrent jamais, pour faire fléchir la volonté et l'indépendance des citoyens, d'une garnison armée, ils n'eurent pas de prétoriens à leur service. « Les évêques, dit « Rousseau, n'eurent jamais de garnison dans la ville, ni de « troupes à eux, ni l'autorité des armes. Ils n'imposèrent « jamais de peines capitales, ni par eux-mêmes, ni par leurs « officiers immédiats (1). »

Aux considérations qui précèdent, ajoutez une circonstance dont la portée frappe immédiatement celui qui a quelque notion de l'ancienne histoire de Genève, si négligée de nos jours.

Dans le treizième et le quatorzième siècles, Genève était entourée de trois souverainetés distinctes : deux petites souverainetés, plus ou moins faibles ou affaiblies par une série de guerres : le Faucigny et le comté de Genevois, et une troisième souveraineté qui grandissait peu à peu, se préparant à jouer un rôle de plus en plus prépondérant dans nos contrées, la Savoie. Entre ces souverainetés souvent ennemies, de graves événements se produisirent, il y eut entre elles de rudes chocs ; à plusieurs reprises, ces luttes violentes faillirent faire sombrer l'indépendance genevoise ; sans la prudence, l'énergie et le patriotisme des princes-évêques et du chapitre intelligent et instruit qui les assistait toujours, la barque de Saint-Pierre de Genève aurait chaviré vingt fois durant le moyen âge.

Les comtes de Savoie, — ils ne devinrent que plus tard

(1) *Revue suisse*, 1861, p. 147.

ducs et rois, — aspiraient en effet à obtenir la souveraineté de Genève ; cette ville, située au milieu de leurs Etats, et son beau quoique petit territoire convenaient fort à leur ambition. Soit dans le treizième siècle, sous Pierre de Savoie, surnommé *le petit Charlemagne*, soit dans une partie du siècle suivant, ils nouèrent, contre la ville impériale, un ensemble de menées habiles ; ils tâchèrent de s'emparer de l'esprit des citoyens et d'annexer Genève à leurs Etats. Ces menées sourdes étaient plus dangereuses que la force ouverte, et plus d'un s'y laissa prendre ; l'indépendance de Genève ne tint qu'à un fil, elle était à jamais perdue sans la mâle énergie des prélats. Plusieurs d'entre eux furent des hommes d'Etat d'un beau caractère et d'un vrai talent, animés d'un vif intérêt pour Genève et d'un grand patriotisme.

Lorsqu'en 1307, une guerre civile, opiniâtre et sanglante, éclata dans la ville impériale, que le parti de Savoie fut vainqueur, que les chefs du parti opposé furent pendus sur cette colline de Champel que le bûcher de Servet devait rendre plus tard tristement célèbre, c'en était fait de l'indépendance de Genève sans l'extrême fermeté du prince-évêque, Aymon du Quart. Ce fut lui qui, dans un long exil, tint ferme le drapeau genevois que, de gré ou de force, abandonnaient les citoyens ; c'est ce qui a fait dire justement à Rousseau (1) que « les Genevois avaient pour défenseurs leurs propres princes » et pour usurpateur un prince étranger. »

Les citoyens ne tardèrent pas à le comprendre, ils sentirent que le pouvoir épiscopal, dans son propre intérêt, loin d'être hostile à leurs franchises, était plutôt disposé à les étendre et à les développer ; ils en eurent bientôt une preuve irrécu-

(1) *Revue suisse*, 1861, p. 512.

sable. Ils avaient, en effet, des intérêts communs et suprêmes à défendre, dans un sentiment d'union et de concorde.

Telle était, dans ses grands traits et à vol d'oiseau, l'organisation de la ville impériale, lorsqu'en 1387, le prince-évêque, Adémar Fabri, prit l'initiative d'une mesure éminemment populaire, celle de réunir, en un seul recueil, les coutumes immémoriales de Genève (1), et d'ajouter, à la satisfaction de tous, aux vieilles franchises dont jouissaient déjà les citoyens, quelques dispositions nouvelles d'une haute portée, celles que Rousseau devait reproduire, dans un tout autre esprit, un peu moins de quatre siècles plus tard.

Il fut procédé à l'élaboration de ce grave travail, avec une intelligence et une maturité extraordinaires ; les formalités suivies dans ce but donnaient des garanties très sérieuses que j'ai rappelées ailleurs (2), et qu'il ne rentre point dans mon plan de reproduire en détail ici. On peut affirmer que, lorsqu'Etienne Dumont, l'ami de Mirabeau, rédigea le règlement remarquable qui régit le Grand Conseil de Genève, il s'inspira de la vieille charte genevoise qu'il avait étudiée de près et qui lui a servi comme de modèle (3).

Malheureusement, nous ne savons rien de direct sur les discussions qui eurent lieu à ce sujet, soit dans le chapitre de Saint-Pierre, soit parmi les citoyens genevois ; les sources de cette ancienne histoire n'abondent point, il a été perdu beaucoup de documents. Il en a été détruit davantage encore, surtout dans le seizième siècle, ainsi que divers auteurs protestants

(1) Les principales au moins, car le recueil de 1387 fait allusion lui-même à certaines coutumes qui n'ont pas été codifiées.

(2) *Bulletin de l'Institut genevois*. Tome XI, p. 246 et suivantes.

(3) *Albert de Montet, Dictionnaire biographique des Vaudois et des Genevois*, 1877, Tome I, p. 254.

(le Dr Chaponnière, le jurisconsulte Mallet), le reconnaissent avec une grande franchise, on a fait disparaître, entre autres, plusieurs anciennes chroniques genevoises qui eussent été des plus précieuses.

Ce que nous savons bien, c'est que les franchises, une fois promulguées par Adémar Fabri, furent immédiatement populaires et qu'elles ne cessèrent jamais de l'être jusques dans les temps modernes, elles le sont encore aujourd'hui. Après la lecture d'un document de ce genre, dit un des hommes d'Etat qui ont eu la plus grande influence sur Genève après Calvin, ne doit-on pas s'écrier comme Madame de Staël : « C'est la « liberté qui est ancienne et le despotisme qui est nouveau (1). » Rousseau déclare nettement lui-même que « cette pièce « authentique est considérée par la bourgeoisie de Genève « comme le fondement de sa liberté (2) » et, ailleurs, « que « ce monument n'est pas moins respectable aux Genevois « que ne l'est aux Anglais la grande charte encore plus « ancienne (3). »

Emettre l'opinion, comme l'a fait un peu à la légère un auteur allemand, qu'il dépendait du pouvoir épiscopal de supprimer à son gré les franchises, c'est commettre la plus grave erreur. Avant d'entrer en fonctions, le prince-évêque devait prêter serment de respecter les franchises et il ne lui aurait pas été possible, sans forfaire à l'honneur et à sa conscience, d'essayer de les enfreindre. Il y avait entre lui et les citoyens de Genève, une véritable convention, — convention tacite, tout au moins, — qui le liait de la manière la plus

(1) *James Fazy. Essai d'un précis de l'histoire de la République de Genève*, 1838, p. 45.

(2) *Revue suisse*, 1861, p. 463.

(3) *Huitième lettre écrite de la montagne*.

expresse. Au surplus, les citoyens furent toujours de vigilants gardiens de leurs libertés ; ils n'auraient pas permis qu'on y portât la moindre atteinte. Comment le prince-évêque, qui n'avait pas de force armée, aurait-il pu faire un coup d'Etat ?

Eu égard à cette époque lointaine (1), l'organisation de Genève était donc des plus libérales ; les *franchises civiles* (à prendre ce mot dans le sens le plus large), dont jouissaient les citoyens genevois, étaient des plus étendues ; elles n'étaient pas les seules ou à peu près les seules, comme semble le croire l'auteur allemand, leurs *franchises politiques* étaient loin aussi d'être insignifiantes. Ils avaient le droit de se réunir en assemblées générales, de prendre des décisions comme corps moral, de nommer des représentants qui émettaient et promulguaient des règlements obligatoires dans la cité, ils participaient directement à l'administration de la justice civile et criminelle, ils pouvaient établir des impôts dans l'intérêt de la communauté, leur consentement était requis lorsqu'il s'agissait de battre monnaie, ils avaient, en un seul mot, un certain nombre de droits véritablement importants ; ils participaient ainsi dans une large mesure, à la souveraineté même. C'est de l'ensemble de ces droits que parlait Rousseau, à propos du quatorzième siècle, lorsqu'il se servait, comme il l'a fait à plusieurs reprises, de l'expression *la liberté*. C'est la même expression que j'ai employée moi-même, après lui, pour désigner l'ensemble des franchises dont jouissaient les citoyens genevois.

Quoiqu'il en soit, l'organisation politique de Genève dans le quatorzième siècle, n'était point, comme on le voit, taillée avec art, logiquement, symétriquement, ainsi que pourrait

(1) « Transporter dans des siècles reculés, a dit Montesquieu, toutes les idées du siècle où l'on vit, c'est des sources de l'erreur celle qui est la plus féconde. » *Esprit des lois*, XXX, 14.

l'être une construction moderne, absolument nouvelle et pour l'édification de laquelle l'architecte aurait eu pleine liberté. Il y avait plutôt, dans la ville impériale, une espèce de pondération établie par le temps lui-même, par les événements, par de longues luttes entre des pouvoirs divers, en un mot, par une suite de circonstances ; sous ce rapport, cette pondération rappelait de loin l'Angleterre, si l'attachement des citoyens à la charte d'Adémar Fabri rappelait celui des Anglais à leur grande charte, c'est-à-dire à leurs vieilles franchises nationales.

En remontant ainsi à la source même du gouvernement, en éclairant, suivant le conseil de Rousseau, ce qui existait par ce qui s'était passé depuis longtemps (1), nous pourrions mieux comprendre quelle a été, au moment de la promulgation des franchises de 1387, la signification et la portée de ces principes nouveaux qu'Adémar Fabri introduisit dans Genève, qu'il emprunta à une localité obscure et que l'auteur du *Contrat social* devait lui emprunter à son tour. Ces dispositions par lesquelles le prince-évêque déchirait, en faveur des citoyens, le parchemin féodal, donnaient au prélat et à ses successeurs tout le prestige de la popularité ; elles proclamaient solennellement que les princes-évêques étaient disposés non-seulement à respecter les libertés genevoises, mais aussi à les développer ; elles avaient encore une autre signification, qui n'a pas été suffisamment remarquée et qui a un caractère saillant. Elles opposaient une digue infranchissable, *perpétuelle*, aux prétentions séculaires de la maison de Savoie sur la souveraineté de Genève, elles déclaraient d'avance nuls et sans valeur tous projets contraires à la pleine indépendance de la

(1) *Revue suisse*, 1861, p. 39.

ville impériale, même s'ils étaient momentanément couronnés de succès.

Ces différentes causes expliquent, de la manière la plus satisfaisante, l'immense faveur avec laquelle elles furent reçues, la constante popularité dont elles jouirent, notamment dans le dix-huitième siècle, malgré les efforts du Petit Conseil pour les faire oublier, malgré le dédain que les partisans de ce corps et le procureur général Tronchin, tout le premier, n'épargnèrent pas à ces *titres surannés*, à cette vieille charte nationale. Dès l'année 1763, nous voyons les représentants *invoker les franchises d'Adémar Fabri* et *s'appuyer sur une LOI FONDAMENTALE DE L'ÉTAT écrite dès 1387 et 1420* (1). Elles avaient déjà été invoquées auparavant à plusieurs reprises (2).

Les citoyens de Genève promettaient, entre autres, dans leur serment, « d'observer et garder les *libertés, franchises, us et coutumes*, édits, statuts et ordonnances de la cité. Rousseau et les représentants admettaient que les franchises du quatorzième siècle étaient toujours en vigueur.

Ces franchises sauvegardaient, dans une large mesure, la liberté ; lorsqu'un auteur allemand soutient que la bourgeoisie n'a pris naissance à Genève qu'avec le seizième siècle, et, qu'avant 1535, il n'y avait, dans la ville impériale, que des sujets, il prouve immédiatement qu'il ne connaît pas l'histoire de la ville dont il parle et qu'il n'est pas au courant de sa vie publique dans les siècles passés (3). D'après Rousseau lui-même, dont il ne récusera pas l'autorité, les Genevois jouis-

(1) Voir notamment les *Représentations et écrits des années 1763 et 1765, et du mois de janvier 1766, et réponses du Conseil*. Chez les frères de Tournes, 1766, p. 34 et 39.

(2) Ecrit de 1734, intitulé : *Tombeau de l'Edit de 1570*.

(3) *Bulletin de l'Institut genevois*. Tome XI, p. 234.

saient, sous la souveraineté de leurs princes-évêques, des droits dont Neuchâtel jouissait sous ses princes (1). Or, d'après Rousseau encore, les Neuchâtelois avaient « conservé sous « leurs souverains à peu près la même liberté qu'avaient les « autres Suisses (2). » L'auteur allemand soutiendra-t-il peut-être que les autres Suisses étaient simplement des sujets ? Le Syndic, Jean-Robert Chouet, qu'il cite encore, déclare, dans son mémoire adressé à milord Townsend, sur l'histoire de Genève, que les privilèges qu'avait autrefois le peuple de cette ville, *lui faisaient comme partager la souveraineté avec ses évêques* (3). D'après Rousseau lui-même, les franchises « rendaient la ville libre et presque républicaine sous l'autorité d'un souverain », et ailleurs : « Le Genevois... était *beaucoup plus libre que s'il eût été tout à fait républicain* (4).

Nous sommes bien loin des affirmations de l'auteur allemand ; les autorités qu'il cite lui donnent tort. Pour juger Genève, il faut se placer en effet, non au point de vue prussien, mais au point de vue genevois.

Ainsi, les franchises établissaient, entre les citoyens et le pouvoir, l'union et la concorde, elles resserraient les liens qui existaient entre eux et rendaient Genève plus homogène,

(1) *Huitième lettre écrite de la montagne.*

(2) *Lettre du vingt mai 1762, adressée au maréchal de Luxembourg, XI, 15.*

(3) A l'époque de Rousseau, si nous en croyons les représentants, le Petit Conseil « joint au Conseil des deux cents, s'était emparé successivement de tous les droits de souveraineté, aux exceptions près. » Ces exceptions étaient bien peu de chose.

(4) On ne sait quand le vrai droit de bourgeoisie a « commencé, on sait seulement qu'il est fort ancien. » Ainsi s'exprime Rousseau. *Revue suisse*, 1861, p. 462.

plus forte contre tout empiétement d'un pouvoir étranger. On ne tarda pas à en avoir la preuve. Aussi dois-je m'arrêter quelques instants à ce Conseil général de 1420 que Rousseau admirait tant, qui éveillait le mépris superbe de son habile adversaire, le procureur général Tronchin, et que peu de personnes connaissent à l'étranger ; je reste ainsi complètement dans le cercle tracé par eux ; car, dans leur polémique, il est plus d'une fois question de ce célèbre Conseil général.

Trente-trois ans après la promulgation des franchises, on put constater, par une épreuve solennelle, quelles étaient les sympathies des citoyens, au point de vue de l'existence de Genève, comme souveraineté libre, comme petit pays indépendant. Une question capitale était en jeu, elle se posait en plein jour, grâce au patriotisme de Jean de Pierre Cize, le successeur d'Adémar Fabri sur le siège de Genève.

Il s'agissait de nouveau des desseins ambitieux de la maison de Savoie qui avait alors à sa tête un homme d'un rare talent, Amédée VIII, le même qui fut le premier duc de Savoie et qui, après avoir été antipape sous le nom de Félix V, est bien connu par sa retraite à Ripaille, sur les bords du lac de Genève. Peu d'années auparavant, il était parvenu à se rendre maître, par voie d'achat, de ce comté de Genevois qui avait, durant des siècles, résisté aux prétentions de ses ancêtres. Le territoire de Savoie s'étendait ainsi jusqu'aux portes de Genève ; le flot montait toujours et menaçait d'engloutir la ville impériale qui conservait son indépendance à côté de ce beau territoire désormais partie intégrante de la Savoie.

Amédée VIII désirait davantage encore, ses regards étaient tournés sur Genève ; comme il s'agissait d'une souveraineté ecclésiastique, il entama, suivant l'usage du temps, une procédure devant le saint-siège, pour mettre à exécution ses desseins. Il avait exposé officiellement que la conquête de Genève

était, pour l'administration d'une bonne justice, une nécessité, que sa famille avait sur cette ville des droits étendus, que la majeure partie des habitants n'y était pas née, que la souveraineté genevoise ne comprenait qu'une ville et des châteaux ou mandements plus ou moins éloignés, que des crimes de toute nature se commettaient journellement à Genève, que le prince-évêque était incapable de satisfaire à tout ce qu'exigeait une justice bien rendue, bref, que, dans l'intérêt de la ville elle-même, il était indispensable de la faire passer sous la domination de la maison de Savoie. Il offrait, en outre, une très-large compensation au prince-évêque; trois hauts personnages avaient été nommés aux fins de constater officiellement les faits allégués.

Fidèle à son serment, le prince-évêque ne se laissa pas séduire par des offres intéressées; il opposa aux prétentions d'Amédée VIII la plus énergique résistance. Le chapitre de Saint-Pierre se prononça à l'unanimité en faveur de l'indépendance de Genève, et ce qui prouve bien que les citoyens n'étaient pas étrangers à tout ce qui avait trait à la souveraineté du pays, le Conseil général fut immédiatement convoqué, soit au son de la cloche, soit, en outre, chaque citoyen, personnellement ou à son domicile. Le prince-évêque dévoila les plans d'Amédée VIII et mit à nu les projets qui s'agitaient dans l'ombre.

Le Conseil général fut excessivement nombreux; ecclésiastiques et laïques, nobles et roturiers (*nobiles et ignobiles*), marchands, manouvriers, propriétaires, toutes les classes, en un mot, *tous égaux en droit*, se prononcèrent, également à l'unanimité, après une délibération longue et solennelle (*spatiouse et morose habita deliberatione*), contre les prétentions d'Amédée VIII. Qui aurait dit que, cent treize ans auparavant, dans la même ville, la majorité des citoyens avait acclamé la

maison de Savoie, qu'Aimon du Quart avait dû s'exiler plusieurs années pour tenir haut et ferme le drapeau genevois et sauver l'indépendance de la ville impériale? Tant les principes nouveaux, introduits par Adémar Fabri dans les franchises, avaient relevé le patriotisme des citoyens !

Hudriod Hermite, l'un des membres du Conseil général, se fit, dans cette journée mémorable, l'organe de ses concitoyens ; le procès-verbal fort développé, qui existe dans les archives de Genève (1), nous apprend qu'en parlant devant le peuple, il le fit avec l'élégance d'un homme éclairé et la fermeté d'un patriote (*elegantier et constanter*) ; l'instruction publique était en effet fort répandue dans l'ancienne Genève et Bonivard lui-même le reconnaît en termes exprès.

Le résumé pâle et incolore qui précède donne à peine une idée de cette grande journée, la plus remarquable peut-être de l'histoire de Genève, de cette journée qui ne disait rien au cœur du procureur général Tronchin et que Rousseau citait toujours avec admiration.

Il est temps de conclure.

Que comportaient les idées novatrices et libérales d'Adémar Fabri en 1387 et dans les temps qui suivirent ? Elles comportaient une liberté véritable, l'union la plus intime entre le pouvoir et les citoyens, un esprit de concorde et d'égalité entre toutes les classes de la population, un développement pacifique et homogène de Genève, cette pondération salutaire enfin qu'apporte avec elle la croyance et qu'ignorent presque toujours les siècles de scepticisme.

Le fleuve suivait son cours, calme, régulier, majestueux, sans inonder les campagnes, sans déchirer ses rives ; un peu-

(2) Le procès-verbal de la délibération du Chapitre ne nous est pas parvenu, ou, tout au moins, n'a pas été retrouvé jusqu'à ce jour.

ple entier, un petit peuple, se sentait libre et heureux, il proclamait hautement son indépendance ; aucune voix discordante ne se faisait entendre.

C'est en faisant allusion à cet état de choses qu'un écrivain genevois parle des « peuples qui, *par d'anciens privilèges, vivent à l'ombre des lois les plus sages et ne reconnaissent que ces mêmes lois pour leur premier souverain* (1). »

Voyons maintenant, d'une manière sommaire aussi, ce que les idées d'Adémar Fabri devinrent, à l'époque du *Contrat social*, et ce qu'elles comportèrent alors.

II

Rousseau pose lui-même une question des plus intéressantes relativement à la Genève calviniste ; je la reproduis textuellement.

« La liberté politique a-t-elle augmenté la liberté civile, « l'indépendance de l'Etat s'est-elle étendue à tous ses membres, et l'établissement de la réformation a-t-il été favorable « ou contraire aux franchises des citoyens? Voilà une question, « dit-il, qui ne peut se résoudre qu'en examinant le gouvernement qui fut établi, et en le comparant avec celui qui « l'avait précédé (2). »

Le contraste entre l'organisation du gouvernement genevois, au moment où Rousseau revint dans son pays, en 1754, ou à l'époque de la publication du *Contrat social*, et son organisation dans le quatorzième siècle, est sans doute un des moyens les plus utiles de comprendre la portée de ses idées politiques.

(1) *Les bigarrures d'un citoyen de Genève*, 1776. Tome I, p. 2 et 4 (Lettre signée J. J. R.)

(2) *Revue suisse*, 1861, p. 518.

C'est ce contraste que je me propose de faire ressortir et c'est dans ces limites seulement que je veux essayer de répondre à la question qui vient d'être posée, question vaste en elle-même, à laquelle il serait nécessaire de consacrer, pour l'examiner à fond, de longs développements. Mon plan est plus modeste et mon ambition moins grande.

Un des écrivains du seizième siècle, Bonivard, avoue lui-même avec franchise que, dès les premiers temps qui suivirent l'établissement de la réformation à Genève, on commença à saper par leur base les principes d'égalité entre toutes les classes de la nation, qui étaient un des caractères saillants de la Genève épiscopale. On créa immédiatement, au point de vue des droits, entre les *citoyens*, les *bourgeois* et les *habitants*, des différences qui n'existaient point auparavant ; « car paravant, dit Bonivard, ni en nom, ni en fait, n'hauoit différence (1) ». En d'autres termes, dès les premières années du régime nouveau qui déclarait rétablir le christianisme dans sa pureté, on organisa, entre les Genevois, contrairement à l'esprit du christianisme, une inégalité officielle, absolument inconnue à l'époque précédente. C'est sur la base de l'inégalité (2), que reposa désormais l'organisation politique genevoise.

De la même époque date l'amoindrissement du Conseil général, de ce Conseil souverain que vantait Rousseau avec enthousiasme et sans l'existence duquel tout son système s'ébranle et croule. C'est ce que reconnaissent sans détour les *Lettres populaires* publiées à la suite des *Lettres écrites de la*

(1) *De l'ancienne et nouvelle police de Genève*. Edition Revilliod, p. 25 et suivantes.

(2) La véritable Constitution genevoise « reposait sur une parfaite égalité entre tous les citoyens. » *Réponse aux lettres écrites de la campagne*, 1764, p. 231.

campagne et qu'on croit généralement rédigées aussi par Tronchin, avec l'aide de Paul-Henri Mallet, l'auteur de l'histoire du Danemark. Elles rappellent que « deux livres trop fameux, *Emile* et le *Contrat social*, ont donné le signal des divisions qui travaillent Genève », elles se prononcent vivement en faveur de la *Constitution aristocratique* introduite dans la république, dès le seizième siècle, et font remarquer que le *Conseil général*, après la retraite de l'évêque, *ne tarda pas à se lier dans l'exercice de son pouvoir législatif*.

« C'est à l'époque des édits de 1541 et de 1543 qu'on peut rapporter la découverte des principes qui font le nœud de notre constitution; ce fut alors que le *Conseil général*, enchaînant sagement lui-même sa puissance législative, en fit dépendre l'usage du consentement du *Petit Conseil* et du *Deux-Cent* (1). »

Ainsi, dès l'avènement du régime calviniste, le Conseil général fut privé de ses attributions essentielles, il cessa d'être Conseil souverain, dès la même époque une partie du peuple de Genève cessa d'être admise dans ce Conseil général amoindri et bientôt la grande majorité de la nation en fut totalement exclue. « C'est à la réaction opérée par Calvin, a dit un écrivain suisse, que Genève dut la perte de ses franchises et elle ne put les recouvrer complètement que lorsque le régime qui en fut la conséquence disparut. (2) »

Ce fut la liberté qu'apporta le régime calviniste et qui fait l'admiration de l'auteur allemand; à l'en croire, lorsque,

(1) *Lettres populaires*. Lettre XXXIX. — Le principe opposé, disait Tronchin, dans la polémique de 1757, à propos des taxes sur les bancs des temples, était un « principe destructif qui ferait plus de maux que le despotisme même. »

(2) *Revue suisse*, 1877, page 159.

sous le régime précédent, tous les habitants de Genève étaient égaux, tous citoyens et membres du Conseil général, ils étaient esclaves ; lorsque le Conseil cessa d'être souverain, que l'égalité disparut et que la plupart des Genevois furent absolument privés de tous droits politiques, ils devinrent libres. Il n'est pas donné à tout le monde d'être logique.

Cette tendance à établir, dans un petit pays, des classes différentes, ayant des droits et des intérêts distincts, des classes superposées, des *murs de séparation* (1) de plus en plus nombreux, alla toujours en croissant sous l'influence autocratique de Calvin ; les milliers d'étrangers qu'il introduisit dans Genève, pour se faire une majorité, furent placés la plupart dans une position inférieure que la Genève d'autrefois n'avait pas connue ; il n'y eut d'exception que pour quelques individus que leur rang ou leur fortune fit admettre parmi les privilégiés. « Cette forme de république, dit, à son tour, le « syndic David Sartoris, eut principalement son origine au « commencement du seizième siècle (2). »

Un des partisans de cette organisation anormale, le pasteur Vernet, reconnaît que « *ce qui* dans le style des édits, est « appelé le *peuple*, n'est pas à Genève, comme en d'autres « pays, tous les membres de la communauté, tous les habitants du pays, » *ce n'est que les citoyens et les bourgeois.* « *Eux seuls entrent dans le Conseil général ; eux seuls sont* « *éligibles pour d'autres conseils, tandis que d'autres classes* « *plus nombreuses.... n'y entrent point.... et ne participent* « *pas au gouvernement* (3). »

(1) Expression employée dans la représentation du 25 janvier 1766. *Représentations et écrits des années 1763 et 1765*, etc., page 156.

(2) Lettre du quinze mai 1734.

(3) *Etrennes religieuses*, 1882, page 242.

Aussi, n'y a-t-il rien d'étonnant que « *ces sujets d'une minorité privilégiée* n'aient cessé de réclamer contre ces abus, » à tous les points de vue, démocratiques et humanitaires. « Ce fut là, dit le Dr Galiffe (1), une des causes principales des troubles du dix-huitième siècle. » Ce fut là, on peut l'affirmer, la cause première des nombreuses agitations et des troubles prolongés de l'ancienne république ; la question des fortifications, celle des impôts et d'autres ne furent que des causes accessoires, plus ou moins temporaires.

Il me serait facile de multiplier les citations ; ces preuves sont plus que suffisantes.

« Voulons-nous que les peuples soient vertueux, s'écriait Rousseau, commençons par leur faire aimer la patrie. Mais comment l'aimeront-ils *si la patrie n'est rien de plus pour eux que pour des étrangers*, et qu'elle ne leur accorde que ce qu'elle ne peut refuser à personne ? (2). »

Le système nouveau, dont l'importance fut extrême, durant plus de trois siècles, détruisit absolument l'homogénéité qui régnait autrefois dans Genève, il fut absolument contraire au vieil esprit d'égalité et aux anciennes mœurs du pays. Avec le temps, le mal, comme une plaie qui s'étend, se développa de plus en plus, les diverses classes de la nation devinrent de plus en plus étrangères les unes aux autres. Sans parler des questions politiques, les rapports civils, les intérêts de chaque jour, tout, en un mot, subit l'empreinte de ce système contre-nature ; vers le milieu du dix-huitième siècle, le mal avait atteint sa limite extrême, la vieille Genève n'avait rien connu de pareil.

A plusieurs reprises, des plaintes avaient été formulées

(1) *D'un siècle à l'autre*, 1877. Tome I, page 356.

(2) *De l'économie politique*, III, 288.

contre cette organisation qui avait changé tout le système politique de Genève. En 1734, le Petit Conseil se plaignait *de l'affectation avec laquelle on ramenait si souvent les conseils généraux qui se tenaient si fréquemment du temps des évêques*, c'est-à-dire des regrets que faisait naître une liberté perdue (1).

On pourrait remonter à cet égard beaucoup plus haut et rappeler, en particulier, que, dès les années qui suivirent la réformation, le gouvernement bernois avait fait des remarques au sujet de l'amointrissement du Conseil général, à Genève (2).

Cet état de choses frappa singulièrement l'esprit de Rousseau, lorsqu'il revint, en 1754, dans son pays natal, et qu'il y séjourna durant quatre mois ; vu de près, cet état de choses modifia profondément ses idées et il se trouva en même temps dans la position la plus bizarre, démocrate par principe, aristocrate par naissance, et tenant toujours beaucoup à son titre de *citoyen de Genève*, titre en vertu duquel il faisait partie de la classe privilégiée par excellence dans son pays.

Il avait choisi, pour revoir sa patrie, un moment solennel ; la république de Genève venait d'être enfin reconnue, comme Etat souverain, par la cour de Sardaigne, la paix était proclamée entre les deux pays et il n'avait rien à craindre d'une des légèretés les moins pardonnables de sa jeunesse, celle d'avoir livré à un employé des Etats sardes, le mémoire de Micheli du Crest sur les fortifications de Genève, « *pour lui prouver qu'il appartenait à des notables qui savaient les se-*

(1) *Rapport au Petit Conseil* (1734).

(2) Voir, entre autres, *Recevez fédéraux* (Mars 1541), Tome IV, première division, p. 15, 16.

« *crets de l'Etat*, » ainsi qu'il le déclare dans ses *Confessions* (1).

Si le traité de 1754 avait été accueilli avec une grande joie à Genève, il n'avait rien changé à la fermentation sourde qui régnait dans la petite république. Même dans les deux classes les plus élevées, les *Citoyens* et les *Bourgeois*, qui jouissaient seules des droits politiques, le pouvoir n'avait plus des racines profondes ; il ne ressemblait guère au gouvernement paternel du quatorzième siècle.

Remarquez, d'ailleurs, qu'à l'époque qui nous occupe la grande majorité de la nation, représentée par les classes inférieures, entièrement privée des droits politiques et d'une notable partie des droits civils, est comme étrangère dans son propre pays. Le nombre de ceux qui étaient privés de tous droits avait augmenté relativement à celui des privilégiés, *Citoyens* ou *Bourgeois* (2).

Nous sommes loin de cette aristocratie que Montesquieu nous donne, comme la meilleure, celle « où la partie du peuple « qui n'a point de part à la puissance est si petite et si pauvre « que la partie dominante n'a aucun intérêt à l'opprimer (3). » Et pourtant, dans ces parias de la cité, répartis en plusieurs classes qui n'ont pas l'expérience de la vie publique, il y a des hommes instruits bien au courant des anciennes institutions de Genève et de ses franchises, des hommes qui savent en parler et les décrire, le souvenir des droits perdus et usurpés se réveille, il s'est réveillé déjà plus d'une fois depuis le seizième siècle.

(1) Partie I, livre V, p. 154, 155.

(2) *Septième lettre écrite de la montagne. — Recueil des pièces concernant la garantie.* Londres, 173. Tome II, p. 936,

(3) *Esprit des lois*, Livre II, ch. 3.

On commence à discuter de toutes parts la légitimité d'un pouvoir qui ne se confie point au patriotisme et à l'amour des citoyens, qui s'entoure d'une garde prétorienne, d'une garnison armée, moins pour défendre la ville contre l'étranger que pour défendre contre les Genevois eux-mêmes sa propre impopularité. D'un autre côté, si l'esprit politique était bien changé, les mœurs l'étaient peut-être davantage encore : « La comédie devient un troisième sacrement de Genève, écrit en ricanant Voltaire, on est fou du spectacle dans le pays de Calvin (1). »

Ces diverses classes se jalourent en même temps les unes les autres, elles ont chacune leurs intérêts, leurs droits particuliers, dans la vie ordinaire, dans les choses de chaque jour, dans les métiers, en matière d'industrie, etc. Le droit de commerce, par exemple, n'appartenait pas aux natifs et ils étaient soumis à des impôts plus élevés que les citoyens et les bourgeois (2) ; les natifs eux-mêmes n'étaient pas au dernier rang. Les idées qu'embrasse dans son ampleur la fraternité chrétienne, qu'étaient-elles devenues ? C'est à la fois dans la même ville sept ou huit petites nations, sept ou huit petites castes ayant leurs aspirations, leurs vœux, leurs sympathies distinctes.

Aussi, pour placer mal Rousseau, *citoyen de Genève*, le procureur général Tronchin argumentait-il de cette inégalité contre lui ; Rousseau veut-il mettre les classes inférieures sur le même pied que les citoyens et les bourgeois ? Veut-il changer de fond en comble la constitution de la république, renoncer à ses privilèges de *citoyen* dont il est fier ?

(1) Septembre 1754.

(2) *Tableau historique et politique des deux dernières révolutions de Genève*, 1789, Tome I, p. 14.

« Y a-t-il de la prudence, s'écriait Tronchin, à citer cet acte de 1420, où les *citoyens et les bourgeois* sont *confondus avec les natifs et les habitants* ? Les citoyens et les bourgeois trouveraient-ils bon que les natifs et habitants s'autorisassent de cet acte pour *prétendre aux mêmes prérogatives, et aller de pair avec eux ?* »

Et, dans un autre passage : « On la fonderait (*la loi fondamentale*) sur des actes de 1387 et 1420 ! On l'aurait ramassée dans ces tems ténébreux où on n'apercevait pas encore un corps de bourgeoisie puisqu'elle y marche *collatéralement avec le reste des habitants* (1). »

Ces questions étaient délicates et il était difficile à Rousseau d'y répondre d'une manière satisfaisante ; malgré le caractère absolu de ses théories politiques, il éludait de s'expliquer catégoriquement sur ce point et il n'attaquait pas les privilèges des deux classes supérieures qui se représentaient, récemment encore, *comme les instruments que Dieu, par sa grâce, avait mis dans Genève pour sa conservation.*

« Chez un peuple aristocratique, ainsi que l'a fort bien remarqué Tocqueville, chaque caste a ses opinions, ses sentiments, ses droits, ses mœurs, son existence à part. Ainsi les hommes qui la composent ne ressemblent point à tous les autres ; ils n'ont point la même manière de penser ni de sentir, et c'est à peine s'ils croient faire partie de la même humanité. »

(1) *Lettres écrites de la campagne.* Il y a plusieurs éditions de ces lettres, les deux premières sont extrêmement rares, la troisième est rare également. Ces diverses éditions ne sont pas absolument semblables. La première ne contient qu'une partie des lettres ; elle a été faite sur un *manuscrit dérobé à l'auteur.*

« Ils ne sauraient donc bien comprendre ce que les autres éprouvent, ni juger ceux-ci par eux-mêmes (1). »

Cette remarque des plus justes d'un penseur distingué s'applique très bien à la Genève du milieu du siècle dernier et à Rousseau avant tout. Il y avait en lui, à le prendre uniquement au point de vue politique, deux hommes, et deux hommes différents l'un de l'autre : le théoricien habile, l'homme de talent, le législateur démocratique, posant des principes généraux, absolus, et le *citoyen de Genève*, le Genevois, né dans une classe privilégiée, ne comprenant pas bien, malgré ses théories, les classes inférieures de sa nation, celles qui étaient déshéritées de tous droits politiques. C'est, en effet, au nom et dans l'intérêt exclusif des *citoyens* et des *bourgeois* qu'il attaque le pouvoir, il ne prend point le parti des classes déshéritées, quoique les plus nombreuses, et, dans les passages les plus vifs, les plus éloquents, les plus passionnés des *Lettres écrites de la montagne*, on ne trouve point, en faveur des *natifs*, des *habitans*, des *sujets*, de tous ceux qui doivent être aussi *membres de la cité ou participants à l'autorité souveraine* (2), l'application de ses principes. Il élude de répondre au procureur-général Tronchin, et son silence, qui ne concorde pas avec son épigraphe : *vitam impendere vero*, est des plus significatifs. Il n'était point alors, à Genève, « le proclamateur de la souveraineté du peuple et du suffrage universel. »

Singulière organisation de la société ! Rousseau s'adressant aux *citoyens* et aux *bourgeois*, dans les *Lettres écrites de la montagne*, leur parlait ainsi : « Quatre heures par an, *souverains subordonnés*, vous êtes sujets le reste de la vie et li-

(1) *De la démocratie en Amérique*. Troisième partie, chapitre un.

(2) *Emile*. Livre V.

« vrés sans réserve à la discrétion d'autrui (1). » Mais *limiter l'autorité suprême*, d'après Rousseau, c'était *la détruire* (2). Qu'était donc l'autorité suprême à Genève vers le milieu du dix-huitième siècle? La majorité des Genevois n'était pas même souveraine quatre heures par an!

Cette organisation politique, due au parti calviniste, s'était développée avec ses défauts et ses dangers. Calvin n'était plus là avec sa haute direction à la fois habile, sanglante et impitoyable; le régime établi par lui avait vu ses abus et ses misères s'accroître avec le temps; cependant le gouvernail était confié à des mains d'autant plus tenaces qu'elles étaient, par la force des choses, plus novices et plus incapables, eu égard aux difficultés nouvelles et à l'état général des esprits. « Dans le cours d'un long gouvernement, on va au mal par une pente insensible et on ne remonte au bien que par un effort (3) ». Le Petit Conseil *se roidissait du tout* et n'était pas disposé à remonter, par un effort énergique, dans une direction contraire; au surplus, dans les deux camps, la ténacité était extrême, *raideur de barre de fer*, le bûcher jouait de nouveau son rôle, il ranimait de sombres souvenirs, il attisait les haines et les antipathies; c'était bien la veille des révolutions.

Le gouvernement ne pouvait pas, en effet, soutenir longtemps encore un si grand poids; malheureusement pour Genève, les idées de domination et de suprématie régnaient de classe à classe, au sein même de ceux qui n'étaient pas encore émancipés. On vit, en effet, quelques années plus tard, les natifs, devenus citoyens, se montrer à leur tour *plus exclusifs*

(1) *Septième lettre.*

(2) *Contrat social*, livre III, chap. 16.

(3) *Esprit des lois.*

encore que les bourgeois de l'ancien régime (1). L'empreinte de l'inégalité calviniste existait dans tous les rangs ; n'existe-t-elle point encore, à un certain degré, de nos jours ?

Au milieu de cette société, moralement morcelée, en proie à de grands déchirements, les générations précédentes prenaient, pour ainsi dire, parti elles-mêmes. « Les souvenirs de 1707, dit M. le professeur Cellérier, dans les *Mémoires de la société d'histoire de Genève* (2), avaient laissé dans les âmes beaucoup d'amertume, et même de vagues terreurs. On ne se rappelait qu'avec une colère mal contenue ces nombreux jugements rendus pendant six mois contre quatre-vingts personnes, avec l'appui des troupes suisses introduites sous divers prétextes dans nos murs ; en particulier, ces deux ou plutôt ces trois victimes frappées, après une amnistie, comme coupables d'une conspiration qui n'avait jamais été bien prouvée. »

Ces souvenirs, qui irritaient vivement la population, n'étaient pas les seuls ; pour moi, je n'ai cité qu'avec regret ce passage de M. le professeur Cellérier. Les données qui précèdent, ces renseignements divers, sommaires et bien incomplets, étaient indispensables pour faire comprendre l'état des choses et des esprits ; j'ai hâte de m'occuper directement de Rousseau, du *Contrat social*, des franchises, de voir de plus près quelle fut la position de l'éminent écrivain au milieu de son pays, et quelle influence son séjour à Genève exerça sur ses idées politiques.

(1) D' Galiffe. *D'un siècle à l'autre*. 1877. Tome 1, pages 257, 358.

(2) Tome XII, page 197.

III

Lorsque Rousseau, âgé de quarante-deux ans, revint dans sa patrie, en 1754, il était loin de se faire une idée nette de l'État de Genève, de la fermentation qui y régnait sous une apparence trompeuse de tranquillité. Il aspirait à reprendre officiellement son titre de *citoyen*, qui était alors essentiellement contraire aux principes d'égalité et que possédait seule une classe privilégiée, une minorité peu nombreuse qui occupait le haut de l'échelle sociale. Admirateur exagéré d'un gouvernement qu'il ne connaissait pas encore de près, il s'exprimait ainsi dans la dédicace d'un ouvrage qui traitait spécialement de *l'inégalité parmi les hommes* : « Plus je réfléchis sur
« votre situation civile et politique, et moins je puis imaginer
« que la nature des choses humaines puisse en comporter une
« meilleure. Puisse durer pour le bonheur de ses *citoyens*
« et pour l'exemple des peuples une république si sage et si hu-
« mainement constituée. »

En d'autres termes, après mûre réflexion, l'organisation aristocratique de Genève lui paraissait un modèle à imiter, et malgré les théories qu'il développa depuis avec éclat, avec un rare talent, rien ne le choquait dans l'inégalité profonde qui existait alors entre les diverses classes de Genevois.

L'auteur allemand, dont j'ai déjà parlé, fort embarrassé de fournir une explication satisfaisante du passage que je viens de reproduire, s'en tire prestement et déclare que Rousseau parlait ainsi, non parce que l'état des choses était tel qu'il le disait, mais parce qu'il désirait qu'il fût tel. D'un autre côté, il nous affirme que, s'il est un écrivain qui doive être pris *complètement au mot (vollstændig beim Wort genommen)*,

c'est Rousseau ; c'est pourtant peu *le prendre au mot* que de lui faire dire exactement le contraire de ce qu'il dit.

Cela est d'autant plus vrai, qu'à plusieurs reprises Rousseau a caressé lui-même ces idées d'inégalité et s'est prononcé plus d'une fois dans un sens qui est loin de concorder avec la rigueur de ses principes politiques, par exemple, dans l'épître à Parisot que cite lui-même l'auteur allemand et dans ces vers qu'il se garde bien de reproduire :

« Je sentis le besoin de corriger mes mœurs :
J'abjurai pour toujours ces maximes féroces,
Du préjugé natal fruits amers et précoces
Qui dès les jeunes ans, par leurs âcres levains,
Nourrissent la fierté des cœurs républicains ;
J'appris à respecter une noblesse illustre
Qui même à la vertu sait ajouter du lustre.
*Il ne serait pas bon dans la société
Qu'il fût entre les rangs moins d'inégalité (1).* »

Rousseau nous apprend lui-même que, lorsqu'il écrivit ces vers, il était presque au bout de son sixième lustre ; ce n'était donc pas un enfant. Il est vrai que, dans la même poésie, se plaçant, à son point de vue de privilégié genevois, il soutient qu'il n'y avait pas d'inégalité à Genève.

Le même esprit se retrouve çà et là dans ses ouvrages, dans les *Confessions*, en particulier, où il rappelle qu'il était *citoyen*, que son père était *citoyen*, que sa mère était *citoyenne*, et même dans les lettres écrites de la montagne, lorsque, à propos des classes peu fortunées de la société, il parle, avec dédain, *du peuple le plus abject fait pour se vendre (2)*.

En voici d'ailleurs la preuve : Rousseau avoue lui-même

(1) *Épître à Parisot*. VI, 14, 16.

(2) *Neuvième lettre*.

qu'en 1754, désireux de reprendre sa *position privilégiée de citoyen*, il alla jusqu'à se faire de nouveau catéchumène, et il le raconte en ces termes : « *Honteux d'être exclu de mes droits de citoyen* par la profession d'un autre culte que celui de mes « pères, je résolus de reprendre ouvertement ce dernier. « *Voulant être citoyen, je devais être protestant* et rentrer « dans le culte établi dans mon pays. *Je m'y déterminai, je me* « *soumis même aux instructions du pasteur de la paroisse où* « *je logeais*, laquelle était hors de la ville (1). »

Aux termes des *Ordonnances ecclésiastiques*, ceux qui étaient *retournés aux abominations de la papauté* devaient être « *rap-* « *pelés en Consistoire* pour être exhortés à venir *reconnaître et* « *confesser leur faute au temple devant toute l'église.* » Rousseau fut dispensé de l'obligation de paraître, même en Consistoire ; il est vrai que tout se fit à huis clos et dans le plus grand secret. Quelques années plus tard, dans la septième des *lettres écrites de la montagne*, il disait lui-même : « Partout où les lois « sont violées impunément, il n'y a plus de liberté. » Montesquieu (2) disait de son côté : « Quand je vais dans un pays, « je n'examine pas s'il y a de bonnes lois, mais si on exécute « celles qui y sont, car il y a de bonnes lois partout. » Mais ne soyons pas trop sévères et tenons compte « de cet esprit in- « quiet et flottant, se laissant entraîner, suivant le célèbre écri- « vain anglais Hume, au courant de son humeur et de ses « passions (3). »

Quoiqu'il en soit, les illusions de ce Rousseau aristocratique, redevenu *citoyen de Genève*, furent de courte durée ; il ne tarda pas à être détrompé dans son admiration. Il avait éprouvé,

(1) *Confessions*. Partie II, Livre VIII.

(2) *Notes sur l'Angleterre*.

(3) *Exposé succinct de la contestation qui s'est élevée entre M. Hume et M. Rousseau*. Londres, 1766, page 122.

en effet, malgré l'accueil flatteur qui lui fut fait dans les premiers jours, plus d'un mécompte dans Genève. « Je savais, » dit-il lui-même dans les *Confessions* (1), que le *Discours sur l'inégalité* avait excité contre moi dans le Conseil une *haine d'autant plus dangereuse qu'il n'osait la manifester.* » L'autorité genevoise, très susceptible de tout temps, principalement à cette époque, passionnée et soupçonneuse, comme il arrive facilement à un pouvoir qui penche vers sa ruine, avait deviné en lui, paraît-il, l'homme de la révolution. Il avait voulu, d'ailleurs, contrairement à toutes les règles, dédier à la république son *Discours sur l'inégalité*, sans en avoir préalablement obtenu l'autorisation ; comme il savait que sa demande lui serait refusée, il n'avait pas tenu compte de *l'étiquette des procédés* (2). Par cela seul, il avait indisposé le Petit Conseil très susceptible dans ces matières et qui n'était pas sans défiance, à son endroit ; son attitude de flatterie à la fois et quelque peu de rébellion, avait déplu.

D'un autre côté, dans le sein de la nation elle-même, le *Discours sur l'inégalité* était loin d'avoir produit l'impression favorable qu'il désirait. « Cet effet ne me fut pas favorable, » écrit-il ailleurs, et cette dédicace que le plus pur patriotisme m'avait dicté, *ne fit que m'attirer des ennemis dans le Conseil et des jaloux dans la bourgeoisie.* M. Chouet, premier syndic, m'écrivit une *lettre honnête mais froide.* Je reçus des particuliers, entre autres de Deluc et de Jalabert, *quelques compliments et ce fut tout ;* je ne vis point qu'aucun Genevois me sût un vrai gré du zèle de cœur qu'on sentait dans cet ouvrage. Cette indifférence scandalisa tout ceux qui le remarquèrent (3). »

(1) Partie II, Livre XI.

(2) *Lettre à M. Perdriau*, du vingt novembre 1754 (X. 89).

(3) *Confessions*. Partie II. Livre VIII.

D'après un auteur genevois, « son orgueil plébéien était « mêlé d'instincts aristocratiques (1) », ou plutôt l'orgueil plébéien avait été enté en lui sur un fond aristocratique. Il avait écrit les lignes suivantes dans la *dédicace* déjà citée et *vu Genève en beau*, suivant l'expression d'un de ses admirateurs : « Ayant eu le bonheur de naître parmi vous, comment « pourrais-je méditer sur *l'égalité que la nature a mise entre* « *les hommes*, et sur *l'inégalité qu'ils ont instituée, sans penser* « *à la profonde sagesse avec laquelle l'une et l'autre, heureuse-* « *ment combinées dans cet Etat, concourent de la manière la* « *plus approchante à la loi naturelle et la plus favorable à la* « *société, au maintien de l'ordre public et au bonheur des* « *particuliers.* »

Par ce passage, comme par plusieurs autres de ses écrits, il avait déplu à la fois au pouvoir et à la population ; lorsqu'il avait parlé de *l'égalité que la nature a mise entre les hommes*, il avait vivement mécontenté le Petit Conseil, et, donnant des éloges à *l'inégalité sagement établie à Genève*, entre les classes diverses, il avait choqué la plus grande partie de la population qui s'agitait sourdement contre l'organisation établie et aspirait, sur ce point, comme la suite des événements l'a bien prouvé, à des innovations radicales.

Froidement accueilli par les magistrats, ne rencontrant point dans la population proprement dite l'accueil enthousiaste qu'il estimait lui être dû, il ne songea guère à venir plus tard s'établir dans son pays, au milieu de l'aigreur des luttes civiles, constamment placé, comme l'on dit, entre l'enclume et le marteau.

Durant les quatre mois qu'il passa à Genève, peu en rapport avec les hommes du gouvernement qui étaient loin de lui être

(1) *Bibliothèque universelle*. Mai, 1862, page 138.

sympathiques, il se trouva rejeté du côté de l'opposition et il vit de près deux ou trois personnes qui s'occupaient, avec une sympathie particulière, de l'histoire de Genève, qui avaient fait de grandes recherches, soit sur l'époque calviniste, soit sur l'époque antérieure. Il avait déjà beaucoup fréquenté à Paris un réfugié politique genevois, Lenieps (1), partisan de la démocratie, et qui avait été condamné autrefois comme complice de Micheli du Crest ; mais Lenieps, absent depuis longtemps de son pays, était loin d'être bien au courant du nouveau mouvement des esprits, des études historiques qui avaient été faites dès lors, dont témoignent, soit les *représentations*, soit nombre de brochures du dernier siècle, et des tendances politiques qui se manifestaient dans Genève. Rousseau fut initié de plus près, durant ces quatre mois, aux affaires genevoises qui avaient déjà fait précédemment le sujet de ses méditations, comme il nous l'apprend lui-même dans ses écrits, il put, en comparant le présent au passé, la Genève du dix-huitième siècle à la Genève épiscopale, se faire une idée plus nette des passions brûlantes qui se débattaient alors. A voir les choses d'après nature, à les examiner de près, à entendre dans l'intimité quelques-uns de ceux qui jouaient un rôle, au sein de la petite république, des horizons, jusqu'alors inaperçus, se montrèrent à lui, et, au point de vue de ses théories politiques, se produisirent en son esprit d'assez notables changements.

Au nombre des personnes qu'il eut l'occasion de voir souvent, figurait Jacques-François Deluc, père des deux Deluc qui ont marqué dans la science (2). Deluc père avait déjà pris la parole, au nom des citoyens et des bourgeois, dans les trou-

(1) Ses rapports avec Rousseau le firent plus tard enfermer à la Bastille.

(2) Jean-André et Guillaume-Antoine Deluc.

bles de 1734 (1), il était fort versé dans l'histoire de Genève ; considéré et instruit, *il joignait*, d'après Rousseau, *la probité avec la lumière et l'activité* ; Rousseau, tout en le suspectant quelquefois, *admirait, avec reconnaissance et respect, les infatigables soins du bon M. Deluc*, qu'il appelait *un homme de bien* ; il parle de lui à plusieurs reprises dans ses lettres (2). C'est avec lui, sa bru, ses fils et Thérèse Levasseur qu'il fit en bateau, autour du lac, peu de temps avant de repartir de Genève, une promenade de sept jours, et qu'il étudia sur place ces magnifiques paysages décrits par lui, de main de maître, quelques années plus tard (3).

Lorsque Rousseau vint habiter les montagnes de Neuchâtel, il ne le perdit pas de vue (4) ; Deluc *le tenait au courant de tout ce qui se passait*. Madame d'Epinay, qui eut l'occasion de voir Deluc à Genève, nous apprend qu'il était *fanatique de Rousseau* (5), et il le lui prouva bien, dans plusieurs circonstances, par l'attachement qu'il lui portait, ainsi que ses fils, dont l'un fut chargé, à plusieurs reprises, de porter à son tour la parole, au nom de la bourgeoisie (6).

Deluc père était très versé dans l'histoire de Genève, et il devait l'être, à raison même du rôle qu'il jouait à la tête de la

(1) *Journal des affaires de Genève* en 1734. — Une partie des représentations adressées au Petit Conseil furent rédigées par lui.

(2) *Etrennes religieuses*, 1881, p. 214. — *Lettre à d'Ivernois*, du 31 mars 1766. Voir aussi XI, p. 2, 40, 41, 42, 64, 131, 413. X, p. 346, 385.

(3) *Confessions*. Partie II, Livre VIII.

(4) *Confessions*. Partie II, Livre XII.

(5) *Mémoires et correspondance de M^{me} d'Epinay*. Tome III, p. 246.

(6) Voir, entre autres, *Recueil des pièces concernant la demande en garantie*, 1768, p. 998.

bourgeoisie. Il avait lu attentivement les franchises d'Adémar Fabri, il en connaissait fort bien le texte, il en avait saisi avec intelligence l'esprit et la portée. Cinq ans avant la publication du *Contrat social*, il en fit ressortir toute l'importance dans la controverse qu'il eut, avec Tronchin, à propos des bancs d'église. Cette controverse, qui est demeurée manuscrite, et qui a précédé, de plusieurs années, la célèbre controverse entre Rousseau et le procureur-général Tronchin, a été, pour la première fois, mentionnée et citée avec quelque détail, dans mon deuxième mémoire sur l'*Origine des idées politiques de Rousseau*. Je ne fais que la rappeler ici ; je rappelle encore simplement, sauf à y revenir, que Rousseau *digérait* précisément alors, nous le savons par lui (1), le plan déjà formé de ses *Institutions politiques*. Deluc eut sur lui, à cet égard, une influence particulière qui n'a pas encore été remarquée jusqu'à ce jour ; ses connaissances et ses idées furent loin d'être inutiles à Rousseau, notamment dans la rédaction définitive du *Contrat social*.

Au nombre des personnes qui faisaient, en 1754, de l'histoire de Genève, le sujet de leurs études, figuraient aussi les libraires Jean et Isaac Bardin ; cette famille occupait une position honorable et avait déjà joué un rôle de quelque importance dans les événements de 1734 (2). Les libraires Bardin étaient très versés dans l'histoire de leur pays ; ils avaient recueilli ou copié beaucoup de documents concernant Genève, d'anciennes publications dont l'une n'existe plus de nos jours, ou tout au moins n'a pas encore été retrouvée (3), de longs

(1) *Confessions*. Partie II, Livre VIII.

(2) En particulier le 12 juillet 1734. *Journal des affaires de Genève en 1734*.

(3) *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*. Tome XX, p. 311.

passages de Bonivard, de Balard, etc., des extraits des franchises de 1387, et, en particulier le célèbre article 78 ; ils furent extrêmement utiles à Rousseau, quoique leurs recherches et celles de Rousseau lui-même, sur l'histoire de Genève, fussent entourées d'un certain mystère. C'est par eux que nous savons que l'un des mémoires de 1757, dans lequel il est fort question des franchises d'Adémar Fabri, est l'œuvre de Deluc père ; le même mystère, comme je l'ai déjà remarqué ailleurs, régnait presque toujours sur les écrits polémiques qui circulaient de main en main et au sujet desquels on s'efforçait de dépister la police sévère et soupçonneuse du gouvernement genevois. Ce n'est point impunément qu'on aurait étudié alors et ouvertement vanté ces vieilles franchises que le Petit Conseil désirait à tout prix laisser dans l'ombre. Spon, qui en donne un résumé, se garde bien, pour être agréable au pouvoir, de parler du fameux article 78, dont la portée est si grande.

Au moment où parut l'*Emile*, Rousseau, qui connaissait bien les libraires Bardin et qui avait profité de leurs recherches, leur avait fait envoyer vingt-quatre exemplaires de cet ouvrage ; quoiqu'ils en eussent prévenu le Petit Conseil, ces exemplaires n'en furent pas moins saisis, lorsqu'ils arrivèrent à Genève. Aussi, quand les citoyens et les bourgeois adressèrent une de leurs premières représentations à l'autorité, au sujet du jugement rendu contre Rousseau le 18 juin 1762, l'adressèrent-ils en même temps au sujet de l'*enlèvement* de ces exemplaires et du *refus de restitution* fait aux frères Bardin. Plus tard, le Petit Conseil consentit à les leur rendre (1) ; Rousseau en parle encore dans la neuvième des

(1) *Représentations et écrits des années 1763 et 1765 et du mois de janvier 1766, et réponses du Conseil*. Genève, 1766, p. 2, 19, 47, 75.

lettres écrites de la montagne, absolument comme si cette *restitution* n'avait pas été opérée; il l'ignorait sans doute encore.

Soit par Deluc père, soit par les frères Bardin, Rousseau fut bien placé pour faire, pendant son séjour à Genève, des recherches sur l'histoire de sa patrie. Deluc et les frères Bardin appartenaient tous trois à l'opposition genevoise; comme, dans le nombre des citoyens et des bourgeois qui en faisaient partie, il y avait plusieurs hommes dont les ancêtres avaient occupé les plus hautes fonctions dans la magistrature de la petite république (1), ils avaient, par devers eux, dans leurs papiers de famille, bien des documents qui avaient leur valeur et qui furent utiles aux représentants; Rousseau en profita lui-même.

C'est alors qu'il fit, sur l'histoire de Genève, et, en particulier, sur les franchises de 1387, des recherches spéciales qu'il n'eût pas pu faire à distance, et qui modifièrent notablement son premier projet de *Contrat social*; ce projet, du reste, était loin d'être achevé. Nous avons tout lieu de croire, sans pouvoir l'affirmer d'une manière absolue, que ce projet n'est autre que l'un des manuscrits que possède la bibliothèque publique de Genève et dont la publication ne tardera pas bien longtemps encore. Rousseau reprit, quelques années plus tard, ses études sur l'histoire de Genève, lorsque, contrairement à sa *résolution de garder le plus parfait silence*, à propos de la condamnation prononcée par le Petit Conseil de Genève en 1762 (2), il se prépara à répondre, avec une grande vigueur, aux *Lettres écrites de la campagne*; il était difficile, en effet,

(1) *Recueil des pièces concernant la garantie*. Londres, 1768. Tome II, p. 456.

(2) *Lettre à Moulleu du 6 juillet 1762*, X, 346.

qu'après cette publication, dans laquelle le procureur-général Tronchin fit preuve de beaucoup d'habileté et d'un véritable talent, Rousseau persistât dans son intention première et gardât plus longtemps le silence.

L'auteur allemand estime que le mémoire de Rousseau, sur l'histoire de Genève, fut *probablement* rédigé après la publication des lettres de Tronchin, mais ce mot *probablement* est essentiellement vague et il n'y a pas lieu de s'y arrêter.

Ce que je puis dire, c'est qu'en examinant certains passages des œuvres de Rousseau et certains extraits qui viennent des frères Bardin, il n'est pas difficile d'y reconnaître l'influence qu'exercèrent ces extraits sur le *citoyen de Genève* et sur quelques passages de ses écrits.

C'est surtout après son séjour à Genève que Rousseau s'occupa de la rédaction définitive du *Contrat social*. Il composa cet ouvrage, dont la portée devait être si grande, tout empreint encore, si je puis m'exprimer ainsi, de la fermentation à la fois fort grande et peu apparente, qui régnait à Genève, mieux versé que jamais dans les affaires de sa patrie, dans son histoire, sous le coup de la déception qu'il avait éprouvée et de cette blessure d'amour-propre, si vive et si inattendue, qu'il avait éprouvée. *Haeret lateri lethalis arundo*. « La manière de penser des hommes, il l'a dit lui-même, dans le « *Discours sur les richesses*, dépend beaucoup des gens avec « qui ils ont à vivre et des tentations qu'ils ont à vaincre. »

Cette blessure ne devait point se cicatriser ; elle devait, au contraire, s'étendre, s'envenimer à la suite de la publication du *Contrat social* et de l'*Emile*, et à raison des événements qui en furent la conséquence, de la longue et opiniâtre controverse qui les suivit de près, qui contribua à faire connaître son nom déjà célèbre, et qui eut un si lointain retentissement.

Rousseau nous donne lui-même, dans ses *Confessions*, à la

date de l'année 1756, des renseignements qui ne sont pas sans intérêt, sur la composition du *Contrat social* et sur l'esprit qui animait son auteur.

« *J'avais plusieurs écrits commencés... mais, dans les tracas*
« *de la ville, l'exécution jusqu'alors avait marché lentement.....*
« *Des divers ouvrages que j'avais sur le chantier, celui que je*
« *méditais depuis longtemps, dont je m'occupais avec le plus*
« *de goût, auquel je voulais travailler toute ma vie, et qui*
« *devait, selon moi, mettre le sceau à ma réputation, était*
« *mes Institutions politiques. Il y avait treize à quatorze ans*
« *que j'en avais conçu la première idée, lorsqu'étant à Venise*
« *j'avais eu quelque occasion de remarquer les défauts de ce*
« *gouvernement si vanté. Depuis lors, mes vues s'étaient*
« *beaucoup étendues par l'étude historique de la morale... tout*
« *cela me menait déjà à de grandes vérités, utiles au bonheur*
« *du genre humain, mais surtout à celui de ma patrie, où je*
« *n'avais pas trouvé dans le voyage que je venais d'y faire, les*
« *notions des lois et de la liberté assez justes ni assez nettes*
« *à mon gré, et j'avais cru cette manière indirecte de les*
« *leur donner la plus propre à ménager l'amour-propre de ses*
« *membres et à me faire pardonner d'avoir pu voir là-dessus*
« *un peu plus loin qu'eux.*

« *Quoiqu'il y eût déjà cinq ou six ans que je travaillais à*
« *cet ouvrage, il n'était encore guère avancé. Les livres de cette*
« *espèce demandent de la méditation, du loisir, de la tran-*
« *quillité..... Jevoulais user pleinement sans doute du droit de*
« *penser que j'avais par ma naissance..... J'aurais été bien moins*
« *libre à Genève même où, dans quelque lieu que mes livres*
« *fussent imprimés, le magistrat avait droit d'épiloguer sur*
« *leur contenu. Cette considération avait beaucoup contribué*
« *à me faire..... renoncer au projet d'aller m'établir à Genève.....*

« Tout ce qu'il y a de hardi dans le *Contrat social* était auparavant dans le *Discours sur l'inégalité* (1). »

Ce passage fort instructif nous prouve que l'idée du *Contrat social* a pris naissance à Venise, que Rousseau a commencé à la mettre à exécution avant son séjour à Genève en 1754, et que l'ouvrage a été composé ou du moins notablement modifié par lui, postérieurement à cette dernière date. Le passage est textuellement emprunté aux *Confessions* et nous fait mieux comprendre quel but il poursuivait, ce qu'il avait essentiellement en vue, en publiant cet écrit. C'était de Genève qu'il se préoccupait essentiellement, c'était de Genève qu'il s'agissait, c'est sa patrie qu'il avait surtout en vue.

La liberté, telle qu'il comprenait, « cette liberté dont l'existence est pleine d'inconséquences portait, sous le manteau des réminiscences de la Grèce et de Rome, *tous les insignes de son origine bourgeoise et républicaine* (2). De cette *démocratie genevoise*, moitié entrevue, moitié rêvée, mêlée avec des réminiscences de Sparte et de Rome, *Rousseau fit la règle générale* (3). »

Tout en posant des principes généraux, tout en n'attaquant pas en face les magistrats genevois, en ménageant, au moins en apparence, leur amour-propre, c'était à eux qu'il se proposait de donner à sa manière des notions plus justes et plus nettes des lois et de la liberté. C'est bien ainsi que, dès l'abord, ils le comprirent ; lorsque le Consistoire, en janvier 1761, eut jugé à propos de demander au Petit Conseil de prendre des mesures contre Rousseau, il était sûr d'avance que cette démarche officielle recevrait un accueil favorable. Le

(1) *Confessions*. Partie II, Livre IX.

(2) *Bibliothèque universelle*, Mai 1862, p. 132, 138.

(3) *Aimé Steinlen. Revue Suisse*, 1852, p. 850.

Consistoire approuva plus tard, à l'unanimité, les décisions prises contre Rousseau par le Petit Conseil.

On comprit sans peine à Genève que les écrits du célèbre publiciste s'adressaient avant tout à la petite république et les preuves abondent pour l'établir ; sans citer des pièces émanant du pouvoir, sans parler des *Lettres écrites de la campagne*, une foule de brochures le prouveraient au besoin, aussi bien que les deux partis en présence : « *Le Contrat Social* n'est point une « utopie, porte textuellement une publication contemporaine, « un ouvrage métaphysique dont il serait injuste de pres- « ser trop rigoureusement les conséquences, *il a été fait pour* « *nous, c'est notre gouvernement qui en est l'objet principal.* » Et ailleurs : « *Ce livre dont Emile renferme un abrégé, frappe* « *notre gouvernement dans son principe* (1). Les passages semblables sont nombreux.

Emile et le *Contrat social* ébranlaient tout dans Genève ; que pouvait penser le gouvernement genevois lorsqu'il lisait des passages comme ceux-ci ? « Vous vous fiez à l'ordre actuel « de la société sans songer que *cet ordre est sujet à des révo-* « *lutions inévitables*, et qu'il nous est impossible de prévoir ou « de prévenir celle qui peut regarder nos enfants. Le grand « devient petit, le riche devient pauvre, le monarque devient « sujet. Les coups du sort sont-ils si rares que vous puissiez « compter d'en être exempt ? *Nous approchons de l'état de crise* « *et du siècle des révolutions* (2). »

Rousseau lui-même comprenait-il tout ce que renfermait ce passage ? Lorsqu'il s'échauffait avec tant d'éloquence pour les deux classes privilégiées, oubliant ou dédaignant la grande majorité de la nation genevoise, devinait-il que tous ces déshé-

(1) *Lettres populaires*, pages 215, 222.

(2) *Emile*, livre III.

rités ne tarderaient pas à donner signe aussi de vie, à presser dans leur rigueur les conséquences de ses principes, à réclamer à leur tour et à obtenir l'égalité des droits qu'il vantait en théorie, sans songer à la leur donner (1)? Ne trouve-t-on pas, même dans le *Contrat social*, des traces de son orgueil de privilégié? N'admet-il pas, par exemple, que « *la loi peut bien statuer qu'il y aura des privilèges..... peut faire plusieurs classes de citoyens, assigner même les qualités qui donneront droit à ces classes* (2) ? »

Et comment justifier ces exceptions, si ce n'est en se plaçant au point de vue étroit des deux classes supérieures de Genève, les citoyens et les bourgeois? Le pouvoir saisit peut-être, mieux que lui-même, toute la portée de ses théories.

Pour procéder avec une promptitude si grande, si exceptionnelle, il fallait que le Petit Conseil eût l'esprit bien éveillé sur ses ouvrages, pour frapper si sévèrement et si rapidement un écrivain célèbre, redevenu citoyen de Genève et dont l'amour-propre avait toujours été très grand, il fallait que le pouvoir se sentît atteint, d'une manière dangereuse, dans son principe, lors même que la masse de la nation ne s'ébranlait pas encore. Ce n'est pas le bruit qu'avait fait, dans l'origine, le *Contrat social*, à Genève, qui provoqua toutes ces mesures. Il avait été accueilli avec une grande froideur, avec une espèce d'indifférence; elles ne faisaient guère présager l'éclat et la rumeur qui allaient bientôt suivre. Peut-être même, si le gouvernement genevois se retranchant dans cette dignité froide et hautaine, dont il faisait volontiers parade, avait laissé passer le livre avec une dédaigneuse indifférence, avec un scrupuleux respect de la rigueur des procédures, sans faire intervenir le

(1) Les *Natifs* n'obtinent l'égalité des droits qu'en 1791.

(2) *Contrat social*, livre II, chap. 6.

bûcher qui rappelait de sinistres souvenirs, l'éclat eût été moindre et l'ouvrage moins vite populaire dans le monde, c'est du moins ce que pensent de fort bons esprits, de zélés admirateurs de Rousseau (1). Mais le pouvoir tenait à être agréable à un pays voisin, il était sollicité par l'élément clérical calviniste, il croyait enfin défendre son existence, sa propre cause, et il fut loin de peser mûrement toutes ses décisions. En faisant brûler officiellement, devant l'Hôtel de Ville de de Genève, par la main du bourreau, deux écrits qui allaient devenir fameux dans le monde, il contribua plus que personne à leur renommée ; ce n'est que lorsque la mine eût éclaté, que l'on comprit jusqu'où allait sa force et à quelle distance énorme elle pouvait porter.

Rousseau fut profondément blessé du silence que garda la bourgeoisie, dans les temps qui suivirent la condamnation de ses ouvrages ; comme on lui conseillait une espèce de rétractation, pour tout concilier, il en fut indigné et ne ménagea pas ses paroles : « Messieurs les Genevois le prennent, en vérité, « sur un singulier ton. On dirait qu'il faut que j'aïlle encore « demander pardon des affronts qu'on m'a faits. Et puis, « quelle extravagante inquisition ! L'on n'en ferait pas tant « chez les catholiques. En vérité, ces gens-là sont bêtement « rogues (2)..... » Le réveil de la bourgeoisie se fit lentement, mais l'attaque, une fois commencée, fut longue et opiniâtre ; les citoyens et les bourgeois se virent atteints dans la personne d'un des leurs ; ils prirent vivement parti en faveur de Rous-

(1) C'est ce que pensait, en particulier, un célèbre historien allemand, un de mes anciens professeurs : « Sie (*die Verfolgung*) gab dem damals ganz « ungefährlichen Mann eine Bedeutung die seine Person nicht hatte... — sie « gaben ihm durch die Verfolgung ein politisches Gewicht. » *Schlosser, Geschichte des achtzehnten Jahrhunderts*. Heidelberg, 1849 (IV, 25, 26).

(2) Lettre à Moultau du 25 novembre 1762 (XI, 2).

seau, moins peut-être pour lui que par un esprit hostile au pouvoir. Privilégiés, d'ailleurs, ils se sentirent frappés dans leurs privilèges et s'échauffèrent bientôt avec passion pour un livre qui avait passé à peu près inaperçu lorsque les premiers exemplaires étaient parvenus à Genève ; Rousseau renonçant ensuite à son titre de citoyen, comme il avait tour à tour, dans des sens différents, renoncé à son culte, leur mécontentement s'augmenta de tout le dépit qu'ils éprouvèrent. Ils ne cherchèrent point toutefois à justifier les principes contenus dans les écrits de Rousseau (1). Ils réclamaient leurs lois, ils en demandaient l'application, mais l'application de leurs lois, c'était le renversement du régime aristocratique établi par le calvinisme dans Genève ; tant qu'elles subsisteront, écrivaient-ils, *notre silence même les réclamera* (2). Ils rappelaient leurs *franchises* du quatorzième siècle, le respect de cette vieille charte, son exécution ; leur serment leur faisait un devoir de l'observer, et ils ajoutaient : « Il a toujours existé dans notre Constitution une loi conservatrice de toutes les autres, *le plus long silence ne saurait empêcher le redressement de l'abus* (3). » Rousseau déclare, de son côté, que *le non-usage ne peut prescrire contre les franchises*, et qu'une usurpation *ne saurait prescrire contre elles ni abolir le droit à la liberté* (4).

L'attitude hostile des citoyens et des bourgeois envers un pouvoir impopulaire, qui portait à la fois la peine de ses actes et surtout de ceux des générations précédentes, fut bientôt

(1) *Mémoire sur le sieur Jean-Jacques Rousseau*, du 12 juin 1766, dans le *Recueil des pièces concernant la demande de la garantie*. Londres, 1767, page 295.

(2) *Représentation du 14 novembre 1766. Même recueil*, page 363.

(3) *Tableau des contraventions, même recueil*. XXX, page 285.

(4) *Revue suisse*, pages 461 et 464.

partagée par cette grande majorité de la nation genevoise qui était privée de tous droits ; désireuse d'innovations radicales, elles les attendait *dans un calme effrayant*.

De là, un malaise général, quoique peu apparent, une agitation, souterraine et cachée, qui grondait sourdement ; elle devait éclater avec violence et comme un ouragan dans une autre génération. Le *Contrat social*, une fois lu et commenté, expliqué dans de nombreuses brochures, défendu, attaqué tour à tour, d'autant plus connu, d'autant plus répandu qu'il soulevait une polémique aigre et passionnée, ne pouvait qu'augmenter cet état de fièvre.

En cette guerre de plume, poursuivie avec opiniâtreté dans les deux camps, les défenseurs du Petit Conseil, emportés par la lutte, laissèrent entrevoir, non sans maladresse, un appel à l'intervention étrangère (1) qui finit par être invoquée en effet ; comme ils faisaient remarquer que le *Contrat social* sapait, en définitive, par leur base, tous les gouvernements (2), et qu'ils mettaient en relief ce point délicat, l'œuvre de Rousseau se trouva, presque dès l'origine, en guerre ouverte avec ceux qui tenaient le gouvernail à Genève et ceux qui le tenaient dans de grands pays, notamment en France. La révolution, qui germait dans l'ombre et qu'entrevoyaient à peine

(1) « *Le Conseil ne peut attendre le respect de la constitution « que des respectables puissances médiatrices et de la protection « divine....* » Extrait de registre du Conseil du 22 janvier 1766. *Représentations et écrits des années 1763 et 1765 et du mois de janvier 1766, et réponses du Conseil*. Genève 1766, pages 146, 147.

(2) « La douleur du Conseil.... de voir nombre de citoyens et bourgeois « paraître professer hautement des principes.... qu'il est de son devoir d'an- « noncer comme *destructifs du gouvernement*, de la sûreté publique et « particulière, *destructifs de la liberté même*. » Extrait de registre du Conseil du 11 octobre 1763. *Même publication*, pages 79 et passim.

çà et là quelques esprits perspicaces, accueillit avec enthousiasme et popularisa, en la répandant au loin, l'œuvre de Rousseau; le mot de *citoyen* prit un sens tout nouveau, il perdit le sens aristocratique qu'il avait à Genève, et que peu de personnes connaissent aujourd'hui.

IV

C'est donc bien le fils de Genève qui se retrouve dans tous les écrits politiques de Rousseau et c'est l'ancienne organisation de son pays qu'il a choisie pour base de son système et pour modèle. Cela est plus évident encore lorsqu'on lit le projet de *Contrat social*, écrit de sa main, que possède la Bibliothèque publique de Genève. « Une *régle fondamentale* « pour toute société bien constituée et gouvernée légitimement, « serait qu'on en pût assembler aisément tous les membres « toutes les fois qu'il serait nécessaire.... les assemblées par « députation ne peuvent ni représenter le corps ni avoir de lui « des pouvoirs suffisans pour statuer en son nom comme souverain. Il suit de là que l'*Etat devrait se borner à une seule ville tout au plus*; que, s'il y en a plusieurs, la capitale « aura toujours de fait la souveraineté et les autres seront « sujettes, sorte de constitution où la tyrannie et l'abus sont « inévitables (1)..... »

Il exprime la même idée à diverses reprises et aucun doute sérieux ne saurait s'élever à cet égard.

« Il ne faut point, dit-il, objecter l'abus des grands Etats à celui qui n'en veut que de petits (2). »

(1) Page 59 du manuscrit. Ce projet de *Contrat social* est, à divers égards, fort différent du *Contrat social*, tel que Rousseau l'a imprimé.

(2) *Contrat social*, livre III, chap. 13.

Il demandait, — au moins en théorie, — des citoyens égaux et libres, sans cesse exerçant par eux-mêmes les droits d'une souveraineté inaliénable (1), indivisible, imprescriptible, résidant essentiellement dans tous les membres du corps ; être collectif, le souverain ne pouvait être représenté que par lui-même (2) ; en d'autres termes, son idéal était la démocratie pure. La liberté ne pouvait être réalisée que chez un peuple peu nombreux :

« Un des plus grands inconvénients des grands Etats, celui
« de tous qui rend la liberté plus difficile à conserver est que
« la puissance législative ne peut s'y montrer elle-même et ne
« peut agir que par députation. Le législateur en corps est
« impossible à corrompre, mais facile à tromper (3). »

Aussi, Rousseau voulait-il que, dans les grands Etats, les députés fussent liés par des mandats impératifs.

« La souveraineté, suivant lui, ne peut être représentée,
« par la même raison qu'elle ne peut être aliénée ; elle consiste
« essentiellement dans la volonté générale, et la volonté ne se
« représente point ; elle est la même, ou elle est autre ; il n'y
« a point de milieu. Les députés ne sont donc ni ne peuvent
« être ses représentants ; ils ne sont que ses commissaires ; ils
« ne peuvent rien conclure définitivement (4). »

Il développe, dans ses écrits, la même idée, sous différentes formes :

« Grandeur des nations ! Etendue des Etats ! première et

(1) *Quod omnes tangit debet ab omnibus approbari*, vieille maxime des jurisconsultes.

(2) *Contrat social*, livre II, chap. 1.

(3) *Considérations sur le gouvernement de Pologne*, chap. VII, (V. 257.)

(4) *Contrat social*, livre III, chap. 15.

« principale source des malheurs du genre humain, et surtout
« des calamités sans nombre qui minent et détruisent les
« peuples policés. *Presque tous les petits Etats*, république et
« monarchies indifféremment, *prospèrent par cela seul qu'ils*
« *sont petits*, que tous les citoyens s'y connaissent mutuelle-
« ment et s'entregardent, que les chefs peuvent voir par eux-
« mêmes le mal qui se fait, le bien qu'ils ont à faire, et que
« leurs ordres s'exécutent sous leurs yeux..... Vos vastes pro-
« vines, disait-il aux Polonais, ne comporteront jamais la
« sévère administration des petites républiques. *Commencez*
« *par resserrer vos limites, si vous voulez réformer votre gou-*
« *vernement. Peut-être vos voisins songent-ils à vous rendre ce*
« *service*. Ce serait sans doute un grand mal pour les parties
« démembrées, mais ce serait un grand bien pour le corps de
« la nation..... Que, si ces retranchements n'ont pas lieu.....
« *appliquez-vous à étendre et à perfectionner le système des*
« *gouvernements fédératifs, le seul qui réunisse les avantages*
« *des grands et des petits Etats* (1)..... »

Et, dans un autre passage, il s'exprime ainsi :

« Si la Pologne était, selon mon désir, une Confédération de
« trente-trois petits Etats, elle réunirait *la force des grandes*
« *monarchies et la liberté des petites républiques*..... »

Cette partie du système de Rousseau est extrêmement curieuse, elle serait susceptible d'amples développements ; étudiée de près, elle fournirait, à elle seule, matière à un mémoire étendu, lorsque l'on tiendrait compte surtout de l'application qu'on a faite dès lors de son système à de grands pays. Je n'en parle ici que tout à fait accessoirement pour signaler, sur ce point aussi, l'*enfant de Genève* que nous retrouvons, pour ainsi dire, partout dans l'ensemble de ses

(1) *Considérations sur le gouvernement de Pologne*, V, 252.

théories gouvernementales; c'est toujours de Genève que Rousseau s'inspire, c'est sur sa ville natale qu'il tourne constamment les yeux. Ne pas tenir compte largement, dans l'appréciation de ses idées politiques, des franchises d'Adémar Fabri, c'est risquer fort de ne pas le comprendre.

Ces franchises que les bourgeois de Genève contemporains de Rousseau, *juraient d'observer et de garder*, étaient, d'après les représentants, *le rempart de leur liberté* et formaient *la constitution fondamentale de l'Etat* (1); qualifiées par Tronchin de *chartes rongées* et de *titres surannés*, elles étaient, à les croire, *si chères aux Genevois qu'elles marchaient*, suivant eux, *pour ainsi dire, de pair avec les saints évangiles*; on jurait *sur les saints évangiles et sur les franchises* (2).

Ce sont les termes de la première publication importante qui fut faite en réponse aux *Lettres écrites de la campagne*; les fameuses lettres de Rousseau ne parurent qu'une année plus tard.

Aussi les franchises était-elles considérées, par les représentants et par Rousseau lui-même, comme *inaliénables*; elles avaient toutes les qualités qui découlent de *l'inaliénabilité*. Elles étaient *indivisibles* et ne pouvaient être *ni cédées, ni perdues, ni prescrites*; lorsqu'avec une infaillible assurance, et en des termes que la politesse française ne comporte pas, un auteur allemand soutient le contraire, il fait, avant tout, preuve d'une ignorance profonde de l'histoire de Genève. La tendance de Genève, durant l'époque épiscopale, a été constamment, au contraire, de les consolider, de les développer, de les étendre, jamais de les restreindre ni de les amoindrir. Ces libertés que le gouvernement épiscopal avait toujours respectées,

(1) *Réponse aux lettres écrites de la campagne*, page 77.

(2) *Réponse aux lettres écrites de la campagne*, pages 147 et 148.

c'est à l'époque calviniste qu'elles furent sapées par leur base et que la grande majorité de la nation en fut absolument dépouillée. L'auteur allemand aura quelque peine à nous prouver que cette grande majorité de la nation genevoise, privée absolument de tous droits politiques et de la plupart des droits civils, jouissait, sous le nouveau régime, d'une pleine et entière liberté qu'elle n'avait pas possédée auparavant. Ces assertions hasardées peuvent être émises à distance, devant un public qui n'est pas au courant de la question ; on rirait à Genève de celui qui oserait les émettre tout haut.

Rousseau applique de même à la souveraineté complète, absolue, afférent à tous les membres du corps, cette idée *d'inaliénabilité* qu'il avait empruntée aux franchises d'Adémar Fabri, durant son séjour à Genève en 1754 (1) ; il admet de même pour la souveraineté toutes les conséquences qui en découlent. C'est au fond l'idée-mère de son système, puisée dans les souvenirs de l'histoire nationale de son pays, dans ce recueil cher aux Genevois, éminemment populaire, soit dans l'époque épiscopale, soit dans l'époque calviniste. Faut-il rappeler que ce recueil a été invoqué à plusieurs reprises de notre temps (2) et que la constitution genevoise actuelle, en proclamant l'égalité des citoyens (3), lui a emprunté plus d'un article ?

(1) Dans le projet de *Contrat social*, que possède la Bibliothèque publique de Genève, se trouvent ces mots : « Nous recevons tous en corps chaque membre comme *partie inaliénable* du tout. »

(2) Voir les deux brochures de M. *James Fazy*, intitulées : *Une organisation municipale pour la commune de Genève. D'une organisation municipale pour la Commune de Genève.*

(3) Le rapport officiel fait à l'Assemblée constituante genevoise, le 4 janvier 1847, rappelle que, jusqu'aux premiers temps de la réformation, tous les habitants de Genève faisaient partie du Conseil général.

Sans doute, la souveraineté, dont parle Rousseau dans le *Contrat social*, n'est exactement ni ce qu'elle était à Genève dans les quatorzième et quinzième siècles, ni ce qu'elle était dans le dix-huitième, au moment où parut ce livre fameux, mais l'idée-mère, qu'il applique à cette souveraineté, est bien celle qu'il a puisée dans les franchises de 1387, celle que mit en avant Deluc père, dans la controverse de 1757, celle que défendirent les représentants, ses contemporains, à propos de la charte d'Adémar Fabri; c'est dans ce sens que telle est l'origine des idées politiques de Rousseau.

Lorsqu'on affirme qu'il n'y a aucun rapport entre Rousseau et les franchises de 1387, parce qu'elles ne constatent pas, en faveur du peuple de Genève, dans le quatorzième siècle, une souveraineté entière, absolue, on ne tient aucun compte du développement successif des libertés dans nos contrées, on ne comprend pas ce grand mouvement communal du moyen âge qui a contribué plus que tout autre à créer la civilisation moderne; on veut juger les temps anciens par le temps actuel, sans tenir compte de la règle si sage de Montesquieu, que j'ai citée textuellement plus haut. Ou on ne saisit pas l'explication qui a été mise en avant, ou, ne pouvant l'attaquer en face, on la dénature pour mieux la combattre: parce que le Rhône à Lyon n'est pas exactement ce qu'il est dans le Valais, parce qu'il est plus large, plus puissant, parce que c'est, en un mot, un grand fleuve, au lieu d'un plus modeste cours d'eau, comme il était dans l'origine, on en conclut qu'il n'a pas sa source au pied des Hautes Alpes.

Libre à l'auteur allemand de soutenir que Rousseau préfère en réalité le gouvernement contemporain genevois, — qu'il attaque avec violence, notamment dans ses *Lettres écrites de la montagne*, — au gouvernement des franchises qu'il vante en des termes extrêmement élogieux, c'est son affaire. Il y a

des assertions qui ne se prennent pas au sérieux, des affirmations qu'il serait oiseux de réfuter(1). Les textes qui ont été cités parlent si clairement, surtout si on les compare aux lettres de Tronchin et à un ensemble d'autres documents, ils sont si indiscutables qu'ils mettent nettement à néant toutes les assertions contraires.

Enfin, l'auteur allemand fait, à propos de mes deux mémoires, une vraie dissertation sur les croyances personnelles de Rousseau ; je le laisse s'enfoncer dans cette voie aussi loin qu'il lui plaira. J'ai lu, dans Bernardin de St-Pierre, dont il ne parle pas, et qui nous donne des renseignements particuliers sur la vieillesse du célèbre écrivain, que celui-ci, passant devant une chapelle, y entra et pria, qu'il en sortit fort satisfait ; pour moi, je n'ai aucune envie de scruter les croyances ou la croyance de Rousseau ; c'est d'histoire seulement que je m'occupe et je répète, avec un écrivain que cite l'auteur allemand et que j'ai déjà cité moi-même : « L'histoire a son domaine, les convictions personnelles ont le leur (2). »

V

Les explications dans lesquelles je viens d'entrer sont déjà bien longues, trop longues peut-être ; elles sont cependant fort incomplètes, mais il est temps de conclure.

Que comportaient les idées de Rousseau dans Genève, au moment où elles se produisirent avec tant d'éclat et où elles eurent, dans la petite république et bien au-delà de ses modestes frontières, un si grand retentissement ?

(1) Autant vaudrait s'occuper du style de l'auteur, lorsqu'il lui plaît d'écrire en français, ou des noms propres qu'il estropie impitoyablement, par exemple, à propos du testament de Rousseau, fait en 1737.

(2) *Bibliothèque universelle*. Mai 1862, p. 143.

Etait-ce, comme dans le quatorzième siècle, des principes d'union et de concorde entre la population et le pouvoir ?

Toutes ces inégalités choquantes, qui semblent inhérentes au calvinisme, qui ont été créées et développées par lui, à profusion, dans Genève, supporteront-elles, victorieusement et en silence, cette épreuve solennelle ?

Cette idée de souveraineté inaliénable, indivisible, perpétuelle en quelque sorte, dans laquelle tous doivent être compris, passera-t-elle inaperçue, inoffensive, au milieu de toutes ces classes, plus ou moins hostiles les unes aux autres, superposées et s'entre-heurtant par la force même des choses ?

Toutes ces barrières artificielles qui séparent et qui parquent en groupes divers cette population si unie, si homogène autrefois, résisteront-elles au choc que vont produire les théories du célèbre écrivain ? Eteindront-elles ou rendront-elles plus terrible cette guerre sourde qui règne au sein de la société ?

Dans cette population, qui ne connaît point le contre-poids salutaire que possèdent les Etats-Unis, dans laquelle les déistes et les matérialistes forment, au dire d'un écrivain sympathique à Genève, la très grande majorité, verra-t-on le pouvoir s'entendre à l'amiable avec les privilégiés ? Verra-t-on ceux-ci renoncer d'eux-mêmes à ces privilèges d'un autre temps, et les déshérités attendre sans impatience le moment de devenir aussi des citoyens ?

Les quatre cinquièmes de la population, étrangers à la pratique de la liberté, feront-ils, pacifiquement et en un jour, l'apprentissage, toujours difficile, de la vie publique ? Et cette ténacité genevoise, souvent extrême dans tous les camps, la verra-t-on disparaître sans secousse comme par miracle et sans effort ?

La réponse à ces questions semble facile et se fait, pour ainsi dire, d'elle-même.

« Tout balancé, disait Rousseau, j'ai donné la préférence au gouvernement de mon pays. Cela était naturel et raisonnable ; on m'aurait blâmé si je ne l'eusse pas fait (1). »

Mais quel était le gouvernement de son pays ? Ce ne pouvait pas être et ce n'était pas celui contre lequel il dirigeait ses attaques éloquentes, les plus vives et les plus passionnées. C'était le gouvernement, tel qu'il avait existé autrefois, tel qu'il se le figurait en théorie, tel qu'il devait être à Genève, selon lui. Or, ces attaques donnaient l'éveil, non seulement aux deux classes privilégiées qui luttaien^t contre le Petit Conseil, mais encore, quoiqu'il n'y songeât guère, à toutes les autres classes, à l'ensemble de la nation.

Ces attaques si animées, si enthousiastes, si virulentes, étaient un cri de guerre, c'était le signal donné pour monter à l'assaut du pouvoir ; l'opiniâtreté politique des Genevois faisait deviner facilement que le combat ne serait pas d'un jour ; dans un flux et un reflux de péripéties différentes, il devait se prolonger jusque vers les dernières années du dix-huitième siècle. Le combat était si acharné que, seule, la conquête de Genève par la France put y mettre fin.

Rappelons, en terminant, que les théories de Rousseau ne s'appliquaient, dans l'origine et dans son intention première, qu'à un petit pays. Elles ne se perdaient pas dans les rêves et les nuages ; elles avaient une base solide, une base historique : Genève et ses franchises. Lorsqu'il admettait que la liberté n'était pas possible dans des contrées étendues, qu'il proposait de les morceler, de les diviser en petites contrées confédérées, il opposait, comme contraste, à la centralisation la plus ex-

(1) *Sixième lettre écrite de la montagne.*

trême, la plus extrême décentralisation. Peut-être est-il permis de croire qu'il songeait aussi à un autre pays qu'il avait sous les yeux, à la Suisse, dont Genève devait faire partie un jour.

Or, d'une idée générale contenue dans le *Contrat social*, on devait tirer des conséquences générales, extrêmes, et rendre les théories de Rousseau plus révolutionnaires encore, en les appliquant, contre son intention, à de grands pays.

Appliquées à la France, qui n'avait pas la même base historique que Genève, elles ont eu une portée beaucoup plus étendue qu'il n'aurait pu le supposer lui-même.

Faute d'une base pratique, préconstituée, on allait s'appuyer tôt ou tard sur des abstractions, sur la raison pure ; au pouvoir absolu de la royauté, on allait bientôt opposer un autre pouvoir dont là responsabilité est infiniment moins grande que celle d'un seul. On allait, tombant d'un extrême dans un autre, substituer, à l'infailibilité politique d'un monarque, l'infailibilité politique des masses.

La raison abstraite, que Rousseau fit prévaloir, avait une cause évidente dans la Genève calviniste, elle était en contradiction directe avec cette sombre prédestination que patronnait Calvin ; c'est pourquoi peut-être Rousseau a emprunté la clé de voûte de son système à l'ancienne Genève, à la Genève épiscopale, sans bien oser l'avouer ouvertement à ses compatriotes, à ce peuple de Genève qui, à des qualités très réelles, joignait des préjugés enracinés dont Rousseau a largement tenu compte ; mais cette cause directe, qui s'appliquait à Genève, s'appliquait-elle de même à la France ?

Quoiqu'il en soit, le système de Rousseau qui tendait, pour être réalisé, au morcellement des souverainetés et à leur grand nombre, contribua largement, au contraire, à faire naître et à alimenter ces grands orages dont nos pères furent les témoins ;

il eut ainsi pour conséquence de diminuer considérablement le nombre des souverainetés de peu d'étendue, de créer de grandes nations, ce que Rousseau eût vivement regretté lui-même. Genève, sa patrie, ne faillit-elle pas, au milieu de ces violentes tempêtes, être engloutie comme nation et disparaître ?

Telles ont été les conséquences inattendues d'un système qui avait été, quelques siècles auparavant, dans Genève, un système d'union, de concorde et de paix, d'un système qui avait rendu le peuple genevois heureux et prospère, à l'abri duquel il avait été, suivant les expressions de l'auteur du *Contrat social*, *plus libre que s'il eût été entièrement républicain*.

Au lieu d'un fleuve calme et tranquille, suivant son cours, sans déchirer ses rivages, le fleuve coule furieux, débordé, on dirait un grand torrent des Alpes, grossi par les pluies, se précipitant au loin, menaçant et terrible, comme aux jours des grandes inondations.

ANNEXES

I

Le rapport fait sur mon second mémoire à l'Académie des sciences morales et politiques de France par l'illustre M. Nourrisson, vice-président de ce corps savant, est ainsi conçu :

« Cette publication fait suite à un premier *Mémoire* que j'ai « eu l'honneur de présenter ici même, il y a un peu plus de « trois ans.

« Dans cette première étude, M. Vuy, recherchant quelle « avait été l'origine de l'idée qui domine tout le *Contrat social*, « c'est-à-dire de l'idée de souveraineté, de la souveraineté qui « procède de la volonté de tous, qui réside indivisible en cha- « cun, qui ne peut, d'ailleurs, ni s'aliéner ni se prescrire ; « M. Vuy avait entrepris d'établir par des rapprochements de « textes indiscutables, que, de l'aveu même de Rousseau, « celui-ci avait, en partie du moins, pour en faire une uni- « verselle application, emprunté cette idée maîtresse aux fran- « chises promulguées en 1587 par le prince-évêque de Genève, « Adémar Fabri. Le *Contrat social* parut en 1762.

« Or, dans ses nouvelles recherches, M. Vuy interrogeant « avec une sagacité patiente de nombreux documents trop « peu consultés, arrive à constater que Rousseau n'avait été « parmi ses compatriotes et contemporains, ni le seul, ni le « premier à signaler les franchises de Fabri comme le prin- « cipe de la communauté genevoise. C'est ainsi notamment « qu'à propos d'un différend qui s'émut à Genève en 1757, à

« propos d'une taxe sur les bancs de quelques temples, entre le
« Petit Conseil et le Grand Conseil, il nous montre opposant
« l'un à l'autre des écrits pleins de véhémence, le physicien et
« géologue Deluc et le procureur général Tronchin. Tandis
« que Deluc observe, en rappelant non seulement les actes et
« prérogatives du Conseil général de 1420, mais aussi et sur-
« tout les franchises de Fabri, que le régime épiscopal avait
« été pour Genève beaucoup plus libéral que le régime inau-
« guré par Calvin, lequel avait changé la république en aris-
« tocratie, où c'était avec l'inégalité la plus choquante que les
« droits demeuraient répartis entre les citoyens, les bourgeois,
« les natifs, les habitants, les domiciliés, les étrangers ; Tron-
« chin déclare, au contraire, qu'invoquer une souveraineté
« consacrée par un acte passé du temps des évêques, plus de
« cent cinquante ans avant que Genève eut une constitution,
« c'était poser un principe destructif, non pas uniquement du
« gouvernement genevois, mais de tous les gouvernements du
« monde. »

« C'était également, comme étant essentiellement révolu-
« tionnaire, que Tronchin devait combattre dans ses *Lettres*
« *écrites de la campagne*, auxquelles répondirent les *Lettres*
« *écrites de la montagne*, la doctrine exposée par Rousseau
« dans le *Contrat social*. Et effectivement, Rousseau qui, aussi
« bien en sa qualité de citoyen de Genève, avait, avant de
« s'afficher démocrate, affirmé très haut « qu'il préférait l'aris-
« tocratie à tout autre gouvernement », Rousseau, d'une idée
« de souveraineté protectrice de la liberté de chacun, avait
« fini par faire une idée de souveraineté oppressive des droits
« de tous.

« C'est pourquoi M. Vuy conclut, non sans raison, que, s'il
« y avait quelque nouveauté à démontrer que c'était à la légis-
« lation du moyen âge et particulièrement à la législation

« épiscopale, qu'il fallait rapporter la source première de la
« théorie de la souveraineté que Rousseau avait professée
« avec tant d'éclat en la dénaturant, et où ses compatriotes et
« contemporains avaient avec lui ou même avant lui, trouvé
« un thème d'ardentes discussions, il ne serait pas moins in-
« téressant, peut-être, d'examiner comment l'idée d'Adémar
« Fabri, qui était sage et libérale, qui comportait l'union et
« la concorde entre la population et le pouvoir, est devenue
« plus tard une idée radicale et hostile aux gouvernements,
« comme aussi de déterminer quelles causes ont produit cette
« transformation et quels événements ont contribué à l'établir.
« Ces questions sont assurément d'une grande importance, et
« il est à désirer qu'après se les être posées, M. Vuy s'ap-
« plique à les résoudre. Elles sont dignes de son rare savoir,
« de l'élévation de son esprit et de l'impartialité de sa critique.

(*Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques de France. Avril-mai 1882, pages 776-778.*)

II

Pour les personnes qui ne possèdent pas les deux premiers mémoires sur *l'Origine des idées politiques de Rousseau*, je reproduis ici quelques-uns des documents sur lesquels ils sont fondés.

I

N° 78. *Que les sindiques ne usent desdites franchises que pourtant elles ne soient point perdues.*

Item que se les dessusditz citoyens de geneue qui par le temps present sont et seront au temps aduenir procureurs de ladite cité des dessusditz *pruileges et franchises en tous leurs chapitres ou en aulcuns deulx nen usent* : que pourtant les-

ditz citoyens et communité par l'espace de trente ans, quarante ans, cinquante ans, ou plus ne soient pas perdus, *ne ne leur puisse encourre prescription de temps*. Et se nous ou nostres officiers qui par le temps aduenir *venoient au contraire en tout ou en partie de ces priuileges*: ou quil *attentassent de venir au contraire* que pourtant ils ne *deussent ne ne peussent* ausditz citoyens, clercz, et communité *porter préiudice quelconque* : *ne alleguer prescription de temps* sinon en tant quil seroit du consentement et voulente desditz citoyens de ladite communauté. (*Franchises de Genève de 1387. Traduction Montyon*).

II

« On s'enfonce dans le quatorzième et quinzième siècle pour y trouver l'esprit de notre Constitution. On la cherche dans les franchises d'*Ademarus Fabri* en 1387, dans un acte de 1420, où les Natifs et Habitans figurent en égalité avec les Citoyens et Bourgeois. Et cela, dit-on, est conforme à la *Loi fondamentale de la République*..... Il ne faut pas espérer d'en être cru sur une simple assertion, ou sur un commentaire d'imagination appuyé sur des actes de 1387, et de 1420..... En effet, est-ce en 1387, lorsque la ville avoit à la vérité des Franchises, mais non pas une Constitution, qu'il faut chercher l'esprit de la Constitution..... y a-t-il de la prudence à citer cet acte de 1420, où les Citoyens et Bourgeois sont confondus avec les Natifs et Habitans ? Les Citoyens et Bourgeois trouveroient-ils bon que les Natifs et Habitans s'autorisassent de cet acte pour prétendre aux mêmes prérogatives, et pour aller du pair avec eux ? Ne s'écrierioient-ils pas avec justice que ce n'est pas d'après ces titres surannés qu'il faut partir..... »

(*Lettres écrites de la campagne*, pages 61-64. Troisième édition).

III

« Et cette Ochlocratie tumultueuse dériveroit de la loi fondamentale ! On la fonderoit sur des actes de 1387, et de 1420 ! On l'auroit ramassée dans ces tems ténébreux où on n'aperçoit pas encore un corps de bourgeoisie, puisqu'elle y marche collatéralement avec le reste des habitans ! Les édits de 1568, les Ordonnances de 1576, l'Edit de 1713, l'Edit même de 1738..... disparaîtroient devant des chartes rongées et antérieures de près de deux cent (*sic*) ans à la formation de la République ! »

(*Id.*, pages 132, 133.)

IV

« Ces droits si judicieusement combinés ; ces droits réclamés par les Représentans en vertu des Edits, vous en jouissiez sous la souveraineté des évêques, Neufchâtel en jouit sous ses princes, et à vous Républicains on veut les ôter ! Voyez les Articles 10, 11 et plusieurs autres des franchises de Genève, dans l'acte d'Ademarus Fabri. Ce monument n'est pas moins respectable aux Gênois que ne l'est aux Anglois la grande Charte encore plus ancienne, et je doute qu'on fût bien venu chez ces derniers à parler de leur Charte avec autant de mépris que l'Auteur des Lettres ose en marquer pour la vôtre. »

« Il prétend qu'elle a été abrogée par les Constitutions de la République. Mais, au contraire, je vois très souvent dans vos Edits ce mot, comme d'ancienneté, qui renvoie aux usages anciens, par conséquent aux droits sur lesquels ils étoient fondés ; et comme si l'Evêque eût prévu que ceux qui devoient protéger les franchises les attaqueroient, je vois qu'il déclare

dans l'Acte même, qu'elles seront perpétuelles, sans que le non-usage ni aucune prescription les puisse abolir. »

(J.-J. Rousseau. *Huitième lettre écrite de la montagne.*)

V

« Les divers articles de ces franchises sont exprimés dans plusieurs déclarations des évêques et notamment dans celle d'Ademarus Fabri, en 1387. Cette pièce authentique et regardée par la bourgeoisie de Genève comme le fondement de sa liberté, contient un grand nombre d'articles qui sont peu de chose, mais il y en a de fort importants. L'évêque y déclare qu'il ne fait que rassembler ou confirmer des franchises si anciennes qu'il n'est mémoire du contraire, en telle sorte que le non-usage ne peut prescrire contre elles, et qu'il ne laisse ni à ses successeurs ni à personne le droit de les révoquer. »

(J.-J. Rousseau. *Revue Suisse*, 1861, pages 463, 464.)

VI

« L'origine des franchises et des libertés du peuple de Genève se perd dans la nuit des temps. Dans l'acte célèbre de l'évêque Ademarus Fabri, cet évêque reconnaît lui-même que ces franchises qu'il lui confirme, sont de temps immémorial. Toutefois, on ne saurait supposer que dans les désordres qu'entraîna la ruine de l'empire romain, aucun peuple, aucune ville ait conservé la moindre ombre de liberté. Le système féodal, fondé sur l'esclavage des vaincus, n'était pas propre à la faire renaître. Les évêques, seuls protecteurs du peuple, le tirèrent de la soumission, et les droits municipaux de la ville de Genève ne s'établirent que sur ceux du clergé. Le prince, qui devait au peuple sa puissance, paya sa dette avec usure, il

fonda la liberté. Elle vint du côté dont on l'aurait le moins attendue. »

« Genève avait à peu près, sous les évêques, les mêmes droits que Neuchâtel a sous ses princes : l'honneur et l'embarras du gouvernement était pour le prélat ; l'avantage et la sûreté était pour le peuple. Au dehors, protégé par son souverain, au dedans, par ses franchises, le Genevois ne craignait ni son maître ni ses voisins, il était beaucoup plus libre que s'il eût été tout à fait républicain. »

(J.-J. Rousseau. *Revue Suisse*, 1861, pages 461, 462.)

VII

« L'idée d'aller chercher quelque image de liberté sous les rois de Bourgogne et sous Charlemagne est chimérique. La liberté ne germa que sous l'épiscopat, et les évêques que le peuple de Genève regarde comme les anciens tyrans de sa patrie, en furent en effet les pères et les bienfaiteurs. »

(J.-J. Rousseau. *Revue Suisse*, 1861, page 43.)

VIII

« Ces mots « *comme d'ancienneté* », nous ont conduit nécessairement à des recherches dans nos premières Lois ; dans les franchises de 1387, dans l'acte de 1420. Comment ces recherches ont-elles été reçues ? On les a ridiculisées, blâmées. Ces premières bases de notre Constitution ont été traitées de *titres surannés* (1), de *chartes rongées* (2) ; on a accusé les Représen-

(1) *Lettres écrites de la campagne*, page 64.

(2) *Id.* page 133.

tans de vouloir établir une *Ochlocratie tumultueuse* (1), de la fonder sur des actes de 1387 et de 1420, de la ramasser dans les *tems ténébreux*, dans des *pièces* que nos *législateurs ne connoissoient pas, ou qu'ils dédaignoient de connoître* (2)..... nous avons cherché les principes de notre Gouvernement dans nos anciens titres.....»

(Réponse aux lettres populaires. Lettre XXXI, pages 184, 185.)

«.....Ademarus Fabri qui prononçoit contre lui en parlant des franchises des citoyens.....»

(Id. Lettre XIII, page 49.)

IX

« Lui oppose-t-on [*à l'auteur des lettres écrites de la campagne*], la constitution fondamentale de l'Etat, ces franchises que tous les bourgeois jurent d'observer et de garder ? Il n'en tient aucun compte ; ce sont, dit-il, des *Chartes rongées, des titres surannés*..... »

(Réponse aux lettres écrites de la campagne, 1764, page 77.)

X

« Ils [*les citoyens et les bourgeois représentants*] ont cité les articles 10 et 11 de ces *Libertés et Franchises* qui devroient assurer si efficacement la liberté des particuliers contre les emprisonnemens *sans adstriction ni condition*. L'anonyme veut que ces *Franchises* aient été *abrogées par des loix postérieures*. Peut-être, dit-il encore, nos *législateurs ne les connoissent pas ou dédaignoient de les connoître*. Et cependant

(1) Id. page 132,

(2) Page 133.

« ces législateurs..... ont statué que tous les bourgeois jure-
« roient de les *observer et garder*. Ces législateurs se sont-ils
« donc fait un jeu de la religion du serment ? Si ces *Libertés et*
« *Franchises* leur étoient inconnues, comment ont-elles passé
« jusques à nous ?..... Ces *Franchises* avoient été imprimées en
« 1507, et elles étoient inconnues, ou bien on dédaignoit de
« les connoître en 1543 et en 1568 ! Ces *Franchises*, que les
« Citoyens regardoient comme *le rempart de leur liberté sous*
« *un Prince-Evêque*, auront été *abandonnées* à l'heureuse épo-
« que de la Réformation, *dans le tems que le Conseil général*
« *acquiesce tous les droits du Prince !*

« Les citoyens n'auront fait *tant d'efforts pour conserver*
« *et étendre leurs libertés limitées à divers égards sous un*
« *Prince-Evêque*, que pour se mettre sous le joug le plus dur
« *et le plus insupportable !.....*

« Vos Franchises, vos Loix, vos Libertés sont anéanties,
« si vous laissez subsister ce système destructeur. »

(*Idem*, pages 83, 84, 85.)

XI

« Qu'on nous produise un seul Edit qui ait expressément
« dérogé à ces *Libertés et Franchises*..... Ces *chartes rongées*,
« ces *titres surannés*, étoient si sacrés qu'ils marchaient pour
« ainsi dire de pair avec les *Saints Evangiles*. On juroit sur les
« *Saints Evangiles* et sur les *Franchises*. »

(*Idem*, pages 147 et 148.)

XII

« Les Citoyens et Bourgeois s'appuyent sur une *Loi fon-*
« *damentale de l'Etat*, écrite dès l'an 1387 et 1420..... »

« *Très humble et très respectueuse Représentation à M. le Premier Syndic, du 8 août 1763.* » *Représentations et écrits, etc., et réponses du Conseil, 1766, pages 34, 35, 39.*)

XIII

« Votre *système de gouvernement* est un *système nouveau*, nous dit-il. Ce reproche sied-il bien à l'anonyme qui ne veut pas nous permettre de remonter aux quatorzième et quinzième siècles ! S'il craint les nouveautés, pourquoi se plaindre de ce que nous nous fondons sur des *titres surannés*, sur des *chartes rongées* ? »

(*Réponse aux lettres écrites de la campagne, 1764, page 161.*)

Il serait facile de citer bien d'autres documents encore écrits dans le même sens.

FIN.

HISTOIRE
DE
L'ESCALADE

Avec toutes ses circonstances

PAR

David PIAGET, citoyen de Genève

publiée avec une introduction et des notes

Par L. DUFOUR-VERNES & Eugène RITTER

PRÉFACE

I

Le manuscrit

Un jeune savant vaudois, M. Jules Cornu, professeur de philologie romane à l'Université de Prague (1), venait d'être nommé membre correspondant de l'Institut genevois (section de littérature). Le 19 mars 1882, il écrivit à cette occasion à l'un de nous :

« Je me demandais comment je pourrais bien témoigner ma reconnaissance à l'Institut genevois de l'honneur qu'il m'a fait en me nommant membre correspondant. En revoyant mes vieux cahiers, j'ai trouvé quelques feuilles contenant la description d'un manuscrit de la ville de Grenoble, dont la plus grande partie est consacrée à Genève. Je me fais un plaisir de vous les envoyer.... »

(1) M. Cornu a publié dans la *Romania* des études sur les chants, les contes populaires et les proverbes patois de la Gruyère; sur le patois de la vallée de Bagnes (en Valais); ainsi que des recherches sur la grammaire des langues espagnole et portugaise.

C'est dans l'été de 1875 qu'il a rédigé, à la Bibliothèque de Grenoble, la notice que nous publions plus loin, du manuscrit 916.

La plupart des morceaux contenus dans le manuscrit dont M. Cornu a fait la notice, sont assez intéressants pour que nous donnions ici cette notice tout entière; nous y avons joint quelques notes, pour signaler les manuscrits de divers dépôts de Genève où se retrouvent la plupart des pièces du manuscrit de Grenoble; notamment un manuscrit qui porte le n° 130 des Brochures genevoises de la Société de lecture, qui fut donné à cet établissement, il y a une soixantaine d'années, par M. Martin-Aubert, et qui contient une douzaine des trente-quatre pièces du manuscrit de Grenoble.

**Bibliothèque de Grenoble, n° 916. Petit in-folio,
sur papier, sans pagination.**

I. Inscriptions antiques de Genève, recueillies du livre de Janus Gruterus. — Deux éditions de cet ouvrage (*Inscriptiones antiquae totius orbis romani*) ont été publiées à Genève (1603 et 1616).

II. Summarium majoris consilii.

Defensio Genevensium neque longius neque aliunde petenda est quam ex ipsius actionis articulis a Duce Sabauda institutæ, in qua contraria perspicue implicantur.

III. Roolle des Seigneurs hospitaliers, depuis l'an 1535.

Tous les noms que ce rôle contient sont de la même écriture et de la même encre, du premier au dernier; et les derniers inscrits sont :

Timothée Perrot, 1614.

Jacques Maillet, 1620.

Timothée Perrot, 1624.

Comme Jean Bougueret, qui succéda à Timothée Perrot, fut nommé hospitalier le 28 octobre 1629, on peut fixer aux

années 1624 à 1629 l'époque où furent compilés les documents contenus dans le manuscrit qui nous occupe.

IV. Reiglement de l'hospital général de Genève, fait l'an 1608, sur le gouvernement et administration des biens du dit hospital, extraict des livres et registres d'iceluy hospital.

On lit dans le registre du Conseil, à la date du 18 mai 1607 (et non pas 1608) : *Ici a été dressé le règlement sur l'hospital en la forme suivante....* Suivent 88 articles.

V. Sommaire de la doctrine chrestienne laquelle est enseignée en l'eschole de Geneve.

Fin :

Ainsi signé : GALATIN.

VI. Abrégé et détestable trahison, perfidie et meschanceté commise par les principaux de Berne en l'année 1589, contre Dieu, contre la Religion, contre le Roy de France et contre Genève leurs alliez, ensemble aussi contre les sujets des trois bailliages, contre leur honneur propre et celui de la nation et contre la seurté de toute leur patrie et de toute la Suisse.

Ce morceau se trouve dans le manuscrit précité de la Société de lecture (folios 280-291) sous le titre : *Abrégé et sommaire recueil des griefs faits à la cité de Genève par les principaux de Berne, l'an 1589.*

VII. Sommaire discours des droits et autoritez que le duc de Savoye prétend lui appartenir sur la cité de Genève.

VIII. Sommaire des prétensions des très illustres ducs de Savoye sur la ville franche et Impériale de Genève.

IX. Sommaire discours des objets et deffenses des Seigneurs de Genève sur les prétensions de la maison de Savoye sur la dite ville de Genève.

X. Description et inventaire des bulles impériales, papales, arrests, déclaracions, accords, recognoissances, fidélitez, journées et autres droits, produits par les Seigneurs de Genève, en plusieurs assemblées tenues et faittes avec les

ducs de Savoye, et principalement en la conférence tenue à Hermance entre les desputez de son Altesse avec les députez des Seigneurs de Genève, l'an 1598.

XI. Remonstrance au duc. Apologie au duc de Savoye.

XII. Duplique des députez de Genève, à la fin de laquelle on lit : fait à Thonon et signé par moy au nom des dits Seigneurs députez de la Seigneurie de Genève l'onzième de novembre 1598. Signé : Jehan Sarrazin.

XIII. Coppie du rapport des seigneurs ambassadeurs Lect, Savion et Anjouran, fait en Petit Conseil le 15 décembre 1601 et le lendemain en Deux-Cents.

Tous ces morceaux (VII à XIII) se trouvent dans le manuscrit précité de la Société de lecture, fol. 3 à 146.

XIV. Reiglement sur l'émolument du seau, tel qu'il est par révision mis par tableau dans la banche, soit chambre où sont playdées les causes ordinaires, selon qu'il en a esté coppié.

Ce tarif datait du 29 mars 1585, comme on le voit par le registre du Conseil, à cette date :

« *Taxes du Seau et de la Justice.* Messeigneurs, s'estant assemblez ce matin, ont reveu les dites taxes, après la révision qui a esté faicte ces jours par Mess^{rs} les Syndiques et quelques aultres des Seigneurs, et a esté passé et approuvé, ainsy comme les dites taxes sont couchées sur le livre des Edictz ; et au reste a esté arresté que les Seigneurs de céans et le saultier et secrétaire soient exeptez des émolumens à la banche. »

XV. Entreprise du sieur de Raconis sur la ville de Genève. Voir plus loin, article XXXI.

XVI. Court morceau que nous donnons en entier ; c'est la copie d'une note dont l'origine n'est pas indiquée :

« L'entreprise de l'escalade eut son origine première, quant aux hommes et moyens humains, par ce moyen :

«Un gentilhomme savoysien, nommé Brenaulier, malade d'un bras, vint à Genève pour se faire guérir, logea chez le sire Guillaume Guérin, en la place Notre-Dame ; iceluy avoit un fils chirurgien, on luy bailla une chambre, qui avoit la veue sur la Corraterie. La nuit qu'il ne pouvoit reposer (c'estoit au mois de may), il se mettoit volontiers à la fenestre de laquelle il pouvoit voir les rondes passer, et le devoir que l'on faisoit aux sentinelles. Il y avoit vis-à-vis de sa fenestre entre autres une garite en laquelle on ne mettoit point de sentinelle. Le jour, il sortoit par la porte Neufve et alloit le long de la muraille jusques au Rhosne, remarquoyt la hauteur de la muraille, la profondeur du fossé et les advenues. Sur quoy, et pour parvenir à son malheureux desseing, il escrivit à un sien ami en Savoye, auquel après les cérémonies en pleine rue pour entrer en sa chambre, finalement il fit voir ce qu'il en avoit recognu et luy en communiqua les inventions, et firent leurs premiers projets.

«Les cérémonies furent en rue audevant de son logis à heure de mydi : plusieurs femmes et filles voysines estoyent assises en rue à leur besongne. Il fit tant par ses prières, que son dit amy entra et alla prendre la collation qui fust continuée jusques au soupper, et finalement l'arresta pour passer la nuit ensemble, et pendant icelle voir les rondes et autres remarques nécessaires ; puis le lendemain firent le mesme chemin depuis la porte jusques au Rhosne, et communiquèrent de tout ce qui se faisoit.»

XVII. Histoire de l'Escalade par D. Piaget, citoyen de Genève, avec toutes ses circonstances.

XVIII. 1603. Chanson du pot au laict du duc de Savoie, et se trouve imprimée.

Cette chanson a été réimprimée dans le *Recueil des plus anciennes chansons de l'Escalade*, Genève, Cherbuliez, s. d. 78 pages, in-12°, et dans le recueil publié par M. Jullien : *Chansons de l'Escalade*, 1845, in-4°. On en a une autre réimpression sur le recto d'un feuillet qui contient au verso une chanson de l'escalade sur l'air : *Une dévote en Dieu*, et commençant par : *Accourez, jeunes, vieux* : 38 quatrains composés pour la fête de l'Escalade, en 1665.

XIX. L'ordre des escholes de Genève, reveu et augmenté, par ordonnance de nos très honorez Seigneurs Syndiqs et Conseil, l'an 1576.

XX. La publication du dit ordre fut faicte l'an 1559, en face de la Seigneurie (LVI §).

XXI. Lettres certaines d'aucuns grands troubles et tumultes advenus à Genève.

C'est la copie d'un imprimé que possède notre Bibliothèque publique (*Ba*, 1588) dont parle Gaullieur dans ses *Etudes sur la typographie genevoise* (*Bulletin de l'Institut*, II, 121), et qui a été décrit par M. Théophile Dufour (*Notice sur les livres imprimés à Genève et à Neuchâtel dans les premiers temps de la Réforme*, p. 128).

XXII. Récit de l'entreprise de l'Armada.

XXIII. Extrait du 3^{me} article du Traité perpétuel, passé le 18 May 1579 par Sa Majesté Royale de France, pour la defense de la Citté de Genève, avec les Magnifiques Seigneurs de Berne et de Soleure.

XXIV. Discours touchant la prise et mort de Philibert Bertholier en l'an 1519, le 5^e d'aoust.

XXV. D. Bernardi ad Ardutionem Gebennensem electum, epistola 27 ; ad eundem jam episcopum, epistola 28. Voir *Régeste genevois*, article 286.

XXVI. Double de l'alliance entre Berne et Genève, en l'an 1536.

XXVII. Quaestiones statum politicum et ecclesiasticum Genevensem atque hinc Sabaudicum comprehendentes.

Ces deux morceaux se trouvent dans le manuscrit précité de la Société de lecture, folios 272 et suiv., 147 et suiv.

XXVIII. Le combat des vrais archers contre le plant de l'ancien Papeguay. Toute plante que le Père céleste n'a point plantée sera arrachée. De l'officine de vérité, M. D. LXII.

XXIX. Première moralité, jouée à Genève en la place du Molard, le dimanche des Bordes, l'an 1523.

Seconde moralité. Le dimanche après les Bordes, 1524.

Ces deux pièces ont été imprimées plusieurs fois, entre autres dans les mémoires de la Société d'Histoire de Genève (I, 153-163).

En donnant la bibliographie de ces pièces dans un travail sur *la Sottie en France (Romania, VII)*, M. Emile Picot cite le manuscrit 916 de la Bibliothèque de Grenoble, et lui assigne pour date la fin du XVI^e siècle; mais nous avons montré ci-dessus que ce manuscrit est d'une époque plus récente. Voir article II, et cp. art. IV, XIII, XVI, XVII et XVIII.

XXX. Chanfon de la complanta et desolafion dé paitre.

Cette chanson patoise se trouve dans le manuscrit précité de la Société de lecture, fol. 174. Voir ce qui en est dit dans les *Recherches* de M. Eugène Ritter *sur le patois de Genève* (Mémoires de la Société d'Histoire de Genève XIX, 43; et page 7 du tirage à part).

XXXI. Chanson sur l'entreprise de Raconis contre Genève, l'an 1582.

XXXII. La guerre de Gex.

Cp. Senebier, *Histoire littéraire de Genève*, I, 76.

XXXIII Edicts faicts et reveus en Conseil général sur les offices de la ville de Genève, le 29 janvier 1568.

Ces édits se trouvent dans le manuscrit précité de la Société de lecture (fol. 306) et sont copiés aussi dans les manuscrits 11 (fol. 1-22) et 14 (pages 1-61) de la Bibliothèque des Archives. Les manuscrits 93, 94 et 109 de cette Bibliothèque contiennent aussi quelques-uns des morceaux que j'ai signalés comme se trouvant dans le manuscrit précité de la Société de lecture.

XXXIV. De l'origine des *Mammelus*.

On ne sait comment est venu échouer à Grenoble ce manuscrit 916, qui est évidemment l'œuvre d'un magistrat genevois ; nous avons cité plusieurs manuscrits de la même époque, où se trouvent semblablement compilés des documents et notes qui se rapportent à l'histoire de notre république, aux antiquités de notre ville, à la longue controverse juridique sur les prétentions de la maison de Savoie à la souveraineté de Genève, etc.

Mais, parmi tous les morceaux que ce curieux manuscrit contient, il en est un (XVII) dont l'importance éclatait au premier coup d'œil. L'Institut genevois (1) arrêta qu'il serait publié dans son *Bulletin*, et nous fîmes à Grenoble les démarches nécessaires pour en obtenir la copie. M. Gariel, conservateur de la Bibliothèque de Grenoble, nous prêta son obligeant concours ; un savant dauphinois, M. Gustave Vallier, voulut bien se donner la peine de collationner la copie que nous avions fait faire. Enfin, l'un de nous fit tout exprès le voyage de Gre-

(1) Section des sciences morales et politiques, d'archéologie et d'histoire : séance du 1^{er} mai 1882.

noble pour lever quelques doutes qui nous restaient encore, et pouvoir donner, de l'important morceau que nous offrons aux amis de notre histoire nationale, un texte parfaitement assuré.

II

L'auteur

Dans la première moitié du XVII^{me} siècle, la famille Piaget n'avait qu'un seul de ses membres dont le prénom commençât par la lettre D ; c'était David Piaget, né le 31 octobre 1580. Son père, Julien Piaget, riche marchand (1), fut élu du Conseil des Deux-Cents en 1589, et du Conseil des Soixante en 1603. Lors de la guerre de 1589 avec le duc de Savoie, il avait prêté quelques sommes à la Seigneurie, ce qui portait celle-ci à lui faire quelques gracieusetés, comme de le libérer de taxes pour l'entrée de ses marchandises (2), ou de lui précompter le prix de l'abergement d'une pièce de terre pour les intérêts des sommes qui lui étaient dues et dont il payait les changes en Allemagne (3). Il voyagea aussi dans ce pays pour emprunter au nom de la République, et il se plaignait le 14 juin 1605 de ce qu'il payait les intérêts des sommes empruntées « dès plusieurs années, à son grand préjudice ».

En 1578, il épousa en premières noces, Jaquette, fille de François Le Febvre, de Nevers, bourgeois de Genève, dont il eut David, Jean qui ne vécut pas, et Jeanne, tous nés « en la Rivière-

(1) Dans son testament du 12 juin 1629 (J. Dupont, not.), il fait plusieurs legs à tous ses serviteurs, à M^e Jean Jordan, précepteur de ses enfants, à ses beaux-frères, etc.

(2) Registre du Conseil, 27 novembre 1601.

(3) Idem, 10 décembre 1606.

dessus vers le Molard (1) ». Cette première femme mourut le 28 septembre 1584 (2). Julien Piaget se remaria, probablement l'année suivante, avec Jeanne, fille de Claude Baud, de Presilly, bourgeois de Genève, marchand drapier, et de Marie Varro ; il en eut dix enfants, dont trois fils, Abraham, Jacob et Pierre. Ce fut cette Jeanne Baud qui, selon la tradition, joua un rôle à l'Escalade (3), dans la maison de son mari, située sur la place de la Monnaie, appelée aussi place Notre-Dame, au bas de la Cité, et donnant sur la Corraterie : les Piaget y étaient venus habiter avant 1595. Dans le partage des biens paternels, cette maison échut à David et à Abraham (4).

David Piaget entra en théologie le 1^{er} mai 1599 (5). Un acte notarié du 28 juillet 1613 le nomme docteur en théologie (6). Il remplaça à Chêne, de septembre 1613 en février 1615, le pasteur Butini qui avait demandé un congé pour faire un voyage en France (7), puis à Cartigny le pasteur Enoch Mol-

(1) La rue qu'on appelait encore il y a peu d'années : *rue basse des Allemands dessus*.

(2) « D'opilaxions des rogoins ; a esté overte, a esté trové deux pierres deidans, âgée d'environ 26 ans. » Reg. mortuaire.

(3) La femme du citoyen Piaget, dont les Savoyards enfoncèrent la maison, fut tellement effrayée en entendant le bruit du pétard qu'elle ne songea qu'à se barricader dans sa chambre ; la peur lui donna assez de force pour trainer et appliquer contre sa porte un coffre d'un poids énorme..... il fallut employer deux ou trois hommes vigoureux pour remettre ce coffre en place. (Picot, Histoire de Genève, II, 314).

(4) Partage judiciaire du 15 septembre 1610.

(5) Livre du Recteur.

(6) Et^{ne} Revilliod, not.

(7) Sur la provision qu'il échoit de faire sur l'Eglise de Chêne, à cause du départ de M. Butini, qui a servi ci-devant, la Compagnie a jeté les yeux

let, enfin le pasteur Osée André à Onex et Cartigny (1). En 1620, il était pasteur à Divonne (2), et en 1637 à Versoix (3). Il avait épousé le 14 janvier 1610, Anne fille d'Abraham Galatin et de Sara Villot, dont il eut, outre Julien et Adrienne, morts jeunes, Sara, qui fut mariée à Abraham Varin, citoyen. Elle devint en 1643 l'héritière universelle de sa tante Jeanne Piaget (4), qui lui recommande d'entretenir son frère, Sp. David, de toutes choses à lui, nécessaires; et, au cas où sa nièce viendrait à décéder avant lui, elle veut qu'il soit entretenu des usufruits de sa succession (5). Il ne jouit pas longtemps des intentions généreuses de sa sœur, car il mourut dans sa maison de la rue de Chevelu le 13 juin 1644, âgé de 64 ans, de fièvre étiqne (6).

Piaget hérita du quart de la fortune paternelle, à savoir, outre la moitié de la maison de la Cité, d'une maison avec jardin à Chevelu, d'un domaine à Morillon, et de pièces de terre à Carouge, au vieux Pont d'Arve, et au Petit-Saconnex; il reçut encore par institution particulière une somme de six cents écus, dans laquelle était comprise la moitié de la dot de sa mère. Son père lui aurait laissé davantage, comme à ses trois frères auxquels il donne 2,000 écus, outre leur part, « s'il n'avait beaucoup despendu aux études de son fils », ainsi

sur M. Peaget, pour le prier d'aller faire la dite charge jusque au retour de M. Butini (Reg. de la Vén. Compagnie du 10 septembre 1613).

(1) Reg. du Conseil, 28 août 1616, 26 mars 1625.

(2) Et. De Monthoux, not.

(3) Claparède, Histoire des Eglises réformées du pays de Gex.

(4) Mariée successivement à P. Pictet, à Jean de La Foge, de Morges, à Claude Boulet, de Lorraine.

(5) Jean Comparet, not.

(6) Registre mortuaire.

qu'il le dit à deux reprises dans son testament. Quant à l'héritage de sa mère, il fut d'une rentrée difficile. Elle était fille de François LeFebvre, négociant établi à Dijon, et de Catherine Colin. Le Febvre mourut laissant sa femme usufruitière de ses biens. Celle-ci se remaria bientôt après à Claude Lavisé, de Lausanne, et vendit, vers l'an 1588, sans doute d'après le conseil de son époux, à son autre fille Guillemette LeFebvre, femme d'Henri de Montsanglard, les biens immeubles de son premier mari, consistant « en maisons et autres héritages en la ville de Dijon et ailleurs ». Les sommes, provenues de cette vente, furent placées entre les mains de Lavisé, qui ne paraissait pas pressé de les remettre. Le 5 août 1611, « nonobstant son grand âge », elle procède à une reconnaissance de ces sommes, qui sont « mille escus d'or soleil au coing du Roi de France, de bon or et de bon poids » dont les enfants de sa défunte fille Jaquette, à savoir notre David et sa sœur Jeanne Piaget, femme de no. Pierre Pictet, demeurant à Vienne en Autriche, devront recevoir la moitié (1). Lavisé décéda sans avoir restitué cette somme. M^{me} Lavisé fait alors, le 22 mars 1613, à ses deux petits enfants Piaget, donation en règle des cinq cents écus d'or qui leur étaient dus, à prélever avant tout partage de ses biens avec sa fille Montsanglard, et elle le fait en des termes non équivoques d'affection et d'attachement : « considérant les bons et agréables services qu'elle a « jusques icy receus du dit Sp. David Piaget, son petit-fils, et « de la dite damoiselle Jehanne Piaget, sa petite-fille, tant de « la preuve desquels elle les relève que de ceux qu'elle espère « recepvoir cy après d'eulx..... ; pareillement en contempla- « tion des fournitures par luy faites pour la dite dame Colin, « sa mère grand, et des journées, grandes peines, et vacations

(1) Louis Pyu, not.

« par luy employées à la poursuite des droits d'icelle, tant en
« la ville de Lausanne qu'ailleurs ; et finalement en considé-
« ration de ce qu'il la nourrit et entretient honorablement en
« sa maison avec une sienne chambrière, dès quelques mois
« en ça, comme il fera encor par cy après, tant qu'il plaira
« à la dite dame Colin, sa mère-grand, à son grand conten-
« tement, dont désirant le recognoistre et récompenser et de
« mesme la dite damoiselle Jehanne Piaget, sinon en tout, au
« moins en partie, elle a donné et donne, etc. (1). » Il est probable
que tout se termina bien, car David Piaget remet le 8 janvier
1628 une procuration à son cousin Bernard de Montsanglard
pour se transporter en la ville de Grenoble, à l'effet d'y recou-
vrer certaines créances (2).

Les Registres du Conseil nous révèlent quelques difficultés
que Piaget eut avec l'Etat. Il avait reçu, en 1616, à Lausanne,
pour ses droits dans l'héritage de sa grand'mère, des obliga-
tions dues par la seigneurie à Blaise Lavisé, et il en réclamait
le paiement. Le Conseil le prit de haut : il arrêta que le
trésorier lui rembourserait ses obligations au prix auquel elles
lui avaient été remises, avec les intérêts dus depuis leur
expédition, et que « défences soient faites au dit Piaget de
« s'en dessaisir, ni les remettre à autre, ni les transporter
« hors la ville, à peine de l'indignation de la Seigneurie (3). »
Trois mois après, Piaget, qui n'avait encore rien reçu, revient
à la charge : ses obligations montent en principal à 1,300
florins, et avec les intérêts à 4,000 florins. « Les commis en
« la Chambre des Comptes l'ont fait condescendre à se con-
« tenter de 1,500 florins pour le tout, mais Piaget leur

(1) Etienne de Monthoux, not.

(2) Melchisédech Pinault, not.

(3) Reg. du 27 mai 1616.

« remontre encore qu'il a exercé le ministère à Chêne et
« excusé le sieur Mollet, durant qu'il étoit à Mets, dont il
« n'a eu aucun salaire de la Seigneurie, au lieu duquel il prie
« qu'on luy compense le lod de certain acquis qu'il a fait,
« qui peut revenir à 200 florins. Arresté qu'on luy accorde
« le diet lod et qu'on approuve le traicté fait avec luy pour
« les dictes obligations (1). »

Quelques années après, Piaget présente une nouvelle requête pour être payé de ses services « rendus en sa profes-
« sion de ministre tant ès églises d'Onnex et Cartigni, en l'ab-
« sence de M. Osée André, qu'en celle de Chesne, pendant
« dix-huit mois, il y a quelques années. » Le Conseil décide de lui faire remettre cent florins « pour les dits prétendus ser-
« vices, outre les 200 florins desquels il a été récompensé en
« l'année 1616 (2). »

Les magistrats eurent encore l'occasion d'adresser des remontrances à Piaget, pour avoir conduit, sans permission, sur les fortifications, hors la ville, de la porte de Rive à la porte Neuve, une quinzaine d'étrangers, entre lesquels se trouvaient plusieurs Minimes et gens d'Eglise : il fut pour ce fait âprement censuré et menacé de la prison, s'il y retournait (3).

Piaget était un homme de cabinet. Outre le récit qui fait l'objet de cette publication, il avait composé, dans les loisirs que lui laissaient ses fonctions pastorales, une histoire de Genève qui devait être bien intéressante, puisque Sp. Alexandre Morus, à qui les imprimeurs De Tournes et Chouet l'avaient prêtée, ne pouvait se décider à la rendre. Voici ce

(1) Reg. du 28 août 1616.

(2) Reg. du 26 mars 1625.

(3) Reg. du 2 avril 1613.

qu'on lit à ce sujet dans le registre du Conseil du 13 Septembre 1648: « *Histoire de Genève écrite par le S^r Peaget*. Veue la
« requeste, présentée par les sieurs De Tournes et [Chouet
« de] la Pierre, plaintive de ce qu'ayant presté à Spectable
« Alexandre Morus la dite histoire manuscrite en deux vo-
« lumes, des deux ans en çà, il ne la leur auroit voulu rendre,
« nonobstant les instances qu'ils en ont faict, mesmes près de
« Messieurs de la Compagnie auxquels il dit que Messieurs les
« Scholarques luy avoyent défendu de la leur rendre. Surquoy,
« estant délibéré, arrêté que Messieurs Favre et Godefroy
« parlent audict S^r Morus et retirent d'entre ses mains *dans le*
« *jour* la dicte histoire, pour la rapporter en la chambre, afin
« qu'estant veue on advise ce qu'on en fera, et si on la devra
« rendre auxdicts S^{rs} De Tournes et La Pierre. » Et du 18
novembre: « S^{rs} Jean De Tournes et Jacques de la Pierre,
« ayant prié Messeigneurs que l'histoire de Genève escripte
« par le sieur Peaget, prestée ci-devant à Spectable Alexandre
« Morus, et depuis rapportée en la Chambre des Comptes, leur
« soit rendue, puisque M. le Syndique Pictet, Scholarque,
« l'ayant veue et examinée, n'y a rien trouvé qui fust au pré-
« judice de l'Estat. Arrêté qu'elle soit encore veue par les
« dicts Seigneurs de la Chambre (1). »

Le Conseil était assez chatouilleux à l'endroit de ces histoires de Genève: il craignait qu'on y critiquât ses actes, et surtout qu'on exposât d'une main malhabile les droits de la République. Il est rare qu'il en ait encouragé la publication. Senebier, dans son histoire littéraire, éditée en 1786, dit que cette histoire de Piaget était en deux volumes fol°, mais il semble qu'elle n'existait déjà plus de son temps.

(1) L'archiviste Sordet (Dictionnaire des familles genevoises) n'a pas eu connaissance de David Piaget: il attribue par erreur son Histoire de Genève à son frère Abraham Piaget, et va jusqu'à dire que le Conseil supprima le manuscrit.

III

Le récit

On peut distinguer trois groupes dans les relations de l'Escalade, composées à Genève dans la première moitié du dix-septième siècle. Nous avons d'abord le récit officiel du Registre du Conseil (1), celui du secrétaire d'Etat envoyé aux cantons évangéliques de Berne, Zurich, Bâle et Schaffouse (2), le rapport fait à la vénérable Compagnie (3), et le *véritable récit de l'entreprise du duc de Savoye* (4). Ces quatre relations, très brèves, écrites le lendemain ou quelques jours après le 12 décembre 1602, sont assez diffuses et se ressentent de la hâte avec laquelle elles ont été rédigées. Nous y glaçons cependant quelques détails rarement donnés ou qui ne sont pas reproduits ailleurs : « Il y avoit aussi un nombre d'arquebousiers « en la petite isle (5) proche de ce fossé où estoit l'ennemi, qui « ne tiroient guères à faute ». (Récit du Registre) (6). — « A esté « rapporté par les prisonniers qui viennent d'estre pendus « que le sieur d'Albigni estoit au pied de l'eschelle, accourageant les soldats, leur donnant entendre qu'il y en avoit

(1) Publié en 1867, par M. J. Gaberel.

(2) et (3) Publiés par M. J. Gaberel en 1868.

(4) Edité à Lausanne en 1603, réimprimé par M. J. Jullien en 1878.

(5) La partie de l'Ile en aval de la Tour.

(6) Ce détail est reproduit, comme nous le verrons plus loin, dans la relation de Simon Goulart.

« quatre cents dedans d'accord avec eux, qu'ils n'en doutas-
« sent point ». (Récit du secrétaire d'Etat aux cantons évan-
géliques). — « On se pourroit aussi esbahir que, comme la
« raison de la guerre portoit, ils ne donnèrent en plusieurs
« lieux de la ville pour nous estonner et distraire. A quoi la
« responce est que leur conseil estoit bien tel, et quelques gens
« estoyent assignés pour bailler à St-Antoine, mais quand ilz
« ouyrent sonner la joye au cartier de la Monnoye et vers la
« porte Neufve, et ville gagnée ! ilz quittèrent leur dessen pour
« plus commodément entrer avec les aultres par l'ouverture
« qu'ilz pensoyent estre jà faite, en quoy ils furent déceus,
« trouvens que le canon jouoit et que leurs gens estoyent
« repoussez ». (Rapport à la Compagnie.)

A ce premier groupe se rattachent encore deux relations (1) : l'une sans nom d'auteur, dont une copie, antérieure à 1632, a été retrouvée à la Bibliothèque nationale de Paris, laquelle insiste sur le nombre des combattants du côté des Genevois ; l'autre, de Simon Goulart, pasteur de Saint-Gervais. Cette dernière paraît s'être inspirée du récit du Registre; nous relevons, en outre, ce passage : « J'étois à l'entrée du
« pont (de l'Ile) en ma charge, d'esprit aussi rassis que je suis
« à présent, et encourageant les uns et les autres, tous étant
« merveilleusement résolus, Dieu mercy. » Sur ce point, Goulart se rapproche d'un manuscrit dit *manuscrit Bourdillon*, qui fut rédigé à la fin du dernier siècle par l'auditeur Léonard Bourdillon, d'après des chroniques de famille et des traditions orales. Ce manuscrit, revu et annoté soigneusement, mériterait les honneurs de l'impression.

Dans le second groupe, se remarque *le Vray Discours de la miraculeuse délivrance*, publié par ordre du Conseil, et qui

(1) Toutes deux publiées en 1880, par M. Th. Dufour.

devint dès lors le récit classique. C'est sur lui que se calquèrent les relations qu'on rencontre dans les histoires de Genève du siècle de l'Escalade. Ainsi les manuscrits 139 *ac* et 141 *fb* de la Bibliothèque publique l'ont reproduit avec quelques retouches insignifiantes; et de même Leti et Fremin, dans leurs histoires de Genève, en y ajoutant plusieurs petits faits empruntés aux chroniques savoyardes. Toutefois dans la même Bibliothèque, deux manuscrits, portant les nos 141 *b* et 141 *c*, offrent des variantes assez considérables. Dans le premier, la narration, si elle a quelques retranchements insignifiants, est en revanche augmentée, outre quelques menus détails, de trois morceaux: sur les préparatifs du duc et la sécurité de la ville, sur la ronde qui donna l'alarme, sur les motifs qui firent prononcer la sentence. Voici ces morceaux: (à la suite des propositions de Rochette, p. 12 du Vray Discours, édition de 1843). « Ilz escoutèrent et goustèrent tellement ses recer-
« ches et assurances, qu'encores que les villes de cette con-
« dition ne croient pas légèrement à ceux qui leur ont fait la
« guerre, ils s'endormirent toutes fois sur cela, et négligèrent
« leur conservation, et estimèrent qu'ils n'avoient rien de
« plus puissant pour les garder, après la garde de Dieu, que
« les traités de paix entre la France, l'Espagne et la Savoye,
« dans lesquels ilz croyoient d'estre compris soubz le nom
« d'alliés et confédérés des Liges. Aussi les subjects du
« Duc y alloient si librement, que la veille de ceste exé-
« cution, etc. (suit l'histoire de l'achat de chevaux). Le
« Duc, désirant d'avoir ceux de Genève par le moien de
« la ruse, avoit dressé une entreprise pleine de preuves de
« son courage, de son jugement et de sa conduite, aussi bien
« que de celles de son malheur. Il y avoit longtemps qu'elle
« se traictoît, sans que le temps en descouvrit quelque chose,
« et bien qu'on sceust qu'il faisoit faire des escheles, qu'il achep-

« toit partout des hommes de résolution et qu'il y en eust bon
« nombre à Chambéry, bien paiés et entretenus, attendans la
« pleine maturité de ce desseing, sans que personne sceust
« à quoy on le vouloit employer, ne se souciant que de prépa-
« rer son ame et les armes à l'exécution du commandement du
« Prince, desquels il remettoit la conduite à sa prudence. On
« ne pouvoit croire pourtant que le desseing fut contre ceux
« de Genève. Le Gouverneur de Lyon fust incontinent adverti
« que le Duc de Savoye venoit deçà les monts et faisoit partir
« des escheles ; on donna advis au Roy, et pourveut à ce qui
« estoit nécessaire à la ville de Lyon, quoy que ce mesme advis
« portast que le desseing n'estoit pas en France. Ceux de Ge-
« nève, etc. (cette phrase, comme dans le Vray Discours).
« D'Albiny, lieutenant-général du Duc en ses païs de deçà les
« monts, avoit faict passer ses troupes et ordonné pour ce faict
« les logis aux villes plus proches de Genève, en plusieurs
« répartiments, pour n'estre si tost descouverts. Le rendés-
« vous fut au lieu de Chambéry : le point pour donner fut ré-
« servé à la prudence du chef. Le temps n'estoit pas selon
« le précepte des Parthes qui ne eombatoient jamais de nuit,
« ny des Lacédæmoniens qui n'entreprenoient rien qu'en pleine
« lune, car c'estoit une nuit des plus obscures et des plus
« longues de l'année. »

Le second morceau, qui suit, est presque entièrement nouveau. Après : *parachèvement de leur entreprise*, p. 23 du Vray Discours, le manuscrit 141 b continue ainsi : « Brunaulieu et
« autres se jettent à quatre pour attendre la ronde et tirer le
« mot du guet. Il laisse passer la première, cependant que ses
« compagnons montoient à la file, accouragés par Albiny,
« comme dit est. Comme la deuxiesme ronde s'approche, ayant
« surprins le soldat de la sentinelle proche, et tiré de luy le
« mot et la vie, le jetta du haut en bas, attendit la ronde pour

« luy en faire autant. Ce qu'il fit, comme elle s'approchoit
« pour luy donner le mot à l'oreille. Le garçon, qui portoit
« la lanterne, se sauva pour advertir le corps de garde de l'ac-
« cident advenu à son maistre, duquel on ne s'esmut pas trop.
« Cela se faisoit entre une et deux heures, attendant celle de
« quatre à laquelle ils avoient proposé de faire leur effort,
« comme dict est, estans toutes exécutions de guerre, faictes
« de nuict, quasi toutes confuses. Sy D'Albiny eust esté dedans
« pour mesnager le temps et en donner plus prudemment
« que ne firent ny Sonnas, ny Prignolet (Brunaulieu), ny
« D'Attignac, ils pouvoient dire : Ville gaignée ! Mais ung
« soldat, etc. »

Enfin le troisième morceau est ainsi conçu (à la suite de la page 32 du Vray Discours) : « Le baron d'Attignac, Sonnas et
« Chaffardon, principaux exécuteurs, furent prins en vie avec
« dix autres, aucung desquels demandèrent assurance de la
« vie à ceux qui les tenoient les épées à la gorge, au ventre,
« aux flancs et à dos. Mais un cappitaine n'est point tenu, s'il
« ne veut, de la parole que donnent ses soldats, et moins en-
« core une Seigneurie Souveraine, de la foy promise, sans son
« adveu, par aucun des subjects particuliers. Pour quoy donc
« les blasme-on de ne les avoir traictés comme prisonniers de
« guerre. Tels ne pouvoient ils estre, veu les assurances de
« paix que leur Seigneur donnoit naguères à ceux de Genève, les-
« quels qualifient ceste invasion non point un exploit militaire,
« mais bien ung brigandage, compris au milieu d'une tranqui-
« lité publique. Les treize prisonniers furent menés le diman-
« che matin au lieu de la question, pour recevoir leur confes-
« sion, et pour ne donner loisir à personne d'intercéder pour
« leur délivrance. Le procès fait et parfait le mesme jour par
« le premier syndicque, leur sentence fut prononcée dedans
« la sale du Conseil, et, comme infracteurs de paix, entrés dans

« la ville par les murailles contre le droict des gens et la foy
« publique, s'estans mis en effort de brigander la ville, meur-
« trir les habitans, outrager leurs femmes et leurs filles, con-
« damnés d'estre pendus et estranglés. Ce qui fut exécuté sur
« les deux heures et demye, environ le sermon du soir, sans
« distinction de personnes, sur le boulevard de l'Oye de la
« porte Neufve, où fut dressé ung gibet exprès pour telles exé-
« cutions. Avant que, etc. »

Dans le manuscrit 141^c, la délivrance est racontée aussi comme dans le *Vray Discours*, sauf les développements sur les causes qui amenèrent l'Escalade, qu'on a retranchés ; mais le récit ayant été composé ou plutôt recopié en 1627, les tournures de phrase ont quelque chose de plus moderne, et certains mots y ont été remplacés par d'autres plus usités ou plus en rapport avec le calme qui s'était produit dans les esprits : ainsi *merveilleuse* a été mis à la place de *miraculeuse*, *tombés* à la place de *cheus*, etc. (1). La seule addition un peu considérable qui soit faite, est le morceau suivant, rédigé en langage assez amer sur Philibert Blondel (après : *s'en sont jactés* de la p. 16 du *Vray Discours*) : « Mais à la vérité ils n'avoyent
« point tant de subject de jactation, pour ce regard, veu que
« dedans la ville le quatriesme syndique de leur bande, qui
« leur servoit de phare, et qui à dessein (comme un vilain
« traistre et poltron qu'il estoit), ayant laissé ceste garite
« vuide, et atténué la garde en cest endroict, leur favorisoit,
« et portant ce n'estoit point tant la stupidité des habitans
« comme l'infidélité du pivot, sur lequel le repos public de la
« ville se contournoit. D'autre costé, Dieu se vouloit glorifier
« en nostre esgard et faire cognoistre aux Seigneurs et au

(1) Ces mots ne sont pas remplacés dans le récit de Grenoble.

« peuple, que c'est luy seul duquel despend la conservation
« des Estats, mais principalement la nostre (1). »

Vient enfin, dans le troisième groupe, le récit que nous publions aujourd'hui, et qui était resté inconnu jusqu'ici. Il a dû être composé quelques semaines après le 12 décembre (voir page 385), et sans doute avant le 15 janvier, car il ne nomme que seize morts du côté des Genevois (on sait que le dix-septième mourut seulement le 12 janvier). Nous n'avons trouvé aucune relation qui l'ait reproduit ni dans la Bibliothèque publique, ni dans les Archives. A quoi attribuer ce silence ? à la jeunesse de l'auteur, pensons-nous d'abord — il avait 23 ans à peine et ne pouvait avoir l'autorité de deux hommes aussi connus que le conseiller, plus tard syndic, Jean Sarasin, auquel on attribue le *Vray Discours*, et le pasteur Simon Goulart, l'historien des guerres de 1589, — puis, à une certaine franchise de langage qu'on rencontre soit dans le détail de ce que le Duc avait projeté, une fois la ville prise, soit surtout dans les reproches qui sont adressés à une partie des Genevois, et qui durent froisser le sentiment national. Nous croyons toutefois que les annalistes de la fin des dix-septième et dix-huitième siècles, Spon, Gautier, Vernes et Roustan, ont dû utiliser ici et là le récit de Piaget (2).

(1) Le catalogue manuscrit des Manuscrits de la Bibliothèque publique intitule le n° 141^c : *Histoire de Genève, par M. Roset, avec plusieurs additions du S^r Peaget*. On ne voit pas trop quelles sont ces additions : la main qui a annoté ici et là (caractères fins et pointus), n'est pas du tout celle de Piaget (gros caractères), et c'est bien plutôt l'écriture du manuscrit entier qui se rapproche de celle de Piaget.

(2) Dans le récit de l'attaque de la porte Neuve, Spon était jusqu'ici le premier qui eût dit : *deux se cachèrent*. Piaget s'exprime de même. Et lorsque le premier coup de canon se fit entendre, Spon raconte que, *quelqu'un d'entre eux cria comme en sursaut*, croyant, etc. : Avancee

Cette relation mérite cependant une place distinguée dans la *littérature de l'Escalade*. Le titre attire déjà par lui-même l'attention. Tandis que les autres récits contemporains sont invariablement dénommés, à une exception près (1), *vrai discours*, *ample discours*, *véritable récit*, *entreprise*, *délivrance*, etc., l'auteur ne craint pas d'appeler le sien, *histoire de l'Escalade*, et même *histoire de l'Escalade avec toutes ses circonstances*. En effet, toutes les considérations, qui pouvaient se déduire de la situation de Genève sur la frontière de Savoie et de ses rapports avec le Duc, y sont longuement exposées ; le Vray Discours est à cet égard beaucoup plus sobre. L'auteur révèle, dans cette première partie et dans la justification qu'il fait de la sentence du Conseil, de véritables connaissances juridiques. Il nous fait mieux comprendre la négligence qui présida à la garde de la ville, même en supposant qu'il y eût quelques traîtres dans nos murs. « Devant que le nom du vice-duc fût connu en Savoye, dit-il, on avoit eu les oreilles battues de ces bruits. » Depuis la signature du traité de Vervins, en 1598, c'étoient des alarmes continuelles, des avertissements suivis de nul effet, en sorte qu'il est aisé de comprendre qu'on avait fini par s'habituer à cet état de choses, quelque désagréable qu'il fût, comme l'habitant des bords de la rivière s'habitue au murmure incessant de l'onde.

Les pensées et les sentiments des habitants, la description des lieux, chapitre entièrement neuf, les projets diaboliques des ennemis, voilà tout autant de paragraphes que ne renferme

avance, ville gagnée ! Cette phrase rappelle singulièrement celle de Piaget, placée, il est vrai, à un autre moment du récit.

(1) Indiquée par Senebier, *Histoire littéraire*, I, 180 : *Histoire de la survenue inspirée des Savoyards en la ville de Genève en la nuit du 12 décembre 1602.*

pas le Vray Discours ou qu'il ne donne qu'en substance. La lutte est racontée à peu près de même : l'auteur s'excuse de ne pouvoir narrer exactement et en même temps toutes les péripéties du drame, à cause de la confusion qui régnait au milieu de si épaisses ténèbres. Il indique d'une manière très claire, au commencement de l'action, la division des troupes en cinq gros, l'un pour protéger ceux qui continuaient à monter, le deuxième pour aller à la porte Neuve avec le pétard et autres engins, et les trois autres pour marcher vers la Tertasse, vers la Maison-de-Ville et vers la porte de la Monnaie. Vient ensuite la description des combats dans ces trois avenues, racontés successivement en termes qui diffèrent souvent du Vray Discours, mais en général avec plus de détails. Les seuls points où ce dernier est plus explicite roulent sur la description des échelles, beaucoup plus développée, sur les phénomènes qui effrayèrent les Savoyards, et sur le père Alexandre, au sujet duquel, en revanche, Piaget nous donne un détail de plus.

Si l'écrivain, ainsi que nous l'avons dit, adresse des paroles sévères aux absents, il est aussi moins élogieux que l'auteur du Vray Discours sur le compte des combattants genevois. Il exagère encore en ce sens l'esprit des narrateurs contemporains de l'Escalade, qui se préoccupent avant tout de décrire les misères et les mésaventures des assaillants. Aussi ne doit-on pas s'attendre davantage à voir figurer ici le nom d'aucun genevois. Une seule exception est faite en faveur du serviteur de son père, Abraham Debaptista, qu'il nomme tout-à-fait incidemment, à l'occasion de la lutte qui eut lieu dans l'allée de la maison Piaget. Remarquons encore la sobriété des expressions, en ce qui concerne la phraséologie religieuse, dont on usait un peu trop à cette époque.

Mais il est surtout un point sur lequel Piaget se sépare

franchement de l'auteur du Vray Discours et des récits qui ont suivi : *l'alarme donnée*. Son assertion, si elle est vraie, n'aura pas complètement satisfait nos ancêtres dans la joie du triomphe. En effet, il ne dit pas un traître mot du soldat envoyé par son caporal, lequel cria : qui vive ! lâcha son coup, et aurait été ainsi la cause première de l'alarme. Non, ce ne furent point les Genevois, selon notre relation, qui donnèrent l'alarme, ce fut un des hommes de la troupe de la Val d'Isère, qui, endormi et rêvant, s'écria d'une voix forte : arme, arme, ville gagnée ! Et là-dessus, le tambour de battre, le clairon de sonner, le régiment et la cavalerie d'accourir : la ville s'éveille, le tocsin sonne. Le Vray Discours, lui, ne fait ébranler les troupes qu'au premier coup de canon, lesquelles s'imaginèrent que c'était le pétard de la porte Neuve, ce qu'il est assez difficile, ce nous semble, de croire, puisque le bruit de la fusillade, des mousquets, des cris, devait se faire entendre depuis une heure de temps, au milieu du silence de la nuit, et alors que l'armée était aux écoutes à Plainpalais. Le rapport du secrétaire du Conseil, rédigé le lendemain, très à la hâte, il est vrai, et très brièvement, ne dit pas expressément que le soldat du caporal fut la cause de l'alarme (1). Nous en dirons autant du rapport, fait à la Compagnie des pasteurs, rédigé le 17. En outre, ce dernier récit semble indiquer que les troupes de Savoie sonnèrent de la trompette et chantèrent victoire bien avant le premier coup de canon.

Mais, dira-t-on, si les troupes commencèrent à s'ébranler dès le début de l'action, comment se fait-il que les soldats

(1) « Une seconde ronde passe tost après, assⁿ François Boussezel, qui, « découvrant quelque chose, s'approche pour sçavoir que c'est, ils renver-
« sent par terre celui qui crioit : qui va là ? Le porte-lanterne échape et com-
« mence à crier. Eux, jà montez au nombre de plus de cent, envoient leur
« pétardier à la porte Neuve, etc. »

trouvant « visage de bois » à la porte Neuve, n'aient pas cherché à monter par les échelles pour renforcer les assaillants ? A cela nous avons deux réponses. Piaget dit que quelques-uns cherchèrent à y monter, mais qu'ils trouvèrent malencontre, ce qui veut dire qu'ils se découragèrent promptement. St-Genis, dans son *Histoire de Savoie*, en racontant la délivrance, s'exprime ainsi, d'après un passage d'une lettre contemporaine : « tant que l'opinion dura que ceux des eschel-
« les estoient maistres de la ville, les Espagnols faisoient rage
« de crier : vive Espagne ! ville gagnée ! en sonnant la joie,
« mais quand on les pria d'aller au secours, le nez leur saigna ;
« ils dirent que leur grandeur ne comportoit pas d'entrer
« autrement que par la porte (1). »

On trouvera dans l'œuvre de Piaget, en ce qui concerne la langue française, un exemple de la transition du 16^e au 17^e siècle. Il est possible que la copie que nous avons eue sous les yeux, et qui ne doit pas dépasser l'année 1630, à cause de certaines expressions qui auraient été remplacées, ait modifié légèrement quelques phrases, car on ne se piquait pas alors de transcrire minutieusement. Mais il n'en reste pas moins vrai que la plume de l'auteur est élégante, gracieuse et poétique, que son style a plus de netteté et de légèreté que celui de ses contemporains. Piaget a eu sans doute sous les yeux, en composant son histoire, le *Vray Discours* ; il est en effet un certain nombre de phrases que nous avons relevées qui sont identiques ou à peu près dans les deux récits, lors même qu'on peut penser que quelques-unes d'entre elles, répétées constamment par le populaire, auront fini par se graver comme une leçon dans la mémoire. Mais la comparaison est généralement en faveur de Piaget, comme le lecteur, qui voudra bien excuser la longueur de cet exposé, pourra en juger par le tableau qui suit :

(1) II, 237, lettre de Du Fresnes, 15 janvier 1603.

Vray Discours

- P. 20. Gros marteaux d'acier ayant en l'un des costés un tranchant *acéré*, dont en peu de *temps* ils pouvoient couper une grosse chaisne de fer, enfoncer serrures et verrouils. *Et en outre* des grandes tenailles pour enlever les gros clous et les esparres *des* portes.
- P. 14. Brunaulieu s'estoit fait donner l'extrême onction, *qu'ils appellent*, jurant qu'il ne vouloit plus vivre s'il faillait à son desseing.
- P. 29. *Disans par porpos ambigu* qu'ils revien- droient le lendemain pour clorre marché.
- P. 15. A cinq ou six cens pas du fossé, ils descou- vrirent quelques *paux plantés en terre sur lesquels* les sargiers ont accoustumé d'esten- dre leurs pièces pour les essuyer; *dont les uns pensans* que ce fust embuscade de la ville, furent sur le point de donner *sur leurs* com- pagnons environ *onze heures de cette nuit là*, dont toutefois les senti- nelles de la ville ne *s'apperceurent*. *Estant rassemblés* et rassurés, ils font le tour *le* long du Rosne.

Histoire de Piaget

- P. 389. Gros marteaux d'acier, ayans en l'un des costés un tranchant *aciéré*, dont en peu de *coups* ils pouvoient couper une grosse chaisne de fer, enfoncer serrures et verrouils. *Outreplus* des grandes et fortes tenailles pour enlever les gros clous et les esparres *et* portes.
- P. 390. Brenaulieuse fit don- ner l'extresme on- ction, *par dispense spé- ciale*, jurant qu'il ne vouloit plus vivre s'il faillait à son desseing.
- P. 391. *Et par ambigu propos dirent* qu'ils revien- droient le lendemain pour clorre marché.
- P. 393. A cinq ou six cens pas du fossé, ils descou- vrirent quelques *pieux plantés où* les sargiers ont accoustumé d'es- tendre leurs pièces pour les essuyer, *pensans les uns* que ce fust embus- cade de la ville, furent sur le point de donner *sur les autres leurs* compagnons environ *les onze heures* : dont toutes fois les senti- nelles de ce costé ne *s'esmeurent pas*. *Ras- semblez* et rassurez, ils font le tour *au* long du Rhosne.

- P. 16. Et , pour s'asseurer davantage, heurtent à coups de pierre au pied de la muraille sans estre *entendus*.
- P. 21. Dont advint *que, comme en un instant*, le bruiet fust espandu en Savoye Dauphiné, Piémont, et *autres lieux plus loingtains*, que Genève estoit prise.
- P. 18. Outre la *harangue par luy faicte* en lieu escarté en Pleinpalais.
- P. 30. La cavalerie aussi un peu plus esloignée, ayant entendu ce son du tambour, avoit descoché le long des murailles aux fanfares de la trompette, qui leur donnoit signal de la victoire.
- P. 29. L'un qui fust prins, mené sur le pont du Rosne, et là despesché, et l'autre, déterminé soldat, abbattu entre ladite porte de la Monnaye et la dite coulisse.
- P. 393. Et pour s'asseurer davantage, heurtent à coups de pierre au pied de la muraille sans estre *apperceus ni entendus*.
- P. 394. Dont advint, *comme en un instant*, que le bruiet fut espandu en Savoye, Dauphiné, Piémont, *et plus loing*, que Genève estoit prise.
- P. 394. Outre une longue *harangue faicte* en lieu escarté en Pleinpalais
- P. 396. La cavalerie un peu plus esloignée, *entendant* ce son du tambour, descoche aussi aux fanfares de la trompette qui donnoit signal de victoire.
- P. 399. L'un pris et mené sur le pont du Rhosne, où il demeura, l'autre, déterminé soldat, abbattu entre les deux portes et la coulisse.
-

Post-Scriptum

Nos lecteurs se souviennent d'une brochure que l'un de nous a publiée en 1880 sur la *Mère Royaume et sa marmite*, dans laquelle il a établi la preuve de l'existence de cette Dame en 1602, son identité, et la découverte d'un testament de son petit-fils, où il est fait mention du *pot de l'Escalade*.

Il existe un livre, devenu rare, qui a pour titre : *le Citadin de Genève*, publié en 1606, en réponse à un autre ouvrage, *le Cavalier de Savoie*. Composé avec la verve fougueuse et la virulence de ton, qui caractérisaient cette époque, ce livre n'en est pas moins une œuvre de mérite, qui établit, à l'aide d'un grand nombre d'actes authentiques, la faiblesse des prétentions de la maison de Savoie sur Genève. Malheureusement il était difficile, au milieu du fouillis de documents et de l'absence d'un plan d'ensemble, de ne pas laisser échapper quelque donnée importante. C'est ce qui nous est arrivé, il y a deux ans, en sorte que nous demandons aujourd'hui au lecteur la permission de revenir une dernière fois sur l'histoire de madame Royaume. Nous le faisons avec d'autant plus de plaisir que le passage, auquel nous faisons allusion, et que nous allons citer, est tout entier consacré à l'honneur des dames genevoises de l'époque, et qu'il est encore plus explicite que celui du *véritable récit de l'entreprise du duc de Savoie*, dont nous avons parlé ci-dessus (1). Nous ne doutons point qu'à la lecture de ces lignes, nos aimables concitoyennes

(1) « Plusieurs de la ville se portèrent vaillamment, comme aussi quelques femmes vindrent avec des halebardes et espées au secours des leurs. »

ne ressentent en leur cœur quelqu'un de ces généreux mouvements qui portaient leurs aïeules à défendre d'une main vaillante leurs foyers envahis.

L'auteur donc, continuant à s'adresser au Cavalier savoisien, l'engage à monter avec lui dans une salle (probablement la salle des Deux-Cents), pour voir quelques tableaux. Ces tableaux représentent les victoires des Genevois sur les Savoyards en 1307, 1530, 1536, 1589, etc. Parlant du combat de Gingins en 1535, où neuf cents Neuchâtelois se rencontrèrent avec ceux de Savoie, il dit qu'il y avait dans les troupes de nos confédérés « une virago, qui est cette femme que tu vois si proprement armée, laquelle fit merveilles et combattoit vaillamment d'une espée à deux mains. » Puis il ajoute : « Elle me faict souvenir d'une qui, en la nuict de l'Escalade, « courut en son cartier avec la halebarde, autant résolue que « si toute sa vie elle eust manié les armes. Les autres femmes « se tinrent coyees en ceste nuict-là dans leurs maisons et va- « quèrent à prières et oraisons, sans qu'on ouyst, ni les pleurs, « ni les heurlemens, que l'infirmité du sexe leur fournit en « pareil cas. Que si on leur eust permis de sortir, elles estoient « bastantes (1) avec leurs seules quenouilles de terrasser ces « assassins, et avec autant de courage que la virago de Neuf- « chastel, et de résolution que leur concitoyenne. Vers la « porte de la Monnoye, il y en eust aussi une qui mit par terre « son homme du haut des fenestres d'une maison, à grands « coups de pierre, et avec un fonds de tonneau qu'elle luy jetta « sur le cerveau. »

Cette dernière phrase indique clairement qu'il s'agit de la mère Royaume, l'héroïne de la Monnaie, qui, avec une résolution désespérée, saisit tout ce qui pouvait se trouver sous

(1) Suffisantes.

sa main dans l'atelier de son mari, sans oublier le pot dont ne parle pas, il est vrai, le Citadin de Genève, mais que son petit-fils rappelle dans son testament de 1676. Il est évident en effet que cet objet fut la pièce importante, celle qui donna le coup de mort au Savoyard, plutôt que les autres engins que madame Royaume faisait pleuvoir de sa fenêtre.

HISTOIRE DE L'ESCALADE

Par D. PIAGET, citoyen de Genève

Avec toutes ses circonstances

Les bulles des Jubilez du pape Clément VIII, depuis le commencement de l'année 1600 jusques au mois de may et suivans en l'an 1602, esquelles, entre autres choses, il parloit de l'extirpation des hérétiques et des églises, royaumes, républiques, estats et personnes qui se sont soubstraictes de son obéissance, et ne veulent soubsigner les décrets du Concile de Trente, faisoient penser plusieurs que ces paroles ne demureroyent pas longtemps en ses bulles, ains que les effects s'en ensuivroyent bientost. De fait, ceux qui voyageoyent entre les Jubilez en revenoyent pleins de mal talent tout manifeste contre ceux de la Religion contraire à la papale. Genève, entr'autres, ville très ancienne, impérialle, franche, renommée pour diverses raisons et spécialement de ce que, depuis l'an 1535, la messe, les prestres et moynes, chanoynes, comme aussi tels autres adhérents du pape s'en bannirent comme

d'eux-mesmes, sans en estre approchez depuis, cognoissoit bien aux contenance des jubileurs de Thonon, bourgade à cinq lieues de là, qu'on ne cherchoit pas son bien. Mais, sans se soucier des mines des gens ignorans, lesquels elle taschoit d'addoucir par tous tesmoignages de courtoisie et d'humanité, les recevant à l'aller et au retour, donnant ordre qu'ils ne fussent offencez de fait, ny de paroles, se reposoit ès traittez de la paix de Vervins et de Lyon, esquels elle estoit comprise avec ses combourgeois, les illustres Seigneurs de Zurich et de Berne. Combien aussi qu'un capitaine corse (1), à la solde du duc de Savoye, et suivi des compagnies de cheval, se fust ingéré après beaucoup de déportemens insupportables de les troubler en diverses sortes et d'irriter plusieurs fois la patience des Seigneurs et du peuple à luy courir sus et le defaire comme il estoit aisé, néantmoins on se contint, et Genève se contenta de luy monstrier ce qu'elle pouvoit, sans l'attacquer ni offencer. L'on tenoit des grandes rigueurs à ses citoyens et bourgeois qui avoyent des biens immeubles sous la souveraineté de Savoye, mais chacun baissoit l'espaule et se contentoit de tirer doucement le sien, sans refuser ce qui estoit raisonnablement exigé par les officiers du Duc. En ces entre-faittes, quelques troupes amenées du pays du Roy d'Espagne, sous nom de Neapolitains, Italiens, Espagnols, entrèrent en Savoye avec bruit de passage ès Pays-Bas ; et s'y trouvant au temps que la conspiration du mareschal de Biron fust découverte (2), le Roy de France, ne les voulant laisser passer, leur

(1) Le capitaine Vitro de Bastarga avait été placé par d'Albigny dans le mandement de Gaillard, dans le but de faire changer de religion aux habitants de la contrée. Il avait une compagnie de soixante hommes « gens de petite estoffe » dit le Registre, occupés nuit et jour à « picorer » et piller tout le rayon autour de la ville.

(2) Il fut décapité dans la cour de la Bastille le 31 juillet 1602.

mit quelques troupes en teste au mois d'Aoust, et, ceste esmeute esteinte, leur permit de tirer chemin. Mais au lieu d'avancer firent alte, une partie se logeant à Anecy et à la Roche, villetes à trois et cinq lieues de Genève, attendans renfort pour passer (disoyent-ils) après l'hyvert au secours de l'archiduc. Le régiment du baron de la Val d'Isère, entretenu du Duc, composé de François qui ont renoncé leur patrie, s'avance en mesme temps et s'approche encore plus près. Genève, ayant beaucoup d'occasions de se donner garde ès alarmes de tels voysins et redoubler ses gardes, se contente de aller son pas ordinaire, se confiant en la foy de la paix publique, sans adjoûter foy à divers rapports qui lui estoyent proposés de près et de loing, qu'il ne faut nullement garder la foy à ceux qu'ils appellent hérétiques. Elle en avoit fait quelque modeste remonstrance à De Gordes, seigneur d'Albigny, viceduc et lieutenant-général en Savoye et pays deçà les monts, lequel avoit asseuré qu'il n'y avoit de quoy ni raison pourquoy on se deust donner ombrage de ces troupes qui hyvernoyent au pays du Duc, qui pour juste cause vouloit estre en assurance par tous ses estats, sans vouloir faire tort aux voysins. Depuis, estoit venu à Genève un des principaux du sénat de Chambéry, asçavoir le président La Rochette, conseiller d'Estat du Duc, lequel par paroles bien expresses avoit confermé ce que dessus, et asseuré les seigneurs que ce petit amas de cavallerie et d'infanterie n'estoit dressé pour les préjudicier en sorte que ce fust, et qu'il falloit adviser avec le temps à quelque mode de vivre. A travers cela, les officiers de Savoye au voysinage de Genève, sur leurs terres situées en la souveraineté du Duc, commençoient à poser des gardes pour empescher la traitte des bleds cueillis par les bourgeois et citoyens sur leurs terres situées en la souveraineté du duc, ce qui contraignit iceux bourgeois et citoyens d'enlever le leur avec compagnie un peu

forte, sans violenter aucun d'iceux officiers, et déclarant qu'ils estoient prests de respondre et satisfaire à ce qui appartient au Duc, et que l'on n'avoit raison de retenir les revenus, le fonds estant responsable et suffisant en toutes sortes, comme aussi il n'avoit point esté fait auparavant sinon en guerre ouverte. Les officiers et le viceduc n'en faisoient aussi guères d'instance, et les affaires se maintenaient en contrepoids.

Sur ce, les Seigneurs de Genève receyvent nouveaux advis de France et d'ailleurs que l'on conspiroit contre eux pour leur donner une vive poincte, et que le viceduc estoit si avant engagé de promesses à son maistre qu'il ne pouvoit plus guères différer de mettre à exécution quelcune de plusieurs entreprises qu'il avoit faites pour s'emparer de leur ville. Tant plus ces advis redoubloyent, moins ces Seigneurs se doutoyent de ce qu'on brassoit à eux et à leur peuple, et se contentoyent de la garde ordinaire, s'asseurans ores qu'on prétendist approcher, cela ne se pourroit faire si coyement que les corps de garde et sentinelles n'eussent assez de temps et de résolution et d'adresse pour empescher les plus eschauffez et resveiller les plus endormis. Comme le refrain ordinaire à toutes entreprises estoit que les entrepreneurs estoient hommes et non pas oyseaux, et qu'on les sentiroit ou verroit venir ; item, que le duc et son lieutenant n'estoyent si désespérés perfides que de vouloir hurter à teste baissée et avec si petites troupes le Roy de France et la plus-part des Seigneurs des cantons qu'il savoit estre affectionnez à la protection de Genève, et que la paix publique confirmée par tant de négociations ne seroit ainsi ouvertement violée. Et ne s'esmouvoyent, encores qu'on leur ramenteust le faict de Biron, la condition du viceduc, qui, né François, fils d'un père bon François, jadis gouverneur du Dauphiné, s'estoit révolté de l'obéissance de son Roy, avoit tourné le dos à sa patrie, pollué l'honneur de la noblesse françoise en tant qu'en luy estoit, et

conjuré contre ses compatriotes et tous leurs amis ; qu'il n'avoit esté eslevé en ce grade de viceduc, au grand opprobre de tous les Savoyards, sinon sur les promesses réitérées de mettre le Duc en possession de Genève et de tous les pays circonvoisins ; que c'estoit un ordinaire et hazardeux entrepreneur, et qui n'avoit repos qu'en desseings périlleux pour, aux despends de la vie de tous ceux qui luy obéyroient, poursuivre sa poincte ; et que tant de conseils, de courses, de pourparlers, deçà et delà les monts, esclorroyent enfin quelque sanglante tragédie, nommément puisque le coup n'avoit pas porté en France, il seroit deschargé sûr Genève. Un bon estranger mesmes en avoit désigné dès le mois d'octobre beaucoup de circonstances, plus pour empescher le Duc et son Régent de se précipiter en ces abysmes de troubles qui pourroyent les engloutir, que pour bien qu'il voulust à l'Estat de Genève.

Et quelques autres, anciennement affectionnez au duc et à la religion romaine, en avoyent devant et depuis donné mesmes advisemens. L'on remonstroit aussi que plusieurs capitaines et ingénieux du party d'Espagne et de Savoye avoyent, partie desguisez, partie découverts, considéré tout à loisir, les portes, boulevars, rempars et fossez de la ville. Quelques traistres en estoyent sortis à diverses fois et occasions, qui à Roume, mesme en Piémont et en Savoye, avoyent représenté à grands et à petits les hauteurs, largeurs et profondeurs desdits rempars et fossez, les distances des lieux, les esprits, inclinations et naturels de grands et petits, bref dépeint dehors et dedans toute la ville, ce qui ne servoit qu'à enflanmer d'autant plus le viceduc à le pousser à l'exécution de son entreprise. Que l'on entendoit beaucoup de bruits sourds qui ne présageoyent que quelque horrible et soudaine tempeste, que les longues nuits estoyent redoutables, joint qu'on oyoit parler

d'eschelles, et d'autres aprests pour surprise, ce qui ne se pouvoit entendre à autre place que Genève.

Mais devant que le nom du viceduc fust cognu en Savoye, on avoit eu les oreilles battues de ces bruits. Les Seigneurs de Genève n'avoient pas oublié les instances que le duc avoit faittes avec tous artifices possibles à leurs députez, au dernier voyage qu'ils avoient fait vers luy en Piedmont pour traiter de quelque correspondance, pour raison du commerce et de ce qui en despend, entre ses subiects et ceux de Genève, à ce qu'on le recognoisse pour souverain en quictant l'alliance et protection de France ; que telle avoit esté l'intention de ses prédécesseurs, qu'il s'estoit avancé jusques là que de requérir les droits et enseignes de souveraineté, entremeslant des menaces avec ses demandes, et se tournant en tout sens pour tirer quelque parolle qui luy donnast occasion de pousser ceste roue de son espérance. Mais ils se souvenoyent aussi de la franche response de leurs députez et tenoyent que leur constance à se maintenir en leurs droits arresteroit le cours de toutes entreprises violentes, adjoustant que le duc se souviendrait de la voye qu'avoit suivie son devancier, appréhenderoit les malheurs du feu duc Charles, et cognoistroit finalement qu'il n'avoit occasion de s'appuyer ès phantasies d'un qui jusqu'à présent est apparu très malheureux en toutes ses conceptions et exécutions, qu'il ne respecteroit ce qu'il avoit cognu par ses agents, que Genève (comme le roy avoit déclaré de bouche plusieurs fois) estoit alliée avec la Couronne de France, partant comprise en la paix sous le mot général d'alliez, que Biron ayant esté descouvert et puni, le Duc ne voudroit pas advouer et par efforts tant iniques et violens se monstrier perturbateur de la tranquillité et paix publique, ni enfreindre ainsi desloyamment et par un exemple damnable le droit des gens. D'avantage, qu'il ne pouvoit estre si pourcement

et laschement conseillé, que de hasarder ses moyens, ses forces et ses estats, et que telle outrecuidance seroit le fait d'une beste furieuse, non pas d'un homme raisonnable, moins d'un prince qui doit estre père de son peuple. Ces pensées firent relascher le soing de pourvoir extraordinairement à la garde de la ville : au contraire le viceduc se bandoit et tournoit l'œil vers tous moyens propres pour voir le bout de son desseing. Le Duc fit approcher, il y a quelques semaines, ès vilettes de Focygny, pays appartenant au duc de Nemours, et sous la souveraineté de Savoye, le régiment du baron de la Val d'Isère, composé de pendars fugitifs de France, au nombre d'environ 800 hommes. Le lieutenant de ce baron, piccard, surnommé Brunauliet, suivi de quelques autres de sa sorte, qui avoyent tous à leur beau loisir visité Genève et entendu par divers rappors tout l'estat d'icelle, communiquèrent avec le viceduc, luy firent voir combien estoyent aysez les moyens de s'emparer de Genève. Pour l'en assurer d'avantage, un d'entre eux y entre par escalade quelques nuicts consécutives, y amaine tantost l'un de ses compagnons, tantost l'autre, fait venir des soldats au pied de la muraille où ils ne sont descouvers, ains s'en retournent comme ils estoyent venus. A ce rapport, ils adjoustent beaucoup de leur invention à la coustume des bravaches, et font l'entreprise très aisée, dont s'ensuit une résolution de ne plus différer. Mais avant que représenter leurs efforts et ce qui s'en ensuivit, il ne sera hors de propos de dépeindre en peu de lignes la cité de Genève et particulièrement ces lieux où cest orage du duc de Savoye vinst fondre.

Genève est une cité fort ancienne entre la Savoye et la Suisse, de laquelle Cæsar fait mention au commencement de ses commentaires, et qui depuis, parmi les guerres, desgasts et révolutions de tant de siècles, a esté maintenue par la providence de Dieu, jusques à ce qu'ayant reçu comme Zurich,

Berne et autres Républiques, la réformation de l'évangile, notamment l'an 1535, a esté plus renommée que jamais à cause des merveilles que Dieu tout puissant a fait clairement voir en la conservation d'icelle, à l'encontre des divers desseings et efforts des ducs de Savoye et leurs partisans. Elle est de fort longtemps citté impériale, libre, assise au bout d'un des plus beaux, grands et célèbres lacs du monde, nommé Léman, qui en sa plus grande largeur a quatre grands lieues de trait et seize de longueur, riche en poisson, fort commode à tout le pays à cause du trafic et des voytures, particulièrement des diverses provisions qui luy viennent depuis le bout du haut où est assise la Villeneuve près Vevey, appartenantes aux très illustres Seigneurs de Berne. Ce lac luy sert de rempart au septentrion d'hyvert, à l'orient elle a le balliage de Chablais, le mandement de Gaillard et le pays de Focigny, à deux, trois, quatre et cinq lieues de ses portes, ces pays estans bornés de hautes montagnes que les Alpes environnent. Au midy, [vers] une fertile montagne nommée Salève, au bas de laquelle est une plaine jadis fort riche de trois lieues de pays en longueur et de deux en largeur, est le balliage Ternier borné du Rhosne à l'occident et au septentrion de la rivière d'Arve, laquelle n'est distante que d'un demi quart de lieue de Genève. Elle est flanquée à l'occident, du Rhosne, beau fleuve sortant du lac, et qui passe au bout de la ville, la séparant par un pont d'avec le bourg bien clos et fortifié, dit Saint-Gervais. Delà le Rhosne, au long de l'occident, est le balliage de Gex, contenant cinq lieues de longueur et moitié autant de large, fermé du mont Jura, au delà duquel est la comté de Bourgogne. Le dit balliage est par la paix de Lyon annexé à la Couronne de France. Es trois balliages susnommez, on comtoit par ci devant trois cens bons villages, sans les hameaux, maisons séparées, granges et chasteaux, mais la guerre de l'an

1589 fut le commencement de grandes ruines par tout, le duc ayant esté conseillé de se prendre à la France, dont jusques à présent guère de bien ne luy en est advenu.

Genève a trois portes, l'une au haut bout de Saint-Gervais, par laquelle on va en Suisse, et par le balliage de Gex à Lyon ; une autre nommée porte de Rive, pour aller à Chablais, Gaillard et Focigny ; la troisième est la porte Neufve, bastie en un endroit un peu eslongné de secours, mais en récompense on s'y peut rendre de quatre advenues commodés, à sçavoir : de la Maison de Ville, où y a d'ordinaire un corps de garde à 200 pas de ladite porte, la deuxième advenue est des rues du Bourg du Four par trois chemins réduits en un à 250 pas de la mesme porte, la troisième advenue est d'une fausse porte surnommée la Tartasse à 100 pas, la quatrième advenue est de la porte de Corraterie ou de la Monnoye à 250 bons pas. Joignant ceste porte Neufve se voit le boulevard de l'Oye, regardant celui de St-Légier, vers le Bourg du Four, et d'autre costé la Tour de la Corraterie proche du Rhosne qui luy lave le pied la pluspart de l'année. La muraille tendant de ce boulevard à la Tour est raisonnablement haute et hors d'escalade commune, ayant un fossé bourbeux à cause de quelques eaux et immondices de la ville qui s'y deschargent. En icelle muraille sont basties deux bonnes garites de pierre à 150 pas l'une de l'autre ; la plus proche de la susdite porte estoit fournie de sentinelle avant l'entreprise du Viceduc, comme aussi le proche boulevard, mais l'autre demeuroit desgarnie, suppléant à ce deffaut-là le corps de garde près de la Monnoye, et la sentinelle en la susdite Tour de la Corraterie. Entre ceste muraille et plusieurs maisons de citoyens et bourgeois qui font un costé de la rue de la Citty, depuis la place de la Monnoye jusques à la Tartasse, y a une estendue qui est assez large, et depuis la garite proche du boulevard de l'Oye jusques

au corps de garde de la Monnoye une levée de terre qui fait dos à icelle muraille, tellement que du dessus d'icelle un homme de haute taille peut voir sur la contrescarpe du fossé, et monter aysément de ses mains sur la muraille. Plusieurs maisons de ceste rue de la Citty qui regardent sur le derrière et la muraille et le pays que le Rhosne et l'Arve embellissent, avoyent aussi leurs issues pour aller par derrière vers la porte Neufve, fermées de simples portes pour la plus part et assez aysées à enfoncer. La Tartasse est en un lieu eslevé, comme aussi la Maison de Ville, qui d'abondant au regard des murailles depuis la Tartasse jusques à elle, est close d'assez bon rampart. Sur un haut duquel, vis à vis de la porte Neufve, y a une meurtrière garnie ordinairement de quelques doubles mousquets. Quant à la porte bien forte, elle a entre ça en dedans ses ponts levis, barrières, boulevards et deffences, une deuxiesme coulisse entre les deux ponts levis, faite d'exquis artifice et de bon usage en soudain péril.

Le viceduc et ses entrepreneurs avoyent à leur grand loisir considéré, contemplé et mesuré le tout, veu que dedans la ville il n'y avoit pour la garde et deffense d'icelle, selon les hommes, sinon ses cytoyens bourgeois et habitans ordinaires, qu'ils avoyent peu par manière de dire conter un par un, qu'ils avoyent très souvent avisagez ès portes, places rues et boutiques, sçavoyent quelles gens de commandement il y avoit, et n'en faisoient guères d'estat. Quant aux artisans et marchands, ils les mesprisoyent fort et les appelloyent d'ordinaire courtaults de boutiques. N'ignoyroyent pas qu'il n'y eust après les Seigneurs du Conseil beaucoup d'autres hommes d'honorable qualité, desquels ils ne se donnoyent peine aucune non plus que de tout le demeurant du peuple qu'ils prétendoyent fouler aussi aysément à leurs pieds que la poussière et le pavé des rues. De longue main avoyent esté accommodées des échelles

à monter si hautes murailles que l'on veut. Elles sont de pièces chacune de cinq bons et fors eschellons seulement. Celle qui doit estre première plantée a les pieds bien asseurez pour tenir ferme sans remuer ; aux deux bouts d'en haut y a deux mortaises, dans lesquelles se plante la seconde eschelle portée par le deuxiesme qui monte, et affin qu'en les posant elles ne facent bruit, ains coulent doucement et aisément, elles ont des petites poulies feultrées de drap, ce qui accomode et assure ceux qui montent, tellement qu'ils peuvent joindre dix, douze, quinze de ces petites eschelles, qui ne se démontent point, ains qui s'affermissent en quelque sorte sous le faix, sinon qu'il fust du tout extraordinaire. Ils firent forger des gros marteaux d'acier, ayant en l'un des costez un trenchant aciéré dont en peu de coups ils pouvoyent couper une grosse chaisne de fer, enfoncer serrures et verrouils, outre plus des grandes et fortes tenailles pour enlever les gros clous et les esparres et portes, item des leviers de fer pour rompre et briser barières, ponts levis, et palissades qui pouvoyent les empescher ; les pétards ne leur deffailloyent point, ni les hommes pour les appliquer.

Quant au jour de l'exécution, ils l'avoient assigné la nuict du samedy dix-huitiesme jour du mois de décembre, style ancien, et vingt-huitiesme au nouveau calcul. Mais considérant que la lune seroit au plein ils devancèrent de huit jours, s'arrestans au solstice hybernal qui fait le plus court jour de la plus longue nuict de l'année, à sçavoir la nuict du samedy onziesme venant au dimanche douzième de décembre. Ceste résolution prise, le viceduc fit un voyage à Chambéry en Savoye, avec petite suite. De là vint au Faucigny pour accourager tans plus les siens à l'exécution. Quelques jours auparavant, la plus part des exécuteurs se confessèrent, communièrent et firent des terribles promesses les uns aux autres. On assure d'avantage

que peu avant que s'acheminer vers Genève, Brenaulieu se fit donner l'extresme onction, par dispense spéciale, jurant qu'il ne vouloit plus vivre s'il failloit à son desseing. Les jésuites et capucins n'oublièrent pas de ramentevoir à grands et à petits les sermens, faits au jubilé de Thonon, pour l'extirpation des hérétiques, qui eust esté [telle] qu'il s'ensuit.

Estant maistres de Genève, ils devoient saisir tous les Seigneurs du petit Conseil restans en vie, et avec les autres mors qui eussent esté recognus, les faire trainer ignominieusement et cruellement par dessus le pavé des rues, puis les faire attacher à des gibbets. Quant aux ministres de l'église de Genève, ils estoient condamnés à estre tenaillez, bruslez à petit feu, et leurs corps réduits en poudre, réservé la teste du plus ancien d'eux tous, laquelle eust esté portée à Romme et offerte en agréable present au Pape. Après que les capitaines et soldats eussent forcé et violé les femmes et filles, réservé celles qui leur eussent esté plus agréables, on eust poignardé les autres et jeté leurs corps au Rhosne, comme aussi les corps des hommes de lettres qui y sont en bon nombre, des marchans, artisans, vieilles et jeunes gens tuez par les rues ou dedans les maisons. Quant aux femmes enceintes, sans attendre leurs enfantemens, elles estoient condamnées à estre fendues vives, leurs enfans arrachez, escrasez et escarbouillez, et tout jetté dedans l'eau. Le pillage estoit assigné pour récompense, premièrement à ceux qui monteroyent à l'escalade, puis au reste de l'armée. Quant aux maisons, immeubles et héritages, cela demeuroit au duc pour en disposer comme de tout le reste de la ville. L'évesque, les chanoines, prestres, moynes, s'apprestoyent pour y rentrer ; les jésuites avoyent jà un pied en l'air pour venir prendre possession du beau collège qui y est. Les Savoyards près et loin faisoient estat de s'y camper dedans peu de jours.

Et ceste entreprise estoit tenue si aysée et certaine qu'on la réputoit pour executée avant que le peuple en eust entendu vent ni voix quelconque. Le samedi onziesme décembre au matin, plusieurs qui estoyent désignez pour l'exécution vindrent en la ville de soir, feignirent y vouloir acheter plusieurs marchandises pour recognoistre tant plus seurement leurs plans, se firent monstrier des chevaux en la plus belle des maisons proche de leur escalade, et par ambigus propos dirent qu'ils reviendroyent le lendemain pour clorre marché. Ceux de Genève, cheminans à l'accoustumée, ne pensoyent ni au duc ni à son lieutenant, ni à leurs eschelles. Et combien que les jours précédens, et ce jour aussi, l'on donnast advis de quelques endroits qu'il y avoit quelque desseing fort près d'estre exécuté, néantmoins les Seigneurs ne pouvoyent appréhender qu'en pleine paix, et si peu de gens que l'on scavoit estre en campagne, voulussent penser à un fait si estrange et damnable qu'est cestuy-ci. On se contentoit donc de marcher à l'ordinaire sans vouloir donner subject à personne de se formaliser, combien que ceste douceur ne servist sinon d'alumette à ce terrible feu qui couvoit du costé de Bonne, et duquel il nous faut représenter maintenant et les estincelles et la flamme.

Ce mesme jour, sur le soir, le viceduc, ayant ramassé ses forces, se mit en chemin des environs de la Roche, la Bonne-Ville et Bonne, à deux, trois et quatre lieues de Genève. Il y avoit quatre compagnies de cavalerie, les gardes du viceduc et quelques gentilhommes de Savoye, en après les compagnies du régiment du baron de la Val d'Isère, suivies de quelques volontaires. De toutes ces troupes furent choisis 300, à sçavoir environ cent armez de toutes pièces jusques à la botte, aucuns avec le plastron seulement, autres avec la cuirasse, et le casque en teste, le pistolet en la ceinture et le coustelas en main, cent autres avec le mousquet ou demi picque. Le duc suivoit

avec petite troupe. Les Napolitains, logez à la Roche, et les Espagnols à Necy (1), devoient former l'arrière garde et marcher si tost qu'on les advertiroit. Ils marchèrent au pas environ les six heures, et donnèrent ordre de faire arrester tous paysans sur les chemins, afin que nul n'allast donner l'alarme à Genève, mesmes arrestèrent prisonniers en divers endroits, nommément au pont des Tremblières, à une lieue et demie de la ville, certains marchans d'icelle qui alloient paisiblement traffiquer au pays, sans espargner aucun, non pas mesmes un mandé exprès par le colonnel des Néapolitains pour luy faire quelque pièce de besongne. Ce nonobstant, quelques paysans et un de ces marchands eschappèrent, qui accoururent en diligence crier vers la porte de Rive aux sentinelles qu'on fist bonne garde, que l'ennemi démarchoit et approchoit. Mais au lieu d'estre creus, ils furent rebuttez et menacez. D'avantage les sentinelles perdues (qu'on appelle) et qu'on a accoustumé de jetter de nuict hors la ville pour battre les chemins, se destournèrent vers le costé de Thonon, et ne descouvrirent certainement lescites troupes, qui marchoyent au couvert au long d'Arve. Icelles estans près d'Ambilly, ville proche d'une petite lieue de Genève, le viceduc, Limogeon, cornette de sa compagnie, et Brenauliet firent entendre à ceux qui marchoyent en teste la facilité de l'entreprise, tous les moyens et l'ordre de l'exécution. Il estoit lors environ dix heures du soir. Ceux qui estoyent à cheval ordonnez pour l'escalade mettent pied à terre, et approchent résolument avec les arquebusiers et picquiers entremeslez en la prairie de Plein palaix, suivis de l'infanterie et cavallerie susmentionnée. En chemin ils se donnèrent diverses alarmes et présages par les choses qui leur apparurent, comme fusées ou colonnes de feu

(1) Annecy.

en l'air, lièvres ou autres bestes courantes. A cinq ou six cens pas du fossé, ils descouvrirent quelques pieux plantés où les sargiers ont accoustumé d'estendre leurs pièces pour les essuyer, dont pensans les uns que ce fust embuscade de la ville, furent sur le point de donner sur les autres leurs compagnons environ les onze heures, dont toutesfois les sentinelles de ce costé ne s'esmeurent pas. Rassemblez et rassurez, ils font le tour au long du Rhosne, approchent de la contrescarpe et descendent au fossé, jettans coyement quelques clayes sur la bourbe du fossé, à l'endroit qui regarde la première garite vers la porte de la Monnoye, et, à six vints pas de l'autre, dressent trois eschelles sans empeschement, et, pour s'asseurer d'avantage, heurtent à coups de pierre au pied de la muraille sans estre apperceus ni entendus. La nuict de vendredy et quelques autres précédentes, ils en avoyent fait autant par l'entremise d'un soldat. Il avoit esté aucunement descouvert ceste nuict de vendredy entre dix et onze heures du soir, dont le corporal de la Corraterie adverti n'avoit tenu compte, respondant que c'estoyent des canards du fossé ; comme d'ordinaire ils y font assez de bruit mesmes en temps nocturne, à cause de l'outre, animal amphivie, lequel y ravage et cherche proye. Ce mesme sentinelle, ayant achevé son tour le samedi et se retirant de la Tour de la Corraterie, après onze heures sonnées, au corps de garde, pour faire place à celui qui le devoit, entendit ces canards du fossé, qui, effarouchez du bruit des assaillans, prenoient leur vol ailleurs. Mais pensant que ce fust le loutre, il ne s'en esmeut pas d'avantage. Ceux qui veilleoyent ès sentinelles et les corporaux ne firent pas mieux. Il y avoit lors un corps de garde à la porte Neufve, composé de treize hommes tant corporaux que soldats : l'un desquels estoit posé à la garite tirant vers le Bourg de Four, le deuxiesme entre les deux chaisnes de la porte, le troisieme ordonné pour

monter sur la porte à la cloche qui y est, le quatriesme establi au boulevard de l'Oye, le cinquiesme establi à la garite prochaine. Le corps de garde de la Corraterie avoit six hommes, l'un desquels faisoit sentinelle à la Tour, l'autre devant la porte de la Monnoye. Il n'y avoit personne à la Tartasse, dont advint que Dariot, Brenauliet, Limogeon, Cornage, Sonas, Chafardon, Attignac et autres ennemis montez des premiers, se sentant jà en quelque nombre, envoyèrent quelques uns d'entre eux dedans la ville en diverses places, d'où revenus ils trouvèrent plusieurs autres montez, accouragèrent ceux du fossé et se serrèrent au long des maisons sans bruit pour n'estre decouvers des rondes, et attendans que leur nombre fust complet pour faire leurs départemens et exécutions. Cela se faisoit après minuict, et, depuis une heure, attendant d'eux, le duc, qui n'estoit pas loing, adverti que les plus asseurez hommes entroyent, fait despescher gens vers les troupes de la Roche et de Nécy, affin qu'on fust à luy promptement. Dont advint comme en un instant que le bruit fust espandu en Savoye, Dauphiné, Piedmont, et plus loing, que Genève estoit prise. Aussi ces troupes commencèrent incontinent à bransler et se mettre en voye, mais, avant qu'avoir fait la moitié du chemin, elles receurent tout autre message. Le viceduc estoit au pied des eschelles, encourageant ceux qui montoyent, et tançant les tardifs. Il y avoit aussi un jésuiste escossois nommé entre ses disciples Père Abraham, lequel, outre une longue harangue, faite en lieu escarté en Plein palaix, leur proposoit et promettoit Paradis par les degrés de leurs eschelles. La plus part des escaladeurs estoyent charmés, et leurs billets contenoient à chascun d'eux exemption d'estre blessé pour tout le temps de leur exploit. Mais il y avoit tant d'ambiguitez en ces merceries jésuitiques (comme l'effect en fist preuve) que c'estoit une fureur d'en faire estat.

Se sentans en la ville entre les deux portes et murailles en nombre suffisant, ils commencèrent de prouvoir de plus près à leur desseing, et environ 200 qu'ils estoyent, font cinq gros : le premier pour favoriser l'escalade composé d'harquebouziers et picquiers et placé au long de quelques arbres et du parapet, le deuxiesme avoit un pétardier et plusieurs armés pour aller droict à la porte avec le pétard, les marteaux, pafers (1) et tenailles affin de faire ouverture à ceux de dehors, le troisieme marchoit vers la porte Tartasse, le quatrieme vers la Maison de Ville, le dernier à la porte et place de la Monnoye. Ceux qui survenoyent cependant devoient tenir toute l'espace d'entre ces portes, affin d'empescher ceux qui voudroient sortir par les portes de derrière ou donner quelque empeschement par les fenestres des maisons. L'intention de Brenauliet et de quelques uns de sa suite n'estoit pas de faire effort en la ville que jusques environ les quatre heures, tant pour donner plus de loisir au renfort d'approcher que pour avoir moins de ténèbres au parachèvement de l'entreprise. Mais cela fust traversé par le bruit qui survint entre les troupes du régiment du baron de la Val d'Isère. Ses piétons estoyent assis en Plein palaix les uns près les autres, attendans le signal pour entrer par la porte environ les deux heures et demie. Comme ils estoyent aux escoutes, sort un cri d'entre eux ainsi que d'un homme s'esveillant en sursaut et disant de toute sa voix : Arme, arme, ville gagnée, ville gagnée ! Le tambour à ce bruit sans attendre autre commandement commence à sonner, et tout ce régiment à se lever, puis courir de vistesse vers la porte Neufve, pensans la trouver ouverte. Trouvant visage de bois; il donne vers les eschelles, et quel-

(1) Paufer, et aussi pafet et palfer, termes employés en Suisse, Savoie et Dauphiné pour indiquer un levier en fer.

ques uns descendent au fossé et montent assez à temps pour trouver malencontre. La cavallerie un peu plus eslongnée, entendant ce son du tambour, descoche aussi aux fanfares de la trompette qui donnoit signal de victoire. On commença à s'esveiller par la ville, et Brenauliet, voyant qu'il ne falloit plus tarder, fait marcher ses escadrons. Les tocsains commencent aussi à sonner ès cloches de St-Gervais et de St-Pierre et ne fust plus question que de crier et de courir aux armes. J'espère estre supporté des lecteurs si je ne représente exactement les choses advenues en ténèbres espesses, et parmi tant de confusions d'une heure et demie ou environ en plusieurs endroits comme à mesme instant: force m'est de les représenter les unes après les autres. Le gros des ennemis, donnant au corps de garde de la porte Neufve, trouve légère résistance de trois ou quatre harquebousiers entre les deux chaisnes, qui, ayant lasché chascun leur coup, gagnèrent au pied et coururent donner l'alarme au corps de garde de la Maison de Ville, au Bourg de Four, jusques à la porte de Rive. Plusieurs de ce corps de garde de la Maison de Ville s'escartèrent doucement portans l'alarme ès autrès rues et places. Tandis que ces trois là coururent, des trois restés en ce corps de garde de la porte Neufve, deux se cachèrent, l'autre s'advisa de monter de vitesse sur la porte en la sentinelle et commença à sonner la cloche, puis un peu de temps après abbat la coulisse, ce qui estonna aucunement le pétardier, lequel au mesme instant découvrit approcher de soy quelques-uns de la ville, mais n'estans que deux ou trois, ils furent abattus. Et l'autre gros gagna le devant de la chaisne qui ferme la porte contre la Maison de Ville affin de faire teste au secours qui pourroit venir là. Les empeschemens, deslois et subterfuges de plusieurs y furent honteux et estranges, dont le manteau de la nuit couvrit une partie. D'autre part, il s'en trouva à deux

reprises lesquels donnèrent à ceste première chaisne un peu après trois heures, dont ils furent repoussez et aucunement blessez. Mais soudain, soustenus par quelques autres, ils contrainquirent l'ennemi de quitter ce pas, et lors fut tué le pétardier n'ayant peu rien faire à cause de cest abaissement de coulisse, et les marteaux, pafers, et tenailles n'ayans esté mis en besongne à temps à cause de la précipitation. Il fust combattu de rechef à la seconde chaisne, où l'un des plus mauvais de la troupe savoyard ayant esté mis bas, les autres commencèrent à reculer vers leurs compagnons, lesquels se comportoyent ailleurs comme s'ensuit.

Le gros ordonné pour fermer le passage de la porte Tartasse, voyant à la clarté d'un falot, allumé au coin de la rue proche de là, quelques uns accourir, s'avancer et en blesser deux ou trois, ceux de ce gros se tirent à part plus à l'ombre à travers de laquelle quelques autres se glissèrent. Deux vaillants jeunes hommes accoururent et sont attaqués de cinq ou six ; l'un est blessé en divers endroits, l'autre criant : qui vive ! entend un certain qui lui dit : avance, avance, vive Espagne, vive Savoye ! ce qui le fait retirer pour donner ordre que ceste advenue fust barriquée, à quoy l'on pourveut tellement qu'elle-ment. Sur ces entrefaites, survint un des Seigneurs du Conseil, capitaine du quartier, homme ancien, mais courageux, n'ayant pour toutes armes que l'espée au costé. On luy ayda à passer la chaisne, en le priant de ne bouger de là, pour donner ordre à une forte barricade : mais, sans dire mot, il descend vers la porte où il fust incontinent tué par un picquier. Les Savoyards avoyent pour signal un bruit de langue que font quelquefois les grenouilles, qu'on appelle couasement, ou tel que celui d'un valet d'estable qui accourage ses chevaux, et s'entrecognoissent ainsi d'avec ceux de Genève. Puis quand on leur crioit : qui va là ? respondoient : amis ! Lorsqu'ils s'estimèrent estre

au dessus, asçavoir depuis trois heures jusques à trois quarts d'heure après, on n'oyoit entr'eux autre voix, sinon : vive Espagne, vive Savoye, ville gagnée, tue, tue, à mort, à mort ! Ceste porte demeurant toujours en danger, l'un des deux sus-mentionnés et cinq ou six autres descendirent de la Tartasse, abandonnée de l'ennemi, qui s'estoit retiré plus bas, et, après s'estre fait cognoistre à leurs compagnons qui de la Maison de Ville estoient accourus vers la porte Neufve, et chassé les Savoyards de là les chaisnes, louèrent Dieu tous ensemble de ce que la porte Neufve avoit esté si heureusement regagnée et la Tartasse quittée aussi. Sur ce, ils font entrer quelques harquebousiers au boulevard de l'Oye, où le canon s'apprestoît, mais un peu lentement, pour donner dedans le fossé et vers les eschelles, comme il fit puis après. Pour cela, les Savoyars ne desistèrent, ains s'entrehortants à regagner la porte de Neufve, commencèrent à desgorger des paroles fort deshonestes contre l'honneur des femmes vertueuses, et à se vanter que la muraille estoit à eux. Combien qu'ils fussent en grand nombre, bien armez, néantmoins on leur fit une si rude charge qu'ils reculèrent jusqu'à la sentinelle proche du boulevard, où d'autres charges furent faites, et finalement on les repoussa jusques à l'endroit de leurs eschelles, où un de la ville s'hazarda d'aller et charger quelques ennemis retirez en la sentinelle, mais, ayant esté blessé d'une pistolade au jarret, se retira du moins mal qu'il peut.

Dès que le tambour et la trompette sonnèrent hors la ville, le gros ordonné pour marcher vers le corps de garde de la Corraterie, y donna, tuant un soldat, blessant un autre, et escartant le reste. Ceste porte est tout touchant l'entrée de la ville et du pont qui mesne à St-Gervaix, pourtant il y eust aussi beaucoup d'affaire, comme ailleurs ; quelques uns, qui s'avancèrent des premiers, furent incontinent

terrassiez ou blessez. D'autre part, deux des ennemis, entrans un peu trop avant, y laissèrent la vie, l'un pris et mené sur le pont du Rhosne, où il demeura; l'autre, déterminé soldat, abattu entre les deux portes et la coulisse. Quelques citoyens et bourgeois y estoient courus. On tient que Brunaulieu fust prié qu'on le dévalast avec des cordes, dont plusieurs avoyent des chaisnes en escharpe, pour se faire tirer du dernier eschellon en haut. Il le refusa, disant qu'il ne vouloit plus vivre, et périt sur le parapet. Quelques uns de ce gros, soit qu'ils pensassent estre pleinement victorieux, ou qu'ils voulussent (à cause que les portes qui ferment la Monnoye, le pont et la ville de ce costé estoient closes, et la coulisse presques abbattue,) entrer par voye plus seure en la ville, s'efforcent d'entrer en la maison du sieur Julian Piaget, marchand, citoyen, duquel, un peu auparavant, ils avoyent blessé à mort un sien serviteur nommé Debaptista, qui, ouvrant la porte de derrière pour voir quel estoit ce bruit regagna le dedans fermant ceste porte. Ils applicquent un pétard à l'huis de l'estable des chevaux qu'ils avoyent fait semblant de vouloir acheter le jour de devant, et entrent au logis: les uns s'y amusent à vouloir visiter les chambres, affin de butiner(1), les autres tirent vers la porte de devant, pour se donner entrée vers la place, où ils eussent porté un merveilleux alarme. La porte fust dextrement ouverte, et quelques armés de la ville donnent dedans, abbattent un des ennemis, en blessent rudement un autre, et poursuivent le reste qui commencent à perdre courage. Une autre troupe force la porte de derrière de quelque autre maison, et se jetta dedans à la foule (2), sans sçavoir ce qu'elle y faisoit, sinon se mettre au couvert au fort du conflict, en l'entre deux des murailles, tout auprès

(1) Ce détail tend à confirmer la tradition relative à M^{me} Piaget.

(2) En foule.

où les ennemis, acculez et chargez courageusement par la petite troupe qui les frappoit en flanc, à dos et front, sans prester combat, voyant leur complot esvanouy, et cinquante des plus mauvais abbattus, commencèrent à demander la vie. Et s'ils avoyent esté diligens à monter, ils le furent encor plus à descendre, la frayeür adjousta des aisles à leurs pieds, et, sans chercher leurs eschelles, plusieurs se jettèrent du haut en bas. Ceux qui avoyent un peu mieux pensé à leur retraite gagnent comme ils peuvent leurs eschelles, dont leur père Alexandre ne se trouva guères bon marchand, quelques armez estans rudement cheus dessus luy; dont il a emporté les marques en Avignon, où il s'est retiré quelques sepmaines après, sans avoir chanté messe dedans le temple de St-Pierre, comme il s'en estoit vanté.

Sur ceste honteuse retraite, le canon du boulevard de l'Oye commence à tonner, et, pour le second coup, avec diverses dragées, blessa plusieurs de ces fuyards. Le canon, amené sur la plate forme proche de la Maison de Ville, fust braqué vers la fontaine à l'entrée de Plain palaix, et acheva de mettre en route la cavallerie et l'infanterie qui estoient dehors. Si jamais desroute fust ignominieuse, celle là le fust. Si on vit onques fuyars mal en point, ce furent les Savoyars, trainans leurs blessez comme ils pouvoyent, et laissant partie d'iceux çà et là, dont quelques uns morurent en chemin, plusieurs s'estant rudement blessez en ce sault périlleux du haut de la muraille en bas. Arrivans en Bonne à trois lieues de Genève, ils estoient si fangeux, harassés, transsis et esperdus que petite troupe asseurée les eust aisément exterminer.

Les Seigneurs de Genève se contentèrent d'avoir chassé les brigands qui vouloyent massacrer ceux de leur peuple; et, comme, en périls si terribles, il est impossible de voir en un moment tout ce que se peut faire, ne voulurent rien hasarder,

tenants leurs portes closes et faisant recherche des ennemis, dont treize furent attrapés en vie, emprisonnés, interrogés, aucuns torturés, pour sçavoir plus particulièrement la vérité des choses, laquelle ils reconnurent en la plupart de ce que nous avons représenté, confessans avoir mérité la mort, pour avoir essayé d'exécuter des desseins si horribles. Ils furent pendus le mesme dimanche, environ les deux à trois heures après midy, au boulevard de l'Oye, où leurs corps demeurèrent en spectacle, tandis que, le lendemain et le jour suivant, on deslibéra ce qui estoit à faire des Savoyards tuez, estendus sur la poussière, et couvers d'un peu de paille. Finalement le conseil des Soixante ordonna que les testes des tuez et pendus seroyent coupées et rangées sur une longue perche, en un long gibbet de ce boulevard, et les corps jettés au Rhosne, ce qui fut exécuté : soixante et sept testes, au bout de soixante et sept ans que la ville a secoué le joug du pape, estants tesmoins, à quiconque les voit, des damnable complots de ceux qui tiennent qu'il ne faut point garder la foy, et qui ostent aux princes leur principal honneur après la religion, c'est asçavoir la fidélité pour ne violer la paix publique, et n'esmouvoir des troubles contre les lois divines et humaines. Ce qui servira de briefve response à plusieurs mal informez qui euidrent que les Seigneurs de Genève ont esté trop sévères et rigoureux en ceste condamnation et exécution. Au contraire les exécutez mesme reconnurent, excepté un, (lequel mourut aussi laschement comme il avoit vescu cruellement), qu'ils estoyent indignes de vivre, à cause de tant de furieux efforts. Au regard des autres tuez, estropiez et rudement blessez ennemis qui furent trouvez çà et là, ou qui périrent les jours suivans, les Savoyards ont esté fort curieux, à leur coustume, d'en cacher les noms et qualitez, dont est né un proverbe, qu'il fait bon bien battre les plus estour-

dis d'entr'eux, pour ce qu'ils ne s'en vantent point. Mais nous ajoutons qu'il se faut aussi donner soigneusement garde de leur infidélité cruelle. Quelques uns, qui ont fait recherche de ceste defaite de brigands, tiennent qu'il y en est demeuré plus de deux cent soixante capitaux et conjurez ennemis de Genève, de qui toutes fois ils n'avoient reçu desplaisir ni dommage auenn.

Quant à la ville de Genève, la plus part des citoyens, bourgeois et habitans d'icelle, ne comprindrent le danger auquel ils avoient esté réduits, qu'après en avoir esté délivrés. Ceux qui l'appréhendèrent le plus en receurent le plus d'ennuy, de dommage et de travail : fort petit fut le nombre de ceux qui, en ce péril, chamaillèrent vaillemment sur les ennemis. Quelques artisans et marchands, tant desdaignez par les Savoyards, y firent merveille sous la faveur du Tout-Puissant. Aucuns, jusques au nombre de seize, portèrent et laissèrent leurs vies, qu'ils ont retrouvées à l'instant en Paradis, auprès de leur Chef et Sauveur. Vingt-cinq ou trente y furent blessés, et presque tous ont esté remis en pied dedans six semaines ou deux mois après, pour se souvenir à chasque pas de l'assistance du Dieu des armées et de la vertu dont il les fortifia lors. Plusieurs, estrangement esperdus lorsque le tocsain sonna, et qui après l'orage firent fort les suffisans, penseront quelque jour à leur conscience, comme aussi certains pillards qui, n'ayant fait aucun devoir, apparurent après au butin, confondans mesmes les amis avec les ennemis, gens misérables et détestables, s'il y en a au monde. Comme, au commencement de l'esmeute et au plus fort du danger, plusieurs personnes, craignans Dieu, avoient humblement crié à luy qui ne rejetta leurs ardentes et saintes prières, aussi au sermon ordinaire de huit heures fust chanté et exposé en tous les trois temples le ps. 124 : on peut bien dire, et avec beaucoup d'esjouissance,

entremeslée de soupirs et de larmes, à cause de nos mors et blessés. Le lendemain fust employé à l'honneur de la sépulture des valeureux champions de l'Eglise de Genève, et, quelques jours après, le Jeusne célébré solennellement. D'autre part, les Seigneurs de Berne, advertis en très grande diligence de la miraculeuse deslivrance de leurs combourgeois et alliez, en donnèrent avis à leurs baillifs et subjects. Ils firent rendre grâces à Dieu par tout leur pays, et envoyèrent promptement secours à Genève, et continuèrent depuis en ceste franche volonté, comme ont fait aussi les Seigneurs de Zurich, de Basle et Schaffuse.

. (1)

Quant au Duc, non content de son malheur, et, voulant faire du mauvais après avoir esté battu, envoya Caron, l'un de ses secrétaires, à Fribourg, vers le conte de Tournon, son ambassadeur en Suisse, lesquels se transportèrent à Berne, où le conte fit en plein conseil la harengue comme s'ensuit : (2,

« Très puissans Seigneurs, dès le jour et heure que j'ay esté adverti de l'entreprinse et exécution faite contre la ville de Genève, je n'ay rien eu plus à cœur que de m'enquérir de mon Prince et Seigneur comme la chose est passée au vray, pour au nom de sad. Altesse je puisse informer au vray vos Seigneuries et autres bons amis et affectionnés, veu qu'en tels

(1) Nous supprimons ici un paragraphe qui contient la lettre écrite à la Seigneurie de Genève par le roi Henri IV, en date du 8 janvier 1603. Ce document a déjà été imprimé plusieurs fois, entre autres dans l'*Histoire de Genève* de Picot (II, 321) et dans celle de Spon, dans les *Lettres missives de Henri IV*, publiées par Berger de Xivrey (VI, 8), etc.

(2) Le *Registre du Conseil* (7 janvier 1603) donne de cette harangue un texte qui nous parait préférable à celui du manuscrit de Grenoble, et que nous substituons en conséquence à celui-ci. Le *Citadin de Genève* avait déjà pris dans le *Registre du Conseil* ce texte que nous croyons le meilleur,

affaires et exploits plusieurs paroles contraires à la vérité seront semées çà et là par les adversaires. Car iceux, comme destituez de toute cause légitime et de toute équité, se sont entremis, pour donner couleur et défense à leur mauvaise cause au deshonneur et préjudice de sad. Altesse, de mettre sad. Altesse en disgrâce et le rendre odieux. C'est pourquoy moy, ayant esté adverti de la part de sad. Altesse, tant par escript que de bouche par le moyen du s^r secrétaire et adjoint en ceste cause, ayant receu très exprès commandement de le vous communiquer amiablement et selon toute bonne voysinance, à ce que vous ne soyés en aucun doubte de sa bonne volonté et affection, moy, dis-je, et le dit secrétaire, n'avoir (sic) voulu laisser à vous donner à entendre, suivant tel commandement, le fait de lad. exécution, laquelle est advenue comme s'ensuit. Vos Seigneuries scavent très bien quelles prétensions [que] sad. Altesse a heu dès la dernière guerre sur une ville de Genève, surtout à cause des tailles, tributs et autres charges ordonnées, pour raison d'aucuns biens qu'iceux de Genève possèdent dans les terres de sad. Altesse. A quoy Elle auroit tasché de les contraindre et presser par toutes sortes de moyens, en espérance qu'iceux de Genève se submettroient à l'équité, ainsy que autres royaux et voisins qui ont des biens dans les terres de sad. Altesse. Mais, au contraire, ils n'ont cessé de faire des plaintes continuelles à la Majesté du Roy de France, comme aussi à vos Seigneuries, nonobstant qu'ils ayent esté rebustez par plusieurs Seigneurs de marque près de sa Majesté de telles indeues recherches, et renvoyés à satis-

et l'avait inséré à peu près tel quel. Les diverses éditions de l'histoire de Spon le contiennent également ; il y a été légèrement modernisé.

M. Gaberel a imprimé aussi cette harangue (*l'Escalade*, pages 298-300), mais ce qu'il a publié paraît être une traduction tout-à-fait moderne du texte allemand qui doit se trouver aux Archives de Berne.

faire à telles charges équitables, comme aussi sans doute vos Seigneuries en auront fait de mesmes en leur endroit. Ils ont continué opiniastrement en leur desseing et prétensions rejeçtables, et non-seulement ont entrepris, par moyens de main-forte et attentat, de maintenir leur prétendu droict comme sad. Altesse en a esté advertie, mais aussi, contre l'édit de Son Altesse publié, ont tout freschement fait emmener et conduire en leur ville quelques bleds, lesquels debvoient demeurer au pays de sad. Altesse pour l'entretènement nécessaire de ses sujets, et pour obvier aux nécessitez futures, et par tel moyen et mespris ont enfraint et anéanti tel édit publié, pour lesquelles justes causes et occasions sad. Altesse a bien voulu entreprendre lad. exécution contre la ville de Genève au 22^e novembre, nouveau calendrier. Mais a dilayé pour quelque temps, principalement à ce que sad. Altesse fust présente, à cette fin qu'entre les siens ne peust advenir aucune confusion ou désordre, comme en tel fait il advient aisément, et que par mesme moyen, [à] ses autres voysins et bons amis ne fut fait aucun dommage. Mais quant à ce que lesd. de Genève se veulent servir, contre les prétensions de sad. Altesse, de quelques privilèges à eux donnez par ses prédécesseurs d'heureuse mémoire, ils ne s'en peuvent prévaloir, car ceux privilèges ne peuvent plus estre en leur vigueur, attendu qu'ils n'ont rendu les charges et devoirs esquels ils estoyent tenus. Et par ce moyen ont eux mesmes rendu i nutils lesd. privilèges et iceux anéantis.

« De mesmes en est il touchant ce qu'ils avancent sans fondement qu'ils sont compris et incorporez au traité de paix entre Sa Majesté Royale de France et sad. Altesse. Car est à considérer qu'en ce ils n'ont point de droit ny de fondement de mespriser par ce moyen sad. Altesse. Et est certain qu'ils ne

peuvent estre entendus soubz ce mot d'Alliez, attendu qu'ils ne sont alliez avec tous les Cantons de Suisse, et qu'aud. traité de paix ils n'ont esté expressément spécifiez et nommez comme les autres Alliez, et aussi n'ont peu estre mis et insérez aud. traité de paix en l'absence de sad. Altesse, comme estant l'une des parties principales, et sans son gré, sceu et volonté. En outre, je ne puis sainement céler à vos Seigneuries que sad. Altesse a esté adverti de bons lieux et dignes de foy que Mr de Lesdiguieres avait une entreprise pour surprendre la ville de Genève, ce que, s'il eust esté exécuté, eust causé à sad. Altesse et à vous un grand dommage. Et pourtant sad. Altesse a estimé estre le plus assuré de le prévenir. Mais, afin que vos Seigneuries ne puissent prendre aucun soubçon que sad. Altesse eusse pensé entreprendre quelque chose contre l'ancien correspondance et voysinance pour votre regard, elle a principalement à ceste occasion repassé les monts en diligence. Car elle est en intention de continuer envers vostre Estat toute bonne et amiable volonté et voysinance, comme d'ancieneté a esté fait. Et, à cest effect, est résolue par amitié voisinale de monstrier en vostre endroict et de tous vos sujets tout libre et ouvert commerce et toute amiable volonté de voisin, et que sur ce vous vous en éclaircissiez envers sad. Altesse, comme de ce je ne double point que vous nous bailliés une réponse selon nostre désir et volonté.»

Ceste harangue ou bien ce sommaire de la proposition, faite par le comte de Tournon, ambassadeur de sa dite Altesse, avec le sieur secrétaire Caron, ambassadeur de sa dite Altesse, et qui estoit envoyée ou mesmes dictée et prononcée en la présence de Nosseigneurs de Berne, ne méritoit point de response. Les Seigneurs de Berne n'en firent ni donnèrent point aussi, mais renvoyèrent le conte de Tournon et son adjoinct, ambas-

sadeurs dudit Duc, lesquels ne s'en retournèrent guères ou au moins peu joyeux. Du depuis, le duc de Savoie et les siens ont remué et brassé à leur accoustumée. Quant à ce qui en doit advenir, Dieu le monstera.

SÉANCE PUBLIQUE

DE LA

SECTION DE LITTÉRATURE

tenue le samedi 23 décembre 1882, dans la salle de l'Aula.

ORDRE DU JOUR :

1. Discours d'ouverture de M. Eugène RITTER, président.
 2. Notice sur M. *Louis Vaucher*, par M. MARC-MONNIER.
 3. Notice sur M. *Rodolphe Rey*, par M. J. HORNUNG.
 4. *Souvenirs personnels*, par M. Jules VUY.
 5. *L'Égalité*, poésie, par M. CARTERET.
 6. *Les sauveteurs du Havre*, poème de M. MAYSTRE.
 7. *L'Envie*, poésie de M. SALMSON.
 8. *Adieux d'un poète à son manuscrit*, par M. Emile JULLIARD.
 9. *Le Costume de Pierrot*, poème dramatique de M. SCHELER.
-

DISCOURS D'OUVERTURE

DE

M. Eugène RITTER, Président

Messieurs,

Dans les trente années de son existence, notre Section de Littérature a ouvert une vingtaine de concours. Ils se pressaient dans les premiers temps : il y en eut douze en dix ans. Quand l'expérience est venue, ils se sont espacés davantage ; mais nous ne songeons point à les abandonner. Dans les deux séances publiques de l'année écoulée, nous avons donné des prix à des poésies et à des nouvelles ; et nous venons d'ouvrir encore un nouveau concours, pour *une étude biographique et littéraire sur un des écrivains de la Suisse romande*.

Chaque concurrent choisira l'écrivain qui lui plaira ; les écrivains vivants sont seuls exclus de ce choix. La Section demande que dans les études qui lui seront présentées, les concurrents utilisent autant que possible des sources de renseignements inédits : papiers de famille, lettres, documents d'archives, etc, — et s'il s'agit d'un contemporain, des souvenirs personnels ; — en sorte que les pièces présentées au concours constituent un enrichissement pour l'histoire littéraire du pays. Une somme de *cinq cents francs* a été mise à la disposition du Jury pour prix et accessits.

L'histoire des lettres dans nos cantons romands est déjà, vous le savez, Messieurs, en possession de quelques travaux pareils à ceux que nous demandons. Les vies de Juste Olivier et de Vinet, par M. Rambert ; l'ouvrage de M. Othenin d'Haussonville sur *le Salon de Madame Necker*, voilà des modèles ; et les égaler, ce serait prendre rang parmi les maîtres. Mais, à ne suivre que de loin ces exemples brillants, il y a encore de l'honneur à gagner, et du profit pour l'histoire littéraire de notre pays.

Elle est si peu connue, cette pauvre histoire, que plusieurs d'entre vous trouveront des noms qu'ils n'avaient jamais entendus, dans l'énumération que je vais faire des écrivains qui me semblent mériter une étude biographique : énumération qui ne sera pas complète, bien entendu, et surtout point exclusive, et qui n'a d'autre but que de mieux expliquer ce que nous demandons.

A Neuchâtel, je citerai Bourguet, le Buloz helvétique du XVIII^e siècle, le fondateur du *Mercure suisse*. Quelle mine à fouiller que sa vaste correspondance avec les savants et les hommes de lettres de son temps ! L'aimable bibliothécaire de Neuchâtel, qui me l'a montrée, m'aurait donné la tentation de m'y enfoncer, si, au riche dépôt dont il a la garde, Du Peyrou n'avait pas légué des manuscrits beaucoup plus précieux encore.

Dans le canton de Vaud, M. de Crouzas, madame de Montolieu, le professeur Monnard, ont été, chacun dans leur génération, des personnages ; il y aurait bien de l'intérêt à lire, tracé par une plume érudite et habile, le récit de leur carrière, qui les replacerait au milieu de leurs contemporains, et qui nous donnerait toute la vie littéraire de Lausanne, il y a cent cinquante ans, — cent ans, — cinquante ans.

A Genève, la plupart des écrivains du siècle de la Réforma-

tion ont été le sujet de recherches approfondies ; mais dans les temps qui ont suivi, il y a des hommes très distingués dont la biographie est encore à faire : le syndic Chouet, par exemple ; — j'ai dit ailleurs (1) quelle place occupe dans l'histoire intellectuelle de notre ville l'impulsion qu'il a donnée aux recherches scientifiques, et qui n'a pas eu de contre-poids en son temps ; — et Jalabert, qui fut comme lui savant professeur et magistrat influent, qui fut l'ami de Jean-Jacques Rousseau, et qui mourut au milieu des orages politiques, après avoir donné en vain le conseil qui les aurait conjurés à leur point de départ, quand il défendit chaudement l'*Emile* (2) en face de collègues qui voulaient brûler et flétrir ce noble livre.

Pierre Clément mérite mieux qu'une biographie ; il faudrait le réimprimer tout entier, comme on a réimprimé l'abbé Raynal (3), qui ne le valait pas. Il était ministre du saint Evangile, et avait jeté aux orties la robe ecclésiastique. Deux autres littérateurs genevois, Jacob Vernet et Jacob Vernes, ont su la garder et l'honorer. Les papiers de Jacob Vernes sont en bonnes mains. Je voudrais pouvoir en dire autant des papiers de Jacob Vernet ; mais où sont-ils ? où se cachent ces lettres inédites de Montesquieu, de Fontenelle, de Voltaire, que tous les amis du XVIII^e siècle seraient heureux de voir paraître au jour ? Que sont devenus les papiers de madame Necker de Saussure ? Et que fera-t-on des lettres de Tœpffer ? Ecrites au courant de la plume par cet esprit primesautier, improvisateur, elles devaient être charmantes : A-t-on cherché à les réunir ?

(1) *Alliance libérale*, 1881, pages 37 et 38.

(2) Voir les lettres de Moutou à J.-J. Rousseau des 18 juin, 1^{er} et 17 juillet 1762, 10 mai 1763.

(3) Correspondance littéraire, philosophique et critique de Grimm, Diderot, Raynal, etc, publiée par M. Maurice Tourneux. Tomes I et II. Paris. 1877.

Ces questions, Messieurs, n'en finiraient pas ; je m'arrête, et je conclus en disant qu'il y a une tradition dont les fils se rompent chaque année, quand viennent à mourir ceux qui les tenaient en leurs mains ; pour peu qu'on attende alors, la postérité ne peut plus les rattacher qu'à moitié. Tout ce qui se fait pour les renouer est une œuvre de piété littéraire et de conservation nationale : car, dans le passé de notre pays romand, la littérature a tenu une grande place ; et l'étude de ce passé est essentielle, si nous voulons maintenir, au milieu des courants qui traversent notre époque, la continuité de notre esprit national.



NOTICE

SUR

LOUIS VAUCHER

Par M. MARC-MONNIER

Louis VAUCHER, né à Genève le 14 janvier 1832, écolier du Collège, étudiant de l'Académie, licencié en droit en 1854, élu deux fois, en 1864 et en 1868, substitut du procureur-général, juge de paix en 1871, juge à la cour en 1876, auteur d'un règlement général de police, fondateur d'un journal, la *Semaine judiciaire* indispensable aux hommes de loi, mort le 1^{er} octobre 1882. Voilà, en deux mots, la biographie officielle de notre ami. La *Semaine judiciaire* ajoute qu'il avait de qui tenir dans sa famille. Son grand-père, Vaucher-De Lom, fut un savant botaniste ; son oncle et maître, Vaucher-Mestral, un helléniste de premier ordre ; par sa mère, il descendait de P. Mouchon, le patient auteur d'un travail prodigieux : *La table de l'Encyclopédie* ; son père, enfin, le pasteur Vaucher-Mouchon, consacra toute sa vie, tout son bien aux autres. Elevé dans un pareil milieu, notre ami fut un esprit très distingué, très orné, un homme intègre, utile, aimable, et il mourut pauvre. Pour montrer ses qualités de magistrat, on pourrait accumuler les épithètes banales ; un seul fait suffit, plus éloquent que toutes les phrases : pendant toute sa carrière de juge de paix, aucun de ses jugements ne fut révisé.

Il nous appartient surtout comme homme de lettres, car il fut membre de la Section littéraire de notre Institut, membre honoraire, il est vrai, mais aussi laborieux que les meilleurs des effectifs. Dans les dernières années de sa vie surtout, son activité se porta sur quantité d'objets : il fit des cours de droit à l'Université, à la Société des Arts, des conférences sur le Musée Gosse à la Société d'histoire et d'archéologie ; il rédigea pour le *Journal de Genève* une *Chronique judiciaire* fort estimée ; longtemps auparavant, dans des feuilles politiques, il avait fait écumer et pétiller la vivacité piquante et point amère de son esprit. Il donna aussi des articles sérieux à la *Bibliothèque universelle*. On nous a cité de lui une *Etude sur Rabelais* qui n'a pas été retrouvée dans ses papiers : c'était un morceau de fine et forte critique. Il avait le goût des arts, il en avait aussi l'intelligence ; ses articles anonymes sur la peinture montraient des impressions très personnelles qui ont plus d'une fois étonné les experts. Mais il ne signait pas, ne recueillit pas même ces articles nombreux qui se sont dispersés avec les feuilles mortes. Il n'a guère mis son nom qu'au bas de ses vers.

Poète, il l'était dans l'âme et le fût devenu tout à fait avec un peu plus de patience et de travail. Entre 1854 et 1857, il fit un assez long séjour à Paris, avec l'intention de se vouer aux lettres. Mais il se découragea trop vite et regretta son pays.

Allons-nous en loin de la ville
Au grand fracas triste et moqueur,
Loin de Paris, funeste asile
Pour la pensée et pour le cœur...
Pauvre rêveur, ton âme est pleine
D'amour, d'espérance et de foi ;
Allons ! les rives de la Seine

N'ont pas été faites pour toi...
Retourne aux lieux qui t'ont vu naître,
O pauvre oiseau tout déplumé,
Et tu retrouveras peut-être
Ton nid tout chaud, tout parfumé,
Des amis dont les mains ouvertes
Se refermeront sur ta main,
Des feuilles plus fraîches, plus vertes,
Plus de fleurs le long du chemin...

Ainsi écrivait-il à un ami (Camille Ferrier) : on sent là l'émotion vraie. Plus tard, tout à fait découragé, il s'écriait en brisant sa plume :

Pourquoi faire des vers quand on les fait si mal ?

On le voit, Louis Vaucher ne fut injuste qu'envers lui-même. Par bonheur, nous avons sous la main de quoi réviser son arrêt. Voici un fragment que nous retrouvons dans ses papiers ; André Chénier eût souri en le voyant. Avec de légers coups de ciseau çà et là, ce serait beau comme l'antique :

...Pourquoi me refuser ta lumière paisible ?

Belle reine des nuits, pourquoi te caches-tu ?

O Diane, Diane, es-tu donc invisible ?

L'orage cependant n'a pas voilé les cieux ;

Les constellations, signes mystérieux,

Symboles éclatants d'une langue inconnue,

Tracent en traits de feu Jéhovah dans la nue...

Ce nom te fait-il peur, fille de Jupiter ?

Ta place est vide au ciel, et le ciel est désert.

Aux cieux où tu régnas, pleures-tu ta défaite ?

Es-tu sur le Latmos ? Es-tu sur le Taygète ?

Cherches-tu sur la rive où se brisent les flots,

Dans les cendres d'Ephèse ou les rocs de Délos,

De tes adorateurs les traces effacées ?

Ou bien rappelles-tu tes nymphes dispersées
Qui, secouant enfin aux accents de ta voix
L'injuste et lourd repos qui les retient captives,
Se hâtent sur leur dos d'ajuster leur carquois
Et te cherchant des yeux, joyeuses et craintives,
De leurs cris éclatants font retentir les bois ?
O Diane ! au milieu du chaste et blond cortège,
Fière de ta beauté qu'on ne peut égaler,
Tu montres tes genoux aussi blancs que la neige
Et tu donnes au vent tes cheveux à mêler...
Prends garde ! en poursuivant le sanglier rapide,
En perçant de tes traits la biche aux yeux en pleurs,
Dans ces lieux enchantés où le printemps réside,
Tu pourrais rencontrer, au pied d'un arbre en fleurs,
Paré de sa jeunesse et le regard humide
Un autre Endymion...

La poésie s'arrête là. Le marbre est brisé, mais c'est bien du marbre ! Quand on peut faire de pareils vers, on ne reste pas longtemps découragé. Louis Vaucher se remit à l'œuvre et la Section littéraire de l'Institut, qui lui offrit un public attentif et sympathique, applaudit plus d'une fois de jolies fables, des comédies sans prétention, qu'il ébauchait d'une main légère, en y mettant la douce malice et la rare finesse de son observation. Devant cet auditoire discret, il eût pu lire encore bien des poésies lyriques très senties, très émues ; s'il ne l'a pas fait, c'est que peut-être il ne voulait pas livrer tout son cœur. Peut-être aussi dédaignait-il injustement ces poésies datant de sa jeunesse.

Nous savons qu'aux derniers jours de sa vie il brûla des liasses de manuscrits, et qu'à la prière de son frère, il ne laissa subsister que deux cahiers sur lesquels il écrivit au crayon de sa main mourante : « Essais sans valeur. »

L'Institut national veut sauver de l'oubli quelques-unes de ces productions. Il a déjà publié dans son Bulletin l'*Eléphant blanc*. Une de ces agréables comédies que Vaucher lisait si bien, une pièce encore inédite paraîtra bientôt, les *Avis charitables* ; suivront des élégies, des sonnets, des fables qui n'ont eu aucun lecteur, une traduction de *Françoise de Rimini*, le plus touchant épisode de la *Divine comédie*. Le traducteur, en suivant Dante vers à vers et en s'imposant toute les difficultés de la terzine, les a surmontées avec une aisance et une liberté de main qu'on ne saurait assez admirer. A notre humble avis, aucun poète français, pas même Antony Deschamps, n'a rendu aussi bien la lettre et l'esprit, la musique et la grâce de ce chef-d'œuvre. Notre ami a laissé encore l'ébauche d'une tragédie en cinq actes et en vers, intitulée *Stéphanie*. Une scène de cet ouvrage montrera ce qu'eût pu faire Vaucher en persévérant dans le grand art. Le théâtre l'attirait dans ces derniers temps, il rêvait un drame sur Calvin et il traduisit en vers français *Le roi Henri IV* de Shakespeare. C'est pour la scène qu'il écrivit son *Morgarten* (1). Rappelons-nous le mérite et le succès de ce poème dramatique, dont l'édition fut épuisée en quelques jours ? Le poète avec une habileté remarquable avait su mêler la fiction à l'histoire et trouver une situation très émouvante : une affaire de cœur étroitement liée au grand intérêt patriotique, une catastrophe domestique attristant sans le diminuer le triomphe national. Des sentiments très dignes et très nobles, simplement exprimés en vers faciles, élégants, d'un charme uni, d'une chaleur douce et parfois d'une belle fierté, voilà ce qui a séduit le petit nombre d'heureux qui sentent et comprennent la poésie.

Tel était le poète, mais ceux qui nous écoutent sont loin de

(1) *Morgarten*, poème dramatique par Louis Vaucher. Genève, Fick, 1876.

connaître encore l'ami que nous avons perdu. Il fallait le voir dans un cercle intime, au dessert, quand la causerie devenait générale ; son visage alors s'animait, s'affilait, s'aiguissait, les yeux pétillaient derrière le pince-nez, le sourire allongeait ses lèvres fines et avant qu'il eût ouvert la bouche, on sentait déjà le flux d'idées étranges qui allaient jaillir. Il parlait comme Mercutio, comme Hamlet, nageant en pleine fantaisie avec cette gaité d'imagination qui n'est comprise que des artistes, et accentuant le paradoxe avec une petite voix de tête, un geste saccadé qui mettait tout le monde en belle humeur. Heureux temps où l'on soupait au lieu de banqueter, où l'on causait drôlement au lieu de porter des toasts, où les esprits fins ne devaient pas se mettre à la portée de la foule. Ne fût-on que trois, le nombre des grâces ou neuf tout au plus, le nombre des muses, il y avait assez d'idées folles pour égayer toute une nuit. La malice n'était point méchante, l'escrime joyeuse ne tuait personne, le cliquetis des opinions amusait la galerie sans faire de mal ; en ce temps-là, on pouvait être heureux sans qu'il y eût de victime. Louis Vaucher n'a jamais blessé aucun de ses amis. C'est ainsi qu'il a pu attirer et garder tant d'affections fidèles. Il était sympathique, parce qu'il était bienveillant ; il savait que le meilleur moyen de plaire aux autres, c'est encore de leur faire plaisir. Cette parfaite courtoisie qui lui avait particulièrement valu l'amitié des femmes — elles le recherchaient toutes — c'était bien chez lui la fleur de la charité ; il avait plus que tout autre cette vertu suprême, celle qui est bonne, point envieuse, point insolente, sans aigreur et sans orgueil, parfaitement désintéressée, ne se réjouissant pas de l'injustice, ne se réjouissant que de la vérité, ne soupçonant point le mal, excusant tout, supportant tout.

Tel fut Louis Vaucher pour ceux qui l'ont connu de près, mais il en est un autre encore, connu de lui seul et qui ne

s'est révélé qu'à la dernière heure. Ce comique si drôle qui eût été un excellent comédien — ceux qui lui ont vu jouer dans un salon le rôle de Jodelet en rient encore — cet humoriste charmant qui ne nous montrait que le côté fantasque de son esprit, gardait pour lui le meilleur de son âme. Notre ami avait des goûts de campagne et de solitude ; il disparaissait souvent des semaines entières et nous le croyions occupé à courir les bois en quête de champignons. Mais il méditait alors et il souffrait ; il a connu toutes les angoisses de la pensée et ce profond abattement, indifférence chez les uns, scepticisme chez les autres, qui suit l'orage intérieur :

J'étais las dans ce temps des tourments de l'esprit,
J'étais las de chercher la vérité pour guide,
Las de ce que l'on pense et de ce qu'on écrit,
Las de creuser l'idée et de la trouver vide.
Le néant m'attirait, le doute avait vaincu,
Et, pour mieux blasphémer, calme et sans épouvante,
Je suspendais alors ma course haletante,
Insultant l'idéal que j'avais entrevu.
Vous avez éprouvé comme moi ces tortures,
O poètes rêveurs, pâles amants du beau ;
Votre cœur a saigné de toutes ces blessures,
Et ma douleur pour vous n'aura rien de nouveau.
Mais lorsque vous étiez au fond de cet abîme,
Dites-moi, quelle main vous en a retirés ?
Quelle onde a rafraîchi vos gosiers altérés ?
Qui fit luire à vos yeux une clarté sublime ?
Êtes-vous remontés par des sentiers fleuris
En prenant dans vos mains des buissons sans épines ?
Vous êtes-vous trainés, les mains, les pieds meurtris,
Sur les cailloux roulant à travers les ruines ?

Votre foi, votre orgueil ont retenu vos pas,
Mais pour moi, c'est l'amour, moi qui n'y croyais pas.

L'amour, en effet, devint la force de sa vie et lui imposa des devoirs qu'il a très vaillamment acceptés et supportés. Ses cahiers de vers écrits pour lui seul et condamnés par lui-même à l'oubli, nous montrent encore chez notre ami, que nous prenions pour un épicurien, un fond très singulier de stoïcisme. Même dans les années de jeunesse et d'insouciance, il se plaisait à regarder la mort en face et il l'attendait sans peur.

Jeune homme, pourquoi donc répétez-vous sans cesse :
« Seigneur, la vie est courte » — et vous comptez vos pas,
Vous frappez votre front et vous dites : « Hélas !
O destin, ô malheur ! le temps fuit, le jour baisse... »

Pour moi, si je pouvais retenir ma jeunesse,
M'asseoir sur le chemin qui conduit au trépas,
Non ! si je le pouvais, je ne le ferais pas,
Et je croirais sans doute agir avec sagesse.

Dans un vin généreux j'ai puisé la gaiété,
Mes amis ont souri, mon aimée a chanté,
Je l'aime, elle était là près de moi tout à l'heure ;
Le jour a ses splendeurs, la beauté ses attraits,
Les nuits ont leur silence et leurs charmes secrets,
La vie a ses plaisirs — mais la mort est meilleure.

Quand on se dit sans témoin de pareilles choses, à vingt-quatre ans, on est armé pour le combat suprême. Nous comprenons maintenant les dernières années de notre ami. Il savait qu'il n'aurait pas longtemps à vivre, il se sentait, sans le dire à personne, atteint d'une de ces maladies qui ne pardonnent pas. Un coup violemment douloureux, la mort de sa fille, hâta le progrès du mal qui le dévorait lentement. De

loin, de très loin, il vit la mort venir et l'éloigna tant qu'il put, sans la craindre, pour faire son devoir jusqu'au bout. Il la voyait si nettement s'approcher de jour en jour, d'heure en heure, qu'il put annoncer l'instant où elle l'atteindrait. Ses derniers entretiens furent d'une sérénité, d'une dignité plus qu'humaine. Il ne regrettait de la vie que ses charges, ne tremblait que pour l'avenir de sa famille, pour les cinq enfants qu'il avait soutenus seul jusqu'alors et qui allaient lui tomber des bras. Pauvre Vaucher ! nous ne l'avons vraiment connu qu'à la dernière heure. Ses meilleurs amis l'estimaient fort et l'aimaient bien, mais pas assez.

NOTICE

SUR

RODOLPHE REY

*Lue dans la Séance publique de la Section de Littérature
de l'Institut National Genevois, le 23 décembre 1882.*

Il y a deux classes d'écrivains : ceux qui, faisant abstraction des questions vitales, traitent en lui-même un sujet donné et font ou de la pure science ou de la simple littérature ; et ceux qui sont pris au cœur par les problèmes de la vie, qui savent s'indigner et qui se constituent les avocats passionnés du droit. Comme exemple des premiers, on peut citer les écrivains classiques du 17^e siècle, qui ciselaient tranquillement leurs vers ou arrondissaient leurs périodes oratoires, pendant que les protestants ramaient sur les galères ou partaient pour l'exil. Voyez, au contraire, les auteurs du 18^e siècle, un Montesquieu et surtout un Voltaire. Ils abordent franchement le fond des choses, et il s'élève du milieu d'eux un grand cri de pitié à la vue de tout ce que l'homme faisait souffrir à l'homme. Quel contraste entre leur virile indignation et la quiétude élégante du siècle précédent ! Comme l'a si bien montré le grand philosophe patriote Fichte dans son livre sur la destination de l'homme de lettres, le penseur doit être ainsi l'organe et la voix de sa nation.

Ces écrivains là n'ont pas manqué à notre ville, surtout depuis le 18^e siècle. Comme le disait notre regretté collègue Amiel (1), Genève a été par excellence la ville du droit (2). Elle était à l'avant-garde de la civilisation protestante, et a représenté d'abord, avec la Hollande, l'indépendance religieuse et politique de la nation : puis, au 18^e siècle, avec Jean-Jacques, elle affirme la souveraineté du peuple ; plus tard enfin, elle dégage le droit individuel. Delolme a été, avec Montesquieu, le premier théoricien de la Constitution d'Angleterre. Sismondi a été peut-être le premier défenseur des classes pauvres contre le système de l'absolue concurrence. Chez nous, le droit, sous ses différentes faces, a toujours eu des champions. Ainsi Mallet-Du Pan et Antoine Cherbuliez ont défendu le principe historique. Dans une sphère plus humble et toute juridique, je citerai des hommes comme Bellot, Odier et Auguste Rieu. Les Vaudois, nés plus tard que nous à l'indépendance, se sont plutôt consacrés à soutenir les droits de l'Eglise: c'est la grande idée de Vinet et de ses disciples, comme Charles Secrétan. Un autre Vaudois, Benjamin Constant, a été, en France, le fondateur de l'individualisme, et cette cause a trouvé à Genève des champions éloquents: le comte de Gasparin et Henry Serment (un des bons amis de Rey). Mais toujours, dans notre petit pays, et très spécialement à Genève, la littérature a été inspirée par un profond sentiment du sérieux de la vie et un attachement passionné pour la justice. Naturellement, c'est surtout la

(1) Dans son *Etude sur l'Académie de Genève* pour le Jubilé triséculaire de cette Académie (1839.)

(2) Voir ma notice sur *les Jurisconsultes et les publicistes suisses* au tome II de la *Galerie Suisse* et ma conférence sur *les Idées politiques de Rousseau*, dans le volume *Rousseau jugé par les Genevois d'aujourd'hui* (1879).

bourgeoisie et le peuple qui ont produit ces vigoureux champions du droit. La classe aristocratique se voue plutôt à la science purement objective de la nature. Nos publicistes, nos poètes, nos artistes, c'est-à-dire ceux qui représentent directement la vie de l'esprit, sont presque tous des hommes de la classe moyenne ou même du peuple.

L'ami bien cher que nous avons perdu cet été, Rodolphe Rey, appartenait en plein à cette noble phalange des écrivains qu'émeut la destinée de l'homme et qui se constituent résolument les champions de la nationalité et du droit. Il a été un de ceux qui ont le mieux formulé notre originalité nationale et qui ont le plus détesté l'oppression sous toutes ses formes.

Rey appartenait à une de nos plus anciennes familles bourgeoises. Son frère William, qui a épousé la sœur de l'éloquent professeur Auguste Bouvier, est bien connu par de piquants récits de voyages et en particulier par un livre sur l'Amérique du Nord où il défend le régime ecclésiastique de ce pays (1). Rodolphe Rey, au contraire, est toujours demeuré fidèle à notre antique et chère Eglise nationale, et, en 1880, il prit, de même qu'Amiel et le vénéré professeur Daniel Colladon, un très vif intérêt à nos débats sur la séparation.

Rey a été un touchant exemple de ce que peut la volonté. A l'âge de vingt-deux ans, sa santé était ruinée, et, s'il a pu vivre encore trente-six ans, ç'a été à force de ménagements et de soins. Un autre se serait plaint : lui, au contraire, il ne parlait jamais de sa santé. Comme me l'écrivait son frère, « il a supporté cette rude épreuve avec une sérénité et un courage d'autant plus admirés des siens qu'il avait toutes les qualités requises pour fournir une carrière active. Ne pou-

(1) J'ai appris avec un vif plaisir que M. William Rey se propose de publier une notice détaillée sur son frère.

vant prétendre à posséder jamais ni position indépendante, ni famille à lui, ni séjour stable, il n'a jamais donné un signe de défaillance. Son cœur et son esprit étaient aussi fermes que sa santé était misérable. » Il a dépensé le peu de forces qui lui restait au service de la vérité et de la justice. Comme l'a dit son ami Amédée Roget, il s'était créé, par la méditation et l'étude, un milieu moral qui lui tenait lieu de la vie extérieure et sociale. A l'entendre parler avec tant de chaleur sur les grands intérêts de l'humanité, on n'aurait jamais cru qu'il fût si profondément atteint. La flamme de l'esprit brûlait en lui avec une admirable vivacité. Et, pour ma part, je regrette amèrement sa conversation si pleine et si nourrie, durant les séjours qu'il faisait chaque été parmi nous.

Rey laisse des écrits qui feront vivre son nom.

Il profita d'abord de ses longs séjours en Italie et de ses conversations avec les hommes distingués qu'il y rencontrait pour étudier à fond l'histoire contemporaine de ce noble pays. De ces recherches persévérantes naquit le livre excellent qui a pour titre : *Histoire de la Renaissance politique de l'Italie (1814-61)*. C'est ce qu'on a de mieux sur ce grand sujet : l'ouvrage, admirablement exact et précis, est écrit d'un style à la fois sobre et ému, qu'on a comparé à celui de Sismondi. L'auteur laisse voir la haine que lui inspirent les dominations monarchiques ou cléricales sous lesquelles gémissait l'Italie, et il applaudit à son émancipation graduelle et aujourd'hui définitive. Ici, nous aurions voulu que l'auteur eût une parole de blâme pour la cession de Nice et surtout de la Savoie à la France. — Les influences littéraires qui ont tant contribué à relever l'Italie, comme elles ont agi en Allemagne pour reconstituer l'unité nationale, ces influences sont soigneusement relevées.

Il faut ajouter à ce livre la piquante brochure publiée par

Rodolphe Rey sur le choix d'une capitale pour l'Italie. Il discute avec beaucoup de science et d'esprit les titres de Turin, Milan, Naples, Rome, et il se prononce finalement pour Florence, plutôt que pour Rome, par crainte de l'influence cléricale.

On peut remarquer ici à quel point l'Italie a préoccupé les Genevois, depuis Sismondi et Lullin-de Châteauevieux jusqu'à Charles Didier, Ch. Du Bois et Marc Monnier. C'est que l'Italie est, comme nous, un pays latin où la vie municipale s'est richement développée et où l'idéalisme s'est formulé avec puissance. Rey est un de ceux qui ont le mieux compris cette noble race, et on ne peut s'étonner que d'une chose, c'est que l'Italie n'ait pas été plus reconnaissante envers lui : son nom ne figure pas même dans le Dictionnaire des écrivains contemporains publié en italien par le professeur Angelo de Gubernatis.

Mais l'ouvrage qui a fondé parmi nous la réputation de Rey, c'est *Genève et les Rives du Léman* (1868), ce livre qui a fait dire à M. Rambert que notre ami était le La Bruyère du pays romand(1). Jamais on n'avait tracé un pareil tableau d'ensemble : description vivante et lumineuse du pays, grands traits de notre histoire, caractéristique de nos petites nationalités et des hommes qui les représentent, ce livre contient tout cela, et, malgré cette richesse et cette condensation, il se laisse lire avec un plaisir soutenu. On a relevé le talent de Rey comme peintre de paysage, et il est certain qu'il sent les beautés de notre nature avec une extrême vivacité, et qu'il a su reproduire les aspects de notre lac et de ses rivages avec une grande magie de pinceau. Mais l'âme est plus que le corps ; et ce qui nous frappe surtout dans ce volume, c'est qu'il dénote à chaque page un sentiment pro-

(1) Eugène Rambert. *Ecrivains nationaux*.

fond et délicat de la vie collective et des nationalités. Rey comprend les Vaudois aussi bien que les Genevois, et il faudrait rapprocher ses idées là-dessus du parallèle ingénieux tracé par Amiel entre les deux nationalités, dans sa thèse sur notre littérature. Les Savoyards obtiennent aussi de lui pleine justice.

Mais, naturellement, c'est Genève qui est le centre du livre, et Rey parle d'elle avec l'émotion contenue du citoyen fidèle et du fils dévoué. Il fait revivre cette originale et puissante personnalité qui s'appelle Genève et dont le maintien au travers des siècles ressemble à un perpétuel miracle. Il n'est pas de livre où l'on sente mieux palpiter l'âme de la patrie et où le profil historique de notre chère cité se dessine avec autant de précision et de grandeur. Nous avons d'excellents historiens : Pictet de Sergy, Rilliet, Gaberel, Jullien, Galiffe, Ch. Du Bois, Roget, Sayous (pour l'histoire littéraire), mais ils ne donnent pas comme Rey une vue d'ensemble : ils ne condensent pas comme lui notre passé et notre présent en une vivante image (1).

Dans la troisième édition de son livre (1875) l'auteur s'est prononcé sur les derniers événements. Il condamne nettement la centralisation fédérale au nom de nos petites nationalités. Mais il insiste plus particulièrement sur notre lutte nationale contre l'ultramontanisme. Il avait vu ce régime à l'œuvre en Italie et dans le Midi de la France, et c'est pour cela qu'il le considérait comme un de nos périls sociaux. Il fallait l'entendre sur les couvents : il distinguait à merveille entre l'as-

(1) On peut citer comme ayant une grande analogie avec l'ouvrage de Rey, celui de Joël Cherbuliez, *Genève, ses institutions, ses mœurs, son développement intellectuel et moral* (1868). Mais ce livre qu'anime le plus pur patriotisme et qui contient beaucoup de choses curieuses, n'a pas à beaucoup près la portée ni l'éclat littéraire qui distinguent Rey.

sociation, qui laisse la personnalité intacte, et la corporation religieuse, qui l'absorbe et la détruit. Rey était, je l'ai dit, un chaud partisan des Eglises nationales, moyennant lesquelles, faisait-il remarquer avec Bluntschli, le principe féminin de la grâce et du pardon se combine avec le principe masculin de la justice rigoureuse représenté par l'Etat. Rey était enfin attentif aux questions sociales, et il aurait voulu, en particulier, que nos riches fissent plus de fondations d'un intérêt général.

A son livre sur Genève, il faut ajouter les notices qu'il a données, dans cet excellent recueil qui s'appelle la *Galerie suisse*(1), sur J.-J. Rousseau, Pestalozzi (2) et le général Dufour. Elles se distinguent par une simplicité pleine de grandeur. Rey prit part, en outre, au Centenaire de Jean-Jacques par une excellente notice placée en tête du volume *Rousseau et ses œuvres* (1878). Notons ici que cet anniversaire n'a guère été célébré que par le peuple et quelques lettrés.

En philosophie, Rey était un spiritualiste convaincu, mais qui tenait grand compte des résultats de la science. Sa religion était sincère et profonde, mais nettement rationnelle. Il aurait voulu pouvoir dire un jour franchement ce qu'il pensait du christianisme. Comme tous ses compatriotes, Rey s'occupait beaucoup de pédagogie : il comprenait l'importance capitale de l'éducation dans une démocratie ; mais il voulait donner à la pédagogie une base psychologique, et, dans ces dernières années, il méditait un grand ouvrage sur la vie humaine, les sexes, les âges et surtout l'enfance et l'éducation.

(1) Publié à Lausanne par M. Eug. Secrétan, et qui forme jusqu'à présent trois volumes.

(2) En 1874, Rey avait déjà donné dans la *Bibliothèque universelle* un article sur Pestalozzi.

Il demandait avant tout qu'on laissât à l'enfant autant de spontanéité que possible. La mort est venue rompre ce projet, et Rey n'a pu donner que deux ou trois fragments de son livre dans la *Bibliothèque universelle* (1).

On le voit, rien de ce qui est humain ne lui était étranger. Et à l'encontre du matérialisme aveugle de notre temps, il estimait que le sujet par excellence de nos études, ce doit être l'homme lui-même, le monde invisible, l'esprit dans son évolution et dans ses formes diverses, dont la nationalité est la plus haute.

Tel était l'ami que nous avons perdu (2). Avec son cœur chaud et son esprit actif, il avait naturellement mérité des amitiés illustres, celle de M. et M^{me} Michelet, en particulier. — Il est mort à 58 ans, d'une apoplexie, le 23 juillet 1882, dans l'hôtel de Bex, où il venait chaque année. Ses parents ne purent être avertis à temps, et il n'eut auprès de lui, pour le moment du grand passage, que son vieil ami, M. Frédéric Frossard, l'ingénieux collaborateur de Vinet au *Semeur*, et l'auteur d'articles plus récents sur l'histoire des arts dans ses rapports avec la religion. J'étais en séjour à Gryon, mais je ne sus pas que cet ami excellent se mourait à deux lieues de moi. La vie a de ces ironies singulières.

Vous le voyez, malgré la rigueur du sort, Rey n'en a pas moins marqué sa trace dans notre vie nationale. Genève perd

(1) En 1874, Rey publia dans la *Bibliothèque universelle* (tome 49), deux articles intitulés *Le premier âge*; en 1879, dans le même recueil, un article sur *L'Education physique*. En 1873, la *Bibliothèque universelle* (tome 47) avait publié de lui un article sur l'ouvrage de Riehl, *Die Familie*, où il donnait en particulier ses vues sur le rôle social des femmes.

(2) Les traits du défunt ont été reproduits tout récemment par sa nièce dans un excellent médaillon qu'on a pu voir à l'Athénée.

en lui un citoyen dévoué, et la cause libérale un champion généreux. Avec lui s'éteint une de nos lumières. Heureusement il a pu mettre le meilleur de son âme dans ses livres. En terminant, je voudrais proposer sa vie en exemple aux jeunes gens qui m'écoutent, et je souhaite à notre pays, dans l'avenir, beaucoup de citoyens aussi dévoués et de travailleurs aussi productifs que lui.

J. HORNUNG,

Professeur à l'Université de Genève.

L'ÉGALITÉ



Vers des destins meilleurs guidant la race humaine,
La liberté toujours agrandit son domaine.
L'esclavage, en Europe, est à peu près détruit ;
Le foyer, par la loi, se change en forteresse ;
On bâillonne bien moins la parole et la presse.
Le soleil succède à la nuit.

Mais le plus beau triomphe est l'urne électorale,
Car par elle le peuple a puissance royale,
Surtout quand d'y faire acte aucun n'est empêché.
Mais aujourd'hui le peuple a-t-il en suffisance
Libre arbitre et savoir pour éviter la chance
De voir mal ou d'être triché ?

Les monarques font peu pour le bonheur des masses ;
Ils laissent la plupart d'assez peu dignes traces,
Des moindres princillons aux plus grands empereurs.
Mais l'électeur inculte a-t-il donc l'avantage
De faire de son droit toujours un bon usage ?
Non ; visibles sont ses erreurs.

Malheur à lui surtout si, très payen sans l'être,
Il ne croit qu'au salut concédé par un prêtre,
Car le prêtre a son nom pour les jours de scrutin.
S'il est récalcitrant, l'enfer est là qui flambe,
Ou sa femme exhortée, en un beau dithyrambe,
Lui montre au besoin son chemin.

Enfin ce droit d'élire, entre tous respectable,
Souvent que devient-il pour l'homme misérable ?
Hélas ! un instrument d'ennuis et de tracas,
Quand vers l'urne quelqu'un, patron, bailleur d'ouvrage,
Créancier, bienfaiteur, le guide en son suffrage,
Ou des yeux ne le quitte pas.

Il aimerait bien mieux rester neutre, mais pense
Que l'on remarquerait, à coup sûr, son absence,
Et gare au lendemain s'il était mal noté !
Il doit donc adhérer à ce dégoût suprême
De venir employer, à se trahir lui-même,
Sa part de souveraineté.

S'il vit seul, il se peut qu'à pâtir il s'expose ;
Mais, père de famille, il est rare qu'il ose,
Se sentant menacé, dédaigner le péril ;
Car au moins, plein de rage, il n'a pas à se dire :
Dans mon pauvre logis que fuit déjà le rire,
Le pain demain nous viendra-t-il ?

Ah ! notre indépendance est en partie un rêve.
C'est un arbre qui n'a pas assez forte sève ;
Ce qu'il peut devenir en lui surtout nous plaît.
L'ignorance extirpée et bien moins de misère,
Pour que la liberté n'ait rien qui trop l'altère,
Est un pas qui doit être fait.

Oui plus d'égalité ! Mais ce n'est pas facile.
A des degrés divers, s'accrochant au futile,
Chacun cherche à primer les autres sans raison.
Partout noms arrangés, dignités achetées,
Mauvais luxe écrasant, richesses effrontées,
Et petitesse du blason.

Plus tard, au rendez-vous des dépouilles mortelles,
Voit-on des rangs si faux ne pas régner entre elles ?
Non certe. A chaque pas là quelque chose ment :
Vertus, regrets inscrits sur le bronze ou le marbre,
Vous pâles fleurs et vous rameaux flottants de l'arbre
Emblème de l'accablement.

Telle est du champ des morts la trompeuse apparence :
Comme chez les vivants, étalage, arrogance.
Mais plus bas, qu'un cerceuil d'ébène ou de sapin
Contienne un financier, un gueux ou quelque altesse,
Une femme des champs ou bien une duchesse,
Des vers c'est toujours le festin.

Ensuite où va notre âme en quittant cette terre,
Enfin l'égalité, juste, absolue, entière,
Dans tous les sens étend son souverain niveau.
Vanités, noms menteurs, qualités de surface,
Faux prestige de l'or, tout a croulé sans trace.
Quel changement ! Comme c'est beau !

Dès ici-bas tâchons que règne davantage.
De ne pas nous hausser le fraternel usage :
C'est là l'humilité que Jésus-Christ prêchait.
Tous seront plus heureux, surtout ceux qu'au factice,
A la vie où le cœur n'a rien qui le remplisse,
La vanité seule attachait.

Mais comme chaque pas est lent dans ce domaine,
Tant l'orgueil est vivace en la nature humaine,
Cherchons, sans plus tarder, ce que pourra la loi ;
Et, certains des bienfaits de la démocratie,
étons pour son char carrière plus unie,
Sans rien outrer, mais avec foi !

Oui que le premier soin de l'Etat soit l'école.
Qu'il l'ouvre sans tribut, justement bénévole ;
Et que nul n'ait le droit d'en priver ses enfants.
Qu'il la rende meilleure avec persévérance,
Et poursuive en tout lieu, sans trêve, l'ignorance
Et ses miasmes étouffants.

Oui, le législateur, sévère à la paresse,
Doit se préoccuper de maints cas de détresse,
Naturels ou fortuits, malheurs immérités.
Les refuges divers, les caisses, les subsides
Pour les vrais délaissés, non pour les gens valides,
Doivent partout être augmentés.

Mais constamment il faut que l'école et l'hospice
Du monde monacal récusent tout service.
Rome est Rome toujours, même au chemin du bien ;
Elle instruit pour doser à son gré la science,
Et soigne pour trouver dans la reconnaissance
Un naïf et puissant soutien.

Aux efforts qui sont faits pour chasser la misère
Souvent un grand obstacle est une vieille ornière ;
Que l'Etat, l'œil ouvert, ne se dérobe pas.
Qu'un travail niveleur là par ses soins se fasse ;
Travail qui sans ôter à ceux d'en haut leur place,
Tende la main à ceux d'en bas.

Qu'il soit au fonds commun assez de bienveillance
Pour que jamais la voix d'une vive souffrance
Ne se perde au désert d'un froid isolement.
Que le secours, l'appui n'ait jamais rien qui blesse,
Mais soit vraiment la part qu'on doit à la faiblesse,
A l'infortune, au dénûment !

Pour que la liberté n'ait rien qui soit mensonge,
Il faut certainement que sa racine plonge
Dans un sol où peut croître aussi l'égalité ;
Autrement on verrait l'obstiné privilège,
Avide pour lui seul de tout ce qui protège,
Refleurir par elle abrité.

« Ah ! ce serait trop long ; d'ailleurs quelle misère ! »
Répondent quelques voix vibrantes de colère.
« Jamais de vieux haillons ne font un habit neuf.
« Il nous faut tout à bas, il nous faut l'anarchie.
« Oh ! nous ne voulons plus de révolte avachie,
« Entends-tu bien, quatre-vingt-neuf ! »

Allons votre œuvre est faite. On ne voit que décombres.
Partout vaste fouillis qu'enveloppent les ombres,
De chartes, de palais, d'églises et de lois.
Aux despotes cachés jamais plus belle amorce.
Quel résultat ? si non le règne de la force ;
Puis de rechef princes et rois.

Ainsi l'humanité, par cette erreur grossière,
Serait d'au moins mille ans ramenée en arrière ;
Et voilà tout le fruit de ce nouveau cahos.
Les pauvres, les chétifs aux longs jours lamentables,
Loin d'être soulagés, seraient plus misérables.
OËuf vidé jamais n'est éclos.

Aspirons beaucoup plus à fonder qu'à détruire.
Ravager un terrain pour le faire produire
Est un triste moyen ; le cultiver vaut mieux.
La justice arrivant, les abus disparaissent ;
Sous l'étreinte du vrai les préjugés s'affaissent ;
Le neuf qui vient couvre le vieux.

Mais l'on dira : Voit-on que la nature coule
Les hommes, pour le corps, dans un unique moule,
Et qu'en intelligence elle les crée égaux ?
Non ; mais elle fit naître ici-bas la justice
Avec la bienveillance ; ainsi fort peu propice
Aux monts et ravins sociaux.

Saura-t-on réfléchir que les têtes sont vives ?
Voudra-t-on conjurer de folles tentatives,
En tâchant que le sort des petits soit meilleur ?
L'ouragan brisant tout ne serait bien qu'un rêve,
Mais ne vaut-il pas mieux empêcher qu'il se lève ?
Donc à l'ouvrage, hommes de cœur !

Ce qu'il faut faire est grand, urgent et difficile.
Il s'agit bien moins là d'avoir l'esprit habile
Que d'être généreux et désintéressé.
Il s'agit de voir bien qu'il n'est plus que deux routes :
L'une qui tend au mieux à travers tous les doutes,
L'autre qui ramène au passé.

Pour qu'on prenne à cette œuvre une part réelle,
Il faut savoir dompter cet obstacle rebelle
Des mille préjugés qui découlent du rang ;
Puis admettre que l'homme à son esprit s'estime
Ainsi qu'à ses talents, et que la vertu prime,
De haut, la chimère du sang.

La prudence est ici tout à fait nécessaire,
Mais on peut bien agir sans être téméraire :
On ne doit pas laisser venir le désespoir.
La gravité du temps où nous vivons est grande,
Cependant il faut bien répondre à la demande :
Où s'abriter, le ciel est noir ?

Quand il résultera du travail des idées
Des mesures, vraiment avec foi, décidées,
Que la mise en chantier se fasse avec entrain.
Qu'on soit persévérant à poursuivre la tâche,
Sentant que reculer serait dur, serait lâche,
A moins d'un insuccès certain.

De la sorte on verrait toujours moins dans la rue
De vieillards souffreteux, hâves, tête chenue,
Grelottant vers le seuil de somptueux palais,
D'enfants déguenillés en quête de rapines,
De pauvresses, chez qui tout paraît en ruines,
Pliant sous le poids de leur faix.

On aurait toujours moins le douloureux contraste
D'une élite de gens au savoir riche et vaste,
Vivant dans l'air subtil des sublimes penseurs,
Et de ces légions à l'ignorance crasse,
Ayant pour leur travail, leur vote ou leur audace,
A leurs troupes mille exploiters.

Moins fréquemment aussi de pauvres créatures
Seraient sans nul soutien au milieu des tortures
Qu'elles ont à souffrir en leur âme ou leur corps.
Et, bien plus qu'aujourd'hui, de jeunes misérables
Pourraient se délivrer de contacts déplorables,
Trouvant de l'aide à leurs efforts.

Depuis l'indépendance, avec raison conquise,
Toute protection de servage ou maîtrise
N'existant plus, beaucoup en échange n'ont rien.
Ce n'est donc pas assez d'un meilleur équilibre
Produit par la pitié qui plus fort toujours vibre ;
Du mieux devra naître le bien.

La sainte liberté ne suffit plus au monde.
Que n'est-elle en bienfaits encore plus féconde
Pour soulager assez la vieille humanité ?
Dans trop de lieux on souffre, on s'exaspère, on pleure.
Levez-vous fraternels, et parlez haut, c'est l'heure,
Amis vrais de l'égalité !

Antoine CARTERET.

L'ENVIE

Quel bambin fréquentant l'école,
Fort ou faible, aimable ou grincheux,
Pour le larcin le plus frivole
Ne s'est pas fait pocher les yeux ?

Chacun de nous (quoi qu'il en dise)
A dû jalouser un bon point,
Un jouet, une friandise
Et s'attirer des coups de poing.

Mais, qui débute dans la vie
Pardonne ; vaincus et vainqueurs
On oubliait tout... et l'Envie
Effleurait seulement nos cœurs !...

Ce parasite, alors en germe,
Pour notre mal devait grandir ;
Il a percé notre épiderme,
Puis notre âme et n'en peut sortir.

Or, quand l'homme arrive à sa taille,
Toujours mécontent de son sort,
Il change en cruelle bataille
La joute du faible et du fort.

Féroces dans notre démenée
Plus que les hôtes des forêts,
Nous entamons la guerrè immense
Où se croisent nos intérêts.

La lutte gigantesque, épique,
Ainsi qu'un fléau destructeur,
Se répand du pôle au tropique
Et du tropique à l'équateur !...

Les enjeux n'étant plus les mêmes,
Ni les combattants écoliers,
On invente des stratagèmes,
On conçoit des plans meurtriers.

Malheur au mérite, au courage,
S'ils s'élancent fronts découverts ;
Des traîtres l'astuce et la rage
Leur préparent d'affreux revers.

En vain les hommes de génie
Fabriquent des engins nouveaux,
Les fruits secs ont la calomnie
Pour tomber leurs vaillants rivaux.

Ils ont l'intrigue aux jambes torses,
Machiavel et Loyola,
Les sirènes aux dents de morses,
Les Judith et les Dalila !...

De ce cortège environnée,
L'Envie hurlant par mille voix,
Excite la lutte acharnée
Dans mille arènes à la fois.

Cet être hybride est un mélange
De la pieuvre avec le serpent,
Composé de haine et de fange,
Il se glisse et tue en rampant,

Et multiple comme Protée,
En même temps il est debout,
Dans la famille respectée,
Dans le bouge, au temple, partout.

Si quelque humaine créature
Echappe à son venin mortel,
Elle craint encore sa souillure
Jusques aux marches de l'autel !...

Car il bave sur toute chose,
Dénigre jeunesse et beauté,
Flétrit le talent et la rose,
Insulte à l'immortalité !

Voyez, à travers la poussière,
Parmi ces nombreux combattants,
Le frère armé contre son frère,
Crime inouï, d'un autre temps .

Que leur promet donc la victoire ?
Cela dépend des appétits :
Aux grands, la fortune et la gloire,
Un os à ronger aux petits.

A ce solliciteur vorace
Des antichambres rebuté :
Un grade, une aumône, une place,
Un hochet pour sa vanité !...

Au peuple qu'aisément on leurre
Elle parle de conquérir,
Qu'importe que demain il pleure
Ses chers enfants qui vont mourir !...

Par elle le luxe progresse
Avec Crésus qui règne encor ;
Pour elle la vertu s'abaisse
Et l'on danse autour du veau d'or !

Tandis que, perdant patience,
Le pauvre travaille agité,
En attendant de la science
Le règne de l'égalité,

Que notre espérance est bercée
Par des rêveurs irrésolus,
Ou que triste notre pensée
S'exhale en soupirs superflus !...

Et tandis que s'entre-dévore
Que s'écrase le genre humain,
Le soleil ramène l'aurore,
Sans dévier de son chemin.

Puis, la nature indifférente
Achève son œuvre et sourit :
Dans les bois, le rossignol chante,
Dans les plaines, le blé mûrit !...

Que paisible serait la vie,
Faites pour plaire et pour aimer,
Si ce fatal démon : l'Envie !
Voulait se taire et désarmer.

.
.

Hélas ! j'interroge la nue,
Le ciel refuse son secours
Et la bataille continue
En tous lieux, sans merci... toujours !

Jules SALMON.

DÉDICACE A ALPHONSE SCHELER

Qui pourrait porter aux jaloux
Ces quelques strophes sur l'Envie ?
Est-ce toi, Scheler ; entre nous
Connaitrais-tu quelques jaloux,
Impuissants gêneurs de la vie ?
Si, oui, donne-leur rendez-vous
Et dis mes vers à ces jaloux
Avec le talent qu'on t'envie.

J. S.

ADIEUX D'UN POÈTE

A

SON MANUSCRIT

DIALOGUE EN VERS

LE MANUSCRIT

Adieu ! je pars, mon père, et cours chez l'éditeur
Pour conquérir enfin la gloire à mon auteur.

LE POÈTE

C'est à ma perte, enfant, et non point à ma gloire
Que tu cours, crois-moi.

LE MANUSCRIT

Non, je ne veux pas vous croire.
Je sais ce que je vaudrai, j'ai foi dans l'avenir ;
Le triomphe est prochain ; vos lauriers vont fleurir.

LE POÈTE

Tu me laisseras seul, ingrat petit volume !

LE MANUSCRIT

Oui, je suis las de l'ombre et l'ennui me consume ;
Tristement enfermé dans un carton poudreux,
Je jaunis, je m'éteins, je me meurs.

LE POÈTE

Malheureux !

C'est donc là tout le fruit de ma longue tendresse !
Je t'aurai dévoué mon cœur et ma jeunesse
Pour recevoir de toi ces adieux outrageants :
« Je m'ennuie avec vous et vais voir d'autres gens ! »
Souviens-toi des beaux jours que j'ai mis dans ta vie ;
Quelle paix, quel bonheur jusqu'ici l'ont suivie !
Bien proprement couché dans cet abri charmant
Que tu nommes « carton » fort impertinemment,
Tu vivais plus heureux qu'un oiseau dans la mousse.
Je châtiais parfois, mais ma main était douce,
Main de père où jamais les griffes n'ont poussé,
Et qui te corrigeait comme on t'eût caressé !
Et ta table ! Quel luxe ! Epithètes sonores,
Arabesques de mots, pompeuses métaphores,
Se soudant par la queue à la comparaison ;
Tableaux où la couleur lutte avec la raison,
Vers aux rythmes tordus, mainte autre friandise,
Tout venait à la fois flatter ta gourmandise.
Ma muse même, ingrat, malgré sa pauvreté,
T'a servi bien souvent de ce plat si vanté
Qu'on nomme rime riche et qu'on peut, je te jure,
Appeler calembour sans lui faire une injure.
J'arrangeais ta toilette avec des soins si doux

Que le cœur d'une mère en eût été jaloux.
Las ! que j'étais ravi, quand venait le dimanche,
D'écarter doucement la couverture blanche,
De te voir, de t'orner, de te polir encor
Et d'une strophe ou deux de grossir ton trésor !
Non, je ne puis songer à ces temps pleins de charmes
Sans que mon cœur ému se remplisse de larmes.

LE MANUSCRIT

Eh ! pour si peu, mon père, allez-vous sangloter ?
M'est avis qu'il est temps de me démailloter.
Cette vie en bocal n'est pas pour un jeune homme ;
Elle vous plait, mais moi...

LE POÈTE

Poursuis...

LE MANUSCRIT

Elle m'assomme.

Assez des petits soins, du duvet, du repos !
Mes ailes ont poussé ; je les sens à mon dos.
Je veux briser mon œuf, sortir de la famille.
L'aiglon se sent au chaud dans sa blanche coquille,
Mais il la quitte enfin, car Dieu le veut ainsi.
Moi, je suis un aiglon et je m'envole aussi.
D'ailleurs, que craignez-vous ? Je crois à mon étoile ;
Les lecteurs m'aimeront, m'habilleront de toile,
De maroquin peut-être et même de velours.
L'or luira sur mon dos, mes flancs et mes contours ;
Votre image ornera bientôt mon frontispice ;

Les femmes me liront et des flots de délice
Jailliront sur leur cœur de mes strophes de feu ;
Les vierges, dont l'âme aime à nager dans le bleu,
Verseront en secret des larmes sur mes pages ;
Leurs beaux yeux...

LE POÈTE

Pauvre fou, quitte ces doux mirages !
Fille ou femme, qui donc pleure encor sur des vers ?
La mode est trop complexe et les chapeaux trop chers !
Ah ! regarde plutôt tous les maux qui t'attendent,
Les pièges que déjà tes ennemis te tendent,
L'indifférent distrait qui marche sans pitié
Sur la muse quêtant un regard d'amitié,
Et laisse de sang-froid agoniser un livre
Auquel il ne faudrait qu'une obole pour vivre ;
Le railleur aposté dans son coin ténébreux
Et qui lance en sifflant son rire venimeux,
L'ami faux dont le fiel est cuit dans la mélasse,
Qui noircit par derrière et qui blanchit en face ;
Le rapace éditeur, perpétuel témoin
D'un honteux abandon, qui rejette en un coin
Et laisse se noyer sous la poussière infâme
Le volume où tout bas gémit une pauvre âme ;
L'artisan-rédacteur d'un journal ordurier
Qui tire avidement du fond de l'encrier
La calomnie immonde et l'insulte sordide
Et qui la jette au front de la muse candide ;
Enfin, pour achever ton opprobre et tes jours,
La boutique perdue au fond des carrefours
Où l'affreux bouquiniste, à qui le sort nous livre,
Te vendra par paquets à quatre sous la livre !

LE MANUSCRIT

Vilain tableau, ma foi ! mais je n'en ai pas peur.
Etre libre et lutter vaut mieux que la torpeur
Où m'ensevelissait le bonheur domestique
Et qui m'aurait rendu crétin ou rachitique.
Je souffrirai souvent : beau mal en vérité !
Le sang se rajeunit quand il est bien fouetté !
Si le public a l'air d'ignorer que j'existe,
Tant pis ! je n'irai pas m'attacher à sa piste ;
Et si vos bons amis me trouvent laid ou sot,
Je feindrai de les croire et ne soufflerai mot,
Ou je dirai plutôt avec un doux sourire :
« Messieurs, c'est entendu, je suis un pauvre sire ;
Mes vers sont des pantins, mes sanglots des hoquets,
Mon rire une grimace et mes chants des caquets.
Je suis bien désolé vraiment de vous déplaire,
Mais papa m'ayant fait, je ne puis me refaire ».

LE POÈTE

Va donc, pars, malheureux, je ne te retiens plus ;
Car on n'a jamais vu d'enfants aussi têtus :
Bon voyage et prends garde.... aux amis de ton père.

LE MANUSCRIT

C'est convenu ; surtout, donnez-moi vite un frère.

LE POÈTE

Un frère ! un autre ingrat qui s'en irait aussi !
M'en préserve le ciel ! Bien assez d'un !

LE MANUSCRIT

Merci !

(Il s'en va.)

LE POÈTE (seul)

Il part ! il est parti ! Qu'Apollon l'accompagne !
Hélas ! le pauvre enfant bat un peu la campagne.

E. JULLIARD.



INFLUENCE DE L'OUVERTURE

DE

L'Exploitation du Chemin de fer du Gothard

SUR LE

Commerce de la place de Genève

Mémoire présenté par M. CHALLET-VENEL dans la séance du mercredi 10 janvier 1883 de la Section d'Industrie et d'Agriculture.

Si l'on jette un coup d'œil sur la carte de l'Europe, on rencontre, au milieu de la grande chaîne des Alpes et à peu près dans la direction de l'axe de la péninsule italienne, un point remarquable par les nombreuses ramifications qui s'en détachent sur le versant nord et sur le versant sud, et qui forment ainsi d'importantes vallées au fond desquelles prennent leur source le Rhône, l'Aar, le Tessin, la Reuss et le Rhin.

Le point central de ces ramifications se nomme le Saint-Gothard ; c'est en quelque sorte le noyau des Alpes.

On l'a quelquefois aussi nommé le *père des fleuves* ; nulle autre sommité des Alpes ne méritait mieux cette pittoresque appellation.

La route carrossable qui traverse les défilés du Saint-Gothard n'était pas, au commencement de ce siècle, ce qu'elle est aujourd'hui.

En 1799, alors que le général Bonaparte était occupé à conquérir l'Égypte, Souwarow, accourant des plaines de l'Italie avec dix mille Russes, tentait de traverser le Saint-Gothard pour aller rejoindre sur les bords de la Linmat l'armée des Alliés, à laquelle tenait tête le général Masséna.

La route était déjà tracée, mais c'était un passage périlleux, surtout dans la mauvaise saison.

Le général Lecourbe, à la tête de six mille Français déterminés, réussit à arrêter les colonnes de Souwarow et contribua ainsi au succès de la bataille de Zurich et à la victoire remportée par Masséna.

Vingt ans plus tard, les cantons du Tessin, d'Uri, de Schwitz et de Lucerne entreprirent, dans un but intercantonal, de corriger et d'élargir leur principale voie de communication.

Plus tard encore, la nouvelle Confédération de 1848 s'appliqua à se concilier les sympathies des populations, en créant, à travers les Alpes, de nouvelles routes et en améliorant les anciennes.

Ainsi furent établies successivement les routes alpestres de la Furka, de l'Oberalp, de l'Axenstrasse et enfin le réseau des routes alpestres des Grisons.

Des subventions fédérales importantes furent attribuées aux divers cantons intéressés, pour l'exécution de ces grands travaux.

Mais, avant même que ce nouveau réseau de routes alpestres ne fût terminé, il était déjà question de moyens de transport plus directs et plus rapides entre la Suisse et l'Italie, au moyen de chemins de fer.

Notre concitoyen, M. Daniel Colladon, avait prouvé, lors du percement du Mont-Cenis, la puissance de l'air comprimé comme force motrice.

Les tunnels de douze à quatorze kilomètres n'effrayaient plus les ingénieurs.

Les projets et les plans se multiplièrent en Suisse. Il se forma trois groupes rivaux. La Suisse orientale mit en avant le Luckmanier, la Suisse occidentale, le Simplon, et la Suisse centrale, le Saint-Gothard.

Sur les trois points, il fallait percer de longs tunnels. Des subventions de la part des cantons et de la Confédération étaient nécessaires.

Il fallait surtout l'appui financier de l'Italie et de l'Allemagne.

Ces deux États ayant déclaré qu'ils donneraient la préférence à un chemin de fer par le Gothard, la balance pencha définitivement de ce côté.

En 1869, il fut conclu un premier traité international, entre l'Allemagne, la Suisse et l'Italie, pour déterminer le principe des subventions à accorder à la future Compagnie du chemin de fer du Gothard.

Cette Compagnie se constitua à Lucerne, le 6 décembre 1871, et dès le commencement de l'automne de 1872, Louis Favre, notre regretté concitoyen, entreprit le percement du grand tunnel de 14,912 mètres entre Göschenen et Airolo.

Le 12 mars 1878, fut signée à Berne, par les représentants des trois États, une nouvelle convention complétant celle de 1869 et réglant les conditions de la construction et de l'exploitation d'un chemin de fer par le Gothard.

Cette convention supplémentaire fut ratifiée le 22 août 1878 par l'Assemblée fédérale, qui décréta en même temps que la Confédération accorderait à l'entreprise une subvention de quatre millions et demi.

Une subvention égale fut promise aux cantons qui s'intéresseraient à un second chemin de fer des Alpes, à l'orient de la Suisse, et à un troisième à l'occident.

Le referendum ayant été réclamé par 36,000 citoyens, la loi dite « *des subventions aux chemins de fer des Alpes* » fut soumise à la votation populaire le 19 janvier 1879 et elle fut ratifiée par le peuple souverain.

Enfin, le 22 mai 1882, a eu lieu la cérémonie d'inauguration de cette œuvre gigantesque, en présence des délégués des trois Etats, huit ans et demi après le commencement d'attaque du grand tunnel.

Louis Favre ne devait pas assister à cette mémorable journée. Le 19 juillet 1879, la mort était venue le frapper au milieu de ses ouvriers, dans le tunnel même à la construction duquel il travaillait depuis sept ans.

Une description détaillée des prodiges que présente cette voie ferrée serait ici hors de propos. Qu'il nous suffise de dire que toutes les merveilles de l'art moderne se réunissent pour étonner les yeux et confondre l'imagination.

Le grand tunnel lui-même, percé en ligne directe de Göschenen à Airolo, ne saurait, par l'impression qu'il produit, affaiblir l'admiration qu'on éprouve dans la traversée, coup sur coup, des innombrables tunnels secondaires, semés sur les lignes des abords et dans le passage des ponts jetés audacieusement sur des abîmes, au fond desquels roulent des torrents tumultueux.

Sur le côté nord, entre Amsteg et Göschenen, et sur le versant sud, entre Biasca et Airolo, la raideur des rampes et la différence des niveaux, sur une courte étendue, sont parfois si considérables, relativement au développement kilométrique direct, que pour maintenir la déclivité de la voie ferrée à la cote fixée par les plans, il a fallu développer artificielle-

ment la longueur de la ligne, au moyen d'immenses lacets, qui s'élèvent graduellement en zig-zag les uns au-dessus des autres, et, lorsque la configuration des flancs de la vallée n'a pas permis la construction de lacets à ciel ouvert, les ingénieurs ont eu recours à un procédé plus audacieux encore : on a fait pénétrer la voie ferrée dans les profondeurs du massif de la montagne, et, au moyen de tunnels hélicoïdaux, qui rappellent en gigantesque format la curieuse rampe de l'Hôtel de Ville de Genève, la voie ferrée s'élève graduellement en tire-bouchon, jusqu'au niveau supérieur, où elle pourra reprendre à découvert sa direction rectiligne.

Il est temps d'abandonner la partie descriptive de mon sujet pour arriver aux considérations d'intérêt commercial, qui doivent former la partie essentielle de la présente communication.

L'ouverture de l'exploitation du chemin de fer du Gothard a-t-elle créé de nouveaux courants pour le transport des marchandises et des voyageurs entre l'Allemagne et l'Italie ?

La place de Genève, en particulier, s'est-elle déjà ressentie d'une déviation du courant ordinaire entre Marseille et l'Allemagne ?

Avons-nous déjà subi de ce fait quelque préjudice appréciable ?

Je vous entretiendrai d'abord de la catégorie des marchandises, que ma situation personnelle, comme directeur des Magasins généraux, me permet de connaître plus spécialement ; je veux parler des céréales, article qui, pour l'importation en Suisse, est l'un des plus importants.

L'agriculture suisse ne produit plus guère, en blé, au delà d'un million d'hectolitres. Or, notre pays réclame, en moyenne, cinq millions d'hectolitres pour sa consommation annuelle.

La Suisse, en conséquence, doit recevoir de l'étranger, chaque année, quatre millions d'hectolitres de blé, pour nourrir sa population.

D'où tirons-nous le blé qui nous est nécessaire pour vivre ?

Ici, vous me permettrez d'ouvrir une parenthèse pour vous présenter le tableau général de la production totale du blé sur le continent européen, en plaçant en regard le chiffre total requis par les besoins de la consommation de ce même continent.

Les différentes contrées de l'Europe, prises dans leur ensemble, produisent annuellement **415** millions d'hectolitres de blé.

La consommation absorbe **462** millions d'hectolitres. L'Europe, à cet égard, ne peut donc se suffire à elle-même ; il lui manque **47** millions d'hectolitres, qu'elle doit demander aux autres continents, dont elle est tributaire.

C'est là un premier point établi et constaté.

Les continents étrangers réunis, produisent **261** millions d'hectolitres, et leur consommation réclame **163** millions.

Ces continents présentent ainsi un excédent disponible de **96** millions d'hectolitres, à mettre au service de l'Europe.

Le déficit européen étant évalué à **47** millions, il resterait encore sur la surface du globe terrestre un surplus de **49** millions d'hectolitres de blé.

La famine, par défaut de blé, n'est donc pas à redouter, pourvu qu'il existe constamment entre les diverses contrées, celles qui produisent et celles qui consomment, des moyens de transport rapides et à bas prix.

Les divers Etats de l'Europe n'éprouvent pas tous un besoin égal d'avoir recours à une part dans l'importation de blé venant des autres continents.

La Russie, l'Autriche-Hongrie, la Turquie, la Roumanie,

la Serbie produisent généralement plus de blé que ne réclament les besoins de leur propre alimentation.

Par contre, l'Angleterre, la France, la Suisse, qui sont cependant au nombre des pays producteurs de blé, ne peuvent se passer d'un supplément d'importation.

Le déficit est plus considérable encore dans le Danemark, la Norvège et l'Allemagne du Nord.

Dans les années à récolte moyenne,

la Russie dispose d'un excédant de	18 millions d'hectolitres ;
l'Autriche-Hongrie	» 8 » »
la Turquie, Roumanie, Serbie	10 » »

Excédant total disponible 36 millions d'hectolitres.

Cet excédant est dirigé sur les autres contrées de l'Europe moins favorisées, et où se fait sentir le déficit.

L'Angleterre, qui a besoin de 80 millions d'hectolitres, n'en produit que 35 ; son déficit est de 45 millions. La France, mieux partagée cependant, ne peut satisfaire par sa production en blé aux besoins de sa consommation ; sa récolte ordinaire représente 105 millions d'hectolitres, elle consomme 115 millions. Il lui manque 10 millions d'hectolitres.

Enfin, la Suisse, comme nous l'avons dit plus haut, doit tirer de l'étranger 4 millions d'hectolitres.

Quelles sont les contrées qui nous fournissent ce supplément indispensable ?

La France, notre voisine, consommant plus qu'elle ne produit, il semblerait au premier abord qu'elle ne saurait se trouver en mesure d'envoyer en Suisse une partie quelconque de ses récoltes.

Cependant tel n'est pas le cas ; quelques départements nous expédient leur blé en certaines proportions et comblent leur déficit par des importations provenant des pays producteurs.

La Russie méridionale vient débarquer son superflu sur les quais de Marseille. Ce qui ne s'arrête pas en France prend la direction de Genève pour alimenter la Suisse.

Dans les bonnes années, l'Italie se trouve aussi en mesure d'expédier en France et en Suisse une certaine quantité d'hectolitres de blé.

Mais ce sont spécialement les Etats-Unis d'Amérique qui, disposant habituellement d'un superflu considérable, qu'on évalue à près de 80 millions d'hectolitres, peuvent à un moment donné faire la loi au vieux continent et agir sur les marchés d'une façon prépondérante.

Pendant une longue suite d'années, c'est sur le port de Marseille que les navires américains sont venus verser les blés des Etats-Unis.

Aujourd'hui, c'est vers les ports de Bordeaux, du Havre et d'Anvers que se dirigent en grande partie les blés d'Amérique.

Nous trouvons l'explication de ce brusque changement de direction dans le rapport annuel de M. Emile Févot, consul suisse à Marseille.

« Depuis que les blés de la mer Noire n'ont plus le monopole d'approvisionner la France, la situation de Marseille n'est plus aussi bonne pour les céréales. Les blés d'Amérique trouvent, par la création de services réguliers entre New-York et Bordeaux, le Havre et Anvers, l'occasion de se répandre à bon marché dans l'ouest, le nord-ouest et le nord de la France. De là ils peuvent atteindre l'est de la France et la Suisse, à de meilleures conditions que par la voie de Marseille.

« Cependant Marseille ne renoncera pas à la lutte. Le développement de la culture du blé dans les Indes et les approvisionnements fournis par la mer Noire, doivent permettre à ce port de conserver sa situation pour cet article, mais il

« faut que Marseille lutte contre la concurrence par le bon
« marché de la manipulation de la marchandise sur les quais,
« par la rapidité des opérations et surtout aussi par la réduction des prix de transport par chemins de fer ou par canaux,
« vers l'intérieur de la France et vers la Suisse. »

Nous ne saurions qu'applaudir aux conclusions de notre consul à Marseille.

Il est évident que toutes les causes qui tendent à amoindrir le rôle du port de Marseille, en ce qui concerne le commerce des céréales, feront rapidement sentir leurs conséquences aux entrepôts de Genève et de Morges.

Mais le ralentissement des affaires en céréales sur la place de Marseille n'est pas la seule cause qui puisse faire sentir le contre-coup à Genève.

La Suisse tire une partie de son alimentation des céréales de l'Autriche-Hongrie.

En temps ordinaire, la Hongrie peut disposer d'un excédant de 8 millions d'hectolitres.

Or, en 1882, la Hongrie, favorisée par des récoltes exceptionnelles, a pu disposer de la quantité énorme de 15 millions d'hectolitres de blé !

Ces blés arrivent en Suisse par Romanshorn, où les entrepôts du Nord-Est les reçoivent, en attendant la répartition des quotités réclamées par les divers centres de consommation.

L'abondance a fait baisser les prix. Jusqu'à ce jour les blés de Russie, expédiés par la mer Noire, ne sont parvenus à Marseille que par chargements peu considérables. Les prix à Marseille sont plus élevés qu'à Romanshorn.

Marseille n'a donc pas été en position, en 1882, de faire ses expéditions habituelles dans la direction de Genève.

C'est Romanshorn qui, dépositaire des blés de la Hongrie, tient, cette année-ci, la tête du mouvement.

Cependant, ces circonstances défavorables pour le port de Marseille et pour les entrepôts de la Suisse-Occidentale peuvent n'être considérées que comme exceptionnelles et temporaires.

Mais l'ouverture du chemin de fer du Gothard est venue y ajouter une nouvelle cause d'appréhension, d'autant plus grave, cette fois-ci, que cette cause revêt un caractère de permanence de nature à enlever au port de Marseille une partie de son ancienne prospérité, pour en faire profiter le port de Gênes.

Pour se convaincre du danger qui menace le port de Marseille, il suffit de comparer les taxes de transport des céréales, appliquées sur la nouvelle ligne du Gothard, de Gênes à Zurich, avec les tarifs actuellement en vigueur de Marseille à Zurich, par Genève.

Les taxes comparatives, par tonne et par expédition en wagon complet de 5.000 kilog. au minimum, se présentent comme suit :

Par Genève

Marseille-Berne,	630 kilomètres,	Fr. 37,40
Marseille-Aarau,	700 »	» 39,35
Marseille-Lucerne,	736 »	» 40,80
Marseille-Zurich,	750 »	» 42,60
Marseille-Bâle,	724 »	» 33,10

Par le Gothard

Gênes-Berne,	601 kilomètres,	Fr. 32,90
Gênes-Aarau,	532 »	» 32,70
Gênes-Lucerne,	495 »	» 30,30
Gênes-Zurich,	535 »	» 32,73
Gênes-Bâle,	585 »	» 32,70

Comme on le voit, l'avantage reste, dans tous les cas, à la

ligne du Gothard, sauf en ce qui concerne la place de Bâle, dont la taxe n'est que de 40 centimes plus élevée, de Marseille à Bâle, que de Gênes à Bâle, quoique par cette dernière ligne il y ait 141 kilomètres de moins à parcourir.

La place de Bâle peut, en conséquence, et suivant ses convenances du moment, tirer les céréales du port de Marseille ou de celui de Gênes.

Mais, c'est là un fait exceptionnel, que l'on peut citer comme un exemple frappant des réductions de taxes que les Compagnies savent faire subir à leurs tarifs lorsqu'elles sont poussées par la nécessité d'attirer le trafic sur leurs lignes, et pour échapper aux dangers de la concurrence créée par d'autres chemins de fer parallèles.

Voici, du reste, l'explication du fait extraordinaire dont il s'agit.

A partir de Lyon les céréales à destination de Bâle peuvent être dirigées par deux routes différentes.

L'une, par le territoire français, sur le versant occidental de la chaîne du Jura, et qui atteint Bâle par Belfort.

L'autre, qui se dirige d'abord sur Genève, et qui, longeant les flancs du Jura à l'est, aboutit à la même destination.

Quelle route suivront les expéditions ?

Evidemment la préférence dépendra des prix de transport.

Nos Compagnies suisses, menacées de perdre un trafic important, ont résolu de retenir de leur côté le courant commercial par une réduction dans leurs taxes de transport.

Grâce à une entente entre le Paris-Lyon-Méditerranée, la Suisse-Occidentale, le Jura-Berne-Lucerne et le Central-Suisse, les céréales provenant de Marseille et expédiées par wagon de 10,000 kilog. ont été taxées, pour le transport de Marseille à Genève, à fr. 22,20, et pour celui de Genève à Bâle, à raison de fr. 10,90 par tonne ; total fr. 33,10.

La réduction de taxe de Genève à Bâle, par les Compagnies suisses, a pour objectif la concurrence des lignes des chemins de fer français de l'autre côté du Jura.

Là où cette concurrence n'est pas à redouter, les Compagnies suisses font la sourde oreille. Ainsi, quoique la distance de Genève à Berne (159 kilom.) présente 92 kilom. de moins que celle de Genève à Bâle (253 kilom.), la taxe de Genève à Berne est de fr. 15,20 par tonne, tandis que celle de Genève à Bâle est abaissée à fr. 10,90.

Pour soutenir la lutte avec la nouvelle ligne du Gothard, il faudrait que le Paris-Lyon-Méditerranée et les Compagnies suisses intéressées fissent subir de nouvelles réductions à leurs tarifs.

Il faudrait surtout abréger les délais de route et de livraison, de manière à compenser, par la rapidité du transport, le désavantage du plus grand nombre de kilomètres à parcourir.

Reste à savoir si les Compagnies se résoudraient à de nouvelles réductions de taxes.

Je viens de parler des céréales, les mêmes faits et les mêmes observations pourraient se répéter, en ce qui concerne le transport en Suisse des vins d'Italie et du midi de la France.

Les céréales et les vins sont les articles les plus considérables de l'importation en Suisse et les plus importants par leur tonnage.

Le détournement, au profit du Gothard, du courant commercial en ce qui concerne le transport de ces deux articles de consommation, n'a pas encore porté à la place de Genève un préjudice appréciable ; mais il est temps d'ouvrir les yeux et de s'occuper des mesures à prendre.

Si du transport des marchandises, nous passons à celui des voyageurs, nous constatons que le préjudice, créé par la con-

currence du Gothard, n'a pas seulement atteint déjà les hôtels de Genève, mais, en même temps, tous les établissements analogues du canton de Vaud.

Le courant des touristes, cédant sans doute à l'attrait de la nouveauté, s'est porté du côté du Gothard.

Aux approches de l'hiver, on voyait ordinairement arriver à Lausanne, à Vevey, à Montreux et à Genève des familles de l'Allemagne et de la Russie, qui stationnaient quelques semaines dans nos contrées avant d'aller hiverner dans le Midi de la France ou de l'Italie.

Cette année-ci, nos hôtels-pensions sont presque déserts, et les établissements analogues situés sur les bords du lac Majeur, du lac de Lugano et du lac de Como ne peuvent suffire aux flots de touristes qui les encombrent.

Sans doute, l'attrait de la nouveauté est pour beaucoup dans ce changement subit de direction, mais le mal existe, et, dans notre contrée où une infinité d'industries ne vivent que de l'argent qu'apportent les étrangers, l'absence même momentanée de cet élément de prospérité et d'aisance, ne peut manquer de jeter un certain trouble dans l'ensemble des affaires sur notre place.

Malheureusement, il est plus facile de constater le mal que d'indiquer les remèdes à lui appliquer.

Il est démontré par l'expérience qu'en matière de courants commerciaux de transport, les anciennes routines cèdent promptement le pas aux nouveaux intérêts.

On cherche avant tout le meilleur marché, et l'on s'approvisionne par les voies qui réalisent le mieux cette condition.

L'exploitation par le Saint-Gothard a été ouverte il y a quelques mois à peine et déjà les maisons de commerce de Gênes ont organisé, sur cette nouvelle voie, des services de groupages, par wagons complets, qui les mettent en mesure

de transporter de Gênes à Zurich, à raison de fr. 4,75 par 100 kilogrammes, toutes les marchandises qui font partie du tarif général.

En ce qui concerne les produits qui rentrent dans les tarifs spéciaux, ils sont transportés à des prix plus réduits encore.

Il est donc à prévoir que les maisons de commerce de la Suisse allemande et de l'Allemagne ne tarderont pas à abandonner la voie de Marseille à Genève et à s'approvisionner en Italie des produits du Midi, en profitant des avantages que procure la nouvelle ligne du Gothard, ce qui économisera en outre le frêt de Gênes à Marseille.

La situation présente pour le commerce de Genève se trouve donc excessivement critique.

Pour écarter le danger, il faudrait un abaissement général et considérable dans les prix de transport sur la ligne de Marseille-Genève-Berne-Zurich.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur la difficulté d'engager dans une semblable mesure celles de nos Compagnies suisses dont les intérêts nouveaux sont associés intimement à la prospérité de la nouvelle ligne du Gothard.

Quant à la Compagnie de la Suisse-Occidentale et du Simplon, dont la situation est loin d'être prospère, elle n'aborderait, sans doute, ce sujet qu'après avoir acquis la certitude que l'abaissement ultérieur de ses tarifs lui procurerait une augmentation de trafic capable de compenser les sacrifices que créerait la réduction de ses taxes actuelles.

C'est là une preuve difficile à établir. Et puis, qui pourrait dire que, une fois la guerre de tarifs étant déclarée, les Compagnies concurrentes menacées n'useraient pas de représailles. Ces Compagnies, d'ailleurs, auront toujours en leur faveur l'avantage des distances moindres à parcourir.

En ce qui concerne enfin la Compagnie française de Paris-

Lyon-Méditerranée, qui possède le plus grand parcours, les taxes de cette Compagnie sont déjà excessivement modérées, puisque, pour le transport des céréales de Marseille à Genève, elles n'atteignent pas 5 centimes par tonne et par kilomètre, tandis que la taxe de Genève à Berne dépasse 10 centimes.

Il est donc difficile de supposer qu'une réduction de quelque importance pourrait être obtenue de la Compagnie française.

Bien au contraire, on peut s'attendre à un relèvement des taxes de cette Compagnie, car nous avons eu récemment sous les yeux de nouveaux tarifs qui réaliseraient une certaine unification de taxes sur l'ensemble du réseau du P.-L.-M. et ce projet a été remis le 11 octobre dernier au Ministre des Travaux publics, à Paris, pour en obtenir l'homologation.

Or, en examinant ce nouveau tarif général, on est frappé de l'augmentation des prix de transport pour le plus grand nombre de marchandises que Genève tire des ports de la Méditerranée.

Une telle modification, dans un sens aggravant, a paru si menaçante pour la prospérité de notre place, que la Chambre de commerce de Genève s'est hâtée de présenter un rapport sur ce sujet au Comité genevois de la Compagnie P.-L.-M., pour faire parvenir sans retard les réclamations du commerce de Genève à la direction centrale de la Compagnie à Paris.

Et, comme si le tableau inquiétant que nous venons d'esquisser n'était pas déjà suffisamment chargé de couleurs sombres, voici que le Conseil fédéral, cédant sans doute à des sollicitations concurrentes intéressées, vient d'annoncer à la Compagnie de la Suisse-Occidentale et du Simplon que, dès le 15 février prochain, le tarif commun d'importation et de transit n° 442 devra être supprimé.

La Compagnie s'est empressée d'adresser à l'Assemblée fédérale un recours contre cette décision.

En attendant les débats auxquels ce recours donnera lieu dans les Conseils de la Confédération, nous croyons nécessaire de vous présenter quelques détails sur ce sujet.

En 1878, après de longues négociations, la Compagnie de la Suisse-Occidentale, d'accord avec le Jura-Berne-Lucerne et le Central-Suisse, parvint à déterminer les chemins de fer italiens à faire profiter la Suisse des avantages qu'offrait le nouveau passage des Alpes par le Mont-Cenis.

Des démarches analogues auprès de la Compagnie P. L. M., pour la partie du parcours comprise entre Modane et Genève, furent favorablement accueillies et ainsi fut créé le tarif commun d'exportation et de transit, petite vitesse, portant le n° 441.

Ce tarif, qui plaçait le port de Gênes en relation directe avec la Suisse, par le Mont-Cenis, avait été établi pour Bâle, Aarau et Lucerne, de manière à permettre au trafic empruntant cette voie, d'atteindre ces trois points à peu près dans les mêmes conditions que par le chemin de fer du Brenner, placé en dehors de la frontière suisse, du côté de l'est et desservant le port de Venise.

En même temps, et comme conséquence de la création du tarif 441, le commerce de Marseille demanda que cette place fût mise sur le même pied que celle de Gênes.

En conséquence, la Compagnie P.-L.-M. présenta un projet de tarif 442 pour le transport, à petite vitesse, de diverses marchandises entre les ports français de la Méditerranée et la Suisse.

Les chemins de fer suisses, le Central, le Jura-Berne-Lucerne et la Suisse-Occidentale, accédèrent facilement à cette proposition qui leur donnait le moyen de combattre efficacement la concurrence des lignes françaises qui se dirigent sur Porrentruy et sur Bâle, en longeant l'ouest du Jura.

Ainsi, depuis 1878, le tarif 441 étant basé sur les prix du

chemin de fer du Brenner et le tarif 442 étant conforme au tarif 441, le trafic entre la Suisse et les trois ports principaux de la Méditerranée, Venise, Gênes et Marseille, s'accomplissait dans des conditions égales, au grand avantage de la population des différentes contrées de la Suisse.

Dès l'ouverture de la nouvelle ligne du Gothard, les chemins de fer de la Haute-Italie ont dénoncé le tarif 441, attendu que, par cette voie, le port de Gênes se trouvait en rapport plus direct avec la Suisse que par le Mont-Cenis.

Les Compagnies de la Suisse allemande appuyèrent unanimement cette demande, à laquelle, du reste, la Compagnie de la Suisse-Occidentale et du Simplon ne pouvait s'opposer, la convention d'union commerciale ayant consacré le principe de la plus courte distance.

Par cette décision, il n'est pas moins certain que l'équilibre établi en 1878, pour les transports partant des trois ports principaux de la Méditerranée, dans la direction de la Suisse, a déjà été entamé partiellement à dater de l'ouverture du Gothard.

Dès ce moment, le port de Gênes a reçu une position prédominante.

L'équilibre serait complètement rompu si, comme l'ordonne le Conseil fédéral, le tarif 442 devait aussi être supprimé.

Le commerce de Genève devrait-il faire quelque démarche pour réclamer le maintien du tarif 442 ?

Cette question nous conduit, bien malgré nous, à rappeler combien la place de Genève a été laissée dans l'oubli par l'administration de la Suisse-Occidentale, dans les questions de tarifs et de facilités de transport.

Que d'années perdues en réclamations avant d'avoir pu obtenir l'établissement, en nombre suffisant, de trains directs entre Genève et Berne !

Et, si nous ajoutons à ce souvenir encore vivant dans nos esprits le fait que Genève n'a jamais pu profiter des avantages créés pour le reste de la Suisse par les tarifs 441 et 442, que dirons-nous des procédés de la Suisse-Occidentale à notre égard !

Oui, le fait est patent, la gare de Genève a été omise dans l'énumération des gares et stations du réseau des chemins de fer de la Suisse-Occidentale, auxquelles devaient s'appliquer les tarifs 441 et 442.

Au nombre des stations dénommées, on voit figurer Morges, Lausanne, Cossonay, Vallorbes, Yverdon, Grandson, Vevey, Vernex-Montreux, etc., etc., et le nom de Genève ne paraît pas dans cette longue énumération.

S'étonnera-t-on, après cela, que le commerce de Genève ait fait entendre des plaintes si fréquentes au sujet de la manière dont la Compagnie de la Suisse-Occidentale néglige les intérêts vitaux de notre pays qui est pourtant la tête de ligne de son important réseau.

Cependant, rendons justice à cette Compagnie, qui, se ravisant enfin en 1881, a établi entre Genève et Berne les trains correspondants nécessaires, pour permettre aux hommes d'affaires d'accomplir le voyage, aller et retour, dans la même journée.

En ce qui concerne les marchandises, les entrepôts à la gare, soit les Magasins généraux, ont été aussi autorisés en 1882, sous certaines conditions, à profiter de quelques tarifs spéciaux de transit, pour la réexpédition des céréales provenant de Marseille et ayant fait momentanément escale à la gare de Genève.

Mais cette concession ne s'applique qu'aux céréales, elle ne concerne ni les vins, ni les huiles, ni la catégorie des produits désignés dans le tarif 442.

Pénétré des avantages que procurerait le maintien de ce tarif à une partie importante de la population suisse, le commerce de Genève devrait exprimer le vœu de pouvoir aussi profiter des dispositions libérales de ce tarif pour les marchandises qu'il tire de l'étranger et qu'il est appelé à vendre dans le périmètre de son activité.

Les céréales ne forment que l'un des articles du commerce de notre place ; les denrées coloniales, les huiles, les vins, les eaux-de-vie, les tissus, les métaux, les fruits du midi, les comestibles, la fayence, la poterie, les produits chimiques, etc., ont encore plus d'importance.

Tous ces produits, auxquels s'applique le tarif 442, devraient pouvoir être déposés par les maisons de commerce dans les entrepôts à la gare, sous la surveillance des administrations des chemins de fer, intéressées à constater l'identité, en attendant de recevoir une destination ultérieure, applicable soit à Genève-loco, soit à Genève-transit, et, dans ce dernier cas, pouvoir être rechargées et réexpédiées, aux conditions de taxes du même tarif 442, à l'une des stations dénommées, sans que la taxe à appliquer puisse excéder celle prévue pour le transport direct, comme lorsque l'expédition s'effectue sans rupture de charge.

La gare de Genève occupe à la frontière suisse une position analogue à celle de la gare de Romanshorn et il doit, par conséquent, lui être attribué une organisation semblable, qui permette les approvisionnements momentanés des diverses catégories de marchandises, avant leur emploi pour la consommation.

Ce n'est qu'à cette condition que le commerce de Genève pourra reprendre la position qu'il a longtemps occupée et dont il s'est vu dépouillé peu à peu, soit par le développement des péages fédéraux, soit par l'oubli dans lequel on a laissé

trop souvent la gare de Genève dans les questions de tarifs et de facilités de transport par chemins de fer.

Les détails dans lesquels nous venons d'entrer nous paraissent indiquer nettement la conclusion à tirer du présent rapport.

Suivant nous, la Section d'Industrie et d'Agriculture de l'Institut national genevois devrait s'associer à toute démarche qui serait entreprise auprès de l'autorité fédérale pour protester contre la suppression du tarif 442 et pour réclamer, en même temps, qu'il y soit introduit les modifications nécessaires, pour que les dispositions libérales du dit tarif soient rendues applicables à la gare de Genève, ainsi qu'à quelques nouvelles stations placées sur le parcours des lignes du Jura-Berne-Lucerne et du Central-Suisse.

Dans le cas où vous partageriez cette opinion, vous auriez, Messieurs, à charger votre président de donner suite à votre décision, de la manière qu'il jugerait la plus propre à défendre les intérêts du commerce de notre place.

N.B. — A la suite de la discussion à laquelle donna lieu la lecture du mémoire qui précède, la Section d'Industrie et d'Agriculture de l'Institut National Genevois a décidé qu'il serait fait auprès de la Chambre de Commerce une démarche, dans le but de présenter, en commun, au Conseil d'Etat un rapport concernant le maintien et l'application, à la place de Genève, du Tarif n° 442. (*Voir les Annexes I et II ci-après.*)

PIÈCES ANNEXES

I

Tarif commun d'exportation et de transit

N° 442

R A P P O R T

présenté au Conseil d'Etat du Canton de Genève, par l'Institut National Genevois et par l'Association Industrielle et Commerciale Genevoise, pour être transmis au Conseil Fédéral à Berne.

Genève, le 20 janvier 1885.

En date du 2 décembre 1882, la Compagnie des chemins de fer de la Suisse-Occidentale et du Simplon a adressé un recours à l'Assemblée fédérale contre l'arrêté du Conseil fédéral ordonnant la suppression du tarif commun n° 442.

Sans nous arrêter aux questions de *droit*, dont le débat qui aura lieu dans les Chambres fédérales fera apprécier la valeur, nous croyons devoir présenter quelques observations pour insister sur la *convenance* de maintenir en vigueur le

tarif en question et d'en étendre les effets avantageux non seulement à d'autres stations importantes du Jura-Berne-Lucerne et du Central-Suisse, mais surtout à la gare de Genève, dans le but de prendre en considération juste et équitable les intérêts du commerce de cette place depuis longtemps plus ou moins négligés

Bien loin d'estimer que le tarif 442 soit devenu inutile, à dater de l'ouverture de l'exploitation du Gothard, nous sommes convaincus que la conservation de ce tarif est non seulement dans l'intérêt du commerce des contrées occidentales de la Suisse, mais au moins autant dans celui de la Suisse allemande, afin de soutenir la concurrence avec les différentes lignes de chemins de fer qui contournent la Suisse, le long de nos frontières de l'est et de l'ouest.

L'ouverture du Gothard a déjà déplacé, en partie, les courants commerciaux et le port de Gênes tend à se substituer à celui de Marseille pour servir aussi d'intermédiaire, à travers la Suisse, entre les contrées du midi et celles du nord.

C'est là un fait qui résulte de la force même des choses et des circonstances créées par l'établissement d'une nouvelle voie ferrée pénétrant par le Gothard au cœur de la Suisse centrale.

C'est un fait qui était prévu et dont les conséquences ont été acceptées d'avance par les ressortissants de la Suisse occidentale lorsqu'ils ont voté, le 19 janvier 1879, la loi fédérale concernant les subventions à accorder aux divers chemins de fer à travers les Alpes.

Mais nous étions bien loin de supposer qu'il viendrait s'ajouter aux faits créés par la nature des choses, d'autres faits qui ne dépendraient que de l'appréciation de l'Administration fédérale, faits qui, s'ils devaient recevoir leur accomplissement, aggraveraient singulièrement la situation com-

merciale et atteindraient le bien être matériel d'une fraction importante de la population de notre pays.

Nous ne saurions, en conséquence, qu'appuyer en principe les conclusions du recours présenté par la Compagnie de la Suisse-Occidentale et du Simplon, à la Haute Assemblée fédérale.

Nous ne doutons pas que le Conseil fédéral mieux informé ne revienne sur sa décision du 3 novembre 1882, en retirant son ordre de suppression du tarif n° 442.

Mais nous demandons que l'énumération des gares et stations, auxquelles ce tarif est applicable, soit complétée dans ce sens que la gare de Genève ne soit pas omise et qu'elle figure, à l'avenir, au nombre de celles qui sont dénommées dans le tarif, comme faisant partie du réseau de la Suisse-Occidentale et du Simplon.

C'est là ce que le commerce de Genève a réclamé à diverses reprises, à dater de 1878, sans avoir pu obtenir satisfaction.

Il n'est donc pas complètement exact de dire, ainsi que nous le lisons au premier alinéa de la page 11 du Recours de la Suisse-Occidentale et du Simplon, « qu'il a été donné satisfaction aux réclamations de Genève, par le fait que les « entrepôts de cette place ont été mis au bénéfice des tarifs de transit. »

Ce qui est vrai, c'est que les entrepôts, soit les Magasins généraux de Genève, après de longues négociations, ont enfin obtenu, à dater du 1^{er} Mars 1882, de pouvoir appliquer quelques tarifs de transit aux réexpéditions de *céréales* provenant de Culoz et au delà, à destination de certaines stations du Jura-Berne-Lucerne, du Central-Suisse et du Nord-Est.

Mais cette concession tout à fait restreinte, ne s'appliquant exclusivement qu'aux *céréales*, est bien loin de répondre aux besoins du commerce de Genève, qui n'a jamais possédé la

jouissance du tarif n° 442, pas plus qu'il n'avait eu celle du tarif n° 441.

Pénétré des avantages que procurerait le maintien du tarif n° 442 à une partie importante de la population suisse, le commerce de Genève exprime le vœu de pouvoir aussi profiter des dispositions libérales de ce tarif pour les marchandises qu'il tire de l'étranger et qu'il est appelé à vendre dans le périmètre de son activité.

A cet effet, il est nécessaire que les produits auxquels s'applique le tarif n° 442 puissent au besoin faire escale dans les entrepôts à la gare de Genève, sous la surveillance des administrations des chemins de fer intéressés ; que ces marchandises puissent y être déposées momentanément par les maisons de commerce, en attendant de recevoir une destination ultérieure, applicable soit à *Genève-loco*, soit à *Genève-transit*, et, dans ce dernier cas, pouvoir être rechargées et réexpédiées, aux conditions de taxes du même tarif n° 442, à l'une des stations dénommées dans ce tarif, sans que la taxe à appliquer puisse excéder celle prévue pour le transport direct de l'une des gares expéditrices à l'une des gares destinataires, et cela, dans des conditions analogues à celles qui sont appliquées lorsque l'expédition s'effectue sans rupture de charge.

La gare de Genève occupe à l'extrême frontière suisse une position identique à celle de la gare de Romanshorn.

En conséquence, il doit lui être attribué une organisation semblable, qui facilite les approvisionnements momentanés des diverses catégories de marchandises avant leur emploi pour la consommation.

Ce n'est qu'à cette condition que le commerce de Genève pourra avoir quelque chance de reprendre la position qu'il a longtemps occupée et dont il s'est vu dépouillé peu à peu, soit par l'aggravation des péages fédéraux, soit par l'oubli

dans lequel on a laissé trop souvent la gare de Genève dans les questions de tarifs et de facilités de transport par chemins de fer.

Les céréales ne forment que l'un des articles du commerce de notre place, les denrées coloniales, les tabacs, les huiles, les vins, les eaux-de-vie, les tissus, les métaux, les fruits du midi, les comestibles, la fayence, la poterie, les produits chimiques, etc., etc., ont encore plus d'importance.

Tous ces articles et d'autres encore dénommés dans la classification du tarif n° 442 devront pouvoir jouir des avantages de taxes réduites qui ont été accordées à la réexpédition des céréales faisant escale aux entrepôts de Genève.

Comme conclusion de ce qui précède et eu égard aux avantages qu'a procurés la création du tarif n° 442 aux localités auxquelles il avait été rendu applicable, nous demandons que ce tarif soit maintenu en vigueur.

Nous demandons, en outre, que ce tarif soit modifié et complété dans ce sens, que la gare de Genève soit inscrite, à l'avenir, au nombre des gares et stations de la Compagnie de la Suisse-Occidentale et du Simplon déjà dénommées dans le dit tarif, et cela dans les conditions que nous venons d'énumérer dans le présent rapport.

Au nom de
l'Association Commerciale et Industrielle
Genevoise :

Le Président,

ERN. PICTET.

Au nom de
la Section d'Industrie et d'Agriculture
de l'Institut National Genevois :

Le Président,

L. ARCHINARD.



II

*Monsieur le Président et Messieurs les Membres du Conseil
d'Etat du Canton de Genève.*

Genève, le 20 janvier 1883.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Nous savons que vous vous préoccupez depuis quelque temps de la décision qu'à prise le Conseil fédéral d'ordonner la suppression du tarif 442 de la Compagnie de la Suisse-Occidentale et du Simplon.

Nous avons donc pensé qu'il ne sera pas sans utilité pour les démarches que vous jugerez convenable d'entreprendre auprès des autorités fédérales, de vous faire connaître, d'une façon plus directe et plus développée que cela ne l'a été fait jusqu'ici, les sentiments et les vœux du commerce de notre canton sur cette question d'un intérêt général évident.

Nous vous communiquons, en conséquence, le Mémoire que deux des organes des négociants genevois ont adopté en commun et demeurons complètement à votre disposition pour tous les renseignements complémentaires dont vous pourriez avoir besoin.

Il ne vous échappera pas, Monsieur le Président, que ce qui ressort le plus clairement des conclusions de ce rapport, c'est que nous n'avons quelque chance d'obtenir des Compagnies intéressées l'application, à la gare de Genève, du tarif 442, qu'autant que ce tarif lui-même, avant tout, sera maintenu dans son principe, C'est donc votre appui au recours de la Compagnie de la Suisse-Occidentale que nous prenons la liberté de vous demander, et nous sommes assurés d'avance que vous ne le refuserez pas aux intérêts que nous représentons.

Agréez, Monsieur le Président et Messieurs les Conseillers, l'assurance de notre respectueux dévouement.

Au nom de
l'Association Commerciale et Industrielle
Genevoise :

Au nom de
la Section d'Industrie et d'Agriculture
de l'Institut National Genevois :

Le Président,

ERN. PICTET.

Le Président,

L. ARCHINARD.

TARIF DES PÉAGES

*Projet de révision présenté à l'Assemblée fédérale en date du
3 novembre 1882 par le haut Conseil fédéral.*

RÉVISION DES PÉAGES FÉDÉRAUX

Nous sommes à la veille de voir régler définitivement, par l'Assemblée fédérale, la question de la fixation des tarifs des péages, restée pendante depuis 1878.

Notre Section s'étant occupée, en Novembre 1880, des observations à présenter au Conseil fédéral, en vue de la seconde délibération qui va avoir lieu dans les Chambres, il sera, sans doute, de quelque intérêt de faire connaître, en résumé, quelle est l'attitude que le Conseil fédéral a prise dès lors et quels sont les amendements qu'il propose d'introduire dans les tarifs adoptés en première lecture le 28 Juin 1878.

La situation, telle qu'elle existait en 1878, a subi quelques modifications :

1° Le 20 Juin 1879, les droits sur les tabacs bruts et manufacturés ont été augmentés par une loi fédérale ;

2° Le traité de commerce avec l'Allemagne, du 7 Mai 1881, a été renouvelé pour une durée de cinq ans ;

3° Il a été conclu avec la France, le 23 Février 1882, un nouveau traité de commerce qui modifie un certain nombre de taxes du tarif adopté en première lecture en 1878.

Par conséquent, si la première révision pouvait partir du point de vue d'une liberté complète, il n'en saurait être de même aujourd'hui.

Soit vis-à-vis de la France, soit vis-à-vis des autres Etats envers lesquels nous avons accordé le traitement de la nation la plus favorisée, la Confédération se trouve liée par un nombre considérable de rubriques.

Cependant, il est bon de faire observer que si nous sommes actuellement liés de manière à ne pouvoir pas augmenter les taxes d'un certain nombre d'articles, nous estimons que les traités ne nous obligent nullement à les maintenir au maximum fixé conventionnellement, et que rien ne nous empêcherait de les abaisser, si nous y trouvons notre intérêt propre.

Le projet de nouveau tarif, présenté à la seconde délibération, porte la date du 3 Novembre 1882.

Les Commissions des Conseils sont nanties, et l'Assemblée fédérale entendra leurs rapports dans les premiers mois de 1883.

L'idée fondamentale qui a présidé à la rédaction du tarif de 1878 et à celle de la nouvelle édition de 1882, repose sur la nécessité de créer de nouvelles ressources à la Confédération.

Le projet de 1878 devait produire une augmentation de 8,600,000 fr.

Le projet actuel produirait seulement, d'après ce que nous apprend le message du Conseil fédéral, une augmentation de 3,400,000 fr.

Ce serait donc une diminution de fr. 5,200,000. On voit par là que les réclamations unanimes du commerce et de l'industrie ont eu du bon et qu'elles ont réussi à faire reculer les appétits financiers de la Confédération d'une quotité respectable.

Il est à désirer que l'Assemblée fédérale vérifie de très près les chiffres énoncés ci-dessus et qu'elle agisse de manière à ne pas mettre trop d'argent dans les mains du Conseil fédéral.

Taxes à l'entrée.

Entre le tarif de 1878 et le projet nouveau présenté actuellement, on peut signaler les différences générales suivantes :

Relativement à la formation des classes, diverses Associations commerciales et industrielles avaient fait observer qu'il serait désirable d'introduire des simplifications par la réunion des articles similaires.

Il a été fait droit à cette observation ; le tarif de 1878 contenait 20 classes ; le nouveau projet en compte seulement 17 ; quelques classes du tarif de 1878 ont été amalgamées et refondues.

Voici l'état comparatif de la nomenclature des classes en 1878 et en 1882 pour les droits d'entrée :

1878	1882
I. Déchets.	I. Déchets et engrais.
II. Bijouterie et montres.	II. Espèces chimiques.
III. Droguerie, pharmacie, couleurs.	III. Verre.
IV. Verrerie, cristaux.	IV. Bois.

1878

- V. Bois, vannerie, tannerie.
- VI. Instruments, machines, etc.
- VII. Caoutchouc, guttapercha.
- VIII. Mercerie, quincaillerie.
- IX. Produits agricoles.
- X. Cuir, ouvrages en cuir.
- XI. Objets de littérature, science et arts.
- XII. Métaux.
- XIII. Comestibles, tabacs, boissons.
- XIV. Huiles, graisses, chandelles, savons.
- XV. Papier, cartons et leurs ouvrages.
- XVI. Matières textiles, tissus, etc.
- XVII. Pierres, ouvrages en pierre.
- XVIII. Houilles, Goudron.
- XIX. Animaux et leurs produits.
- XX. Poteries.

1882

- V. Objets mécaniques, horloges, machines.
- VI. Produits agricoles.
- VII. Cuir.
- VIII. Objets de littérature, science et arts.
- IX. Métaux.
- X. Matières minérales.
- XI. Comestibles, boissons, tabacs.
- XII. Huiles et graisses.
- XIII. Papier.
- XIV. Matières textiles, confections, modes.
- XV. Animaux, matières animales.
- XVI. Poteries.
- XVII. Articles divers, quincaillerie fine, mercerie spéciale, fournitures de bureau et de dessin, jouets.

Comme on le voit, la bijouterie et les montres sont classées dans les objets mécaniques.

Les instruments de musique rentrent dans la classe des objets de littérature, arts, sciences.

Le caoutchouc et gutta-percha se répartissent entre plusieurs classes : matières textiles, confections, jouets.

Les pierres, houille, goudron, sont réunis sous le titre de matières minérales.

C'est ainsi que les 20 classes de 1878 se trouvent ramenées à 17 classes en 1882.

En outre, il est bon de faire remarquer que la simplification ne porte pas seulement sur le nombre des classes, mais aussi sur le nombre des rubriques et sur celui des taxes.

Le tarif de 1878 comprenait 46 taxes différentes de droits à percevoir, portant sur 476 rubriques.

Le projet de 1882 renferme 36 taxes différentes de droits à percevoir, et le nombre des rubriques est réduit à 385.

Enfin, en 1878, le maximum de la taxe avait été élevé à 100 fr. par 100 kilog., et un grand nombre d'articles avaient été taxés à ce taux.

Dans le projet de 1882, le maximum de la taxe a été réduit à 50 fr. par 100 kilog., sauf pour les cigares et les cigarettes, articles pour lesquels la loi spéciale de 1879 a fixé le droit d'entrée à 100 fr.

Ainsi donc, en général, il a été tenu compte, dans le nouveau projet, des observations qui avaient été présentées par le commerce et l'industrie, concernant la classification et la nécessité de modérer la taxation.

Néanmoins, il reste encore beaucoup à reprendre dans le nouveau projet, et c'est ce que démontreront les détails dans lesquels nous allons entrer.

A cet effet, nous suivrons l'ordre adopté dans la nouvelle classification.

CLASSE I

Déchets et engrais.

Les déchets de fer, de verrerie et ceux provenant des matières animales ou végétales, qui étaient taxés en 1878 à 5 et 10 centimes, sont *exempts* de taxe dans le nouveau projet.

Il en est de même des engrais, sauf les engrais chimiques préparés par l'acide sulfurique, qui restent taxés à 40 centimes.

Les déchets propres à la fabrication du papier, pour lesquels nous avons demandé la réduction de taxe à 10 centimes, restent taxés à 20 centimes.

CLASSE II

Espèces chimiques : Pharmacie, droguerie, chimie, couleurs.

Pour les matières premières végétales, à l'usage pharmaceutique, fleurs, feuilles, baies, fruits, écorces, racines, taxées en 1878 à 60 centimes, nous avons proposé d'élever la taxe à fr. 1 50.

Nos propositions ont été dépassées ; la taxe pour cet article a été portée à fr. 3 par 100 kilog.

Parfumerie et cosmétique, taxe 70 fr. $\%$ kil., réduit à 30 fr.

Eponges » 30 » » 20

Allumettes chimiques, maintien à 20 fr. par 100 kilog. au lieu de 10 fr. comme nous l'avions proposé.

CLASSE III

Verre. Glaces.

Nous avons demandé pour les glaces avec cadre en bois verni ou cadre doré, la taxe de 15 fr. au lieu de 25 fr. et 40 fr.

La nouvelle taxation porte le droit à 16 fr., pour les glaces ayant moins de 18 décimètres et à 30 fr. pour les glaces dépassant cette dimension.

CLASSE IV

Bois: Ouvrages en bois. Cadres de tableaux. Vannerie. Tamiserie. Brosserie. Meubles et parties de meubles.

Le bois à brûler, le bois de construction et de charronnage, taxés précédemment à 2 centimes, sont exempts.

Les bois en feuilles pour placage sont taxés à 4 fr. au lieu 5 fr.

Les bois pour tonnellerie, taxés en 1878 à 4 fr., sont portés à 7 fr. Nous avons proposé 8 fr. La vannerie grossière reste taxée à 4 fr. La vannerie fine qui avait été taxée à 50 fr. est réduite à 16 fr.

CLASSE V

*Objets mécaniques. Horloges. Montres et leurs parties.
Machines et véhicules. Bateaux.*

1878

1882

Horloges communes, taxe 50 fr. % kil. réduite à 16 fr. % kil.
Montres taxées à la pièce sont taxées au poids » 50 »

Fournitures d'horlogerie taxées en 1878 à 50 fr. par 100 kil.,
seraient taxées à 16 fr. par le projet de 1882.

Les modifications de taxes concernant l'horlogerie sont
nécessitées par le traité de commerce avec la France.

Les locomotives, pour lesquelles nous avons proposé la
taxe de 8 fr., restent taxées à 4 fr.

CLASSE VI

Produits agricoles.

Les produits des champs et des forêts, jardinages frais,
foin, paille, roseaux, feuilles, pommes de terre, sont exempts
de taxe à l'entrée.

Les oignons à fleurs restent taxés à 50 fr. par 100 kilog.
Les houblons sont portés de 4 fr. à 5 fr. par 100 kilog.

CLASSE VII

Cuir : Chaussures en cuir, gants.

Les diverses sortes de chaussures en cuir avaient été taxées en 1878, d'après leurs sortes, à 25, 30, 50 et 60 fr.

Pour toutes les sortes, la taxe est uniformément proposée à 30 fr. par 100 kilog.

Les gants en peau, qui avaient été taxés à 100 fr., ce qui eût provoqué une active contrebande, sont taxés à 30 fr., dans le nouveau projet.

CLASSE VIII

Objets de littérature, de science et d'art. Livres, instruments de musique, d'astronomie, de chimie, de chirurgie, de mathématiques. Statues. Peintures sur verre, etc.

Nous avons proposé de porter la taxe sur les livres, cartes, etc., de 1 fr. à 7 fr.

La France a insisté et obtenu le maintien de l'ancienne taxe, soit 1 fr.

Pour les objets moulés en plâtre, nous avons demandé de porter la taxe de 5 fr. à 7 fr.

Cette dernière taxe est proposée par le Conseil fédéral.

Pour les instruments de musique, les pianos en particulier, nous avons demandé une élévation de taxe, en la portant de 20 fr. à 30 fr.

Et pour les instruments d'astronomie, de chirurgie, mathématiques, optique, etc., nous avons proposé de porter la taxe de 15 fr. à 20 fr.

La France a réclamé et obtenu pour ces articles la taxe uniforme de 16 fr., comme d'après l'ancien traité de 1864.

La taxe sur les œuvres de sculpture prévue à 5 fr., en 1878, a été élevée à 16 fr.

Il en est de même pour les peintures sur verre qui, taxées à 6 fr. par le tarif de 1878, se trouvent portées à 30 fr. par 100 kilog.

CLASSE IX

Métaux et les ouvrages en métal.

Notre Section avait présenté plusieurs propositions sur les divers articles de cette classe :

Fer. Nous avons demandé de réduire à 4 fr. la taxe de 7 fr. sur les ouvrages en fer forgé, fonte malléable, acier, tôle. etc.

Le nouveau tarif établit deux divisions : la première, avec taxe à 3 fr. pour les ouvrages très grossiers ; la seconde, à 7 fr., pour les ouvrages moins grossiers, mais cependant fort ordinaires.

Cuivre, pour les chaînes, rivets, vis, goupilles, etc. Nous avons proposé la taxe de 10 fr., au lieu de 16 fr. La nouvelle taxe serait réduite à 7 fr.

La chaudronnerie avait été taxée en 1878 à 30 fr., la taxe a été réduite à 16 fr., suivant ce que nous avons demandé.

Nickel. Les ouvrages en nickel avaient été taxés en 1878 à 80 fr. par 100 kilog. ; nous avons réclamé la réduction à 25 fr. Le Conseil fédéral propose maintenant de taxer cet article à 16 fr.

Zinc. Les ouvrages en zinc brut avaient été taxés à 20 fr. Nous demandions la réduction à 16 fr. Le Conseil fédéral propose 7 fr.

Les ouvrages en zinc polis, peints, etc., lesquels avaient été taxés à 30 fr., seraient taxés à 16 fr., suivant ce que nous avons proposé.

Etain. Les ouvrages en étain, métal anglais ou alliages, avaient été taxés, les uns à 40 fr., les autres à 80 fr. Nous avons proposé la taxe uniforme de 16 fr., et c'est la taxe actuellement inscrite dans le nouveau projet de tarif.

Ruolz. Enfin, l'orfèvrerie Christoffe, Ruolz, articles plaqués, dorés ou argentés, au feu ou par procédé électro-chimique, qui auraient eu à supporter la taxe exorbitante de 100 fr., sont taxés à 30 fr., suivant nos propositions.

CLASSE X

Matières minérales : Pierres de toutes sortes, ardoises, meules, chaux. Ouvrages en ciment. Briques. Houille. Coke. Asphalte. Pétrole.

Pour la chaux grasse et le plâtre, nous avons demandé la taxe de 5 centimes au lieu de 10 centimes.

Par contre, la maison Stammer et Wanner avait insisté pour porter la taxe à 15 centimes.

La proposition actuelle du Conseil fédéral maintient la taxe à 10 centimes.

Malgré notre demande d'abaisser de 50 centimes à 20 centimes la taxe sur la chaux hydraulique, la taxation à 50 centimes a été maintenue. Sur les ouvrages de tailleur et tourneur de pierres, ouvrages qui ont un poids considérable et une valeur relative peu élevée, les taxes de 50 centimes, 1 fr. et 2 fr., nous avaient paru fortes, et nous en avons demandé la réduction à 50 centimes, 50 centimes et 1 fr.

Nous avons échoué cette fois-ci, et les précédentes taxes ont été maintenues.

Par contre, la houille et le coke qui étaient taxés à 5 centimes et pour lesquels nous avons demandé le retour à la taxe de 2 centimes, seront désormais exempts de toute taxe.

CLASSE XI

Comestibles. Boissons. Tabacs.

Nous arrivons maintenant à une classe de première importance pour l'alimentation de la population suisse. Cependant, d'après l'opinion du Conseil fédéral, c'est sur ces articles, de préférence, que les droits peuvent être relevés. La moitié du nouveau produit financier attendu serait donc demandée à cette classe XI.

Il nous paraît cependant que ce procédé n'est pas de nature à rendre la vie matérielle plus facile ; si la vie matérielle devient plus chère, la main-d'œuvre devra nécessairement augmenter de prix, de manière à permettre à l'ouvrier de s'alimenter lui et sa famille.

Or, si la main d'œuvre renchérit, comment feront les industries pour soutenir la concurrence et la lutte avec les produits étrangers ?

Il y a donc là une question grave qui devra être examinée de très près par l'Assemblée fédérale. L'augmentation sur la classe des comestibles s'élève au total de 1,500,000 fr.

L'article *poissons frais*, taxé jusqu'ici à 40 centimes, se trouve taxé à 10 fr.

Il en est de même de la volaille vivante ; ensorte que l'augmentation présumée sur ces deux articles seulement, si absolument indispensables à l'importante industrie des hôtels-pensions d'étrangers, fournirait un supplément de recettes de près de 250,000 fr., si les propositions du Conseil fédéral étaient définitivement adoptées.

Nous ne critiquons pas l'élévation du droit d'entrée sur la farine, droit qui est porté de 1 fr. à 1 fr. 50, ce qui produira une augmentation de 42,000 fr. par an, pour les recettes des péages, tout en répondant aux intérêts des minoteries de notre pays.

Dans l'intérêt des minoteries de notre pays, nous avons demandé cette augmentation de taxe.

Nous ne disons rien sur les augmentations des droits d'entrée qui portent sur les alcools et les tabacs. Ce ne sont pas là des articles indispensables à la vie.

Mais si nous comparons l'ancien tarif encore en vigueur avec ce qui est proposé, les augmentations de taxes portant sur le beurre, le sucre, le café, le riz, le vin, la bière, etc., etc., augmentations qui représentent une somme annuelle de près de treize cent mille francs, nous nous demandons si, eu égard aux besoins financiers réels de la Confédération, il est absolument nécessaire de frapper d'une augmentation de droits d'entrée les produits que nous venons d'énumérer.

En ce qui concerne les demandes de dégrèvement que nous avons présentées, voici quel en a été le résultat :

Nous avons proposé la taxe de 3 fr. au lieu de 5 fr. pour les fruits du midi frais. La taxe se trouve portée à 15 fr. dans le nouveau projet.

La même taxe de 15 fr. est appliquée aux fruits desséchés pour lesquels nous avons proposé la taxe de 4 fr. au lieu de 8 fr.

Pour les épices de tout genre, nous avons demandé le maintien de la taxe actuelle de 7 fr. Le nouveau projet maintient le chiffre de 15 fr.

Le café, que nous proposons de maintenir à la taxe de 3 fr., se trouve porté à 4 fr.

Nous proposons de taxer uniformément à 7 fr. le sucre brut, le sucre en pains et le sucre coupé ou brisé. La taxe a été portée à 8 fr. pour le sucre brut et à 12 fr. pour le sucre pilé ou coupé.

Pour les vins en fûts nous eussions jugé plus rationnel, d'établir une progression de taxes suivant les qualités de vins ordinaires et vins fins.

Ce procédé a été jugé trop compliqué pour les opérations des bureaux frontières, la taxe pour les vins en fûts a été maintenue à fr. 3 50 par 100 kilos poids brut.

CLASSE XII

Huiles et graisses, bougies, savons.

D'après le nouveau projet, la distinction des huiles en fûts est maintenue. Les huiles d'olives sont taxées à fr. 1 50, les autres huiles grasses non médicinales sont taxées à 1 fr.

Dans la pratique, il est excessivement difficile de distinguer une huile d'olive d'une huile de sésame.

Toutes les huiles en fûts devraient être taxées uniformément à 1 fr.

Les savons qui avaient été taxés, suivant qualités à 3 fr. et 20 fr., sont actuellement proposés à fr. 1 50.

CLASSE XIII

Papier, carton, ouvrages de relieur, cartes à jouer.

Dans le tarif adopté en première lecture, en 1878, le papier à écrire et le papier à imprimer formaient deux catégories distinctes.

Cette distinction a été abandonnée dans le nouveau projet. La taxe qui était de 6 et 7 fr. est proposée uniformément à 7 fr.

CLASSE XIV

Matières textiles : Coton, lin, chanvre, soie, laine. Caoutchouc. Gutta-percha. Paille. Jonc. Confections. Modes.

C'est là le champ de bataille entre l'industrie et le commerce.

L'industrie réclame la protection contre l'introduction des produits étrangers ; c'est la surélévation des taxes qui rendrait l'industrie indigène maîtresse du terrain.

Le commerce, au contraire, réclame la modération des taxes, il désirerait le maintien des taxes actuelles, sans élévation quelconque.

Dans la grande Commission, convoquée à Berne, pour préavis, la seule branche de la soierie était représentée ; faut-il s'étonner que des faveurs spéciales aient été réservées à cette seule branche et qu'on ait, un peu beaucoup, sacrifié le coton, le lin et la laine, à la soie.

Le résumé suivant fournit des points de comparaison curieux à noter :

Nomenclature.	Ancien tarif.	Tarif de 1878.	Tarif de 1882.
---------------	---------------	----------------	----------------

Filés teints.

Coton	taxé à 7 fr.	11 fr.	11 fr.
Lin	» 7 »	10 »	10 »
Soie filoselle	» 16 »	10 »	10 »

Filés sur bobines.

Coton	taxé à 7 fr.	— fr.	16 fr.
Lin	» 7 »	12 »	16 »
Laine	» 9 »	— »	16 »
Soie	» 16 »	— »	16 »

Tissus blanchis de fils teints et imprimés.

Coton	taxé à 16 fr.	35 fr.	30 fr.
Laine	» 25 »	25-40 fr.	25 »
Soie	» 16 »	35-70 »	16 »

Nomenclature. Ancien tarif. Tarif de 1878. Tarif de 1882.

Broderies et dentelles.

Coton	taxé à 30 fr.	70 fr.	50 fr.
Lin	» 30 »	70 »	30 »
Laine	» 50 »	100 »	30 »
Soie	» 30 »	100 »	50 »

Les vêtements confectionnés sont soumis à la même taxe uniforme de 40 fr. par 100 kilog. qu'ils soient en coton, en soie, en laine ou en fourrures, sans prendre en considération la valeur relative des différentes sortes.

Les articles les plus imposés sont les

Cotons tissus écrus de 38 fils, portés de 4 fr. à 10 fr.

Ceux de plus de 38 fils 4 » à 20 »

Les tissus blanchis, portés de . . . 16 » à 30 »

De telles taxes sont essentiellement protectionnistes. Notre commerce doit réclamer le maintien de l'ancien tarif, dans lequel les droits étaient, dans une certaine mesure, établis proportionnellement à la valeur des étoffes.

Si les nouvelles propositions du Conseil fédéral étaient acceptées telles quelles, les relations du commerce de Genève avec les zones françaises deviendraient des plus difficiles.

Si nous considérons spécialement les articles sur lesquels nous avons fait porter nos observations dans notre rapport de 1880, nous constatons les points suivants. La taxe de 15 fr. que nous avons proposée pour la bonneterie, les bas, caleçons, jupons, bonnets, camisoles en coton, a été écartée et on a maintenu la taxe de 25 fr.

Par contre, la bonneterie en soie, qui était taxée en 1878 à 100 fr., a été descendue à 16.

Il n'y a évidemment pas de proportion gardée, ou plutôt il y a renversement de proportion.

Pour les cordes, câbles, ficelles et cordons écrus, notre proposition de taxer à 3 fr. au lieu de 5, a été acceptée.

Pour la bonneterie en laine, taxée à 60 fr. en 1878, la taxe a été réduite à 25 fr., comme nous l'avions demandé.

Pour les parapluies en laine ou en lin, nous demandions la réduction de 40 fr. à 20 fr. Le Conseil fédéral propose maintenant 30 fr.

Les parapluies en coton taxés en 1878 à 20 fr. sont réduits à la taxe de 16 fr.

CLASSE XV

Animaux et matières animales, peaux brutes, crins, cheveux, plumes, cornes, ivoire, fanons, écailles, perles.

Nous n'avions pas présenté de propositions sur les articles de cette classe, qui restent taxés à peu près comme ils avaient été arrêtés en 1870, lors de la première délibération.

CLASSE XVI

Poteries, tuiles, briques, plaques, carreaux, faïence, etc.

Nous n'avions pas eu de réclamations à présenter sur les articles de cette classe.

Les taxes restent fixées à peu près aux chiffres arrêtés en 1878, sauf quelques dégrèvements.

CLASSE XVII

Articles divers : Quincaillerie fine, agate, albâtre, cristal de roche, ambre, écume. Mercerie. Fournitures de bureau, etc.

•

Ce sont 1° La quincaillerie fine et autres articles ne rentrant pas dans les catégories précédentes.

2. La mercerie et autres articles ne rentrant pas dans les catégories précédentes.

3. Fournitures de bureau et de dessin.

4. Cire à cacheter et goudron pour bouteilles.

5. Jouets de tout genre.

6. Objets pour exhibitions, panoramas, etc., etc.

Pour la quincaillerie fine, qui était taxée à 50 fr., nous avons demandé la taxe de 30 fr.; elle a été adoptée.

Pour la mercerie, nous avons proposé 20 fr., au lieu de 30 fr.; la taxe a été réduite à 16 fr.

Les fournitures de bureau, taxées à 25 fr., ont été réduites à 16 fr.

En somme, la taxation des articles de cette classe a été améliorée.

Dans le rapport que nous avons rédigé en 1880, nous avons appuyé une pétition présentée par M. Siegwart, de Lucerne,

tendant à ce que le système usité jusqu'ici, en Suisse, de percevoir les droits sur le *poids brut*, fût remplacé par la perception sur le *poids net*.

Cette proposition n'a pas même été discutée ; elle a été écartée haut la main, comme bouleversant toutes les notions sur lesquelles reposent les principes des péages fédéraux.

Plusieurs propositions avaient été faites également pour l'introduction d'un système de *drawbacks*, soit restitution, à la sortie, d'objets fabriqués en Suisse, d'une partie des droits perçus à l'entrée, sur les matières premières ayant servi à la fabrication de ces objets.

Cette proposition a été écartée. Le Conseil fédéral estime que l'introduction de ce système occasionnerait la création d'un appareil administratif compliqué et l'emploi de mesures de contrôle, que les industriels intéressés n'accepteraient qu'avec répugnance.

Il est possible, du reste, de dégrever certaines industries d'une autre manière que par les *drawbacks*.

Le premier moyen d'y parvenir, c'est la diminution des droits d'entrée sur les matières premières.

Le second, c'est le dégrèvement, aussi fort que possible, des taxes sur l'exportation des articles fabriqués.

Le Conseil fédéral, par le nouveau projet du tarif, estime avoir fait le nécessaire à cet égard.

Taxes à la sortie.

En ce qui concerne les droits sur l'exportation, notre Section avait réclamé contre la taxe de 20 centimes dont étaient frappés les produits des minoteries du pays, tandis que les farines

provenant de l'étranger et destinées à la Savoie et au pays de Gex, pouvaient entrer en franchise dans notre canton, à la faveur des acquits à caution à six mois, et pouvaient ensuite sortir librement, sans acquitter aucune taxe d'exportation, pour être vendues audelà de notre frontière.

Le Conseil fédéral a introduit des dégrèvements importants dans la série des droits de sortie.

Le droit d'exportation a été maintenu sur :

- 1° Le bétail ;
- 2° Le bois ;
- 3° Les peaux brutes ;
- 4° L'écorce à tan ;
- 5° Les chiffons.

Tous les autres articles non dénommés sont exempts de taxe, sauf la taxe de contrôle, fixée à un centime par quintal, pour les marchandises tarifées au poids et de un centime par 50 fr. de valeur pour celles taxées *ad valorem*.

Les farines se trouvent ainsi affranchies de la taxe de sortie de 20 centimes, suivant ce qu'avait réclamé notre Section.

Le dégrèvement total résultant pour l'exportation des nouvelles mesures peut être évalué à 218,000 fr.

Je termine ici ce rapport sur le nouveau tarif des péages ; il vous aura peut-être paru un peu long, ce qui est toujours le cas, quand il est nécessaire de mettre en scène une série de chiffres, matière sèche par excellence. Cependant, le rapport que votre Commission vous avait présenté le 12 novembre 1880 ayant paru assez important pour que l'impression en ait été demandée et votée, j'ai cru devoir, comme rapporteur de la Commission, étudier les nouveaux tarifs pour vous rendre

compte de l'efficacité du travail auquel nous nous étions livrés il y a deux ans.

Vous avez pu voir, Messieurs, que nos efforts ne sont pas restés sans résultat, et ce doit être, pour notre Section et aussi pour l'Institut National Genevois, un motif et un encouragement pour ne jamais nous tenir à l'écart des questions économiques qui intéressent le bien-être de la population de notre pays.

Les recherches généalogiques à Genève

De tout temps et partout, les maisons souveraines et les familles nobles ont attaché du prix à leur généalogie, et se sont occupées de la faire dresser et de la tenir à jour. L'intérêt le leur commandait. Les plus grands privilèges étaient attachés à la race, et les généalogies étaient les titres de ces privilèges. Si Henri IV succéda en 1589 au roi Henri III, c'est qu'il était son cousin au 21^e degré. Plus de trois cent cinquante ans s'étaient écoulés depuis le mariage de leur ancêtre commun, saint Louis, en qui la branche des Bourbons se rattachait au tronc de la maison royale issue de Hugues Capet. Je ne crois pas que dans l'histoire il y ait d'exemple plus frappant des droits que l'on reconnaissait autrefois à la plus lointaine parenté, et de l'importance d'une généalogie bien établie. Philippe de Valois, qui succéda en 1328 au roi Charles-le-Bel, était bien plus rapproché de son prédécesseur, puisqu'il était son cousin germain. Mais on retrouvera un intervalle d'une durée deux ou trois fois séculaire, entre le point d'attache des chaînes parallèles et le moment où l'une des lignées défaut et saisit l'autre, quand le comte de Paris héritera des droits du comte de Chambord, qui est son cousin

au 16^e degré, si on suit les lignes de mâle en mâle depuis Louis XIII, leur septaïeul à tous deux, qui s'est marié en 1615. On sait que par la reine Marie-Amélie, tante de la duchesse de Berry, les deux princes sont cousins à un degré beaucoup plus rapproché (issus de germains).

Dans tous les pays où la noblesse a conservé des privilèges, les familles nobles et l'Etat lui-même ont un intérêt évident à ce que toutes les questions généalogiques soient traitées avec jugement, avec suite, en connaissance de cause. Dans les contrées où ces vieux privilèges ont été abolis, l'honneur d'appartenir à une famille noble sera toujours pour les heureux possesseurs d'un nom ancien, d'un titre authentique, la source de sentiments profonds. Chaque gentilhomme à son tour fera comme Alfred de Vigny :

Dans le caveau des miens plongeant mes pas nocturnes,
J'ai compté mes aïeux, suivant leur vieille loi.
J'ouvris leurs parchemins, je fouillai dans leurs urnes,
Empreintes sur le flanc des sècaux de chaque roi.

Les campagnes de Beauce avaient leurs cœurs, leurs âmes,
Leurs soins. Ils les peuplaient d'innombrables garçons,
De filles qu'ils donnaient aux chevaliers pour femmes,
Dignes de suivre en tout l'exemple et les leçons !

Simple, et satisfaits si chacun de leur race
Apposait saint Louis en croix sur sa cuirasse.
Comme leurs vieux portraits qu'aux murs noirs nous plaçons.

Les souvenirs de famille sont ainsi l'objet d'un culte pieux, et ce trésor se transmet de génération en génération avec un soin jaloux. Le public, qui n'y a point de part, s'y intéressera toujours, au moins par l'imagination, le goût de ce qui sonne bien à l'oreille ; — et ce qui vaut mieux : le goût du passé,

et le plaisir de retrouver au milieu de nous les traces vivantes et comme le prolongement des âges écoulés ; en sorte qu'un esprit libre de préjugés révolutionnaires ne peut qu'applaudir aux recherches généalogiques que font elles-mêmes ou qu'encouragent les anciennes familles, qui conservent les titres de leur noblesse historique. Il importe en effet à tous leurs membres d'être au courant de leur ascendance ; il importe à chaque branche de connaître l'état des branches collatérales qui fleurissent en même temps et en différents lieux.

Cela posé, après avoir reconnu ce qui appartient aux classes supérieures, j'envisage notre société démocratique en ses couches profondes, et je me demande s'il y a lieu, pour des familles toutes bourgeoises et sans prétention, de s'inquiéter de leur passé, d'étudier leurs origines, de suivre la ligne modeste de leurs ascendants aussi loin que la recherche peut aller, pour redescendre ensuite dans toutes les branches, et aboutir à dresser l'arbre complet d'une famille qui n'a point de nom historique ni d'éclat féodal, et qui n'intéresse que le sentiment filial de ses représentants actuels. — Et pourquoi pas ?

Une considération se présente d'abord. Il y a des questions d'héritage où il n'est pas indifférent d'être au clair, de savoir à quoi s'en tenir sur toute sa parenté, soit pour ne pas laisser échapper ce qui vous reviendrait, ce qui est votre droit (1), soit pour ne pas vous laisser décevoir par des vues et des espérances dont quelques renseignements qui vous manquent vous auraient montré le néant.

A cet égard, je signalerai un petit manuel bien fait : *Livre de famille, ou Guide pour établir soi-même sa parenté, avec*

(1) On sait qu'une loi genevoise, du 5 septembre 1874, a modifié l'article 755 du Code civil, et porté du 12^e degré au 8^e la limite au delà de laquelle les parents ne succèdent pas à une personne qui meurt intestat.

tableaux-modèles et tableaux prêts à recevoir les renseignements, par I. Guët, Paris, Dentu, 1870, 31 pages 8° et 51 feuillets pour tableaux. « Un livre de famille bien tenu, dit l'auteur, devient une sorte de loterie de tous les temps, à tirage incessant, et chaque indication consignée dans les tableaux, est un numéro qui peut sortir un jour au profit du titulaire dûment renseigné. »

Assurément, il serait peu judicieux de trop compter sur les avantages de cette loterie, où il y a beaucoup de billets blancs, et où les billets gagnants semblent quelquefois vouloir éviter les mains qui sont tendues pour les recevoir. Toujours est-il que l'argument tiré de cet ordre d'idées sert à fermer la bouche de ceux qui traiteraient d'enfantillages inutiles les travaux généalogiques.

Les esprits désintéressés trouveront ailleurs le véritable attrait de ces études. Ils s'attacheront à cette idée : que chaque famille, si humble qu'elle soit, a un passé ; et que pour qui sait réfléchir, rien n'est plus intéressant que de rechercher ce passé.

O pères dont le long travail a lentement amassé le patrimoine que nous tenons de vous, qui ne nous donne pas la richesse, mais nous assure une modeste aisance — et comment ne vous en serions-nous pas reconnaissants tous les jours ? — Aïeules dont la vie simple, monotone et grave, a préparé chez vos descendants le meilleur de leur être et de leur caractère : nous aimons à vous retrouver dans les papiers de famille que vous nous avez légués, à suivre les traces de votre vie dans les registres que conservent nos archives nationales.

Chercher l'esprit des morts dans ces pages jaunies,

c'est une tâche qui demande à ceux qui s'y vouent beaucoup d'application à noter séchement des noms et des dates, en même temps que l'imagination poétique, si on la possédait,

ne serait pas de trop pour recréer un passé lointain, le peindre à nos yeux et nous le montrer tel qu'il fut, plein de fraîcheur, jeune, agité et vivant.

On sait qu'en étudiant l'origine des familles genevoises, on n'en trouve aucune qui soit autochtone (1) à Genève même ; on arrive toujours à un ancêtre venu de la campagne ou de l'étranger.

La variété des points où vient aboutir le tracé des lignes ascendantes, les bizarreries qui se dessinent au regard du chercheur, voilà ce qui fait pour lui un des charmes de ses tableaux. L'ascendance de madame de Staël, par exemple, nous montre ces croisements qui amusent le généalogiste. En commençant par établir quatre quartiers, on arrive dans autant de contrées : la Poméranie, la ville de Genève, le pays de Vaud, le Dauphiné. Après cette double bifurcation, il semble que les quatre lignes, si nous les poursuivions, se continueraient ensuite, chacune sur son sol, pendant cent cinquante à deux cents ans. Reprenons chacun des quatre quartiers :

Le grand-père paternel de madame de Staël était un avocat de Custrin, Charles-Frédéric Necker — lui-même fils d'avocat et petit-fils de pasteur — lequel obtint la faveur de Georges I^{er}, roi d'Angleterre, qui lui fit accorder par son parlement une

(1) On appelle *autochtones*, en généalogie, les familles pour lesquelles il n'y a aucune trace, aucun indice d'une origine étrangère au pays où elles vivent : à condition que les documents généalogiques permettent d'en suivre la filiation assez loin (jusqu'au XV^{me} siècle au moins).

C'est parce que son étymologie mythologique ne permet pas de prendre à la lettre ce mot *autochtone*, qu'on l'a préféré avec raison au mot *aborigène*, qui impliquerait l'affirmation d'un fait historique dont on ne peut avoir aucune espèce de preuve.

forte pension annuelle, à la condition qu'il irait s'établir à Genève, et qu'il y ouvrirait un pensionnat destiné à l'éducation des jeunes Anglais qui viendraient sur le Continent. Cette institution réussit à souhait, et c'est ce qui commença la fortune de la famille Necker. (1)

La grand'mère paternelle de madame de Staël fut Jeanne-Marie Gautier, d'une vieille famille de Genève. En cherchant ses ascendants dans les *Notices généalogiques* de Galiffe, on trouve des Revilliod, des Marcet, des Gallatin, des DesGouttes, des de la Corbière; on trouve le célèbre Baudichon de la Maisonneuve, qui fut le septaïeul de madame de Staël.

Son grand-père maternel fut le pasteur Curchod; je serais heureux qu'un de nos savants collègues de la Société d'Histoire de la Suisse romande établit et publiât la généalogie de cette ancienne famille vaudoise.

Enfin, la grand'mère maternelle de madame de Staël était la fille d'un avocat dauphinois, d'une famille protestante (2).

Dans un cas comme celui de madame de Staël, les recherches généalogiques fournissent à l'histoire littéraire un point de départ indispensable, rien de plus. Eût-on complété ce

(1) Je trouve ces détails dans un petit volume allemand (*Familien-geschichte der Herrn von Necker*, Regensburg, 1789, 96 pages 8°) dont l'auteur a puisé les renseignements dans une lettre que le célèbre ministre de Louis XVI avait écrite à son cousin Necker, pasteur en Poméranie,

(2) On trouvera plus loin, dans un appendice, quelques notes sur cette famille dauphinoise, qui m'ont été communiquées par M. le baron de Coston. Une partie en a déjà été utilisée par M. Othenin d'Haussonville dans son récent ouvrage : *Le Salon de madame Necker*, tome premier, page 11.

tableau de quartiers que je viens d'esquisser, en donnant toute la suite des descendants, et fût-on arrivé à reconstituer l'état de la famille tel qu'il était à chaque date successive qu'on voudrait considérer, après tout cela, on n'aurait obtenu qu'un cadre vide, un squelette, qu'il faudrait encore garnir en groupant des renseignements d'un autre ordre : documents d'archives, papiers de famille, lettres, portraits, tout ce qui peut jeter du jour sur la vie et le caractère des aïeux, des père et mère, et des autres parents. Voilà comme on rebâtit pièce à pièce, et le moins mal qu'on peut, les foyers où les enfances se passèrent, en même temps qu'on reconstruit la suite des ancêtres, et qu'on est mis par là sur la trace des traits de ressemblance qu'un descendant illustre peut avoir avec les races qui se sont croisées dans les mariages dont il est issu.

Ce qui, dans le cas de madame de Staël, intéresse tout le public lettré, n'intéresse, quand il s'agit d'une famille obscure, que le nombre restreint des membres de cette famille; mais le problème est le même : les conditions et les difficultés sont pareilles ; d'une manière générale, les recherches généalogiques sont essentielles pour connaître un homme à fond.

Sainte-Beuve était bien près d'être de cet avis, lorsqu'en définissant sa méthode, il disait qu'il faut considérer avec soin les proches d'un grand homme ; lorsqu'il cherchait à retrouver dans les frères de Boileau, dans les sœurs de Chateaubriand et de Pascal, les traits qui distinguent le caractère et le talent de ces illustres écrivains. (1)

Les recherches généalogiques ont leurs difficultés particulières ; il y faut une méthode, une tradition, des modèles. A cet égard, nous avons à Genève de grandes facilités, sans

(1) *Nouveaux Lundis*, tome III, page 18 et suivantes (article du 22 juillet 1862, sur Chateaubriand).

parler de celle que procure la concentration des registres dans la Chancellerie et les Archives de notre ville. Les amateurs de généalogie ont chez nous souvent des travaux déjà tout faits, toujours des points de repère, et en tout cas un modèle excellent à suivre dans les trois volumes de *Notices généalogiques* que M. Galiffe père a publiées il y a cinquante ans.

Ce fut une idée singulièrement heureuse et nouvelle que de faire pour la bourgeoisie genevoise les recherches généalogiques qu'on avait faites ailleurs pour les dynasties régnantes et la haute noblesse. Il fallait une âme bien trempée pour les mettre en état de paraître, les imprimer et les offrir à un public qui ne les demandait pas, qui n'en avait pas l'idée, et où les uns étaient ébahis, les autres grognons, les autres médisants, d'autres encore soupçonneux, et tous décourageants.

Rappelons aussi dans quel esprit vraiment droit ces généalogies ont été rédigées par M. Galiffe père et son continuateur. Un désintéressement absolu règne dans cet ouvrage. Point de complaisance pour les familles qui voudraient être plus distinguées qu'elles ne le sont ; point de malignité. On sait tout ce qu'un généalogiste découvre dans ses fouilles. Malheur à qui verrait dans les taches du passé autre chose qu'une leçon de bonhomie et d'indulgence pour le présent !

Et quel travail ! Vingt années d'une vie laborieuse ont été consumées à écrire ces trois tomes et les volumineux manuscrits qui en préparaient, j'aime mieux dire : en préparent et en font espérer la suite.

Il est vrai que souvent M. Galiffe père a laissé échapper des erreurs ; ses erratas n'en corrigent qu'un petit nombre, et tous ceux qui connaissent le sujet en auraient beaucoup d'autres à signaler. Certaines notices demandent une refonte

complète; certaines assertions font sourire; il y des points de suture où un œil attentif et exercé voit l'endroit faible de certaines filiations. Mais les savants de notre génération n'ont pas le droit de juger sévèrement ces fautes, tant que tous leurs travaux généalogiques, mis ensemble, n'égalent pas encore la masse de ce qu'a fait un seul homme; tant que les trois volumes que M. Galiffé père a rédigés demeurent dans ces matières l'ouvrage capital, unique: celui qu'on consulte toujours, à qui rien n'a disputé sur son terrain le rang qu'il occupe depuis cinquante ans dans l'estime des connaisseurs.

Sans doute on n'avait pas attendu M. Galiffé père pour s'occuper à Genève de ce qui fait le sujet de son admirable ouvrage. Dans beaucoup de familles, des chercheurs isolés s'étaient amusés à établir leur propre généalogie; Leti avait inséré dans son *Cérémonial historique et politique* (Amsterdam, 1686) quelques notes sur vingt ou trente des meilleures familles de Genève, et le *Lexicon* de Leu a des articles pour un beaucoup plus grand nombre. Parmi les manuscrits de l'auditeur Léonard Bourdillon, qui datent de la fin du dernier siècle, et qui sont aujourd'hui à la Bibliothèque publique, il y a quelques cahiers qui contiennent des notices sur un certain nombre de familles genevoises.

Un travail beaucoup mieux fait, plus étendu, et qui est utile encore aujourd'hui, est l'ouvrage du syndic Naville-Rilliet, l'oncle de M. Galiffé père; le seul à Genève, avant son neveu, qui se soit appliqué aux recherches généalogiques avec quelque esprit de suite. Il a compilé beaucoup de notes, et dressé l'arbre généalogique d'un grand nombre de familles genevoises. Les manuscrits précieux de ce savant magistrat sont arrivés entre les mains de son petit-neveu, M. Rilliet-de Candolle, qui en a donné une moitié à la bibliothèque de notre Société genevoise d'Histoire et d'Archéologie.

Ils avaient été inaccessibles pendant la vie de M. Galiffe père, qui n'a pas pu en profiter (1).

Dans sa propre génération, M. Galiffe père n'était pas le seul amateur de ce genre de recherches. Quelques-uns de ses contemporains, MM. Charles Eynard, Léonard Revilliod, Naville-de Chateauvieux, le baron de Grenus et le syndic Rigaud, partageaient ses goûts, et l'aidaient quelquefois dans ses études.

Après le départ de M. Galiffe père, qui quitta Genève après la publication du troisième volume de ses *Notices*, les travaux généalogiques furent continués par M. Louis Sordet, archiviste, qui écrivit un *Dictionnaire des familles genevoises* en trois forts volumes manuscrits, qui sont déposés à la bibliothèque de la Société d'Histoire et d'Archéologie, ouvrage considérable et toujours utile à consulter, mais qui aurait plus de prix aux yeux des connaisseurs, si M. Sordet ne s'était pas quelquefois égaré ou embrouillé en établissant ses filiations.

M. Galiffe fils a publié de 1857 à 1866 un quatrième volumes de *Notices généalogiques* ; MM. Henri Bordier, Théo-

(1) Dans les *Etrennes patriotiques, ou Dictionnaire du Petit et Grand Conseil* (page 15), l'avocat Jacques Grenus, cette langue de vipère, avait noté chez le syndic Naville ce goût de recherches généalogiques :

« Il entend le blason et la généalogie ; il y cherche la pierre philosophale de la vanité, c'est-à-dire une souche noble ; il a la manie de parler de lui et de sa famille comme d'une des premières de l'Etat, ce qui a toujours beaucoup diverti les *bons fonds* de l'aristocratie. » En effet, la famille Naville, à cette date (1792) n'était parvenue que depuis quinze ou vingt ans aux suprêmes honneurs de la vieille République aristocratique.

Notre généalogiste, No. Isaac-Louis Naville-Rilliet, conseiller 1782, et syndic 1788, fut condamné à mort par le Tribunal Révolutionnaire ; mais plus heureux que son cousin, François-André Naville, fusillé le 2 Août 1794, il s'était retiré à temps dans le pays de Vand.

dore Claparède et Sautter-de Beauregard (1) ont fait imprimer les généalogies de leurs familles respectives ; enfin, depuis quinze à vingt ans, on a vu se former un petit groupe de quatre ou cinq chercheurs qui ont accumulé dans leurs tiroirs ou leurs portefeuilles des travaux assez considérables. Je nommerai M. Dufour-Vernes, M. Ferdinand Reverdin, M. Théophile Dufour, M. Alfred Covelle, et je mériterais sans doute une place à côté d'eux, si j'avais le loisir d'achever les recherches que je poursuis depuis une vingtaine d'années.

La table des minutes des notaires genevois, que M. Henri Bordier, pour les XVI^me et XVII^me siècles, et un comité de seize membres de la Société d'Histoire, pour le XVIII^me siècle, ont fait dresser par M. César Auquier, a facilité les travaux de cette nouvelle génération de chercheurs ; mais toutes les notes qu'ils ont amassées sont encore dans leurs portefeuilles (2). On ne sait pas assez combien la publicité est nécessaire en cette matière. Les recherches généalogiques ne portent tout leur fruit que quand le résultat en est accessible à tous.

Il faut songer que les registres publics peuvent être brûlés, comme on l'a vu à Paris en 1871. Donc il est bon que les particuliers gardent la note des actes de l'Etat-civil qui con-

(1) *Un jubilé de famille*, 1571-1871, 94 pages 12°. Genève, imprimerie Fick, 1871.

A propos d'un anniversaire, 141 pages 12°. Genève, imprimerie Fick, 1874.

Notice historique et généalogique sur la famille Sautter, 223 pages 8°. Genève, imprimerie Charles Schuchardt, 1880.

(2) Quelques-uns d'entre eux se sont heureusement associés à M. Galiffe pour préparer un cinquième volume de *Notices généalogiques*, dont la publication ne se fera pas longtemps attendre.

cernent soit eux-mêmes, soit ceux qui les ont précédés dans la vie ; il est bon que les filiations des familles qui tiennent à leur passé soient mises en sûreté. Le moyen le plus simple et le plus sûr de les conserver à tout jamais, c'est de confier à la presse le petit nombre de pages qui suffit à retenir la plus longue suite de générations.

Eugène RITTER,

Professeur à l'Université de Genève.



APPENDICE

M. le baron de Coston, savant dauphinois, auteur d'un ouvrage estimé sur les noms propres (1) et d'une *Histoire de Montélimar*, a bien voulu me communiquer les renseignements qu'il a recueillis sur la famille Albert, à laquelle appartenait la grand'mère maternelle de madame de Staël. Ces notes intéressantes font désirer la publication intégrale des documents dont elles sont tirées.

Elles sont suivies de l'esquisse du tableau généalogique de la famille Albert. Ici encore, le lecteur pensera comme moi que le sujet vaut bien la peine qu'on l'étudie ; on aimerait à voir réunir tous les renseignements qui peuvent se trouver aux archives de Montélimar, sur la famille Albert et sur toute l'ascendance de madame de Staël.

1588. La ville de Montélimar étant tombée au pouvoir des protestants, Jean Albert, marchand, fut nommé premier consul.

1634. Jean Albert, avocat, fils du précédent, avait hérité de lui une maison dans la Grande-Rue de Montélimar, place de l'Herberie.

(1) *Origine, étymologie et signification des noms propres et des armoiries.* Paris, Aug. Aubry, 1867. 364 pages, grand in-octavo.

1659 (29 Septembre). Rippot, notaire. Testament de Catherine Allard, veuve de Jean Albert, bourgeois, en faveur de Jean Albert, bourgeois, son fils aîné, avec un legs de 60 livres à chacun des fils de ce dernier, qui étaient Jean, Paul et Antoine Albert.

1698 (1^{er} Mai). Rippot, notaire. Mariage, célébré le 22 Mai 1697, de Jean Albert, avocat à Montélimar, avec Madeleine Répara, fille de feu Jean Répara. Dot, 6,300 livres. Jean Albert possédait le domaine de Cardenau (ou Cardenou) sur la commune de Bonlieu (à trois lieues à l'est-nord-est de Montélimar).

1698 (29 Septembre). Naissance de Madeleine Albert.

1720 (17 Mai). Le comte de Médavie, gouverneur du Dauphiné, accorde un passeport (valable pour six semaines) à Madeleine Albert, et à Jean, son père ; ils quittèrent le Dauphiné et vinrent demeurer en pays protestant ; Madeleine Albert épousa le pasteur Curchod.

1723 (22 Juin). Jugement rendu par le sénéchal de Montélimar, permettant à Anne Albert de se mettre en possession des biens de Madeleine sa sœur, et de Jean, son père.

1726 (12 Mai). Mort de Anne Albert, fille de Jean, avocat, et sœur de madame Curchod. Elle avait embrassé la religion catholique peu avant sa mort, et fait son testament en faveur de Jacques Peytier, avocat à Montélimar, son cousin.

1732 (2 Septembre) Andrau, notaire. Acte relatif à l'héritage d'Anne Albert, dévolu à Jacques Peytier.

1761 (4^{er} Juillet). Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, duquel il

résulte qu'André Hortal, de Montélimar, avait hérité des biens de Madeleine Albert, sa cousine, considérée par suite de son émigration, comme morte civilement et *ab intestat*.

1763 (25 Novembre). Boisset, notaire. Vente par Jacques Peytier, à Louis de Moreton, comte de Chabrillan, du domaine de Cardenau, pour 9200 livres, payées à Suzanne Curchod, fille de Spectable Louis-Antoine Curchod, ministre à Cras-sier; la dite somme due par Peytier à Curchod pour le montant des promesses et billets à lui consentis. Suzanne Curchod déclare qu'elle a l'intention de s'établir en France, et signe la quittance. — Les prétendus billets étaient sans doute un moyen détourné employé par Peytier pour restituer à sa cousine le prix du domaine de Cardenau.

Jean Albert,
Marchand, premier consul de Montélimar en 1588.

Jean Albert,
Avocat et propriétaire à Montélimar.
Marié à Catherine Allard, laquelle testa en 1659.

Jean Albert,
Avocat,

Paul Albert.

Antoine Albert.

Marié en 1697 à **Madeleine Répara.**

Madeleine Albert,
Née en 1698,
Mariée à **Louis Antoine**

Anne Albert,
+ 1726

Curchod,
Pasteur de Crassier.

Suzanne Curchod,
Née en 1737,
Mariée en 1764
à **Jacques Necker.**

Germaine Necker,
Née en 1766,
Mariée en 1786
au baron **de Staël.**

Les données qui ont servi à dresser ce tableau sont évidemment incomplètes, et il faut écrire au bas de
cette esquisse : *sauf erreur ou omission.*

COMPTE-RENDU

DES

TRAVAUX DES SECTIONS

PENDANT L'ANNÉE 1881

I

Section des Sciences naturelles et mathématiques.

Voici la liste des communications présentées à la *Section des Sciences mathématiques et naturelles* pendant l'année 1881 :

Professeur SCHIFF. De l'action du chloroforme appliqué directement sur la peau.

Emile YUNG. Recherches expérimentales sur l'action des poisons chez les mollusques.

Professeur C. VOLT. Comment les animaux aquatiques se sont transformés en animaux à respiration aérienne.

Docteur PÉTAVEL. Un cas de syphilis chez une nourrice.

Emile YUNG. Extension de la théorie de l'évolution aux systèmes stellaires.

Docteur H. OLTRAMARE. Du virus syphilitique et de la vaccination syphilitique.

Docteur PÉTAVEL. Sur un monstre humain hémicéphale.

Professeur H. FOL. Sur un nouveau Rhizopode.

Professeur C. VOGT. Compte-rendu d'un voyage scientifique au Sahara.

Professeur C. VOGT. Sur les prétendus organismes des météorites.

Professeurs D. MONNIER et C. VOGT. Sur un nouveau mode de production artificielle des formes organiques.

La Section a reçu un nouveau membre honoraire dans la personne de M. Ræber, pharmacien de l'Hôpital de Genève, et elle a nommé M. le professeur G. Retzius, de Stockholm, membre correspondant.

Enfin elle a délégué MM. les professeurs D. Monnier, d'Espine et docteur Haltenhoff pour la représenter officiellement au Congrès international d'hygiène qui a eu lieu à Genève dans le courant de l'année.

II

**Section des Sciences morales et politiques,
d'Archéologie et d'Histoire.**

Pendant l'année 1881, la *Section des Sciences morales et politiques, d'Histoire et d'Archéologie* a tenu neuf séances.

Elle a entendu les communications suivantes :

De M. FONTAINE-BORGEL. Sur Louis-Auguste Brun, peintre, ancien maire de Versoix, et sur l'histoire de Lancy.

De M. Jules VUY. Sur le fort de St^e-Catherine ; une chanson sur l'Escalade ; le rôle des Bernois après la conspiration de Lausanne, 1588 ; des procès de sorcellerie.

De M. DUVAL. Sur des procès de sorcellerie.

De M. E. GOLAY. Sur la concordance du droit civil et du droit public.

De M. GRAND-CARTERET. Sur la caractéristique de l'art dans les républiques du Moyen-Age.

De M. ROUMIEUX. Une troisième série de médailles genevoises.

De M. Henri FAZY. Sur les rapports de Genève avec le prince de Condé et le duc d'Alençon.

De M. Louis DUFOUR. Sur les pertes des Genevois dans les guerres de 1589 à 1590.

De M. MENN. Pétition en vue d'obtenir une loi fédérale sur les brevets d'invention.

Pendant l'année 1881, la Section a reçu comme membre honoraire M. Edgar Masson, docteur-médecin. Elle a perdu cinq de ses membres correspondants : le comte Arrivabene, le comte Franchi-Vernay, l'économiste Joseph Garnier, Ferdinand Keller, et Melegari, ancien ambassadeur d'Italie, à Berne.

III

Section de Littérature.

De février 1881 à février 1882, la *Section de Littérature* a tenu six séances ordinaires, quatre séances de membres effectifs et une séance publique.

Elle a perdu deux de ses membres fondateurs : MM. Amiel

et Albert Richard. M. Eugène Ritter a été choisi par elle pour remplacer M. Amiel dans le collège des membres effectifs. Elle a reçu trois membres honoraires : MM. Emile Julliard, Salmon et David Tissot.

Elle a nommé sept correspondants :

MM. BONHOTE, bibliothécaire, à Neuchâtel ;
Victor CHERBULIEZ, membre de l'Académie française ;
CORNU, professeur à l'Université de Prague ;
Théophile DROZ, professeur au Polytechnicum de Zurich ;
Philippe GODET, avocat, à Neuchâtel ;
Jules LE COULTRE, professeur, à Neuchâtel ;
Jules TROUBAT, bibliothécaire, à Compiègne.

Elle a renouvelé son bureau, qui est aujourd'hui formé de MM. Eugène Ritter, président ; Pierre Vaucher, vice-président et trésorier, Duvillard, secrétaire ; Louis Morel, secrétaire-adjoint.

Dans la séance publique du 20 décembre 1881, il a été rendu compte du résultat du concours de poésie. Dans la prochaine séance annuelle de l'Institut, il sera rendu compte du concours ouvert pour une *Nouvelle Suisse*.

Dans les séances ordinaires, il a été lu plusieurs morceaux de poésie. Les auteurs étaient MM. Théophile Droz, Emile Nicole, l'abbé Roussel, Scheler, David Tissot, Pierre Vaucher et Jules Vuy. On a particulièrement remarqué *l'Aiguilleur*, de M. Scheler, et le *Missel d'amour*, de M. Droz.

M. André OLTRAMARE a donné lecture de deux séries de lettres, fort intéressantes les unes et les autres. Les premières avaient été écrites par feu Marc Fournier, et racontaient son voyage en Espagne. Les autres, écrites de Suède par un

de nos jeunes compatriotes, M. Lemaitre, qui occupe auprès des princes de la maison royale une place honorable, contenaient une description bien faite de l'aspect et des mœurs de cette contrée septentrionale.

Dans trois séances successives, MM. Pierre Vaucher, Hornung et Jules Vuy, ont rendu hommage à la mémoire de M. Amiel, raconté sa vie et communiqué des extraits de sa correspondance.

M. Pierre VAUCHER a lu une étude solide et bien écrite sur l'histoire de Genève au temps des derniers princes-évêques, qui ont résidé dans notre ville.

M. DUVILLARD a communiqué une esquisse littéraire : le portrait de Petit-Senn, travail consciencieux et animé.

M. Charles RITTER nous a entretenu de l'Académie française et a signalé entre autres ce fait, qu'elle ne possède pas aujourd'hui un seul homme qui ait fait une étude spéciale de la langue française et de la philologie, lacune singulière dans un corps qui a compté parmi ses membres, depuis Vaugelas et Furetière jusqu'à Raynouard et Littré, la plus belle suite de grammairiens et de lexicographes ; — lacune qui subsistera jusqu'à ce que l'Académie ait appelé dans son sein MM. Michel Bréal et Gaston Paris.

IV

Section des Beaux-Arts.

Du 1^{er} janvier au 31 décembre la *Section des Beaux-Arts* a tenu huit séances dont deux des membres effectifs.

Elle a eu à juger le concours qu'elle avait ouvert pour la composition d'un diplôme pour l'Institut ; neuf dessinateurs ont

envoyé des projets et le Jury, élu en partie par les artistes, a décerné à MM. Gustave Schwartz, un premier prix, MÉRIL Ravoire un second, Charles Carrière un troisième, et Louis Berteault une mention honorable. Aucun des projets ne contentant complètement le Comité de gestion, les quatre lauréats ont été appelés à faire un nouveau dessin. Un seul d'entr'eux, M. MÉRIL Ravoire, ayant répondu à l'appel du Comité, son projet considérablement amélioré a obtenu une nouvelle récompense, et, ayant été adopté, il s'exécute actuellement en phototypie.

A propos de l'Exposition nationale de Zurich, qu'elle a décidé d'appuyer, la Section s'est de nouveau occupée de la demande d'une loi fédérale garantissant la propriété de l'invention des formes, modèles et dessins destinés à l'industrie.

La Section a ouvert un concours de céramique, dont le sujet est la décoration d'un plat au grand feu ; le choix du procédé est laissé à la liberté de l'artiste ; une somme de 500 francs est affectée à ce concours, auquel sont invités les artistes résidant à Genève et les artistes suisses.

Ont été élus membres correspondants : MM. *Giuseppe Arrigo*, compositeur de musique, à Turin ; *Léon Charvet*, architecte, inspecteur de l'enseignement du dessin, à Lyon ; *Antoine Henseler*, secrétaire de la Société suisse de numismatique, à Fribourg ; *Geskel Saloman*, peintre, à Stockholm.

V

Section d'Industrie et d'Agriculture.

Pendant l'année qui vient de s'écouler, la *Section d'Industrie et d'Agriculture* a tenu quinze séances dont sept de membres effectifs.

Comme agriculture, elle a entendu des communications de M. ARCHINARD, sur une nouvelle maladie du pain, d'après M. Ferrand, pharmacien à Lyon ; sur la culture des asperges ; sur un moyen de guérir l'antrachnose de la vigne ; sur la culture de la vigne en Egypte, d'après le Dr Corvidou, du Caire. De M. GRANDCHAMP, sur un moyen de faire fructifier les arbres fruitiers, et sur un procédé pour hâter la floraison des camélias. De M. LACHENAL, sur les résultats obtenus de la culture de quelques courges. De M. Auguste de NIEDERHAUSERN, sur le concours agricole de Lucerne et sur une visite à la fabrique de lait condensé de Cham. De M. ROCHAT, sur la grêle, d'après le mémoire de M. Ryniker, forestier-chef du canton d'Argovie.

Comme industrie, un second rapport de M. MENN, sur la fabrique de poteries artistiques de M. Schwartz. De M. ROCHAT, sur le projet d'Exposition nationale de Zurich. De M. SCHLÆCK-JAQUET, sur une visite à la fabrique de bière de M. Fluhler, à St-Georges. De M. SOLARI, sur un moyen mécanique d'arrêter un train en marche. De M. UHLER, sur la réorganisation de l'Ecole polytechnique.

De MM. DUSSAUD et MASSOL, sur les chemins de fer à voie étroite de St-Julien à Fernex par Genève. De M. CHALLET-VENEL, sur les tramways en opposition aux chemins de fer à voie étroite pour la même ligne ; et un rapport au nom d'une commission nommée sur la demande du Département des finances pour examiner les intérêts du canton dans le renouvellement du traité de commerce avec l'Italie.

La Section a appuyé et signé la pétition adressée au Conseil fédéral pour demander une loi garantissant la propriété des inventions dans l'industrie. Elle est entrée comme l'une des sociétés adhérentes dans la fédération des Sociétés d'agriculture de la Suisse romande et a désigné comme ses délégués

aux assemblées de cette fédération, MM. L. Archinard et Auguste de Niederhausern. Elle a continué à faire paraître, sous son patronage et la direction de M. Archinard, *l'Almanach de la Suisse romande*, qui en est arrivé à sa vingt-quatrième année.

Les membres ont continué à apporter des fleurs et des fruits au commencement de l'année, et, pour encourager ces apports, la Section a décerné des récompenses à MM. Grandchamp, Nicodet et Lachenal. Elle a également décerné à M. Schwartz une médaille d'argent pour encourager les efforts qu'il a faits pour implanter l'industrie de la céramique à Genève.

M. FORESTIER a, à plusieurs reprises, apporté aux séances des séries d'instruments nouveaux pour l'agriculture, l'horticulture et l'économie domestique.

MM. Faton et Rollanday ayant demandé à passer membres émérites, la Section a élu pour les remplacer MM. Auguste de Niederhausern, agronome, et Edouard Uhler, ingénieur, directeur de l'usine d'Armoy.

Ayant à procéder au renouvellement de son bureau, la Section a élu : MM. Louis Archinard, président, Auguste de Niederhausern et Rochat, vice-présidents, Charles Menn, secrétaire, et Gabriel Tournier, trésorier.

Pendant l'année, la Section a perdu par décès six de ses membres : MM. Euryale Cazeaux, ancien inspecteur général de l'Agriculture en France, Mauro Macchi, sénateur italien, et Henri Sainte Clair-Deville, professeur de chimie, à Paris, membres correspondants ; Jules Maigrot, Jacques Reichenbach et Georges Watter, membres honoraires.

La Section a admis huit nouveaux membres : MM. Jean

Dufour et Henri Giessler, négociants, Emile Hoffmann, représentant de commerce, Hermann Hug et Imer-Schneider, ingénieurs, Lucien Knecht, fabricant de poteries à Colovrex, Revuz-Poulin, commissionnaire, et Auguste Stutzmann, fondeur.

Publications.

En fait de publications, l'Institut a achevé l'impression du tome XXIV du *Bulletin* et commencé l'impression du tome XV des *Mémoires*; enfin, d'après une décision du Conseil de gestion, les *Lois et règlements* de l'Institut ont été réunis et publiés en brochure.

Bibliothèque.

Pendant l'année 1881 la bibliothèque a reçu 286 volumes, 256 brochures et livraisons de publications périodiques et 1 atlas;

	Volumes	Brochures	Atlas
Dons d'administrations publiques, d'institutions ou comités officiels ...	6	20	1
Dons de particuliers	143	117	
Reçu par échange de sociétés scientifiques	122	77	
Reçu de sociétés pour compléter.	4	14	
Reçu de sociétés pour nouveaux échanges	4	24	
Par abonnement	6	4	
Par achat	1		

Les nouveaux échanges se font avec les sociétés suivantes :

Bulletin d'histoire ecclésiastique des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Romans.

Annales du musée Guimet, à Lyon.

Naturhistorisch-Medizinischen Verein zu Heidelberg.

Archives du Musée Teyler, à Haarlem.

American Metrological Society, New-York.

The Canadian Antiquarian and numismatic Society of Montreal.

Comptes de l'exercice 1881, arrêtés par l'Assemblée générale.

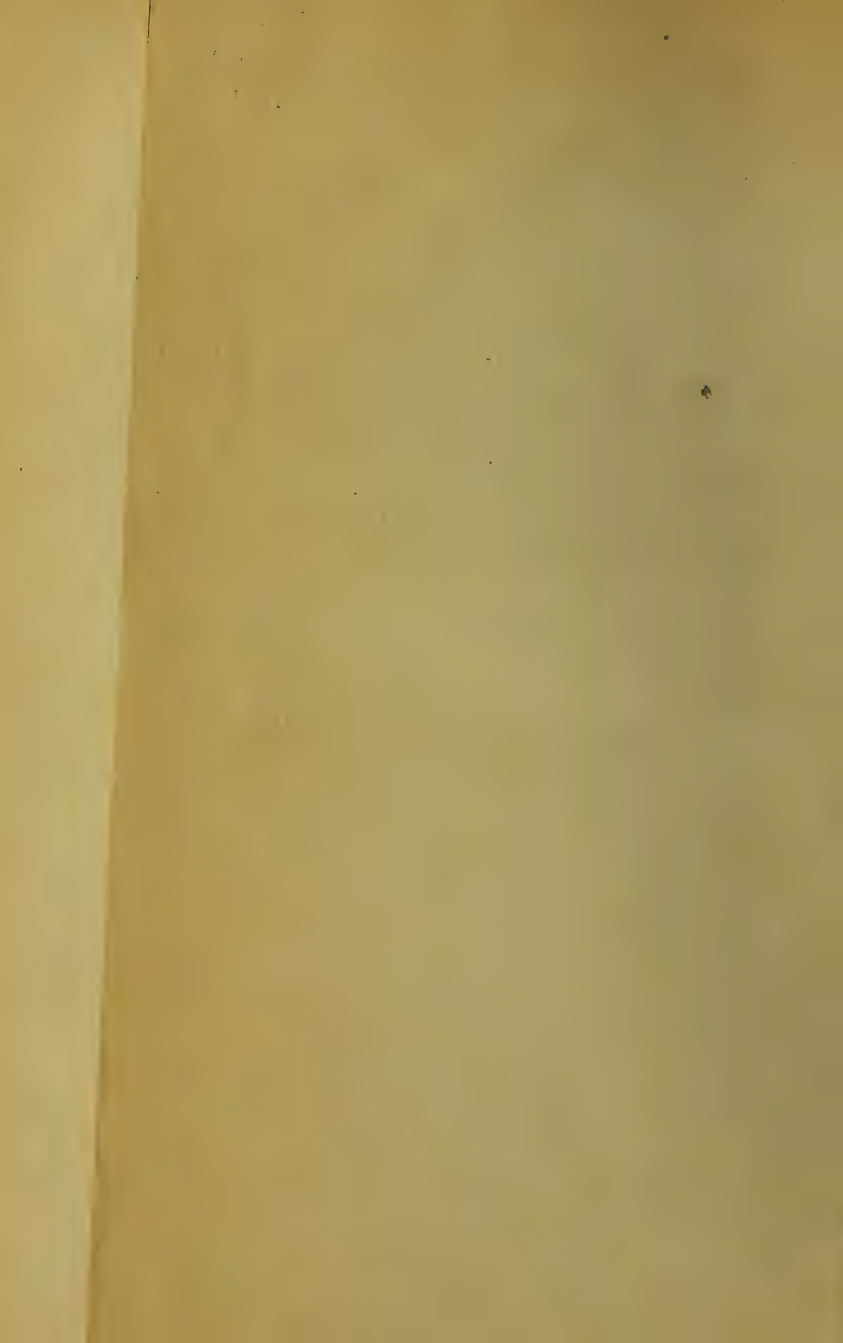
[illegible]

TABLE DES MATIÈRES

Discours prononcé par M. le professeur Ch. VOGT, à la séance générale du 23 mai 1882.....	1
Notice sur MM. de Bons et Amiel, par M. le professeur E. RITTER	17
Rapport sur le concours de nouvelles suisses, ouvert par la Section de Littérature, par M. le professeur Ed. HUMBERT.....	29
Rapport sur le concours de céramique ouvert par la Section des Beaux-Arts, par M. H. SILVESTRE.....	53
L'intérêt de la Suisse dans la question monétaire et la Conférence de Paris, par M. Laurent KARCHER	59
Rapport de la Commission de la Section d'Industrie et d'Agriculture sur les questions concernant le renouvel- lement du traité de commerce entre la Suisse et l'Italie, rapport présenté par M. CHALLET-VENEL....	87
Histoire de Lancy dès les anciens temps jusqu'à nos jours, par M. Claudius FONTAINE-BORGEL.....	101
Origine des idées politiques de Rousseau, par M. Jules VUY (troisième mémoire)	273
Histoire de l'Escalade, par David PIAGET, publiée avec introduction et notes par MM. L. DUFOUR-VERNES et Eug. RITTER.....	347

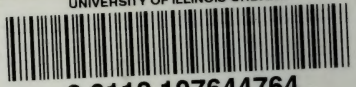
Discours d'ouverture prononcé par M. le professeur Edg. RITTER, à la séance publique de la Section de Littérature.....	411
Notice sur Louis Vaucher, par M. le professeur Marc MONNIER.....	415
Notice sur Rodolphe Rey, par M. le professeur HORNUNG	425
<i>L'Egalité</i> , poésie, par M. Ant. CARTERET	435
<i>L'Envie</i> , poésie, par M. Jules SALMSON.....	445
<i>Adieux d'un poète à son manuscrit</i> , dialogue en vers, par M. le professeur E. JULLIARD.....	451
Influence de l'ouverture de l'exploitation du chemin de fer du Gothard sur le commerce de la place de Genève, mémoire présenté à la Section d'Industrie et d'Agricul- ture, par M. CHALLET-VENEL.....	457
Tarif des péages, rapport de M. CHALLET-VENEL à la Section d'Industrie et d'Agriculture ..'.....	485
Les recherches généalogiques à Genève, par M. le pro- fesseur E. RITTER.....	507
Compte-rendu des travaux des Sections pendant l'année 1881	523
Comptes de l'exercice 1881 arrêtés par l'Assemblée générale.....	553





IMPRIMERIE CENTRALE GENEVOISE, rue du Rhône, 52.

UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA



3 0112 107644764